École Doctorale
Sésam

Laboratoire Clersé
UMR 8019 CNRS

Thèse de doctorat en

SCIENCES ECONOMIQUES

Présentée et soutenue publiquement par

Leslie Carnoye

Le 8 Décembre 2016

Les services écosystémiques : de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste ?

Une analyse conventionnaliste à partir du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (France).

TOME I : Mémoire

Directeur de thèse :

M. Richard SOBEL, Professeur, Université de Lille 1

Co-directeur de thèse :

M. Alain LEPRETRE, Professeur, Université de Lille 1

Membres du jury :

M. Philippe BATIFOULIER, Professeur, Université de Paris X, Nanterre (Rapporteur)

Mme Géraldine FROGER, Professeure, Université de Toulouse, Jean Jaurès (Rapporteure)

Mme Florence JANY-CATRICE, Professeure, Université de Lille 1 (Présidente)

M. Franck-Dominique VIVIEN, Professeur, Université de Reims Champagne-Ardenne

M. Bertrand ZUINDEAU, HDR, Directeur de projet, Conseil Régional des Hauts-de-France (Invité)

© 2016 Tous droits réservés.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

École Doctorale
Sésam

Laboratoire Clersé
UMR 8019 CNRS

Thèse de doctorat en

SCIENCES ECONOMIQUES

Présentée et soutenue publiquement par

Leslie Carnoye

Le 8 Décembre 2016

Les services écosystémiques : de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste ?

Une analyse conventionnaliste à partir du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (France).

TOME I : Mémoire

Directeur de thèse :

M. Richard SOBEL, Professeur, Université de Lille 1

Co-directeur de thèse :

M. Alain LEPRETRE, Professeur, Université de Lille 1

Membres du jury :

M. Philippe BATIFOULIER, Professeur, Université de Paris X, Nanterre (Rapporteur)

Mme Géraldine FROGER, Professeure, Université de Toulouse, Jean Jaurès (Rapporteure)

Mme Florence JANY-CATRICE, Professeure, Université de Lille 1 (Présidente)

M. Franck-Dominique VIVIEN, Professeur, Université de Reims Champagne-Ardenne

M. Bertrand ZUINDEAU, HDR, Directeur de projet, Conseil Régional des Hauts-de-France (Invité)

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour Antoinette et Yvonne

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *De toute façon, aucune cabane de concepts ne peut rendre justice au paysage coloré au milieu duquel elle dresse sa mince cloison de planches et sur lequel elle ne peut, à travers ses étroites fenêtres, qu'offrir des échappées théoriques* ».

Bruno Latour, *Politiques de la Nature*, 1999.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

REMERCIEMENTS

Que toutes celles et ceux qui m'ont aidée, soutenue, guidée ou simplement accompagnée au cours de ces cinq années de thèse soient chaleureusement remerciés.

Mes remerciements vont tout d'abord à Bertrand Zuindeau et à Alain Leprêtre, qui ont œuvré à la mise en place initiale du projet pluridisciplinaire qui sous-tend la présente thèse, laquelle a été financée à ce titre pendant trois années, par l'Université de Lille 1. J'ai pu grâce à eux et à ce montage institutionnel commencer le présent travail de thèse dans de très bonnes conditions. Je remercie plus particulièrement Bertrand pour tous ses conseils avisés, grâce auxquels les premières pierres du présent édifice ont pu être solidement posées. Et je remercie Alain pour l'accompagnement qu'il m'a fourni dans le démarrage de l'enquête auprès du parc Scarpe-Escaut qu'il connait bien, mais également pour sa présence assidue, notamment aux moments forts que sont les journées des doctorants du Clersé, mais aussi pour avoir fait l'effort de se plonger dans le monde des économistes et des « *services écosystémiques* ». Cette expérience nous aura sans doute appris à tous les deux que les échanges pluridisciplinaires sont parfois riches en couleurs !

Je remercie ensuite Richard Sobel, qui a repris la direction de la thèse après (et même un peu avant) la réorientation professionnelle de Bertrand, du Clersé vers le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, qui s'est lui-même transformé en celui des Hauts-de-France par la suite… c'est dire que le monde tourne encore autour de son axe (ou presque ?), même lorsque l'on s'engage dans un travail d'une aussi longue halène que celui d'une thèse. Richard a su endosser tous les rôles, de celui de la boussole et de la vigie attentive, à celui du capitaine de navire, en passant par celui de l'ancre d'amarrage (conventionnaliste !) et même celui de la bouée de sauvetage (qu'il me pardonne à ce propos, car je sais qu'il préfère, et de loin, les métaphores culinaires). Mais ce qui lui sied sans doute le mieux est le rôle de la source d'inspiration et de curiosité intarissable. Je lui dois beaucoup.

Je remercie aussi l'ensemble des personnes qui ont accepté de faire partie du jury de la thèse et notamment Florence Jany-Catrice, pour avoir accepté avec enthousiasme d'endosser pour l'occasion le rôle de présidente, Philippe Batifoulier et Géraldine Froger, pour avoir accepté de faire le difficile travail de rapporteur et Franck-Dominique Vivien pour avoir également accepté de lire attentivement la thèse et de participer à l'aventure.

Merci également à toutes les personnes avec qui j'ai pu tisser par ailleurs de riches relations de travail au cours de ces cinq années de thèse, du côté de la recherche, avec Olivier Petit, Muriel Maillefert, Iraxte Calvo-Mendieta, Eric Masson, Romain Julliard, Assaf Schwartz, Denis Couvet, Bruno Maresca et Lucie Brice dans le cadre du projet SESEEP, mais aussi avec bien d'autres, notamment par le biais du réseau et de la revue Développement Durable et Territoires, Arild Vatn, Clive Spash et Rita Lopes, pour m'avoir mis le pied à l'étrier de l'Economie Ecologique, comme du côté de l'enseignement et de la vie quotidienne du Clersé, je remercie Sophie Goyat, Dominique Mosbah, Frédéric Chavy, Pierre Alary, Pascal Cuvelier, Virgine Delsart, Nicolas Vaneecloo, Bruno Boidin, Laurent Cordonnier et Nicolas Postel, ainsi que Mathieu Genete et Sandrine Maes, pour leurs précieux services, leurs conseils, convivialité et leur présence.

Cette thèse n'aurait pu aboutir sans la participation de l'ensemble des personnes du parc Scarpe-Escaut avec lesquelles j'ai pu réaliser des entretiens. Je remercie donc vivement

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Jean-Luc Beghin, Jean-Pierre Colbeaux, Luc Coppin, Gérald Duhayon, Michel Marchyllie, Isabelle Matykowski, Daniel Mio, David Moulin et Christophe Tesnière pour m'avoir accordé le temps nécessaire et pour s'être prêtés à cet exercice délicat de témoignage, en toute simplicité.

Je dois aussi beaucoup à toutes les générations du petit peuple du SH1, pour leur amitié et leur convivialité, des pauses café et déjeuners, aux multiples travaux collectifs engagés aux différentes échelles de l'institution, par et pour la création de ce « *nous* » doctorants : un grand merci à Sylvain, Rabih, Gaëtan, Aurélien, Mamadou, Benjamin, Irène, Suzy, Louise, Jean et Clément B., ainsi qu'à Sehier et Thomas D., avec qui ce fut un plaisir de partager ce bureau, merci à eux pour leur bonne humeur et leurs conseils avisés de dernière, comme de première minute. Merci aussi à Claire (gégé !) et Claire F., Vianney, François, Pierre B., Florian, Sarah, Amandine, Timothée, Siyu, Gabrielle, Frédérique, Juliette, Aurore, Anne, Julie, Damien et Loïc et à tous les autres. Et puis un merci tout spécial à ma ppppoule Ilona pour son audace, son énergie et son humanité sans égal, ainsi qu'à Pierre Robert (!!!) pour son soutien, ses potes qui payent en poulets et en compagnie duquel j'espère, sous peu, pouvoir enfin prendre un grand bol d'air.

Mes remerciements s'adressent aussi à ma famille et à mes amis (du dehors du SH1). A mes parents tout d'abord, sans lesquels je n'aurais sans doute jamais eu ni le courage ni les moyens de me lancer dans une telle aventure, je les remercie profondément pour leur soutien et leur confiance sans faille. A mon JB et ma fifine ensuite, quel plaisir que d'avoir pu grandir à vos côtés pendant ces cinq années et la route est encore longue… c'est pourquoi un simple merci ne semble si nécessaire ni suffisant (donc vous n'en aurez pas !). A toutes mes cousines et cousins aussi pour tous ces moments mémorables : Hugo, Zoé, Emile et Nina, Lily, Simon et Mélanie, Lulu et Mathieu, Sylvianne, Mylène, Laurent et à mes grands-parents, d'un côté comme de l'autre, mamem et papep, ma petite mamie et papi ! Un grand merci à la bande des shlaguies qui auront su égayer mon été de leur présence « *healthy* » : Amely, Lolo et Sab, merci aussi à Naïm d'avoir été là et pour la débrouille de Prospéro et puis merci à mes vieux copains, d'ici et d'ailleurs et qui ont malgré tout su le rester pendant toutes ces années : Pépé, Sophie, tata mimi, Sa maltrogne, Momo et matmut, Gelatine, Fredy, Sara B., Pingu, Ze et tous les portos do porto, mais aussi les stars de la garlic soup et leur progéniture Radus & Sonitshka. Merci à Daniel pour m'avoir supportée – dans les deux sens du terme – pendant de nombreuses années. Et merci, enfin, à Rémi, qui a su transformer ce qui aurait pu être une fin lourde et douloureuse en un nouveau départ, léger et délicieux.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS 9
SOMMAIRE 11
INTODUCTION GENERALE 13
PREMIERE PARTIE : L'OBJET DE LA RECHERHE ET L'ETUDE DE CAS 33
Les services écosystémiques et le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut 33
CHAPITRE 1 37
Les services écosystémiques et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » : éléments de sociohistoire et mise en perspective critique 37
Introduction 39
Conclusion 98
CHAPITRE 2 103
Le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut et le projet de recherche SESEEP 103
Introduction 105
Conclusion 171
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 177
DEUXIEME PARTIE : LE CADRE THEORIQUE ET LE MODELE D'ANALYSE 181
L'Economie des Conventions et l'écologisme comme critique du capitalisme 181
CHAPITRE 3 185
L'Economie des Conventions et le problème de la cité écologiste 185
Introduction 187
Conclusion 216
CHAPITRE 4 221
L'écologisme : une critique du capitalisme ? Une lecture conventionnaliste de la problématique environnementale 221
Introduction 223
Conclusion 277
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 281
TROISIEME PARTIE : RESULTATS 285
La critique écologiste du PNRSE et les services écosystémiques 285
CHAPITRE 5 287
La critique écologiste du PNRSE : une critique fondée sur compromis Domestique/Par-projets, occupant un espace intermédiaire entre la décroissance et le développement durable 287

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction 289
Conclusion 414
CHAPITRE 6 423
Les services écosystémiques, de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste du PNRSE ? 423
Introduction 425
Conclusion 480
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE 485
CONCLUSION GENERALE 491
BIBLIOGRAPHIE 505
LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES 527
LISTE DES ILLUSTRATIONS 529
TABLE DES MATIERES 533
RESUME 542

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

INTODUCTION GENERALE

« *Anthropocène* » est probablement le terme le plus puissant permettant de qualifier l'ampleur du problème auquel les écologistes (scientifiques et politiques) tentent de faire face aujourd'hui. Ce néologisme, proposé par Paul Crutzen, météorologue et chimiste de l'atmosphère, ayant reçu le prix Nobel de chimie en 1995, vise à souligner que nous serions entrés dans une nouvelle ère géologique. L'Anthropocène se démarquerait de l'Holocène en raison de l'ampleur de l'impact des activités humaines sur la biosphère. Ces dernières seraient devenues une force géologique, dominant désormais l'ensemble des facteurs naturels affectant les dynamiques de changement des sols, de l'eau, de l'air et des espèces vivantes (Steffen et al., 2011 ; Bonneuil et Fressoz, 2013 ; Sinaï, 2013). Si l' « *Anthropocène* » est sans doute davantage un « *mot-obus* » visant à faire prendre conscience d'un problème, qu'un terme scientifique faisant l'objet d'un large consensus (pour reprendre l'expression de Paul Ariès, à propos du terme de « *décroissance* »), il a au moins de mérite de chercher à renouveler les cadres conceptuels dominants, notamment en mettant en relief les sources de l'inquiétude écologiste à partir d'une échelle de temps bien plus vaste.

La métaphore de l'écologiste David Brower, directeur du Sierra Club, puis fondateur des Amis de la Terre, qui résume l'histoire de la terre aux six jours de la genèse est du même ordre d'idée :

> « *Prenons les six journées de la Genèse pour représenter ce qui, en fait s'est passé en quatre milliards d'années. Une journée égale donc environ 660 millions d'années. Notre planète et née le lundi à zéro heure. Du lundi au mercredi midi, la terre se forme. La vie commence mercredi à midi et se développe dans toute sa beauté organique pendant les trois jours suivants. Samedi à 4 heures de l'après-midi, les grands reptiles apparaissent. Cinq heurs plus tard, lorsque les séquoias sortent de terre, les grands reptiles disparaissent. L'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes, samedi soir. A un quart de seconde avant minuit, le Christ naît. A un quarantième de seconde avant minuit, commence la révolution industrielle. Il est maintenant minuit, samedi soir, et nous sommes entourés de gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde peut continuer indéfiniment* » (David Brower, 1972).

Si l'homme n'est donc qu'un grain de sable à l'échelle géologique, le capitalisme[1], *a fortiori*, l'est aussi. Pourtant, ce que montrent les travaux des scientifiques qui ont proposé le terme d'Anthropocène est que cette dernière commence avec la première révolution industrielle, les débuts de l'exploitation du charbon et celle des autres ressources dans les colonies européennes, et que la « *grande accélération* » se poursuit à partir des années 1950 (Steffen et al., 2004 ; Steffen et al., 2011 ; Sinaï, 2013). Le risque est que l'empreinte des activités humaines (ou, plus précisément, celle du capitalisme) déstabilise les systèmes biophysiques et entraine des changements environnementaux aussi imprévisibles qu'irréversibles et qui s'avèreraient dramatiques pour l'homme, son bien-être et ses conditions de vie (y compris, d'ailleurs, celles des capitalistes). Rockström et al. (2009a ;

[1] Comme nous l'indiquerons plus loin, notamment dans le chapitre 4, la définition du capitalisme retenue dans le présent travail de recherche est celle de Boltanski et Chiapello (1999, p.37-41).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2009b) ont notamment tenté de définir dix « *limites de sécurité planétaires* » au-delà desquelles le risque de l'apparition de changements violents et non-linéaires deviendrait critique. Ces dernières concernent le changement climatique, l'acidification des océans, la déplétion de la couche d'ozone, le cycle de l'azote et celui du phosphore, l'utilisation de l'eau potable, le changement d'usage des sols, le rythme de l'érosion de la biodiversité, la charge d'aérosols dans l'atmosphère et la pollution chimique[2]. Ce que pointe l'étude est que la limite de sécurité aurait déjà été franchie en ce qui concerne le changement climatique, le cycle de l'azote et le rythme de l'érosion de la biodiversité.

Avec le changement climatique, la biodiversité fait donc l'objet d'une attention scientifique, politique et médiatique croissante et il s'agit aussi de l'enjeu écologique qui sous-tend le présent travail de recherche. Commençons donc par donner quelques éléments de définition. La notion de biodiversité est apparue au milieu des années 1980, à partir de la contraction des termes « *diversité* » « *biologique* ». Elle fait référence à la diversité de toutes les formes de vie sur terre, et ce selon différentes échelles d'organisation du vivant : génétique, spécifique et écosystémique. La diversité génétique fait référence à la variabilité du matériel génétique au sein d'une espèce ou d'une population, alors que la diversité spécifique fait référence à la diversité des espèces animales et végétales (des organismes unicellulaires comme les bactéries et les protistes jusqu'aux organismes multicellulaires comme les plantes, les champignons, les algues et les animaux). La diversité des écosystèmes présents sur terre considère quant à elle les entités vivantes en interaction avec leur environnement biotique (c'est-à-dire avec les autres entités vivantes) et abiotique (c'est-à-dire avec leur milieu physico-chimique, via les flux de matière et d'énergie) (Lévêque et Mounolou, 2008 ; Clavel, 2012 ; Primack et al., 2012).

L'idée qui sous-tend la notion de « *biodiversité* » n'est pas nouvelle, puisqu'elle est aussi ancienne que le récit de l'Arche de Noé, dans la tradition judéo-chrétienne (Micoud, 2005). Mais le néologisme est généralement attribué à E. O. Wilson et F. M. Peter et à leur ouvrage « *BioDiversity* » publié en 1988 et ce dernier fut dès lors suivi d'une très forte médiatisation (Wilson et Peter, 1988 ; Meine et al. 2006 ; Blandin, 2009). Selon Chevassus-au-Louis (2006), le succès de la biodiversité tient précisément au fait qu'elle traduit « *un nouveau regard* » (p.7), de nouvelles représentations sociales, des liens entre l'homme et la nature qui mettent en avant trois aspects : l'immensité de la diversité du vivant tout d'abord[3], sa complexité ensuite[4] et sa fragilité, enfin, « *avec la prise de conscience des impacts*

[2] Si la complexité de cet exercice de quantification suscite sans doute la méfiance et ce d'autant plus qu'elle dépasse largement notre domaine de compétence, ces travaux ont néanmoins été publiés dans des revues scientifiques prestigieuses, telles que *Nature* et *Ecology and Society*.

[3] En effet, Chevassus-au-Louis (2006) rapporte que si environ 1.7 million d'espèces sont aujourd'hui décrites, une grande incertitude entoure toujours le nombre d'espèces actuellement non décrites. Toutefois, selon certaines estimations, ces dernières pourraient être cinq à dix fois plus nombreuses que les espèces décrites (en prenant notamment en compte la diversité des espèces de champignons et d'insectes), de sorte que la biodiversité totale pourrait compter plus de 8 millions d'espèces vivantes.

[4] Sur ce point, Clavel (2012) note qu'aux différents niveaux d'organisation du vivant (génétique, spécifique et écosystémique) s'ajoutent une diversité d'échelles temporelles pour l'étude de la biodiversité. Ainsi, tout d'abord, l'étude de la biodiversité présente vise à mieux connaitre la composition, la variabilité ou encore la richesse d'une entité (par exemple, d'une espèce), sachant que les travaux en biologie moléculaire ont considérablement renouvelé les typologies naturalistes plus anciennes. Ensuite, l'étude de la biodiversité écosystémique, qui vise à mieux comprendre le rôle de la biodiversité dans le fonctionnement des écosystèmes (c'est-à-dire dans leur stabilité, leur productivité ou encore leur résilience), s'effectue au « *temps écologique* »

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

humains, souvent irréversibles, sur des ressources que l'on croyait, parce que vivantes, inépuisables » (Chevassus-au-Louis, 2006, p.7). C'est sur ce dernier point qu'il nous semble important d'insister : comme le note Micoud (2005) « *la biodiversité est moins à considérer comme l'énoncé d'une chose qui existe (à preuve la difficulté pour la définir), mais bien plutôt comme l'indice de l'émergence d'un problème, ou de sa "prise de conscience"* » (p.57-58).

La biodiversité est donc un terme de crise, de même que la discipline ayant contribué à son émergence scientifique ainsi qu'à sa mise en politique, à savoir la Biologie de la Conservation (chapitre 1). Et les ordres de grandeur fournis par les biologistes de la conservation afin de qualifier cette crise de la biodiversité sont vertigineux. Tout en explicitant la complexité et le degré d'incertitude qui entoure ces estimations, Barnosky et al. (2011) ainsi que Teyssèdre (2005) mentionnent une « *sixième grande crise d'extinctions* » (Teyssèdre, 2005, p.24) : les taux actuels d'extinction pour les plantes et les vertébrés seraient « *entre 50 et 560 fois supérieurs aux taux d'extinctions attendus pour une biodiversité stable* » (p.27) et de nombreux écologues craignent une « *extinction massive de plus de 50% des espèces animales et végétales de la planète* » (p.25) à l'horizon 2050. Les causes de cette érosion sans précédent de la biodiversité, sont principalement d'origine anthropique. Il s'agit notamment de la réduction et/ou de la dégradation des habitats naturels, liées à la déforestation ainsi qu'au déversement de pesticides et de polluants dans les sols, les cours d'eau et la mer ; des excès en matière de prédation d'espèces exploitées, ou non, par l'homme et de l'invasion d'espèces exotiques (surpêche, colonisation de nouveaux milieux par des espèces domestiques et exotiques…) ; mais aussi du réchauffement climatique dû à l'émission massive de gaz à effet de serre, liée à la combustion d'énergies fossiles… sachant, par ailleurs, que ces différents éléments agissent en synergie (Teyssèdre, 2005).

C'est à partir de la conférence de Rio en 1992, et de la signature de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) que le terme de « *biodiversité* » tend à remplacer celui de « *nature* » dans les politiques internationales et nationales (Aubertin et al., 1998 ; Blandin, 2009 ; Letourneux, 2012). Mais pour comprendre la manière particulière dont la CDB contribue à l'institutionnalisation de la biodiversité comme objectif politique (de même que les critiques formulées vis-à-vis de la CDB et son échec relatif), il faut remonter un peu plus loin dans le temps.

Commençons avec la conférence de Stockholm en 1972, car c'est alors que la légitimité des préoccupations écologistes s'avère reconnue pour la première fois sur l'agenda politique international, sous l'égide de l'ONU. La conférence de Stockholm change notamment la donne car elle aboutit à la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), laquelle affectera le positionnement institutionnel de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), c'est-à-dire de la principale ONG

(Clavel, 2012, p.213) et elle peut passer par l'appréhension des relations verticales (c'est-à-dire les relations proies-prédateurs, au sein des réseaux trophiques) et des relations horizontales (c'est-à-dire de type coopératif ou compétitif) entre les espèces. Enfin, seule l'étude de la biodiversité à une échelle « *évolutive* » (ibid.) permet de comprendre les conditions de production de la biodiversité, c'est-à-dire les mécanismes de diversification, de spéciation ou encore d'extinction. C'est pourquoi Clavel (2012) en conclut que la biodiversité est « *un ensemble d'entités en relation dynamique possédant un héritage passé qui délimite les contours d'une potentialité future* » (ibid.).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

consacrée à la conservation de la nature (Blandin, 2009 ; Letourneux, 2012)[5]. En effet, Blandin (2009) rapporte que :

> « *A partir de 1975, l'Union va préparer une stratégie mondiale pour la conservation, à la demande du PNUE. En dépit de la position prise par son directeur général à Stockholm, l'approche initiale de l'UICN est encore très marquée par le souci dominant, " naturaliste", de conservation des espaces, de la flore et de la faune sauvages. Mais l'Union n'est pas seule : elle travaille avec le PNUE, le World Wildlife Fund (WWF), la FAO et l'Unesco* » (Blandin, 2009, p.22).

La stratégie mondiale de la conservation est publiée en 1980 et il s'agit de la première apparition du terme de « *développement durable* » sur la scène internationale (avant le rapport Brundtland de 1987). Le titre du document (« *Stratégie mondiale de la conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable* ») révèle, comme le souligne Blandin (2009) qu'il ne s'agit plus dès lors de protéger la « *nature* » mais les « *ressources naturelles* » et traduit que la stratégie globale de conservation s'oriente dès lors vers une conception davantage « *anthropocentrée* » et « *utilitariste* », alors que le champ de la conservation au cours du XXe siècle avait été marqué par une certaine « *oscillation* » du « *regard sur la nature, entre esthétique et utilitarisme* » (Blandin, 2009, p.13).

Les années 1980 sont une période de foisonnement intellectuel et institutionnel important en matière de conservation et il est possible de repérer deux tendances de fond permettant d'expliquer le caractère central que prendra la « *biodiversité* » dans les politiques publiques internationales, à partir du début des années 1990. D'une part, sur la scène scientifique, la Biologie de la Conservation s'institutionnalise et elle se donne comme objectif « *the protection and perpetuation of the Earth's biological diversity* » (Meine et al., 2006). La diversité biologique, génétique et spécifique notamment, devient donc l'objet central d'une nouvelle discipline scientifique, laquelle se donne l'ambition normative explicite d'en assurer la protection et le maintien. Mais, d'autre part, depuis les années 1970, la diversité biologique devient elle-même une nouvelle ressource à exploiter, grâce à la diffusion de l'ingénierie génétique, comme le soulignent Boisvert et Vivien (2005) :

> « *Thanks to advances in molecular biology and biochemistry, it has become possible to isolate a gene or a set of genes supposed to determine morphological or behavioural traits, and to transfer them into other organisms to endow them with sought-after characteristics. Genes have therefore been granted the status of resources and of virtual sources for new products; they have prompted financial speculation, intensified by the myth of the "new economy". Experts have forecast a turnover of several hundred billion dollars in the biotechnology sector for the next few years* (…). *These dynamics, in progress during the 1980s, and the environmental, industrial and policy stakes attached to them made the setting up of some elements of international regulation a matter of urgency* » (Boisvert et Vivien, 2005, p.463-464).

[5] A l'origine, cette ONG, fondée en 1948 à Fontainebleau, s'intitulait « *Union Internationale pour la Protection de la Nature* » (UIPN) et elle fut rebaptisée « *UICN* » en 1956. Le remplacement du terme de « *protection* » par celui de « *conservation* » est déjà interprété par Blandin (2009) comme le signe de la victoire d'une vision « *anthropocentrée et utilitariste* », ou encore « *ressourciste* » de la conservation, sur la vision « *préservationniste* », mettant davantage l'accent sur la valeur intrinsèque de la nature et la nécessité de la protéger pour des raisons « *esthétiques* ». Nous reviendrons plus loin sur l'usage qui est fait des termes de « *conservation* » et de « *protection de la nature* », dans le cadre de la présente recherche.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

C'est ainsi que Boisvert et Vivien (2005) expliquent que malgré le flou, ou au moins la complexité, de la notion de « *biodiversité* », cette dernière s'institutionnalise à partir du début des années 1990 dans les politiques internationales et que la CDB entérine une nouvelle approche de la conservation, fondée sur l'utilisation d'un outil spécifique : les droits de propriété (qu'il s'agisse de la souveraineté nationale sur les ressources biologiques, des droits de propriété intellectuels ou encore du droit des communautés indigènes). Les auteurs soulignent que cette approche :

> « *relies on a well-known hypothesis in economic theory (Perrings et al., 1995b), according to which biological diversity can be protected only if it has an economic value likely to be appropriated by concerned actors* (…). *This focus on the need for property rights over biological resources and related knowledge comes to adhere to the view of biodiversity erosion as a consequence of an appropriation failure* » (Boisvert et Vivien, 2005).

Selon nous, un certain nombre d'éléments relatifs à la diffusion ultérieure de l'approche par les « *services écosystémiques* » (SE), comme nouveaux référentiels dans les politiques de protection de la biodiversité, s'inscrivent dans une dynamique assez proche. En effet, si la biodiversité témoigne, nous l'avons vu, d'un « *nouveau regard* » sur la nature, visant à exprimer sa fragilité et l'origine anthropique de la crise qu'elle connait actuellement (Chevassus-au-Louis, 2006), la notion de « *SE* » vise quant à elle à renouveler l'argumentaire en faveur de la protection de la biodiversité, en mettant en avant que le maintien des écosystèmes en bon état de fonctionnement est essentiel au bien-être humain (MEA, 2005). L'approche par les SE vise aussi à faire évoluer les outils de conservation au sens où elle préconise le redéploiement des techniques d'évaluation monétaires, qui étaient déjà appliquées à l'environnement dans les années 1970, ainsi que le développement de mécanismes de marché ou de quasi-marché tels que les « *Paiements pour Services Ecosystémiques* » (PSE) (Méral et Pesche, 2016 ; De Sartre et al., 2014 ; Gomez-Baggethun et al., 2010).

Par ailleurs, pour poursuivre l'analogie avec l'analyse de Boisvert et Vivien (2005) concernant l'institutionnalisation de la biodiversité dans les politiques internationales, l'approche par les SE nous semble aussi fondée sur une idée véhiculée par la théorie économique, selon laquelle la crise de la biodiversité aurait pour origine un problème de type informationnel : les bénéfices, notamment monétaires, associés à la conservation n'étant généralement pas comptabilisés, les décisions publiques et privées seraient systématiquement « *biaisées* » en faveur du développement (Pearce et Moran, 1994 ; TEEB, 2010d). Enfin, l'approche par les SE, s'avère elle aussi assez floue, ou pour le moins complexe, mais elle connait également aujourd'hui un succès fulgurant.

Plus précisément, nous pensons que l'institutionnalisation des SE dans les politiques internationales de conservation peut-être pensée à la lumière de l'échec relatif de la stratégie initiée par la CDB. En effet, comme le notent Boisvert et Vivien (2005), le système de droits associés à l'activité de bio-prospection via la CDB était censé permettre de dégager de nouvelles ressources financières, essentiellement en provenance du secteur privé, permettant de financer les politiques de conservation : « *Bioprospecting was therefore presented as the pragmatic solution to biodiversity conservation* » (Boisvert et Vivien, 2005, p.466) (nous verrons en quoi, dans le chapitre 1, les SE sont aujourd'hui aussi supportés par des arguments

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de type « *pragmatiques* »). Mais les auteurs montrent que le « *green-gold rush did not occur* » (ibid.), notamment parce que les coûts de la bio-prospection sont colossaux. Ainsi les anticipations de profit ont dues être révisées à la baisse, de même que les financements attribués aux efforts de conservation : « *Since the profits generated by bioprospecting are not substantial, the benefits in terms of biodiversity conservation and payment for local knowledge expected from their redistribution cannot be observed* » (Boisvert et Vivien, 2005, p.467).

Ainsi, si l'émergence de la notion de SE provient aussi de la sphère scientifique (c'est-à-dire de la Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique), la mise en politique des SE à partir du milieu des années 2000 s'effectue suite à la publication des travaux du Millenium Ecosystem Assessment (MEA), lancé par les Nations-Unies en 2001 (Méral et Pesche, 2016 ; De Sartre et al., 2014 ; Letourneux, 2012 ; Larigauderie et al., 2012 ; Méral, 2012 ; Teillac-Deschamps et Clavel, 2012). Larigauderie et al. (2012) montrent que le sommet de Nagoya de 2010 a confirmé « *l'échec collectif de l'ensemble des Parties à la CDB* (…) *à tenir les objectifs fixés lors du sommet sur le développement durable de 2002 à Johannesburg* » (p.52). Il s'agissait alors de « *réduire significativement le taux actuel de perte de biodiversité aux niveaux global, régional et national, pour contribuer à diminuer la pauvreté et pour le bénéfice de toute vie sur Terre* » (objectif du sommet de Johannesburg, cité par Letourneux, 2012, p.34). Selon ce dernier : « *bien entendu, l'objectif était louable mais flou ! Comment évaluer le "taux actuel de perte" ? Comment pallier le manque criant de données scientifiques sur des pans entiers de la diversité biologique ?* » (ibid.).

Alors que Letourneux (2012) souligne que le rôle du MEA visait d'abord à combler le manque de données scientifiques sur l'état de la biodiversité globale, Teillac-Deschamps et Clavel (2012) indiquent quant à elles que « *la volonté des écologues de communiquer au grand public, mais aussi très certainement les stratégies de financement de la recherche, expliquent en partie comment les écologues ont pu accoler le terme de* service *à celui* d'écosystème » (p.313). C'est sur cette base que Larigauderie et al. (2012) notent deux évolutions majeures, entérinées par le sommet de Nagoya, en 2010 :

> « *La première évolution est l'appropriation par la CDB du cadre conceptuel de l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (Millenium Ecosystem Assessment), en particulier la notion de services écosystémiques* (…). *La deuxième évolution, liée à la première, est la prise en compte, dans le cadre conceptuel définissant les objectifs 2020, des facteurs socio-économiques responsables des pertes de biodiversité* » (p.54).

Rodary et al. (2016) notent quant à eux que l'UICN a révisé la définition des aires protégées, lors du congrès mondial de la conservation de Barcelone en 2008. Une aire protégée est désormais définie comme : « *un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés* » (Dudley, 2008). Si Pesche et Hrabanski (2016) ainsi que Hrabanski et al. (2013) notent que « *à l'échelle internationale, la plupart des grandes organisations non gouvernementales de conservation et des groupements d'entreprises sont favorables à l'approche par les services écosystémiques et les instruments de marché qui en découlent* [bien que] *quelques acteurs se montrent plus réticents* » (Pesche et Hrabanski, 2016, p.50), Muradian (2016) souligne que le « *paradigme des services écosystémiques* »

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

(p.11) constitue désormais le « *cadre dominant de la conceptualisation des relations entre l'homme et la nature* » (ibid.).

Pourtant, comme le soulignent Méral et Pesche (2016), de même que De Sartre et al. (2014), l'approche par les SE est toujours entourée d'un ensemble de questions, de critiques et de controverses importantes : tout d'abord, qu'est-ce que les SE et comment les définir ? Ensuite, comment les évaluer et surtout pour quoi faire ? Quelles sont les différents types d'usages principaux des SE aujourd'hui ? S'agit-il plutôt d'une approche métaphorique, à visée de communication, ou bien d'une approche plus opérationnelle, visant à transformer les outils et les pratiques en vigueur, en matière de conservation ? Comment expliquer le succès écrasant de l'approche par les SE aujourd'hui, malgré les controverses qu'elle suscite ? Faut-il associer systématiquement l'approche par les SE à la monétarisation voire à la marchandisation de la nature ou de la biodiversité, ou bien, ces derniers permettent ils que se développent des argumentaires, des outils d'évaluation et finalement des politiques de conservation davantage pluralistes ? Comment est-il possible d'évaluer l'efficacité de cette approche par les SE, c'est-à-dire sa capacité à réduire l'érosion de biodiversité, voire à résoudre la crise qu'elle connait actuellement ? Muradian (2016) formule la question en ces termes :

> « *Il convient de se demander si cette approche accroit les chances de transformer le système de valeurs des sociétés contemporaines qui est responsable, en définitive, de la destruction et de la dégradation massive et généralisée des écosystèmes. Une meilleure estimation des valeurs des services écosystémiques (et des "disservices") contribue-t-elle véritablement à changer notre système de valeurs vers une relation plus harmonieuse avec la nature ? Même si ce cadre d'analyse est imparfait, les services écosystémiques peuvent-ils avoir un rôle transformateur, au-delà des discours ? Ces questions restent ouvertes et devraient attirer l'attention des chercheurs et des décideurs* » (p.14).

Quel est donc le potentiel « *transformateur* » de l'approche par les SE sur « *notre système de valeurs* » et notamment sur celui qui sous-tend le capitalisme et sa dynamique ? C'est à cet ensemble assez grandiose de questions que s'adresse le présent travail de thèse. Si nombre de ces questions (ainsi que certaines réponses) seront abordées dans le chapitre 1, consacré à la construction sociohistorique de l'approche par les SE, nous serons par la suite amenés à nous saisir des enjeux relatifs aux SE, d'une part, à partir d'un cas d'étude spécifique : celui du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE), dans le département du Nord et, d'autre part, à l'aide d'un cadre théorique particulier : celui de l'Economie des Conventions et notamment du modèle de Boltanski et Chiapello (1999), dans le *Nouvel Esprit du Capitalisme.*

La thèse est organisée en trois grandes parties, comportant chacune deux chapitres. La première partie est consacrée à la présentation de notre objet de recherche (à savoir l'approche par les SE) et de notre étude de cas (le PNRSE) et elle nous permet de formuler notre hypothèse de recherche principale. La deuxième partie présente notre cadre théorique (l'Economie des Conventions) ainsi que notre modèle d'analyse (lequel consiste à modéliser l'écologisme comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello, 1999). Et la troisième partie présente nos principaux résultats et propose une réponse à notre problématique. Développons dès à présent ces différents éléments.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. L'approche par les « *services écosystémiques* » (SE) et le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE) : l'émergence d'une hypothèse de recherche

La difficulté de la première partie est que nous devons montrer comment, au cours de la thèse, le travail itératif de synthèse de la (vaste !) littérature autour des SE, d'une part, et le travail de construction de notre enquête empirique, d'autre part, nous ont permis de dégager une hypothèse de recherche principale, alors que cette hypothèse est ce qui nous a conduits à mobiliser l'Economie des Conventions (EC) comme cadre théorique, mais que les caractéristiques de l'EC ne seront présentées que dans la deuxième partie de la thèse et que l'analyse théorique de l'approche par les SE et la présentation de notre enquête sont exposées en deux chapitres distincts. Tentons de reprendre ici, succinctement, les différents éléments qui nous ont conduits vers la formulation de notre hypothèse de recherche principale ainsi que vers le choix du PNRSE, comme étude de cas.

A partir d'une synthèse de la littérature autour des SE, le chapitre 1 s'attache à mieux comprendre le « *paradoxe* » des SE exposé ci-dessus, à savoir que l'approche par les SE connait aujourd'hui un succès fulgurant (elle tend même à devenir le cadre dominant en matière de conservation), alors qu'il s'agit d'une approche qui reste, dans le même temps, complexe, voire floue, relativement hétérogène et traversée par d'importantes critiques et controverses. Afin de proposer des pistes d'explication de ce paradoxe, la première partie du chapitre est orientée vers l'analyse de la construction sociohistorique de l'approche par les SE (nous rendons compte de sa genèse scientifique, de la fin des années 1970 au milieu des années 2000, ainsi que de sa mise en politique, du milieu des années 2000 à aujourd'hui), alors que la seconde partie porte plutôt sur le contenu de l'approche par les SE. Nous nous penchons alors sur les différentes définitions de la notion de SE, ainsi que sur les outils d'évaluation qui y sont associés, sans dissocier la présentation de ces éléments des différentes critiques qui leurs sont adressées dans la littérature.

Nous cherchons à souligner que la double filiation des SE dans la Biologie de la Conservation et dans l'Economie Ecologique explique en partie l'hétérogénéité des SE, mais que, dans le même temps, cette hétérogénéité peut être relativisée, car ce qui a rendu possible la convergence entre ces deux champs de recherche (et ce qui permet d'expliquer, selon nous, le paradoxe des SE) est l'émergence d'une nouvelle posture de recherche, s'apparentant aussi à une doctrine : celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* » (Spash, 2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015). Comme l'indique Spash (2013), ce qui caractérise le « *nouveau pragmatisme environnemental* » est de préconiser la diffusion de l'approche par les SE en raison du succès médiatique et politique qu'elle rencontre aujourd'hui, sans tenir compte des critiques théoriques émises, notamment en Economie Ecologique, à l'égard de la notion de SE ainsi que des outils d'évaluation monétaires et de l'analyse coûts-bénéfices. L'idée, plus précisément, est de dire qu'il faut développer des argumentaires économiques et monétaires afin de convaincre et de rendre visibles les bénéfices associés à la conservation, parce que « *ça parle* », dans un monde dominé par la rationalité marchande.

Ce que nous cherchons à montrer est que le « *nouveau pragmatisme environnemental* » est à la fois une doctrine et une posture épistémologique de recherche. En effet, il s'agit bien d'une doctrine (au sens d'une conception qui est de l'ordre de la croyance) car il se manifeste par une adhésion, *a priori*, à l'idée de l'efficacité des SE (c'est-à-dire à leur

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

capacité à atténuer voire à résoudre la crise que connait la biodiversité actuellement), sans que les arguments théoriques mettant en doute cette efficacité ne soient pris au sérieux, ni qu'une analyse des effets empiriques des SE sur les politiques de conservation ne soit tenue pour nécessaire (précisément, puisque ce qui caractérise les « *nouveaux pragmatistes environnementaux* » est de confondre efficacité et succès médiatique et politique immédiat). Et, dans le même temps, ce que nous cherchons à montrer est que le « *nouveau pragmatisme environnemental* » est aussi une posture épistémologique, laquelle consiste à ne pas prendre au sérieux les critiques théoriques formulées à l'égard des SE, mais aussi à rejeter hors du domaine de compétence de la science (économique et/ou écologique) l'analyse des dynamiques et du changement institutionnel et à limiter, au contraire, le rôle de cette dernière à la fourniture d'outils et de techniques susceptibles (*a priori*) d'améliorer la prise de décision.

Ainsi, la fragilité épistémologique et le caractère doctrinal du « *nouveau pragmatisme environnemental* » nous conduisent à jeter un soupçon sur l'efficacité de l'approche par les SE (chapitre 1). En outre, les premières étapes de notre enquête empirique nous ont permis de conforter cette hypothèse (chapitre 2).

En effet, dans son ensemble, le matériel empirique sur lequel est fondé le présent travail de recherche repose sur l'articulation de trois éléments. Premièrement, une expérience d'observation participante dans le cadre d'un projet de recherche intitulé « *Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Evaluation et approche Prospective* » (SESEEP) et qui avait pour but d'évaluer un ensemble de SE sur le territoire du parc, afin d'améliorer la prise de décision publique. Deuxièmement, la base empirique de la thèse est alimentée par neuf entretiens semi-directifs, que nous avons réalisés avec différents représentants du PNRSE, parmi les membres de l'équipe technique du parc notamment (dont les participants au projet SESEEP) mais aussi avec certains élus. Et troisièmement, nous nous appuyons sur une analyse documentaire d'un ensemble de documents de gestion du PNRSE (c'est-à-dire l'ensemble des différentes chartes ayant été adoptées depuis la création du parc en 1968, ainsi que les bilans d'activités annuels produits par le Syndicat Mixte du parc). Cette analyse documentaire est réalisée à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles (Prospéro). Toutefois, nous avons recours à ce matériel à différentes étapes de notre analyse : nous nous appuyons sur notre expérience d'observation participante dans SESEEP, ainsi que sur une partie des entretiens (correspondant à la première moitié de notre grille d'entretien) dans le chapitre 2, alors que le reste des entretiens et l'analyse documentaire nous permettent plutôt d'alimenter les chapitres 5 et 6.

En réalité, si nous avons finalement choisi le PNRSE comme cas d'étude, ce fut d'abord en raison de notre implication dans SESEEP. Cette dernière nous a à la fois permis de consolider notre hypothèse de recherche principale (laquelle consiste à faire planer un doute vis-à-vis de l'efficacité des SE), mais elle nous a aussi permis d'identifier le PNRSE comme un cas d'étude idéal. En effet, l'expérience SESEEP nous a permis de comprendre deux choses. Premièrement, le caractère à la fois très complexe et très réducteur de toute démarche d'évaluation des SE, même dans une optique géographique ou pluraliste, c'est-à-dire non monétaire. Et deuxièmement, le caractère souvent doctrinal et déconnecté des réalités institutionnelles de l'approche par les SE. Autrement dit, d'un côté, le cas du PNRSE nous a semblé particulièrement intéressant pour deux raisons : d'une part, parce que la spécificité des

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

PNR, comme institution, tout comme celle des SE, comme catégorie analytique ou dispositif, est de tenter de couvrir un espace intermédiaire entre la conservation et le développement et d'autre part, parce que nous avons pu constater que certains des représentants du PNRSE s'interrogeaient sur les SE, leurs apports et leurs limites potentielles, pour le parc. Cependant, d'un autre côté, nous avons été frappés de constater que ni les questions relatives à la manière dont fonctionne le PNRSE, ou dont il s'insère dans le paysage institutionnel, ou encore aux enjeux auxquels il fait face actuellement, ni même les raisons pour lesquelles les représentants du PNRSE semblaient alors s'intéresser aux SE, n'ont jamais fait l'objet d'investigations sérieuses, dans le cadre de SESEEP.

L'objectif du projet était plutôt de produire un outil d'évaluation, éventuellement redéployable dans d'autres contextes par la suite. C'est-à-dire que les motivations du projet SESEEP nous ont semblé reposer sur une croyance dans la doctrine du « *nouveau pragmatisme environnemental* », ou encore dans l'idée selon laquelle l'évaluation des SE ne pourrait que fournir des éléments d'information et d'argumentaire supplémentaires, pour le décideur public, en faveur de la conservation. C'est pour cette raison que certains SE ont été évalués sur le territoire. Mais qu'a apporté cette évaluation, finalement, pour le PNRSE ? Qu'en pensent les représentants du parc ? Les SE auraient-ils pu être mobilisés autrement ? Pour quelle raison ? Et, par ailleurs, existe-t-il des alternatives aux SE, qui permettraient de répondre aux besoins actuels du PNRSE (ce qui implique de pouvoir caractériser ces derniers) mais qui seraient moins complexes, moins controversés, ou moins risqués ? C'est ce que nous avons cherché à savoir en poursuivant notre enquête auprès des représentants du parc.

Par conséquent, si notre hypothèse de recherche a consisté à faire planer un doute sur l'efficacité des SE, cette dernière reste, néanmoins, à vérifier. Notre démarche a donc consisté à nous interroger sur la pertinence, d'une part et sur les modalités, ensuite (ces deux questions étant interdépendantes) de l'adoption d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE. Et il nous a fallu tenir compte de deux impératifs, à savoir : comprendre plus sérieusement le fonctionnement et les dynamiques institutionnelles relatives au PNRSE et prendre au sérieux les affirmations, mais aussi les doutes et les interrogations des représentants du PNRSE, vis-à-vis des SE mais aussi vis-à-vis du fonctionnement du parc en général. C'est en raison de ces deux impératifs que nous avons été amenés à retenir l'Economie des Conventions (EC) comme cadre théorique.

2. L'Economie des Conventions et l'écologisme comme critique du capitalisme : la construction du modèle d'analyse

L'objectif de la deuxième partie est de justifier l'ancrage théorique de la thèse dans l'EC, mais aussi et surtout, de nous doter des outils théoriques adaptés, afin de répondre à notre question de recherche (à savoir, celle de la pertinence et des modalités de l'adoption d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE). Le chapitre 3 présente quels sont les fondements théoriques et épistémologiques de l'EC, ce qui nous permet d'expliciter les raisons pour lesquelles le présent travail de recherche s'appuie sur cette dernière. Mais il expose aussi le problème théorique auquel nous nous sommes trouvés confrontés, dès lors que nous avons fait le choix de recourir à l'EC : l'absence de cité écologiste qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot (1991). Le chapitre 4 revient

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

quant à lui plus particulièrement sur les principaux axiomes du *Nouvel Esprit du Capitalisme* de Boltanski et Chiapello (1999) et nous montrons, en nous appuyant sur l'hypothèse formulée par Chiapello (2013), que selon nous, l'écologisme peut (et doit) être modélisé plutôt comme une critique du capitalisme, que sous la forme d'une cité écologiste. Ceci nous permet, d'une part, d'inscrire notre travail dans la perspective d'une relance des travaux conventionnalistes qui s'intéressent aux problématiques écologistes, mais aussi de développer un modèle d'analyse particulier nous permettant de répondre à notre question de recherche. Autrement dit, l'application aux SE et au PNRSE du modèle d'analyse que nous avons construit peut être compris comme une première mise à l'épreuve de ce dernier. Revenons sur ces différents éléments.

Au cœur de l'EC se trouve l'objection keynésienne au modèle néoclassique standard, c'est-à-dire l'idée selon laquelle nous vivons dans un monde où le futur n'est pas probabilisable et donc que l'engagement dans l'action se caractérise toujours par une incertitude radicale sur la réalisation des finalités poursuivies (Batifoulier et al., 2001 ; Orléan, 2004). Dès lors, plutôt que de s'appuyer sur le modèle de l'agent économique rationnel, l'EC modélise les individus comme des « *personnes* » dotées d'une « *rationalité interprétative* » et s'appuyant sur des jugements conventionnels pour faire leurs choix (les conventions pouvant donc prendre la forme de normes intériorisées, s'appuyer sur des comportements mimétiques, sur des codes sociaux ou sur des règles plus formelles, notamment inscrites dans le droit). L'action, la coordination et la coopération sont donc comprises dans une opacité sociale toujours déjà là et le propre de l'EC est de partir de l'analyse des jugements « *en situation* », du sens que les personnes accordent à leurs actes, afin d'élucider le réel, les objets conventionnels et les constructions sociales. Cette posture épistémologique est ce qui a permis à l'EC ainsi qu'à la « *sociologie pragmatique* »[6] de renouveler le champ de l'analyse sociologique et économique, à partir des années 1980 (Dosse, 1995 ; Corcuff, 1995 ; Chateauraynaud, 2003). Et l'EC associe à cette posture épistémologique un modèle théorique : celui des *Economies de la grandeur*, ce qui permet au chercheur, à la fois de prendre au sérieux les jugements en situation, c'est-à-dire les raisons, le sens, les interprétations, les motivations et les motifs, mis en scène par les personnes dans les actes de la vie quotidienne, mais aussi de s'en distancier, en les réduisant à un ensemble simplifié de principes et de mécanismes, de manière à pouvoir y produire un effet d'ordre et d'élucidation.

C'est ainsi à la question de la production de « *l'idéologie* » que s'intéresse l'EC (Biencourt et al., 2001), mais dans un sens différent de celui de Marx ou de Bourdieu : cette dernière renvoie, pour les conventionnalistes à « *un ensemble de croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.35). Or, selon l'EC, appréhender la production de l'idéologie ne peut se faire sans comprendre les principes normatifs, ou les ordres du juste, qui sous-tendent cette dernière. Et la force du modèle est de partir de l'idée selon laquelle il n'existe que sept ordres du juste qui permettent d'assoir la légitimité d'une justification (ou d'une

[6] La « *sociologie pragmatique* » n'a rien à voir avec ce que nous qualifions, à la suite de Spash (2013) de « *nouveau pragmatisme environnemental* », comme nous l'explicitons dans les chapitres 1 et 3. Spash (2013) lui-même s'attache bien à différencier la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* » qu'il théorise, de celle du pragmatisme philosophique américain.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

critique) dans les sociétés occidentales modernes (et ce dans la mesure où l'argumentation dont il est question ne dégénère pas par recours à la violence) : il s'agit des cités civique, domestique, industrielle, inspirée, marchande, de l'opinion et par projets (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Boltanski et Chiapello, 1999).

A partir d'une relecture des *Economies de grandeur* et du *Nouvel Esprit du Capitalisme*, nous cherchons à montrer que, bien qu'elle mette en avant les interdépendances entre les dynamiques cognitives et institutionnelles, l'EC ne peut, néanmoins, être qualifiée de « *réduction cognitiviste* » (Ramaux, 1996), ni, par conséquent, l'analyse conventionnaliste des problématiques écologistes de « *socioéconomie morale de l'environnement* » (Douai et Vivien, 2009) (chapitre 3). Au contraire, selon nous, le modèle théorique qui sous-tend l'EC (ce qui est particulièrement visible dans le *Nouvel Esprit du Capitalisme*) s'apparente à la manière dont Ricœur (1997) appréhende les entrecroisements de l'idéologie et de l'utopie dans la production de l'imaginaire social : les ordres du juste que sont les cités peuvent tantôt être mis au service d'une « *fonction de subversion* » (c'est l'opération effectuée par la critique pour Boltanski et Chiapello, ou encore le rôle de l'utopie selon Ricœur) et tantôt se rapprocher d'une « *fonction d'intégration* » (ce qui est réalisé par l'esprit du capitalisme, pour Boltanski et Chiapello, ou bien par l'idéologie, au sens de Ricœur) (chapitre 4).

L'intérêt de ces développements théoriques (et celui de l'EC) vis-à-vis de notre objet de recherche (les SE) et de notre cas d'étude (le PNRSE) est double. En effet, d'une part, ceci nous permet d'appréhender les SE comme des « *outils de justification* », c'est-à-dire d'analyser les principes normatifs qui les sous-tendent (chapitre 6), ce qui nous semble particulièrement pertinent, dans la mesure où ces derniers peuvent être compris comme une stratégie d'argumentation innovante, au service d'une cause collective, à savoir la conservation de la biodiversité (chapitre 1). Et ce d'autant plus que les SE sont souvent articulés à des dispositifs d'évaluation, de calcul et de métrique particuliers, dont la nature conventionnelle peut désormais être appréhendée. Plus largement, l'approche par les SE engage, selon nous, un important travail interprétatif, tant sur le plan cognitif que politique, à la fois du point de vue des personnes qui les mobilisent empiriquement et du point de vue du chercheur qui s'y intéresse.

Et d'autre part, l'EC nous permet d'appréhender notre cas d'étude, c'est-à-dire le PNRSE, comme un dispositif institutionnel complexe, soumis à des enjeux de coordination et où un certain nombre de désaccords, engageant des critiques et des dispositifs de justification publique sont susceptibles d'émerger entre les personnes qui le composent, lesquelles s'interrogent sur le sens de la démarche à suivre. Nous sommes également à même, dès lors, de comprendre les chartes du parc comme des dispositifs conventionnels qui donnent du sens et qui orientent son action et à partir desquels les accords et les compromis ayant été trouvés, historiquement, peuvent être lus (chapitre 5).

Toutefois, notre sujet étant écologiste, il nous reste un problème à résoudre avant de pouvoir nous saisir de ce dernier à partir d'une perspective théorique conventionnaliste : l'absence de cité écologiste qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur* (1991) (Godard, 1990 ; 2004b ; 2015 ; Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995). Il s'agit d'une question particulièrement sensible, dans la mesure où, dans le modèle, c'est bien en prenant appui sur les cités que les personnes et les causes collectives peuvent se faire entendre. C'est-à-dire que sans cité, il devient délicat de penser le changement social et institutionnel avec

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'EC. La piste que nous proposons consiste, dans un premier temps, à prendre ce problème très au sérieux, c'est-à-dire que nous considérons l'absence de cité écologiste comme un résultat fondamental de l'EC, lequel permet, dans le même mouvement, de comprendre que l'écologisme souffre d'un trouble de légitimité dans les sociétés occidentales modernes et d'éclairer les relations problématiques de l'écologisme à la modernité (chapitre 3). Et nous proposons, dans un second temps, une alternative permettant de mieux se saisir des enjeux écologistes à partir de l'EC (sachant que ces derniers constituent une partie de moins en moins négligeable de la réalité sociale… que l'EC prétend précisément pouvoir élucider) : il s'agit de modéliser l'écologisme comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999) (chapitre 4).

Mais il nous faut aussi étudier la question. C'est-à-dire qu'afin de décomplexer l'EC vis-à-vis de l'écologisme, nous devons nous pencher sur l'hypothèse formulée par Chiapello (2013) selon laquelle « *a new form of criticism – ecological criticism – which was very much present in the 1970s – but not to a point where it could reorient capitalism – has now become a central element in the recuperation and restructuring of capitalism* » (p.61) ainsi que sur les questions qui restent, selon nous, non élucidées par l'auteure. Nous nous attachons donc, dans le chapitre 4, à montrer que la contribution de Chiapello (2013) s'avère, selon nous, fondamentale dans la perspective d'une relance de l'analyse conventionnaliste des enjeux écologistes, mais que cette dernière n'a pas encore reçu l'écho qu'elle mérite. Afin de la consolider, nous nous penchons sur la question du statut théorique de la critique écologiste (quelles sont ses sources de l'indignation ? Et est-il possible qu'il existe une critique sans cité ?), ainsi que sur celle de son déploiement historique (a-t-elle des origines, avant les années 1970 ? N'a-t-elle vraiment pas eu d'effet lors du passage du deuxième au troisième esprit du capitalisme, comme le suppose Chiapello (2013), ou bien au contraire n'aurait-t-elle pas participé, aux côtés des critiques sociales et artistes à l'avènement du capitalisme connexionniste et de la cité par projets ? Quelles sont les formes contemporaines de la critique écologiste ?). Afin de répondre à ces questions, nous nous basons sur plusieurs ouvrages de référence sur l'histoire de la pensée écologiste scientifique et politique, ainsi que sur celle de la conservation (Cadoret, 1985 ; Worster, 1994 ; Sainteny, 1997 ; Dryzek, 2005 ; Matagne, 2002 ; Rodary et al. 2003 ; Frémion, 2007 ; Depraz, 2012 ; Blandin, 2009 ; Flipo, 2014 ; Serne, 2014).

D'un point de vue théorique, nous pensons qu'une critique écologiste peut effectivement être modélisée, même sans cité écologiste, dans la mesure où, comme le montrent Boltanski et Chiapello (1999), le rôle de la critique est de s'adresser en priorité aux épreuves instituées. De ce point de vue, l'inexistence d'une épreuve « *modèle* » écologiste montre qu'il n'existe pas de cité écologiste, mais cela ne nous semble pas pour autant empêcher la modélisation de l'écologisme comme critique du capitalisme. En effet, les auteurs montrent que les critiques sociales et artistes ne dépendent pas strictement des registres civique et inspiré pour se faire entendre, au contraire : les auteurs en appellent, en 1999, au redéploiement d'une critique sociale prenant davantage appui sur la cité par projets.

Ainsi, nous pensons que l'écologisme peut effectivement s'appréhender comme une critique, laquelle puise son énergie dans deux sources d'indignation (vis-à-vis de la destruction des écosystèmes, d'une part et de la réification du vivant, d'autre part). En outre, nous pensons qu'à défaut de pouvoir prendre appui sur une cité qui lui serait propre, les

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

critiques écologistes articulées peuvent, d'une part, inclure l'une ou l'autre, ou bien les deux sources de l'indignation caractéristiques de l'écologisme et/ou se solidariser avec les sources d'indignation caractéristiques des critiques sociale et artiste et, d'autre part, nous pensons que les critiques écologistes articulées cherchent à s'affirmer en légitimité en essayant de former des compromis, à partir de divers principes de bien communs constitués.

D'un point de vue historique, notre analyse nous conduit à penser que si l'écologisme est enraciné dans la construction du champ de la conservation, tout au long du XXe siècle, celui-ci ne se constitue véritablement en critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999), qu'à partir des années 1970. Ainsi, nous pensons que la critique écologiste a joué un rôle déterminant (contrairement à ce que suppose Chiapello (2013)), aux côtés des critiques sociale et artiste, dans l'avènement du capitalisme connexionniste et dans celui de la cité par projets. Autrement dit, nous pensons que la critique écologiste a déjà été en partie endogénéisée par le capitalisme, lors du passage du deuxième au troisième esprit du capitalisme et que cette opération a eu pour conséquence une pluralisation des formes actuelles de la critique écologiste. Les principales formes de critiques écologistes contemporaines sont, selon nous : la décroissance, le développement durable et la croissance verte.

La typologie de ces trois formes de critiques écologistes que nous proposons repose sur la caractérisation : de leurs fondements normatifs (c'est-à-dire du type de compromis sur lequel elles prennent appui) ; des formes de mises en récit qu'elles proposent, à partir des sources de l'indignation qu'elles mobilisent ; de la manière dont elles qualifient les êtres humains et non-humains qu'elles convoquent ; et enfin des dispositifs institutionnels et des logiques d'action qui les sous-tendent, globalement. Pour ce faire, nous nous appuyons sur une littérature spécifiquement consacrée à la décroissance (Kallis et al., 2015), au développement durable (Figuière et al., 2014) et à la croissance verte (Chevalier, 2013 ; Crifo et al., 2009).

Dans la suite de la thèse, cette typologie, qui est au centre de notre modèle d'analyse, nous sert de guide afin de caractériser, d'une part, la forme de la critique écologiste propre au PNRSE (chapitre 5) et de mieux comprendre, d'autre part, à laquelle de ces formes se rattachent les SE (chapitre 6). C'est à partir de cette mise à l'épreuve de notre modèle d'analyse que nous serons en mesure de répondre à notre question de recherche.

3. Les SE, de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste du PNRSE ?

La troisième et dernière partie de la thèse vise à reprendre notre enquête, une fois dotés des outils théoriques adaptés, afin de répondre à la question de la pertinence et des modalités du déploiement d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE. Notre démarche consiste, tout d'abord, à nous appuyer sur la typologie des formes de critiques écologistes construite dans le chapitre 4, afin de caractériser, dans le chapitre 5, la forme de la critique écologiste du PNRSE et la manière dont celle-ci à évolué dans le temps (entre 1968, date de la création et de la première charte du PNRSE et aujourd'hui). Nous nous appuyons pour ce faire sur les entretiens réalisés, ainsi que sur une analyse documentaire d'un ensemble de documents de gestion du PNRSE, étudiés avec un logiciel d'analyse de données textuelles :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Prospéro (PROgramme de Sociologie Pragmatique, Expérimentale et Réflexive sur Ordinateur - © Doxa).

Nous avons fait le choix de mobiliser un outil technique tel que Prospéro car ce dernier nous permet de nous appuyer sur des modes d'administration de la preuve supplémentaires, notamment quantitatifs (nombre d'occurrences des formes graphiques etc.), ce qui nous a semblé intéressant compte tenu du volume de notre matériel documentaire (lequel représente plus de 950 pages, outre les transcriptions d'entretiens reproduites dans les annexes A à I du tome II de la thèse). Mais Prospéro est aussi un outil qualitatif (et c'est sans doute ce qui fait tout son intérêt et ce qui explique les principales différences qu'il présente vis-à-vis des autres outils de statistique textuelle), au sens où il permet au chercheur de disposer de clefs alternatives de lecture de son corpus, mais aussi parce qu'il ne vise pas à contraindre l'acte interprétatif du chercheur par l'application de routines informatiques et statistiques, mais au contraire à enrichir les capacités interprétatives de ses utilisateurs, en obligeant ces derniers à expliciter leur cadre d'analyse, de telle sorte que les choix effectués peuvent être rendus visibles et, partants, mis en critique. Toutefois, le prix à payer est une certaine technicité puisqu'il nous faut entrer dans le vocabulaire prospérien, peuplé d'entités, de qualités, d'épreuves et de marqueurs, mais aussi d'êtres-fictifs, de réseaux, de formules, de collections et de catégories.

Si le chapitre 5 est relativement long c'est parce nous nous attachons à exposer l'ensemble des fonctionnalités du logiciel avant de présenter la manière particulière (et originale) dont nous nous sommes approprié cet outil afin de parvenir à nos résultats. Il nous a semblé essentiel de présenter l'ensemble de ces éléments, afin que nos résultats et leur portée puissent être compris et critiqués. Mais il ne nous a semblé pertinent ni de faire figurer ces détails méthodologiques dans un chapitre distinct, ni de détacher la présentation de Prospéro de celle de ses fondements théoriques et épistémologiques (lesquels sont développés dans l'ouvrage de Chateauraynaud (2003)), alors qu'ils affichent une grande cohérence avec l'EC. Plus précisément, Prospéro s'inscrit dans la perspective d'une « *sociologie pragmatique* » qui « *consiste à assumer la nature interprétative de l'exploration et de l'analyse du corpus* » (Chateauraynaud, 2003, p.23) et qui tente de couvrir un espace intermédiaire entre le modèle des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot et la sociologie de la traduction de Callon et Latour.

En ce qui nous concerne, nous avons utilisé Prospéro dans un sens plus fidèle au modèle de Boltanski et Thévenot (en cohérence avec notre modèle d'analyse), en nous appuyant notamment sur l'outil « *catégories* » dans Prospéro, afin de faire émerger les registres de justification dominants dans notre corpus. Nous nous appuyons sur les autres fonctionnalités du logiciel (êtres-fictifs, réseaux, liens entités-qualités…) afin de renseigner les autres étapes de notre analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE, ce matériel documentaire étant, en outre, complété et enrichi par une analyse des entretiens que nous avons réalisés (quand bien même nous avons fait le choix de ne pas soumettre ces derniers à Prospéro), selon une méthode que nous présentons dans le chapitre 5. La partition du corpus en quatre grandes périodes historiques, chacune couvrant une charte du PNRSE, nous permet d'analyser l'évolution historique de la forme de la critique écologiste du PNRSE.

Outre la caractérisation de l'évolution des registres de justification dominants dans le corpus (laquelle nous permet de mettre en lumière le type de compromis sur lequel repose la

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

critique écologiste du PNRSE et comment ce dernier a-t-il évolué dans le temps), l'analyse réalisée avec Prospéro, croisée avec celle des entretiens, nous permet : d'approfondir notre compréhension du fonctionnement institutionnel du PNRSE, vis-à-vis de ce qui a pu être réalisé dans le chapitre 2 (en étudiant les acteurs en présence et leurs modalités de qualification, dans le corpus) ; mais aussi, de mieux comprendre le sens de l'articulation du projet de conservation et de développement porté par le PNRSE (en étudiant l'évolution des grands domaines d'intervention du parc, de ses priorités stratégiques et des dispositifs institutionnels qu'il mobilise) ; de nous pencher, ensuite, plus spécifiquement, sur l'évolution historique de la stratégie de conservation ou de protection de la nature déployée par le parc (en étudiant notamment les modalités de qualification des entités semi-naturelles dans le corpus) ; et enfin, de caractériser l'évolution historique des formes de mises en récit de l'indignation du PNRSE (à partir de l'analyse de ce qui est dit du développement, de la croissance et de l'économie dans le corpus).

Ce que permet de montrer notre analyse est que si historiquement la critique écologiste du PNRSE est passée d'un compromis domestique/industriel à un compromis domestique/par projets, la mobilisation du registre domestique s'avère centrale afin de donner un sens au projet de conservation et de développement porté par le parc, sur le territoire. Ainsi, selon nous, la critique écologiste du PNRSE s'inscrit dans un espace intermédiaire entre l'idéologie de la décroissance et celle du développement durable.

Ensuite, notre modèle d'analyse nous permet d'appréhender les SE comme des outils de justification, c'est-à-dire de caractériser quels sont leurs fondements normatifs, au service d'un type de critique écologiste spécifique, à savoir celle de la croissance verte. Nous cherchons à montrer que les SE peuvent être tantôt mobilisés en appui à la cité par projets, tantôt à la cité marchande, selon qu'ils cherchent à insister sur les aspects systémiques des interdépendances entre la conservation et le développement, ou bien sur les bénéfices monétaires associés à la conservation (chapitre 6).

Par conséquent, nous pensons qu'il peut être intéressant pour le PNRSE de mobiliser un argumentaire en termes de SE, mais dans une certaine mesure et sous certaines modalités spécifiques. En effet, notre analyse nous conduit à penser que l'adoption d'une approche opérationnelle des SE, au service de l'amélioration du suivi du territoire, ou de l'évaluation des politiques menées par le parc, ne s'avère pas pertinente. Cette modalité d'utilisation des SE et l'idée selon laquelle ces derniers pourraient améliorer la prise de décision publique, à partir de nouvelles méthodes de quantification qui génèreraient un effet d'information supplémentaire en faveur de la conservation, nous semble au contraire relever d'une vision doctrinale, portée par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », mais qui ne correspond pas aux réalités institutionnelles locales et qui s'avère déconnectée des besoins actuels du parc et de la manière dont il fonctionne.

Toutefois, nous pensons qu'un usage plus métaphorique des SE, pensés comme des outils de dialogue territorial, qui prendrait appui sur la cité par projets et qui viserait à communiquer sur les interdépendances entre la conservation et le développement pourrait être intéressant pour le parc. De ce point de vue, notre analyse confirme et conforte les éléments de réflexion sur les SE qui sont en cours dans le PNRSE et qui nous ont été indiqués par les représentants du PNRSE que nous avons interrogés. En revanche, si certaines des personnes que nous avons rencontrées s'interrogent sur la pertinence d'un usage également

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

métaphorique des SE, pensés comme des outils de dialogue territorial, mais qui s'appuierait davantage sur la cité marchande (ce qui reviendrait à mobiliser des résultats issus d'évaluations monétaires, ou à ce que le parc s'implique dans la réalisation de ce genre d'évaluation), notre analyse tend à montrer que ceci s'avèrerait risqué et nous ne pensons donc pas que cela soit opportun. En effet, s'appuyer sur ce type de dispositifs argumentatifs reviendrait selon nous à « *marchandiser* » (au sens de l'appui à la cité marchande) la conservation, alors qu'historiquement, l'action du parc s'est plutôt inscrite dans le sens inverse, c'est-à-dire celui de la « *domestication* » du développement.

Si notre analyse prend donc au sérieux l'évolution de la stratégie de conservation suivie par le PNRSE et que, selon nous, les démarches plus « *offensives* » en matière de développement économique, initiées par le parc depuis la dernière charte, doivent être activement poursuivies, nous pensons que ceci n'implique pas pour autant de multiplier les argumentaires de type marchand. Au contraire, ce qui donne du sens au projet de développement et de conservation porté par le parc est bien leur encadrement par la cité domestique (relance d'une économie locale de proximité, valorisation des produits, des races bovines et équines, ainsi que des savoir-faire régionaux, des pratiques agricoles douces et des circuits-courts, en vue du maintien des paysages bocagers, de la biodiversité locale, de la qualité de l'eau et de la qualité de vie des habitants…). Nous pensons qu'il existe, dans cette optique, des moyens alternatifs aux SE pouvant être mobilisés par le parc (relance et étendue de la catégorie de patrimoine, naturel et culturel, opérations de communication et mise en place de dispositifs institutionnels valorisant et facilitant les projets autour des pratiques alternatives en matière d'agriculture, de mobilité, d'urbanisme et d'habitat etc.).

Le chapitre 6 s'attache à développer ces différents éléments. La conclusion générale, quant à elle, revient sur la question du potentiel transformateur des SE (et du « *nouveau pragmatisme environnemental* »), vis-à-vis des institutions et des dispositifs qui régissent les rapports entre la conservation et le développement, dans le contexte du capitalisme connexionniste.

Précisons, avant de poursuivre l'analyse, un ensemble d'éléments relatifs à l'usage qui est fait de certains termes, dans le présent travail de recherche. Comme nous le mettrons en évidence dans le chapitre 4, les termes de « *conservation* », de « *protection* » ou « *préservation* » de la nature, ou de la biodiversité, ne font pas l'objet d'un consensus stable dans la littérature et leurs significations varient fortement selon les époques et les contextes dans lesquels ils sont utilisés. En effet, Rodary et al. (2003) montrent que l'ambigüité du terme de « *conservation* » est liée au fait qu'il désigne deux entités distinctes. D'une part, il désigne la constitution progressive d'un ensemble de discours et de pratiques visant à protéger la nature à partir de la fin du XIXe siècle, qui se sont progressivement structurés en secteur autonome vis-à-vis de la problématique plus générale de la gestion et de l'exploitation du territoire (il s'agit de la conservation, au sens large). Mais le terme de « *conservation* » peut aussi renvoyer, dans un sens plus restreint, à une idéologie particulière de gestion des aires protégées, défendue et mise en avant aux Etats-Unis par G. Pinchot à partir du début du XXe siècle et visant précisément non pas à organiser l'exclusion des activités humaines des aires protégées, ou la « *mise sous cloche* » de la nature, tel qu'à pu le défendre au contraire la posture « *préservationniste* », mise en avant par J. Muir, mais plutôt à y gérer ou à y rationaliser les activités humaines qui s'y déroulent.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Blandin (2009) associe quant à lui le terme de « *protection* » de la nature plutôt à la vision « *préservationniste* » et à l'idée de valeur intrinsèque de la nature, ou encore à la défense de la protection de la nature pour des raisons davantage esthétiques qu'utilitaristes. En se rapprochant des deux sens distincts du terme « *conservation* » mis en avant par Rodary et al. (2003), Blandin (2009) note :

> « *Nous verrons que les termes "protection" et "conservation" n'ont pas toujours les mêmes connotations et ont pu correspondre à des visions divergentes. Dans les milieux soucieux du devenir de la planète, les sensibilités, les motivations, les enracinements idéologiques varient grandement d'une personne à l'autre. Le terme "conservationniste" me semble néanmoins le moins inadapté pour désigner toute personne engagée, intellectuellement aussi bien que pratiquement, en faveur du maintien de la vie dans la diversité de ses manifestations* » (Blandin, 2009, p.12).

Sur la base de cette définition, nous avons choisi, dans le cadre de la présente recherche, d'utiliser le terme générique de « *conservation* » afin de désigner l'ensemble du champ de la protection, de la conservation (au sens restreint) et de la préservation de la nature et/ou de la biodiversité ; cette dernière étant comprise comme un terme de crise, témoignant d'un « *nouveau regard* » sur la nature, insistant sur son immensité, sa complexité et sa fragilité (Chevassus-au-Louis, 2006). Par contraste, nous utilisons l'expression « *conservation au sens restreint* », lorsque nous mentionnons la vision particulière héritée de G. Pinchot.

Ainsi, nous serons amenés à parler d'enjeux de « *conservation et de développement* », notamment afin de souligner les interdépendances entre ces derniers, quand bien même, historiquement, le champ conservation s'est replié sur la gestion des espaces protégés au cours du XXe siècle : l'un des enjeux majeurs auxquels le champ de la conservation fait face aujourd'hui est précisément de sortir de ces espaces lui ayant été dédiés… puisque se concentrer sur ces derniers s'avère largement insuffisant afin d'atteindre les objectifs qui l'animent, c'est-à-dire le maintien de la biodiversité, la résolution ou l'atténuation de la crise qu'elle connait aujourd'hui (Rodary et al., 2003).

Par conséquent, l'usage que nous faisons du terme « *conservation* » (au sens large) a trait non seulement à la « *protection de la nature* » au sens strict (c'est-à-dire, par exemple à la réalisation d'inventaires, de listes d'espèces et d'habitats faisant l'objet d'un statut de protection, de politiques de zonage de l'espace etc.), mais aussi à un ensemble d'enjeux environnementaux plus larges, impliquant de réguler la pollution et les nuisances, les types de consommation d'espace, occupation et d'artificialisation du sol etc. C'est pourquoi, lorsque nous serons amenés à analyser le fonctionnement institutionnel et la forme de la critique écologiste du PNRSE dans le chapitre 5, nous indiquerons que ce dernier est animé d'un projet de re-coordination de la conservation et du développement, dans un sens général, mais nous nous pencherons également sur ses activités de « *protection de la nature* », ou encore de « *conservation* », entendues dans un sens plus restreint, et désignant pour l'essentiel les activités que le parc déploie dans son « *Cœur de nature* », composé des zones à enjeux patrimoniaux les plus forts et qui s'étend principalement dans et autour des forêts domaniales et des espaces à plus forte « *naturalité* ». Mais, au-delà de leur sens historique général, les termes de « *protection* » et de « *conservation* » peuvent être tenus pour synonymes, notamment lorsqu'ils sont employés dans des expressions du type « *conservation/protection*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de la biodiversité ». Nous n'avons pas pu, ou pas su, et il faut le reconnaitre, proposer quelque chose de plus tranché sur cette question.

En outre, et si là aussi les frontières sont assez largement poreuses, par rapport aux « *conservationnistes* » au sens de Blandin (2009), préoccupés en priorité de la crise de la biodiversité, nous utilisons le terme « *écologistes* » au sens de Flipo (2014) : ces derniers se définissent par « *leur souci de remonter aux causes premières de la destruction de la nature et de porter une alternative globale de société* » (p.12). Ainsi, le terme « *écologisme* » que nous employons désigne globalement l'écologie politique, c'est-à-dire celle qui se préoccupe de l'orientation de la cité – dans le sens grec de *polis* – et de celle de la société. Autrement dit, comme nous le verrons également dans le chapitre 4, « *l'écologisme* » renvoie pour l'essentiel la pensée écologiste politique, en tant qu'elle se constitue comme « *critique du capitalisme* », à partir des années 1970, et qu'elle s'émancipe alors du champ confiné de la conservation, hérité du XXe siècle, mais afin de mieux y revenir, dans le même mouvement, y bousculer les pratiques, les conceptions et les idéologies. Par contraste, l'écologie scientifique désigne la science des relations entre les êtres vivants et entre les êtres vivants et leurs milieux. Si les écologistes scientifiques peuvent être aussi des écologistes politiques, ce n'est pas toujours le cas et l'inverse n'est pas forcément vrai non plus. Plus largement, nous employons le qualificatif « *écologique* » pour désigner une action (ou un dispositif) à finalité de protection de l'environnement ou de conservation, sans que celle-ci (ou celui-ci) ne repose nécessairement sur une conception « *politique* » du sujet, c'est-à-dire sans qu'elle ne soit forcément assortie ni d'une critique systémique ni d'une perspective alternative globalisante. C'est pourquoi nous préférons utiliser le(s) terme(s) de cité (ou de critique) « *écologiste* » et non pas de cité (ou de critique) « *écologique* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

PREMIERE PARTIE : L'OBJET DE LA RECHERHE ET L'ETUDE DE CAS

Les services écosystémiques et le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut

L'objectif de la première partie de la thèse est de présenter à la fois l'objet de la présente recherche, à savoir l'approche par les « *services écosystémiques* » (SE), mais aussi l'exemple empirique, ou l'étude de cas, que nous avons choisis afin de mettre à l'épreuve nos hypothèses de recherche, c'est-à-dire le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE). La manière dont nous nous sommes saisis de notre objet de recherche, ainsi que le travail de construction de notre enquête de terrain se trouvent donc exposés ici. Nous abordons les SE essentiellement à partir d'un travail d'analyse d'une littérature consacrée à l'histoire des SE et de travaux critiques vis-à-vis de ces derniers, mais aussi à la lumière d'un ensemble de travaux plus généraux, consacrés à l'histoire de la pensée économique de l'environnement. Notre enquête empirique, quant à elle, s'appuie sur trois éléments principaux : une expérience d'observation participante dans le cadre un projet de recherche d'évaluation d'un ensemble de services écosystémiques sur le territoire du parc ; la conduite d'entretiens semi-directifs avec des représentants du PNRSE ; ainsi qu'une analyse documentaire d'un ensemble de documents de gestion du parc, réalisée à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles (Prospéro). Néanmoins, l'ensemble du matériel empirique à notre disposition n'est pas d'emblée mobilisé ici, car il nous servira notamment à alimenter la troisième partie de la thèse consacrée à nos résultats. Ce que nous cherchons à souligner ici est que c'est à partir d'un travail itératif entre une analyse de la littérature autour des SE, d'une part et une expérience empirique particulière (celle de SESEEP et des premiers entretiens), d'autre part, qu'ont émergé les hypothèses sous-jacentes à la présente recherche. Essayons d'expliciter quelles sont ces hypothèses, puisqu'elles font l'objet des chapitres 1 et 2 de la thèse.

Le chapitre 1 se penche sur une analyse du déploiement sociohistorique de l'approche par les SE, ce qui nous permet de circonscrire notre objet de recherche. Nous proposons de définir cette « *approche par les SE* » comme une démarche qui consiste, d'une part à mobiliser la catégorie analytique de SE comme d'un nouveau référentiel de politiques publiques (complémentaire et/ou alternatif à celui de « *biodiversité* ») et, d'autre part, à développer un ensemble d'outils d'évaluation (notamment monétaires et/ou spatialisés) de ces SE. Autrement dit, dans la construction de notre objet de recherche, nous avons délibérément tenu à distance les mécanismes de « *Paiements pour Services Ecosystémiques* » (ou autres outils dits « *de marché* », relatifs aux SE), pour des raisons qui seront explicitées au cours du chapitre 1. Dans le cadre de la présente recherche, les expressions « *services écosystémiques* » et « *l'approche par les SE* » sont souvent tenues pour synonymes (nous précisons, en revanche, lorsque nous cherchons à ne parler que de la « *notion de SE* », ou des outils d'évaluation qui y sont liés).

Dans le premier chapitre, nous cherchons à montrer que, d'un côté, l'approche par les SE se caractérise par une importante hétérogénéité, si l'on considère la variabilité de leur

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

définition, de même que des outils d'évaluation et des unités de comptabilisation qui leurs sont associés, ou encore, leurs différentes finalités d'application, ou types d'usages consacrés. En effet, nous serons amenés à distinguer deux grands types d'usages des SE : un usage plutôt métaphorique, d'une part, les SE et leurs outils d'évaluation étant alors employés pour communiquer et pour convaincre et un usage plutôt opérationnel, d'autre part, les SE étant alors mobilisés afin de générer un effet d'information supplémentaire, au service d'un processus de décision particulier. Néanmoins, d'un autre côté, nous cherchons à montrer que l'hétérogénéité qui caractérise les SE peut aussi être relativisée, car l'ensemble de l'approche par les SE s'inscrit dans une posture de recherche, qui est aussi une doctrine particulière : celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* » (Spash, 2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015). Nous pensons que les SE ont activement participé à la consolidation progressive de cette doctrine (et posture) et que cet effet de sédimentation explique, à son tour, en grande partie, le succès écrasant que connaissent les SE aujourd'hui.

En effet, nous cherchons à montrer dans le chapitre 1 que les SE ont émergé, dans la sphère scientifique, à l'interface de deux champs de recherche : la Biologie de la Conservation et l'Economie Ecologique. Or, selon nous, l'émergence du « *nouveau pragmatisme environnemental* » est ce qui a rendu possible leur convergence, alors qu'il s'agit bien de deux champs de recherche à l'interface de l'économie et de l'écologie, mais qui plongent leurs racines dans deux traditions disciplinaires différentes (l'un plutôt du côté des sciences naturelles et biologiques et l'autre du côté des sciences humaines et sociales). La consolidation de cette posture scientifique commune, par la par la diffusion d'un effet de consensus scientifique assez large, a sans doute facilité l'institutionnalisation massive de l'approche par les SE à partir du milieu des années 2000, dans les politiques publiques en matière de conservation (via diverses initiatives telles que le MEA, la TEEB ou encore le Natural Capital Project… sur lesquelles nous revenons dans le chapitre 1). Ainsi, si nous nous attachons à défendre l'idée, formulée par Spash (2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015), selon laquelle les SE s'inscrivent dans la doctrine du « *nouveau pragmatisme environnemental* » c'est notamment parce que ceci nous semble à même d'éclairer à la fois le « *paradoxe* » des SE, mais aussi les changements et les reconfigurations qui nous semblent à l'œuvre aujourd'hui dans la sphère scientifique, notamment en Economie Ecologique.

L'approche par les SE nous semble en effet paradoxale, dans la mesure où elle tend à devenir le référentiel dominant en matière de conservation (Méral et Pesche, 2016), et ce alors que, dans le même temps, elle reste traversée de nombreuses ambigüités et d'autant de flous conceptuels, de controverses et de critiques. C'est la raison pour laquelle l'ambition du présent travail de recherche est de s'attaquer aux enjeux soulevés par les SE, à partir d'une posture de recul critique, visant à prendre au sérieux à la fois les arguments avancés en faveur de leur déploiement, mais aussi les principales critiques qui leurs sont adressées. Le chapitre 1 propose une synthèse des termes de ce débat.

Plus précisément, l'analyse réalisée dans le chapitre 1 nous permet de jeter un soupçon sur l'efficacité de l'approche par les SE, c'est-à-dire sa capacité à améliorer, *a minima*, les politiques de conservation de la biodiversité, car notre analyse nous conduit à penser que le « *nouveau pragmatisme environnemental* » est une approche assez largement doctrinale, c'est-à-dire qu'elle ne repose, *in fine*, ni sur des arguments théoriques solides (la caractéristique des « *nouveaux pragmatistes* » étant, précisément, de ne pas accorder de crédit aux limites

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

théoriques formulées, en Economie Ecologique, vis-à-vis de l'évaluation monétaire notamment), ni sur une analyse approfondie des effets empiriques des approches en termes de SE. Au contraire, nous cherchons à montrer que ce qui caractérise les « *nouveaux pragmatistes* » est de confondre la question de l'efficacité potentielle de l'approche par les SE avec le succès médiatique et politique immédiat que rencontre cette approche. Or, selon nous, cette confusion est à mettre en rapport avec la posture épistémologique des « *nouveaux pragmatistes* », laquelle consiste à rejeter hors de leur domaine de compétence l'analyse des dynamiques et du changement institutionnel.

A partir de cette hypothèse de recherche, prenant la forme d'une mise en critique de l'efficacité de l'approche par les SE, ou encore de la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* », l'objet du chapitre 2 est, quant à lui, double. Il s'agit de justifier en quoi le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE) constitue un cas d'étude pertinent dans le cadre de la présente recherche, mais aussi de présenter les modalités de l'enquête de terrain réalisée, afin de répondre à nos questions de recherche. C'est par le biais de notre implication dans un projet de recherche intitulé « *les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe Escaut : Evaluation et Prospective* » (SESEEP), lequel avait pour ambition d'évaluer un ensemble de SE sur le territoire du parc, que nous avons réalisé la première étape de notre travail empirique. Nous cherchons à montrer que l'expérience SESEEP se situe dans la lignée de certains travaux sur les SE, identifiés dans le chapitre 1. Dans le projet de recherche, en effet, les SE ont été envisagés non pas dans une optique métaphorique, à visée de conviction, mais comme de nouveaux outils opérationnels, au service de la décision publique (à l'image de l'usage des SE qui est fait dans le projet *Natural Capital*, présenté dans le chapitre 1).

Notre expérience d'observation participante dans SESEEP nous a confortés dans la construction de nos hypothèses de recherche, notamment sur deux points. Nous avons pu observer, d'une part, le caractère réductionniste inhérent à toute démarche d'évaluation des SE, ce qui valide un ensemble de critiques émises à l'encontre des SE dans la littérature et qui sont exposées dans le chapitre 1. D'autre part, nous avons également été confortés vis-à-vis de l'idée selon laquelle le développement d'une évaluation en termes de SE est souvent associé un à rejet d'une analyse approfondie des dynamiques institutionnelles sous-jacentes au contexte dans lequel cette évaluation est déployée (ce qui revient à confirmer le caractère dogmatique ou doctrinal du « *nouveau pragmatisme environnemental* »). En l'occurrence, dans SESEEP, partir de l'*a priori* selon lequel une évaluation des SE ne pouvait que fournir des éléments d'information supplémentaires, au service des « *décideurs* », a eu pour conséquence de ne prêter qu'une attention marginale, à la fois à manière dont fonctionne politiquement et institutionnellement le PNRSE, mais aussi aux raisons pour lesquelles certains des représentants du PNRSE (et notamment ceux qui se sont engagés dans le projet SESEEP, ou qui ont œuvré à sa mise en place) se sont intéressés aux SE.

Mais, dans le même temps, notre implication dans le projet SESEEP nous a permis de nous saisir du PNRSE comme d'un cas d'étude idéal, précisément puisque certains de ses représentants ont manifesté un intérêt pour les SE, mais aussi parce que nous avons pu identifier qu'à la fois les PNR, en tant qu'institution, et les SE, comme catégorie analytique ou dispositifs, tentent de couvrir un espace intermédiaire entre une perspective de conservation et une perspective de développement. Dès lors, il nous a semblé intéressant, sinon fondamental, d'ouvrir la question du fonctionnement institutionnel du PNRSE et, dans

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

le même mouvement, des modalités de l'articulation entre conservation et développement, sur le territoire. Ceci nous est apparu comme une étape préalable incontournable, alors que notre objectif est bien d'étudier la pertinence, d'abord, du déploiement d'une approche en termes de SE pour le parc et les modalités de ce déploiement, ensuite (c'est-à-dire comme outils de diagnostic territorial et/ou comme outils de communication).

C'est dans cette perspective que nous avons poursuivi notre enquête, dont la deuxième étape a été de conduire une série d'entretiens semi-directifs, avec un ensemble de représentants du PNRSE (dont ceux qui participaient à SESEEP). L'analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE, que présente le chapitre 2, essentiellement à partir du matériel collecté lors des entretiens réalisés, met en évidence qu'il n'existe pas de « *décideur souverain* », sur le territoire du parc, qu'il s'agirait de « *mieux informer* », afin d'améliorer les politiques de conservation. En revanche, certaines des personnes interrogées ont montré un véritable intérêt pour les SE et, plus largement, nous avons pu constater (non sans liens avec les changements institutionnels qui ont affecté le PNRSE depuis les années 2000) l'existence d'une demande réelle vis-à-vis d'outils d'argumentation et de communication qui pourraient être mobilisés par le parc, d'une part, afin de fixer les objectifs politiques inscrits dans la charte (lesquels font l'objet d'une négociation collective et dont certains sont relativement contraignants en matière de développement économique) et, d'autre part, afin de mettre en œuvre ces objectifs (une fois la charte adoptée), l'obtention et le maintien du label « *PNR* » faisant l'objet d'un processus d'évaluation rigoureux au niveau national.

Si le chapitre 2 révèle d'importants éléments qui nous seront utiles dans la suite de notre analyse, ces derniers s'avèrent toutefois insuffisants afin de répondre à notre question de recherche. En effet, premièrement, il nous a été nécessaire de nous doter des outils théoriques appropriés, afin de pouvoir relier ce qui ressort de nos entretiens, avec une compréhension plus générale des dynamiques et du changement institutionnel du PNRSE (et ce d'autant plus que la mauvaise appréhension de ces éléments est ce que nous reprochons au « *nouveau pragmatisme environnemental* »). Et, deuxièmement, il nous a semblé important d'engager un travail d'analyse documentaire plus conséquent (à partir des documents de gestion du PNRSE, c'est-à-dire les différentes chartes ayant été adoptées depuis sa création, ainsi que ses bilans d'activités annuels), nous permettant de disposer d'un recul historique plus important concernant les politiques menées par le parc, afin de pouvoir démêler les enjeux relatifs à la mise en compatibilité des objectifs de conservation et de développement sur le territoire (sachant qu'il s'agit, nous l'avons vu d'un préalable nécessaire afin d'étudier la question de la pertinente et des modalités du déploiement d'outils en termes de SE, pour le PNRSE). C'est la raison pour laquelle ces éléments font l'objet des parties II (concernant les aspects théoriques) et III (retour sur notre étude de cas), du présent travail de thèse.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 1

Les services écosystémiques et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » : éléments de sociohistoire et mise en perspective critique

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

L'objectif de ce premier chapitre est de présenter l'objet qui est au centre du présent travail de recherche, à savoir l'approche par les « *services écosystémiques* » (SE). Cette dernière repose sur une idée fondatrice, se traduisant par une ambition normative : il faudrait mieux appréhender, définir, évaluer et valoriser les services que la nature fournit aux humains, afin de parvenir à mieux protéger la biodiversité. Il s'agit donc de présenter ici quelles sont les origines d'une telle idée, ce que la notion de « *service écosystémique* » recouvre, mais aussi quelles sont les principales critiques qui lui sont adressées, de même que le périmètre et les formes que prennent l'influence de cette approche par les SE, sur les politiques de conservation aujourd'hui.

Nous proposons ici une construction en deux temps. D'une part, nous abordons les SE dans une perspective sociohistorique, à partir de la littérature scientifique s'étant déjà penchée sur la question de la genèse et du déploiement de l'approche par les SE (section 1). Et, d'autre part, nous abordons la question du contenu de l'approche par les SE en analysant la catégorie analytique de SE en tant que telle, de même que les outils d'évaluation associés à ces services (section 2).

Dans un premier temps, nous montrons que si l'émergence des notions de « *biodiversité* » et de « *services écosystémiques* » ont été relativement concomitantes dans la sphère académique, la diffusion plus large de l'approche par les SE dans les institutions internationales s'est effectuée plus tardivement (c'est-à-dire à partir de la publication des travaux du Millenium Ecosystem Assessment (MEA), en 2005, notamment). Par ailleurs, nous cherchons à montrer que, si la biodiversité s'avère liée au champ scientifique de la Biologie de la Conservation, l'approche en termes de SE s'est quant à elle consolidée au croisement de deux champs disciplinaires : la Biologie de la Conservation, d'une part, mais aussi l'Economie Ecologique, d'autre part.

Ainsi, l'idée au cœur du présent chapitre est que cette double filiation, à la fois vis-à-vis de la Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique, traverse l'ensemble de l'approche par les SE, depuis la question de leur définition, jusqu'à leur mise en politique, en passant par l'élaboration des techniques d'évaluation qui y sont liées. Cette double filiation, de même que l'usage actuel de références et d'outils en termes de SE dans des contextes institutionnels très variés, est ce qui explique, selon nous, la grande popularité actuelle de cette approche par les SE, mais c'est aussi ce qui en fait un objet hybride, protéiforme, mouvant, controversé et source de nombreuses confusions. Plus largement, nous cherchons à montrer que ce qui a rendu possible la convergence entre les deux champs disciplinaires de la Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique, a été l'émergence et la diffusion d'une nouvelle posture de recherche : celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* », laquelle entraine aujourd'hui une assez large reconfiguration du champ scientifique et politique, à l'interface de l'économie et de l'écologie, en matière de conservation de la biodiversité et de développement économique.

Afin de pouvoir dresser cette sociohistoire des SE, notre analyse croise donc un ensemble de travaux de synthèse de la littérature, ayant été réalisés sur l'histoire des SE, d'une part, avec un ensemble de travaux qui concernent les fondements scientifiques, éthiques et politiques de la Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique, d'autre part.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nous cherchons tout d'abord à mettre en évidence que l'émergence concomitante des notions de biodiversité, de SE et celle de la Biologie de la Conservation, au début des années 1980, se traduit par la volonté de dépasser les termes de l'ancien débat entre une approche préservationniste et une approche conservationniste de la nature, ou, autrement dit, que les notions de biodiversité et de SE sont mises en avant afin de rendre compte d'un « *nouveau regard* » (Chevassus-au-Louis, 2006 ; Blandin, 2009) sur le vivant et, subséquemment, sur les relations homme-nature. Néanmoins, nous pensons qu'à la différence de la biodiversité, la notion de SE ne s'avère pas dotée d'un réel intérêt heuristique du point de vue de l'écologie scientifique, mais qu'elle traduit plutôt le besoin de renouveler une stratégie de communication des scientifiques vers la société et, dans le même mouvement, celui d'assoir la légitimité d'une discipline naissante, à savoir la Biologie de la Conservation et son objet : la lutte contre l'érosion de la biodiversité.

Ensuite, nous nous penchons sur la question des liens entre l'approche par les SE et le champ scientifique de l'Economie Ecologique. Nous mettons en lumière le rôle central qu'a joué le développement des techniques d'évaluation environnementale, en la matière. Plus précisément, ouvrir la question des origines de l'approche par les SE en Economie Ecologique (laquelle rejoint celle des origines de l'évaluation environnementale en économie), implique d'aborder un ensemble de questions épistémologiques assez fondamentales, au sein du champ de la pensée économique de l'environnement, puisque c'est au travers de la question du degré de rupture vis-à-vis du cadre néoclassique standard que se joue celle de l'identité de l'Economie Ecologique. Nous commençons donc par rappeler comment les premières méthodes d'évaluation monétaires de l'environnement ont été développées en Economie de l'Environnement, avant de présenter quels sont les fondements les plus critiques, ou hétérodoxes, de l'Economie Ecologique (c'est-à-dire de la « *Social Ecological Economics* »), laquelle a permis de mettre en avant d'autres types d'outils, au service des politiques écologistes et environnementales.

Enfin, nous montrons comment, via l'approche par les SE et l'essor de la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* », s'opère actuellement (c'est-à-dire depuis le milieu des années 2000) une vaste reconfiguration du champ à la double interface de l'économie et de l'écologie, d'une part, et des sciences et des politiques environnementales, d'autre part. Après avoir défini ce qu'est le « *nouveau pragmatisme environnemental* », en nous appuyant sur les travaux de Spash (2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015), nous présentons schématiquement quelles ont été les grandes étapes de la mise en œuvre du projet qui l'anime, à savoir la médiatisation et mise en politique des SE (via diverses initiatives institutionnelles, au-delà du MEA, telles que la *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* (TEEB), les politiques nationales et européennes de biodiversité, l'*Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services* (IPBES), ou encore le projet *Natural Capital*…).

La seconde partie du chapitre est quant à elle orientée vers la question du contenu de l'approche par les SE (et moins articulée autour de sa mise en perspective sociohistorique). Nous cherchons à rendre compte de l'hétérogénéité de l'approche par les SE, tant concernant les différentes définitions possibles des SE et/ou les cadres conceptuels sous-jacents, que relativement aux différentes méthodes d'évaluation des SE existantes (qu'elles soient monétaires, multicritères et/ou spatialisées), mais aussi selon les différents types d'usages qu'il est possible de faire des SE (comme outils de communication et/ou outils plus

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

opérationnels). Nous nous cherchons, dans le même temps, à montrer que cette hétérogénéité peut être relativisée, dans la mesure où ces éléments sont bien maintenus en cohérence, via l'adhésion aux principes du « *nouveau pragmatisme environnemental* ».

Pour ce faire, la seconde partie du présent chapitre est organisée en trois temps. Tout d'abord, nous cherchons à illustrer le caractère ambigu, flou, voire arbitraire, de la notion de SE et l'importance des critiques et des controverses qui lui sont associées. Ensuite, nous présentons les techniques d'évaluation monétaires des SE, ainsi que les critiques qui sont adressées à ces outils, principalement au sein du champ de l'Economie Ecologique, en distinguant différents types d'usages possibles des SE (comme instruments de communication, ou bien comme instruments plus opérationnels, qu'il s'agirait d'intégrer dans des processus de décision, soit *ex-ante*, dans le cas des analyses de type coûts-bénéfices, soit *ex-post*, dans le cas des dommages écologiques). Ces différents cas de figure sont envisagés dans la mesure où le périmètre de validité de la légitimité de l'évaluation monétaire (et de ses critiques) en dépend. Enfin, nous nous penchons sur ce qui nous semble être un développement technique assez récent en matière d'évaluation des SE, à savoir leur évaluation spatialisée (sur le modèle de l'outil InVEST, du projet *Natural Capital*). Outre le fait qu'il s'agisse sans doute de l'un des produits les plus aboutis du « *nouveau pragmatisme environnemental* », il nous a semblé important de nous pencher sérieusement sur la question des outils d'évaluation spatialisés des SE, dans la mesure où une partie importante de notre analyse empirique dans le Parc Scarpe-Escaut (via le projet SESEEP notamment, comme nous l'explicitons dans le chapitre 2), a partie liée à ces derniers. Quand bien même InVEST se présente comme un outil d'évaluation « *intégré* » et pluraliste, dans la mesure où il est à même d'inclure à la fois des échelles de mesure biophysiques et monétaires, nous montrons qu'il reste cependant conceptualisé comme un outil d'optimisation, fondé sur une rhétorique « *gagnant-gagnant* », s'apparentant finalement à une forme d'analyse coûts-bénéfices spatialisée. Nous proposons de replacer ces outils d'évaluation spatialisés des SE dans une perspective critique en analysant le cadre conceptuel sur lequel ils reposent ainsi qu'en abordant la question de la dynamique institutionnelle dans laquelle ils s'inscrivent.

La conclusion synthétise les différents apports et les différentes critiques pouvant être formulées vis-à-vis de l'approche par les SE et de la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* », qui lui est sous-jacente.

1. Une sociohistoire des SE : une approche au croisement de Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique

La question de l'émergence et de la diffusion de l'approche par les SE est aujourd'hui très bien documentée dans la littérature (Mooney et Ehrlich, 1997 ; Gomez-Baggethun et al., 2010 ; Froger et al. 2012 ; Jeanneaux et al. 2012 ; Méral, 2012 ; Serpantié et al., 2012 ; Pesche, 2013 ; Suarez et Corson, 2013 ; De Sartre et al., 2014). C'est la raison pour laquelle nous nous basons ici principalement sur ces travaux de synthèse de la littérature, tout en essayant d'enrichir une thèse particulière. En effet, en nous appuyant sur les contributions de De Sartre et al. (2014) et de Castro-Larranga (2013), d'une part, nous cherchons à montrer que la notion de SE émerge à l'interface de deux champs disciplinaires distincts : la Biologie de la Conservation et l'Economie Ecologique. Et, d'autre part, à partir des travaux de Spash

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

(2009a ; 2011b ; 2012 ; 2013 ; 2015), nous mettons en avant l'idée selon laquelle la consolidation de la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* » (qui se distingue à la fois de la posture standard en Economie de l'Environnement et de la frange hétérodoxe de l'Economie Ecologique) est ce qui a rendu possible la convergence entre (une partie) de la Biologie de la Conservation et (une partie) de l'Economie Ecologique. Les travaux de Spash montrent que l'émergence du « *nouveau pragmatisme environnemental* » à partir de la fin des années 1990, a pour conséquence une reconfiguration assez large du champ de la pensée des problématiques environnementales, à la fois en économie et en écologie. Et nous pensons que cette convergence explique assez largement l'engouement politique aujourd'hui très prononcé pour les approches en termes de SE.

En effet, les travaux bibliométriques réalisés sur la notion de SE (Jeanneaux et al., 2012, Méral, 2012 ; De Sartre et al., 2014) montrent une très forte augmentation du nombre de publications scientifiques incluant des références aux SE comme mots-clés (qu'il s'agisse des « *services écologiques* », des « *services environnementaux* » ou des « *services écosystémiques* »), à partir du début des années 2000[7]. Plus largement, de cette littérature autour de la généalogie de l'approche par les SE, émerge un consensus en faveur d'une périodisation en trois temps (Froger et al. 2012 ; Méral, 2012 ; De Sartre et al., 2014). Dans une première période s'étalant des années 1970 à 1997, la notion de SE émerge alors que les champs de recherche de la Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique se consolident. La première date clef est 1997, lorsque paraissent l'ouvrage *Nature's Services. Societal Dependence on Natural Ecosystems* de Daily et al. (1997) et la contribution controversée de Costanza et al. (1997a), laquelle chiffre la valeur des SE rendus annuellement par les écosystèmes à 1.8 fois le PIB mondial de 1997. Dès lors, entre 1997 et 2005, s'ouvre une phase de diffusion et de médiatisation de l'approche par les SE, marquée à la fois par l'intensification des controverses sur les outils d'évaluation environnementale en Economie Ecologique et la genèse du *Millenium Ecosystem Assessment* (MEA), dans lequel seront impliqués de nombreux biologistes de la conservation[8].

La seconde date clef est ainsi 2005, lorsque paraissent les travaux du MEA. Ces derniers auront un très fort retentissement à l'interface des sphères académiques et politiques de telle sorte qu'à partir de 2005, il s'agit désormais de mettre en politique les SE, de mieux les définir, les appréhender, de développer et d'appliquer des outils d'évaluation de ces services, ainsi que des instruments (notamment de marché ou de quasi-marché) permettant de

[7] L'existence de différences sémantiques entre ces expressions n'est pas un sujet qui nous préoccupe grandement ici. Néanmoins, cette question a été étudiée par Pesche et al. (2011) et Méral (2012). Ces derniers montrent que les « *services écologiques* » et les « *services écosystémiques* » peuvent être assez largement considérés comme synonymes, alors que les références aux « *services environnementaux* » ont plutôt tendance à s'inscrire dans le champ plus particulier des mécanismes de Paiements pour Services Environnementaux (PSE), lequel s'autonomise progressivement de celui des « *services écosystémiques* », à partir du milieu des années 2000. Selon Pesche et al. (2011) et Méral (2012), l'expression de « *services environnementaux* » est plus fréquemment mobilisée par des institutions plus proches des problématiques agricoles que conservationnistes, comme la Food and Agriculture Organisation (FAO), par exemple.

[8] Le MEA a très fortement contribué à la popularisation des SE et ces travaux sont partout cités comme pionniers. Nous reviendrons sur ce dernier plus loin, mais nous pouvons d'ores et déjà préciser qu'il a réuni plus de 1 300 « *experts* » issus de 95 pays différents, à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan en 2000, avec pour objectif de consolider à terme une sorte de GIEC (Groupe d'experts International sur l'Evolution du Climat) de la biodiversité. C'est ce qu'indique le site internet du PNUE : http://www.unep.org/maweb/fr/About.aspx.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

les prendre en compte dans les décisions, et ce à toutes les échelles (internationale, européenne, nationale, locale…). Plusieurs initiatives ou dispositifs qu'il nous faudra présenter plus en détail (tels que la TEEB – The Economics of Ecosystem Services and Biodiversity, ou encore l'IPBES – Intergovernemental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services…) prennent le relai du MEA et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » devient ainsi véritablement *mainstream*.

Les SE sont donc tournés vers l'action (c'est leur côté « *pragmatique* ») et ils sont souvent pensés en articulation avec un attirail d'outils d'évaluation et/ou de valorisation et d'instruments de marché ou de quasi-marché (tels que les mécanismes de Paiements pour Services Ecosystémiques (PSE), des jeux de taxes et/ou de subventions, des mécanismes de compensation voire de crédits etc.) – surtout à partir du milieu des années 2000. C'est pourquoi il s'avère sans doute plus approprié de parler des SE comme d'une « *approche* » ou un phénomène global, plutôt que comme une « *notion* » au sens strict[9]. Sans doute serait-il encore plus approprié de parler « *des approches* » par les SE, compte tenu de l'hétérogénéité des définitions, des cadres conceptuels, des outils, des dispositifs et des instruments liés à ces derniers.

Alors que l'objectif de la seconde partie du présent chapitre est d'aborder plus en détail cette hétérogénéité des concepts, des instruments et des usages liés aux SE, nous cherchons, pour l'instant, à mieux comprendre dans quelle mesure l'approche par les SE est-elle le produit (d'une partie) de l'Economie Ecologique et (d'une partie) de la Biologie de la Conservation. Nous nous attachons donc ici à retracer comment ces deux champs de recherche se sont construits historiquement, en lien avec les formes qu'ont prises l'émergence des SE au sein de chacun d'entre eux. Sans pour autant chercher à rigidifier une telle vision binaire (au contraire, nous essayons plutôt de montrer que les frontières sont plutôt poreuses et changeantes), nous pensons qu'appréhender d'emblée cette double filiation des SE permet de mieux comprendre leur actuelle hétérogénéité, mais aussi leur caractère controversé et les différents types de risques ou de glissements qu'il pourraient engendrer en matière de politiques de conservation.

1.1 L'émergence de la notion de SE et l'essor de la Biologie de la Conservation

La contribution de H. Mooney et Paul R. Ehrlich , dans l'ouvrage *Nature's Services* de G. Daily (1997) figure parmi les premières à proposer une histoire de la notion de SE[10]. Selon

[9] Sur ce point, De Sartre et al. (2014) s'interrogent sur la question de savoir si les SE doivent être considérés comme une notion, un concept ou un paradigme. Puisqu'ils montrent qu'il s'avère difficile de trancher, nous avons opté ici pour la solution minimale. C'est-à-dire que nous utilisons le terme de « *notion de SE* », compte tenu de l'existence de controverses encore vives sur leur définition, comme nous le montrerons dans la seconde partie du présent chapitre. Cela dit, nous utilisons également l'expression « *services écosystémiques* » afin de désigner les approches en termes de SE au sens large, alors que nous mobilisons les expressions « *notion de SE* », « *outils d'évaluation des SE* », « *mécanismes de marchés* » etc. si besoin est.

[10] Mooney, Ehrlich et G. Daily sont trois éminents écologistes scientifiques américains de l'université de Stanford. Daily est l'une des figures scientifiques et médiatiques les plus en vue actuellement en matière de SE. Elle est aujourd'hui impliquée dans le *Natural Capital Projet* (Kareiva et al., 2011) sur lequel nous reviendrons plus loin et elle dirige le *Center for Conservation Biology* à Stanford, alors qu'Ehrlich en est le président. Les travaux de Daily s'inscrivent donc dans une forte continuité vis-à-vis de ceux de Mooney et Ehrlich. Mooney a quant à lui beaucoup été impliqué dans les cercles scientifiques qui influencent les politiques américaines et internationales en matière de biodiversité (National Research Council, Ecological Society of Amercia, PNUE…),

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

les auteurs, l'idée que traduit la notion de SE a toujours été fortement liée à la pensée écologiste, aussi bien politique (laquelle consiste à appréhender les problématiques environnementales comme des causes collectives) que scientifique (cette dernière se définissant comme la science qui étudie les relations entre les êtres vivants ainsi qu'entre les êtres vivants et leurs milieux)[11]. En effet, ils indiquent qu'au-delà du fait que Platon avait déjà compris que la déforestation de la péninsule Attique entrainait l'érosion du sol et de plus fortes sécheresses au printemps, l'histoire moderne des SE commence avec l'ouvrage de G. P. Marsh, *Man and Nature* (1864), qui fut l'un des premiers à mettre en évidence les liens existants entre le déclin des conditions environnementales et celui des civilisations et à souligner la finitude des ressources naturelles américaines. Pour Mooney et Ehrlich (1997), Aldo Leopold (2000 [1949]) et Rachel Carson (1962), deux écologistes scientifiques ayant influencé la construction du mouvement écologiste politique aux Etats-Unis (cf. chapitre 4), ont ensuite joué un rôle important dans l'histoire des SE. Alors que la *Land Ethic* de Leopold et sa vision éco-centrée, qui a pour particularité de penser l'homme comme partie intégrante des relations entre les êtres vivants et les milieux naturels, est une approche « *poétique* » (p.12) des SE, selon Mooney et Ehrlich, l'ouvrage de Carson a quant à lui interpellé l'attention publique sur le besoin de « *préserver le fonctionnement des écosystèmes* » (p.14).

Plus largement, Blandin (2009) montre comment le champ de la conservation (au moins depuis l'essor qu'elle a connu aux Etats-Unis, à partir du début du 20e siècle) a toujours été traversé par deux visions, l'une étant plutôt ressourciste ou encore « *utilitariste* » (p.13) et l'autre valorisant plutôt au contraire la protection de la nature pour elle-même, en mettant en avant ses qualités esthétiques. Selon Blandin (2009), cette « *tension entre la conception utilitariste d'une nature "source de ressources à valoriser" et la vision esthétique d'une nature qui aurait le droit de vivre sa vie* » (p.19) s'est notamment incarnée dans la controverse américaine emblématique entre Gifford Pinchot, ardent partisan du « *conservationnisme* » et John Muir, figure de proue du mouvement « *préservationniste* »[12]. Blandin (2009) montre que c'est la vision conservationniste qui va progressivement s'imposer dans les institutions internationales. C'est ce que symbolise notamment la transformation de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature (UIPN) en Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), lors de son assemblée générale à Edimbourg dès 1956, mais c'est aussi ce que traduit par la suite l'émergence du concept de développement durable, lequel « *s'enracine dans la longue histoire du mouvement international de la conservation de la nature* [et dont] *Gifford Pinchot avait clairement défini les fondements* » (Blandin, 2009, p.20).

Dans la mesure où la notion de SE met l'accent sur les bénéfices et les bienfaits rendus aux hommes par la nature, cette dernière s'avère plus liée à une conception anthropocentrée et utilitariste qu'à une approche s'attachant à démontrer la valeur intrinsèque de la nature. Toutefois, ce que nous cherchons à montrer ici est précisément que son émergence, de même que celle de la notion de biodiversité et, plus largement, celle du champ de la Biologie de la

---

alors qu'Ehrlich a joué un rôle important dans la construction intellectuelle du mouvement écologiste politique aux Etats-Unis au début des années 1970, car il est l'auteur de l'ouvrage controversé *The Population Bomb* (1968), réactualisant alors les doctrines malthusiennes.

[11] Nous reprenons et détaillons certains éléments relatifs à cette question dans le chapitre 4.

[12] Ces éléments sont également largement repris dans le chapitre 4, dédié à la construction historique de ce que nous appellerons alors la critique écologiste.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conservation, dans les années 1970 et 1980 ont eu pour principal moteur le dépassement des termes de ce vieux débat.

Mooney et Ehrlich (1997) rapportent qu'une première appréhension de la manière dont le fonctionnement des écosystèmes fournit des services à l'humanité peut-être trouvée dans le rapport du Study of Critical Environmental Problems (SCEP), sponsorisé par le Massachusetts Institute of Technology (MIT), en 1970. Alors que le rapport du SCEP (1970) contient une liste des « *services environnementaux* » (Mooney et Ehrlich, 1997, p.14) qui seraient en déclin si les « *fonctions écosystémiques* » (ibid.) l'étaient aussi, la métaphore se diffuse dans la littérature, essentiellement au travers des travaux de P.R. Ehrlich et de ses collaborateurs : Holdren et Ehrlich (1974) mentionnent les « *fonctions de service public de l'environnement global* », Ehrlich et al. (1977) les « *services publics des écosystèmes globaux* », Westman (1977) les « *services rendus par la nature* » et Ehrlich et Ehrlich (1981) les « *services écosystémiques* »[13]. Une contribution majeure fut celle d'Ehrlich et Mooney (1983) lesquels affirment, d'une part, que la perte de biodiversité affectera les SE et, d'autre part, qu'il n'existe pas de substituts technologiques pour remplacer ces SE :

> « *The loss of services to humanity following extinctions ranges from trivial to catastrophic, depending on the number of elements (populations, species, guilds) deleted and the degree of control each exerted in the system. Most attempts to substitute other organisms for those lost have been unsuccessful, to one degree or another, and prospects for increasing the success rate in the foreseeable future are not great. Attempts to supply the lost services by other means tend to be expensive failures in the long run. A conservative approach to the maintenance of services through minimizing anthropogenic extinctions is recommended* » (Ehrlich et Mooney, 1983, p.248)[14].

Concernant la scène internationale des politiques de conservation, Blandin (2009) indique que la Charte mondiale pour la nature, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies en 1982 fait déjà référence à « *l'idée de bénéfices fournis par la nature et exprime la conviction que ceux-ci ne peuvent être durables que si les systèmes de support de la vie et les processus écologiques sont maintenus, de même que la diversité des formes vivantes* » (p.25). Néanmoins, à la différence de la stratégie mondiale pour la conservation, préparée par l'UICN à la demande du PNUE depuis 1975 et adoptée en 1980 (UICN et al., 1980), la Charte de 1982 « *accorde* [encore] *à la nature une réalité globale et en distingue les ressources qu'elle produit* » (p.24). Ainsi selon l'auteur :

[13] Ces différentes expressions sont employées en anglais dans le texte. Il s'agit de notre traduction.

[14] Cette question de la substituabilité entre différentes formes de « *capital* », technique, social et naturel a pris une importance centrale dans la pensée économique de l'environnement durant les années 1970 et 1980, comme nous le verrons par la suite. Elle est même à l'origine de la rupture entre l'Economie de l'Environnement (restée fidèle au paradigme standard) et l'Economie Ecologique (qui a longtemps nourri l'espoir de s'en émanciper). Cette précision nous permet d'illustrer que les frontières entre la Biologie de la Conservation et l'Economie Ecologique ont été assez poreuses historiquement, bien qu'elles le soient sans doute encore davantage aujourd'hui. Ehrlich a notamment publié un article sur les limites de la substitution dans le premier numéro de la revue *Ecological Economics* (Ehrlich, 1989). Néanmoins, à la différence des frères Odum par exemple, ce dernier ne faisait pas partie du comité scientifique de la revue. En effet, nous montrerons plus loin que l'Economie Ecologique s'est historiquement construite en étroite collaboration avec d'autres franges de l'écologie scientifique et qu'elle a été fortement influencée par les approches en termes de thermodynamique et de flux de matière et d'énergie.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *En caricaturant un peu, je pourrais dire que "la nature", ce "patrimoine de beauté" qu'évoquait Louis Mangin, fait encore sens au niveau d'une déclaration politique internationale* [telle que celle de la Charte]*, tandis qu'elle s'efface au profit des "ressources naturelles" dans un document à finalité technique* [à savoir, la stratégie de 1980]. *On en est là au début des années 1980 quand, brutalement, à l'échelle de l'histoire de la conservation de la nature, un nouveau concept va se substituer à ceux de nature et de ressources naturelles* : [la biodiversité] » (Blandin, 2009, p.25).

C'est en effet lors du National Forum on BioDiversity, qui a été organisé à Washington en 1986 par la National Academy of Sciences que la forme contractée des termes « *diversité biologique* » a été utilisée pour la première fois par Walter Rosen et les actes de la conférence ont dès lors popularisé l'expression « *biodiversité* » (Wilson et Peter, 1988 ; Meine et al., 2006 ; Blandin, 2009). Meine et al. (2006) précisent que si ces deux évènements n'ont pas été coordonnés institutionnellement, le fait que la Société pour la Biologie de la Conservation (SBC) ait été créée la même année, suite à l'organisation de la deuxième conférence internationale de Biologie de la Conservation en 1985, n'est néanmoins pas une pure coïncidence. Primack et al. (2012) soulignent quant à eux que c'est en raison de « *la prise de conscience de l'accélération de l'érosion de la diversité biologique* » (p.15), dans les années 1970, alors « *qu'aucun forum ou organisation ne structurait les échanges scientifiques sur le sujet* » (ibid.), que l'écologue Michael Soulé organisa la première conférence internationale de Biologie de la Conservation en 1978, lequel fut ensuite rejoint par P. Ehrlich (de l'université de Stanford) et J. Diamond (de l'université de Californie) dans l'initiative de la création de la SBC en 1986.

Comme nous l'avons déjà souligné dans l'introduction, l'émergence de la biodiversité marque un profond changement dans la manière d'appréhender le monde vivant (Chevassus-au-Louis, 2006), ce que Wilson et Peters (1988) expliquent par deux raisons : l'accumulation de données solides sur l'ampleur de la déforestation et sur le rôle que ces forêts jouent sur le maintien de la diversité, ou, autrement dit, sur l'ampleur de l'extinction des espèces, d'une part, et la prise de conscience du lien étroit entre le développent économique et la dynamique de la biodiversité, d'autre part. Ainsi, Blandin (2009) montre qu'à partir de 1986 commence une importante effervescence autour de la biodiversité dans les institutions internationales. Le World Resources Institute (WRI), l'UICN, la Banque mondiale, Conservation International, le WWF et le PNUE publient une série de rapports sur le sujet, en vue de la conférence de Rio en 1992, qui aboutira à la ratification de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

Encadré n°1.1 : La Biologie de la Conservation

Meine et al. (2006) soulignent que « *for its advocates in the SCB* [Society for Conservation Biology], *conservation biology could legitimately be regarded as both a progressive continuation and a radical reconfiguration of the prior relationship between science and conservation* » (p.639). En effet, Primack et al. (2012) définissent la Biologie de la Conservation comme « *un champ de recherches multidisciplinaires et intégrées qui s'est développé en réponse aux enjeux de préservation des espèces et des écosystèmes* » (p.3), en s'appuyant sur trois « *démarches principales* » (ibid.) :

« *Documenter la gamme complète de la diversité biologique ; Etudier les impacts des activités humaines sur les espèces, les communautés et les écosystèmes ; Développer des approches pratiques*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

pour prévenir l'extinction des espèces, maintenir la diversité génétique au sein des espèces, protéger et restaurer les communautés et les fonctions écosystémiques associées » (ibid.).

Les auteurs insistent donc sur le fait que la Biologie de la Conservation est une « *discipline normative* » (ibid.), au sens où elle « *embrasse certaines valeurs et essaye d'appliquer des méthodes scientifiques pour atteindre des objectifs en phase avec ces valeurs* » (ibid.). En s'appuyant sur les travaux de Soulé (1985), Primack et al. (2012) précisent que la Biologie de la Conservation s'appuie sur les cinq principes éthiques suivants : « *La diversité des espèces et des communautés devrait être préservée ; L'extinction précoce des populations et des espèces devrait être évitée ; La complexité écologique devrait être maintenue ; L'évolution devrait continuer ; La diversité a une valeur intrinsèque* » (p.7-8).

L'objet fondamental de la Biologie de la Conservation étant la préservation de la biodiversité, cette dernière se pense comme une « *science de crise* » (Primack et al., 2012, p.7), ou encore comme une « *science d'action* » (Barbault, 2012, p.6), une « *science impliquée* » (ibid.), tournée vers des questions sociales et politiques. C'est pourquoi pour Barbault (2006 ; 2012) la Biologie de la Conservation est une science mal nommée car ses ambitions dépassent le cadre de la biologie en tant que telle, même appliquée à la conservation. Selon ce dernier :

« *Les systèmes pris en compte par la Biologie de la Conservation* (…) *ne sont pas ces écosystèmes étudiés par l'écologie classique – des écosystèmes dans lesquels la présence de l'Homme, jusqu'à son ombre est ignorée, mais bien des socio-écosystèmes où les compétences des géographes, des anthropologues, des sociologues ou des économistes pèsent autant que celles des biologistes* » (Barbault, 2012, p.6).

Si cela n'apparait pas très étonnant, au regard des ambitions que nourrit la Biologie de la Conservation (à savoir, mettre en œuvre une dynamique de collaboration pluridisciplinaire à l'interface science-politique, afin de mettre un terme à la crise de la biodiversité), Robinson (2006) dresse un bilan sévère des progrès réalisés et du chemin qu'il reste encore à parcourir, vingt ans après la fondation de la SBC :

> « *In the 20 years since Conservation Biology was launched with the aim of disseminating scientific knowledge to help conserve biodiversity and the natural world, our discipline has hugely influenced the practice of conservation. But we have had less impact outside the profession itself, and we have not transformed that practice into an enterprise large enough to achieve our conservation goals. As we look to the next 20 years, we need to become more relevant and important to the societies in which we live. To do so, the discipline of conservation biology must generate answers even when full scientific knowledge is lacking, structure scientific research around polices and debates that influence what we value as conservationists, go beyond the certitude of the biological sciences into the more contextual debates of the social sciences, engage scientifically with human-dominated landscapes, and address the question of how conservation can contribute to the improvement of human livelihoods and the quality of human life* » (Robinson, 2006, p.658).

Ce que Robinson (2006) pointe ici est le besoin de diffuser bien plus largement dans la société, les objectifs que s'est assignée la Biologie de la Conservation, afin de pouvoir lutter plus efficacement contre l'érosion de la biodiversité. Autrement dit, il s'agit d'assoir la légitimité politique et sociale de la Biologie de la Conservation et de son objet, à savoir le maintien de la biodiversité. Nous pensons que c'est la raison pour laquelle une partie (de moins en moins négligeable, bien qu'il reste des poches de résistance, comme le montre Spash (2015)) de la Biologie de la Conservation, s'oriente de plus en plus vers l'usage d'un langage orienté vers la mise en valeur des SE, plutôt que vers la biodiversité en tant que telle.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Et ce d'autant plus que l'idée de « *service* », peut être pensée comme une métaphore qui apporte peu en termes heuristique, vis-à-vis de l'appréhension de la complexité du monde vivant, à la différence de la notion de biodiversité. Norgaard (2010) développe même une critique de la notion de SE, laquelle repose selon lui sur une vision binaire flux/stock, la nature et le fonctionnement des écosystèmes étant ramenée à un stock de capital naturel, duquel les humains tireraient un flux de SE, qu'il s'agirait dès lors de maximiser. Cette vision réductrice flux/stock aurait pour conséquence, selon lui, de masquer la complexité des interrelations entre la biodiversité, le fonctionnement des écosystèmes, les impacts humains sur ces derniers et les bienfaits gratuits que les sociétés et les systèmes économiques en retirent, éventuellement au prix de leur destruction. C'est aussi ce que soulignent Teillac-Deschamps et Clavel (2012) :

> « *Le terme de "service" n'est nullement nécessaire pour rendre compte de l'objet scientifique étudié en écologie scientifique, à savoir le fonctionnement des écosystèmes à des échelles de temps et d'espace variables* (…). *La volonté des écologues de communiquer au grand public, mais aussi très certainement les stratégies de financement de la recherche, expliquent en partie comment les écologues ont pu accoler le terme de "service" à celui d'"écosystème"* » (p.313).

La manière dont les références aux SE sont déployées dans l'ouvrage de Primack et al. (2010) nous éclaire sur le premier point[15]. Le manuel est composé de neuf chapitres, le premier étant dédié à définir ce qu'est la Biologie de la Conservation et le second à définir ce qu'est la biodiversité. Or, le troisième chapitre s'intitule « *les valeurs de la biodiversité* » (Primack et al., 2010, p.45) et il rend compte de l'existence « *d'externalités écologiques des activités économiques* » (p.47), de « *valeurs économiques d'usage direct* » (p.53), « *indirect* » (p.59), de la « *valeur d'option* » (p.67), mais aussi de la « *valeur d'existence* » (p.69) de la biodiversité ainsi que des « *éthiques environnementales* » (p.70). Il nous semble particulièrement intéressant de constater que l'ensemble de ces concepts, inventés pour une bonne partie dans le champ de recherche de l'Economie Ecologique[16], soient ainsi déployés dans un manuel de Biologie de la Conservation[17].

En réalité, la mise en scène des SE dans l'ouvrage s'inscrit, selon nous, dans une démarche d'explicitation, ou de légitimation, ce pourquoi il est nécessaire de protéger la biodiversité, en mettant en avant l'idée qu'il s'agit d'un impératif pour les sociétés humaines et leur pérennité et non pas uniquement pour la biodiversité en tant que telle – même si les auteurs restent très attachés à l'idée selon laquelle la nature a bien une valeur intrinsèque. D'ailleurs, ces concepts et ces outils sont présentés dans l'ouvrage comme étant des produits de l'Economie Ecologique (et non pas de la Biologie de la Conservation), utiles en tant qu'ils permettent de fournir des arguments en faveur de la conservation. Mais, au-delà, si les SE

[15] Sachant qu'il s'agit d'un manuel de référence en matière de Biologie de la Conservation, dédié aux étudiants en troisième année de licence, ou en master, ainsi qu'aux candidats aux concours de l'enseignement (CAPES, Agrégation du secondaire).

[16] Au sens large, c'est-à-dire comprise comme une nébuleuse composée de différents courants de pensée plus ou moins en rupture avec le cadre néoclassique standard.

[17] A titre indicatif, les autres chapitres de l'ouvrage s'intéressent respectivement aux menaces sur la biodiversité, à ce qu'est l'extinction, à la conservation des populations et des espèces, aux espaces protégés et à la conservation hors des espaces protégés, ainsi qu'aux enjeux du développement durable.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

sont définis et si les travaux du MEA sont mentionnés, Primack et al. (2010) ne mobilisent qu'assez marginalement la notion de SE.

Daily (1997) ne justifie pas autrement, dans la préface de son célèbre ouvrage *Nature's Services*, ce pourquoi il est fondamental, selon elle, de développer des approches en termes de SE. Cette dernière indique en effet :

> « *The effort behind this book was initiated after dinner one night, under the Arizona desert sky, at an annual meeting of the Pew Fellow in Conservation and Environment. A small group gathered informally to lament the near total lack of public appreciation of societal dependence upon natural ecosystems. This ignorance represents but one of a complex interaction factors responsible for today's array of anthropogenic disruptions of the biosphere. Yet it clearly represents a major hindrance to the formulation and implementation of policy designed to safeguard earth's life-support systems. Moreover, lack of understanding of the character and value of natural ecosystems traces ultimately to a failure of the scientific community to generate, synthesize, and effectively convey the necessary information to the public. A collective strategy to address this problem emerged from the group's discussion, the first phase of which consisted in producing a rigorous, detailed synthesis of our current understanding of a suite of ecosystem services and a preliminary assessment of their economic value* » (Daily, 1997, p.13).

Le décor est posé. Parmi les multiples facteurs anthropiques qui sont tenus pour responsables de la perturbation de la biosphère, Daily et al. (1997) retiennent celui de l'ignorance globale du public, résultant d'un manque d'information, lequel s'explique par une mauvaise communication des scientifiques vers la société. C'est ainsi qu'elle justifie la motivation profonde de son ouvrage et ce pourquoi il faut définir et évaluer les SE.

La deuxième raison pouvant contribuer à expliquer le succès de l'approche par les services écosystémiques, nous l'avons évoqué plus haut, est lié à des enjeux de financement (Teillac-Deschamps et Clavel, 2012). C'est d'ailleurs ce que revendiquent explicitement Goldman et al. (2008), dont la plupart sont les instigateurs du projet *Natural Capital*, au sein duquel l'outil InVEST (Integrated Valuation of Ecosystem Services and Trade-offs) a été développé[18]. Quand bien même les auteurs montrent qu'il n'est pas possible de comparer les résultats effectifs d'un ensemble de projets de conservation basés sur une approche par les SE et un autre ensemble de projets basés sur des approches plus traditionnelles de la conservation de la biodiversité, en raison d'un manque de données, Goldman et al. (2008) apportent la preuve empirique de l'efficacité supérieure des SE comme instruments de conservation :

> « *The ES* [Ecosystem Services] *projects attract on average more than four times as much funding through greater corporate sponsorship and use of a wider variety of finance tools than BD* [BioDiversity] *projects* » (p.9445).

Ce sont donc selon nous ces deux éléments : le besoin de renouveler une stratégie de communication (ou, plus fondamentalement, la croyance dans le fait que l'érosion de la biodiversité peut *in fine* être imputable à un problème de type informationnel), d'une part, et

[18] Nous proposons une analyse plus détaillée de cet outil dans la section suivante. La référence nous permet néanmoins d'illustrer ici comment Daily et ses confrères se sont progressivement appropriés l'art de filer les métaphores. Sur la question du rôle de la métaphore dans la pensée scientifique voir Berdoulay (1988) et sur la manière dont celle des SE peut-être comprise De Sartre et al. (2014).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

la volonté de se rapprocher de sources de financement privées pour les projets de conservation (dans un contexte où les budgets des Etats sont assez largement serrés et où les enjeux liés à la préservation biodiversité ne figurent pas toujours en tête des priorités politiques), d'autre part, qui expliquent aujourd'hui la convergence d'une partie de la Biologie de la Conservation et d'une partie de l'Economie Ecologique vers l'adoption d'une posture qualifiée de « *nouveau pragmatisme environnemental* » (Spash, 2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015). Afin de comprendre plus pleinement comment se consolide le nouveau pragmatisme environnemental à partir des années 2000 (c'est-à-dire afin de pouvoir appréhender les reconfigurations qui émergent, dans l'histoire des SE, à partir de 1997), il nous faut opérer une brève incursion dans l'histoire de la pensée économique de l'environnement et repartir au début des années 1970.

1.2 Les outils d'évaluation des SE et la construction de l'Economie Ecologique

Affirmer que les SE ne sont pas seulement le produit de la Biologie de la Conservation, mais aussi celui de l'Economie Ecologique implique de pouvoir appréhender cette dernière assez finement et l'exercice s'avère relativement complexe. En effet, les liens entre les SE et l'Economie Ecologique s'articulent plutôt autour des outils d'évaluation et des instruments de marché (ou de quasi-marché) liés aux SE, qu'autour de la notion même de SE. Or, c'est précisément sur la question de la pertinence de ces outils (en tant que telle, ainsi que sur leur place parmi les autres instruments des politiques environnementales) et, plus généralement, sur la question du degré de rupture vis-à-vis des axiomes fondamentaux du paradigme néoclassique standard, que se joue la définition même de l'Economie Ecologique. En effet, comme l'indiquent Douai et Vivien (2009), l'Economie Ecologique souffre d'un « *problème identitaire récurrent* » (p.124), au sens où de profondes controverses épistémologiques, méthodologiques et politiques l'ont toujours traversée. Aujourd'hui, la mise sur l'agenda politique des SE réanime ainsi d'anciens débats et la montée du nouveau pragmatisme environnemental se traduit par d'importantes reconfigurations au sein du champ (Spash, 2009a ; 2011a ; 2013).

Dans un premier temps, la présente section traite de l'essor des méthodes d'évaluation monétaires de l'environnement, apparue avec l'Economie de l'Environnement dans les années 1970. Et, dans un second temps, nous présentons l'émergence de l'Economie Ecologique dans les années 1980, ainsi que l'affirmation de son programme hétérodoxe : la *Social Ecological Economics*[19], à partir du milieu des années 1990. Les reconfigurations actuelles du champ et la montée du nouveau pragmatisme environnemental seront traitées dans la section suivante (1.3).

1.2.1 Le développement des premières méthodes d'évaluation monétaires : l'Economie de l'Environnement

Les travaux réalisés sur l'histoire de la pensée des questions environnementales en économie montrent que cette dernière ne commence pas véritablement dans les années 1970 : de nombreux éléments relatifs aux problématiques écologiques actuelles s'enracinent dans le

[19] Que nous traduisons parfois par l'expression « *Economie Ecologique et sociale* ».

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

paradigme classique ainsi que dans l'ancien institutionnalisme américain[20]. Toutefois, les questions environnementales ont longtemps été exclues du champ de l'analyse économique car le paradigme néoclassique, depuis la révolution marginaliste, ne considère plus que l'objet central de l'analyse économique soit le processus productif, mais plutôt la maximisation de l'utilité individuelle des agents rationnels, via les mécanismes de marché. C'est pourquoi ces travaux introduisent une distinction entre la pensée classique et la pensée moderne de l'environnement (Spash, 1999 ; 2011b ; Ropke, 2004 ; 2005).

Le développement de la pensée moderne de l'environnement en économie accompagne la montée du mouvement écologiste politique à partir des années 1970. Spash (2011b) explique que cette politisation de l'écologie est liée à d'importants changements : d'une part, la prise de conscience environnementale se popularise considérablement et, d'autre part, c'est le mode de développement économique occidental moderne et le système technico-industriel sur lequel il repose qui sont dès lors tenus pour responsables des catastrophes environnementales se faisant de plus en plus nombreuses[21]. Selon Spash (2011b) :

> « *In a few decades pollution had moved from being regarded as localized smog from domestic fires to international and global with numerous sources and seriously threatening consequences – including genetic mutation and irreversible damage to life-supporting ecosystems and their functioning* (…). *By the late 1960s, the promise of material wealth for all and post World War II optimism in the abilities of science and technology were faltering. Boulding (1966) characterized the economy as being run like the Wild West, populated by cowboys who exploited resources, chucked their waste on the ground and rode away to infinite horizons – where lay the promise of fresh resources and new environments to exploit and degrade – this was contrast with Earth as a closed system like a spaceship. Economic growth was seen as positively misleading in terms of the consequences for human society (Mishan 1969). The challenge was for a new approach to economics* » (p.348).

L'Economie de l'Environnement s'est d'abord développée dans ce contexte comme un nouveau champ de recherche « *innovant* » (Spash, 2011b, p.348, notre traduction), « *progressiste* » (ibid.), sinon « *carrément révolutionnaire* » (ibid.) : selon Spash (2011b),

[20] « *Including: the writings on social motivation of Adam Smith ([1759] 1982), population and poverty in Malthus ([1798] 1986), Jevons ([1865] 1965) on non-renewable energy dependence, John Stuart Mill's (1848) steady-state economy, Marx (1867) on exploitation, class conflict and capital accumulation, and the evolutionary institutional analysis and "conspicuous consumption" of Veblen ([1899] 1991)* » (Spash, 2011b, p.345).

[21] Nous revenons sur ces éléments dans le chapitre 4. Mais nous pouvons d'ores et déjà noter, à la suite de Spash (2011b): l'utilisation massive du dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) en agriculture, alors que celui-ci est reconnu comme responsable de défauts de naissance humains et non-humains, les inquiétudes liées aux retombées des essais nucléaires (alors que des filières alimentaires de lait et de blé ont été contaminées par des dépôts radioactifs aux Etats-Unis) et plus largement le développement de l'industrie de l'énergie nucléaire, qui a servi à fournir du plutonium de qualité militaire, dans les années 1960 et 1970. Les catastrophes de Three Miles Island en 1979 et de Tchernobyl en 1986 rendront ensuite toute leur crédibilité aux inquiétudes face à la possibilité d'accidents nucléaires en développement dans les années 1970. De manière parallèle, les pluies acides causant la destruction de forêts et d'écosystèmes en Allemagne et en Suède, le risque de dégradation de la haute atmosphère lié au développement de l'industrie de l'aviation supersonique, ou encore la déplétion de la couche d'ozone résultant de l'utilisation des chlorofluorocarbones, dans les années 1980, confirment les inquiétudes concernant la globalisation des menaces environnementales et des pollutions émises durant la décennie précédente (Spash, 2011b).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

certains y ont entrevu l'opportunité d'une réorganisation profonde et d'une extension du champ de la pensée économique, laquelle aurait été amenée à revisiter ses concepts et à trouver de nouvelles applications de sorte qu'un parallèle a pu être dressé entre l'effervescence qu'ont suscité ces travaux et celle qui était à l'œuvre au moment de la révolution Keynésienne. Cela dit, « *the reality was a little different* » indique Spash (2011b, p.348) : les apports de l'Economie de l'Environnement ayant trop tendance à remettre en cause les fondements de l'économie standard ont été mal reçus, ils se sont trouvés rapidement marginalisés par le reste de la discipline et les perspectives de publication se sont faites de plus en plus étroites. Les économistes de l'environnement n'ont été tolérés qu'à condition qu'ils se limitent à développer l'analyse standard sur les questions environnementales, sans remettre en question ses axiomes fondamentaux. C'est donc ce qu'est devenu ce champ de recherche.

Encadré n°1.2 : L'Economie de l'Environnement

Selon Godard (2005a), « *en posant la relation > comme une relation d'antériorité logique et/ou définitionnelle* […] » (p.13), l'approche standard des questions environnementales repose sur l'hypothèse H: S > E, avec S représentant le système économique et E l'environnement. Cette logique s'avère ainsi « *auto-référentielle* » (p.14) au sens où l'environnement est appréhendé comme un objet externe à inclure dans l'analyse économique, sans que cela n'affecte ses axiomes fondamentaux. Les agents économiques disposent toujours de préférences définies et stables permettant l'allocation des biens et ces derniers sont définis par leur utilité pour les agents. Les agents s'approprient ces biens et les échangent sur le marché. Il précise que

« *L'environnement est alors défini comme une collection de biens, ou d'actifs naturels rendant des services à l'homme* (…)*, de réserves de ressources naturelles (forêts) ou encore de fonctions d'assimilation des déchets (zones humides). Les biens environnementaux relèvent alors du même statut de base, que les biens productibles dont la reproduction est assurée par l'appareil de production économique* (…)*. Dès lors, les deux types de biens sont traités comme des commensurables et soumis en apparence aux mêmes principes d'évaluation et d'allocation* » (Godard, 2005a, p.10-11).

Boidin et Zuindeau (2006) indiquent quant à eux que l'analyse standard des questions environnementales recouvre deux sous-champs de recherche : l'Economie des Ressources Naturelles et l'Economie de l'Environnement. Le premier s'est focalisé sur l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles (se raréfiant) comme autant de facteurs de production, par l'ajustement de leurs prix. La règle d'Hotelling, formulée en 1930, indique ainsi que l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables n'est pas un problème (économique) dans la mesure où les prix de ces ressources augmentent lorsqu'elles deviennent de plus en plus rares : les propriétaires de ces ressources peuvent accumuler une rente de rareté (en réduisant les quantités mises sur le marché au fur et à mesure que leur prix augmente) et sont dès lors en mesure d'investir dans le développement de produits de substitution (Gadrey et Lalucq, 2015).

L'Economie de l'Environnement, quant à elle, s'est développée à partir de la notion « *d'externalités* ». Celles-ci sont définies, au travers des travaux pionniers de Pigou (1932) comme des interactions entre agents économiques (un agent A exerce un impact, positif ou négatif, sur un agent B) hors marché, ce qui introduit un écart entre le coût (ou le bénéfice) privé et le coût (ou le bénéfice) social, ne permettant plus au marché d'atteindre l'optimum (c'est-à-dire de réaliser le maximum du bien-être général). L'objectif est dès lors d'internaliser ces externalités, afin de faire converger les intérêts privés avec l'intérêt social, par la mise en place de politiques publiques, pouvant prendre la forme de taxes pour Pigou ou de mécanismes de marché pour Coase (1960).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il est possible de considérer que l'approche par les SE s'inscrit dans une certaine continuité vis-à-vis des travaux fondateurs de l'Economie de l'Environnement. Selon, Point (2010) en effet :

> « *Le mouvement qui se déploie* [actuellement] *trouve ses racines dans le concept d'externalité qui marque, non pas la défaillance du marché, mais l'absence des conditions permettant à un marché de se mettre spontanément en place* (…). [La différence étant qu'avec l'approche par les services écosystémiques] *on ne focalise plus ici sur les impacts de l'agent A sur l'agent B, mais sur l'impact de l'agent A sur l'actif naturel ou l'écosystème E, cet impact pouvant avoir des effets positifs ou négatifs non marchands sur l'agent B* » (Point, 2010, p.5-6).

Par conséquent, ces analyses ne se saisissent des questions environnementales que par la lorgnette de leur influence potentielle sur le bien-être individuel et collectif, tel qu'il est étroitement défini au travers des axiomes fondamentaux du cadre néoclassique standard : « *l'approche standard de l'Economie de l'Environnement et des ressources naturelles dilue la spécificité de l'objet écologique dans le monde des biens* » (Boidin et Zuindeau, 2006, p.13). En effet, l'environnement (ou les SE) sont appréhendés comme des biens ou des services dont le problème est d'être hors marché, mais qui font partie d'un capital global et qui sont commensurables (c'est-à-dire qu'il est possible d'en identifier précisément la valeur monétaire) et de ce fait comparables (notamment dans des analyses de type coûts-bénéfices) et substituables à d'autres types de bien et services ou à d'autres formes de capital (humain, physique, technique…).

Boidin et Zuindeau (2006) montrent que ces principes analytiques peuvent aussi être appliqués au développement durable, l'objectif étant dès lors de maintenir dans le temps la stabilité du bien-être par tête, sans introduire de différence substantielle entre les différents composants qui contribuent au « *bien-être* ». Dès lors, les questions liées à l'actualisation du capital, qui ne sont pas sans poser de nombreux problèmes[22], prennent en outre une importance considérable.

C'est notamment en s'appuyant sur cette hypothèse de substituabilité forte entre les différentes formes de capital que Solow et d'autres économistes de l'environnement ont critiqué le rapport du Club de Rome « *The limits to growth* » en 1972 (Gadrey et Lalucq, 2015). Afin de se démarquer d'une approche qui se traduit souvent par la mise en évidence de l'efficacité supérieure des instruments économiques (taxes et subventions) et des instruments de marché (de type droits à polluer)[23] vis-à-vis des instruments règlementaires classiques (interdiction…) (Gadrey et Lalucq, 2015) et pour pouvoir se réinscrire dans une approche moins systématiquement favorable au redéploiement de la croissance économique, l'Economie Ecologique s'est tout d'abord érigée comme un nouveau champ de recherche s'inscrivant en rupture vis-à-vis des hypothèses du cadre néoclassique standard, dans une perspective de soutenabilité forte et de substituabilité faible (Neumayer, 2003).

[22] Sur ce point voir notamment la critique du rapport Stern dressée par Spash (2007a).

[23] A ce titre, au-delà des répercussions pénales et budgétaires actuelles entrainées par la mise en place désastreuse du marché du carbone en France, lequel a permis que s'organise l'une des plus importantes fraudes fiscales que le pays ait connues à ce jour (… sans réduction effective des émissions de gaz à effet de serre), une analyse critique de ces marchés et de leurs effets a été réalisée par Spash (2010).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Toutefois, Spash (2011b) rapporte que les travaux réalisés en l'Economie de l'Environnement dans les années 1970 ont effectivement permis un certain nombre d'avancées non négligeables, notamment en ce qui concerne les méthodes d'évaluations monétaires de l'environnement, largement réutilisées aujourd'hui et appliquées aux SE. L'introduction de l'environnement dans les analyses de type coûts-bénéfices s'est en effet traduite par le développement de nouvelles méthodes d'évaluation telles que celles des coûts de transport, des prix hédoniques et surtout de l'évaluation contingente[24]. Or, la mise au point de cette dernière a contribué à l'émergence de nouveaux champs de recherche et l'ouverture d'un certain nombre de brèches, lesquelles vont rendre de plus en plus évident le besoin de remettre en cause le cadre néoclassique standard afin de pouvoir penser les problématiques environnementales et écologistes : « *Primary data collection from face to face interviews gave results that questioned the economic model of human psychology and motivation, and for some created interdisciplinary interactions* » (Spash, 2011b, p.349 ; Spash, 2007b). Ce dernier conclut :

> « [Within environmental economics] *innovation certainly did occur* (…). *However, working inside orthodox economics – preference utilitarianism, optimal control modelling, discounting, a monistic value system, and mathematics as a doctrine of rigor – heavily constrained criticism, innovation and the ability to address environmental and social problems* (...). *While some economists posed, but never answered, various questions, others followed arguments to their logical ends. Those ends raised issues that just could not be addressed within the orthodox economic frame* » (Spash, 2011b, p.349-350).

1.2.2 La remise en cause ces outils standards d'évaluation environnementale et la construction d'un programme alternatif : les fondements de la *Social Ecological Economics*

En reprenant la distinction de Lee (2009) entre les économistes hérétiques, tolérés par le *mainstream* (ceux qui reçoivent parfois des prix Nobels) et les économistes blasphématoires qui rejettent le cadre néoclassique « *in totalitus* », Spash (2011b) classe les travaux fondateurs de K. W. Kapp[25], Nicolas Georgescu-Roegen[26] et Herman Daly[27] dans la

[24] Ces différentes méthodes, leurs principes de fonctionnement et leurs critiques sont abordés plus en détail dans la deuxième partie du présent chapitre (voir annexe n°1.2).

[25] « [Kapp] *dedicated himself to researching the relationship between economic and the environment. He also explored the relationship between social and natural sciences, the need for knowledge integration and meaning of interdisciplinarity (Kapp 1961). He wrote on history of thought and methodology (Kapp and Kapp 1963), and produced extensive empirically based institutional analyses of environmental problems (Kapp 1950, 1978)* » (Spash, 2011b, p.345-346). Une analyse de l'apport des travaux de Kapp pour le développement d'une Economie Ecologique hétérodoxe et ouverte sur les sciences sociales peut être trouvée dans Gerber et Steppacher (2012).

[26] « [Nicolas Georgescu-Roegen] *wrote a major thesis on the importance of entropy for the economy that basically concluded that economic growth was infeasible over the long run and as a result policy needed fundamental reform. His reasoning led to questioning human society from the size of population and the pressure placed upon systems, to the time allowed for change and the rate at which human systems impose change. Economic systems were then inseparable from ethical judgments, both concerning others currently living and future generations* » (Spash, 2011b, p.351).

[27] « *Herman Daly (1977, 1992) came to the conclusion that the best option in the face of entropy laws and critiques of growth was to aim for a steady-state economy* » (p.351). Une présentation détaillée de la manière avec laquelle Daly intègre les lois de la thermodynamique (c'est-à-dire les analyses de Nicolas Georgescu-

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

seconde catégorie : « *all three suffered marginalization, derision of their ideas and neglect* » (p. 351). Or, c'est à partir de ces derniers que va se développer (au moins une partie de) l'Economie Ecologique. En effet, les années 1980 sont marquées par un profond sentiment de malaise au sein de la communauté scientifique écologiste, à la fois en raison du verrouillage de la pensée économique de l'environnement au sein du cadre standard et par le délaissement des questions environnementales sur les agendas politiques de M. Thatcher et R. Reagan (Spash, 1999). C'est dans ce contexte qu'émerge l'Economie Ecologique, dont la construction institutionnelle s'est appuyée sur deux évènements marquants (Douai et Vivien, 2009).

D'une part, les deux écologistes scientifiques B.O. et A.M. Jansson organisent une réunion à Stockholm en 1982, afin de poser les jalons d'une coopération internationale entre écologistes et économistes. Alors que les écologistes ignorent souvent (plus ou moins sciemment) les divisions internes à l'analyse économique, de nombreux théoriciens néoclassiques sont présents à Stockholm car la stratégie adoptée vise alors le rassemblement, la fédération et l'élargissement des coopérations scientifiques : plus la notoriété professionnelle des personnalités présentes serait grande, plus la cause environnementale aurait ses chances de voir reconnaitre sa légitimité (Spash, 2011b). C'est à l'issue de cette réunion que l'expression « *Ecological Economics* » apparait pour la première fois afin de désigner ce nouveau champ de recherche, sous la plume de R. Costanza et H. Daly en 1987, dans un numéro spécial de la revue *Ecological modelling* (Douai et Vivien, 2009).

D'autre part, sans que les deux évènements ne soient véritablement coordonnés, la même année, J. Martinez-Alier (1987) publie lui aussi un ouvrage intitulé *Ecological Economics*. Ce dernier retrace l'histoire de la pensée énergétique des processus économiques et Martinez-Alier organise un colloque à Barcelone, cette fois essentiellement composé d'économistes hétérodoxes et à l'issue duquel est créée l'International Society for Ecological Economics (ISEE) ainsi que la revue *Ecological Economics*, dont le premier numéro parait en 1989.

L'Economie Ecologique n'est jamais vraiment parvenue à s'émanciper de cette tension constitutive entre ces deux pôles (Vivien, 2005a ; Douai et Vivien, 2009) : l'un plutôt fédérateur et ouvert, au prix d'une plus faible cohérence scientifique, passant par la revendication d'un pluralisme mou (Norgaard, 1989)[28] et l'autre plus fermement hétérodoxe, assumant une posture de rupture plus franche vis-à-vis de l'économie standard, au risque que sa construction s'avère plus délicate à tenir institutionnellement[29].

Roegen), avec principes fondamentaux de la microéconomie et de la macroéconomie peut être trouvée dans Daly et Farley (2011).

[28] R.B. Norgaard, est un auteur central de l'Economie Ecologique qui a notamment contribué à développer l'idée de coévolution entre les systèmes socioéconomiques et les systèmes naturels (Norgaard, 1994). Sa vision n'est donc pas celle de l'économie standard et nous avons déjà mentionné sa posture critique vis-à-vis des SE (Norgaard, 2010). L'argument en faveur du pluralisme méthodologique, qu'il expose dans le premier numéro de la revue *Ecological Economics* en 1989, vise à faire de l'Economie Ecologique un courant intégrateur, sans quoi ce dernier aurait eu à mettre de côté l'immense majorité des travaux économiques, alors qu'il n'en était alors qu'à ses premiers pas.

[29] Au-delà du manuel de Daly et Farley (2011) cité précédemment, il est possible de voir un autre indice de l'hétérogénéité de l'Economie Ecologique dans l'existence de plusieurs textbooks destinés aux étudiants et aux enseignants qui mettent en avant différentes postures théoriques. Spash (2013) rapporte par exemple que si les ouvrages de Daly et Farley (2011) et de Common et Stagl (2005), traitent de questions relatives à l'échelle du développement et aux inégalités, ils semblent néanmoins accepter la théorie des prix sous-jacente à l'économie

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

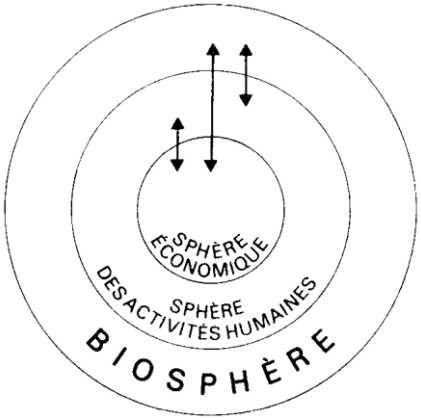
Examinons maintenant les fondements de la frange hétérodoxe de l'Economie Ecologique, la « *Social Ecological Economics* », avant de revenir sur la vision « *pluraliste* » du champ, dans la section suivante. Douai et Vivien (2009) rapportent que l'expression « *Social Ecological Economics* » a été employée pour la première fois par Jacobs en 1996, dans la newsletter de l'ISEE, suite à la tenue d'un atelier organisé notamment par I. Ropke, J. Martinez-Alier et lui-même, en Allemagne, au Wupperal Institute, en 1995. Ce regroupement fut ensuite à l'origine de la création de la Société Européenne d'Economie Ecologique (ESEE), au terme d'une conférence organisée en France, à l'université de Versailles Saint-Quentin et S. Faucheux en fut la première présidente. L'origine de la frange hétérodoxe de l'Economie Ecologique est donc plus européenne qu'américaine et ses tenants en appellent à un changement de paradigme (Spash, 2013), car la prise au sérieux des problématiques écologistes conduirait nécessairement, selon eux, à une manière radicalement nouvelle de penser et de faire de la science, mais qui pourrait prendre appui sur l'économie politique et l'apprentissage interdisciplinaire (Spash, 2011b)[30].

Douai et Vivien (2009) montrent que même le champ plus restreint de l'Economie Ecologique et sociale ne constitue pas véritablement une approche homogène :

> « *On peut y repérer une tendance proche de l'éthique environnementale, qui s'intéresse à la valeur intrinsèque de la nature, une perspective institutionnaliste et des postures d'économistes radicaux, comme celle adoptée par Martinez-Alier (1987, 2002), baptisée successivement "néo-narodnikisme", "environnementalisme des pauvres" et qui se rapproche aujourd'hui du courant de la décroissance* » (p.138).

Toutefois, en nous appuyant notamment sur les travaux de Spash (2012 ; 2013), essayons d'en présenter rapidement la cohérence d'ensemble. Tout d'abord, les travaux de Passet (1979) illustrent assez bien ce qui constitue la vision pré-analytique de l'Economie Ecologique et Sociale.

Encadré n°1.3: La vision pré-analytique de l'Economie Ecologique et Sociale



Source : Passet (1979), p.11.

néoclassique. Par contraste, les ouvrages de Shmelev (2012), ou encore de Healy et al. (2013) s'inscrivent, selon nous, dans une posture plus critique vis-à-vis de l'économie standard.

[30] Au-delà de la une filiation revendiquée vis-à-vis des travaux de Kapp et de Georgescu-Roegen, déjà mentionnée, Spash a réuni les travaux fondateurs de l'économie écologie et sociale en publiant un ensemble de quatre volumes, reprenant plus d'une centaine d'articles (Spash, 2009b). Ce dernier tranche notamment avec le recueil d'articles édité par Costanza et al. (1997b), dans lequel, selon Douai et Vivien (2009), aucun des travaux plus hétérodoxes n'est mentionné, à l'exception d'un article.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Passet (1979) explique que « *cette simple relation d'inclusion entre ces trois sphères suffit à nous placer devant un certain nombre d'évidences : - si les activités économiques n'ont de sens que par rapport aux hommes, c'est dans la sphère des relations humaines et non en elles-mêmes qu'elles trouvent leur finalité : le bien-être social* (…) *ne se réduit pas à une simple accumulation de biens et de services ; - la reproduction de chacune de ses sphères passe par celle des deux autres : l'économique et l'humain ne sauraient subsister dans le temps sans la nature qui les supporte, et cette dernière ne serait plus la même si l'homme qui couronne l'aboutissement de sa longue évolution venait à disparaitre ; - et si, par définition, tous les éléments d'un ensemble inclus appartiennent à l'ensemble plus large qui les englobe, tous les éléments de ce dernier n'appartiennent pas au précédent : en d'autres termes, les éléments de la sphère économique appartiennent à la biosphère et obéissent à ses lois, mais tous les éléments de la biosphère n'appartiennent pas à l'économique et ne se plient pas à ses régulations.*

Or, l'économique, activité rationnelle menée par des êtres conscients est, par essence, transformation de la nature. Ses relations avec cette dernière se situent à deux niveaux : - celui d'un prélèvement de matériaux auxquels sont données des formes utiles (et qui se trouvent donc "in-formés", au sens aristotélicien du terme) ; de ce point de vue, il s'agit d'une activité structurante, créatrice d'ordre, participant au développement de la vie ; - celui d'une restitution de produits résiduels qui se trouvent "dé-formés" après utilisation ; et en cela, l'économique apparait comme une activité destructurante, destructrice d'ordre, c'est-à-dire contribuant à la dégradation du milieu dans lequel elle se développe. A ce propos, nous parlerons plus loin de néguentropie et d'entropie » (p.10-12).

Cette vision pré-analytique est donc fortement influencée par les travaux de Georgescu-Roegen et la notion de coévolution (Gowdy, 1994 ; Norgaard, 1994 ; Kallis et Norgaard, 2010) traduit son inscription dans les « *interactions historiques homme-nature* » (Boidin et Zuindeau, 2006, p.18).

Le postulat de cet enchevêtrement des phénomènes économiques, dans les phénomènes sociaux, dans les phénomènes naturels, implique, ensuite, de définir plus en avant les fondements épistémologiques de la *social-ecological economics*, laquelle « *accepts neither the scientific reduction of the natural environment to its physical characteristics, nor the constructivist position which denies biophysical constraints on social life* » (Jacobs, 1996, p.16). C'est ce que Boidin et Zuindeau (2006), mais aussi Godard (2005a) indiquent comme étant l'enjeu principal d'une socio-Economie de l'Environnement et du développement durable. Pour reprendre la formule de Godard (2005a) (et la comparaison avec les postulats de l'Economie de l'Environnement, présentés précédemment), dans cette perspective, le couple l'environnement (E)/système économique et social (S) forme :

> « *Une hiérarchie enchevêtrée* [spécifique], *dominée cognitivement par la hiérarchie H: S > E, car la question de l'environnement ne peut être posée que par les hommes, mais dominée pratiquement par H: S < E, dans la mesure où l'existence de la nature est une pré-condition logique de l'existence de l'humanité* » (p.13). « [Ainsi, la socio-Economie de l'Environnement] *vise tout autant à rendre compte du mouvement inverse par lequel des mécanismes économiques donnent leur relief à certains enjeux de conventions et d'institution plutôt qu'à d'autres et produisent le monde physique de demain dans des conditions qui font que la reproduction de l'environnement demeure une question ouverte à travers laquelle l'humanité se met en risque* » (p.17)[31].

[31] En réalité, selon Godard (2005), l'Economie Ecologique repose au contraire sur une logique « *hétéro-référentielle* » (p.14) fondée sur l'hypothèse H : S < E. Mais Boidin et Zuindeau (2006) ne partagent pas cette analyse et notent : « *si l'activité économique s'avère bornée par des limites naturelles, il n'en reste pas moins que l'explication, mais aussi normativement, la préconisation des pratiques économiques ou des politiques publiques ayant trait à l'environnement appellent la mobilisation de considérations sociales. Il serait faux,*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Spash (2012) indique quant à lui que :

« *This type of embeddedness is one of the key messages ecological economists have been at pains to communicate i.e., the economy is embedded in the Natural environment and subject to the Laws of Thermodynamics. Yet, embeddedness should not be confused with reductionism* » (p.43).

En effet, selon ce dernier, il n'est pas impossible de tenir ensemble la reconnaissance de l'existence d'une réalité biophysique externe à l'humain (les lois de la thermodynamique et le fonctionnement des écosystèmes), d'une part, et une posture constructiviste dans les sciences sociales (c'est-à-dire l'idée selon laquelle « *les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs* », si l'on suit la définition de Corcuff (1995)), d'autre part :

« *That reality can be understood or interpreted in different ways does not mean humans may construct their own reality at will. The search is for an approach which captures both realism and the inadequacy of our ability to know* » (Spash, 2012, p.42).

Ainsi, la posture épistémologique de la *Social Ecological Economics* se rapproche (ou devrait se rapprocher), selon Spash (2012), de celle d'un « *réalisme critique* »[32] (p.43) qui passe d'abord par la reconnaissance d'une incertitude radicale, proche de l'incertitude radicale Keynésienne, selon lui, mais qui est aussi celle de l'approche française de l'économie des conventions (Batifoulier, 2001)[33]. Spash (2012) montre que la reconnaissance de cette incertitude radicale a deux conséquences principales. D'une part, le refus de la posture réductionniste qui consiste à assimiler la démarche scientifique à une démarche technique, ce qui implique de considérer la science comme un outil d'explicitation du réel et non pas comme un outil prédictif. Et, d'autre part, cette incertitude implique de reconnaitre une certaine interdépendance entre ce qui est de l'ordre des faits et ce qui est de l'ordre des valeurs (Funtowitz et Ravetz, 1994), ce que Spash (2012) assimile à une posture de « *constructivisme faible* »[34] (p.40).

Enfin, à partir de cette vision pré-analytique et de ces principes épistémologiques, l'Economie Ecologique et sociale s'affirme dans une posture d'économie politique institutionnaliste. Cette dernière s'avère fondée, au niveau macroéconomique, sur un positionnement idéologique normatif, en faveur de la décroissance, ou au moins de l'état stationnaire. Spash (2011b) note en effet :

« *Ecological Economics emphasizes the limits to material and energy throughput and the problems then posed by the modern economic obsession with*

---

d'ailleurs, de prétendre que des auteurs tels que Passet ou les tenants de l'Economie Ecologique aient négligé ces éléments de construit social, eux qui les ont largement intégrés dans leurs analyses » (p.15). Si l'ambigüité entre ces deux postures (voir ces trois postures, si on y inclut également l'hypothèse H : E < S, caractéristique de l'approche standard) reste sans doute valable dès lors que l'on considère l'Economie Ecologique au sens large – précisément du fait de sa grande hétérogénéité – ce que nous cherchons à montrer ici est que la *Social Ecological Economics* s'ancre bien quant à elle dans une posture de socioéconomie institutionnaliste.

[32] Notre traduction.

[33] Nous reviendrons largement, dans les chapitres 3 et 4, sur une présentation détaillée de ce courant de pensée au sein duquel s'inscrit la présente thèse.

[34] Notre traduction. Spash (2012) explique que, par contraste avec le constructivisme fort, qui repose sur la revendication métaphysique selon laquelle la vérité et la réalité sont elles-mêmes des constructions sociales, le constructivisme faible permet d'appréhender les constructions sociales comme des faits objectifs, dans la mesure où ces derniers sont objectivés par les acteurs qui les construisent.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

increasing consumption. The idea of limits is firmly related to the literature arising from thermodynamics and energy use with its implications for the physical functioning of systems (Georgescu-Roegen 1971) (...). *The psychological treadmill of material throughput then raises concerns over how to address the scale of growth, which is something ignored in the mainstream literature where efficient allocation dominates regardless of scale (Daly 1991, 1992*) » (p.359).

De manière parallèle, à un niveau plus micro ou méso-économique, la *Social Ecological Economics* affiche une certaine proximité avec les approches de la *political ecology* des géographes anglo-saxons[35], comme l'illustrent les travaux de Martinez-Alier (2002) et de Healy et al. (2013), ou encore avec ceux de Bina Agarwal (2010) sur l'éco-féminisme (Spash, 2012)[36].

Comme le montrent l'effort de synthèse produit par Gowdy et Erickson (2005), mais aussi les travaux plus historiques de Ropke (2004 ; 2005), l'évaluation monétaire de l'environnement et l'usage des analyses coûts-bénéfices dans les politiques environnementales ont toujours constitué des terrains centraux de controverse vis-à-vis de l'économie standard (ainsi qu'au sein de l'Economie Ecologique, au sens large). Dans la deuxième partie du présent chapitre, nous montrerons comment, à la place de ces dernières, l'Economie Ecologique et sociale propose une approche fondée sur le pluralisme des valeurs (Martinez-Alier et al. 1998). Spash (2013) indique à ce titre que : « *value pluralism also means being aware that utilitarianism is a very specific ethical system, that instrumentalism similarly is a restricted position and that we should expect value conflict as a standard occurrence* » (p.358). Assumer ce pluralisme des valeurs a conduit l'Economie Ecologique et sociale à développer des méthodes d'évaluation environnementale multicritères (ou, plus précisément, certains types d'analyses multicritères ne postulant pas l'existence d'une commensurabilité des valeurs entre elles), lesquelles sont recommandées pour l'aide à la résolution des conflits environnementaux et pour la prise de décision (Vatn, 2005a ; 2005b ; Munda, 2010). Ces dernières peuvent, en outre, être coordonnées, à une démarche axée sur l'éthique environnementale (Foster et al. 1997; Bromley et Paavola, 2002) et la promotion d'institutions discursives et/ou délibératives (O'Hara, 1996 ; O'Neill, 2007; Spash, 2007b ; Dryzek, 2000).

Néanmoins, comme l'indiquent les travaux réalisés sur l'histoire de l'Economie Ecologique et sur celle des SE (Ropke, 2004 ; 2005 ; Douai et Vivien, 2009 ; Spash 2011b ; 2012 ; 2013 ; Forger et al., 2012 ; Méral, 2012) il serait erroné d'assimiler l'Economie Ecologique, au sens large, à sa frange hétérodoxe, laquelle s'avère plus franchement critique face aux SE. C'est aussi ce que nous essayons de montrer dans la section suivante.

1.3 L'essor du « *nouveau pragmatisme environnemental* » : la médiatisation et la mise en politique des SE

La présente section tente de rendre compte, dans un premier temps, de la manière dont l'émergence du « *nouveau pragmatisme environnemental* » peut être comprise comme une

[35] Pour une définition synthétique de cette dernière voir notamment De Sartre et al. (2014).

[36] Plus largement, les travaux de Vatn (2005a ; 2005b) développent les fondements théoriques institutionnalistes de l'Economie Ecologique et Sociale. Pour une analyse critique de ces derniers, voir Douai et Vivien (2009) et Douai et Montalban (2009).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

convergence entre une partie de l'Economie Ecologique et une partie de la Biologie de la Conservation, traduisant dès lors une reconfiguration importante du champ des recherches qui se situe dans une interface science-politiques, en économie et en écologie. Et nous abordons, dans un second temps, quelles ont été les grandes étapes de la médiatisation et de la mise en politique des SE, ou, autrement dit, la manière dont a été mis en œuvre le projet au cœur du « *nouveau pragmatisme environnemental* », jusqu'à aujourd'hui.

1.3.1 Les reconfigurations de la pensée économique et écologique de l'environnement : l'émergence du « *nouveau pragmatisme environnemental* »

Spash (2009a) pointe l'existence actuelle d'un large mouvement d'hybridation et de reconfiguration de plusieurs champs, à la double interface de l'économie et de l'écologie, d'une part, et des sciences et de la politique, d'autre part. Selon ce dernier en effet :

> « *The role and meaning of environmental valuation has become increasingly messy and confused. At one time environmental economists advocated cost-benefit analysis as a branch of new welfare economics with a theoretical basis in neoclassical theory. Ecologists maintained a concern for systems change in physical terms and advocated environmental impact assessment. Environmentalists were against industry and encroachment of the market in to areas where other values dominated* (…). *The three distinct positions became characterised as economic, environmental and social sustainability.*
>
> *The divisions between these categories and the distinctiveness of their disciplinary positions are no longer so easy to draw. Economics' appeal to the individual and the power of their preferences led to an expansion of value categories, supposedly captured by new methods. This meant a move away from theoretical foundations as claims were made of being able to appraise policy and include such unclear concepts as bequest and existence values. Ecologists adopted the language of economics referring to ecosystems as goods and services and started to produce money numbers supposed to represent instrumental values ranging from the functional to the spiritual. Environmentalists turned to green marketing and created their own corporate identities. Selling the environment to preserve it became the accepted credo. These changes reveal the complex interconnections which, although existing before, have now become more self-evident* » (p.253).

Dans une autre contribution (Spash, 2013), ce dernier représente la nouvelle configuration de l'Economie Ecologique au travers d'une figure reproduire dans l'annexe n°1.1. Cette dernière fait apparaitre trois sous-champs : la « *Social Ecological Economics* » (que nous traduisons par l'expression « *Economie Ecologique et sociale* »), la « *New Resource Economics* » (« nouvelle économie des ressources ») et le « *New Environmental Pragmatism* » (« *nouveau pragmatisme environnemental* »). Puisque nous avons déjà présenté les fondements de l'Economie Ecologique et sociale dans la section précédente, présentons rapidement quels sont ceux de la « *nouvelle économie des ressources* », avant d'aborder le « *nouveau pragmatisme environnemental* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Selon Spash (2013), la posture de la nouvelle économie des ressources consiste à considérer l'Economie Ecologique comme un sous-champ de l'analyse néoclassique et cette dernière s'inscrit dans le prolongement de l'économie des ressources naturelles, déjà mentionnée précédemment. Les travaux de Nijkamp (2005), selon lequel « *a clear foundation in standard economic (including neo-classical) principles and models might prevent a loose orientation* » (p.134), ceux de Van den Bergh (2010) pour qui « *the gap between mainstream and ecological economics is not as wide as perhaps some intend to think* » (p.2051) ou encore ceux de Turner et al. (1997) lesquels « *do not see ecological economics as an alternative paradigm* » (p.27) s'inscrivent dans cette perspective. Spash (2013) indique également que :

> « *Orthodox economics maintains a strong, if implicit, ideology. That is a core faith in market-based systems as the best means for the delivery of democratic and free societies. This is often combined with a faith in, problem solving and life enhancing, new technology which is expected to be stimulated through market pricing* (…). *New resource economics is then also embedded within free-market ideology and mainstream price theory* » (p.356-357).

Dès lors que le champ est défini de la sorte, il devient possible de se demander « *what is new, about new resource economics* » ? Spash (2013) répond :

> « *The priority given to issues of ecosystem functioning* (…). *The focus is on how to include ecosystem functions in economic models and use them to derive insights into the operation of linked ecological–economic systems. However, the goals remain efficient and optimal resource use* (…) » (p.357).

Ainsi, la différence avec l'ancienne économie des ressources est liée à la prise en compte de la complexité du fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité. Néanmoins, la nouvelle économie des ressources est une approche qui revendique une fidélité assez étroite vis-à-vis du paradigme standard, à la différence de l'Economie de l'Environnement, laquelle, nous l'avons vu, a permis l'élargissement de la notion de « *valeur* » à l'au-delà de la valeur marchande, en développant les concepts de valeurs d'option et de valeur d'existence et les techniques d'évaluation monétaires de l'environnement. Selon Spash (2013) dans la nouvelle économie des ressources :

> « *Theoretical resource modelling is emphasised over applied valuation and there is deep scepticism of work to value the environment outside of existing market structures* (…). *Consistent with this approach in ecological economics is the work by Perrings (1997, 2006), a former ISEE President. For example, he accepts market prices as valid indicators of value while questioning stated preferences and benefit transfer and preferring production function analysis* (…). *He regards the main challenge for achieving sustainability as being to develop predictive models for evaluating the pay-off from policy choices* » (ibid.).

Cette approche privilégie donc le formalisme mathématique, le but étant de complexifier les modèles de l'économie standard – sans les remettre en cause – mais en développant des liens avec les modélisations du fonctionnement des écosystèmes en écologie scientifique. Spash (2013) rapporte que le développement de la *new resource economics* a beaucoup été porté sur le plan institutionnel par le Beijer Institute Suédois, par l'intermédiaire duquel « *mainstream economic conformists, Karl-Goran Maler, Partha Dasgupta, Kenneth Arrow, Geoffrey Heal and David Starett have comfortably allied themselves with ecologists*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Brian Walker, Paul Erhlich, Gretchen Daily, Simon Levin and engineer/climatologist Steven Schneider » (ibid.).

Par contraste, la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* », consiste plutôt à voir l'économie néoclassique comme un sous-champ de l'Economie Ecologique, dans lequel il est possible de piocher un certain nombre de notions et d'outils, mais qui sont assez facilement redéployables dans d'autres champs et applicables à d'autres objets, sans qu'il ne soit nécessaire se s'embarrasser d'un excès de formalisme ou d'une trop grande rigueur scientifique, dans la mesure où « *le jeu en vaut la chandelle* ».

La contribution la plus caractéristique de cette posture, ou en tout cas celle qui a eu le plus fort retentissement est sans doute celle de Costanza et al. (1997), lesquels ont calculé une estimation monétaire de la valeur économique totale de l'ensemble des services écosystémiques fournis par la biosphère, cette dernière s'élevant selon eux à une valeur comprise entre 16 et 54 milliards de dollars par an (ce qui doit être considéré comme un minimum, compte tenu d'un certain nombre d'incertitudes restantes…)[37]. Comme le note Méral (2012) « *les réactions suscitées par l'article vont être passionnées et les prises de position, assez marquées tant positivement que négativement* » (p.6)[38]. Sans nous attarder sur ces controverses, qui seront plus largement abordées dans la seconde partie du présent chapitre, notons que la conclusion de Costanza et al. (1997) est la suivante :

> « *What this study makes abundantly clear is that ecosystem services provide an important portion of the total contribution to human welfare on this planet. We must begin to give the natural capital stock that produces these services adequate weight in the decision-making process, otherwise current and continued future human welfare may drastically suffer.* (…) *many ecosystem services are literally irreplaceable* » (p.259).

Ainsi, la visée des auteurs s'inscrit tout à fait dans celle de Daily (1997), que nous avons déjà mentionnée : il s'agit de provoquer un sursaut, une prise de conscience censée engendrer des réactions politiques utiles, en faveur d'une meilleure protection des écosystèmes et de la biodiversité. En outre de l'ouvrage de Daily (1997), Spash (2013) montre que du côté de la Biologie de la Conservation, la contribution de Balmford et al. (2002) intitulée *Economic Reasons for Conserving Wild Nature*, est aussi particulièrement représentative du nouveau pragmatisme. Ces derniers ont en effet estimé que le ratio coûts-bénéfices de la mise en place d'un programme international de conservation efficace s'élèverait à (au moins) 1-100 :

[37] La contribution de Costanza et al. (1997) est une méta-analyse, l'estimation monétaire donnée étant basée sur la compilation des résultats de différentes études, pour différents services écosystémiques. Ainsi, les résultats obtenus combinent différents types d'évaluation monétaire, selon qu'il s'agisse de SE directs ou indirects, déjà dotés de prix de marché ou non, mais les auteurs précisent que de nombreux résultats proviennent de l'application de méthodes d'évaluation contingente. L'étude prend en compte 17 SE différents, sur 16 biomes. Ainsi, sur la base des données existantes, les auteurs ont calculé une valeur monétaire par hectare et par biome pour chaque SE, puis ont multiplié les valeurs par la surface que comptent chaque biome sur la planète et ont sommé les valeurs obtenues.

[38] Un an plus tard, le numéro 25 de la revue *Ecological Economics* a notamment repris ces diverses réactions et comme l'indique Méral (2012), certaines critiques portent sur les aspects méthodologiques, d'autres sur des fondements éthiques (comme celui de Norgaard et Bode (1998) intitulé « *Next, the value of God, and other reactions* ») et d'autres sur la question de l'intérêt politique ces démarches d'évaluation monétaires.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « *On the eve of the World Summit on Sustainable Development, it is timely to assess progress over the 10 years since its predecessor in Rio de Janeiro. Loss and degradation of remaining natural habitats has continued largely unabated. However, evidence has been accumulating that such systems generate marked economic benefits, which the available data suggest exceed those obtained from continued habitat conversion. We estimate that the overall benefit:cost ratio of an effective global program for the conservation of remaining wild nature is at least 100:1* » (p.950).

Une autre contribution importante pour le « *nouveau pragmatisme environnemental* », du côté de l'Economie Ecologique, est celle de Pearce et Moran (1994), lesquels, un an après le rapport de Arrow et al. (1993) sur l'évaluation contingente, développent le concept de « *valeur économique totale* » des actifs environnementaux (dont la biodiversité et les écosystèmes). Cette « *valeur économique totale* » s'inscrit en contradiction avec les principes fondamentaux de l'analyse néoclassique, puisqu'elle inclut à la fois des valeurs d'usages direct et indirect (pouvant être évaluées à partir de méthodes basées sur les préférences révélées), mais aussi des valeurs de non-usage que sont les valeurs d'option, les valeurs de legs et les valeurs d'existence de la biodiversité et des habitats naturels (devant être évaluées à partir de méthodes d'évaluation contingentes)[39]. Dans la préface de l'ouvrage, Pearce et Moran (1994) indiquent que leur raisonnement est le suivant :

> « - *Economic forces drive much of the extinction of the world's biological resources and biological diversity* (…); - *we know that many biological resources do have significant economic value* [but] *we also know that many of the destructive activities themselves have very low economic value; - therefore something is wrong with the way actual economic decisions are made – for some reason they fail to "capture" the economic values that can be identified; - these "economic failures" lie at the heart of any explanation for the loss of biological diversity. If we can address them, there is a chance of reducing biodiversity loss* » (p.9-10).

Si le syllogisme semble très proche de l'idée de l'internalisation des externalités et des imperfections de marché de l'Economie de l'Environnement, les auteurs indiquent néanmoins que le livre a pu être constitué sur la base d'un projet de l'UICN, ayant eu pour but de ne considérer que la valeur économique générée par les activités de conservation, pouvant ne pas être « *capturée* » par les prix de marché. Un autre exemple d'hybridation des logiques et des pratiques entre l'Economie Ecologique et la Biologie de la Conservation est la référence au *leitmotiv* « *we don't protect what we don't value* », qui, comme l'indique Méral (2012), apparait déjà dans l'ouvrage de Daily (1997) et qui sera ensuite largement popularisé par la TEEB, 13 ans plus tard.

Comme le note Spash (2009a ; 2011a ; 2013), l'initiative TEEB, dans laquelle de nombreux économistes écologiques et biologistes de la conservation furent impliqués a constitué une étape majeure de la consolidation du « *nouveau pragmatisme environnemental* ». Cette initiative peut-être pensée comme une sorte de rapport Stern de la biodiversité, puisqu'elle avait pour objectif de calculer le coût de l'inaction face à la crise de

[39] Nous revenons sur ces éléments dans la section suivante mais il nous fallait le préciser dès à présent, car assumer cette extension de la valeur économique, en repoussant par la même, d'un revers de main, les axiomes néoclassiques est une caractéristique forte du « *nouveau pragmatisme environnemental* ».

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la biodiversité (la différence avec le rapport Stern étant que la TEEB a plutôt été construite comme une revue de littérature et non pas comme la réalisation d'une étude entièrement nouvelle). Dans l'article intitulé *Terrible Economics Ecosystems and Banking*, Spash (2011a) indique que le rapport de synthèse de la TEEB « *is packed with monetary numbers transferred out of context and stated as objective facts* » (p.141)[40].

Encadré n°1.4 : Le « *nouveau pragmatisme environnemental* »

Selon Spash (2013), les caractéristiques principales du « *nouveau pragmatisme environnemental* » sont les suivantes : « *The stance of* [the] *approach is both rhetorical and pragmatic. Getting international reports produced and government officials to listen then seems worthwhile regardless of the means* (…). *That the numbers are crude and lack theoretical foundation is actually almost irrelevant. Once in print they can be used and cited, for whatever ends seem suitable* » (p.141-142)[41]. Ce dernier indique également que, plus précisément : « *Those who fall under my category of new environmental pragmatism are focussed on pushing methods and concepts because they are deemed to be effective under current political conditions and economic institutions (i.e., those of neo-liberalism and capitalism)* (…). *This form of pragmatic drive can be seen in a variety of work and use of concepts such as ecosystem service valuation, natural capital, Green accounting, carbon trading, and biodiversity offsets and banking* » (Spash, 2013, p.354)[42].

Par conséquent, le « *nouveau pragmatisme environnemental* » désigné par Spash (2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015) se caractérise par le fait d'évaluer la légitimité des outils et des concepts qu'il préconise à l'aune de leur succès politique et médiatique immédiat, sans que les questions de nature théorique (concernant, par exemple, les limites de l'évaluation monétaire) ou idéologique (et, notamment, l'existence de liens forts entre les outils recommandés par l'analyse économique standard et les principes du libéralisme économique) ne soient prises au sérieux.

Il s'avère donc important de préciser que ce que nous désignons dans le présent travail de recherche et à la suite de Spash, par la formule « *nouveau pragmatisme environnemental* » ne doit en aucun cas être confondu, ni avec le pragmatisme philosophique américain (comme l'indique Spash (2013)), ni avec le pragmatisme sociologique, dans lequel s'inscrit l'Economie des Conventions et que nous aborderons plus en détail dans les chapitres 3 et 5.

Spash (2013) adresse trois critiques principales à la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* ». Premièrement, il met en évidence que cette approche repose sur une conceptualisation fallacieuse de l'action sociale et de la politique, ce qui la rend fondamentalement paradoxale. En effet, nous avons vu que la légitimité des évaluations monétaires et des instruments de marché préconisés par le nouveau pragmatisme ne s'avère fondée sur aucune base théorique solide, mais au contraire sur leur capacité à engager le monde politique, sur la base de la rhétorique « *certes, nous vivons dans un monde dominé par*

[40] Il s'agit d'une critique importante, relayée au sein de l'Economie Ecologique, vis-à-vis des évaluations monétaires visant le calcul d'une « *valeur économique totale* » : les estimations, souvent faites à partir d'évaluations contingentes à un niveau très local doivent être généralisées à des espaces géographiques beaucoup plus larges, selon la technique du « *transfert de bénéfices* » (voir encadré n°1.6). Pour une introduction à ce qu'est le transfert de bénéfices voir Pearce et Moran (1994) et pour une critique de cette technique (entrainant une remise en cause assez radicale des évaluations de type monétaires) voir Spash et Vatn (2006).

[41] Comme nous l'avons déjà indiqué, Spash (2007a) dresse une critique du rapport Stern et montre comment ce dernier ne peut être considéré que comme un exercice purement rhétorique.

[42] En réalité, selon Spash (2013) si le « *nouveau pragmatisme environnemental* » s'est fortement institutionnalisé au sein du champ de la biodiversité et des SE, la posture s'avère aussi de plus en plus déployée sur d'autres sujets à l'interface sciences-politiques dans le domaine de l'environnement, tels que le champ du réchauffement climatique, mais aussi les recherches dans le domaine de la résilience, de la gestion adaptative et des empreintes écologiques, de la comptabilité verte et des nouveaux indicateurs de richesse.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

la rationalité marchande, mais que cela soit déplorable ou non, c'est bien dans ce contexte qu'il nous faut agir face à l'urgence de la crise de la biodiversité ». Or, Spash (2013) met en évidence que cette rationalité instrumentale a de fortes chances de s'avérer contre-productive, dans la mesure où la mise à l'écart d'une réflexion de nature théorique, a pour revers l'absence de toute analyse critique du fonctionnement institutionnel et des rapports de pouvoir dans lesquels ces instruments monétaires et marchands sont redéployés.

Deuxièmement, cette posture repose selon Spash (2013) sur une conceptualisation erronée des problématiques environnementales, lesquelles sont comprises comme de simples problèmes pratiques qu'il s'agirait de résoudre en déployant les techniques adaptées, et non pas comme des critiques (ou des conséquences) fondamentales des structures de pouvoir qui dominent le fonctionnement du capitalisme, du système technico-industriel qui y est lié, ainsi que la relation des hommes à la nature.

Troisièmement, Spash (2013) montre que certains effets contre-productifs du nouveau pragmatisme sont en réalité déjà sensibles aujourd'hui :

> « *The failure to understand the political reality and how helpful were these large imaginative numbers* (…) *and the unforeseen consequences of ecosystem service valuation has been to give new life to the use of monetary valuation and stated preference methods in ever broader and more aggregated contexts* » (p.356).

Ainsi, selon lui, la réutilisation de l'évaluation monétaire et sa transmission à la sphère politique, organisée par les nouveaux pragmatistes, a surtout eu pour effet, jusqu'à aujourd'hui, de saper l'ensemble des efforts entrepris depuis les années 1980, au sein de l'Economie Ecologique, en faveur de la reconnaissance du pluralisme des valeurs et du besoin de développer des procédures participatives, délibératives et des initiatives citoyennes. Et dans le même temps, suite au redéploiement de ces dispositifs, aucun indice de début d'amélioration de l'état de la biodiversité et des écosystèmes, ne semble sensible.

Vis-à-vis de la figure n°1, reproduite dans l'annexe n°1.1, Spash (2013) discute également un certain nombre de positions intermédiaires et met surtout en évidence qu'en dépit des arguments avancés en faveur du pluralisme théorique au sein de l'Economie Ecologique (Norgaard, 1989), « *there is no big tent or possibility of unity between neoclassical committed new resource economists and social ecological economists* » (p.359). En revanche, il reconnait qu'un certain nombre d'alliances contingentes entre les nouveaux pragmatistes, ayant besoin de crédit scientifique, et les nouveaux économistes des ressources, ayant besoin de légitimité sociale et politique, sont possibles et qu'elles se rassemblent assez bien dans la posture de la « *modernisation écologique* » (Spash, 2013 ; Dryzek, 2005), ce qui est à peu de choses près ce que nous qualifierons plus loin (chapitre 4) de critique écologiste de la croissance verte.

Maintenant que nous avons mieux compris les fondements du « *nouveau pragmatisme environnemental* », il s'agit de présenter quelles ont été les grandes étapes de la mise en œuvre du projet dont il est porteur : celui de la médiatisation et de la mise en politique des SE.

1.3.2 La médiatisation et la mise en politique des SE

D'après les travaux réalisés sur la périodisation des SE (Méral, 2012 ; Froger et al., 2012 ; Pesche, 2013 ; De Sartre et al., 2014), le « *nouveau pragmatisme environnemental* »

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

connait une phase de gestation dans la première moitié des années 2000 (et, plus précisément, entre 1997 et 2005) et une phase de diffusion et d'institutionnalisation à partir de la seconde moitié des années 2000. La première période est marquée par les controverses autour de l'évaluation monétaire de l'environnement en Economie Ecologique, suite aux travaux de Costanza et al. (1997) et de Daily (1997) et par la genèse du Millenium Ecosystem Assessment (MEA). L'ensemble de ces travaux montre l'importance qu'à joué le MEA dans la popularisation de l'approche par les SE, à partir de 2005, et les contributions de Pesche (2013) et De Sartre et al. (2014) analysent finement la diversité des réseaux scientifiques ayant participé au MEA et ce dernier a ainsi constitué l'antichambre de l'institutionnalisation des SE.

La mise en politique des SE commence donc à partir de 2005 et plusieurs initiatives vont prendre le relai du MEA et participer à la consolidation du « *nouveau pragmatisme environnemental* ». Parmi ces dernières, il est possible de revenir sur l'incitative TEEB dont l'institutionnalisation a sans doute été moins étudiée que celle du MEA dans la littérature, mais dont une analyse plus approfondie serait sans doute intéressante. L'initiative émane d'une réunion des pays membres du G8+5[43] à Potsdam en 2007 où il fut convenu « *d'engager le processus d'analyse des bénéfices économiques globaux de la diversité biologique, les coûts de la perte de biodiversité et l'échec à prendre des mesures de protection par rapport aux coûts de conservation efficace* » (TEEB, 2010a). En outre de la synthèse de l'approche (TEEB, 2010a), plusieurs rapports TEEB ont été publiés, à la destination des décideurs politiques internationaux et nationaux (TEEB, 2009), des décideurs politiques régionaux et locaux (TEEB, 2010b), des entreprises (TEEB, 2010c), ainsi qu'un ouvrage consacré aux fondements de l'approche TEEB (TEEB, 2010d)[44].

L'initiative TEEB a été dirigée par Pavan Sukhdev, du PNUE, lequel a commencé sa carrière de banquier en Inde puis a travaillé quatorze ans à la Deutsche Bank, avant de devenir le leader de la TEEB. Aux côtés de Pavan Sukhdev et du PNUE, les ministères suédois, allemand, norvégien et britannique ont fait partis du groupe de coordination de la TEEB et de nombreux chercheurs du Helmholtz-Centre pour la recherche environnementale de Leipzig, un laboratoire de recherche en écologie et en sciences sociales, financé par le gouvernement fédéral allemand, ont été impliqués dans l'initiative. C'est notamment le cas d'Irène Ring, actuelle présidente de la Société Européenne d'Economie Ecologique. Aux côtés des chercheurs appartenant à centres de recherche spécialisés en Biologie de la Conservation, les chercheurs ayant activement participé au développement de l'Economie Ecologique se comptent par dizaines, dans la liste des contributeurs au rapport TEEB (2010d), y compris (étonnamment), certaines figures revendiquant plutôt une filiation vis-à-vis de la *Social Ecological Economics*, tels que J. Gowdy, E. Gomez-Baggethun ou encore John Martinez-Alier.

Comme l'indique le sous-titre anglais du rapport de synthèse (TEEB, 2010a), l'objectif est « *Mainstreaming the Economics of Nature* », le double sens de l'expression

[43] Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, Grande-Bretagne et Etats-Unis pour le G8 et Brésil, Chine, Inde Mexique et Afrique du Sud, pour le +5.

[44] Nous avons pu nous procurer ces différents rapports lors de la conférence TEEB intitulée « *Mainstreaming the Economics of Nature: Challenges for Science and Implementation* », organisée au Helmholtz-Centre pour la recherche environnementale à Leipzig, en mars 2012.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

n'ayant pas semblé beaucoup heurter la communauté des économistes écologiques si ce n'est Spash (2011a ; 2015). Selon les mots de Pavan Sukhdev :

> « *L'idéal serait que la TEEB serve de catalyseur pour permettre d'accélérer le développement d'une nouvelle économie : une économie dans laquelle les valeurs du capital naturel et les services écosystémiques que ce capital fournit se reflètent pleinement dans le principal processus de décision public et privé* » (TEEB, 2010a, p.3-4)[45].

La TEEB et le MEA ont eu un impact important sur les politiques environnementales de l'Union Européenne ainsi que sur celles des ministères de l'environnement des pays qui y ont été impliqués, de près ou de loin. En effet, la stratégie biodiversité de l'Union Européenne (UE) à l'horizon 2020, qui a été adoptée en 2011, inclut de nombreuses références aux SE et indique que si la biodiversité est importante en tant que telle, elle « *fournit* [aussi] *à la société toute une série de services écosystémiques indispensables* » (Commission Européenne, 2011, p.1). L'objectif prioritaire de l'UE à l'horizon 2020 est ainsi « *d'enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques dans l'UE d'ici à 2020* [et] *assurer leur rétablissement dans la mesure du possible* » (p.2). La Commission Européenne indique également que :

> « *D'ici à 2050, il convient que la biodiversité de l'Union européenne et les services écosystémiques qui en découlent, c'est-à-dire son capital naturel, soient protégés, évalués et adéquatement rétablis pour leur valeur intrinsèque afin qu'ils continuent de contribuer au bien-être de l'homme et à la prospérité économique et afin d'éviter des changements catastrophiques liés à la perte de biodiversité* » (ibid.).

Ainsi, le programme européen MAES (Mapping and Assessment of Ecosystems and their Services) appelle les Etats membres de l'Union à évaluer et à cartographier les SE présents sur leur territoire (Commission Européenne, 2013). En France, alors que le rapport de Chevassus-au-Louis et al. (2009) a dressé un état des lieux des méthodes disponibles pour évaluer monétairement les services écosystémiques et a fourni un certain nombre d'estimations, pouvant servir de « *valeurs de référence* » (p.5) dans « *l'évaluation socioéconomique des investissements publics* » (ibid.), le programme EFESE (Evaluation Française des Ecosystèmes et des Services Ecosystémiques)[46] a depuis lors pris le relai, dans l'optique du MAES[47]. Au niveau international, par ailleurs, une étape importante dans l'institutionnalisation des SE a été la création de l'IPBES (Intergovernmental Platform on Biodiersity and Ecosystem Services), sous l'égide de l'ONU en avril 2012, lequel doit assurer, dans la continuité du MEA, le rôle du GIEC de la biodiversité et des SE.

[45] L'idée nous a semblé suffisamment claire, en dépit de la très mauvaise traduction française. Dès lors qu'un banquier en chef du PNUE énonce ces mots, l'idée selon laquelle les SE ne seraient, au fond, qu'une stratégie de communication, a quelque chose d'assez rassurant, à tel point que l'on préfèrerait sans doute y croire… Peut-être peut-on y voir un début d'explication de ce qui a permis à la communauté des économistes écologiques de s'engager dans la TEEB, sans plus de méfiance. Mais nous reviendrons plus loin sur la question de savoir si les SE ne sont effectivement qu'une stratégie de communication, ou non, lorsque nous aborderons la question de l'évaluation monétaire, dans la seconde partie du chapitre, ainsi que dans la conclusion.

[46] Piloté par le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), en partenariat avec la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB).

[47] Les déclinaisons des politiques de SE varient selon les pays de l'UE. Spash (2015) montre par exemple comment le TEEB a influencé les politiques britanniques.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Une autre initiative pouvant être mentionnée est le projet *Natural Capital*, qui représente sans doute à la Biologie de la Conservation, ce que la TEEB est à l'Economie Ecologique. Ce dernier a donné lieu à la publication d'un ouvrage (Kareiva et al., 2011) dans lequel Mooney (2011) explique que les « *trois vétérans du MEA* »[48] (p.15) que sont G. Daily (de l'université de Stanford), P. Kareiva (de l'ONG The Nature Conservancy) et T. Ricketts (du WWF) se sont lancés dans le projet avec le but suivant : « *producing quantitative tools for spatially explicit valuation of ecosystem services, and applying them in major resource decisions worldwide* » (ibid.). Le site internet du projet indique quant à lui :

> « *We work to integrate the value nature provides to society into all major decisions. Our ultimate objective is to improve the well-being of all people and nature by motivating greater and more targeted natural capital investments* »[49].

Le projet *Natural Capital* a donc contribué à la mise en œuvre effective des objectifs du MEA en développant un outil intitulé InVEST (Integrated Valuation of Ecosystem Services and Trade-offs) qui est un ensemble de logiciels gratuits en accès libre, permettant de modéliser un ensemble de services écosystémiques et de les représenter spatialement. Selon le site internet du projet :

> « *InVEST enables decision makers to assess quantified tradeoffs associated with alternative management choices and to identify areas where investment in natural capital can enhance human development and conservation* »[50].

Dans l'ensemble, la médiatisation et la mise en politique des SE à partir du milieu des années 2000 ne s'est pas traduite par un grand nombre d'innovations concernant les outils d'évaluation monétaires des SE : ce sont les outils développés au sein de l'Economie de l'Environnement et de l'Economie Ecologique qui sont aujourd'hui réutilisés et appliqués aux SE et à la biodiversité, malgré l'existence d'une abondante littérature critique vis-à-vis de ces derniers. En revanche, il est possible d'observer une tendance de fond (et de fonds) vers le déploiement d'outils de spatialisation des SE, surtout du côté de la Biologie de la Conservation, ces derniers étant notamment développés et financés par les grandes ONG de la conservation (The Nature Conservancy, le WWF, Conservation International, Wildlife Conservation Society…), parfois en partenariat ou en concurrence entre elles, au service d'objectifs divers et variés. InVEST représente l'une de ces initiatives.

A la suite de Milian et Rodary (2010), nous pensons que l'émergence de ces outils d'évaluation spatialisée des SE, constitue en quelque sorte la deuxième génération des « *outils de priorisation* » (p.33) en développement depuis les années 2000, dans le champ de la conservation de la biodiversité et que ces outils (comme ceux de la première génération) « *répondent principalement à des enjeux institutionnels* [et financiers] *qui risquent de penser lourdement sur l'avenir des politiques de conservation de la biodiversité* » (p.33). C'est ce que nous essayons de montrer dans la deuxième partie du présent chapitre, laquelle propose une analyse plus détaillée des différents types d'outils d'évaluation des SE. Néanmoins, auparavant, il nous faut commencer par mieux définir ce que sont que les SE et montrer que la notion de SE elle-même est loin d'être consensuelle.

[48] Notre traduction.
[49] Source : http://www.naturalcapitalproject.org/what-is-natural-capital/#who-we-are.
[50] Source : http://www.naturalcapitalproject.org/invest/#what-is-invest.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Une approche controversée : les définitions et les outils d'évaluation des SE

Ce que nous avons tenté de montrer jusqu'à présent est que les SE traduisent bien plus que le succès d'une notion, car c'est la réorganisation de plusieurs champs à la double interface de l'économie et de l'écologie, d'une part, et de la science et de la politique, d'autre part, qui s'est orchestrée, par leur intermédiaire. C'est ce que traduit la montée de la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* », lequel touche, par l'intermédiaire des SE, l'Economie Ecologique, la Biologie de la Conservation, mais aussi les institutions internationales telles que le PNUE, l'Union Européenne, les Etats, les activistes et les grandes ONG de la conservation impliquées dans la gestion des aires protégées…

Le tableau suivant reprend sous une forme synthétique quelle sont, selon nous, les grandes étapes de la genèse et de la diffusion des SE et du « *nouveau pragmatisme environnemental* », d'après l'analyse que nous avons réalisée dans la section précédente.

Tableau n°1.1 : Synthèse de la sociohistoire des SE

Périodes historiques	Evènements marquants et reconfigurations
Années 1970	Prise de conscience environnementale. Essor de l'Economie de l'Environnement, développement des premières méthodes d'évaluation monétaire et des premiers outils de marché destinés à « *internaliser les externalités* » environnementales.
Années 1980	Emergence de la notion de biodiversité, laquelle témoigne d'un nouveau regard porté sur le vivant, mettant en lumière à la fois sa complexité et sa fragilité, compte tenu des impacts du développement économique sur le fonctionnement des écosystèmes.
	Emergence de la Biologie de la Conservation, en tant que discipline scientifique orientée vers l'action et dédiée à la conservation de la biodiversité. Emergence de la notion de SE comme outil de communication sur l'importance de la préservation de la biodiversité et comme moyen d'assoir la légitimité de la Biologie de la Conservation naissante.
	Emergence de l'Economie Ecologique, comme discipline assumant une posture ambiguë, oscillant entre une rupture radicale vis-à-vis des axiomes fondamentaux du modèle d'analyse standard (en raison leur incapacité à appréhender de manière satisfaisante les problèmes environnementaux, pensés comme des faits sociaux) et entre une perspective de prolongement ou de dépassement progressif des axiomes du cadre standard, visant une meilleure appréhension de la complexité écologique (en ayant recours à l'évaluation monétaire et/ou à la modélisation mathématique).
Années 1990	Diffusion de l'approche par les SE, déploiement d'importantes controverses méthodologiques en Economie Ecologique.
	Publication de Daily et al. (1997) *Nature's Services* et de Costanza et al. (1997) *The value of the world's ecosystem services and natural capital*.
	Genèse du « *nouveau pragmatisme environnemental* ».
Années 2000	Genèse et publication des travaux du MEA. Mise en politique des SE (TEEB, Stratégie de l'Union Européenne à l'horizon 2020/2050, rapports nationaux sur les SE, IPBES, *Natural Capital*…).
	Reconfiguration de l'interface science-politique en économie et en écologie, sous l'effet de la diffusion du « *nouveau pragmatisme environnemental* » (différentiation vis-à-vis de la « *nouvelle économie des ressources* » et de « *l'Economie Ecologique et sociale* »).

Source : tableau construit par l'auteure.

Nous avons été amenés à préciser que la particularité du « *nouveau pragmatisme environnemental* » est d'être fortement orientée vers l'action (souvent au détriment d'une réflexion de nature plus théorique et critique). Ainsi, la notion de SE s'avère souvent articulée à un certain nombre d'outils et de dispositifs visant à « *intégrer* » ces derniers dans les « *processus de décision* ». C'est pourquoi nous avons préféré utiliser le terme « *d'approche* »

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

par les SE, voire « *d'approches* » par les SE, compte tenu de l'hétérogénéité des dispositifs que ces dernières peuvent recouvrir. Or, si nous avons abordé la question du déploiement des SE d'un point de vue sociohistorique, nous ne nous sommes pas encore penchés sur la question du contenu des dispositifs qui y sont liés.

Globalement, les SE nous semblent liés à deux grands types d'outils et de dispositifs : des outils d'évaluation, d'une part et des outils de marché ou de quasi-marché, d'autre part (tels que jeux de taxes et/ou de subventions, mécanismes de paiements à l'interface public-privé, mécanismes de compensation et de crédits etc.). Chacune de ces deux catégories fait référence à différents types d'outils, pouvant être mis au service de finalités variées, dans divers contextes institutionnels. Par conséquent, cette hétérogénéité impose une certaine prudence quant à l'évaluation de leur pertinence et de leur efficacité. Autrement dit, bien que les outils d'évaluation et les outils de marché (ou de quasi-marché) liés aux SE peuvent correspondre aux deux faces de la même logique, dès lors qu'ils sont envisagés du point de vue des dynamiques sociohistoriques et institutionnelles auxquelles ils se rattachent dans leur globalité, comme le montrent par exemple Gomez-Baggethun et al. (2010), il s'agit néanmoins de ne pas confondre, ou d'assimiler systématiquement, les références à la notion de SE avec la monétarisation et la marchandisation de la nature ou de l'environnement, comme le rappellent Gadrey et Lalucq (2015).

Dans le cadre de la présente thèse, nous avons fait le choix de centrer notre analyse sur les outils d'évaluation des SE, plutôt que sur les instruments de marché ou de quasi-marché. Comme nous le montrerons dans le chapitre 2, c'est le contexte empirique de la thèse qui nous a conduits à faire ce choix et c'est pourquoi la seconde partie du présent chapitre met en lumière la diversité des outils d'évaluation des SE, en tenant à distance les enjeux relatifs aux instruments de marché ou de quasi-marché, bien que, nous le verrons, les frontières entre ces différents types de dispositifs s'avèrent poreuses[51]. La suite du présent chapitre est donc dédiée, d'une part, à l'analyse des controverses liées à la notion de SE, lesquelles illustrent la complexité des liens entre la biodiversité, le fonctionnement des écosystèmes, les « *services* » qu'ils délivrent et les « *bénéfices* » que les humains en retirent et, d'autre part à l'analyse de plusieurs types d'outils d'évaluation des SE. En cohérence avec la première partie du chapitre, nous montrons que la double filiation des SE dans la Biologie de la Conservation et l'Economie Ecologique traverse la question de la définition des SE et celle de leurs outils

[51] Précisons que ces outils de marché ou de quasi-marché, qui peuvent être regroupés sous la catégorie générale des mécanismes de Paiements pour Services Environnementaux (PSE), prennent souvent néanmoins des formes très diverses, allant de la requalification de jeux de taxes et de subventions dans une interface publique-privée, à la mise en place de marchés nationaux et/ou internationaux de crédits et de compensation, sur le modèle du marché carbone. Méral (2012) met en évidence qu'à partir du milieu des années 2000, le champ de recherche sur les PSE s'autonomise, en partie, des réflexions plus générales sur les SE. Alors que Muradian et al. (2010) soulignent le manque d'analyses institutionnalistes, proposant un décryptage des PSE à partir d'une posture d'économie politique, Laurans et al. (2011) ainsi que Méral et Pesche (2016) tentent de répondre à cette critique, en proposant des analyses généralistes sur différents types de PSE. C'est aussi (à des degrés divers) la posture qu'adoptent Levrel (2012), concernant les marchés de droits de compensation pour les zones humides aux Etats-Unis, ou encore Karsenty et al. (2010) et Desvallées (2014) concernant le mécanisme REDD [Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation]. Tordjman et Boisvert (2012) retracent la manière dont les mécanismes de marché, « *au service de l'idéologie marchande* » (p.31), se sont progressivement imposés dans les négociations internationales liées à la protection de la biodiversité. Enfin, Spash (2015) s'adresse aux biologistes de la conservation et montre comment, selon lui, les mécanismes de compensation et les marchés de crédits liés à la biodiversité sont aujourd'hui utilisés pour légitimer, plutôt que pour prévenir, la destruction des habitats naturels.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'évaluation, non pas sous la forme d'une dualité, mais plutôt sous la forme d'un mélange des genres, d'une hybridation des pratiques et des savoirs, qui correspond à la logique profonde du « *nouveau pragmatisme environnemental* ».

Compte tenu du caractère relativement innovant de ces derniers, par rapport aux outils d'évaluation environnementale traditionnels (notamment monétaires, mais aussi multicritères, lesquels existaient déjà avant que l'approche par les SE et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » ne se généralisent), mais aussi en raison de la manière dont nous avons pu aborder empiriquement la question de l'évaluation des SE dans le cadre du Parc Scarpe-Escaut (voir chapitre 2), nous accordons ici une place importante à l'analyse du déploiement des outils spatialisés d'évaluation des SE, après avoir analysé la notion de SE en tant que telle, puis les méthodes d'évaluation monétaires des SE, ces dernières étant replacées selon différents types d'usages possibles.

2.1 De la biodiversité aux SE : définitions, controverses et critiques

Comme nous l'avons déjà explicité, la notion de SE ne traduit pas de progrès heuristique majeur du côté de l'écologie scientifique, mais plutôt, un changement dans les stratégies d'argumentation en faveur de la conservation de la biodiversité, les arguments en faveur de la valeur intrinsèque de cette dernière étant fréquemment disqualifiés vis-à-vis des enjeux de développement. C'est ainsi que l'explicite Teyssèdre (2010), selon laquelle :

> « *Les systèmes économiques humains s'appuient sur et s'inscrivent donc dans le fonctionnement des écosystèmes, et non pas en dehors. Rejeter l'approche économique des écosystèmes avec ses dérives reviendrait donc à croiser les bras en attendant que les services écosystémiques s'épuisent et que les socioécosystèmes s'effondrent, dans un climat mondial toujours plus chaud – au sens propre comme au sens figuré – sous le poids de nos sociétés nombreuses et mal organisées* » (p.5).

Toutefois, au-delà de cette idée générale, un certain flou sémantique entoure la notion de SE et, bien que de nombreux travaux aient été réalisés sur la question, les typologies de SE proposées varient assez largement. Selon Daily (1997) :

> « *Ecosystem services are the conditions and processes through which natural ecosystems, and the species that make them up, sustain and fulfill human life. They maintain biodiversity and the production of ecosystem goods, such as seafood, forage, timber, biomass fuels, natural fiber and many pharmaceuticals, industrial products, and their precursors* (…). *In addition to the production of goods, ecosystem services are the actual life-support functions, such as cleansing, recycling and renewal and they confer many intangible aesthetic and cultural benefits as well* » (p.3).

Par conséquent, la définition de Daily maintient un certain flou sur la définition des SE, tantôt assimilés à des biens écosystémiques, tantôt à des fonctions support de vie, ainsi que sur les liens qu'ils entretiennent avec la biodiversité. L'auteure produit une liste de 13 SE[52] et met alors l'accent sur la complexité des cycles naturels qui génèrent des SE. Elle

[52] Qui sont les suivants : « *purification of air and water ; mitigation of floods and droughts ; detoxification and decomposition of wastes ; generation and renewal of soil and soil fertility ; pollination of crops and natural vegetation ; control of the vast majority of potential agricultural pests ; dispersal of seeds and translocation of nutrients ; maintenance of biodiversity, from which humanity has derived key elements of its agricultural, medicinal and industrial enterprise ; protection from the sun's harmful ultraviolet rays ; partial stabilization of*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

montre que ces cycles dépendent de l'énergie solaire, fonctionnent à de multiples échelles spatiales et temporelles (des cycles biogéochimiques à ceux des bactéries), sont le résultat de milliards d'années d'évolution et qu'aucune création humaine n'est en mesure de les remplacer.

En s'appuyant sur cette définition, Costanza et al. (1997) vont assimiler « *biens* » et « *services* » écosystémiques et introduire une différence entre « *services* » et « *fonctions* » écosystémiques :

> « *Ecosystem functions refer variously to the habitat, biological or system properties or processes of ecosystems. Ecosystem goods (such as food) and services (such as waste assimilation) represent the benefits human populations derive, directly or indirectly, from ecosystem functions. For simplicity, we will refer to ecosystem goods and services together as ecosystem services* » (p.253).

L'évaluation monétaire de la valeur totale des services rendus par la biosphère, réalisée par Costanza et al. (1997) repose ainsi sur la prise en considération de 17 SE[53]. Une autre contribution importante est celle de De Groot et al. (2002), laquelle propose un cadre standardisé pour la définition des « *fonctions* », des « *services* » et des « *biens* » écosystémiques, visant à faciliter les analyses comparatives en Economie Ecologique. Ces derniers répertorient 23 fonctions écosystémiques, lesquelles dépendent d'autant de processus écosystémiques et auxquelles correspondent 39 services écosystémiques. Au-delà du fait que la contribution de De Groot et al. (2002) identifie quelles méthodes d'évaluation monétaires ont déjà été testées, et lesquelles seraient réalisables, pour chaque fonction écosystémique, cette dernière introduit quatre grandes catégories de « *fonctions écosystémiques* » : les « *fonctions de régulation* »[54], les « *fonctions d'habitat* »[55], les « *fonctions de production* »[56] et les « *fonctions d'information* »[57]. Ainsi, la catégorie de référence des services ou des fonctions de type *culturels* » est enrichie par De Groot et al. (2002), par rapport à Costanza et al. (1997), mais cette dernière est néanmoins réduite à un simple flux d'information.

A partir de 2005, c'est ensuite le cadre d'analyse du MEA, reproduit dans la figure n°1 de l'annexe n°1.2, qui fera fortement référence concernant les liens entre la biodiversité, les services écosystémiques et le bien-être humain. Ce dernier insiste moins sur la distinction entre « *fonctions* » et « *services* », que sur l'importance du maintien des « *services de support* », afin d'assurer celui des « *services d'approvisionnement* », des « *services de régulation* » et des « *services culturels* ». L'un des résultats les plus mis en avant du MEA est le suivant : « *only 4 of the 24 ecosystem services examined in this assessment have been enhanced: crops, livestock, aquaculture, and (in recent decades) carbon sequestration, while*

---

climate ; moderation of temperature extremes and the force of winds and waves ; support diverse human cultures ; providing aesthetic beauty and intellectual stimulation that lift the human spirit » (p.3-4).

[53] A savoir : « *Gas regulation ; Climate regulation ; Disturbance regulation ; Water regulation ; Water supply ; Erosion control and sediment retention ; Soil formation ; Nutrient cycling ; Waste treatment ; Pollination ; Biological control ; Refugia ; Food production ; Raw materials ; Genetic resources ; Recreation ; Cultural* » (p.253).

[54] A savoir : « *Gas regulation ; Climate regulation ; Disturbance prevention; Water regulation; Water supply; Soil retention; Soil formation; Nutrient regulation; Waste treatment; Pollination; Biological Control* » (p.396).

[55] « *Refugium function ; Nursery Function* » (ibid.).

[56] « *Food ; Raw materials, Genetic Resources ; Medicinal resources ; Ornamental resources* » (ibid.).

[57] « *Aesthetic information ; Recreation ; Cultural and artistic information ; Spiritual and historic information ; Science and education* » (p.397).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

15 services have been degraded » (MEA, 2005, p.32). Un autre élément d'analyse intéressant est que sur la liste des 37 SE proposée par le MEA[58], seuls 24 ont effectivement été évalués[59]. La plupart des services n'ayant pas été évalués par le MEA sont les services dits « *culturels* », dont la liste a été encore été étendue comparativement à la typologie de De Groot et al. (2002).

Si les travaux du MEA ont largement fait référence, ceux-ci ont néanmoins été critiqués, à la fois par des travaux en Economie Ecologique et en Biologie de la Conservation et ces controverses, visant à améliorer les typologies, ont contribué à affiner l'approche du « *nouveau pragmatisme environnemental* ». Du côté de l'Economie Ecologique, Hein et al. (2006) proposent par exemple une classification alternative à celle du MEA, laquelle élimine la distinction entre les services dits de « *support* » et de « *régulation* » afin d'éviter les doubles comptages, alors que Boyd et Banzhaf (2007) proposent une définition des SE censée être plus fidèle au cadre néoclassique standard, afin de permettre une intégration plus facile des SE dans la comptabilité nationale. De manière parallèle, dans la revue *Biological Conservation*, Wallace (2007) propose une classification resserrée autour de 17 SE censée être plus efficace pour la prise de décision en matière de gestion des ressources naturelles, quand bien même il souligne que la catégorie des services « *socioculturels* » reste problématique. Enfin, Costanza (2008) critique la typologie proposée par Wallace (2007) et indique que, selon lui, la définition du MEA « *is a good, appropriately broad and appropriately vague definition* » (p.350), dans la mesure où de multiples systèmes de classifications sont nécessaires, selon les contextes dans lesquels elles s'inscrivent et les objectifs sous-jacents à l'évaluation des SE, les arguments de Costanza (2008) étant affinés et confirmés par Fisher et al. (2009).

Les propositions de la TEEB peuvent être vues comme une synthèse de ces différents développements, dans la mesure où, comme nous l'avons déjà mentionné, il s'agit essentiellement d'une revue de littérature. La TEEB représente les liens entre la biodiversité, le fonctionnement des écosystèmes, les « *fonctions* » écosystémiques, les « *services* » « *écosystémiques* », les « *bienfaits* » que les humains en retirent et les « *valeurs* » monétaires qu'il est possible d'attribuer à ces « *bienfaits* », selon la figure n°2, reproduite dans l'annexe n°1.2.

Sur cette base, la typologie des SE proposée par la TEEB s'avère beaucoup plus proche de celle de De Groot et al. (2002)[60] que de celle du MEA, mais il est précisé, de

[58] C'est-à-dire « [Provisioning services] *crops ; livestock ; capture fisheries ; aquaculture ; wild plant and animal products ; timber ; cotton, hemp, silk ; wood fuel ; genetic resources ; biochemical, natural medicines and pharmaceuticals ;* ***ornamental resources*** *; fresh water;* [Regulating services] *air quality regulation ; global climate regulation ; local climate regulation ; water regulation ; erosion regulation ; water purification and waste treatment ; disease regulation ; pest regulation ; pollination ; natural hazard regulation ;* [Cultural services] ***cultural diversity*** *; spiritual and religious values ;* ***knowledge systems*** *;* ***educational values*** *;* ***inspiration*** *; aesthetic values ;* ***social relations*** *;* ***sense of place*** *;* ***cultural heritage values*** *; recreation and ecotourism ;* [Supporting services] *soil formation ; photosynthesis ; primary production ; nutrient cycling ; water cycling* » (MEA, 2005, p.33-37).

[59] Les SE n'ayant pas été évalués figurent en gras dans la liste ci-dessus. Nous avons souligné les services de support, car le MEA souligne que ces derniers n'avaient pas vocation à être évalués dans la mesure où ils ne bénéficient pas directement aux humains.

[60] Notons que R. de Groot est l'auteur principal et le coordinateur du chapitre duquel est issue la définition des SE de la TEEB. La typologie proposée repose sur 22 SE, classés en 4 catégories : les « *provisioning services* » (« *Food ; Water ; Raw materials ; Genetic resources ; Medicinal resources ; Ornamental resources*), les

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

manière très pragmatique, que « *perhaps we should accept that no final classification can capture the myriad of ways in which ecosystems support human life and contribute to human well-being* » (TEEB, 2010d, p.17).

Maris (2014) dresse une bonne synthèse des différentes critiques pouvant être apportées à la notion de SE. Ces dernières se rapportent selon nous à quatre grands ensembles principaux. Le premier ensemble de critiques porte sur les différentes catégories de SE. L'auteure montre que chacune de ces trois (ou quatre) catégories n'est pas sans poser de sérieux problèmes conceptuels. Tout d'abord, Maris (2014) montre que si le champ de recherche des « *Biodiversity and Ecosystem Functioning* » (p.39) a bien suggéré l'existence d'une corrélation positive entre la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes, assimiler cette corrélation à une loi générale reste une démarche assez largement controversée, en écologie. Par ailleurs, la différence entre « *fonctions écosystémiques* », « *services de supports* » et/ou « *services de régulation* » reste assez floue et les définitions relativement « *arbitraires* » (p.25). Selon l'auteure, si les services « *de support* » et « *de régulation* » peuvent être compris comme ce qu'il y a de plus innovant dans le cadre conceptuel du MEA et de l'approche par les SE en général, toutefois, ces derniers « *sont finalement peu sensibles à ce qui est le propre du vivant : un système ouvert d'interactions caractérisé par ses dimensions dynamiques et évolutives* » (p.25).

Ensuite, l'une des difficultés liées à la catégorie des services « *d'approvisionnement* » est qu'il s'agit en général de biens, tangibles et stockables, et non pas de services. Mais surtout, selon Maris (2014) « *il faut admettre qu'une part essentielle de ces services d'approvisionnement relève en réalité d'écosystèmes intensivement gérés, notamment à des fins agricoles ou sylvicoles* » (p.26). Ainsi, plus largement, la catégorie des services « *d'approvisionnement* » soulève la question du rôle joué par l'homme dans la production des SE, comme s'il était à la fois possible et pertinent de parvenir à identifier et à décomposer, *in fine*, ce qui relève d'une production strictement « *naturelle* » de ce qui relève d'une production strictement humaine. En effet, comme le montre Maris (2014) considérer la valeur finale d'un service d'approvisionnement, dans son ensemble, revient à compter à la fois ce qui relève du fonctionnement des écosystèmes (pollinisation, photosynthèse, production primaire, pour reprendre les exemples donnés par l'auteure) et ce qui relève du travail humain (plantation, culture, récolte…), de même que ce qui relève du contexte institutionnel (subventions, prix de marché, coûts de transports…). Dès lors, la valeur des services d'approvisionnement vis-à-vis des autres catégories est systématiquement surévaluée. Mais à l'inverse, s'il s'agissait de retrancher aux services d'approvisionnement ce qui relève du travail humain ou du cadre institutionnel (même en admettant que cet exercice soit théoriquement possible), ce qui resterait ne serait plus des services d'approvisionnement, mais, pour l'essentiel, des services de régulation.

« *regulating services* » (« *Air quality regulation ; Climate regulation ; Moderation of extreme events ; Regulation of water flows ; Waste treatment ; Erosion prevention ; Maintenance of soil fertility and nutrient cycling ; Pollination ; Biological control*), les « *habitats services* » (« *Maintenance of life cycles of migratory species ; Maintenance of genetic diversity*) et les « *cultural and amenity services* » (« *Aesthetic information, Opportunities for recreation and tourism ; Inspiration for culture, art and design ; Spiritual experience ; Information for cognitive development* ») (TEEB, 2010d, p.26).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Enfin, la catégorie de services vis-à-vis de laquelle Maris (2014) se montre la plus critique est celle des services dits « *culturels* », à la lumière des travaux anthropologiques sur les relations nature-culture :

> « *Placer côte à côte, et ce faisant rabattre sur le même plan, l'intérêt des parisiens pour le bois de Vincennes et le sentiment d'identification de certains peuples autochtones à leur animal totem relève d'une incompréhension radicale de la diversité des modes de représentation et de valorisation de ce que nous appelons la nature (Descola, 2005). Plus généralement, penser que les valeurs culturelles peuvent être appréhendées en termes de services* (…) [est une] *vision instrumentale très réductrice* [qui] *ne permet pas de rendre compte de la diversité des relations que les gens entretiennent avec le vivant non-humain, dans nos sociétés à travers le monde* » (p.28).

Ainsi, non seulement la catégorie des dits « *services culturels* » ne permet pas de penser la diversité des représentations des relations nature-culture, d'un point de vue anthropologique, mais en outre, même en occident, il s'avère assez réducteur, pour ne pas dire fondamentalement inapproprié, d'appréhender comme autant de « *services* » (c'est-à-dire sur la base d'une relation de flux de type informationnel), des éléments aussi hétérogènes que ce qui est de l'ordre du culturel, de l'identitaire, de l'éducatif, mais aussi, la création artistique, l'inspiration religieuse, ou encore la simple considération esthétique.

Le deuxième ensemble de critiques adressées par l'auteure à la notion de SE s'appuie sur une réflexion philosophique et éthique. En effet, d'une part, Maris (2014) met en évidence qu'en masquant l'existence de « *disservices* » (p.31), c'est-à-dire d'éléments naturels qui peuvent être neutres (à l'image, selon elle, des espèces ou des habitats qui disparaissent chaque année alors qu'ils nous étaient inconnus), ou néfastes pour l'homme (ce qui est le cas de nombreux virus, parasites et de certains insectes comme les moustiques…), l'approche par les SE participe d'une « *vision téléologique du monde* » (p.31), qu'elle qualifie aussi de « *finalisme naïf* » (p.32), selon laquelle la nature aurait été créée dans le but de satisfaire les besoins humains. Or, « *au-delà de la faiblesse métaphysique d'une telle hypothèse, aucun élément empirique ne vient l'étayer* » (p.31). D'autre part, Maris (2014) montre que la notion de SE est normative et qu'elle renvoie à une conception fondamentalement utilitariste de ce qu'est le bien. En analysant le cadre conceptuel du MEA (figure n°3), et notamment la partie droite de la figure, qui décrit quel sont les éléments universellement constitutifs du bien-être, Maris (2014) note :

> « *Le bien y est considéré exclusivement à l'échelle individuelle, la notion de bien-être renvoyant aux individus et non aux collectifs, et les intérêts individuels visent la liberté de choix et d'action, ce qui correspond à une position résolument libérale* (…). *Or, lorsque des positions philosophiques aussi fortes sont ainsi décrétées plutôt que débattues et argumentées, on quitte le terrain de la philosophie politique pour entrer dans celui de l'idéologie. Ainsi décrypté, le schéma du MEA cache* [ce qui est en réalité, selon nous, généralisable à l'ensemble de l'approche par les SE, de même qu'à l'ensemble de l'approche néoclassique standard en économie] *sous son*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

apparence scientifique un véritable concentré d'idéologie individualiste et libérale » (p.36)[61].

Le troisième ensemble de critiques sur lequel Maris (2014) attire notre attention est d'ordre social et institutionnel. En s'appuyant notamment sur les travaux de Mauz (2005) sur la réintroduction du loup dans les Aples, ainsi que sur ceux de Sagoff (2011) sur la pollinisation des mandariniers dans la vallée de San Joaquin en Californie, Maris (2014) montre que l'un des problèmes que soulève la notion de SE (sans être à même, précisément, de fournir un cadre analytique satisfaisant pour le résoudre) est que ce qui constitue un service, un bienfait, ou un bénéfice économique pour les uns (comme par exemple pour les naturalistes ou les écologistes dans le cas de la réintroduction du loup, ou encore pour les apiculteurs en Californie) peut, dans le même temps, constituer un coût, un dommage ou un préjudice pour les autres (en l'occurrence pour les éleveurs de troupeaux dans les Alpes, ou pour les agriculteurs qui se convertissent à la culture mandariniers auto-féconds, lesquels ne doivent pas être pollinisés, afin de produire des fruits sans pépins dotés une valeur marchande bien plus élevée, en Californie). Ainsi, au-delà de la question de la répartition spatiale des SE, ou de l'existence de « *trade-offs* » entre types de SE[62], se pose donc la question de leur distribution entre groupes sociaux, alors que le cadre général des SE s'avère, sur ce point, fondé quasiment exclusivement sur la prise en compte de relations de type « *win-win* ».

Un autre problème lié aux dynamiques institutionnelles sous-jacentes aux SE, soulevé par Maris (2014), repose sur le fait qu'en appuyant l'idée selon laquelle la nature peut être assimilée à un « *capital* », les SE ne nous débarrassent pas des dangers liés à la croyance en la substituabilité entre ces différentes formes de capital. Et ce, alors même que Daily (1997), Ehrlich (1989) et les précurseurs de la notion de SE du côté de la Biologie de la Conservation mettaient en avant la métaphore des SE, précisément dans le but de souligner leur caractère irremplaçable et l'impossibilité de leur substitution par des techniques humaines. En effet, à partir du moment où les SE deviennent une représentation dominante, la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes tendent à n'être perçus qu'au travers de ce qu'ils apportent aux humains, le reste ayant une moindre importance. Or, dans la mesure où les bénéfices liés aux SE sont contingents au contexte institutionnel, le gouffre de la substituabilité a bien des chances de se ré-ouvrir. Pour reprendre l'exemple donné par Maris (2014), alors que le service d'absorption du carbone pouvait être neutre avant la révolution industrielle, puis devenir important au fur et à mesure de l'accumulation du CO2 dans l'atmosphère, sa valeur diminue à nouveau dès lors que la technique de séquestration du carbone devient rentable. Ainsi, quand bien même la notion a le mérite d'insister sur la complexité du fonctionnement des écosystèmes et sur l'importance de maintenir la biodiversité, elle s'avère néanmoins assez largement insuffisante pour tenir en respect l'illusion de la fuite en avant technologique.

Enfin, le quatrième ensemble de critiques est de nature plus stratégique. Il a trait à la question de savoir si le fait de se focaliser sur les SE peut se révéler efficace, dans la mesure où l'objectif reste de protéger la biodiversité. L'affirmation suivante suffit à illustrer les

[61] Plus largement, sur les liens entre le cadre standard de l'économie du bien-être et la philosophie utilitariste et conséquentialiste, et les problèmes que cela pose en matière de politique et d'éthique environnementale voir O'Neill (2007) et surtout O'Neill et al. (2008).

[62] Comme nous le verrons, ces éléments sont aujourd'hui au centre des débats, notamment en lien avec le développement des outils de spatialisation et de priorisation des SE, que nous aborderons plus loin.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

inquiétudes en la matière : « *on estime que 103 espèces seulement fournissent 90 % de l'alimentation humaine végétale à travers le monde* » (p.41). Cette question est au centre d'une importante littérature actuellement en développement et ces enjeux sont formulés par la référence à l'idée de « *trade-offs* » entre différents types de SE (typiquement, comment maximiser les services de régulation, au détriment des services d'approvisionnement), ou de configurations « *win-win* », c'est-à-dire les interactions positives entre SE qu'il s'agirait de repérer (Benett et al., 2009). D'autres travaux posent la question des formes (*trade-off* ou *win-win*) que peuvent prendre les relations entre les SE, d'une part et la biodiversité, d'autre part (Chan et al., 2006 ; Cardinale et al. 2012). Or, l'analyse de ces types de relations entre SE, (et/ou entre les SE et la biodiversité) est souvent réalisée en ayant recours à des outils d'évaluation spatialisés des SE (et/ou de la biodiversité). Nous reviendrons donc sur cette question par la suite, car il nous faut auparavant rendre compte d'un premier type d'outil qui consiste à évaluer les SE en termes monétaires (sachant que les outils spatialisés peuvent, ou non, inclure des unités de mesure monétaires).

2.2 L'évaluation monétaire des SE et les méthodes alternatives

Comme nous l'avons déjà noté, à la suite de Méral (2012) et de Spash (2009a ; 2011a ; 2015), le *leitmotiv* du « *nouveau pragmatisme environnemental* » est « *we don't protect what we don't value* » (Myers et Reichert, 1997 ; TEEB, 2010a). Et la formule joue pleinement sur le double sens du terme anglais « *valuing* », au sens de « *valoriser* » (c'est-à-dire « *donner de l'importance à* ») et « *évaluer* » (c'est-à-dire mobiliser des techniques d'évaluation et des outils de marché pour « *capturer* » la valeur, notamment en termes monétaires), comme l'illustre par exemple la contribution de Daily et al. (2000) intitulée « *The Value of Nature and the Nature of Value* ». Ainsi, les méthodes d'évaluation monétaires développées dans le champ de l'Economie de l'Environnement, à partir des années 1970 ont été appliquées à la biodiversité par l'intermédiaire de travaux scientifiques tels que ceux de Pearce et Moran (1994) au cours des années 1990 et connaissent aujourd'hui un nouveau souffle, dans une l'interface science-politique, par l'intermédiaire des approches par les SE.

La présente section propose d'analyser les outils monétaires d'évaluation des SE en quatre temps. D'une part, nous présentons les principes sous-jacents à la traduction en termes monétaires de la « *valeur* » des SE (ou, plus largement d'éléments environnementaux), ainsi que les critiques que le développement de ces outils d'évaluation a suscité, dans le champ de l'Economie Ecologique notamment. Et, d'autre part, nous analysons différents types d'usages possibles de l'évaluation monétaire, tour à tour envisagée comme un instrument de communication, ou comme un outil permettant de réaliser des arbitrages, dans le cadre d'une procédure d'évaluation ex-ante (analyses de type coûts-bénéfices), ou bien encore dans le cadre d'une procédure d'évaluation *ex-post* (dommages environnementaux).

2.2.1 L'évaluation monétaire et ses critiques

La première étape de la monétarisation des SE et de la biodiversité, dès lors appréhendés comme autant « *d'actifs environnementaux* » (Pearce et Moran, 1994, p.20), consiste à appréhender leur « *valeur économique totale* » (ibid.), c'est-à-dire à étendre la sphère de la valeur économique traditionnelle (ou encore celle de la valeur d'usage direct des

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

biens ou services environnementaux) à la prise en compte de valeurs dites d'usages « *indirect* », « *d'option* », ou encore de valeurs de « *non-usage* », mais néanmoins liées à ces biens ou services (telles que la valeur « *d'héritage* », ou encore la valeur « *d'existence* »). C'est qu'illustrent les figures n°1 et 2, reproduites dans l'annexe n°1.3, respectivement à partir de Pearce et Moran (1994) – eux-mêmes s'appuyant sur les travaux d'Arrow et al. (1993) – et de Chevassus-au-Louis et al. (2009). Ces deux figures sont quasiment identiques, à ceci près que Chevassus-au-Louis et al. (2009) précisent que plus l'on s'éloigne de la valeur d'usage direct, plus la « *tangibilité* » diminue et donc plus l'incertitude du calcul sera grande.

La figure n°3, de l'annexe n°1.3, illustre quant à elle que différentes méthodes d'évaluation ont été développées afin de chiffrer monétairement ces différentes formes de valeurs économiques, attribuées aux SE ou aux actifs environnementaux. Une présentation de plusieurs de ces méthodes d'évaluation monétaire, ainsi que de leurs limites respectives, est proposée dans l'annexe n°1.4. Comme le montre cette dernière, les méthodes d'évaluation monétaires peuvent être regroupées en trois catégories principales : celles qui sont basées sur des coûts directement (prix de marché) ou indirectement observables (coûts de remplacement et coûts évités) ; celles qui sont basées sur des « *préférences révélées* » (Chevassus-au-Louis et al., p.191), à partir d'observation du comportement des consommateurs de biens et de SE (coûts de transports, prix hédoniques) ; et enfin celles qui sont basées sur des « *préférences déclarées* » (ibid., p.193) à partir d'enquêtes par questionnaires qui consistent à simuler l'existence de marchés où ces comportements de consommateurs (c'est-à-dire leur consentement à payer) pourraient être observés.

Le tableau n°1 de l'annexe n°1.3 illustre quant à lui quelles méthodes ont été, ou pourraient être utilisées pour quels types de SE, à partir des travaux de De Groot et al. (2002). Ce dernier nous permet d'identifier une limite supplémentaire de l'évaluation monétaire, à savoir que, si plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour évaluer un même service, le résultat (c'est-à-dire le chiffre monétaire censé révélé la valeur du service en question) a de fortes chances de ne pas être identique, selon le type de méthode utilisée.

Dans l'ensemble, les annexes n°1.3 et n°1.4 nous permettent d'illustrer la place particulière de l'évaluation contingente, parmi les autres méthodes. En l'effet, l'évaluation contingente est à la fois la méthode ayant été (ou pouvant être) la plus largement utilisée pour évaluer monétairement les différents types de SE (tableau n°1, annexe n°1.3) et les différents types de valeur économique (dont les valeurs de non-usage, comme le montre les figures 1 et 2 de l'annexe n°1.3), mais aussi la méthode qui comporte le plus grand nombre de limites (annexe n°1.4) et pour laquelle l'incertitude sur la crédibilité des résultats est la plus grande (figure n°2, annexe n°1.3). Chevassus-au-Louis et al. (2009) rapportent ainsi que « *cette approche a toujours suscité une grande méfiance, tant chez les économistes qu'auprès des spécialistes de l'environnement, liée à son caractère hypothétique* » (p.193).

Une bonne synthèse des critiques pouvant être adressées à l'évaluation monétaire de l'environnement et des SE peut être trouvée dans Spash (2008) et Schaeffer (2014). Selon nous Spash (2008) en révèle le principal fondement, au travers de la critique radicale du concept de « *valeur économique totale* » qu'il propose. Selon lui, non seulement ce dernier n'est pas conforme aux principes de la théorie néoclassique (dans le cadre de laquelle l'existence d'une valeur économie que « *non-usage* » est impossible), mais il s'avère, en outre, profondément fallacieux, dans la mesure où il véhicule l'idée selon laquelle la valeur

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

monétaire ou marchande d'un sujet, d'un objet ou d'un service (souvent augmentée ou élargie) peut être assimilée à la valeur intrinsèque de ce sujet, de cet objet ou de ce service. Comme si, explique-t-il, le prix d'un esclave sur un marché de traite humaine (qu'il serait possible d'augmenter, par exemple, des coûts de transport engagés par son futur propriétaire, ou encore du consentement à payer des marchands d'esclaves pour éviter l'abolition de l'esclavage…), ou bien, le salaire reçu par un individu sur le marché du travail, pouvaient être assimilés à la valeur intrinsèque de la vie de cet esclave ou de cet individu : « *Clearly, willingness to pay (or accept), whether actual or intended, fails to constitute a universal encapsulation of all value, contrary to the often cited totality of economic values* (...). *Yet this is what is being suggested for life-support systems* » (p.263-264).

C'est ici que réside le fondement de la posture favorable à la reconnaissance du pluralisme des valeurs, défendue par l'Economie Ecologique et sociale. Plus précisément, Spash (2008) montre que l'évaluation monétaire des SE et de la biodiversité relève de l'auto-contradiction : d'un côté les SE et la biodiversité sont présentés comme étant dépendants de processus écologiques complexes (à tel point que, nous l'avons vu, certains défendent l'idée selon laquelle toute tentative de définition standardisée des SE relève de l'arbitraire (Costanza, 2008 ; TEEB, 2010d)), mais d'un autre côté, l'évaluation monétaire implique de réduire aussitôt cette complexité à une métrique unique de valeur, permettant de pouvoir comparer les coûts et les bénéfices associés à plus ou moins de services d'approvisionnement, de services dits culturels, de régulation, ou encore à plus ou moins de développement ou de conservation. Selon Spash (2008), au contraire : « *plural values and multiple criteria fail to fit within the philosophy of a single metric which assumes all things are commensurable* » (p.269).

Cette critique devrait suffire à décrédibiliser toute tentative d'évaluation de la « *valeur totale* » des SE et de la biodiversité (ou, autrement dit, l'idée selon laquelle leur valeur marchande peut être tenue comme un proxy fidèle de leur valeur intrinsèque), mais il est nécessaire d'analyser plus finement l'évaluation monétaire à l'aune de ses différentes formes d'usages, dans des contextes institutionnels particuliers, ainsi qu'au regard des finalités que sont susceptibles de poursuivre différent types d'exercices d'évaluation monétaire. Imaginons trois cas de figure, qui nous semblent traduire assez bien les différentes raisons d'être de l'évaluation monétaire des SE et de la biodiversité aujourd'hui[63].

2.2.2 La monétarisation comme instrument de communication

Tout d'abord, l'un des éléments caractérisant le « *nouveau pragmatisme environnemental* » peut être de ne pas croire dans la rigueur scientifique absolue des résultats des évaluations monétaires, ou de présenter ces dernières comme étant entourées d'une très forte incertitude, et/ou encore comme étant la représentation d'une valeur *a minima* (ce qui est par exemple le cas de Costanza et al. (1997)), la légitimité des chiffres monétaires produits étant dès lors rapportée à leur capacité de « *parler le langage des décideurs* » politiques et économiques et de les convaincre qu'une action en faveur de la protection des SE et de la biodiversité est non seulement nécessaire, mais en outre susceptible de se traduire par des bénéfices (plus ou moins) tangibles en termes économiques, monétaires et financiers (on

[63] Pour d'autres exemples types voir notamment Rodriguez-Labajos et Martinez-Alier (2013).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

retrouve ici notamment la posture de la TEEB). L'usage attribué aux évaluations monétaires est alors celui d'une stratégie de communication qui, à défaut d'avoir le mérite de reposer sur des bases scientifiques solides, constituerait néanmoins un levier d'action favorable à la biodiversité, parmi d'autres, l'urgence de la situation impliquant de les saisir tous à la fois. Et les plus rétifs se doivent d'être rassurés par le fait que la monétarisation, dans ce cas, ne signifie aucunement marchandisation de la nature ou de la biodiversité, puisqu'il ne s'agit que de calculs fictifs destinés à convaincre, et non pas d'instruments de marché, ou de « *vrais* » prix.

Or, Spash (2008) propose une critique intéressante, opposable à ce type d'usage de l'évaluation monétaire. Selon lui en effet « *there is of course, something contradictory in calculating a price for something you do not wish to trade* » (p.263). Autrement dit, il y a bien marchandisation dès lors qu'il y a monétarisation, dans la mesure où toutes les méthodes d'évaluation monétaires impliquent de « *faire comme si* » leurs objets étaient des marchandises, produites en vue d'être vendues, pour lesquelles des consentements à payer (CAP) sont identifiables et des échanges sur le marché, fussent-ils fictifs, envisageables. Plus fondamentalement, ce que Spash (2008) critique est le caractère performatif de ces évaluations monétaires, au sens où, par définition, transformer une relation sociale, ou une relation de service, non monétaire, en une relation monétaire, change la nature de la relation en question et se traduit par une extension (cognitive et/ou institutionnelle) de la sphère marchande :

> « *Paying cash for sex changes the relationship and meaning of the act of intercourse. Neither friendship nor love can be bought. In the case of parent-child relations, paying large sums of money is precisely the wrong way for a parent to demonstrate how much their child matters to them* » (p.274).

C'est ainsi que la stratégie qui consiste à vouloir convaincre de la nécessité de protéger la biodiversité – contre les ravages du capitalisme, faut-il le rappeler – au moyen d'arguments formulés en monnaie, en bénéfices et en capital, s'avère fondamentalement risquée. Les moyens pourraient bien finir par rétroagir sur les fins, de manière assez largement contreproductive.

2.2.3 La monétarisation dans le cadre de l'évaluation *ex-ante*

Ensuite, les arguments avancés par Chevassus-au-Louis et al. (2009) sont caractéristiques de notre deuxième cas de figure (qui constitue aussi le second pied du « *nouveau pragmatisme environnemental* »). En effet, l'objectif du rapport du Centre d'Analyse Stratégique est « *d'appliquer ces méthodes* [d'évaluation monétaire] *aux écosystèmes présents sur le territoire national, afin de fournir des "valeurs de référence" pouvant être utilisées en particulier dans l'évaluation socioéconomique des investissements publics* » (Chevassus-au-Louis et al., 2009, p.5). Les auteurs précisent plus loin que l'intégration de l'évaluation monétaire dans la décision publique peut s'effectuer par l'intermédiaire de deux canaux principaux. D'une part, il peut s'agir d'une intégration *ex-post*, dans la perspective de l'indemnisation des dommages environnementaux causés par des accidents, des pollutions ou des dégradations environnementales importantes (cette indemnisation impliquant de pouvoir chiffrer monétairement le coût des dommages en

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

question). Et d'autre part, il peut s'agir d'une évaluation *ex-ante,* « *pour la prise en compte de l'impact environnemental des projets* » (p.187). Si l'évaluation *ex-post* constituera, ci-dessous, notre troisième cas de figure, le rapport Chevassus-au-Louis et al. (2009) s'inscrit tout entier dans la logique de l'évaluation *ex-ante*.

Cette perspective revient à soumettre les choix de politiques publiques à la réalisation d'analyses de type coûts-bénéfices (ACB). Et, d'un point de vue historique, le développement des méthodes d'évaluation contingente est étroitement lié au processus d'institutionnalisation des ACB dans la décision publique, aux Etats-Unis notamment. Chevassus-au-Louis et al. (2009) rappellent que les administrations successives de Carter, Reagan et Clinton ont en effet promulgué une série de décrets présidentiels qui ont fait des ACB « *un préalable obligatoire à toute dépense de fonds publics* » (p.187)[64]. Par conséquent, si le calcul, plus l'intégration de « *valeurs de références* » pour la biodiversité et les SE ont pour objectif de permettre une application plus facile, ou plus large (souvent qualifiée de « *meilleure* ») des ACB, dans les projets d'infrastructures, d'aménagement et de conservation, les critiques émises ci-dessus à l'encontre de la « *valeur économique totale* » s'avèrent pleinement valides. Autrement dit, l'extrême réduction qu'impliquent l'évaluation monétaire et l'ACB rend ces outils largement inappropriés, compte tenu de la complexité des décisions en matière d'aménagement, d'urbanisme et de conservation, lesquelles mettent en jeu des intérêts et des valeurs multiples et incommensurables.

C'est précisément sur la base de ce constat que des outils alternatifs d'aide à la décision publique ont été développés par de nombreux travaux, en Economie Ecologique et sociale, depuis les années 1990 : les analyses multicritères (Martinez-Alier et al., 1998 ; Vatn, 2005, Munda, 2010). Ces dernières permettent en effet de représenter le choix politique à prendre sous la forme d'une matrice d'impact, dans laquelle différentes valeurs peuvent être intégrées (non seulement monétaires, mais aussi biophysiques, qualitatives, indices de présence/absence, rangs etc.), sous forme de différents critères. L'exercice de décision consiste à appliquer différents types de pondération à ces critères (par exemple : économique>social>écologique etc.) et à visualiser les impacts de ces différentes pondérations dans la matrice (c'est-à-dire les conséquences ou les résultats chiffrés qu'il est possible d'attendre de ces différents choix de politique), afin de parvenir au choix de politique qui semble le plus satisfaisant. Le principal avantage de ces méthodes multicritères est de permettre la création d'un espace de décision rationnel (c'est-à-dire objectivé et fondé sur l'usage de métriques précises), sans pour autant que le choix politique qui s'apparente à un dilemme ne soit dénaturé, c'est-à-dire ramené à un simple calcul technique d'optimisation (Spash, 2008). A l'inverse, les ACB sont souvent utilisées pour faire apparaitre comme le résultat d'un calcul technique et objectif une décision éminemment politique, sans que les différentes dimensions du problème ne soient clairement explicitées.

En ce sens, l'approche par les SE peut tout à fait permettre de rendre visible la complexité et la pluralité des valeurs inhérentes aux décisions d'aménagement, d'urbanisme, d'infrastructures et de conservation, si elle se traduit par une plus grande institutionnalisation

[64] Pour plus de détail sur le déploiement historique de l'évaluation contingente, en lien avec celui des ACB, voire notamment Milanési (2007) et Fourcade (2011).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

des analyses multicritères dans la décision publique[65]. En l'occurrence, si le rapport Chevassus-au-Louis et al. (2009) mentionne l'importance de maintenir la protection règlementaire des espèces remarquables, promeut la monétarisation comme un élément qui s'inscrit dans la dernière étape de la séquence « *éviter-réduire-compenser* » et mentionne les banques et les marchés de compensation, les analyses multicritères ne sont pas mentionnées. Il se peut donc aussi que l'approche par les SE s'inscrive dans le mouvement de rationalisation de la décision publique ayant contribué à l'institutionnalisation des ACB.

Or, l'institutionnalisation de politiques de conservation basées sur des évaluations monétaires et des ACB (ou autrement dit, sur le consentement à payer, les préférences déclarées, ou révélées, d'individus appréhendés comme autant de consommateurs de biens et de SE), nous conduirait, selon Spash (2008) « *à l'extinction sélective des espèces inattractives* »[66] (p.270) :

> « *If whale preservationists are not prepared to pay more than say Japanese "researchers" and carnivores, then whales should be hunted down to extinction. This is just efficiency at work with optimal resource allocation extended to optimal species extinction* » (p.271).

2.2.4 La monétarisation dans le cadre de l'évaluation *ex-post*

Venons-en enfin à notre troisième et dernier cas de figure : celui de l'évaluation *ex-post* des dommages environnementaux. Alors que ce n'est généralement pas le type d'usage qui se trouve mis en avant par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », ici réside sans doute, selon nous, la raison d'être la plus légitime de l'évaluation monétaire des SE et de la biodiversité. Et, là aussi, les analyses développées par l'Economie Ecologique et sociale nous semblent être de nature à pouvoir éclairer les débats.

A partir de la comparaison de deux études de cas concernant deux marées noires, le naufrage de l'Amoco-Cadiz, en France et celui de l'Exxon Valdez, en Alaska, Fourcade (2011) montre comment, à partir de la mobilisation d'outils d'évaluation monétaires différents (méthode des prix de marché en France et évaluation contingente aux Etats-Unis), les deux cas se sont soldés par le chiffrage de montants d'indemnisation très différents (en l'occurrence, beaucoup plus faibles en France qu'aux Etats-Unis). Mais l'intérêt de son analyse est précisément de montrer que les différences en termes de résultats ne sont pas liées à la mobilisation de techniques d'évaluation différentes, mais qu'elles sont au contraire d'ordre social, car liées, d'une part, au degré de familiarité institutionnelle vis-à-vis de l'évaluation monétaire et, d'autre part, à l'existence de représentations sociales différentes des relations homme-nature, dans les deux pays[67]. Fondamentalement, ce que Fourcade (2011) met clairement en évidence est que le traitement juridique, tant civil que pénal, des dommages environnementaux et des catastrophes naturelles est bien plus une affaire de choix social, que

[65] Pour des exemples d'application de méthodes multicritères à des projets publics d'aménagement et de conservation, à partir des SE voir par exemple Messner et al. (2006) et Proctor et Drechsler (2006).
[66] Notre traduction.
[67] Fourcade (2011) montre en effet qu'alors que les Etats-Unis s'enracinent dans une tradition *préservationniste*, la France s'inscrit plutôt dans une conception *patrimonialiste*. Nous revenons largement sur ces éléments dans le chapitre 4.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de calcul technique. Et ceci peut être selon nous, mis en rapport avec ce que montrent les travaux de l'Economie Ecologique et sociale concernant l'évaluation monétaire délibérative.

Spash (2007b) a en effet mis en évidence l'ambigüité de ce type d'exercice, selon que ces évaluations, *a minima*, permettent d'améliorer la technique de l'évaluation contingente, ou bien, au contraire, représentent de véritables alternatives à ces dernières. Le principe est qu'un certain nombre de participants (qui tendent, en conséquence, de plus en plus, à être considérés comme des citoyens et non plus comme des consommateurs) sont amenés à déclarer leur consentement à payer vis-à-vis d'un certain nombre de SE (ou, vis-à-vis de dommages environnementaux), dans le contexte de *focus groups* ou de *jurys citoyens*, après une phase de débats autour du problème écologique considéré (débats pendant lesquels les enjeux, les intérêts, les valeurs et les opinions en cause sont explicités et discutés). Si les résultats de ces évaluations monétaires délibératives restent toujours fortement dépendants de la manière dont le processus d'évaluation est construit (sélection des participants, temps de parole, temps de réflexion individuelle et collective, structure des débats, représentation de la diversité des opinions, formulation des questions etc.) (Spash, 2007b ; Vatn, 2009), l'avantage de l'évaluation monétaire délibérative est qu'elle permet aux participants (citoyens) de construire leurs propres préférences pendant le processus d'évaluation, sachant que, puisqu'il ne s'agit pas que d'une simple décision en matière de consommation ou de production de biens marchands, les présupposés de la théorie néoclassique, selon lesquels les préférences des agents sont toujours déjà données et cohérentes, ne s'appliquent pas. Dès lors, Spash (2007b), met en évidence que, si le processus a pour but d'exprimer une valeur monétaire sociale collective[68] (et non pas des consentements à payer individuels, agrégés ensuite), l'évaluation monétaire délibérative représente une alternative crédible à l'évaluation contingente, dont les résultats sont légitimés par le processus délibératif.

Par conséquent, l'institutionnalisation de l'évaluation monétaire délibérative sera probablement plus facile dans les pays où le recours aux jurys citoyens est, en général, plus fréquent (voire même, où cette forme de démocratie délibérative est assez bien implantée, ce qui est le cas notamment de pays nordiques comme le Danemark, ou encore la Suède). Mais il reste qu'en la matière, les travaux de l'Economie Ecologique et sociale montrent que l'approche par les SE pourrait ouvrir un certain nombre de perspectives intéressantes, notamment dans le cas de l'évaluation *ex-post* des dommages environnementaux. Plus généralement, ces travaux tendent à privilégier les outils relatifs à la démocratie délibérative, dans la perspective d'une institutionnalisation croissante du droit de l'environnement[69].

Si l'ensemble de ces éléments autour de l'évaluation monétaire des SE et de la biodiversité (à savoir, la pertinence de la monétarisation envisagée comme une stratégie de communication, la place de l'ACB et des analyses multicritères dans la décision publique et le recours aux évaluations délibératives) peuvent être appréhendés comme autant de controverses qui continuent de traverser aujourd'hui l'Economie Ecologique, la montée du « *nouveau pragmatisme environnemental* » s'est par ailleurs traduite par l'émergence d'autres

[68] Spash (2008b) utilise le terme « *arbitrated social willingness to pay* » (p.696).

[69] Douai et Vivien (2009) et Douai et Montalban (2009) y voient d'ailleurs un certain paradoxe, dans la mesure où rien ne garantit que la prise en compte des « *préférences* » ou plutôt des opinions, des citoyens dans les choix de politiques publiques, aboutisse à la mise en place de politiques favorables à la décroissance, qui s'avère pourtant être le fondement normatif revendiqué l'Economie Ecologique et Sociale.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

types d'outils d'évaluation des SE, insistant davantage sur l'importance de la spatialisation (sachant que les outils d'évaluation spatialisés peuvent, ou non, inclure des données monétarisées). Nous abordons ces éléments dans la section suivante.

2.3 InVEST et les outils d'évaluation spatialisés des SE

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'outil InVEST (*Integrated Valuation of Ecosystem Services and Trade-offs*), développé au sein du projet *Natural Capital*, est sans doute le plus représentatif des outils d'évaluation spatialisés des SE. Tout d'abord, parce qu'il est relativement récent, ensuite, parce qu'il permet d'appréhender assez finement la complexité des processus écologiques et, enfin, parce qu'il jouit d'une certaine notoriété, car il est le fruit d'un partenariat entre G. Daily, mais aussi P. Kareiva de l'ONG *The Nature Conservancy* et T. Ricketts du WWF, ayant tous trois été impliqués d'assez près dans le MEA (Mooney, 2011)[70]. Nous proposons donc ici une analyse des outils d'évaluation spatialisés des SE, à partir d'une revue de littérature principalement basée sur InVEST, sachant que ces outils constituent une innovation technique récente et assez importante, relativement aux approches antérieures d'évaluation des SE et de l'environnement. Rappelons, par ailleurs, que, comme nous l'avons précisé dans l'introduction, il nous est important de bien comprendre à quoi les outils d'évaluation spatialisés des SE font référence, en raison de la manière dont notre enquête de terrain, à partir du Parc Scarpe-Escaut, a été réalisée (ces éléments sont notamment développés dans le chapitre 2).

Nous commençons par présenter dans les grandes lignes le fonctionnement du logiciel, ce qui nous permet d'illustrer que ce dernier est présenté par ses concepteurs comme un outil d'évaluation « *intégré* », visant à élargir considérablement le processus de décision en matière de conservation et d'aménagement du territoire, par rapport aux ACB. Néanmoins, nous passons ensuite en revue un ensemble d'exemples d'application d'InVEST et d'autres outils d'évaluation spatialisée des SE et nous montrons que ces derniers restent souvent conceptualisés comme des instruments d'optimisation, qui recommandent la mise en place de mécanismes de marché liés à la biodiversité et aux SE et qui s'avèrent fondés la rhétorique du « *win-win* » en matière de conservation et de développement. Enfin, nous proposons une analyse critique de ces outils, en étudiant le cadre analytique sur lequel ils reposent et en prenant en compte la dynamique institutionnelle dans laquelle ils semblent s'insérer.

2.3.1 Présentation générale de l'outil InVEST : de l'ACB à l'évaluation « *intégrée* » des SE ?

Tallis et Polasky (2009 ; 2011) en appellent à un renouvellement des pratiques en matière de conservation et de gestion des ressources naturelles. Selon les auteurs :

> « *Conservation and natural resource management have been dominated by approaches that focus on a single sector and a single objective. These approaches often fail to include a wider set of consequences of decision-making. For example, maximizing profit from industrial production often leads to negative impacts on air*

[70] Le projet Natural Capital a donné lieu à la publication d'un ouvrage, qui se présente comme un manuel d'utilisation (Kareiva et al., 2011) et InVEST est téléchargeable librement à partir du site internet du projet (http://www.naturalcapitalproject.org/).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quality and human health. Maximizing agricultural production often leads to poor water quality and in some cases losses of productivity in downstream fisheries. Maximizing biodiversity conservation can come at the cost of local jobs, food production, and other important benefits » (Tallis et Polasky, 2011, p.34).

Ils proposent une nouvelle approche, intitulée « *ecosystem-based management* » (Tallis et Polasky, 2009, p.266), laquelle :

« *- emphasizes the protection of ecosystem structure, functioning, and key processes ; - is place-based in focusing on a specific ecosystem and the range of activities affecting it ; - explicitly accounts for the interconnectedness within systems, recognizing the importance of interactions between many target species or key services and other non-target species and services ; - acknowledges interconnectedness among systems, such as between air, land, and sea ; - integrates ecological, social, economic, and institutional perspectives, recognizing their strong interdependences* » (ibid.).

Alors que De Groot et al. (2010) soulignent le manque d'expérimentations pratiques visant à intégrer les SE dans les politiques de conservation et d'aménagement du territoire, l'outil InVEST est présenté, dans ce contexte, comme « *a new spatially explicit modeling tool that takes critical steps towards addressing these challenges* » (Tallis et Polasky, 2011, p.34) ce qui constituerait une « *révolution dans la prise de décision* »[71] (ibid.) : « *the inclusion of ecosystem services in decision-making provides a framework that enables managers to broaden their perspectives by considering the multiple, interlinked consequences of their decisions* » (ibid.).

En résumé, selon Tallis et Polasky (2011) :

« *InVEST is as set of computer-based models that : - Focuses on ecosystem services themselves, rather than on the underlying biophysical processes alone ; - Is spatially explicit ; - Provides output in both biophysical and monetary terms ; - Is scenario driven ; - Clearly reveals relationships among multiple services ; and - Has a modular, tired approach to deal flexibly with data availability and the state of ecosystem knowledge* » (p.37).

Les caractéristiques principales d'InVEST sont présentées dans l'encadré n°1.5 ci-dessous, ainsi que dans l'annexe n°1.5 et nous mettons en perspective ci-après, les deux grandes avancées qu'il représente, selon ses concepteurs.

Encadré n°1.5 : Le fonctionnement d'InVEST

InVEST est un ensemble de dix modèles, permettant d'évaluer et de cartographier douze SE, ainsi que la biodiversité, comme l'indique l'annexe n°1.5. La modélisation des SE part du principe selon lequel : « *ecological processes are essential for the provision of ecosystem services but processes are not synonymous with services. Until there is some person somewhere benefiting from an ecological process, it is only a process and not an ecosystem service* » (Tallis et Polansky, p.38). La modélisation donc est organisée en trois étapes (tableau n°2, annexe n°1.5), afin de distinguer entre ce qui relève de la « *fonction de production écologique* » (« *offre de SE* ») et ce qui relève du SE lui-même (« *demande de SE* »). Une fois les SE quantifiés (souvent en termes biophysiques, à l'issue de la deuxième étape), la valeur des SE peut être traduite en termes monétaires, mais les auteurs indiquent que ce n'est pas obligatoire.

[71] Notre traduction pour « *decision-making revolution* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'intérêt de l'outil est de pouvoir visualiser les résultats sous forme de cartes, représentant là où tel SE est associé à une valeur plus ou moins forte (en termes monétaires, ou biophysiques). Dès lors, il est possible d'analyser, d'une part, les différences géographiques entre l'offre « *potentielle* » et la demande « *effective* » pour un même SE et d'envisager en conséquence des politiques d'aménagement du territoire dans l'optique d'une « *maximisation* » du SE considéré, et, d'autre part, la superposition des cartes peut permettre d'analyser les « *trade-offs* » et les « *synergies* » entre les différents SE, ainsi qu'entre les SE et la biodiversité. Enfin, InVEST est présenté comme un exercice de modélisation prédictif et « *scenario-driven* » (Tallis et Polansky, 2011, p.43), permettant d'évaluer les conséquences sur la fourniture de SE et sur la biodiversité de différents types de politiques d'aménagement du territoire. Le design des scénarios peut être réalisé dans un cadre participatif et les « *parties-prenantes* » impliquées à différents stades de l'analyse.

Selon Kareiva et al. (2011), InVEST se traduit par deux avancées importantes. Premièrement, il est étudié pour permettre une prise en compte simultanée de multiples SE et il donc de traiter la question de la forme des relations entre ces différents SE (c'est-à-dire observe-t-on, par exemple, des « *trade-offs* » entre certains services d'approvisionnement et certains services de régulation, ou bien au contraire des « *synergies* » entre la conservation de la biodiversité, ou certains services de régulation, et des services de type culturels). Or, la question de la caractérisation de ces relations entre multiples SE, mais aussi celle des relations entre la biodiversité, d'une part, et les différents SE, d'autre part, est considérée comme étant un objectif de recherche très important pour l'approche par les SE, en Biologie de la Conservation, comme l'indiquent notamment Bennett et al. (2009), ainsi que Cardinale et al. (2012).

Deuxièmement, Tallis et Polasky (2011) indiquent qu'au travers d'InVEST « *the intension is to incorporate biophysical and economic information about ecosystem services into conservation and natural resource decisions at an appropriate scale* » (p.37). L'intégration de valeurs à la fois biophysiques et monétaires, pour chaque SE et leur représentation cartographique, constitue donc une seconde avancée importante. Or, c'est « *l'approche par les fonctions de production écologiques* »[72] (Tallis et Polasky, 2011, p.35), qui rend possible cette intégration[73] (tableau n°2, annexe n°1.5). Cette approche représente notamment un changement important, par rapport aux méthodes antérieures de cartographie et d'évaluation des SE basées sur la technique du « *transfert de bénéfices* »[74], ce qui était par exemple le cas de l'étude de Costanza et al. (1997)[75]. L'encadré ci-dessous donne quelques précisions sur cette dernière.

Encadré n°1.6 : L'évaluation des SE et le « *transfert de bénéfices* »

Le principe du « *transfert de bénéfices* » est de réutiliser les résultats produits dans le cadre d'exercices d'évaluation monétaire originaux, afin de les généraliser à une échelle plus large, et/ou bien comme données de base dans le cadre d'évaluations environnementales ayant une visée d'aide à la

[72] Notre traduction pour « *ecological production function approach* ».
[73] A ce titre, Daily et al. (2011) précisent que ces modèles sur lesquels InVEST repose sont proches des modèles utilisés en agriculture, afin d'estimer le rendement des cultures, en fonction des quantités d'eau, de fertilisants et de travail qui y sont associées.
[74] Notre traduction pour l'expression « *benefit transfer* ».
[75] En effet, afin d'estimer la valeur globale des 17 SE alors pris en compte, Costanza et al. (1997) ont, comme nous l'avons déjà indiqué, utilisé des valeurs produites dans le cadre d'études préalables (fondées pour la plupart sur des évaluations contingentes), pour certains types d'habitats, à certains endroits précis et ont généralisé ces valeurs à l'ensemble des biomes s'apparentant à ces habitats.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

décision (*ex-ante*, ou *ex-post*), dans d'autres contextes (c'est-à-dire sur d'autres sites, d'autres entités ou d'autres changements environnementaux)[76]. Comme le notaient déjà Pearce et Moran (1994), si le « *transfert de bénéfices* » apparait comme un moyen de réaliser des ACB à moindre coût, il n'en demeure pas moins un exercice particulièrement controversé et sujet à caution[77]. En outre, le problème pourrait se renforcer avec la généralisation de l'évaluation monétaire comme technique de conviction, ou comme stratégie de communication, préconisée par le « *nouveau pragmatisme environnemental* ». L'objectif n'étant, dès lors, plus vraiment la prise de décision ou la réalisation d'ACB en tant que telles, cela pourrait se traduire par un relâchement encore plus poussé des normes scientifiques en vigueur concernant les conditions d'acceptabilité du « *transfert de bénéfices* ». Spash et Vatn (2006) proposent une revue de la littérature sur la technique du « *transfert de valeurs* » (le « *transfert de bénéfices* » pouvant être compris comme une sous-catégorie du « *transfert de valeurs* », elle-même sous-catégorie du « *transfert d'informations* » entre exercices d'évaluation environnementale). Les auteurs montrent que les pratiques contemporaines manquent cruellement de rigueur scientifique, ce qui dégrade sérieusement la crédibilité des chiffrages réalisés. Ils concluent :

« *Overall results from convergent validity tests show that the uncertainty in value transfers, both spatially and temporally can be considerable* (…). *The use of value transfer needs to be more carefully considered in terms of both what is desired by decision processes and what alternatives can offer* (…). *Where policy makers demand theoretically meaningless numbers, on grounds of pragmatism, they need to be challenged rather than pandered to* » (Spash et Vatn, 2006, p.386-387).

InVEST s'inscrit donc en rupture vis-à-vis des approches s'appuyant sur le « *transfert de bénéfices* » :

> « *The assumption of constant per hectare values that makes the benefit transfer approach so tractable, however, as significant disadvantages that limit its social, economic, and ecological realism* (…). *Further, assuming that every hectare of a given habitat type is of equal value ignores well-demonstrated differences between sites in terms of scarcity, spatial configuration, size, quality of habitat, number of nearby people, or their social practices and preferences, all of which may be crucial in determining the value of ecosystem services* » (Tallis et Polasky, 2011, p.36).

Au contraire, l'approche par les « *fonctions de production écologiques* », qui consiste à construire des modèles spécifiques à chaque SE est censée permettre une meilleure appréhension des conditions écologiques et socioéconomiques de production des SE et donc des estimations plus fines de ces derniers. Cela dit, les auteurs indiquent que « *these functions vary spatially due to site- and ecosystem-specific relationships* » (p.35). Par conséquent (et comme le notent d'ailleurs Spash et Vatn (2006)), dans la mesure où l'outil InVEST vise à permettre la réutilisation des modèles proposés pour chaque SE dans le cadre d'autres exercices d'évaluation des SE, l'approche par les « *fonctions de production écologiques* » (ainsi que la technique du « *transfert de fonctions* ») ne fait que reporter le problème : dans quelle mesure et à quelles conditions, les modèles développés peuvent-ils être exportés tels quels, ou doivent-ils être adaptés aux contextes dans lesquels ils sont appliqués et si oui comment ? L'ouvrage de Karveira et al. (2011) n'aborde pas la question.

[76] Ainsi, comme l'illustre la figure n°3 de l'annexe n°1.1, l'ensemble des méthodes d'évaluation monétaire présentées par Pearce et al. (2008), rapport qui est d'ailleurs publié par l'OCDE, mènent à la case « *transfert de bénéfices* ».

[77] Et les controverses ne touchent pas seulement au champ des SE et de la biodiversité. En effet, Spash (2011a) critique la TEEB au motif que « *the synthesis report is packed with monetary numbers transferred out of context and stated as if objective facts* » (p.141). Mais la TEEB est, comme nous l'avons déjà indiqué, une sorte de rapport Stern de la biodiversité. Ainsi, dans le rapport Stern, la technique du « *transfert de bénéfices* » a largement été utilisée afin d'évaluer le coût de l'inaction face au changement climatique (Spash, 2007a ; 2008a).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Au regard des deux grandes avancées qu'InVEST permet, l'approche de l'« *ecosystem-based management* », qui consiste à évaluer et à spatialiser de multiples SE peut donc, *a priori*, être comprise comme relativement pluraliste, car elle semble permettre une meilleure intégration des valeurs biophysiques et monétaires (le problème restant néanmoins entier pour les valeurs « *sociales* » et les services « *culturels* »). En outre, elle semble nourrir l'ambition d'enrichir les processus de décision en matière de conservation et d'aménagement du territoire, par rapport aux ACB traditionnelles. Néanmoins, la section suivante, qui présente plusieurs exemples d'application des outils spatialisés d'évaluation des SE, montre que ces éléments doivent être nuancés.

2.3.2 Quelques exemples d'application des outils d'évaluation spécialisés des SE : de l'évaluation « *intégrée* » à l'ACB spatialisée

Tallis et Polasky (2011) développent un ensemble d'exemples typiques d'application d'InVEST, présentés comme autant de réponses possibles à des questions de gestion concrètes, susceptibles de se poser en matière de conservation et d'aménagement du territoire. Nous en reprenons ici certains, que nous avons recoupés avec l'analyse d'autres exemples d'application d'outils d'évaluation spatialisée des SE, disponibles dans la littérature.

Le premier exemple donné par les auteurs est le suivant : « *The Chinese national government has a program to set up conservation areas to protect the natural capital that supports human well-being. Where should these areas be located ?* » (p.44). Les auteurs précisent qu'il s'agit d'une question « *d'optimisation* » type, en matière de politiques de conservation. Cette dernière consiste à créer des aires protégées là où elles sont susceptibles de répondre au mieux aux objectifs de conservation prioritaires, à la différence près qu'au lieu de calibrer la zone à protéger (et l'outil d'optimisation) sur la biodiversité, il s'agit de planifier l'opération en fonction de la maximisation des SE. Les auteurs précisent que d'autres outils d'évaluation spécialisés, (comme par exemple MARXAN), pouvant être utilisés en intégrant les SE, peuvent aussi répondre à ce type de question.

C'est d'ailleurs l'outil qu'ont utilisé Chan et al. (2006), lesquels « *present an initial analytical framework for integrating biodiversity and ecosystem services in conservation planning and illustrate its application* » (p.2138). Or, en analysant les « *trade-offs* » et les « *synergies* », entre différents SE considérés et la biodiversité (dans le cadre d'une étude réalisée en Californie), Chan et al. (2006) ont mis en évidence que la protection des SE à elle seule ne pouvait se substituer aux objectifs de protection de la biodiversité (en raison de l'existence d'un certain nombre de « *trade-offs* » entre les SE et la biodiversité, même si des associations positives ont aussi été constatées). Ainsi, comme le montrent Cardinale et al. (2012), la question de l'articulation des objectifs de protection de la biodiversité, avec les objectifs formulés en termes de SE, reste une question de recherche importante en Biologie de la Conservation et en particulier en vue de l'atteinte des objectifs politiques fixés sur le plan international (les objectifs d'Aichi).

Deux des autres exemples d'application d'InVEST présentés par Tallis et Polaski (2011) sont les suivants :

1) « *The Nature Conservancy has completed an analysis of priority sites for conservation action in the Willamette Basin, Oregon (USA). They want to work first in*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

the places that also give the highest possible benefit for human well-being. Where should they work ? » ; et

2) « *A state agency in Oregon (USA) could design a subsidy that would motivate conservation of natural habitat on private lands. The objective would be to achieve biodiversity protection and climate regulation (through carbon sequestration) with this single program. How should they target the payments to get the best returns for both goals on a fixed budget ? How much more return could they get if they increased the budget ?* » (p.45).

Là aussi, il s'agit de deux questions d'optimisation, de l'aménagement du territoire en vue de maximiser les SE dans le premier cas et d'optimisation du retour sur investissement dans la conservation, dans le second cas. En réalité, c'est à ces deux questions que s'adressent Naidoo et Ricketts (2006), à partir d'un outil de spatialisation des SE appliqué à la cartographie des coûts et des bénéfices monétaires de la conservation, au Paraguay. L'objectif des auteurs étant d'identifier laquelle des différentes options de politiques de conservation permet « *the most efficient use of scarce conservation dollars* » (p.2161), leur analyse s'apparente à une ACB distribuée dans l'espace. Ils préconisent, en conclusion, la généralisation et l'institutionnalisation plus poussée des marchés de CO2, car l'augmentation du prix du CO2 permettrait d'augmenter la valeur du SE de séquestration du carbone rendu par la forêt et donc d'améliorer la rentabilité d'un plus grand nombre de politiques de conservation.

Un autre exemple d'application d'InVEST est proposé par Nelson et al. (2009). Tallis et Polasky (2011) le présentent de la manière suivante :

« *The Pacific Northwest Ecosystem Research Consortium, a group of representatives from government agencies, non-government organizations, and production sectors, is currently trying to align the policy trajectory of the Willamette Basin (Oregon, USA) with the desires of its inhabitants. Which future will provide the greatest benefits to society, both in terms of current market commodities and in terms of ecosystem services not presently valued ? Do some alternatives offer more equitable distribution of benefits to residents ?* » (p.46).

A priori, l'objectif est donc plus large puisqu'il s'agit de développer la légitimité des politiques d'aménagement du territoire en basant ces dernières sur un exercice participatif (l'objectif « *d'aligner ces dernières avec les désirs des habitants* » pouvant néanmoins trancher avec les participants effectifs du projet, car il s'agit surtout d'agences gouvernementales, d'ONG et d'entreprises…) et de se poser la question de la distribution des bénéfices au sein de la population (même si, là aussi, Kareiva et al. (2011) précisent qu'InVEST ne permet d'aborder la question de la distribution qu'en termes géographiques et non pas – encore, selon eux – celle de la distribution entre groupes sociaux). Néanmoins, InVEST est ici utilisé comme un outil prédictif, ce qui signifie qu'à la complexité de la modélisation des SE s'ajoute l'incertitude de la projection temporelle. En outre, l'objectif ici n'est plus seulement d'analyser les « *trade-offs* » entre les SE et la biodiversité, ni entre les différents types de SE, mais aussi entre les différents SE et la valeur des marchandises

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

produites sur le territoire (à savoir la valeur de la production agricole, celle de la production de bois, mais aussi la valeur marchande les biens immobiliers locaux)[78].

A la différence de l'étude réalisée par Chan et al. (2006) (dans un autre contexte, avec un autre outil et pour d'autres SE), Nelson et al. (2009) n'ont pas observé de « *trade-offs* » importants entre les SE et la biodiversité, mais une corrélation négative, à la fois entre la valeur marchande des biens de production et les SE, et entre cette dernière et la biodiversité. Leur étude a permis de démontrer qu'en l'occurrence, le scenario « *conservation* » était celui qui projetait le meilleur ratio bénéfices-coûts. Cela dit, selon les auteurs, « *we should not expect existing markets or market valuation of ecosystem services inevitably to favor conservation, especially in high-value urban areas* » (p.10). Dès lors, de la même manière que Naidoo et Ricketts (2006), ils montrent que le « *trade-off* » entre les SE et la biodiversité, d'une part et la production marchande, d'autre part, peut-être réduit par des interventions politiques, visant notamment à développer les marchés de séquestration du carbone, de sorte que le prix de marché et les mécanismes de paiement pour séquestrer le carbone augmentent la valeur du service de séquestration, et ainsi que conservation d'espaces forestiers devienne plus profitable, par rapport aux usages alternatifs du territoire.

Une autre application d'une version préliminaire d'InVEST (à laquelle ne font pas référence Tallis et Polasky (2011), en l'occurrence, mais qui a néanmoins été publiée comme telle) est celle de Polasky et al. (2008). Cette dernière est intéressante car il s'agit d'un exemple type de l'optimisation de l'aménagement du territoire que permet l'outil. En effet, à partir de l'analyse de la différence entre l'offre « *potentielle* » de SE (estimée à partir des « *fonctions de production écologiques* ») et la demande « *effective* » de SE (estimée selon les usages présents des SE), d'une part, mais aussi des « *trade-offs* » et des « *synergies* » entre différents SE, d'autre part, Polasky et al. (2008) produisent une sorte de « *frontière des possibilités de production* » des SE, avec en ordonnée la biodiversité (ramenée au nombre d'espèces vivantes) et en abscisse des millions de dollars (nous avons reproduit la figure dans l'annexe n°1.6, à titre illustratif).

Cette étude montre que l'état réel de l'aménagement du territoire au moment de l'étude (le point I sur le graphique) se situe sous la « *frontière des possibilités de production* » des SE et donc qu'il n'existe, a priori, que peu de « *trade-offs* » entre une trajectoire de développement et une trajectoire de conservation. L'objectif serait donc de repenser l'organisation spatiale du territoire, afin de se rapprocher de la frontière. Néanmoins, Polasky et al. (2008) concluent que l'absence de « *trade-off* » est liée au fait qu'une partie substantielle des revenus économiques de la région dépend de l'activité sylvicole, qui s'avère moins incompatible avec la conservation de la biodiversité et des SE que d'autres types activités économiques. Surtout, au-delà de la complexité technique et de la grande incertitude liée aux projections réalisées par l'analyse de Polasky et al. (2008), il nous semble que l'une ses limites principales est son caractère très théorique, voire irréaliste : la structure des droits de propriété dans la région notamment, ou, plus largement, l'ensemble des mécanismes institutionnels qui permettraient de rendre effectives les recommandations politiques de

[78] Autrement dit, dans la catégorie « *commodity production* » Nelson et al. (2009) regroupent un certain nombre de services d'approvisionnement, mais aussi une estimation de la valeur monétaire des espaces urbains, cette dernière n'étant généralement pas considérée comme un SE.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'étude, ne sont aucunement pris en compte. Ces éléments font écho à un certain nombre de critiques, développées dans la section suivante.

Finalement, ces différents exemples d'application d'InVEST et d'autres outils d'évaluation spatialisés des SE qui en sont proche montrent que, si ces derniers marquent effectivement un certain renouveau par rapport aux ACB traditionnelles (meilleure intégration des processus biophysiques et de l'occupation des sols, représentations spatialisées des résultats…), le processus de décision en matière de conservation et d'aménagement du territoire reste conceptualisé comme un problème d'optimisation, plutôt que comme un problème de choix politique. De Groot et al. (2010) soulignent en effet que la recherche de résultats de type « *gagnant-gagnant* » est au cœur de l'approche « *intégrée* » d'évaluation des SE :

> « *Although consensus on a coherent and integrated approach to ecosystem service assessment and valuation is still lacking, and empirical data is still scarce, efforts to fill these gaps have changed the terms of discussion on nature conservation, natural resource management, and other areas of public policy. It is now widely recognized that nature conservation and conservation management strategies do not necessarily pose a trade-off between the "environment" and "development" but that investments in conservation, restoration and sustainable ecosystem use generate substantial ecological, social and economic benefits* » (p.270).

Par définition, les résultats de type « *gagnant-gagnant* » ne peuvent être que désirables en tant que tels. Mais, comme le reconnaissent McShane et al. (2011) : « *Win–win solutions that both conserve biodiversity and promote human well-being are difficult to realize. Trade-offs and the hard choices they entail are the norm* » (p.966). Ainsi, les auteurs voient dans les « *trade-offs* » autant de « *choix difficiles* »[79]. Ils montrent par ailleurs, qu'alors que la plupart des institutions internationales de conservation et de développement sont dominées par une « *win-win rhetoric* » (p.968), la croyance dans cette dernière peut être tenue pour en partie responsable des difficultés pratiques de mise en place des projets de conservation et que cette rhétorique a aussi contribué aux failles conceptuelles des projets de conservation intégrée. Par conséquent, selon eux, les outils d'évaluation spécialisés des SE ne constituent pas vraiment une « *révolution* » :

> « *While an ecosystem service approach may indeed offer a framework for better understanding and negotiating the benefits and costs of conservation, creating management or incentive systems based on this framework seems unlikely to result in 'win–win' outcomes any more than ICDPs* [Integrated Conservation and Development Projects] *or other approaches have* » (p.970).

De plus, tout comme le sont l'évaluation monétaire et les ACB (avec lesquelles elles ne rompent pas complètement), les approches intégrées d'évaluation des SE, basées sur des outils spatialisés tels qu'InVEST, sont dans une certaine mesure autoréférentielles, voire performatives, dans la mesure où, comme nous l'avons vu, plus elles sont appliquées afin de rationaliser les décisions en matière de conservation et d'aménagement du territoire, sur la base d'une évaluation des coûts et des bénéfices (même élargis et même spatialisés), plus elles

[79] Notre traduction pour « *hard choices* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

tendent à recommander la mise en place de mécanismes de payements ou de marchés liés à la biodiversité et aux SE, afin de pouvoir augmenter les bénéfices associés leur conservation.

Nous développons dans la section suivante une critique de ces outils d'évaluation spécialisés des SE. D'une part, nous essayons de montrer que, selon nous, leur principal problème réside dans une vision assez étriquée des éléments qui sont à l'origine de la crise de la biodiversité et des SE, et, plus largement du rôle que doit jouer la « *science* » en matière de conservation et d'aménagement du territoire. Et d'autre part, nous montrons que la large promotion que connaissent aujourd'hui ces outils dans le champ de la conservation de la biodiversité et des SE, s'avère davantage liée à un certain nombre de mécanismes institutionnels, plutôt qu'à leur efficacité ou à leur caractère « *révolutionnaire* ».

2.3.3 Une mise en perspective critique : le cadre analytique et les enjeux institutionnels sous-jacents à l'évaluation spatialisée des SE

Finalement, le problème principal des outils spécialisés d'évaluation des SE est, selon nous, qu'ils reposent sur un cadre conceptuel assez paradoxal (ce qui est, en réalité, assez largement généralisable à la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* »), ou, pour le dire autrement, sur une vision relativement étriquée des causes de la crise de la biodiversité. En effet, Turner et Daily (2007) dressent une sorte de bilan de l'approche par les SE. Selon eux, le niveau trop faible des investissements financiers dans la conservation de la biodiversité et des SE (lequel est, dès lors, tenu comme étant la cause principale de la crise de la biodiversité) est lié à une triple faille :

- « *Despite growing general awareness of conserved ecosystem benefits, detailed information at scales useful for decision makers on how people benefit from specific services remains deficient. This "information failure" is one reason why conservation investment finance is still too low and sometimes ineffective ;*
- *Another reason is "institutional failure". The beneficiaries of ecosystem service provision are often different and distant from those who gain from ecosystem transformation. Local socio-ecological contexts, including property rights and institutions, are often not given sufficient consideration in conservation programmes, so that legitimacy and equity concerns inhibit uptake ;*
- *Thirdly, "market failure" occurs because of the public good characteristics of many benefits and their lack of prices. Markets also typically reward short-term values of natural resources (exaggerating the real opportunity costs of conservation) to the detriment of long-term ecological health and human welfare* » (p.26-27).

Or, si le constat de cette triple, ou double faille (dès lors que l'on considère que les marchés sont, eux aussi, des institutions), semble assez satisfaisant, le problème est que l'ensemble de la littérature sur l'évaluation des SE (y compris spatialisée) semble focalisé non pas sur les deux, mais uniquement sur la première faille. Autrement dit, comme le faisait déjà Daily dans l'introduction de *Nature's services* en 1997, les causes de la crise de la biodiversité et l'insuffisance du financement de la conservation sont ramenées à un problème de type informationnel, plutôt qu'institutionnel. De Groot et al. (2010) mettent ainsi clairement en évidence que l'évaluation des SE vise à permettre une prise de décision mieux informée :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « *ALL costs and benefits should be taken into account, including ecological, socio-cultural and economic values and perceptions* (…). *One problem is that classical CBA is limited to a financial analysis of those effects that can be expressed in marginal (market) values and as literature has shown, more than 80% of the values of ecosystem services are not (yet) captured in markets (e.g. Costanza et al., 1997; De Groot et al., 2002). New techniques are therefore needed, and being developed, to expand CBA with environmental and social indicators some of which can be translated into monetary terms (Social-CBA, or Integrated-CBA)* » (p.269-270).

Ainsi, non seulement la nature du problème est ramenée à un phénomène informationnel, mais en outre, la question de la prise de décision est ramenée à un processus d'optimisation fondé sur un calcul rationnel des coûts et des bénéfices. Malgré leur constat de départ, c'est aussi la position de Turner et Daily (2007). En effet, si les auteurs indiquent que « [the] *work at the interface of ecology and economics has inspired a major transformation in the way people think about the environment* » (p.25), c'est parce que « *increasingly, ecosystems are seen as capital assets, with the potential to generate a stream of vital life-support services meriting careful evaluation and investment* » (ibid.). Si les processus de décision actuels sont inappropriés, c'est parce qu'ils sous-estiment les bénéfices de la conservation, comparés aux bénéfices de la transformation du « *capital naturel* » en d'autres formes de « *capital* ». Ainsi, selon les auteurs, le problème n'est pas que les processus de décision en matière de conservation soient ramenés à une affaire de comptabilisation des coûts et des bénéfices (d'ailleurs, les analyses multicritères et/ou délibératives ne sont pas mentionnées), mais qu'ils comptabilisent ces coûts et ces bénéfices de manière « *biaisée* » parce que les bénéfices sont sous-estimés. Ce « *biais* » est compris comme étant la cause directe du déclin des habitats naturels. C'est pourquoi « [the] *adoption of the complete ecosystem services-based decision support process can help to reverse this trend by analyzing and synthesizing relevant knowledge and capturing the benefits of ecosystem services* » (Turner et Daily, p.26).

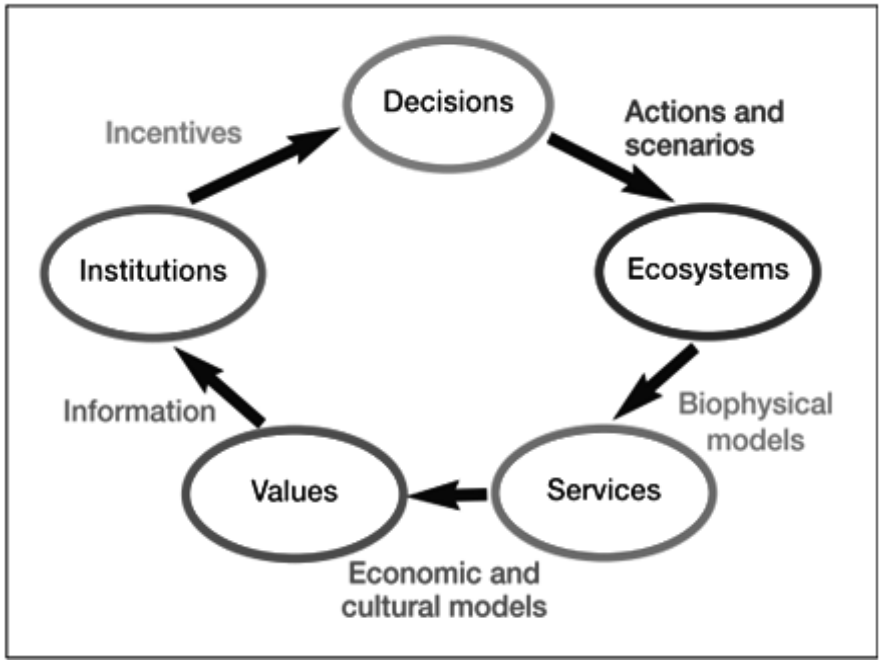
Ce décalage entre le diagnostic initial du problème (double faille informationnelle et institutionnelle) et les solutions préconisées (améliorer le calcul des coûts et des bénéfices dans les processus de décision) s'avère, selon nous, lié à une question d'ordre épistémologique. L'origine du problème repose fondamentalement sur la manière dont est perçu le rôle de la science (ramenée à celui de la production d'innovations techniques) vis-à-vis des mécanismes institutionnels (ces derniers étant compris comme appartenant à la sphère politique, en dehors de la sphère scientifique).

Ces éléments apparaissent en effet clairement au travers de la contribution de Daily et al. (2009), laquelle a pour objectif de proposer un « *plan stratégique* » (p.21) afin d'assurer que l'approche par les SE « *tienne ses promesses* » (ibid.) et qu'il soit possible de passer de la théorie à la pratique. Selon Daily et al. (2009), « *the scientific community needs to deliver the knowledge and tools necessary to forecast and quantify* [the] *promising a return (of services) on investments in nature* » (p.21), sachant que « [these] *efforts to value and protect ecosystem services have been promoted by many as the last, best hope for making conservation mainstream – attractive and commonplace worldwide* » (ibid.). Les auteurs présentent un cadre conceptuel censé permettre une meilleure intégration des SE dans les décisions, qui repose en réalité sur une division scientifique du travail, entre les disciplines. Ce cadre

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

conceptuel, présenté dans la figure n°1.4, ci-dessous, doit permettre que se réalise la « *vision du MEA* » (p.21), c'est-à-dire « *a world in which people and institutions appreciate natural systems as assets* » (ibid.).

Figure n°1.1 : Le schéma conceptuel de l'évaluation des SE



Source : Daily et al. (2009), p.23.[80]

Selon les auteurs, le rôle des sciences écologiques et de fournir « *the scientific foundation for informing decisions* » (p.24) et d'élucider les « *tradeoffs and synergies among services under alternative management options* » (ibid.). C'est ce que représentent les deux premières flèches, des « *décisions* » aux « *services* », sur la partie droite de la figure. L'idée est que les sciences écologiques construisent des modèles de « *fonctions de production écologiques* » (ibid.) « [*in order to*] *translate the structure and function of ecosystems into the provision of important services* » (ibid.). Ces éléments restent pour le moment « *largely undescribed* » (ibid.) mais les outils d'évaluation spatialisés des SE (dont InVEST) sont censés y remédier.

Ensuite, les sciences sociales doivent se focaliser sur le lien entre les « *services* » et les « *valeurs* ». Leur rôle est de mesurer la valeur des SE. En effet, selon les auteurs « *the promise of ecosystem service analyses is that they will make explicit the costs and benefits of alternative actions to people* (…). *Economic valuation methods take changes in the supply of ecosystem services as input and translate these into changes in human welfare, in monetary terms* » (p.24). Cela dit, les auteurs reconnaissent que puisque la valeur des SE est multidimensionnelle, ces valeurs, parfois, mieux « *conveyed in other ways (e.g. the cultural*

[80] La légende accolée au schéma indique : « *A framework showing how ecosystem services can be integrated into decision-making. One could link any two ovals, in any direction; we present the simplest version here* ». En dépit de sa précision conceptuelle et de sa finesse analytique, lesquelles transparaissent clairement au travers de cette légende, ce schéma s'avère néanmoins largement partagé puisqu'il est reproduit dans la TEEB (TEEB, 2010d, p.16) ainsi que dans l'ouvrage consacré au projet *Natural Capital* (Kareiva et al., 2011, p.5).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

importance of natural places) » (p.25). L'objectif est que les sciences sociales « *characterize it* [c'est-à-dire les valeurs des SE] *as fully and systematically as possible* » (ibid.).

Enfin, le reste du schéma est présenté comme extérieur à la sphère de la science :

> « *The links between the "values", "institutions", and "decisions" ovals are much more representative of the art and politics of social change than of science, although scientists can inform these debates if they concentrate on specific decisions and are attuned to the social and political contexts* » (Daily et al., p.23).

Les auteurs indiquent cependant que cet « *art et ces politiques du changement social* » consistent à faire bon usage de la science. Ils peuvent « *help to cultivate a view of ecosystems as capital assets* » (p.26) en contribuant à la mise en place des institutions des bonnes « *incitations* » (comme l'indique la figure), « *so that the decisions of individuals, communities, corporations and government promote widely shared values* » (p.23). Il n'y a pas selon eux, de « *recette magique* » (p.26) en matière de changement institutionnel, seulement des « *projets pilotes* » (ibid.) et des expérimentations pratiques, comme celui d'Hawaï, auquel les auteurs se réfèrent dans le texte, ou bien encore InVEST.

Par conséquent, le cadre analytique qui sous-tend la promotion des outils d'évaluation spatialisés des SE ne s'intéresse pas à la compréhension des mécanismes institutionnels qui sous-tendent les dits « *processus de décision* », mais aussi les changements comportementaux et les multiples valeurs auxquels liées aux SE, auxquels ce cadre conceptuel fait pourtant référence. L'approche est basée sur une vision réductionniste du rôle de la « *science* » et notamment des sciences humaines et sociales. Ces dernières apparaissent dominées par une science économique dont l'agenda scientifique n'inclurait pas la question de l'appréhension des mécanismes institutionnels.

Selon nous, le manque d'attention portée à la seconde moitié de la figure (c'est-à-dire des valeurs, aux institutions et aux décisions) explique assez largement la fâcheuse tendance des outils d'évaluation des SE prônés par cette approche à se focaliser sur une amélioration de l'ACB et des procédures d'optimisation, ainsi que sur le ciblage des opportunités de type « *gagnant-gagnant* », au lieu de s'ouvrir vers la conception et la mise en œuvre de processus de décision alternatifs, tels que les analyses multicritères ou l'évaluation délibérative, lesquelles ont, pourtant, fait leurs preuves, notamment dans un contexte de « *choix difficiles* » et de conflits de valeurs (O'Hara, 1996 ; Foster, 1997 ; Martinez-Aliez et al., 1998 ; Vatn, 2005b ; 2009 ; O'Neill, 2007 ; Spash 2007b ; 2008 ; 2009a, Munda, 2010). Comme nous l'avons montré, ceci explique également le fait que les mécanismes de marché et les systèmes de paiements soient considérés, au sein de cette approche, comme des moyens privilégiés de changement institutionnel, lequel se réduit à la mise en place « *d'incitations* » visant un changement de comportements, sans qu'il n'apparaisse comme nécessaire de remettre en cause le caractère systématiquement stratégique de ces derniers.

Puisque c'est ce que nous reprochons à cette approche, tentons, pour finir, de nous pencher brièvement sur l'institutionnalisation de ces outils d'évaluation spatialisés des SE. Sur ce point, l'analyse de Milian et Rodary (2010) nous semble particulièrement intéressante. Les auteurs proposent en effet une analyse de la « *conservation de la biodiversité par les outils de priorisation* » (p.33) et leur contribution a pour sous-titre « *entre efficacité écologique et marchandisation* » (ibid.).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A priori, les « *outils de priorisation* » dont il est question dans la contribution de Milian et Rodary (2010), sont bien différents des outils d'évaluation spécialisés des SE que nous avons étudiés. Il s'agit en effet de « *lectures spécifiques de ce qui doit être protégé en priorité* » (p.41), reposant sur « *des approches analytiques différentes de la représentativité de la biodiversité* » (ibid.). Plus précisément, les auteurs mentionnent les outils suivants :

> « *Les "Last of the wild" de la Wildlife Conservation Society, les "Crisis ecoregions" de The Nature Conservancy, les "High-biodiversity wilderness areas" et les "Biodiversity Hotspots" de Conservation International (CI) et les "Global 200" du Fonds mondial pour la nature (WWF)* » (ibid.).

Nénamoins, il s'agit bien de « *politiques de définition des priorités – dites de priorisation – spatiales de la conservation* in situ » (p.34) qui visent à « *augmenter l'efficacité des mesures de protection dans un contexte financier tendu et à définir des instruments de gestion globaux* (…) *afin d'apporter une solution à la crise de la biodiversité* (ibid.) et qui sont développées par l'intermédiaire des grandes ONG de la conservation. Or, parmi les facteurs ayant contribué à la diffusion de ces « *outils de priorisation* », Milian et Rodary (2010) pointent notamment « *l'inscription du monde conservationniste dans un discours néolibéral, où la biodiversité trouve sa légitimité dans une marchandisation de sa protection et des services qu'elle rend* » (ibid.) et « *l'émergence d'une expertise scientifique à l'échelle globale* » (ibid.) en matière de conservation, laquelle vise à assoir « *le caractère "scientifique" des décisions politiques de création d'un espace protégé* » (ibid.). C'est pourquoi, selon nous, les outils de spatialisation des SE tels qu'InVEST pourraient être considérés comme une seconde génération « *d'outils de priorisation* », qui ne traiteraient désormais plus seulement de la conservation de la biodiversité, mais aussi de la maximisation des SE[81].

Ce que montrent Milian et Rodary (2010) est que les grandes ONG de la conservation sont amenées à jouer un rôle clef dans la définition de ces zones de protection prioritaires et que ces méthodes de priorisation « *présentées comme une science globale et purement écologique* (…) *répondent principalement à des enjeux institutionnels qui risquent de peser lourdement sur l'avenir des politiques de conservation de la biodiversité* » (p.33). Plus précisément, selon les auteurs, c'est au travers de la définition de ces « *outils de priorisation* », présentés comme les « *seules alternatives à une absence de choix informés* » (p.50), que les grandes ONG de la conservation renforcent leur importance et leur légitimité dans le champ de la conservation et, *in fine*, sont à même de s'imposer dans le rapport institutionnel, face aux Etats et aux populations locales :

> « *Au final, il faut donc voir ces tentatives de "prioriser" les créations d'aires protégées, non seulement comme une volonté d'améliorer les modes d'action en faveur de la biodiversité, mais également comme un moyen efficace de placer les ONG au centre de ces actions, et notamment au centre des flux financiers* (…). *Ces remarques doivent être replacées dans le contexte d'une réduction des dépenses en faveur de la conservation de la biodiversité dans la décennie 1990, qui s'est néanmoins accompagnée d'une augmentation sensible des budgets des grosses ONG internationales* » (p.52).

[81] D'ailleurs, plusieurs contributions de P. Kareiva, ou encore de R. Naidoo sont citées dans Milian et Rodary (2010).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ce que critiquent Milian et Rodary (2010) est que la promotion des outils de priorisation se traduit par une certaine régression par rapport au travail réalisé par le passé, au sens où leur mise en place se traduit par le « *renforcement d'une approche strictement écologique* » (p.34), de même que par « *l'oubli des choix politiques passés (notamment en termes de gestion durable et participative)* » (p.34). En effet, selon les auteurs :

> « *Alors que la vague participationniste et les expériences de gestion communautaire avaient semblé ouvrir la conservation aux problématiques d'interconnexion entre sociétés et natures, le récent développement des méthodes de priorisation signe le retour à une approche purement écologique où l'État et les sociétés locales sont marginalisés au profit des grandes ONG de conservation. Aujourd'hui comme hier, la place de l'humain – depuis l'utilisateur local de la ressource jusqu'aux institutions mondiales de conservation – dans la nature semble toujours poser autant problème à ceux qui prétendent être les plus proches d'elle* » (p.54).

Ainsi, si InVEST et les outils d'évaluation spatialisés des SE peuvent être compris comme la deuxième génération des « *outils de priorisation* » de la biodiversité, la critique précédente ne peut leur être que partiellement imputée, puisque précisément, tout l'objectif de l'approche par les SE est d'intégrer le « *bien-être humain* » (ce dernier étant, certes, défini dans le cadre étroit d'une éthique utilitariste et libérale) et la conservation de la biodiversité. En revanche, la pauvreté de l'analyse des mécanismes institutionnels qui sont à l'origine de la crise de la biodiversité, tout comme de ceux qui seraient susceptibles de l'atténuer, reste manifeste parmi les « *outils de priorisation* » de deuxième génération, car ces derniers s'apparentant en réalité, comme nous l'avons vu, à des ACB spatialisées, avec modélisation des processus biophysiques. Par conséquent, la conclusion de Milian et Rodary (2010), ci-dessous reste pleinement valide :

> « *En ce sens, les récents développements d'une cartographie mondiale prenant en compte les coûts économiques liés à la conservation* (…) *ne sont conçus par leurs promoteurs que comme une maximisation des retours sur investissement faits par les grands organismes de conservation et aucunement comme un début de prise en compte de la complexité des réseaux économiques et politiques qui interviennent dans les mesures de conservation* » (p.53).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

Le postulat de départ de l'approche par les SE est que la valeur intrinsèque de la biodiversité n'intéresse personne, ou plutôt qu'elle s'avère insuffisamment mobilisatrice et donc inefficace, en vue de la résolution de la crise profonde que la biodiversité traverse actuellement. Il faut au contraire, selon les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », convaincre de la nécessité de protéger la biodiversité pour la pérennité des sociétés humaines elles-mêmes et cette stratégie rencontre aujourd'hui un succès écrasant.

Nous avons montré que l'approche par les SE est marquée par une double filiation scientifique, entre la Biologie de la Conservation (laquelle s'est assez largement construite en s'appuyant autant sur l'idée des services rendus par la nature, que sur celle de la biodiversité) et l'Economie Ecologique (au sens large, laquelle a largement contribué au développement des techniques d'évaluation monétaires de l'environnement, de même qu'à leur mise en critique). Nous avons également montré que cette double filiation scientifique des SE a assez profondément marqué l'ensemble de l'approche par les SE, depuis les définitions de la notion, jusqu'aux usages qui en sont faits, en passant par les outils d'évaluation et les dispositifs institutionnels (souvent de marché ou de quasi-marché), qui y sont liés.

En se basant notamment sur l'étude des réseaux scientifiques de G. Daily et R. Costanza (au travers de la co-publication d'articles scientifiques), De Sartre et al. (2014) posent la question de savoir si cette double filiation ne renverrait pas à deux usages concurrents des SE : Costanza et l'*Ecosysem Services Parntership*, penchant plutôt pour un usage « *pédagogique* » et « *politique* » des SE, comme stratégie de communication et de coopération scientifique, alors que Daily et le *Natural Capital Project* préconiseraient plutôt, dans la lignée du MEA, un usage plus « *opérationnel* » des SE, visant la systématisation de leur intégration dans la prise de décision, en matière de conservation.

S'il est vrai que les définitions, les techniques d'évaluation et les dispositifs institutionnels liés aux SE sont très hétérogènes, ces deux visions des SE nous semblent néanmoins mieux comprises comme les deux faces de la même médaille, car elles convergent vers la consolidation d'une même posture : celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* », lequel consiste à rapporter la légitimité des produits de la recherche scientifique (en l'occurrence, les SE et leur mesure) à leur succès politique (et/ou médiatique) immédiat, plutôt qu'à leur pertinence scientifique et/ou à leur efficacité institutionnelle. Ceci revient, en pratique, à se passer d'une analyse approfondie de l'efficacité de ces produits de la recherche (au regard de l'objectif initial annoncé, lequel est bien, d'enrayer la crise de la biodiversité), puisque qu'efficacité et succès médiatico-politique sont dès lors confondus.

La question de l'efficacité des SE comme stratégie de protection de la biodiversité restant aujourd'hui assez largement inexplorée, ou, pour le moins, ouverte (c'est-à-dire que les raisons pour lesquelles les SE seraient une stratégie efficace ne sont pas autrement explicitées ou validées), promouvoir la mise en place d'approches par les SE, ne peut se justifier que par une adhésion aux principes du « *nouveau pragmatisme environnemental* », c'est-à-dire à l'idée selon laquelle, puisque nous sommes aujourd'hui dominés par une rationalité marchande, il s'avère nécessaire de parler « *services* », « *utilité* », « *bénéfices* » et « *monnaie* » afin de protéger la biodiversité, puisque « *ça parle* ». C'est ainsi que SE et « *nouveau pragmatisme* » sont intimement liés. Et, nous l'avons vu, au travers des SE et du

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *nouveau pragmatisme environnemental* », se joue aujourd'hui une large reconfiguration de plusieurs champs, à la double interface de l'économie et de l'écologie et de la science et de la politique, en matière de biodiversité et de conservation de la nature (communautés scientifiques, politiques internationales, nationales et locales, ONG, associatifs et militants…).

Si, comme nous l'avons remarqué, la notion de SE s'avère dénué d'intérêt heuristique, du point de vue de la Biologie de la Conservation, ou plutôt de l'écologie scientifique, son principal intérêt repose sans doute sur le fait qu'elle permet d'appréhender plus finement les processus naturels, du point de vue de la science économique (laquelle ne les as longtemps abordés que comme des « *ressources naturelles* »). Plus fondamentalement, l'apport majeur de l'approche par les SE a été d'assoir définitivement la légitimité de la biodiversité comme objet de la science économique, ce qui se serait tôt ou tard avéré absolument nécessaire afin de se donner les moyens de penser les tenants et les aboutissants de la crise qui l'affecte (l'enjeu restant, cependant, celui du type de science économique qui semble le mieux à même de relever le défi…).

Toutefois, comme nous l'avons mis en évidence, la notion de SE en tant que telle pose un certain nombre de problèmes, parmi lesquels nous n'en reprenons ici que trois. Tout d'abord, elle est entourée d'un certain flou sémantique, lié à son caractère assez paradoxal. Ce dernier tient au fait que la notion vise, d'un côté à s'ouvrir cognitivement vers la complexité des processus biophysiques, mais, d'un autre côté à réduire ce qui fait l'essentiel de ces derniers à jeu de définitions précises, ou à un ensemble de catégories se voulant relativement stables, bien ordonnées et faciles d'utilisation. Cela dit, le maintien d'un certain flou, notamment entre ce qui constitue les « *fonctions* » ou les « *processus* » écosystémiques, et les services dits de « *support* » et de « *régulation* », peut ne pas poser trop de problèmes dans l'optique d'un usage métaphorique, pédagogique ou politique, qui semble correspondre à la logique de R. Costanza par exemple.

Mais le deuxième problème, qui se pose notamment dans l'optique de la généralisation de son usage dans les politiques internationales de biodiversité, est que la notion de SE s'avère profondément ancrée, comme nous l'avons montré, dans une conception anthropologique très particulière des relations homme-nature, qui correspond à une logique utilitariste et libérale. Or, au-delà du fait que la diffusion de la notion de SE se fait ainsi le vecteur de la domination d'une telle conception sur toutes les autres, la vision étriquée des relations homme-nature qu'elle véhicule met en jeu la cohérence même de la notion, comme l'indiquent les problèmes conceptuels qui entourent les services dits « *cultuels* », de même que la difficulté de leur intégration dans les dispositifs d'évaluation et les processus de décision.

Enfin, le dernier problème est d'ordre stratégique. Il tient au fait qu'alors que l'intégration des SE dans les processus de décision et les politiques publiques de conservation, a été mise en avant comme un moyen, au service de la protection de la biodiversité, il se pose la question de savoir si la maximisation des SE, d'une part et la protection de la biodiversité, d'autre part, ne tendent pas à devenir *in fine*, deux finalités, c'est-à-dire deux objectifs politiques distincts. C'est en tout cas ce que tend à révéler l'utilisation de l'expression « *services écosystémiques et biodiversité* », ces deux éléments ne pouvant pas aisément être tenus pour synonymes. C'est aussi ce que tendent à montrer les applications des outils

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'évaluation spatialisés des SE que nous avons passés en revue, mais aussi une large partie de la littérature autour de l'analyse des « *trade-offs* » entre la biodiversité et les SE.

Au-delà de la notion de SE en tant que telle (et de ses origines sociohistoriques), nous avons ici privilégié une entrée par les outils d'évaluation des SE (c'est-à-dire, les instruments strictement monétaires, d'une part, qu'ils soient articulées à une stratégie de communication, ou bien à des processus d'évaluation *ex-ante*, comme les ACB, ou encore à des processus d'évaluation ex-post, comme dans le cas des dommages écologiques, et les instruments spatialisés, d'autre part, permettant une appréhension plus fine des dimensions biophysiques et géographiques), ce qui signifie que nous avons tenus à distance les instruments de marché ou de quasi-marché liés aux SE et à la biodiversité. En effet, comme nous l'avons souligné, ces deux éléments correspondent bien à deux grands types de dispositifs institutionnels différents (le champ des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) s'étant en partie autonomisé de celui, plus général, des SE, selon Méral (2012)). Néanmoins, comme nous l'avons vu, les frontières entre ces deux grands types de dispositifs institutionnels s'avèrent poreuses, tant d'un point de vue cognitif que du point de vue de la dynamique institutionnelle globale qui accompagne aujourd'hui leur développement et leur application à la biodiversité et aux SE. Revenons sur ces deux éléments.

D'un point de vue cognitif, en effet, comme le montre Spash (2008), monétarisation est bien synonyme de marchandisation, puisque le processus d'attribution d'un chiffre monétaire implique de « *faire comme si* » la biodiversité pouvait être ramenée à un ensemble de biens et de services et que ces biens et ces services pouvaient être appréhendés comme des marchandises (et ceci pose problème pour tous les SE, hormis ceux qui appartiennent à la catégorie des services dit « *d'approvisionnement* », qui sont en fait déjà des marchandises pour la plupart). Or, les dynamiques cognitives, notamment lorsqu'elles deviennent sociales, au sens où elles sont partagées au sein d'un groupe social de référence (en l'occurrence, par exemple, celui des « *nouveaux pragmatistes* »), sont dès lors étroitement liées aux dynamiques institutionnelles.

C'est bien sûr la théorie polanyienne de la marchandisation : l'institutionnalisation du « *marché du travail* », essentielle au développement du capitalisme, est allée de pair avec la réduction du travail humain au statut de marchandise fictive. Et sur ce point, clairement, ni le travail humain, ni l'extraordinaire diversité des gènes, des espèces et des écosystèmes vivants sur la planète n'ont, pourtant, été produits en vue d'être vendus. En ce sens, la dynamique institutionnelle de marchandisation commence en amont de l'existence de véritables marchés (qui, d'ailleurs, existent déjà, sous diverses formes, pour la biodiversité). Et c'est bien pour cette raison que la monétarisation pose problème. En effet, même s'il était possible ne de pas assimiler la « *valeur économique totale* », issue de processus de chiffrages plus ou moins grossiers, d'un SE ou d'un « *actif* » environnemental, à la valeur intrinsèque de ce dernier (c'est-à-dire, s'il était possible d'utiliser de tels processus de calculs sans considérer, par exemple, que le salaire ne révèle rien de la « *valeur* » d'un individu), nous avons mis en évidence le caractère performatif de ces processus de chiffrages : attribuer une valeur monétaire à un bien, un service ou une relation sociale, qui en était auparavant dépourvu(e), change la *nature*, du bien, du service, ou de la relation sociale en question, car il est dès lors transformé en marchandise fictive. C'est pourquoi la stratégie qui consiste à vouloir

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

communiquer l'importance du maintien de la biodiversité en utilisant un langage monétaire s'avère particulièrement risquée, voire fondamentalement paradoxale.

Un autre effet performatif est lié au second pied du « *nouveau pragmatisme environnemental* », celui qui consiste à vouloir résoudre ou atténuer la crise de la biodiversité en améliorant la « *prise de décision* », ce qui revient souvent à améliorer la manière dont sont comptabilisés les bénéfices associés à la conservation, dans des ACB (spatialisées, ou non). En effet, la sophistication des calculs de coûts et de bénéfices augmente, dans une certaine mesure, la légitimité du recours aux ACB. Et, en parallèle, plus il existe de marchés et de paiements pour ce qui ne faisait, jusqu'à présent, l'objet d'aucune transaction, plus les ACB seront susceptibles de trancher et faveur de la conservation (et c'est l'une des raisons pour lesquelles les « *nouveaux pragmatistes* » recommandent l'institutionnalisation de ces mécanismes de paiements et de marchés). Or, comme le montre Spash (2015), même en acceptant le réductionnisme extrême des ACB appliquées à l'environnement, cette logique ne peut fonctionner qu'un temps, dans la mesure où nous partons d'une situation de monétarisation/marchandisation nulle ou faible. Autrement dit, la généralisation de cette logique ne peut conduire, sur le long terme, qu'à l'extinction sélective des espèces inattractives (puisque ce sont bien, en théorie, les « *préférences* » des individus que révèlent les prix et les valeurs marchandes, y compris fictives, calculées à partir des différentes méthodes d'évaluation monétaires).

Fondamentalement, ce que nous reprochons au « *nouveau pragmatisme environnemental* » est, d'une part, de partir d'un diagnostic erroné du problème sous-jacent à la crise de la biodiversité et, d'autre part, de faire l'économie d'une analyse de l'efficacité des outils qu'elle préconise. Selon nous, en effet, les causes de la crise de la biodiversité ne peuvent être réduites à un problème de type informationnel, car elles mettent au contraire en jeu des dynamiques institutionnelles bien plus complexes. Par ailleurs, que la diffusion des outils d'évaluation spatialisés des SE s'explique par le rôle que souhaitent jouer les grandes ONG de la conservation dans la mise en œuvre des politiques de protection de la biodiversité, ainsi que par leur volonté d'améliorer leur retour sur investissement, dans un contexte budgétaire défavorable, est une chose. Mais qu'une communauté scientifique, aussi vaste que l'Economie Ecologique (au sens large, moins l'Economie Ecologique et sociale) et la Biologie de la Conservation réunies, considère que le rôle de la science se limite à fournir des outils techniques (sans même anticiper, ou alerter de la non-neutralité de ces derniers), en rejetant hors de leur domaine de compétence l'analyse des processus politiques, sociaux et économiques de changement institutionnel, en est une autre. Et la seconde nous semble d'autant plus dramatique. Autrement dit, un sursaut épistémologique nous semblerait bien plus efficace afin d'enrayer la crise de la biodiversité, plutôt qu'une comptabilisation *de-tous-les-coûts-et-de-tous-les-bénéfices* liés à la conservation.

Néanmoins, tout ceci ne reste pour l'instant qu'au stade de l'hypothèse et il nous faut non seulement nous confronter à l'épreuve des faits, mais aussi nous doter un cadre théorique approprié. Peut-être, après tout, qu'intégrer les SE dans les processus de décision (notamment publics), communiquer de leur importance en termes monétaires et mieux les visualiser spatialement, permettrait effectivement d'améliorer l'efficacité des politiques de conservation de la nature et de la biodiversité. Afin de nous confronter à la réalité, munis de cette question de recherche, nous avons choisi un cas d'étude spécifique : un espace naturel protégé, à savoir

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE). C'est ce que présente le chapitre suivant. Les éléments de nature théorique, qui commencent à émerger dès à présent (puisque nous avons bien vu qu'il est question d'interprétation, d'argumentation, de justification, d'outils, de modèles, de rationalité, de légitimité, d'efficacité et de changement institutionnel…) ne seront mis en scène que dans la seconde partie du présent travail de thèse.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 2

Le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut et le projet de recherche SESEEP

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

Le chapitre 1 nous a permis d'éclairer un certain nombre d'éléments relatifs à l'approche par les services écosystémiques (SE), laquelle constitue l'objet de la présente recherche. D'une part, nous avons vu que cette approche se définit par le recours à la notion de SE comme d'un référentiel d'action visant à améliorer la conservation de la biodiversité, et que ce recours à la notion de SE peut être articulé (mais pas systématiquement) à divers exercices d'évaluation (monétaires et/ou non monétaires) de ces services rendus par la nature (le but étant de « *démontrer* » leur existence et de les « *valoriser* »). D'autre part, nous avons montré qu'à la fois la définition de la notion même de SE, mais aussi la prise en compte d'un ensemble plus ou moins large de différents services, ainsi que les méthodes d'évaluation de ces SE (monétaires, non monétaires, géographiques, composites, participatives et/ou délibératives…) et, finalement, l'usage qui est fait de cette approche en termes de SE sont susceptibles de varier grandement selon les cas (mécanismes de paiement pour services écosystémiques, évaluation socioéconomique, outils de communication avec ou sans monétarisation, instrument de priorisation des zones de protection…).

Néanmoins, nous avons aussi été amenés à nuancer cette hétérogénéité, inhérente à l'approche par les SE, dans la mesure où nous avons montré que cette dernière s'inscrit dans une doctrine spécifique : celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* », laquelle consiste, d'une part, à rejeter hors de son domaine de compétence l'analyse des déterminants du changement cognitif et institutionnel et, d'autre part (ou en conséquence), à évaluer l'efficacité des outils qu'elle préconise à l'aune de leur succès médiatique et politique immédiat (ce qui revient, en l'occurrence, à préconiser le déploiement d'outils et de notions de type « *économiques* » et « *monétaires* », puisque « *ça parle* », dans le contexte d'un monde dominé par une rationalité marchande).

Le présent travail de recherche vise à développer une analyse critique de l'approche par les SE, ce qui revient à identifier ses principaux apports, mais aussi ses principales limites et les éventuels risques et/ou dangers qu'elle sous-tend (notamment vis-à-vis des approches antérieures et/ou alternatives, en matière de conservation). Pour ce faire, nous nous sommes emparés du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut (PNRSE), comme d'un cas d'étude. Le PNRSE se situe dans le département du Nord, entre Lille et Valenciennes[82]. L'annexe n°2.1 présente la localisation géographique du parc, son logo ainsi que plusieurs photographies représentatives, selon nous, du territoire et des actions du parc.

L'objet du présent chapitre est ainsi de mettre en évidence comment nous avons été amenés à délimiter et à nous approprier cette étude de cas, par l'intermédiaire de laquelle notre problématique de recherche a pu être déployée et nos hypothèses mises à l'épreuve. Nous devons donc expliciter non seulement les raisons pour lesquelles nous pensons qu'un PNR s'avère être un exemple empirique particulièrement intéressant, vis-à-vis de notre objet de recherche (c'est-à-dire l'approche par les SE), mais il s'agit aussi de préciser les éléments qui nous ont conduits à retenir le PNRSE en particulier. Par ailleurs, il nous faut expliciter la démarche empirique retenue dans le cadre de la présente recherche et les principales

[82] Pour des raisons essentiellement techniques (résolution d'image, impression couleur…) nous avons choisi de faire figurer la plupart des représentations cartographiques et photographiques liées au PNRSE dans les annexes du présent travail de thèse (voir tome II).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

caractéristiques de notre enquête. Enfin, il s'avère également nécessaire de présenter quelles sont les caractéristiques générales de notre étude de cas. C'est donc ce à quoi s'emploient les différentes sections du présent chapitre.

Indiquons dès à présent que nous avons fait le choix de retenir un PNR comme cas d'étude car, comme l'indique le Code de l'Environnement : « *les Parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public* » (Article L333-1, loi n°2005-157 du 23 Février 2005, Journal Officiel du 24 Février 2005). Autrement dit, le fait que les PNR aient pour mission de coordonner ou de rendre compatibles, sur un territoire, des objectifs de conservation et de développement économique nous a semblé particulièrement intéressant, dans la mesure où l'approche par les SE s'inscrit elle aussi dans un espace intermédiaire entre le fonctionnement des écosystèmes et de biodiversité, d'une part, et les usages et les bénéfices (au sens large… c'est-à-dire pas seulement monétaires) que peuvent en retirer les humains. Ces éléments sont mis en perspective dans la seconde partie du présent chapitre, laquelle s'attache analyser quelles sont les principales missions des PNR, telles qu'elles sont stipulées dans la loi et dans la règlementation relatives aux PNR. En outre, la seconde partie du chapitre présente quelles sont les modalités de fonctionnement institutionnel des PNR et du PNRSE en particulier, ainsi que la manière dont ces éléments ont évolué historiquement, notamment sur le territoire concerné, à partir du matériel collecté au cours de l'enquête.

Néanmoins, le choix de retenir plus particulièrement le PNRSE comme étude de cas s'explique aussi par une raison plus contingente. En effet, nous avons eu l'opportunité de participer à un projet de recherche : le projet « *Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Evaluation et approche Prospective* » (SESEEP), dont l'objectif (comme son nom l'indique) a été d'évaluer un certain nombre de SE sur le territoire du parc. C'est donc d'abord par le biais du projet SESEEP que nous avons été mis au contact de personnes travaillant au PNRSE. Nous nous sommes dès lors rendus compte qu'il s'agissait d'un cas d'étude intéressant et c'est ainsi que nous avons été amenés à entamer notre travail d'enquête de terrain, en réalisant des entretiens semi-directifs avec plusieurs représentants du PNRSE par la suite. Ces éléments ainsi que les caractéristiques générales de l'enquête réalisée sont, quant à eux, détaillés dans la première partie du chapitre.

1. Le projet SESEEP et la construction de l'enquête empirique

L'objectif est ici d'expliciter en quoi notre implication dans le projet SESEEP a constitué une première expérience d'observation participante stimulante, dans le cadre de la présente recherche, mais aussi dans quelle mesure nous avons été progressivement conduits à construire les étapes suivantes notre démarche empirique « *en repoussoir* » vis-à-vis de ce qui a pu être réalisé dans le cadre de SESEEP.

Pour ce faire, la présente section reprend tout d'abord quelles ont été les ambitions générales du projet SESEEP, avant de préciser quelle a été la méthodologie d'évaluation des SE retenue dans le cadre du projet. Nous cherchons à souligner que la visée du projet s'est avérée assez proche de celle du *Natural Capital*, au sein duquel a été développé l'outil InVEST, que nous avons présenté dans le chapitre 1. En effet, l'évaluation des SE produite

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dans SESEEP a été pensée comme un outil de diagnostic territorial (concernant l'état écologique, mais aussi celui des usages socio-économiques territoriaux), l'objectif étant de pouvoir « *informer* » la décision publique. Toutefois, nous montrons ensuite que la méthodologie d'évaluation retenue dans SESEEP a été différente de celle déployée dans le *Natural Capital* (les modèles d'InVEST n'ont pas été mobilisés dans SESEEP, pour un certain nombre de raisons que nous explicitons). Ces deux éléments nous permettent, enfin, de dresser un bilan critique de l'expérience SESEEP.

C'est sur la base du bilan critique de cette expérience, que la démarche empirique propre à la présente recherche a pu être déployée. En effet, notre travail empirique a consisté à nous saisir du PNRSE comme d'un cas d'étude, à partir duquel nous avons cherché à savoir si le déploiement d'une approche en termes de SE pourrait s'avérer favorable à une meilleure conservation de la nature et de la biodiversité et, si oui, selon quelles modalités. Les caractéristiques générales de notre travail d'enquête empirique, sont explicitées dans la deuxième partie de la présente section. Nous montrons comment, au-delà de l'observation participante que nous avons pu réaliser dans le cadre du projet SESEEP, nous avons été amenés, d'une part à réaliser une série d'entretiens semi-directifs avec plusieurs représentants du PNRSE et, d'autre part à effectuer une analyse documentaire, à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles, appliquée à un ensemble de documents de gestion du parc.

1.1 Le projet SESEEP : une mise en perspective critique

L'annexe n°2.2 présente un certain nombre de caractéristiques générales liées au projet SESEEP, à savoir : les partenaires impliqués (le CREDOC, la MESHS et le MNHN), les modalités de financement du projet (Conseil Régional) et sa place dans les politiques régionales de biodiversité, ainsi que l'approche globale d'évaluation des SE ayant été retenue dans le cadre de SESEEP. Il nous faut néanmoins revenir sur cette dernière, ainsi que sur quelques éléments méthodologiques, afin de pouvoir replacer les résultats du projet dans une perspective critique.

1.1.1 La visée du projet : les SE comme outils de diagnostic territorial, au service de la décision publique

Comme l'indique le dossier de candidature du projet SESEEP, ce dernier a été construit selon deux axes de recherche principaux : il s'agissait, d'une part d'évaluer « *certains services écosystémiques cibles du PNRSE* » (SESEEP, 2011, p.1) et, d'autre part, de réaliser « *un travail de prospective sur l'évolution des services rendus par les écosystèmes du PNRSE, au vu des transformations des milieux naturels et des usages socio-économiques* » (ibid.).

Encadré n°2.1 : Les objectifs de SESEEP : évaluation des SE et démarche prospective

Selon le dossier de candidature du projet SESEEP : « *l'objectif est de travailler sur des services écosystémiques qui présentent des enjeux forts du point de vue des usages socio-économiques du territoire et du point de vue de la biodiversité, soit que les services qui seront étudiés se révèlent dépendre étroitement du maintien de la biodiversité des milieux, soit qu'ils se déploient à son détriment* » (SESEEP, 2011, p.6). Autrement dit, le projet visait, dans un premier temps, à quantifier un ensemble de services écosystémiques, sur tout ou partie du territoire du PNRSE « *en fonction de l'état*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de la biodiversité » (SESEEP, 2011, p.6), mais aussi en fonction des « *besoins humains associés au territoire étudié* » (ibid.).

Par ailleurs, le dossier de candidature précise l'importance de pouvoir saisir ces éléments de manière dynamique : « *L'évaluation des services rendus par les écosystèmes d'un territoire doit nécessairement inclure une dimension évolutive, prenant en compte à la fois les changements que connaissent les écosystèmes et leurs fonctions écologiques, mais aussi les mutations des utilisations faites des écosystèmes en fonction de l'évolution des besoins socio-économiques, du progrès technique, du contexte législatif et politique* » (ibid.).

C'est pourquoi la quantification des SE réalisée avait pour objectif d'offrir, dans un second temps : « *la possibilité de construire une réflexion prospective à l'échelle du territoire retenu, concernant les évolutions possibles de l'occupation du territoire, de son fonctionnement socio-économique, pour envisager les actions d'amélioration de la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes, en lien avec la biodiversité qui les caractérise. Les scénarios prospectifs envisageront plus particulièrement l'articulation entre des services écosystémiques complémentaires ainsi qu'entre des usages concurrents* » (ibid.).

Selon nous, les ambitions du projet SESEEP peuvent ainsi être rapprochées de la visée du projet *Natural Capital* (Kareiva et al., 2011), que nous avons déjà présentée dans le chapitre 1. En effet, d'une part, la quantification des SE réalisée dans SESEEP impliquait de pouvoir comprendre et analyser l'existence de liens positifs (c'est-à-dire de « *synergies* ») et/ou négatifs (« *trade-offs* »), entre les SE et la biodiversité. Et, d'autre part, le projet avait bien nue visée opérationnelle : la quantification des SE avait pour objectif d'améliorer la prise de décision publique en matière de conservation et à permettre la réalisation d'un « *arbitrage entre les mesures de protection environnementale et les autres objectifs de l'action publique* » (SESEEP, 2011, p.1), ou encore à « *fournir au décideurs publics et privés des outils pour procéder à des arbitrages entre plusieurs modes d'exploitation des écosystèmes* » (SESEEP, 2011, p.2). Le but de l'évaluation des SE était d'améliorer la prise de décision, afin de :

> « *Disposer d'ordres de grandeur pour évaluer dans quelle mesure leurs activités dépendent des écosystèmes ; d'observer les évolutions des services écosystémiques effectifs et potentiels afin d'anticiper les besoins à venir et adapter leurs décisions en conséquence ; d'identifier les alternatives existantes dans l'utilisation des ressources naturelles pour répondre à des besoins socio-économiques* » (SESEEP, 2011, p.5).

1.1.2 Une quantification pluraliste et non monétaire des SE

L'annexe n°2.3 présente les différentes étapes du déroulement du projet SESEEP et les raisons pour lesquelles il a été décidé de retenir une démarche d'évaluation pluraliste et non monétaire des SE.

Encadré n°2.2 : Le périmètre de notre participation au projet SESEEP

Dans la mesure où nous avons été impliqués dans le projet SESEEP dès le lancement de ce dernier, nous avons pu réaliser une expérience d'observation participante au cours de l'ensemble des différentes étapes de sa mise en œuvre (voir annexe n°2.3). Nous avons ainsi assisté et participé à la grande majorité des réunions qui ont eu lieu, qu'il s'agisse de séminaires de travail internes à l'équipe, ou des séminaires de restitution externes et ouverts au public. En revanche, nous n'avons que très peu participé à la rédaction du rapport final (SESEEP, 2014), contrairement aux autres partenaires.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Globalement, si nous avons pu « *observer* » le déroulement de l'ensemble du projet, nous avons plus activement « *participé* » lors de la première étape de l'analyse, ou, autrement dit, pour ce qui concerne les « *enjeux scientifiques soulevés autour de la conceptualisation des services écosystémiques et des méthodes d'évaluation* » (SESEEP, 2014, p.9-20). Notre participation a été moins importante lors des deux autres étapes, c'est-à-dire à la fois pour la quantification des SE et de la biodiversité en tant que telle, ces éléments ayant été plutôt pris en charge (respectivement) par les géographes de l'équipe de la MESHS ainsi que par l'équipe d'écologues du MNHN, alors que la phase de prospective a plutôt été réalisée par le CREDOC.

La méthode d'évaluation des SE adoptée dans SESEEP s'est ainsi avérée originale. Au lieu d'une évaluation de type monétaire, l'équipe du projet a fait le choix d'opter pour une quantification pluraliste d'un ensemble de services écosystémiques (et de la biodiversité), sur le territoire du Pays-de-Condé et de traduire ces résultats en produisant « *une cartographie locale des variations géographiques d'un degré d'intensité des services écosystémiques en fonction d'indicateurs synthétiques* » (SESEEP, 2014, p.25). La logique est donc proche de celle de l'outil InVEST (Kareiva et al., 2011), mais au « *traitement automatique mobilisant des modèles préconstruits* » (SESEEP, 2014, p.25), modèles pour lesquels il est nécessaire de disposer de beaucoup de données très précises et standardisées, a été substitué un « *traitement par Système d'Informations Géographiques (SIG)* » (ibid.), sur la base des « *modes d'occupation des sols* » (ibid.). Le tableau n°2.1 ci-dessous présente les différents services écosystémiques ayant été évalués dans le projet SESEEP, les indicateurs utilisés pour chacun d'entre eux, ainsi que les sources et les bases de données utilisées.

Tableau n°2.1 : Les SE évalués dans SESEEP et les indicateurs retenus

Services écosystémiques	Indicateurs	Source (base de données…)
Services d'approvisionnement		
Approvisionnement alimentaire	Cultures annuelles ; Prairies naturelles ou permanentes ; Maraichages, serres, vergers, petits fruits	SIGALE[83] ; RGA 2010[84]
Approvisionnement en eau douce	Captage agricole ; Captage d'alimentation en eau potable ; Captage industriel	Agence de l'Eau Artois-Picardie
Approvisionnement en matières premières (bois)	Production primaire en bois d'œuvre, en bois d'industrie et en bois de feu pour trois types de forêts : feuillus, conifères et peupleraies ; coupes et reboisements	Office National des Forêts
Services de régulation		
Atténuation des évènements météorologiques extrêmes (inondations)	Zones tampon (zones humides) ; Zones d'infiltration (Zones de champs captant, prairies permanentes) ; Zones de ralentissement dynamique du ruissellement de surface (fond alluvial) ; Zones inondables (crue centennale) ; Stockage (réseau hydrographique et nappe d'eau libre)	SIGALE ; SAGE[85] Scarpe-Aval ; DREAL
Habitats pour les espèces et maintien	Mesure de la biodiversité en utilisant comme proxy la présence de chauves-souris[86]	Collecte de terrain (Juin

[83] Système d'Information Géographique et d'Analyse de L'Environnement (SIGALE) est une base de données géographiques en accès libre développée par la Région Nord-Pas-de-Calais depuis 1994.
[84] Données du Recensement Agricole 2010, effectué par le Ministère de l'Agriculture.
[85] Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
[86] Sur ce point le rapport final de SESEEP (2014) est peu clair. En effet, le service « *Habitats pour les espèces et maintien de la diversité génétique* » est bien mentionné lors de la présentation de la typologie des services retenus (SESEEP, 2014, p.22), mais il n'apparait pas par la suite dans la section « *quantification et analyse sur le périmètre d'étude* » (SESEEP, 2014, p.29-39). Nous apportons certains éléments explicatifs sur ces éléments dans la section suivante. Notons pour l'instant que la description de cet indicateur, pour ce service

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de la diversité génétique		2013)
Services culturels		
Valeur esthétique et paysagère	Espaces ouverts et panoramas tels que lisières forestières, terrils, prairies et plans d'eau	PNRSE (diagnostic de territoire 2008)
Activités récréatives et touristiques	Plans d'eau, cours d'eau et marécages (Chabaud-Latour ; Raimes ; Val de Vergne) ; Etang d'Amaury ; secteurs d'activité cynégétique ; sentiers pédestres, VTT ; lieux d'hébergements	PNRSE (diagnostic de territoire 2008)
Héritage culturel	Zonages de protection à caractère patrimonial (patrimoine bâti)	PNRSE (diagnostic de territoire 2008)
Valeur éducative et pédagogique	Zones aménagées d'accueil du public (Centre pédagogique d'Amaury ; sites d'observation ornithologiques du Val de Vergne et du Vivier de Rodignies ; Forêt de Saint-Amand ; site de Chabaud-Latour).	PNRSE (diagnostic de territoire 2008)

Source : tableau construit par l'auteure, sur la base du rapport SESEEP (2014) et de notre expérience d'observation participante.

Un élément intéressant à mentionner concernant l'évolution globale du projet SESEEP est qu'alors que le dossier de candidature était intitulé « *Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : intérêts d'une Evaluation et démarche Prospective* » (SESEEP, 2011), le rapport final avait pour titre « *Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Évaluation et approche Prospective* » (SESEEP, 2014). Ceci indique qu'un certain glissement s'est opéré au cours du projet, d'une approche qui visait à restituer dans une perspective critique « *l'intérêt* » d'une évaluation en termes de SE, pour le PNRSE, à une approche plus directement opérationnelle, c'est-à-dire orientée vers la production d'un outil d'évaluation des SE, sans que le projet réflexif autour des modalités et des finalités d'une telle évaluation, n'ait finalement été véritablement mené à bien. La section suivante nous permet, plus précisément, de dresser deux types de critiques vis-à-vis des résultats du projet SESEEP.

1.1.3 Les principaux résultats du projet : une mise en perspective critique

Outre les représentations cartographiques des différents services écosystémiques quantifiés, le projet SESEEP a eu pour principal résultat la production de deux scénarios prospectifs alternatifs : un scénario « *tendanciel* » mettant en scène un territoire « *fractionné et désagricolisé* » (SESEEP, 2014, p.43) et un scénario « *alternatif* », ce dernier « *esquissant un futur souhaitable* », autour d'un « *territoire de proximité, harmonieux et attractif* » (SESEEP, 2014, p.45) (valorisation des activités économiques et des modes de vie locaux, équilibre entre activités humaines et naturelles et attractivité du territoire). La conclusion du rapport final concerne à la fois « *l'importance du projet pour la recherche* » (SESEEP, 2014, p.48) et les perspectives « *en matière de politiques publiques et de mesures de préservation* » (SESEEP, 2014, p.52). Attachons-nous donc à analyser ces deux éléments, ce qui nous permet d'émettre deux types principaux de critiques vis-à-vis de SESEEP : une critique liée à la complexité d'une évaluation pluraliste des liens entre les SE et la biodiversité, d'une part et

écosystémique, ne figure pas dans le rapport SESEEP (2014) en tant que tel. Nous l'avons en quelque sorte « *reconstitué* » en nous basant notamment sur notre expérience d'observation participante.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

une critique liée à l'existence d'un certain décalage entre les ambitions affichées par le projet et son appropriation effective par le PNRSE, d'autre part.

Premièrement, le rapport final indique que le projet SESEEP a notamment permis « *d'enrichir les recherches dans le domaine de l'évaluation et de la prospective territoriale des services écosystémiques* » (SESEEP, 2014, p.48), et ce de plusieurs manières : tout d'abord, il a permis de développer une analyse critique vis-à-vis de la notion de SE et des méthodes d'évaluation monétaires des SE, ce qui a donné lieu à la proposition d'une méthode de quantification alternative, de nature géographique, qui est en elle-même novatrice et qui a notamment permis de proposer une quantification des SE culturels, alors que ceci reste relativement rare dans la littérature. Le rapport évoque ensuite le caractère novateur de la démarche prospective adoptée dans SESEEP et, enfin, le fait que « *ce projet constitue une tentative de lier biodiversité et SE* » (ibid.).

A ce titre le rapport indique que « *si la démarche méthodologique est encore perfectible, elle peut offrir un exemple supplémentaire en la matière à même d'aiguiller d'autres projets de recherche* » (ibid.). Cette caractéristique nous semble particulièrement intéressante et la manière dont cette ambition a été nourrie au cours du projet mérite selon nous d'être explicitée. En effet, comme nous l'avons vu, l'un des objectifs initiaux du projet était de pouvoir quantifier l'existence de liens, positifs et/ou négatifs entre la biodiversité (en tant qu'élément essentiel au bon fonctionnement des écosystèmes) et les SE. Or, l'évaluation réalisée dans SESEEP n'a pas permis d'atteindre cet objectif, car évaluer l'état de la biodiversité sur le territoire s'est révélée être un problème épineux.

Encadré n°2.3 : La méthode d'évaluation de la biodiversité mise en œuvre dans SESEEP

Le rapport final (SESEEP, 2014), ainsi que le document de travail du projet SESEEP traitant spécifiquement de cette question (Shwartz, 2013), évoquent les limites de la notion d'espèce indicatrice comme mesure de la biodiversité, au motif qu'il « *est en effet peu réaliste de considérer qu'une seule espèce résume à elle seule la biodiversité qui l'entoure* » (SESEEP, 2014, p.7). A la place, les recherches en Biologie de la Conservation contemporaines privilégient l'utilisation d'indicateurs basés sur un « *panel d'espèces communes* » (Shwartz, 2013, p.2). Cependant, il a été décidé d'utiliser les chauves-souris comme espèces indicatrices de la biodiversité et de la bonne santé des milieux naturels dans le cadre du projet SESEEP. Selon Shwartz (2013) : « *Ce choix a été influencé par le fait que nous ne pouvions obtenir de données systématiques et distribuées spatialement dans le périmètre de l'étude. Compte tenu de la durée limitée du projet et d'autres contraintes écologiques (saison d'échantillonnage), les chauves-souris nous sont apparues comme le groupe d'étude idéal pour le projet* » (p.9).

La présence des chauves-souris sur la zone de l'étude a été mesurée grâce à un appareil permettant d'identifier les fréquences des sons émis par différents individus appartenant à différentes espèces de chauves-souris et elle a été réalisée en Juin 2013, par l'équipe du MNHN, à partir de 205 points d'échantillonnage, distribués sur différents types d'habitats sur le périmètre de la zone d'étude (forêt, lisières, bois, espaces urbains, terrils, espaces agricoles, prairies humides, peupleraies, plans d'eau, cours d'eau…) (Shwartz, 2013).

Afin d'avoir une représentation cartographique de l'état de la biodiversité sur le périmètre concerné, il aurait fallu pouvoir extrapoler les données, de sorte que les valeurs mesurées aux points d'échantillonnage puissent couvrir l'ensemble des différents types d'habitats recensés sur la zone d'étude. Néanmoins, cette opération n'a pu être réalisée car le modèle construit n'a pas suffi à produire des résultats significatifs (« *coefficient de corrélation de Pearson trop faible, en moyenne, entre les vraies valeurs des indicateurs de biodiversité et les valeurs d'échantillonnage* » (Shwartz, 2013, p.19)).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il n'a donc pas été possible de fournir une cartographie des différents espaces où la biodiversité aurait été plus ou moins importante, en conséquence de quoi il fut également impossible d'analyser les liens entre la biodiversité et les SE sur l'ensemble de la zone. Toutefois, Shwartz (2013) indique que ces relations ont pu être observées pour les points d'échantillonnage : ce dernier conclut sur l'existence de corrélations positives (mais faiblement significatives) entre la biodiversité et les services écosystémiques culturels mesurés (valeur esthétique et paysagère, activités récréatives et touristiques, héritage culturel, valeur éducative et pédagogique).

Ainsi, le rapport final du projet SESEEP indique que « *la mesure de la biodiversité est* (…) *restée plus embryonnaire que prévu en raison des importants enjeux conceptuels entourant le lien entre biodiversité et services écosystémiques* » (SESEEP, 2014, p.47) ; « *tout un travail* [nécessitant] *le renforcement des travaux interdisciplinaires entre chercheurs de SHS et écologues* (…) *reste à mener pour affiner l'analyse de ces liens* » (SESEEP, 2014, p.51). Si nous avons déjà évoqué dans le chapitre 1 l'existence de ces problèmes conceptuels à propos des liens entre la biodiversité, les « *fonctions* » écosystémiques et les « *services* » écosystémiques, le projet SESEEP en a véritablement fait l'expérience[87].

Cette mise à l'épreuve montre que ces problèmes souvent qualifiés de « *conceptuels* » liés aux SE, ne sont pas seulement théoriques : parvenir à quantifier plus solidement la biodiversité et les services écosystémiques, de manière à pouvoir conclure sur les liens positifs ou les « *trade-offs* » entre ces derniers, nous semble être un exercice relevant quasiment de la gageure. En effet, cela demande, *a minima* d'accepter un certain « *réductionnisme* » (lié au caractère paradoxal de l'approche par les SE que nous avons mentionné dans le chapitre 1, au sens où il s'agit de partir d'un ensemble de relations et de mécanismes écosystémiques complexes, dynamiques et interdépendants, pour les ramener *in fine* à un ensemble de catégories stables et bien ordonnées, ou encore à un ensemble d'unités de mesures simples, comparables, voire éventuellement substituables), mais cela aurait, par ailleurs, sans doute nécessité l'engagement de moyens humains, techniques et financiers bien plus importants et sur un temps beaucoup plus long, que ce qu'il a été possible de réaliser dans le cadre de SESEEP.

Ceci s'avère d'autant plus vrai que mener à bien ce type d'évaluation nécessite de nombreuses données qui doivent pouvoir être exploitables simultanément, puisque le but est de parvenir à les comparer et/ou à les superposer. Or, sur ce point le rapport indique que :

> « *Pour pouvoir conduire une analyse fine intégrant la quantification des services écosystémiques, il faudrait envisager le développement de bases de données intégrées, dans la mesure où, à l'heure actuelle, les données disponibles relèvent encore d'institutions qui fonctionnent de manière cloisonnée* » (SESEEP, 2014, p.52).

Deuxièmement, concernant le volet « *opérationnel* », il nous semble intéressant de mettre en lien, d'une part, ce que le rapport final du projet SESEEP pointe comme étant les principaux apports du projet pour les politiques publiques et les mesures de préservation (l'ambition initiale étant bien de produire un outil à même « *d'informer les décideurs* ») et,

[87] Ces difficultés conceptuelles s'illustrent, par exemple, au travers de l'ambigüité du statut des « *habitats pour les espèces et maintien de la diversité génétique* ». Comme nous l'avons déjà mentionné dans le tableau n°2.1 ci-dessus, à la relecture du rapport, il n'est pas évident de savoir si ces derniers ont été traités comme un service écosystémique, ou bien, comme un élément permettant le bon fonctionnement des écosystèmes, qui, à leur tour, fournissent un certain nombre de services.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'autre part, ce que nous ont indiqué, lors des entretiens que nous avons réalisés avec ces derniers, les représentants du PNRSE impliqués dans le projet SESEEP[88].

Le rapport final du projet SESEEP indique que ce dernier a permis deux apports principaux. D'une part, la quantification des SE a permis d'établir un « *diagnostic, en mettant en lumière les problématiques spécifiques à un territoire* » (SESEEP, 2014, p.52), sachant que « *l'approche cartographique telle qu'utilisée par le projet SESEEP contribue en outre à rendre ces enjeux plus concrets* » (ibid.). D'autre part, le travail de prospective réalisé a permis, selon le rapport « *d'identifier clairement les enjeux auxquels devront faire face les acteurs locaux au cours des prochaines années en termes d'équilibre entre respect de la biodiversité et des besoins socioéconomiques d'un territoire* » (SESEEP, 2014, p.53).

Néanmoins, le rapport pointe également un certain nombre de limites concernant le volet opérationnel du projet. Premièrement, ce dernier indique que l'évaluation des SE réalisée dans SESEEP est plutôt intégrable par les décideurs « *aux stades amont d'élaboration d'orientations stratégiques et aval de sensibilisation des acteurs que dans la mise en œuvre même des politiques, via la programmation d'actions spécifiques* » (SESEEP, 2014, p.53). Et, deuxièmement, le rapport indique que la « *dimension pédagogique sous-jacente* [à toute démarche d'évaluation des SE] *n'a été que peu mise en œuvre dans le projet SESEEP* » (SESEEP, 2014, p.52) et que « *le recours au concept de service écosystémique peut nécessiter un effort de vulgarisation plus ou moins important, selon les acteurs rencontrés* » (ibid.).

En effet, les représentants du PNRSE dans le projet SESEEP que nous avons interrogés, à savoir Gérald Duhayon et Christophe Tesnière (tous deux respectivement responsables des pôles « *aménagement du territoire et paysages* » et « *ressources et milieux naturels* », au sein du PNRSE), se sont montrés assez septiques quant aux retombées opérationnelles du projet[89]. Selon Christophe Tesnière :

> « *Dans* [SESEEP], *nous essayons* (…) *de traiter de l'ensemble des services, sur l'ensemble des milieux, ce qui nous permet de nous rendre compte de la complexité et de la difficulté de l'exercice. Je pense que nous le verrons dans les prochains ateliers. Pour nous, le but serait de réussir à nous adresser aux acteurs locaux, de leur faire comprendre des choses et se poser des questions. Mais il est difficile de dire si nous y parviendrons pour le moment. Il faut essayer. Mais* (…) *cela reste assez nouveau pour nous* » (Entretien avec Christophe Tesnière, 2013, p.14).

Et, selon Gérald Duhayon :

> « *Pour être très bref mais très tranché, SESEEP reste un projet de recherche qui a plané très haut, non sans liens avec la difficulté que les équipes de recherche ont eu à définir les concepts et ce qu'on allait réellement faire. C'est un projet qui n'était peut-être pas assez mûr lorsqu'il a émergé. Donc par rapport à l'ambition de donner une accroche territoriale cela reste très difficile.* (…) *Et c'est aussi la grande inquiétude que nous avons, par rapport au projet SESEEP notamment, de faire porter les résultats de la recherche au niveau d'un territoire et au niveau des usagers. C'est plus qu'un fossé qu'il faut franchir, c'est un océan. Au moins pour l'instant*

[88] Une présentation plus détaillée du travail d'enquête et des entretiens que nous avons réalisés est proposée dans la section suivante.

[89] Notons, comme nous le préciserons à nouveau dans la section suivante, que nous avons réalisé ces entretiens avant la fin du projet SESEEP.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

aujourd'hui. Mais de toute façon [SESEEP] *était un projet de recherche et de ce point de vue il nous apportera sans doute beaucoup* (…) (Entretien avec Gérald Duhayon, 2013, p.19-20).

Ces éléments nous semblent révéler l'existence d'un certain décalage, ou pour le moins d'une incompréhension, entre les différents partenaires du projet, ou, plus précisément, entre les ambitions et les objectifs affichés dans l'appel à candidature et dans le rapport final, et la manière dont les représentants du PNRSE auraient souhaité pouvoir se saisir des SE, via SESEEP. En effet, comme nous l'avons vu, dans SESEEP l'évaluation des SE a été pensée comme un outil de diagnostic territorial, c'est-à-dire afin de permettre de générer un effet d'information supplémentaire, afin de fournir « *aux décideurs publics et privés des outils pour procéder à des arbitrages entre plusieurs modes d'exploitation des écosystèmes* » (SESEEP, 2011, p.2). Mais ceci contraste avec ce que nous ont dit les personnes que nous avons interrogées : si Christophe Tesnière nous indique que « *pour nous, le but serait de réussir à nous adresser aux acteurs locaux, de leur faire comprendre des choses et se poser des questions* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.14), Gérald Duhayon mentionne « *l'ambition de donner une accroche territoriale* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.19) et la volonté de « *de faire porter les résultats de la recherche au niveau d'un territoire et au niveau des usagers* » (ibid.).

In fine, il est possible de retrouver ici la différence que nous avons identifiée dans le chapitre 1 entre, d'une part, un usage argumentatif des SE, mobilisés comme métaphore, au service d'une stratégie de communication (pouvant être articulée, ou non, à des exercices d'évaluation monétaires et/ou non monétaires), destinée à mobiliser et à convaincre (c'est plutôt, nous l'avons souligné l'optique de R. Costanza, comme le pointent De Sartre et al. (2014)) et, d'autre part, un usage plus opérationnel des SE, mobilisés comme des outils de diagnostic, au service d'une stratégie orientée vers la prise de décision, destinée à améliorer cette dernière sur la base d'une comptabilisation plus systématique des bénéfices associés à la conservation (dans l'optique du projet *Natural Capital* et de G. Daily).

En l'occurrence, alors que SESEEP s'est engagé dans la seconde voie, les représentants du PNRSE nous ont semblé plus intéressés par la première. Mais le constat de cette différence de représentation n'a pas émergé, il n'a pas été rendu visible ou été exprimé, au cours du projet SESEEP. En réalité, il nous a été nécessaire d'engager un important travail d'enquête empirique afin de pouvoir l'identifier. Par ailleurs, précisons-le, ce travail de terrain n'aurait pu à son tour être mené à bien sans l'engagement parallèle d'un travail de réflexion théorique, rendu possible par l'adoption de la perspective théorique de l'Economie des Conventions… mais ces éléments ne seront explicités que dans la deuxième partie de la thèse. Pour l'heure, c'est la construction de l'enquête qui fait l'objet de la section suivante.

1.2 Au-delà de SESEEP : la construction de l'enquête empirique

Pour conclure sur le projet SESEEP, nous pouvons affirmer que celui-ci s'est révélé particulièrement intéressant et enrichissant dans le cadre de la présente recherche, précisément parce qu'il s'est trouvé confronté à un certain nombre de limites. En cela, il a constitué pour nous, une expérience de recherche idéale. En effet, à partir de l'ensemble des éléments à notre disposition (c'est-à-dire le rapport final du projet, les documents intermédiaires, et notre

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

expérience d'observation participante) le projet SESEEP a, selon nous, « *péché* » par deux aspects principaux.

Par démesure, d'une part, au sens où, comme nous l'avons montré, la complexité du projet d'évaluation des SE et de leurs relations avec la biodiversité a sans doute été sous estimée (enjeux conceptuels, disponibilité des données, temps de travail…) par l'équipe, au regard du temps et de ressources disponibles, ce qui n'a pas permis d'atteindre l'ensemble des ambitions nourries initialement. En effet, le travail d'analyse des corrélations positives, ou des « *trade-offs* » entre les différents SE et entre la biodiversité et les SE, lequel aurait dû aboutir à la superposition des différentes données cartographiques produites, n'a pas été véritablement mené jusqu'au bout, puisque ces éléments n'apparaissent pas (ou ne sont pas approfondis) dans le rapport final (SESEEP, 2014). Ceci est en grande partie dû, comme nous l'avons montré, à la grande complexité de l'exercice d'évaluation des liens entre la biodiversité et les SE, sur un territoire, lequel implique, d'une part, d'accepter de mener une analyse extrêmement réductrice de ces liens et, d'autre part, d'y consacrer un temps et des moyens techniques, financiers et humains considérables.

Mais d'autre part, et sans doute plus fondamentalement, nous pensons que c'est aussi en raison d'un certain dogmatisme, ou bien alors par naïveté, que le projet SESEEP a sans doute péché. En effet, l'ambition au cœur du projet, c'est-à-dire celle de parvenir à quantifier des SE afin d'améliorer la prise de décision en matière de conservation, repose finalement sur une représentation assez typique en économie, de la manière dont fonctionne le processus de décision, public en l'occurrence. C'est-à-dire que le projet SESEEP, mais aussi une grande partie des exercices d'évaluation des SE et des pratiques préconisées par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », lesquelles mobilisent l'argument selon lequel « *ce qui n'est pas compté ne compte pas* », qu'il faut parler le langage monétaire des décideurs et produire des outils qui rendent possible la comparaison de l'ensemble des coûts et des bénéfices liés à une prise de décision ou un projet etc., fonctionnent, *in fine*, sur le présupposé selon lequel il s'agit « *d'internaliser les externalités* », de mieux « *informer* » les décideurs (publics et privés), qui se comporteraient comme des agents économiques rationnels, mais auxquels il manquerait des éléments d'information. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, l'évaluation des SE et des bénéfices associés à la conservation des milieux naturels, permettrait, dans cette optique, de pouvoir « *prendre des décisions* » moins systématiquement favorables au développement, ce qui améliorerait dans le même mouvement la protection des milieux naturels. Mais, dans cette perspective, le modèle de décision, fondé sur une comptabilisation, ou une mise à plat des coûts et des bénéfices traduits en termes monétaires, n'est aucunement remis en question, c'est-à-dire que la question de savoir si c'est bien selon ce modèle que les décisions en matière de conservation et de développement sont prises « *en pratique* », n'est pas ouverte.

Nous ne cherchons pas à affirmer que les processus de décision, même publics, ne fonctionnent pas du tout sur ce modèle de la rationalité « *économique* » (que nous serons amenés à qualifier, plus tard et plus précisément, de rationalité industrielle et/ou marchande). Au contraire, cette dernière tend sans doute à devenir de plus en plus envahissante, pour un certain nombre de raisons sociologiques et institutionnelles dont l'explicitation dépasse largement le cadre de la présente recherche. Cela dit, nous pensons que les économistes ont aussi sans doute aussi trop tendance à appréhender, *a priori*, ce modèle idéal de rationalité

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

comme une réalité institutionnelle effective, sans même s'être au préalable penchés sur la question. Nous pensons que c'est ce qui s'est produit dans SESEEP et qu'il s'agit, d'ailleurs, d'un présupposé commun aux partisans du « *nouveau pragmatisme environnemental* », lesquels se caractérisent par le fait de rejeter hors de leur domaine d'analyse la compréhension des mécanismes cognitifs et institutionnels, ce que nous avons déjà montré dans le chapitre 1.

Ainsi, notre expérience d'observation participante dans le projet SESEEP nous a permis de nous poser la question suivante : dans le PNRSE, existe-t-il, ou non, un décideur souverain qu'il s'agirait de mieux informer afin d'améliorer la conservation ? Si oui, le projet d'évaluation des SE sur lequel SESEEP reposait, garde toute sa pertinence. Mais dans le cas contraire, constater, *a posteriori*, que « *l'appropriation des travaux d'évaluation et de prospective par les décideurs politiques* » (SESEEP, 2014, p.53) n'est pas évidente, relève presque du sophisme. Or, il s'agit bien, en l'occurrence, d'un constat qui peut être dressé, selon nous, compte tenu du décalage existant entre ce que le projet a finalement permis de réaliser et ce que les représentants du PNRSE auraient souhaité pouvoir en faire. Ainsi, la question de savoir si « *les décideurs* », c'est-à-dire le PNRSE et ses représentants avaient, ou non, besoin de nouveaux outils de diagnostic territorial (et si, en outre, les SE auraient pu constituer des outils intéressants dans cette optique) n'a jamais été véritablement ouverte, dans le cadre du projet SESEEP.

Plus largement, la pauvreté de l'analyse concernant le fonctionnement institutionnel des PNR (et du PNRSE en particulier) est criante dans le rapport final du projet SESEEP (2014). Le projet avait plutôt, nous l'avons vu, comme objectif de consolider une méthodologie généraliste, en l'appliquant à un cas particulier, afin de produire un outil d'évaluation des SE éventuellement redéployable dans d'autres contextes par la suite (puisqu'il est entendu que c'est bien ce dont les politiques de conservation et de développement ont aujourd'hui besoin, en général, dès lors que l'on adhère à la doctrine du « *nouveau pragmatisme environnemental* »).

Par conséquent, ce que nous reprochons au projet SESEEP est, d'une part, de ne pas avoir suffisamment écouté, ou pris au sérieux, ce qu'auraient pu dire les représentants du PNRSE concernant leur interprétation de la notion de SE et de leur évaluation, de même que les raisons pour lesquelles au moins une partie de l'équipe technique du PNRSE semblait s'intéresser à l'approche par les SE (… puisque cette dernière s'est bien engagée dans le projet SESEEP). Et, d'autre part (mais ces deux propositions sont liées), mener à bien le projet de réflexion critique autour de l'évaluation des SE et de son utilité éventuelle, aurait nécessité, selon nous, d'adopter une perspective de recherche plus compréhensive vis-à-vis du fonctionnement institutionnel du PNRSE, c'est-à-dire du rôle qu'il joue aujourd'hui dans le paysage institutionnel, mais aussi en se penchant plus sérieusement sur son histoire, sur celle des spécificités du territoire et des enjeux environnementaux les plus forts, et *in fine*, sur la manière dont le parc s'organise pour répondre à la mission qui lui est assignée (par les textes juridiques), à savoir, articuler conservation de la nature et développement économique du territoire.

S'intéresser à cet ensemble de questions nous a semblé être un préalable essentiel afin de savoir dans quelle mesure les SE pourraient constituer un outil pertinent pour le PNRSE et, si oui, selon quelles modalités (par exemple, comme outil de diagnostic, ou comme outil argumentatif, ou autre). Ces éléments nous ont donc conduits à penser que le PNRSE pouvait

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

constituer une étude de cas particulièrement intéressante, dans le cadre du présent travail de recherche et c'est dans cette optique que nous avons engagé notre travail d'enquête.

1.2.1 Présentation générale de l'enquête

Le travail empirique sur lequel est basé le présent travail de recherche a été construit à partir de la combinaison de trois éléments. Premièrement, notre expérience d'observation participante dans le cadre du projet SESEEP, que nous avons déjà décrit dans la section précédente. Deuxièmement, un travail d'enquête par entretiens semi-directifs, réalisé auprès d'un ensemble d'acteurs du PNRSE, principalement au sein de l'équipe technique du parc, mais aussi avec un certain nombre d'élus. C'est ce qu'il nous faut expliciter maintenant. Néanmoins, précisons au préalable que le troisième pilier de notre travail empirique a été construit à partir d'une analyse documentaire, d'un ensemble de documents de gestion du PNRSE, à savoir les différentes chartes du parc ayant été adoptées depuis sa création, ainsi que les bilans d'activités du parc que nous avons pu collecter.

En effet, il nous a semblé nécessaire d'effectuer ce travail d'analyse documentaire afin d'épaissir notre matériel empirique et de pouvoir disposer d'un recul historique plus important, de manière à pouvoir conduire une analyse plus étayée des discours et des formes de justification relatives au PNRSE. Toutefois, ces éléments ne pourront être explicités qu'après avoir présenté la perspective théorique dans laquelle s'ancre le présent travail de recherche et c'est pourquoi ils feront plus particulièrement l'objet du chapitre 5.

Si ces trois éléments ont bien nourri l'ensemble du présent travail de recherche, nous les avons néanmoins mobilisés sous différentes modalités, ou selon un périmètre variable, aux différents stades de notre analyse. Notre expérience d'observation participante au sein du projet SESEEP nous a principalement permis d'alimenter le présent chapitre (chapitre 2). Mais une partie de notre enquête par entretiens semi-directifs est également mobilisée dans ce chapitre 2 et elle nous sert notamment à alimenter la seconde partie du chapitre, laquelle propose de mettre en perspective un certain nombre d'éléments relatifs au fonctionnement institutionnel du PNRSE.

Si les chapitres 3 et 4 sont essentiellement théoriques (alors que le chapitre 1 était consacré à la construction d'une sociohistoire autour de notre objet de recherche, à savoir les SE), le chapitre 5 a été largement construit, quant à lui, autour de l'analyse documentaire des documents de gestion relatifs au PNRSE (et ce en mobilisant un logiciel d'analyse de données textuelles : Prospéro). Toutefois, nous complétons et tissons des liens entre l'analyse documentaire effectuée au travers du logiciel et le contenu des entretiens que nous avons réalisés, selon une méthode précisée dans le chapitre 5. Enfin, le chapitre 6 qui a vocation à répondre à notre problématique de recherche (celle de la pertinence et des modalités d'une intégration d'une approche par les SE, pour le PNRSE), mobilise quant à lui à la fois les conclusions tirées du chapitre 5, mais aussi, dans une large mesure, les entretiens que nous avons réalisés auprès des représentants du PNRSE. Il nous faut maintenant présenter ces derniers.

© 2016 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

1.2.2 Le travail d'enquête autour des entretiens semi-directifs

Dans le cadre du présent travail de recherche, nous avons conduit neuf entretiens semi-directifs, avec différents représentants du PNRSE. Le tableau n°2.2 ci-dessous synthétise les caractéristiques principales des entretiens réalisés, ici classés par ordre chronologique. L'annexe n°2.4 détaille les profils sociologiques des personnes rencontrées au cours de l'enquête, à partir des éléments que nous ont indiqués ces dernières durant les entretiens.

Tableau n°2.2 : Les personnes interrogées au cours de l'enquête

Nom	Poste et structure	Date de l'entretien	Durée	Lieu
David Moulin	Directeur adjoint d'ENRx	14 Novembre 2013	1h59	ENRx, 6 Rue du bleu mouton, Lille
Christophe Tesnière	Equipe technique du PNRSE	11 Décembre 2013	1h11	PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux
Gérald Duhayon	Equipe technique du PNRSE	11 Décembre 2013	1h43	PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux
Michel Marchyllie	Equipe technique du PNRSE (directeur)	15 Janvier 2014	3h01	Cité Scientifique, Villeneuve d'Ascq
Daniel Mio	Président du Syndicat Mixte du PNRSE	05 Février 2014	1h55	PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux
Luc Coppin	Président du SCI du PNRSE	07 Février 2014	2h11	PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux
Jean-Luc Beghin	Equipe technique du PNRSE ; Direction d'ENRx	10 Février 2014	2h03	ENRx, 6 rue du bleu mouton, Lille
Jean Pierre Colbeaux	Conseil Scientifique de l'environnement du NPDC	23 Octobre 2014	1h33	ENRx, 6 Rue du bleu mouton, Lille
Isabelle Matykowski	Equipe technique du PNRSE (directrice adjointe)	07 Novembre 2014	1h05	VNF, 37 Rue du Plat, Lille

Source : tableau construit par l'auteure

Dans la mesure où notre problématique de recherche s'articule autour de la question de la pertinence, d'abord et des modalités, ensuite, de l'intégration d'une approche en termes de SE pour le PNRSE (et, plus précisément comme outils et de diagnostic et/ou argumentatif), nous avons centré notre enquête de terrain sur l'appréhension du PNRSE en tant qu'institution, c'est-à-dire que nous nous sommes intéressés à ce dernier en tant qu'entité institutionnelle propre, sans nous adresser de manière plus large aux différents acteurs du territoire (habitants, agriculteurs, entreprises, touristes, associations, élus municipaux, départementaux etc.), ce qui aurait élargi considérablement le cercle des personnes à interroger et finalement, abouti à la construction d'une enquête différente.

Néanmoins, comme nous le montrons dans la seconde partie du présent chapitre, mais aussi dans le chapitre 5 (au travers de l'étude du corpus constitué des documents de gestion du parc), le PNRSE est une entité complexe, aux frontières poreuses. Globalement, le parc est constitué d'une équipe technique, chargée de la mise en œuvre de la charte et organisée en quatre pôles (Aménagement du territoire et paysage, Ressources et milieux naturels, Développement et Mobilisation éco-citoyenne et communication) auxquels il faut ajouter la direction ; d'un Syndicat Mixte qui est l'organe politique du parc, composé des élus du territoire (Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), Département et Région) et d'un Syndicat des Communes Intéressées (SCI), qui est un organe consultatif ayant vocation à assurer une communication étroite entre le Syndicat Mixte du parc et les communes. Par ailleurs, il existe trois PNR en région (Scarpe-Escaut, mais aussi le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

PNR des Caps et Marais d'Opale et le parc de l'Avesnois) et ces derniers ont été construits au sein d'un réseau régional, aujourd'hui coordonné par la structure Espace Naturels Régionaux (ENRx) (organisée sous la forme d'un Syndicat Mixte). Enfin, parmi les autres structures régionales qui gravitent autour des PNR dans la région, la place du Conseil Scientifique de l'Environnement du Nord-Pas-de-Calais (CSENPC) est importante. Il s'agit d'une structure ayant vocation à produire une réflexion scientifique indépendante, sur un ensemble de thématiques ayant trait aux activités des PNR.

Nous serons amenés dans la seconde partie du chapitre, mais aussi dans le chapitre 5, à présenter une vision plus générale et plus détaillée du fonctionnement du PNRSE et de son insertion dans le paysage institutionnel. Toutefois, notre enquête nous a conduits à interroger des représentants de l'ensemble de ces différentes structures, ou de l'ensemble de ces différents cercles qui composent le PNRSE (sachant qu'il n'est pas rare, que les mêmes personnes assurent pendant un temps, par un exemple, un rôle de direction dans l'un des parcs, puis à ENRx, ou vice-versa).

Nous avons ainsi mené notre enquête de manière à pouvoir nous entretenir principalement avec l'équipe technique du PNRSE, mais nous avons également interrogé des élus ainsi que d'autres personnes ayant été (ou étant) importantes dans la construction des politiques liées aux PNR en région. L'ensemble des personnes interrogées est finalement le résultat des premiers contacts que nous avons pu établir, via notre participation au projet SESEEP, mais il a également évolué selon suggestions qui nous ont été faites au fil des entretiens et il a aussi été limité par des contraintes de temps et de disponibilité des personnes contactées. L'une des limites de notre enquête est, qu'en raison de ces contraintes, nous n'avons pas été en mesure d'interroger deux des responsables de pôles au sein de l'équipe technique du parc, à savoir Agnès Lavergne (pôle Mobilisation éco-citoyenne et communication) et Christelle Parmentier (pôle Développement). Un autre élément à préciser est que nous avons sollicité en priorité des personnes ayant un recul historique relativement important concernant leur implication dans le PNRSE ou dans les politiques liées aux PNR en région (ce qui est le cas, par exemple, de Daniel Mio, Jean-Luc Beghin, Jean-Pierre Colbeaux et Luc Coppin, mais aussi, de Michel Marchyllie et de David Moulin).

Les entretiens semi-directifs que nous avons réalisés ont été adaptés en fonction du poste et de la place occupée par les personnes interrogées au sein, ou autour, du PNRSE, mais ils ont tous été conduits à partir la grille d'entretien, reproduite dans l'encadré n°2.4, ci-dessous. Les transcriptions d'entretien complètes sont par ailleurs consultables dans le tome II du présent travail de thèse (que nous avons regroupées à la fin de ce dernier, dans les annexes A à I).

Encadré n°2.4 : Un exemple type de grille d'entretien

1. Pourriez-vous vous présenter brièvement ? En indiquant, par exemple, quel a été votre parcours de formation et vos activités parallèles et/ou antérieures, mais aussi décrire rapidement en quoi consiste votre activité quotidienne.

Première partie : le fonctionnement institutionnel du parc, son évolution historique et le contexte actuel

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2. Pourriez-vous décrire l'organisation globale du PNRSE actuellement (le rôle du Syndicat Mixte, du SCI, de l'équipe technique etc.) et décrire quelles sont les interactions du parc avec les autres acteurs régionaux ?
3. Dans une perspective historique, comment le Parc s'est-il constitué, qu'elles ont été les grandes étapes ?

Deuxième partie : les missions du PNRSE et des PNR, le rôle de la charte et sa mise en œuvre

4. Quelles sont les missions principales, les objectifs et le rôle des PNR, ou celui du PNRSE, selon vous ? Finalement, pourquoi le parc existe-il, quel rôle joue-t-il dans la société ?
5. Quel est le rôle de la charte du parc ? Comment est-elle élaborée, puis mise en œuvre ?
6. Quels sont les engagements les plus forts de la dernière charte selon vous ?
7. Pourriez-vous me parler du système d'évaluation des politiques menées par le parc, vis-à-vis de la charte ?

Troisième partie : les tensions entre conservation et développement, les conflits d'acteurs et de représentations

8. Le code de l'environnement indique que les missions d'un PNR sont à la fois de protéger un patrimoine naturel sensible, mais aussi de favoriser le développement économique local. Dans votre travail, ressentiez-vous l'existence de tensions entre ces deux objectifs ? Pensez-vous que la Charte repose sur des dimensions ou des objectifs politiques « *contradictoires* » ?
9. Comment le parc parvient-il à concilier ces deux éléments, comment est-il possible de produire du « *développement durable* » ?
10. Selon vos convictions personnelles, pensez-vous que le parc soit trop au service de la protection de l'environnement (ou de la nature), ou, au contraire, trop au service du développement local ? Cela vous est-il régulièrement reproché (dans un sens ou dans l'autre) par certains acteurs ?

Quatrième partie : les référentiels utilisés

11. De manière générale, pourquoi pensez-vous qu'il soit important de protéger l'environnement, les écosystèmes, la biodiversité, ou le patrimoine naturel ?
12. Selon vous, les PNR peuvent-ils être considérés comme des applications pratiques du développement durable « *avant la lettre* » ? Que veut dire pour vous développement durable ?
13. La notion de « *patrimoine naturel* » semble faire fortement référence dans les PNR. Que signifie cette notion pour vous ?

Cinquième partie : les services écosystémiques

14. Avez-vous déjà entendu parler des « *services écosystémiques* » ? Si oui, comment les définiriez-vous ?
15. Pensez-vous que les services écosystémiques constituent une manière complètement nouvelle d'envisager les relations hommes-nature ?
16. La notion de service écosystémique vous semble-t-elle très utilisée par le Parc aujourd'hui – de manière implicite et/ou explicite ? Est-ce plutôt récent ou ancien ?
17. Pensez-vous que l'évaluation des services écosystémiques soit nécessairement liée à des formes de valorisation économique ou monétaire ? Que pensez-vous de ces évaluations ?
18. Si les pratiques d'évaluation monétaires s'avéraient de plus en plus répandues et qu'il existait des « *valeurs de référence* » - mettons qu'il soit considéré que, par exemple, un hectare de zone humide vaut approximativement « *6000 euros* » (chiffre fictif) - que pourraient faire les acteurs du Parc avec de telles évaluations ?
19. Finalement, quel pourrait être l'intérêt des services écosystémiques, selon vous, pour le PNRSE (une manière de communiquer, un levier pour mettre des acteurs autour de la table, ou bien plutôt un

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

nouvel outil qui permette d'améliorer le suivi du territoire, ou encore de l'évaluation des politiques menées…) ?

Si la grille d'entretien présentée dans l'encadré n°2.4 ci-dessus est un exemple type, c'est-à-dire qu'elle ne correspond parfaitement à aucun des entretiens que nous avons réalisés, tous l'ont néanmoins été à partir de cette structure globale. Cette dernière visait à aborder cinq éléments qui nous ont semblés importants, au regard de la manière dont nous nous sommes engagés dans ce travail d'enquête : le fonctionnement institutionnel du parc et son histoire ; le processus de mise en place et de révision de la charte ; l'articulation et les tensions éventuelles entre conservation et développement ; les référentiels politiques utilisés par le parc et les personnes rencontrées ; et enfin aborder la question des SE et de l'évaluation monétaire et des représentations qu'ils véhiculent. En outre, nous nous sommes servis des différents entretiens pour consolider la liste des personnes à rencontrer et pour recueillir de la documentation sur le PNRSE.

L'exclusion des éléments analytiques de nature institutionnelle et historique étant à la fois ce que nous reprochons au « *nouveau pragmatisme environnemental* », mais aussi à la manière dont a été conduit le projet SESEEP, il nous faut à présent nous pencher sur ces questions, afin de présenter correctement l'étude de cas qui se trouve au cœur du présent travail de recherche, c'est-à-dire le PNRSE[90]. Ceci nous permettra, en outre, de mieux comprendre vers qui nous nous sommes tournés afin de réaliser de notre enquête, c'est-à-dire quel rôle jouent les personnes interrogées au sein du PNRSE. Vis-à-vis de la grille d'entretien présentée ci-dessus, la seconde partie du présent chapitre mobilise ainsi plus particulièrement les deux premières parties, alors que les parties trois, quatre et cinq de la grille d'entretien seront mobilisées dans les chapitres 5 et 6 du présent travail de recherche.

2. Le PNRSE : vers une analyse institutionnelle et sociohistorique

Notre participation au projet SESEEP nous a donc permis de concevoir le PNRSE comme un cas d'étude particulièrement intéressant vis-à-vis de la manière dont nous nous sommes approprié notre objet de recherche, c'est-à-dire compte tenu des questions que soulèvent, selon nous, l'approche par les SE. En effet, à la fois les PNR comme institution, et les SE comme, catégorie analytique, tentent de couvrir un espace intermédiaire entre la conservation et le développement économique, ou entre le fonctionnement des écosystèmes et la biodiversité et ce qu'en retirent les humains.

La présente section vise ainsi à présenter le fonctionnement institutionnel du PNRSE. Pour ce faire, il nous a semblé important, d'une part, de restituer le fonctionnement du PNRSE vis-à-vis des dispositions juridiques et règlementaires qui régissent les PNR en général, mais aussi, d'autre part, de restituer ce fonctionnement institutionnel dans une perspective historique. Nous mobilisons largement le matériel collecté lors des entretiens que nous avons réalisés (et notamment les deux premières parties de notre grille d'entretien), mais

[90] En réalité, nous le verrons par la suite, c'est aussi précisément parce que nous dressons cette critique et que nous mettons en avant l'importance de prendre en compte les dynamiques cognitives et institutionnelles sous-jacentes à notre objet de recherche (plongé dans un cadre empirique précis) que s'avère « *justifié* » l'ancrage théorique du présent travail de recherche dans l'Economie des Conventions (EC)… ou plutôt, c'est parce que nous avons mobilisé l'EC que nous sommes *in fine* parvenus à dresser cette critique et à répondre à cet impératif.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nous avons complété ce matériel par la mobilisation d'une littérature généraliste sur les PNR (articles et ouvrages scientifiques, documents produits par la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, textes législatifs relatifs aux PNR…).

2.1 Le fonctionnement institutionnel des PNR et celui du PNRSE

Afin de comprendre comment fonctionne le PNRSE et comment celui-ci s'insère dans un paysage institutionnel particulier, nous présentons d'abord quelle est la spécificité des structures « PNR » vis-à-vis des autres types d'espaces naturels protégés, ce qui nous permet par la même de voir comment sont définis, dans les textes règlementaires la « *vocation* » et les « *missions* » des PNR. Ensuite, nous présentons le principe de fonctionnement général des PNR, à savoir l'adhésion de plusieurs collectivités territoriales à une charte, laquelle constitue ensuite une référence normative essentielle orientant les politiques menées sur le territoire. Puis, nous abordons de manière plus précise comment le PNRSE est organisé et notamment les rôles que joue son organe politique central, à savoir le Syndicat Mixte, mais aussi l'organe consultatif qu'est le Syndicat des Communes Intéressées (SCI).

Nous présentons ensuite comment l'équipe technique du PNRSE est actuellement organisée, afin de répondre aux différents objectifs fixés par la charte en cours et nous abordons la question des modalités de financement du parc et de la manière dont son budget est réparti. La dernière section conclue, enfin, sur une spécificité importante des PNR, à savoir qu'au travers de la manière dont est conçue la charte, ils s'insèrent dans le paysage institutionnel comme une structure fonctionnant à la fois sur la base de principes contractuels, mais aussi via la mobilisation de dispositions règlementaires.

2.1.1 La spécificité des PNR parmi les autres types d'espaces protégés en France : leur vocation et leurs missions

Comme l'illustre l'annexe n°2.5, il existe aujourd'hui 51 PNR sur le territoire français (dont 49 en métropole), qui recouvrent 8,7 millions d'hectares, soit 15% du territoire (Fédération des PNR, 2016). La première spécificité des PNR, par rapport aux autres types d'espaces protégés existant en France est qu'ils constituent des territoires ruraux et habités, mais qui sont dotés d'éléments patrimoniaux, naturels et culturels, ainsi que de paysages de qualité, c'est-à-dire reconnus d'intérêt au niveau national. Ainsi, en raison de cette forte pression anthropique, les éléments patrimoniaux et les paysages remarquables qui sont au centre de l'action de protection et de valorisation des PNR sont qualifiés de fragiles et de menacés, « *soir par une dévitalisation rurale, soit par une trop forte pression urbaine ou une sur fréquentation touristique* » (Fédération des PNR, 2016, p.5).

Cette étroite proximité entre éléments naturels et humains est ce qui différencie les PNR des autres types d'espaces protégés. Cette interdépendance est aussi ce qui explique la « *vocation* » des PNR, telle qu'elle est exprimée dans le Code de l'environnement, lequel reprend l'ensemble des dispositions législatives relatives aux PNR, depuis 2000. Selon ce dernier :

> « *Les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. A cette fin, ils ont vocation à être des*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel* » (Art. L333-1 du Code de l'environnement, loi n°2014-366 du 24 mars 2014).

La vocation des PNR est donc d'articuler la protection d'un patrimoine naturel sensible à la promotion d'un développement territorial. C'est même au travers de la mise en œuvre d'une politique de développement particulière, que les PNR entendent protéger le patrimoine naturel et culturel, comme l'indique la Fédération des PNR : « *un Parc naturel régional a pour vocation de protéger et valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement* » (Fédération des PNR, 2016, p.5).

C'est pourquoi les PNR sont classés dans la cinquième et dernière catégorie intitulée « *Espaces de gestion durable des ressources naturelles* », de la classification des espaces naturels protégés de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Les autres catégories de cette classification sont dédiées à des espaces où la protection est considérée comme plus stricte : les catégories V et IV sont respectivement dédiées aux « *Réserves paysagères, terrestres ou marines* » et aux « *Réserves naturelles pour la protection des habitats et des espèces* », la catégorie III aux « *Monuments naturels et sites naturels remarquables* », la catégorie II aux « *Parcs Nationaux* » et la catégorie I aux « *Réserves intégrales* », dans lesquelles la présence humaine est strictement contrôlée et limitée (Depraz, 2012, p.130).

Néanmoins, selon Depraz (2012), la classification de l'UICN doit être utilisée avec précaution et « *être comprise comme un cadre normatif et un objectif à atteindre, plutôt qu'un outil d'analyse des parcs nationaux* (…) [car] *elle est porteuse d'un héritage paradigmatique fort, celui de l'écologie radicale, qui était dominant au cours des années 1960* » (Depraz, 2012, p.130). Ce dernier indique également qu'au contraire :

> « *L'instauration des parcs naturels régionaux en France, à partir de 1967, constitue une initiative pionnière qui préfigure l'évolution de la protection de la nature vers un mode plus participatif et plus intégré.* (…) *Un PNR doit donc bien être considéré comme un outil de développement et de gestion territoriale intégrée de l'espace rural, construit sur cet équilibre fondamental entre nature et société* » (Depraz, 2012, p.143).

En cohérence avec leur « *vocation* », la partie réglementaire du code de l'environnement précise que les PNR ont cinq « *missions* » principales :

> « *Créé à l'initiative des régions, dans le cadre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire, un parc naturel régional a pour objet : 1° De protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée ; 2° De contribuer à l'aménagement du territoire ; 3° De contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ; 4° De contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ; 5° De réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et de contribuer à*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

des programmes de recherche » (Art. R333-1 du Code de l'environnement, décret n°2012-83 du 24 janvier 2012).

Lorsque nous avons interrogé les représentants du PNRSE, lors des entretiens que nous avons réalisés, sur le rôle du parc, cet objectif de maintien d'un équilibre entre conservation et développement, tel que défini dans les textes, a été mis en avant. Selon Gérald Duhayon, par exemple :

> « *Très rapidement,* [le rôle des PNR est] *lié au décret, qui définit les missions : protection de l'environnement, diversification économique en respectant les valeurs environnementales et éducation et sensibilisation à l'environnement*. (…) *Ce sont nos trois grandes missions, que l'on décline en fonction des spécificités locales et de l'histoire du territoire. Donc la charte reprend aujourd'hui les nouvelles missions que l'on se fixe jusque 2022, avec quatre grandes vocations qui ont trait à la maîtrise de l'urbanisation et à l'aménagement du territoire ; à la protection et à la valorisation des patrimoines ; à la diversification et à la valorisation économique ; et à la mobilisation des citoyens et à l'éducation à l'environnement* » (Entretien avec Gérald Duhayon, 2013, p.2).

La seconde spécificité des PNR par rapport aux autres types d'espaces protégés est qu'ils reposent sur une logique volontariste et un engagement de type contractuel, qui s'incarne dans la charte du parc. C'est ce qu'indique la Fédération des PNR :

> « *La spécificité d'un Parc naturel régional par rapport à un autre espace protégé réside non seulement dans la complémentarité entre ses objectifs de protection et de développement, mais aussi dans l'engagement volontaire de l'ensemble des partenaires - Communes et EPCI, Région(s), Département(s) et Etat - à orienter leurs interventions au bénéfice de l'environnement et du patrimoine dans le cadre du contrat qu'est la charte du Parc* » (Fédération des PNR, 2016, p.14).

Par contraste, même si les parcs nationaux fonctionnent aussi, de plus en plus, sous une forme contractuelle, notamment dans les zones adjacentes à leur « *cœur* » naturel, la protection de ce dernier reste garantie par décret et assurée par un établissement public national. Les réserves naturelles et les sites inscrits sont quant à eux créés ou classés par le ministère en charge de l'environnement, qui a la charge d'établir leurs plans de gestion (dans le cas des réserves) ou qui les règlemente (dans le cas des sites classés) (Fédération des PNR, 2016).

La question de la manière dont les PNR tentent de concilier conservation et développement est donc centrale afin de comprendre les logiques qui régissent ces derniers. La question de la manière dont ces deux objectifs sont articulés est ainsi au cœur de la présente thèse et de l'enquête que nous avons réalisée, puisqu'elle traverse à la fois notre objet de recherche, à savoir les SE, mais aussi notre cas d'étude, à savoir le PNRSE. C'est pourquoi nous revenons largement sur ces éléments dans les chapitres 5 et 6, une fois que nous nous serons dotés des outils théoriques appropriés afin de traiter cette question (chapitres 3 et 4). Mais auparavant, il nous reste un certain nombre d'éléments relatifs aux principes de fonctionnement institutionnel et à l'histoire des PNR et du PNRSE qu'il nous faut aborder.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.1.2 La charte et ses signataires

Un PNR est un montage institutionnel complexe, auquel participent souvent toutes les collectivités publiques : depuis la Région, qui est à l'initiative de la création des PNR, dans le cadre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire (et ce depuis les lois de décentralisation des années 1980), jusqu'aux Communes signataires des chartes de parc, le territoire desquelles délimite, une fois la charte approuvée, le périmètre du parc, en passant par les Intercommunalités dont le rôle s'est accru depuis les années 2000. En Scarpe-Escaut, le Département joue aussi un rôle historique, car il fut, avec les Communes, à l'initiative de la création du parc dans les années 1960 et il contribue depuis lors au budget du PNRSE, quand bien même cela fait partie de ses compétences facultatives (Entretien avec Michel Marchyllie, 2014, p.5-7). L'Etat, quant à lui, approuve par décret la création des PNR, sur la base de l'avis de plusieurs structures : celui du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France et de plusieurs Ministères concernés[91]. Une fois le décret promulgué, le territoire est classé PNR pour une durée de douze ans, renouvelables. Ainsi, comme l'explique Gérald Duhayon :

> « *En quelques mots, le parc est d'abord reconnu par un arrêté du premier ministre qui définit l'existence juridique du parc. Ensuite, le parc c'est un Syndicat Mixte de gestion, qui regroupe toute une série de membres que sont la Région, le Département, les Communes et les Intercommunalités. L'Etat n'est pas membre du Syndicat Mixte* » (Entretien avec Gérald Duhayon, 2013, p.3).

Selon Daniel Mio, toutefois, « *la différence, depuis la dernière charte, est que l'Etat signe aussi la charte. Avant il ne faisait que surveiller, alors que maintenant il s'engage aussi. Pour moi, il s'agit d'un changement important* » (Entretien avec Daniel Mio, 2014, p.11).

C'est donc au travers d'un contrat – la charte du parc – que ces différentes collectivités territoriales, mais aussi l'Etat et le Syndicat Mixte qui est chargé de sa mise en œuvre, sont liées. Selon le Code de l'environnement :

> « *La charte du parc détermine pour le territoire du parc naturel régional les orientations de protection, de mise en valeur et de développement et les mesures permettant de les mettre en œuvre. Elle comporte un plan élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine indiquant les différentes zones du parc et leur vocation. La charte détermine les orientations et les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc* » (Art. L333-1, loi n°2014-366 du 24 mars 2014).

Aux yeux des personnes rencontrées, la charte constitue effectivement la base institutionnelle fondamentale des PNR en général et celle du PNRSE en particulier. Au travers de la description qu'en font Gérald Duhayon et David Moulin notamment, la charte peut-être vue comme un dispositif conventionnel essentiel, permettant de

[91] Et ceux-ci sont nombreux puisque les missions des PNR sont multiples. Il s'agit notamment des « *Ministères chargés des collectivités territoriales, des finances et du budget, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de l'urbanisme, de la culture, de l'industrie, du tourisme, de l'énergie, de la défense ainsi* [que des] *Ministères éventuellement intéressés »* (Fédération des PNR, 2016, p.7).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

coordonner les représentations des différents acteurs impliqués et d'orienter l'action, en conséquence, sur le territoire :

> « [La charte est] *plus qu'un outil important, c'est un outil obligatoire : c'est ce qui fait notre existence. Sans charte il n'y aurait pas de parc. Il s'agit d'un document stratégique qui cadre l'action du parc pour les douze prochaines années. C'est un document qui nous guide, aussi bien pour l'équipe technique que pour les élus, pour les signataires et les partenaires, c'est le document de référence qui permet de cadrer l'action. Ensuite, ce document est décliné en toute une série de programmes opérationnels annuels, pluriannuels, en fonction des financements* » (Entretien avec Gérald Duhayon, 2013, p.9).
>
> David Moulin indique également que « *La charte, c'est le projet de territoire. Donc c'est un projet défini par l'ensemble des signataires durant tout un processus d'élaboration sur plusieurs années et que ces signataires décident de mettre en œuvre en tenant compte de leurs compétences et des engagements qui leur sont propres.* (…) *Dans une charte, le degré de détail n'est pas celui de l'action, il est celui du projet.* (…) *Les détails vont ensuite être élaborés au travers des plans d'action pluriannuels que chaque parc va mettre en œuvre* » (Entretien avec David Moulin, 2013, p.11).

Avant de mieux comprendre quel est le rôle de l'équipe technique des PNR et comment les différents signataires les financent-ils, intéressons-nous maintenant à l'organe politique des parcs : le Syndicat Mixte. L'annexe n°2.6 présente au préalable le territoire classé PNR en Scarpe-Escaut, depuis la charte de 2010.

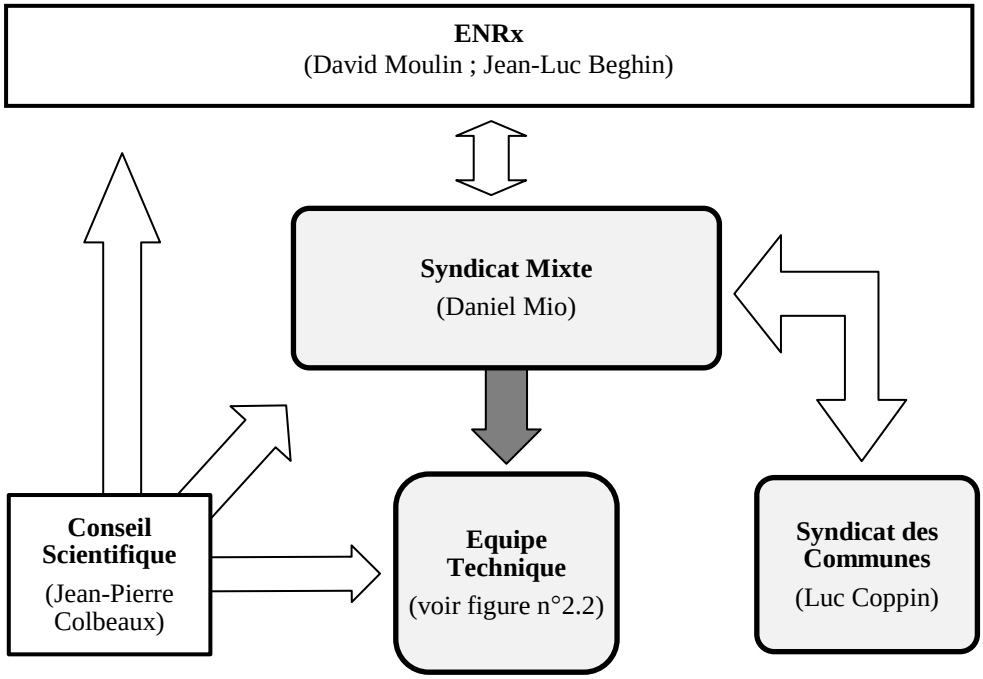
2.1.3 Les organes politiques du parc : le Syndicat Mixte de gestion et le Syndicat des Communes Intéressées (SCI)

La figure n°2.1 ci-dessous présente la manière dont le PNRSE est organisé et les différents organes politiques et consultatifs qui y sont liés ou qui le constituent.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Figure n°2.1 : L'organisation institutionnelle du PNRSE



Source : figure construite par l'auteure

Indications de lecture de la figure : Seuls les rectangles arrondis et grisés sont constitutifs du PNRSE en tant que tel, les autres appartiennent plutôt au paysage institutionnel dans lequel s'insère ce dernier. Les flèches vides indiquent une relation de type consultative, alors que la flèche pleine indique que le Syndicat Mixte est l'organe politique délibératif du PNRSE, auquel l'équipe technique est subordonnée. Nous avons restitué les noms des personnes que nous avons interrogées sur la figure, à titre illustratif (idem pour la figure n°2.2 représentant l'organisation de l'équipe technique du PNRSE).

Depuis la loi paysages de 1993, les PNR sont tenus d'être organisés sous la forme d'un Syndicat Mixte de gestion, qui est responsable de la mise en œuvre de la charte (Entretien avec Jean-Luc Beghin), mais tous les PNR ne sont pas organisés de la même manière, selon les collèges représentés. Une particularité du PNRSE est d'être un Syndicat Mixte ouvert et non pas ouvert-élargi, ce qui signifie que les chambres consulaires (chambre de commerce, chambre d'agriculture, chambre des métiers…) n'ont pas de voix délibérative au comité syndical. Comme l'indique Michel Marchyllie : « *Pour nous il n'y a que la Région, le Département, les Intercommunalités et les Communes, qui ont une voix délibérative. Les chambres consulaires sont présentes – elles sont partenaires consultatives – mais elles n'ont pas de voix délibérative* » (Entretien avec Michel Marchyllie p.3-4).

Plus précisément, le Syndicat Mixte est composé de 36 membres, répartis en 3 collèges. Le collège de la Région réunit les 9 délégués désignés par le Conseil Régional à l'instar de celui du Département. Chacun des 9 représentants régionaux et départementaux ont deux voies délibératives. Le collège du territoire réunit quant à lui 9 délégués désignés par les communes, au travers du Syndicat des Communes Intéressées (SCI), ainsi que 9 délégués des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et ces 18 représentants ont

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

une voie délibérative chacun. Le Syndicat Mixte du PNRSE compte par conséquent 54 voix délibératives. Comme l'indique le PNRSE (2016) :

> « *Le Syndicat Mixte de gestion du parc a pour objet statutaire : 1. le pilotage et la participation à la mise en œuvre de la Charte du Parc naturel régional ; 2. la contribution aux documents d'urbanisme, de planification et d'études d'impact ; 3. la gestion de la Marque "Parc naturel régional Scarpe-Escaut" ; 4. l'exercice de maîtrise d'ouvrage et délégation ; 5. l'animation de la Commission locale de l'eau du SAGE Scarpe-aval ; 6. la conduite de la révision de la Charte* » (PNRSE, 2016, p.1).

Des représentants de 9 structures peuvent également être invités aux réunions du Syndicat Mixte : aujourd'hui les partenaires consultatifs du PNRSE sont : la Chambre d'agriculture régionale, le Conseil scientifique de l'environnement Nord-Pas de Calais (CSENPC), la Chambre de commerce et d'industrie, Espaces naturels régionaux (ENRx), la Chambre de métiers, les structures porteuses des Schémas de cohérence territoriale (c'est-à-dire le SCoT du Douaisis et celui du Valenciennois), l'association naturaliste Nord Nature, le Parc naturel Wallon des Plaines de l'Escaut, et les membres du bureau du SCI (PNRSE, 2016 ; Entretien avec Daniel Mio). Daniel Mio indique que par le passé, l'Office National des Forêt, mais aussi Charbonnage de France et les houillères du bassin du NPDC faisaient partie des partenaires du PNRSE, compte tenu des spécificités du territoire : le PNRSE s'est historiquement construit autour de la forêt domaniale de Raismes-Saint-Amand, et « *2/3 des communes du parc actuel, sont des communes minières, ce qui n'est pas le cas des autres parcs en France* » (Entretien avec Daniel Mio, p.4).

Le bureau du Syndicat Mixte du PNRSE regroupe 8 membres (2 représentants de chaque collège régional et départemental, 2 représentants des communes et 2 représentants des EPCI). D'après les entretiens que nous avons réalisés, les réunions du Syndicat Mixte ne sont pas un lieu de conflit entre les différentes entités représentées. En effet, selon Daniel Mio :

> « [Lors des réunions du Syndicat Mixte] *il y a toute une partie administrative, vote du budget, du compte administratif etc. Ces éléments là prennent pas mal de temps. Ce qu'il faut comprendre est que ces réunions sont préparées puisque nous y travaillons en amont, lors des réunions de bureau.* (…) *comme tout a déjà été discuté avant, il y a rarement des problèmes. La majeure partie du temps les décisions sont prises à l'unanimité.* (…) *finalement, tout le travail se fait en amont. Ici, les services du parc travaillent avec les services du département, de la région etc. pour tout ce qui est de leurs compétences et responsabilités. Donc la plupart des choses sont maitrisées en amont, ou par le bureau.* (…) *Il y a toujours de larges majorités. A partir du moment où il y a bien un représentant des trois structures, département, région, territoire et que le travail se fait de manière continue, il y a rarement de problème en réalité. Je dis souvent que le parc est l'endroit où l'on trouve la position d'équilibre entre tous les intervenants et opérateurs du territoire* » (Entretien avec Daniel Mio, p.7-8).

L'une des spécificités historiques du PNRSE est l'existence du Syndicat des Communes Intéressées (SCI), composé de 128 délégués des communes adhérentes et doté d'un bureau de 9 représentants. Comme nous l'avons déjà indiqué, les membres du bureau du SCI sont invités à titre consultatif lors des réunions du Syndicat Mixte de gestion, mais le rôle

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

du SCI est surtout de mandater les représentants communaux qui siègent au Syndicat Mixte de gestion, dans le collège du territoire (sachant que les membres du bureau du SCI et les représentants des communes au Syndicat Mixte de gestion peuvent être, mais ne sont pas systématiquement les mêmes personnes). Le PNRSE est le seul PNR français à être doté d'un SCI (Entretien avec Daniel Mio) et son existence témoigne de la forte implication des communes depuis la création du parc (Entretien avec Michel Marchyllie). Comme le souligne David Moulin « *au-delà de la légitimité d'un territoire de par ses caractéristiques physiques et géographiques* » (Entretien avec David Moulin, p.4) et du fait que l'initiative de la création d'un PNR est bien régionale, cette dernière « *repose beaucoup sur une volonté politique locale* » (ibid.).

Selon Michel Marchyllie, « *le SCI a été créé en 1967, six mois avant la création du parc en 1968.* (…) *Aujourd'hui ce syndicat, qui a été constitué à l'époque, vit encore très bien* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.5-6). Ce dernier explique que le SCI peut proposer au Syndicat Mixte des actions intercommunales, au titre des communes, mais que le parc peut aussi se faire le relai des initiatives menées par le département ou les EPCI au près des communes. Daniel Mio précise que les relations entre le SCI et le Syndicat Mixte du parc ont toutefois beaucoup évolué historiquement :

> « *Avant que je devienne président, j'étais membre du SCI en tant que maire de Rieulay. Et lorsque nous venions aux réunions, le directeur disait "le Syndicat Mixte a décidé que…". Nous n'étions qu'une chambre d'enregistrement. Alors quand je suis devenu président, j'ai complètement changé la donne. J'ai instauré le fait que la réunion du SCI ait lieu avant la réunion du Syndicat Mixte, de sorte que le territoire puisse donner sont avis* » (Entretien avec Daniel Mio, p.3-4).

Selon Luc Coppin, le SCI « *c'est le parlement du parc* » (Entretien avec Luc Coppin, p.4). Jean-Luc Beghin indique quant à lui que « *parfois on peut trouver un tel fonctionnement poussiéreux mais il suffit de faire une bonne leçon de démocratie participative pour trouver cela génial, parce que c'est tout de même une très bonne courroie de transmission pour entrer dans les communes* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.4). Et Michel Marchyllie précise :

> « *Par exemple, j'ai un comité syndical le 5 Février, et je passe le 24 Janvier devant les communes pour qu'elles donnent leur avis. Lorsque l'on arrive au Syndicat Mixte les délégués des communes ont donc une position – ils disent "nous sommes d'accord avec la région" ou "nous ne sommes pas d'accord avec la région" – et ça met de l'ambiance ! C'est la démocratie. C'est ce que l'on fait vivre, cela fait partie de nos missions, des miennes et de celles du président* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.6).

Toutefois, Luc Coppin, qui était président du SCI lorsque nous l'avons rencontré, se montre également critique vis-à-vis de ce dernier : il évoque un certain manque de volonté dans l'implication des représentants communaux et une certaine « *apathie* » (Entretien avec Luc Coppin, p.3) ambiante, ce problème ayant d'ailleurs été renforcé en raison de l'importance qu'ont progressivement prises les EPCI dans la gouvernance du parc. Selon ce dernier :

> « *L'intérêt de ce syndicat des communes – dont je suis un fervent partisan, même si cela ne marche pas bien – est réel. Il faut le garder. Le rôle du SCI est de*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

discuter avec l'instance officielle du parc, presque en direct avec les habitants, pour que l'on ait une diffusion de l'information et un engagement, de la participation etc. Mais tout cela c'est de la théorie, parce que cela ne se passe pas comme ça (…) *Au début de la mandature, sur les 130* [représentants du SCI] *nous sommes 90 environ*. (…) *mais au fur et à mesure du temps cela se délite. La dernière fois nous étions une cinquantaine. Et ce sont toujours les mêmes qui viennent. Donc c'est intéressant, c'est utile. Mais je trouve vraiment dommage que les élus et les maires ne se saisissent pas beaucoup plus de cet outil* » (Entretien avec Luc Coppin, p.6).

Luc Coppin explique :

« *Avant* [la montée des EPCI] *c'était les maires qui étaient au SCI. Mais maintenant, il y a très peu de maires. Ce sont des adjoints, dans le meilleur des cas, ou bien se sont des conseillers lambda. Ce ne sont plus les décideurs qui sont au SCI, mais des relais. Or, les relais ne font pas toujours leur boulot. Et je le comprends. Parce que le parc est une structure un peu compliquée – entre le SCI, le parc, l'ENR etc. Il est normal que beaucoup de délégués communaux aient du mal.* (…) *Depuis qu'il y a les agglomérations, il y a de moins en moins de représentants. C'est comme la représentation du Conseil Général et du Conseil Régional au parc. Normalement il y a 9 participants. Mais il y en a que nous n'avons jamais vus ! C'est tout de même dommage. Nous ne leur demandons pas de venir à chaque fois, mais une fois ou deux sur le mandat, ça serait quand même sympa. Non seulement ça serait sympa, mais ça leur ouvrirait aussi un certain nombre d'horizons* (Entretien avec Luc Coppin, p.3-4).

Daniel Mio confirme qu'« *effectivement le problème est qu'avant les représentants au parc étaient directement l'exécutif. Alors que maintenant il faut que le relai soit fait. J'ai souvent insisté sur ce point : dans ma commune, nous faisions un conseil municipal tous les mois et à chaque réunion j'introduisais bien ces deux parties : communale et intercommunale.* (…) *Pour moi cela tombait sous le sens* (…), *mais je me suis rendu compte qu'il y avait des maires qui n'étaient pas au courant de ce qui se faisait au Syndicat Mixte et au SCI, parce que leur fonctionnement était uniquement communal* » (Entretien avec Daniel Mio, p.10).

Luc Coppin conclut que selon lui « *cela fait partie de l'organisation territoriale française. Les communes sont adhérentes à des syndicats intercommunaux (agglomérations etc.) où elles envoient des représentants. Mais ensuite, ces représentants ne font pas toujours l'aller-retour. Ceci est vrai pour l'électricité, pour l'assainissement, pour l'agglomération etc., comme pour le parc* (…). *Finalement, ce que je regrette là, ce n'est pas la faute du parc.* (…) *C'est tout le problème de la gouvernance et de la démocratie participative, qui n'existent pas en France. Si vous changez de sujet et que vous prenez les associations, vous retrouverez le même problème : c'est parfois un président et un trésorier qui font tourner la boutique alors que les autres se contentent de venir pour le voyage annuel* » (Entretien avec Luc Coppin, p.4-5).

L'Etat, par l'intermédiaire des préfets œuvre depuis plusieurs années à la suppression du SCI (Entretien avec Luc Coppin, 2014). Malgré l'opposition des communes, ces démarches semblent finalement avoir abouti puisque le SCI est actuellement en voie de dissolution. Ces éléments ne sont pas, nous l'avons vu, sans liens avec l'affirmation des EPCI

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dans le paysage institutionnel, laquelle a engendré, ou plutôt confirmé, d'importants changements de tendance, dans le fonctionnement institutionnel du parc. Ces éléments seront abordés plus en détail dans la section suivante, consacrée à l'histoire des PNR et à celle du PNRSE en particulier. Pour l'instant, il nous reste à présenter les liens entre l'instance politique du parc (c'est-à-dire le Syndicat Mixte) et l'instance exécutive que constitue l'équipe technique, ainsi qu'à aborder les questions budgétaires et financières.

2.1.4 L'équipe technique du PNRSE : organisation et financement

Gérald Duhayon indique que l'équipe technique du PNRSE désigne « *l'ensemble des personnels, y compris la direction, l'administration les responsables de pôles*, [les chargés de mission, les écogardes] etc. » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.3) et selon Michel Marchyllie le rôle du directeur du parc est d'être « *à la charnière entre la gestion de l'équipe et l'organe politique* [c'est-à-dire le Syndicat Mixte] » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.3). Ce dernier précise également que :

> « *En Scarpe-Escaut, nous avons une règle bien précise : nous avons un président et un directeur, qui ont chacun un rôle bien défini. Ceci est important – mais ce n'est pas le cas de tous les parcs en France, parfois les présidents sont "présidents-directeurs-généraux"* » (ibid.).

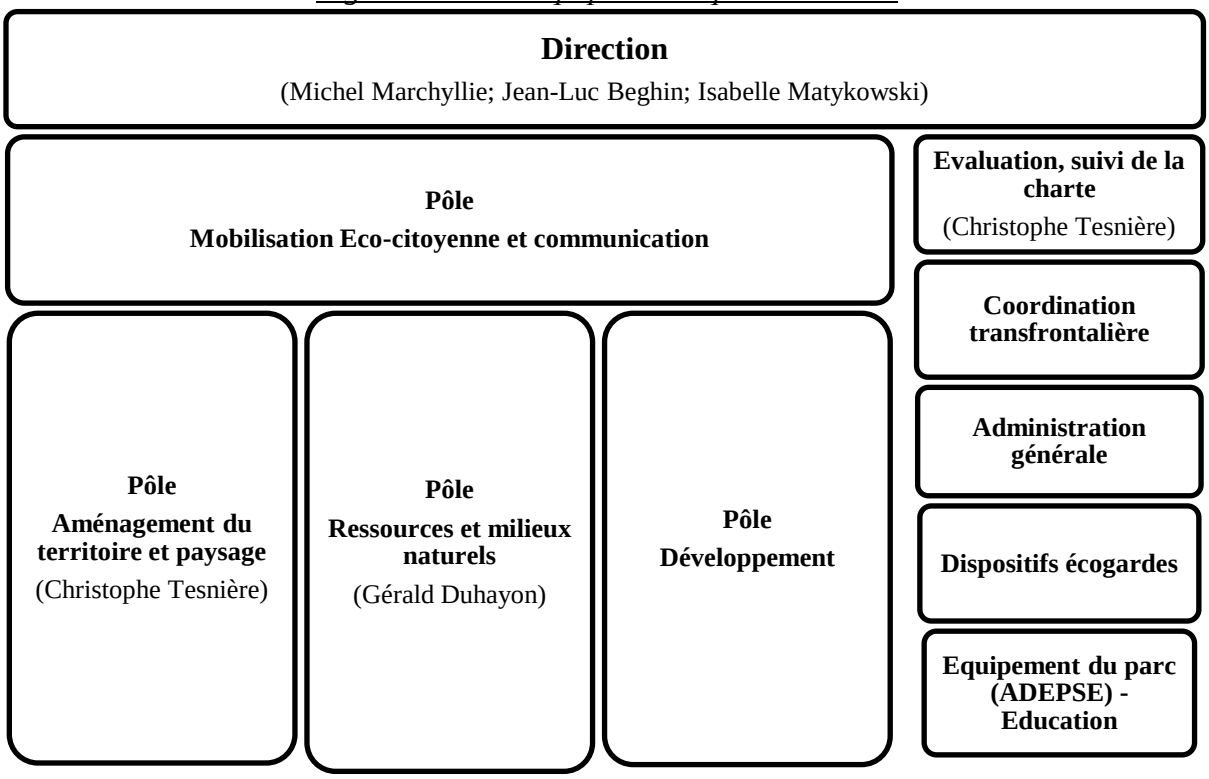
Du fait de la coexistence du Syndicat Mixte et du SCI, en tant que directeur du parc, Michel Marchyllie indique : « *j'ai donc deux présidents : celui du Syndicat des Communes* (…) *et celui du Syndicat Mixte* (…). *Par conséquent, je gère deux structures en une. Je suis le directeur pour les deux, mais je suis mis à disposition du Syndicat Mixte* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.6).

Aujourd'hui, l'équipe technique du PNRSE est structurée autour de quatre grands pôles thématiques, comme l'indique la figure n°2.2 ci-dessous.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Figure n°2.2 : L'équipe technique du PNRSE



Source : figure construite par l'auteure

Indication de lecture de la figure : De la même manière que précédemment, nous avons restitué ici le nom des membres de l'équipe technique avec lesquels nous avons réalisé un entretien semi-directif.

La direction est composée du (de la) directeur (directrice) et du (de la) directeur (directrice) adjoint(e), tandis que les quatre pôles sont composés d'une équipe de six à dix personnes, sauf pour le pôle « *Ressources et milieux naturels* » qui compte une quinzaine de personnes (PNRSE, 2011a). L'administration générale réunit quant à elle une équipe de sept personnes. Par conséquent, l'équipe technique du PNRSE regroupe plus de quarante personnes. Michel Marchyllie indique que cette organisation a été adoptée à partir du renouvellement de la charte en 2010, dans un souci de cohérence vis-à-vis des grandes orientations stratégiques de cette dernière :

> « *Il s'agit pour nous de donner de la visibilité à un pavé qui fait 160 pages où toutes les mesures, orientations et actions sont reprises. Parce que nous devons l'amener dans un conseil municipal où les conseillers ne lisent pas les 160 pages. Par conséquent, nous donnons de la lisibilité au travers de la rédaction et de la présentation de l'outil, mais aussi au travers de la mise en œuvre de celui-ci, c'est-à-dire dans l'organisation même de l'équipe.* (…) *J'ai donc proposé cette réorganisation, en pensant que, puisque nous avons quatre vocations, nous devions faire quatre services ou pôles qui reprennent ces différentes vocations. De cette manière, il est plus facile de saisir directement quels sont les bons interlocuteurs. Les quatre têtes de pont sont les quatre responsables de pôles et ils sont visibles. Nous ne pouvons pas dire aux autres de donner de la lisibilité à leurs actions, si nous n'en*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

faisons pas autant. C'est pourquoi nous nous sommes remis en cause de cette manière » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.16).

Ainsi, pour le PNRSE, la charte est le « *fil conducteur sur 12 ans* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.13), mais l'ensemble des orientations et des mesures de la charte est décliné en quatre périodes « *triennales* » (ibid.), sachant que ce principe de fonctionnement général est assez flexible : Michel Marchyllie indique que « *si une opportunité se présente nous pouvons mettre en place des mesures alors que ce n'était pas prévu pour ce moment là* » (ibid.). Selon ce dernier l'organisation en pôles thématiques permet non seulement de donner de la lisibilité à la charte, mais elle est aussi la conséquence de l'augmentation des effectifs au sein de l'équipe technique, qui est passée d'une quinzaine de personnes dans le milieu des années 1990 à plus de quarante aujourd'hui :

> « *Quand je suis arrivé en 1996, nous étions 15. Maintenant nous sommes 43. Le seuil des 20 est toujours un moment où l'organisation doit être différente. Nous ne pouvons pas fonctionner à 15 comme à 40, c'est impossible. Lorsque nous étions 15* (…), *nous étions tous chargés de mission, point. Il n'y avait pas de découpage entre les techniciens sur le terrain, les agents ou chargés d'études sur telle thématique…* (…) *Nous étions obligés de passer à ce mode de fonctionnement, alors qu'avant nous étions quasiment tous dans le même bureau. A 15, nous buvions un café ou déjeunions ensemble le midi et le projet était fait. A 40 ce n'est plus possible. Dans une petite équipe, nous pouvions être plus souples* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.17)[92].

Pour autant, malgré cette organisation en pôles thématiques, ce qu'il est important de comprendre, selon Michel Marchyllie, est que l'équipe ne fonctionne pas de manière segmentée et qu'elle fonctionne au contraire « *en mode projet* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.16) :

> « *La dimension invisible au travers de cet organigramme est que nous travaillons en projets. Nous sommes en mode projet. Cela signifie que nous avons une personne par projet – par exemple un(e) chargé(e) d'étude "filière bois" identifiée. Dès que nous traitons de la thématique filière bois cette personne est impliquée, avec toute une équipe derrière (c'est-à-dire une personne attachée à un pôle, une secrétaire administrative, un technicien, même la direction adjointe...). Cela permet de traiter de toutes les dimensions d'un projet. Lorsque nous travaillions sur la filière bois-énergie, cela touche le paysage, le patrimoine, les boisements, la question des saules têtards, mais aussi l'agriculture et l'espace agricole – donc nous avons besoin de quelqu'un qui connait les partenaires agricoles… Les deux aspects sont importants : l'aspect organisation et l'aspect projet* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.16-17).

Ainsi, la mise en œuvre opérationnelle de la charte se traduit par la mise en place de programmes d'action et de projets :

[92] Cette augmentation des effectifs du parc nous semble liée à celle de la superficie du parc, ce qui implique plus de travail et permet dans le même temps au parc d'avoir plus de moyens, mais elle est aussi liée à un certain nombre de changements institutionnels qui sont intervenus à partir des années 2000 et qui ont affecté la manière dont l'équipe travaille et dont le PNRSE se positionne sur le territoire. Nous revenons plus en détail sur ces éléments dans la section suivante, consacrée à l'historique du PNRSE. Néanmoins, nous pouvons noter dès à présent que selon Michel Marchyllie, cette tendance au développement des partenariats, la multiplication et la diversité des projets a engendré un « *type de travail beaucoup plus chronophage* » pour l'équipe (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « *Les projets peuvent être rattachés à une ou plusieurs mesures* [de la charte]. *Ils peuvent être transversaux. Les projets peuvent se traduire par des programmes d'actions spécifiques au cours d'une année, ou sur deux trois ans. Chaque année nous développons une action* (…). [En 2014 par exemple], *nous avons 28 projets/programmes et 150 actions de prévues* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.13).

Michel Marchyllie indique que se sont souvent les responsables de pôles qui sont responsables des projets, « *sachant qu'il y a de nombreuses actions derrière un projet et chaque action a aussi un responsable au sein de l'équipe* » (ibid.). Ce sont aussi les responsables de pôles qui assurent la coordination avec le Syndicat Mixte, via les réunions mensuelles avec le bureau notamment :

> « *Dans le Syndicat Mixte il y a aussi un élu référent de chaque thématique qui suit de près toutes les actions au jour le jour. Puisque les décisions sont politiques – nous avons un rendez-vous tous les mois avec le bureau et nous discutons des directions que nous devons suivre, les sollicitations auxquelles nous devons répondre… Beaucoup de choses y sont validées* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.14).

Alors que l'équipe technique regroupe une quarantaine de personnes, Michel Marchyllie indique qu'un peu plus de la moitié sont salariés du Syndicat Mixte de gestion du PNRSE, ce qui concerne surtout le personnel administratif, alors que les autres et notamment le personnel d'encadrement (direction et chargés de mission) sont salariés d'Espaces Naturels Régionaux (ENRx), qui est aussi l'un des partenaires institutionnels importants du PNRSE. C'est la raison pour laquelle l'encadré n°2.5 présente ENRx.

Encadré n°2.5 : Espaces Naturels Régionaux (ENRx)

ENRx est une structure d'ingénierie, principalement financée par le Conseil Régional et organisée sous forme de Syndicat Mixte, depuis 2003 (Entretien avec David Moulin ; ENRx, 2014). Il s'agit d'une structure unique en France et son existence est liée à la manière dont s'est historiquement construite la politique des PNR dans la Région[93]. Comme l'indique Michel Marchyllie « *ENRx est une structure qui statutairement fédère les parcs dans le Nord-Pas-de-Calais* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.3). Selon David Moulin : « *ENRx est une structure atypique et c'est un atypisme que l'on cultive* (…). *Elle est la résultante du portage initial de la marque PNR du NPDC par l'association Espace Naturel Régional* (ENR)[94] *et la volonté, malgré les évolutions législatives, des élus des Parcs de conserver une structure fédératrice qui permette de mutualiser des moyens, en ingénierie notamment* » (Entretien avec David Moulin, p.2).

[93] En effet, comme nous le montrerons par la suite, il n'existait d'un seul PNR du NPDC dans les années 1980, qui regroupait trois zones géographiques distinctes : Scarpe-Escaut, le Boulonnais et l'Audomarois. Le parc du NPDC a ensuite éclaté en trois PNR différents, au début des années 1990 : le PNRSE, le PNR Caps et Marais d'Opale (regroupant les deux zones du Boulonnais et de l'Audomarois autour de Boulogne et de Saint-Omer) et le PNR de l'Avesnois, autour d'Avesnes-sur-Helpe dans le sud de la Région. Aujourd'hui le PNR de l'Oise-Pays-de-France fait aussi partie de la Région Hauts-de-France, comme l'indique l'annexe n°2.5.

[94] Comme nous le mentionnerons à nouveau par la suite, dans la section consacrée à l'histoire du PNRSE, lorsqu'il n'existait qu'un seul parc dans la région NPDC, et lorsque la compétence PNR a été transférée aux Régions dans les années 1980, dans le cadre de la décentralisation, la Région a alors décidé de déléguer la gestion de la marque PNR à une association « *Espace Naturel Régional* » (loi 1901). Mais la loi Paysage de 1993 a ensuite rendu obligatoires l'administration et la gestion des PNR par des Syndicats mixtes, qui sont des structures publiques (Entretien avec David Moulin ; Entretien avec Jean-Luc Beghin). C'est ainsi que l'association ENR est devenue le Syndicat Mixte ENRx en 2003.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Le comité syndical d'ENRx regroupe une dizaine de délégués du Conseil Régional et du Comité économique, social et environnemental régional (CESER), ainsi que trois délégués pour chacun des trois PNR de la région. Ce dernier regroupe donc au total une vingtaine de membres. Comme l'indique Michel Marchyllie, « *il y a donc presque un équilibre entre la région et les parcs dans le comité syndical* [d'ENRx], *mais la majorité est tout de même régionale* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.3). David Moulin explique que le comité syndical d'ENRx est « *le garant de la mise en œuvre des objectifs statutaires de la structure et* [qu'il] *prend les décisions relatives au budget et au plan d'action d'ENRx* » (Entretien avec David Moulin, p.2). Il précise que : « [La Région, qui est le principal financeur] *fixe un certain nombre d'objectifs au travers d'une convention triennale dite d'objectifs, signée entre le président de Région et le président d'ENRx* (…). *Parmi ces objectifs figurent la mise en œuvre et le pilotage des chartes de Parcs, ce qui fait donc partie de nos compétences en termes d'ingénierie. Depuis la dernière mandature, notre président est Emmanuel Cau, qui est aussi le vice-président Environnement, Climat, Aménagement du Conseil Régional* » (ibid., p.2-3).

L'équipe de direction d'ENRx est quant à elle : « *composée des trois directeurs de Parcs et de leurs directeurs-adjoints, des directeurs et directeurs adjoints d'ENRx, auxquels s'ajoute le directeur du Centre Régional de Ressources Génétiques – qui n'est pas une structure, mais l'un des domaines de compétence historique d'ENRx, dans le cadre de ses missions régionalisées. Donc chaque directeur de Parc est de fait un directeur délégué* [dans le comité syndical d'ENRx] *et un directeur adjoint d'ENRx… La structure est assez complexe, vu de l'extérieur, c'est ce qui constitue notre atypisme* » (Entretien avec David Moulin, p.3).

David Moulin explique qu'ENRx est avant tout une structure « *d'ingénierie* » (p.2), au sens où 80% de leur budget de fonctionnement ordinaire sont des dépenses de paiement de salaires de personnel. La structure regroupe quatre-vingt-huit postes parmi lesquels les deux tiers sont en mission dans les trois parcs (Scape-Escaut, Caps et Marais d'Opale et Avesnois). Le dernier tiers du personnel d'ENRx est consacré à des tâches d'administration générale, mais aussi de valorisation et de communication, à des missions d'appui plus ponctuelles, mais certains sont aussi détachés au Centre Régional de Ressources Génétiques (CRRG) (ENRx, 2014). Ainsi, au sein de chaque parc : « *Le directeur, la directrice adjointe, les responsables de pôle ainsi qu'un certain nombre de chargés de mission* (…) *dans les domaines d'intervention et de compétence des parcs (agriculture, environnement, urbanisme et paysage, développement économique, éducation à l'environnement…) sont salariés d'ENRx* » (Entretien avec David Moulin, p.2).

Michel Marchyllie indique qu'ainsi, en tant que directeur du PNRSE « *j'encadre 43 personnes qui ont différents employeurs et différents statuts, ce qui peut amener certaines difficultés* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.3). Mais David Moulin précise que chaque Syndicat Mixte de parc a bien une « *autonomie de gestion* » (p.3) :

> « *Il y a un lien hiérarchique entre le directeur et les salariés d'ENRx mais il n'y a pas de lien hiérarchique entre ENRx et les Parcs dans la mise en œuvre de leur chartes respectives et de leurs plans d'action, puisque chaque Parc a sont propre comité syndical qui est garant de la mise en œuvre de la charte, des moyens mobilisés et du budget. Chaque structure est donc indépendante* (Entretien avec David Moulin, p.3).

Michel Marchyllie confirme :

> « *Attention, ENRx ne gère pas le parc. Ils ont une mission régionale. Ils utilisent ce qui se fait dans les parcs pour voir s'il est pertinent de les transférer ailleurs et dans le même temps, ils sont porteurs de certains sujets au niveau régional. Par rapport à ces sujets nous pouvons mutualiser. Sur un sujet comme l'urbanisme, plutôt que les trois parcs portent chacun les mêmes choses, ENRx devient porteur. Cela permet de ne recruter qu'une seule personne qui coordonne tout, au lieu d'avoir*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

un chargé de mission dans chaque parc. Et puis cela nous donne dans le même temps une dimension régionale » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.14).

David Moulin indique en effet que :

« *Au-delà de la mise en mission de personnels et de la mise en œuvre des chartes de Parcs,* [ENRx] *permet de mettre en œuvre des actions communes aux trois parcs mais aussi de pouvoir tirer parti d'expériences ayant démontré leur pertinence et leur transférabilité au reste du territoire Régional – voire à d'autres* (…). *A titre d'exemple, les problématiques relatives à la maitrise de la périurbanisation sont importantes au niveau régional et concernent de fait les parcs. Nous avons pu mettre en place des actions communes, avec un pilotage du personnel du siège et les chargés de missions concernés dans chaque équipe de parc, ce qui nous a permis de mutualiser des moyens humains et financiers afin de mener des missions d'étude au service des territoires des trois parcs et de communes* (…). *Mais d'autre part, certaines initiatives peuvent venir des parcs et être régionalisées. Il existe deux exemples historiques : dans le domaine de l'éducation à l'environnement, les "sorties natures" organisées dans le Parc Scarpe-Escaut ont amené à développer des outils pédagogiques qui aujourd'hui font l'objet d'une opération régionale intitulée "objectif nature", qui ne concerne plus seulement Scarpe-Escaut, ni même les trois parcs mais d'autres acteurs en région, l'Etat (l'éducation nationale), de sorte que l'ensemble du public scolaire régional en bénéficie. Autre exemple : les actions de plantation et de commande groupées d'arbres et d'arbustes qui sont originaires du Parc du Boulonnais, puis qui se sont étendues depuis les années 1990, par l'intermédiaire d'ENRx et sont devenues aujourd'hui l'opération régionale "Plantons-le-décor"* » (Entretien avec David Moulin, p.3-4).

2.1.5 Le budget du PNRSE

Les bilans d'activités du PNRSE (PNRSE, 2010b, 2011b, 2012, 2013, 2014) indiquent que le budget de fonctionnement et d'investissement du parc est généralement réparti de la manière suivante : 70% des dépenses concernent l'administration générale (dont environ 40% de charges de gestion courantes et 30% de charges de personnel), 15% concernent le dispositif écogardes (il s'agit surtout des charges de personnel liées aux cinq écogardes salariés du Syndicat Mixte et appartenant au pôle « *ressources et milieux naturels* ») et les 15% restant sont des investissements. Ceci représente un budget total d'environ 1.3 million d'euros annuels, sachant que le budget « *mobilisé par ENRx pour la mise en œuvre de la charte* » (PNRSE, 2010b, 2011b, 2012, 2013, 2014) représente quant à lui environ 1.1 million d'euros supplémentaires annuellement, sur la période 2010-2014. Les recettes proviennent quant à elles des différents signataires de la charte, c'est-à-dire du Conseil Régional (pour environ 40%), du Conseil Général du Nord (30%) et du territoire, c'est-à-dire des communes et des EPCI (30% environ), les 10% restant étant couverts sur fonds propres ou par amortissement.

En outre du budget ordinaire de fonctionnement et d'investissement, les bilans d'activités du PNRSE font également état d'un budget spécifique aux programmes d'action, d'un million d'euros environ par an, réparti sur la période en quatre postes de dépenses principaux, correspondant aux quatre vocations de la charte de 2010, ainsi qu'un poste dédié

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

au suivi et à l'évaluation de la charte. Bien que les différences ne soient pas très importantes, ces dépenses varient annuellement en fonction des programmes d'actions engagés ou réalisés, comme l'indique le tableau n°2.3 ci-dessous (dans lequel nous avons arrondi les valeurs).

Tableau n°2.3 : Le budget annuel des programmes d'actions du PNRSE

Années	2010	2011	2012	2013	2014
Ressources et milieux naturels	35%	40%	50%	40%	45%
Développement	25%	30%	15%	30%	30%
Aménagement et paysage	10%	15%	10%	10%	5%
Mobilisation et communication	15%	10%	20%	10%	10%
Suivi et évaluation de la charte	15%	5%	5%	10%	10%

Source : tableau construit par l'auteur, sur la base des bilans d'activités du PNRSE sur la période 2010-2014

Jean Luc Beghin indique ainsi que lorsqu'il était directeur du parc :

« *Ma manière de concevoir le budget était la suivante : j'avais les participations statutaires, c'est-à-dire la participation des communes, la part du département et celle de la région. Ce sont les participations financières statutaires et mon objectif était de faire des petits avec cela. Je me servais de cela comme mise de fonds pour aller chercher des fonds européens et du mécénat. A partir du moment où nous avons été intégrés à INTERREG etc. ainsi que d'autres programmes, la partie statutaire permet de payer le fonctionnement et le programme d'action. J'arrivais à doubler le programme d'action avec les autres financements. C'est-à-dire que quand j'avais un franc sur le programme d'action, je le doublais avec les fonds européens et le mécénat. C'est un peu le modèle qui a fait le budget actuel* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.12).

Ainsi, les recettes budgétaires concernant les programmes d'action du PNRSE proviennent principalement, sur la période 2010-2014 du Conseil Régional (40%), du Conseil Général (20%), mais aussi de l'Union Européenne (20%), de l'Etat (10%) et d'autres structures telles que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ou les EPCI (10%). Selon Michel Marchyllie :

« *Concernant l'Etat, le minimum est qu'il nous finance au moins un peu puisque c'est l'Etat qui attribue le classement PNR. L'Etat formule aussi des exigences en matière de réalisation de projets, concernant les objectifs à atteindre. Il donne le classement parce qu'il regarde si le projet est suffisamment exigeant, donc le minimum est qu'il nous donne un peu d'argent – mais le fait est que l'Etat nous finance de moins en moins* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.7).

Daniel Mio indique quant à lui que lorsque le Conseil Régional ou le Conseil Général confient des missions au PNRSE ils abondent alors le budget :

« *Par exemple, nous gérons l'étang d'Amaury : le parc a des équipements sur place mais le terrain appartient pour moitié au Conseil Général et pour moitié au parc. Donc le Conseil Général nous a confié la gestion de sa partie… et tout cela entre dans le budget* » (Entretien avec Daniel Mio, p.5).

Il ajoute que :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Notre objectif a toujours été d'utiliser l'argent que nous avons pour aller en chercher à l'extérieur, notamment à l'Europe, à l'Agence de l'eau etc. Tous ces éléments viennent abonder le budget. Le fait que nous nous sommes engagés dans le parc transfrontalier avec les Wallons s'explique aussi par cette raison* » (Entretien avec Daniel Mio, p.25). « [Le PNRSE gère] *la clef du Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) Scarpe-Aval* (…) *puisque c'est nous qui le gérons, nous recevons à ce titre une subvention de l'Agence de l'eau et des intercommunalités. C'est un autre élément de financement en plus. Et c'est un SAGE qui fonctionne bien parce que nous avons une équipe adaptée : nous avons une chargée de mission SAGE qui bénéficie des compétences de toute l'équipe pour travailler. Autrement dit, nous travaillons vraiment en territoire ouvert et non pas en territoire fermé : le SAGE va au-delà du territoire du parc… et nous travaillons aussi avec les Belges, au-delà de la frontière !* (Entretien avec Daniel Mio, p.6).

Luc Coppin conclut sur l'intérêt pour les communes de participer à la structure parc :

« *Cela coûte 1,32 euro par habitant, si ma mémoire est bonne, pour les communes adhérentes, plus quelques centimes d'euro pour les écogardes. Mais, l'essentiel c'est que le parc est un organisme qui permet (et les communes devraient s'y intéresser) de faire en sorte que, pour 1 euro dépensé par la commune, il y ait 6 ou 7 euros de subventions extérieures (qui viennent de la région, de l'Etat, l'Europe etc.) Le problème du parc est qu'il n'a pas de moyens propres. Il peut donc aider quelques communes volontaires, mais il ne peut pas aider toutes ses communes. Son rôle est moins de participer financièrement et plutôt de donner des conseils, mais parfois c'est insuffisant* » (Entretien avec Luc Coppin, p.9).

En effet, David Moulin confirme que « *les parcs ne lèvent pas d'impôt et donc utilisent peu les incitations financières. Ils n'ont pas de moyens propres*. (…) *Donc si les Syndicats mixtes peuvent financer des travaux, ils n'attribuent pas de subventions* » (Entretien avec David Moulin, p.10). Lorsque nous avons interrogé les personnes rencontrées sur l'évolution du budget du Syndicat Mixte à l'avenir, ces dernières ne se sont dans l'ensemble pas montrées très optimistes, mais elles n'ont pas non plus manifesté de très grande inquiétude. Selon Gérald Duhayon par exemple « *les évolutions budgétaires étant ce qu'elles sont nous n'avons plus aujourd'hui la capacité de faire tout ce que nous faisons avant* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.12). Jean Luc-Beghin indique quant à lui que :

« *Je pense que la baisse des financements publics va aussi affecter les parcs. Nous ne sommes pas au niveau du Portugal et de la Grèce mais à mon avis dans les années qui viennent ça va saigner un peu quand même. Je siège à Europarc et j'ai donc des amis dans les autres pays européens, en Irlande etc. et là la saigne. Ils ont deux fois moins de personnel et ils n'ont plus de sous pour rien. Nous n'en sommes pas encore là en France mais cela commence à se tasser quand même. Les collectivités commencent à être à sec aussi. Nous devrons à l'avenir redoubler d'ingéniosité pour multiplier les partenariats* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.12-13).

Cela dit, selon Daniel Mio :

« *Je sais qu'il faut toujours demander pour avoir du budget et que c'est de plus en plus compliqué avec les difficultés financières de tout le monde aujourd'hui. Mais*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

je pense que dans l'ensemble, nous n'avons pas trop de problèmes, parce que ce que nous faisons est très visible. Nous ne demandons pas de budget sans en rendre compte. Il est possible de vérifier le travail qui est fait et ce qui est fait est efficace » (Entretien avec Daniel Mio, p.10).

Avant d'aborder la construction historique du parc, les spécificités du territoire et les changements récents ayant eu lieu dans le fonctionnement institutionnel du PNRSE, il nous reste à reprendre certains éléments sur les moyens qu'ont les PNR (et surtout le PNRSE) d'intervenir sur le territoire via la charte et le processus de classement en PNR, ces éléments entrainant à la fois des dispositions contractuelles et règlementaires.

2.1.6 La charte des PNR : un outil contractuel et règlementaire

La spécificité de la structure PNR est double. D'une part les PNR n'ont pas de compétences particulières, comme en ont les collectivités territoriales, mais un ensemble de missions assez diversifiées (protection du patrimoine naturel, développement économique, aménagement du territoire, éducation à l'environnement, expérimentation et innovation…). Et d'autre part, ils n'ont pas de fiscalité propre au sens où les contributions des différents signataires reposent sur un engagement contractuel, c'est-à-dire volontaire. C'est ce qu'indique Michel Marchyllie :

« *Le parc n'a pas de compétences en tant que collectivité.* (…) *Si on peut attribuer une compétence* [au Syndicat Mixte] *ce serait d'animer et de réviser la charte du parc. Nous sommes plutôt sur des missions et des projets, mais nous n'avons pas d'obligations – que ce soit en matière économique ou autres. Au contraire, les EPCI* [qui sont aussi des regroupements de communes, comme le parc] *ont des compétences obligatoires en matière de développement économique avec une fiscalité liée. Nous n'avons pas de fiscalité – nous n'avons que des subventions ou des contributions statutaires et d'autres financements. Nous dépendons des contributions et des financements des autres. Et donc qui dit contribution dit moins de marges de manœuvres. Il est possible de nous dire "nous vous finançons pour telle ou telle chose"* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.8).

Gérald Duhayon, qui a longtemps travaillé au Parc Naturel wallon des Plaines de l'Escaut souligne que, selon son expérience, ce fonctionnement particulier des PNR français implique aussi certaines différences avec celui des parcs naturels belges :

« *Ici, ce que je ressens vraiment dans le cadre de mon travail est que nous sommes le relai de beaucoup de politiques nationales, régionales, départementales, voire même maintenant des intercommunalités et nous sommes sollicités de toutes parts pour accompagner ces politiques et les mettre en œuvre* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.6).

Michel Marchyllie donne un exemple du rôle que peut jouer un PNR, concernant le Schéma Régional de Trame Verte et Bleue (TVB) et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE):

« *Nous avons eu beaucoup de discussions* [sur ces deux schémas régionaux]. (…) *De grandes patatoïdes sont faites à l'échelle régionale. Mais ensuite, comment mettre ça en œuvre pratiquement ? Ce n'est pas possible avec ces documents. (…) Un*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

exemple tout bête sur les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), c'est-à-dire à l'échelle du cadastre. Comment une commune, qui travaille à l'échelle du cadastre, peut-elle appliquer un schéma régional ? Il manque un échelon. Donc nous le construisons avec les communes. Nous faisons l'intermédiaire et nous traduisons (…). *L'Etat et la Région disent aux communes qui sont hors parc qu'elles doivent être en cohérence et en conformité avec les schémas de TVB. Mais je leur souhaite bon courage ! Elles ne peuvent pas adapter une carte à cette échelle là, avec des spaghettis dans tous les sens* (…). *Le plan de parc n'avait même pas été intégré dans la première version du schéma régional de cohérence écologique ! Nous avons dû expliquer pendant trois mois, que nous avions, à l'échelle du parc un plan de parc au 50 000ème – ce qui est déjà un outil intéressant pour une commune* (…). *Ce n'était pas automatique de la part de la Région et l'Etat. Ils disent que puisque cela ne se fait pas ailleurs, ce n'est pas déclinable. Mais ce n'est pas logique. Parce que nous avons déjà identifié sur des territoires quelles sont les zones à préserver en priorité. Les parcs ont bien été créés parce qu'il y avait un patrimoine sur ces territoires ! Cela veut dire qu'il y a des enjeux plus importants en Caps et Marais d'Opale et dans l'Avesnois que dans le Cambrésis…* (…). *La méthode nous l'avons acquise en menant l'expérience de dialogue avec les communes dans le territoire du parc. Nous sommes capables de dire "il vous faut un mois par commune pour faire ce travail, le cahier des charges est celui-ci, les résultats sont ceux-là", il n'y a plus qu'à homogénéiser. Nous avons déjà essuyé les plâtres en passant cinq mois de travail avec une commune, mais maintenant la méthode est adaptable aux communes hors parc. Maintenant c'est possible, grâce au transfert de la méthode, de faire le travail en un mois, ou de rédiger le cahier des charges pour les communes qui font appel à un bureau d'études* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.23-24).

Si un PNR peut donc être une structure essentielle pour l'application des politiques régionales de biodiversité, politiques dont la mise en cohérence à l'échelle régionale est tout à fait nécessaire, certaines personnes que nous avons interrogées se montrent, dans le même temps, assez critiques vis-à-vis du rôle que peut jouer le parc en tant que relai des politiques nationales, régionales et départementales car cela peut aussi se traduire par un manque de respect vis-à-vis de l'autonomie du Syndicat Mixte et des objectifs stratégiques de la charte. Selon Jean-Luc Beghin en effet :

« *Personnellement, j'ai eu la chance d'être* [directeur du parc] *à un moment où la technocratie des structures membres était moins présente. Je m'explique.* [Puisque nous étions déjà un Syndicat Mixte] *lorsque nous négocions nos programmes et nos budgets nous allions voir les services de la région et du département. Mais nous étions dans des services qui étaient beaucoup moins pléthoriques qu'ils ne le sont aujourd'hui et qui instruisaient les programmes plutôt du point de vue de l'opportunité des actions et du point de vue administratif et financier : selon s'ils avaient des enveloppes etc.* [La différence est] *qu'aujourd'hui, je pense que le parc doit réguler sans arrêt des intrusions de l'administration, surtout régionale. Je suis retraité, je peux le dire pleinement. Cela relève pleinement de l'intrusion, c'est-à-dire que ces services ne font pas la différence entre ce qui relève d'un service instructeur et ce qui relève de qui doit décider de quoi. Cela va jusqu'à remettre en cause la légitimité d'un*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Syndicat Mixte ou d'un directeur de parc, qui normalement est quand même payé pour décider comment les choses doivent se passer ! A l'époque, la rugosité était sur le territoire : de temps en temps il y avait des accroches sur les avis sur les PLU, sur des aménagements qui nous embêtaient, sur du drainage agricole à des endroits qui posaient problème… mais je n'avais pas à faire face à cette intrusion perpétuelle de l'administration et des financeurs. Je pense qu'aujourd'hui c'est devenu impossible. J'ai arrêté parce que j'avais l'âge mais pour moi c'était déjà à la limite du supportable (…). *Les gens ont du mal à se représenter la légitimité de certaines instances. Ils sont dans une logique du "qui paie commande" autrement dit. Or, cela pour moi, cela ne veut rien dire. Il est possible d'avoir des orientations politiques qui disent "la trame verte et bleue doit se faire comme ça etc.". Et il est normal que le parc, lorsqu'il gère ses milieux naturels il fasse référence aux orientations de la TVB, c'est logique, si on va chercher des financements de la TVB. Mais c'est tout de même au parc de décider où il intervient, sur quel site, en quelle année, pourquoi, avec qui etc. La décentralisation a bien eu lieu ! Aujourd'hui nous sommes* [censés être] *non plus sur des contrôles a priori, mais sur des contrôles a posteriori. C'était le fondamental des lois de décentralisation. Mais de temps en temps il est oublié…* (…). *Cela passe par la multiplication des procédures de concertation avec les services, des services qui peuvent faire faire des notes aux conseillers régionaux sans que l'on soit au courant… tout est permis dans ces jeux là ! Cela n'empêche pas au parc de fonctionner, mais nous sommes dans une procédure de concertation qui est par moments un peu pipée, parce qu'il y a peu de respect de notre autonomie* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.6-7).

Pourtant, ce qui fait tout l'intérêt d'un PNR n'est pas seulement de pouvoir décliner ou expérimenter les politiques régionales, départementales ou nationales, bien au contraire. La charte des PNR est bien un projet de territoire, devant émerger de celui-ci et être construite « *sur mesure* ». C'est ce qu'indique Gérald Duhayon :

« *Un PNR est un territoire de projet : nous intégrons dans nos actions tout ce qui émerge du territoire* (…). *A minima, nous sommes des animateurs locaux des politiques Natura 2000, TVB, Réserves Naturelles Régionales, les SAGE et contrats de rivière - toutes les politiques de l'eau… etc. Mais après, nous avons des actions vraiment liées à des enjeux locaux qui émergent du territoire et donc que l'on ne retrouvera pas dans d'autres Parcs* (…). *En étant le relais de certaines politiques, nous sentons parfois que de plus en plus de choses nous sont imposées, avec des visions qui sont parfois à d'autres échelles que celle du territoire. Donc cela devient parfois difficile. Il me semble que nous oublions parfois qu'un parc c'est un projet de territoire qui émerge de ce territoire. Nous avons tendance à être tenaillés entre ces deux démarches* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.4-7).

La charte doit nécessairement représenter un véritable projet de territoire, même s'il est co-construit, car l'attribution du label PNR est relatif à certaines exigences formulées au niveau national. La charte est en effet soumise à une procédure d'enquête publique au cours de laquelle la pertinence de l'attribution ou de la réattribution du label est évaluée. Cette évaluation se fonde non seulement sur les caractéristiques écologiques du territoire, mais aussi sur le caractère ambitieux des objectifs inscrits dans la charte, ainsi que sur la capacité des

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

acteurs du parc (c'est-à-dire à la fois du Syndicat Mixte mais aussi des signataires et des partenaires) à atteindre ces objectifs. C'est ce que traduisent les critères de classement en PNR ainsi que le processus de révision des chartes de PNR, sur lesquels il nous faut donc nous arrêter quelques instants.

L'article R333-3 du Code de l'Environnement indique que la charte d'un PNR doit être établie à partir d'un diagnostic territorial « *comprenant un inventaire du patrimoine et d'une analyse de la situation culturelle, sociale et économique du territoire, en fonction des enjeux en présence* » (Article R333-3, du Code de l'environnement, décret n°2012-83 du 24 janvier 2012). La charte doit par ailleurs être constituée d'un rapport déterminant tout d'abord « *les orientations de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour la durée du classement* » et « *les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc et les objectifs en matière de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques* » (ibid.), mais aussi les mesures qui seront mises en œuvre pour atteindre ces objectifs, ces dernières devant être spatialisées et échelonnées dans le temps. Ensuite, le rapport doit indiquer le « *dispositif d'évaluation de la mise en œuvre de la charte* » (ibid.), permettant d'analyser si les objectifs ont été atteints, ainsi que le « *dispositif de suivi de l'évolution du territoire établi au regard des mesures prioritaires de la charte* » (ibid.). Enfin, le rapport doit inclure le détail des « *modalités de la concertation* » (ibid.) ayant été organisée pour l'élaboration de la charte et le détail des modalités de la concertation qui seront mises en œuvre pour la réalisation de la nouvelle charte. En outre du rapport, la charte doit s'appuyer sur un plan de parc « *représentant le périmètre d'étude et le périmètre classé, sur lequel sont délimitées, en fonction du patrimoine et des paysages, les différentes zones où s'appliquent les orientations et les mesures définies dans le rapport* » (ibid.), ainsi qu'un certain nombre d'annexes (listes des communes et des EPCI ayant approuvé ou non la charte, plan de financement…). Le même article du Code de l'Environnement indique également que la procédure de révision de la charte s'appuie à la fois sur le diagnostic de territoire réalisé, sur l'évaluation de la mise en œuvre de la charte et sur « *l'analyse des effets de la mise en œuvre de ses mesures prioritaires sur l'évolution du territoire réalisée à partir des résultats du dispositif d'évaluation et de suivi prévu* [dans la charte] » (ibid.)[95].

Michel Marchyllie indique que les périodes de révision des chartes de parc sont délicates pour l'équipe technique, qui doit à la fois amorcer le processus de construction collective des objectifs stratégiques de la prochaine charte et, dans le même temps, continuer à s'assurer de la bonne réalisation des objectifs de la charte en cours. Selon ce dernier :

> « *La révision est un processus très lourd* (…). *Il s'agit d'une démarche de négociation. Nous essayons de construire ensemble un projet – cela met, a minima,*

[95] Les exigences en termes de contenu des chartes de parc se sont ainsi considérablement renforcées au cours de l'histoire, de manière a pouvoir rendre possible un processus de révision et d'évaluation beaucoup plus précis et détaillé. Ainsi, alors que la charte du PNRSE de 1968 comptait une trentaine de pages, celle de 2010 en fait plus de 250. Mais il semble que ce processus de complexification atteigne aujourd'hui certaines limites. Comme l'indique Jean-Luc Beghin en effet : « *de plus en plus de gens pensent aussi qu'il ne faut pas trop en faire et ils se demandent quel est l'élu qui sera capable de lire* [les chartes actuelles] (…). *Aujourd'hui en Scarpe-Escaut ils se demandent s'il ne faudrait pas faire une synthèse de la charte. Maintenant qu'on a fait un truc un peu monstrueux, nous sommes en train de nous demander comment faire des outils de communication qui extraient la substantifique moelle du document pour que les gens comprennent… Cela pose question* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.9-10).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quatre ans pour rédiger une charte de parc – c'est-à-dire deux ans et demi de travail autour de la négociation du projet et le reste du temps est lié au système global de consultation et de validation selon les procédures administratives entre Région, Etat, les navettes interministérielles etc. Nous continuons à faire le travail que nous avons à faire, puisque nous n'avons pas fini la charte du parc précédente, mais nous nous rajoutons la tâche de devoir se projeter à 12 ans. Donc l'équipe doit être organisée sur les plans politiques et techniques afin d'être à même de faire ce double travail de continuer les tâches quotidiennes tout en faisant de la prospective » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.8).

Christophe Tesnière, responsable du processus d'évaluation de la charte de 2010 du PNRSE, précise que bien qu'il y ait des limites à la co-construction des différents éléments qui participent à la définition des objectifs stratégiques de la charte, cette démarche de construction collective s'avère néanmoins essentielle (ce qui implique un travail important de préparation et d'anticipation), afin que les objectifs de la charte soient acceptés par tous, lors de l'élaboration effective du document et en vue de son adoption. Selon lui en effet, en vue de la révision de la charte de 2010 :

« *Nous avons travaillé sur la démarche de diagnostic de territoire, qui n'est pas une démarche très normée sur le plan règlementaire. Nous avons fait le choix de mener une démarche en interne techniquement et de s'appuyer sur le diagnostic pour commencer l'animation sur la constitution du projet de territoire – c'est-à-dire consulter tous les partenaires, mobiliser les élus etc. Nous avons donc partagé le diagnostic en amont de l'élaboration de la charte pour se mettre en accord et se coordonner sur les constats qu'il était possible de faire sur le territoire et les enjeux auxquels la charte devait répondre. Cela nous paraissait être un préalable très important pour réduire au maximum les conflits au moment de l'élaboration du document. Ce travail d'élaboration du diagnostic et de constitution technique du document a duré plusieurs années avec des animations, des groupes de travail partenariaux avec les élus, par thématiques etc. Ce qu'il est possible d'extraire du diagnostic est une liste d'enjeux qui sont partagés. Il y a une volonté, de manière générale, dans les pratiques des parcs et dans les démarches de révision qui est d'associer jusqu'aux habitants. Mais c'est très difficile à mettre en pratique. En réalité, les associations se font donc plutôt autour de sujets très particuliers : il est assez illusoire, de manière globale, de vouloir associer les habitants à ce type de démarche… et en termes de moyens c'est absolument infaisable. Nous y avons déjà passé plus de cinq ans donc si nous avions associé les 190 000 habitants du territoire à la démarche, la durée de la charte n'aurait pas suffi pour la réviser !* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.5).

L'article R333-4 du Code de l'Environnement indique quant à lui que les critères de classement d'un territoire en PNR sont les suivants : premièrement, le patrimoine naturel et culturel, mais aussi les paysages du territoire concerné doivent, comme nous l'avons déjà mentionné, être de qualité et représenter un « *intérêt reconnu au niveau national* » (Article R333-4 du Code de l'Environnement, décret n°2012-83 du 24 janvier 2012) et « *un ensemble remarquable mais fragile et menacé* » (ibid.) ; deuxièmement, le périmètre du territoire proposé au classement doit être cohérent et pertinent vis-à-vis de ces éléments patrimoniaux et

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

paysagers ; troisièmement la « *qualité du projet* (…) *de développement fondé sur la protection et la mise en valeur du patrimoine et des paysages* » (ibid.) et incarné par la charte est prise en compte ; quatrièmement, les collectivités territoriales et les EPCI concernées doivent afficher leur « *détermination* » (ibid.) et leur « *engagement* » (ibid.) au travers du projet de charte ; et cinquièmement, le Syndicat Mixte doit montrer sa « *capacité* (…) *à conduire le projet de façon cohérente* » (ibid.).

Ainsi, Jean-Luc Beghin explique que lorsque ces critères ont commencé à être de plus en plus détaillés dans les textes législatifs et que la charte du PNRSE a dû être révisée à la fin des années 1990, la stratégie a été de jouer sur la qualité du projet et du contrat pour compenser celle du patrimoine :

> « *En Scarpe-Escaut, il fallait compenser la qualité du territoire par la qualité du projet : Scarpe-Escaut était plus urbain, plus destroy, avec ses friches etc.* [que les autres PNR]. *Expliquer qu'il y avait 3000 hectares de friches… qui sont aujourd'hui du patrimoine classé à l'UNESCO… ce n'était pas gagné. Donc j'ai essayé de compenser la qualité du territoire par la qualité du projet et la qualité du contrat* (…). *Il faut savoir qu'au niveau national, comme il y a toujours des problèmes de fric, des ministres successifs ont commencé à dire qu'il était possible de déclasser un territoire lors des révisions de chartes. Or, dans la famille des parcs, il est bien visible qu'il y a des parcs à haute valeur symbolique, comme dans le Vercors, et d'autres parcs qui sont beaucoup plus communs et que l'on pourrait imaginer déclasser en raison de leur patrimoine qui n'est, disons, que d'un niveau régional et non pas national… puisque cela reste un label national* (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.9).

De manière générale, les personnes que nous avons interrogées se sentent concernées par la menace du déclassement du territoire, ce qui s'avère être particulièrement le cas actuellement vis-à-vis de l'objectif de maitrise de la consommation d'espace et des enjeux liés à la périurbanisation, car le PNRSE est non seulement le doyen des PNR français, mais aussi parce que cet enjeu est au centre des volontés politiques au niveau national, alors que, dans le même temps le territoire de Scarpe-Escaut affiche une très forte densité de population par rapport aux autres PNR. C'est ce qu'indique Michel Marchyllie :

> « *Si les engagements volontaires ne sont pas à la hauteur de ce qui est attendu pour nous attribuer le classement, nous savons que nous ne serons pas reclassés* (…). *La maîtrise de la périurbanisation* [est une] *compétence des communes en matière d'urbanisme, mais* [il s'agit aussi] *une volonté politique forte aux niveaux régional et national,* [l'objectif étant de] *limiter la consommation des espaces agricoles et naturels. Au niveau national, en ce moment, les parcs sont retoqués s'ils n'ont pas un volet maitrise de la périurbanisation suffisamment costaud, avec un système d'évaluation capable de démontrer que les engagements ayant été pris sont respectés. Cela va jusqu'à l'inscription dans la charte* [de 2010] *d'un taux/seuil à ne pas dépasser en termes de consommation d'espace. De ce point de vue c'est difficile pour nous. D'abord parce que nous sommes un parc atypique, avec nos 412 habitants/km². En France, la majorité des parcs ont plutôt 50 habitants/km² voire à 5 habitants/km². En plus, nous sommes considérés comme le premier parc de France (puisque nous sommes le plus vieux) et la remise en cause du premier est de ce point de vue assez symbolique. Le parc du Marais Poitevin a été déclassé aussi en partie pour des*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

raisons symboliques. Nous devons faire attention de ne pas avoir de quoi nous faire sanctionner parce que nous sommes le premier parc de France. Mais c'est difficile sur cet enjeu parce que nous avons 200 000 habitants, voire 300 000 habitants avec les villes portes, sur un petit territoire de 48 000 hectares – ce qui est une faible superficie par rapport aux parcs des Volcans d'Auvergne (390 000km²), à la Corse (370 000 km²), Livradois-Forez (320 000 km²) ou encore Loire-Anjou-Touraine (290 000 km²), Normandie-Maine (260 000 km²), qui sont sur d'immenses territoires » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.9).

Christophe Tesnière résume :

« *Si nous sommes complètement en décalage dans la réalité par rapport au chiffrage de la charte, nous devrons justifier pourquoi et si les éléments de contexte ne le permettent pas, cela peut faire très mal par rapport aux possibilités de classement* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.10).

Mais il faut tenir compte du fait que les engagements de la charte ne sont pas que ceux du Syndicat Mixte, mais bien ceux de l'ensemble des signataires et donc des différentes collectivités territoriales concernées. En effet, selon Isabelle Matykowski :

« *Le parc est un territoire et un ensemble d'acteurs. Le parc c'est des intercommunalités, des communes, le Département, la Région… ce n'est pas un O.V.N.I. à part le parc* (…). [Donc] *si on perdait le label parc (parce qu'au niveau national il y a quand même un minimum d'exigences), finalement ce serait aussi la faute des acteurs du territoire. Le parc c'est le fait d'être dans le "nous", ce n'est pas une structure externe, même s'il y a une ingénierie dédiée ce n'est pas une structure externe* (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.7).

L'ensemble des personnes interrogées ont globalement beaucoup insisté sur ce point. Selon Michel Marchyllie par exemple :

« *Lorsque nous révisons la charte du parc, cela ne peut fonctionner que si les acteurs participent à la mise en œuvre des engagements pris dans le projet, au travers des actions et des mesures de la charte – que cela soit sur le volet économique, social ou environnemental* (…). *Nous essayons de construire un projet sur 12 ans, ce qui, en soi, ne se fait nulle part ailleurs : dans les communes, les intercommunalités et même le Département et la Région, les projets sont sur 6 ans. Nous dépassons les limites du calendrier électoral, ce qui est une première difficulté… Mais nous essayons de susciter des engagements concrets, sur un territoire, engagements que nous mettons par écrit, en disant à ceux s'engagent qu'ils doivent signer et que cela sera valable pendant 12 ans. Ensuite seulement il sera possible de revenir dessus.* (…) [Par conséquent] *si une intercommunalité affirme ne pas s'engager dans la charte, cela signifie que tout son territoire sort du parc. Même chose si une commune ne souhaite pas s'engager, elle sort du territoire* (…). *Cela explique notre cartographie assez étrange, avec une commune, en plein milieu, qui n'est pas incluse dans le périmètre parce qu'elle a délibéré négativemen*t (…). *C'est un exercice délicat, de négociation* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.8).

Jean-Luc Beghin indique quant à lui que non seulement ce processus de construction d'un projet, concerté, à l'échelle du territoire du parc, est un exercice délicat, bien qu'il soit absolument nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés dans la charte, lors de sa mise en œuvre

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

par la suite (puisque l'atteinte des objectifs repose, précisément, sur la capacité des signataires à mettre en œuvre leurs engagements), mais qu'en outre, même une fois réalisé, une partie de plus en plus importante du travail du parc consiste à rappeler aux signataires qu'ils se sont engagés, non pas uniquement sur les objectifs qui correspondent à leurs priorités politiques, mais sur la totalité du projet :

> « *Quand on a fait les dernières chartes, tout le monde s'est jeté dessus comme la misère sur le monde. Tout le monde y était, les services etc. Nous avons eu de multiples séances de discussions etc. Par conséquent, il est possible d'imaginer que la charte produite à la fin soit le document de synthèse, construit par tout le monde, qu'il nous serve de guide dans les douze ou quinze ans qui viennent. Or, nous nous apercevons que la charte à peine terminée, certains services reviennent avec des commandes qui n'ont rien à voir avec la charte, ou bien qui refusent des programmes qui sont dans la charte.* (…) *Nous avons tout fait pour construire une charte ensemble donc tout le monde doit s'y retrouver et la mettre en place. Or, notamment dans les négociations financières, il est tout à fait possible d'être face à des services qui répondent "ça j'en veux, ça je n'en veux pas… ah de la culture, non c'est pas nous, nous n'avons pas parlé de culture dans la charte". Cela nous pose un vrai problème de fond. Chacun peut revenir derrière avec ses priorités d'institution comme si la charte n'existait pas. Alors que dans la logique de sa construction la charte devrait être une alchimie, où la réalité et des projets locaux sont intégrés aux politiques des niveaux supérieurs. C'est-à-dire que lorsque nous faisons la cartographie des milieux naturels les plus riches, nous sommes dans la TVB…* [Certes] *nous sommes toujours à la croisée des réalités locales, des projets en cours et des politiques menées par les uns et les autres. Sauf que nous ne devrions discuter que de la mise en œuvre de charte dans sa totalité et non pas faire son marché dans la charte en disant "cette charte est très bien mais moi je ne prends que ça et ça". C'est une approche globale, multifonctionnelle que tout le monde doit soutenir et contribuer à mettre en œuvre*. (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.10).

Selon Michel Marchyllie :

> « *Parfois nous sommes les emmerdeurs, il faut le dire. Nous disons "d'accord, il faut faire le projet, mais si en plus cela respecte les engagements de la charte… que vous avez pris… c'est mieux !". Il faut leur rappeler qu'ils sont pris ces engagements. Et cela prend beaucoup de temps* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18).

Ces éléments font aussi référence à un certain nombre de changements dans le fonctionnement institutionnel du PNRSE, qui sont apparus au tournant des années 2000 et sur lesquels nous revenons dans la section suivante, consacrée à l'histoire du parc. Mais nous pouvons souligner dès à présent qu'au-delà de l'engagement des signataires, l'atteinte des objectifs fixés et construits collectivement dans la charte, repose aussi sur la capacité des PNR à impliquer un vaste réseau de partenaires. Comme nous l'avons déjà mentionné, certaines structures sont des partenaires consultatifs, dans le Syndicat Mixte telles que l'ONF et les chambres consulaires mais Michel Marchyllie précise que les partenaires du parc sont forcément très diversifiés puisque le parc a des engagements dans tous les domaines :

> « *Nous ouvrons le champ complètement* (…). *Tout est ouvert. Nous ciblons les partenaires selon les thématiques mais en allant toujours vers tous les acteurs*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *existants. Par conséquent, je n'ai jamais demandé à l'équipe combien de partenaires avons-nous et avec qui nous travaillons. Il y en a peut-être 400, 500 je ne sais même pas. Et à tous les niveaux* (…) *chaque projet a son lot de partenaires associés* (…). *La palette est donc très large mais tout est lié à la charte et à ses 46 mesures* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.12).

Ce dernier indique que, par exemple, le PNRSE a des engagements « *sur la gestion de l'espace, sur la diversification des exploitations agricoles, sur la formation des agriculteurs, la préservation et le maintien de l'élevage* » (ibid.). Dès lors, le parc travaille non seulement avec la chambre d'agriculture, mais aussi « *toutes les associations qui travaillent sur les installations agricoles comme AVENIR, le CEDAPA, ou Terre de liens* » (ibid.), de même que « *les structures professionnelles et les syndicats agricoles* » (ibid.) : « *ce n'est pas parce que la chambre existe que nous ne travaillons qu'avec elle. L'intérêt pour nous est de voir l'ensemble des facettes* » (ibid.). Ceci est aussi vrai en matière environnementale, culturelle ou en ce qui concerne l'éducation :

> « *Dans le domaine de l'environnement, nous avons des partenaires scientifiques, associatifs, des établissements publics, des fédérations de chasse, de pêche… Sur la culture aussi, cela peut-être des structures qui gèrent des équipements culturels, mais aussi des associations, des artistes eux-mêmes… Ou dans l'éducation, cela peut aller des inspecteurs d'académie aux conseillers pédagogiques etc*. (…) *Récemment nous avons travaillé sur le plan climat – dans le domaine de l'énergie, ce qui était nouveau pour nous. Nous avons donc travaillé avec des acteurs que nous ne connaissions pas sur le territoire* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.13).

Le PNRSE peut aussi être amené à travailler avec des entreprises et la réalisation d'un projet peut aussi en appeler celle d'un autre :

> « *Dans le domaine économique, nous travaillons avec la chambre de commerce et d'industrie, mais aussi des associations d'entreprises, des zones d'activités et parfois directement avec des entreprises de tous types. Nous pouvons travailler avec elles parce que certains sujets les concernent directement, c'est-à-dire leurs produits, mais aussi la gestion de leurs bâtiments. Nous proposons, par exemple, de faire avec elles de la gestion différenciée de l'espace dans des zones d'activité. Nous avons fait cela dans la ZAC de Sars-et-Rosières. Il y avait plusieurs entreprises qui se sont mises en association et il s'agissait d'une zone labellisée PALME – un label environnemental particulier pour les zones d'entreprises. Donc nous avons commencé à travailler avec eux sur la gestion différenciée, puis nous leur avons demandé ensuite, si les salariés avaient une cantine, s'ils mangeaient sur place et s'ils seraient intéressés par des produits locaux. Nous leur avons dit que nous travaillions avec des producteurs de vente directe et que nous pourrions voir avec eux si c'était possible d'apporter des paniers. Nous leur avons par ailleurs proposé de se lancer dans la gestion différenciée des cours d'eau également. Finalement, il y a beaucoup de sujets qui peuvent être ouverts et traités. Et avec une autre zone d'activité nous ferons d'autres types d'actions* » (Entretien avec Michel Marcyllie, p.12-13).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Au-delà de ces exemples, selon Jean-Luc Beghin, ce type de travail partenarial, autour de projets spécifiques est à la fois indispensable pour le PNRSE, mais aussi important pour le territoire et le développement de son tissu socioéconomique :

> « *Pour un projet il vaut mieux avoir des partenaires. Je ne parle pas que de l'argent mais aussi, de la technique, du milieu associatif etc. J'imagine mal un programme au parc sans partenaires* (…). *C'est vrai que l'on n'est jamais mieux servi que par nous-mêmes* (…) *et donc à la limite il suffirait d'embaucher* (…) *mais dans le même temps on se coupe de la capacité des acteurs du territoire. Parfois il n'y a pas d'acteurs pour faire, donc nous devons le faire. Certains nous donnent le conseil facile de tout faire faire. Mais parfois c'est impossible : à qui on donne à faire ? Parfois ce n'est pas possible. Mais il faut garder cela à l'esprit qu'alors que l'on croit souvent que le plus simple c'est d'embaucher, pendant 6 mois ou un an, cela ne fait pas grandir les acteurs du territoire* (…). *Je caricature lorsque je parle des embauches, mais je ne pense pas qu'il soit possible de faire quelque chose sur le territoire tout seul* (…). *Faire tout tout seul du début à la fin, c'est impossible. Quelque soit la thématique et pour le moindre mètre carré du territoire, il y a presque toujours quelqu'un dessus* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.13).

Si ces éléments relatifs à la nature contractuelle des chartes sont essentiels pour comprendre le fonctionnement des PNR et s'ils ont été longuement abordés lors des entretiens que nous avons réalisés, il reste cependant à souligner que les chartes de parc sont aussi des outils règlementaires, puisqu'elles sont notamment opposables aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), de même qu'aux documents d'urbanisme que sont les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT) (Entretien avec Gérald Duhayon, p.9). David Moulin précise que :

> « *En matière d'aménagement du territoire, ce qui distingue les PNR est que dans la hiérarchie des normes, il y a des obligations de compatibilité des documents d'urbanisme avec les Chartes de Parc. C'est ce qui donne un poids à la charte. Donc les Parcs y tiennent beaucoup (...). C'est une véritable force, lorsque les Parcs sont associés à la révision des documents d'urbanisme pour pouvoir influencer l'évolution du territoire et s'assurer que les objectifs fixés dans la charte soient mis en œuvre. Il existe deux autres dispositifs règlementaires : la législation sur la circulation des véhicules terrestres à moteur et une autre sur la publicité, mais elles ont un champ d'application particulier. Le premier outil est donc le plus important. Par ailleurs, les Parcs sont soumis au même cadre législatif et règlementaire que les autres territoires* » (Entretien avec David Moulin, p.10).

Et Selon Christophe Tesnière : « *Nous sommes sur la comptabilité, non pas sur la conformité, ce qui est beaucoup plus souple. Mais la charte a un rôle précis : ce qui est édicté en matière d'urbanisme et de protection du patrimoine naturel (puisqu'un SCoT traite aussi du patrimoine naturel) doit être inclus dans les SCoTS* [et dans les PLU], *qui doivent être compatibles avec la charte* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.4).

Concernant les PLU, Michel Marchyllie indique que « [les communes] *savent que nous avons obligation de donner un avis sur le document final. Notre avis est consultatif mais le préfet le suit généralement. Donc elles font attention* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18). Et selon Jean-Luc Beghin :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Ce sont des domaines très sensibles puisque derrière les terrains à bâtir il y a énormément d'argent (… nous ne sommes pas en Corse, mais… tout de même). Un terrain de culture ne coûte rien, mais un terrain à bâtir, c'est 150 000 euros ! Il suffit que le coup de crayon passe du bon côté… ce n'est pas facile à gérer. Il faut trouver des critères objectifs et les porter à connaissance auprès des communes. Ce sont aussi des choses que nous avons mis en place avec l'ancienne charte de 1998 : fournir des atlas communaux à chacune des communes, afin de renforcer cette logique de porter à connaissance et d'outillage des communes pour les aider à décider. Mais ensuite, nous ne pouvons pas décider à la place du conseil municipal. C'est encore un point d'équilibre à trouver. Nous nous sommes améliorés sur la question de porter à connaissance et sur les avis sur les PLU* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.17).

En effet, Michel Marchyllie indique que la révision d'un PLU est un processus long (environ quatre ans), qui s'étale souvent sur une bonne partie de la durée du mandat d'un maire. Par conséquent si le parc donne un avis défavorable : « *cela signifie que les communes concernées ont perdu quatre ans d'investissements. Dans ce cas là, nous sommes plutôt mal vus* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18). Daniel Mio indique :

« *C'est pour cela qu'un élément très important de mon point de vue est que nous devons être associés aux démarches très en amont. Dès le départ. Parce qu'ainsi, si la charte est prise en compte dès le début, le parc délivrera un avis favorable. Si nous ne sommes pas associés et que cela ne correspond pas, nous délivrerons un avis défavorable. Je n'ai jamais transigé sur cette question. Je n'ai jamais galvaudé ma signature. Quand on s'engage, on s'engage. La charte ils l'ont signée. Il faut être volontaire pour être dans un parc et pour signer la charte* ». (Entretien avec Daniel Mio, p.10).

Et Michel Marchyllie confirme que « *le message que nous essayons de faire passer et qu'elles doivent nous solliciter à l'avance et que si nous travaillons avec elles pour orienter le projet, les choses se passeront beaucoup mieux* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18). Plus largement, Daniel Mio et Luc Coppin, qui ont tous deux beaucoup été impliqués dans le PNRSE mais qui y sont entrés en tant que maires de communes classées, nous ont confirmé qu'au-delà des procédures d'avis sur les PLU, le parc est en mesure d'apporter aux communes une aide technique non négligeable, grâce à son équipe d'ingénierie multithématique. En effet, comme l'indique Daniel Mio :

« *Le plus important dans le parc, c'est clairement l'équipe d'ingénierie* (…). *En milieu rural, nous sommes les seules structures avec une ingénierie de cette qualité et pluridisciplinaire. Et ca c'est indispensable. En tout cas d'après mon expérience d'élu, c'est très clair pour moi* » (Entretien avec Daniel Mio, p.24).

Selon Luc Coppin : « *D'abord, techniquement,* [le parc] *apporte un certain nombre d'informations, que nous, communes, ne pouvons pas avoir (...). Il donne par exemple des avis sur les PLU, les antennes-relais, sur toutes grandes infrastructures etc.* (…) *et heureusement qu'il est là, sinon nous passerions à travers tout et n'importe comment. Les élus ne comprennent pas toujours qu'il faut savoir respecter le milieu naturel* (…). *Ensuite, j'estime que c'est un rouage intermédiaire beaucoup plus efficace et ouvert que d'autres : les syndicats intercommunaux et les agglomérations sont fermés, alors que le parc, par définition, il est ouvert. C'est un lieu de débats, de*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

conflits, de tout ce que vous voulez. Donc j'ai besoin du parc, d'abord parce qu'il s'agit d'essayer de mettre un place une politique un peu écolo dans ma commune. J'ai fait ce que j'ai pu… mais oui, j'ai besoin d'eux : techniquement et moralement, ils me donnent un coup de main. Etre au parc, c'est l'intérêt bien compris de ma commune. Mais un maire qui n'a pas cette sensibilité, pour lui, le parc c'est comme un syndicat d'ordures ménagères ou d'assainissement » (Entretien avec Luc Coppin, p.5-9).

Par conséquent, ceci nous indique que, même considérée au travers de ses aspects juridiques et règlementaires, l'intérêt de la charte et son efficacité (c'est-à-dire sa capacité à atteindre les objectifs qui y sont fixés) repose plus sur le dialogue, l'anticipation et la coopération territoriale autour de projets divers et moins sur la contrainte et l'interdiction. C'est aussi ce que les personnes interrogées nous ont indiqué concernant la compatibilité entre la charte et les SCoTS, qui sont des créations institutionnelles plus récentes[96]. D'après Jean-Luc Beghin en effet :

« *Je pense que dans la charte il y a beaucoup de recommandations qui s'adressent plus aux SCoT qu'aux PLU, pour des raisons d'échelles. Aujourd'hui il y a un lien plus fort avec les SCoT, encore faut-il qu'il y en ait, parce que toutes ces choses prennent du temps. Les SCoT du secteur ne sont pas si vieux que cela. Dans le Douaisis cela a beaucoup mieux avancé que dans le Valenciennois* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.17).

Daniel Mio précise qu'en réalité « *ce sont* [les SCoTS] *qui appliquent* [la charte] » (Entretien avec Daniel Mio, p.25). Par conséquent le PNRSE a beaucoup travaillé avec les SCoTS lors de leur élaboration et il continuera à la faire pendant leur mise en place. Un élément ayant facilité la collaboration avec le SCoT du Douaisis est que ce dernier a été élaboré en même temps que la révision de la charte de 2010. Ceci a notamment permis d'harmoniser les objectifs concernant la maitrise de la périurbanisation. Selon Daniel Mio :

« *Par exemple, lorsque nous avons décidé le 0.3%* [c'est-à-dire le seuil maximal annuel de consommation d'espace à ne pas dépasser, sur la durée de la charte], *il a fallu faire l'état zéro. Nous l'avons construit et cette manière de faire a été reprise par le SCoT du Douaisis, le SCoT du Valenciennois, des SCoTS du Pas-de-Calais, le parc Belge etc. qui ont utilisé la même méthode. Ainsi, cela a été fait de la même manière partout. Il n'y a que l'agglomération Lilloise qui ne l'a pas fait parce qu'ils étaient déjà dans un autre système pour construire cet état zéro de l'occupation de leur territoire. Nous participons aux réunions du SCoT du Valenciennois de la même manière que nous l'avions fait avec le Douaisis, sauf que maintenant la charte existe et que donc ce n'est plus en discussion avec eux* » (Entretien avec Daniel Mio, p.25).

[96] Les SCoTS sont des documents d'urbanisme qui ont été instaurés par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU), du 13 décembre 2000 et dont les objectifs ont été renforcés ensuite par la loi Grenelle II du 12 Juillet 2012. Les SCoTS reprennent les anciens Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU). Ils sont élaborés par les EPCI, mais mis en œuvre par les Syndicat Mixte de pays. Les objectifs des SCoTS concernent le renouvellement urbain et la gestion des sols, mais ils intègrent également des objectifs en matière de mixité sociale et de protection de l'environnement et de mise en valeur du patrimoine naturel et bâti. Dans la région, ENRx travaille beaucoup à la mise en cohérence de cette interface PNR, pays, SCoTS (Entretien avec David Moulin).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour David Moulin, très impliqué dans les activités de mise en cohérence de l'interface SCoTS, pays, PNR, en tant que directeur adjoint d'ENRx indique que depuis la création et l'affirmation des SCoTS sur le territoire :

> « *Ce qui change est que les objectifs et finalités de ceux qui portent les SCoT ne sont pas en phase avec les Chartes de Parc. Tout le travail vise précisément à les rendre compatibles. Et la complexité est liée au temps que cela représente, de mettre les acteurs autour de la table et de prendre en considération les attendus des uns et des autres et ce qui fonde le projet de territoire. La gestion de projet et la prise en compte de la diversité des problématiques est complexe* (Entretien avec David Moulin, p.6).

Jean-Luc Beghin conclut que l'implication du parc en matière d'urbanisme, de manière générale, s'avère être une vraie nécessité sur le territoire (en plus d'être une obligation pour les PNR, compte tenu des textes législatifs), ce qui explique à la fois la difficulté de l'exercice et les objectifs forts de la charte de 2010 en la matière. Il montre qu'il s'agit de sujets très sensibles et difficiles, mais que le travail engagé par le parc depuis les années 2000 porte progressivement ses fruits :

> « *Le gros intérêt de tout cela est que nous essayons d'éviter la consommation des terrains. Encore que… en tant que citoyen de mon village j'ai gratté un peu, et à mon avis on pourrait rogner plus fort. Parce que les PLU prennent appui sur les POS anciens, qui eux-mêmes avaient déjà laissé des zones urbaines. Mais du déclassement de zone urbaine, c'est la révolution ! Pour que des terrains constructibles ne le soient plus, il faut mettre son gilet pare-balle. L'exercice est très compliqué. Cela dit, je pense que ces messages, qui ont été initiés dans les années 2000, sur la densité urbaine, sur les coupures vertes et tous ces éléments, continueront de passer. A l'époque de la charte de 1998 nous étions les seuls à le dire mais aujourd'hui c'est devenu monnaie courante. Je dirais que rien que pour cela* [tout le travail que nous faisons] *est utile. Mais être le gendarme total de cette problématique là sur son territoire, pour moi c'est une illusion* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.17).

Par conséquent, selon Jean-Luc Beghin, il est essentiel que les chartes de PNR puissent être opposables aux documents d'urbanisme afin de donner du poids aux actions du parc et que les objectifs de la charte puissent être respectés. Toutefois, selon lui :

> « *Il y a une tendance lourde à faire évoluer les parcs vers des outils règlementaires. Alors que moi j'ai toujours considéré que le fondement d'un parc est le contrat, le serment. C'est très simple. Les lois et règlements sont la compétence de l'Etat. Deux fois sur trois, l'Etat n'a pas les moyens de faire respecter ce qu'il vote, à tel point que l'on fait des lois en oubliant celle qui existaient avant. De plus, faire respecter la loi est plus facile quand on est éloigné du terrain. Quand vous êtes en lien avec les territoires, je ne suis pas sûr que l'animateur du territoire soit à la meilleure place pour être en même temps l'arbitre. Mais c'est mon avis personnel. Je pense que l'efficacité des parcs c'est le contrat. C'est d'aller chercher les gens, de les convaincre, plutôt que de les contraindre. Parce qu'une fois convaincus ça dure. Alors que contraindre, une fois sur deux on y arrive pas et deux fois sur trois, dès qu'on a le dos tourné, c'est cuit. C'est mon avis de praticien. Je pense que les parcs doivent*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

rester des animateurs de territoire qui doivent convaincre et mobiliser des acteurs, ce qui n'empêche pas d'être innovant » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.7).

Les entretiens que nous avons réalisés nous ont ainsi permis de comprendre que si la base règlementaire des chartes de PNR constitue un outil indispensable pour les parcs, notamment en matière d'urbanisme, le fonctionnement institutionnel actuel des parcs (et du PNRSE en particulier) s'avère surtout fondé sur le mode contractuel. C'est ce que souligne Isabelle Matykowski, lorsque nous l'avons interrogé sur le rôle des PNR :

« *Le rôle du parc, c'est de cogérer ou d'animer plusieurs partenaires, à la fois institutionnels (c'est-à-dire les collectivités de différents niveaux territoriaux) mais aussi les agriculteurs, les forestiers, les associations pour aboutir vers un projet ou pour mettre en œuvre des projets, qui vont dans le sens de ce qui est écrit dans la charte* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.1).

Néanmoins, bien que les PNR reposent depuis leur création sur le principe du volontariat, notamment au travers de l'engagement des communes, ceci n'a pas toujours été le cas. En effet, ce type de fonctionnement institutionnel, en « *mode projets* », organisé autour de partenariats et de collaborations, qui installe le PNRSE dans un rôle « *d'animateur-fédérateur* » (PNRSE, 2010a), « *d'initiateur-accompagnateur* » (ibid.) ou encore « *d'opérateur* » (ibid.) est le reflet d'une évolution historique, dont il nous faut à présent rendre compte.

2.2 Vers une analyse sociohistorique du PNRSE

La présente section vise à mieux comprendre comment s'est construit historiquement le PNRSE. De la même manière que précédemment, nous nous basons à la fois sur les entretiens que nous avons réalisés avec les représentants du PNRSE, mais aussi sur une littérature plus générale concernant les PNR et notamment sur les repères chronologiques proposés par la Fédération des PNR de France (2016). En effet, nous cherchons à traduire ici non seulement les évolutions liées au territoire en tant que tel et aux dynamiques internes au PNRSE, mais aussi la manière dont ces évolutions se sont elles-mêmes inscrites dans un ensemble de changements institutionnels plus larges, intervenus au niveau national.

Notre compréhension de l'histoire des PNR et de celle du PNRSE s'articule autour de quatre grandes périodes, qui recouvrent approximativement les quartes chartes ayant été adoptées en Scarpe-Escaut. La première période, celle de la création des PNR et de celle du premier parc français, le Parc Naturel Régional de Saint-Amand-Raismes, commence au milieu des années 1960 et prend fin avec la création des Régions, suivies par les lois de décentralisation de la seconde moitié des années 1970. A partir des années 1980 en effet, la compétence parc est transférée aux Régions et la charte du Parc Naturel Régional du Nord-Pas-de-Calais, adoptée en 1986 entérine cette évolution. La troisième période est marquée par la loi paysages de 1993 et la loi Barnier de 1995 qui rendent obligatoire l'organisation des PNR en Syndicat Mixte et renforcent les exigences d'attribution du label PNR. Le parc se recentre dès lors autour du territoire de Scarpe-Escaut, avec l'adoption de la charte de 1998. Enfin, un certain nombre de changements institutionnels importants apparus au tournant des années 2000 et qui ont marqué la manière dont la charte de 2010 a été conçue, ont longuement été évoqués lors de nos entretiens. Le parc Scarpe-Escaut affirme depuis lors son ambition de

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

former un parc transfrontalier : le Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut (PNTH), avec le Parc Naturel wallon des Plaines de l'Escaut. Les évolutions législatives consolident, par ailleurs, les missions des parcs en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme et les PNR de manière générale, mais aussi le PNRSE, doivent faire face à la création des EPCI.

2.2.1 Les années 1960 et 1970 : la création des PNR et celle du PNR de Saint-Amand-Raismes

Les PNR ont été institués par un décret, signé par le Général de Gaulle en 1967. Dès lors, peut être classé en PNR « *le territoire de tout ou partie d'une ou de plusieurs communes lorsqu'il présente un intérêt particulier par la qualité de son patrimoine naturel et culturel, pour la détente, le repos des hommes et le tourisme, qu'il importe de protéger et d'organiser* » (Fédération des PNR de France, 2016). Si le décret a pu être promulgué en 1967, c'est qu'une réflexion sur un nouveau modèle de parcs, qui se voulait moins contraignant que ce qui prévalait alors pour les parcs nationaux, a été initiée dès 1964 par le ministère de l'agriculture et la DATAR[97]. Ces derniers ont organisé le colloque fondateur de Lurs-en-Provence en 1966, qui a réuni architectes, aménageurs, universitaires, paysans, ministres, fonctionnaires, responsables associatifs… afin de réfléchir à ce nouveau modèle de parc (Fédération des PNR de France, 2016). Selon Jean-Luc Beghin :

> « *En 1967, dans le premier décret qui a créé les parcs, on voit deux objectifs : soit créer un poumon vert périurbain, soit commencer à organiser des zones rurales en désertification. Dans la foulée les premiers parcs ont été créés. Saint-Amand-Raimes a été le premier, parce qu'il y a avait déjà une mission de pré-configuration dès 1965. Il y avait à l'époque 11 communes, sur 15 000 hectares, près de la forêt, avec une charte* (…). *Dans le cas de Saint-Amand-Raimes il s'agissait de construire un poumon vert périurbain et de créer une zone attractive dans une zone en reconversion* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.2).

C'est ainsi que le parc s'est construit autour de l'image d'un « *poumon vert périurbain* », souvent mentionnée dans les chartes (voir chapitre 5). Daniel Mio explique qu'avant l'arrivée du décret, le Conseil Général du Nord, ainsi que les communes adjacentes à la forêt de Raismes-Saint Amand « *réfléchissaient à cette idée de créer quelque chose pour protéger la forêt entre les deux agglomérations* (…). *A l'époque la forêt n'était pas complètement domaniale* [et le but était de] *faire en sorte que la forêt, qui était divisée, ne le soit plus* » (Entretien avec Daniel Mio, p.21) :

> « [Au moment où sont arrivés les textes de 1967, le Conseil Général et les communes] *se sont dit "on est en train de nous servir ici, ce à quoi on réfléchit dans notre petit secteur". Ils ont donc tout de suite fait un dossier et ils ont été les premiers.* [Par conséquent], *les premières actions qui ont été menées, étaient sous la responsabilité de l'ONF. Le premier directeur du parc, c'était le patron de l'ONF du coin* » (ibid.).

Michel Marchyllie précise en effet que le premier directeur du parc était Robert Minair, un « *ingénieur de l'Office Nationale des Eaux et Forêts – ce n'était pas l'Office*

[97] Alors intitulée Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et devenue depuis 2009 la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Nationale des Forêts (ONF) comme aujourd'hui » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.5-6). Il évoque la « *forte emprise de l'ONF* » (ibid.) sur le Parc de Saint-Amand Raismes : « *tout passait par le bureau de Minair à Valenciennes* » (ibid.). Néanmoins, « *les premiers salariés étaient des salariés des communes, mis à disposition du parc* » (ibid.).

Effectivement, selon Jean-Luc Beghin :

« *Les porteurs de projet à l'époque étaient d'une part la ville de Saint-Amand, avec le Maire de Saint-Amand qui était une figue médiatique, parce qu'il y avait Interville à l'époque et les finalistes étaient toujours Saint-Amand, Daxe et je ne sais plus quelle ville, mais le maire "jojo de Saint-Amand" était très connu. En tout cas la mairie était porteuse du projet, avec le soutien de la Communauté Urbaine de Lille et le Conseil Général du Nord… c'est très intéressant parce que ce sont des montages que l'on ne retrouve même plus aujourd'hui* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.2).

Par conséquent, Michel Marchyllie indique que :

« *Le système des parcs était, à l'époque, complètement différent, même s'il y avait une réflexion sur l'aménagement du territoire autour de l'accueil, la fréquentation, la culture, le patrimoine et la préservation de l'environnement… tant bien que mal* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.5).

Et Jean-Luc Beghin confirme que :

« [La première charte était] *très axée aménagement, y compris aménagements lourds : mettre des routes en forêt, des équipements touristiques, avec un pendant avec des réserves biologiques ou des choses comme ça, mais l'essentiel de la charte était de l'aménagement du territoire au sens de création d'un espace naturel et récréatif, au service des urbains* (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.2).

Mais il reste que le parc :

« *A toujours été une initiative des communes et du Département du Nord* (…). *L'initiative des communes a toujours été très intégrée. C'était elles qui portaient le tout* (…). *Le Syndicat des communes (le SCI), ayant vocation à rassembler ces dernières, représente cela. Parce qu'à l'époque, les regroupements de communes n'existaient pas. Ce fut donc l'une des premières structures intercommunales fondée sur l'idée de travailler ensemble pour monter un projet. Alors qu'en général le schéma est de se mettre ensemble pour mutualiser un service (poubelles, voiries…). Se mettre ensemble pour mutualiser un projet avec le département du Nord, c'était nouveau* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.5).

Au niveau national et international, rappelons que la construction de la cause écologiste émerge à la fin des années 1960. Elle est notamment relayée au sein du mouvement de 1968 en France, ainsi que par l'organisation du premier « *Jour de la terre* » aux Etats-Unis en 1970, par la création des Amis de la Terre en 1969, puis de Greenpeace en 1971, la publication du rapport du Club de Rome « *Halte à la croissance* » en 1972 et l'organisation, la même année, de la première conférence des Nations Unies pour l'environnement à Stockholm... Alors que l'Environmental Protection Agency est créée aux Etats-Unis en 1970, la responsabilité des PNR est transférée en France au Ministère de l'Environnement, qui est créé en 1971.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2.2 Les années 1980 : la décentralisation et le PNR du Nord-Pas-de-Calais

La seconde page de l'histoire des PNR et de celle du PNRSE commence la création des Etablissements Publics Régionaux dans la seconde moitié des années 1970 et elle se poursuit avec les lois de décentralisation des années 1980. Un décret de 1975 relatif aux PNR transfert la compétence PNR aux Régions (initiative de création, élaboration des chartes et financement). La Fédération des PNR de France, qui s'est constituée en 1973, précise que selon le décret, les PNR ont dès lors « *la vocation de définir et de promouvoir la mise en œuvre des actions concertées d'aménagement et de développement économique dans les territoires qui les concernent et d'en assurer la cohérence* » (Fédération des PNR de France, 2016), mais que c'est « *grâce à la mobilisation des Parcs et de leur Fédération* [que] *l'État garde l'agrément de la charte et le classement des Parcs* » (ibid.).

Jean-Luc Beghin explique qu'à l'origine, les Régions n'avaient que très peu de moyens et qu'elles étaient encore fortement contrôlées par la préfecture, avant les lois de décentralisation, mais qu'elles se sont « *curieusement* » vues confier la compétence parc, alors que les parcs qui existaient avaient été construits sans elles. Selon lui, ceci a eu pour conséquence, d'une part, la création de l'association (loi 1901) Espace Naturel Régional en 1978, et, d'autre part, un double élargissement du périmètre du parc, entériné dans la charte de 1986 :

> « *La Région a fait une étude sur le tourisme social (c'était ça la représentation à l'époque…) et a décidé de créer un outil régional. Comme les Régions avaient très peu de moyens humains, le NPDC (qui était présidé par Pierre Mauroy à l'époque), comme la Région Paca ou d'autres contournaient un peu la loi (avec l'accord des préfets) en créant des associations loi 1901 satellites* (…). *C'est ainsi qu'Espace Naturel Régional a été créé en 1978* (…) *et la Région lui a demandé d'élargir le périmètre du parc sur d'autres territoires : d'abord élargir Saint-Amand-Raimes à l'échelle de la Scarpe et de l'Escaut, mais aussi, créer des dynamiques identiques dans l'Audomarois, dans le Boulonnais et sur les Monts de Flandres. La deuxième page de l'histoire est donc la suivante : nous avons été labellisés par le ministère de l'environnement en 1986 sur un concept qui était unique en France c'est-à-dire un seul PNR éclaté en trois territoires (le Boulonnais qui faisait 60 communes, l'Audomarois qui devait en faire une quarantaine et Scarpe-Escaut qui en faisait 52).*
>
> Michel Marchyllie précise que :
>
> « *ENR avait vocation à travailler sur l'environnement de manière générale, de valoriser, de faire de l'éducation à l'environnement etc. Dans le même temps, il y avait une cellule technique des milieux naturels, dont j'ai été responsable avant d'arriver au parc et dont le but était de venir en appui des équipes de parc pour développer des actions de gestion des milieux naturels* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.2).

Daniel Mio explique quant à lui comment à commencé son engagement en tant que maire de Rieulay, une commune très fortement marquée sur le plan social, économique et environnemental par l'exploitation minière, avec le Parc de Saint-Amand-Raimes à l'origine, puis comment ce dernier s'est élargi à la zone de Scarpe-Escaut, au sein du Parc du NPDC par la suite :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *J'ai été élu au conseil municipal de Rieulay en 1971. Je suis devenu maire en 1977. Entre temps, en 1975, les houillères ont bousillé le terril de Rieulay qui était le plus grand terril du NPDC. Le long de Rieulay, le terril était entièrement boisé, ce qui fait que le village était dans un cadre remarquable. Mais d'un seul coup tout à été bousillé et nous nous sommes retrouvés avec un terril en exploitation, tout le long du village. Le terril faisait 140 hectares, alors que le village était beaucoup plus petit, au pied du terril. Nous nous sommes retrouvés avec ce problème et lorsque j'ai été élu maire en 1977, c'était une crise totale du point de vue social, économique etc. avec les houillères qui fermaient dans tout le bassin de Denain, qui était le plus grand fournisseur d'emplois, avec la sidérurgie. Mais il a été fermé. Je me suis retrouvé maire dans ce contexte et avec un immense terril, juste à côté du village, complètement dévasté et en exploitation. Je me suis vu assez mal parti, dans un village à la fois rural et minier, sans aucune ressource* (…). *Le village n'avait aucun moyen et aucune structure non plus – un village de 1000 habitants n'a pratiquement pas de personnel communal. J'ai donc pensé que la seule manière de nous en sortir était par une démarche intercommunale* (…). *Il y avait* [plusieurs syndicats intercommunaux] *mais ils n'avaient pas beaucoup de moyens* [non plus] *et s'occupaient plutôt de l'eau, l'assainissement etc.* (…). *Or, nous avions un paysage vraiment dévasté* (…) *le terril était immense* (…). *En revanche*, (…) *je me suis rendu compte de l'existence de cette structure* [de parc naturel régional] *au pied de la forêt de Saint-Amand et de la présence d'une équipe d'ingénierie. Or, c'était exactement mon problème. J'avais besoin d'être aidé de manière très importante sur le plan technique. Et j'ai pris conscience du fait qu'effectivement, le but était aussi de protéger l'environnement. Nous avions un environnement dévasté que nous devions reconstituer. Je me suis bien renseigné sur ce que c'était… c'était les idées de début du développement durable en fin de compte, mais en insistant plus sur la protection de l'environnement et sur le tourisme* » (Entretien avec Daniel Mio, p.1-2-).

Daniel Mio précise que son implication a commencé au sein du Comité d'Aménagement Rural (CAR) qui avait été lancé par la Région et dans lequel étaient impliquées trente-quatre communes, dans une zone située entre le parc de Saint-Amand-Raismes et la commune de Rieulay, le long de la Scarpe. Il précise que :

« *Nous avons fait gérer ce contrat* [c'est-à-dire le CAR] *par l'équipe du parc* [de Saint-Amand-Raismes]. *Par conséquent, à partir de 1981 lorsqu'il a été créé, j'étais co-président du CAR et je venais travailler ici, à la maison du parc. A la révision de charte suivante, le périmètre du parc a été étendu à l'ensemble* [des trente quatre communes] *du CAR. C'est ainsi que le parc Saint-Amand Raimes est devenu Scarpe-Escaut* » (Entretien avec Daniel Mio, p.1).

En 1986, la charte devient donc celle du PNR du NPDC, éclaté sur trois zones différentes (l'Audomarois, le Boulonnais et Scarpe-Escaut) et le PNR est géré par l'association ENR. Jean-Lux Beghin précise qu'alors :

« *La charte reprenait des éléments communs [aux trois zones], des engagements régionaux et quelques problématiques locales. Mais nous étions très loin des chartes telles qu'on les a mises en place à partir de 1998, qui était vraiment des*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

documents complètement intégrés à la réalité des territoires, conçus par les acteurs du territoire et portés par eux » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.3).

D'ailleurs celui-ci, qui était au départ, à la fois directeur du Parc Scarpe-Escaut et de l'ENR en 1987, indique que :

> « [A l'époque], *beaucoup de choses ne tournaient pas bien rond. Au syndicat de communes, quand nous avions 15 élus c'était le bout du monde… Pour une petite structure, avec un petit budget… Puis nous avons eu la chance d'avoir par la suite un président historique, qui a été Daniel Mio. C'était un mec génial et cela nous as beaucoup aidé à remettre en scelle le Syndicat Mixte, a un moment où peu de gens venaient, où cela râlait etc. Très modestement j'ai l'impression d'avoir changé cela, dans le temps* (…). *La première ou les deux premières années, c'était très difficile de faire bouger les choses. Puis les élections ont amené un changement et une bonne complicité s'est créée entre l'équipe, les élus etc. Il y a vraiment eu une belle période. C'est aussi pour cela que nous étions prêts à mobiliser le territoire pour faire une charte propre au territoire en 1998. Nous n'avons pas eu de mal pour faire cela* (…) *nous étions prêts, tous les ingénieurs étaient là* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.5).

Au niveau national, la Fédération des PNR (2016) rapporte que plusieurs lois ont été importantes, entre la fin des années 1970 et celle des années 1980 pour les PNR. Notamment, la loi sur la protection de la nature de 1976 qui a contribué à faire reconnaitre les institutions et les actions en faveur de la protection des espaces naturels, des paysages, des espèces et des équilibres biologique, comme étant d'intérêt général. Mais il est aussi possible de mentionner la loi sur la publicité, qui règlemente l'affichage dans les PNR en vue de la protection du cadre de vie, depuis 1979 et la loi sur la circulation des véhicules motorisés, celle-ci devenant dès lors réglementée dans les espaces naturels, à partir de 1991. Par ailleurs, les premières mesures agri-environnementales, sont lancées par la CEE à partir milieu des années 1980. Ces dernières deviendront par la suite des outils importants pour les PNR en matière agricole, car ils correspondent à leurs modalités d'interventions fondées sur le principe de la contractualisation (Entretien avec David Moulin). Enfin, la loi sur l'eau de 1992 qui permet de planifier et d'organiser la gestion de la ressource en eau à partir de Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), permet aux PNR de s'impliquer dans ces dispositifs. Mais c'est surtout la loi paysages de 1993 qui marque la troisième page de l'histoire des PNR et de celle du PNRSE.

2.2.3 Les années 1990 : la loi paysages et le PNRSE

Selon la Fédération des PNR de France (2016), la loi paysages « *donne pour la première fois une base législative aux PNR* » (p.48) car les documents d'urbanisme doivent désormais être compatibles avec les chartes de parc. Son décret d'application de 1994 affine les critères sur la base desquels est établi le classement en PNR : « *qualité patrimoniale, cohérence du territoire, qualité du projet et capacité à le conduire* » (Fédération des PNR de France, 2016, p.50) et la loi Barnier de 1995 rend obligatoire la gestion des PNR par des Syndicat Mixte ouverts et rend possible le recrutement d'écogardes dans les parcs.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Selon David Moulin, l'obligation de gestion des parcs par un Syndicat Mixte « *a constitué une évolution importante dans le paysage des PNR en France* (…) :

> « [Dans la région] *cela a conduit à ce qu'il n'y ait non plus un parc mais trois : Capes et Marais d'Opale (qui est la fusion historique du Boulonnais et de l'Audomarois), Scarpe-Escaut et le dernier né en 1998, l'Avesnois* » (Entretien avec David Moulin, p.1-4).

Mais selon Jean Luc Beghin :

> « *La transition a été facile* (…) *sachant que les structures existaient déjà : même lorsque nous étions dans la charte régionale, chaque territoire avait déjà son Syndicat Mixte avec sa propre vie et son propre fonctionnement bicéphale entre le Syndicat Mixte et le Syndicat des communes* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.4).

Ce n'est qu'en 2003 de l'association Espace Naturel Régional est devenue le Syndicat Mixte Espace Naturels Régionaux, à la demande du Conseil Régional (principal financeur) (Entretien avec Jean-Luc Beghin). Jean Luc Beghin indique également que dans les années 1990 :

> « *Nous avions relancé* [l'initiative de la création d'un parc] *sur les Monts de Flandres mais qui n'a pas abouti, pour des raisons politiques et aussi parce que les nouveaux textes mettaient la barre beaucoup plus haut en termes de qualité du territoire et notamment les qualités naturelles et pas uniquement paysagères et touristiques* (…). *Les Monts de Flandres qui sont repartis sur une problématique plutôt de pays, ce qui n'était pas idiot non plus* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.4).

En effet Jean-Luc Beghin, architecte de la charte de 1998, indique que c'est à partir de la loi paysages, et surtout à partir de son décret d'application, que les exigences et les critères de classement en PNR ont été considérablement renforcés :

> « *Avec trois niveaux de qualité des projets : la qualité du territoire (ce qui suppose d'être capable d'inventorier les qualités du territoire et c'est pourquoi il existe aujourd'hui des tas de catégories les ZICO*[98]*, les ZNIEF*[99]*, les ZPS*[100] *etc.) ; la qualité du projet (c'est-à-dire la qualité de la charte) ; et qualité du contrat (c'est-à-dire que l'on a beau avoir un beau territoire et un beau projet, si personne ne le signe c'est inutile… c'est donc la qualité des partenariats, des engagements des uns et des autres etc.). Ce triple critère de qualité a sérieusement rehaussé les critères d'obtention du label Parc* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.4).

Ainsi, en vue de la révision de la charte de 1986, laquelle aboutira à l'adoption de la charte de 1998, Jean-Luc Beghin explique qu'un important travail méthodologique a dû être engagé, à la fois sur le territoire et en lien avec les instances nationales et notamment la Fédération des PNR de France :

> « *Qu'est-ce qu'un plan de parc ? Qu'est-ce que "donner une vocation à un territoire" ? Vous pouvez travailler pendant des mois là-dessus. Nous avons dégrossi tous ces concepts là au niveau national, avec la fédération et le ministère. C'est donc ce qui se retrouve dans la charte de 1998, où il est question de "vocations du*

[98] Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux.
[99] Zone Naturelle d'intérêt Faunistique et Floristique.
[100] Zone de Protection Spéciale.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

territoire", qui sont déclinées en "orientations", elles-mêmes déclinées en "mesures" et en "engagements" de chacun. Ces quatre étapes clefs ont été une approche méthodologique très nouvelle par rapport à tout ce que l'on faisait avant. J'ai fait ce travail, alors que personne ne nous l'avait demandé. Etre directeur de parc c'est aussi être payé pour ne pas se ramasser une gamelle. Nous savions qu'il y avait un cahier des charges au niveau national. Donc une réflexion a été engagée et une méthodologie arrêtée. [L'intérêt de faire ce travail est que] *non seulement nous sommes acteurs pour la créer, mais ensuite nous pouvons l'utiliser de manière telle qu'une fois arrivé au niveau national, il soit possible de reconnaitre la qualité du travail* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.8).

Jean-Luc Beghin indique également que ce renforcement des exigences au niveau national a permis d'inclure dans la charte de 1998 des engagements plus forts, au service de la protection de l'environnement et du développement du territoire, notamment en matière d'urbanisme et de consommation d'espace. En effet selon ce dernier :

« *Dans la charte de 1998, il y avait déjà des engagements qui faisaient un peu mal. Parce que quand vous signez un engagement positif, tout le monde est d'accord, mais quand il est formalisé en règles du jeu, là il faut négocier. La charte de 1998 était déjà beaucoup plus précise que les précédentes, même si elle est moins coercitive que la nouvelle, c'était déjà révolutionnaire par rapport à ce qu'il y avait avant, en termes d'affectation des orientations et notamment, sur ce que l'on appelle l'article du plan de parc qui fixait les règles du jeu sur les densités etc. A l'époque, quand nous avions révisé la charte, j'avais passé un certain temps sur la lecture de cet article devant les communes en leur disant "ne vous étonnez pas, pendant dix ans ce qui est écrit dans cet article, nous vous le rappellerons, donc dites nous ce qui va et ce qui ne va pas, mais nous nous engageons là-dessus". Vous comprenez ? Si on prend un engagement qui dit "améliorer l'éducation à l'environnement", personne n'est contre. Mais s'il s'agit d'un engagement qui vise à laisser des coupures vertes entre les villages, et notamment pour tout ce qui va tourner autour de la protection des sites les plus riches et de l'aménagement du territoire, donc des SCoTS, des PLU etc. ça chauffe vite ! Donc j'avais bien mis les points chauds dans l'article du plan de parc* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.6).

Par la suite, à partir de l'année 2000, le Code de l'Environnement reprend l'ensemble des dispositions législatives relatives aux PNR. Depuis 2006, la loi relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux étend la durée du classement d'un territoire en PNR à 12 ans (Fédération des PNR de France, 2016). Cette dernière se situe dans continuité de la loi paysages, en ce qui concerne les PNR, au sens où elle contribue à l'affirmation des missions des parcs en matière d'urbanisme et d'aménagement. En effet, la loi de 2006 permet aux PNR « *de porter un SCoT et rend obligatoire l'avis du parc sur divers documents de planification* » (Fédération des PNR de France, 2016, p.51). C'est cette affirmation de leurs prérogatives en matière d'aménagement, mais aussi d'autres changements institutionnels, le plus notable étant l'arrivée des EPCI, qui vont marquer la quatrième (… et dernière, à ce jour) page de l'histoire des PNR et du PNRSE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2.4 Les changements institutionnels des années 2000 et le Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut

L'une des spécificités de la charte de 2010 est que celle-ci se veut transfrontalière, le PNRSE et le Parc Naturel wallon des Plaines de L'Escaut formant le Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut (PNTH). Gérald Duhayon, qui a travaillé dans le parc belge avant de « *passer la frontière* » indique que l'affirmation de cette collaboration renforcée entre les deux parcs a constitué selon lui un changement récent relativement important, bien que le PNTH existe en réalité depuis 1989 :

> « *Une étape importante pour le PNRSE de mon point de vue est aussi la structuration transfrontalière, qui est déjà très ancienne puisque le premier accord remonte à 1989. Si cette dynamique est déjà ancienne, la démarche transfrontalière reste innovante du point de vue du territoire national et ce d'autant plus que nous œuvrons pour renforcer cette structuration politique et juridique à l'avenir* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.5).

Daniel Mio explique comment ces accords transfrontaliers ont été mis en place, à partir de son arrivée à la présidence du parc français en 1989. Il indique que s'il existait déjà une convention au niveau régional, c'est à partir d'une collaboration entre les élus et les associations locales des deux côtés de la frontière que la dynamique s'est enclenchée et la première conséquence a été la création du Parc Naturel wallon des Plaines de l'Escaut, qui n'existait pas auparavant :

> « *Dès que j'ai été élu en 1989, le président sortant m'a informé qu'il existait une convention entre la région NPDC et la région wallonne, pour travailler à la mise en place d'un parc transfrontalier. Or, il m'a aussi dit qu'il ne s'était pas passé grand-chose depuis que la convention avait été signée. A partir de ce moment là, nous avons décidé que, s'il ne se passait rien au sommet, nous allions travailler à la base. Nous avons créé de chaque côté de la frontière des associations locales, de marcheurs, randonneurs, cyclistes etc. Grâce à cela nous avons pu rencontrer les élus, qui ont pris conscience de l'intérêt du parc et nous avons commencé à travailler avec eux. Pour tous les problèmes hydrauliques par exemple, il est impossible de travailler sans eux dans notre secteur. Ensuite, les crédits INTERREG sont arrivés. Les Wallons sont très réceptifs face à ces financements européens et leur intérêt pour la démarche transfrontalière s'est renforcée aussi à ce moment là. Ils ont bien compris l'intérêt du parc – en tant que support de ces financements – et ils ont créé un parc aussi. Nous formons ensemble le Parc Transfrontalier du Hainaut. L'année passée, nous avons été reconnus parc transfrontalier au niveau européen par Europarc. Nous sommes le seul parc transfrontalier "régional", les autres parcs transfrontaliers étant des parcs nationaux. C'est ce qui explique l'importance de nos subventions européennes. Cette année est une exception puisque nous sommes entre deux contrats, mais ça va reprendre l'année prochaine* » (Entretien avec Daniel Mio, p.5-6).

Selon Gérald Duhayon, cette coopération transfrontalière tombe sous le sens, car d'un point de vue géographique et écologique (et non pas administratif) les deux territoires n'en forment qu'un. Par conséquent, certaines problématiques ne peuvent être traitées de manière indépendante :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *Il y a des ambitions qui vont de soi puisque les territoires sont les mêmes, sur le plan géographique. Il y a des continuités écologiques, voire des obligations de traiter certains problèmes de manière transfrontalière, notamment en ce qui concerne l'eau, mais aussi en termes de flux de population, de démographie et de dynamique économique. Tout cela nous invite à porter un regard sur l'autre côté de la frontière. Par ailleurs, le territoire de Scarpe-Escaut est enclavé côté français entre trois grands pôles urbains que sont Lille, le Douaisis et le Valenciennois et donc la seule porte d'ouverture du territoire se situe vers la Belgique* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.5).

Michel Marchyllie indique que dans la charte de 2010 la grande différence est que les engagements ont été pris à l'échelle transfrontalière. Toutefois, si cet exercice n'a déjà pas été facile à réaliser, insuffler une collaboration plus poussée s'avère encore plus délicat, notamment en raison des différences institutionnelles et administratives entre les deux structures :

« *Le plan de parc que nous avons réalisé dans la charte est transfrontalier – cela veut dire que nos engagements sur la trame verte et bleue, sur l'eau etc. ont été pris à l'échelle transfrontalière. Nous avons vraiment dû nous battre pour faire passer cela* (…) *Cela a été très difficile. Pour la petite histoire* (…) *dans le plan de parc, nous n'avions pas dessiné la frontière puisque l'objectif était pour nous de l'effacer. Mais nous nous sommes fait taper sur les doigts par l'Etat français et nous avons dû la dessiner. Mais nous avons effectivement tracé la ligne et mis en légende "projet d'effacement de frontière". Dans la réalité, la règlementation sur les parcs est différente dans les deux pays : nous donnons des avis sur les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement, mais eux donnent des avis sur les permis de construire directement. Ce ne sont pas les mêmes niveaux. Nous pouvons faire opposition aux documents d'urbanisme, alors que ce n'est pas le cas de la charte Belge. Ces différences rendent plus difficile l'action transfrontalière* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.31).

Gérald Duhayon précise quant à lui que le travail de construction d'une structure parc transfrontalière est en cours, mais que les questions juridiques et administratives sont très complexes à traiter :

« *Un travail d'identification et de recherche des meilleurs outils qui permettraient une structuration juridique du PNTH est en cours. L'un de nos collègues travaille principalement là-dessus. Il a fait le point sur les différents outils juridiques existants, leurs avantages et inconvénients et comment cela pourrait s'appliquer au Parc Naturel. Cela regroupe des questions très pratiques et administratives mais néanmoins importantes sur le statut des travailleurs etc. sur lesquelles il va falloir prendre des décisions* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.5).

Michel Marchyllie explique comment s'opère cette collaboration transfrontalière aujourd'hui :

« *Nous avons un bureau transfrontalier avec des élus. J'ai une réunion de direction avec le parc belge tous les mois pour caler les programmes d'action annuels et les actions que l'on mène à l'échelle transfrontalière* (…). *Nous mutualisons pas mal d'actions, comme sur l'herbe par exemple, afin d'aider les éleveurs à gérer au*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mieux les prairies d'un point de vue économique et écologique (…). *Pour l'instant nous n'avons plus* [de financement européen], *mais nous mettons en commun une partie du financement qu'il y a dans nos programmes et cela nous permet de mutualiser pas mal de choses. Comme la carte des producteurs de vente directe, par exemple. Ou encore, la majorité des cartes de randonnée que l'on fait (que cela soit cyclo ou équestre), elles sont transfrontalières. Le travail à une échelle correcte a tout de suite beaucoup plus d'importance* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.31).

Un autre élément récent ayant particulièrement marqué le fonctionnement institutionnel du PNRSE et entrainé de nombreux changements, depuis les années 2000, a été la création et l'émergence sur le territoire des EPCI. L'ensemble des personnes interrogées ont beaucoup insisté sur ce point. Si celui-ci s'avère donc essentiel afin de mieux comprendre la manière dont le PNRSE travaille aujourd'hui et les problématiques auxquelles il fait face, nous pensons néanmoins qu'il s'agit d'un élément révélateur d'un ensemble de changements plus larges, qui entrainent toute une série de questions vis-à-vis du positionnement institutionnel à venir des PNR et du PNRSE. Commençons donc par analyser les changements et les questions relatifs à l'affirmation des EPCI dans le paysage institutionnel.

Michel Marchyllie explique que le problème qui s'est posé est lié à la fois à l'existence d'une certaine proximité institutionnelle entre les EPCI et le PNR, au sens où les deux structures sont des regroupements de communes mais, dans le même temps, ce qui différencie les EPCI du parc est qu'elles ont une fiscalité propre. Un long travail a donc dû être engagé :

« *Cette représentation des EPCI s'est ajoutée à nos contraintes d'organisation depuis 2010. Les EPCI se sont constituées à partir des années 2000, mais nous étions au milieu d'une charte de parc. A la révision de 2010, nous les avons donc mises autour de la table et nous leur avons fait des sièges, en essayant d'établir des conventions disons de "non agression". Elles sont en effet arrivées en nous disant "vous êtes un regroupement de communes, nous en sommes un aussi, mais nous avons une fiscalité et pas vous, donc nous sommes les plus forts et nous allons faire ce que vous faites". Lorsqu'elles se sont créées, ces structures ont dû montrer leur présence. Et elles considéraient que maintenant qu'elles étaient là, il n'y avait plus rien à part eux, c'était "le" regroupement des communes. Nous aussi nous sommes un regroupement de communes, mais nous sommes un O.V.N.I dans les regroupements de communes… Il a donc fallu dix ans de travail. Nous sommes partis d'un rejet complet, elles ne voulaient plus du parc puisqu'elles voulaient faire ce que le parc faisait, mais au bout de dix ans, maintenant elles sont toutes d'accord pour dire qu'il faut un parc. Ce fut un travail de longue haleine pour changer l'état d'esprit politique… alors que c'était les mêmes élus !* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.4-5).

Christophe Tesnière évoque également ce problème de positionnement institutionnel du parc et de ses missions, vis-à-vis des EPCI et de leurs compétences, qui est selon lui un changement qui touche tous les PNR en France :

« *Il y a quand même eu une période de confrontation pendant la charte précédente, au moment où les intercommunalités ont commencé à émerger. Nous sentions bien que les différentes structures se marchaient un peu sur les pieds, notamment entre les compétences des EPCI et les missions du parc. Les missions du parc sont beaucoup plus floues et le parc a eu du mal à se positionner* (…). *Mais il*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

s'agit d'un changement d'orientation des structures parc de manière générale en France (…). *C'est effectivement la répartition des rôles entre les structures a évolué* (…). *Les intercommunalités ont aujourd'hui des programmes d'action pour intervenir sur le développement économique par exemple, ce que ni les communes ni le parc ne faisaient avant. Donc de nouvelles choses se développent et l'enjeu pour nous et de savoir comment vont-elles se développer au service de la charte* : *quel rôle le parc peut-il avoir par rapport au programme d'activité des EPCI et comment arrivons-nous à orienter ces programmes afin qu'ils contribuent à la charte* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.2-3).

Selon Jean-Luc Beghin, la deuxième partie du problème mis en évidence par Michel Marchyllie est lié à l'existence de différences considérables en termes de moyens financiers, entre la structure PNR et les EPCI. Il montre aussi que certaines inquiétudes ont émergé du côté du parc, en lien avec les volontés de simplification administratives entrainées par la création des EPCI. Selon lui en effet :

« *Le big bang est venu de la création des agglomérations. Il y a aussi eu de longs débats afin de savoir s'il n'y allait pas avoir d'une seule agglomération à l'échelle de l'arrondissement, mais il y en a eu deux parce qu'il y a eu deux cadors* (…). *En 2001-2002 ces structures très puissantes ont été créées* (…) *et puis cela a commencé par cogner. Parce que ce sont des outils très puissants, avec de fortes dotations de l'Etat et, derrière, l'idée que là où des agglomérations étaient créées, les autres structures intercommunales seraient détruites, dans la logique de la simplification administrative. Tous les Syndicat intercommunaux du type SIVOM*[101]*, SIVU*[102]*, SIVOS*[103] *devaient virer. Ca a été un peu chaud pour le parc à l'époque parce que les deux présidents d'agglomération étaient des cadors et ils avaient décidés que le parc ferait ce qu'on lui dit de faire. Et le sous-préfet aussi. Il est venu dans mon bureau et je lui ai dit "Monsieur le sous-préfet vous avez fait une petite erreur, nous ne sommes pas les élus d'un parc : un parc c'est une charte et un label national, ce n'est pas le sous-traitant d'une intercommunalité ou de qui que se soit". Il m'a dit "Ah bon mais je ne savais pas, qui aurait pu me le rappeler"… Mais c'était lui de représentant de la loi et de l'Etat, donc c'était son boulot. Donc oui, nous avons eu une période où c'était un peu chaud. D'ailleurs, à ma demande, la région a inclut en 2002 ou 2003 un budget d'étude spécial qui a servi a missionner un bureau d'étude pour faire le lien entre toutes les intercommunalités, afin de clarifier les meilleures conditions de travail possible. J'ai fait externaliser cela* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.11).

Daniel Mio souligne que l'inquiétude est aussi venue du fait que, non seulement les EPCI étaient dotées de gros moyens financiers, qu'elles affichaient clairement leur volonté politique de s'affirmer sur la scène institutionnelle, mais qu'en plus le territoire du parc aurait pu être perçu par ces structures comme ce qui restait d'espace libre, à consommer :

« [Lorsque] *sont arrivées les communautés d'agglomération et les communautés de communes, avec des gros moyens, j'ai tout de suite vu le danger que*

[101] Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple.
[102] Syndicat Intercommunal à Vocation Unique.
[103] Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

pour la plupart de ces grosses agglomérations, nous étions la partie "disponible". C'est-à-dire que toutes ces structures ont une partie déjà agglomérée et une partie naturelle. Donc le danger était que nous devenions l'espace à consommer. Nous nous en sommes tout de suite rendu compte et Michel Marchyllie et moi-même avons tout de suite travaillé là-dessus. Nous nous sommes dit que nous devions tout de suite les lier au parc et leur montrer l'intérêt que représente le parc pour leurs territoires. Autrement dit, que le parc est bien un atout et non pas un inconvénient… parce que nous étions devenus un inconvénient. [Dans les EPCI] *c'était les "grands" maires : celui de Valenciennes, celui de Saint-Amand… et qui voyaient surtout le développement économique* » (Entretien avec Daniel Mio, p.4).

Michel Marchyllie confirme que compte tenu, en outre, de la volonté de durcir les contraintes en termes de consommation d'espace sur le territoire du parc, en vue de la préparation de la charte de 2010, le sujet a été particulièrement sensible lors de l'arrivée des EPCI :

« *Nous avons été le premier parc à mettre un taux d'artificialisation à ne pas dépasser* [dans la charte], *ce qui a fait un peu "levée de boucliers", ca a été difficile. Déjà sur le territoire, il n'a pas été facile de dire aux communes "vous n'allez plus consommer"* [d'espace] *ou alors "ne plus consommer qu'un maximum de tant". De la même manière, cela a été difficile avec les intercommunalités qui sont arrivées en 2000. Nous avons commencé la révision en 2006, alors qu'elles venaient d'arriver. Elles se disaient, "chouette, nous allons pouvoir faire du développement économique, des zones d'activités avec 150 hectares ici, 130 là-bas etc., pour accueillir Toyota, ou pour préparer l'arrivée de Michelin"…sans savoir d'ailleurs, à ce moment là, s'il allait effectivement s'implanter ou pas. Elles disaient "c'est notre compétence économique, laissez-nous faire, nous créons de l'emploi". Nous allions à contre sens lorsque nous leur avons dit que nous pouvions, ensemble, faire du développement économique mais sans consommation d'espace, ou en en consommant le moins possible et là où il n'y a pas trop d'enjeux* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.9-10).

Il indique également que la faible contribution des EPCI au financement du parc, lorsque les contributions statutaires ont été négociées, en vue de la charte de 2010, s'explique par ces relations conflictuelles :

« *Le positionnement des EPCI par rapport aux contributions financières s'explique aussi ainsi ! En 2000, elles ne voulaient plus entendre parler du parc. Et nous avons commencé à négocier pour inclure ce chiffre* [le taux de périurbanisation à ne pas dépasser] *en 2007/2008. Nous avons dit aux EPCI, d'une part, "vous allez être d'accord pour signer la charte, nous allons travailler ensemble" – et de ce point de vue là, certaines intercommunalités ont marché et d'autres ont dit, "pas question, nous allons vous allumer et nous dirons non" – et d'autre part, nous avons négocié pour qu'elles payent. Nous étions donc déjà bien contents que les intercommunalités signent et nous nous sommes dit que la contribution pouvait être minimum* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.9).

Néanmoins, selon Jean-Luc Beghin, si le démarrage a été difficile, la coexistence entre le PNRSE et les EPCI s'est pacifiée par la suite :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Ce sont des pêchés de jeunesse : ils arrivent, s'installent, ils ont beaucoup d'argent et encore peu de charges, alors que nous étions là avec nos budgets d'artisans… mais quand vous avez travaillé pendant quinze ans à construire votre belle boutique artisanale et que vous voyez que cela commence à partir en vrille…* (…). *Nous n'avons pas voulu lâcher mais aujourd'hui nous sommes en bonnes relations : les intercommunalités sont entrées dans le Syndicat Mixte etc. Mais cela a pris quelques années et cela reste un changement fondamental* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.11-12).

Michel Marchyllie indique également que si le chemin parcouru a été long et tortueux, les perspectives futures semblent aujourd'hui nettement meilleures :

« *Entre le moment où elles sont apparues dans les années 2000 et le moment où nous avons révisé la charte dans les années 2007/2008, nous sommes passés d'un rejet complet au fait qu'elles ont toutes signé à l'unanimité. Il y a eu un vrai travail de fond sur le projet (nous avions délibérément laissé de côté les financements). A la prochaine révision, non seulement nous aurons continué à travailler sur le projet et trouvé chacun notre place, mais en outre elles trouveront sans doute un intérêt à mutualiser davantage financièrement. Toutefois, il faut aussi savoir qu'en parallèle à la contribution au budget du Syndicat Mixte, la CA de la Porte du Hainaut par exemple, finance des projets plus spécifiques, qui correspondent mieux à sa priorité politique, à 100 000 euros sur une année. C'est l'objet des discussions que nous avons chaque année* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.11).

Selon Daniel Mio également, le positionnement des deux structures parc et EPCI s'est clarifié et leurs complémentarités sont aujourd'hui plus évidentes, même si les représentations politiques pour le territoire n'étaient à l'origine pas convergentes, ce qui s'est d'ailleurs avéré plus vrai avec certaines agglomérations qu'avec d'autres :

« *Nous avons donc signé une convention avec chacune des intercommunalités : une convention générale avec toutes les intercommunalités et une convention particulière avec chacune d'entre elles, afin de montrer ce que nous pouvions leur apporter. Elles devaient comprendre que nous n'étions pas un concurrent. Nous avons des missions et elles ont des compétences, qui sont déléguées par les communes, en particulier des compétences très importantes en matière de développement économique et d'aménagement du territoire. Nous devions donc travailler ensemble. Aujourd'hui, je pense que les intercommunalités ont bien compris l'intérêt du parc et de son équipe d'ingénierie. Finalement, cela s'est relativement bien passé. Le plus de difficultés que nous avons eues étaient avec Valenciennes Métropole. Moins d'ailleurs avec les élus qu'avec la technostructure qui considérait qu'ils avaient raison sur toute la ligne et que nous devions faire du développement économique à outrance. En revanche, avec les autres ça s'est plutôt bien passé et avec Valenciennes ça s'arrange* » (Entretien avec Daniel Mio, p.4-5).

Finalement, ce qui ressort des entretiens que nous avons réalisés est que l'intégration des EPCI a eu deux conséquences principales. D'une part, leur intégration dans le Syndicat Mixte du parc (laquelle s'est faite en respectant la règle du « *un tiers chacun* », qui a toujours prévalu, comme l'explique Daniel Mio, c'est-à-dire que les trois collèges – régional, départemental et du territoire – ont gardé chacun un tiers des voix délibératives dans le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Syndicat Mixte, même si ce dernier inclut désormais neuf délégués intercommunaux supplémentaires) a eu pour effet de remettre en cause la légitimité du Syndicat des Communes Intéressées (SCI). Et, d'autre part, cela a beaucoup affecté la manière dont l'équipe technique travaille, afin de construire et de mettre en œuvre les objectifs fixés par la charte.

En effet, premièrement, les explications de Jean-Luc Beghin font écho aux problèmes de démocratie participative que peut connaitre actuellement le parc et que nous avons déjà évoqués avec le témoignage de Luc Coppin notamment, dans la section précédente. Ces derniers ont partie liée avec l'arrivée des EPCI puisque comme il l'explique :

> « *Les maires des communes rurales qui siégeaient au parc sont partis dans les agglomérations. Donc nous nous retrouvons avec des conseillers municipaux et nous avons perdu une partie de notre lien direct avec les maires, ce qui affaiblit le parc parce que certains conseillers municipaux ne représentent qu'eux-mêmes.* (…) *Le SCI que nous avons remonté de toutes pièces est une belle courroie de transmission… mais qui a perdu un peu en légitimité tout de même, avec les intercommunalités qui sont venue exploser de plein fouet la dynamique de lien direct entre le parc et les communes* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.11).

Daniel Mio et Luc Coppin, qui ont tous deux d'abord été impliqués dans le parc en tant que maires, confirment que le SCI fonctionnait mieux lorsque les maires des communes y étaient impliqués, c'est-à-dire avant qu'ils ne s'impliquent dans les EPCI. Et tous deux sont aussi bien conscients du fait que le transfert des compétences en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'élaboration des PLU, des communes vers les intercommunalités, qui est devenu obligatoire depuis la loi ALUR du 24 Mars 2014, ne va pas contribuer à rapprocher le PNRSE (…dont les missions en matière d'aménagement s'affirment progressivement) des communes signataires. Selon Luc Coppin, cette loi va déposséder les communes de l'ensemble de leurs prérogatives :

> « *Quelle est la compétence d'une municipalité ? C'est de s'occuper de son territoire. A partir du moment où vous dépossédez la commune par la mise en place de PLU intercommunaux, elle ne peut plus le faire. Bien évidemment, il faut des cohérences territoriales – mais il faut des cohérences qui soient librement discutées. Il ne faut pas que cela soit, encore une fois, quelque chose de règlementaire. On crève de la règlementation !* » (Entretien avec Luc Coppin, p.7).

Plus largement, celui-ci affiche certaines inquiétudes concernant le renforcement de la place des EPCI, vis-à-vis de celle des communes, dans le paysage institutionnel et il perçoit ces dernières comme des structures technocratiques, trop éloignées des réalités et des dynamiques territoriales :

> « *A l'origine, j'étais un fervent partisan de la création des agglomérations, mais j'en suis revenu, parce que les agglomérations sont des baronnies politiques. Comme toutes les structures, cela dépend beaucoup du patron. On peut faire toutes les structures qu'on veut, si vous avez une tarte, ou un con, à la tête de la structure, cela ne marchera pas. Donc nous sommes très tributaires de la personnalité des patrons. Or, beaucoup de patrons d'agglomération ne sont pas des patrons d'agglomération, mais des apparatchiks politiques. Donc les agglomérations deviennent des baronnies politiques, dans lesquelles l'intérêt commun est relatif – parce que l'agglomération à sa propre logique, et cela dépossède les communes de leurs compétences. Il est*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

normal que les compétences aient été transférées. Et c'est normal qu'il y ait des agglomérations, mais le problème est que la moitié d'entre elles ne fonctionnent pas comme elles devraient fonctionner. Les communes ont eu des difficultés avec cela, alors qu'elles sont un rouage essentiel, parce que c'est "l'habitant" : dans le fond, l'habitant est représenté par sa commune » (Entretien avec Luc Coppin, p.3)

Mais Daniel Mio indique qu'au travers de ce transfert de compétence prévu par la loi :

« *La volonté est de transformer les PLU en PLU intercommunaux. Mais honnêtement, quand on y réfléchit bien, c'est la seule façon de bien faire un PLU. Il y a une opposition totale de tous les maires ruraux parce que finalement, plus cela vient et plus on leur enlève du pouvoir. Donc ils se disent que ce n'est plus la peine d'être élu, si les décisions sont prises au niveau de l'intercommunalité. Mais si on y réfléchit bien, c'est un peu le rôle du parc : nous intervenons, nous donnons des conseils et nous regardons ce qu'il se passe à côté et autour de la commune* (…). [Et ce transfert de compétence en tant que tel de changera pas fondamentalement les choses pour le parc, au sens où] *la charte reste opposable aux PLU* [même s'ils sont faits par les EPCI] » (Entretien avec Daniel Mio, p.9).

Selon Michel Marchyllie, lors de la révision de la charte de 2010 et des négociations concernant les contributions statutaires, la question de savoir pourquoi, si les EPCI contribuaient au budget du parc, les communes devraient-elles continuer à payer aussi. Ce dernier explique « *nous n'avons pas voulu de cela, parce que les communes avaient leurs compétences en matière d'urbanisme et elles devaient les garder* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.9). Or, depuis la loi ALUR, cet argument n'est plus valable, ce qui pourrait laisser envisager d'importants changements institutionnels dans les relations entre le PNRSE (mais aussi les PNR en général), les communes et les EPCI à l'avenir. Toutefois, Michel Marchyllie indique également :

« *Nous voulions continuer à avoir les contributions des communes, parce qu'historiquement nous y sommes liés* (…). *Cette contribution des communes s'avère majeure pour nous* (…). *Il est important de maintenir l'expression des communes sinon elles sont gommées et les habitants ne s'y retrouvent plus* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.10-11).

Deuxièmement, les personnes que nous avons interrogées nous ont indiqué que l'intégration des EPCI a eu pour conséquence un certain nombre de changements profonds dans la manière de travailler de l'équipe technique du PNRSE. En effet, selon Christophe Tesnière :

« *Sur le plan institutionnel, ce qui a beaucoup bouleversé les choses sont les réformes territoriales successives et l'arrivée des EPCI, à mon avis* (…). *Les EPCI sont entrées au comité syndical : ils sont signataires de la charte. Par conséquent, il existe de multiples partenariats à trouver à l'échelle du territoire, ce qui change fondamentalement la façon dont nous travaillons et l'orientation globale de la structure. La formule selon laquelle le parc n'est plus en charge de "faire" mais de "faire faire" résume assez bien les choses. Nous devons donc nous appuyer sur les EPCI pour démultiplier l'action* (…). *Nous développons systématiquement des programmes d'action en partenariat avec les intercommunalités, ce qui n'était pas du tout le cas avant* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.1-2).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Michel Marchyllie confirme que la montée des EPCI a non seulement changé la manière qu'à l'équipe technique de travailler, mais aussi le rôle que peut jouer le parc auprès des communes, notamment parce que les procédures administratives et les normes à respecter lorsque les communes veulent mettre en place un projet sur leur territoire se sont considérablement complexifiées et, finalement, le positionnement du PNRSE dans le paysage institutionnel :

> « *Nous étions la structure de projet principale avant la montée des intercommunalités. Donc si les communes voulaient monter un projet ils nous appelaient directement. Aujourd'hui les communes si elles sont porteuses d'un projet, elles ne vont pas directement au parc. Elles se disent que le parc n'a pas de financements, donc elles vont voir l'intercommunalité, mais en même temps elles savent qu'elles ont besoin de voir le parc aussi. Donc nous sommes dans une position où nous faisons l'ensemblier. Nous leur disons "votre projet est intéressant mais vous pouvez aussi aller chercher votre argent au département, à la région s'il y a une politique spécifique à cette thématique" etc. Nous accompagnons la commune dans son projet, avec un panel d'interlocuteurs énorme et très divers. Les communes ont aujourd'hui parfois des difficultés à monter leurs projets, parce qu'il faut non seulement avoir le budget suffisant, mais certains projets obligent aussi à avoir les avis des uns et des autres selon les cadres en vigueur, il faut faire attention à bien respecter tous les enjeux du territoire, la charte, la procédure etc. Vérifier si le projet n'est pas en zone Natura 2000 et si en conséquence il ne faut pas faire une étude d'incidence Natura 2000… Le cadre et les démarches administratives, procédurales se sont complexifiés pour les communes. Il faut prendre en compte toutes les procédures derrière les projets, qu'elles soient administratives, financières, d'évaluation, de respect des engagements des uns et des autres etc.* (…) *Pour résumer je peux dire que nous sommes beaucoup plus "ensembliers" et nous œuvrons à la mise en cohérence des actions d'un territoire, plutôt que porteurs d'un projet qui concourt à la charte. Nos projets propres (à hauteur de 150 par an) sont très minoritaires par rapport à l'ensemble des projets sur le territoire. C'est évident* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18).

Selon Isabelle Matykowski, cette compétence en « *ingénierie de collectivités* » du PNRSE constitue d'ailleurs l'une des spécificités de Scarpe-Escaut, par rapport aux autres PNR en France, car si tous les parcs doivent faire face à cette « *tendance de fond* », le PNRSE s'est historiquement constitué sur un territoire très urbanisé :

> « *Le parc Scarpe-Escaut a un positionnement différent des autres parcs* [sur cette question] *: il a toujours été amené à travailler avec les intercommunalités ou ses partenaires, parce que c'est un parc plus urbain qu'ailleurs. Certes, un parc c'est aussi de l'ingénierie au service du territoire, mais il n'y a pas que cette ingénierie-là. Quand on prend des parcs beaucoup plus ruraux, hormis l'ingénierie du parc, il n'y a rien. Donc l'évolution que vivent peut-être aujourd'hui d'autres parcs, avec la constitution des EPCI, la mise en place des SCoTS etc., elle existait déjà en Scarpe-Escaut parce qu'historiquement la région Nord-Pas-de-Calais est très urbanisée et assez structurée autour de l'ingénierie de collectivités. Donc ils sont particuliers de ce*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

point de vue, au sens où ils ont été un petit peu en avance sur cette tendance de fond » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.2).

Elle ajoute que les évolutions institutionnelles et budgétaires étant ce qu'elles sont, le PNRSE n'a pas d'autre choix que de s'adapter et de faire évoluer ses manières de travailler :

« *En fait* [le parc] *n'a pas le choix, parce que de toute façon, il faut être réaliste, les moyens financiers sont dans les agglomérations. Le budget du parc c'est pinuts par rapport au budget d'une agglomération. Donc la force de frappe pour mettre en œuvre, elle est dans l'agglomération. Si on veut être opérationnel et efficace, il faut donc se mettre en relation pour monter un projet* » (ibid.).

Quant à Jean-Luc Beghin, il pose la question de savoir si les PNR n'auraient pas « *loupés une page d'histoire* » sur la question :

« *Je pense que sur ce plan les parcs ont loupé une page d'histoire monumentale : les intercommunalités qui ont été créées ont une fiscalité propre, c'est-à-dire qu'elles ont des recettes. Et pendant ce temps là nous regardions les trains passer. Nous pour vivre nous devons aller pleurer auprès de tout le monde. Nous sommes des mendiants professionnels. Nous savons le faire, c'est sûr, mais nous sommes des mendiants. Au lieu de cela nous aurions dû négocier d'être aussi sur cette logique là pour qu'au moins sur le fonctionnement (pas sur le programme d'action) nous ayons une fiscalité dédiée qui permette d'assoir notre fonctionnement* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.12).

Mais il indique néanmoins que dans le contexte actuel, développer les partenariats avec les EPCI reste une priorité :

« *A l'inverse, aujourd'hui, lorsque nous arrivons à nous mettre d'accord sur des programmes avec les intercommunalités c'est intéressant parce que leurs moyens sont biens supérieurs à ceux du parc. Ils peuvent donc démultiplier de manière très conséquente les objectifs du parc* » (ibid.).

Le tableau n°2.4 suivant synthétise les éléments relatifs à la construction historique du PNRSE et des structures PNR, que nous avons rapportés ici.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°2.4 : Les grandes étapes de la construction historique du PNRSE

Périodes historiques	Evolutions territoriales	Evolutions nationales
1960-1970 : la création des PNR et celle du PNR de Saint Amand-Raismes (Charte de 1968)	Mission de pré-configuration du Parc de Saint Amand-Raismes dès 1965, autour de la forêt de Saint Amand-Raismes, appartenant à l'ONF ; Volonté de création d'un « *poumon vert périurbain* » en effectuant des travaux d'aménagement sur le site	Décret de création des PNR en 1967 ; Emergence de l'écologie comme cause collective ; Création du ministère de l'environnement en 1971, lequel reprend la responsabilité des PNR
Les années 1980 : la décentralisation et le PNR du Nord-Pas-de-Calais (Charte de 1986)	Prise de conscience du besoin de démarches et d'initiatives collectives, afin de reprendre en main un territoire dévasté par la fin de l'activité minière, aussi bien sur le plan économique, que social et environnemental ; Création de l'association (loi 1901) Espace Naturel Régional en 1978 et structuration du Parc du Nord-Pas-de-Calais sur trois zones : le Boulonnais, l'Audomarois et Scarpe-Escaut	Création des Etablissements Publics Régionaux et lois de décentralisation ; Transfert de la compétence PNR aux Régions ; Lois sur la protection de la Nature (1976), la publicité (1979), la circulation motorisée (1991) et loi sur l'eau (1992) ; Premières mesures agro-environnementales
Les années 1990 : la loi paysages et le PNRSE (Charte de 1998)	Eclatement du PNR du Nord-Pas-de-Calais en trois parcs, dont le PNRSE ; L'association ENR devient le Syndicat Mixte ENRx (en 2003) ; Les engagements dans la charte de 1998 en matière de densité urbaine et de consommation d'espace commencent à se préciser	La loi paysages (1994) indique que les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les chartes de parc et les critères d'éligibilité au label PNR se renforcent considérablement ; La loi Barnier (1995) rend obligatoire l'organisation des PNR en Syndicat Mixte
Les changements institutionnels des années 2000 et le Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut (PNTH) (Charte de 2010)	Création et émergence des EPCI sur le territoire, ayant entrainé deux changements importants : un mode d'organisation de l'équipe technique « *par projet* », davantage orienté vers la recherche de partenariats et une certaine prise de distance entre le PNRSE et les communes, couplée à la dissolution en cours du SCI ; Affirmation de la dimension transfrontalière du parc, qui devient le PNTH (avec le parc wallon des Plaines de l'Escaut) à partir de 2010 ;	Instauration du Code de l'environnement (2000) ; Loi de 2006 relative aux parcs naturels

Source : Tableau construit par l'auteure

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

L'ambition du présent chapitre était double. Il s'agissait à la fois de montrer en quoi le PNRSE constitue un cas d'étude intéressant et pertinent, afin de mettre nos hypothèses à l'épreuve des faits, mais aussi d'expliciter, dans le même mouvement, la manière dont nous avons construit notre enquête. Finalement, les enseignements qu'il est possible de tirer de cette première analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE semblent confirmer les critiques que nous avons formulées, aussi bien à l'égard des SE et du « *nouveau pragmatisme environnemental* » dans le chapitre 1, que vis-à-vis du projet SESEEP dans le présent chapitre. Néanmoins, à l'issue de ce bref parcours, il nous manque encore plusieurs éléments afin de pouvoir répondre à notre question de recherche. Reprenons ces différentes propositions.

Ce chapitre nous a d'abord permis de montrer que le PNRSE constitue effectivement un cas d'étude pertinent pour le présent travail de recherche. En effet, nous avons vu que les PNR, comme l'approche par les SE, se situent à l'interface des questions relatives à la conservation et des enjeux de développement économique. Ainsi, le PNRSE nous offre un cadre particulier afin d'ouvrir la question de savoir comment s'opère l'articulation de ces deux objectifs, sur un territoire. Nous pensons qu'il s'agit d'une question de recherche grandiose et enthousiasmante en tant que telle, et qu'elle s'avère en outre originale, dans la mesure où, à notre connaissance, aucune autre monographie n'a jusqu'à présent été réalisée sur le PNRSE, sachant que celles qui l'ont été sur d'autres PNR (à l'image des travaux de Emerit, 2007 ; Droeven, 2010, ou encore Amsallem et Calvet, 2006) restent relativement rares et n'ont pas privilégié une entrée par les SE. Le PNRSE, en particulier, nous a semblé constituer un cas d'étude idéal, dans la mesure où ce dernier s'est engagé, en partenariat avec d'autres équipes de recherche, dans le projet SESEEP, ce qui témoigne de l'intérêt de certains des représentants du PNRSE pour les approches en termes de SE.

Nous avons également pu rendre compte ici de la manière dont le projet SESEEP s'est révélé être une expérience de recherche enrichissante, dans le cadre du présent travail de thèse. En effet, au-delà de nous faire comprendre l'existence de limites liées à la complexité de l'évaluation de multiples SE et de la biodiversité sur un territoire, notre expérience d'observation participante nous a permis de soupçonner l'existence d'un décalage entre les ambitions du projet et la manière dont les deux représentants du PNRSE engagés dans le projet (à savoir Gérald Duhayon et Christophe Tesnière) auraient souhaité pouvoir s'approprier les SE, un soupçon qui s'est confirmé lorsque nous avons réalisé des entretiens avec ces derniers, par la suite.

In fine, la critique que nous adressons au projet SESEEP est d'avoir cru, *a priori*, dans les idées véhiculées par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », à savoir que le fait de produire une évaluation des SE ne pouvait, forcément, qu'apporter de nouveaux éléments d'information supplémentaires, au service de la décision publique, ces derniers pouvant dès lors être mis à profit afin d'améliorer les mesures de conservation de la nature en vigueur. Mais, en réalité, ceci suppose, premièrement, qu'il existe bien un « *décideur souverain* », sur le territoire, doté d'une forte capacité d'action et d'une influence déterminante, sur l'état de la conservation des milieux naturels ainsi que sur la dynamique de développement ; deuxièmement, que ce décideur se comporte comme un agent économique rationnel, sur le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

modèle de *homo oeconomicus* standard, c'est-à-dire que le processus de « *prise de décision* » s'apparente à une mise à plat de l'ensemble des coûts et des bénéfices, relatifs à la décision en question (ce qui suppose aussi de pouvoir ramener ces derniers à une unité de mesure commune) ; et, troisièmement, qu'en l'occurrence, ce décideur soit mal informé, ce qui expliquerait pourquoi l'état idéal de conservation de la biodiversité ne soit pas atteint.

Selon nous, c'est parce que ces éléments, véhiculés par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », ont été tenus pour vrais, dès l'origine, dans le projet SESEEP, qu'un travail de production d'un outil d'évaluation des SE a pu être engagé dans le cadre de ce dernier, sans que la question des mécanismes institutionnels régissant le fonctionnement du PNRSE, en pratique, n'ait été pour autant ouverte. Et il s'agit aussi, par ailleurs, de la raison pour laquelle le projet de réflexion critique sur la pertinence d'une évaluation des SE, qui faisait pourtant partie des ambitions initiales du projet, n'a finalement pas été menée à bien.

C'est donc dans le but de prendre le contrepied de ces deux éléments que nous avons déployé le présent travail de recherche, dont nous n'avons encore présenté qu'une partie des aspects empiriques (puisqu'une partie de notre grille d'entretien reste inexploitée, de même que l'analyse du matériel documentaire collecté), en laissant assez largement de côté les aspects théoriques (outre le travail de construction de notre objet de recherche, engagé dans le chapitre 1). Mais les motivations profondes de notre travail d'enquête peuvent maintenant être exprimées. Il s'agit de comprendre comment s'opère l'articulation des enjeux de conservation et de développement sur le territoire du PNRSE, avant de pouvoir identifier dans quelle mesure l'application d'une approche par les SE pourrait s'avérer pertinente et selon quelles modalités. Pour ce faire, nous avons montré qu'un impératif s'impose, à savoir prendre au sérieux les dimensions cognitives et institutionnelles relatives à notre objet d'étude et à notre exemple empirique. Ceci implique de ce pencher sur les raisons pour lesquelles les SE peuvent être perçus comme de nouveaux outils intéressants, ou au contraire critiquables, aux yeux des personnes que nous avons interrogées, mais aussi de pouvoir maintenir une certaine distance critique vis-à-vis de ces raisons et de ces arguments, de manière à pouvoir faire ressortir ce qui relève de notre propre analyse (c'est là tout l'enjeu de la construction théorique, faisant l'objet de la seconde partie de la thèse).

Sur cette base, rappelons qu'outre le fait de pouvoir aborder directement la question de l'articulation et de l'existence éventuelle de tensions entre les objectifs de conservation et de développement, ainsi que la question des représentations que véhiculent les SE et leur évaluation monétaire, notre travail d'enquête (via les entretiens semi-directifs réalisés et l'analyse documentaire) a été construit de manière à pouvoir mieux comprendre le fonctionnement institutionnel du parc et son histoire, mais aussi le rôle de la charte et son processus de mise en œuvre et de révision, de même que les référentiels politiques utilisés par le parc et les personnes rencontrées (tels que « *développement durable* », « *patrimoine naturel* » etc.).

Puisque le rejet de l'analyse des mécanismes institutionnels est ce que nous reprochons aux « *nouveaux pragmatistes environnementaux* », de même qu'au projet SESEEP, il nous fallait commencer par là, afin d'exposer les caractéristiques générales de notre cas d'étude et démontrer en quoi ce dernier constitue effectivement un « *bon* » cas d'étude. Or, effectuer cette démarche nous a même permis d'aller plus loin, puisque nous avons pu, par la même, confirmer certaines de nos hypothèses. En effet, *a minima*, ce que

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

nous enseigne l'analyse du fonctionnement institutionnel des PNR et de celui du PNRSE, réalisée dans le présent chapitre, notamment à partir des entretiens que nous avons réalisés, est que le parc peut difficilement être appréhendé comme un « *décideur souverain* » dont le problème serait de souffrir d'une carence informationnelle concernant l'état du territoire[104], qu'il s'agirait dès lors de combler, afin de mieux protéger la nature ou la biodiversité. Au contraire, le PNRSE semble pouvoir être mieux appréhendé comme une entité institutionnelle complexe, mettant aux prises de multiples personnes, dotées d'une capacité interprétative, qui se questionnent sur la démarche à suivre et sur les orientations qu'il convient de donner à la dynamique collective qu'ils construisent et dans le cadre de laquelle leur capacité d'action s'avère limitée.

Plus précisément, nous avons vu que le PNRSE est une structure dotée d'un organe politique auquel prennent part différentes collectivités territoriales, ayant chacune leurs propres compétences, leurs propres représentations normatives de ce que devraient être les priorités politiques et leur propre lot de contraintes institutionnelles. Cet organe politique a d'ailleurs longtemps été bicéphale, entre le Syndicat Mixte et le SCI. Bien que ce dernier n'ait joué qu'un rôle consultatif, nous avons montré que sa récente dissolution, ainsi que l'affirmation des EPCI dans le paysage institutionnel, ne sont pas sans soulever un certain nombre de questions quant aux modalités futures de l'implication des communes dans le parc et du rôle que ce dernier peut continuer à jouer à leur égard (ces éléments de diagnostique sur le fonctionnement institutionnel du PNRSE seront approfondis et mis en perspective, vis-à-vis de la question des SE, dans le chapitre 6).

Mais dans le même temps, le PNRSE ne peut pas non plus être appréhendé uniquement comme un assemblage d'intérêts politiques et institutionnels particuliers. Il constitue bien une entité collective, dotée d'une d'identité propre. Cette dernière se définit notamment au travers d'un projet normatif et une ambition politique indépendante, incarnée par la charte du parc et les différents objectifs stratégiques déclinés en son sein, qui sont le fruit un processus de négociation et de construction collectif (cette question sera quant à elle approfondie et éclairée différemment dans le chapitre 5, lorsque nous explorerons notre corpus documentaire à l'aide du logiciel Prospéro).

En outre de cet organe politique, nous avons montré que ce qui semble faire la force des PNR et du PNRSE en particulier est l'existence de son équipe technique, laquelle a vocation à proposer son aide au dénouement des problèmes administratifs et opérationnels qui sont susceptibles de se poser pour les collectivités territoriales, notamment, mais aussi, plus largement pour les acteurs privés et ce dans de multiples domaines (protection et gestion des espaces forestiers et boisés, des milieux naturels et de la biodiversité, du patrimoine naturel et culturel, mais aussi en matière de gestion de l'eau, d'agriculture, d'aménagement du territoire et d'urbanisation, d'éducation à l'environnement, de tourisme…). Si ces compétences en ingénierie multithématique semblent s'avérer de plus en plus nécessaires dans la vie du territoire, alors que les règlementations, les normes et les procédures se sont complexifiées historiquement, le témoignage des acteurs historiques du parc (comme celui de Daniel Mio notamment) montre que ces dernières ont toujours été au centre de la raison d'être du parc.

[104] D'ailleurs, la référence à la notion même de territoire traduit une représentation bien différente des relations des hommes à la nature et à leur environnement, vis-à-vis de celle qui est véhiculée par l'approche en termes de SE… mais gardons ces éléments de réflexion pour la suite de notre analyse (chapitre 6).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si la mise en perspective institutionnelle et historique du PNRSE que nous avons réalisée dans le présent chapitre s'avère essentielle afin de pouvoir prétendre à répondre à la question qui nous anime (à savoir, celle de la pertinence et des modalités du développement d'une approche en termes de SE pour une institution telle que le PNRSE), il manque encore, toutefois, de nombreux éléments à notre analyse afin de pouvoir atteindre cet objectif, et ce, aussi bien au niveau empirique que théorique.

En effet, premièrement, d'un point de vue empirique nous ne nous sommes pas encore penchés sur deux éléments. D'une part sur la question des spécificités territoriales, géographiques, écologiques et socioéconomiques du PNRSE (ce qui ne nous empêche pas pour autant d'avoir compris que le PNRSE, lui, en sait long sur la question). Et, d'autre part, sur la question du contenu des ambitions politiques du PNRSE, ou, pour le dire autrement, sur la question de savoir s'il est en effet possible de concilier, sur un même territoire des objectifs de développement économique et des objectifs de conservation et, si oui, comment cette mise en cohérence peut-elle s'opérer. Bien que les entretiens que nous avons réalisés nous fournissent de la matière (n'ayant pas été exploitée ici, mais qui l'est en revanche dans le chapitre 5), afin de pouvoir répondre à ces questions, il nous est apparu nécessaire de compléter ce matériel par une analyse documentaire plus approfondie des différentes chartes ayant été adoptées par le PNRSE (base documentaire à laquelle nous avons également ajouté les bilans d'activités annuels du PNRSE).

Deuxièmement, un exercice intellectuel tel qu'une thèse ne saurait être mené à bien sans cadre théorique. Et ceci ne nous est pas apparu comme une contrainte académique, mais au contraire comme un réel besoin, dans la mesure où le présent travail nourrit l'ambition de fournir quelques clés d'élucidation d'une infime partie de la réalité socioéconomique. Une autre justification plus contingente à la présente recherche peut être avancée. Notre travail vise en effet à mener une réflexion sur les SE, que nous avons compris comme étant l'objet de notre recherche, davantage que sur le fonctionnement du PNRSE en tant que tel, ce dernier constituant plutôt un contexte d'application et de mise à l'épreuve de nos hypothèses. Partant, il nous fallait pouvoir généraliser.

Plus précisément, c'est en raison de la seconde critique que nous avons adressée dans le présent chapitre au projet SESEEP, que nous avons été amenés à inscrire notre travail dans le cadre théorique de l'Economie des Conventions. En effet, comme nous le rappelons dans le chapitre suivant, au fondement de cette dernière se trouve une remise en cause de l'universalité du modèle de la rationalité économique standard et sa substitution par un modèle pluraliste : celui des Economies de la grandeur de Boltanski et Thévenot (1991). Or, ce que nous reprochons à la fois au projet SESEEP, mais aussi, plus largement, au « *nouveau pragmatisme environnemental* » est précisément d'avoir assumé (ou d'assumer), *a priori*, que ce modèle de rationalité économique s'avère effectif dans la décision publique en matière de conservation et de développement, au lieu de partir d'une analyse plus consistante des dynamiques cognitives et institutionnelles, laquelle aurait pourtant permis, si l'on suit l'Economie des Conventions, d'appréhender l'existence d'une pluralité de modes de coordination possibles. C'est pourquoi, afin de nous inscrire à contre-courant de ce qui a été réalisé dans SESEEP, mais aussi de ce qui est tenu pour vrai par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », nous avons choisi de partir, avec l'Economie des Conventions, d'une analyse des modalités du jugement et de la justification « *en situation* »,

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

en prenant au sérieux le sens que les personnes (en l'occurrence, les représentants du PNRSE) donnent à leurs actes (notamment concernant les SE).

Comme nous l'avons déjà souligné, les enseignements du présent chapitre, concernant le fonctionnement institutionnel du PNRSE que nous avons obtenus à partir des entretiens réalisés semblent confirmer le choix de cet outil théorique, dans la mesure où le PNRSE semble effectivement pouvoir être mieux appréhendé comme un dispositif institutionnel complexe, mettant aux prises des personnes, des interprétations et des représentations, plutôt que comme un « *décideur souverain* » ou un agent économique rationnel, qu'il s'agirait de mieux informer. C'est ainsi que, dans la suite de notre analyse (et notamment dans le chapitre 5), nous serons amenés à nous saisir des différentes chartes ayant été adoptées par le parc, depuis sa création, comme autant de dispositifs conventionnels, permettant d'assurer la coordination et de faire converger les représentations des personnes en présence. Plus fondamentalement, l'existence même de ces chartes (laquelle institue, dans le même mouvement, celle du PNRSE) traduit le fait que les personnes sont parvenues à surmonter l'incertitude inhérente à toute construction collective, à conclure un accord sur la démarche à suivre, voir même, en l'occurrence, à se construire une identité collective sur mesure. Assurément, une appréhension du PNRSE et de ses chartes, comme de tels dispositifs conventionnels, impose de se doter d'outils ne postulant pas, *a priori*, que le monde social est composé d'individus atomisés qui ne seraient dotés que d'une rationalité économique, instrumentale ou stratégique.

Néanmoins, auparavant, nous devons rappeler quels sont les principaux fondements de l'Economie des Conventions et du modèle des *Economies de la grandeur*, ce à quoi s'emploie le chapitre 3. Nous pouvons d'ores et déjà indiquer, par ailleurs, qu'afin de pouvoir inscrire notre travail au sein de ce cadre théorique, nous avons dû nous confronter à l'épineux problème de l'existence d'une cité écologiste (chapitre 3), ce qui nous conduit à proposer, par la suite, quelques aménagements aux outils traditionnels de l'Economie des Conventions, afin d'être mieux à même d'appréhender les problématiques écologistes (chapitre 4).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Les chapitres 1 et 2, ou autrement dit le travail itératif de synthèse de la littérature autour des SE et d'enquête de terrain que nous avons réalisé (quand bien même ce dernier est ici présenté sous la forme de deux chapitres distincts) nous permet donc de dégager une hypothèse de recherche principale, laquelle consiste à faire planer un doute sur l'efficacité des approches en termes de SE (c'est-à-dire sur leur capacité à améliorer les politiques de conservation), voire, plus généralement, sur le bien-fondé de la logique du « *nouveau pragmatisme environnemental* », puisque cette dernière se caractérise par un certain dogmatisme (c'est-à-dire qu'elle véhicule des principes fondés sur des éléments qui sont de l'ordre de la croyance, mais qui sont tenus pour vrais, sans qu'il soit jugé nécessaire de les mettre à l'épreuve d'une critique théorique ou empirique).

La manifestation principale de ce dogmatisme repose sur le fait que le « *nouveau pragmatisme environnemental* » se caractérise à la fois par une mise à l'écart des critiques théoriques, formulées à l'égard de la notion de SE et des outils d'évaluation qui y sont liés, alors qu'il préconise la généralisation des approches en termes de SE (à toutes les échelles de politiques de conservation), sans qu'un travail de recherche critique sur les expériences empiriques réalisées ne soit, dans le même temps, tenu pour nécessaire. Et nous avons également pu établir, dans le chapitre 1, que les origines de ce dogmatisme peuvent être rapportées, selon nous, à l'adoption d'une posture épistémologique réductionniste, laquelle consiste à rejeter hors du domaine de la compétence scientifique l'appréhension des dynamiques et des mécanismes institutionnels sous-jacents aux contextes dans lesquels les SE et leurs outils d'évaluation sont appliqués. Au contraire, le rôle de la science est limité, par les « *nouveaux pragmatistes environnementaux* » à la production d'outils et de techniques pouvant être mis à disposition de la décision publique, sans qu'il n'apparaisse nécessaire de s'inquiéter, *a priori*, de leur finalité, de leur efficacité ou encore de leurs effets institutionnels.

Nous avons montré comment ceci est particulièrement visible dans le cadre analytique qui sous-tend l'outil InVEST, ou les contributions de G. Daily, mais nous avons souligné que la TEEB est aussi fondée sur le même cadre analytique (voir figure n°1.1). Le projet SESEEP en est un autre exemple concret, que nous avons pu suivre « *de l'intérieur* ». En effet, alors que le projet affichait au départ l'ambition de mettre en critique la notion de SE et les outils d'évaluation de ces services (ce qui a été, en réalité, partiellement réalisé, puisque la perspective du déploiement d'une évaluation monétaire à été rejetée, au profit d'une approche « *pluraliste* »), un glissement s'est ensuite opéré, vers la production d'un outil d'évaluation opérationnel, éventuellement redéployable dans d'autres contextes par la suite, sans que, d'une part, une analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE ne soit réalisée, ni que, d'autre part, les intensions, mais aussi les doutes et les critiques des représentants du PNRSE impliqués dans le projet ne soient pris au sérieux.

Quand bien même il nous manque encore de nombreux éléments (à la fois théoriques et empiriques), maintenant que nous avons commencé à réaliser cette opération d'intégration des mécanismes institutionnels relatifs au PNRSE et des raisons qui poussent les représentants du parc à agir, via l'analyse d'une partie des entretiens semi-directifs que nous avons conduits, ce qu'il nous est d'ores et déjà possible de comprendre est que, contrairement au schéma analytique largement véhiculé par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », il ne

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

semble pas exister, sur le territoire, de « *décideur souverain* », qui soit mal informé de l'état de la conservation de la biodiversité ou de celui de la dynamique du développement, et qu'il s'agirait donc « *d'éclairer* », à l'aide d'une évaluation des SE. En effet, d'une part, le PNRSE nous semble déjà disposer d'une connaissance fine du territoire (notons que, si cet élément ne pourra être approfondi que dans le chapitre 5, lors de l'analyse des chartes du parc, il suffit sans doute de souligner, pour le moment, que les personnes interrogées ne nous ont pas pointé l'existence d'un problème de type informationnel, relatif à l'état de la connaissance du territoire) et, d'autre part, le parc peut difficilement s'appréhender comme un agent économique rationnel, qui fonderait ses décisions et mettrait en œuvre ses politiques à partir de calculs de coûts et de bénéfices, associés à la conservation ou au développement et dont la remise à plat s'avèrerait nécessaire (ce type d'exercice étant, en réalité, particulièrement délicat, voire impossible, à réaliser, précisément parce que les données du problème sont multidimensionnelles et incommensurables).

Au contraire, le parc se comprend mieux, selon nous, comme une institution complexe, régie par un certain nombre de principes juridiques et règlementaires spécifiques (inscrits dans le Code de l'Environnement), affecté par les changements qui se produisent au sein du paysage institutionnel dans lequel il s'insère (il est possible de citer, par exemple, la création des Etablissements Publics Régionaux, ou celle de l'association ENR, devenue par la suite, ENRx, et, dans une période plus récente, l'émergence des EPCI, la dissolution du SCI, la création des SCoTS…), mais aussi doté de certaines spécificités territoriales (zone humide, importance des espaces boisés, forte densité urbaine…), de même que d'une histoire particulière dont il ne peut s'extraire (importance de la forêt domaniale, du passé industriel et minier…).

Plus précisément, nous l'avons vu, au fondement du parc se trouve la charte, c'est-à-dire un contrat que s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des collectivités territoriales signataires et dont les objectifs sont négociés collectivement, au sein du Syndicat Mixte, en consultation avec le SCI mais aussi avec les autres institutions régionales qui gravitent autour des politiques des parcs (comme ENRx, ou encore le Conseil Scientifique). La Région et les instances qui participent à l'évaluation des politiques des PNR au niveau national (comme la Fédération des PNR, ou encore le CNPN) sont susceptibles d'amender le document au cours de la procédure de révision de la charte, avant qu'elle ne soit rediscutée localement et enfin adoptée. Une fois adoptée, les orientations de la charte structurent l'ensemble des actions et des programmes portés par le Syndicat Mixte, avec les signataires de la charte et les partenaires du parc. Ainsi, les quatre orientations de la charte actuelle correspondent à la structuration de l'équipe technique en quatre pôles (Ressources et milieux naturels ; Aménagement du territoire et paysage ; Développement et Mobilisation Eco-citoyenne et communication), entre lesquels le budget est réparti.

L'analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE que nous avons réalisée nous a permis de souligner l'importance des dispositions règlementaires (notamment en matière d'urbanisme, concernant l'obligation de compatibilité entre la charte et les PLU et les SCoTS) sur lesquelles le parc peut s'appuyer pour mettre en œuvre la charte, mais nous avons aussi pu mettre en évidence l'importance entre plus grande (d'après les personnes que nous avons interrogées) de la dimension contractuelle, non sans liens avec le fait que le parc ne dispose pas de moyens financiers (ni de compétences) propres. Nous avons ainsi montré l'existence

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'une tendance de fond, dans la manière dont le PNRSE s'organise afin d'atteindre les objectifs fixés par la charte, vers la consolidation d'un mode de gestion de plus en plus partenarial, « *en mode projets* » (une expression notamment utilisée par Michel Marchyllie), une tendance qui s'est notamment renforcée depuis l'affirmation des EPCI sur le territoire.

En effet, nous avons vu que d'un côté, il plane toujours sur le parc la menace du non-reclassement à la période suivante si les objectifs inscrits dans la charte ne sont pas atteints (et ce d'autant plus que le territoire du PNRSE a été fortement marqué par l'exploitation minière passée et qu'il affiche une très forte densité de population, relativement aux autres PNR, alors qu'il est aussi le doyen des parcs français et qu'il est donc attendu de lui une certaine exemplarité), mais que, d'un autre côté « *le parc c'est tout le monde* » (comme l'a par exemple souligné Isabelle Matykowski). Autrement dit, si le Syndicat Mixte est effectivement le porteur de la charte, il ne peut en revanche la mettre en œuvre seul et il dépend pour ce faire des actions engagées par l'ensemble des signataires (Région, Département, EPCI, Communes), de même que celles qui le sont par l'ensemble des acteurs du territoire (entreprises, agriculteurs, associations, touristes, habitants, chambres consulaires, ONF et autres partenaires). C'est donc par le dialogue et l'ouverture, que le parc doit aller chercher, faire comprendre, communiquer, sensibiliser, convaincre, mobiliser, engager… surtout lorsqu'il s'agit de convenir d'un accord, puis de le respecter, sur des ambitions contraignantes en matière d'aménagement du territoire et de développement économique (ce qui est par exemple le cas de l'objectif de maintien d'un taux d'artificialisation du territoire de 0.3% à l'horizon 2020, inscrit dans la charte en cours).

Si l'ensemble de ces éléments seront approfondis dans le chapitre 5, ce que nous avons déjà pu identifier est que c'est bien dans cette perspective que les représentants du PNRSE s'interrogent sur les outils, les référentiels et les dispositifs qui pourraient être mobilisés et que c'est donc en ce sens que se pose, la question de la pertinence et des modalités du déploiement d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE. L'ambition du présent travail de recherche est ainsi d'apporter des éléments de réponse construits, face aux interrogations des personnes que nous avons interrogées, en prenant au sérieux ces interrogations, ainsi que les différents arguments avancés au cours des entretiens réalisés. Mais, ceci implique de pouvoir nous approprier ce matériel de manière satisfaisante et d'être, dans le même temps, en capacité de le tenir à distance, puisque le but est de produire une réflexion critique consistante à partir de ce dernier. C'est là tout l'enjeu de la construction théorique sur laquelle repose le présent travail de recherche, laquelle fait précisément l'objet de la deuxième partie de la thèse.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

DEUXIEME PARTIE : LE CADRE THEORIQUE ET LE MODELE D'ANALYSE

L'Economie des Conventions et l'écologisme comme critique du capitalisme

L'objectif de cette deuxième partie de la thèse est de nous doter des outils théoriques appropriés afin de pouvoir répondre à notre question de recherche. Le cadre théorique mobilisé est celui de l'Economie des Conventions (EC). Le chapitre 3 présente les principaux axiomes de l'EC et il nous permet, dans le même mouvement, d'expliciter les principales raisons théoriques qui justifient l'ancrage de la thèse dans une perspective conventionnaliste. Si nous avons déjà laissé entrevoir, au cours des chapitres 1 et 2, quelques indices pointant la cohérence d'une telle démarche, abordons à présent ces éléments de front.

Ce qui caractérise l'EC est de prendre au sérieux les raisons, le sens, les interprétations, les représentations, les motivations et les motifs, mis en scène par les personnes, dans les actes de la vie quotidienne et qui poussent ces dernières à s'engager dans l'action, quand bien même il plane sur cette dernière une incertitude sur sa réalisation. C'est d'ailleurs justement parce qu'il plane toujours une incertitude radicale sur l'action (puisque nous vivons dans un monde où le futur n'est pas probabilisable), qu'il devient fondamental de prêter attention aux interprétations et aux jugements « *en situation* » : en réalité, nous enseigne l'EC, à partir des travaux de J. M. Keynes, nous ne savons pas faire mieux que de prendre appui sur des « *conventions* » (qu'il s'agisse de normes intériorisées, de comportements mimétiques, d'habitus, de codes sociaux ou de règles formelles inscrites dans le droit), dès lors que nous sommes confrontés à l'incertitude. Ainsi, le pendant de la prise en compte de l'incertitude radicale est la reconnaissance de l'importance des conventions dans les affaires humaines, lesquelles impliquent, à leur tour, de rompre avec les axiomes du modèle néoclassique standard, et notamment ceux qui concernent la rationalité individuelle. A la place du modèle de l'agent économique maximisateur, l'EC modélise les individus comme des « *personnes* », c'est-à-dire comme des êtres politiques et sociaux, dotés de capacités réflexives, interprétatives et de parole, étendues. Ces raisons et ces interprétations ne peuvent plus, dès lors, être repoussées d'un revers de main.

Il est selon nous possible de retrouver ici un certain souci de « *réalisme* » (si l'on utilise le vocabulaire de Spash (2012)), ou une prise au sérieux des questions de nature « *empiriques* » (si l'on se réfère à celui de Flipo (2014)), décrites comme étant caractéristiques de l'écologisme, au sens où la reconnaissance de la crise écologique implique, elle aussi, de tenir pour « *réelle* » une certaine situation concrète, comme point de départ de l'analyse. Au-delà de ce parallèle, il reste qu'au départ de l'analyse conventionnaliste se trouve une certaine symétrie, ou une certaine mise à plat, entre le chercheur, d'une part et son objet de recherche ou son étude de cas, d'autre part.

Toutefois, par la suite, le but du jeu, pour le chercheur, va être de s'en distancier. Autrement dit, la démarche de l'EC ne consiste pas à prendre directement pour « *vrai* » ou pour « *acquis* » tout ce que les personnes disent, dès lors que le chercheur leur prête une

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

oreille, auquel cas l'intérêt de toute démarche de recherche serait nul (ou ne pourrait s'apparenter qu'à une mise en relief de type « *café du commerce* »). Au contraire, la force de l'EC est d'être, dans le même temps, une théorie, c'est-à-dire un modèle, une simplification de la réalité, permettant d'y confronter des « *objets concrets* » et ainsi de produire un effet d'ordre.

Le modèle au cœur de l'EC est celui des *Economies de la grandeur*, selon lequel, dans les sociétés occidentales modernes, il n'existe que sept principes qui permettent d'assoir la légitimité d'une justification, dans la mesure où l'argumentation publique dont il est question ne dégénère pas, par recours à la violence. Si nous présentons plus en détail ce modèle (de même que la manière avec laquelle il sous-tend l'ensemble de l'EC) dans le chapitre 3, précisons dès à présent que c'est grâce à ce dernier que l'EC est capable d'expliquer les logiques et les raisons (parfois traversées de contradictions) qui fondent ou qui expliquent les objets qui peuplent le paysage institutionnel, c'est-à-dire les « *constructions sociales* », mais aussi la manière dont ces objets ou ces construits peuvent être liés entre eux (au travers de relations de type conflictuelles, antagoniques ou au contraire complémentaires), de même que les dynamiques et les changements, progressifs ou radicaux, qui les affectent dans le temps. C'est, par exemple, ce que fait Godard (1990 ; 2004b ; 2015) pour le patrimoine naturel, comme nous le montrons dans le chapitre 3, ou encore, c'est ce que font Boltanski et Chiapello (1999), afin de comprendre les changements ayant affecté le capitalisme (et donc la société) entre les années 1960-1970, d'une part, et le début des années 2000, d'autre part. Nous abordons ce second exemple dans le chapitre 4.

Ce que nous cherchons à montrer dans le chapitre 3, est que cette capacité de l'EC à produire un effet puissant de généralisation et d'élucidation du réel, à partir de la prise au sérieux des jugements en situation, est au cœur de ce qui explique l'ancrage théorique de la présente recherche. Il s'agit, selon nous, d'une raison épistémologique d'autant plus forte que c'est aussi ce qui a permis à l'EC de s'inscrire et de participer activement au renouvellement du champ de l'analyse sociologique qui s'est effectué en France, à partir des années 1980. En effet, dans le sillage de l'EC, le dépassement d'un certain nombre d'oppositions devenues stériles (entre holisme et individualisme méthodologique, par exemple, comme le montre Corcuff, 1995) a été rendu possible et la « *sociologie pragmatique* »[105], à l'interface des travaux de Boltanski et Thévenot et de ceux de Callon et Latour, figure parmi les postures de recherche les plus en pointe, actuellement, dans le champ des sciences sociales (Dosse, 1995 ; Chateauraynaud, 2003).

Plus précisément, nous cherchons à montrer que si ce renouvellement de perspective théorique peut effectivement être compris comme un « *tournant* » donnant plus de place aux dimensions cognitives parmi les éléments susceptibles d'expliquer le changement social, l'EC ne peut pour autant être qualifiée de « *réduction cognitiviste* » (Ramaux, 1996), dans la mesure où c'est bien à la compréhension de « *l'idéologie* », définie comme un phénomène social, institutionnel et politique (mais dans un sens différant de la perspective marxiste ou

[105] Rappelons, comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre 1 que le renouvellement de l'analyse sociologique qu'à permis cette approche qualifiée de « *sociologie pragmatique* » (Chateauraynaud, 2003) et ce que nous avons, par ailleurs, définit comme le « *nouveau pragmatisme environnemental* » n'ont rien à voir : ce dernier se caractérisant, précisément, par le fait de maintenir à distance les questions de nature théoriques, méthodologiques et épistémologiques.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

bourdieusienne) que s'adresse l'EC (Boltanski et Chiapello, 1999 ; Biencourt et al., 2001). C'est aussi la raison pour laquelle, selon nous, l'analyse conventionnaliste appliquée aux problématiques environnementales et écologistes ne peut être qualifiée de « *socioéconomie morale de l'environnement* » (Douai et Vivien, 2009).

Une fois ces éléments explicités et ces critiques désamorcées, l'EC apparait, selon nous, comme un cadre théorique pertinent à mobiliser afin d'élucider notre problématique de recherche. A cela près que nous nous sommes vite trouvés confrontés à un problème assez fondamental : l'absence de cité écologiste, qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur*. Or, c'est bien en prenant appui sur le modèle des cités – c'est-à-dire sur l'existence de registres de justification, d'ordres de grandeur légitimes – que l'EC est capable d'éclairer le changement social et les dynamiques institutionnelles.

Après avoir présenté dans les grandes lignes le modèle de 1991 et à partir des travaux qui se sont intéressés à la question (Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995 ; Godard, 2004b), le chapitre 3 s'attache à étudier ce problème de la cité écologiste de manière approfondie. *In fine*, au lieu d'y voir l'échec de l'EC à appréhender les problématiques, les arguments et les causes collectives écologistes, notre perspective consiste à interpréter l'absence d'une cité écologiste qui corresponde à la même grammaire que les sept autres, comme un résultat fondamental de l'EC. En effet, ce que nous révèle l'EC, dans le même mouvement, est que l'écologisme souffre d'un problème de fondement en légitimité, dans les sociétés occidentales modernes. Autrement dit, l'EC nous révèle que l'écologisme se construit en opposition vis-à-vis de la modernité (au centre de laquelle se trouve, notamment la division nature-culture), mais qu'il se voit, dans le même temps, bien obligé de s'y adapter, afin de pouvoir y prendre quelque place, étant donné « *l'urgence écologique* », ou, comme nous l'avons vu, son caractère « *réaliste* » ou « *empirique* ». Dès lors, l'EC apparait comme un formidable outil permettant d'élucider les stratégies déployées par l'écologisme, la manière dont celui-ci se contorsionne afin de pouvoir entrer dans le cadre de la modernité et multiplier les prises sur cette dernière, tout en sachant qu'il ne peut, en même temps, y tenir tout entier sans se « *dénaturer* ».

Si c'est bien ce que nous révèle l'EC sur le fond, selon nous, il reste que les outils nous manquent encore et qu'ils sont à reconstruire. C'est précisément l'objet du chapitre 4, lequel vise à proposer une alternative afin de formaliser l'écologisme, à partir de l'EC, non plus sous le modèle idéal de la cité, mais comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999). L'apport du chapitre 4 est ainsi de partir de l'hypothèse de Chiapello (2013), selon laquelle l'écologisme pourrait aujourd'hui être appréhendé comme une critique, en voie d'endogénéisation par le capitalisme et d'élucider un certain nombre d'éléments qui ne sont pas abordés par l'auteure. De la même manière que nous sommes amenés à présenter synthétiquement les axiomes du modèle des *Economies de la grandeur*, dans le chapitre 3, afin d'approfondir les enjeux relatifs à la cité écologiste, nous commençons, dans le chapitre 4, par revisiter la thèse défendue et les mécanismes théorisés dans le *Nouvel esprit du capitalisme*.

Dès lors, nous sommes à même d'étudier les critères théoriques que l'écologisme doit remplir afin de pouvoir prétendre au statut de critique du capitalisme (par exemple, quelles sont les sources de l'indignation écologiste ? Est-il possible qu'il existe une critique sans cité ?), de même que la question du déploiement historique de la critique écologiste (à partir

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de quand cette dernière est-elle apparue ? Quelles sont ses formes actuelles ?). Répondre à cet ensemble de questions nous permet, *in fine*, de construire une typologie des formes de critiques écologistes qui nous semblent actuellement dominantes et cette typologie est au cœur du modèle d'analyse propre à la présente recherche. En effet, cette dernière nous permet, ensuite, de caractériser la critique écologiste spécifique au PNRSE (chapitre 5) et, plus largement, de concevoir les SE comme un outil de justification spécifique, c'est-à-dire une stratégie déployée par l'écologisme (ou, plutôt, par une partie de ce dernier) afin de multiplier ses prises sur l'action, dans le contexte de la modernité et de celui du capitalisme connexionniste (chapitre 6 et conclusion générale).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 3

L'Economie des Conventions et le problème de la cité écologiste

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

Nous avons déjà identifié, dans le chapitre 1, l'existence de deux grandes approches théoriques des questions environnementales et écologiques, dans le champ de la pensée économique : l'Economie de l'Environnement et l'Economie Ecologique. Nous avons été amenés à aborder ces éléments afin d'éclairer certaines caractéristiques de notre objet de recherche (les SE) et de sa construction sociohistorique, mais ces approches théoriques n'étaient pas, en tant que telles, au centre de notre propos. Il nous faut à présent les reconsidérer, car l'objectif du présent chapitre est de présenter le cadre théorique dans lequel s'insère la thèse, à savoir l'Economie des Conventions. Ceci implique d'expliciter aussi les raisons qui nous ont conduits à faire ce choix, ces dernières pouvant encore ne pas sembler s'imposer par la force de leur évidence, quand bien même nous nous sommes efforcés de parsemer les chapitres 1 et 2 d'un certain nombre d'indices.

Ainsi, comme nous l'avons déjà indiqué (chapitre 1) Godard (2005a) distingue trois approches principales. Tout d'abord, l'Economie de l'Environnement est fondée sur l'hypothèse H : S > E, avec "S" représentant le système économique et "E" l'environnement et sachant que le symbole ">" exprime une « *relation antériorité logique et/ou définitionnelle* » (Godard, 2005a, p.13). C'est, autrement dit, en partant du « *système économique* », et plus particulièrement, du système économique tel qu'il est défini au travers des axiomes de l'économie standard, que l'Economie de l'Environnement aborde les problématiques environnementales et écologiques, comme autant « *d'externalités* », à « *internaliser* ».

Par contraste, l'Economie Ecologique serait, selon Godard (2005a) fondée sur l'hypothèse opposée, c'est-à-dire H : E > S, au sens où cette dernière partirait du principe selon lequel les phénomènes économiques et sociaux sont encastrés dans une réalité biophysique plus large, qui s'imposerait à ces derniers. Selon nous, la définition que propose Godard (2005a) de l'Economie Ecologique s'avère néanmoins réductrice, puisque, si l'on se réfère par exemple au schéma conceptuel de Passet (1979), reproduit dans l'encadré n°1.3, il est possible de constater que les relations entre la sphère économique, celle des activités humaines et la biosphère, sont bien à double sens. Autrement dit, nous pensons, comme l'ont d'ailleurs montré Boidin et Zunideau (2006), que l'Economie Ecologique s'inscrit bien dans la troisième approche décrite par Godard (2005a), à savoir dans une posture de socioEconomie de l'Environnement, laquelle postule un « *double enchâssement* » (Boidin et Zuindeau, 2006, p.7) des phénomènes économiques, dans les phénomènes sociaux, dans les phénomènes naturels, ou encore :

> « [l'existence d'une] *hiérarchie enchevêtrée* (…) *dominée cognitivement par la hiérarchie H : S > E, car la question de l'environnement ne peut être posée que par les hommes, mais dominée pratiquement par H : S < E dans la mesure où l'existence de la nature est une précondition logique de l'existence de l'humanité* » (Godard, 2005a, p.14).

Plus précisément, ce double encastrement fait partie des postulats de la « *Social Ecological Economics* », pour reprendre la typologie proposée par Spash (2013), déjà exposée dans le chapitre 1 et reproduite dans l'annexe n°1.1. Par contraste, la « *New Resource Economics* » se rapproche plutôt de la posture de l'Economie de l'Environnement, alors que

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

les « *New Environmental Pragmatists* » se caractérisent, quant à eux, par la mise au second plan de ces questions de nature théorique.

Ce double encastrement signifie, selon nous, que l'existence de données empiriques relatives à l'environnement biophysique peuvent (et doivent) être tenues pour vraies à un moment t (comme la loi de la gravitation, ou bien encore le changement climatique et la crise de la biodiversité), mais, dans le même temps, que ces données empiriques concernant les caractéristiques du monde biophysiques dépendent de la capacité humaine à les appréhender, ou autrement dit, d'outils et de dispositifs qui sont des construits sociaux et historiques. Cette posture de rejet à la fois d'un déterminisme biophysique strict, mais aussi de la posture relativiste, qui consiste à penser que tout n'est que construction sociale, correspond à la posture épistémologique qualifiée de « *réalisme critique* » par Spash (2012), comme nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre 1.

Or, il est selon nous possible de dresser un parallèle intéressant entre, d'une part, le postulat de ce double encastrement des phénomènes économiques, dans les phénomènes sociaux, dans les phénomènes naturels de l'Economie Ecologique et, d'autre part, la posture épistémologique de l'Economie des Conventions (EC) et notamment la manière dont celle-ci théorise la coordination, c'est-à-dire les relations entre l'action à l'échelle micro (à celle de l'individu) et l'action à l'échelle marco (à celle du collectif). En effet, comme nous serons amenés à le montrer dans la première partie du chapitre, l'EC propose de penser autrement la coordination, en repoussant à la fois la conception déterministe bourdieusienne, laquelle permet surtout de penser les contraintes qu'exercent les structures sociales sur les individus, mais aussi la conception libérale néoclassique, qui ne permet de penser les individus que comme des centres décisionnels autonomes et atomisés, alors que les « *structures sociales* » et les institutions sont inexistantes, la coordination n'étant assurée que par les mécanismes de prix, sur le marché. C'est bien la mise en avant de la notion de « *convention* » et l'accent mis sur les « *dispositifs* » et les « *médiations* » mentionnées ci-dessus, qui permet à l'EC de penser l'existence d'un espace intermédiaire entre ces deux pôles.

Douai et Vivien (2009) reconnaissent l'existence d'une proximité épistémologique entre l'Economie Ecologique et l'EC, mais les auteurs se montrent critiques vis-à-vis de cette approche qu'ils qualifient de « *socio-économie morale de l'environnement* » (p.139), alors qu'ils proposent d'avancer au contraire dans une perspective d'une « *socio-économie politique de l'environnement* » (p.145), fondée sur une perspective régulationniste. En réalité, les auteurs reprennent, en l'appliquant à la question de l'appréhension des problématiques environnementales et écologistes, la critique adressée par Ramaux (1996) au modèle des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot (1991). L'objectif de la première partie du présent chapitre vise ainsi à désamorcer cette critique théorique, en nous appuyant sur les travaux conventionnalistes qui se sont penchés sur la question.

Il nous faut commencer par revenir sur la notion de « *convention* » et par indiquer que le présent travail de recherche s'ancre dans la perspective de l'EC, c'est-à-dire dans une approche « *interprétative* » des conventions, laquelle prend appui sur la conception Keynésienne. Nous montrons ensuite que la force de l'EC est de permettre de penser les objets de l'analyse économique, à partir d'une épaisseur sociologique très importante, dans la mesure où cette dernière s'inscrit dans la perspective des « *Nouvelles Sociologies* » (Corcuff, 1995) ou encore dans celle de la « *sociologie pragmatique* » (Chateauraynaud, 2003),

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

permettant de dépasser l'opposition traditionnelle entre individualisme méthodologique et holisme. Nous montrons que si l'EC permet effectivement de penser de manière fine les interactions entre les dimensions cognitives et institutionnelles, celle-ci ne s'apparente néanmoins ni à une « *réduction cognitiviste* » (Ramaux, 1996), ni à une « *socio-économie morale* » (Douai et Vivien, 2009), mais qu'elle s'affirme, au contraire, comme une « *économie politique* ».

Cette première source de confusion étant écartée, il nous reste à aborder la question de savoir comment les problématiques environnementales et écologistes peuvent être théorisées, à partir de l'EC. Nous montrons qu'un ensemble de travaux se sont déjà penchés sur la question et que ces derniers ont soulevé un épineux problème, à savoir qu'il n'existe pas de « *cité écologiste* », ou encore de « *grandeur verte* » qui corresponde à la même grammaire que les autres cités du modèle de Boltanski et Thévenot (1991). Or, ceci s'avère particulièrement problématique dans la mesure où, dans le modèle, c'est bien en prenant appui sur les références normatives que constituent les différents ordres de grandeur légitimes, que les personnes et les causes collectives peuvent se faire entendre, afin d'influencer le monde social et les structures institutionnelles. Autrement dit, sans cité, il devient délicat de penser le changement social et institutionnel avec l'EC.

Afin de bien comprendre le problème qui se pose, la deuxième partie du chapitre revient d'abord sur les axiomes fondamentaux du modèle de 1991, avant de présenter les raisons pour lesquelles nous ne pensons pas qu'il puisse exister de cité écologiste en nous basant sur les travaux réalisés sur la question. Pour autant, même en prenant ce problème très au sérieux, nous ne pensons pas que l'absence de cité verte remette en cause la pertinence de l'EC afin d'appréhender l'environnement et l'écologie. En revanche, nous pensons que cela implique de modéliser l'écologisme, non pas sous le modèle idéal de la cité, mais plutôt comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999). Mais ceci constitue le modèle d'analyse particulier développé dans le cadre de la présente thèse, et c'est la raison pour laquelle il fait l'objet du chapitre 4.

1. De la Théorie des Conventions à l'Economie des Conventions : les fondements de la pensée conventionnaliste

Un premier élément permettant de comprendre quels sont les axiomes fondamentaux et les questions de recherche centrales des conventionnalistes est d'introduire la distinction entre la Théorie des Conventions et l'Economie des Conventions (EC), ce qui permet, dans le même mouvement, d'indiquer en quoi les « *conventions* » peuvent et doivent constituer un objet de l'analyse économique, comme le souligne Batifoulier (2001). Nous nous attachons à comprendre plus spécifiquement, dans un second temps, quels sont les fondements de l'EC.

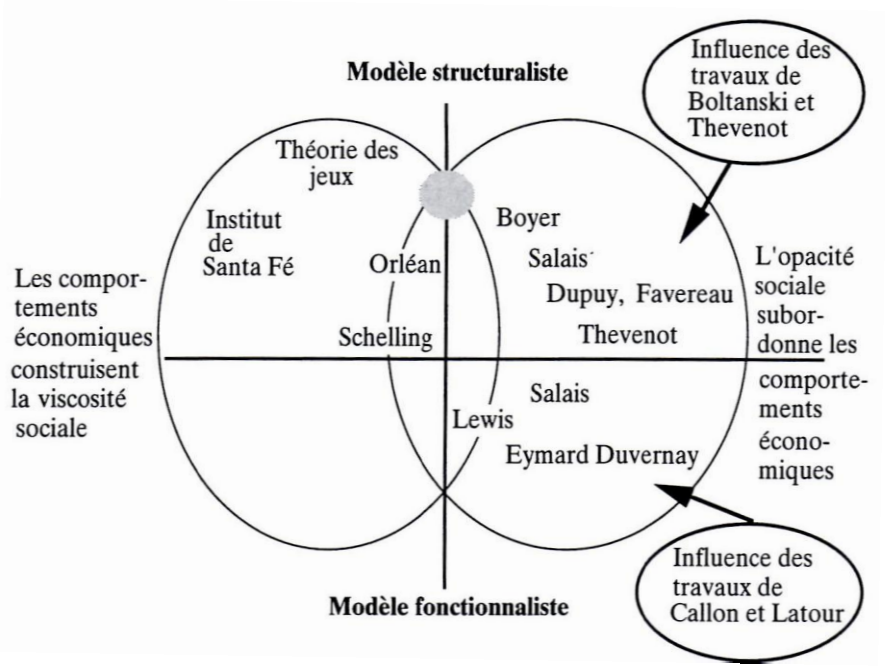
1.1 La Théorie des Conventions : règles constitutives et règles régulatives, l'approche stratégique et l'approche interprétative des conventions

La Théorie des Conventions désigne, comme le montrent Batifoulier et al. (2001), un champ de recherche relativement hétérogène, développé à partir de la seconde moitié des années 1980 en France et aux Etats-Unis. Les auteurs soulignent que cette théorie tient en réalité sur deux pieds, c'est-à-dire sur deux approches distinctes de la notion de convention.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La première s'avère fondée sur une acceptation des conventions dans la lignée des travaux de Lewis (1969) et développe une approche « *stratégique* » des conventions, qui dérive de la micro-économie standard et de la théorie des jeux, alors que la seconde, l'Economie des Conventions (EC), s'inscrit plutôt dans une acceptation Keynésienne de la notion de convention et développe une approche « *interprétative* » des conventions, laquelle s'inscrit dans le tournant pragmatiste qu'à connu la sociologie et les sciences sociales à partir des années 1980 (Corcuff, 1995 ; Dosse, 1995). C'est ce qu'illustre la figure ci-dessous, proposée par Gomez (1994).

Figure n°3.1 : La Théorie des Conventions



Source : Gomez (1994), p.87.

L'intérêt de la représentation de Gomez (1994) ci-dessus est qu'elle permet de mettre en évidence qu'il existe deux manières de se saisir des « *conventions* » : la conception structuraliste, influencée par le modèle des économies de la grandeur de Boltanski et Thévenot (1991), se saisit de la notion de convention comme un outil, une « *structure analytique permettant d'observer le réel* » (p.86), alors que la conception fonctionnaliste, influencée par les travaux de Callon et Latour serait plus microsociologique, au sens où « *l'observation des actions est indispensable pour comprendre la construction du cadre social et sa dynamique* » (p.86). Pour cette dernière, « *les conventions sont utilisées, parallèlement aux contrats comme des dispositifs d'ajustement sociaux, des coutumes auxquelles on se réfère* » (p.86). Toutefois, Batifoulier et al. (2001) insistent plutôt sur les différences entre la partie gauche de la figure (qui représente l'approche stratégique des conventions) et la partie droite (l'approche interprétative, ou encore l'EC). Avant d'expliciter cet élément plus en avant, commençons par indiquer comment et pourquoi les économistes se sont-ils intéressés, à l'origine, à la notion de convention, en nous appuyant notamment sur la contribution de Chaserant et Thévenon (2001).

Selon Favereau (2001), la question centrale de la théorie des conventions est la suivante : « *comment une société d'individus séparés produit-elle de l'ordre, sans recours à*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

une autorité centrale ? » (p.5). Et Chaserant et Thévenon (2001) précisent que si cette question a toujours été au centre de la théorie économique, elle est néanmoins corrélative, au sein du cadre néoclassique standard, à l'idée selon laquelle ce sont les mécanismes de prix qui, sur le marché, permettent d'assurer spontanément cette coordination des comportements individuels. Or, précisément, la force de la théorie des conventions est de montrer que cette proposition relève d'un postulat idéologique (celui du libéralisme économique), dans la mesure où le fonctionnement du marché, c'est-à-dire sa capacité à assurer la coordination, repose nécessairement sur un ensemble de règles et de conventions qui rendent caduc le caractère « *spontané* » de la coordination et qui montrent au contraire que le marché est une institution, c'est-à-dire une construction sociale. Plus précisément, la théorie des conventions précise que le fonctionnement du marché repose sur deux types de règles : les « *règles constitutives* » (Chaserant et Thévenon, 2001, p.36), qui sont, comme le rapporte Frétigné (2007), au fondement de l'action et de la coordination et qui se traduisent par un accord sur les règles, en amont, de telle sorte que la coordination puisse s'opérer ; et les « *règles régulatives* » (Chaserant et Thévenon, 2001, p.36), qui sont les principes selon lesquels l'action peut se réaliser empiriquement et qui traduisent qu'il faut, en plus des prix, d'autres règles pour assurer le fonctionnement du marché.

Ainsi, la théorie des conventions part d'une critique des principes de l'analyse économique standard et notamment du modèle de l'agent économique rationnel maximisateur, qui est à la base de la théorie de l'équilibre général. En effet, cette dernière cherche à montrer que la coordination optimale et l'équilibre général sur tous les marchés sont possibles, grâce aux mécanismes d'allocation par les prix, à partir de la maximisation de l'intérêt individuel des agents, dans la mesure où les marchés sont organisés en concurrence pure et parfaite et que le critère d'atomicité est respecté. Or, l'introduction du « *dans la mesure où* » laisse déjà entrevoir que ceci est impossible sans qu'il n'y ait, au préalable, un accord sur les règles. Plus précisément, la TC montre que le problème de la théorie néoclassique est, d'une part, d'ignorer l'institution sous le marché (c'est-à-dire qu'il faut un crieur de prix qui diffuse l'information, sa centralisation préalable, l'application de la loi de l'offre et de la demande, l'interdiction des échanges avant l'équilibre etc., comme l'indiquent Chaserant et Thévenon (2001)), ou, autrement dit, l'existence de règles constitutives, mais aussi, d'autre part, d'évoluer dans un monde d'information parfaite, sans incertitude et sans interaction stratégique, alors que leur introduction exige au contraire la prise en compte des règles régulatives.

Dès lors, alors que l'approche stratégique des conventions, dans la lignée des travaux de Lewis (1969), se focalise sur la prise en compte des règles régulatives, c'est-à-dire non pas sur le sens des règles, mais sur l'opportunité de les suivre ou non, en fonction de la maximisation de l'intérêt individuel. Par contraste, l'approche interprétative des conventions (c'est-à-dire l'Economie des Conventions), se focalise sur la prise en compte des règles constitutives, dans la lignée des travaux de Keynes (1936) et intègre une forme d'incertitude non plus « *stratégique* » mais « *radicale* », mettant en jeu non plus seulement des « *intérêts* », mais des représentations, à partir desquelles il devient possible de prendre une décision et qui s'ancrent dans une dimension d'emblée collective. C'est ce qu'illustre le tableau n°3.1 ci-dessous, proposé par Batifoulier et de Larquier (2001).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°3.1 : Les deux approches de l'analyse des conventions

Approches	Stratégique	Interprétative
Définition générique de la convention	Règle	Règle et principe normatif
Niveau de la coordination	Les comportements	Les comportements et les représentations
Critère de rationalité	Substantielle ou, éventuellement, limitée	Procédurale
Auteur de référence	Lewis	Keynes
Branche de la linguistique mobilisée	Syntaxe	Sémantique

Source : Batifoulier et de Larquier (2001), p.22.

Ainsi, comme le souligne Favereau (2001), la convention « *à la Lewis* », laquelle est conçue comme un moyen de coordination arbitraire des comportements interindividuels et où le but est d'agir comme autrui quelque soit la signification de la règle, peut être pensée comme un « *cas limite* » (p.7) de la convention « *à la Keynes* », laquelle ouvre la voie à l'approche interprétative. C'est en effet ce que soulignent aussi Chaserant et Thévenon (2001), lorsqu'ils expliquent qu'au cœur de la *Théorie Générale* keynésienne se trouve l'idée selon laquelle le niveau du chômage ne dépend pas du marché du travail mais du niveau de la demande effective, lequel dépend des décisions d'investissement qui reposent sur des prévisions à long terme, dans un contexte d'incertitude radicale, ou autrement dit, sur des anticipations de nature conventionnelles, qui engagent des représentations collectives et des représentations du collectif.

Chaserant et Thévenon (2001) indiquent que les conventions, au sens Keynésien, partagent trois caractéristiques : la convention est conçue comme un cadre constitutif, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une règle permettant d'encadrer les anticipations, mais d'une règle qui participe à leur institution, au sens où elle créée un effet de possibilité ; en outre, la convention est un repère d'emblée collectif ; et enfin la convention est aussi un cadre d'interprétation des évaluations faites par les individus. La prise au sérieux de ces trois dimensions est au cœur de l'EC, c'est-à-dire de l'approche interprétative des conventions.

C'est en ce sens qu'Orléan (2004) définit une convention comme étant :

> « [Une] *médiation sociale qui s'interpose entre les acteurs privés par la force de son évidence* (…). *La convention constitue une extériorité dont la présence transforme les individus et leurs relations. Ou, pour le dire autrement, la convention ne se réduit pas à la seule mise en commun des rationalités individuelles. Elle introduit un élément nouveau, de nature collective ou sociale, qui échappe à la pure logique de la rationalité stratégique* » (Orléan, 2004, p.5).

Dès lors, la décision de se conformer à la convention engage plus qu'un calcul intéressé : elle repose sur un jugement, une rationalité de type procédurale, une évaluation, ayant trait à son caractère plus ou moins « *juste* » ou « *légitime* ».

1.2 L'histoire et les fondements de l'Economie des Conventions (EC)

Le terme « *Economie des Conventions* » (EC) a été utilisé pour la première fois pour désigner cette approche dans un numéro spécial de la *Revue Economique* de 1989, actant par la même le démarrage du programme de recherche, dont l'originalité, comme le soulignent

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Biencourt et al. (2001) est de ne pas proposer d'étendre la sphère de l'analyse économique à un nouvel objet, mais bien de refonder, de concevoir autrement, ce qui est au cœur de l'analyse économique. Le numéro de 1989 regroupe six contributions, dont trois portent sur des aspects théoriques qui situent l'EC : par rapport au cadre économique standard (Favereau, 1989) ; d'un point de vue méthodologique, par rapport à la question de la division individualisme-holisme (Dupuy, 1989) ; et par rapport au modèle des *Economies de la grandeur*, alors en gestation (Thévenot, 1989). Les trois autres contributions mettent en évidence l'existence de conventions constitutives, de formes de coordinations étrangères au marché, sur les marchés financiers (Orléan, 1989), au travers des relations de travail (Salais, 1989) et sur la détermination de la qualité des biens (Eymard-Duvernay, 1989). Si nous revenons ici plus particulièrement sur les aspects théoriques et méthodologiques, soulignons que ceci nous révèle déjà l'une des forces de l'EC, à savoir qu'une fois le marché pensé comme une institution, il devient une institution parmi d'autres, au même titre que l'entreprise notamment, laquelle peut aussi, dès lors, faire l'objet de la science économique (ce qui restait jusque là assez problématique au sein du cadre standard).

Le programme commun de l'EC s'affirme, dès 1989, autour la critique de deux hypothèses fondamentales de la théorie néoclassique standard : d'une part, le postulat de l'autonomie individuelle et de la rationalité substantielle des agents et, d'autre part, l'idée que le cadre d'analyse standard est à même d'appréhender l'ensemble des relations sociales, y compris non marchandes (Dupuy et al. 1989 ; Eymard-Duvernay, 2006). Ainsi, c'est à partir d'une critique empirique des capacités cognitives des individus telles qu'elles sont modélisées au sein du cadre standard, mais aussi à partir de la prise en compte d'un contexte d'incertitude radicale, que l'EC est amenée à s'intéresser aux personnes, qui ne sont, dès lors, ni comprises comme des « *actants* », affranchis de toute contrainte sociale, ni comme des « *agis* », évoluant dans le cadre d'un déterminisme social strict. Comme le soulignent Dupuy et al. (1989) :

> « *Les seuls acteurs sont des personnes, qu'on les saisisse ou non comme membres d'un collectif ou d'une institution, ou dans l'exercice d'une fonction de représentation d'un groupe. Toute autre position revient, au bout du compte, à réduire la personne à l'état de chose manipulable ou agie de l'extérieur, que ce soit avec ou sans son consentement ou sa conscience* » (Dupuy et al. 1989).

Autrement dit, l'EC s'inscrit dans la perspective des « *Nouvelles Sociologies* », des années 1980, lesquelles se définissent par un dépassement de l'opposition traditionnelle « *individualisme méthodologique* » versus « *holisme* » (Corcuff, 1995). Ce dernier indique en effet que :

> « [Cette perspective] *suppose un déplacement de l'objet même de la sociologie : ni les individus ni la société comme des entités séparées, mais les relations entre individus (au sens large, et pas seulement les interactions de face-à-face), ainsi que les univers objectivés qu'elles fabriquent et qui leur servent de supports, en tant qu'ils sont constitutifs tout à la fois des individus et des phénomènes sociaux* » (Corcuff, 1995, p.16).

La définition donnée par Dupuy et al. (1989) du « *champ sémantique* » de la convention illustre particulièrement bien, selon nous, cet ancrage de l'EC dans la perspective de sociologie dite « *pragmatique* » (Dosse, 1995 ; Nachi, 2006 ; Chateauraynaud, 2003). Selon les auteurs :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> « [La convention] *désigne le dispositif constituant un accord de volontés tout comme son produit, doté d'une force normative obligatoire, la convention doit être appréhendée à la fois comme le résultat d'actions individuelles et comme un cadre contraignant les sujets* » (p.143).

Plus loin, Dupuy et al. (1989) précisent « *une convention est une régularité qui a sa source dans les interactions sociales mais qui se présente aux acteurs sous une forme objectivée* » (p.145). Ainsi, les objets et les règles conformes à une convention sont saisis par un « *double mouvement de spécification* » : ils s'imposent aux personnes sous une forme « *objective* », au sens où leurs présupposés ne sont plus questionnés et leur genèse est oubliée, mais ils restent le produit d'une activité humaine. Le travail consiste donc à restituer les intentionnalités et les actions qui ont précédé l'existence des objets et règles conventionnels, afin de comprendre leur histoire, leurs moments de crise et leur remise en cause (Dupuy et al. 1989).

De la même manière, Biencourt et al. (2001) soulignent :

> « *Les auteurs conventionnalistes considèrent que la coordination fait plus précisément appel à des règles particulières qui ne sont ni purement intentionnelles comme les contrats, ni totalement inintentionnelles comme la contrainte, mais sous-tendues par un degré intermédiaire d'intentionnalité. Cette intentionnalité intermédiaire caractérise l'individualisme méthodologique renouvelé que revendique l'EC. Elle signifie en effet que si les individus "font" les règles, qui sont donc les résultats de leurs processus d'interaction – c'est l'individualisme méthodologique – celles-ci s'imposent aussi à eux, contraignant (de manière non déterministe) le déroulement de ces interactions – voilà pour l'aspect renouvelé* » (Biencourt et al., 2001, p.199).

Les auteurs indiquent qu'en résumé, le message central de l'EC en 1989 est le suivant :

> « *Il existe des choses que le marché ne peut réaliser, ce dernier ne pouvant non plus se réaliser tout seul. Les conventions s'imposent alors, soit comme compléments, soit comme soutiens du marché. Si la puissance allocative du marché est reconnue, son autorégulation est dénoncée comme un mythe, de même que sa prétention à couvrir l'ensemble des rapports économiques et sociaux* » (Biencourt et al., 2001, p.207).

Autrement dit, l'EC part de l'idée qu'un accord, même marchand, est caractérisé par une incertitude sur sa réalisation. Aboutir à un accord implique de surmonter cette incertitude et c'est l'existence de cadres communs préalables, de « conventions constitutives » qui le permettent. Par exemple, la réalisation d'un accord marchand dépend de l'existence préalable de règles communes, d'un cadre juridique, ayant une origine sociale. Ainsi, les relations individuelles sont comprises dans un contexte social toujours déjà là. Mais l'EC va plus loin : le corollaire de l'appréhension de la coordination marchande dans un contexte social, est l'appréhension de la diversité des formes de coordination possibles, au-delà du cadre marchand. C'est sur ce point que l'ancrage de l'EC dans le modèle des économies de la grandeur joue un rôle déterminant, ce que nous détaillons dans la section suivante. L'EC cherche donc à comprendre la diversité des modes de constitution possibles d'un cadre commun action, d'une convention constitutive (dans les domaines marchand et non

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

marchand), élargissant et renouvelant ainsi le champ de la théorie économique, afin de pouvoir « *rendre compte de crises et de rapports critiques entre les acteurs, tout en analysant les possibilités de coordination et d'équilibre* » (Dupuy et al. 1989).

Toutefois, en 1989, l'accent est mis sur les origines cognitives de l'existence de ce cadre commun :

> « *Ce cadre constitutif est alors envisagé, non comme le résultat d'un contrat primitif ainsi que le supposent les théories contractualistes, mais plutôt comme une théorie, un paradigme (Orléan), un sens commun (Dupuy), un modèle cognitif (Favereau), un système de connaissance (Salais), des représentations, une structure d'information, etc., qui construisent les informations jugées pertinentes et utiles pour l'action et déterminent la nature des objets qui peuvent servir de ressources (Eymard-Duvernay, Thévenot)* » (Dupuy et al. 1989).

Or, si cette mise en avant des aspects cognitifs fut nécessaire à la démonstration du caractère central des conventions et donc à la définition du programme de recherche de l'EC (et qu'il s'est agit, en réalité, d'un élément ayant globalement fortement marqué l'ensemble des sciences sociales, dans la seconde moitié du vingtième siècle, comme le montre Dosse (1995)), cette caractéristique lui fut néanmoins reprochée, notamment par le second grand courant institutionnaliste français alors en développement, à savoir la théorie de la régulation, qui se revendique plus clairement de la tradition marxiste que keynésienne. C'est ainsi que Ramaux (1996), au travers d'une analyse du modèle des *Economies de la grandeur*, qualifie la posture de l'EC et la manière dont elle appréhende les objets socioéconomiques de « *réduction cognitiviste* » (p.227). Sur ce point, Biencourt et al. (2001) indiquent :

> « *Cette insistance sur le rôle des règles dans la cognition humaine* (…) *est clairement réductrice, non pas en soi, mais au regard des ambitions de l'EC. L'adoption d'une posture épistémologique réaliste – i.e. l'adoption d'une hypothèse de rationalité procédurale – s'accompagne logiquement d'une ouverture de l'analyse du lien social à des phénomènes davantage liés à l'ordre des représentations politiques. Il est en effet peu contestable (i) que les individus engagés dans une activité économique mobilisent des valeurs, des jugements, et une certaine idée de la justice, et (ii) que cette mobilisation doit pouvoir se lire dans le résultat de cette activité. Sans surprise, ce point à fait l'objet de critiques assez vives, qui tout en saluant le projet de l'EC, objectaient son manque d'audace* » (Biencourt et al., 2001, p.208).

En effet, la critique portée par Ramaux (1996) sur le modèle de Boltanski et Thévenot (1991) repose (selon nous) sur le fait qu'en adoptant un modèle fondé sur une représentation idéale d'un ordre harmonieux au travers de la grammaire des cités, l'EC place les objets qu'elle appréhende, c'est-à-dire les personnes, dans une situation *de facto* égalitaire en termes de capacités à agir. Autrement dit, la critique porte sur le fait qu'en prenant pour point de départ les représentations et l'interprétation, le projet de l'EC s'écarte de celui qu'elle prétend porter, à savoir, replonger les objets socioéconomiques dans des structures sociales, lesquelles sont marquées par des inégalités, des relations de domination et des rapports de force. C'est ainsi parce que les *Economies de la grandeur* sont orientées autour de la question de la justice et du bien (fussent-ils collective ou commun), que l'EC a fait l'objet de lectures « *moralistes* » (Eymard-Duvernay, 2006 ; 2009).

Néanmoins, selon Biencourt et al. (2001) :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Cette critique est en partie justifiée, mais en partie seulement. Il est vrai que la Revue Economique de 1989 privilégie le versant cognitif des règles. Mais la dimension politique n'en est pas pour autant absente ; elle est seulement en retrait. En quelque sorte, le politique est, en 1989, consubstantiel à l'EC, mais trop peu affirmé, structurant mais terré. En outre* (…) *la consolidation du projet conventionnaliste, au cours des années 1990, passera par l'affirmation de l'ancrage politique de l'EC. Si bien que la pertinence de la notion de "réduction cognitiviste" s'en trouve aujourd'hui considérablement réduite* » (Biencourt et al., 2001, p.208).

En réalité, ce qui est dit ici est largement applicable non pas seulement au programme de l'EC de 1989, mais à l'ensemble du modèle des *Economies de la grandeur*, lequel sera complété huit ans plus tard par le *Nouvel esprit du capitalisme*, comme le reconnait Ramaux (2001).

Eymard-Duvernay et al. (2006) assoient définitivement l'EC comme une économie politique lorsqu'ils indiquent que la visée est de refonder l'analyse économique, en y réintégrant trois questions essentielles et interdépendantes, ayant pourtant été dissociées par le cadre néoclassique standard : la caractérisation de l'agent et ses raisons d'agir, les modalités de coordination des actions et la place des valeurs et du bien commun. En effet, les auteurs explicitent qu'à partir du moment où la question de la coordination est posée comme problématique (au sens où elle n'est ni « *naturelle* », c'est-à-dire spontanée, ni complètement contrainte), l'agent doit dès lors être doté de capacités réflexives et interprétatives, il doit pouvoir saisir sa situation et celle des autres afin de pouvoir se coordonner. L'originalité de l'EC est dès lors de doter les personnes de compétences non seulement purement cognitives, mais aussi « *évaluatives* », c'est-à-dire qu'elles pensent à partir de cadres conventionnels ayant un caractère collectif et qui sont ancrés dans des structures sociales. De plus, ces cadres conventionnels, les modes de coordination et d'évaluation, sont pluriels et les acteurs saisissent aussi cette pluralité. C'est en ce sens que l'EC réarticule les valeurs collectives et le bien commun avec la coordination. En outre, les auteurs réunis dans le volume de 2006 (Eymard-Duvernay et al., 2006) insistent sur la double pluralité des cadres conventionnels : en plus de la pluralité des *natures*, ou des formes d'évaluation légitimes, déjà mise en lumière par le modèle des *Economies de la grandeur*, les auteurs soulignent l'existence d'un second type de pluralisme entre niveaux conventionnels, qui vise à rendre compte de la porosité entre les modes de coordination les plus légitimes ayant une portée très large et les modes de coordinations plus locaux où l'espace d'interprétation est moindre.

Autrement dit, comme le précisent Biencourt et al. (2001) :

« *Qu'entend-on par politique ? Ou encore, que signifie une "économie politique", par rapport à une économie qui ne le serait pas ? Il s'agit essentiellement de tirer les conséquences du fait que les individus s'engagent dans une activité économique sur la base de valeurs et de croyances partagées, d'une "idéologie" dans la terminologie de Joan Robinson : "Une société ne peut exister sans que ses membres aient une perception commune [common feelings] de la bonne manière de gérer ses affaires, et cette perception commune s'exprime dans une idéologie" (1962, p.9)* » (Biencourt et al., 2001, p.209).

C'est ainsi qu'en réaffirmant l'ancrage de l'EC dans une perspective weberienne, Boltanski et Chiapello (1999) mettent en lumière que le politique et les structures sociales

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sont loin de figurer parmi les absents cette posture théorique. Au contraire, la grammaire des cités a vocation à traduire et à éclairer les principes normatifs valables dans les sociétés occidentales modernes et qui peuvent, tantôt être mises au service du pouvoir et de l'idéologie dominante, tantôt au service de sa remise en question. C'est en ce sens que, comme nous le verrons à nouveau dans le chapitre 4, « *l'esprit du capitalisme* » désigne « *l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.42). Et le renouvellement de la perspective sociologique se traduit par le fait que le terme « *idéologie* » n'est pas entendu dans le sens marxiste ou bourdieusien, mais il renvoie à « *un ensemble de croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.35), au sens « *développé dans l'œuvre de Louis Dumont* » (ibid.). Par conséquent, notent les auteurs :

> « *On peut bien parler, dans ce cas, d'idéologie dominante, à condition de renoncer à n'y voir qu'un subterfuge des dominants pour s'assurer le consentement des dominés, et de reconnaitre qu'une majorité des parties prenantes, les forts comme les faibles, prennent appui sur les mêmes schèmes pour se figurer le fonctionnement, les avantages et les servitudes de l'ordre dans lequel ils sont plongés* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.46).

Plus précisément, le modèle théorique de la dialectique entre le capitalisme, son esprit et ses critiques, proposé par Boltanski et Chiapello (1999) affiche selon nous de fortes proximités avec la manière dont Ricœur (1997) analyse les entrecroisements entre l'idéologie et l'utopie dans la production de l'imaginaire social. En effet, selon ce dernier « *tout se passe comme si cet imaginaire reposait sur la tension entre une fonction d'intégration et une fonction de subversion* » (Ricœur, 1984, p.63). La première étant plutôt du ressort de l'idéologie et la seconde de l'utopie, mais chacune ne pouvant remplir son rôle qu'en prenant appui sur l'autre.

Ainsi, les différents ordres du juste que constituent les cités dans le modèle de Boltanski et Thévenot (1991) (modèle appliqué à l'étude de la dynamique historique entre le capitalisme et ses critiques dans l'ouvrage de 1999), peuvent tantôt être associées à l'utopie, c'est-à-dire à la fonction de subversion, de critique, visant une remise en cause du pouvoir, et tantôt à l'idéologie, c'est-à-dire à une fonction d'intégration, de définition et de conformation au réel et au pouvoir en place. C'est en ce sens que le rôle de l'idéologie, dans le modèle de 1999, oscille entre ce que Ricœur (1997) appelle « *l'idéologie comme distorsion-dissimulation* » et celui de « *l'idéologie comme légitimation de la domination* », un phénomène qu'il faut, selon ce dernier, toujours soupçonner, mais qui reste cependant coextensif à tout système de pouvoir ou d'autorité.

Dès lors que l'affirmation de l'EC comme économie politique est entendu, la force de cette posture de recherche réside, selon nous, dans la finesse avec laquelle cette dernière permet de penser la dynamique du changement social et institutionnel, à partir d'une analyse « *en situation* », en prenant au sérieux les personnes, leurs représentations, leurs motivations et leurs jugements, tout en reliant, dans le même temps, cette capacité à se pencher sur la vie quotidienne à un modèle théorique puissant, fondé sur une approche compréhensive du fonctionnement des structures sociales (et des principes normatifs qui les sous-tendent). Autrement dit, l'analyse de l'action, de la coordination, de la prise de décision, ou encore du changement social, peut effectivement être réalisée une fois que les principes justifiables en

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

vigueur sont identifiés, définis et consolidés, car ce sont ces principes normatifs qui agissent comme autant de conventions constitutives, et ce, que l'action ou le changement en question soit mis au service de l'idéologie dominante et du pouvoir en place, ou bien, au contraire, de sa mise en critique et de sa subversion. Or, c'est précisément ce qui pose problème, dès lors que l'enjeu est de se saisir des questions environnementales ou écologistes, à partir de l'EC, puisque ce qu'ont montré les travaux qui se sont penchés sur la question est qu'il n'existe pas de cité écologiste qui corresponde à la grammaire des mondes communs. C'est ce qu'il faut à présent nous attacher à mettre en évidence. Et nous devons, pour ce faire, revenir au préalable sur un certain nombre d'éléments constitutifs du modèle de 1991.

2. Le modèle des *Economies de la grandeur* et l'impossibilité théorique de la cité écologiste

Divers travaux se sont emparés des questions environnementales et écologistes à partir de l'EC : Godard et Salles (1991) ont développé une analyse conventionnaliste des pluies acides et la diminution de la couche d'ozone, Narcy (2000) de la gestion de l'eau, Godard, (1992 ; 2004b ; 2005b) s'est penché sur la question du changement climatique, Cazals (2009) sur le passage à une agriculture plus durable, ou encore Aubertin et al. (1998), Boisvert et Vivien (1998 ; 2005), Godard (2005b) et Vivien (2005b) sur la protection de la biodiversité.

Néanmoins, une première remarque est que l'hétérogénéité qui caractérise la théorie des conventions (Gomez, 1994 ; Batifoulier et al., 2001) s'applique aussi au champ plus restreint des problématiques environnementales. En effet, certains auteurs insistent davantage sur les aspects sociotechniques (à l'image de Godard et Salles, 1991) des conventions, en s'intéressant aux stratégies employées par les acteurs et aux asymétries de pouvoir sous-jacentes aux conventions formelles (Aubertin et al., 1998 ; Boisvert et Vivien, 1998 ; 2005) ; alors que d'autres analyses mettent plutôt l'accent sur le contenu des logiques argumentatives en faisant explicitement référence au modèle de Boltanski et Thévenot (1991) (Cazals, 2009 ; Godard, 1990 ; 1992 ; 2004b ; 2005b ; Narcy, 2000 ; Vivien, 2005b). Nous retrouvons ici, en filigrane, les différences entre la posture de recherche « *fonctionnaliste* » et/ou l'approche stratégique des conventions, et la posture « *structuraliste* » et interprétative des conventions, cette dernière consistant à se saisir de la notion de convention comme d'un outil, d'une structure analytique, permettant d'élucider le réel.

Les contributions de Godard (1993 ; 2004b ; Godard et Salles, 1991) montrent que l'approche conventionnaliste s'avère un outil particulièrement précieux afin d'appréhender les problématiques environnementales, notamment parce que ces dernières se déploient en situation « *d'univers controversé* » (Godard, 1993) : l'incertitude (radicale) « *interne* » au monde social et économique, faisant le cœur de l'EC, se double d'une incertitude « *externe* » sur les caractéristiques du monde biophysique. Ainsi, l'intérêt de la démarche conventionnaliste pour les dispositifs, les agencements et les processus qui permettent de surmonter cette incertitude (c'est-à-dire, les conventions) s'en trouve redoublée. Selon Godard (1993) l'analyse des « *conventions d'environnement* » s'apparente à une forme enrichie d'étude des conditions d'internalisation des externalités, mais qui part d'une autre définition des problèmes écologiques : ceux-ci sont compris comme des constructions sociales, dont l'existence est relative à un contexte et à un jeu de représentations publiques et

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'acteurs spécifiques et pour lesquels des solutions politiques, sociales et économiques sont nécessaires.

Plus largement, comme nous l'avons déjà indiqué dans l'introduction, plusieurs travaux ont montré que l'intérêt de l'analyse conventionnaliste des questions environnementales est s'insérer dans une approche de socio-économie critique, qui se caractérise, par le fait de postuler un double encastrement, ou enchâssement, des phénomènes économiques dans les phénomènes sociaux, dans les phénomènes naturels (Godard, 2004a ; 2005a ; Vivien, 2005a ; Boidin et Zuindeau 2006 et Douai et Vivien, 2009). La section précédente nous a permis de montrer que, contrairement à Douai et Vivien (2009), nous ne pensons pas que l'approche conventionnaliste peut être qualifiée de « *socio-économie morale de l'environnement* », puisque nous avons rappelé l'ancrage de l'EC dans la perspective d'une « *économie politique* ».

Ainsi, selon nous, le principal avantage de l'analyse conventionnaliste des problématiques environnementales et écologistes est de se présenter comme une posture de recherche permettant de prendre au sérieux le sens que les personnes donnent à leurs actes et donc de permettre l'adopter d'une démarche de nature empirique, à partir d'objets meso ou macroéconomiques, tout en articulant cette dernière à un cadre théorique doté d'une forte capacité de généralisation, d'une épaisseur sociologique très importante et qui n'écarte pas d'un revers de main les questions de nature politique. Nous avons insisté sur ces éléments parce qu'il s'agit des principales raisons de nature théorique et méthodologique qui justifient l'inscription du présent travail de recherche dans l'EC.

Cependant, afin de pouvoir analyser notre objet de recherche à partir de l'EC il nous a fallu nous confronter au problème théorique de la cité écologiste. La contribution de Godard (2004b), mais aussi celles de Barbier (1992), Lafaye et Thévenot (1993), Latour (1995) et Thévenot et al. (2000), figurent parmi celles qui se sont intéressées de plus près à la question des rapports entre les problématiques environnementales et le modèle des *Economies de la grandeur*. C'est donc sur ces derniers que la présente section est principalement basée. Toutefois, pour bien comprendre les problèmes que soulèvent ces travaux, il est nécessaire de rappeler, dans les grandes lignes, les axiomes fondamentaux du modèle proposé par Boltanski et Thévenot (1991).

2.1 Le modèle des Economies de la grandeur

Le modèle des *Economies de la grandeur* proposé par Boltanski et Thévenot (1991) donne un sens précis et un fondement théorique élaboré aux concepts clefs de l'EC que sont la « *rationalité interprétative* » des « *personnes* », la « *pluralité* » des modes de coordination et des « *modèles d'évaluation* », ou encore les « *conventions constitutives* ». Boltanski et Thévenot (1991) proposent une « *sociologie de la justification publique* » (Corcuff, 1995), ou encore une « *sociologie de la critique* » (Boltanski, 1990) ayant pour point de départ les disputes et désaccords ordinaires entre les personnes qui engagent une critique et une justification publique. En ce sens, le modèle des *Economies de la grandeur* constitue une « *théorie de l'action* » (Boltanski, 1990, p.124) visant une « *compréhension exhaustive* » (ibid.) de situations particulières, engageant des opérations de critique et de justification. Ce dernier indique :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> « *Les Economies de la grandeur est orienté vers la question de la justice. Il vise à fournir un modèle du genre d'opérations auxquelles se livrent les acteurs lorsqu'ils se tournent vers la justice et des dispositifs sur lesquels ils peuvent prendre appui, dans les situations concrètes où ils déploient leurs actions, pour assoir leurs prétentions à la justice* (…) » (Boltanski, 1990, p.124).

Pour Boltanski et Thévenot (1991), les actions justifiables sont des actions raisonnables, c'est-à-dire que les personnes s'appuient sur des raisons pour agir et sur de bonnes raisons, qui doivent être compréhensives, acceptables, justifiables, objectivables, pour les autres personnes impliquées dans la coordination (Thévenot, 1989). L'objectif est de théoriser comment se règlent les désaccords dans le cadre d'un fonctionnement démocratique, c'est-à-dire sans que la confrontation critique ne se termine par recours à la violence, tout en acceptant la coexistence de plusieurs registres de justification, ayant chacun leur forme de légitimité. En cela, le modèle des *Economies de la grandeur* s'inscrit en rupture avec une grande partie des théories de la justice, pour lesquels le « *juste* » et le « *bien* » ont une portée universaliste (Eymard-Duvernay, 2001). Au cœur de ce dernier, se trouve donc la volonté de résoudre ce qui peut, a priori, apparaitre comme un paradoxe : si l'on admet la coexistence d'une pluralité de principes d'actions justifiables, comment les actions peuvent-elles se coordonner, alors que la coordination nécessite l'existence d'un principe d'action commun préalable (Thévenot, 1989) ?

La première étape est de donner un contenu aux principes d'action justifiables. Le concept de « *cité* » est proposé par les auteurs pour désigner une convention de nature très générale vers laquelle se tournent les personnes, afin de justifier le sens de leurs actions (Boltanski et Chiapello, 1999). La force du modèle repose sur l'identification d'un nombre limité, mais évolutif, de ces principes d'action. A partir d'un double travail de recueil de données empiriques portant sur les conflits et les disputes quotidiennes et d'une analyse approfondie d'auteurs classiques de philosophie politique, Boltanski et Thévenot (1991) ont modélisé six principes de justification généraux, ou cités, se référant chacun à une conception différente de la justice et du bien commun, valables pour les sociétés occidentales modernes : la cité civique, fondée sur l'égalité (Rousseau), la cité industrielle basée sur l'efficacité (Saint-Simon), la cité domestique, fondée sur les relations de confiance et de proximité (Bossuet), la cité de l'opinion, basée sur la renommée et la reconnaissance (Hobbes), la cité marchande, basée sur le marché (Smith) et la cité inspirée, religieuse ou artistique (Saint-Augustin).

Les cités représentent donc autant de principes de justification légitimes, de mondes communs, qui sont aussi des ordres de grandeur permettant de classer l'importance des personnes au sein de chacune d'entre elles. Alors que les personnes peuvent être qualifiées dans plusieurs cités, les objets, eux, ne sont attachés qu'à l'une d'entre elles (par exemple, les marchandises à la cité marchande, le chronomètre à la cité industrielle…), ce qui limite les contraintes sur l'entendement des personnes (Thévenot, 1989).

Par ailleurs, il existe un certain nombre de contraintes à respecter afin qu'une justification puisse être tenue pour légitime. Autrement dit, l'ensemble des cités répondent à la même grammaire, fondée sur six axiomes, présentés dans l'encadré n°3.1 ci-dessous.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Encadré n°3.1 : Les axiomes du modèle des Economies de la grandeur

- L'axiome de commune humanité (A1) garantit que seules les personnes peuvent être les sujets d'un ordre de grandeur légitime ;
- L'axiome de différence (A2), implique qu'il existe au moins deux états possibles pour les personnes, c'est-à-dire plusieurs positions sociales à attribuer aux membres de la société ;
- L'axiome de commune dignité (A3), indique que les personnes sont toutes formellement dotées d'une capacité égale d'accès à tous les états de grandeur possibles ;
- Selon l'axiome d'ordre (A4), dans une cité, les positions sociales doivent être hiérarchisées selon une grandeur ;
- L'axiome de sacrifice (ou formule d'investissement) (A5) implique que l'accès à une grandeur supérieure a un coût dont les personnes doivent s'acquitter ;
- L'axiome de bien supérieur commun (A6) stipule que l'état de grand doit rejaillir sur les autres membres de la communauté[106].

L'architecture des cités est un modèle évolutif, au sens où il s'agit d'une construction théorique élaborée à partir d'un contexte sociohistorique spécifique : celui des sociétés occidentales modernes (Latour, 1995). Ainsi, Boltanski et Chiapello (1999) ont intégré au modèle une septième cité, sur la base d'une lecture comparative de textes de management des années 1960 et 1990. La cité par projets correspond à la même grammaire que les autres mondes communs et elle est centrée autour de la figure du réseau. L'état de grand est associé à la mobilité et à la flexibilité, alors que l'état de petit est immobile et rigide.

L'action, dans le modèle, s'articule autour de la notion « *d'épreuve* » qui « *rompt avec une conception étroitement déterministe du social* » (Boltanski et Chiapello 1999, p.73) : « *elle met l'accent sur l'incertitude qui, dans la perspective de l'action, habite, à des degrés divers, les situations de la vie sociale* » (ibid.). Selon les auteurs, une épreuve est toujours une épreuve de force, au sens où elle sert à déterminer ce dont les personnes sont capables, mais si elle fait l'objet d'un travail social préalable de qualification vis-à-vis d'un principe de bien commun, l'épreuve sera alors tenue pour légitime. Chacune des cités est dotée d'une épreuve de grandeur, tenue pour légitime et permettant de réduire « *l'incertitude naturelle* » qui plane sur l'état des personnes (Thévenot, 1989). Il s'agit d'une opération naturelle au sein des cités : elle sert à la réalisation de l'accord sur la distribution des grandeurs et se solde par une réévaluation de l'état des personnes, un nouvel état du monde. Thévenot (1989) précise que l'épreuve de grandeur est « *une action tenue pour probante parce qu'elle engage des objets* » (p.163), ces derniers n'étant attachés qu'à une seule nature. Cette incertitude naturelle et avec elle toute la dynamique de l'action au sein des mondes, est entrainée par l'existence d'un bruit de fond permanent et irréductible, d'une rumeur, lié à la coexistence de plusieurs mondes.

En effet, les cités et leur équilibre, assuré par les épreuves de grandeur, représentent des formes idéales. La coexistence de plusieurs cités, sous-tendues par des logiques exclusives d'inversion des grandeurs, entraine la montée d'une autre forme d'incertitude qui n'est plus « *naturelle* » mais « *critique* », car la qualification de l'épreuve vis-à-vis d'une cité de fait plus consensus (Thévenot, 1989, p.174). Ainsi, la descente vers la réalité et la complexité du monde social se caractérise par la montée d'une « *autre forme d'incertitude externe renvoyant aux contingences qui marque les limites de l'utopie d'un univers à une seule nature* » (p.167).

[106] Pour une présentation simplifiée de ces six axiomes, voir Godard (2004b) et Ramaux (1996).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « *A mesure que l'on s'éloigne de cette situation naturelle, les objets sur lesquels l'action justifiable prend appui cessent de s'imposer à tous de la même façon* (…). *La situation se trouble, ou, dirons-nous, se dénature, parce que les personnes ne s'accordent pas sur la nature de l'épreuve. Le défaut d'objectivité laisse place au soupçon* » (Thévenot, 1989, p.174).

Dès lors, le bruit de fond n'en est plus un, il prend la forme d'une critique qui remet en cause le présupposé constitué par le principe commun. Les situations critiques résultent donc de la confrontation entre les mondes, ces derniers étant sous-tendus par des logiques exclusives. Godard (2004b) souligne que les formes d'articulations entre les mondes sont telles qu'il n'existe pas de point de vue général, qui permettrait de saisir ensemble tous les mondes à la fois au nom d'un « *bien commun des biens communs* » (p.308). Cette confrontation entre les mondes est permanente, puisqu'ils sont pluriels, alors que les personnes (cultures et groupes sociaux) ne se définissent pas par une appartenance à un monde, mais relèvent de tous.

C'est une caractéristique des « *sociétés complexes* » : les personnes ont une compétence qui leur permet à la fois de s'engager dans un monde, de « *fermer les yeux* » et de s'ajuster naturellement aux exigences de la situation, et de s'en dégager par une opération critique, c'est-à-dire « *d'ouvrir les yeux* », pour contester la validité d'une épreuve (Thévenot, 1989). Godard (2004b) indique qu'en conséquence, les processus de justification ne sont pas le prolongement de valeurs ou de préférences, puisque ces dernières sont relatives à des agents définis. Les rapports entre les mondes sont donc des rapports critiques d'inversion des grandeurs (ce qui est grand dans l'un devient petit et vice versa), qui passent par des « *opérations de dévoilement* », radicales et déstabilisatrices, en ce qu'elles consistent à changer d'épreuve de grandeur (Thévenot, 1989).

Par conséquent, la rencontre entre les mondes est susceptible de se traduire par une crise, qui résulte de l'engagement d'épreuves de réalité différentes. A ce titre, Boltanski et Chiapello (1999) soulignent qu'il existe un « *continuum* » entre épreuves de force et épreuves légitimes, au sens où les épreuves peuvent toujours être jugées plus ou moins justes. Toutefois, ces crises peuvent être évitées par la réalisation d'opérations de compromis, qui visent à apaiser les rapports critiques d'inversion des grandeurs entre cités, en envisageant la formation d'un nouveau principe de bien commun encore virtuel : l'opération de compromis vise à « *dépasser la tension critique entre deux mondes, en visant un bien commun qui ne relèverait ni de l'un ni de l'autre, mais qui les comprendrait tous les deux* » (Thévenot, 1989, p.177). L'action de compromis engage ainsi des objets « *traités comme ceux d'une nouvelle nature en formation* » (ibid.).

Ainsi, l'opération de compromis joue un rôle fondamental dans la genèse des mondes communs, qui ne sont pas donnés une fois pour toutes, mais évolutifs. En effet, Boltanski et Chiapello (1999) montrent que l'affirmation progressive de la cité par projets, comme point d'appui normatif du troisième esprit du capitalisme, est liée à l'émergence préalable de nouvelles formes de compromis, issues du travail de catégorisation et de modification des épreuves centrales du capitalisme, travail qui s'opère au travers de la dynamique entre ce dernier et ses critiques. Dans la même optique, Lafaye et Thévenot (1993) ont posé la question de l'émergence d'une cité écologique, ce qui fait l'objet de la section suivante.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.2 L'impossibilité théorique de la cité écologiste

Une question centrale afin de se saisir des problématiques environnementales et écologistes, à partir de l'EC est de savoir s'il existe une grandeur écologiste, c'est-à-dire une cité verte. Au travers de cette question, le modèle des *Economies de la grandeur* se frotte à une difficulté théorique évidente : comment caractériser les choses et des êtres naturels, qui ne sont ni des objets ni des personnes ? Comment penser la problématique environnementale à partir d'un cadre profondément anthropocentré, dans la mesure où le modèle des *Economies de la grandeur* est élaboré à partir d'un construit sociohistorique qui est celui des sociétés occidentales modernes, et qui reflète donc la division nature-culture caractéristique de la modernité ? Comment être à même de penser l'écologisme à partir d'un tel cadre théorique, ou à l'inverse, dans quelle mesure les problématiques environnementales et écologistes seraient susceptibles de faire basculer ou évoluer le modèle des *Economies de la grandeur*, et, avec lui, l'anthropologie moderne des rapports nature-culture ? Ces questions sont liées à celle de l'existence, ou non d'une cité écologiste. Latour (1995) résume les choses de la manière suivante : « *L'écologie est-elle soluble dans les six autres ? Existe-t-il une septième cité ? A condition, bien sûr, qu'elle obéisse à l'axiomatique du modèle, c'est-à-dire qu'elle reconnaisse un principe supérieur compatible avec la notion de commune humanité* » (p.9).

Rappelons, comme nous l'avons déjà souligné dans l'introduction générale, que nous employons le terme « *écologistes* » au sens de la définition proposée par Flipo (2014) : ces derniers se définissent par « *leur souci de remonter aux causes premières de la destruction de la nature et de porter une alternative globale de société* » (p.12). « *L'écologisme* » renvoie ainsi pour l'essentiel à la pensée écologiste politique, notamment en tant qu'elle s'érige comme « *critique du capitalisme* », à partir des années 1970, comme nous le verrons dans le chapitre 4. Le qualificatif « *écologique* » renvoie quant à lui à une action ou à un objet à finalité de protection de l'environnement ou de conservation, mais sans qu'elle ou il ne repose nécessairement sur une conception politique du sujet. C'est pourquoi nous préférons utiliser le terme de cité (ou de critique) « *écologiste* » et non pas de cité (ou de critique) « *écologique* ».

L'étude des rapports entre l'écologisme et le modèle des *Economies de la grandeur* fait déjà l'objet d'une littérature relativement importante (Godard, 1990 ; 2004b ; Barbier, 1992 ; Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995 ; Thévenot et al., 2000). Nous en proposons ici une synthèse organisée en plusieurs étapes : tout d'abord, l'argumentation écologiste possède-t-elle les caractéristiques d'un instrument de justification légitime et quels sont les rapports entre l'objet de l'écologie, c'est-à-dire « *la nature* » avec les mondes communs constitués ? Ensuite, puisqu'il existe des tensions conflictuelles entre les représentations de la nature entre les différentes cités, existe-t-il des tentatives d'éviter la crise en constituant des compromis ? A ce titre, Godard (1990) analyse le patrimoine naturel et le modèle de gestion qui lui est associé, en ces termes. Enfin, est-il possible d'envisager une cité verte, qui corresponde aux axiomes fondamentaux du modèle des *Economies de la grandeur* ? A l'issue de ce parcours, nous serons en mesure de nous demander si l'inexistence d'une cité écologiste peut être comprise comme l'échec de l'EC à appréhender les questions environnementales ou écologistes.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2.1 L'écologisme comme instrument de justification et les représentations de la nature dans les mondes communs

Lafaye et Thévenot (1993) commencent par mettre en évidence que l'argumentation écologiste possède les caractéristiques principales d'un instrument de justification légitime : si les conflits environnementaux sont souvent résumés à des oppositions entre groupes d'acteurs aux intérêts et valeurs constitués (par exemple : habitants, industriels, environnementalistes…), il s'agit d'une vision réductrice puisqu'à la fois les associations de défense de l'environnement, mais aussi les services administratifs de l'Etat etc., sont susceptibles d'employer simultanément de multiples langages pour se justifier (critique militante et technocratique, attitude gestionnaire, expertise indépendante…). D'autre part, les justifications avancées comportent souvent une visée générale, c'est-à-dire que les acteurs mettent en avant le fait que leurs actions rejaillissent sur le bien commun[107]. En outre, les auteurs repèrent plusieurs échelles de bien commun visées par l'argumentation écologique : d'un bien privé comme un jardin, à l'environnement régional comme bien d'une communauté locale restreinte, jusqu'au bien de l'ensemble de la biosphère et celui des générations futures. Par conséquent, l'argumentation écologique possède une capacité « *opérer des passages entre le particulier et le général* » (p.505), caractéristique des instruments de justification légitimes. Godard (2004b) va même plus loin : selon lui, le champ du développement durable et de la protection de l'environnement, « *se prête sans doute davantage que d'autres à la mise en évidence de la pluralité des références qui permettent de définir les problèmes et de concevoir les solutions* » (p.306).

Par ailleurs, ce dernier (Godard, 1990 ; 2004b) synthétise de manière éclairante les différentes représentations de la nature dans les mondes communs, alors que Vivien (2005b) fait de même pour la biodiversité. Ces dernières sont présentées dans l'encadré n°3.2 ci-dessous.

Encadré n°3.2 : Les représentations de la nature dans les mondes communs

Selon Godard (1990 ; 2004b), les représentations de la nature dans les mondes communs peuvent être comprises de la manière suivante :

- La nature marchandise

« *La nature trouve ici une reconnaissance dans la stricte mesure où elle est source de marchandises et d'échanges, soit de façon directe (extraction de ressources pour une vente sur un marché), soit de façon indirecte en fixant une relation entre certains biens et services marchands et un certain état ou une certaine représentation des milieux, de manière que l'accès aux uns apparaisse indissociable de l'accès aux autres ; c'est tout le sens des efforts d'équipement touristique destinés à exploiter la valeur paysagère de certains milieux naturels et aménagés qui, en eux-mêmes, ne sont pas des biens marchands mais des biens collectifs* » (p.308).

- La nature industrielle

[107] Lafaye et Thévenot (1993) prennent pour exemple la constitution du groupe politique « *Chasse, Pêche, Nature et Traditions* » au début des années 1990, qui fonde son discours sur leur connaissance endogène et traditionnelle des équilibres écologiques, permettant une meilleure protection que celle de l'Union Européenne et maintenant ainsi un vivre ensemble agréable pour l'ensemble des habitants.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *La nature constitue une composante à part entière de ce monde, mais comme ressource naturelle à exploiter, comme nature à incorporer à la production, à valoriser par la transformation que lui apporte le travail. De ce fait, la « grande » nature est celle qui est rendue prévisible, utile et fonctionnelle, une nature maîtrisée et objective, appréhendée par des scientifiques et des ingénieurs en vue de son usage. Au plus bas de l'échelle, on trouve la nature improductive, aléatoire, insoumise et de ce fait potentiellement dangereuse* » (p.310).

- La nature dans la cité civique

« *La nature n'occupe pas de place particulière dans l'organisation de ce monde ; elle constitue simplement un lieu d'application du principe civique. Cela se traduit par une exigence : établir l'égalité de base des citoyens face à la nature ; cette dernière doit être rendue accessible au plus grand nombre si elle accessible à certains. D'un autre côté, un marquage symbolique des territoires manifeste les hiérarchies de grandeur des personnes en charge de leur gestion. La valeur de la nature est ici fonction de son mode d'administration : elle est magnifiée par une administration publique et dévalorisée par une gestion privée* » (p.310).

- La nature renommée

« *L'archétype est le site grandiose et unique dont la célébrité fait un must. Mais il y a aussi la nature connotée par la catastrophe ou la menace dont les médias se saisissent de façon préférentielle. Êtres naturels et œuvres humaines sont ici confondus en tant qu'objets de renom. Leur grandeur est mesurée par les indices de notoriété et de fréquentation et par les sondages d'opinion* » (p.310).

- La nature inspirée

« *Représentée dans la séparation d'avec les intérêts humains « de ce monde », la nature apparaît ici comme le moyen d'accès symbolique à un au-delà de l'homme et le garant de limites posées à son action. Ce trait général peut abriter aussi bien l'expression d'une vision religieuse pour laquelle les êtres de la nature sont encore habités par le créateur divin, qu'une conception juridique cherchant, par un curieux renversement, un fondement à l'institution de la personne humaine dans une notion de droit naturel. Ce monde valorise la singularité, l'intégrité et la gratuité, ce qui échappe à la mesure et à l'équivalence, ce qui est imprévisible et provoque le sentiment de dépassement. Obstacles à surmonter et limites à ne pas franchir sont inscrits dans des démarches d'initiation, impliquant une ascèse* » (p.311).

- La nature domestique

« *La nature y est organisée selon le clivage « sauvage/domestique », avec des passerelles et des positions intermédiaires arrangées selon une hiérarchie de proximité à la « maison » comme l'illustre le statut des animaux domestiques et des animaux de ferme par rapport aux animaux sauvages. C'est aussi le règne du local et de ses enchevêtrements d'histoires singulières inscrites dans une mémoire partagée. C'est la relation à la mémoire et à la transmission, par l'insertion dans une tradition, qui est ici la valeur centrale. La notion de patrimoine y est une notion clé puisqu'elle désigne une totalité constituée de biens appropriés et gérés en vue à la fois de leur usage et de leur transmission. Ces biens patrimoniaux constituent ce qu'on peut appeler des « ressources identitaires », à la fois garants matériels de la pérennité du groupe de référence et supports symboliques de son identité* » (p.311).

Godard (1990 ; 2004b) indique que ces représentations de la nature sont en tension et les critiques qu'elles s'adressent ont notamment rythmé l'évolution des politiques de conservation. Si nous reviendrons en détail sur le sujet dans le chapitre 4 (une fois avoir discuté le concept de « *critique écologiste* »), nous pouvons d'ores et déjà mentionner que, pour Godard (1990 ; 2004b), la vision de la nature inspirée a beaucoup influencé les

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

politiques de conservation : une « *telle vision qui ne manque pas d'être dénoncée comme élitiste d'un point de vue civique, ou comme obscurantiste d'un point de vue industriel, a fortement marqué le mouvement social de protection de la nature depuis la fin du XIXe siècle* » (p. 311).

En raison de l'existence de cette tension critique, de ce rapport d'inversion des grandeurs, entre les représentations de la nature dans les mondes communs, Lafaye et Thévenot (1993) mettent en évidence que l'argumentation écologiste repose sur une capacité critique qui « *autorise à penser que l'écologie peut fonder un nouveau bien commun et assoir un principe de justification répondant aux mêmes contraintes que les principes les plus éprouvés* » (p.512). Ils montrent que la critique écologiste n'est pas que relative aux différentes interprétations de la nature dans les mondes communs, mais qu'elle s'érige également en critique globale des principes constitutifs de certains mondes existants : l'argumentation écologique prend souvent pour base une critique de la technocratie, de la vision du progrès de la société industrielle reposant sur la technique et de l'idéologie productiviste et elle peut aussi se traduire par une critique de l'action publique traditionnelle en raison de son incapacité à résoudre le problème écologique (nous reviendrons également largement sur ces éléments, dans le chapitre suivant, lorsque nous analyserons la question de la construction historique de la critique écologiste). Godard (1990 ; 2004b), quant à lui voit dans la catégorie analytique de patrimoine naturel, ainsi que dans le modèle de la « *gestion patrimoniale négociée* », une tentative de construction d'un compromis entre différents ordres de grandeur.

2.2.2 Le patrimoine naturel comme compromis

Selon Godard (1990 ; 2004b), la notion de « *patrimoine* » a fortement influencé les politiques de conservation et de gestion des ressources naturelles. Non sans rapport avec les démarches de classement de certains sites, en tant que « *patrimoine commun* » et/ou « *remarquable* », via des institutions telles que l'UNESCO, Godard (1990 ; 2004b) met en évidence qu'une véritable démarche de gestion patrimoniale de la nature s'est développée dans les années 1980, sachant que les caractéristiques de cette démarche de gestion ont été conceptualisées par de Montgolfier et Natali (1987). Dans une optique complémentaire, Barrère et al. (2005) posent les jalons de ce qui pourrait constituer une économie patrimoniale, dans laquelle l'existence de relations économiques spécifiques et extérieures au marché est reconnue.

Au fondement de ces différentes approches repose l'idée selon laquelle le concept de patrimoine se différencie du concept économique de capital (Godard, 1990). Dès lors, la patrimonialisation se caractérise par un mouvement de mise à distance de certains registres de justification et par un rapprochement d'autres registres. Plus précisément, selon Godard (2004b) le mouvement se caractérise par :

> « *Une réactivation principale de l'ordre domestique autour de l'éthique de la transmission patrimoniale et de l'utilisation de savoirs locaux informels, mais projeté dans le monde civique (reconnaissance comme sujets légitimes égaux de tous ceux qui se reconnaissent un intérêt patrimonial, quels que soient les rapports juridiques de propriété) ; à cela s'ajoutent le démarquage formel du rapport constitutif de l'ordre*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

marchand (l'accord résulte d'un processus de négociation mutuellement profitable entre parties aux positions symétriques) et l'encadrement de l'ensemble par la vision « industrielle » (mobilisation des moyens de la science pour acquérir une information objective productrice de prévisibilité et de maîtrise, emploi de méthodes rationnelles d'aide à la décision visant aussi bien la mise en valeur que la préservation des potentiels de ressources) » (Godard, 2004b, p.313).

Il s'agit bien d'une figure de compromis, comme en témoigne la virulence des critiques : « *du fait de ce caractère composite, ce modèle de gestion a dû affronter un feu croisé de critiques contradictoires : dérive marchande, idéalisme citoyen, renforcement déguisé du dirigisme étatique, etc.* » (Godard, 2004b, p.313). Par conséquent, la question est de savoir si ce compromis saura se constituer en nouvel ordre légitime, comme « *nouveau repère commun pour la gestion des ressources et des milieux et les projets d'aménagement qui les affecte* » (Godard, 2004b, p.314). L'auteur met en évidence deux pistes opposées :

« *La première consiste à jouer la prudence en cherchant la résolution des conflits dans la mobilisation parallèle d'épreuves appartenant aux différents ordres associés. Dans ce dernier cas, le compromis tend à être rabattu sur ses constituants. Selon cette voie, l'issue doit être trouvée soit dans une improbable convergence des différents types d'épreuves, soit dans une pondération de leurs résultats, soit enfin dans le choix d'un des ordres comme principe supérieur d'arbitrage. La seconde façon d'aborder le compromis consiste au contraire à œuvrer activement à sa consolidation et à sa reconnaissance comme principe de grandeur. Cela implique notamment de renforcer et de stabiliser une sémantique propre, de s'accorder sur un ensemble cohérent d'indicateurs praticables et de définir les épreuves acceptées à partir desquelles sera jugée la valeur relative des actions et des projets, en particulier pour déterminer la hiérarchisation des objets patrimoniaux à transmettre en priorité aux générations futures. Le compromis oblige à faire un choix stratégique d'approche* » (Godard, 2004b, p.314).

Cette analyse nous révèle ce que peut apporter une relecture d'un objet environnemental (à l'image de la gestion patrimoniale négociée), à partir du modèle des *Economies de la grandeur*. L'intérêt de l'EC est qu'il devient possible d'évaluer, c'est-à-dire de percevoir et de traduire le sens de cette approche (du point de vue du chercheur mobilisant l'EC, comme du point de vue des personnes engagées dans l'action et dans la construction de la gestion patrimoniale négociée), en la saisissant au sein un cadre général (celui du modèle des *Economies de la grandeur*). Le concept de « *patrimoine* » est ainsi chargé de sens et relié à un jeu d'acteurs, de justifications, de critiques, et à un ensemble de dynamiques institutionnelles. La logique de la gestion patrimoniale s'en trouve éclairée et il devient possible, par exemple, de percevoir en quoi cette dernière s'oppose, ou complète, d'autres formes de politiques de conservation, obéissant à d'autres logiques, c'est-à-dire reposants sur d'autres formes de légitimité. *In fine*, rapprocher la gestion patrimoniale du modèle des *Economies de la grandeur* a permis d'expliquer les raisons de l'existence de cette dernière, ce à quoi elle répond, alors qu'elle aurait pu apparaitre, *a priori*, comme un assemblage hasardeux d'objets et d'idées hétéroclites. Plus que cela, aborder la gestion patrimoniale à partir des *Economies de la grandeur* a permis de faire ressortir les limites de cette approche et ce qui semble devoir être fait si l'on souhaite la maintenir dans le temps.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Par conséquent, un enjeu essentiel dans le cadre de la présente recherche est de pouvoir caractériser d'une manière similaire l'objet de notre recherche. Après avoir exposé les problèmes liés à la cité écologiste et discuté de l'hypothèse de l'existence d'une critique écologiste, dans le chapitre 4, nous analysons le PNRSE à la lumière des *Economies de la grandeur*, dans le chapitre 5, puis l'approche par les SE dans le chapitre 6. Ceci nous permet dès lors de conclure sur la pertinence et les modalités d'un usage des SE dans le PNRSE. Mais revenons-en, au préalable, à la question de la cité verte.

2.2.3 La cité verte et la grammaire des mondes communs

Lafaye et Thévenot (1993) mettent en évidence qu'afin de constituer un ordre de grandeur légitime, un nouveau monde commun, l'écologisme doit, en plus de sa capacité critique, doit déployer une « *une spécification du lien politique propre à fonder un accord légitime* » (p.511). Autrement dit, comme tout autre monde commun, l'écologisme doit répondre aux caractéristiques communes à la grammaire des mondes, c'est-à-dire répondre aux axiomes énoncés dans l'encadré n°3.1, et mettre en œuvre une épreuve de réalité. Or, l'ensemble des travaux qui se sont penchés sur la question de la cité écologiste, (Godard, 1990 ; 2004b ; Barbier, 1992 ; Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995 ; Thévenot et al. 2000) ont montré que ces deux éléments posent problème : il existe, d'une part une incompatibilité de l'écologisme avec un certain nombre d'axiomes constitutifs de la grammaire des mondes et, d'autre part, il manque une épreuve de grandeur « *modèle* », permettant d'ordonner les êtres et les choses au sein d'une cité écologiste.

Si l'on se penche sur la question des axiomes constitutifs de la grammaire des mondes, un premier élément à souligner est que l'écologisme semble à même de répondre aux axiomes A6, A5 et A2. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, Lafaye et Thévenot (1993) montrent que les justifications écologistes comportent souvent une visée générale, c'est-à-dire que les acteurs en présence mettent en évidence la manière dont les conséquences de leurs actions rejaillissent sur le bien commun (A6) (sachant que l'argumentation écologiste peut viser différentes échelles de bien, du jardin à l'ensemble de la biosphère et aux générations futures). De la même manière, Godard (2004b) indique que la durabilité (c'est-à-dire la grandeur écologiste, projetée dans le temps long) vise la réalisation d'un bien commun supérieur qui bénéficierait à l'humanité tout entière.

En outre, selon ce dernier, la vivacité des débats autour des coûts économiques liés aux politiques environnementales et de développement durable (voire autour de la nécessité d'une réorientation radicale de notre système économique et social) indique qu'une prise au sérieux de l'écologisme implique bien un sacrifice (A5).

Lafaye et Thévenot (1993) indiquent que l'axiome de différenciation (A2) ne semble pas non plus poser problème. En effet, le qualificatif *vert*, synonyme de naturel ou encore de propre, pourrait être utilisé pour signifier la grandeur : serait grand ce qui est écologique, c'est-à-dire ce qui « *prouve son souci de l'environnement et concours à sa protection* » (Lafaye et Thévenot, 1993, p.512). A l'inverse, l'état de petit serait caractéristique de la pollution, du non recyclable, de l'artificiel, du nucléaire, des autoroutes, des déchets etc.

Toutefois, l'incompatibilité théorique entre l'écologisme et les principes de la grammaire des mondes s'exerce plus clairement au travers des axiomes A4, A1 et A3. En

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

effet, l'axiome A4 implique l'existence d'une commensurabilité : au sein d'un monde commun, les êtres en présence doivent pouvoir être hiérarchisés selon une grandeur unique, considérée comme légitime au sein de la communauté de référence. Lafaye et Thévenot (1993) soulignent qu'en ce qui concerne l'écologisme, ces conditions ne sont pas réunies :

> « *Le mode d'évaluation du caractère écologique se heurte à la difficulté d'établir un équivalent propre à rendre les êtres commensurables, équivalence que réalisent les autres modes de justification (par la confiance dans l'espace domestique, le prix sur le marché, le scrutin dans le monde civique, la performance dans le monde industriel, etc.)* » (p.513).

Au travers des débats autour de l'évaluation environnementale, cette question de la commensurabilité a profondément structuré l'ensemble du champ de la pensée économique de l'environnement et notamment la scission entre l'Economie de l'Environnement et l'Economie Ecologique, comme nous l'avons indiqué dans le chapitre 1 (Spash, 1999 ; 2011 ; Ropke, 2004 ; 2005 ; Boidin et Zuindeau, 2006 ; Douai et Vivien, 2009). En effet, l'Economie Ecologique critique la posture évaluative réductionniste, qui consiste à réduire à une échelle de mesure unique (monétaire, ou bien biophysique, comme dans les calculs éco-énergétiques) les multiples dimensions de valeur (économique, sociale et écologique) inhérentes aux problèmes environnementaux (Martinez-Alier et al., 1998). C'est donc bien l'axiome A4 qui s'avère directement remis en cause : l'incommensurabilité implique l'incapacité à ordonner les êtres en présence selon un ordre de grandeur unique. Néanmoins, la reconnaissance de cette incommensurabilité, ou encore de cette « *comparabilité faible* », n'empêche ni la possibilité de faire des choix rationnels, ni de fonder ces derniers sur une logique calculatoire : les méthodes d'évaluation multicritères, dans lesquelles les pondérations entre critères sont définies comme des coefficients d'importance permettent de structurer la prise de décision environnementale (Martinez-Alier et al., 1998 ; Munda, 2010).

Analysons maintenant les problèmes liés à l'axiome de commune humanité (A1). Selon Lafaye et Thévenot (1993), « *l'ébranlement le plus considérable que la question écologique fait subir à la grammaire du sens commun du juste résulte de l'extension de la communauté de référence au-delà de l'humanité* » (p.516). Autrement dit, l'écologisme tend à remettre en cause la conception moderne et cartésienne des relations hommes-nature, fondée sur leur division en deux classes hiérarchisées (Latour, 1995 ; 1999 ; Larrère et Larrère, 1997 ; Flipo, 2014). En effet, au cœur de l'argumentation écologiste et notamment au travers de la philosophie environnementale américaine contemporaine se trouve une réflexion éthique et morale autour de la valeur intrinsèque de la nature, c'est-à-dire de la possibilité de considérer le vivant comme une fin en soi, et non pas au travers d'une conception utilitariste qui ne confère au vivant qu'une valeur instrumentale, via les bienfaits qu'il procure aux humains (comme réservoir de ressources naturelles, moyen de stockage ou de traitement des déchets, ou autres « *services* » environnementaux et écosystémiques). Cette réflexion éthique autour de la valeur intrinsèque de la nature, qu'elle soit bio-centrée ou éco-centrée (Larrère et Larrère, 1997) est notamment liée à la volonté de réformer les cadres juridiques et institutionnels contemporains, en attribuant un certain nombre de droits à la nature. Les droits de la nature sont alors à envisager comme une fiction constituée à des fins de régulation (tout comme les entreprises ou les bateaux peuvent être dotés, en droit, d'une personnalité morale),

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

permettant de contrecarrer la conception moderne et utilitariste de la nature, dans une perspective humaniste (Flipo, 2014).

Enfin, le dernier problème concerne plus particulièrement l'axiome d'égalité formelle d'accès aux différents états de grandeur possible (A3) et ce, selon deux dimensions principales. D'une part, l'extension de la communauté de référence à l'ensemble du vivant (non-respect de A1) implique le non-respect de A3 : les êtres humains et non-humains ne sont pas dotés des mêmes capacités de « *parole* » (Latour, 1995 ; 1999). D'autre part, Godard (2004b) note que le développement durable et la prise en compte des générations futures introduisent également des asymétries au sein de la communauté de référence. Godard (2004b) et Latour (1999) indiquent que certaines solutions institutionnelles peuvent être trouvées afin d'organiser la représentation des non-humains et/ou des générations futures au sein de la scène politique, mais cela supposerait de trouver des procédures adaptées afin de s'assurer de la qualité et de l'authenticité des représentants du non-humain et/ou des générations futures.

De surcroit, les incompatibilités entre l'écologisme et les axiomes qu'il convient de respecter afin de constituer un ordre de grandeur légitime (notamment A1, A3 et A4), rejaillissent sur la capacité de la cité écologiste à se doter d'une épreuve de grandeur légitime. En effet, les méthodes d'évaluation multicritères, l'intégration de droits à la nature dans le droit de l'environnement, ou encore les procédures visant à représenter les générations futures et les non-humains sur la scène politique, peuvent être envisagées comme autant de processus institutionnels visant à résoudre les conflits et les disputes écologistes. Néanmoins, afin de se constituer comme tels, les mondes communs doivent assurer une mise en commensurabilité des êtres, ce qui passe par une épreuve « *modèle* ». Or, le non-respect des axiomes A1, A3 et A4 nous informe de l'impossibilité d'une épreuve « *modèle* » écologiste, qui permette distribuer définitivement les grandeurs entre les êtres, alors que les frontières entre « *êtres* » et « *choses* » se brouillent (Latour, 1995). Godard (2004b) souligne le manque général d'indicateurs, de procédures et d'épreuves suffisamment clairs, crédibles et acceptés pour mettre fin aux désaccords écologistes. Dans le modèle de Boltanski et Thévenot (1991), la capacité pacificatrice des épreuves est en effet relative à l'engagement d'objets, devant être suffisamment normés et biens définis. Or, comme le montre Godard (1993 ; 1997 ; 2004b) l'écologisme s'exerce en contexte « *d'univers controversé* », lequel se caractérise par l'existence d'asymétries au sein de la communauté de référence, de phénomènes d'irréversibilité et par une forte incertitude alimentant un jeu de constructions sociales complexes et de controverses scientifiques qui pèsent sur l'action et sur la perception directe des problèmes par les acteurs. Selon Godard (2004b) alors que dans les autres cités les épreuves de grandeur peuvent se fonder sur des objets stables, dans le cas de l'écologie « *la pacification attendue de l'objectivité du monde fait ici cruellement défaut* » (p.321).

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, l'hypothèse de l'existence d'une cité écologiste qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur* ne nous semble pas tenable. Et il nous faut à présent en tirer toutes les conséquences et nous poser la question de savoir si cela implique d'abandonner le projet de l'analyse de l'écologisme, à partir de l'EC, ou bien, s'il existe des alternatives possibles.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.3 L'impossibilité de la cité verte et la légitimité de l'analyse conventionnaliste de l'écologisme

Ce qu'il nous faut comprendre à présent est dans quelle mesure l'absence d'une cité verte remet-elle en cause la pertinence du cadre conventionnaliste, afin de s'intéresser aux problématiques environnementales et écologistes. Sans cité verte, l'analyse conventionnaliste de l'écologisme est-elle rende caduque, ce qui impliquerait de devoir opter pour d'autres approches théoriques ? Ou bien, au contraire, l'absence de la cité verte et donc l'EC est-elle, par là même, en train de nous indiquer un message important, à savoir, la difficulté du monde social lui-même, tel qu'il s'est construit au travers de la modernité et tel qu'il se décline au travers des différents ordres de grandeur légitimes, à prendre pleinement la mesure du revirement conceptuel et politique que la montée des phénomènes environnementaux globalisés nous impose aujourd'hui ? Nous verrons que, si nous sommes amenés à conclure en faveur de la seconde proposition, cela implique néanmoins de repenser la manière dont l'écologisme est théorisé au sein de l'EC, afin d'en faire un objet praticable.

Godard (2004b) et Latour (1995) optent aussi pour la seconde proposition, mais sous deux modalités différentes. Tout d'abord, pour Godard (2004b), la force fondamentale de l'EC est de faire de la complexité et de la pluralité une démarche scientifique particulière, qui « *ne débouche pas sur la même compréhension des problèmes que la démarche focalisée sur un ordre unique* » (p.305), alors que cette dernière « *conduit les chercheurs à demeurer aveugles à certains phénomènes, à dire vrai à toutes les réalités mélangées, faites de la composition de plusieurs ordres, non pas de façon périphérique et accessoire, mais de façon centrale* » (p.305). C'est en ce sens que le champ de l'environnement et du développement durable se prête tout particulièrement au cadre de l'EC. Latour (1995) souligne, quant à lui, que :

> « *Le modèle des cités a l'inconvénient d'insister sur la justification au détriment des autres formes d'action et d'engagement qui pourraient, de façon subreptice, inventer des formes originales de vie politique, sans pour autant produire de philosophie propre. C'est la limite du modèle qu'il nous faut accepter afin de chercher si des formes nouvelles de justification se font jour ou non. En tout cas, les affaires mettant en cause la nature se prêtent admirablement à l'application du travail de Boltanski et Thévenot puisque leur nouveauté même oblige à des montées en généralité, qui sont nombreuses et explicite*s » (p.8).

Néanmoins, l'analyse de l'écologisme à partir du modèle de l'EC, semble déboucher sur une situation de « *ni-ni* », assez problématique : d'un côté, ce dernier possède de nombreuses qualités argumentatives (mobilisation de multiples langages de justification, capacité de montée en généralité, convocation de plusieurs échelles de bien commun, qualificatifs visant à classer les êtres en présence…) et l'écologisme ne s'épuise pas tout entier dans les autres mondes constitués, mais, pour autant, il ne peut constituer un ordre de grandeur légitime, en suivant les axiomes du modèle de 1991. Selon Godard (2004b) :

> « *On ne peut ni se satisfaire de l'élaboration de ces problèmes offerte au sein même des principaux ordres de justification existants ni voir dans les idées de patrimoine naturel et de développement durable les socles solides de nouveaux ordres alternatifs assurant la stabilisation des pratiques de résolution de conflits ou, tout*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

simplement, de recherche d'accord sur la conduite collective à suivre. C'est l'idée même d'ordre qui est alors mise à l'épreuve » (Godard, 2004b, p.328).

Latour (1995) partage cette idée :

« *Ou bien l'on accepte le principe de commune humanité, et alors il n'y a plus aucune originalité dans l'écologie politique qui se réduit, avec plus ou moins de difficulté, aux trois (ou aux six) autres cités. Ou bien l'on sauve l'originalité de l'écologie politique qui est de s'intéresser aux non-humains comme aux humains, mais on sort du cadre de la plus élémentaire morale et de la plus saine des démocraties* » (p.14).

Pour Godard (2004b), l'alternative est la suivante :

« *Ou bien les sociétés occidentales changent de repères fondamentaux au point de bouleverser la structure de principes commune aux différents ordres de justification actuellement à l'œuvre ; il s'agirait bien d'une révolution, même si elle se fait dans la pénombre d'une demi-conscience ; ou bien perdure cette difficulté à trouver les repères d'une mise en ordre communément acceptée, tant et si bien que l'incapacité à partager un ordre se transforme en composante permanente des univers controversés qu'ont fait surgir les nouveaux problèmes d'environnement et le questionnement autour du développement durable* » (p.328-329).

En réalité, face à l'alternative de Godard (2004b), Latour (1995) répond : les deux. Selon lui, les sociétés doivent opérer un changement de repères fondamentaux, ce qui constituerait une révolution et accepter que le désordre devienne une composante permanente des univers controversés. Il indique que le problème de l'écologie est qu'elle croit devoir s'occuper de la nature alors qu'elle « *fait beaucoup mieux* » : « *elle suspend nos certitudes concernant le souverain bien des humains et des non-humains, des fins et des moyens* » (p.17). Il propose de réaménager fondamentalement la conception moderne de la nature, qui se définit par opposition au monde social, et donc le principe de commune humanité tel que l'ont construit Boltanski et Thévenot (1991), qui, à partir de la « *lecture canonique des commentateurs qu'ils avaient choisi de considérer* », ont « *pris l'humain détaché que leur offrait la tradition humaniste, l'humain dont le risque suprême serait d'être confondu avec la nature a-humaine* » (p.18). Selon lui :

« *Ce qui ne colle pas dans les théories de l'écologie, c'est cette croyance invraisemblable dans l'existence d'une nature extérieure à l'homme et que celui-ci menacerait par sa domination et son irrespect* » (p.20). « *Si l'écologie a pour but d'ouvrir la question de l'homme, il va de soi, au contraire, qu'il existe une septième cité* » (p.19).

Latour (1995) nomme cette cité celle de « *la prudence* » (p.22) et celle des « *objets chevelus* » (p.25). Il n'y a plus de limites tangibles entre l'humain et le non humain, qui sont tous traités non comme des moyens mais comme des fins en soi.

« *Qu'est-ce que l'état de petit dans la nouvelle cité ? Savoir qu'une chose a ou, au contraire, n'a pas de lien avec une autre, et le savoir absolument, irréversiblement, comme seul un expert sait quelque chose. A l'inverse, quel est l'état de grandeur ? C'est laisser ouverte la question de la solidarité entre les fins et les moyens. Tout se tient ? Non, pas forcément. On ne sait pas ce qui se tient, ce qui se trame. On tâtonne. On expérimente. On essaie. Nul ne sait ce que peut un environnement* » (p.22).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *L'écologie n'a rien à voir avec la prise en compte de la nature, de ses intérêts et de ses buts propres, mais qu'elle est plutôt une autre façon de tout considérer. Ecologiser une question, un objet, une donnée, ce n'est pas la remettre dans son contexte, lui créer un écosystème, c'est l'opposer, terme à terme, à une autre activité, poursuivie depuis trois siècles, et que l'on appelle, faute d'un meilleur terme, modernisation* » (p.26).

Latour (1995) conclut :

« *En contrastant modernisation et écologisation (il faudrait évidemment trouver un autre terme, à la fois plus élégant et plus mobilisateur !), on pourrait peut-être échapper aux deux destins contraires dont nous étions partis. L'écologie politique peut échapper à la banalisation comme à l'enflure. Non, elle n'a pas à tout prendre en compte et surtout pas la nature, et en tous cas pas la nature-pour-elle-même. Non, elle n'a pas à limiter ses desseins à l'existence d'un corps d'administrateurs chargé de l'environnement, comme d'autres sont chargés de la santé scolaire ou du suivi des installations classées. Il s'agit bien de tout considérer différemment, mais ce tout ne se subsume pas sous l'expression de Nature, et cette différence ne se réduit pas à l'importation de savoirs naturalistes dans les querelles humaines. En précisant, à partir de la cité verte et selon la méthode de Boltanski et Thévenot, le jeu croisé des dénonciations de toutes les autres cités et des compromis inévitables à passer avec elles, on parviendrait peut-être à sortir l'écologie politique de son marasme et à lui taire prendre cette place que la gauche, en état d'implosion, laisse ouverte depuis trop longtemps* » (p.27).

Le projet de Latour (1995) étant de remettre en cause la modernité, l'éclatement subséquent du modèle des *Economies de la grandeur* apparait dès lors comme un dommage collatéral assez dérisoire. Si d'autres analyses attribuent à l'écologisme cette même tendance subversive vis-à-vis de la modernité (Flipo, 2014), il nous faut toutefois garder une ambition plus modeste afin de pouvoir mener à bien la présente recherche et nous pensons que l'EC reste à même de nous y aider, quand bien même il n'existe pas de cité verte qui corresponde aux axiomes du modèle des *Economies de la grandeur*. Précisons toutefois que, contrairement à ce que de précédentes analyses tendaient à souligner (Thévenot et al. 2000), nous pensons que la fragilité théorique de la cité écologiste n'est pas seulement le reflet d'un état transitoire, relatif à l'appréhension d'une forme historique particulière de l'argumentation écologiste. En effet, notre analyse nous conduit vers une conclusion plus radicale : les incompatibilités mises à jour entre l'écologisme et ce qui fonde le socle commun de tous les autres ordres de grandeur nous semblent être plutôt de nature « *structurelle* » et révélatrices de quelque chose de plus fondamental.

In fine, nous pensons que l'inexistence d'une cité écologiste, liée à l'incompatibilité théorique entre l'argumentation écologiste et l'ensemble de la grammaire des mondes, peut être considérée comme un résultat théorique fondamental de l'analyse conventionnaliste, au sens où il révèle à l'écologisme ce qui fait toute son originalité (Latour, 1995). Puisque le modèle théorique des cités est élaboré relativement à un construit historique spécifique (celui de la modernité), nous pensons que ce que l'analyse conventionnaliste met en lumière est précisément la difficulté du monde social lui-même, tel qu'il s'est construit au travers de la modernité et tel qu'il se décline au travers des différents ordres de grandeur légitimes, à

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

intégrer l'écologisme. Autrement dit, l'analyse conventionnaliste révèle à l'écologisme que le postulat de l'incommensurabilité, l'extension de la communauté de référence à l'au-delà de l'humanité et la prise en compte du temps long et des générations futures constituent le cœur de son message et toute son originalité, par rapport à la grammaire des principes de justification valables dans les sociétés occidentales modernes.

C'est pourquoi, plutôt que d'y voir l'échec de l'analyse conventionnaliste à appréhender l'écologisme, l'inexistence d'une cité écologiste nous semble être au contraire un résultat à prendre au sérieux. Certes, le cadre conventionnaliste reste fondamentalement anthropocentré, puisque c'est le cas du paradigme moderne, mais ceci permet précisément de révéler que l'écologisme se trouve confronté à un problème de fondement en légitimité et qu'il est une force qui se construit au bord du paradigme moderne, en tentant sans cesse de le dépasser, mais tout en devant s'y adapter, de sorte à multiplier les prises possibles sur ce dernier. Or, précisément, nous verrons dans le chapitre 6 qu'une telle grille de lecture se révèle essentielle afin de comprendre les enjeux liés à l'approche par les SE, puisque ces derniers oscillent entre une tentative de remise en cause de la division moderne nature-culture (mais qui sera, nous le verrons, endogénéisée au sein de la cité par projets), et d'autres formes de fondements et légitimité ayant assez largement pignon sur rue à l'époque du troisième esprit du capitalisme, à savoir la cité marchande.

Notre analyse nous amène à penser que la question du fondement en légitimité de l'écologisme nous confronte ainsi à deux alternatives. Soit il s'agit de prendre au sérieux le besoin de renverser le paradigme moderne et de s'y atteler (Latour 1995 ; Flipo 2014), mais dans ce cas l'analyse économique des conventions n'est plus d'aucune utilité puisqu'elle s'attache à faire l'inverse, c'est-à-dire à étudier comment s'opèrent l'accord et la coordination au sein du paradigme moderne. Ou bien, il s'agit de partir l'effectivité du paradigme moderne et donc de la capacité de l'analyse conventionnaliste à élucider le réel, afin de comprendre comment l'écologisme tente tantôt de le déborder, tantôt de s'y adapter, afin d'y jouer quelque effet.

Autrement dit, développer une analyse conventionnaliste de l'écologisme, même sans cité verte, ne revient pas, selon nous, à vider ce dernier de sa substance, mais plutôt à tenter d'appréhender les arrangements de l'écologisme avec le monde social tel qu'il est. Cette seconde posture revient à considérer que, dans la mesure où les problèmes écologistes sont d'origine anthropique, il s'agit avant tout de leur trouver des solutions qui passent par leur insertion dans des logiques institutionnelles, des conventions et des fondements en légitimité, quitte à repousser progressivement les limites de ces derniers. C'est peut-être via la poursuite de la seconde posture, qui passe par un suivi serré et par un accompagnement théorique des transformations sociales liées à l'appréhension de la question écologiste, que l'atteinte de l'objectif de la première posture deviendra dès lors possible (une forme de dialectique qui rappelle d'ailleurs, sur un autre plan, la dynamique de l'articulation du capitalisme, de son esprit et de ses critiques).

Finalement, ce sur quoi le cadre conventionnaliste permet d'insister est la capacité critique de l'écologisme (Lafaye et Thévenot, 1993). C'est pourquoi l'hypothèse proposée par Chiapello (2013), selon laquelle « *a new form of criticism – ecological criticism – which was very much present in the 1970s – but not to a point where it could reorient capitalism – has now become a central element in the recuperation and restructuring of capitalism* » (p.61),

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nous semble fondamentale. En suivant cette piste, nous proposons, dans le chapitre 4, d'opérer un réagencement théorique au sein de la pensée conventionnaliste de l'écologisme, afin de ne plus concevoir ce dernier sous le modèle idéal de la cité, mais plutôt comme une critique du capitalisme. Mais afin de renseigner la validité théorique et historique de l'écologisme, conceptualisé comme critique du capitalisme, il nous faudra au préalable revenir sur les fondements de l'analyse proposée par Boltanski et Chiapello (1999).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

Une littérature importante a déjà mis en évidence la pertinence d'appréhender les problématiques environnementales et écologistes à partir d'une perspective théorique conventionnaliste (Godard, 1990 ; Godard, 1992 ; 2004b ; 2005b ; Godard et Salles, 1991 ; Barbier, 1992 ; Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995 ; Aubertin et al., 1998 ; Boisvert et Vivien, 1998 ; 2005 ; Narcy, 2000 ; Thévenot et al. 2000 ; Vivien, 2005b ; Droeven, 2010 ; Plumecocq, 2010). Néanmoins, en nous basant sur une partie de ces travaux nous avons montré que l'existence d'une cité écologiste constitue un épineux problème théorique pour l'EC. En effet, l'écologisme possède certaines caractéristiques essentielles d'un ordre de justification légitime (capacité critique, rationalité en valeur, rejaillissement sur le bien commun…), comme l'ont montré Lafaye et Thévenot (1993) ainsi que Thévenot et al. (2000). Pour autant, l'écologisme n'est pas à même de répondre à l'ensemble des axiomes du modèle des *Economies de la grandeur*. En effet, selon ce dernier, les ordres de grandeur, pour prétendre à la légitimité, doivent répondre à un ensemble de critères (axiomes A1 à A6) et disposer d'une épreuve modèle, de laquelle dépend la distribution des grandeurs entre les êtres.

Or, nous avons vu que l'incommensurabilité (A4), l'extension de la communauté de référence à l'au-delà de l'humanité (A1) et l'inégalité en termes de capacité de parole entre les êtres humains et non humains (A3), de même que l'incapacité à prendre appui sur des objets suffisamment stables, afin de disposer d'une épreuve modèle crédible et acceptée, figurent parmi les éléments qui constituent le propre de l'écologisme et qui rendent ce dernier insoluble dans la grammaire des mondes communs. Cette insolvabilité, ou incompatibilité entre l'écologisme et le modèle de Boltanski et Thévenot (1991), ne nous semble pas liée à l'appréhension d'un état historique particulier de l'écologisme, mais au contraire reposer sur des éléments de nature structurelle, consubstantiels à la fois au modèle des *Economies de la grandeur* et à l'écologisme. En réalité, ce que Latour (1995) met en évidence est qu'il ne peut y avoir de cité écologiste, puisque si elle existait, nous serions déjà hors de la modernité et donc du domaine de validité du modèle des *Economies de la grandeur*, tandis qu'une formalisation de l'écologisme qui correspondrait au modèle (et donc à la modernité) reviendrait à évacuer l'ensemble des éléments qui sont au cœur de l'écologisme.

Dès lors, la question de savoir s'il est possible et pertinent d'aborder les problématiques environnementales et écologistes avec l'EC se pose sérieusement. Comment penser l'écologisme à partir d'un cadre profondément anthropocentré, construit pour refléter les axiomes du paradigme moderne, alors que c'est précisément ce que l'écologisme cherche à renverser (Latour, 1995 ; Flipo, 2014) ? Tout d'abord, nous avons montré que, même sans cité verte, il reste possible d'analyser les objets qui peuplement l'écologisme à partir de l'EC. C'est notamment ce que Godard (1990) fait pour le patrimoine naturel, en analysant les compromis entre principes de bien commun qui le sous-tendent et permettent d'éclairer quels sont ses fondements en légitimité, tout en reliant ces derniers à des dynamiques institutionnelles et à des jeux d'acteurs, produisant ainsi un effet d'élucidation du réel qui reste intéressant.

Ensuite, nous avons vu que précisément, l'impossibilité de l'existence d'une cité écologiste est ce qui révèle à l'écologisme toute son originalité, ce qui fait de l'EC un outil

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

précieux, afin d'analyser comment l'écologisme ne peut ni être tout à fait absorbé dans le cadre de la modernité, ni tout à fait en dehors, dans la mesure où le problème écologiste (et sur ce point, rappelons qu'il ne s'agit de rien de moins que du risque d'autodestruction de la société entière, ou pour le moins de la manière dont elle est organisée aujourd'hui) concerne au premier titre la civilisation occidentale moderne, qui en est largement responsable et qui y joue dans le même mouvement sa propre survie. Par conséquent, peut-être que, justement, garder bien en place les lunettes de la modernité, laquelle est mise en miroir par le modèle des *Economies de la grandeur*, est ce qui peut permettre d'identifier comment l'écologisme se contorsionne pour entrer dans le cadre et se faire entendre, tout en sachant qu'il le déborde trop pour pouvoir y tenir tout entier… ce qui aboutira sans doute, soit à l'élargissement progressif du cadre, soit, le cas échéant, à son implosion.

Par ailleurs (ou enfin), d'un point de vue méthodologique et épistémologique, comme l'ont montré les travaux qui se sont intéressés à la question de la diversité des approches théoriques disponibles afin d'appréhender les problématiques environnementales et écologistes (Godard, 2005b ; Boidin et Zuindeau 2006 ; Douai et Vivien, 2009), il reste que l'EC présente de nombreux attraits. Le principal est que cette dernière s'inscrit dans la perspective d'une socioéconomie critique, permettant de postuler un double encastrement des phénomènes économiques, dans les phénomènes sociaux, dans les phénomènes naturels. C'est-à-dire qu'il est à la fois possible de considérer qu'il existe une réalité biophysique s'imposant aux structures sociales (cet élément étant essentiel à la reconnaissance de la nature empirique des phénomènes écologiques), tout en reconnaissant, d'une part, que la capacité humaine à appréhender cette réalité biophysique dépend de la médiation d'outils et de dispositifs (de conventions) qui sont bien des construits sociaux et historiques et que, d'autre part, les causes du dérèglement environnemental actuel sont le fruit de rapports sociaux, c'est-à-dire que la crise écologique a non seulement une origine anthropique, mais que cette dernière est, plus précisément, liée à la manière dont les structures sociales sont organisées au sein de la modernité et du capitalisme.

De surcroit, vis-à-vis des autres approches institutionnalistes des problèmes environnementaux et écologistes (et c'est là où nous ne partageons qu'en partie l'analyse de Douai et Vivien, 2009), l'EC présente d'autres attraits. En effet, nous l'avons vu, les éléments qui sont au fondement de l'EC, lorsque cette dernière s'intéresse à des objets socioéconomiques classiques (comme le marché, l'entreprise, la relation salariale ou la qualité des produits), s'appliquent aussi dès lors que l'on se tourne vers l'appréhension des enjeux environnementaux et écologistes. Rappelons, s'il le faut, que ces derniers constituent eux aussi des objets indispensables de l'analyse économique, dès lors que l'on prend au sérieux à la fois leurs manifestations empiriques et leurs origines historiques, ou encore, comme le montre, sur le plan académique, l'existence de courants théoriques tels que l'Economie de l'Environnement et l'Economie Ecologique.

Autrement dit, si l'étude des conventions constitutives est essentielle pour comprendre des objets comme le marché ou l'entreprise, elle l'est aussi pour comprendre l'écologisme, c'est-à-dire ses catégories analytiques, ses institutions et son histoire. Sur ce point, ce qui fait la force de l'EC est de partir des jugements en situation, des personnes et du sens que ces dernières accordent à leurs actes, ces justifications étant rattachées à un modèle théorique

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

élaboré (celui des *Economies de la grandeur*), rendant ainsi possible l'élucidation des modalités de fonctionnement des dynamiques institutionnelles et du changement social.

Au-delà de ces raisons de nature théorique, sur lesquels nous nous sommes centrés ici, nous avons pu introduire, dans les chapitres 1 et 2 un ensemble d'éléments relatifs à l'objet de notre recherche (à savoir les SE) et à son contexte (le PNRSE), qui peuvent être développés ici comme autant de raisons plus contingentes justifiant aussi (… puisque c'est ce dont il s'agit) l'inscription du présent travail de recherche dans l'EC. Tout d'abord, les lunettes conventionnalistes nous permettent d'appréhender le PNRSE comme un dispositif institutionnel complexe et les chartes du parc comme des dispositifs conventionnels mettant en jeu une justification publique, de laquelle dépend la capacité du parc à se construire comme entité collective, à s'engager dans l'action et à assurer la coordination. Ces éléments font notamment l'objet du chapitre 5.

Ensuite, l'EC nous semble particulièrement adaptée aux enjeux relatifs aux SE, dans la mesure où ces derniers sont déployés comme une stratégie d'argumentation innovante, au service de la cause collective qu'est la protection de la biodiversité, cette stratégie étant articulée à des dispositifs d'évaluation, de calcul et de métrique spécifiques, de nature conventionnelle. Ainsi, ces éléments engagent un important travail interprétatif, tant sur le plan cognitif que politique, à la fois du point de vue des personnes qui les mobilisent empiriquement et du point de vue du chercheur qui s'y intéresse.

Enfin, comme nous l'avons vu dans les chapitres 1 et 2 et comme nous serons d'autant mieux à même de le montrer dans le chapitre 6, maintenant que nous nous sommes dotés d'un outil théorique adéquat, au cœur de l'approche par les SE se trouve une prise d'appui importante sur une rationalité de type marchande, ce que l'adoption de l'EC permet justement de tenir en repoussoir et de mettre en relief. En effet, comme nous l'avons vu, le programme de l'EC part d'une critique des axiomes fondamentaux de la théorie néoclassique et notamment du modèle de la rationalité économique standard, lequel ne permet pas d'aboutir à autre chose qu'à la démonstration du caractère automatique de l'ajustement marchand et, partant, à la mise en évidence de la légitimité du libéralisme économique. Or, la notion de convention, une fois réintégrée, permet de penser qu'il en est tout autrement, comme l'a démontré la *Théorie Générale* keynésienne.

Ainsi, la critique de l'EC vis-à-vis du modèle standard est double : non seulement les conventions sont essentielles à l'ajustement marchand, mais en outre, il existe une pluralité de formes de coordination extérieures au marché, qui peuvent et doivent être prises en compte lors de l'analyse des objets économiques (qu'il s'agisse du marché, de l'entreprise ou de l'environnement). Par conséquent, c'est bien parce que l'EC s'appuie sur le modèle des *Economies de la grandeur*, selon lequel il existe sept conventions constitutives dans les sociétés modernes (les cités inspirée, domestique, civique, industrielle, marchande, de l'opinion et par projets), qu'elle est à même de refonder la science économique en montrant, d'une part, que la rationalité marchande et la rationalité industrielle sont en fait deux entités distinctes (c'est-à-dire qu'il n'existe pas de rationalité « *économique* ») et, d'autre part, que ces dernières ne sont pas les seuls principes normatifs qui habitent le monde social.

Un tel cadre théorique nous semble particulièrement intéressant à mobiliser afin de comprendre et de déconstruire l'approche par les SE, dont l'ambition normative est, nous l'avons vu, de donner plus de poids aux arguments en faveur de la protection de la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

biodiversité, en passant notamment par leur traduction dans un langage économique et monétaire, puisque (hélas, oseraient ajouter certains des tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* ») nous vivons dans un mode dominé par la rationalité « *économique* » (c'est-à-dire marchande et industrielle). Notre objectif est donc de déconstruire les SE à l'image de la manière dont Godard (1990 ; 2004b ; 2015) a pu éclairer les logiques argumentatives et les fondements en légitimités liés au patrimoine naturel et à sa gestion. Ces éléments font, quant à eux, l'objet du chapitre 6.

Si toutes ces raisons nous semblent suffisantes pour justifier le chemin théorique emprunté ici, l'absence de la cité verte reste tout de même un caillou assez gênant, dans notre chaussure conventionnaliste, dans la mesure où, nous l'avons vu, si cette dernière ne peut exister, l'écologisme n'en demeure pas moins insoluble dans les sept autres mondes communs constitués. Il reste bien un « *quelque chose de plus* » qui nous échappe encore. Et ceci constitue un problème théorique aussi fondamental qu'intéressant à élucider en tant que tel, compte tenu, d'une part, de l'importante du sujet écologiste sur la scène sociale et politique aujourd'hui et, d'autre part, de la prétention de l'EC à constituer un bon outil d'élucidation de la réalité sociale (dans le paradigme moderne). Ce qui est entendu est que nous ne tenons pas à ce que l'écologisme fasse basculer l'EC. Mais nous pensons qu'empêcher cette mise en échec implique de commencer par reconnaitre qu'il s'agit bien du risque qu'elle encourt, si elle ne parvient pas à solutionner ce problème rapidement.

C'est dans cette perspective que nous proposons une piste, à savoir envisager l'écologisme non plus sous le modèle idéal de la cité, mais comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999). Le chapitre suivant (chapitre 4) se penche ainsi sur la question de l'effectivité théorique et historique de l'écologisme comme critique du capitalisme, afin d'élaborer plus en avant cette hypothèse. Les chapitres 5 et 6 viseront, quant à eux, à mettre cette dernière à l'épreuve en la confrontant à notre objet de recherche et à notre étude de cas.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 4

L'écologisme : une critique du capitalisme ? Une lecture conventionnaliste de la problématique environnementale

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

Une littérature importante a montré qu'il ne peut exister de cité écologiste, qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur* (Godard, 1990 ; 2004 ; 2055 ; Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995). Ceci indique, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, que l'écologisme souffre d'un problème de fondement en légitimité, dans le cadre de la modernité. Ainsi, la posture adoptée dans la présente recherche consiste à prendre au sérieux l'inexistence d'une cité écologiste, en tant que résultat fondamental de l'EC, à partir duquel il devient possible d'étudier les outils et les dispositifs déployés par l'écologisme afin de se faire entendre. Si, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, nous ne pensons pas que l'EC soit pour autant rendue caduque, l'appréhension de l'écologisme à partir de cette perspective théorique reste une opération délicate, car on ne sait plus très bien comment qualifier l'écologisme, si celui-ci n'est pas une cité, alors qu'il possède bien certaines des caractéristiques d'un registre de justification.

Ce problème de qualification, ou de modélisation de l'écologisme au sein de l'EC explique sans doute qu'il n'existe qu'assez peu de travaux conventionnalistes appliqués aux problématiques environnementales et écologistes. Or, ceci nous semble paradoxal, ou pour le moins être une situation à laquelle il serait bon de remédier, dans la mesure où, l'EC, comme cadre théorique, affiche l'ambition d'éclairer les dynamiques et les changements institutionnels contemporains alors que, dans le même temps, l'écologisme tend à prendre de plus en plus de place au sein du monde social, et ce depuis au moins une cinquantaine d'années.

C'est dans cette perspective que notre objectif est ici de proposer une voie alternative afin de formaliser l'écologisme, à partir de l'EC. En suivant Chiapello (2013) nous proposons de concevoir l'écologisme, non pas comme une force qui tendrait à s'ériger en tant que cité, mais plutôt comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999). L'ambition du présent chapitre est d'étudier dans quelle mesure une telle hypothèse semble tenable, d'un point de vue théorique et historique, alors que les chapitres suivants auront pour objectif de la mettre à l'épreuve, à partir de notre étude de cas (chapitre 5) et de notre objet de recherche (chapitre 6).

L'ambition de Boltanski et Chiapello (1999) est d'expliquer les mutations qu'à connues le système capitaliste au cours du XXe siècle (et, plus particulièrement, au cours de la période allant des années 1960 au début des années 2000), à partir du modèle des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot (1991). Le point de départ de Boltanski et Chiapello (1999) est le constat d'un certain « *désarroi idéologique* » ambiant, à la fin des années 1990, lié à la « *décomposition des représentations sociales associées au compromis socioéconomique* [fordiste] *qui s'était mis en place après guerre, sans qu'aucune pensée critique ne paraisse en mesure d'accompagner les changements en cours* (…) » (p.27). Les auteurs cherchent à comprendre et à théoriser les grands changements ayant eu lieu en France (bien que le modèle construit soit tenu pour être généralisable) entre les années 1960-1970 d'une part, période pendant laquelle le capitalisme semblait à la fois très régulé, c'est-à-dire assez fortement encadré par des conventions et des règles collectives dans et hors des entreprises (sur la répartition de la richesse et la protection sociale et celle des travailleurs notamment), mais aussi fortement critiqué, comme le montrent l'importance du dialogue

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

social et des mouvements contestataires cristallisés autour des évènements de Mai 1968, et la période du début des années 2000, d'autre part, durant laquelle les inégalités augmentent, la protection des travailleurs s'effrite, les indicateurs d'anomie montrent un accroissement croissant de cette dernière… et ce sans que les formes de critiques traditionnelles (sociale et artiste) ne semblent à même d'offrir d'alternative crédible d'envergure. L'objectif de l'ouvrage est donc de comprendre ce qui explique cet affaiblissement critique tout en essayant de pointer, par là même, quels semblent être les chantiers à ré-ouvrir pour insuffler son renouvellement et permettre ainsi de réorienter le capitalisme dans le sens d'une plus grande justice. Boltanski et Chiapello (1999) élaborent ainsi un modèle théorique expliquant le changement historique et idéologique du capitalisme, à partir de la dynamique entre celui-ci et ses critiques. On retrouve ici le rôle central de l'idéologie, dans l'EC, que nous avons déjà souligné. De la même manière qu'il nous a été nécessaire, dans le chapitre 3 de revenir sur les axiomes fondamentaux du modèle de 1991 afin de bien comprendre pourquoi il ne peut exister de cité écologiste qui réponde à la même grammaire que les sept autres, il nous faut, dans le présent chapitre, revenir sur les caractéristiques essentielles du modèle du *Nouvel Esprit du Capitalisme*, afin de savoir si l'écologisme peut effectivement être modélisé comme une critique du capitalisme. C'est ce qui fait l'objet de la première section du chapitre. La seconde section est quant à elle consacrée aux critères théoriques à respecter afin que l'écologisme puisse prétendre au statut de critique du capitalisme, à partir des axiomes du modèle de 1999, alors que la troisième section porte sur le déploiement historique de la critique écologiste (c'est-à-dire sur la question de son origine et de ses formes actuelles).

L'idée selon laquelle l'écologisme pourrait être compris comme une critique du capitalisme a en réalité déjà été énoncée dans la contribution de Chiapello (2013). Plus précisément, l'hypothèse de cette dernière est la suivante : « *a new form of criticism – ecological criticism – which was very much present in the 1970s – but not to a point where it could reorient capitalism – has now become a central element in the recuperation and restructuring of capitalism* » (p.61). Autrement dit, nous serions aujourd'hui entrés dans une nouvelle configuration historique, pendant laquelle le capitalisme serait en train de se réorganiser, sous l'effet de la récupération de la critique écologiste.

Si cette hypothèse nous semble fondamentale, notamment lorsqu'elle est rapportée aux problèmes que pose l'absence de cité écologiste au sein de l'analyse conventionnaliste des problématiques environnementales et écologistes, elle soulève néanmoins selon nous deux grandes questions, qui ne sont pas élucidées par l'auteure. Premièrement, vis-à-vis des critiques sociales et artistes, quel est le statut théorique de la critique écologiste ? Boltanski et Chiapello (1999) théorisent deux formes de critiques du capitalisme : la critique sociale et la critique artiste, toutes deux fondées sur un certain nombre de sources d'indignation. Il convient donc de se demander quelles seraient les sources de l'indignation écologiste. Par ailleurs, il s'agit de clarifier les relations qu'entretiennent les critiques et les cités, dans le modèle de Boltanski et Chiapello (1999), afin de savoir si une critique écologiste serait théoriquement envisageable, sans qu'il n'existe pour autant de cité écologiste.

Deuxièmement, pourquoi la critique écologiste n'aurait-elle pas eu d'effet sur le capitalisme dans les années 1970, alors qu'elle en aurait un aujourd'hui ? Répondre à cette question implique de se pencher sur la question de l'origine historique et des formes actuelles de la critique écologiste. Dans le présent chapitre, nous nous attachons à montrer que

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'écologisme s'inscrit dans une histoire longue : celle de la construction du champ de la conservation. Analyser la construction historique du champ de la conservation au cours du XXe siècle, à partir de la grille de lecture conventionnaliste, nous permet de mettre en lumière trois formes idéales typiques de justification de la conservation, reposant sur différents registres de légitimité et ciblant différents dispositifs institutionnels de protection : une forme préservationniste, une forme conservationniste et une forme patrimonialiste. Afin de construire cette typologie, nous nous sommes basés essentiellement sur quatre ouvrages (Worster, 1994 ; Matagne, 2002 ; Rodary et al. 2003 ; Depraz, 2012). Les deux premiers (Worster, 1994 ; Matagne, 2002) sont des ouvrages écrits par des écologistes scientifiques et dont l'intérêt est de retracer l'histoire de la pensée écologiste, en mettant l'accent sur les liens entre l'émergence des différents paradigmes en écologie scientifique et l'émergence de l'écologie comme mouvement social et politique. Les deux derniers (Rodary et al. 2003 ; Depraz, 2012) sont des ouvrages écrits par des géographes qui s'intéressent à l'histoire du champ de la protection de la nature et des espaces naturels protégés.

Notre analyse nous conduit également à montrer que, contrairement à ce que semble supposer Chiapello (2013), la critique écologiste a joué un rôle déterminant, aux côtés de la critique artiste, dans le passage du deuxième au troisième esprit du capitalisme. En effet, nous montrons qu'au-delà de ses liens historiques avec le champ de la conservation, l'écologisme ne se constitue véritablement en tant que critique du capitalisme qu'à partir des années 1960-1970 : il s'autonomise alors du champ de la conservation afin de se construire en critique globale de la société industrielle et du capitalisme. Afin de le mettre en évidence, nous nous basons sur les ouvrages précédemment cités, mais aussi sur les contributions de Frémion (2007) et de Flipo (2014), lesquelles s'intéressent plus particulièrement à la construction de l'écologisme comme mouvement social et politique.

Ainsi, nous nous attachons à montrer que la critique écologiste a déjà été en partie récupérée par le capitalisme, avec l'avènement du troisième esprit du capitalisme. Nous terminons par nous poser la question des formes actuelles de la critique écologiste et nous montrons que cette dernière se trouve aujourd'hui partagée entre trois grandes formes idéales typiques de critique : la décroissance, le développement durable et la croissance verte. La mise en confrontation de ces trois figures et leur relecture dans une perspective conventionnaliste nous permet d'éclairer ce qui constitue leurs originalités respectives. Nous montrons que ces trois formes de critiques reposent sur trois tentatives de construction de compromis, entre différents ordres de grandeur. En outre, puisqu'il s'agit bien de critiques du capitalisme, nous mettons en évidence qu'elles reposent sur différentes formes d'articulation entre diverses sources d'indignation. L'hypothèse sous-jacente est que l'endogénéisation par le capitalisme de la critique écologiste a eu pour conséquence une pluralisation des formes de critique. Nous pensons que cette catégorisation, même sommaire, peut s'avérer utile afin d'identifier de quels côtés sont à rechercher les leviers pour une reprise de la critique. Précisons, pour finir, que nous adoptons la même définition de l'écologisme que dans le chapitre précédent, en nous appuyant sur Flipo (2014) : ce que nous entendons par « *écologisme* » et « *critique écologiste* » désignent pour l'essentiel la pensée écologiste politique, en tant qu'elle se constitue comme « *critique du capitalisme* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. Le capitalisme, son esprit et sa dynamique

1.1 Le capitalisme et son esprit

Boltanski et Chiapello (1999) définissent le capitalisme comme « *une exigence d'accumulation illimitée du capital, par des moyens formellement pacifiques* » (p.37). Il se traduit par le réinvestissement permanent des profits dans le processus productif afin d'assurer l'accroissement du capital, ce qui lui confère un caractère abstrait, insatiable et instable, car le capital ne peut s'accroitre qu'en circulant et en se transformant. Il se distingue de l'autorégulation marchande, car cette dernière repose nécessairement

> « S*ur des conventions et des institutions, notamment juridiques et étatiques, visant à assurer l'égalité des chances entre les opérateurs (concurrence pure et parfaite), la transparence, la symétrie d'informations, une banque centrale garantissant un taux de change inaltérable à la monnaie de crédit etc.* » (p.38).

A l'instar de Marx et de Weber, Boltanski et Chiapello (1999) définissent le capitalisme par le salariat, en tant qu'il remplace historiquement le travail indépendant et par la propriété privée des moyens de production, ou, autrement dit, par le fait qu'une partie de la population ne dispose pas des moyens de production, cette dernière dépendant donc de ceux qui les détiennent pour travailler. En outre, pour Boltanski et Chiapello (1999), le capitalisme possède une puissance de transformation propre, par la recherche perpétuelle de nouveaux chemins de profits. La réalisation de nouveaux profits peut s'effectuer selon deux modalités : d'une part, au niveau microéconomique, au travers de la tentative de restaurer des marges de profit en gagnant un temps d'avance sur ses compétiteurs et surtout, d'autre part, au niveau macroéconomique, par la marchandisation « *d'espaces restés jusque là en dehors de la sphère marchande* » (p.584).

A partir de cette définition, les auteurs mettent en évidence que :

> « *Le capitalisme est, à bien des égards un système absurde : les salariés y ont perdu la propriété du résultat de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes, ils se trouvent enchainés à processus sans fin et insatiable, totalement abstrait et dissocié de la satisfaction de besoins de consommation, seraient-ils de luxe. Pour ces deux genres de protagonistes, l'insertion dans le processus capitaliste manque singulièrement de justifications* » (p.41).

Ainsi, au cœur de la théorie proposée par les auteurs se trouve l'idée selon laquelle le capitalisme a besoin d'un « *esprit* » pour engager les personnes nécessaires à la réalisation de l'accumulation. Il doit, pour se pérenniser, « *puiser des ressources en dehors de lui-même* » (p.59) et incorporer des références à une dimension morale, qui lui sont extérieures. « *L'esprit du capitalisme* » désigne ainsi « *l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme* » (p.42). Comme nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre 3, le terme « *idéologie* » n'est pas développé ici dans le sens marxiste ou bourdieusien : il renvoie à « *un ensemble de croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (p.35), au sens « *développé dans l'œuvre de Louis Dumont* » (ibid.). Par conséquent, notent Boltanski et Chiapello (1999) :

> « *On peut bien parler, dans ce cas, d'idéologie dominante, à condition de renoncer à n'y voir qu'un subterfuge des dominants pour s'assurer le consentement*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des dominés, et de reconnaitre qu'une majorité des parties prenantes, les forts comme les faibles, prennent appui sur les mêmes schèmes pour se figurer le fonctionnement, les avantages et les servitudes de l'ordre dans lequel ils sont plongés » (p.46).

Plus précisément, argumentent les auteurs, si la théorie économique (notamment classique et néoclassique) offre un certain nombre de motifs généraux d'engagement dans le capitalisme (comme l'idée selon laquelle la poursuite de l'intérêt individuel permet d'atteindre l'intérêt général, ou encore que le capitalisme est le système le plus efficace, permettant d'atteindre le progrès matériel et la satisfaction des besoins humains, mais aussi la croyance dans l'imbrication de la liberté politique et de la liberté économique associée au capitalisme…), ces ensembles de justifications restent toutefois de nature trop générale et elles sont donc insuffisantes, selon Boltanski et Chiapello (1999) afin « *d'engager les personnes ordinaires »* (p.50) dans le travail et pour *« leur donner des ressources argumentatives suffisantes leur permettant de faire face aux dénonciations en situation ou aux critiques qui peuvent leur être personnellement adressées* » (ibid.). On retrouve ici la posture épistémologique qui caractérise l'EC.

L'esprit du capitalisme est ce qui comble la rupture entre le caractère abstrait et insatiable du capitalisme et la nature concrète et satiable des personnes. Il doit pour cela fournir des réponses à trois grandes sources d'inquiétude, entre lesquelles il est toujours en tension. D'abord, il doit activer l'insatiabilité, l'appétit, des personnes en leur fournissant des motifs d'engagements sous forme de sources d'enthousiasme et de libération personnels. Néanmoins, il doit aussi permettre de répondre aux attentes des personnes qui s'engagent dans le capitalisme en termes de sécurité pour eux-mêmes et pour leurs proches. Et enfin, il doit permettre aux personnes de justifier leur participation au capitalisme en termes de bien commun et leur permettre de répondre aux critiques et aux accusations d'injustice.

Sur cette base, les auteurs distinguent trois formes historiques d'esprit du capitalisme et analysent en particulier la formation d'un troisième esprit du capitalisme, à partir des années 1990, sous l'effet conjugué de l'endogénéisation par le capitalisme des critiques sociales et artistes, qui se sont réaffirmées à partir des années 1970. Le tableau n°4.1, ci-dessous, présente les différentes formes historiques d'esprit du capitalisme selon Boltanski et Chiapello (1999), ci-dessous notées « *EK1* », « *EK2* » et « *EK3* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°4.1 : Les trois formes historiques d'esprit du capitalisme

	EK1	**EK2**	**EK3**
Epoque	Fin du XIXe siècle	Trente Glorieuses (1930-1960)	A partir des années 1990
Figures idéales typiques et formes d'organisation des entreprises	Le bourgeois entrepreneur et les valeurs bourgeoises ; Le capitalisme familial, dans lequel les salariés/ouvriers ont un accès direct aux propriétaires/patrons.	Le directeur et l'organisation centralisée et bureaucratisée ; Le capitalisme des grandes entreprises industrielles; production de masse ; économies d'échelle, standardisation des produits, organisation rationnelle du travail et techniques de marketing.	Le manager, le chef de projet, le leader, le médiateur. Le capitalisme mondialisé, organisé en réseau, en partenariats, en ayant recours à la sous-traitance et à l'externalisation des tâches. Mise en œuvre des NTIC.
Compromis	Domestique-marchand	Industriel-Civique	Par projets-marchand
Autonomie	L'entrepreneur, « *chevalier d'industrie* » a la capacité de prendre des risques et de la spéculer. Pour les autres catégories sociales, le travail salarié permet l'émancipation sociale et géographique des communautés locales, de l'asservissement à la terre et de la dépendance familiale traditionnelle.	Opportunités, pour les jeunes diplômés, d'accéder à des positions de pouvoir et de faire carrière. Pour le grand nombre : libération du besoin, réalisation des désirs grâce à l'accès à la consommation de masse.	Propriété de soi : chacun est le producteur de sa propre autonomie. La mobilité permet (pour ceux qui savent l'être) de s'affranchir des distances temporelles, spatiales et institutionnelles. Pour les autres, le développement de l'autocontrôle réduit les rigidités bureaucratiques et l'importance de la hiérarchie.
Sécurité	Développement de la rationalité économique (épargne, rationalisation de la vie quotidienne, comptabilité, calcul, prévision) et importance des dispositifs traditionnels (famille, lignée, patrimoine, relations patriarcales et paternalistes, formes de subordination personnelle, charité).	Rationalité et planification à long terme. Gigantisme des organisations qui constituent des milieux protecteurs offrant perspectives de carrière et prise en charge de la vie quotidienne (logements de fonction, centres de vacances, organismes de formation…). Sécurité fournie par les diplômes et par la garantie d'une retraite.	Assurée par les connexions et les réseaux professionnels, par les relations de confiance, par le maintien de son employabilité et de son adaptabilité, par le volontariat. Déficit de dispositifs de sécurité pour le plus grand nombre (l'attachement familial est une barrière à la mobilité, alors que l'Etat est un dispositif centralisé et bureaucratique).
Bien commun	Croyance dans le progrès, dans le futur, dans la science, dans la technique, dans les bienfaits de l'industrie. Utilitarisme vulgaire mis en avant pour justifier les sacrifices qu'exige la marche en avant du progrès. Idéal de la prospérité des grandes familles bourgeoises.	Idéal d'un ordre industriel incarné par les ingénieurs, croyance dans la productivité et dans l'efficacité ; Idéal civique : accent mis sur la solidarité institutionnelle, sur la socialisation de la production et de la consommation. Collaboration des grandes firmes et de l'Etat dans une visée de justice sociale : constitution de la catégorie des cadres ; droit des salariés et règles de gestion du personnel ; dissociation de la propriété du capital et transfert du contrôle de l'entreprise vers la « technostructure »	A atteindre : idéal de la cité par projets. Multiplication des liens, des connexions, des activités et des projets et tous genres (qu'ils soient capitalistes ou non), réengagement permanent de soi-même et des autres grâce à la communication, à l'écoute et à la tolérance. Néanmoins, dans le monde connexionniste plane toujours un soupçon sur le caractère égoïste et utilitariste de l'expansion des connexions et sur l'intentionnalité d'en tirer un profit personnel qui met en danger la réalisation du bien commun.
Dénonciation	Hypocrisie bourgeoise, amalgame de dispositions et de valeurs très différentes, voire incompatibles (profit et moralisme, avarice et charité, scientisme et traditionalisme familial)	Critique artiste et critique sociale cristallisées autour des évènements de Mai 1968.	A reconstruire, sur la base d'une théorie de l'exploitation ajustée au monde connexionniste. Statut lié à l'activité ; égalité des chances de mobilité ; dispositifs contraignant l'expansion de la sphère de la marchandise.

Source : Adapté par l'auteure, à partir de Boltanski et Chiapello (1999) et notamment des chapitres 1 (p.54-28) et 3 (p.154-236).

L'esprit du capitalisme est donc ce qui légitime l'engagement dans le capitalisme, mais il contraint, dans le même mouvement, le processus d'accumulation. En effet, les justifications doivent donner ce qu'elles promettent, elles sont « *mises à l'épreuve* » et doivent prendre appui, pour être valides et savoir se faire entendre, sur « *des dispositifs, c'est-à-dire sur des assemblages d'objets, de règles, de conventions, dont le droit et l'une des expressions* » (p.584). Les contraintes pesant sur le processus d'accumulation et les justifications qui le légitiment peuvent donc prendre deux formes : d'une part, la forme de normes intériorisées par les acteurs (principes communs du juste en vigueur) et, d'autre part, se traduire par l'existence de dispositifs institutionnels pouvant notamment s'insérer dans le droit et qui crédibilisent l'esprit du capitalisme sous forme « *d'épreuves de réalité* » permettant d'apporter « *des preuves tangibles pour répondre aux dénonciations* » (p.66-67).

L'hypothèse au cœur de la théorie proposée par les auteurs est que c'est sous l'effet des idéologiques qui sont hostiles au capitalisme, c'est-à-dire à partir des critiques qui lui sont adressées, que l'esprit du capitalisme se transforme dans l'histoire en s'y ajustant. La critique est donc l'opérateur de changement de l'esprit du capitalisme et elle doit elle aussi, pour être valide, s'appuyer sur des principes de légitimité généraux ainsi que sur des dispositifs institutionnels et sur des instruments de preuves afin de se faire entendre. Autrement dit, tout comme la justification, la critique répond à une double contrainte de légitimité et de crédibilité. La critique se traduit tout d'abord par un travail de réflexivité, d'identification et de catégorisation des forces en présence vis-à-vis de leur légitimité (c'est-à-dire vis-à-vis des formes de bien commun valides et/ou dominantes à une époque donnée). Elle scrute et contrôle ensuite le bon déroulement des épreuves ayant fait l'objet d'un travail d'institutionnalisation et proteste lorsque l'un des protagonistes déroge au format de l'épreuve. Et enfin, la critique sert indirectement le capitalisme, car elle est ce qui permet la mise en place de l'esprit du capitalisme et donc ce qui permet, par un processus d'endogénéisation, le maintien du capitalisme dans le temps. Les auteurs théorisent les effets de la critique sur l'esprit du capitalisme au travers d'un modèle de changement à trois termes, dont chacun des pôles est évolutif, sous l'effet des forces en présence. Analysons plus en détail ces différents éléments.

1.2 La critique et ses objets de dénonciation

Dans le modèle de 1999, la critique s'exerce en priorité sur les épreuves déjà institutionnalisées, c'est-à-dire celles dont l'objectivité est suffisamment établie pour que la critique (et ses sources d'indignation) soit mise en partage. Dans le capitalisme, les épreuves centrales sont « *celles par l'intermédiaire desquelles l'accumulation du capital et la réalisation des profits sont recherchées sous des formes prétendant à la légitimité* » (p.589), sachant que les formes sous lesquelles s'exprime la légitimité de la réalisation des profits varient dans l'histoire selon les esprits du capitalisme et les cités en vigueur et/ou dominantes. Le travail de la critique consiste alors à « *dévoiler, ce qui, dans les épreuves, transgresse la justice* » (p.590), c'est-à-dire, d'une part à « *révéler les forces cachées qui viennent parasiter l'épreuve* » (dénoncer par exemple le caractère non anonyme d'un examen) et, d'autre part, à « *démasquer certains protagonistes qui, ayant un plus grand accès à des ressources diverses, les mobilisent à l'insu des autres, ce qui leur procure un avantage immérité* » (ibid.)

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(exemple : le fait de pouvoir devenir directeur de cabinet par ce qu'on est le cousin du ministre). Ce qu'il est important de noter est que la critique ne peut que difficilement s'orienter vers des épreuves moins bien instituées : « *la prise en compte de la critique portant sur des thèmes dont la définition n'est pas stabilisée et à l'horizon desquelles ne figurent pas d'épreuves formalisées risque de rendre la dispute interminable voir de l'orienter vers la violence* » (p.591). Par conséquent, pour être valide, la critique doit savoir s'ajuster à l'état du monde et aux représentations sociales en vigueur. Les auteurs notent que « *cet isomorphisme* [des forces critiques] *est, d'une certaine façon, la condition de leur efficacité* » (p.608).

1.3 La critique en tant qu'elle oriente le capitalisme et ses dispositifs dans le sens d'une plus grande justice (ou vers moins d'inégalité)

Dans la mesure où la critique porte sur des épreuves instituées, elle ne peut demeurer sans écho : les porte-parole du capitalisme doivent incorporer des justifications en termes de bien commun. Plus la critique est virulente et convaincante, légitime (ajustée aux principes de bien commun en vigueur) et crédible (adossée aux épreuves instituées) et plus les justifications devront elles aussi être appuyées sur des dispositifs fiables, garantissant une amélioration effective en termes de justice. Le jeu des critiques et des justifications finit par « *épurer* » les épreuves et à les « *tendre en justice* », en conformité avec le modèle de cité ou le compromis dominant. Lorsque le capitalisme est obligé à répondre, il incorpore en conséquence une partie des valeurs et des principes sur lesquels la critique s'appuie : « *la justification des épreuves fait le plus souvent appel aux mêmes positions normatives que celles invoquées par la critique* » (p.592). Au travers de ce renforcement des épreuves en en justice sous l'effet de la critique, le capitalisme donne partiellement satisfaction à cette dernière, sans pour autant remettre en cause la logique de l'accumulation. Ce processus d'endogénéisation a donc un coût pour la critique : celui de voir une partie de ses valeurs mises au service du capitalisme. De plus, ce processus de tension en justice a aussi un coût pour le fonctionnement du capitalisme : plus la tension en justice est forte et plus la tentation de contourner les épreuves, en opérant des déplacements est forte.

1.4 Le capitalisme en tant qu'il cherche à réduire le coût de la tension en justice des épreuves

Comme nous l'avons déjà souligné, le capitalisme possède sa propre puissance de transformation, au travers de la recherche perpétuelle de nouveaux chemins de profits. Ainsi, sous l'effet de la tension en justice des épreuves instituées, le capitalisme tend à réagir de moins en moins positivement. Les opérations de déplacement visent à contourner les épreuves instituées en « *brouillant les cartes* » (p.71). Il peut s'agir par exemple de déplacements géographiques, de changements affectant l'organisation des entreprises et de leurs interrelations, l'organisation du travail, les règles du partage salaires profits, ou encore la production de nouveaux types de biens ou services. Ces déplacements, qui ne participent pas d'une stratégie globale organisée, mais qui sont plutôt à comprendre comme une accumulation de micro-changements, ont pour effet de disqualifier les épreuves instituées, soit qu'elles soient délibérément contournées, soit qu'elles deviennent de plus en plus inefficaces, c'est-à-dire de moins en moins légitimes et crédibles, à mesure du changement de l'état du

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

monde. Boltanski et Chiapello (1999) montrent que « *les déplacements trouvent leurs premiers éléments de légitimité en jouant sur les différentiels entre les forces critiques* » (p.603). En effet, nous serons amenés dans la section suivante à expliciter le pluralisme des formes critiques et des sources d'indignation, qui sont, selon les auteurs, impossibles à tenir ensemble. Pour l'instant, soulignons que les déplacements s'appuient sur les différentiels de forces critiques au sens où, comme nous l'avons vu, la critique est amenée à se modifier afin de s'ajuster à l'état du monde et aux sources d'inquiétudes sous-jacentes. Dès lors, lors des déplacements, le capitalisme peut s'appuyer sur une partie de la critique pour lui donner en partie satisfaction, tout en reprenant dans le même mouvement d'autres concessions en justice institutionnalisées au cours de la période précédente.

Les déplacements ont pour effet de neutraliser la critique, et ce par deux biais. D'une part, parce qu'ils peuvent être orientés de manière à satisfaire une partie de la critique (sans laquelle ils seraient plus coûteux à mettre en œuvre), mais aussi, d'autre part, en ce qu'ils modifient les épreuves instituées sur lesquelles la légitimité et la crédibilité des critiques étaient fondées.

> « *Les déplacements présentent à ces dernières* [aux critiques] *un monde sur lequel elles ont beaucoup moins de prises : dans l'ordre cognitif, parce qu'elles ne savent plus comment l'interpréter, et, dans l'ordre pratique, parce qu'elles ne savent plus à quel dispositif s'attacher pour agir sur lui* » (p.607). « *Le vieux monde qu'elle dénonçait a disparu, mais l'on ne sait que dire du nouveau* » (p.71).

L'isomorphisme de la critique et le travail d'identification et de qualification vis-à-vis des épreuves (crédibilité) et du bien commun (légitimité) sur lesquels reposent sont efficacité, permettent pour un temps la reprise de l'accumulation et le redéploiement du capitalisme, une fois les opérations de déplacement effectuées. Mais le capitalisme sans esprit, libéré des entraves que la contrainte de bien commun faisait peser sur la logique de l'accumulation, a des effets destructeurs vis-à-vis du « *substrat social* » (p.617) sur lequel il repose. Il se met ainsi en danger lui-même pour trois raisons principales. Tout d'abord il risque le désengagement des personnes nécessaires à la réalisation de la production et des profits (à des degrés divers, selon la manière avec laquelle le redéploiement du capitalisme affecte les différentes catégories de salariés). Ensuite, le capitalisme risque de se désajuster vis-à-vis du fonctionnement de l'Etat duquel il dépend (propriété privée, sécurité des transactions, droit du travail…). Et enfin, la paupérisation, au-delà de ses conséquences humanistes, met en risque la réalisation du profit en entrainant une baisse de la consommation.

C'est donc finalement la critique, qui permettra de sauver le capitalisme ! Puisque le capitalisme a tendance à se mettre en danger lui-même, sa capacité de résistance repose sur sa propension à entendre ses critiques, qui l'informent des dangers qui le menacent. Le capitalisme « *n'est incité à écouter la critique que lorsqu'il lui est impossible de tout simplement la fuir* » (p.617).

> « *La qualité de la prise en charge de la critique par le capitalisme dépend donc de la qualité de ces différentes instances qui permettent de réduire la tension entre les intérêts des entrepreneurs qui se font concurrence (qui les portent à ignorer la critique) et leurs intérêts en tant qu'ils sont solidaires du fonctionnement du système dans son ensemble (qui les incitent au contraire à tenir compte des protestations dans leurs formulations politiques)* » (p.618-619).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

La critique permet donc d'identifier des dangers qui menacent le capitalisme et les effets destructeurs des déplacements sont un terrain favorable à sa relance. Mais cette dernière reste cependant imprévisible : « *la reprise de la critique est rendue plus difficile par le fait que les transformations du capitalisme ont sapé les justifications qui lui servaient à mobiliser dans un état antérieur* » (p.623). La critique doit renouveler son travail de qualification et de ciblage des épreuves instituées pour être efficace (crédible et légitime). Ainsi :

> « *Si la critique partage avec les représentants du capitalisme une grande partie de la représentation du monde issue des déplacements, elle a pour vocation de pointer en quoi ce nouveau monde est injuste* (…). *Cet apport spécifique de la critique s'apparente à une théorie de l'exploitation ajustée au nouveau monde qui permet de lier le bonheur des grands au malheur des petits et de responsabiliser les grands sur le sort des moins privilégiés* » (p.622).

1.5 La formation des cités comme points d'appui normatifs du capitalisme… et de sa mise en critique

Par conséquent, la formation d'un nouvel esprit du capitalisme dépend de la capacité de la critique à faire pression sur le capitalisme en s'affirmant à la fois en légitimité et en crédibilité. La prétention de l'esprit du capitalisme à la légitimité est tributaire des points d'appui normatifs de la critique et les exigences de justice qu'il enferme reposent sur la formation des cités. Parallèlement, pour être crédible, l'esprit du capitalisme a besoin du droit, appuyé sur le pouvoir de coercition des Etats, pour que les procédures d'épreuves soient respectées. La formation des cités, sur lesquelles s'appuient les dispositifs de justice, dépend des conjonctures historiques, c'est-à-dire à la fois de l'orientation des déplacements opérés par le capitalisme et de la nature des épreuves qu'il est nécessaire de limiter et de justifier en conséquence. En ce sens, les cités sont des définitions du bien commun qui se sont autonomisées et qui sont valorisées en tant que telles, elles sont porteuses d'une dimension morale prétendant à la légitimité, mais elles ont aussi une histoire et un ancrage institutionnel qui passe par le droit. « *Les mondes précèdent les cités* » (p.627). Le passage d'un état du monde à l'affirmation d'une cité, laquelle légitime et contraint le processus d'accumulation via l'esprit du capitalisme, dépend du travail de catégorisation et de règlementation des épreuves accompli par la critique.

Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné, le rôle de l'idéologie, dans le modèle de 1999, est moins à comprendre dans le sens marxiste ou bourdieusien, ou encore au sens de ce que Ricœur (1997) appelle « *l'idéologie comme distorsion-dissimulation* » et il s'approche plutôt de « *l'idéologie comme légitimation de la domination* ». Un phénomène qu'il faut, selon ce dernier, toujours soupçonner, mais qui reste cependant coextensif à tout système de pouvoir ou d'autorité.

Plus largement, le modèle théorique de la dialectique entre le capitalisme, son esprit et ses critiques, proposé par Boltanski et Chiapello (1999) affiche de fortes proximités avec la manière dont Ricœur (1997) analyse les entrecroisements entre l'idéologie et l'utopie dans la production de l'imaginaire social. En effet, selon ce dernier « *tout se passe comme si cet imaginaire reposait sur la tension entre une fonction d'intégration et une fonction de subversion* » (Ricœur, 1984, p.63). La première étant plutôt du ressort de l'idéologie et la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

seconde de l'utopie, mais chacune ne pouvant remplir son rôle qu'en prenant appui sur l'autre.

Autrement dit, les différents ordres du juste que constituent les cités dans le modèle de Boltanski et Thévenot (1991), modèle appliqué à l'étude de la dynamique historique entre le capitalisme et ses critiques dans l'ouvrage de 1999, peuvent tantôt être associées à l'utopie, c'est-à-dire à la fonction de subversion, de critique, visant une remise en cause du pouvoir, et tantôt à l'idéologie, c'est-à-dire à une fonction d'intégration, de définition et de conformation au réel et au pouvoir en place. En effet, Chiapello (2013) précise que « *the spirit of capitalism operates both as a source of understanding and legitimization of capitalism and an active constraint on capitalism* (…). *This is where criticism has a role to play: its accusations force capitalism to mend or justify its ways. Failure to do either could cost its legitimacy, and ultimately its operative capacity* » (Chiapello, 2013, p.62).

2. Quel statut théorique pour la critique écologiste ?

Selon Boltanski et Chiapello (1999) :

> « *La nécessité d'apporter des justifications au capitalisme et de le donner à voir sous un jour attrayant ne s'imposerait pas avec une telle urgence si le capitalisme n'était affronté, depuis ses origines, à des forces critiques de grande ampleur. L'anticapitalisme est en effet aussi ancien que le capitalisme* » (p.81).

Les auteurs ne prétendent pas reprendre le détail des critiques dont capitalisme a fait l'objet dans l'histoire, mais ils pensent en revanche que les lignes de force sur lesquelles se sont appuyées les principales formes d'anticapitalisme se sont révélées relativement pérennes depuis la première moitié du XIXe siècle. Si nous partageons largement cette analyse, nous attacherons néanmoins à montrer que l'écologisme constitue bien l'une de ces forces critiques, comme le suggère Chiapello (2013). Néanmoins, cette dernière ne développe pas précisément ce que seraient les fondements théoriques et historiques la critique écologiste. Notre objectif est donc de proposer un certain nombre de pistes afin d'affiner cette hypothèse. La présente section est dédiée à l'élaboration théorique de la critique écologiste, alors que la section 3 est consacrée à l'étude de sa construction historique. Afin de montrer que l'écologisme peut effectivement répondre aux critères théoriques énoncés par Boltanski et Chiapello (1999), il nous faut revenir sur le statut théorique des critiques sociales et artistes dans l'ouvrage. Deux éléments sont selon nous déterminants. D'une part, les critiques dépendent de la formalisation de « *sources d'indignation* ». Il s'agit donc de présenter quelles seraient les sources de l'indignation écologiste et quelles seraient leurs relations avec les sources d'indignation caractéristiques des critiques sociales et artistes. D'autre part, le rôle des critiques est de réduire l'écart entre l'état du monde (par exemple, celui du monde connexionniste) et un état idéal (celui de la cité par projets). Pour ce faire, les auteurs mettent en évidence que la critique s'exerce sur les épreuves instituées. Il est donc nécessaire de réfléchir à l'ancrage normatif de la critique écologiste, et à sa relation avec les épreuves, sachant par ailleurs que, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, qu'il n'existe pas de cité écologiste.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.1 Les sources de l'indignation des critiques sociale et artiste

Selon Boltanski et Chiapello (1999) :

> « *La critique puise son énergie dans des sources d'indignation* » (p.587), lesquelles « *se présentent dans des formulations historiquement situées tout en s'enracinant sans doute dans des anthropologies de validité très générales. Elles peuvent être considérées comme des expressions émotionnelles d'ancrage méta-éthique et concernent des atteintes dont on estime, au moins implicitement, qu'elles touchent aux possibilités de réalisation de l'humanité des êtres* » (ibid.).

Ainsi, la critique dépend de l'articulation de deux niveaux : les expressions émotionnelles des sources d'indignation, d'une part, fondées sur « *une expérience désagréable et suscitant la plainte* » (p.81) et qui sont « *toujours prêt*[es] *à s'enflammer pour peu de que nouvelles situations suscitant l'indignation se présentent* » (p.82). Et, d'autre part, elle dépend d'un niveau secondaire permettant de passer de l'expression ou du « *spectacle d'une souffrance à une critique articulée* » (p.81), par recours à « *un appui théorique et à une rhétorique argumentative pour donner de la voix et traduire la souffrance individuelle en des termes faisant référence au bien commun* » (ibid.). Ce second niveau, constitué de « *concepts et de schèmes permettant de lier les situations historiques que l'on entend soumettre à la critique à des valeurs susceptibles d'universalisation* » (ibid.) est celui sur lequel se produit le désarmement de la critique, suite aux opérations de déplacements. Les auteurs identifient quatre sources principales d'indignation adressées au capitalisme (dont la hiérarchisation n'a aucune signification particulière). Ces dernières sont présentées dans l'encadré n°4.1 ci-dessous.

Encadré n°4.1 : Les sources de l'indignation des critiques sociales et artistes

Selon Boltanski et Chiapello (1999), la première source d'indignation adressée au capitalisme fustige ce dernier en tant que source d'*oppression*, elle se traduit par une exigence de *libération* et d'*autonomie*, « *qui se fonde sur l'irréductibilité constitutive des personnes dont la puissance (par opposition à l'acte) ne peut être contenue dans une liste finie de propriétés* » (p.587). Il s'agit donc d'une mise en opposition de « *l'être* » à l'action de « *faire* ». C'est l'indignation vis-à-vis de « *la domination du marché comme force impersonnelle qui fixe les prix* » (p.82) et du capitalisme qui « *désigne les hommes et les produits-services désirables et rejette les autres* » (ibid.) et se traduit par l'existence de « *formes de subordination de la condition salariale (discipline d'entreprise, surveillance rapprochée des chefs et encadrement par des règlements et des procédures)* » (ibid.) (source 1).

La seconde source d'indignation « *dévoile l'inauthenticité des personnes et des objets* » (p.587), en prenant « *appui sur l'opposition de la vérité et du mensonge* » (ibid.). Elle incrimine le capitalisme comme source de « *désenchantement et d'inauthenticité des objets, des personnes, des sentiments et, plus généralement, du genre de vie qui lui est associé* » (p.82) (source 2).

La troisième source d'indignation fustige « *l'égoïsme et pointe vers une exigence de commune humanité, se manifestant par la solidarité au sein de collectifs* » (p.587). Elle s'oppose au capitalisme comme système qui, « *en favorisant les seuls intérêts particuliers, se révèle destructeur des liens sociaux et des solidarités communautaires, particulièrement des solidarités minimales entre riches et pauvres* » (p.82) (source 3).

« *Enfin, la quatrième* [source d'indignation] *résulte d'une sensibilité face à la souffrance et, plus précisément face aux souffrances qui, n'ayant pas de caractère générique (comme c'est le cas, par exemple, de la mortalité), peuvent être imputées à l'action des hommes* c'est-à-dire, *dans le cas qui nous occupe, à la dynamique du capitalisme* » (p.587). Elle incrimine « *le capitalisme source de misère chez les travailleurs et d'inégalités d'une ampleur inconnue dans le passé* » (p.82) (source 4).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A partir de ces quatre sources d'indignation, les auteurs formalisent deux formes principales de critiques. La critique artiste a trait plus particulièrement aux deux premières sources d'indignation, c'est-à-dire à l'oppression et à l'inauthenticité.

> « *Cette critique met en avant la perte de sens et, particulièrement la perte du sens du beau et du grand, qui découle de la standardisation et de la marchandisation généralisée, touchant non seulement les objets quotidiens, mais aussi les œuvres d'art (…) et les êtres humains* » (p.83-84).

Elle oppose au caractère oppressif et inauthentique du capitalisme *« la liberté de l'artiste, son rejet d'une contamination de l'esthétique par l'éthique, son refus de toute forme d'assujettissement dans le temps et dans l'espace et, dans ses expressions extrêmes, de toute espèce de travail* » (p.84).

La critique sociale quant à elle est d'inspiration socialiste et puise plutôt dans les deux dernières sources d'indignation, c'est-à-dire « *l'égoïsme des intérêts particuliers de la société bourgeoise et la misère croissante des classes populaires, dans une société aux richesses sans précédent, mystère qui trouvera son explication dans les théories de l'exploitation* » (p.84).

Bien que les auteurs précisent que l'on retrouve chez Marx, au travers des deux concepts d'aliénation et d'exploitation, les deux pendants de la critique, ils mettent en évidence que les critiques sociales et artistes ne sont pas « *immédiatement compatibles* » (p.84) : les quatre sources d'indignation sont « *presque impossibles à* (…) *intégrer dans un cadre cohérent, si bien que la plupart des théories critiques privilégient un axe au détriment des autres* » (p.83). Selon les conjonctures historiques et politiques, les deux formes de critiques peuvent se trouvées momentanément associées, comme ce fut le cas à la fin des années 1960, ou bien au contraire entrer en tension.

Enfin, chacune de ces deux critiques possède « *un versant moderniste et un versant antimoderniste* » (p.86) :

> « *La critique artiste est antimoderniste quand elle insiste sur le désenchantement* » (ibid.) lié aux « *processus de rationalisation et de marchandisation du monde inhérents au capitalisme* » (ibid.) et « *moderniste lorsqu'elle se préoccupe de libération. S'enracinant dans l'esprit des Lumières, elle dénonce le mensonge d'un ordre qui ne feint d'accomplir le projet moderne de libération que pour mieux le trahir* » (ibid.). « *La critique sociale est plutôt moderniste quand elle insiste sur les inégalités, et antimoderniste quand, s'attachant au manque de solidarité, elle se construit comme une critique de l'individualisme* » (ibid.).

2.2 La source de l'indignation écologiste et les critiques écologistes

La critique écologiste est vaste et avance en ordre dispersé, qu'on la considère au travers des mouvements sociaux qui l'incarnent ou au travers de littérature écologiste politique et scientifique. C'est ce qu'illustre notamment la section 3, consacrée à l'étude de l'émergence historique de la critique écologiste, qui a servi de base à l'élaboration théorique de l'écologisme comme critique du capitalisme présentée ici. Néanmoins, ce pluralisme n'est pas spécifique à la critique écologiste : dans la perspective de Boltanski et Chiapello (1999) il constitue quasiment une donnée, puisqu'il fait référence au second niveau d'articulation, c'est-à-dire celui où des concepts, des théories et des rhétoriques argumentatives sont mobilisés

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

pour traduire les sources d'indignation dans des contextes institutionnels et historiques spécifiques. La diversité des critiques articulées est donc liée à l'appréhension de la dynamique qu'elles entretiennent avec les déplacements du capitalisme et les principes du bien commun en vigueur.

Pour théoriser le premier niveau, celui des sources d'indignation écologistes, il nous faut dégager une substance, de portée suffisamment générale pour qu'elle puisse paraitre a-historique, tout en s'adaptant aux caractéristiques essentielles du capitalisme vis-à-vis duquel l'indignation est suscitée, sachant que l'indignation se manifeste par nature comme une expression intuitive et enracinée dans l'émotionnel. Il faut qu'elle s'oriente, selon Boltanski et Chiapello (1999) *« au moins implicitement »* (p.585) vers ce qui a trait aux *« possibilités de réalisation de l'humanité des êtres »* (ibid.). Dans cette perspective et à partir des éléments développés par Chiapello (2013) nous nous attachons à montrer que l'écologisme possède deux sources d'indignation pouvant, selon les formes de critiques écologistes articulées, rejoindre plutôt certaines indignations de type social, ou bien, artiste.

Si l'on suit Chiapello (2013), la source de l'indignation écologiste réside dans la « *destruction des écosystèmes, des espèces et des habitats humains* » (p.65)[108], elle se manifeste par une exigence de solidarité, fondée sur une « *dignité partagée entre tous les êtres vivants* » (ibid.) et sur la nécessité de préserver « *la vie des générations futures* » (ibid.). En effet, comme nous le mettrons en évidence par la suite, la critique écologiste s'élabore à partir de la prise de conscience de la vulnérabilité de la nature, vis-à-vis de l'action humaine. Cette première source d'indignation s'insurge donc vis-à-vis des conséquences dévastatrices du capitalisme sur l'environnement et fustige l'antagonisme existant entre la logique de l'accumulation insatiable et abstraite et le constat empirique de la finitude du monde naturel et de sa valeur inestimable, en tant qu'il permet le maintien de la vie sur terre (source 5).

Néanmoins, pour décrire pleinement la critique écologiste Chiapello (2013) est obligée d'aller plus loin. Elle souligne notamment que l'écologisme « *remet en cause la capacité du capitalisme à assurer le futur de l'humanité* » (p.73), la critique écologiste montre que « *le capitalisme nous conduit directement à la destruction de notre civilisation* » (p.74) et « *soulève de sérieuses questions vis-à-vis de notre société technicienne* » (p.75). En cela, l'écologisme en appel à :

> « *Un changement radial dans l'idée de la croissance, qui, considérée sous sa forme actuelle implique l'accumulation des biens et un gaspillage considérable, pour ne pas dire organisé, afin de stimuler le désir d'acheter* » (ibid.).

Par conséquent, il nous faut théoriser une seconde source d'indignation écologiste, qui ne nous semble plus seulement porter sur les conséquences, mais plutôt sur les causes profondes de la propension destructrice du capitalisme vis-à-vis de l'environnement, à savoir l'aveuglement absolu de la logique de l'accumulation vis-à-vis de l'existence et de la nature même du monde vivant. En ce sens, l'écologisme fustige le capitalisme en tant que logique qui traite de la même manière rationnelle, froide et calculatoire, les êtres vivants comme les choses mortes. Ainsi l'indignation écologiste réside dans la *réification*, la *chosification* de l'humain, comme de l'ensemble du vivant, qu'implique le capitalisme, c'est-à-dire sa réduction à un statut d'objet, de moyen, voire de consommation intermédiaire, alors que la vie

[108] Les citations de Chiapello (2013) présentées ici sont traduites en français par l'auteur.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

humaine et naturelle se comprend par ailleurs, intuitivement et naturellement, comme une fin en soi. Cette seconde source d'indignation écologiste s'insurge contre la destruction et la négation de ce qui est authentiquement vivant, humain et naturel, en tant que corollaires de leur mise au service d'un système dont le but est la réalisation du profit. Elle se traduit par une exigence d'autonomie, de respect et de resubordination des moyens aux finalités (source 6).

Nous posons par ailleurs l'hypothèse suivante : les différentes formes de critiques écologistes articulées (second niveau) peuvent, d'une part, se construire en privilégiant l'une des deux sources d'indignation écologistes et, d'autre part, se baser sur une articulation avec certains pôles constitutifs des critiques sociale ou artiste. Sans prétendre à l'exhaustivité, donnons quelques exemples. La *deep ecology* d'Arne Naess repose sur l'universalisation du droit à la vie, comme composante essentielle de la propre réalisation de l'humanité (Flipo, 2014). Cette composante essentielle de la philosophie environnementale contemporaine qui met en avant la valeur intrinsèque du vivant, peut être comprise comme une critique articulant, d'une part, les deux pôles de l'indignation écologiste (vis-à-vis de la destruction des écosystèmes et de la réification du vivant – source 5 et 6), avec l'exigence de solidarité caractéristique de la critique sociale (source 3), mais étendue à l'ensemble du vivant. C'est aussi, dans une version moins radicale et surtout moins mal comprise, le cas de la *land ethic* d'Aldo Leopold (2000), laquelle confère une valeur morale à l'ensemble de la communauté biotique sur la base de l'appartenance collective des sols, de l'eau, des plantes, des animaux et des hommes à cette dernière.

Par ailleurs, il est possible de considérer que l'environnementalisme « *des pauvres* » de Ramachandra Guha, de Joan Martinez-Alier, ou encore l'écologie sociale de Murray Bookchin et plus largement les courants de la justice environnementale, de l'éco-féminisme et de la *political ecology*, travaillent quant à eux à l'articulation entre les deux pôles de la critique écologiste (sources 5 et 6) avec l'indignation face à la souffrance, à la misère et aux inégalités, caractéristique du second pôle de la critique sociale (source 4). En effet, ils mettent en avant une exigence d'égalité dans la conception même et dans la mise en place de l'écologisme et luttent en faveur d'une démocratisation radicale de l'écologisme, qui passe par la réappropriation par les populations locales des conditions de production de leur environnement. La lutte contre les inégalités environnementales est dès lors envisagée comme le moyen de remettre en cause la domination occidentale sur ce qui est appelé le « *développement* ». Les oppositions parfois virulentes entre ces deux courants de la *deep ecology* et de l'écologie sociale et ce alors même que leur mise en cohérence n'est finalement pas impossible (Hache, 2012), pourraient donc s'expliquer par le fait qu'ils tentent chacun d'articuler l'indignation écologiste avec un pôle différent de la critique sociale. Plus généralement, les schèmes conceptuels, que nous seront amenés à étudier dans la section 3, comme le développement durable, la décroissance ou la croissance verte, peuvent être analysés de cette manière également.

Par ailleurs, selon les associations opérées, les critiques écologistes, possèdent elles aussi, un versant moderniste et un versant antimoderniste. L'écologisme est antimoderniste au sens où il s'érige en critique de la vision du « *progrès* » associé au capitalisme, au productivisme, à l'ordre technocratique et à la rationalisation et à la marchandisation des activités, mais aussi au travers de la revendication de solidarité dont il est porteur et qu'il étend à l'ensemble du vivant (humain et non-humain), ce qui se traduit par une remise en

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

cause de « *l'anthropologie cartésienne* » de la division homme-nature (Flipo, 2014). Néanmoins, l'écologisme est moderniste lorsqu'il se fonde sur une revendication d'autonomie et d'émancipation individuelle et collective et qu'il dénonce les inégalités environnementales, résultant des rapports sociaux et économiques.

La modélisation que nous proposons ici repose sur l'idée essentielle selon laquelle, quelque soit les sources de l'indignation sur lesquelles elle s'appuie en priorité, ou autrement dit les différentes formes que sont susceptibles de prendre les critiques écologistes « *articulées* », c'est bien parce qu'elle s'en prend au capitalisme et à son fonctionnement qu'il est possible de la qualifier, au même titre que les critiques sociales et artistes, de critique, écologiste, du capitalisme. Autrement dit, nous pensons que c'est fondamentalement autour de la remise en cause du modèle de développement capitaliste que s'articule l'écologisme, que ce dernier insiste sur les causes profondes du problème, ou sur ses conséquences les plus évidentes. Dans les deux cas, puisque l'écologisme fustige la logique abstraite et permanente de l'accumulation, au nom de la finitude empirique du monde vivant, la mise en récit que traduit le travail d'articulation des sources de l'indignation écologiste a pour pivot la question de la croissance économique, celle de l'échelle du développement, ainsi que le rôle et la place qu'occupent la rationalité marchande et industrielle, parmi les autres activités humaines.

2.3 L'écologisme et les cités

Au travers de cette formalisation de la critique écologiste, nous retrouvons l'idée émise par Lafaye et Thévenot (1993) selon laquelle l'écologisme possède une capacité de généralisation, au sens où il s'enracine dans le monde vécu et dans le quotidien, tout en s'érigeant en critique de la modernité, de la société industrielle et du modèle productiviste. Maintenant que nous avons mis à jour les sources de l'indignation écologiste, il nous reste à nous poser la question des relations entre la critique écologiste et les principes de bien commun que constituent les cités, sachant qu'il n'existe pas, comme nous l'avons montré dans le chapitre 3, de cité écologiste qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur*.

Boltanski et Chiapello (1999) mettent en évidence que le rôle de la critique est de dénoncer l'écart entre l'état du monde et un état idéal de justice, sans lequel, la critique n'aurait aucun sens :

> « *Pour être valide, la critique doit être en mesure de se justifier, c'est-à-dire de clarifier les points d'appui normatifs qui la fondent, et cela, particulièrement, lorsqu'elle est confrontée aux justifications que ceux qui sont l'objet de la critique donnent à leur action* » (p.69-70).

Néanmoins, ceci ne signifie pas pour autant que la critique dépende exclusivement d'une cité ou d'une forme unique de bien commun pour s'affirmer en légitimité. Autrement dit, la critique sociale ne dépend pas strictement de la cité civique, ni la critique artiste de la cité inspirée, même si l'émergence de leurs sources d'indignation respectives et de ces deux cités sont sans doute fortement corrélées historiquement, et que les critiques trouveront d'autant plus facilement à se faire entendre lorsque l'esprit du capitalisme en vigueur repose sur un compromis ayant parti pris avec l'une de ces formes de bien commun. En conséquence, la critique écologiste peut être théoriquement valide sans qu'il n'existe pour autant de cité

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

écologiste. C'est l'isomorphisme de la critique qui est à l'œuvre : celle-ci doit s'adapter aux représentations du juste en vigueur pour se faire entendre.

Plus précisément, Boltanski et Chiapello (1999) montrent que ce qui articule le capitalisme, l'esprit du capitalisme et la critique, est la notion d'épreuve.

> « *La notion d'épreuve rompt avec une conception étroitement déterministe du social, que celle-ci se fonde sur la toute-puissance des structures, ou, dans une optique culturaliste, sur la domination des normes intériorisées. Elle met l'accent sur l'incertitude qui, dans la perspective de l'action, habite, à des degrés divers, les situations de la vie sociale* » (p.73).

Selon les auteurs, une épreuve est toujours une épreuve de force, au sens où son issue détermine un certain degré de force, mais « *lorsque la situation est soumise à des contraintes de justification, et lorsque les protagonistes jugent que ces contraintes sont respectées, cette épreuve de force sera tenue pour légitime* » (p.74). Ils précisent :

> « *Il reste que l'épreuve de force et l'épreuve légitime ne doivent pas être conçues comme des oppositions discrètes. Il existe, de l'une à l'autre un continuum, en sorte que les épreuves peuvent être jugées plus ou moins justes et qu'il est toujours possible de dévoiler l'action de forces sous-jacentes venant polluer une épreuve qui se prétend pourtant légitime* » (p.75).

Par ailleurs, « *critique et épreuve sont étroitement liées* » (p.76), au sens où, si la critique conduit à l'épreuve, l'épreuve est soumise à la critique. Ainsi, l'épreuve est à comprendre comme un processus qui permet d'apporter une preuve, de démontrer une réalité, ou encore de prouver une forme d'objectivité. La légitimité de l'élément de preuve en question, ainsi que le processus sur lequel il repose, seront tenus pour plus ou moins probants, selon le principe normatif, l'ordre du juste, à partir duquel il est jugé.

Boltanski et Chiapello (1999) mettent ainsi en évidence « *qu'il existe deux manières de critiquer les épreuves* » (p.76) : la critique à visée corrective (ou encore critique réformiste) vise à « *tendre en justice* » les épreuves instituées, en prenant « *au sérieux la cité en référence à laquelle l'épreuve est construite* » (p.77), alors que la critique radicale (révolutionnaire) « *s'exerce au nom d'autres principes, relevant d'une autre cité* » (ibid.). Comme nous l'avons déjà mentionné, la critique corrective peut avoir pour effet une tension effective en justice des épreuves, mais le capitalisme peut aussi répondre par des opérations de déplacements qui auront pour effet de libérer le processus d'accumulation et de désarmer temporairement la critique, mais qui, dans le même mouvement, dépouillent le capitalisme des motifs d'engagements qui y étaient associés. L'alternative est que le « *redéploiement des épreuves se trouve être en harmonie avec des thèmes relevant d'une critique radicale visant, également au nom du bien commun, mais en invoquant des valeurs différentes, à supprimer les anciennes épreuves* » (p.79). Par conséquent, « *le seul destin possible* » (ibid.) de la critique radicale est « *d'être utilisée comme source d'idées et de légitimité pour sortir du cadre trop normé et, pour certains acteurs, trop coûteux, hérité d'un état antérieur du capitalisme* » (ibid.).

L'épreuve n'est donc pas limitée à un processus permettant d'assurer la commensurabilité des êtres en présence au sein d'une grandeur. Ou plutôt, afin de se constituer comme tels, les mondes communs doivent effectivement assurer une mise en commensurabilité des êtres, ce qui passe par une épreuve « *modèle* ». Néanmoins, la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

légitimité d'une épreuve peut ne pas être strictement relative à un ordre du juste unique. Sur la question de l'épreuve, l'absence de cité écologiste nous informe donc de l'inexistence d'une épreuve « modèle » écologiste, qui permette distribuer définitivement les grandeurs. Toutefois, la critique écologiste peut conduire à diverses épreuves. Selon Boltanski et Chiapello (1999) :

> « *L'impact de la critique sur le capitalisme s'opère par le biais des effets qu'elle exerce sur les épreuves centrales du capitalisme. C'est le cas, par exemple, des épreuves dont dépend le partage entre salaires et profits, dans un certain état du droit du travail et du droit des sociétés qu'elles sont censées respecter ; ou encore, par exemple, des épreuves de recrutement, qui donnent accès à des positions tenues pour plus ou moins favorables* » (p.76).

Par conséquent, l'une des orientations de la critique écologiste peut s'exercer via le droit de l'environnement, celui de la protection de la nature et de la lutte contre les pollutions et les nuisances, ainsi que sur d'autres formes de normes environnementales comme le principe de précaution, la prévention des risques sanitaires, les études d'impact, les mesures conservatoires et compensatoires, la responsabilité environnementale ou la dette écologique. Une autre orientation peut être de passer par la mise en place de mécanismes de redistribution économiques marchands ou non marchands (taxes, subventions, quotas, mécanismes de paiements et de marché…). Ou bien, d'autres mises à l'épreuve de l'écologisme peuvent passer par des changements dans les modes de vie, de consommation, de production, par l'engagement associatif, politique etc.

Symétriquement, les épreuves écologistes peuvent être soumises à la critique, du point de vue d'une cité constituée (par exemple, la mise en place de taxes ou de subventions à visée écologique peuvent être critiquées du point de vue de la cité marchande comme incompatibles avec le principe de concurrence non faussée, ou bien industrielle parce qu'elles nuiraient à l'efficacité productive). Et les épreuves (écologistes ou non) peuvent être soumises à la critique écologiste, même si les références normatives qui animent cette dernière ne forment pas, à proprement parler, un ordre du juste constitué. En effet, nous pensons qu'*in fine*, dans l'ouvrage de Boltanski et Chiapello (1999) les sources d'indignation constituent déjà des points d'appui normatifs, même s'ils ne sont pas encore dotés de fondements en légitimité. Les sources d'indignation agissent comme des forces de rappel à partir desquelles la critique peut effectuer des passages entre les cités. En ce sens, les sources d'indignation permettent d'orienter quelles sont les cibles de la critique et permettent à cette dernière de s'ajuster à l'état du monde et aux registres de légitimité dominants. Autrement dit, la critique est plus que le strict symétrique de la justification, car les sources d'indignation agissent comme des pôles d'attraction, pouvant lui permettre, selon les situations, de s'autonomiser vis-à-vis des cités de référence (notamment civique et inspirée pour les critiques sociales et artistes). C'est aussi ce qui permet l'effectivité de la critique écologiste. Tout se passe comme si les sources d'indignation et, à des degrés divers, le travail théorique et social qui concourt à leur articulation, permettait de mettre un peu d'ordre dans « *l'incertitude critique* » (Thévenot, 1989) liée à la confrontation entre les mondes.

Ainsi, il est assez clair dans l'ouvrage, que les critiques ne dépendent pas strictement des cités, au sens où, dans la perspective d'un redéploiement critique vis-à-vis du troisième esprit du capitalisme, les auteurs en appellent à un redéploiement de la critique sociale,

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ajustée aux caractéristiques du nouveau monde connexionniste et qui prendrait appui sur la cité par projets.

Par conséquent, ce qui nous semble le plus vraisemblable est qu'à défaut de pouvoir s'appuyer sur une cité constituée qui lui serait propre (c'est-à-dire puisqu'elle souffre d'un problème de fondement en légitimité), la critique écologiste tente non seulement de se rapprocher des sources d'indignation artistes et sociales et, dans le même temps, elle cherche à se fonder en légitimité en s'appuyant sur les ordres de grandeur en vigueur. Dès lors, les critiques écologistes articulées peuvent, afin de se faire entendre, se construire comme des critiques « *réformistes* » lorsqu'elles prennent appui les ordres du juste dominants, au sein d'un certain esprit du capitalisme (ce qui serait le cas, par exemple, d'une critique écologiste s'appuyant sur les cités marchande et par projets, au sein du troisième esprit du capitalisme, ou bien d'une critique écologiste qui s'appuierait sur les cités industrielles et civiques, au sein du deuxième esprit du capitalisme). Mais la critique écologiste peut aussi se construire en tant que critique « *radicale* », si elle cherche au contraire à se fonder en légitimité en s'appuyant sur les ordres du juste qui ne sont pas dominants, au sein de l'esprit du capitalisme en vigueur. En effet, radicale ou réformiste, c'est bien dans la mesure où la critique s'adresse aux épreuves centrales du capitalisme, c'est-à-dire à celles qui sont institutionnalisées, qu'elle saura se faire entendre.

3. La construction historique de l'écologisme comme critique du capitalisme

L'écologisme semble donc avoir la capacité théorique de se constituer en critique du capitalisme, en suivant les critères énoncés par Boltanski et Chiapello (1999). Mais il nous faut à présent montrer son effectivité dans l'évolution historique du capitalisme et de son esprit. Nous commencerons par montrer, en suivant notamment Rodary et al. (2003) que, comme les critiques sociale et artiste la critique écologiste est elle aussi au moins aussi ancienne que le capitalisme et qu'elle tire ses racines dans les différents courants ayant promu la protection de la nature, au sein du champ de la conservation, dans la première partie du XXe siècle. Analyser la construction du champ de la conservation à partir de la grille de lecture conventionnaliste nous permet de mettre en lumière trois formes idéales typiques de justification de la conservation, sous-tendues par un recours à différents ordres de bien commun et ciblant différents types de dispositifs institutionnels. Nous montrerons ensuite que l'écologisme ne se constitue véritablement en tant que critique du capitalisme, à partir des années 1960-1970. Il s'autonomise alors du champ de la conservation afin de se construire en critique globale de la société industrielle et du capitalisme. Si les grandes formes de justification de la conservation son encore actives aujourd'hui, dans la mesure où le champ de la conservation et celui de la gestion des espaces naturels protégés l'est aussi, nous montrerons néanmoins que l'affirmation de l'écologisme comme critique du capitalisme à partir des années 1970 n'est pas sans poser de nombreuses questions pour la gestion des espaces protégés aujourd'hui, qui doivent notamment intégrer les principes de la conservation « *intégrée* ».

Plus fondamentalement, ce que nous cherchons à souligner est que l'écologisme a joué un rôle déterminant dans l'avènement du troisième esprit du capitalisme. Nous cherchons ainsi à montrer qu'aussi bien au travers de la constitution de la cité par projets, ainsi qu'au

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

travers des modifications du capitalisme liées à l'émergence monde connexionniste, la critique écologiste a déjà été en partie récupérée par le capitalisme. Nous terminons par nous poser la question des formes actuelles de la critique écologiste, en montrant que son endogénéisation par le capitalisme a eu comme conséquence une pluralisation des formes de critique écologiste.

3.1 Les prémisses de l'écologisme : la construction du champ de la conservation

Si l'écologisme ne se constitue véritablement comme critique du capitalisme à partir de la fin du XXe siècle, cette évolution ne se forme néanmoins pas *ex-nihilo* car l'écologisme s'inscrit dans la longue histoire de la conservation de la nature. Comme nous l'avons déjà indiqué dans l'introduction générale, les termes de « *conservation* », « *protection* » ou « *préservation* » ne font pas l'objet d'un consensus stable dans la littérature et leurs significations ont fortement varié selon les époques et les contextes dans lesquels ils ont été utilisés. Rodary et al. (2003) montrent que l'ambigüité du terme « *conservation* » est liée au fait qu'il désigne deux entités distinctes. D'une part, il désigne la constitution progressive d'un ensemble de discours et de pratiques visant à protéger la nature à partir de la fin du XIXe siècle, qui se sont progressivement structurés en secteur autonome vis-à-vis de la problématique plus générale de la gestion et de l'exploitation du territoire (c'est ce que nous appellerons la conservation au sens large). D'autre part, dans un sens plus restreint, le terme conservation désigne une idéologie particulière de gestion des aires protégées, visant précisément non pas à exclure mais à y gérer ou à y rationaliser les activités humaines qui s'y déroulent.

Sur la base de cette définition, nous avons choisi, dans le cadre de la présente recherche, d'utiliser le terme générique de « *conservation* » afin de désigner l'ensemble du champ de la protection, de la conservation (au sens restreint) et de la préservation de la nature. Par contraste, nous utilisons l'expression « *conservation au sens restreint* », lorsque nous mentionnons la vision particulière héritée de G. Pinchot. Mais avant d'en venir à la pluralité des discours et des dispositifs institutionnels qui dominent le champ de la conservation (au sens large), il s'agit de retracer l'histoire de cette autonomisation progressive.

3.1.1 Le premier temps de la conservation

Retracer l'histoire, ou la préhistoire des idées écologistes est un exercice difficile, notamment parce que l'émergence de l'écologie scientifique – c'est-à-dire l'étude des relations naturelles entre les espèces vivantes et leurs milieux, afin d'en tirer des lois générales et des régularités – et celle de l'écologie politique – c'est-à-dire d'une pensée politique des liens de cause à effet entre le développement de la société industrielle et du capitalisme et l'état de santé de l'environnement naturel – sont intimement liées (Worster, 1994 ; Matagne, 2002). Néanmoins, les grands voyages d'exploration et le contact des Européens avec les tropiques à partir de la Renaissance semblent avoir joué un rôle déterminant, car les représentations du monde héritées du Moyen-âge et de l'Antiquité sont alors profondément bouleversées (Grove, 1995 ; Matagne, 2002 ; Rodary et al. 2003). Pendant que les naturalistes découvrent la nature exotique, les détériorations massives de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'environnement, comme conséquence de l'exploitation des territoires coloniaux sont alors très vite dénoncées (Grove, 1995).

C'est ce qu'illustre par exemple le cas de l'Ile Maurice qui devient possession française en 1715 et où le gouverneur Pierre Poivre introduit la culture de l'épice à laquelle il donnera son nom (Grove, 1995 ; Matagne, 2002 ; Rodary et al. 2003 ; Aubertin et al. 2008). Matagne (2002) note qu'alors que le dodo a déjà disparu depuis la fin du XVIIe siècle, ainsi que la quasi-totalité des forêts de la côte, la protection de l'environnement devient alors une priorité « *pour des raisons esthétiques, morales et de nécessité économique* » (p.14). Sous l'influence du Romantisme français, incarné par Jean-Jacques Rousseau, mais aussi de la pensée économique physiocrate et des écologistes scientifiques qui commencent à faire le lien entre la déforestation et les changements climatiques, une série de décrets et de lois adoptés entre 1769 et 1803 imposent aux propriétaires le maintien de surfaces boisées, protègent les bois en bordure des cours d'eau, règlementent les rejets de polluants liés à l'exploitation de la canne à sucre et à la fabrication de l'indigo, limitent la pêche et instaurent un service forestier qui règlemente les coupes de bois. Le « modèle » de l'ile Maurice inspirera notamment par la suite les politiques coloniales anglaises, dans les Canaries et les Antilles.

Matagne (2002) souligne que le grand naturaliste Allemand Alexande de Humbolt, auteur du célèbre *Tableau physique des Andes* qu'il établit lors de l'ascension extraordinaire du massif du Chimborazo en 1802, fut l'un des premiers écologistes à « *développer un argumentaire scientifique dans lequel il fait le lien entre la déforestation, le niveau des précipitations, les changements climatiques et les risques de famines* » (p.18). Plus largement, à partir du XVIIe siècle, un réseau d'experts et d'observateurs se développe par le biais des académies et des sociétés savantes qui s'installent hors de l'Europe et les conséquences de la déforestation sur le climat local et l'érosion des sols, ce qui rend ces derniers impropres à l'agriculture et à l'élevage, sont alors démontrées.

Sur le territoire de la métropole française, la déforestation devient également un problème considérable, du fait de l'augmentation de la demande de bois pour la construction, le chauffage, les forges, les locomotives et les machines à vapeur à la fin du XVIIIe siècle. Par ailleurs, Matagne (2002) indique que la Révolution a rendu caduque la législation forestière restrictive mise en place par Colbert depuis 1660. Il note « *la crainte des industriels de manquer de bois rejoint celle des scientifiques, qui voient dans l'utilisation du charbon une manière de préserver la forêt tout en garantissant une croissance économique plus durable* » (p.23-25). Néanmoins, l'auteur souligne que si un appareil législatif visant la protection de la nature se met timidement en place au XVIIIe siècle, l'essor d'un mouvement écologiste se fera d'autant plus clair au cours du XIXe. Un nouveau code forestier est notamment mis en place en France en 1827 et la nouvelle génération de forestiers de l'Ecole Royale de Nancy vont contribuer au reboisement des montagnes à partir de 1860 (Cadoret, 1985). Matagne (2002) rapporte également que la défense des animaux maltraités émerge concomitamment au développement des valeurs bourgeoises : « *la nouvelle classe dominante cherche ses marques et, pour se distinguer de l'aristocratie, invente de nouveaux codes culturels, moraux et sociaux, par exemple en ne considérant pas la chasse comme une manière de classe* » (p.28). La Société Protectrice des Animaux est fondée en 1845 et a influencé la promulgation de la loi Grammont en 1850 qui pénalise la maltraitance envers les animaux domestiques. D'autres lois visent à protéger les espèces sauvages pour des raisons économiques et la notion d'animal

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *nuisible* » évolue, au fil des congrès scientifiques. Par exemple, certains oiseaux sont désormais considérés comme utiles à l'agriculture, de même que le hérisson qui mange les vipères. Néanmoins, la quasi-disparition du loup, qui tue aussi bien les cheptels que les humains et qui diffuse la rage, est alors saluée à l'unanimité (Matagne, 2002).

C'est progressivement un mouvement d'ensemble de la conservation qui se structure à partir de la fin du XIXe siècle, comme l'illustre par exemple, en France, la création de réseaux associatifs tels que le Club Alpin français (1874) et le Touring Club de France (1890) qui visent particulièrement la protection des paysages montagnards, ou encore la Société pour la protection des paysages en 1901 (Cadoret, 1985). Aux Etats-Unis également, si le début du XXe siècle reste fortement marqué par la poursuite de la conquête du territoire et par des politiques d'extermination systématiques des espèces considérées comme nuisibles au développement de l'agriculture et de l'élevage, la constitution d'un mouvement en faveur de la conservation émerge néanmoins progressivement (Worester, 1994). En effet, les premiers parcs nationaux sont créés, comme celui de Yellowstone en 1872, puis les parcs de Yosemite et Sequoia en 1890.

Selon Rodary et al. (2003) cette période allant du XVIIe siècle à la fin du XIXe constitue le « *premier temps de la conservation* » (p.10). Alors qu'aujourd'hui l'intégration des problématiques de développement et conservation constitue un enjeu central, qu'il s'agit de penser et de mettre en œuvre à la fois au sein des espaces protégés et en dehors (ce à quoi œuvre la conservation « *intégrée* »), la spécificité de ce premier temps de la conservation est précisément sa dimension « *intégrative* » : les premières préoccupations écologistes ont émergé à partir de la prise de conscience de l'interdépendance entre ce qui n'était pas encore nommé « *développement* » et la nécessité de protéger la nature. Ainsi, Rodary et al. (2003) notent que :

> « *La "conservation de la nature" a historiquement constitué dans ses premières formulations une alternative à l'entreprise d'occidentalisation du monde. Mais du fait de la force du paradigme moderne, ce souci conservationniste a peu à peu été repoussé à la marge, en bordure de la mobilisation du progrès à travers le globe – pour finalement se retrouver lui-même englobé dans le discours et les pratiques modernes de gestion scientifique de la nature, présentant alors des objectifs et des modalités d'action finalement profondément contradictoires avec ses intentions initiales* » (p.7).

Les auteurs mettent en effet en évidence qu'à partir du début du XXe siècle, la conservation se constitue en secteur autonome vis-à-vis de la problématique plus générale du développement, notamment parce que le dispositif institutionnel dominant devient l'espace naturel protégé. Se produit alors une sorte de division géographique entre les espaces réservés à la conservation et le reste du territoire approprié, exploité, habité etc. Selon Rodary et al. (2003) :

> « *L'aire naturelle protégée – outil dominant de la conservation de la nature au cours du XXe siècle – a ainsi représenté davantage une nouvelle forme d'imposition de la vision moderne du monde qu'un espace de mise à distance et de diversité. Dans ce cadre, et à l'image de l'entreprise capitaliste et technique, la conservation a certes connu des réussites écologiques, mais a surtout provoqué des conséquences sociales souvent dramatiques* » (ibid.).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

D'où le fait qu'aujourd'hui : « *imaginer une conservation "intégrée" suppose de dépasser les oppositions qui sont constitutives de la société occidentale, dans son rapport à l'autre (objet naturel ou exotique) et dans sa lecture de l'action sectorielle où la médiation politique s'effectue exclusivement à travers les experts et les élus* » (ibid.).

Par conséquent, si l'on suit Rodary et al. (2003) l'émergence du secteur de la conservation (au sens large) et sa structuration autour de l'outil espace naturel protégé, pourrait constituer une première forme d'endogénéisation de la critique écologiste par le capitalisme : plutôt que de se préoccuper de conservation dans les politiques agricoles, forestières, d'aménagement du territoire, de pêche etc., des espaces bien délimités lui sont dédiés. En outre, ces espaces sont désormais gérés par des experts, scientifiques et responsables administratifs, souvent au détriment des populations locales.

Néanmoins, la dimension subversive de l'écologisme durant cette première période nous semble à relativiser. En effet, certes ce dernier s'est développé à partir d'une prise de conscience des interdépendances entre ce que l'on peut appeler rétrospectivement « *développement* » et « *conservation* », mais nous avons aussi montré que l'essor de la problématique écologiste est alors lié à la progression des savoirs scientifiques, à la structuration en réseau des académies et des sociétés savantes, aux gouverneurs des colonies et aux responsables administratifs, ainsi qu'à l'essor des valeurs de la société bourgeoise (y compris celui d'une nouvelle forme de romantisme, d'attachement à la nature et à un environnement sain, face au développement de la société industrielle). C'est donc un euphémisme que de dire que cette critique écologiste n'est alors pas un mouvement social et qu'elle s'avère très peu démocratisée. Comme le note Matagne (2002) ce sont finalement les « *nations colonisatrices* » (p.16) et les classes dominantes qui « *découvrent ce que les populations locales savaient depuis longtemps : la nécessité de protéger les ressources naturelles* » (ibid.).

3.1.2 Préservation, conservation et patrimonialisation de la nature

Si la construction progressive de la conservation (au sens large) comme secteur spécifique d'une action politique visant la protection de la nature, à partir du début du XXe siècle, est également le fruit d'une histoire complexe et que les terminologies employées ont parfois fortement varié selon les époques et les contextes, il est néanmoins possible de montrer que les logiques argumentatives se structurent, schématiquement, vis-à-vis de trois référentiels différents. Les débats américains entre les tenants d'une posture « *préservationniste* » visant à exclure des grands espaces vierges toutes formes d'activités humaines et les tenants d'une posture « *conservationniste* » (au sens restreint) visant au contraire à permettre une exploitation, tout en tenant compte de la nécessité de protéger les ressources naturelles, marquent alors fortement la structuration du champ (Rodary et Castellanet, 2003 ; Blandin, 2009). Par ailleurs, alors que l'Europe n'est pas confrontée à l'existence de grands espaces sauvages dont il s'agirait d'organiser la protection et qui nourrissent la conception américaine de la *wilderness*, la conservation se construit plutôt en référence à celle des paysages, déjà plus ou moins anthropisés, dans une optique « *patrimonialiste* » (Rodary et Castellanet, 2003 ; Depraz, 2012 ; Larrère et al. 2010). Le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°4.2 présente dans les grandes lignes ces trois formes de justification de la conservation de la nature, ces dernières étant discutées plus en détail ci-dessous[109]. Ce que nous appelons « *formes de justification de la conservation de la nature* » se réfère donc à des figures idéales typiques d'idéologie (au sens de Boltanski et Chiapello (1999)) qui justifient la protection ou la conservation de la nature et auxquelles sont associés un principe de bien commun ainsi que des dispositifs institutionnels particuliers.

Tableau n°4.2 : Les trois formes de justification de la conservation de la nature

Formes de justification de la conservation de la nature	**Préservationnisme**	**Conservationnisme**	**Patrimonialisme**
Cité de référence	Inspirée	Industrielle	Domestique
Qualification des êtres en présence (non humains et humains)	Nature vierge, sauvage ; Grands équilibres naturels ; L'homme comme élément perturbateur de la nature mais cette dernière est source d'émotion et d'inspiration.	Ressources naturelles ; Forêts, surfaces cultivées pour l'agriculture et l'élevage ; Experts, ingénieurs, planificateurs, exploitants.	Patrimoine naturel et culturel ; Paysages et territoires façonnés par l'homme ; Touristes, habitants.
Dispositifs institutionnels et logique d'action	Espaces protégés gérés par l'Etat, selon un principe général d'exclusion vis-à-vis de l'activité humaine. Protection à finalité écologique et sociale (tourisme, identité nationale).	Règlementation et coopération entre l'administration et les exploitants ; Exploitation durable des ressources naturelles visant à maximiser le rendement sur le long terme.	Classement des sites et des objets remarquables ; Collectivisation des biens naturels et culturels ; Transmission inter et intra-générationnelle du patrimoine.

Source : tableau construit par l'auteure

La figure la plus emblématique du préservationnisme est certainement John Muir (1838-1914) qui était écrivain, philosophe, mais aussi fermier, botaniste et glaciologue, américain d'origine écossaise (Blandin, 2009). Muir fut le fondateur du Sierra Club en 1892, c'est-à-dire de la plus ancienne organisation non gouvernementale dédiée à la protection de l'environnement et notamment à la protection des espaces sauvages. Lorsque Muir s'installe dans la Sierra Nevada, la région du Yosemite attire déjà de nombreux touristes, les constructions se multiplient ainsi que les coupes d'arbres et l'élevage. Muir dénonce les conséquences dévastatrices de l'élevage de moutons et du surpâturage pour les prairies du Yosemite. Ses écrits, son activité militante et sa rencontre avec Theodore Roosevelt, avec qui il passe une nuit de camping dans les montagnes, aboutissent à la création du parc national du Yosemite en 1890 et le territoire devient administré par l'Etat fédéral.

Muir et plus largement le courant préservationniste s'inscrivent dans une approche romantique de la nature et ont été fortement influencés par la pensée de H. D. Thoreau et par le courant philosophique du transcendantalisme, pour lesquels « *la nature témoigne du divin, si bien que les valeurs morales sont renforcées par le contact avec la pureté des éléments*

[109] Globalement, Worster (1994), Matagne (2002), Rodary et al. (2003), mais aussi Depraz (2008) et Blandin (2009) utilisent les termes « *préservationnisme* », « *conservationnisme* » et pour certains « *patrimonialisme* ». Mais les définitions qu'ils en donnent diffèrent sur certains points. L'intérêt de notre analyse est d'en proposer une synthèse, éclairée par leur attachement à des principes de bien communs, à des dispositifs institutionnels et à des logiques d'action spécifiques.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

naturels, alors que la civilisation et son matérialisme les dégradent » (Depraz, 2012, p.52). C'est donc en référence à la cité inspirée que se construit le préservationnisme, mais sous un jour particulier. En effet, pour Worster (1994), Thoreau et Muir sont les héritiers de la conception « arcadienne » de G. White qui défendait la possibilité d'une vie simple et humble de l'homme en harmonie avec la nature, par opposition à la vision « impérialiste » que l'on retrouve notamment chez Linné et plus largement dans la religion chrétienne, laquelle légitime par référence au divin la domination de l'homme sur la nature. Worster (1994) rapporte que selon Muir, l'homme devait au contraire se considérer comme une infime partie de l'œuvre grandiose de la création, alors qu'il voyait dans la nature « *un ensemble organique, maintenant un amour essentiel, recouvrant, sous-jacent et qui imprègne toute chose* » (p.17). Pour Worster (1994) cette vision romantique qu'incarnent Thoreau et Muir est à l'origine du caractère « *subversif* » (p.58) de l'écologisme, vis-à-vis de la science, de la religion et des valeurs et des institutions du capitalisme. Néanmoins, cette critique de la civilisation il prend plutôt la forme pour ces derniers d'une quête privée visant à ré-établir une relation personnelle directe avec la nature.

Au-delà de ces précurseurs, c'est en référence à une nature vierge, sauvage et vis-à-vis de laquelle l'homme apparait comme un élément perturbateur, que se construit l'idéologie préservationniste. Cette dernière est généralement associée à l'objectif de préserver « *l'intégrité* » (Depraz, 2012, p.75) des systèmes écologiques, à une forme de sanctuarisation de la nature « *fondée sur une conservation en l'état des éléments naturels* » (Depraz, 2012, p.97), notamment via la création de parcs nationaux et de réserves naturelles dont l'objectif principal est « *d'interdire l'accès de ces espaces aux habitants d'origine et plus généralement à toute personne ne rentrant pas dans le cadre étroit d'une catégorie autorisée (détenteur d'un permis de chasse, exploitant forestier etc.)* » (Rodary et al. 2003, p.17). Blandin (2009) souligne que « *l'idéologie de l'équilibre de la nature* » (p.39) à laquelle est associée le préservationnisme, a non seulement influencé profondément la structuration du champ de la conservation (au sens large), mais qu'elle est également sous-jacente au sein du « *paradigme clementsio-odumo-cybernétique* » (ibid.) en écologie scientifique.

Néanmoins, comme le montrent Depraz (2012) et Larrère (1998 ; 2015) la conception de la *wilderness* est aussi tributaire d'un contexte historique particulier et s'associe étroitement aux Etats-Unis à la construction de l'identité nationale. En effet, si aux premiers temps de la conquête du territoire la *wilderness* évoque une nature hostile qu'il s'agit de maitriser et des bêtes sauvages nuisibles qu'il s'agit d'exterminer (d'où, d'ailleurs, l'importance de la conception conservationniste, au sens restreint, que nous aborderons par la suite), c'est une conception plus positive de la *wilderness* comme idéal de pureté et d'harmonie qui gagne progressivement les élites, à mesure du « développement » et que s'affirme l'idée de nation. Pour Depraz (2012) :

> « *A la différence du Vieux Continent, la nature acquiert aux Etats-Unis un sens civilisationnel fort. En effet, la nature sauvage, originelle, est aussi le témoignage de l'expérience vécue par les pionniers ; elle constitue l'histoire d'un contient dépourvu d'un véritable passé culturel* » (p.52).

Ce dernier montre notamment que les écrits de l'expédition Washburn, laquelle aboutira à la création du premier parc national au monde : celui du Yellowstone en 1872, sont à la fois emprunts d'une vision « *teintée par l'esthétique romantique, puis par des*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

considérations religieuses et philosophiques » (p.74), mais aussi par « *un devoir national de partage de cet espace exceptionnel, dans l'esprit des ancêtres pionniers* » (p.77). Par conséquent, la finalité de la conservation n'est alors pas seulement écologique (c'est-à-dire à visée de protection de la nature), mais aussi profondément sociale et politique. Rodary et al. (2003) notent qu'aux Etats-Unis « *la diffusion des parcs nationaux a été envisagée à la fois dans un rapport de protection et de jouissance d'une nature vide pour citoyens modernes* » (p.20), ce qui explique aussi le rôle touristique essentiel que jouent de plus en plus les parcs nationaux.

Rodary et al. (2003) montrent que la création de parcs et de réserves de faunes desquels les populations locales sont exclues, afin de limiter les prélèvements, se développe notamment en Afrique sub-saharienne, dans la première moitié du XXe siècle « *comme élément de prestige social pour les élites coloniales* » (p.20). Néanmoins, si l'on suit Worster (1994) et Depraz (2012), c'est plutôt à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale que se développe cette conception restrictive, par interdit, exclusion et sanctuarisation, alors que le début du XXe reste fortement marqué, notamment aux Etats-Unis, par l'optique conservationniste (au sens restreint).

Le plus important représentant de l'idéologie conservationniste est probablement G. Pinchot (1865-1946), forestier formé en France à l'Ecole de Nancy et homme politique américain, qui sera le fondateur et le premier responsable du service forestier fédéral (entre 1905 et 1910) sous la présidence de T. Roosevelt. Il fonde en 1910 la *National Conservation Association* qui s'opposera au Sierra Club (Depraz, 2012). Muir et Pinchot furent d'abord amis puis fervents opposants, à partir de 1897, lorsque Pinchot publie une déclaration encourageant l'élevage de montons et le pâturage dans les réserves forestières (Blandin, 2009). Pinchot a développé ce qu'il a nommé une éthique de la conservation, appliquée aux ressources naturelles, notamment forestières et agricoles, une conception parfois qualifiée de « ressourciste », ce que Rodary et al. (2003) définissent comme une « *protection à visée d'exploitation* » (p.9). Worster (1994), rapporte que dans son autobiographie intitulée *Breaking new ground*, Pinchot explique :

> « *The purpose of Forestry, then, is to make the forest produce the largest possible amount of whatever crop or service will be most useful, and keep on producing it for generation after generation of men and trees… A well-handled farm gets more and more productive as the years pass. So does a well-handled forest* » (p.267).

Parce que la pensée conservationniste qu'il développe repose essentiellement sur l'idée d'une exploitation des ressources naturelles, projetée dans le temps long, Larrère (2006) le considère comme étant l'un des plus importants précurseurs du développement durable. En effet, à la différence du préservationnisme, qui donnera lieu par la suite au développement d'une philosophie environnementale fondée sur une éthique biocentrée (conférant une valeur morale à tout élément vivant), ou écocentrée (attribuant une valeur morale aux communautés biotiques desquelles l'homme fait partie), le conservationnisme, comme le développement durable, s'appuient sur une conception anthropocentrée, c'est-à-dire qu'ils attribuent aux éléments naturels une valeur instrumentale et utilitariste (Larrère, 2006). Par ailleurs, replacés dans leurs contextes historiques respectifs nous pourrions ajouter que le développement durable comme le conservationnisme participent tous deux d'une idéologie « *progressiste* ».

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Néanmoins, nous serons amenés à nuancer cette hypothèse d'une forte continuité entre logique conservationniste et développement durable par la suite, notamment parce que les principes de bien commun de référence nous semblent en partie diverger.

Worster (1994) met en évidence que Pinchot s'oppose à la fois aux partisans d'une exploitation illimitée des ressources à court terme et aux préservationnistes. Néanmoins, il est l'héritier de la conception impérialiste dont « *l'ambition fut d'établir, au travers de l'exercice de la raison et d'un travail sans relâche, la domination de l'homme sur la nature* » (Worster, 1994, p.2). En effet, ce dernier présente Pinchot comme « *l'architecte majeur de l'idéologie progressiste de la conservation* » (p.266), étroitement associée à la philosophie progressiste du parti Républicain sous la présidence de T. Roosevelt. Il note :

> « *These men were motivated by a strong, highly moralistic sense of mission to clean up the world around them, and that ambition encompassed the natural environment along with economic and political corruption* (…). *Of greater significance was their desire to establish a philosophy of wildlife management in which utility and morality were closely linked goals »* (p.265). *« They wanted – they needed, from their point of view – to see the West made over into an artificial ecological order, forever free from predators : an idyllic pasture for thousands of bleating flocks* » (p.264).

Ce programme fédéral d'extermination systématique des prédateurs fut au cœur des politiques conservationnistes américaines, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de Pinchot était de sécuriser l'approvisionnement de la nation en ressources naturelles, afin de maintenir une prospérité sur le long terme. Selon Worster (1994), sa contribution principale fut d'importer la tradition de « *l'agriculture progressive* » (p.268), dans la gestion des terres publiques et notamment des forêts. C'est donc par référence à la cité industrielle que s'érige le conservationnisme. En effet, Worster (1994) rapporte que l'efficacité et la productivité représentaient pour Pinchot des « *symboles sacrés* » (ibid.) :

> « *The conservation program that emerged under Pinchot's leadership in the early years of the twentieth century paid little attention to ecological complications. It was primarily a program aimed at maximizing the productivity of those major resources in which man had clear, direct and immediate interest. If an abundant, lasting supply of trees was wanted, then that became the forester's single-minded goal – not preservation of the more complicated matrix in which the trees grew. This strategy, it must be said, had been the major thrust of scientific agriculture all along, and it passed easily into the views of offspring, conservation* » (p.269).

Or, selon Worster (1994), ces politiques d'extermination systématique des prédateurs « *has stood for half-century as the classic example of businesslike mismanagement of resources and of ecological ignorance on the part of productivity-minded conservationists* » (p.270). Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du vingtième siècle que se renouvellent les représentations, un changement auquel participa activement Aldo Leopold (2000), et que se mettent progressivement en place des pratiques de gestion plus soucieuses des complexités écologiques.

Enfin, par contraste avec la conception conservationniste (au sens restreint) ou encore ressourciste, Rodary et al. (2003) soulignent que la conception patrimonialiste se définit comme une « *exploitation à visée de protection* » (p.9). La constitution progressive d'un

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mouvement en faveur de la conservation en France et en Europe au tournant du XXe siècle est le fruit d'un processus complexe, où se mêlent des considérations écologiques, esthétiques, économiques et identitaires, parfois contradictoires. Cette construction d'ensemble ne se résume donc pas à l'émergence d'une logique patrimonialiste, mais cette forme de justification patrimonialiste de la conservation n'en demeure pas moins une spécificité européenne.

Matagne (2002), souligne notamment l'importance qu'à prise en France la question paysagère, c'est-à-dire la conception d'une nature à partir d'un point de vue dans lequel « *le paysage fait tableau et donne à voir une composition* » (p.31). Il semble donc qu'aux côtés des forestiers (qui restaurent certains terrains de montagne via l'administration des Eaux et Forêts) et des scientifiques (qui s'organisent au sein de la Société d'acclimatation à partir de 1845), les artistes, intellectuels, peintres et écrivains proches du courant romantique européen aient joué un rôle déterminant. En effet, alors que ces derniers font découvrir au public les beautés de la nature, Matagne (2002) note que Paul-Louis Courrier, Chateaubriand, Lamartine, Hugo, le comte de Montalembert et Mérimée, contribuent à faire émerger la question paysagère et s'insurgent contre la destruction des monuments, des parcs et des jardins. Ainsi, avant la création de Yellowstone aux Etats-Unis, une réserve artistique est créée en 1861 dans la forêt de Fontainebleau et la Société pour la Protection des paysages est créée en 1901. Néanmoins, alors qu'aux Etats-Unis la préservation des grandes étendues supposées encore vierges se justifie par l'inspiration quasi mystique ou divine qu'elles suscitent, en Europe, c'est face aux risques aigus de destruction de paysages et de monuments déjà façonnés par l'homme, que la nécessité de leur protection voit le jour, afin de pouvoir les transmettre aux générations futures. Lepart et Marty (2006) notent que :

> « *Les préoccupations liées à la protection de la nature apparaissent dans le champ du politique au début du XIXe siècle en marge de celles concernant la protection du patrimoine culturel* (…). *Ces monuments sont devenus la propriété du peuple, le bien commun de la nation. La notion d'héritage commun de l'humanité est en germe* » (p.487).

Ainsi, les premières mesures règlementaires en faveur de la conservation s'instaurent en France au travers de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et s'affirment dans la loi du 2 mai 1930 sur la protection des milieux naturels et des grands sites pittoresques, scientifiques et culturels, qui institue les notions de site classé et de site inscrit.

Néanmoins, Lepart et Marty (2006) mettent en évidence qu'avant les années 1950, la conservation ne suit pas de plan ni d'objectif structuré en France : « *l'accent est mis sur l'urgence de protéger les territoires naturels qui peuvent encore l'être* » (p.489) et les acteurs du champ « *ont souvent une double appartenance : forestier-naturaliste, découvreur de monument de nature-promoteur du tourisme* » (p.490). Après la Seconde Guerre mondiale, la protection de la nature devient plus effective, dans un contexte de fort développement économique et touristique et s'opère alors un tournant plus clairement préservationniste, via la création de parcs et de réserves. Néanmoins, c'est aussi dans les années 1960 qu'apparait pour la première fois en droit français la notion de « *patrimoine naturel* », dans le décret instituant les parcs naturels régionaux. Godard (1990) note que la notion de patrimoine commun de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'humanité s'affirme par la suite dans les années 1970, à l'échelle internationale via la convention de l'UNESCO et en France avec la loi de 1976 sur la protection de la nature.

La notion de patrimoine, par l'ambivalence entretenue entre le patrimoine naturel et culturel fait référence à un territoire habité. Comme le notent Cormier-Salem et al. (2002), « *la revendication d'un espace comme territoire est le corollaire indispensable à la patrimonialisation des objets naturels* » (p.20). Par ailleurs, Godard (1990) montre que la référence au patrimoine est sous-tendue par une mise à distance du registre marchand, au sens où « *la patrimonialisation d'un objet est invoquée dans notre société pour le soustraire aux lois ordinaires régissant les marchandises* » (p.231) ainsi que par une réactivation du registre domestique, autour de l'éthique de la gestion « *en bon père de famille* » et de la transmission. En étudiant les processus de patrimonialisation dans les pays du Sud, Cormier-Salem et al. (2002) soulignent également que « *la référence au patrimoine est souvent associée aux notions d'autochtonie, d'héritage ancestral, d'usages traditionnels* » (p.22) et qu'elle participe ainsi de la création de l'identité d'un groupe et d'un sujet collectif. Par conséquent, les dispositifs institutionnels de gestion du patrimoine sont souvent complexes, en raison de l'institution d'un bien commun à caractère général (humanité, nation, région, caractère intergénérationnel, impliquant souvent des sujets humains et non humains…) mais dont l'effectivité de la transmission dépend souvent de modalités de gestion locales. Cormier-Salem et al. (2002) montrent que « *la patrimonialisation entraîne la collectivisation des ressources naturelles qui sont alors confiées, au nom du groupe, à une instance gestionnaire* » (p.24), cette dernière pouvant être internationale, étatique et/ou le fait d'acteurs locaux, sachant que les « *intérêts patrimoniaux* » (Godard, 1990, p.207) des différents acteurs impliqués peuvent s'avérer conflictuels.

Par conséquent, comprendre l'histoire de la conservation à partir d'une grille de lecture conventionnaliste permet de mettre en évidence l'existence de trois grandes formes de justification dominantes au sein du champ de la conservation (au sens large), structurées vis-à-vis de registres d'argumentation différents. En étudiant certains discours prononcés lors des premiers congrès internationaux en faveur de la protection de la nature (comme celui de Louis Mangin, directeur du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, lors du congrès de Paris en 1923, celui d'Albert Lebrun, président du deuxième congrès de 1931, celui de Julian Huxley, directeur général de l'UNESCO lors du congrès fondateur de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature en 1948…), Blandin (2009) montre que le « *regard sur la nature* » (p.13) s'est construit dans un mouvement de balancier permanent entre « *esthétique et utilitarisme* » (ibid.), soit que l'un de ces deux pôles soit mis en avant, soit qu'ils soient pensés en articulation. Ainsi, si ces trois formes idéales typiques ont effectivement fortement marqué la structuration du champ, elles ne se sont pas construites isolément et leurs rapports varient selon les époques historiques et les contextes institutionnels.

Par ailleurs, si ces trois registres marquent encore aujourd'hui le champ de la conservation, ce dernier se transforme néanmoins profondément à partir des années 1970, sous l'effet de trois facteurs (Rodary et al. 2003). Le changement de paradigme en écologie scientifique tout d'abord, laquelle se détourne progressivement du concept d'équilibre de la nature pour penser le « *co-changement* » (p.33), l'hétérogénéité et les interdépendances étroites entre l'activité humaine et le maintien de la diversité du vivant (Blandin, 2009). L'émergence du concept de la biodiversité dans les années 1980 marque ce changement

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'orientation, et son irruption comme nouvelle norme d'action suscite encore aujourd'hui de nombreuses interrogations aux gestionnaires des espaces naturels protégés (Larrère et al. 2010).

Ensuite, Rodary et al. (2003) montrent qu'à partir des années 1970, les critiques sociales des mesures de conservation les plus restrictives dans les pays du Sud se multiplient :

> « *Ces critiques notaient l'étroite imbrication qui existe, depuis les premières mises en réserves, entre une pratique présentée comme strictement scientifique et la production d'un espace social particulièrement inégalitaire, articulé autour d'un double processus d'inclusion et d'exclusion : exclusion des populations par la création d'espaces clos ou par la marchandisation des ressources auxquelles elles n'ont plus accès ; et inclusion, mais en position subordonnée, dans un système étatique de contrôle de l'espace et des ressources* » (p.31).

Le développement d'une vision « intégrée » de la conservation et la mise en place de processus de gestion du territoire plus participatifs tentent de répondre à ces critiques, mais les enjeux autour de la gouvernance des espaces protégés posent encore aujourd'hui de nombreux problèmes (Rodary et al. 2003 ; Depraz, 2012 ; Larrère et al. 2010).

Enfin, et surtout, l'écologie change de nature à partir des années 1970. Elle s'émancipe du champ de la conservation pour se construire comme critique globale de la société industrielle et du capitalisme. C'est à cette rupture que la section suivante est consacrée.

3.2 Les années critiques

Pour Worster (1994), « *l'âge de l'écologie* » (selon l'expression consacrée à l'occasion du premier Jour de la Terre, en 1970) commence précisément le 16 Juillet 1945, dans le désert du Nouveau-Mexique « *with a dazzling fireball of light and a swelling mushroom cloud of radioactive gases* » (p.342). En effet, poursuit Matagne (2002) « *pour la première fois dans l'histoire de l'Homme, la contamination irréversible de l'atmosphère par les produits de la fission nucléaire fait planer la menace d'une catastrophe écologique globale mettant en cause la survie de l'humanité* », ce qui fut confirmé par les études scientifiques menées après les 6 et 9 Aout de la même année à Hiroshima et Nagasaki. Selon Worster (1994) « *under the threat of the atomic bomb a new moral consciousness called environmentalism began to take form, whose purpose was to use the insights of ecology to restrain the use of modern science-based power over nature* » (p.343-344).

Durant les années 1960-1970, une série d'évènements vont contribuer à la prise de conscience de la vulnérabilité de la planète et des systèmes écologiques vis-à-vis de l'action humaine, au premier titre desquels la destruction de l'Atoll de Bikini et les essais nucléaires, mais aussi l'utilisation de l'agent orange pendant la guerre du Vietnam, la montée des pollutions de l'air, de l'eau et des sols liés à l'utilisation massive de produits toxiques en agriculture et dans les détergents ménagers et l'augmentation croissante des gaz à effet de serre liée à la dépendance aux énergies fossiles, à la déforestation et à l'élevage. La montée des problèmes environnementaux continue dans les années 1980 avec la multiplication des marrées noires, les accidents nucléaires, l'utilisation des chlorofluorocarbones responsables de la diminution de la couche d'ozone, les pluies acides, la déforestation, la surpêche, la baisse de fertilité des sols, le réchauffement climatique, la destruction de la biodiversité… A partir

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

des années 1970 la diffusion des images satellites de la Terre prises depuis l'espace contribue également au changement des représentations :

> « *That lonely planet, people now understood in a way no previous generation could have done, was actually a small and fragile entity (…). Its thin film of life – humanity's sole means of survival – was far thinner and far more vulnerable than anyone had ever imagined* » (Worster, 1994, p.359).

3.2.1 De l'écologie scientifique à l'écologie politique

Worster (1994) montre que les écologistes scientifiques sont dès lors amenés à jouer un nouveau rôle social : celui d'informer les citoyens de la situation écologique globale et de formuler des recommandations politiques. Ainsi, Eugene Odum considérait ce qu'il a nommé « *l'écologie humaine* » comme une conséquence logique de la théorie des écosystèmes qu'il propose. Odum utilise la métaphore du « *vaisseau spatial terre* », popularisée par Kenneth E. Boulding en 1966, afin de mettre en évidence le danger qu'encourt l'humanité, responsable de la destruction de son système support de vie, alors que ce dernier est irremplaçable et repose sur des équilibres fragiles (Worster, 1994).

C'est ainsi que la catégorie analytique d' « *environnement* » prend un sens nouveau à partir de la seconde moitié du XXe siècle : alors qu'auparavant celui-ci désignait un ensemble de facteurs externes (physiques, biologiques, psychologiques et culturels) qui affectent le comportement des animaux et celui des humains, l'environnement devient l'ensemble des éléments naturels et semi-naturels dans lequel l'homme est encastré et sur lesquels les hommes peuvent avoir un rôle actif (Worster, 1994 ; Cadoret, 1985). Les préoccupations environnementales incluent désormais non seulement la protection de la nature, mais aussi la lutte contre la pollution et les nuisances liées au mode de vie industriel, ainsi qu'un questionnement de fond sur l'association moderne entre le développement technique et l'accès aux biens matériels et l'idée de progrès social.

Les ouvrages de la biologiste américaine Rachel Carson (comme *The sea around us* et *Silent Spring*, respectivement en 1961 et 1962) ont largement participé à la popularisation de cette nouvelle prise de conscience écologiste (Worster, 1994). Cette dernière dénonce les déversements de déchets radioactifs par les armées américaines et russes dans l'océan, ainsi que les effets destructeurs sur la reproduction des oiseaux et sur la santé humaine du DDT (dichloro-diphényl-trichloroéthane), l'insecticide qui était alors le plus utilisé en agriculture depuis la Seconde Guerre mondiale. D'autres scientifiques s'engagent plus que Carson en politique, à l'image du biologiste Barry Commoner, qui devient l'un des leaders du mouvement écologiste en émergence aux Etats-Unis. Commoner fut membre du Comité pour l'Information sur le Nucléaire, dont le but était de faire sortir du secret le programme d'armement américain. Dans le journal « *Environment* » qu'il publie, Commoner dénonce les effets des fertilisants chimiques à base de nitrates dans les réserves d'eau publiques, ainsi que l'eutrophisation des cours d'eau liée à l'utilisation de phosphates dans les produits ménagers (Worster, 1994). Worster (1994) rapporte également que pour Commoner c'est l'objectif de maximisation des profits qui est à l'origine du développement de ces technologies toxiques, ces dernières ayant toutes des substituts moins nocifs, mais aussi moins lucratifs.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Si les travaux de Carson et Commoner sont centrés sur la mise en cause de la technologie, d'autres biologistes comme Paul R. Ehrlich (que nous avons déjà rencontré dans le chapitre 1), auteur de *The Population Bomb* en 1968 (Worster, 1994) importent le concept de « *capacité de charge* » (c'est-à-dire la population maximum d'une espèce qu'un écosystème est capable de supporter) de la biologie des populations à l'échelle de l'écosystème terre, duquel l'homme fait partie, et contribuent ainsi au développement d'une pensée néo-malthusienne qui anticipe la misère, la famine et la mort comme conséquence d'une procréation et d'une consommation humaine illimitée, dans un contexte de très forte de croissance démographique et économique (Dryzek, 2005). L'idée selon laquelle une croissance économique et démographique exponentielle, de plus en plus demandeuse d'énergie, de terre et de surfaces cultivables, de minéraux et d'eau serait très vite confrontée (c'est-à-dire d'ici à la fin du XXIe siècle) aux limites d'un système terrestre fini (limité en ressources non renouvelables ou par la vitesse de régénération de la biosphère pour les ressources renouvelables), fut mis en évidence par la publication retentissante du rapport Meadows *The Limits to Growth*, en 1972. Pour Dryzek (2005) l'équipe de recherche du MIT « *was, in a sense, Malthus with a computer* » (p.31), bien qu'à la différence de ce dernier ils mettent en cause à la fois la croissance démographique et la croissance économique et qu'ils développent une éthique de « *l'état stationnaire* » plus proche de celle de J. S. Mill – ceci étant d'ailleurs assez remarquable, sachant que le Club de Rome était un groupe essentiellement composé et financé par des industriels et des scientifiques – (Dryzek, 2005 ; Latouche, 2010).

Dans le champ académique en économie, à partir de la moitié des années 1970, l'Economie Ecologique se construit comme un nouveau champ de recherche, partant de la reconnaissance de la finitude des ressources naturelles, de la complexité des systèmes écologiques et de l'existence des lois de la thermodynamique, et prenant au sérieux la question de l'échelle du développement humain, à partir des travaux pionniers de Nicholas-Georgescu Roegen, d'Herman Daly ou encore de Karl William Kapp (Spash, 2011).

Dryzek (2005) souligne qu'à partir des années 1970, l'existence de limites globales devient un élément central du mouvement écologiste. Worster (1994) note :

> « *Here the environmentalists confronted deeply seated attitudes among traditional economists, business leaders, politicians, and the public about the virtues of economic growth, attitudes underlying the modern economic system and indeed the whole materialistic ethos of modern culture* » (p.354).

En effet, ce dernier rapporte par exemple que Michael McCloskey, directeur exécutif du Sierra Club en appelle en 1970 à une révolution culturelle, au développement de nouvelles attitudes vis-à-vis de la croissance, des biens, de l'espace et des êtres vivants :

> « *McCloskey was challenging the whole set of values associated with the rise of a bourgeois middle class, with its dedication to technology, unlimited production and consumption, material self-advancement, individualism, and the domination of nature* » (p.356).

En France, de nombreux intellectuels vont contribuer à l'émergence de l'écologie politique, c'est-à-dire d'une pensée des liens entre la protection de l'environnement, le social, le global et le citoyen, à l'image de Jaques Ellul, Ivan Illich, André Gorz, Serge Moscovici et René Dumont, pour ne citer que les « *déclencheurs* », retenus par Frémion (2007), ayant

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

publié dans les années 1960 et 1970[110]. Arrêtons-nous ici sur quelques-uns de ces penseurs, à savoir Ellul, Illich et Gorz, lesquels ont selon nous joué un rôle central, afin de bien illustrer la nature de la rupture que nous cherchons à souligner.

Jaques Ellul (1912-1994), qui est à lui seul l'auteur de plus d'une cinquantaine d'ouvrages, est un penseur personnaliste, marxiste, antistalinien et un protestant croyant. Il développe une critique de la technique qui inspirera particulièrement Ivan Illich ainsi que le mouvement situationniste. Selon Frémion (2007) :

> « *En pleine guerre froide, il a le culot d'affirmer que le véritable affrontement n'est pas entre capitalisme et communisme, mais entre impérialisme technologique et être humain. Que le prolétariat ne nait pas de l'organisation du capitalisme (…) mais de la "société technicienne" et que l'aliénation n'est plus capitaliste mais technicienne* » (p.68).

Ellul, qui « *de surcroit vivait en province (à Bordeaux) et écrivait clairement* » (ibid.) est très vite marginalisé. Il reste encore aujourd'hui assez largement oublié alors que « *pratiquement tous les problèmes contemporains ont été examinés par lui, mais bien avant que l'actualité les mettent au premier plan* » (ibid.) : principe de précaution (bien qu'il n'utilise pas l'expression), civilisation de l'image, retour du religieux, soumission de l'homme au rythme de la technique… Ellul en appelle à une révolution : « *rejet de la puissance, solidarité, décentralisation, autogestion, réduction massive du temps de travail, répartition équitable des richesses, frugalité…* » (ibid.).

Ivan Illich (1926-2002), d'abord prêtre puis enseignant-voyageur était de nationalité autrichienne mais a vécu en Italie, à Porto Rico et au Mexique, où il fonde le Centre pour la formation interculturelle en 1966, et en Allemagne. Illich était un grand admirateur d'Ellul et se considérait comme son continuateur (Frémion, 2007). Sa pensée à profondément marqué les années 1970, durant lesquelles il était lu par tout le monde, alors qu'il est aujourd'hui tombé dans l'oubli, bien que plusieurs générations d'écologistes politiques s'en revendiquent, comme Antoine Waechter, André Gorz, Ignacy Sachs ou José Bové (Frémion, 2007). Selon Paquot (2012) :

> « *Illich dénonce le capitalisme, mais ne le fait pas à la manière des marxistes – car il ne croit aucunement que la collectivisation des moyens de production changerait quoi que se soit à la condition des humains – ni en accord avec certains courants du "mouvement vert", parce qu'il est sans aucune illusion sur la possibilité de substituer une technique moins polluante à une autre (par exemple la voiture électrique à l'automobile à essence). C'est le système technique en entier et dans ses moindres applications qui permet et entretien ce capitalisme, qu'il condamne au nom*

[110] Même si l'on ne retient que les intellectuels ayant publié dans les années 1960-1970, la liste des personnalités et des types d'engagements écologistes répertoriés par Frémion (2007), de laquelle s'inspire également Flipo (2014) est impressionnante. Frémion (2007) retient entre autres, en plus des auteurs déjà cités dans le texte : Bernard Charbonneau, Jean Drost, René Dubos et Teddy Goldsmith parmi les « *naturalistes* » et les « *environnementalistes* » ; Ralph Nader en tant que « *consumériste* » ; François Partant, René Passet et Louis Puiseux parmi les « *économistes* » ; Edgar Morin, Hans Jonas, Gunther Anders, Paul Virilo, Michel Serres, Gébé, Alain Touraine, Jean Baudrillard et Henri Lefèbre parmi les « *penseurs* » ; les « *ethnologues* » comme Théodore Monod, Robert Jaulin et Pierres Clastres ; les « *psys* » comme Félix Guattari ; les « *pacifistes* » comme Mohandas Karamchand Gandhi et Martin Luther-King ; les « *féministes* » comme Françoise d'Eaubonne et les « *libertaires* » comme Murray Boockhin, Paul Goodman et Alan Watts.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de l'amputation irrémédiable et irréversible que celui-ci inflige à l'autonomie du sujet » (p.7).

La pensée d'Illich est ainsi orientée tout entière vers la question de l'autonomie et de la libération, ce qu'il nome « *convivialité* » : « *J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil* » (Illich, 2003, p.13). Illich développe une anthropologie de l'outil : « *l'outil est inhérent à la relation sociale. Lorsque j'agis en tant qu'homme, je me sers d'outils. Suivant que je le maitrise ou qu'il me domine, l'outil me relie ou me lie au corps social* » (p.44). Il élabore une critique radicale de la société industrielle, comme société dans laquelle la plupart des outils, c'est-à-dire, l'ensemble des instruments et des moyens « *mis au service d'une intentionnalité* » (p.41), qu'il s'agisse d'un silex, d'une machine, mais aussi l'ensemble des institutions de service telles que l'Eglise, l'école, les transports ou encore la médecine, sont devenus contre-productifs. L'idée est qu'à partir d'un certain niveau d'intensité, l'institution produit l'effet inverse de ce pour quoi elle était originairement destinée. La restitution de l'autonomie passe par la défense des savoirs « *vernaculaires* » et des formes de réciprocité enracinées dans le contexte de la vie quotidienne (Paquot, 2012).

André Gorz, né Gérard Horst (1923-2007) signe ses articles dans le *Nouvel Observateur*, dont il est le cofondateur en 1964, sous le pseudonyme de Michel Bosquet. Gorz est un penseur marxiste et un héritier de Jean-Paul Sartre. Bien que selon Flipo (2014) « *Gorz n'a jamais fait de l'écologisme un mouvement premier, sauf peut-être brièvement dans les années 1970* » (p.220), Frémion (2007) note néanmoins que « *pour comprendre les débuts de la pensée écologiste, Gorz est fondamental car il retrouve avant les autres le lien entre environnement et social* » (p.72). Dans la filiation d'Illich, l'écologisme selon Gorz (1992) est :

> « *La défense d'un monde vécu, lequel se définit notamment par le fait que le résultat des activités correspond aux intentions de ceux qui les portent, autrement dit que les individus sociaux y voient, comprennent et maîtrisent l'aboutissement de leurs actes* » (p.18). L'écologisme s'insurge contre les « *mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques dépossèdent les citoyens de leur milieu de vie* » (p.19) et contre toute forme de dépossession du « *domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisent la violation par le capital et par l'Etat du droit des individus à déterminer eux-mêmes leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer* » (ibid.). Ainsi, « *la résistance à cette destruction de la capacité de se prendre en charge, autrement dit de l'autonomie existentielle des individus et des groupes ou communautés, est à l'origine de composantes spécifiques du mouvement écologique : réseaux d'entraide de malades, mouvements en faveur de médecines alternatives, mouvement pour le droit à l'avortement, mouvement pour le droit de mourir "dans la dignité", mouvement de défense des langues, cultures et "pays", etc. La motivation profonde est toujours de défendre le "monde vécu" contre le règne des experts, contre la quantification et l'évaluation monétaire, contre la substitution de rapports marchands, de clientèle, de dépendance à la capacité d'autonomie et d'autodétermination des individus* » (p.20).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ce bref tout de piste nous permet de montrer que les années 1960-1970 sont une période essentielle pour le développement de l'écologisme : certains écologistes scientifiques assument désormais un nouveau rôle social et surtout, le mouvement écologiste se politise, c'est-à-dire qu'il s'oriente vers une critique radicale du capitalisme. En réalité, l'écologisme n'est pas uniquement critique du capitalisme, mais aussi du socialisme réel : c'est avant tout la technique, le productivisme, la société industrielle, la massification de la production et de la consommation, le règne de la marchandise et l'idéologie de la croissance qui sont mis en cause, en vertu de la négation de l'être humain et de son interdépendance avec la nature qu'ils impliquent. Toutes ces critiques sont caractéristiques du mouvement qui entoure Mai 1968 en France et elles auront, comme le montrent Boltanski et Chiapello (1999), un rôle déterminant dans le passage du second au troisième esprit du capitalisme.

3.2.2 L'émergence du mouvement écologiste en France : une étroite proximité entre revendications artistes et écologistes

La citation précédente d'André Gorz illustre que l'écologisme se construit à la fois comme un mouvement intellectuel et comme un mouvement social. Frémion (2007) montre que « *l'écologie politique est une fille de Mai 68* » (p.95), au sens où :

> « *Le brassage culturel d'avant (et légèrement après 1968) est tout entier propice aux idées qui fonderont l'écologie politique : le pacifisme des hippies, l'auto-organisation de quartier des diggers de San Francisco, l'anti-étatisme des yippies, les penseurs alternatifs, le retour du tribalisme, la vie en marge, les communautés, quelques urbanistes, architectes et artistes précurseurs (…), tout cela fait baigner la jeunesse dans un brouet culturel où l'écologie, dont le nom se popularise alors, est un élément essentiel* » (p.93).

De la même manière, Sainteny (1997) montre que :

> « *La naissance de l'écologisme français est cahotante, laborieuse et complexe. La construction de ce courant peut s'analyser comme une synthèse inachevée d'apports idéologiques et militants divers et d'ampleur inégale dont les principaux proviennent des associations de protection de la nature, groupes de défense de l'environnement et du cadre de vie, mouvements de lutte contre les nuisances, mouvements de défense des usagers, des consommateurs, groupes de vie alternative (communautés, nourriture biologique, médecines douces, énergies douces…), luttes antinucléaires, mouvements d'extrême gauche et de la gauche alternative* » (p.9).

Par conséquent, si l'écologisme se construit progressivement comme mouvement indépendant, celui-ci se caractérise d'emblée par une forte hétérogénéité, comme en témoigne la diversité de ses associations avec les mouvements tiers-mondistes, non violents, paysans, féministes, gauchistes et anarchistes. A la suite de Frémion (2007), Serne (2014) relève trois grands types d'éléments illustrant la constitution progressive de l'écologisme. Tout d'abord, parmi la multiplication des groupes, structures et associations diverses, la création du réseau national français des Amis de la Terre en 1971, qui jouera un rôle important dans la circulation de l'information militante à l'échelle nationale. Ensuite, l'importance des conflits environnementaux et des premières manifestations, particulièrement orientées vers la lutte contre le nucléaire, mais qui prend corps également au travers de « *l'affaire de la Vanoise* »

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

en 1969 et 1970, de la « *lutte du Larzac* », qui durera de 1971 à 1981 et de celle de Lip à Besançon, ainsi que d'autres d'évènements tels que l'organisation par Les Amis de la Terre de la première manifestation à vélo contre « *le tout-voiture* » en 1972. Enfin, l'apparition d'une presse s'inscrivant dans une mouvance écologiste. Frémion (2007) souligne l'importance, dès 1968 de Pierre Fournier, dessinateur, humoriste et chroniqueur dans Hara-Kiri puis *Charlie Hebdo*, sous le pseudonyme « *Jean-Neyrien Nafoutre de Séquonlat. Illisible. Invendable. Mais très lu après Mai* » (p.105), puis fondateur du journal *La Gueule Ouverte* en 1972. Frémion (2007) souligne que Fournier « *devient progressivement le premier théoricien du mouvement écologiste* » (p.103), « *mais populaire, pas universitaire, voilà le changement majeur* » (p.105). Afin de faire circuler l'information sur le territoire, une Agence de Presse de Réhabilitation écologique, autour de l'association *Pollution Non* est créée en 1972, puis sera remplacée par la revue *Ecologie* en 1975, alors que premier journal écologiste *Le Sauvage*, du groupe *Le Nouvel Observateur*, parait en 1973.

Pour Frémion (2007) les « *années Fournier* » constituent le premier temps de la construction de l'écologisme français, qui commence en 1968 et s'achève en 1974, avec la candidature de René Dumont à la présidentielle. Or, cette période constitue également ce que Boltanksi et Chiapello (1999) nomment les « années critiques », caractérisées par une montée simultanée des critiques sociales et artistes : « *tandis que la critique artiste avait joué jusque-là un rôle relativement marginal* (…), *elle se trouve placée par le mouvement de mai au cœur de la contestation* » (p.244)… aux côtés, précisément, de la critique écologiste.

Woster (1994) souligne qu'il est assez ironique que la critique de la civilisation bourgeoise moderne devienne le fondement le plus radical de l'écologisme, alors que le mouvement a trouvé un écho particulièrement prononcé chez les classes moyennes. Or, comme le montrent Boltanski et Chiapello (1999), ceci s'explique par l'émergence d'une nouvelle forme de critique, dont le caractère subversif s'exprime à la fois vis-à-vis de la morale bourgeoise traditionnelle et vis-à-vis des modes de pensée et d'action caractéristiques du mouvement ouvrier, communiste et gauchiste qui avait pourtant été jusque là la cheville « ouvrière » du changement social.

Boltanski et Chiapello (1999) analysent les formes prises par la critique entre 1968 et 1978 au travers des revendications portées par trois catégories sociales aux frontières perméables : les Ouvriers Spécialisés (OS), les jeunes et les jeunes diplômés, et enfin, les cadres. Les ouvriers « *parlerons le langage de l'exploitation capitaliste* » (p.244). Ils dénoncent leur exclusion du partage des bénéfices de la croissance, la distribution inégale des richesses et jouent un rôle important dans la « *désorganisation de la production* » (p.249). Le début des années 1970 est en effet marqué par une série de grèves longues, dans lesquelles les jeunes ouvriers non qualifiés semblent avoir joué un rôle clef, s'étant manifesté par « *un refus des conditions de travail et des formes d'autorité qui prévalent dans les industries de grandes séries* » (p.253). Les auteurs font référence aux analyses d'Olivier Pastré selon lequel la période se caractérise à la fois par « *la poursuite du mouvement de taylorisation* » (ibid.) et par « *l'effondrement des gains de productivité* » (ibid.), s'expliquant par une « *crise du travail* » (ibid.), révélée par l'importance de l'absentéisme, du turn-over, mais aussi des malfaçons ou même du sabotage, à la fois chez les ouvriers qui travaillent à la chaine, mais aussi pour la plupart des « *catégories de jeunes salariés, y compris des "cols-blancs", employés de bureau, techniciens ou cadres* » (ibid.).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Pendant cette période, les étudiants, dont le nombre augmente fortement grâce à « *l'explosion universitaire* » (p.245) caractéristique des années 1960, voient « *leurs espoirs d'accéder à des emplois autonomes et créatifs diminuer* » (ibid.). Ils développent :

> « *Une critique de l'aliénation qui reprend les principaux thèmes de la critique artiste (déjà présents aux Etats-Unis dans le mouvement hippie : d'une part le désenchantement, l'inauthenticité, la "misère de la vie quotidienne", la déshumanisation du monde sous l'emprise de la technicisation et de la technocratisation, et, d'autre part, la perte d'autonomie* [la note de bas de page n°4 précise qu'il s'agit d'un *« refus de l'idéologie du rendement et du progrès »*], *l'absence de créativité, et les différentes formes d'oppression du monde moderne* » (ibid.). Dans le domaine de la famille, les « *formes traditionnelles de contrôle domestique* (ibid.) sont remises en cause, ce qui se traduit par des revendications de « *libération des femmes et l'émancipation des jeunes* » (ibid.). En parallèle, « *dans le domaine du travail et de la production qui nous intéresse ici, domine la dénonciation du "pouvoir hiérarchisé", du paternalisme, de l'autoritarisme, des horaires imposés, des tâches prescrites, de la séparation taylorienne entre conception et exécution et, plus généralement, de la division du travail* [la note de bas de page n°5 fait référence à l'ouvrage du même nom d'André Gorz], *avec pour contrepoint positif les exigences d'autonomie et d'autogestion, et la promesse d'une libération sans limites de la créativité humaine* » (ibid.).

Ainsi, les revendications des jeunes se manifestent par un « *refus du travail* » (p.252), non pas lié « *à la rareté des emplois mais à une forme d'évitement volontaire du travail salarié, à la recherche d'un "autre mode de vie"* » (ibid.) et de « *conditions de travail* » permettant « *d'être autonomes, libres, sans subir d'autorité d'un chef* » (ibid.).

La « *mise en cause des formes d'autorité jusque là prédominantes dans les entreprises* » (p.254) est particulièrement explicite chez les « *ingénieurs et les techniciens* » et notamment chez une minorité de jeunes cadres qui « *se syndicalisent et expriment une solidarité avec les ouvriers* [ce qui] *constitue un indice particulièrement inquiétant pour les directions des entreprises* » (ibid.). Dans leur majorité, « *chez les cadres, deux exigences sont particulièrement nettes* » (ibid.) : une « *demande de sécurité* » (ibid.) d'une part, liée à la « *crainte du chômage et à la perte d'un statut à la suite des restructurations et des fusions dans les années 60* » (ibid.), particulièrement manifeste chez les cadres cégétistes et, d'autre part, une demande « *d'autonomie* » (p.255), « *beaucoup plus insistante que la demande de sécurité* » (ibid.), qui se manifeste par une « *contestation du principe hiérarchique lui-même* » (ibid.) et, « *dans ses versions les plus radicales, les demandes peuvent aller jusqu'à la revendication d'un contrôle démocratique de l'entreprise* » (ibid.). Les auteurs notent qu'à la différence de la CGT, qui reste bien implantée parmi les ouvriers, la CFDT développe conjointement les thèmes de la critique sociale et artiste. Or :

> « *Les propositions autogestionnaires de la CFDT, tout à fait inacceptables pour le patronat, inspireront pourtant, quelques années plus tard, le renouvellement des méthodes de management* » (p.255).

La proximité entre ce qui est alors au cœur des revendications écologistes et ce que Boltanski et Chiapello (1999) nomment « *critique artiste* » et « *revendications d'autonomie* » est particulièrement frappante. Au travers de certains objets de dénonciation, tels que

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'aliénation dans le travail et dans la vie quotidienne des cadres, le désenchantement, la déshumanisation des relations, la technocratisation et la technicisation, l'idéologie du progrès et du productivisme, la division du travail, mais aussi la critique de la production de masse et de la société de consommation, de la publicité et du marketing, ainsi que la recherche de modes de vie et de production alternatifs… les frontières semblent à tel point poreuses entre critiques artistes et écologistes, qu'il ne semble pas pertinent de chercher à distinguer ce qui relève précisément de l'une ou de l'autre. L'écologisme semble donc se construire durant cette période dans une étroite articulation avec la critique artiste, notamment au travers de l'influence sur les jeunes générations des analyses d'Illich et de Gorz, ainsi que d'autres intellectuels de l'époque s'inscrivant dans la mouvance écologiste.

Boltanski et Chiapello (1999) font d'ailleurs explicitement référence aux travaux de Gorz lorsqu'ils formalisent les revendications en faveur de l'autonomie et sur la critique de la division du travail. Par ailleurs, alors qu'ils montrent l'importance qu'à eu l'ouverture progressive de la CFDT vers les thèmes de la critique artiste, Bécot (2012) montre que cette organisation syndicale se saisit progressivement, dans la même période, des problématiques environnementales, au travers de « *la promotion de la notion de "cadre de vie"* » (p.169) et selon Vrignon (2012), les Amis de la Terre entament des négociations avec la CFDT en 1976, afin de « *créer un large consensus antinucléaire par la recherche de convergences avec d'autres branches du mouvement social* » (p.184).

Durant cette période, l'écologisme se construit donc en tant que critique du capitalisme, par la mise en articulation des deux sources de l'indignation écologiste, vis-à-vis de la destruction des écosystèmes (source 5) et de la transformation du vivant en consommation intermédiaire et en marchandise (source 6). Elle se construit également dans une étroite proximité avec la critique artiste, par la remise en cause de l'assujettissement de l'humain au sein du processus de production et de sa dépendance à la technique et à la technocratie, ce qui se traduit par une revendication d'autonomie (source 1) et d'authenticité (source 2). Il semble donc que l'écologisme ait activement participé aux revendications critiques, à la constitution du terreau social revendiquant une plus grande autonomie, une démocratisation des actions citoyennes et du contrôle de l'entreprise, à la généralisation de la critique du capitalisme aux institutions qui l'encadrent (tels que l'Etat et ses services administratifs), ainsi qu'à la transformation de la gauche et de la porosité de ses frontières avec les avec les revendications libertaires, autogestionnaires, voire anarchistes. En raison de son étroite proximité avec les indignations de type artiste, elle aura par conséquent également un rôle charnière dans les transformations ayant abouti à la formation du troisième esprit du capitalisme, du monde connexionniste et de la cité par projets.

3.3 Le monde connexionniste et l'avènement de la cité par projets : l'endogénéisation des critiques artiste et écologiste par le capitalisme

Les premières formes de réponses institutionnelles vis-à-vis de la critique écologiste s'opèrent assez rapidement : de nombreuses lois visant la protection de l'environnement voient le jour dès le milieu des années 1960, en Europe et aux Etats-Unis et les premiers partis écologistes apparaissent dans les années 1970 et 1980. En France, les écologistes participent à la vie politique depuis la candidature de René Dumont à la présidentielle en 1974 et le

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Mouvement d'Ecologie Politique devient Les Verts-Parti écologiste en 1982. Un ministère de l'environnement est créé en France en 1971, dirigé par Robert Poujade sous le gouvernement de Jaques Chaban-Delmas. Par ailleurs, les Sommets de la Terre organisés par l'ONU ont lieu tous les dix ans, depuis celui de Stockholm en 1972. Néanmoins, si l'on s'en tient aux scores électoraux des partis écologistes, aux difficultés rencontrées par les ministères et les grandes conférences internationales, ou encore à l'aggravation continue de la situation environnementale, il convient de conclure à une prise en compte marginale de la critique écologiste, ou plutôt à son addition à l'agenda politique sous des formes particulièrement décevantes au regard des attentes initiales. Ceci n'apparaitrait pas cohérent, si l'on croit à la capacité du capitalisme à s'adapter à ses critiques, étant donné la virulence de la critique écologiste et son étroite proximité avec la critique artiste. Or, précisément, relire l'écologisme avec Boltanski et Chiapello (1999) nous conduit au contraire à montrer que ce dernier, associé à la critique artiste, a amené une série de changements beaucoup plus fondamentaux dans la structure même du capitalisme.

En effet, Boltanski et Chiapello (1999) montrent que le troisième esprit du capitalisme émerge, en tant que réponse apportée à la critique artiste… ce à quoi nous ajoutons, ainsi qu'à la critique écologiste. Les auteurs montrent que le capitalisme répond en articulant deux éléments : d'une part, s'effectue une série de déplacements, afin de contourner les épreuves instituées et de permettre le retour de l'accumulation, suite à une période coûteuse de tension des épreuves en justice, et, d'autre part, une nouvelle configuration idéologique émerge, soutenue par les principes normatifs de la cité par projets. Cette endogénéisation idéologique des critiques se traduit par l'opération d'un « *tri* » entre ce qui s'avère recevable et ce qui ne l'est pas, afin de susciter à nouveau l'engagement dans le processus productif, et a pour corollaire un affaiblissement des critiques.

3.3.1 Les déplacements du capitalisme en réponse aux critiques

Boltanski et Chiapello (1999) montrent que les réponses aux revendications critiques se sont organisées en deux temps. En premier lieu, elles se sont placées dans la continuité des solutions proposées par le deuxième esprit du capitalisme et se sont traduites par des réponses à la critique sociale et aux demandes de sécurité, s'étant traduites par des « *concessions sur les salaires* » (p.261) et surtout par « *des accords garantissant un statut aux salariés dans l'entreprise* » (ibid.), au travers de la « *grande politique contractuelle* » (p.262) de Chaban-Delmas et Delors. Ainsi, « *les années qui suivent Mai 68 sont marquées, en France, par la plus importante avancée sociale depuis la Libération* » (p.263). Mais :

> « *Ces "acquis" ont été obtenus au prix d'un maintien du statu quo en matière de pouvoir dans l'entreprise et d'autonomie* » (p.264). Or, « *le principal problème pour le patronat était que la "grande politique contractuelle", malgré son coût, n'avait pas donné les résultats escomptés. Elle n'avait ni ramené la paix sociale ni surtout interrompu le processus de désorganisation de la production* » (p.268).

Les auteurs notent un infléchissement, dans un second temps, de la représentation de la justice, d'une conception civique à une conception plus « *individualisante* », « *méritocratique* » et basée sur les « *performances individuelles* » (p.267). Ainsi :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « *L'innovation va consister principalement à reconnaitre la validité de l'exigence d'autonomie, et même à en faire une valeur absolument centrale du nouvel ordre industriel, cela non seulement en faveur de ceux qui la réclamaient – les ingénieurs et les cadres diplômés des grandes entreprises – mais aussi en faveur de ceux qui ne la réclamaient pas, au moins pas explicitement, c'est-à-dire les ouvriers qui avaient mené l'essentiel des luttes sociales des dix dernières années*. (…) *Par un retournement politique, l'autonomie fut, en quelque sorte, échangée contre la sécurité* » (p.274).

Boltanski et Chiapello (1999) montrent que l'ensemble des micro-déplacements opérés par le capitalisme contribue à une transformation du modèle de contrôle hiérarchique dans l'entreprise, via la promotion de l'autocontrôle. L'ensemble de ces transformations se trouvent « *coordonnées, rapprochées et labellisées dans un vocable unique : celui de flexibilité* » (p.280). L'ampleur des déplacements et leurs effets sur le tissu social est telle que les auteurs y consacrent plus de cent pages. L'analyse porte, d'une part, sur la « *déconstruction du monde du travail* », liée aux changements dans l'organisation du travail à l'intérieur des entreprises (remise en cause du modèle tayloriste et mise en place de la « *polyvalence* » (p.294)), mais aussi aux « *transformations du tissu productif* » (p.295) (développement de la sous-traitance et de l'externalisation de services, réduction de l'échelle de la production, phénomène massif de mise en réseaux des entreprises, de développement de partenariats et d'alliances) (p.291).

Cette transformation du travail induit une « *précarisation de l'emploi* » (p.301) (montée du travail partiel et des formes d'emploi temporaires, avec l'externalisation des emplois les moins qualifiés) ; une « *dualisation du salariat* » (p.308) et une fragmentation du statut des travailleurs entre « *ceux qui ont un véritable emploi et ceux qui sont renvoyés au travail marchandise et à l'assistance* » (p.310), comme l'analyse Alain Supiot ; un développement des processus de « *sélection/exclusion* » (p.313) de l'emploi ; une « *réduction de la protection des travailleurs* » (p.327) ; un « *accroissement de l'intensité du travail* » (p.330) ; et un « *report sur l'Etat des coûts de la mise au travail* » (p.339). D'autre part, les auteurs analysent dans le détail « *l'affaiblissement des défenses du monde du travail* » (p.344), reposant principalement sur la désyndicalisation massive et la crise du modèle des classes sociales. Tous ces éléments ont eut pour conséquence un net accroissement de la pauvreté et des inégalités.

L'ensemble des micro-déplacements opérés par le capitalisme ont d'autant plus facilement pu se mettre en place qu'ils l'ont été au nom d'une réponse à la critique artiste et la critique écologiste. En effet, les auteurs notent que la « *désertion du terrain social* » (p.287) s'explique d'une part, par la chute du communisme et la division croissante de la gauche et des organisations syndicales, et, d'autre part, parce que :

> « *Parallèlement, des succès étaient obtenus sur le plan de la critique artiste, avec le déplacement du front de contestation sur des questions de mœurs ou des problèmes de nature écologique.* (…) *Le fait que la critique se soit portée sur de nouveaux terrains n'apparaissait pas dangereux pour les avancées obtenues sur l'ancien front* » (p.287).

Malgré les dégradations sociales qui en résultent, le troisième esprit du capitalisme a su susciter l'engagement, car, bien qu'il s'inscrive en rupture avec « *le capitalisme social,*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

encadré et planifié par l'Etat » (p.288), il se « *distingue d'un simple retour au libéralisme* » (p.289) : il puise sa légitimité dans les valeurs portées par les critiques artistes et écologistes et notamment « *les critiques qui dénonçaient alors la mécanisation du monde* » (p.288), « *la destruction des formes de vie favorables à la réalisation des potentialités humaines* » (p.289), la « *créativité* » (ibid.), « *le caractère insupportable de l'oppression* » (ibid.), les « *thèmes de l'émancipation* » (ibid.), qu'il adapte « *à la description d'une nouvelle façon, libérée et même libertaire de faire du profit* » (ibid.).

3.3.2 La critique écologiste et l'émergence de la cité par projets

La thèse de Boltanski et Chiapello (1999) est qu'un nouvel état du monde, plus inégalitaire et largement « *désarmé sur le plan des dispositifs de sécurité* » (p.153), a néanmoins pu se mettre en place sans oppositions critiques majeures, dans un premier temps, car il repose sur une nouvelle forme de justice : celle de la cité par projets. Les auteurs analysent l'émergence de la cité par projets, comme nouveau support idéologique au sein du troisième esprit du capitalisme, en étudiant le discours du néo-management, produit essentiellement à destination de ceux qu'il convient de réengager, c'est-à-dire les cadres. L'encadré n°4.2 ci-dessous présente les caractéristiques principales de la cité par projets.

Encadré n° 4.2 : La cité par projets

« *L'équivalent général* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.165) de la cité par projets est l'activité, la « *multiplication des projets* » (ibid.), qu'ils soient de nature capitaliste ou non. La « *relation entre les êtres* » est celle de la « *connexion* » (p.168), l'état de « *grand* » (ibid.) est associé à la figure du « *chef de projet* », du « *médiateur* », du manager et du leader léger, flexible, adaptable et mobile. Les « *instruments et dispositifs* » (p.177) privilégiés sont à la fois les nouvelles technologies de l'information et de la communication, mais aussi les relations de confiance, les partenariats et la sous-traitance, alors que l'état de « *petit* » (p.179) est associé à la rigidité, à l'immobilité, au localisme et à l'affichage d'une préférence pour la sécurité à l'autonomie. La figure de la « *déchéance de la cité* » (p.180) est celle de la fermeture du réseau, de la corruption, des privilèges et des mafias.

Conformément à l'architecture du modèle des cités des *Economies de la grandeur*, il existe un certain nombre de conditions à réunir pour constituer un ordre justifiable. Tout d'abord, le respect d'un « *principe de sacrifice* » (p.183), ou encore d'une « *formule d'investissement* » (ibid.), qui prend la forme, dans la cité par projets, d'un renoncement à la stabilité, à l'enracinement local et à la sécurité, mais aussi à un renoncement par rapport aux engagements autres que le projet, ayant par définition une durée limitée, au patrimoine et à la possession de biens matériels qui rendent immobiles, renoncement à l'autorité, et enfin, le sacrifice de « *sa propre intériorité et de la fidélité à soi* » (p.186), car l'être de la cité par projets n'existe qu'en tant que reflet de ses liens et de ses connexions toujours changeantes. « *L'épreuve modèle* » (p.188) est celle de la fin du projet et de la transition (réussie ou non) vers un autre projet et les « *dispositifs de justice* » (p.189), qui sont, rappelons-le largement déficitaires, sont essentiellement préventifs et visent à anticiper la rupture des connexions.

Selon les auteurs, c'est la figure du « *réseau* » qui structure de la cité par projets, à partir d'outils et de concepts développés au croisement de champs disciplinaires tels que la neurologie et l'informatique… mais certainement, aussi, l'écologie scientifique, laquelle se définit précisément comme la science des liens entre les êtres vivants et entre les êtres vivants et leurs milieux et où la figure du réseau, des interdépendances et des interactions est constitutive (chaines trophiques, écosystèmes, flux de matière et d'énergie…). Les auteurs notent que la littérature de management associe la figure du réseau à trois thèmes : celui de la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

communication, « *représenté par des références* » (p.209) à Habermas, notamment, celui de la « *complexité* » (ibid.) au travers des travaux de J.P. Dupuy et E. Morin, et enfin, celui du « *désordre, du chaos et de l'auto-organisation* » (ibid.), en référence par exemple aux travaux d'I. Stengers. Or, ces auteurs affichent une proximité assez prononcée avec l'écologie. Plus fondamentalement, Boltanski et Chiapello (1999) notent que « *la formation du paradigme du réseau* » (p.216) prend notamment appui sur « *la rémanence, depuis le XIXe siècle, d'une conception organiciste de la société comme corps vivant irrigué par des flux* » (p.217), conception organiciste qui traverse, précisément toute l'histoire de l'écologie – scientifique et politique – depuis la vision arcadienne de Gilbert White à la « *land ethic »* d'Aldo Leopold, en passant par la philosophie d'Alfred North Whitehead (Worster, 1994 ; Flipo, 2014).

L'enracinement de la cité par projets dans l'écologisme est en réalité assez explicite lorsque Boltanski et Chiapello (1999) notent :

> « *Sous d'autres rapports, on trouve dans les écrits des principaux auteurs dont nous avons extrait le dessin de la cité par projets la trace d'une lecture, dans les années 70, des œuvres de Ivan Illich dont l'accent antiautoritaire, la critique de la centralisation, l'importance accordée à l'autonomie et à ce qu'on pourrait appeler avec un certain anachronisme, l'auto-organisation, et aussi l'humanisme technologique – mettre l'outil au service des hommes et non l'inverse – seront repris dans la thématique de la cité par projets. Il reste qu'Ivan Illich n'est pas ou peu cité par les auteurs de management, au moins dans leurs écrits (ce qui n'exclut pas la reconnaissance à l'oral, au cours d'entretiens, d'une dette ou d'un amour de jeunesse) parce que le degré auquel il a poussé la critique de la société industrielle, la critique de la marchandisation et la critique du pouvoir du capital, ne sont simplement pas compatibles avec les tâches du management* » (p.210).

Muni de ce nouvel appareillage idéologique, le capitalisme pu se redéployer, en suscitant à nouveau l'engagement des salariés et notamment des cadres, tout en ré-ouvrant des espaces de profit. Le développement de la cité par projets, comme justification dominante du monde connexionniste, a eu pour effet de saper les fondements en justice des épreuves précédemment institutionnalisées, permettant ainsi les déplacements. Le corolaire de l'apparition du troisième esprit du capitalisme est l'affaiblissement des critiques sociale, artiste et écologiste, qui se voient récupérées par le capitalisme est associées à de nouveaux motifs d'engagement dans le processus d'accumulation.

3.3.3 L'endogénéisation et l'affaiblissement des critiques

Là encore, il semble assez net que le travail de transformation idéologique des critiques et leur mise au service d'une nouvelle forme d'accumulation s'effectue non seulement à partir de la critique artiste, mais aussi à partir de la critique écologiste. Concernant la critique de l'oppression et les revendications d'autonomie, les auteurs notent que les qualités valorisées par le néo-management et le troisième esprit du capitalisme sont :

> « *L'autonomie, la spontanéité, la mobilité, la capacité rhizomatique, la pluri-compétence (par opposition à la spécialisation étroite de l'ancienne division du travail), la convivialité, l'ouverture aux autres et aux nouveautés, la disponibilité, la créativité, l'intuition visionnaire, la sensibilité aux différences, l'écoute par rapport*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

au vécu et l'accueil des expériences multiples, l'attrait pour l'informel et la recherche des contacts interpersonnels – directement empruntées au répertoire de Mai 68 » (ibid.).

Certaines de ces qualités nous semblent directement liées à la contestation écologiste. Néanmoins, alors que ces thèmes étaient, au travers des critiques artistes et écologistes, associées à une remise en cause radicale du capitalisme, ils se trouvent

« *En quelque sorte autonomisés, constitués en objectifs valant pour eux-mêmes et mis au service d'une force dont ils entendaient hâter la destruction. La critique de la division du travail, de la hiérarchie et de la surveillance* (…) *est ainsi détachée de la critique de l'aliénation marchande, de l'oppression par les forces interpersonnelles du marché qui pourtant l'accompagne presque toujours dans les écrits contestataires des années 70* » (ibid.).

La proximité de l'écologisme vis-à-vis de la critique du désenchantement est encore plus explicite :

« *L'accent mis dans le néo-management sur la convivialité, sur les rapports humains authentiques (par opposition au formalisme bureaucratique), constituent dans l'ordre de l'organisation de la production, une réponse aux critiques qui dénonçaient l'aliénation dans le travail et la mécanisation des relations humaines* » (p.150-151), le néo-management se tourne vers « *ce qu'on appelle le "savoir-être" par opposition au "savoir" et au "savoir-faire"* » (p.151) et se traduit par un effort pour « *mettre en place des modes d'organisation* [de la production] *plus personnels et plus humains* » (ibid.).

Néanmoins les nouveaux dispositifs mis en place produisent l'effet l'inverse de ce pourquoi ils sont promus :

« *Ils réclament un engagement plus complet et* (…) *parce qu'ils sont plus humains, pénètrent aussi plus profondément dans l'intériorité des personnes, dont on attend qu'elles se "donnent" – comme on dit – à leur travail et rendent possible une instrumentalisation des hommes dans ce qu'ils ont de proprement humain* » (p.152).

Parallèlement, alors que l'écologisme se définit souvent par le mouvement de politisation de la consommation qu'il entraine, Boltanski et Chiapello (1999) notent :

« *Une autre forme de réaction au thème du désenchantement vise à apporter une réponse aux critiques d'inauthenticité de la vie quotidienne* (…) *qui s'enracinent plutôt dans la sphère de la consommation et qui dénoncent les besoins préfabriqués, l'emprise de la publicité et du marketing* (…), *le règle du quantitatif (par opposition à la qualité), la standardisation des biens dans la production de masse* (…) » (p.152).

Sur ce plan, la réponse du capitalisme vise « *à introduire de "l'authentique", sous la forme du "personnalisé", dans la production capitaliste* » (ibid.) et à promouvoir la production de produits (présentés comme) « *satisfaisant de "vrais besoins"* » (p.153).

Ainsi, à partir de la seconde moitié des années 1980, le désarmement critique est total. En effet, la critique sociale n'a plus les outils d'interprétation qu'elle s'était forgée pendant un siècle – et notamment la référence à la notion de classes sociales. L'effondrement du communisme n'offre plus d'alternative au capitalisme, ceci ayant eu deux effets : l'un, « *pratique* » (p.416) se traduit par un déplacement des réactions face à l'indignation et à la misère « *sur une position caritative ou humanitaire* » (ibid.) et l'autre, théorique « *correspond*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

à l'abandon des approches macrosociologiques et macrohistoriques et à un repli sur la micro-analyse de jugements en situation » (ibid.). Quant aux critiques artistes et écologistes, elles ont été victimes de leur succès, ou de leur échec, selon le point de vue : la demande de libération a contribué à l'émergence de nouveaux marchés, comme celui des biens et services liés au sexe, ou encore au développement de secteurs tels que le tourisme ; la demande de créativité a permis l'innovation dans la production de services culturels et dans les nouvelles technologies, et enfin, concernant les deux revendications proches de l'écologisme, la demande d'autonomie et de rapports plus « *humains* » a permis l'émergence de l'autocontrôle et donc indirectement un réengagement des travailleurs dans la production et une baisse des coûts du contrôle et la demande d'authenticité liée à la critique de la consommation de masse a permis la diversification des biens et services marchands personnalisés et produits à petite échelle.

Toutefois, il faut souligner que, comme le montrent Boltanski et Chiapello (1999), dans la mesure où le troisième esprit du capitalisme repose sur un compromis, c'est-à-dire sur une forme d'articulation spécifique entre deux registres de justification différents, qui sont aussi deux rapports d'inversion des grandeurs, ce compromis n'est pas dénué de toute tension. En effet, si la possession de biens marchands peut agir comme un élément qui apaise l'angoisse liée à la vie dans un monde réticulaire, la possession de biens matériels qui rendent immobiles est aussi associée à l'état de petit dans la cité par projets. A l'inverse, si le capitalisme a besoin d'étendre la sphère marchande afin de trouver de nouveaux débouchés, les dispositifs réticulaires et de mise en réseau de la cité par projets n'ont pas nécessairement de finalité marchande et ils peuvent, au contraire, se déployer en articulation aux cités civique et domestique, ce qui peut par exemple être le cas dans le champ de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), ou encore de l'économie sociale et solidaire. C'est en ce sens que Chiapello (2013) identifie différents champs ou scénarios potentiels, ouvrant la voie à un réarmement et à une ré-articulation des critiques sociale, artiste et écologiste. Penchons-nous, pour l'instant, sur les formes actuelles que semble prendre cette dernière.

3.4 Les formes contemporaines de la critique écologiste : la décroissance, le développement durable et la croissance verte

Boltanski et Chiapello (1999) consacrent la dernière partie de leur ouvrage à l'étude des stratégies et des dispositifs qui semblent témoigner, sinon permettre, une relance des critiques sociale et artiste. Les auteurs semblent voir émerger, ou en appellent en priorité à une reprise de la critique sociale, ce qui s'explique par le déficit en termes de sécurité qu'affiche la cité par projets et *a fortiori* le monde connexionniste. Pour ce faire, la critique sociale doit prendre la forme d'une théorie de l'exploitation ajustée au monde connexionniste, afin de tendre en justice les épreuves instituées. Cette tension en justice passerait notamment selon les auteurs par le développement de nouveaux cadres juridiques et de nouveaux types de dispositifs visant à assurer une meilleure égalité des chances de mobilité (par exemple, droits de tirage sociaux, emplois aidés, revenu minimum de base et revenu universel, taxes sur les capitaux, les processus de certification… et d'autres dispositifs interprétés comme autant de signes hésitants, attestant d'un début de redémarrage de la critique). La (les) critique(s) artiste (et écologiste) semble(nt) quant à elle(s) paralysée(s), dans un premier temps, car les

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

déplacements opérés par le capitalisme ont eu pour effet de discréditer, en partie, ce qu'elles dénonçaient. Néanmoins, les auteurs envisagent deux voies pour une relance de la critique artiste : la nécessité de repenser la sécurité comme un facteur de libération, d'une part et celle de dénoncer la marchandisation croissante d'espaces restés auparavant hors de la sphère marchande, d'autre part. Afin d'étudier dans quelle mesure la critique écologiste semble pouvoir contribuer à une relance de la critique, il nous faut tout d'abord nous poser la question de savoir quels ont été les effets, sur la critique écologiste, de son endogénéisation par le capitalisme. L'hypothèse que nous avançons est que cette récupération de la critique par le capitalisme a eu pour effet une pluralisation des formes d'idéologies dominantes, des « *croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.35), au sein de la pensée écologiste à partir des années 1980-1990.

A l'image de ce que nous avons montré pour le champ de la conservation dans la première moitié du XXe siècle, il nous semble pertinent de mettre en évidence que l'écologisme se trouve aujourd'hui partagé entre trois grandes figures idéales typiques dominantes : celle du « *développement durable* », de la « *croissance verte* » et de la « *décroissance* ». De la même manière que précédemment, ces 3 figures idéales typiques ne font pas l'objet d'un consensus stable et leurs définitions peuvent varier assez fortement selon les acteurs qui les mobilisent et les contextes. Par exemple, pour Vivien (2005a) les conceptions de la « *croissance durable* » et celle prônant un « *autre développement* » font toutes deux parties de la catégorie plus vaste du « *développement soutenable* ». Notre objectif n'est pas de proposer de nouvelles définitions de ce que seraient le développement durable, la croissance verte ou la décroissance, ce qui s'avèrerait stérile. Nous cherchons plutôt à étudier, par leur mise en confrontation et par leur relecture à partir du cadre conventionnaliste, ce qui constitue leur originalité, leur identité propre, en les réduisant à une substance minimale. Cette catégorisation, même sommaire, peut s'avérer utile afin d'identifier de quels côtés les leviers pour une reprise de la critique sont à rechercher. Plus largement, ces éléments essentiels à l'élaboration du modèle d'analyse sur lequel repose la thèse, seront mis à l'épreuve dans les chapitres 5 et 6, afin de répondre à notre question de recherche.

Les frontières entre ces formes idéales typiques sont donc poreuses au sens où ce qui est mis en avant par l'une n'est pas systématiquement rejeté par l'autre. Notamment, chacune de ces trois grandes figures idéales typiques prend au sérieux les problèmes environnementaux – c'est le minima requis pour constituer une critique écologiste, même sous une forme endogénéisée. Ceci les distingue donc d'une vision, encore bien présente, « *prométhéenne* » du développement (Dryzek, 2005), même si les registres de justification sur lesquels elles reposent, ainsi que les orientations politiques qu'elles mettent en avant diffèrent considérablement. Un autre point notable de convergence entre la conception de la croissance verte et celle du développement durable, plus particulièrement, est relatif à la croyance dans la nécessité de maintenir la croissance économique comme objectif économique et social (plus ou moins prioritaire ou subordonné à d'autres considérations, selon les cas), ce que contestent en revanche fermement les tenants de la décroissance. Toutefois, l'accent mis sur une nécessaire réinsertion de l'économique dans le social (plus ou moins radicale et selon des définitions différentes) est un trait saillant commun à la décroissance et au développement durable, mais il s'agit d'une dimension très secondaire, sinon absence, dans la conception de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la croissance verte. Comme nous l'avons déjà souligné lorsque nous avons abordé la question des sources de l'indignation écologiste, le caractère structurant de la question de la croissance dans notre typologie (ou autrement dit, nous le pensons, dans la critique écologiste) est le revers de l'importance qu'à prise la question des « *limites* » (c'est-à-dire des ressources non renouvelables et du rythme de régénération de la biosphère) dans la construction de l'écologisme, dès les années 1970.

Comme nous l'avons fait pour l'étude de l'écologisme dans la première moitié du XXe siècle, nous montrons que ces trois formes de critiques écologistes se structurent autour de formes de bien commun particuliers et mettent en avant différents types de dispositifs institutionnels et de logiques d'action. Mais en outre, nous mettrons en évidence qu'elles reposent sur différentes formes d'articulation entre diverses sources d'indignation. Par conséquent, ce que nous appelons formes de critiques écologistes articulées font référence à différentes formes idéales typiques d'idéologie écologistes critiques vis-à-vis du capitalisme, qui sont à la recherche d'un compromis entre différentes formes de bien commun et qui tentent d'articuler une ou plusieurs sources d'indignation écologistes, avec une ou plusieurs sources d'indignation caractéristiques des critiques sociales et artistes. Le tableau n°4.3 en présente une synthèse.

Tableau n°4.3 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

Formes de critiques écologistes	**Décroissance**	**Développement durable**	**Croissance verte**
Cités	Domestique-Civique	Civique-Industriel/Civique-Par projet	Par projet-Marchand-Industriel
Formes d'articulation des sources d'indignation	Aliénation technicienne, productiviste et consumériste	Inégalités sociales et environnementales du développement	La dégradation de l'environnement comme coût d'opportunité
Qualification des êtres en présence (humains et non humains)	Réciprocité et solidarité entre l'humain et la nature ; être humain aspirant à la simplicité et à l'authenticité	Conservation des ressources naturelles ; être humain devant pouvoir satisfaire ses besoins essentiels ; générations futures	Capital naturel ; services écosystémiques ; Homo oeconomicus doté d'une rationalité sur le long terme
Dispositifs et logique d'action	Relocalisation ; dé-marchandisation ; dé-technicisation ; dé-bureaucratisation ; autonomie communautaire et valorisation des savoirs vernaculaires.	Durabilité sur le long terme; justice redistributive ; progrès social et écologique ; gouvernance multi-échelle ; engagement volontaire et coopératif.	Efficacité énergétique ; progrès technologique et innovations ; investissement à long terme ; internalisation des externalités ; modernisation écologique.

Source : tableau construit par l'auteure

3.4.1 La décroissance

La forme idéale typique de la décroissance présentée ici se base essentiellement sur la synthèse récente proposée par Kallis et al. (2015). Le premier élément mis en avant par les auteurs est que le champ de la décroissance doit plutôt être envisagé comme un cadre général de débat entre différents imaginaires et différentes lignes d'action, plutôt radicales mais qui ne sont pas le fruit d'une pensée linéaire et consensuelle. Selon les auteurs, les objecteurs de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

croissance les plus en vue actuellement au sein du champ sont : Serge Latouche, Mauro Bonaiuti, Paul Ariès, Jacques Grinevald, François Schneider et Pierre Rabhi. Les promoteurs de la décroissance se revendiquent dans une continuité vis-à-vis des travaux d'Ivan Illich, Nicholas Georgescu-Roegen et André Gorz. Ce dernier fut le premier à employer le terme décroissance en 1972 dans un article du *Nouvel Observateur* (Kallis et al. 2015). Le débat public autour de la décroissance a repris en France en 2002, avec l'édition spéciale de la revue *Silence* dédiée aux travaux de Georgescu-Roegen et avec l'organisation à l'UNESCO de la conférence « *Défaire le développement, refaire le monde* » (Latouche, 2010). La création du journal *La décroissance* en 2004 a également contribué à la diffusion du mouvement, de même que la création par François Schneider du collectif « *Research and Degrowth* », qui a œuvré à l'organisation d'une série de conférences sur la décroissance à Paris en 2008, Barcelone en 2010, Montréal en 2011, Venise en 2012, Leipzig en 2014 et Budapest en 2016. Kallis et al. (2015) notent que la conférence de 2010 a notamment permis d'ouvrir le réseau vers celui de l'Economie Ecologique, ainsi que vers les courants Latino-américain de la *political ecology* et de la justice environnementale, via l'Institut des Sciences Environnementales et des Technologies de Barcelone. La décroissance est aussi un mouvement activiste qui s'est développé à Lyon à partir de l'année 2000, puis en Italie et en Espagne par la suite.

Pour Kallis et al. (2015) « *degrowth signifies, first and foremost, a critique of growth. It calls for the decolonization of public debate from the idiom of economism and for the abolishment of economic growth as a social objective* » (p.3). Latouche (2010) précise que la décroissance « *n'est pas un concept* » (p.16) ni une théorie « *comme les économistes ont pu faire des théories de la croissance* » (ibid.) fournissant des « *modèles clef en main* » (ibid.) :

> « *C'est un slogan politique à implications théoriques, un "mot-obus", comme dit Paul Ariès, qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme*. (…) *En toute rigueur, il conviendrait de parler d'"a-croissance", comme on parle d'"a-théisme", plutôt que de parler de "dé-croissance". C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une religion dont il s'agit : celle de l'économie, de la croissance, du progrès et du développement* » (p.17).

Les objecteurs de croissance en appellent donc à la prospérité (plutôt qu'au « *développement* ») de plusieurs secteurs d'activités comme l'éducation, la santé, les énergies renouvelables etc. alors que d'autres, comme les industries polluantes ou le secteur financier doivent disparaitre (Kallis et al. 2015). Ils soulignent que le « *développement* » est problématique car il tend à devenir autoréférentiel et qu'il n'est, précisément, pas « *soutenable* ». Ainsi, l'un des objectifs est de repolitiser le débat écologiste et de briser le consensus technocratique du « *développement durable* » : « *degrowth calls for the politicization of science and technology, against the increasing technocratization of politics* » (Kallis et al. 2015, p.9).

Le cœur du message est que, puisque le PIB ne mesure pas le bien-être (Gadrey, 2010 ; Gadrey et Jany-Catrice, 2007), le maintien de sa croissance comme objectif économique et social prioritaire relève de la schizophrénie collective. Ils dénoncent la croissance comme un phénomène injuste, fondé sur une marchandisation croissante d'activités qui érode le lien social et qui est insoutenable écologiquement. En effet, les objecteurs de croissance préfèrent ne pas miser sur le progrès technique comme solution à la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dématérialisation de l'économie (c'est-à-dire afin de réduire les consommations de matière et d'énergie), car ils montrent qu'il est probable que les gains d'efficacité soient contrebalancés par l'augmentation de la consommation globale (c'est « *l'effet rebond* » ou encore le « *paradoxe de Jevons* »), sans réorientation plus fondamentale des modes de consommation et de production.

Mais la décroissance est aussi un projet positif, notamment dans la perspective d'Illich : celui de la recherche d'autonomie. En effet, Kallis et al. (2015) notent :

> « *Following Illich, degrowthers take issue with fossil fuels not only because of peak oil or climate change, but because a high use of energy supports complex technological systems.* (…) *Autonomy instead requires convivial tools, i.e. tools which are understandable, manageable and controllable by their users. A urban garden, a bicycle or a Do-It-Yourself Adobe house are convivial and autonomous. A weed-resistant GMO field, a high speed train or an energy-efficient "smart building" are not* » (p.8).

Le champ de la décroissance nous semble pouvoir être appréhendé aujourd'hui comme l'une des tentatives les plus approfondies de ré-articulation des différentes sources d'indignation mises en avant par Boltanski et Chiapello (1999), auxquelles il est possible d'ajouter celles que nous avons identifiées comme étant caractéristiques de la critique écologiste. En effet, la posture de la décroissance s'insurge, d'une part, contre la destruction de la nature, comme conséquence de la croissance et du capitalisme. Sur ce point, Kallis et al. (2015) notent que les objecteurs de croissance critiquent radicalement le capitalisme parce que la croissance est un impératif qui lui est nécessaire: « *growth avoids redistributive conflict and sustain capitalism politically* » (p.10). Dans le même mouvement, cette remarque nous fait comprendre que la décroissance n'écarte pas l'indignation généralement associée à la critique sociale, vis-à-vis des inégalités et de l'égoïsme caractéristiques du capitalisme. Et, d'autre part, la critique de la décroissance s'insurge contre la réification du vivant, la négation de ce qui est authentiquement humain et naturel et elle se traduit par une revendication d'autonomie vis-à-vis de la société technicienne, dont l'inauthenticité et le désenchantement sont aussi dénoncés. Latouche (2010) indique que :

> « *Renouer avec cette condition d'esprit préaristotélicienne* » (p.20) qui « *implique des rapports de réciprocité entre les hommes et le reste de l'univers* » (ibid.) est « *sans doute la condition de notre survie* (…). *En niant la capacité de régénération de la nature, en réduisant les ressources naturelles à une matière première à exploiter au lieu de la considérer comme un "ressourcement", la modernité a éliminé ce rapport de réciprocité* (p.20).

Kallis et al. (2015) ajoutent que la transition vers la décroissance « *is not a sustained trajectory of descent, but a transition to convivial societies who live simply, in common and with less* » (p.11). Pour l'essentiel, la critique de la décroissance observe et en appelle à la mise en place de nouvelles formes de relations sociales et de dispositifs économiques prenant la forme de communautés ouvertes, maintenues par un ancrage fort au niveau local et par une forme de contrôle de proximité (des finalités sur les moyens, des humains sur les outils et des valeurs d'usage sur les valeurs d'échange). Kallis et al. (2015) mettent en évidence que la transition vers une société de décroissance peut passer la mise en place de différents types de dispositifs : « *eco-communities, online communities (see digital commons), communities of*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

back-to-the-landers, cooperatives, urban gardens, community currencies, time banks, barter markets, associations of child or health care » (p.11). Les mouvements de désobéissance civile, les mouvements des indignés, de *occupy* et des *nowtopians* et plus généralement la promotion de formes plus directes de démocratie sont vues par les auteurs comme autant de moyens politiques au service de la transition vers une société de décroissance.

C'est en raison de l'importance des références aux relations de type communautaires, à la relocalisation des activités économiques et sociales, aux liens de proximité, ainsi qu'à la remise au service des moyens aux finalités, au sein de la décroissance, que nous pensons que cette dernière tend à se déployer en réactivant principalement un registre de justification domestique. Mais la décroissance puise aussi ses ressources dans la cité civique, dans la mesure où c'est précisément au nom d'un accès égal aux ressources vivantes et à un environnement de qualité (y compris pour les générations futures) qu'il s'agit d'organiser la décroissance (Flipo, 2014). Ainsi, selon Kallis et al. (2015) les tenants de la décroissance en appellent à la mise en place d'institutions de protection sociale et de travail adaptées à un monde sans croissance, comme les « *job guarantee schemes* » (p.12), ou encore le « *unconditional basic income* » (ibid.), mais ils mentionnent également une « *progressive taxation on wages, profits and consumption* » (ibid.), le « *worksharing i.e. redistribution of work between employed and unemployed via reduction of working hours in the paid sector* » (ibid.). Concernant la monnaie ils indiquent « *a transitional degrowth proposal is for the State to take back the control of the creation of new money from private banks* » (p.13). Par ailleurs, selon eux, « *citizens-run debt audits are essential for determining which debts are legitimate and which are not* » (p.13).

Ainsi, si l'ensemble de ces éléments plongent leurs racines dans la cité civique, ces diverses propositions ne forment pas (et ne sont pas faites pour former) un ensemble unifié et cohérent et chacune d'entre elle ne fait pas consensus au sein de la critique de la décroissance (ce qui nous fait retomber, d'ailleurs, sur l'idée selon laquelle les différentes sources de l'indignation identifiées par Boltanski et Chiapello (1999) sont généralement impossibles à tenir ensemble). Un important débat autour du revenu inconditionnel de base apparait notamment régulièrement dans le journal *La Décroissance*, la majorité des auteurs en critiquant le principe, dans la mesure où cela aboutirait, selon eux, à l'organisation d'une dépendance encore plus grande des bénéficiaires de ce type de revenu, vis-à-vis de la société salariale et technicienne, sans que les principes fondamentaux de cette dernière se soient remis en cause.

Par ailleurs, il est notable que certaines franges de la décroissance semblent se déployer via la réactivation d'un registre de type inspiré, ce qui s'avère par exemple le cas de la revue *Limite* où les fondamentaux de l'écologisme sont articulés à une pensée d'inspiration religieuse, notamment chrétienne. Plus globalement, par certains aspects (et notamment via les prises de positions exprimées contre la Procréation Médicalement Assistée, interprétée comme étant le produit de la société technicienne), la critique de la décroissance pourrait trouver à s'articuler assez facilement avec ce que Chiapello (2013) qualifie de retour de la critique « *conservatiste* ». Cela dit, si ces éléments nécessiteraient sans doute une investigation plus poussée, la réactivation de l'ordre inspiré comme fondement en légitimité pour la critique de la décroissance nous semble, aujourd'hui, occuper une place moins importante, relativement aux registres domestiques et civiques.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

3.4.2 Le développement durable

Le développement durable peut être compris comme la deuxième forme dominante de critique écologiste aujourd'hui. Pour construire cette présentation idéale typique du développement durable nous nous sommes essentiellement basés sur la synthèse proposée par Figuière et al. (2014). L'intérêt de cette contribution est qu'elle n'essaie pas de tout inclure dans le développement durable, mais au contraire d'en dégager les spécificités, en étudiant au plus près les textes officiels et surtout en amenant une discussion sur les deux « *versions* » du développement durable : celle développée par Ignacy Sachs, d'une part, inspirée de la conférence de Stockholm en 1972, et celle du rapport Brundtland (CMED, 1987), d'autre part, qui servira de base lors de la conférence de Rio en 1992 et qui finira par remplacer la première, pour devenir la représentation hégémonique du développement durable.

Ce que les auteurs mettent en évidence est que Sachs définit « *l'écodéveloppement* » par opposition au « *mal-développement* » et qu'il s'agit d'abord un projet pour les pays du sud. Figuière et al. (2014) rapportent que selon Sachs (1980):

> « *Le concept d'écodéveloppement implique une hiérarchie des objectifs : d'abord, le social, ensuite, l'environnement, et enfin seulement la recherche de la viabilité économique, sans laquelle rien n'est possible. La croissance ne doit pas devenir un but premier mais rester un instrument au service de la solidarité entre les générations, présentes et celles à venir* » (Sachs, 1980, p.31 in Figuière et al. 2014, p.8).

A la différence de la critique de la décroissance, le développement durable ne remet donc pas en cause le principe de la croissance en tant que tel, mais il propose de le re-subordonner à un objectif avant tout social et écologique. Pour Sachs (1980) l'écodéveloppement est un « *un outil heuristique qui permet au planificateur et au décideur d'aborder la problématique du développement* » (Sachs, 1980, p.31, in Figuière et al. 2014, p.7) parce qu'il offre une structure : 1) « *pertinence sociale et équité des solutions proposées* » ; 2) « *prudence écologique* » ; 3) « *efficacité économique, qui n'est qu'instrumentale* » ; 4) « *les solutions proposées doivent être culturellement acceptables* » ; 5) la « *nécessité de rechercher de nouveaux équilibres spatiaux* » (Figuière et al. 2014 ; p.7-8). Par conséquent, dans cette conception, si l'objectif de planification à long terme (qui n'est pas sans rappeler la conception conservationniste de Pinchot, analysée dans la section 2) suggère une référence à la cité industrielle, l'accent n'est néanmoins pas mis sur l'efficacité ou sur la productivité comme objectifs prioritaires, mais plutôt sur une exigence civique d'égalité dans la satisfaction des besoins. En ce sens, l'idéologie du développement durable semble travailler à une articulation entre, d'une part, l'une des sources de l'indignation écologiste, face à la dégradation de l'environnement, liée à l'existence d'un capitalisme non régulé et, d'autre part, les sources d'indignations caractéristiques de la critique sociale, face à la misère et aux inégalités.

Dans un second temps, la définition du développement durable selon le rapport Brundtland (CMED, 1987) s'impose néanmoins progressivement :

> « *Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée de limitation que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir » (CMED, 1987, in Figuière et al. 2014, p.14).

Là aussi, l'indignation sociale vis-à-vis de la misère et des inégalités est sensible, mais une rupture conceptuelle s'introduit sur la question des limites : alors qu'au départ le développement durable « *partait du postulat des limites de la biosphère, le rapport Brundtland met l'accent sur les limites de nos capacités techniques et de nos organisations sociales. En prolongeant encore un peu, le premier se situe ainsi en durabilité forte, le second en durabilité faible* » (p.25). Plus fondamentalement, Figuière et al. (2014), montrent que, dans le contexte de la mondialisation néolibérale où l'ensemble des actions internationales en faveur du développement sont régies par les orientations du consensus de Washington, la définition du développement durable de la version Brundtland va faire l'objet d'un glissement sémantique progressif et d'un détachement vis-à-vis de la critique du mal-développement caractéristique de la conception originelle d'Ignacy Sachs. Le développement durable se transforme en une équation vertueuse « *libéralisation = croissance = meilleure protection de l'environnement = développement durable* ». C'est en suivant la même logique que le projet au cœur de Rio+20 sera la croissance verte (Vivien, 2013).

Figuière et al. (2014) notent que si « *la déclaration de Stockholm revient à plusieurs reprises sur la nécessité de planifier, celle de Rio (insiste) sur la nécessité de maintenir ou de mettre en place la liberté des échanges et des investissements* » (p.22). Néanmoins, plutôt qu'un retour vers une logique marchande, il s'agit selon nous d'une adaptation à la cité par projets, car l'accent est mis sur l'engagement volontaire, la coopération entre les parties prenantes, la décentralisation et l'action en réseau via, par exemple, les Agendas 21, la gouvernance multi-échelle etc. Néanmoins, dans l'ensemble, si le développement durable se présente comme un cadre général d'action, un « *projet* », un « *outil heuristique* » (Figuière et al. 2014), ou encore une stratégie globale afin de repenser le développement, il ne cible pas de dispositifs institutionnels précis pour y parvenir. C'est probablement ce qui explique le problème de « *l'implementation gap* » qui est souvent souligné, voir le caractère « *paradoxal* » du développement durable : « *plus le développement durable prétend s'introduire dans nos sociétés, plus se font vives les menaces auxquelles il est supposé répondre ; un peu comme s'éloignerait le terme d'une course au fur et à mesure que l'on s'en approche* » (Zuindeau, 2009).

Cette évolution progressive explique que, selon nous, la critique écologiste du développement durable se soit, à l'origine, principalement construite en prenant appui sur les registres civique et industriel, mais nous pensons qu'elle s'est s'affirmée, à mesure de son intégration au sein des institutions de la gouvernance internationale, comme une critique recherchant ses fondements en légitimité du côté des registres civique et par projets.

3.4.3 La croissance verte

La synthèse de la forme idéale typique de la croissance verte que nous proposons est principalement basée sur l'ouvrage de Chevalier (2013) ainsi que sur le rapport de Crifo et al. (2009). L'idéologie de la croissante verte se situe dans la continuité du glissement sémantique

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

déjà souligné par Figuière et al. (2014) concernant le développement durable : la thématique de la croissance verte a été au cœur du Sommet de la Terre de Rio+20, en 2012. La banque mondiale, le PNUE et l'OCDE multiplient les rapports sur le sujet depuis le milieu des années 2000. L'OCDE, à lui seul, en a publié vingt-deux depuis 2010 et le site internet de l'OCDE précise :

> « *The OECD Green Growth Strategy, launched in May 2011, provides concrete recommendations and measurement tools to support countries' efforts to achieve economic growth and development, while at the same time ensure that natural assets continue to provide the ecosystems services on which our well-being relies. The strategy proposes a flexible policy framework that can be tailored to different country circumstances and stages of development* » (OCDE, 2015).

Comme le souligne Vivien (2013) la croissance verte s'inscrit dans une certaine continuité vis-à-vis des travaux pionniers de l'Economie de l'Environnement sur les instruments des politiques environnementales, qui existent depuis les années 1950. Ce dernier indique également que ces travaux ont été marginalisés pendant les années 1990, face à la réaffirmation d'une perspective de durabilité « *forte* » (c'est-à-dire qui ne suppose pas que les capitaux produits par l'homme et les capitaux naturels sont substituables). L'idéologie de la croissance verte a néanmoins connu un nouvel essor à partir des années 2000, en mettant cette fois-ci l'accent sur les innovations écologiques (Vivien, 2013).

Le caractère subversif de l'idéologie de la croissance verte vis-à-vis de la croissance, du capitalisme, du progrès et du développement est bien moindre, comparé aux perspectives du développement durable (au moins dans sa version initiale) et, *a fortiori*, de la décroissance. Néanmoins, la croissante verte n'en reste pas moins une critique écologiste du capitalisme, au sens où elle s'oppose à une vision purement « *prométhéenne* » du développement (Dryzek, 2005), fondée sur le déni pur et simple des problèmes écologiques et/ou sur une confiance sans limites dans l'autorégulation du système économique pour faire face aux enjeux écologiques et sociaux. En effet, Crifo et al. (2013) partent du constat de « *l'épuisement de notre modèle de croissance* » (p.3), qu'il s'agirait donc de « *modifier profondément* » (ibid.) afin « *d'entretenir une relation plus équilibrée avec l'environnement* » (ibid.), au moyen d'une série de « *transformations structurelles* » telles que :

> « *Des modifications de comportement réalisables avec les technologies existantes ; mais également avec un recours accru aux NTIC ; et un processus très puissant d'innovation et de création de nouveaux produits et services bouleversant les chaînes actuelles de valeur* » (ibid.).

L'environnement constitue donc un problème, certes, mais il existe une solution : la croissance, car cette dernière permet l'innovation. Chevalier et al. (2013) notent en effet que :

> « *L'environnement est un nouveau défi qui est lancé à nos sociétés. La transition sera longue, douloureuse, inégale, coûteuse, mais ceux qui sauront apporter des éléments de solution seront les gagnants sur le long terme* (…). *L'instrument majeur pour relever ce défi, c'est l'innovation. Pas seulement l'innovation technologique, mais aussi les innovations organisationnelles, institutionnelles, financières. Les initiatives individuelles, la créativité, l'esprit d'entreprise, sont les composants majeurs de cette nouvelle dynamique qui est celle de la construction de la compétitivité de long terme* (p.9).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les auteurs notent : « *il ne faut pas délaisser la préparation du long terme dans le contexte économique actuel, ce qui nous permettrait de construire les avantages compétitifs de demain* » (p.7), sachant que, par ailleurs « *l'agence internationale de l'Energie, qui ne peut être suspectée de complaisance écologique* » (p.8) a calculé, suivant la méthode Stern, « *ce que coûte à l'économie mondiale le fait de ne pas agir plus vigoureusement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La note augmente d'année en année* » (p.8). De Perthuis et Jouvet (2013) vont même plus loin, en inversant la logique : la croissance n'est plus seulement une solution pour l'environnement, c'est l'environnement qui devient une solution pour la croissance. Voici, en effet, les premières lignes de la conclusion de leur ouvrage :

> « *Nous nous interrogions en introduction sur la couleur de la croissance. Au terme de ce parcours, examinons celle du capital. Dans la représentation standard, les économistes considèrent le capital comme un stock limité de ressources dont la rareté risque de peser à terme sur la croissance. Nous avons tenté d'enrichir cette représentation à partir d'une idée simple : moins que la rareté des matières premières c'est la dégradation des grandes fonctions régulatrices naturelles – la stabilité du climat via le mécanisme de l'effet de serre et la diversité des écosystèmes – qui menace la poursuite de l'expansion. Pour y remédier, il faut introduire un nouveau prix dans l'économie qui mesure le coût de nos atteintes à ces fonctions régulatrices. Cette nouvelle valeur permet alors d'investir dans la baisse des pollutions pour reconstituer un capital naturel. L'investissement dans le capital vert devient dès lors un ressort générant de multiples innovations qui permettent de réorienter la croissance en assurant sa pérennité* » (p.245).

La croissance verte puise donc son indignation dans la dégradation de l'environnement (source 5), pensée comme une conséquence d'un « *mauvais* » modèle de croissance : le problème environnemental se présente essentiellement comme un coût d'opportunité, visible uniquement si l'on adopte une rationalité économique, ou plus précisément industrielle, à plus long terme. Les métaphores et les références au « *capital naturel* » et aux « *services écosystémiques* » sont omniprésentes.

Les tenants de la croissance verte en appellent à une intervention plus poussée des pouvoirs publics selon deux grandes modalités (Grandjean, 2010). Tout d'abord, il s'agit de favoriser la « *recherche de ruptures technologiques* » (p.52) et « *l'augmentation volontariste de l'efficacité énergétique* », en modernisant le tissu économique, en favorisant l'innovation, le recyclage, les synergies d'entreprises, les partenariats publics-privés et le développement de mécanismes d'incitation afin d'orienter la sphère financière vers des investissements de plus long terme. D'autre part, souligne Grandjean (2010), « *la technique peut nous sauver, mais quel intérêt auront les acteurs à la développer en l'absence de signal-prix ?* » (ibid.). Les tenants de la croissance verte en appellent donc au développement de marchés de quotas, ainsi qu'à la mise en place de taxes et de subventions afin de supporter la politique industrielle. Si les mécanismes économiques sont privilégiés, vis-à-vis des instruments règlementaires, leur mise en place ne doit cependant pas trop peser sur l'activité et être subordonnée aux objectifs prioritaires que sont l'innovation et la croissance. Le discours de la croissance verte est donc une forme de critique écologiste adaptée au monde connexionniste et au compromis marchand/par-projets dominant, mais encadré par un recours à une vision industrielle.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A l'issue de ce parcours, deux remarques peuvent être formulées à l'égard de ce que nous avons proposé de comprendre comme les principales formes contemporaines de critiques écologistes articulées. Premièrement, dans la mesure où les trois formes de critiques identifiées tentent de prendre appui sur des compromis entre différents ordres de grandeur, afin de renforcer leurs fondements en légitimité, ces dernières sont toutes traversées par un ensemble de contradictions et ne se présentent pas comme des surfaces lisses ou homogènes. Néanmoins, l'identification plus précise de ces contradictions aurait demandé une analyse plus approfondie, alors que nous nous sommes ici limités à une analyse idéale typique, réalisée à partir d'un ensemble de travaux de synthèse de la littérature. Deuxièmement, il est possible de noter que, dans le contexte du troisième esprit du capitalisme, le développement durable et *a fortiori* la croissance verte se présentent comme des critiques « *réformistes* », au sens où elles partagent, au moins en partie, les fondements normatifs dominants, alors que la critique de la décroissance se présente, quant à elle, comme une critique « *radicale* », faisant appel à des ordres de grandeur alternatifs à ceux du troisième esprit du capitalisme.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

Notre objectif était de proposer une voie alternative afin d'appréhender l'écologisme dans une perspective conventionnaliste, compte tenu de l'inexistence d'une cité écologiste qui corresponde au modèle des *Economies de la grandeur*. En effet, si un ensemble de travaux ont déjà montré l'intérêt de l'EC afin d'appréhender certaines thématiques particulières, comme le font par exemple Godard (1990) pour le patrimoine naturel, Narcy (2000) pour la gestion de l'eau, Boisvert et Vivien (2005b) pour la biodiversité, ou encore Cazals (2009) pour l'agriculture biologique, il restait néanmoins délicat de se saisir d'objets environnementaux ou écologistes avec l'EC, puisque ces derniers ne peuvent ni être analysés en référence à une cité qui leur serait propre, ni être compris de manière satisfaisante en étant rabattus sur les autres cités constituées (Lafaye et Thévenot, 1993 ; Latour, 1995, Godard, 2004b).

Nous pensons, en suivant Chiapello (2013) qu'appréhender l'écologisme non pas sous le modèle de la cité mais comme critique du capitalisme permet d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche intéressantes. Plus précisément, nous avons développé l'hypothèse de Chiapello (2013), en approfondissant les fondements théoriques et historiques de la critique écologiste. Néanmoins, par rapport à cette dernière, nos analyses tendent à nuancer l'idée selon laquelle nous serions entrés dans une nouvelle phase de récupération de la critique par le capitalisme. Plus précisément, nous pensons qu'une première récupération a déjà eu lieu lors du passage du deuxième au troisième esprit du capitalisme et qu'en conséquence, nous serions actuellement plutôt dans une configuration de relance de la critique qu'au commencement d'une nouvelle phase de récupération – bien que ces deux types d'opérations soient souvent intimement liées et qu'elles ne se succèdent pas de manière linéaire historiquement.

Nous avons montré, à partir d'une relecture serrée de Boltanski et Chiapello (1999), que rien ne semble s'opposer à la formalisation de l'écologisme comme critique du capitalisme, même sans cité écologiste. En effet, l'écologisme peut s'appréhender comme une critique puisant son énergie dans deux sources d'indignation, vis-à-vis de la destruction des écosystèmes et de la réification du vivant. Les formes de critiques articulées, peuvent inclure l'une ou l'autre, ou ces deux sources d'indignation et/ou se solidariser avec les sources d'indignation caractéristiques des critiques sociale et artiste. En l'absence de cité écologiste constituée, la critique écologiste prend pour base diverses associations entre différentes sources d'indignation et elle recherche, par ailleurs, ses fondements en légitimité en mobilisant divers principes de bien commun constitués.

Il pourrait sembler naturel que les formes de critiques écologistes qui travaillent à une articulation avec les sources d'indignation caractéristiques de la critique sociale aient tendance à mobiliser un registre civique, alors que les formes de critiques œuvrant à un rapprochement avec les indignations de type artiste aient tendance à rechercher un fondement en légitimité à partir d'un registre inspiré. Toutefois, cette opération n'est pas systématique (comme nous avons pu le constater, notamment dans le cas de la critique de la décroissance). En effet, nous avons vu que d'un point de vue théorique, les critiques ne sont pas associées à « *une nature* » : elles s'avèrent capables de se redéployer sous des formes adaptées au nouvel état du monde, en prenant appui à la fois sur les sources d'indignation qui leur sont propres et en faisant porter l'objet de leur dénonciation sur les épreuves instituées (c'est ainsi que

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Boltanski et Chiapello (1999) en appellent à un redéploiement de la critique sociale, adaptée a monde connexionniste et à la cité par projets).

Si rien ne semble s'opposer à la modélisation de l'écologisme comme critique du capitalisme, nous avons mis en évidence qu'historiquement, ce dernier ne s'affirme en tant que tel qu'à partir des années 1960-1970. Néanmoins, la critique écologiste tire ses racines du champ de la conservation de la nature et la relecture de ce dernier dans une perspective conventionnaliste permet d'éclairer ce processus historique et institutionnel complexe. En outre, cette grille de lecture permet de mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les espaces protégés aujourd'hui. En effet, puisque l'écologisme s'est érigé comme critique du capitalisme, le champ de la conservation se trouve aujourd'hui confronté à l'intégration de nouveaux principes de gestion : ils sont notamment sommés d'intégrer les principes de la « *conservation intégrée* » ou du développement durable, alors que les dispositifs institutionnels et les principes de légitimité à partir desquels ils se sont construits peuvent s'avérer sensiblement différents.

De manière plus générale, notre hypothèse est que, tant du point de vue des dispositifs qui structurent le monde connexionniste, que du point de vue de la constitution de la cité par projets, les critiques artiste et écologiste ont toutes deux joué un rôle majeur dans l'avènement du troisième esprit du capitalisme. Les déplacements opérés par le capitalisme, l'endogénéisation de la critique écologiste et son association à la production d'un nouveau principe normatif suscitant l'engagement dans le capitalisme a eu pour effet de désarmer temporairement la critique écologiste. Néanmoins, il semble possible d'observer un redéploiement de plusieurs formes de critiques écologistes aujourd'hui. Ces différentes formes de critiques écologistes (la décroissance, le développement durable et la croissance verte) puisent leur énergie de différentes sources d'indignation qu'elles cherchent à articuler et elles recherchent un fondement en légitimité à partir de différentes formes de compromis entre registres de justification.

Alors que le développement durable et la croissance verte peuvent être comprises comme des critiques réformistes, au sens où elles partagent, au moins en partie, les principes normatifs du troisième esprit du capitalisme, la décroissance s'affirme au contraire comme une critique radicale. Plus précisément, l'idéologie de la croissance verte se dessine à la fois comme critique du fonctionnement du capitalisme (puisqu'elle est encadrée par une vision industrielle et qu'elle s'avère critique vis-à-vis du développement « *tel qu'il est* » aujourd'hui), mais elle se profile aussi comme un nouveau motif d'engagement dans le capitalisme, ou, autrement dit, comme la partie de la critique écologiste ayant été endogénéisée par le capitalisme. En réalité, le glissement progressif que nous avons mentionné, du développement durable au sens de l'écodéveloppement d'I. Sachs (1980), à la version du rapport Brundtland (CMED, 1987), puis à la croissance verte, au fur et à mesure de son institutionnalisation dans la gouvernance internationale (Figuière et al., 2014 ; Vivien, 2013) est le reflet de ce processus d'endogénéisation.

Dans la perspective d'une relance, si l'on suit Boltanski et Chiapello (1999), il s'agirait, pour la critique écologiste d'approfondir le travail d'identification et de catégorisation des épreuves et des dispositifs institutionnels vis-à-vis de leurs fondements en légitimité, afin de pouvoir pointer les manques et les incohérences et de multiplier les prises (là aussi, la perspective réformiste consiste à tendre les épreuves en justice, à partir des

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

principes normatifs en vigueur, alors que la critique radicale les remet en question, au nom de fondements en légitimité alternatifs).

Concernant les dispositifs institutionnels, la typologie très générale que nous avons présentée ne suggère pas qu'il y ait, *a priori*, d'étanchéité entre les différentes formes de critique. En effet, ces dernières sont susceptibles de partager certains principes normatifs : c'est le cas du registre civique pour la décroissance et le développement durable et du registre par projet pour le développement durable et la croissance verte (en revanche, la décroissance et la croissance verte se comprennent mieux comme deux idéologies opposées et elles ne partagent qu'une source d'indignation vis-à-vis de la destruction des écosystèmes et de l'environnement, mais aucun fondement en légitimité). Ainsi, par exemple, certains dispositifs économiques à finalité écologique (comme les taxes, subventions, marchés de quotas etc.) ne sont pas nécessairement liés à l'idéologie de la croissance verte. Nombre de ces mécanismes pourraient tout à fait s'inscrire dans une logique de développement durable, voire de décroissance, notamment s'ils insistent sur les dimensions redistributives (à l'exception, sans doute des marchés de quotas, qui seraient probablement vite dénoncés par les tenants de la décroissance de dispositifs écologiques à finalité économique…). C'est, précisément, ce jeu croisé des dénonciations publiques qui rendent l'affaire particulièrement intéressante, dans une perspective de recherche. Il pourrait s'agir, par exemple, d'identifier quels sont les mécanismes, les dispositifs institutionnels ou encore les épreuves, qui semblent être au cœur, ou bien au contraire ceux qui sont dénoncés, par telle ou telle forme de critique écologiste, et au nom de quels principes normatifs, ceci pouvant être déployé à différents enjeux écologistes dans différents domaines (agriculture, eau, aménagement du territoire, nouvelles technologies, énergie…).

Puisque, selon Boltanski et Chiapello (1999), c'est en prenant pour cible les épreuves institutionnalisées que les critiques peuvent se faire entendre et réorienter le capitalisme, il s'agirait de commencer par là. Et ceci pourrait, plus largement, ouvrir la voie vers l'analyse des épreuves et des dispositifs se prêtant mieux que d'autres à une ré-articulation des critiques sociale, artiste et écologiste. En effet, une conclusion qu'il est possible de tirer du modèle est qu'historiquement, c'est lorsque ces différentes critiques se sont trouvées associées (à la fin des années 1960) que le capitalisme s'est trouvé contraint d'effectuer des changements d'ampleur. Selon nous, le développement durable et la décroissance se prêtent sans doute plus que la croissance verte à une telle ré-articulation des critiques sociale, artiste et écologiste, dans la mesure où elles prennent toutes deux appui sur un registre civique, mais aussi par projets, dans le cas du développement durable (et rappelons que la cité par projets n'est pas systématiquement associée à une perspective marchande, puisque, par définition, elle constitue un ordre de grandeur alternatif) ou domestique, voire inspiré, dans le cas de la décroissance.

Ainsi, si le développement durable tend à se rapprocher par certains aspects des préoccupations caractéristiques de la critique sociale, il semble cependant manquer de dispositifs institutionnels solides, ce qui s'explique probablement par le fait que les mécanismes d'équité inter et intra-générationnelle se sont historiquement constitués dans le cadre des Etats-Nations (droit du travail et protection sociale) et ce que les liens avec les préoccupations écologistes ne soient spécifiés, alors que le développement durable s'est plutôt institutionnalisé aux échelles internationale et locale.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

La décroissance, quant à elle, nous semble porteuse de nombreuses initiatives et de nombreux débats dont la particularité est de rassembler des indignations de type artiste, social et écologiste. Néanmoins, son articulation avec la critique sociale et les dispositifs redistributifs qui sont généralement associés à cette dernière n'est pas évidente, dans la mesure où, jusqu'ici, ces dispositifs ont été pensés, historiquement, dans un contexte de croissance et qu'ils s'enracinent (au moins du point de vue de cette critique écologiste) en partie dans l'idéologie productiviste et dans celle de la société de consommation. Mais c'est précisément ce qui en fait une question de recherche particulièrement stimulante selon nous.

C'est dans cette perspective et en partant de l'idée selon laquelle le capitalisme et de monde connexionniste sont aujourd'hui entrés dans une crise profonde, à la fois sociale, écologique, morale, économique et financière, que Chiapello (2013) tente de caractériser le travail collectif de réarmement critique qui se construit aujourd'hui. Cette dernière distingue trois voies différentes, ou trois scénarios, qui se présentent comme autant de tentatives de construction de compromis alternatifs au capitalisme connexionniste. Or, les trois voies identifiées par l'auteure nous semblent pouvoir être rapprochées (bien que leur périmètre diffère sensiblement) des différentes formes de critique écologistes que nous avons repérées dans le présent chapitre. Ainsi, le « *green capitalism and the CSR*[111] *debate* » de Chiapello (2013, p.76), se rapproche de la croissance verte ; la perspective de la « *local economy on a human scale* » (p.77), de celle de la décroissance ; et « *the return of the state to manage social and ecological issues* » (p.79), de celle du développement durable. En ce sens, le travail de modélisation de la critique écologiste – en admettant que cette dernière puisse refléter une certaine diversité – que nous avons entamé, et le travail d'analyse de la ré-articulation possible entre les différentes formes de critiques nous semblent pouvoir être menés de concert, ce qui constituerait, selon nous, une ouverture vers de nouvelles perspectives de recherche originales pour et avec l'EC.

Si nous reviendrons, dans la conclusion générale de la thèse, vers ce genre de considérations générales, ce que nous pouvons d'ores et déjà réaliser est de mettre à l'épreuve la typologie des formes de critiques écologistes que nous avons construite, vis-à-vis de notre étude de cas et de notre objet de recherche. Dans cette optique, le chapitre 5 vise à caractériser la forme de la critique écologiste propre au PNRSE, alors que le chapitre 6 analyse les SE à la lumière des *Economies de la grandeur*. C'est bien en cela que la typologie des formes de critiques écologistes construite dans le présent chapitre (ainsi que toute l'architecture théorique qui lui est sous-jacente) constitue notre modèle d'analyse.

[111] L'acronyme « *CSR* » correspond à « *Corporate Social Responsibility* », soit « *RSE* » ou « *Responsabilité Sociale des Entreprises* » en français.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Ce sur quoi il nous semble important d'insister à l'issue de ce parcours est la cohérence de notre démarche d'ensemble, c'est-à-dire la manière dont nous nous sommes approprié l'EC afin de penser notre problématique de recherche. En effet, notre démarche à consisté à mobiliser l'EC parce que nous y avons emprunté des éléments que nous n'aurions pu trouver ailleurs, mais nous avons aussi su nous y faire une place en développant, à partir de cette dernière, un modèle d'analyse « *sur mesure* », qui devrait permettre, il faut l'espérer, de donner du grain à moudre au champ de la recherche conventionnaliste appliquée aux enjeux environnementaux et écologistes. En ce sens, la troisième partie de la thèse peut être comprise comme une première mise à l'épreuve du modèle d'analyse que nous avons élaboré ici. Revenons, auparavant, sur les caractéristiques principales de ce dernier.

Un premier élément à rappeler est que l'EC nous semble être un cadre théorique permettant une mise en perspective tout à fait originale de l'écologisme, et ce pour des raisons épistémologiques qui sont propres à l'analyse conventionnaliste. Ces éléments ont déjà été soulignés par Godard (1993 ; 2004b ; 2015). Selon ce dernier, en effet :

> « *Selon une approche courante en économie, mais aussi dans d'autres sciences sociales, les objets auxquels s'intéressent les chercheurs sont insérés par eux dans un système étroit de déterminations ou de relations qui conduisent ces chercheurs à retenir une définition univoque de l'être et du comportement des objets étudiés* (…). *Cette démarche produit certainement des résultats importants, ayant un authentique contenu de connaissance. Cependant elle conduit également les chercheurs à demeurer aveugles à certains phénomènes, à dire vrai à toutes les réalités mélangées, faites de la composition de plusieurs ordres, non pas de façon périphérique et accessoire, mais de façon centrale* (…). *C'est une autre démarche que les chercheurs ont alors à engager pour discerner et restituer les différentes logiques à l'œuvre et saisir la manière dont, à travers concurrences et articulations, elles en viennent à faire tenir une réalité qu'on dira complexe. L'idée générale défendue dans cet article est que l'acceptation, par postulat, de la pluralité des ordres et des mondes ne débouche pas sur la même compréhension des problèmes que la démarche focalisée sur un ordre unique. Elle conduit à la fois à de nouvelles questions et à de nouvelles solutions* (…). *La pluralité visée ici est celle qui a fait l'objet d'une élaboration dans le cadre de la théorie de la justification* » (Godard, 2004b, p. 304-305).

Or, Godard (1993 ; 2004b ; 2015) montre aussi que l'écologisme ne peut être compris autrement que comme une réalité « *complexe* », se déployant en situation « *d'univers controversé* » (Godard, 1993) et ceci est, précisément, ce que la posture épistémologique de l'EC permet de mettre en lumière. En effet, selon Godard (2004b) :

> « *Ce champ* [l'écologisme] *met en lumière l'engagement solidaire du sort des sociétés humaines et de celui des milieux, ressources et entités naturels qui composent l'environnement terrestre des hommes, ce qu'on a l'habitude d'appeler la nature*. [Il] *est intéressant de par la place qu'il impose de reconnaître aux êtres non humains (choses, objets, êtres vivants, systèmes naturels, etc.) dans le fonctionnement d'une société humaine et dans la mise en œuvre des instruments de coordination et de régulation. Il se prête sans doute davantage que d'autres à la mise en évidence de la*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

pluralité des références qui permettent de définir les problèmes et de concevoir les solutions. Surtout, il met en difficulté les différents ordres de justification dont l'Occident a accouché jusqu'à présent et même la structure commune de principes reconnue à ces ordres » (Godard, 2004b, p.306).

Ainsi, ce que permet de révéler l'architecture théorique de l'EC est le rapport tout à fait particulier qu'entretient l'écologisme avec la modernité. En effet, d'un côté, l'écologisme est bien tout entier le produit de la modernité, car il est le résultat de la division nature-culture qui est propre à cette dernière et des modalités de l'organisation sociale et économique qui lui sont associés (c'est-à-dire du modèle de développement qui est celui du capitalisme occidental moderne). Mais, d'un autre côté, puisque le propre de l'écologisme est de tenir pour vrai la réalité, ou le caractère empirique de la crise écologique (et les écologistes pensent que le problème qui se pose est bien celui de la mise en risque de la pérennité de nos sociétés… c'est-à-dire du mode d'organisation moderne), celui-ci se trouve bien obligé de chercher à dépasser, à contourner et à remettre en cause les axiomes fondamentaux du paradigme moderne. Si l'ambigüité des rapports entre l'écologisme et la modernité a été soulignée par ailleurs (Larrère et Larrère, 1997 ; Flipo, 2014 ; De Sartre et al., 2014) et qu'elle mériterait sans doute de faire l'objet d'une discussion plus approfondie, il reste qu'en ce qui nous concerne, l'EC nous semble au moins permettre de ne pas écarter ce problème d'un revers de main, ce qui, précisément, reviendrait à vider l'écologisme d'une bonne partie de sa substance (Latour, 1995).

Plus précisément, notre posture consiste à considérer que, dans la mesure où les axiomes du modèle des *Economies de la grandeur* correspondent à l'anthropologie moderne, cette architecture théorique devient essentielle afin de pouvoir penser l'écologisme, par effet de miroir. La preuve en est que l'EC nous révèle qu'il n'existe pas de cité écologiste. Il devient dès lors possible de comprendre que l'incommensurabilité, l'extension de la communauté de référence à l'au-delà de l'humanité, l'inégalité en termes de capacité de parole entre les êtres humains et non humains, et l'incapacité à prendre appui sur des objets suffisamment stables sont des éléments au cœur du message écologiste et qui expliquent, dans le même mouvement, que ce dernier souffre d'un problème de fondement en légitimité, dans les sociétés modernes.

Néanmoins, l'écologisme ne s'oppose pas tout entier et absolument à la modernité, ne serait-ce que parce qu'il en est le produit (de la même manière que la crise écologique) (De Sartre et al., 2014). Il possède en effet certaines des caractéristiques d'un ordre de justification légitime et peut être compris comme un jeu de critiques et de dénonciations publiques qui engagent différentes échelles de bien commun (Lafaye et Thévenot, 1993). C'est la raison pour laquelle, s'il ne peut, structurellement, être modélisé comme une cité, il peut (et doit) l'être, selon nous, comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999), laquelle puise son énergie dans des sources d'indignation et tente de s'affirmer en légitimité en s'appuyant sur les ordres du juste constitués.

Nous pensons qu'envisager l'écologisme de la sorte permet de redonner du souffle à la posture de socioéconomie critique, ou encore institutionnaliste, à partir de laquelle l'EC permet d'appréhender les enjeux environnementaux et écologistes. Comme nous l'avons souligné, cette dernière permet de prendre au sérieux l'existence d'une réalité biophysique externe, pesant sur le monde social, mais qui ne peut être appréhendée sans médiations,

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dispositifs et autres conventions sociales. En outre, comprendre l'écologisme dans une perspective institutionnaliste (et notamment celle de l'EC) permet de reconnaitre que la crise écologique est bien le fruit d'un rapport social, à la fois lié à la relation que les sociétés modernes entretiennent avec « *la nature* », mais qui passe aussi par le rapport de production capitaliste.

Parmi les différentes approches institutionnalistes, la spécificité de l'EC est de s'attacher à comprendre les interactions entre les mécanismes cognitifs et institutionnels, à partir de l'analyse des jugements « *en situation* », tout en reliant cette dernière à un modèle théorique généraliste (et non pas universaliste, puisque ce dernier se limite aux sociétés occidentales modernes). Réaffirmons que, selon nous, l'EC ne peut être qualifiée de « *réduction cognitiviste* » (Ramaux, 1996), ni de « *socioéconomie morale* » (Douai et Vivien, 2009), dès lors que l'on sait distinguer entre ce qui relève, d'une part, du modèle idéal des cités et ce qui relève, d'autre part, de l'état du monde et des structures institutionnelles, considéré à un moment donné du temps.

En effet, la force de l'EC est d'être à même d'expliquer le changement social et les dynamiques institutionnelles, à partir de la prise en compte des interactions entre ces deux niveaux. Or, si elle en est capable, c'est bien parce qu'elle s'intéresse à la production de l'idéologie et qu'elle redéfinit cette dernière comme « *un ensemble de croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.35). Plus précisément, comme nous l'avons souligné, le modèle théorique de la dialectique entre le capitalisme, son esprit et ses critiques, proposé par Boltanski et Chiapello (1999) affiche, selon nous, de fortes proximités avec la manière dont Ricœur (1997) analyse les entrecroisements entre l'idéologie et l'utopie dans la production de l'imaginaire social. Ainsi, les ordres du juste que sont les cités peuvent tantôt jouer une « *fonction de subversion* » (c'est l'opération effectuée par la critique, pour Boltanski et Chiapello, ou encore le rôle de l'utopie, selon Ricœur), tantôt être mis au service d'une « *fonction d'intégration* » (ce qui est réalisé par l'esprit du capitalisme, pour Boltanski et Chiapello, ou bien par l'idéologie, au sens de Ricœur).

En ce qui concerne l'écologisme, nous avons montré que s'il tire ses racines dans la longue histoire de la conservation tout au long du XXe siècle, celui-ci ne se constitue véritablement comme critique du capitalisme à partir des années 1960-1970 et qu'il a ainsi joué un rôle considérable, aux côté des critiques sociales et artistes, dans le passage au troisième esprit du capitalisme et l'émergence de la cité par projets. Comme la critique artiste, avec laquelle il affiche alors d'étroites proximités, nous pensons que la critique écologiste a déjà été en partie endogénéisée par le capitalisme, ceci ayant eu un effet déstabilisateur, s'étant traduit par une pluralisation des formes de critiques écologistes.

Ainsi, la croissance verte est à la fois une critique du capitalisme (puisqu'elle mobilise en partie un registre industriel et qu'elle reconnait la nécessité de modifier le capitalisme afin d'intégrer les contraintes écologiques), mais elle peut aussi être comprise comme un nouveau motif d'engagement, en émergence, dans le capitalisme (l'idée étant que les investissements, la croissance et l'innovation sont nécessaires à la « *transition écologique* »). Rappelons en effet que le mouvement « *subversif* » de la critique et le mouvement « *intégratif* » de l'esprit du capitalisme peuvent être distingués analytiquement, mais qu'ils ne se succèdent généralement pas de manière linéaire dans le temps.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Plus largement, la typologie des formes de critiques écologistes que nous avons modélisée ici, ainsi que l'architecture théorique conventionnaliste qui y est associée, nous permet à présent de nous pencher sur notre objet de recherche et sur notre cas d'étude à l'aide des outils adaptés. En effet, l'EC nous permet à présent d'appréhender pleinement le PNRSE comme une institution complexe, mettant aux prises des personnes qui s'interrogent sur la démarche à suivre et, en l'occurrence, sur le bien-fondé du déploiement d'une approche en termes de SE, dans la mesure où ils se trouvent en difficulté afin de communiquer sur leur action (ce qui n'est pas sans faire écho au problème de fondement en légitimité de l'écologisme), mais qui ne tombent pas forcément tous « *d'accord* » et qui, par conséquent, argumentent. En outre, le modèle d'analyse développé ici nous permet d'appréhender les chartes du PNRSE comme des dispositifs conventionnels dans lesquels un accord à bien été trouvé et où les modalités particulières de l'articulation entre les enjeux de conservation et de développement, peuvent être lus.

Ainsi, nous avons évoqué, dans le chapitre 4 et avec Chiapello (2013), qu'une perspective de recherche peut être de s'intéresser à la manière dont les différentes formes de critiques sociale, artiste et écologiste tentent de se réarticuler, autour d'objets tels que la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), ou encore l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) etc., en observant leur déploiement dans le temps, les acteurs qui s'en emparent et le type de discous et de dispositifs institutionnels qu'ils mettent en avant. Dans le cadre de la présente recherche notre démarche, afin de mettre à l'épreuve le modèle d'analyse construit est d'emprunter un chemin parrallèle, c'est-à-dire que nous partons de l'analyse historique de la critique développée par un acteur institutionnel, le PNRSE, afin de mieux comprendre dans quelle mesure ce dernier fait-il appel à telle ou telle forme de critique écologiste et comment prend-il appui sur les ordres de grandeur que sont les cités. C'est dans cette perspective que le chapitre 5 a pour objet l'analyse de la forme de la critique écologiste propre au PNRSE. En outre, nous pouvons désormais appréhender les SE comme des « *outils de justification* », s'insérant dans une stratégie argumentative, c'est-à-dire les analyser à partir du modèle des *Economies de la grandeur*. C'est sur cette base que nous serons en mesure d'apporter une réponse à la question de la pertinence et des modalités d'une intégration d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE, dans le chapitre 6, mais aussi de répondre à la question plus générale du potentiel transformateur des SE vis-à-vis des dynamiques institutionnelles qui régissent les rapports de la conservation et du développement. Ces éléments constituent l'essentiel des résultats de notre travail de recherche.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TROISIEME PARTIE : RESULTATS

La critique écologiste du PNRSE et les services écosystémiques

Notre objectif est à présent de reprendre notre enquête, là où nous l'avons laissée dans le chapitre 2, mais dotés d'outils théoriques nous permettant de répondre à notre question de recherche, à savoir, dans un premier temps, celle de la pertinence et des modalités du déploiement d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE. Notre démarche analytique, comme nous l'avons précisé dans le chapitre 2, consiste à prendre le contrepied du cheminement qui a été suivi dans le projet SESEEP, lequel a consisté à partir des présupposés du « *nouveau pragmatisme environnemental* » sans les remettre en question. En effet, nous l'avons vu, le projet SESEEP et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » partent de l'idée selon laquelle une évaluation des SE ne pourrait qu'apporter des éléments d'information supplémentaires au « *décideur public* » (qu'est le PNRSE, en l'occurrence) et ainsi améliorer la manière dont est organisée la protection de la biodiversité. Or, ceci revient à considérer que la crise de la biodiversité peut être imputable à un problème de type informationnel et que les décideurs raisonnent à partir d'un schéma analytique basé sur une mise à plat des différents coûts et bénéfices associés à la conservation et/ou au développement, mise à plat qui peut notamment s'effectuer en termes monétaires.

Ne pas avoir d'emblée tenu ces éléments pour « *vrais* » n'implique pas pour autant qu'il soit possible de les repousser d'un revers de main, sans plus de précaution. Au contraire, il nous faut désormais, comme le préconise l'EC et alors que s'est précisément le travail que s'épargnent les « *nouveaux pragmatistes* », nous pencher sur une analyse de la « *situation* », en prenant au sérieux ce que nous en disent les personnes concernées au premier titre. Autrement dit, le sens de notre questionnement est de nous interroger, d'abord, sur la pertinence (ou non) et sur les modalités, ensuite, du déploiement d'une approche en termes de SE pour le PNRSE (ces deux questions étant largement interdépendantes). Répondre à cette question implique de pouvoir comprendre la manière dont fonctionne le PNRSE, quels sont les objectifs qu'il poursuit, comment ces derniers ont-ils évolué historiquement et quels sont les principaux enjeux auxquels il fait face actuellement.

Ce n'est en effet qu'une fois ce travail accompli qu'il deviendra possible de savoir si le PNRSE est en demande ou a besoin (ou non) de nouveaux outils d'argumentation en faveur de la conservation, ou encore de nouveaux référentiels de politiques publiques afin de guider et d'orienter son action, ou bien encore afin de communiquer et de faire comprendre quel est son rôle et quels sont ses objectifs politiques… ce qui signifierait que ceux qui sont utilisés actuellement sont insuffisants ou limités. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, une critique de l'usage des SE peut difficilement s'extraire d'une analyse fine de la diversité des formes sous lesquelles ils peuvent être employés.

Par ailleurs, nous avons également vu dans le chapitre 1 que les SE ne sont pas seulement de nouveaux « *référentiels* » mais qu'ils sont souvent assortis à différents types d'outils d'évaluation visant à les comptabiliser, en termes monétaires et/ou biophysiques et/ou qualitatifs. Dès lors, ouvrir la question des modalités potentielles du déploiement d'une approche par les SE, pour le PNRSE implique, d'une part, de se pencher sur la question des

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

outils d'évaluation et de suivi du territoire qui sont utilisés actuellement par le PNRSE et, d'autre part, de se demander si ces derniers occupent une place centrale dans la définition des objectifs politiques du parc, ou bien si ce processus politique s'effectue par d'autres moyens. C'est à ces deux ensembles de questions que nous faisons référence lorsque nous indiquons qu'il nous faut mieux « *comprendre* » le PNRSE.

L'EC et le modèle d'analyse théorique développé dans les chapitres 3 et 4 ont pour principal avantage de nous indiquer par où commencer : caractériser la forme de la critique écologiste du PNRSE et ses principaux points d'appui normatifs. C'est donc ce à quoi s'emploie le chapitre 5. Pour ce faire, comme nous le montrons dans le chapitre 5, nous mobilisons un matériel empirique composé à la fois des entretiens que nous avons réalisés, mais aussi d'un ensemble de documents de gestion du PNRSE, à savoir les différentes chartes ayant été adoptées depuis la création du parc, ainsi que les bilans d'activités qu'il produit annuellement. Et nous nous sommes également munis d'un outil technique particulier : le logiciel d'analyse de données textuelles Prospéro (PROgramme de Sociologie Pragmatique, Expérimentale et Réflexive sur Ordinateur - © Doxa).

Si le chapitre 5, suivant, peut être assez difficile à lire en raison de sa technicité, il est également assez long, précisément parce que nous nous sommes efforcés de présenter d'abord l'ensemble des fonctionnalités offertes par le logiciel ainsi que ses fondements épistémologiques et théoriques (ce qui nous permet de justifier ce pour quoi nous avons choisi Prospéro, parmi les autres outils disponibles), avant de présenter en détail la manière particulière (et originale) dont nous l'avons utilisé, afin de caractériser la forme de la critique écologiste du PNRSE. Nous avons fait le choix de ne pas reporter l'ensemble des éléments méthodologiques sur Prospéro et la manière dont nous l'avons utilisé dans les annexes de la thèse (tome II), parce que nous pensons qu'il s'agit de clefs de lecture indispensables à la compréhension des résultats de notre analyse.

Ce n'est qu'une fois que la critique écologiste du PNRSE sera caractérisée, c'est-à-dire que ses fondements normatifs seront explicités, de même que la forme que prend les mises en récit de de l'indignation qu'il mobilise, mais aussi la manière avec laquelle les êtres humains et non-humains sont qualités par le parc, les dispositifs institutionnels sur lesquels il s'appuie, et ce au regard de leur évolution historique (chapitre 5), qu'il sera ensuite possible de répondre à notre question de recherche concernant les SE (chapitre 6), par un effet de bouclage avec le chapitre 1.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 5

La critique écologiste du PNRSE : une critique fondée sur compromis Domestique/Par-projets, occupant un espace intermédiaire entre la décroissance et le développement durable

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre 2, un Parc Naturel Régional (PNR) repose sur la signature d'une charte, établie pour une durée de douze ans, renouvelable. La charte est un engagement contractuel liant ceux qui la signent, mais dont découlent aussi un certain nombre de dispositions règlementaires, valables sur le territoire classé en PNR sur la période concernée (opposabilité aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), aux Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoTS), interdiction de la publicité et des transports motorisés etc.). Si une charte de parc engage de nombreux signataires qui concourent, par leur action sur le territoire, à sa réalisation (Etat, Région, Département(s), EPCI, Communes, et Syndicat Mixte), le classement d'un territoire en PNR dépend d'un décret promulgué au niveau national. Ainsi, les projets de charte (lors de leur création, ou de leur révision, tous les douze ans) sont soumis à une enquête publique, au cours de laquelle diverses instances nationales sont impliquées (comme le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), mais aussi la Fédération des Parcs Naturels Régionaux…).

La perspective théorique conventionnaliste adoptée ici (chapitre 3 et 4) nous permet d'appréhender le PNRSE comme un dispositif institutionnel complexe, soumis à des enjeux de coordination et où un certain nombre de désaccords, engageant des critiques et des dispositifs de justification publique, sont susceptibles d'émerger. L'analyse réalisée dans le chapitre 2 nous a permis de comprendre que la spécificité des PNR vis-à-vis des autres types d'espaces protégés est de chercher à concilier les enjeux de conservation de la nature et de développement économique du territoire. En effet, comme nous l'avons vu, les PNR sont des territoires ruraux et habités, dotés d'éléments patrimoniaux et de paysages remarquables (c'est-à-dire reconnus d'intérêt au niveau national), mais qui sont aussi qualifiés de fragiles et/ou de menacés. Ainsi, rappelons que selon le Code de l'environnement :

> « *Les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. A cette fin, ils ont vocation à être des territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel* » (Art. L333-1 du Code de l'environnement, loi n°2014-366 du 24 mars 2014).

Par conséquent, cet élément étant bien au cœur des PNR, il ne serait pas déraisonnable de considérer qu'*a priori*, les dynamiques de critique et de justification publique portent, dans les grandes lignes, sur les modalités de l'articulation entre les objectifs de développement et de conservation. Or, la charte du parc est précisément le document de référence où sont précisés quels sont les objectifs politiques à atteindre, en matière de conservation et de développement, pour la période considérée.

Ce sont ces éléments qui nous ont amenés à nous pencher sur une analyse plus approfondie des chartes du PNRSE, mais aussi à inclure, dans notre grille d'entretien, un certain nombre de questions relatives aux éventuelles tensions existant entre les objectifs de conservation et de développement, lesquelles peuvent se traduire par l'émergence de conflits

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

entre différents acteurs et/ou différents types d'usages du territoire, mais aussi aux représentations des personnes interrogées en la matière et aux référentiels utilisés (« *conservation* », « *protection de l'environnement* », « *développement durable* », « *patrimoine naturel* »…). Il s'agit plus précisément des éléments abordés dans la troisième et la quatrième partie de notre grille d'entretien, que nous avons déjà présentée dans le chapitre 2. Puisque le présent chapitre vise à reprendre notre enquête, à partir de là où nous l'avons laissée dans le chapitre 2, mais dotés, à présent, des outils théoriques adaptés, l'encadré n°5.1 présente à nouveau notre grille d'entretien.

Encadré n°5.1 : Un exemple type de grille d'entretien

1. Pourriez-vous vous présenter brièvement ? En indiquant, par exemple, quel a été votre parcours de formation et vos activités parallèles et/ou antérieures, mais aussi décrire rapidement en quoi consiste votre activité quotidienne.

Première partie : le fonctionnement institutionnel du parc, son évolution historique et le contexte actuel

2. Pourriez-vous décrire l'organisation globale du PNRSE actuellement (le rôle du Syndicat Mixte, du SCI, de l'équipe technique etc.) et décrire quelles sont les interactions du parc avec les autres acteurs régionaux ?
3. Dans une perspective historique, comment le Parc s'est-il constitué, qu'elles ont été les grandes étapes ?

Deuxième partie : les missions du PNRSE et des PNR, le rôle de la charte et sa mise en œuvre

4. Quelles sont les missions principales, les objectifs et le rôle des PNR, ou celui du PNRSE, selon vous ? Finalement, pourquoi le parc existe-il, quel rôle joue-t-il dans la société ?
5. Quel est le rôle de la charte du parc ? Comment est-elle élaborée, puis mise en œuvre ?
6. Quels sont les engagements les plus forts de la dernière charte selon vous ?
7. Pourriez-vous me parler du système d'évaluation des politiques menées par le parc, vis-à-vis de la charte ?

Troisième partie : les tensions entre conservation et développement, les conflits d'acteurs et de représentations

8. Le code de l'environnement indique que les missions d'un PNR sont à la fois de protéger un patrimoine naturel sensible, mais aussi de favoriser le développement économique local. Dans votre travail, ressentiez-vous l'existence de tensions entre ces deux objectifs ? Pensez-vous que la Charte repose sur des dimensions ou des objectifs politiques « *contradictoires* » ?
9. Comment le parc parvient-il à concilier ces deux éléments, comment est-il possible de produire du « *développement durable* » ?
10. Selon vos convictions personnelles, pensez-vous que le parc soit trop au service de la protection de l'environnement (ou de la nature), ou, au contraire, trop au service du développement local ? Cela vous est-il régulièrement reproché (dans un sens ou dans l'autre) par certains acteurs ?

Quatrième partie : les référentiels utilisés

11. De manière générale, pourquoi pensez-vous qu'il soit important de protéger l'environnement, les écosystèmes, la biodiversité, ou le patrimoine naturel ?
12. Selon vous, les PNR peuvent-ils être considérés comme des applications pratiques du développement durable « *avant la lettre* » ? Que veut dire pour vous développement durable ?

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

13. La notion de « *patrimoine naturel* » semble faire fortement référence dans les PNR. Que signifie cette notion pour vous ?

Cinquième partie : les services écosystémiques

14. Avez-vous déjà entendu parler des « *services écosystémiques* » ? Si oui, comment les définiriez-vous ?
15. Pensez-vous que les services écosystémiques constituent une manière complètement nouvelle d'envisager les relations hommes-nature ?
16. La notion de service écosystémique vous semble-t-elle très utilisée par le Parc aujourd'hui – de manière implicite et/ou explicite ? Est-ce plutôt récent ou ancien ?
17. Pensez-vous que l'évaluation des services écosystémiques soit nécessairement liée à des formes de valorisation économique ou monétaire ? Que pensez-vous de ces évaluations ?
18. Si les pratiques d'évaluation monétaires s'avéraient de plus en plus répandues et qu'il existait des « *valeurs de référence* » - mettons qu'il soit considéré que, par exemple, un hectare de zone humide vaut approximativement « *6000 euros* » (chiffre fictif) - que pourraient faire les acteurs du Parc avec de telles évaluations ?
19. Finalement, quel pourrait être l'intérêt des services écosystémiques, selon vous, pour le PNRSE (une manière de communiquer, un levier pour mettre des acteurs autour de la table, ou bien plutôt un nouvel outil qui permette d'améliorer le suivi du territoire, ou encore de l'évaluation des politiques menées…) ?

En sus du matériel collecté via les entretiens réalisés, nous poursuivons notre enquête, dans le présent chapitre, à partir d'un matériel empirique complémentaire, constitué d'un certain nombre de documents de gestion du PNRSE (un matériel que nous avons collecté en nous rendant au centre de documentation du PNRSE, à la maison du parc, à Saint-Amand-les-Eaux).

En effet, en nous appropriant l'EC, nous sommes désormais à même d'appréhender les chartes du PNRSE comme des dispositifs conventionnels traduisant le fait qu'un accord sur la démarche à suivre, en matière de développement et de conservation, pour une période donnée, a bien été conclu. Les différentes chartes du PNRSE ayant été adoptées depuis la création du parc peuvent donc être comprises comme des supports privilégiés au travers desquels les enjeux de critique et de justification publique peuvent être étudiés. C'est précisément ce que nous cherchons à faire dans le présent chapitre. Mais notre objet étant écologiste (il s'agit, en l'occurrence, des dynamiques de critique et de justification publique relatives au PNRSE, mais ceci est aussi valable, plus généralement, pour les SE), il nous faut, pour mener à bien cet exercice, nous appuyer sur le modèle d'analyse théorique proposé dans le chapitre 4. Reprenons ce dernier dans les grandes lignes.

Ce que nous avons proposé dans le chapitre 4 est de ne plus concevoir l'écologisme sous le modèle idéal de la cité mais comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999), laquelle prend appui, d'une part, sur un certain nombre de sources d'indignation, afin de produire une mise en récit s'apparentant à une critique « *articulée* » à l'aide de concepts et de schèmes spécifiques et, d'autre part, sur une ou plusieurs cités constituées afin de se fonder en légitimité et de se faire entendre. Plus précisément, nous avons formalisé dans le chapitre 4 une typologie des trois principales formes idéales typiques de critiques écologistes, qui nous semblent dominantes actuellement. Le tableau n°5.1 reprend ces dernières.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.1 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

Formes de critiques écologistes	Décroissance	Développement durable	Croissance verte
Cités	Domestique-Civique	Civique-Industriel/Civique-Par projet	Par projet-Marchand-Industriel
Formes d'articulation des sources d'indignation	Aliénation technicienne, productiviste et consumériste	Inégalités sociales et environnementales du développement	La dégradation de l'environnement comme coût d'opportunité
Qualification des êtres en présence (humains et non humains)	Réciprocité et solidarité entre l'humain et la nature ; être humain aspirant à la simplicité et à l'authenticité	Conservation des ressources naturelles ; être humain devant pouvoir satisfaire ses besoins essentiels ; générations futures	Capital naturel ; services écosystémiques ; Homo oeconomicus doté d'une rationalité sur le long terme
Dispositifs et logique d'action	Relocalisation ; dé-marchandisation ; dé-technicisation ; dé-bureaucratisation ; autonomie communautaire et valorisation des savoirs vernaculaires.	Durabilité sur le long terme; justice redistributive ; progrès social et écologique ; gouvernance multi-échelle ; engagement volontaire et coopératif.	Efficacité énergétique ; progrès technologique et innovations ; investissement à long terme ; internalisation des externalités ; modernisation écologique.

Source : tableau construit par l'auteure

Ainsi, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, les critiques ne sont pas seulement des « *discours* » se traduisant par une certaine mise en récit et convoquant des entités humaines et non-humaines. En effet, dans la mesure où la critique vise les épreuves instituées, cette dernière fait aussi référence à un ensemble de dispositifs et de mécanismes institutionnels qui lui sont propres ou qu'elle met en avant et qui s'inscrivent en cohérence avec les êtres humains et non-humains mis en scène, de même qu'avec les formes de mises en récit, articulées à partir des sources de l'indignation et avec les ordres de grandeur convoqués.

Comme nous l'avons déjà énoncé dans le chapitre 4, à partir de cette grille de lecture idéale typique, deux grands types de questionnements sont, *a priori*, possibles. Une première voie peut-être de s'intéresser à une forme de critique particulière et d'étudier ses transformations historiques au travers des discours des différents acteurs qui s'en sont emparés. La contribution de Chiapello (2013) visant à étudier les points de rapprochement et des oppositions entre les différentes formes de critiques du capitalisme (artiste, sociale, écologiste etc.) s'encre notamment dans cette perspective. Mais il est également possible de faire le chemin inverse, c'est-à-dire de s'intéresser à l'évolution historique d'un acteur particulier afin de voir comment celui-ci peut être amené à s'approprier une ou plusieurs formes de critiques écologistes. C'est ce second chemin que nous empruntons dans le présent chapitre (ce qui nous permet, dans le même mouvement, de mettre à l'épreuve la typologie construite).

Ainsi, l'hypothèse au cœur du présent chapitre est que la coordination entre les différents acteurs sur le territoire du PNRSE, ainsi qu'entre les objectifs de développement et de conservation, est rendue possible par le développement d'une critique écologiste particulière. L'enjeu est d'étudier comment la critique écologiste propre au PNRSE a évolué dans le temps, en utilisant comme supports matériels les différentes chartes du PNRSE ayant

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

été adoptées depuis la création du parc (mais aussi, nous le verrons, les bilans d'activités annuels du PNRSE que nous avons collecté, et en nous appuyant également sur les entretiens que nous avons réalisés). Autrement dit, notre objectif est de parvenir à compléter le tableau n°5.2 suivant :

Tableau n°5.2 : La critique écologiste du PNRSE et son évolution historique

Périodes historiques	1968	1986-1995	1998-2009	2010-2014
Type de compromis entre les ordres de grandeur dominants				
Formes d'articulation des sources de l'indignation				
Modalités de qualification des êtres en présence (humains et non humains)				
Dispositifs institutionnels et logique d'action				

Source : tableau construit par l'auteure

La périodicité ici présentée est relative aux particularités du corpus documentaire étudié. En effet, globalement, nous appréhendons les documents de gestion du PNRSE comme autant de supports de la justification qui lui est propre et où sa critique écologiste se trouve mise en intrigue. Mais la temporalité adoptée est celle des différentes chartes du parc, compte tenu de leur différence de statut avec les bilans d'activités : alors qu'un bilan d'activités vise à rendre compte des actions réalisées par le parc au cours d'une année, une charte représente quant à elle un contrat collectif engageant ses signataires sur le long terme et elle constitue un véritable guide pour l'action durant toute sa période de validité. Le PNRSE constitue à ce titre un cas d'étude particulièrement intéressant, puisqu'il est le plus ancien des PNR français. La première charte du parc date de 1968 et cette dernière a été renouvelée trois fois, en 1986, 1998 et 2010.

Si ces éléments seront présentés plus détails plus loin, mentionnons dès à présent que les différentes chartes et bilans d'activités du PNRSE représentent un corpus relativement volumineux (c'est-à-dire de plus de 950 pages) et ce d'autant plus que nous mobilisons ces derniers comme matériel complémentaire aux entretiens que nous avons réalisés. C'est la raison pour laquelle il nous a semblé intéressant de pouvoir prendre appui sur un outil technique afin de mener à bien notre recherche : Prospéro (PROgramme de Sociologie Pragmatique, Expérimentale et Réflexive sur Ordinateur - © Doxa). Il s'agit d'un outil d'analyse de données textuelles permettant de réaliser un suivi de dossiers complexes, en prenant en compte de longues séries temporelles.

La première partie du présent chapitre vise ainsi à présenter Prospéro et ses caractéristiques principales, c'est-à-dire l'ensemble des possibilités qu'il offre au chercheur, mais il nous faut également rendre compte de la manière particulière dont nous avons mobilisé cet outil, afin de pouvoir caractériser la forme de la critique écologiste propre au PNRSE. Ainsi, ce que nous avons appelé jusqu'à présent « *modèle d'analyse* » correspondait à la manière dont nous nous sommes approprié l'EC, dans le cadre de la présente recherche. Il s'agissait donc d'un modèle d'analyse essentiellement théorique. Mais puisqu'il nous faut ici rendre compte de la manière dont nous nous sommes approprié Prospéro, nous serons amenés à présenter ce que nous qualifierons de « *modèle d'analyse opérationnel* », lequel vise à faire correspondre les possibilités offertes par Prospéro à notre modèle d'analyse théorique, tout en tenant compte des spécifiés de notre corpus.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

La seconde partie du chapitre présente quant à elle nos principaux résultats, lesquels sont organisés autour de quatre axes principaux. La structure des résultats, c'est-à-dire ces différents axes, constituent précisément le cœur de notre modèle d'analyse opérationnel. Globalement, afin de compléter le tableau n°5.2 ci-dessus, notre objectif est de caractériser : les registres de justification dominants dans le corpus, c'est-à-dire les cités qui sont les plus invoquées ; les sources de l'indignation propres au PNRSE, sachant que, puisqu'il s'agit d'une critique écologiste, ces dernières se traduisent par des prises de position plus ou moins critiques vis-à-vis du développement ; les formes de qualification des êtres (humains et non humains) en présence dans le corpus ; et enfin les dispositifs institutionnels et la logique de l'action du PNRSE. Toutefois, afin d'améliorer la lisibilité des résultats, nous abordons ces éléments dans un ordre chronologique différent.

Ce que nous cherchons à mettre en lumière est que la coordination et la mise en compatibilité des objectifs de développement et de conservation, sur le territoire du PNRSE, dépendent du déploiement d'une critique écologiste intermédiaire entre les figures de la décroissance et du développement durable, laquelle repose sur un équilibre fragile entre les ordres de grandeur domestique et par projets. C'est à partir de ce résultat que nous serons en mesure, dans le chapitre 6, de nous interroger sur la pertinence et les modalités du déploiement d'une approche par les SE, dans le PNRSE.

1. Présentation de Prospéro et du modèle d'analyse opérationnel

L'encadré n°5.2 présente un certain nombre de caractéristiques générales relatives au logiciel mobilisé pour analyser notre corpus, dans le présent chapitre.

Encadré n°5.2 : Prospéro, l'association Doxa et la littérature de référence autour du logiciel

Prospéro (PROgramme de Sociologie Pragmatique, Expérimentale et Réflexive sur Ordinateur - © Doxa)[112] est un logiciel d'analyse de données textuelles conçu et développé par Francis Chateauraynaud[113] et Jean-Pierre Charriau[114], fondateurs de l'association Doxa (loi 1901). Le logiciel est développé depuis le milieu des années 1990 et il est téléchargeable gratuitement depuis 2011, à partir du site http://Prospérologie.org, à condition de s'inscrire et de signer une charte d'utilisation. L'association Doxa finance le développement informatique de Prospéro essentiellement via des contrats et conventions de recherche, avec le CNRS et divers ministères, dans le cadre des travaux menés par certains des membres de l'association (source : http://Prospérologie.org/?sit=61).

Trois ouvrages principaux ont été publiés autour de Prospéro : *Les sombres Précurseurs. Une sociologie de l'alerte et du risque* (Chateauraynaud et Torny, 2013 [1999][115]) ; *Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines* (Chateauraynaud, 2003) et *Argumenter dans un champ de force, essai de balistique sociologique* (Chateauraynaud, 2011). Le premier vise à développer

[112] Le nom du logiciel a été choisi en référence à *La Tempête* de Shakespeare, où le personnage de Prospéro incarne un magicien capable de contrôler les esprits et les êtres naturels, en exil sur une île déserte (source : http://prosperologie.org/?sit=6116).

[113] Françis Chateauraynaud est sociologue, directeur d'études à l'EHESS où il a fondé le Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive (GSPR) (http://www.gspr-ehess.com/).

[114] Jean-Pierre Charriau est informaticien. Connu pour avoir été bassiste dans le groupe Marie et les Garçons, dans les années 1980, il développe Prospéro avec Françis Chateauraynaud depuis les années 1990, ainsi que d'autres logiciels et extensions de Prospéro (comme Triésias, Marlowe et Chéloné).

[115] Les citations en référence à cet ouvrage dans le texte sont issues de l'édition de 2013, mais la première publication date de 1999.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

un programme sociologique spécifique, celui d'une « *sociologie des alertes* » (Chateauraynaud, 2002, p.10) et l'ouvrage est consacré à la présentation de trois dossiers ayant été traités à partir de Prospéro : l'amiante, le nucléaire et le dossier prion. Ce n'est qu'à la fin de l'ouvrage que les auteurs présentent une courte note sur le logiciel en tant que tel. L'ouvrage de 2003 peut être quant à lui plus clairement identifié comme un manuel d'utilisation de Prospéro : Chateauraynaud (2003) expose l'historique du développement du logiciel, ses fondements épistémologiques et théoriques ainsi que ses principales fonctionnalités, en illustrant son propos à partir de différents dossiers traités. Enfin, l'ouvrage de 2011 constitue plutôt une actualisation de l'ouvrage de 1999, dans lequel l'auteur fait état de l'évolution de ses problématiques de recherche et du programme prospérien, sous l'effet de l'accumulation des dossiers traités et des développements progressifs du logiciel. Ainsi d'une sociologie des alertes la réflexion prospérienne s'oriente vers le suivi « *balistique* » des trajectoires argumentatives et des causes collectives. Outre ces deux ouvrages fondamentaux, une littérature importante existe autour de Prospéro et de ses applications[116].

La première partie de la présente section vise à présenter plus en avant le logiciel, ses fondements épistémologiques et théoriques, le type d'objet qu'il est conçu pour traiter ainsi que ses principales fonctionnalités. Ce que nous cherchons à souligner est que la posture théorique sur laquelle repose Prospéro, celle de la « *sociologie pragmatique* » (Chateauraynaud, 2003), s'avère cohérente avec l'ancrage théorique de la thèse, c'est-à-dire l'EC, notamment en raison de l'attention portée à la dimension interprétative des textes et des dossiers.

Dans un second temps, nous cherchons à mettre en relief le modèle d'analyse opérationnel adopté ici, c'est-à-dire la manière particulière dont nous avons mobilisé Prospéro, afin de répondre à notre question de recherche, compte tenu des spécificités de notre corpus et de notre modèle d'analyse théorique. Nous sommes amenés à montrer que nous développons un usage original du logiciel, sensiblement différent de la manière dont ce dernier est généralement utilisé par ses concepteurs.

Cette originalité est liée à trois éléments. Il s'agit tout d'abord d'une conséquence découlant de notre cadre théorique, lequel s'avère plus proche des *Economies de la grandeur* que de la théorie de l'acteur réseau de Callon et Latour, alors que Prospéro prend appui sur ces deux piliers théoriques, comme nous le soulignons dans la première partie de la présente section. Cet ancrage théorique nous conduit ainsi à inclure dans Prospéro un certain type de codage particulier, lequel consiste à appréhender les cités en utilisant, sous Prospéro, l'outil « *catégories* », à partir du lexique des *Economies de la grandeur*.

Ensuite, cette originalité est liée à l'hypothèse de recherche que nous formulons et qui consiste à appréhender le discours et les dispositifs institutionnels sur lesquels prend appui le PNRSE (ces éléments étant matérialisés dans les documents de gestion du parc, que nous avons soumis à Prospéro) comme une critique écologiste particulière. En effet, cette hypothèse nous conduit, comme nous serons amenés à le montrer dans la seconde partie de la présente section, à faire subir à notre corpus un type d'interrogation particulier, organisé autour de différents axes de questionnement.

[116] Une notice bibliographique complète relative au logiciel est disponible sur la page suivante : http://socioargu.hypotheses.org/623/comment-page-1?lang=pt_PT. Le site http://socioargu.hypotheses.org y est décrit comme étant un « *carnet de recherche* » ayant pour objet « *la présentation et la discussion de travaux en sociologie des controverses et des conflits* » (source : http://socioargu.hypotheses.org/a-propos).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Enfin, cette originalité est aussi liée aux particularités de notre corpus, car nous appréhendons ce dernier comme étant comme le produit d'un seul et même acteur, le PNRSE, aux frontières néanmoins floues et poreuses, sur un temps relativement long, mais pour lequel nous ne disposons que de données discrètes, correspondant aux dates de publication des différentes chartes et bilans d'activités. Par ailleurs, puisque nous mobilisons comme matériel empirique à la fois les documents de gestion du PNRSE, mais aussi les entretiens que nous avons réalisés, il nous faudra préciser les modalités de l'articulation entre ces deux éléments, sachant que nous avons fait le choix de ne pas inclure les transcriptions d'entretiens dans le matériel soumis à Prospéro, pour des raisons que nous aurons à expliciter.

Néanmoins, cette originalité constitue, selon nous, plus un atout qu'un handicap (voire un résultat en tant que tel), sachant que les concepteurs du logiciel présentent celui-ci comme un outil assez largement ouvert, permettant à la fois de s'adapter au travail interprétatif propre à toute démarche de recherche scientifique en sciences sociales, ainsi qu'à une grande variété d'objets d'étude.

1.1 Le logiciel Prospéro

La présentation du logiciel utilisé est ici organisée en quatre étapes. Nous commençons par présenter schématiquement les grandes différences entre Prospéro et d'autres logiciels d'analyse textuelle tels que Lexico et Alceste. Nous présentons ensuite les fondements épistémologiques de Prospéro et nous montrons que ce dernier est orienté vers l'analyse d'un type d'objet particulier : les dossiers complexes et ce sur le long terme. Nous soulignons que d'un point de vue théorique, Prospéro s'ancre, selon Chateauraynaud (2003), dans la perspective d'une « *sociologie pragmatique* » et, plus précisément, dans un espace intermédiaire entre la sociologie de la traduction de Latour et Callon, et le cadre des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot. Enfin, nous présentons de manière synthétique les principales fonctionnalités de Prospéro en suivant principalement Chateauraynaud (2003). Comprendre grossièrement le fonctionnement de Prospéro implique d'entrer dans le vocabulaire utilisé par ses concepteurs (entités, êtres-fictifs, réseaux, formules, collections, catégories…). S'il en résulte une lecture assez difficile d'accès, cette présentation s'avère néanmoins essentielle afin de comprendre, par la suite, les principales caractéristiques de notre modèle d'analyse opérationnel, de même que les résultats de notre analyse.

1.1.1 Prospéro et les autres outils de statistique textuelle

Une première manière d'introduire Prospéro peut être d'aborder, dans les grandes lignes, les principales différences qu'il présente avec d'autres logiciels d'analyse textuelle souvent utilisés dans la littérature économique et sociologique en France, tels que Lexico et Alceste, notamment. Lexico a initialement été développé par le statisticien A. Salem au sein de l'E.N.S. de Fontenay-Saint-Cloud et il est actuellement développé par une équipe du Centre de Lexicométrie et d'Analyse Automatique des Textes (CLA2T) au sein du laboratoire SYLED (SYstèmes Linguistiques, Enonciation et Discours (EA2290)) de l'Université de la Sorbonne nouvelle (Paris 3) (Lebart et Salem, 1994). Alceste (« Analyse du Lexique Cooccurrent Etabli par Segmentation(s) du Texte Etudié ») a été conçu par Max Reinert

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

(ingénieur CNRS), à partir du milieu des années 1970 et le logiciel est depuis 1986 la propriété de la société IMAGE (Reinert, 1993 ; 2007)[117].

Bien que ces deux logiciels présentent d'importantes différences (sur lesquelles nous revenons ci-dessous) ils ont pour point commun de reposer sur un parti-pris statistique assez fondamental, ce qui n'est pas le cas de Prospéro. Il s'agit bien, en effet, de deux logiciels de statistique textuelle, une méthode qui « *suppose que du sens peut être trouvé dans la seule distribution statistique des éléments de la chaîne textuelle et non plus, comme on le fait communément, dans le sens des mots ou des expressions qui y sont employés* » (Convert, 2006, p.192). Selon ce dernier, à partir de la segmentation du texte en unités de comptage textuelles (un processus d'ailleurs très différent selon qu'il s'agisse d'Alceste ou de Lexico), la statistique textuelle permet de réaliser trois opérations principales :

- Une étude quantitative du vocabulaire, sur la base de la fréquence statistique des formes graphiques repérées (sachant que, là aussi, ces formes ne sont pas les mêmes dans Alceste et dans Lexico). Il s'agit d'une opération de comptage du nombre d'occurrences différentes.
- Un repérage des cooccurrences, c'est-à-dire du nombre de fois où deux formes graphiques sont co-présentes (ceci pouvant s'appuyer sur un test de significativité).
- Et surtout, la statistique textuelle permet de comparer entre elles différentes parties d'un même corpus, et/ou de les discriminer par rapport à un certain nombre de variables (comme les années, l'âge, le genre, l'origine géographique… ou d'autres critères socioéconomiques ayant un sens vis-à-vis du corpus). Ainsi, les analyses statistiques qui sont en général appliquées aux données numériques, comme l'analyse factorielle ou la classification hiérarchique, peuvent être appliquées aux textes, aux lexiques et aux discours.

Cela dit, Lexico et Alceste reposent sur des processus de calcul statistique différents et les deux logiciels ne répondent pas à la même logique. A l'image de la méthode durkheimienne qui consiste à « *traiter les faits sociaux comme des choses* », Lexico traite « *les mots comme des choses* » (Convert, 2006, p.192). Ainsi, l'unité textuelle de référence est la forme graphique des mots eux-mêmes. Si les dernières versions du logiciel permettent de regrouper les mots de même racine, la lexicométrie classique s'oppose néanmoins à la lemmatisation, c'est-à-dire à la réduction des mots à leur forme non fléchie. Par contraste, Alceste fonctionne par lemmatisation, ce qui permet par exemple de ranger dans deux catégories différentes les mots « *avions* » (du nom « *avion* ») et « *avions* » (du verbe « *avoir* »).

Cette « *querelle de la lemmatisation* » (Convert, 2006, p.194) illustre que les logiques qui sous-tendent Lexico et Alceste sont différentes. En effet, l'idée sur laquelle reposent les calculs statistiques d'Alceste est que le sens des mots se dégage par rapport à leur contexte lexical (Reinert, 1993). Ainsi, alors que Lexico fonctionne par classification dite « *ascendante* » (parce que dépendante des formes graphiques des mots eux-mêmes), Alceste fonctionne par classification dite « *descendante* ». Dans le second cas, le texte fait l'objet d'une double segmentation : alors que l'utilisateur définit des « *Unités de Contexte Initiales* »

[117] A la différence de Prospéro, Lexico et Alceste ne sont pas accessibles gratuitement. Toutefois, le logiciel libre Iramuteq (Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires) combine les fonctionnalités de Lexico et d'Alceste.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(UCI) (par exemple : locuteurs, institutions, origine géographique, années…), le logiciel segmente automatiquement le corpus (l'ensemble étant réuni dans un seul document) en « *Unités de Contexte Elémentaires* » (UCE), qui correspondent en général à une phrase, mais dont la longueur dépend de la taille globale du corpus. C'est ensuite en fonction de la présence ou de l'absence des mots-pleins (la différence entre ces derniers et les mots-outils étant établie par les dictionnaires du logiciel) dans chaque UCE que le logiciel opère une classification du corpus en « *mondes lexicaux* »[118]. Alceste est par conséquent orienté vers le repérage des structurations linguistiques principales des textes et des discours (l'identification des mondes lexicaux), à partir de calculs statistiques permettant de faire émerger différentes classes. Il revient à l'utilisateur, au fil des manipulations et de relectures parallèles du corpus, d'interpréter la signification des regroupements effectués par le logiciel. Une autre possibilité est de développer l'analyse des classes obtenues en introduisant par la suite un certain nombre de variables explicatives (années, locuteurs, origine géographique etc.), ces dernières pouvant s'appuyer sur les UCI définies initialement.

Une illustration comparative de ce que permettent Alceste et Prospéro, appliqués au même corpus (les résumés des communications présentées au premier congrès de l'Association Française de Sociologie) peut être trouvée dans le Bulletin de méthodologie sociologique n°85 (Trabal, 2005 ; Boudesseul, 2005). Ce que souligne Demazière (2005), dans l'introduction du dossier, est qu'il est intéressant est d'avoir une posture raisonnée vis-à-vis de ces différents outils, qui consiste non pas à y voir des « *instruments d'objectivation et d'administration de la preuve dont les résultats s'imposeraient au chercheur* » (p.4), mais plutôt des dispositifs permettant de « *nourrir des interrogations sociologiques, tester des lectures interprétatives, éprouver des significations provisoires, enrichir des théorisations vivantes, et, finalement, stimuler l'imagination sociologique* » (ibid.)[119]. Si l'ensemble de ces outils se prête donc à une telle utilisation, ce qu'il faut comprendre est que les différences qu'ils présentent (du point de vue de leurs fonctionnalités, de la manière dont sont organisés leurs modes opératoires et de calcul etc.) s'expliquent par le fait qu'ils correspondent à différentes « *approches sociologiques* » (Demazière, 2005, p.2).

Autrement dit, à des différences de méthode correspondent des différences théoriques et conceptuelles. Pour simplifier, soulignons que si Lexico est un outil essentiellement linguistique et statistique, alors qu'Alceste est un outil sémantique et statistique, Prospéro allie à ces deux dimensions une réflexion historique, ancrée dans une sociologie « *pragmatique* » (Chateauraynaud, 2003). Ainsi, alors que Convert (2006) conclu que « *la statistique textuelle peut se targuer de proposer une approche scientifique du texte apte à mettre en évidence des structures cachées qu'une lecture normale ne percevra pas* » (p.204), avec Prospéro, selon Chateauraynaud (2002) :

> « *On est donc loin de l'idée d'une technologie qui révèlerait des propriétés cachées à l'insu des acteurs. Comment le seraient-elles puisque ce sont les acteurs qui composent les textes ou les discours ? Il est difficile de dire, sauf à prendre une position psychanalytique ou bourdieusienne radicale, que les acteurs n'ont pas*

[118] Pour plus de détails sur le fonctionnement du logiciel et un exemple d'application, voir par exemple Plumecocq (2010).

[119] Cette posture épistémologique vis-à-vis des logiciels l'analyse textuelle est plus amplement développée dans Demazière et al. (2006), comme l'indiquent en introduction Demazière et Brossaud (2006).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

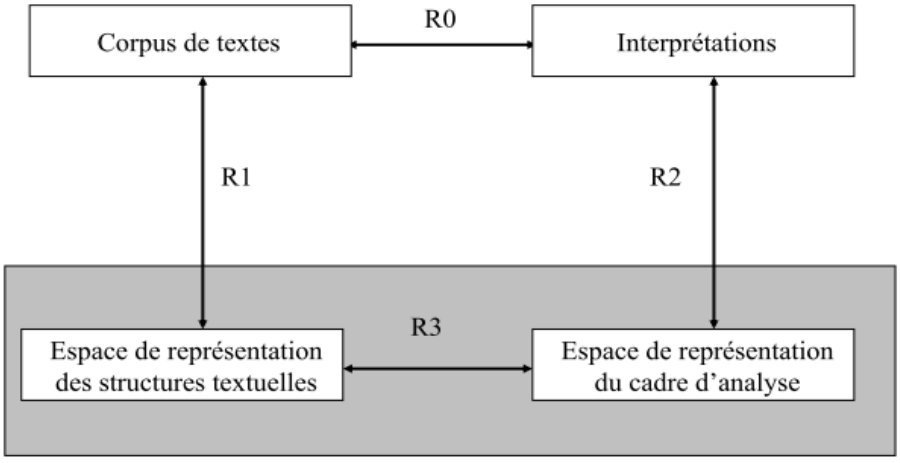
conscience de ce qu'ils disent ou écrivent. En tant que sociologue intéressé, avec d'autres, par un renouvellement des théories du changement social, je vois, à travers ces expériences avec Prospéro, le moyen d'éviter deux postures opposées. D'un côté, une sociologie positiviste qui révèle des structures et qui rompt avec le sens commun, et dont Bourdieu reste le représentant le plus fort. De l'autre, une sociologie de l'action qui donne aux acteurs la complète maîtrise de ce qu'ils font, en se concentrant sur des situations d'interaction ou des jeux de stratégies » (p.12).

Nous reviendrons plus loin sur l'ancrage théorique de Prospéro. Maintenant que nous avons donné quelques pistes concernant ce que Prospéro n'est pas, il nous reste à décrire, auparavant, un peu plus précisément ce qu'il est.

1.1.2 Une posture épistémologique favorisant une démarche interprétative, pour l'analyse des dossiers complexes

Prospéro est fondé sur le postulat selon lequel un texte ou un corpus suppose, pour faire sens, un ou plusieurs lecteur(s), lesquels peuvent devenir, au travers de l'acte de lecture des « *auteurs-acteurs* ». Il est décrit par ses concepteurs comme une « *technologie littéraire pour les sciences humaines* » (Chateauraynaud, 2003) ce qui « *consiste à doter ces acteurs-lecteurs-auteurs de dispositifs permettant d'organiser leurs lectures i.e. leurs interprétations, afin de les rendre explicitables, reproductibles, et partant critiquables* » (Chateauraynaud et al. 2010, p.60). Chateauraynaud (2003) présente ce que permet Prospéro à l'aide de la figure n°5.1 suivante :

Figure n°5.1 : Représentation schématique du fonctionnement de Prospéro



R0 : relation herméneutique classique

R1 : traduction des textes dans un langage de description

R2 : formalisation d'un jeu de concepts et de formules analytiques

R3 : dynamique d'exploration et d'inférence

Source : Chateauraynaud (2003), p.192

L'espace grisé sur le schéma représente Prospéro. Autrement dit, l'outil est un « *espace de représentation* » et de calcul, permettant de superposer à la « *relation herméneutique classique* » entre un corpus et un lecteur… acteur, via l'acte d'interprétation

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(relation R0), les relations R1, R2 et R3. Les structures textuelles du corpus sont d'abord codées dans le logiciel : Prospéro fonctionne en « *langage naturel* » (Trabal, 2005, p.2), c'est-à-dire que l'utilisateur a à disposition une série de dictionnaires, constitués par les précédents utilisateurs du logiciel, lesquels permettent de coder différents types de mots et d'expressions (se reporter à la section 1.1.4 pour plus de détails sur ce point). Sachant que le logiciel fournit immédiatement la liste des objets (entités et êtres-fictifs, qualités, marqueurs, épreuves etc.) dont le poids est important (en nombre d'occurrences) dans le corpus, Prospéro permet d'abord au lecteur-acteur de bénéficier d'une manière alternative de lire, de comprendre et d'analyser le corpus (R1). De manière parallèle, le lecteur-acteur, disposant déjà d'un certain nombre d'interprétations à partir de sa connaissance préalable du corpus (R0), peut formaliser dans Prospéro un ensemble d'hypothèses de travail (jeux de concepts et de relations entre ces derniers) formant son cadre d'analyse (R2), ce dernier étant dès lors mis à jour explicitement. Et le jeu consiste à ajuster le cadre d'analyse, découlant des hypothèses de travail initiales, aux structures textuelles émanant du corpus, codées dans Prospéro, au travers d'un travail d'exploration (R3).

La volonté de concevoir un outil au service d'utilisateurs déjà dotés de capacités de réflexion et d'interprétation, ces dernières étant ainsi prises au sérieux, est donc au cœur du projet prospérien (comme de celui de la sociologie pragmatique et de l'économie des conventions). Le lecteur-acteur est amené à approfondir sa connaissance de son corpus, ou « *dossier* », via l'utilisation du logiciel et ce dernier est conçu de manière à toujours permettre un retour aux textes, à leurs propriétés (auteur, date, type de support…), ainsi qu'à leur contenu (l'unité de référence étant l'énoncé, se rapportant souvent à une phrase ou plus généralement à tout ce qui est séparé par deux points). Après avoir exposé le schéma ci-dessus, Chateauraynaud (2003) conclut : « *on pourrait qualifier notre embarcation ainsi : une coquille positiviste sur un océan constructiviste* » (p.201).

L'ouvrage de Chateauraynaud (2003) est en grande partie consacré à expliciter la posture épistémologique sur laquelle repose Prospéro. Celle-ci revient à prendre en compte « *le double mode d'existence des textes, comme données et comme interprétations* » (Chateauraynaud, 2003, p.17). En effet, ce dernier souligne qu'en sciences sociales « *pendant très long temps, l'interprétation a surtout été envisagée comme un obstacle à la saisie objective de structures ou de régularités, comme une opération ne devant intervenir qu'après coup, une fois les données traitées par des algorithmes indépendants des orientations théoriques* » (p.23). Une note de bas de page mentionne que c'est notamment la position défendue par les concepteurs de Lexico (Lebart et Salem, 1988). Par contraste, Chateauraynaud (2003) note :

> « *Je défends ici le point de vue qui consiste à assumer la nature interprétative de l'exploration et de l'analyse du corpus de textes ou d'entretiens* (…). *Autrement dit, le rôle assigné à Prospéro est celui d'un dispositif d'expression des stratégies interprétatives développées par ses utilisateurs pour rendre intelligibles les structures et les évolutions en œuvre dans leurs corpus. Il est le témoin, ou le garant, de multiples voies d'accès à l'objectivité et non le générateur autonome de l'objectivité elle-même. En offrant à la contradiction et à la critique des prises suffisantes, en permettant de faire varier les hypothèses et les conjectures, il augmente les chances de faire le départ entre de bonnes et de mauvaises interprétations. Or, pour faire porter*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'épreuve sur celles-ci, il faut les rendre visibles, détachables, et non les recouvrir d'un voile de neutralité ou d'objectivité » (ibid.).

C'est ce qu'illustre, par exemple, l'analyse des résumés du premier congrès de l'AFS effectuée par Trabal (2005), avec Prospéro. Le logiciel permet d'identifier immédiatement que les mots « *sociologie* » et « *travail* » apparaissent parmi les premières entités du corpus en nombre d'occurrences. La question des relations entre ces deux entités est donc susceptible de se poser, sachant que « *travail* » peut figurer dans différentes expressions comme « *sociologie du travail* » ou « *travail en sociologie* ». Les logiciels d'analyse textuelle classiques pourraient faire ressortir, comme résultat, l'existence d'un nombre de cooccurrences élevé entre « *sociologie* » et « *travail* », ceci permettant à l'utilisateur d'utiliser l'algorithme de calcul comme un moyen d'objectiver un élément de connaissance exploitable, ou de justifier le codage de l'expression « *sociologie du travail* ». Ceci n'est toutefois pas l'objectif visé avec Prospéro, puisque le logiciel donne d'emblée à l'utilisateur la capacité de créer l'expression « *sociologie du travail* » comme une entité à part entière, différente du « *travail en sociologie* ». Sur ce point, Trabal (2005) note que :

> « [Prospéro] *fonctionne en effet sur l'idée selon laquelle le chercheur doit assumer la responsabilité des opérations de codage et d'interprétation, et que ce travail se réalise tout au long de l'exploration du corpus et non, comme le suggère une tradition de l'analyse des données, à l'issue du calcul informatique* » (p.3).

Néanmoins, Trabal (2005) et Chateauraynaud (2003) montrent que « *confier au chercheur le soin de fixer ce qui fait sens, selon lui, dans un ensemble de textes, ne conduit pas pour autant à une forme de relativisme* » (Trabal, 2005, p.4) qui conduirait soit à penser qu'il n'y a pas de données, ou de faits et que tout n'est qu'interprétation, soit que les données ou les faits peuvent toujours être interprétés n'importe comment :

> « *Le logiciel est un moyen d'éprouver ses lectures, d'en suggérer d'autres, de réformer les interprétations qui ne résistent pas à la confrontation avec les éléments présents ou absents dans le corpus, et de faire des expériences sur les textes pour enrichir l'analyse* » (ibid.).

Si l'on poursuit l'exemple précédent, c'est donc au fil de l'exploration du corpus, et selon le travail de transformation ou d'affinement progressif des hypothèses de recherche de l'utilisateur qui en découle, que ce dernier peut être amené à coder, ou non, d'autres expressions telles que « *sociologie de la famille* », « *sociologie de l'éducation* », « *sociologie des religions* » etc. (Trabal, 2005). Le jeu peut aussi consister à interroger le corpus à partir de différents types de codages, c'est-à-dire à partir de plusieurs ensembles de dictionnaires, afin de se rapprocher de l'interprétation la plus satisfaisante possible.

Par conséquent, Prospéro s'avère partie prenante d'une posture épistémologique spécifique qui consiste à ne pas voir dans les logiciels et dans les outils informatiques des solutions clé-en-main, permettant de dépasser les capacités analytiques humaines afin de traiter de très importantes quantités de données, mais au contraire, à voir dans ces outils informatiques de nouveaux moyens permettant d'affiner la démarche de réflexivité du chercheur sur les processus interprétatifs (Chateauraynaud, 2003 ; Demazière et al. 2006). Si de nombreux logiciels d'analyse textuelle peuvent aujourd'hui être utilisés à partir de cette posture épistémologique (Demazière et Brossaud, 2006), Prospéro reste néanmoins celui qui l'incarne au mieux (du fait de la place centrale accordée à la dimension interprétative) et son

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

développement a largement contribué au renouvellement de la pensée sociologique en la matière (Chateauraynaud, 2003).

Selon Chateauraynaud (2003) :

> « *En se plaçant aux points de jonction des textes et de leurs interprétations, on opère un déplacement du centre de gravité de l'"analyse automatique des textes". D'ailleurs, il ne s'agit plus d'étudier des mots ou des discours pris pour eux-mêmes, mais des processus historiques, des controverses, des affaires, des crises, des polémiques, autant de configurations que nous rangeons sous l'appellation commode de "dossiers complexes"* » (p.17-18).

Autrement dit, Prospéro est aussi orienté vers le traitement d'un type d'objet, ou de matériel, particulier. En effet, selon Chateauraynaud et Torny (2013), le « *corpus idéal* » (p.432) pour Prospéro « *est formé par la controverse ou l'affaire qui s'étend sur plusieurs années et qui est caractérisée par l'intervention d'une foule d'acteurs disposant de répertoires, de formes d'expression et de capacités d'influence très différentes* » (ibid.). Ce qui constitue l'unité du corpus est le « *dossier* », c'est-à-dire « *un ensemble de textes dans lesquels se discutent des notions, s'opposent des points de vue et se déploient des argumentations* » (Trabal, 2005, p.2). Et chaque dossier peut être composé de documents variés (lettres, e-mails et messages écrits, sites internet, forums et blogs, tracts, pétitions, articles de presse ou scientifiques, rapports publics ou d'expertise, comptes-rendus de débats, de réunions ou de conférences, entretiens…). Il est possible de trouver dans Trabal (2005) un ensemble de critères restreints permettant de décrire le type de dossier caractéristique de Prospéro :

- Le « *corpus typique* » (p.2) des études prospériennes rassemble « *un grand nombre de textes, tous écrits dans la même langue, par des acteurs* (…) *partageant un vocabulaire et des concepts communs même si leurs préoccupations diffèrent* » (ibid.).
- L'unité au sein du dossier est donc à rechercher dans « *l'articulation autour d'un même objet ou d'une problématique commune aux différents auteurs, sur la nature, l'importance, la réalité, les enjeux desquels on cherche à produire un accord : en effet, Prospéro a vocation à aider le chercheur à identifier des propriétés sur des objets d'alertes et de controverses, sur la construction des jugements et sur les argumentations déployées dans des dossiers marqués par de longues séries de textes et de discours hétérogènes* » (ibid.)[120].
- Enfin, un troisième élément qui distingue Prospéro des autres logiciels d'analyse textuelle est que ce dernier est conçu afin de permettre une analyse se déroulant sur le temps long : « *nombreuses sont les fonctions du logiciel qui visent à voir apparaître, disparaître ou se transformer des personnages et des objets dans le dossier dont rend compte la série textuelle, et à décrire la façon dont les arguments y sont repris et critiqués, les accords remis en question ou au contraire renégociés, les preuves rediscutées ou stabilisées* » (ibid).

[120] Nous reviendrons, dans la section suivante, sur les relations qu'entretiennent Prospéro et le cadre des *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot (1991), dédié aux disputes, aux désaccords et aux situations de jugement « *en situation* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Toutefois, comme le notent Chateauraynaud et Torny (2013) les fonctionnalités du logiciel ne « *reposent pas sur un modèle définitif de ce qu'est une affaire ou une controverse mais permettent plutôt d'adapter les analyses et les méthodes aux types de contraintes produites par les textes eux-mêmes* » (p.432) : cerner les contours d'un dossier ne se limite pas à la prise en compte de mots-clés, mais ce processus se construit en référence à ce que les acteurs eux-mêmes définissent comme faisant partie ou non du périmètre de la controverse.

Finalement, Prospéro est présenté par ces concepteurs comme une « *technologie ouverte* » (Chateauraynaud et Torny, 2013, p.433) visant à surmonter certains des problèmes méthodologiques fondamentaux auxquels se heurtent habituellement les chercheurs en sciences sociales. En effet, selon Chateauraynaud et Torny (2013) les méthodes standards de recherche consistent : soit à se tourner vers la production ou la « *restitution* » (p.432) d'une « *histoire sociale* » (ibid.) d'un objet d'étude, soit il s'agit de suivre cet objet « *en temps réel* » (ibid.) par de l'observation participante, soit encore il s'agit de travailler par modélisation en travaillant à partir de « *figures supposées stables et justiciables* » (p.432-433). Néanmoins, « *la description des dossiers* » (p.433), voire la production de connaissances scientifiques sur la plupart des objets d'étude, implique, selon les auteurs, de « *conjuguer ces trois attitudes* » (ibid.). En ce sens, Prospéro est un outil visant à permettre « *à la fois une représentation pertinente de l'enchainement historique des épreuves, la possibilité de suivre les processus en cours et, conjointement, un cadre stabilisé permettant l'appréhension synthétique des différentes positions et interventions* » (ibid.).

Diverses affaires et controverses publiques ont été traitées avec Prospéro. Alors que *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque* (2013 [1999]) traite de trois principaux dossiers sanitaires : celui de l'amiante, du nucléaire et des prions, responsables de la maladie de la vache folle, Chateauraynaud (2003) montre aussi comment l'analyse d'affaires intellectuelles et politiques, comme celles de l'œuvre de Louis Ferdinand Céline, de la guerre du Kosovo, de l'affaire Sokal, mais aussi du mouvement des sans-papiers, ont progressivement nourri l'histoire du logiciel et de son développement. Symétriquement, au fil de ses applications et de l'évolution de ses fonctionnalités, l'approche sociologique des concepteurs et des principaux utilisateurs du logiciel a également évolué. En effet, si certaines applications restent assez proches d'un modèle d'analyse influencé par les travaux de Boltanski et Thévenot (1991), comme par exemple ceux de Trabal et Duret (2003) autour du dopage dans le cyclisme professionnel, d'autres travaux s'orientent plus clairement vers l'analyse des évènements et des arguments qui provoquent des ruptures, des reconfigurations et des réagencements dans les dynamiques de controverse, toujours dans la perspective d'une sociologie pragmatique, mais qui s'intéresse au suivi « *balistique* » des trajectoires argumentatives et des causes collectives (Déplaude et Torny, 2009 ; Lamine et al., 2010 ; Chateauraynaud, 2011). Avant de présenter de manière plus précise les principales fonctionnalités de Prospéro, il reste ainsi à expliciter cet ancrage du logiciel dans la perspective d'une sociologie « *pragmatique* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1.3 Un espace de calcul intermédiaire, entre les *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot et la *Théorie de l'acteur-réseau* de Callon et Latour

La sociologie « *pragmatique* », ou encore ce que Corcuff (1995) appelle « *nouvelles sociologies* » représente un ensemble composite de travaux sociologiques qui se sont développés en France à partir de la fin des années 1980, afin de dépasser un ensemble « *d'antinomies classiques* » (Corcuff, 1995, p.6) (comme collectif/individuel ou individualisme méthodologique/holisme) « *devenues de plus en plus stérilisantes* » (ibid.). C'est en prenant ses distances vis-à-vis de la « *sociologie critique* », ancrée dans la tradition Durkhémienne, Marxiste et Bourdieusienne, que s'affirme la « *sociologie de la critique* » de Boltanski et Thévenot (Boltanski, 1990), de même que la « *sociologie de la traduction* » d'Akrich, Callon et Latour (Akrich et al. 2006). Selon Chateauraynaud (2003) la sociologie pragmatique « *consiste à prendre au sérieux les situations, les dispositifs et les processus dans lesquels agissent les personnes, en examinant finement leurs ressources et leurs contraintes* » (p.26).

Si la sociologie pragmatique s'inscrit dans un mouvement intellectuel de fond, qui touche une grande partie des sciences sociales à partir des années 1980 (Dosse, 1995), cette dernière ne constitue pas pour autant un courant en tant que tel : en raison de son hétérogénéité Nachi (2006) la qualifie plutôt de « *style* ». En effet, les approches de Latour et de Boltanski théorisent différemment le fonctionnement du monde social et son corollaire : le rôle du sociologue. Chateauraynaud (2003) rapporte qu'en sociologie de la traduction, le monde social est composé de réseaux hétérogènes, lesquels doivent être suivis par le sociologue afin de repérer le mouvement des actants, en se défaisant des concepts et des catégories habituels de l'analyse sociologique. Par contraste, la sociologie de la critique se focalise sur les disputes et les désaccords qui traversent le monde social et le sociologue a pour objectif d'identifier la manière dont ces controverses se résolvent, en recourant à une axiomatique de portée universelle (au moins dans le cadre de la modernité) : celle des cités. Chateauraynaud (2003) indique :

> « *En contact direct avec ces deux écoles, nous n'avons jamais pu trancher ce dilemme, cherchant constamment à en modifier les termes (…). Et si on essayait de tenir les deux programmes à la fois ? Pourquoi ne pas admettre, par exemple, que des contraintes pèsent inévitablement sur les formes d'expressions utilisables par les protagonistes de nos dossiers, mais que la dynamique de ces derniers est en même temps créatrice, puisqu'elle conduit les mêmes protagonistes à subvertir les contraintes et à en créer de nouvelles ?* » (p.85-86).

Chateauraynaud (2003) adresse deux critiques principales au modèle des *Economies de la grandeur*, l'une portant sur le type de lecture sémantique des textes et des discours qu'implique cette posture théorique et l'autre étant plutôt d'ordre méthodologique. Selon lui, suivre le modèle des *Economies de la grandeur* revient à « *coder des mots et des expressions comme autant de représentants ou d'instances du modèle, et à tout rapporter à un répertoire limité de registres du discours* » (p.86). In fine, à partir de ce modèle d'analyse « *un chat est un chat* » (p.87) : l'existence de « *situations troubles, de compromis ou d'arrangements dans lesquels les mots perdent de leur valeur substantielle* » (ibid.) est ramenée à la manifestation

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'une « *posture critique, d'une logique du soupçon ou du dévoilement* » (ibid.), liée à la confrontation entre les mondes. Par conséquent, « *les modalités d'énonciation et l'ensemble des conditions pragmatiques de mise en œuvre d'un argument sont minimisées, au moins dans un premier temps, puisque seul compte le type d'accord ou de principe visé* » (ibid.). Cette lecture « *s'apparente à une forme de néo-fonctionnalisme pour lequel les mots incorporent des propriétés sémantiques dont l'usage et la signification sont indépendants de leur agencement et du contexte* » (p.88). Par ailleurs, alors que le modèle visait au départ à « *orienter la description et l'analyse de disputes et d'affaires* » (ibid.) il a souvent été utilisé, en pratique, afin « *d'extraire des figures typiques, isoler des séquences bien formées, renvoyant la théorie en miroir et provoquant une boucle d'auto-confirmation* » (ibid.). Ainsi, selon lui, « *le travail empirique finit par tourner court en se bornant à constituer un répertoire d'exemples servant directement la théorie* » (p.89).

De manière symétrique, Chateauraynaud (2003) formule deux critiques vis-à-vis de la théorie de l'acteur-réseau. D'une part, la théorie des réseaux est selon s'est selon lui « *repliée progressivement sur une approche "associationniste"* » (p.90), au détriment d'une approche plus interprétative, laquelle confère pourtant au chercheur certaines marges d'intervention. Et, d'autre part, alors que l'école latourienne s'est développée à partir de la sociologie des sciences, selon Chateauraynaud (2003) « *aucun statut n'est donné aux problèmes de description et aux questions méthodologiques* (…). *Sous l'apparente liberté de déplacement, se glisse progressivement une nouvelle langue de bois, laquelle finit par s'éloigner des acteurs auxquels elle prétend rendre justice* » (p.91).

C'est ainsi que Prospéro est né, à la fois comme un successeur du logiciel Prothèse, qui fut l'un des prototypes de Prospéro, plus clairement ancré dans la perspective des *Economies de la grandeur*, et comme une alternative au logiciel Candide, actant de la théorie de l'acteur-réseau (Chateauraynaud, 2003). Ce dernier conclut :

> « *On retiendra de cette approche [de la théorie des réseaux] l'idée d'ouverture et d'hétérogénéité a priori, contraignant à prendre au sérieux la manière dont les auteurs-acteurs configurent eux-mêmes leurs réseaux et leurs dispositifs. Suivre les acteurs c'est être attentif aux procédés et aux tactiques par lesquels ils font et défont la carte des liens pertinents au fil des épreuves qu'ils se font subir. Mais l'identification des déplacements et des innovations suppose de reconnaitre, en amont, ou en cours de route, des états et des registres relativement stables. Sans de tels cadres, les textes seraient carrément confus et ne produiraient aucun effet structurant* » (p.92).

En ce qui nous concerne, comme nous le verrons lors de la présentation de notre modèle d'analyse opérationnel, nous serons amenés à mobiliser Prospéro d'une manière plus fidèle au cadre des *Economies de la grandeur*, ce qui signifie que nous avons minimisé, voire que nous sommes passés outre, les critiques adressées ici par Chateauraynaud vis-à-vis du modèle. Mais, précisément, ceci revient en réalité à valider, au moins en partie, ces critiques, puisque nous avons bien été obligés de minimiser les contraintes qui pèsent sur le contexte d'énonciation et de considérer « *qu'un chat est un chat* », afin de mener à bien la présente recherche, compte tenu, notamment, de la manière dont nous avons mobilisé le lexique des cités pour coder nos catégories sous Prospéro. Cela dit, dans la mesure où notre travail vise à répondre à la question de savoir si le déploiement d'une approche en termes de SE s'avère pertinente pour le PNRSE, nous ne pensons pas que la critique de Chateauraynaud (2003)

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

selon laquelle « *le travail empirique finit par tourner court en se bornant à constituer un répertoire d'exemples servant directement la théorie* » (p.89) s'applique, en l'occurrence. Nous reviendrons sur cet élément lorsque nous présenterons l'opération de codage des catégories que nous avons réalisée. Il nous faut au préalable présenter les fonctionnalités principales de Prospéro.

1.1.4 Inventaire des fonctionnalités basiques

Maintenant que nous avons présenté les différences que Prospéro présente vis-à-vis d'autres outils d'analyse textuelle, ainsi que l'espace de lecture et de représentation du corpus qu'il permet de créer, mais aussi les fondements épistémologiques et théoriques sur lesquels il repose, de même que le type de matériel qu'il est conçu pour traiter, il s'agit à présent de décrire plus précisément quelles sont les principales fonctionnalités du logiciel[121].

Comme nous l'avons déjà mentionné, Prospéro fonctionne en langage naturel et il est conçu de manière à toujours permettre à l'utilisateur de se rapporter au texte, sachant qu'il reconnait un énoncé comme une suite de mots séparés par deux points. Le corpus est constitué d'un ensemble de textes, pour lesquels sont renseignées par l'utilisateur un certain nombre de références, dites « *externes* » car elles regroupent des informations ne figurant pas dans les textes eux-mêmes. L'une des premières opérations consiste donc à donner un titre, une date, un auteur, un nom de support et/ou un type de support etc. à l'ensemble des textes du corpus, cette saisie pouvant être automatisée si le corpus regroupe un grand nombre de textes (Trabal, 2002).

1.1.4.1 Les objets de base et la création des expressions

Intéressons-nous maintenant à la manière dont Prospéro comprend le contenu des textes, c'est-à-dire les énoncés et les mots. Chateauraynaud (2003) explique que le logiciel est basé sur une version « *minimaliste* » (p.68) des « *grammaires lexico-fonctionnelles* » (p.229), lesquelles accordent une place importante au lexique : « *il nous fallait reconnaitre des objets de statut différent sans pour autant caractériser l'ensemble des relations entre les constituants de chaque phrase* » (p.68). Prospéro représente ainsi le contenu des textes dans un « *langage pivot* » (p.229), reposant sur la définition de sept objets différents, comme l'illustre le tableau n°5.3 suivant :

Tableau n°5.3 : Les objets de base de Prospéro

Types de base	Portée analytique sous Prospéro	Référents linguistiques
Entités	Thèmes et personnages en jeu	Noms ou groupes de noms
Qualités	Formes de qualification des entités	Adjectifs
Epreuves	Types d'action, de transformation ou de jugement	Verbes
Marqueurs	Modalités, connecteurs, quantificateurs	Adverbes
Mots-Outils	Eléments d'articulation et de connexion	Articles indéfinis, auxiliaires, conjonctions, pronoms
Nombres	Unités de mesure, datations, formes d'évaluation	Valeurs numériques ou lettres
Indéfinis	Tout n'est pas pertinent et il y a toujours un résidu non indexé [mais il reste accessible et modifiable]	Chaînes de caractères quelconques

Source : Chateauraynaud, 2003, p.230

[121] Ceci fait l'objet des chapitres 13 et 14 de Chateauraynaud (2003) et les utilisateurs peuvent également se référer au mode d'emploi du logiciel rédigé par Trabal (2002).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La répartition des objets dans l'une de ces sept classes dépend de trois « *techniques d'indexation* » (p.230). Premièrement, le logiciel est programmé pour affecter automatiquement certains mots à une classe, sur la base de critères morphologiques (par exemple, ce qui se termine en « er » ou « ez » est automatiquement considéré par le logiciel comme une épreuve, c'est-à-dire un verbe). Deuxièmement, Prospéro dépend de dictionnaires, c'est-à-dire de fichiers (de format texte) dans lesquels figurent des mots ou des ensembles de mots. Il existe un dictionnaire pour chacun des sept objets du tableau n°5.3 et ces dictionnaires sont constitués de manière cumulative par les utilisateurs du logiciel[122]. Troisièmement, il revient à l'utilisateur de vérifier le classement des objets de base résultant des deux types d'indexation précédents et de le compléter, de l'affiner, de le modifier, en fonction de ses hypothèses de recherche et des particularités du corpus considéré[123].

Cette dernière opération a évidemment une importance cruciale, notamment parce que ce les unités définies dans les principaux répertoires, ou dictionnaires (c'est-à-dire ce qui est considéré comme étant une entité, une qualité, une épreuve ou un marqueur), peuvent être composées d'un mot, ou bien un groupe de mots. C'est l'objet du travail de « *création des expressions* » (Chateauraynaud, 2003, p.241), qui constitue à la fois l'une des premières opérations à réaliser et un travail qui se poursuit en continu, tout au long de l'exploration du corpus. Ainsi, Chateauraynaud (2003) note que le répertoire des entités regroupe « *des personnes ou des groupes, des objets, des animaux, des concepts ou des institutions, des procédés ou des processus, des lieux, des périodes, des impressions ou des émotions. Tout ce qui peut être désigné comme être, créature, phénomène ou état de chose entre* [dans la liste des entités] » (p.230). Cette dernière est donc infinie, d'autant qu'elle inclut généralement un certain nombre d'entités dites « *composées* » comme « *conseil d'administration* », « *avion de ligne* », « *tennis de table* », ou encore « *développement durable* » (Chatreauraynaud, 2003, p.231-232). Les qualités, quant à elles, sont en général des adjectifs, ou des éléments qui servent à qualifier les entités et ces dernières peuvent aussi prendre la forme d'expressions composées.

Par conséquent, dans le cas d'une expression comme « *développement durable* » il revient à l'utilisateur de décider s'il s'agit de la définir (c'est-à-dire de la « *typer* ») comme une entité (ce qui revient à l'inclure dans le dictionnaire des entités), ou bien de la regarder comme une formule associant l'entité « *développement* » à la qualité de « *durable* ». Dans ce cas, il s'agira de vérifier que « *développement durable* » n'apparait pas dans le dictionnaire des entités, mais que « *développement* » y figure, alors que « *durable* » est rangé dans celui des qualités.

Pour autant, ce n'est pas parce que l'outil est conçu de manière à laisser à l'utilisateur la possibilité de faire l'un ou l'autre choix, que ce dernier relève de l'arbitraire. En effet, l'objectif est de « *coller au plus près des unités de signification* » (Chateauraynaud, 2003, p.241) produites et utilisées, dans le dossier en question, par les protagonistes eux-mêmes. Pour ce faire, Prospéro propose un certain nombre de « *routines semi-automatiques* » (ibid.)

[122] Le téléchargement d'une certaine version du logiciel correspond donc à un certain état de composition des dictionnaires. Les derniers utilisateurs bénéficient du travail de catégorisation des entités, qualités, marqueurs, épreuves etc. effectué par les utilisateurs précédents. Le caractère cumulatif et collectif de l'outil constitue aussi l'une des singularités du logiciel.

[123] Autrement dit, l'utilisateur a toujours la main sur les dictionnaires. Il peut lui revenir, par exemple, de retirer « *nez* » de la liste des épreuves, afin de typer le mot comme une entité (c'est-à-dire un nom).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

permettant de repérer et de construire les expressions adéquates, via l'exploration et la construction des « *formules* » (voir définition infra) du type « *entité de entité* » ou « *entité d'entité* » ou encore « *entité/qualité* », dont le score statistique est rendu visible. Ainsi, il est possible de savoir si, dans le corpus, les termes « *développement* » et « *durable* » sont, ou non, souvent utilisés ensemble. Il s'agira, le cas échéant, de construire l'expression « *développement durable* », comme une entité à part entière et d'autres expressions (ou formules) comme « *développement économique* » ou « *développement social* » etc. pourront faire l'objet du même type de questionnement.

La même démarche s'applique aussi à la construction des qualités, des épreuves ou des marqueurs « *composés* ». Par exemple, Chateauraynaud (2003) note que dans le dossier Concorde il a pu s'avérer pertinent de construire l'expression « *a obtenu l'autorisation de reprendre les vols commerciaux* » et de l'inclure dans le répertoire des qualités (p.232). Il note ainsi que :

> « *La notion de qualité utilisée n'entretient qu'un lien de parenté assez lâche avec la notion grammaticale d'adjectif ou d'attribut. On est en effet conduits à traiter comme des qualités des formes composées qui* (…) *permettent d'épingler les critiques et les jugements indépendamment d'un raisonnement grammatical au sens strict* » (p.218).

C'est pourquoi, selon celui-ci « *on constate en pratique qu'une certaine connaissance du dossier et une maturation de la problématique sont nécessaires pour fixer les expressions adéquates* » (p.241).

A partir de ces objets de base, dont la géométrie est ajustable, Chateauraynaud (2003) distingue plusieurs « *niveaux de représentation* » (p.211) permettant d'exposer les moyens que Prospéro est susceptible de fournir à l'étude des dossiers. Pour simplifier, nous les ramènerons ici à trois : le premier niveau consiste à observer les entités et les expressions créées en termes de nombre d'occurrences ; le deuxième permet de rendre compte des « *environnements* » (Chateauraynaud, 2003, p.217) dans lesquels ces atomes lexicaux sont plongés, en étudiant les réseaux et les formules au sein des énoncés ; et le troisième introduit d'autres concepts que sont les catégories et les collections, permettant d'analyser l'ensemble du corpus, ou de discriminer entre différentes parties du corpus, à partir d'un jeu de répertoires stables.

Chateauraynaud (2003) explique que si la capacité à créer des expressions ne constitue pas l'originalité de Prospéro, celle-ci réside « *dans la façon dont il permet à chaque utilisateur d'élaborer ses cadres d'analyse, d'en vérifier en permanence l'adéquation, de les faire évoluer et de les soumettre à discussion* » (p.243-244). Or, l'un des éléments clés de l'élaboration du cadre d'analyse repose sur la création de trois types d'objets plus complexes (appelés « *concepts* ») que sont les êtres-fictifs, les catégories et les collections. Comme pour les répertoires des objets de base (entités, qualités, épreuves, marqueurs etc.), Prospéro fournit à l'utilisateur un jeu de dictionnaires de concepts standards (pour les êtres-fictifs, les catégories et les collections), éprouvé sur d'autres corpus par les précédents utilisateurs, qu'il est possible de modifier tout au long du travail de mise à l'épreuve des hypothèses de recherche sur le corpus étudié.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1.4.2 Les entités, les êtres-fictifs et leurs occurrences

Commençons par le premier niveau. Puisqu'il s'agit d'étudier les unités de signification produites par les protagonistes du dossier, l'intérêt de construire des « *micros-espaces de variation* » de désignation, renvoyant néanmoins à un même objet, ou à un même sujet, est rapidement compréhensible. C'est ce que sont les êtres-fictifs : « *on a cherché une structure relativement simple permettant de relier la question de la coréférence et celle des variations de signification ou de sens associées aux désignations différentes des mêmes entités* » (p.244). Ainsi, pour reprendre les exemples proposés par Chateauraynaud (2003) l'être-fictif « *ETAT@* »[124] peut regrouper diverses désignations telles que : « *l'Etat* », « *l'État* », « *pouvoirs publics* », « *les autorités* », « *l'administration centrale* », le « *Premier ministre* », « *le Conseil d'Etat* », « *le gouvernement* », « *le président de la République* »… mais cette dernière expression peut aussi être regroupée, alternativement, dans l'être fictif « *TONTON@* », accompagnée d'autres désignations comme « *François Mitterrand* », « *tonton* » etc. selon les désignations utilisées dans le corpus. A partir du moment où deux expressions sont regroupées dans un être-fictif, le système les considère comme étant identiques, participant du même noyau, pour lequel un poids global est calculé, à partir du cumul des poids de ses représentants. C'est pourquoi Chateauraynaud (2003) note que :

> « *D'une certaine manière, on peut dire que la formule des êtres-fictifs est autant une solution d'un problème. Un problème posé en permanence, renvoyé directement à l'interprète, et donc engageant sa responsabilité. Deux écoles tendent à s'opposer en matière d'utilisation de cette fonction : ceux qui y voient la possibilité d'accroitre les performances statistiques, de ne pas rater des occurrences, et ceux qui y trouvent d'abord une description de l'espace de variation dans lequel est plongé un personnage* » (p.245).

Ce dernier précise également que le concept d'être-fictif ressemble à ce que la « *sémiologie désignait sous le terme d'actant* » (p.246) car il « *recouvre non seulement des êtres humains, mais aussi les animaux, les objets ou les concepts* » (ibid.). En termes narratifs, les êtres-fictifs représentent les « *héros mis en avant par les auteurs et reconnus comme tels par les lecteurs* » (p.247).

L'un des premiers éléments que Prospéro permet de rendre visible est ainsi la liste des entités (simples ou composées) et des êtres-fictifs, créées ou validés par l'utilisateur (qui explicite dans le même mouvement une partie déterminante de son cadre d'analyse), pouvant être triée par ordre d'importance selon leur nombre d'occurrences dans le corpus. Alors que l'utilisateur contrôle la liste des êtres-fictifs, le logiciel établit automatiquement la liste des personnes, c'est-à-dire des noms et des noms propres. Ainsi, la liste des « *actants* » ou des « *acteurs principaux* » du corpus est composée en recoupant les deux premières, selon le nombre de textes dans lequel les entités, les êtres-fictifs et les personnes sont en position centrale (Chateauraynaud, 2003, p.215-216). Ces différentes listes, mais aussi les listes des qualités, des épreuves et des marqueurs, organisées selon le nombre d'occurrences de leurs composants, constituent déjà une nouvelle manière d'appréhender le corpus et elles sont susceptibles de suggérer de nombreuses pistes d'interrogation. L'utilisateur est ainsi confronté

[124] Par convention, afin de les reconnaitre comme tels, les êtres-fictifs sont toujours écrits en majuscules et flanqués d'un « @ ».

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

à un long travail d'exploration des listes, de création de nouvelles entités et de nouveaux êtres-fictifs, qualités, épreuves, marqueurs etc., sachant que l'analyse de ces listes peut être recoupée avec le jeu des références externes : « *on peut attribuer à des auteurs, ou des périodes, l'apparition d'entités ou de personnages, le changement de désignation d'un grand personnage ou de la liste des acteurs qui importent* » (Chateauraynaud, 2003, p.215).

1.1.4.3 Les réseaux et les formules

Le passage au deuxième niveau s'explique au sens où, nous l'avons vu, Prospéro et ses concepteurs ne sont pas partisans de l'idée selon laquelle les mots ou expressions auraient une signification intrinsèque, indépendante de la personne qui les emploie, de celle qui les lit et du contexte dans lesquels ils sont formulés et interprétés. Par conséquent, la définition de ces « *atomes lexicaux* » (Chateauraynaud, 2003, p.217) doit s'appuyer sur l'analyse des « *environnements dans lesquels ils sont plongés* » (ibid.), ce qui passe par l'exploration des réseaux et des formules. Les réseaux mesurent l'intensité des liens entre les entités à travers les énoncés (c'est-à-dire au sein d'une même phrase). Ainsi, la valeur de l'indice de proximité entre deux entités est de 0, si elles n'ont aucun énoncé en commun, 1 si deux entités figurent dans le même énoncé, mais qu'elles sont séparées par plusieurs épreuves et 2 si elles ne sont séparées que par une épreuve. Cet indice de proximité est ensuite multiplié par le nombre d'énoncés dans lesquels cette rencontre se produit. L'analyse des réseaux d'entités peut être effectuée sur le corpus global, ou en privilégiant un auteur ou un type de support. Chateauraynaud (2003) note que « *le réseau constitue l'un des garants de la bonne représentation des textes, susceptible de résister aux interprétations du chercheur* » (p.258) : il « *sert notamment de contre-épreuve pour tout ce qui touche aux catégories* » (p.261). Le jeu peut également consister à repérer les « *anti-réseaux et les incompatibles* » (p.263), c'est-à-dire « *l'ensemble des éléments qui ne se rencontrent jamais dans un texte* » (ibid.).

Les formules, quant à elles, permettent de révéler l'existence de dispositifs discursifs particuliers. Il peut s'agir d'« *énumérations* » (p.219) (telles que « *Deleuze, Virilio, Latour, Baudrillard…* ») pour reprendre les exemples cités par Chateauraynaud (2003, p.219), ou encore d' « *emboitements* » (ibid.) (« *titre du communiqué de presse de la direction de la centrale de Dampierre* » (ibid.), mais aussi de « *surqualifications* » (ibid.) (« *bel objet ancien, très précieux et très recherché* » (ibid.). Il peut être utile d'éprouver le corpus à l'aide d'un jeu de formules standard (du type « *entité de entité* » ; « *entité d'entité* » ; « *entité/qualité* » ; ou encore « *entité/épreuve/entité* » etc.), notamment afin de créer les expressions adéquates, comme nous l'avons vu précédemment. Mais il est également possible d'élaborer des formules dans lesquelles figurent des entités, des êtres-fictifs, des qualités, des marqueurs, mais aussi des catégories et des collections. En outre, les formules permettent de manier les « *trous* » (« *gouvernement/T=5/qualité/entité*») et les « *pleins* » (« *EF=ETAT-CENTRAL@/épreuve/P=2/entité* »). Selon Chateauraynaud (2003) « *le jeu consiste à fabriquer des séries de formules remarquables, à leur donner un nom, puis à examiner le type de variations qu'elles subissent, en regardant dans quels textes et dans quels contextes elles sont utilisées* » (p.277). Il peut s'agir de repérer les formes négatives (comme par exemple ne/épreuve/pas), ou positives, les objets et entités qualifiés ou surqualifiés de manière critique etc.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1.4.4 Les catégories et les collections

Chateauraynaud (2003) montre qu'avec les réseaux et les formules, on se rapproche de l'étude des formes argumentatives, mais les catégories et les collections permettent d'aller encore plus loin dans l'appréhension des dossiers : il devient possible de dépasser les agencements qui se lient au sein des énoncés, pour analyser l'ensemble du corpus et/ou discriminer entre différentes parties de celui-ci, à partir d'un ensemble de structures stables.

« *A la différence des êtres-fictifs, les catégories ne modifient pas les calculs de poids, la structure des réseaux, ou les jeux de présence et d'absence des entités* » (Chateauraynaud, 2003, p.251). Elles « *ont pour fonction d'aider à caractériser la propension argumentative d'un texte ou d'un ensemble de textes* » (p.220) et fournissent des indications sur « *la coloration des énoncés et des réseaux* » (ibid.). Selon Chateauraynaud (2003) les catégories « *expriment les rapprochements vifs, les interprétations risquées par le ou les chercheurs* » (p.251-252). Il souligne que si les utilisateurs ont la possibilité de s'appuyer sur les catégories déjà éprouvées sur d'autres corpus, par de précédents utilisateurs, Prospéro permet néanmoins une extrême flexibilité en la matière : les utilisateurs peuvent construire n'importe quels jeux de catégories, en ajustant leurs hypothèses de recherche au corpus étudié. En effet, Chateauraynaud (2003) souligne que la force des catégories « *réside précisément dans l'indépendance entre les textes et le cadre d'analyse* » (p.251). Néanmoins, celui-ci est progressivement élaboré à partir d'un travail de compréhension, d'analyse et de catégorisation émanant des textes eux-mêmes : « *ce n'est pas l'utilisateur qui code un texte dans une ou plusieurs catégories, mais les textes qui se décrivent dans un jeu de catégories émergentes* » (p.221).

D'ailleurs, afin de « *respecter la manière dont les textes organisent leurs propres dispositifs rhétoriques ou argumentatif*s » (p.253), différentes catégories s'appliquent aux différents objets de base (entités, qualités, épreuves et marqueurs). Ainsi, la figure de la « *dénonciation* » (ibid.) peut se manifester par le fait de recourir à des entités caractéristiques (« *scandale* », « *accusation* », « *complot* »), et/ou à des « *qualités critiques* » (« *farfelu* », « *inacceptable* », « *mensonger* »…), et/ou à des épreuves (« *dénoncer* », « *accuser* », « *refuser* »…) voire à certains marqueurs (« *à quoi ça sert de* », « *soi-disant* », « *cyniquement* »…). C'est au niveau de l'identification des « *configurations discursives* » (ibid.) que ces différents éléments pourront être recoupés, comme l'indique la section suivante.

Les collections, quant à elles, constituent des outils plus « *élémentaires* » (p.221) : elles « *concentrent les répertoires dans lesquels puisent les auteurs-acteurs pour caler leur discours* » (ibid.). Par comparaison avec les catégories, Chateauraynaud (2003) indique qu'elles constituent en quelque sorte des « *classifications refroidies* » (p.256) qui s'apparentent plus à des dictionnaires ou à des encyclopédies : « *elles épousent des univers de savoirs déjà constitués* » (p.257), même si les utilisateurs restent libres de construire les regroupements les plus pertinents. Ainsi, certaines collections peuvent être assez transversales et facilement transférables à plusieurs dossiers (comme celle des PAYS*[125] par exemple), mais il peut aussi s'avérer décisif de construire des collections spécifiques sur des dossiers

[125] Afin de les différencier graphiquement des êtres-fictifs, par convention, le nom des collections est indiqué en majuscule et flanqué d'un astérisque.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

particuliers (par exemple, Chateauraynaud (2003) indique que construire la collection des CINEASTES* dans le dossier des sans-papiers a permis de révéler l'importance de leur mobilisation à un moment charnière).

Pour conclure sur l'utilisation des concepts que sont les êtres-fictifs, les catégories et les collections, Chateauraynaud (2003) indique que :

> « *L'objectif de Prospéro serait raté s'il devait produire des discussions interminables pour savoir où classer un objet. Seule compte la dynamique rendue possible par la confrontation continue entre les structures qui émergent des textes à partir de la sémantique de base et les concepts ou notions du chercheur* » (p.257).

Afin d'aider les utilisateurs débutants avec Prospéro, Trabal (2002) indique à ce titre quelques pistes afin à identifier quels sont les découpages pertinents et quand s'agit-il de mobiliser tel ou tel concept. Selon lui, lorsqu'il y a consensus (tant du point de vue des chercheurs que des acteurs du dossier) sur le fait que différentes appellations font écho à la même idée, le regroupement pertinent est bien l'être-fictif (par exemple RIVERAINS@ regroupe les entités « *riverains* », « *habitants proches* », « *gens des alentours* » etc.). Par contraste, les collections renvoient également à un regroupement consensuel, mais d'entités différentes (par exemple, la collection des PAYS* renvoie à différentes entités – France, Allemagne, Portugal etc. –, mais dont le principe du regroupement en tant que pays est difficilement contestable). Enfin, les catégories renvoient à des regroupements d'entités, de qualités, d'épreuves ou de marqueurs différents et qui engagent un travail d'interprétation de la part de l'utilisateur. Si elles émergent du dossier, la logique qui conduit à leur regroupement peut néanmoins toujours être discutée.

1.1.4.5 Les configurations discursives et leurs transformations

C'est à partir de la conjonction des trois niveaux de représentation précédents que Prospéro permet de suivre la dynamique des affaires et des controverses publiques, engageant une multitude d'acteurs aux ressources argumentatives variées. Dans cette perspective, l'objectif peut être de repérer les « *configurations discursives* » (Chateauraynaud, 2003, p.288) c'est-à-dire la « *réunion d'objets sémantiques, tels que des catégories, des collections ou des acteurs principaux, ayant la particularité de former système et de décrire un sous-ensemble de textes, en indiquant le type de régime discursif dans lequel ils sont pris* » (ibid.). L'utilisateur peut ainsi faire émerger une configuration en établissant des liens entre divers objets (collections, entités et acteurs principaux, catégories). Cette opération est réalisée en fixant des seuils de présence dans les textes (par exemple, tel acteur principal est présent et telle collection est émergente, alors que telle catégorie – d'entités, de qualités, d'épreuves ou de marqueurs – est dominante, émergente, marginale, présente ou absente). L'intérêt est d'identifier parmi la masse des textes ceux qui sont les plus typiques d'une configuration donnée, à partir d'un jeu de variantes et de contraintes.

Mais Chateauraynaud (2003) insiste sur le fait que « *les fonctions du logiciel mettent surtout l'accent sur les transformations subies par les configurations d'acteurs et de catégories, en permettant de caractériser les basculements ou les bifurcations* » (p.226). C'est pourquoi Prospéro accorde une place importance à l'analyse de l'historicité et des temporalités. En sus des éléments d'analyse fournis par le jeu des références externes, l'outil

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

est conçu de manière à « *voir le temps du point de vue des textes eux-mêmes* » (p.265). Ceci peut passer par l'analyse des dates mentionnées dans les textes du corpus, afin d'appréhender quelles sont les échelles temporelles utilisées, mais aussi par l'étude des « *marqueurs d'orientation temporelle* » (p.273) de manière à distinguer le poids de ce qui relève de l'actualité (« *actuellement* », « *aujourd'hui* », « *récemment* »…), de l'urgence (« *brefs délais* », « *au plus vite* »…) ou d'une orientation vers un passé ou un futur plus ou moins lointain (« *autrefois* », « *ces dernières années* » ; « *prochainement* » « *sur le long terme* »…). L'étude des transformations, des ruptures et des reconfigurations peut aussi s'appuyer sur une analyse de « *la manière dont les évènements sont mis en série, la façon dont sont qualifiés les précédents et les potentialités* » (p.265), en repérant les apparitions et les disparitions de thèmes, d'êtres-fictifs, de catégories ou de collections et en identifiant les éléments nouveaux introduits dans les textes (les « *précurseurs* » (p.267)) et ceux qui seront repris par la suite (les « *repreneurs* » (ibid.)).

Chateauaynaud (2003) conclut l'ouvrage en soulignant que ce dernier aura atteint son but s'il a convaincu le lecteur que « *l'on peut défendre le recours aux technologies et maintenir comme prioritaires les exigences d'une pragmatique et d'une phénoménologie de l'expérience dans le monde sensible, dont font partie intégrante les productions langagières* » (p.354). Rappelons que Prospéro est un programme[126] :

> « *Pragmatique, expérimental et réflexif* [il] *est une invitation à faire des expériences de pensée sur des corpus de textes* (…). *La dynamique d'exploration et le travail de modélisation ou de caractérisation de logiques ou de figures ne sont plus dissociés. Le cadre d'analyse est directement mis à l'épreuve sur les textes. Le logiciel ne clôt pas la liste des recoupements ou des rapprochements, mais laisse au contraire à l'utilisateur une gamme ouverte de procédures d'exploration, de vérification et de structuration des connaissances* » (p.355-356).

Prospéro se présente donc comme un outil relativement ouvert, c'est-à-dire assez plastique, au sens où il permet d'ouvrir au chercheur prospérien une large gamme de possibilités quant à l'élaboration de son cadre d'analyse. La manière dont nous nous sommes approprié cet outil fait l'objet de la section suivante. Nous verrons que nous développons ici un usage particulier de Prospéro qui présente d'importantes différences par rapport à son utilisation canonique : celle du suivi d'un dossier complexe sur le long terme, dans la perspective d'une étude « *balistique* » des trajectoires argumentatives et des causes collectives (Chateauraynaud, 2011). Toutefois, nous montrerons que nous avons su utiliser certaines des principales fonctionnalités du logiciel afin de répondre à notre question de recherche, à l'aide de nos hypothèses théoriques, tout en nous adaptant aux spécificités de notre corpus.

[126] Et, de ce point de vue, les diverses extensions et logiciels liés à Prospéro n'ont pas été documentés ici. Il s'agit notamment de Chéloné, qui permet d'automatiser la création de collections de corpus (afin de partager des séries textuelles, de réaliser des comparaisons et de transférer des outils d'analyse) ; Triésias, qui utilise les propriétés émergentes d'un corpus afin de trouver sur internet de nouveaux documents permettant d'étendre le corpus et de le mettre en forme automatiquement ; mais aussi Marlowe, décrit comme un sociologue virtuel générant de manière automatique des chroniques d'actualité quotidiennes et avec lequel il est possible de dialoguer (source : http://prosperologie.org). Par ailleurs, une seconde version de Prospéro est en préparation et celle-ci vise à mieux répondre aux attentes des utilisateurs en les transformant eux-mêmes en développeurs, via leur implication dans les processus de réécriture informatique du logiciel (source : http://socioargu.hypotheses.org).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2 Une utilisation originale de Prospéro : présentation du modèle d'analyse opérationnel

Parmi les outils disponibles, nous avons fait le choix de retenir Prospéro en raison des fondements épistémologiques et théoriques sur lesquels il repose. En effet, comme nous l'avons montré, la perspective de l'économie des conventions, du modèle des *Economies de la grandeur* et du *Nouvel esprit du capitalisme*, d'une part, et la perspective de la sociologie pragmatique développée par Chateauraynaud au travers de Prospéro et de ses applications, d'autre part, s'inscrivent dans une certaine continuité. C'est d'ailleurs sur Prospéro que s'appuient Boltanski et Chiapello (1999) afin de théoriser l'émergence de la cité par projets, à partir de l'analyse d'un corpus de texte de management des années 1990[127]. Certes, de nombreuses recherches conventionnalistes, fondées sur le modèle de 1991, ont été conduites à partir de logiciels statistiques comme Alceste ou Iramutecq (voir par exemple Plumecocq, 2010), ce qui n'est pas impossible. Plus fondamentalement, c'est la posture épistémologique des concepteurs de Prospéro, au centre de laquelle se trouve placé le travail interprétatif, qui nous a semblé particulièrement intéressante. Et cette posture épistémologique, ayant pour effet de donner au chercheur des marges d'intervention dans la construction de son objet d'analyse, nous semble d'autant plus cohérente avec un programme théorique ayant lui-même pour caractéristique de doter les personnes de capacités réflexives et cognitives étendues.

Notre objectif est de nous saisir des possibilités offertes par Prospéro afin de caractériser la critique écologiste propre au PNRSE, en suivant comme fil directeur la typologie des formes de critiques écologistes dressée dans le chapitre 4 et en essayant de cerner au mieux l'évolution historique de la critique écologiste du PNRSE, au fil des différentes chartes du parc. Autrement dit, l'objectif est d'analyser le corpus de manière à pouvoir compléter le tableau n° 5.2, présenté dans l'introduction du présent chapitre et repris ci-dessous.

Tableau n°5.2 : La critique écologiste du PNRSE et son évolution historique

Périodes historiques	1968	1986-1995	1998-2009	2010-2014
Type de compromis entre les ordres de grandeur dominants				
Formes d'articulation des sources de l'indignation				
Modalités de qualification des êtres en présence (humains et non humains)				
Dispositifs institutionnels et logique d'action				

Source : tableau construit par l'auteure

Nous avons organisé la présentation du modèle d'analyse opérationnel adopté en deux grandes parties. La première fournit tout d'abord plus de détails sur notre corpus de textes ainsi que sur la manière dont nous avons organisé la mise en perspective historique, à partir du jeu des références externes, avant de préciser comment nous avons articulé, d'une part, le corpus soumis à Prospéro (constitué des différents documents de gestion du parc collectés) et, d'autre part, les entretiens que nous avons réalisés. La seconde partie expose les différentes

[127] L'utilisation de Prospéro dans le *Nouvel Esprit du Capitalisme* ne représente pas non plus une application « *canonique* » du logiciel, que ces concepteurs revendiquent d'ailleurs comme étant assez largement ouverte. Les auteurs ont néanmoins su mobiliser cet outil afin d'en dégager une analyse éclairante d'un point de vue théorique et historique.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

étapes de notre raisonnement. Nous nous attachons à mettre en relief les liens entre les questions de recherche auxquelles nous avons cherché à répondre, la typologie des formes de critique écologiste que nous avons construite dans le chapitre 4, les fonctionnalités de Prospéro mobilisées et les questions posées lors des entretiens réalisés.

1.2.1 Présentation du corpus, de sa mise en perspective historique et des modalités de son articulation avec les entretiens réalisés

Notre analyse consiste à soumettre à Prospéro un ensemble de documents de gestion relatifs au PNRSE. Plus précisément, la base empirique du présent chapitre repose sur l'ensemble des chartes du PNRSE ayant été adoptées depuis la création du parc en 1968 (c'est-à-dire quatre documents : les chartes de 1968, 1986, 1998 et 2010) ainsi que sur les bilans d'activités produits annuellement par le PNRSE. Le travail d'enquête réalisé auprès du parc nous a permis de collecter trois synthèses de bilans d'activités (la première s'étalant de 1986 à 1995, la deuxième de 1998 à 2008 et la dernière de 2007 à 2009), ainsi que les bilans d'activités de 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014.

Précisons que les chartes et les bilans d'activités n'ont pas le même statut. En effet, comme nous l'avons souligné dans le chapitre 2, une charte de parc est le résultat d'un processus institutionnel de négociation long et complexe : sa révision peut s'étaler sur plus de cinq années et la Région ainsi que les instances ministérielles impliquées sont susceptibles d'amender le document de manière relativement significative, à partir de la première version proposée par le Syndicat Mixte (première version s'effectuant sur la base d'une consultation préalable des signataires). Dans ce cas, la charte doit être à nouveau discutée et validée localement. Une fois adoptée, la charte du parc constitue un texte de référence clé, contenant des objectifs (de plus en plus souvent chiffrés) à atteindre. Elle représente un guide fondamental définissant l'orientation des politiques menées. Les bilans d'activités, quant à eux, sont essentiellement produits par Syndicat Mixte et l'équipe technique du Parc. En outre, ils n'ont ni la portée prospective, ni le statut légal du contrat que représentent les chartes. Ils visent plutôt à communiquer vis-à-vis du public et des instances d'évaluation, sur l'ensemble des actions réalisées dans l'année en remettant en cohérence ce qui a été commencé, poursuivi ou terminé, au regard des objectifs définis dans la charte.

Malgré cette différence de statut, nous considérons ces deux types de documents de gestion comme un ensemble de dispositifs conventionnels, traduisant une certaine mise en récit, produite en grande partie par le PNRSE et permettant à ce dernier de se définir en tant qu'entité collective, d'orienter et de faire converger les représentations des acteurs concernés (signataires, partenaires, instances chargées de l'évaluation, habitants, visiteurs etc.). Comme nous l'avons déjà souligné, notre modèle d'analyse théorique nous conduit à appréhender ces documents de gestion comme des supports privilégiés de la justification du PNRSE, où la critique écologiste qui lui est propre se trouve mise en intrigue. Néanmoins, nous prenons au sérieux cette différence de statut entre les chartes et les bilans d'activités, dans la mesure où la périodicité que nous avons sélectionnée est bien celle des différentes chartes ayant été adoptées sur le territoire.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Notre corpus est ainsi constitué de douze documents de gestion du PNRSE (quatre chartes et huit bilans d'activités), soit un corpus de 965.71 pages[128] (572.14 pages pour les chartes et 393.57 pages pour les bilans d'activités). Ceci représente un volume de 1 931 407 octets de données dans Prospéro. Il s'agit donc d'un corpus de taille relativement restreinte, au regard des dossiers généralement traités avec le logiciel, mais ce volume reste néanmoins largement suffisant pour pouvoir être pris au sérieux et ce d'autant plus que ce corpus soumis à Prospéro est complété par les entretiens que nous avons réalisés, quand bien même ces derniers ne sont pas directement inclus dans le logiciel.

Pour caractériser la critique écologiste propre au PNRSE nous raisonnons tantôt sur tout le corpus, tantôt sur différentes parties du corpus, correspondant à différentes périodes historiques, afin de pouvoir rendre de compte de tendances générales, de changements et d'évolutions. Le découpage des périodes historiques correspond aux différentes chartes du PNRSE. Le tableau n°5.4, ci-dessous, présente la répartition du corpus selon ces quatre grandes périodes.

Tableau n°5.4 : Un corpus divisé en quatre grandes périodes historiques

Périodes historiques	**1968**	**1986-1995**	**1998-2009**	**2010-2014**
Documents	Charte de 1968	Charte de 1986; Bilan d'activités 1986-1995	Charte de 1998; Bilan d'activités 1998-2008; Bilan d'activités 2007-2009	Charte de 2010; Bilan d'activités 2010; Bilan d'activités 2011; Bilan d'activités 2012; Bilan d'activités 2013; Bilan d'activités 2014
Nombre de pages	29,07	91,16	275,52	570,36

Source : tableau construit par l'auteure

Par conséquent, le volume du corpus n'est pas équitablement réparti entre ces quatre grandes périodes, comme l'indique le nombre de pages total par périodes[129]. C'est pourquoi lorsque nous développons une analyse historique, de certains êtres-fictifs ou de certaines catégories, nous pondérons alors les données par le nombre de pages total par périodes[130].

Rappelons que, par ailleurs, si Prospéro permet d'objectiver un certain nombre d'éléments (tels que les différentes modalités de qualification d'une entité dans le corpus, le nombre d'occurrences d'un être-fictif et son déploiement dans les textes ou selon les périodes, la manière dont le chercheur a construit son cadre d'analyse concernant les catégories et comment celles-ci se déploient dans un texte, dans une période ou dans le corpus etc.) l'utilisation du logiciel ne dispense pour autant pas son utilisateur d'une lecture parallèle et approfondie des textes eux-mêmes, bien au contraire. Ainsi, partir de la recherche d'un mot ou d'une expression, le logiciel permet, par exemple, d'identifier quels sont les textes dans

[128] Grâce au jeu des références externes, Prospéro indique automatiquement le nombre de pages par texte, soit en l'occurrence : 29,07 pour la charte de 1968 ; 50,31 pour celle de 1986 ; 40,85 pour le bilan 1986-1995 ; 145,3 pour la charte de 1998 ; 63,68 pour le bilan 1998-2008 ; 66,14 pour le bilan 2007-2009 ; 347,46 pour la charte de 2010 ; 32,34 pour le bilan 2010 ; 36,06 pour le bilan 2011 ; 61,14 pour le bilan 2012 ; 52,75 pour le bilan 2013 et 40,61 pour le bilan 2014.

[129] Pour obtenir ce nombre de pages total par période, nous avons additionné le nombre de pages des différents documents correspondant. Voire sur ce point la note de bas de page précédente.

[130] Ainsi, la valeur d'un être-fictif « *x* » en 1968 correspond au nombre d'occurrences de cet être-fictif dans le texte « *charte de 1968* », divisé par le nombre de pages total de la période, et multiplié par 100. De même, la valeur d'un être-fictif « *y* » pour la période 2010-2014, correspond au nombre d'occurrences de cet être-fictif dans les textes de la période, divisé par le nombre de pages total de la période et multiplié par 100.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

lesquels figurent ce mot ou cette expression, à quels endroits dans le ou les textes en question (c'est-à-dire dans quels énoncés) et donc de relier ce mot, cette expression, ou ces énoncés à une période particulière. Ce mécanisme de recherche est très utile : il permet à l'utilisateur de se saisir des documents originaux et d'en approfondir la lecture à partir de points focaux particuliers, ainsi que d'identifier les pages des documents originaux d'où peuvent être extraites les citations intéressantes.

Le logiciel nous a donc permis de développer une lecture du corpus se rattachant à deux modalités principales, qu'il permet de rendre interdépendantes. La première est basée sur une analyse de nature plutôt statistique (nombre d'occurrences différentes de mots, d'expressions, d'êtres-fictifs et de leurs représentants, déploiement des catégories etc.). Précisions que ces résultats statistiques dépendent de note cadre interprétatif, c'est-à-dire de la manière dont nous avons construit les expressions et les objets de base et enrichi les dictionnaires standards de Prospéro, afin de les adapter à notre corpus et à nos hypothèses de recherche (dictionnaires d'entités, de qualités, d'épreuves et de marqueurs, ainsi que les dictionnaires correspondant aux êtres-fictifs, aux collections et aux catégories)[131]. Et la seconde est fondée sur une lecture parallèle des documents du corpus, également enrichie par les outils de recherche fournis par Prospéro. Celle-ci s'apparente donc à une lecture de nature plus qualitative et elle nous permet de faire largement usage de citations tirées des documents originaux.

Par ailleurs, nous avons enrichi cette lecture qualitative du corpus par une relecture parallèle des différents entretiens que nous avons réalisés avec certains représentants du PNRSE, présentés dans le chapitre 2. Nous avons fait le choix de ne pas inclure les transcriptions d'entretiens dans le corpus soumis à Prospéro. En effet, ces deux types de sources documentaires nous semblent relever d'un statut d'énonciation, d'une représentativité et d'une périodicité différents. Les chartes sont signées par l'ensemble des collectivités territoriales engagées dans le parc, ainsi que par le Syndicat Mixte, alors que les bilans d'activités sont des documents publics produits par le Syndicat Mixte. Par contraste, les entretiens que nous réalisés au cours de notre enquête ne s'ancrent pas dans une série temporelle comparable et, même mis bout à bout, ils n'ont pas été réalisés dans le but de couvrir un espace suffisamment représentatif du PNRSE en tant qu'entité collective. Une autre raison qui explique que nous n'avons pas inclus les transcriptions d'entretiens dans le corpus soumis à Prospéro est que nous n'en avons pas réalisé un grand nombre (une dizaine seulement), ce qui nous permet de connaitre assez bien leur contenu. Il ne nous a donc pas semblé nécessaire de mobiliser un outil technique pour les analyser, sachant par ailleurs que nous les avons déjà mobilisés en partie dans le chapitre 2 et que nous les mobilisons également dans le chapitre 6. Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné en introduction, nous utilisons plus particulièrement ici les parties trois et quatre de notre grille d'entretien (selon une méthode précisée dans la section suivante).

Mais cette utilisation parcimonieuse des entretiens ne nous semble pas contradictoire avec la manière dont les concepteurs du logiciel présentent Prospéro. En effet, comme nous l'avons montré, ce dernier est conçu comme un outil permettant d'améliorer les capacités interprétatives des chercheurs (ces dernières restant donc premières), et non pas comme un

[131] La section suivante vise précisément à donner plus de détails sur ces éléments.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

instrument visant à contraindre les procédés d'administration de la preuve par l'application de routines informatiques et statistiques en dehors desquelles l'acte interprétatif perdrait sa valeur heuristique et scientifique. C'est en cohérence avec cette posture épistémologique que Prospéro est organisé de manière à toujours permettre un retour au contenu des textes et à la lecture des énoncés (c'est-à-dire aux phrases qui composent les textes du corpus). Ainsi, si nous nous sommes donc servis de Prospéro afin de faire émerger un certain nombre de structures et d'éléments analytiques que nous n'aurions pu obtenir sans avoir recours à ce logiciel (nombres d'occurrences, êtres-fictifs, réseaux, catégories, collections…), nous l'avons aussi utilisé comme un outil nous permettant de naviguer et de lire notre corpus autrement.

Dans la mesure où notre analyse s'appuie est organisée de manière à utiliser la citation des textes eux-mêmes, comme d'un instrument d'administration de la preuve et d'objectivation, nous utilisons le même procédé pour citer, lorsque nous l'estimons pertinent, des extraits d'un autre ensemble de matériel à notre disposition et que nous connaissons bien : les entretiens réalisés. Ceci nous permet d'exploiter de manière cohérente l'ensemble du matériel se trouvant à notre disposition. Toutefois, il nous reste à préciser la méthode que nous avons suivie, ce qui fait l'objet de la section suivante.

1.2.2 Un raisonnement hypothético-déductif visant à caractériser la critique écologiste du PNRSE

Afin de compléter le tableau n°5.2 présenté ci-dessus et ainsi de caractériser l'évolution historique de la critique écologiste du PNRSE, nous avons été amenés à adopter un raisonnement organisé en cinq étapes principales. Chacune d'entre elles vise à répondre à une question de recherche spéficique, qui nous permet de situer la critique écologiste du PNRSE vis-à-vis de la typologie des formes de critiques écologistes dévelopée dans le chapitre 4, en mobilisant à la fois un certain nombre de fonctionnalités offertes par Prospéro (ces dernières étant complétées par une relecture parallèle des textes eux-mêmes) ainsi que certaines parties de notre grille d'entretien. Le tableau n°5.5, ci-dessous synthétise ces différents éléments.

Tableau n°5.5 : Synthèse des cinq étapes du modèle d'analyse opérationnel

Questions de recherche	**Objets de recherche et liens avec la typologie des formes de critique écologistes**	**Fonctionnalités et outils d'administration de la preuve liés à Prospéro mobilisés**	**Parties de la grille d'entretien mobilisées**
Approfondir la compréhension du fonctionnement institutionnel du PNRSE	Analyse des modalités de qualification et d'agencement des êtres-humains et des acteurs en présence dans le corpus (PNRSE, signataires, partenaires…)	Etres-fictifs (poids, représentants et évolution historique) ; Liens entités-qualités ; Réseaux ; Collections ; Citations dans le corpus du texte	Existence de conflits entre différents types d'acteurs et/ou d'usage du territoire (question 10)
Renseigner la question de l'articulation entre les objectifs de développement et de conservation	Etude des grands domaines d'intervention du PNRSE, de l'évolution de ses orientations stratégiques, des dispositifs institutionnels mobilisés et de la logique de son action sur le territoire	Etres-fictifs (poids, représentants et évolution historique) ; Citations dans le corpus du texte	Tensions et mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement (questions 8 et 9)
Approfondir l'analyse de la manière dont la	Analyse des modalités de qualification des entités semi-naturelles en présence dans le	Etres-fictifs (poids, représentants et évolution historique) ; Liens entités-	Les interprétations des notions de « *patrimoine* » et de

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

protection de la nature est organisée sur le territoire	corpus et les dispositifs de gestion liées à la protection de la nature	qualités ; Réseaux ; Citations dans le corpus du texte	« *biodiversité* » (question 13)
Caractériser le type de compromis sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE	Analyse des registres de justification dominants et des autres catégories présentes dans le corpus (une lecture alternative des entités semi-naturelles mobilisées et des dispositifs institutionnels)	Catégories (déploiement et représentants) ; Evolution historique des catégories d'entités (via l'outil grand tableau et par partition du corpus)	Référentiels utilisés par le parc, le rôle de la charte et l'importance de la protection de l'environnement (questions 7 et 11)
Caractériser les sources de l'indignation caractéristiques de la critique écologiste du PNRSE	Etude des mises en récit s'articulant autour de la croissance, de la décroissance, du développement durable, du développement économique et de l'économie dans le corpus	Etres-fictifs (poids, représentants et évolution historique) ; Citations dans le corpus du texte	Référentiels utilisés par le parc et notamment le « *développement durable* » (question 12)

Source : tableau construit par l'auteure

La première étape vise à analyser quels sont les acteurs en présence dans le corpus, c'est-à-dire quelles sont les modalités de qualification et l'importance du PNRSE, des autres signataires de la charte, des partenaires institutionnels du parc et des autres acteurs mentionnés dans le corpus. Ceci nous permet d'approfondir, en nous aidant d'un nouveau matériel (les chartes et les bilans d'activités du PNRSE) et d'un nouvel outil (Prospéro) l'analyse du fonctionnement institutionnel du parc que nous avons entamée dans le chapitre 2. Sur cette base, nous serons également à même de nous pencher sur un certain nombre réponses que les représentants du PNRSE nous ont fournies lors des entretiens réalisés, mais que nous n'avons pas encore exploitées et qui concernent notamment les différents types d'usage du territoire et l'existence de conflits éventuels entre différents acteurs.

La deuxième étape vise à mieux comprendre quels sont les grands domaines d'intervention du PNRSE et comment les orientations stratégiques de ce dernier ont-elles évolué dans l'histoire, ce qui nous permet de mieux appréhender comment les objectifs de développement et de conservation sont mis en cohérence sur le territoire. Nous analysons ici les éléments liés aux tensions ou à la mise en compatibilité entre les objectifs de conservation et de développement, abordés durant les entretiens.

La troisième étape se penche plus précisément sur la manière dont l'action de protection de la nature est organisée ainsi que sur les modalités de qualification des entités semi-naturelles dans le corpus. Ceci nous permet de nous interroger sur les référentiels utilisés en matière de protection de la nature par le parc (tels que la « *nature* », le « *patrimoine naturel et culturel* », le « *paysage* », la « *biodiversité* », les « *réseaux écologiques* » et les politiques de « *trame verte et bleue* » etc.) et sur le sens accordé à ces derniers, à la fois dans le corpus, via Prospéro et dans les entretiens que nous avons réalisés.

La quatrième étape vise à analyser quels sont les registres de justification dominants dans le corpus, au travers de l'analyse des catégories, de manière à identifier le type de compromis sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE. Si cette partie de l'analyse se base plus sur le corpus de texte et sur Prospéro que sur l'analyse des entretiens réalisés, nous verrons néanmoins que certaines des réponses apportées par nos interlocuteurs s'éclairent lorsqu'elles sont mises en rapport avec les registres de justification dominants dans le corpus

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(et vice versa). Il s'agit notamment de questions relatives au rôle de la charte et du parc, dans la société, que nous avons posées à nos interlocuteurs, mais aussi de questions concernant l'importance générale de la protection de l'environnement, en cohérence avec les convictions personnelles des personnes que nous avons interrogées.

Enfin, la cinquième étape vise à caractériser quelles sont les sources de l'indignation propres au PNRSE, au travers d'une analyse de la manière dont sont mis en récit les éléments liés au « *développement* » et à l' « *économie* », au fil des différentes chartes du PNRSE. Nous mobilisons ici les parties de la grille d'entretien qui faisaient référence au « *développement durable* » et à la « *conservation* », c'est-à-dire à la signification générale de ces expressions pour les personnes interrogées, mais aussi à leur emploi comme objectifs politiques pour le PNRSE.

Les cinq sections suivantes précisent les codages, les différentes manipulations que nous avons effectuées dans Prospéro, ainsi que le type de questionnement que nous avons fait subir à notre corpus, afin de pouvoir répondre à nos questions de recherche, pour chacune de ces différentes étapes.

1.2.2.1 Les acteurs en présence dans le corpus

L'une des spécificités de notre analyse, par rapport aux dossiers généralement traités avec Prospéro, est que nous considérons notre corpus étant comme le produit d'un seul et même acteur : le PNRSE. Nous nous trouvons dans cette situation pour deux raisons principales. D'une part, parce que notre analyse se base essentiellement sur des documents de gestion relatifs au PNRSE. Autrement dit, nous ne nous sommes pas penchés sur ce qui apparait du PNRSE dans la presse, par exemple, ce qui ne nous a pas semblé cohérent au regard de notre problématique de recherche, à savoir évaluer la pertinence du recours aux services écosystémiques, pour le PNRSE. D'autre part, part parce que nous n'avons pas eu les moyens de suivre un (ni a fortiori, l'ensemble des) processus de révision de la charte du parc, au travers duquel il aurait été possible de retracer les prises de paroles émanant des différents signataires (c'est-à-dire des représentants de la Région, du Département, du SCI, du Syndicat Mixte, des instances d'évaluation nationales etc.). Toutefois, le revers de cette caractéristique est que « *le PNRSE* » est une entité complexe, voire opaque, aux frontières poreuses et changeantes.

En effet, nous avons déjà insisté, dans le chapitre 2, sur deux éléments. D'une part, la participation des différentes collectivités territoriales en tant que signataires de la charte (Communes, EPCI, Département, Région), aux côtés de l'Etat et du Syndicat Mixte du parc, de même que celle de différents partenaires comme ENRx, le Conseil Scientifique, ainsi que sur l'existence d'un organe consultatif particulier : le Syndicat des Communes Interessées (SCI). Nous avons également distingué le rôle du Syndicat Mixte comme organe politique et décisionnel du parc, de celui, plus opérationnel, de l'équipe technique. Et nous avons, d'autre part, pu souligner le rôle clef de la charte du parc, dont l'élaboration dépend de la réalisation préalable d'un diagnostic de territoire et qui se décline spatialement au travers d'un plan de parc.

Toutefois, l'outil technique appliqué ici à la prise en compte d'un nouveau matériel empirique nous permet d'aborder ces éléments sous un jour nouveau. En effet, l'exploration

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

du corpus nous a permis de comprendre que le PNRSE est aussi un territoire, dont le périmètre de classement évolue au fil des chartes successives et dont l'identité est mise en scène au travers des chartes et des bilans d'activité (un territoire à dominante forestière et agricole, de plaine humide, dont les milieux et les hommes sont particulièrement marqués par le passé minier). En outre, l'action du parc, sur ce territoire, se manifeste par la présence qu'équipements d'accueil, de zonages de protection, mais aussi par l'existence d'écogardes et d'une marque PNRSE, pouvant être attribués à certains produits issus du territoire… De la même manière, si nous avons déjà pu souligner la nécessité (grandissante) pour le PNRSE de recourir à des dispositifs de partenariat afin de mettre en œuvre des projets au service des objectifs fixés par la charte, l'analyse plus approfondie des chartes et des bilans d'activités du PNRSE nous permet d'avoir une vision plus claire de la diversité des partenaires du parc, avec lesquels ce dernier doit travailler, dans différents domaines (gestion de l'eau, urbanisme, gestion forestière, tourisme, agriculture, activités minières, développement économique, action sociale et culturelle, protection de la nature, éducation à l'environnement…). De surcroit, en sus des partenaires institutionnels, de nombreux autres acteurs, participant de la vie territoriale sont régulièrement convoqués dans le corpus (habitants, agriculteurs, entreprises et producteurs, gestionnaires, propriétaires, touristes, visiteurs, chasseurs, pêcheurs…).

C'est ainsi à la mise en lumière de ces différentes entités, ayant émergé au fur et à mesure de l'exploration du corpus, qu'est consacrée la première étape de notre analyse. Pour ce faire, nous considérons tour à tour plusieurs jeux d'êtres-fictifs : tout d'abord les entités qui incarnent le PNRSE et sa visibilité sur le territoire, ensuite ceux qui se réfèrent aux signataires de la charte, et enfin les êtres-fictifs qui se réfèrent aux partenaires institutionnels et aux autres acteurs présents dans le corpus. Aborder la question de ces différents acteurs nous permet de tisser des tiens avec l'existence potentielle de conflits d'usages, sur le territoire, ayant été abordée lors des entretiens.

Afin d'illustrer comment nous avons codé notre corpus dans Prospéro, de manière à faire émerger ces différentes entités (ainsi que d'autres) du corpus, en essayant de nous approcher au plus près des unités de signification émanant des textes eux-mêmes, l'annexe n°5.1 présente l'ensemble des 247 êtres-fictifs actifs dans le corpus et dont l'écrasante majorité à été créée dans le cadre de la présente recherche. Compte tenu de leur nombre, il ne nous est pas possible d'exposer quels sont chacun des représentants de l'ensemble des êtres-fictifs créés mais l'annexe n°5.1 développe quelques exemples.

Il nous faut également préciser que nous nous sommes aussi appuyés sur les collections, afin de consolider notre analyse des acteurs en présence dans le corpus. L'annexe n°5.2 présente l'ensemble des collections que nous avons créées sur le corpus et expose un exemple de collection. Cet exemple n'a pas été choisi au hasard : nous nous sommes en effet appuyés sur la collection des PARTENAIRES* afin de consolider la liste des êtres-fictifs représentant les principaux partenaires institutionnels du PNRSE, dans le but de pouvoir étudier leurs poids relatifs dans le corpus.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2.2.2 Les grands domaines d'intervention du PNRSE et l'évolution historique des orientations stratégiques du parc : une mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement

Ce qui a retenu notre attention ici, et ce qui a, en conséquence, motivé la manière dont nous avons construit certains êtres-fictifs, a été de savoir vers quels grands domaines d'intervention l'action du parc est-elle orientée en priorité. Autrement dit, ce dernier se préoccupe t-il davantage de protection de la nature et/ou de gestion touristique, agricole, forestière, d'aménagement du territoire et de gestion de l'urbanisation, de l'eau, de développement économique, quel est son engagement en matière d'action sociale etc. Evidemment ces découpages sont relativement superficiels puisque ces problématiques peuvent s'avérer tout à fait complémentaires : précisément, l'enjeu est bien de rendre compatibles les objectifs de développement et de conservation sur le territoire. Néanmoins, afin de mieux comprendre comment cette opération est-elle réalisée par le PNRSE et d'apporter un éclairage à ce type de question, nous avons été amenés à construire un jeu d'êtres-fictifs représentatifs de ces différents domaines. Ceci nous permet de suivre l'évolution des différentes orientations stratégiques du PNRSE au fil des chartes, en nous dotant d'une structure analytique suffisamment stable pour ne pas nous laisser entrainer par les variations du vocabulaire utilisé dans les documents, l'évolution du jeu des appellations et des désignations étant liée à la prise en considération d'une série temporelle relativement longue (de 1968 à 2014).

Au fur et à mesure de l'exploration du corpus, nous avons été amenés à distinguer neuf grands domaines dans lesquels le PNRSE est amené à intervenir : l'action sociale, l'activité minière, l'agriculture, le développement économique, l'eau, la foresterie, la protection de la nature, le tourisme et l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Ces neufs grands domaines se rapportent à trois ensembles d'êtres-fictifs : des acteurs et des institutions, des milieux et des espaces, ainsi qu'à d'autres objets divers, comme le montre le tableau n°5.6 ci-dessous.

Tableau n°5.6 : Les neuf grands domaines d'intervention du PNRSE

Domaines	Acteurs et institutions	Milieux et espaces	Objets divers
Action sociale	CITOYENS@; ECOLE@; LES-VIEUX@; POPULATION@	QUARTIERS-EN-DIFFICULTE@	COHESION-SOCIALE@; EDUCATION-A-L-ENVIRONNEMENT@; ECO-CITOYENS@; FETES@; INEGALITES@; LOGEMENT@; cadre de vie
Activités minières	INSTITUTIONS-MINIERES@	ARC-MINIER@	LA-MINE@; TERRILS@
Agriculture	AGRICULTEURS@; INSTITUTIONS-AGRICOLES@	ESPACE-RURAL@; MILIEUX-AGRAIRES@; PRAIRIES@	AGRICULTURE@; GESTION-AGRAIRE@; ECO-AGRICULTURE@; EXPLOITATIONS@
Dévelop-pement économique	ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@; INSTITUTIONS-DEVELOPPEMENT-ECO@ SOUS-TRAITANTS@;	ZONES-D-ACTIVITES@	ECONOMIE@; DEVELOPPEMENT-ECONOMIQUE@; COMMERCES-INDUSTRIE-ARTISANAT@
Eau	INSTITUTIONS-DE-L-EAU@	MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@	EAU@; GESTION-DE-L-EAU@
Foresterie	INSTITUTIONS-FORESTIERES@	MILIEUX-FORESTIERS@	GESTION-FORESTIERE@

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Protection de la nature	CBNB@; CONSERVATOIRE-DU-LITTORAL@ ; CRRG@; CSENPC@; CSN@; CSRPN@; ECOLOS@ ; ENRX@; FEDERATION-DES-PARCS@; MNHN@; PARCS-NATURELS@; PARC-TRANSFRONTALIER@; PN-PLAINES-DE-L-ESCAUT@;	CŒUR-DE-NATURE@; ENS@; ESPACES-PROTEGES@ ; MILIEUX-EN-VOIE-DE-RECOLONISATION@ MILIEUX-NATURELS@; RESERVES-NATURELLES@ ZONES-PROTEGEES@	PROTECTION-DE-LA-NATURE@; ARBRES@; BIODIVERSITE@; CHEVAL@; ECOSYSTEMES@; ENVIRONNEMENT@; ESPECES-ET-HABITATS@; JARDINS@; PATRIMOINE@; PAYSAGE@; POUMON-VERT@; NATURA-2000@; RESSOURCES@; RICHESSES@; TVB@
Tourisme	INSTITUTIONS-TOURISTIQUES@; TOURISTES@; LE-PUBLIC-USAGERS@	ESPACES-TOURISTIQUES@	TOURISME-ACCEUIL@ ; GESTION-TOURISTIQUE@; ECO-TOURISME@; LOISIRS-ET-SPORTS@
Urbanisme et Aménage-ment du territoire	INSTITUTIONS-DE-L-URBANISME@; INSTITUTIONS-DE-L-AMENAGEMENT@	ESPACES-URBAINS@; FONCIER@	URBANISATION@; AMENAGEMENTS@; GESTION-DE-L-URBANISATION@; GESTION-DE-L-ESPACE@; ECO-URBANISME@;

Source : tableau construit par l'auteure

L'un des enjeux est donc de pouvoir analyser le poids relatif de ces différents domaines d'intervention dans le corpus. L'autre enjeu est de pouvoir suivre leur évolution dans le temps.

A partir des fonctionnalités de Prospéro et compte tenu de la manière dont nous nous sommes approprié cet outil, il n'a pas été possible de suivre l'évolution de tous ces êtres-fictifs dans le temps, au fil des chartes et des bilans d'activités. C'est pourquoi nous avons centré la mise en perspective historique sur un jeu plus restreint d'êtres-fictifs, que nous avons considéré comme représentatif de ces différents domaines d'intervention, compte tenu de leur poids dans le corpus. Afin de souligner cette différence entre l'analyse des grands domaines d'intervention, effectuée sur l'ensemble du corpus, d'une part, et la mise en perspective historique, effectuée à partir d'un ensemble plus restreint d'êtres-fictifs, d'autre part, nous utilisons le terme « *d'orientations stratégiques* » (qui est employé comme tel dans le corpus) pour désigner ces derniers.

L'analyse de l'évolution historique des orientations stratégiques du PNRSE s'appuie à la fois sur le poids d'un ensemble d'êtres-fictifs, répartis selon nos quatre périodes historiques principales, ainsi que sur une lecture complémentaire et approfondie des différentes chartes et bilans d'activités, illustrée par un certain nombre de citations tirées du corps des textes et dont l'exploration a été facilitée par Prospéro. Cette analyse nous permet de montrer que la diversification progressive des domaines dans lesquels le parc est amené à intervenir (autrement dit, l'évolution des orientations stratégiques du PNRSE au cours de son histoire) est liée à la volonté de rendre conciliables les objectifs de développement du territoire et la conservation de la nature.

Nous complétons cette analyse par la mobilisation des entretiens que nous avons réalisés, dans la mesure où la question de la mise en compatibilité des objectifs de développement et de conservation et l'existence éventuelle de tensions et de contradictions entre ces deux dimensions ont longuement été abordées.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2.2.3 Les modalités de qualification des entités semi-naturelles en présence dans le corpus : quelle « *nature* » faut-il protéger ?

Si l'analyse des grands domaines d'intervention du PNRSE nous permet de montrer que la protection de la nature occupe une place centrale parmi les orientations stratégiques du parc, cette troisième étape vise à se pencher plus précisément sur la manière dont cette action de protection est organisée. Nous soulignons tout d'abord que le PNRSE développe une spatialisation de ses orientations stratégiques, selon différents ensembles territoriaux et nous nous penchons ensuite sur la stratégie de protection du « *cœur de nature* ». Ceci nous permet d'illustrer la complexité des différents zonages de protection sur le territoire, ces derniers correspondant à différentes logiques institutionnelles (espèces et espaces classés au titre de directives européennes et réseau Natura-2000, zones d'inventaires nationales, espaces gérés par l'Etat et l'ONF, ceux dont s'occupe le Département et les Communes, politique de trame verte et bleue régionale…).

L'étude de la stratégie de protection de la nature déployée par le PNRSE nous permet de montrer que cette dernière met en scène un jeu d'êtres-fictifs tels que « *la nature* », « *l'environnement* », la « *biodiversité* », le « *patrimoine* », le « *paysage* », les « *réseaux écologiques* »… dont nous étudions le poids dans le corpus, selon les différentes périodes historiques, ainsi que leurs principales propriétés.

En effet, Prospéro permet d'étudier un certain nombre de propriétés liées à chacun des êtres-fictifs du corpus, par l'intermédiaire de deux outils principaux : les réseaux, d'une part et les liens entités-qualités, d'autre part. L'analyse du réseau global (c'est-à-dire sur l'ensemble du corpus) d'une entité ou d'un être-fictif permet de voir quels sont les autres entités ou êtres-fictifs qui lui sont connectés, parce qu'ils apparaissent souvent dans un même énoncé (sachant que l'intensité des liens dépend du nombre d'épreuves qui séparent ces deux entités ou êtres-fictifs). L'analyse du réseau spécifique d'une entité repose sur le même procédé, mais le logiciel y soustrait les cent premières entités du corpus. Les liens entités-qualités permettent quant à eux de voir quelles sont les qualités qui sont les plus souvent affublées à une entité ou à un être fictif dans le corpus. Ces deux outils analytiques sont précieux afin de décrire les propriétés des êtres-fictifs du corpus et ils peuvent, en outre, renvoyer l'utilisateur aux énoncés dans lesquels ces réseaux ou ces liens entités-qualités apparaissent. Nous les utilisons donc afin de mieux cerner les entités semi-naturelles caractéristiques dans le corpus, mais aussi, plus généralement, lorsque nous nous intéressons à différents jeux d'êtres-fictifs, au cours des cinq étapes de notre raisonnement.

Cette analyse nous conduit à montrer que certaines de ces entités sont liées entre elles, ce qui nous permet de mieux comprendre et de qualifier la stratégie plus globale de conservation du PNRSE. Nous croisons ces éléments avec une analyse des entretiens réalisés et notamment des réponses collectées à propos de la signification et de l'importance de la référence au « *patrimoine naturel* » pour le PNRSE.

1.2.2.4 Les registres de justification dominants dans le corpus : le type de compromis qui caractérise la critique écologiste du PNRSE

L'analyse des registres de justification dominants dans le corpus nous permet de caractériser le type de compromis sur lequel s'appuie la critique écologiste propre au PNRSE.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Pour ce faire, nous privilégions l'entrée par les catégories. L'annexe n°5.3 précise la méthode que nous avons suivie afin de construire notre jeu de catégories, dans Prospéro.

Evidemment, même en suivant cette méthode, la question du regroupement de telle entité, qualité ou épreuve dans telle ou telle catégorie s'est constamment posée, au fil de l'exploration du corpus. Le sens de la remarque de Chateauraynaud (2003) (que nous avons déjà énoncé plus haut) selon laquelle, dans le modèle des *Economies de la grandeur*, « *un chat est un chat* » (p.87), ou autrement dit, que cette méthodologie tend à minimiser le contexte d'énonciation des mots et des expressions, au profit de leurs qualités intrinsèques, qui seraient rattachées aux différents mondes communs, nous est apparu assez clairement. Ceci implique que, via la méthode que nous avons utilisée (et qui consiste à utiliser Prospéro de manière à « *coller* » plus près du modèle de 1991 que ne le font généralement les utilisateurs et/ou les concepteurs de Prospéro), il est probable qu'une grande partie du travail de catégorisation entre les différents ordres de justification soit assez largement réutilisable sur un autre corpus, puisque ces catégories dépendent d'un modèle conçu pour être universalisable (… au moins dans le cadre de la modernité).

Ce caractère « *tout terrain* » du modèle des *Economies de la grandeur*, de cette grille de lecture et de cette méthodologie généralisable, ne plaisent pas beaucoup aux concepteurs de Prospéro, qui semblent les trouver trop élémentaires, pour ne pas dire assez grossières. Ces derniers visent au contraire à appréhender plus finement les formes grammaticales, les jeux de langages, les figures de style et tout ce qui se rapporte aux contextes d'énonciation et au flottement qui peut parfois caractériser le sens des mots et des phrases en situation, et ce d'autant plus que Prospéro traite souvent d'objets d'alerte, ou « *chevelus* » (Latour, 1995), aux contours flous et controversés (ce qui est le cas de nombreux dossiers tels que l'amiante, le nucléaire, le prion, les OGM… et de beaucoup d'objets écologistes, qui, nous l'avons vu, sont aux prises avec le cadre de la modernité). Comment-dès lors classer tel ou tel objet dans telle ou telle case ? Chateauraynaud a répondu à cette question en faisant exploser le modèle et en proposant Prospéro… mais la manière dont nous nous sommes approprié l'outil montre aussi que ce dernier peut-être rabattu vers un usage pouvant être considéré comme moins sophistiqué.

Au fond, nous n'avons pas de réponse définitivement arrêtée face à cette question, à l'issue de la présente recherche et il nous faudrait pour ce faire renouveler l'expérience prospérienne sur d'autres objets. Autrement dit, nous restons fidèles au cadre des *Economies de la grandeur* et à la méthodologie qui en découle dans la mesure où ils ne nous ont pas conduits, pour l'instant, à faire l'expérience de leur échec. Au contraire, nous avons montré dans le chapitre 3 que nous pensons que le modèle de 1991 (au prix de quelques ajustements avec l'écologisme, à savoir : le modéliser comme une critique du capitalisme et non pas comme une cité) reste très utile afin d'analyser les mouvements de l'écologisme et la manière dont celui-ci est aux prises avec la modernité. Ce qui ressort en revanche de la présente recherche et ce qui explique aussi que nous sommes restés plus fidèles à Boltanski, Thévenot et Chiapello qu'à Chateauraynaud sur le plan théorique (même si nous avons largement emprunté à ce dernier sur le plan méthodologique, via Prospéro) est qu'il y a, selon nous, un

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

revers de la médaille à l'abandon de la perspective d'universalisation proposée par le modèle de 1991[132].

En effet, il nous semble que relâcher la contrainte sur l'existence d'un nombre limité d'ordres de grandeur valables dans les sociétés modernes (quand bien même celui-ci est susceptible d'évoluer, mais alors il faut savoir le montrer, comme l'illustre le *Nouvel esprit du capitalisme*), et donc de ce qui s'apparente à un jeu de catégories stables, assez facilement transférable à tous les dossiers, avec Prospéro, aurait pour conséquence (selon nous, mais il ne s'agit que d'une hypothèse liée à la présente expérience de recherche) d'affaiblir la capacité des chercheurs en sciences sociales à produire des éclairages sur l'état et le fonctionnement du monde social, ou, plus précisément, d'affadir leur capacité à formuler des propositions normatives, une fois l'analyse réalisée. Ainsi, nous pensons que c'est parce que les concepteurs de Prospéro ont abandonné le projet d'utiliser leur outil à partir d'un jeu de catégories relativement stables, fondées (au moins en partie) sur les six ou sept registres de justification, que leur analyse revient à opérer un suivi des dossiers complexes, des trajectoires argumentatives et des causes collectives qui, s'il est tout à fait louable et original en tant que tel, revient à adopter une posture assez largement compréhensive et ne leur permet néanmoins plus (parce que ce n'est, dès lors, plus l'objectif) de dire si, oui ou non, il faut maintenir les centrales nucléaires, développer les OGM, nourrir les animaux d'élevages avec des farines animales etc.

Or, si la question du bien-fondé de l'implication normative des chercheurs en sciences sociales peut rester ouverte en tant que telle sur le plan épistémologique[133], la posture des économistes, et a fortiori des économistes politiques, ouverts sur les sciences sociales, est assez claire sur ce point. En l'occurrence, c'est parce que nous sommes parvenus à caractériser le type de compromis sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE (dans le présent chapitre) qu'il nous est possible, par la suite, de conclure sur le bien-fondé, ou non, d'une approche en termes de services écosystémiques pour le PNRSE, et de montrer à quel type de critique écologiste ces derniers semblent se rattacher, de manière plus générale (ce qui fait l'objet du chapitre 6, suivant).

En outre, la prise en compte des sept catégories qui s'apparentent à des registres de justification, ne nous a pas empêchés d'inclure à notre analyse d'autres logiques, ou figures rhétoriques, émergentes dans le corpus. Ces éléments sont regroupés dans Prospéro sous la même fonctionnalité (celle des catégories), mais l'ensemble des catégories que nous avons construites n'ont pas le même statut théorique dans notre modèle d'analyse, comme l'explique l'annexe n°5.3.

Il nous reste à préciser comment nous avons organisé notre raisonnement de manière à restituer l'évolution des registres de justification (et des autres catégories) dans une perspective historique. En effet, Prospéro permet de réaliser cette opération au travers de l'étude des configurations discursives. Cela revient à demander au logiciel d'identifier dans quels textes telle ou telle catégorie d'entité, d'épreuve ou de marqueur est dominante,

[132] Une autre raison qu'il est possible de mentionner, mais qui s'avère davantage académique que théorique est que nous restons dans la posture de l'EC, laquelle revendique un ancrage disciplinaire qui est celui d'une économie ouverte sur les sciences sociales. Autrement dit, nous ne faisons pas une thèse en sociologie.

[133] Sur cette question, nous ne savons pas bien ce qu'il en retourne, au juste, du côté des latouriens, car même si leur ambition de transformer le réel nous semble manifeste, il n'est pas évident de savoir dans quel sens ces derniers entendent-ils l'orienter.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

émergente ou inexistante, afin de pouvoir identifier les textes qui sont les plus représentatifs d'une ou plusieurs configurations particulières. Mais compte tenu des propriétés de notre corpus (qui représente un volume relativement restreint, que nous avons considéré comme émanant d'un seul acteur, bien qu'au périmètre incertain et pour lequel nous n'avons que des données historiques discrètes) et de la manière dont nous avons organisé notre cadre d'analyse (le jeu des catégories qui nous intéressent particulièrement étant assez limité), nous avons fait le choix de ne pas utiliser cette fonctionnalité.

A la place, nous avons partitionné notre corpus en quatre grandes périodes et créé quatre fichiers .prc, ou quatre dossiers Prospéro, chacun contenant les textes associés à une période, afin de pouvoir observer le déploiement des catégories, à partir du même jeu de dictionnaires. Afin de simplifier l'analyse, l'étude de l'évolution historique des catégories ne tient compte que du déploiement des entités. Nous avons donc laissé de côté les qualités, les épreuves et les marqueurs. Toutefois, nous avons complété cette analyse par la prise en compte des principaux représentants de chaque catégorie d'entités s'apparentant à un registre de justification, selon les quatre périodes historiques considérées. C'est ce qu'illustre l'annexe n°5.11, laquelle présente déjà les résultats de notre analyse et que nous aborderons donc à nouveau plus loin. De la même manière que pour l'analyse de l'évolution historique des divers jeux d'êtres-fictifs que nous considérons à différentes étapes de notre analyse, nous avons aussi pondéré les données par le nombre de pages total par périodes[134].

Si l'étude des registres de justification sur lesquels prend appui la critique écologiste du PNRSE a été déterminante dans notre analyse, c'est aussi là que le recours à Prospéro nous a été le plus fondamental. Toutefois, comme nous le verrons, un certain nombre d'éléments abordés lors des entretiens s'éclairent, une fois que les registres de justification dominants dans le corpus sont mis en lumière.

1.2.2.5 Une mise en récit argumentative : les sources de l'indignation du PNRSE

Comme nous l'avons mis en évidence dans le chapitre 4, qu'elle s'appuie plus particulièrement sur l'une ou l'autre des deux sources de l'indignation caractéristiques de la critique écologiste, ou sur les deux à la fois, les critiques écologistes articulées gravitent en général autour de la question de la croissance et développement. En effet, nous avons montré que c'est à partir d'une prise de conscience de l'impossibilité du maintien d'une logique infinie de croissance et d'accumulation, portée par le capitalisme, compte tenu de la finitude de la planète et du caractère limité des ressources naturelles, nécessaires à la production et au maintien de la vie humaine et naturelle, que l'écologisme s'est érigé en tant que critique du capitalisme, au tournant des années 1970. Par conséquent, les trois figures idéales typiques de critiques écologistes que sont la décroissance, le développement durable et la croissance verte se différencient à la fois du point de vue du compromis entre les registres de justification qu'elles mobilisent, mais aussi, et en cohérence avec ces derniers, par différentes formes de mises en récit, se traduisant par une remise en cause, plus ou moins radicale, du mode de fonctionnement actuel du capitalisme.

[134] Si ces détails techniques sont importants à expliciter, la compréhension de leur signification devrait s'améliorer lors de la lecture de la section consacrée aux résultats.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

C'est pourquoi, si la troisième étape de notre raisonnement visait à étudier plus précisément la manière dont la stratégie de protection de la nature est organisée sur le territoire du PNRSE et dans le corpus, cette cinquième et dernière étape est quant à elle plus particulièrement centrée sur ce qui est dit de la croissance (de la « *dé* »-croissance et/ou de la croissance « *verte* »), du développement (« *local* », « *économique* » et « *durable* ») et de l'économie, dans le corpus. C'est donc sur ce jeu d'êtres-fictifs que nous nous sommes focalisés ici, en suivant la même méthode que précédemment, à savoir : une étude d'une part centrée sur leurs poids relatifs dans le corpus, sur leurs réseaux et leurs liens entités-qualités et, d'autre part, sur une analyse visant à mieux appréhender le déploiement de ces êtres-fictifs selon nos quatre grandes périodes historiques. La restitution historique est appuyée par une relecture/identification des énoncés mettant en scène le développement, la croissance et l'économie dans le corpus et par la citation de ces énoncés, en référence aux documents orignaux. Comme précédemment, nous complétons notre analyse à l'aide du matériel collecté lors des entretiens réalisés.

2. Résultats : la critique écologiste du PNRSE

Le modèle d'analyse (opérationnel) que nous avons développé ici correspond ainsi à une utilisation originale de Prospéro, qui tranche avec la manière dont les concepteurs du logiciel utilisent généralement ce dernier. Les différences que nous avons soulignées sont à la fois de nature théorique (puisque nous restons plus fidèles que Chateauraynaud (2003) au modèle des *Economies de la grandeur*) et empirique (puisque notre corpus présente certaines particularités : il est rattaché à un seul acteur, sur un temps long, mais pour lequel nous ne disposons que de données discrètes). Cela dit, la manière dont nous avons utilisé Prospéro nous semble en adéquation avec ce qu'en disent ses concepteurs, lesquels le présentent comme un outil restant assez largement ouvert, dès lors que l'ambition du chercheur est de construire un espace de représentation intermédiaire entre ses hypothèses de recherche (lesquelles évoluent au fur et à mesure de l'exploration du corpus et sont finalement rendues visibles par le logiciel) et les unités de signification émanant des textes eux-mêmes.

In fine, nous avons utilisé certaines fonctionnalités du logiciel plus que d'autres. Ainsi, les entrées par les êtres-fictifs, les réseaux, les liens entités-qualités, de même que celle par les catégories nous ont été déterminantes, mais nous avons développé un usage assez marginal des collections[135], et nous n'avons ni eu recours aux formules ni aux configurations discursives. Toutefois, ce modèle d'analyse nous a permis de répondre à l'ensemble de nos questions de recherche. Afin de s'en convaincre, commençons par porter notre attention sur les résultats des premières étapes de l'analyse. Rappelons que la structure de la présente section correspond aux cinq étapes exposées ci-dessus.

[135] En effet, alors que nous avons construit plusieurs collections, comme l'indique l'annexe n°5.2, nous n'avons finalement utilisé que celle des PARTENAIRES*. Nous aurions pu, par exemple, nous servir de la collection des entités naturelles, lors de la troisième étape de notre raisonnement, pour montrer que les entités auxquelles il est fait référence dans le corpus sont plutôt domestiques (bétail, bovins, chevaux, grenouille, chauve-souris…) et non pas exotiques (éléphants, girafes, koalas et zébus figurent parmi les grands absents du corpus). Ceci aurait pu constituer un élément supplémentaire permettant de conforter l'hypothèse selon laquelle la critique écologiste du PNRSE s'appuie sur un registre de justification domestique. Mais nous le montrons par d'autres moyens. Cette anecdote illustre que si Prospéro permet d'ouvrir de multiples des pistes de recherche et voies d'objectivation, l'analyse doit bien, néanmoins, s'arrêter quelque part.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.1 Les acteurs en présence dans le corpus

Comme nous l'avons déjà indiqué, cette première étape vise à approfondir notre compréhension du fonctionnement institutionnel du PNRSE, par rapport à ce qui a été réalisé dans le chapitre 2, à partir de l'analyse d'un matériel plus riche (c'est-à-dire des chartes et des bilans d'activités du parc, ainsi que d'autres éléments abordés lors des entretiens réalisés) et à l'aide de Prospéro. Nous analysons d'abord l'importance et les caractéristiques de l'entité PNRSE@[136] dans le corpus, ainsi que des autres êtres-fictifs ayant émergé du corpus et qui incarnent la présence du parc sur le territoire. Nous analysons ensuite l'importance et les caractéristiques des SIGNATAIRES@, puis celles des PARTENAIRES@. Enfin, il s'agit d'étudier les autres acteurs convoqués dans le corpus et de tisser des liens avec la question de l'existence éventuelle de conflits d'usages sur le territoire, abordée lors des entretiens.

2.1.1 Le PNRSE comme entité collective et sa visibilité sur le territoire

L'exploration du corpus nous a conduits à représenter le PNRSE au travers d'un jeu d'êtres-fictifs qui, s'ils incarnent tous le parc, le font néanmoins sous différentes modalités. Nous avons ainsi été amenés à distinguer l'entité PNRSE@, de l'entité SYNICAT-MIXTE@, de l'EQUIPE-TECHNIQUE@ et du SCI@, mais aussi d'autres entités telles que LE-TERRITOIRE-DU-PARC@, le PARC-TRANSFRONTALIER@, la CHARTE@, les EQUIPEMENTS-PNRSE@, les ECOGARDES@ et la MARQUE-PNRSE@. Le tableau n° 5.7, ci-dessous, présente ces différents êtres-fictifs, leur poids et leur rang dans le corpus, ainsi que leurs principaux représentants.

Tableau n°5.7 : Les entités du corpus qui incarnent le PNRSE

Entités	Poids	Rang	Principaux représentants
PNRSE@	2077	1	le Parc ; du Parc ; Scarpe-Escaut ; PNRSE
SYNDICAT-MIXTE@	685	9	Syndicat Mixte du Parc ; Syndicat Mixte
CHARTE@	641	13	Charte ; charte ; projet de territoire ; contrat collectif pour le territoire ; projet commun de développement durable
LE-TERRITOIRE-DU-PARC@	410	24	Plaine de la Scarpe et de l'Escaut ; le territoire du Parc ; l'ensemble du territoire
EQUIPEMENTS-PNRSE@	147	92	équipements du Parc ; Maison de la Forêt ; ADEPSE[137]
ECOGARDES@	113	113	écogardes, écogarde
SCI@	73	142	Syndicat des Communes Intéressées ; SCI
EQUIPE-TECHNIQUE@	61	154	équipe technique ; équipe du Parc
MARQUE-PNRSE@	46	168	la marque ; marque Parc ; Marque Parc
PARC-TRANSFRONTALIER@	47	168	Parc naturel transfrontalier ; Parc naturel transfrontalier du Hainaut ; PNTH
PLAN-DE-PARC@	41	174	Plan de Parc ; plan de Parc

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro[138]

[136] Rappelons qu'en dépit de ce que nous inviteraient certainement à faire les règles de la bonne conduite esthétique, les êtres-fictifs sont par convention écrits en majuscule et flanqués d'un « @ » ce qui permet de les reconnaitre comme tels.

[137] Association de Développement des Equipements du Parc naturel régional Scarpe-Escaut.

[138] Afin d'exposer les résultats nous avons fait le choix de systématiquement reconstruire des tableaux à partir des données fournies par Prospéro, au lieu de présenter des copies d'écran… car il ne s'agit pas non plus d'abandonner complètement toute forme de considération esthétique.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'être-fictif PNRSE@ regroupe ainsi les différentes appellations historiques du parc qui correspondent à l'évolution de son périmètre[139], ainsi que des expressions telles que « *le Parc* », « *du Parc* », « *au Parc* », « *ce Parc* » etc. : lorsque ces expressions apparaissent dans le corpus c'est bien du parc Scarpe-Escaut dont il s'agit. Le PNRSE@ est la première entité du corpus (avec 2077 occurrences), comme l'indique l'annexe n°5.4, qui présente les cent premières entités du corpus, leur poids ainsi que leur rang. Le parc en tant qu'entité collective, est donc très souvent convoqué dans le corpus, ce qui signifie qu'il possède bien, aux yeux des acteurs du corpus, une existence propre, indépendante des entités administratives qui le composent (Etat, Région, Département, EPCI, communes et Syndicat Mixte).

Toutefois, le PNRSE n'est pas incarné uniquement au travers de cette désignation générique dans le corpus. En effet, le SYNDICAT-MIXTE@ est aussi souvent convoqué, alors que l'EQUIPE-TECHNIQUE@ et le SCI@ le sont moins souvent. Ceci s'explique par le fait que le Syndicat Mixte est la véritable autorité politique représentant le PNRSE, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2. C'est lui qui est mentionné dans les chartes, au travers de formules du type « *le syndicat-mixte et les signataires s'engagent à …* ». L'équipe-technique a plus un rôle exécutif, alors que et le SCI est un organe consultatif.

Les autres entités importantes incarnant le PNRSE sont la CHARTE@ et LE-TERRITOIRE-DU-PARC@, figurant respectivement aux rangs 14 et 26, sachant que ces derniers ont partie liée avec le PARC-TRANSFRONTALIER@ et le PLAN-DE-PARC@, figurant plus loin dans le corpus. En effet, le plan de parc est une annexe spatialisée des mesures de la charte et le territoire du parc, c'est-à-dire celui qui est couvert par la charte, s'étend au Parc Naturel wallon des Plaines de l'Escaut, depuis 2010. La CHARTE@ devient dès lors qualifiée de « *transfrontalière* » et le PNRSE devient dans le même mouvement le « *Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut* » (PNTH). Ainsi, si la coopération transfrontalière avec le parc belge est engagée de longue date (le PNRSE a en effet œuvré à la création de ce dernier en 1996), en raison de proximités et de similarités identitaires aussi bien institutionnelles que géographiques et écologiques, la volonté d'appuyer fortement la dimension transfrontalière est clairement affichée dans la charte de 2010 : la charte et le plan de parc sont déclinés sur l'ensemble du territoire en « *gommant* » l'effet de la frontière entre la France et la Belgique.

Intéressons-nous aux plus importantes de ces entités. Le tableau n°5.8 ci-dessous présente les jeux de qualités auxquels elles sont liées ainsi que leurs réseaux[140].

[139] Rappelons qu'il s'agit du « *Parc Naturel Régional de Saint-Amand-Raismes* » en 1968, du « *Parc Naturel Régional du Nord-Pas-de-Calais* », en 1986 et du « *Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut* » depuis 1998, bien qu'il se soit associé à son homologue belge (le « *Parc Naturel des Plaines de l'Escaut* » (PNPE)) depuis la charte de 2010, pour former le « *Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut* » (PNTH). Nous avons cependant séparé le PNTH, le PNPE et le PNRSE en trois êtres-fictifs différents, respectivement : PARC-TRANSFRONTALIER@, PN-PLAINES-DE-L-ESCAUT@ et PNRSE@.

[140] Rappelons que le réseau global mesure l'intensité de la connexion entre deux entités au sein d'un même énoncé, sur l'ensemble du corpus. A deux entités séparées par une seule épreuve est attribué un indice de 2 et de 1 si les entités sont séparées par au moins deux épreuves. Cet indice est multiplié par le nombre d'énoncés où se produit la connexion dans le corpus. La pondération consiste à multiplier l'intensité du lien cumulé, par un ratio rapportant le nombre de textes où les deux entités apparaissent dans un même énoncé au le nombre de textes total. Enfin, le réseau spécifique d'une entité correspond à son réseau global, auquel sont retranchés les 100 premiers êtres-fictifs du corpus.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.8 : les entités qui incarnent le PNRSE, leurs qualités et leurs réseaux

Entités	Liens qualités	Réseau global pondéré	Réseau spécifique
PNRSE@	Régional, transfrontalier, naturel	LES-COMMUNES@, CHARTE@, SYNDICAT-MIXTE@, GESTION@, PROTECTION-DE-LA-NATURE@	SCI@, ENRX@, ECOGARDES@, EQUIPEMENTS@
SYNDICAT-MIXTE@	Régional, naturel, chargé, local	PNRSE@, MISE-EN-ŒUVRE@, LES-COMMUNES@, EPCI@	SCI@, PROPRIOS@, SIGNATAIRES@
CHARTE@	nouvelle, renouvelée, concertée, validée, négociée	PNRSE@, MISE-EN-ŒUVRE@, TERRITOIRE@, PAYSAGE@, PROJETS@, SYNDICAT-MIXTE@, SUIVI-EVALUATION@	SIGNATAIRES@, révision, PLAN-DE-PARC@
LE-TERRITOIRE-DU-PARC@	régional, naturel, transfrontalier	PNRSE@, CHARTE@, EAU@, COHESION-SOCIALE@, HABITANTS@	INEGALITES@, TVB@, RICHESSES@, CARACTERE@, ESPACE-RURAL@
EQUIPEMENTS-PNRSE@	naturel, régional, de proximité, attractifs	EDUCATION-A-L-ENVIR@, PNRSE@, ANIMATION@, ECO-TOURISME@, LOISIRS-ET-SPORTS@	Raimes, Hergnies, personnes, groupes, âges, GESTION-TOURISTIQUE@
ECOGARDES	actifs	PNRSE@, LES-COMMUNES@, TERRITOIRE@, PROGRAMME@, surveillance, SENSIBILIATION@, INTERVENTIONS@	DISPOSITIF@, élèves, POLLUTION@
MARQUE-PNRSE@	première, collective, déléguée	PRODUITS-SERVICES-SAVOIR-FAIRE@, PARCS-NATURELS@, CHARTE@, PNRSE@, ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@, VALORISATION@	FEDERATION-DES-PARCS@, PROPRIOS@, terre, règlement, critères,

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Une première remarque est que l'ensemble de ces entités apparaissent fortement liées entre-elles, comme l'indiquent leurs réseaux globaux, ainsi qu'avec les signataires (LES-COMMUNES@, SIGNATAIRES@, EPCI@...) et les partenaires (PARTENAIRES@, ENRX@, FEDERATION-DES-PARCS@...). Il est possible de faire une phrase avec l'ensemble les entités appartenant aux réseaux globaux du PNRSE@ et du SYNDICAT-MIXTE@: le PNRSE@, représenté par le SYNDICAT-MIXTE, est chargé de la GESTION@ de la CHARTE@ et notamment de sa MISE-EN-ŒUVRE@ au près des COMMUNES@ et des EPCI@, afin d'améliorer la PROTECTION-DE-LA-NATURE@.

La CHARTE@ est elle-même souvent qualifiée dans le corpus de « *projet de territoire* », de « *contrat collectif* » ou de « *projet commun* » pour le territoire, ou encore de « *projet de développement durable* », comme le montre le tableau n°5.7. Parmi les qualités attribuées à l'être-fictif CHARTE@ plusieurs témoignent d'une rhétorique du changement et du renouvellement (« *nouvelle* », « *renouvelée* »…), alors que d'autres témoignent d'une logique contractuelle (« *concertée*», « *validée* », « *négociée* »…) et parmi les entités de son réseau global figurent d'importants êtres-fictifs tels que PAYSAGE@, PROJETS@ et SUIVI-EVALUATION@, sur lesquels nous reviendrons plus loin.

LE-TERRITOIRE-DU-PARC@ présente aussi des connexions intéressantes avec l'EAU@, facteur important permettant le maintien de ses RICHESSES@ écologiques et de son CARACTERE@ humide. Mais ce dernier est aussi incarné par ses HABITANTS@, ainsi que par son ESPACE-RURAL@ et le PNRSE se préoccupe d'y assurer une certaine COHESION-SOCIALE@ et d'y réduire les INEGALITES@ territoriales.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il nous faut préciser que, comme l'indique l'annexe n°5.4, nous avons scindé en deux êtres-fictifs distincts : LE-TERRITOIRE-DU-PARC@, d'une part (composé d'expressions telles que « *l'ensemble du territoire* », « *Plaine de la Scarpe et de l'Escaut* », « *territoire Scarpe-Escaut* », « *notre territoire* »…comme le montre le tableau n°5.7) ; et une désignation générique TERRITOIRE@ d'autre part (« *territoire* », « *territoires* », « *Territoire* »…). Or, même en effectuant ce découpage, l'être-fictif TERRITOIRE@ est le deuxième du corpus, avec 1222 occurrences (voir annexe n°5.4). De manière générale, la référence au « *territoire* » est donc un élément très important dans le corpus et l'être-fictif TERRITOIRE@ qui désigne aussi souvent tout ou partie du territoire classé, bien que de manière implicite, est souvent affublé de la qualité de « *rural* », mais aussi d'autres qualités telles que « *communal* », « *ouvert* », « *atypique* », « *périurbain* », « *meurtri* » et « *d'expérimentation* ».

Maintenant que nous en savons plus sur les premières entités du corpus, intéressons nous aux autres entités du tableau n°5.8 et qui incarnent aussi le PNRSE : les EQUIPEMENTS-PNRSE@, les ECOGARDES@ et la MARQUE-PNRSE@. L'être-fictif EQUIPEMENTS-PNRSE@, ainsi que la collection du même nom nous informe que ces derniers sont principalement la Maison de la Forêt, le centre d'éducation à l'environnement d'Amaury et le Gîte du Luron, tous trois gérés par l'Association de Développement des Equipements du Parc naturel régional Scarpe-Escaut (ADEPSE) (loi 1901).

La Maison de la Forêt, bâtiment ouvert au public qui présente l'évolution historique et les modes d'exploitation de la forêt, a été inaugurée en 1993 et remplace depuis lors la « *Vitrine d'animaux sauvages* » déjà mentionnée dans la charte de 1968 (PNRSE, 1995). Des animateurs spécialisés y encadrent les visites de groupes et des évènements autour de la protection de l'environnement y sont régulièrement organisés (PNRSE, 2008).

Le centre d'Amaury (voir photographie n°4, annexe n°2.1) est un centre éducatif, d'accueil et de loisir offrant aujourd'hui une capacité d'hébergement et de restauration d'une centaine de places au bord de l'étang d'Amaury. Le site d'Amaury représente une surface de 160 hectares, au sein de laquelle s'étend un plan d'eau d'une soixantaine d'hectares (PNRSE, Bilan d'activités, 2013), qui s'est formé à partir du milieu des années 1970, en raison d'un affaissement minier. Aujourd'hui, 90 hectares sont la propriété foncière du Syndicat Mixte du PNRSE et 70 hectares celle du Conseil Général du Nord, en vertu de leur classement au titre des « *Espaces Naturels Sensibles* » (PNRSE, 2013). Le centre d'Amaury ainsi que le site nous semblent tout à fait emblématiques de ce qu'est le PNRSE, sa capacité et ses modalités d'action en faveur de la conservation : à partir de l'appariation d'une étendue d'eau d'origine anthropique, puisque liée aux conséquences de l'exploitation minière du territoire, c'est à grâce à un partenariat avec une collectivité publique signataire de la charte que le parc peut non seulement œuvrer au maintien du plan d'eau dans un bon état écologique[141], mais aussi à l'éducation à l'environnement (puisque le centre accueil en priorité un public scolaire), ainsi qu'à la pérennisation d'un site de loisirs pour les visiteurs et les habitants.

Le Gîte du Luron est quant à lui situé au cœur de la forêt domaniale de Saint-Amand-les-Eaux, à proximité de la maison du parc (bâtiment où travaille l'équipe technique du parc et où se déroulent la plupart des réunions du syndicat-mixte et du SCI) et il bénéfice du label

[141] A ce titre, le bilan d'activités 2013 mentionne l'adoption d'un nouveau plan de gestion pour la période 2014-2023 et précise que de nombreuses espèces protégées vivent à proximité du plan d'eau, dont les plus rares sont le triton crêté (amphibien), la sterne pierregarin (oiseau) et le vespertilion à moustache (chauve-souris).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

écologique « *gîte panda* » du WWF, depuis 1999 (PNRSE, 2008). Les bilans d'activité du PNRSE incluent régulièrement un certain nombre d'informations ainsi que des statistiques de fréquentation concernant ces trois équipements.

C'est suite à la mise en place d'un dispositif expérimental par le Conseil Régional en 1996, que le syndicat-mixte du parc Scarpe-Escaut emploie aujourd'hui cinq écogardes, financés à part égale par les communes signataires et le Conseil Régional (PNRSE, 2008). Ils ont pour mission principale d'assurer une veille sur le territoire concernant la qualité des milieux et de l'air, ils réalisent des inventaires faunistiques, participent à l'entretien des sentiers, des berges et des cours d'eau, ils jouent un rôle de médiation, de sensibilisation et de conseil auprès des maires des communes, des habitants et des partenaires institutionnels (comme Voies Navigables de France, l'Office National des Forêts, la Fédération des chasseurs, les directions départementales et régionales etc.) et ils interviennent également au travers de missions d'éducation à l'environnement auprès des visiteurs et du public scolaire (PNRSE, 2008).

Le fonctionnement de la marque « *parcs naturels régionaux* »[142] ainsi que la reconnaissance de cette dernière comme un outil de développement durable sont bien identifiés dans la littérature (Angeon et al., 2007 ; Caron, 2008). Les marques PNR existent depuis les années 1990 et celle du PNRSE est mentionnée dans le corpus à partir de la charte de 1998. Cette dernière indique :

> « *Le choix d'attribuer la marque "Parc naturel régional Scarpe-Escaut" à un service ou un produit s'inscrit dans la volonté du Parc de conjuguer développement économique et protection du patrimoine culturel et naturel* (…). *Attribuée à un produit ou service, elle garantit les qualités d'origine, d'authenticité et de respect de l'environnement. La qualité Parc d'un produit ou d'un service doit décliner les quatre valeurs essentielles du Parc naturel régional, à savoir le caractère régional, naturel, authentique et artisanal* » (PNRSE, 1998, p.138).

Le bilan d'activités 1998-2008 indique que suite à un travail engagé par le PNRSE avec les producteurs locaux et le Centre Régional de Ressources génétiques, la commission nationale de la marque parc a attribué en 2004 (et renouvelé depuis) cette dernière à trois producteurs locaux d'endives de pleine terre sur le territoire du PNRSE, dont la culture repose à la fois sur « *un savoir-faire traditionnel* » (PNRSE, 2008, p.25) et un engagement en faveur de la « *préservation du milieu naturel* » (ibid.). Si l'attribution de la marque parc est donc le résultat d'un processus institutionnel assez lourd, nécessaire aux garanties de qualité et d'authenticité sur lesquelles elle repose, cet élément nous semble plus largement révélateur du type d'action que le PNRSE mène en faveur du développement économique local, dans un souci de concilier le maintien d'un dynamisme économique et social avec la conservation de la nature.

Finalement, ces trois entités que sont les EQUIPEMENTS-PNRSE@, les ECOGARDES@ et la MARQUE-PNRSE@ nous semblent être particulièrement

[142] La marque collective protégée PNR, déposée à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI), est la propriété du ministère en charge de l'environnement. Ce dernier en délègue la gestion à la Fédération des parcs naturels régionaux de France et l'usage aux syndicats mixtes des PNR. Cette dernière est utilisée afin d'identifier les produits et services produits par les syndicats mixtes des parcs eux-mêmes (documentation, évènements, signalisation etc.), mais elle peut aussi être attribuée à certains produits et services locaux issus des territoires classés PNR, à condition qu'ils respectent le règlement général de la marque.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

représentatifs de ce qui constitue la « *face visible* » du parc au près des habitants, des visiteurs et des producteurs locaux. En outre, nous verrons que ces trois outils illustrent assez bien la manière dont le PNRSE tente de rendre compatibles ses objectifs de développement du territoire et de conservation, au travers du déploiement de certains mécanismes et d'outils institutionnels spécifiques, dont la logique a évolué dans le temps.

2.1.2 Le PNRSE et les signataires

Au-delà des entités qui incarnent le PNRSE en tant que tel (y compris le Syndicat Mixte), il est intéressant d'analyser quel est le poids relatif de l'ensemble des autres signataires dans le corpus et de voir avec quelles problématiques ces derniers sont liés. Le tableau suivant présente le poids relatif des Communes, des EPCI, du Département, de la Région et de l'Etat, dans le corpus.

Tableau n°5.9 : Les signataires

Signataires	Poids	Rang	Principaux représentants
LES-COMMUNES@	815	5	les communes ; des communes ; collectivités locales
EPCI@	357	29	EPCI ; intercommunalités
REGION@	308	43	Région ; Région Nord-Pas-de-Calais ; Conseil Régional
ETAT-CENTRAL@	267	53	Etat ; État ; l'Etat ; DDE ; Préfet
DEPARTEMENT@	247	57	Département du Nord; Département ; Conseil Général ; collectivités départementales

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Le poids des communes et des EPCI nous indique que l'action du parc est fortement orientée vers collectivités locales. Le tableau n°5.10 ci-dessous présente quant à lui le rôle des différents signataires. Celui-ci est basé sur le résumé des engagements stratégiques des signataires de la charte de 2010. Si ces éléments nous semblent complémentaires, par rapport à ce que nous avons déjà vu dans le chapitre 2, l'exploration des réseaux globaux et spécifiques des êtres-fictifs qui représentent les signataires, avec Prospéro, ne nous a pas semblé apporter beaucoup plus d'éléments d'analyse que ce qui est exposé dans la charte sur ce point[143].

Tableau n°5.10 : Les objectifs stratégiques des signataires, tels que décrits dans la charte de 2010

Signataires	Compétences principales	Dispositifs et domaines d'actions particuliers	Fonctionnement institutionnel
Etat (ses services préfectoraux, en région et en département)	Veiller au respect de la règlementation de manière anticipée et à la compatibilité par rapport à la charte dans le cadre de ses avis règlementaires. Soutenir financièrement la mise en œuvre de la charte et le Syndicat Mixte.	Garantir la cohérence de la règlementation sur les zones humides ou à enjeux relevant d'un statut de protection national, sur les sites Natura 2000 ou d'intérêt patrimoniaux reconnus. Participer à la mise en place d'un plan de gestion pour les zones humides.	Veiller à associer le Syndicat Mixte dans les domaines concernés et participer au suivi et à l'évaluation de la charte.
Région	S'appuyer sur la charte	Mettre en place la Trame Verte et	Faire prévaloir les

[143] Précisions que dans la charte de 2010, les engagements stratégiques des signataires sont résumés au début du document (pages 25-29), alors que les engagements plus spécifiques de chacun des signataires sont explicités dans les fiches-mesures (p.144 à 254), pour chacune des 46 mesures adoptées.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

	comme relai dans la mise en œuvre du SRADT[144], pensé comme un autre modèle de gestion de l'espace, des ressources et du développement urbain, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.	Bleue (TVB). Développer des politiques énergétiques et de gestion des déchets alternatives afin de réaffirmer la lutte contre le changement climatique comme une priorité. Soutenir les espaces agricoles en mutation. Faire une la charte une référence en matière d'urbanisation et d'infrastructures.	objectifs de la charte auprès des collectivités locales. Mise en cohérence de l'interface SRADT, SCOT[145], charte. Soutenir la charte au travers de la DRA[146] « Maitrise de la périurbanisation ».
Département	Initiateur de la création du parc, il s'agit de maintenir son implication dans le développement du territoire au travers de ses politiques et de sa participation financière au Syndicat Mixte.	Préservation des Espaces Naturels Sensibles, de la ressource en eau et des massifs forestiers domaniaux. Soutenir les démarches de prise en compte de l'environnement concernant l'entretien des routes et des bâtiments publiques. Accompagner les communes dans la révision de leurs documents d'urbanisme. Lutter contre les disparités sociales et en faveur du développement culturel du territoire.	
EPCI	Les EPCI sont apparues plus récemment dans le paysage institutionnel. Depuis 2004, 7 EPCI ont engagé des conventions de partenariat avec le parc. Il s'agit de réaffirmer la légitimité, la cohérence et la complémentarité entre les objectifs de la charte et les projets de territoire des EPCI.	Mettre en œuvre la présente charte au travers des politiques de développement.	Associer le Syndicat Mixte à l'élaboration ou à la révision de leur projet de territoire. Renforcer les relations entre le parc et les Pays, pour les EPCI intégrées dans le Pays pévèlois.
Communes	Assurer le relai des orientations et des mesures de la charte auprès des acteurs et habitants de leurs territoires.	Mettre en compatibilité les documents d'urbanisme avec les orientations et les mesures de la charte et/ou élaborer dans les meilleurs délais leurs documents d'urbanisme.	Conserver les ambitions politiques portées par la présente charte au sein des groupements de communes auxquels elles ont délégué certaines de leurs compétences.

Source : tableau adapté par l'auteure, à partir de la charte de 2010 (p.25-29)

Par conséquent, le rôle de l'Etat s'avère orienté, dans les grandes lignes, d'une part, vers le respect de la règlementation, notamment en ce qui concerne les zones et les espèces relevant d'un statut de protection national et, d'autre part, vers le suivi et l'évaluation des objectifs de la charte. Les politiques régionales qui concernent au premier titre le PNRSE s'articulent autour de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'énergie et de la gestion des déchets et l'un des engagements importants de la charte de 2010 repose sur la mise en place de Trame verte et Bleue (TVB) régionale. La charte de 2010 rappelle que le Département a joué un rôle historique important puisqu'il est, avec les collectivités locales, à l'initiative de la création du parc au début des années 1970 (c'est-à-dire avant que les Etablissements Publics Régionaux, qui ont depuis repris l'initiative de la création des PNR, ne

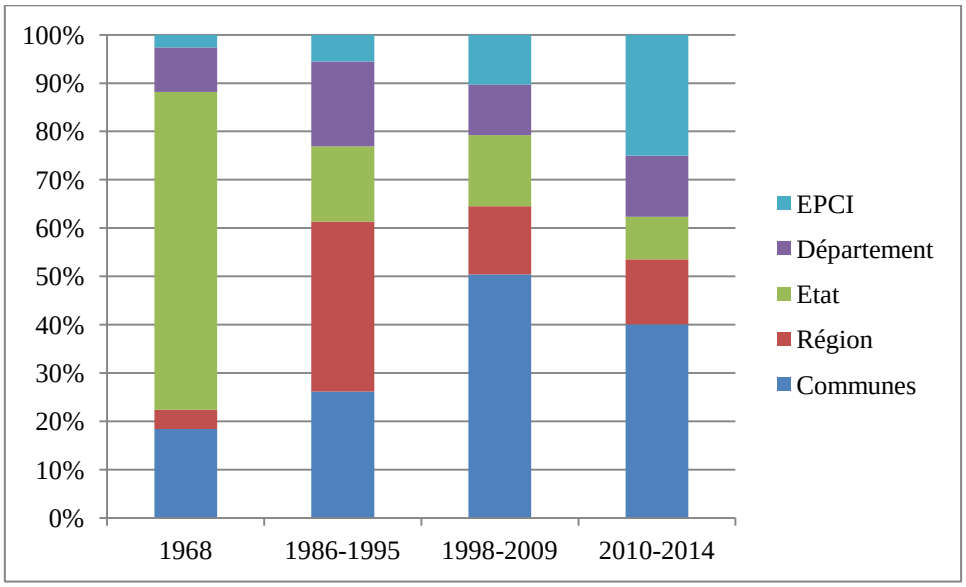
[144] Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire.
[145] Schéma de Cohérence Territoriale.
[146] Directive Régionale d'Aménagement.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

soient crées). Le Département apporte également un soutien financier important au PNRSE et il s'engage à concourir à la réalisation de la charte au travers de plusieurs politiques relevant de ses compétences (protection des Espaces Naturels Sensibles, gestion de l'eau, des infrastructures routières et des bâtiments publiques, politiques culturelles et sociales etc.). Le rôle principal des communes et de leurs élus est quant à lui d'assurer, à la fois un relai entre le parc et les habitants de leurs territoires et la mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme avec les engagements de la charte. Le rôle des EPCI tel que décrit dans la charte de 2010 traduit l'apparition relativement récente de cette nouvelle échelle institutionnelle dans le paysage administratif (puisque les intercommunalités se sont développées à partir de la première moitié des années 2000, suite à la loi Chevènement de 1999). Comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre 2, notre enquête de terrain a permis d'établir que les EPCI sont apparues sur la scène avec des moyens financiers considérables relativement à ceux des communes et, fortes de ces derniers, en affichant un volontarisme important en matière de développement économique. Ainsi, et alors même que certains élus des communes ont poursuivi leur travail d'élus au sein des EPCI, la mise en place d'un dialogue plus ouvert et une réaffirmation des principes de la charte ont été nécessaires et l'objectif est de poursuivre ces engagements au travers des conventions de partenariat.

Le graphique n°5.1, ci-dessous présente quant à lui l'évolution du nombre d'occurrences des signataires, dans le corpus, d'un point de vue historique.

Graphique n°5.1 : L'évolution historique de la présence des signataires de la charte



Source : graphique construit par l'auteure, à partir de Microsoft Excel, sur la base des données issues de Prospéro[147]

[147] L'ensemble des graphiques présentés dans le présent chapitre ont été construits de la même manière, c'est-à-dire en utilisant Microsoft Excel, à partir des données extraites de Prospéro. En effet, Prospéro permet de copier le nombre d'occurrences de tous les êtres-fictifs, par textes (idem pour les catégories d'entités). Nous avons donc additionné le nombre d'occurrences par textes afin d'obtenir quatre périodes et pondéré les données par le nombre de pages total de chaque période, dans Microsoft Excel. Nous avons choisi de représenter les résultats sous forme de graphique empilé à 100% lorsque le nombre d'occurrences total de l'ensemble de ces êtres-fictifs considérés par période, ne varie pas fortement d'une période à l'autre. C'est le cas ici : si les données n'étaient

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Une première remarque est que le graphique présente une autre vision de l'importance respective des différents signataires dans le corpus. En effet, le tableau n°5.9 montre que les différents signataires peuvent être classés par ordre décroissant d'importance (en termes de nombre d'occurrences dans le corpus) de la manière suivante : LES-COMMUNES@>EPCI@>REGION@>ETAT-CENTRAL@>DEPARTEMENT@. Par contraste le même classement issu du graphique n°5.1 indique : LES-COMMUNES@> REGION@> ETAT-CENTRAL@>DEPARTEMENT@>EPCI@. Ceci s'explique par le fait que les données du graphique n°5.1 sont pondérées par le nombre de page total. La représentation qu'il propose est donc meilleure. L'importance des EPCI dans le tableau n°5.9 est certainement gonflée par l'importance en volume de la charte de 2010 par rapport aux autres documents du corpus, mais leur arrivée récente dans le paysage institutionnel peut aussi expliquer qu'elles soient souvent mentionnées dans la charte de 2010.

Le graphique n°5.1 illustre cette importance qu'ont prises les EPCI dans le fonctionnement institutionnel du parc à partir de 2010[148]. Par ailleurs, l'importance de l'Etat dans la charte de 1968 tranche avec celle de la Région dans la charte de 1986 : les Etablissements Publics Régionaux[149] ont alors repris la compétence parc et le PNRSE en 1986 (intitulé alors le Parc Naturel Régional du Nord-Pas-de-Calais) s'étend sur trois zones en région : Scarpe-Escaut, mais aussi le Boulonnais et l'Audomarois, qui deviendront plus tard les Parcs Naturels Régionaux Caps et Marais d'Opale et de l'Avesnois. Même si ces dernières ont toujours été fréquemment mentionnées, les collectivités locales (communes et EPCI) le sont sensiblement plus à partir de 1998. Comme nous l'avons déjà indiqué, au-delà des signataires en tant que tels, le PNRSE doit aussi engager un vaste ensemble de partenaires institutionnels et d'autres acteurs, présents sur le territoire, afin de parvenir à la réalisation des objectifs de la charte.

2.1.3 Les partenaires, les dispositifs institutionnels et les autres acteurs du corpus

Intéressons-nous tout d'abord à l'être-fictif PARTENAIRES@. Celui-ci, comme qualification générique, apparait beaucoup plus souvent dans le corpus (465 occurrences) que l'être-fictif SIGNATAIRES@ (78 occurrences), ces derniers étant plus souvent convoqués par l'intermédiaire de leurs noms propres. Parmi les entités du réseau global pondéré de cet être-fictif figurent les ELUS@, les HABITANTS@, les ACTEURS@ et les ASSOCIATIONS@, ces derniers apparaissant souvent dans les expressions telles que « *les partenaires et les élus* », « *les partenaires et les habitants* » etc. Comme nous l'indique la liste des qualités les plus souvent affublées à PARTENAIRES@, ceux-ci sont souvent « *institutionnels* ». C'est en suivant cet indication que nous avons consolidé la collection des PARTENAIRES*, comme l'indique l'annexe n°5.2). En nous appuyant sur cette collection, nous avons consolidé la liste, présentée dans le tableau n°5.11 ci-dessous, les principaux

pas empilées à 100%, le nombre d'occurrences total pour ces 5 êtres-fictifs ne varie que de 200 à 250 selon les périodes.

[148] Les chartes de 1968 et 1986 incluent également des références à l'être-fictif EPCI@: si ces derniers se sont particulièrement développés à partir de la loi de 1999, et dans le PNRSE vers le milieu des années 2000, des syndicats intercommunaux existaient déjà auparavant.

[149] Ancêtres des Régions, crées par la loi du 5 Juillet 1972.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

partenaires et des dispositifs institutionnels avec lesquels le PNRSE travaille. Ils sont ici classés selon leur poids/rang dans le corpus.

Tableau n°5.11 : Les principaux partenaires institutionnels du PNRSE[150]

Etres-fictifs	Poids	Rang	Principaux représentants
INSTITUTIONS-DE-L-EAU@	327	36	SAGE[151] (Scarpe-Aval et SAGE Escaut); CLE[152]; SMAHVSBE[153]; Agence de l'eau Artois-Picardie; VNF[154]
INSTITUTIONS-DE-L-URBANISME@	241	61	documents d'urbanisme; PLU[155]; POS[156]
ASSOCIATIONS@	224	67	associations ; association ; associations locales
NATURA-2000@	146	93	Natura 2000; réseau Natura 2000
INSTITUTIONS-DE-L-AMENAGEMENT@	142	95	SCoT [157](du Valenciennois et du Grand Douaisis); CAR[158]
TVB@	137	98	trame écologique; réseaux écologiques; trame verte et bleue
ENRX@	123	107	Espaces Naturels Régionaux; ENRx; Espace Naturel Régional
INSTITUTIONS-FORESTIERES@	101	120	forestiers ; ONF[159] ; CRPF[160]
INSTITUTIONS-AGRICOLES@	93	126	mesures argi-environnementales; MAET[161]; Chambre d'agriculture (du Nord); PAC[162]
EUROPE@	93	123	Europe; Interreg
INSTITUTIONS-TOURISTIQUES@	91	128	prestataires touristiques ; restaurateurs ; hébergeurs ; offices de tourisme
PN-PLAINES-DE-L-ESCAUT@	61	154	Plaines de l'Escaut; Parc naturel des Plaines de l'Escaut
FEDERATION-DES-PARCS@	58	157	Fédération des Parcs naturels régionaux de France; Fédération des Parcs
INSTITUTIONS-MINIERES@	46	169	Mission Bassin Minier UNESCO; Charbonnages de France; Centre historique Minier de Lewarde; Chaine des terrils
CSENPC@	43	172	Conseil Scientifique de l'Environnement du Nord-Pas-de-Calais; CSENPC
INSTITUTIONS-DVPT-ECO@	28	187	Chambre de Commerce et d'Industrie; CAPEB[163]
CSRPN@	24	191	Conseil scientifique régional du patrimoine naturel; CSRPN
ADEME@	13	202	ADEME[164]
CRRG@	12	203	Centre Régional des Ressources Génétiques; CRRG
CBNB@	11	204	Conservatoire Botanique National de Bailleul; CBNB
CSN@	9	206	Conservatoire des Sites Naturels du Nord-Pas-de-Calais
CONSERVATOIRE-DU-LITTORAL@	6	209	Conservatoire du Littoral

[150] Rappelons que nous avons regroupé différents partenaires au sein d'êtres-fictifs généraux comme INSTITUTIONS-DE-L-EAU@, de l'urbanisme, de l'aménagement etc. afin de faciliter l'analyse des grands domaines d'intervention du PNRSE par la suite.
[151] Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
[152] Commission Locale de l'Eau.
[153] Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique des Vallées de la Scarpe et du Bas Escaut.
[154] Voies Navigables de France.
[155] Plan Local d'Urbanisme.
[156] Plan d'Occupation des Sols.
[157] Schéma de Cohérence Territoriale.
[158] Comité d'Aménagement Rural.
[159] Office National des Forêts.
[160] Centre Régional de la Propriété Forestière.
[161] Mesures AgroEnvironnementales Territorialisées.
[162] Politique Agricole Commune.
[163] Confédération des Artisans et des Petites Entreprises du Bâtiment.
[164] Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

MNHN@	2	213	Muséum National d'Histoire Naturelle

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Ainsi, les SAGE et les PLU sont deux types d'instruments de politiques publiques à partir desquels travaille beaucoup le PNRSE. Nous pouvons aussi noter l'importance des associations dans l'environnement institutionnel du parc. Ces dernières sont souvent qualifiées de « *locales* » et elles recouvrent une multiplicité d'associations dans différents domaines (culturelles, professionnelles, environnementalistes, parascientifiques etc.). En matière d'agriculture, les institutions de référence sont surtout européennes et il s'agit des mesures agri-environnementales, plus que de la PAC, qui n'est que peu mentionnée dans le corpus.

Remarquons également l'importance dans le corpus d'ENRx, ainsi que la présence du Conseil Scientifique de l'Environnement du Nord-Pas-de-Calais (CSENPC), que nous avons déjà présentés dans le chapitre 2. Il s'agit de deux partenaires institutionnels importants du PNRSE dont nous avons interrogés deux représentants (respectivement David Moulin et Jean-Pierre Colbeaux, comme indiqué dans l'annexe n°2.4).

Ce que nous indique, de manière plus générale, ce tour de piste des partenaires institutionnels du PNRSE est que ces derniers concernent en majorité l'action en faveur de la protection de la nature, mais cet élément sera approfondi par la suite lorsque nous étudierons les grands domaines d'intervention du PNRSE. Par ailleurs, la distribution temporelle de l'être-fictif PARTENAIRES@, montre que ce dernier est beaucoup plus souvent mentionné dans les chartes de 1998 et 2010 qu'au cours des deux périodes précédentes. Si nous avons déjà mentionné dans le chapitre 2 l'importance grandissante que prend le travail partenarial au pour le PNRSE, nous reviendrons également sur cette caractéristique par la suite, lorsque nous aborderons les registres de justification caractéristiques de la critique écologiste du PNRSE.

Les partenaires institutionnels ne sont pas les seuls acteurs mentionnés dans le corpus. Toutefois, l'être-fictif ACTEURS@ (354 occurrences, regroupant des expressions telles que « *acteurs* », « *acteurs locaux* », ou encore « *acteurs du territoire* »…), à lui tout seul, ne nous en dit pas beaucoup sur le sujet. Au fur et à mesure de l'exploration du corpus[165], mais aussi à partir de la liste des êtres-fictifs créés (voir annexe n°5.4), nous avons toutefois pu consolider une liste des autres acteurs mentionnés. Ces derniers sont classés selon leur poids/rang dans le corpus dans le tableau n°5.12 ci-dessous.

Tableau n°5.12 : Les autres acteurs du corpus

Etres-fictifs	Poids	Rang	Principaux représentants
HABITANTS@	428	22	habitants ; habitants du territoire ; résidents
AGRICULTEURS@	284	47	agriculteurs ; éleveurs ; exploitants agricoles ; profession agricole
ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@	240	62	entreprises ; producteurs ; acteurs économiques ; artisans
ELUS@	235	65	élus ; élus du parc ; élus du territoire ; élus locaux
LE-PUBLIC-USAGERS@	220	70	du public ; grand public ; le public ; usagers
POPULATION@	193	79	Population ; populations ; population locale
COLLECTIVITES@	145	94	collectivités ; collectivités territoriales, collectivités publiques

[165] Et notamment au travers de la rencontre d'énoncés tels que : « *L'équipe technique assure aussi au quotidien les bonnes relations avec les acteurs locaux (associations, élus, exploitants agricoles, usagers et visiteurs…) et les partenaires institutionnels pour une mise en œuvre concertée de la gestion des sites* » (PNRSE, 2008, p.20).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

PROPRIOS@	132	103	propriétaire ; propriétaires ; propriété
TOURISTES@	102	119	visiteurs ; promeneurs ; cavaliers ; campeurs ; randonneurs ; touristes
GESTIONNAIRES@	79	136	gestionnaire ; gestionnaires
CHASSE-PECHE@	77	137	chasse ; pêche ; chasseurs ; pêcheurs
CITOYENS@	61	154	citoyenneté ; citoyen ; citoyens ; citoyenne

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Ce tableau est intéressant parce qu'il nous confronte à plusieurs types d'acteurs émergents du corpus. Tout d'abord, les ELUS@ et les COLLECTIVITES@ qui sont des signataires, mais qualifiés différemment. Les qualités attribuées aux ELUS@ nous informent qu'il peut s'agir selon les cas des élus « *communaux* », qui sont donc soit les représentants qui siègent au Syndicat Mixte du PNRSE, ou bien au SCI, ou des élus « *départementaux* » siégeant au Syndicat Mixte, ou encore ceux des EPCI. Les COLLECTIVITES@ convoquées sont quant à elles souvent qualifiées de « *concernées* », « *compétentes* », ou « *intéressées* ».

Ensuite, deux acteurs généralistes émergent : LE-PUBLIC-USAGERS@ et POPULATION@. Le premier est souvent associé à la qualité de « *familial* » et plusieurs entités de son réseau global et spécifique (comme TOURISME-ACCEUIL@, INFORMATION-COMMUNICATION@, SENSIBILISATION@, GESTION-TOURISTIQUE@, EQUIPEMENTS-PNRSE@...) nous indique que celui-ci se rapproche de l'acteur TOURISTES@, au sens où il s'agit principalement de ceux qui viennent visiter ou se promener dans le parc.

Par contraste, l'être-fictif POPULATION@ est associé à un jeu de qualités telles que « *régionale* », « *jeunes* », « *précaires* », « *agricole* », « *urbaine* » etc., mais aussi « *diverses* », « *sensibles* », « *animales* », « *inféodées* » de même qu'à des êtres-fictifs comme TERRITOIRE@, INEGALITES@ mais aussi PROTECTION-DE-LA-NATURE@. Ceci indique que la référence aux populations est principalement utilisée dans le corpus afin de construire des indicateurs de statistiques socio-économiques et territoriales, mais aussi pour désigner des espèces animales ou végétales.

Enfin, un certain nombre d'acteurs plus spécifiques émergent : HABITANTS@, TOURISTES@ et CITOYENS@, mais aussi AGRICULTEURS@, ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@ et CHASSE-PECHE@. L'analyse de leur poids dans le corpus nous indique que le PNRSE tend à s'adresser davantage aux HABITANTS@, c'est-à-dire à ceux qui vivent et habitent dans le parc plutôt qu'aux TOURISTES@[166] qui ne font que le visiter. Par ailleurs, le PNRSE s'adresse aussi, bien que plus rarement aux CITOYENS@, c'est-à-dire aux « *habitants* » du territoire, mais qualifiés au travers de leur capacité politique.

Les poids des AGRICULTEURS@ et des ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@ nous révèlent quant à eux l'importance pour le PNRSE d'impliquer ces acteurs du territoire afin de pouvoir atteindre les objectifs de la charte, ou, autrement dit, qu'il semble difficile de « *protéger la nature* » sans se soucier de la dynamique et des modalités du développement économique local. Le fait que le qualificatif « *agriculteurs* » (168 occurrences) soit beaucoup plus fréquemment utilisé que d'autres tels que « *éleveurs* » (39 occurrences), ou encore « *fermiers* » (4 occurrences) et « *paysans* » (3 occurrences), dans le corpus, semble d'ailleurs

[166] Et ce, même si l'on additionne les poids des TOURISTES@ et de l'être-fictif LE-PUBLIC-USAGERS@ (ce qui donne un total de 322 occurrences)… sachant, par ailleurs, que les habitants peuvent aussi être désignés comme des usagers, mais pas réciproquement.

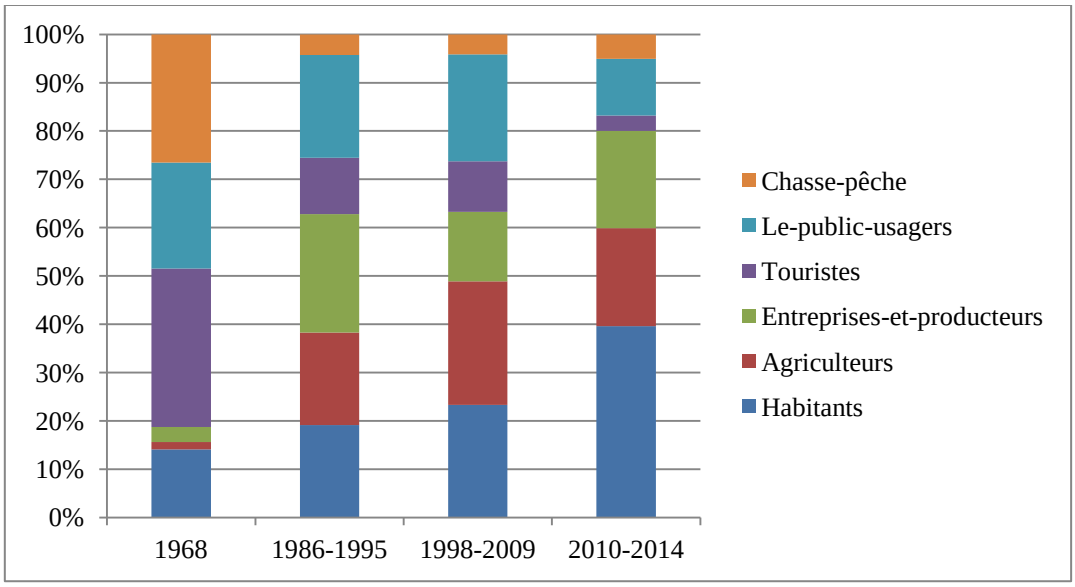
© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

révélateur de l'état de la profession agricole et du type d'agriculture qui est pratiqué dans la région. Compte tenu de leur faible poids relatif dans le corpus, nous avons choisi de regrouper dans un même être-fictif CHASSE-PECHE@, les deux types d'usagers du territoire que sont les chasseurs et les pêcheurs (ainsi que les activités de chasse et de pêche).

Enfin, le PNRSE s'adresse aussi, mais moins souvent, aux deux catégories générales d'acteurs que sont les PROPRIOS@ et les GESTIONNAIRES@. Leurs réseaux respectifs indiquent que ces derniers apparaissent souvent dans les mêmes énoncés (« *propriétaires et gestionnaires* »…), qu'ils sont à la fois « *publics* » et « *privés* » et liés à des enjeux de gestion foncière, concernant les zones Natura-2000 et les milieux aquatiques et humides.

Intéressons-nous maintenant à l'évolution historique du poids des acteurs qui représentent certains types d'usages spécifiques du territoire. C'est ce que présente le graphique n°5.2 ci-dessous.

Graphique n°5.2 : L'évolution des différents types d'usagers du territoire dans le corpus



Source : graphique construit par l'auteure

En l'occurrence, la pondération n'a pas eu pour conséquence de changer l'importance relative de ces différents êtres-fictifs (surtout si l'on considère que les TOURISTES@ et LE-PUBLIC-USAGERS@ sont deux entités assez proches). Le renversement de tendance entre 1968 et les chartes plus récentes de 1998 et 2010 est assez frappant : d'une action orientée vers les TOURISTES@, LE-PUBLIC-USAGERS@ et CHASSE-PECHE@, en 1968, ou autrement dit vers des usages de loisirs, la prise en compte des ENTREPRISES-ET-PRODUCTEURS@ et des AGRICULTEURS@ augmente considérablement à partir de 1986. Par ailleurs, si l'action du PNRSE a toujours été orientée vers les HABITANTS@, l'importance de mobiliser ces derniers au service de la réalisation de la charte est encore plus marquée à partir de 2010. Ces éléments sont tout à fait cohérents avec les résultats de la section suivante, laquelle s'attache à étudier les grands domaines dans lesquels le PNRSE est amené à intervenir, afin de tenir ensemble les objectifs de développement du territoire et de conservation. Nous verrons en effet que c'est surtout à partir des années 1980 que le PNRSE s'est intéressé de plus en plus près aux problématiques de développement, notamment en matière agricole et d'aménagement du territoire. Mais auparavant, penchons-nous plus

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

précisément sur la manière dont la question du conflit d'acteur et d'usage du territoire a émergé, au cours des entretiens réalisés.

2.1.4 Du conflit d'acteurs à l'articulation des enjeux de conservation et de développement

L'analyse des acteurs en présence dans le corpus, que nous avons réalisée avec Prospéro s'avère tout à fait complémentaire vis-à-vis de ce qu'ont pu nous rapporter les personnes que nous avons interrogées concernant l'existence de conflits ou de tensions éventuels entre ces différents acteurs, ou entre les différents types d'usage du territoire. Michel Marchyllie nous a par exemple indiqué que sur le territoire « *le conflit est toujours là. Le conflit, nous faisons cela tous les jours. Nous consultons, négocions, nous nous exprimons. Nous donnons un avis sur tous les projets* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.18-19). Isabelle Matykowski confirme :

> « *Sur le territoire aussi il y avait des tensions. Un élu c'est quelqu'un qui développe son territoire et parfois, même si il est dans l'esprit du parc, il y a pu avoir des discussions assez vives en comité syndical ou en bureau, sur des projets sur la question de la prise en compte de l'environnement. Et avec les partenaires, aussi. Quand on travaille avec les forestiers, les agriculteurs, les chasseurs… forcément il y a des tensions* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.4).

Au travers du discours de Gérald Duhayon, il est possible de retrouver les différentes catégories d'acteurs ayant émergé de notre exploration du corpus. Celui-ci indique en effet :

> « *Dans mon domaine, il y a quatre grands types d'acteurs : les agriculteurs, les chasseurs, les forestiers, les pêcheurs et maintenant les touristes ou sportifs autour des activités de loisir. Effectivement, chacun n'a pas forcément la même vision de la protection ou conservation de la nature. Certains discours et certaines ambitions s'opposent parfois. C'est peut-être un cliché mais sur notre territoire il y a aussi les aménageurs (communes, gestionnaires de voiries, sociétés immobilières…)* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.10).

Ce qui ressort des entretiens que nous avons réalisés est que l'existence de conflits, d'antagonismes ou d'oppositions se traduit moins entre différents types d'acteurs ou d'usages, mais qu'elle prend plus la forme d'une opposition entre une perspective de conservation, ou de protection de l'environnement et une perspective d'exploitation ou de développement. *A minima*, ce que nous ont permis de comprendre les entretiens réalisés est que cette articulation entre conservation et développement n'est pas évidente, ou qu'elle ne va pas de soi. Plus précisément, deux types de conflits ont été souvent mentionnés, d'une part avec les agriculteurs et d'autre part en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ce qui correspond aux deux types d'exploitation du territoire qui sont les plus problématiques pour le maintien en bon état des milieux naturels. C'est notamment ce qu'indique Jean-Luc Beghin :

> « *Bien sûr qu'il y a des tensions. Ce n'est pas tous les matins, mais il y en a : sur des zones industrielles, sur des extensions urbaines, sur la manière dont on cultive les produits agricoles… Nous faisons beaucoup de gestion de conflits. Après, cela peut aussi se faire autour d'une bière ! Cela dépend. Mais c'est épuisant parce que nous devons gérer des forces contradictoires* (…). *C'est le projet qui crée la tension. Il y a*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

les idéologies, certes, qui créent de la tension. Par exemple, la FNSEA en Bretagne proteste sur les crues et le fait qu'on le les autorise pas à curer leurs fossés. Mais nous savons pourquoi : c'est parce qu'il y a des débats éternels sur le maintien des niveaux d'eau. La gestion des espaces naturels n'est pas cloisonnée avec la gestion des espaces agricoles. Tout est lié. La biodiversité aussi. Nous n'arrêtons pas de parler de corridors biologiques, tout est lié. Il y a toujours des débats contradictoires entre plus ou moins d'eau. Et dès qu'il y a un problème, la FNSEA est toujours au-dessus du tracteur. En ce moment ils sont durs ! Ils ont retourné tous les terrains de la maison du parc dans le Morvan. C'est scandaleux ! Alors que j'ai connu des périodes au parc où l'ambiance dans la commission agricole était beaucoup plus sereine. Mais aujourd'hui c'est tendu » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.14).

Gérald Duhayon précise que si ces tensions avec le milieu agricole ne sont pas propres aux territoires de parc, elles sont liées selon lui d'une part avec l'existence d'un « *sentiment de précarité assez important à leur niveau* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.11) mais aussi à « *l'évolution des politiques de préservation* » (ibid.) et au durcissement des contraintes environnementales. Ce dernier ajoute également que :

« *Une problématique montante est aussi autour des conflits entre les ruraux, les urbains et les périurbains. Nous le ressentons chez nous mais peut-être moins que dans des territoires plus ruraux et isolés. Dans ces cas là, il peut y avoir des divergences de vues encore plus grandes entre les ruraux qui cherchent à protéger leurs traditions et savoir-faire etc.* » (p.12).

Christophe Tesnière indique quant à lui :

« *Oui évidemment, notamment en aménagement du territoire, nous ressentons fortement la confrontation entre les besoins de logement et la consommation d'espace. C'est notre quotidien. A mon sens, le problème est que nous sommes dans un modèle dominant concernant les formes urbaines dont nous avons du mal à sortir. Le standard est le format pavillonnaire, faire au plus rapide, facile et clef en main. Mais ce standard est aussi celui qui a le plus de conséquences sur le territoire. Il s'agit d'un exemple de ces confrontations. La charte décrit clairement que nous devons à la fois limiter la consommation du territoire et l'aménager de manière raisonnable, tout en répondant aux besoins des populations. Nous devons concilier les deux. L'habitat est donc un très bon exemple de sujet où cette confrontation est permanente : les besoins de logement sont évidents, mais nous les satisfaisons principalement par de la consommation de territoires agricoles* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.3).

Jean-Luc Beghin précise que ces contradictions et la capacité du parc à y faire face est aussi dépendante de la cohérence des politiques publiques en la matière. En effet, selon lui :

« *Je pense qu'il y a des contradictions dans tous les champs. Pour reprendre l'exemple de l'agriculture, c'est certain que si la PAC ne change pas et si nous continuons de donner 300 euros à l'hectare pour du maïs et 50 pour des prairies en MAE, très compliquées etc. Cela ne nous aide pas. Le parc n'a jamais été aussi performant que lorsque nous avons pu bénéficier de procédures de l'Etat ou de l'Europe qui étaient elles-mêmes simples et performantes. Par exemple, nous avons eu la grande époque des MAE et du fonds de gestion de l'espace rural. Nous n'avons jamais fait autant pour la protection des prairies humides qu'à cette époque là.*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

D'ailleurs, pour l'anecdote, j'ai mis des gens pour l'animation de ces programmes à ce moment là et quand j'ai créé ces postes autour des mesures environnementales dans l'agriculture, dans les trois parcs (postent qui n'existaient pas auparavant), j'ai eu tout le monde sur le dos. Les écolos comme les agriculteurs. Les agriculteurs disaient que c'étaient les chambres qui allaient le faire, alors que les écolos ne voulaient pas travailler avec les agriculteurs. J'en ai pris plein la gueule des deux côtés, mais je l'ai fait quand même. Aujourd'hui un parc sans chargés de missions agri-environnement est inimaginable, il y en a partout en France – voire des équipes. Mais ce qui est certain est que, nous pouvons nous charger de l'animation sur le territoire, si nous avons de bons outils et le fric qui va avec, nous sommes performants. Mais si les choses changent, ou si on finance des choses contradictoires, cela devient un problème. Un exemple : quand le Hainaut était en " objectif 1", à la page 5 on lisait "protection de la biodiversité et des zones humides" et en page 7 il y avait des millions pour du drainage. C'était sur le même territoire sauf que les aides au drainage étaient beaucoup plus importantes et beaucoup plus simples à obtenir. Donc ça a été drainé. A partir de là, il est possible de critiquer le parc, mais le parc n'y est pour rien. Sur les milieux naturels c'est la même chose. Sur notre territoire, nous avons une connaissance des milieux naturels que peu de structures ont, nous avons des équipes etc. Mais la gestion contractuelle de l'espace, comme son nom l'indique, se sont des contrats : sur chaque thématique, nous pouvons l'animer de manière efficace dès lors que nous avons les bons outils derrière. Et ces outils viennent d'ailleurs : de l'Etat, de l'Europe, des réserves régionales de la région… » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.16-17).

Ce que pointe ici Jean-Luc Beghin est qu'afin de faire face aux conflits et aux antagonismes susceptibles d'émerger sur le territoire, le PNRSE déploie une stratégie d'écoute, de dialogue, de négociation et de contractualisation. C'est ce que nous ont aussi indiqué David Moulin et Michel Marchyllie. Selon David Moulin en effet :

« *La difficulté est liée au fait que l'utilisation des outils règlementaires est mal perçue par les acteurs du domaine agricole. Ils perçoivent ces outils comme des contraintes qui vont les empêcher de travailler et de faire évoluer leur outil de travail. Comme nous sommes particulièrement en France dans un système où les évolutions règlementaires se superposent les unes aux autres, il y a beaucoup d'appréhension, pour ne pas dire d'oppositions d'acteurs des domaines agricoles et forestiers, mais aussi de la chasse, par rapport à ces démarches règlementaires. Même si ces dernières ont des objectifs louables. Pour les documents d'urbanisme, c'est du même ordre* (…). *Nous nous arrivons parfois à des positions de blocage mais qui ne concernent pas vraiment l'objectif de protection de l'espace en tant que tel, plutôt le fait que cela s'exprime au travers d'un cadre règlementaire. C'est ce qui rend le travail difficile. C'est aussi pour cette raison que les Parcs, notamment en NPDC, s'appuient beaucoup sur les démarches contractuelles en matière agricole. L'idée est qu'il est préférable d'accompagner les pratiques que les rendre obligatoires dans un cadre règlementaire. Il ne faut donc pas envisager la règlementation comme une fin en soi, mais si l'on suit l'exemple des documents d'urbanisme, construire une méthode pour identifier les éléments de paysage à préserver, avec les exploitants agricoles.*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Selon mon expérience cela permet d'obtenir de meilleurs résultats et une meilleure appropriation que si le travail était réalisé en chambre par une structure ou un bureau d'étude pour aboutir à l'identification de ce qu'il faut préserver » (Entretien avec David Moulin, p.8-9).

L'exemple de la création de la commission agricole pointé par Michel Marchyllie alimente également cette perspective :

« *Ce que nous faisons – et là où il faut faire très attention – est que nous ne sommes pas là uniquement pour faire passer un message, nous sommes là pour accompagner à faire en étant pragmatiques* (…). *Nous avons nos arguments et notre propre positionnement. Et c'est là-dessus qu'on nous reconnait. Le jour où un problème émerge, justement entre des positions extrêmes de ce type, nous sommes mis dans le conflit pour savoir quelle est la position du parc sur cette question. Et nous adoptons la position qui sera la notre, en essayant de n'être ni d'un côté, ni de l'autre, avec des argumentaires fondés* (…). *C'est un élément très important. Dans tous les domaines, que ce se soit sur l'eau, l'agriculture, l'environnement… nous pouvons revendiquer notre propre position. Parfois cela peut-être gênant parce que nous n'allons ni dans un sens ni dans l'autre* (…). *C'est quelque chose qui arrive souvent avec les agriculteurs, par exemple. Nous avons décidé de faire une commission agricole spécifique avec tous les représentants du territoire. Et nous nous sommes aperçus que c'était le seul lieu que les agriculteurs avaient pour dialoguer entre eux. Déjà mettre les trois syndicats autour de la même table, ça n'a pas été facile. Mais ça a été possible, parce qu'on leur a dit que nous n'étions pas là pour faire de la politique, mais pour agir. Le lieu est bien cadré. Nous leur avons dit "si vous venez à la réunion, c'est pour travailler avec nous et pour faire des choses concrètes. Si c'est pour faire une tribune, ou prise de parole politique, vous sortez "*(…). *Depuis que nous faisons cela, nous n'avons pas assez de place dans la salle de réunion pour accueillir tout le monde ! A chaque commission agricole, nous faisons des doubles rangées de chaises. Tout le monde vient. Une commission agricole, cela ne se rate pas. Parfois, nous devons être très fermes pour maintenir un cadre à ne pas dépasser* (…). *Toute la question est de savoir quelle est cette limite que nous devons nous mettre pour éviter que cela parte dans tous les sens* (…). *Et on peut dire "avez-vous des choses à proposer ? Rien, donc taisez-vous". Parfois nous disons que nous faisons de la "gouvernance"… mais il faut aussi savoir être directs !* »

L'orientation des politiques du parc vers l'accord, le dialogue, l'écoute, le débat et la négociation est également remarquable à partir d'une analyse du corpus. C'est ce qu'indique le tableau n°5.13 ci-dessous, construit en recherchant dans Prospéro le nombre d'occurrences d'un jeu de synonymes autour du conflit, ou au contraire de l'accord, à partir des termes utilisés dans les entretiens que nous avons réalisés.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.13 : Les champs lexicaux de l'accord et du conflit dans le corpus

Champ lexical de l'accord	Nombre d'occurrences	Champ lexical du conflit	Nombre d'occurrences
accord/accorder	39	désaccord(s)	0
convergence(s)	11	divergences	0
négocier/négociation	23	conflit(s)	10
dialogue(s)	20	opposition(s)	0
écoute	9	antagonismes	0
discussion/discuter	7	tensions	1
débat	43	confrontation(s)	1
consulter/consultation	33	blocages	4
exprimer	24	contradiction(s)/contradictoire(s)	10
avis	94	dissension	0

Source : Tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Ainsi, le bilan d'activités 1986-1995 indique :

« *En sa qualité de gestionnaire de l'espace rural, le Parc tente de concilier les intérêts contradictoires d'usage des sols s'exprimant notamment par une volonté des exploitants agricoles d'assécher les parcelles par un système de canaux de drainage pour modifier la vocation agricole des sols et améliorer les rendements des surfaces, alors même que la richesse écologique de ces zones humides exigerait un maintien et une restauration de ces biotopes (prairies humides, roselières, mares, étangs...)* » (PNRSE, 1995, p.15).

Mais la charte de 2010 précise que :

« *Dialogue, débat, négociation : la méthode participative et contractuelle a fait ici ses preuves, c'est même le fer-de-lance de la méthode du Parc naturel régional Scarpe-Escaut, en ayant su affronter et dépasser les conflits sur Natura 2000 ou le SAGE Scarpe aval par exemple* » (PNRSE, 2010a, p.13).

En ouvrant la question des acteurs présents dans le corpus, du type de relations qui se nouent entre ces derniers sur le territoire et de la manière dont le PNRSE tente d'orienter ces interactions dans un sens qui lui semble raisonnable, nous venons de toucher du doigt un certain nombre d'éléments essentiels, au cœur des politiques et des actions menées par le parc. Une dimension fondamentale, que nous commençons à voir émerger, est que si leur conciliation n'est pas toujours évidente et qu'ils s'avèrent parfois sources de tensions, les enjeux de conservation et de développement ne peuvent néanmoins être cloisonnés. Au contraire, leur état et leur dynamique s'avèrent profondément interdépendants, puisqu'ils se déploient sur un territoire commun. C'est ce que la section suivante met en lumière.

2.2 Les grands domaines d'intervention du PNRSE et l'évolution historique des orientations stratégiques du parc : une mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement

Afin de bien comprendre le PNRSE, son rôle, la manière dont il est organisé, et comment s'y déploie la question de l'articulation entre conservation et développement, nous proposons de commencer par poser la question autrement. Nous avons ainsi cherché à savoir pourquoi celui-ci ne se préoccupe-t-il pas simplement de « *protection de la nature* » ? Que recouvre d'ailleurs ce terme dans le corpus, est-il souvent employé, quels sont ses synonymes et, plus largement, pourquoi le parc a-t-il besoin de se préoccuper d'agriculture, de gestion de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'eau, d'urbanisme, de développement économique etc. ? D'ailleurs, comment est-il possible de réussir à caractériser ces différents domaines, ou champs d'action, auxquels le parc est amené à s'intéresser ?

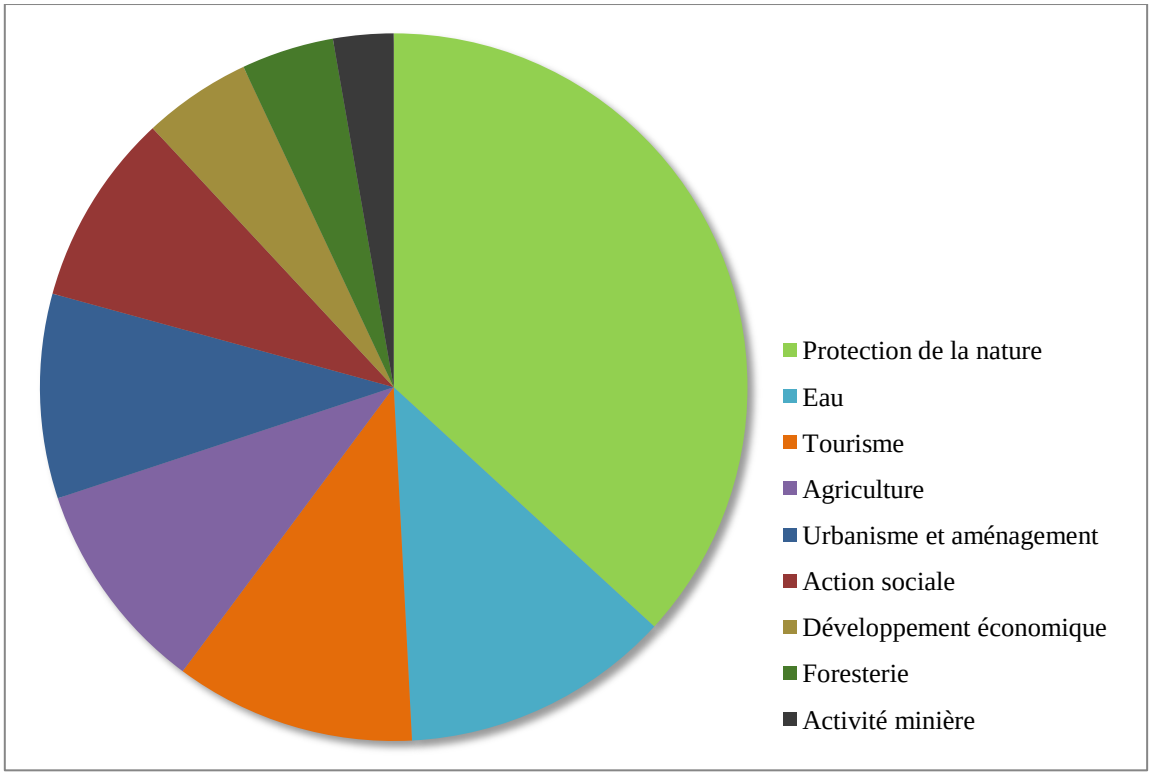
Afin de répondre à ces questions, nous avons été amenés, au fur et à mesure de l'exploration du corpus, à construire et à lier entre eux plusieurs jeux d'êtres-fictifs, comme nous l'avons indiqué lors de la présentation de notre modèle d'analyse opérationnel. Ces différents jeux d'êtres-fictifs s'apparentent à ce que nous avons qualifié de « *domaines d'activités* », dans lesquels le parc est amené à intervenir. *In fine,* nous avons distingué neuf domaines différents : l'action sociale, l'activité minière, l'agriculture, le développement économique, l'eau, la foresterie, la protection de la nature, le tourisme et l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Le tableau n°5.6, de même que l'annexe n°5.5 exposent les différents jeux d'êtres-fictifs qui composent ces différents domaines.

Il s'agit d'analyser, tout d'abord, le poids relatif de ces différents domaines d'intervention, dans le corpus. Nous nous penchons ensuite sur la question de savoir ce qu'ils recouvrent, en considérant un jeu d'êtres-fictifs plus restreint, puis nous abordons leur déploiement dans une perspective historique. Enfin, nous analysons ce que nous ont rapporté les personnes interrogées à propos de la capacité du PNRSE à rendre compatibles les enjeux de conservation et de développement.

2.2.1 Les grands domaines d'intervention du PNRSE

Le graphique n°5.3 ci-dessous présente le poids que représentent, dans le corpus les neuf grands domaines d'intervention que nous avons été amenés à distinguer. L'annexe n°5.5 explique comment nous l'avons construit.

Graphique n°5.3 : Les grands domaines d'intervention du PNRSE



Source : graphique construit par l'auteure

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Dans un premier temps, nous ne pouvons qu'examiner la place que prennent ces différents domaines dans le corpus, ou autrement dit, si l'on considère l'activité du parc dans son ensemble. Ce graphique indique que la moitié des activités du PNRSE sont orientées vers la protection de la nature et son corollaire : la gestion de l'eau, sur un territoire naturellement très humide. Trois grands domaines d'intervention apparaissent ensuite importants : le tourisme, l'agriculture et l'urbanisme et l'aménagement. Leur importance révèle déjà que sans l'implication du parc dans ces trois domaines, les objectifs de conservation, sur un territoire habité, auraient peu de chances de se réaliser. Mais nous serons mieux à même de comprendre ceci plus loin. Pour l'instant, nous pouvons également noter que le parc semble s'impliquer davantage dans une action orientée vers le social, que vers le développement économique en tant que tel, sachant que la dynamique du développement territorial passe notamment par le tourisme et l'agriculture. Enfin, l'implication du parc dans les activités liées à la forêt et à la mine semble liée à deux importances spécificités locales (outre l'importance de l'eau) : la présence des forêts domaniales de Raismes-Saint-Amand-Wallers et de Marchiennes, autour desquelles le parc s'est construit et l'appartenance de la partie sud du territoire du PNRSE au bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

Si cette vision globale par grands domaines est intéressante, il serait encore mieux de pouvoir analyser plus finement ce que chacun d'entre eux recouvre et de pouvoir appréhender leur évolution dans une perspective historique. Afin de simplifier l'analyse, nous avons choisi de concentrer notre attention sur les êtres-fictifs qui semblent dominer ces neuf types d'activités (c'est-à-dire sur l'analyse des êtres-fictifs indiqués en gras dans l'annexe n°5.5). Comme nous l'avons déjà mentionné lors de la présentation du modèle d'analyse, afin de bien marquer la différence entre le graphique n°5.3 qui présente l'ensemble des domaines d'intervention du PNRSE calculé à partir du jeu des êtres-fictifs présenté dans l'annexe n°5.5 et la suite de notre analyse, qui n'est basée que sur un ensemble plus restreint d'êtres-fictifs (ceux du tableau n°5.14 ci-dessous), nous parlerons à présent de l'évolution des orientations stratégiques du PNRSE.

2.2.2 Les orientations stratégiques du PNRSE et leur évolution historique

Le tableau n°5.14 ci-dessous présente les êtres-fictifs les plus représentatifs des neuf grands domaines d'intervention du PNRSE que nous avons distingués (il s'agit de ceux qui sont en gras dans l'annexe n°5.5). Le tableau indique aussi leur poids dans le corpus ainsi que leurs principaux représentants[167]. C'est au travers de ces derniers que nous serons à même d'étudier l'évolution historique des orientations stratégiques du PNRSE. Mais il nous faut au préalable étudier leurs propriétés.

[167]Afin de simplifier la présentation, nous avons ici regroupé les différentes déclinaisons d'une même expression (telles que « *zone humide* », « *zones humides* », « *Zone humide* », « *Zones humides* » etc.) en une unique forme graphique. De plus, nous n'avons affiché que les poids globaux des êtres-fictifs et non pas le poids de chacun de leurs représentants. Mais nous nous sommes néanmoins efforcés de classer chacun des représentants d'un même être-fictif par ordre décroissant d'importance.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.14 : Les êtres-fictifs représentatifs des orientations stratégiques du PNRSE

Etres-fictifs	Poids	Principaux représentants
PROTECTION-DE-LA-NATURE@	989	restauration, préservation, protection, entretien, conservation, réhabilitation, requalification, reconquête, mesures de protection
MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@	773	cours d'eau, zones humides, mares, marais, milieux humides, praires humides, roselières, milieux aquatiques, tourbières
TOURISME-ACCEUIL@	643	accueil, découverte, tourisme, visites, gîtes, promenade, produits touristiques, séjours, camping, pique-nique, voyage, balades
AGRICULTURE@	460	agriculture, élevage, activité agricole, champs, exploitations agricoles, fauche, élagage, pratiques agricoles, pâturage, à la ferme
URBANISATION@	275	urbanisation, urbanisme, périurbanisation, étalement urbain, consommation d'espace, développement urbain, densification
COHESION-SOCIALE@	444	ensemble, solidarité, en commun, lien social, cohésion sociale, mieux vivre ensemble, action sociale, cohésion, intégration sociale
ECONOMIE@	272	économie, activités économiques, emplois, marchés, commercialisation, vente directe, tissu économique
MILIEUX-FORESTIERS@	484	forêt, boisements, bois, forêts domaniales, massifs forestiers
LA-MINE@	256	bassin minier, sites miniers, cités minières, mine, fosse, chevalements

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Comme l'indique l'annexe n°5.4, la PROTECTION-DE-LA-NATURE@ est le troisième être-fictif du corpus (989 occurrences). Le tableau n°5.15 indique que ce dernier est principalement constitué d'expressions telles que « *restauration* », « *préservation* », « *protection* », « *entretien* », « *conservation* », « *réhabilitation* »... Afin de mieux comprendre en quoi ces êtres-fictifs sont représentatifs des domaines d'intervention mentionnés, intéressons-nous aux environnements dans lesquels ils sont plongés. Le tableau n°5.15 ci-dessous présente les principales qualités qui leurs sont attribuées, ainsi que certaines entités de leurs réseaux.

Tableau n°5.15 : Les êtres-fictifs représentatifs des orientations stratégiques du PNRSE, leurs qualités et leurs réseaux

Etres-fictifs	Liens qualités	Entités du réseau global	Entités du réseau spécifique
PROTECTION-DE-LA-NATURE@	écologique, juridique, règlementaire	PATRIMOINE@, MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@, SITES@, PAYSAGE@	SAULE-TETARD@, RESERVES-NATURELLES@, NATURA-2000@
MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@	principaux, majeurs, naturels	PROTECTION-DE-LA-NATURE@, EAU@, PRAIRIES@, QUALITE@	SAULE-TETARD@, ZONES-PROTEGEES@, POLLUTION@
TOURISME-ACCEUIL@	durable, guidées, original, labellisés, ruraux, de qualité	PAYSAGE@, PRODUITS-SERVICES-SAVOIRS-FAIRE@, EDUCATION-A-L-ENVIRONNEMENT@	ECO-TOURISME@, VILLAGE@, TERRILS@
AGRICULTURE@	biologique, viable, respectueuse, de qualité	PRAIRIES@, PAYSAGE@, MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@, ECONOMIE@	ECO-AGRICULTURE@, EXPLOITATIONS@, ESPACE-RURAL@
URBANISATION@	traditionnelles, durable, linéaire, de qualité	TERIITOIRES@, PAYSAGE@, TRANSPORTS@, LES-COMMUNES@	MILIEUX-AGRAIRES@, ESPACE-RURAL@, IDENTITE@
COHESION-SOCIALE@	territoriale, urbain/rural, de proximité	TERRITOIRE@, HABITANTS@, VILLE@, CAMPAGNE@	INEGALITES@, LOGEMENT@, générations
ECONOMIE@	rurale, dynamique, locale, solidaire, de proximité	PRODUITS-SERVICES-SAVOIRS-FAIRE@, AGRICULTURE@, TOURISME-ACCUEIL@, COMMERCES-	ECO-AGRICULTURE@, IDENTITE@, CONSOMMATION@

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

		INDUSTRIE-ARTISANAT@	
MILIEUX-FORESTIERS@	mono-spécifiques, privés, publique, diversifiés	MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@, PAYSAGE@, INSTITUTIONS-FOREST(…)@, TOURISME-ACCUEIL@	Marchiennes, Raismes-Saint-Amand-Wallers, MILIEUX-AGRAIRES@
LA-MINE@	exceptionnelle, reconvertis, classé	PATRIMOINE@, PROTECTION-DE-LA-NATURE@, PAYSAGE@	TERRILS@, IDENTITE@, Nord-Pas-de-Calais

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Ce tableau s'avère particulièrement riche compte tenu du nombre d'êtres-fictifs considérés. Contentons-nous de quelques remarques transversales. Tout d'abord, la PROTECTION-DE-LA-NATURE@ affiche de forts liens avec les MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@, ainsi qu'avec le PATRIMOINE@ et le PAYSAGE@. Il s'agit d'une caractéristique particulièrement importante, sur laquelle nous serons amenés à revenir dans la section suivante. Mais le TOURISME-ACCUEIL@, l'AGRICULTURE@, l'URBANISATION@ et les MILIEUX-FORESTIERS@ sont aussi liés au PAYSAGE@. Ensuite, il est aussi intéressant de remarquer que TOURISME-ACCUEIL@, AGRICULTURE@ et URBANISATION@ sont souvent affublés de qualités écologiques telles que « *durable* », « *labellisées* », « *de qualité* », « *biologique* », ou encore « *respectueuse* ». Enfin, l'ECONOMIE@ dont il est question s'avère liée à l'AGRICULTURE@, au TOURISME-ACCUEIL@ et elle est qualifiée de « *rurale* », « *locale* », « *solidaire* », « *de proximité* » etc.

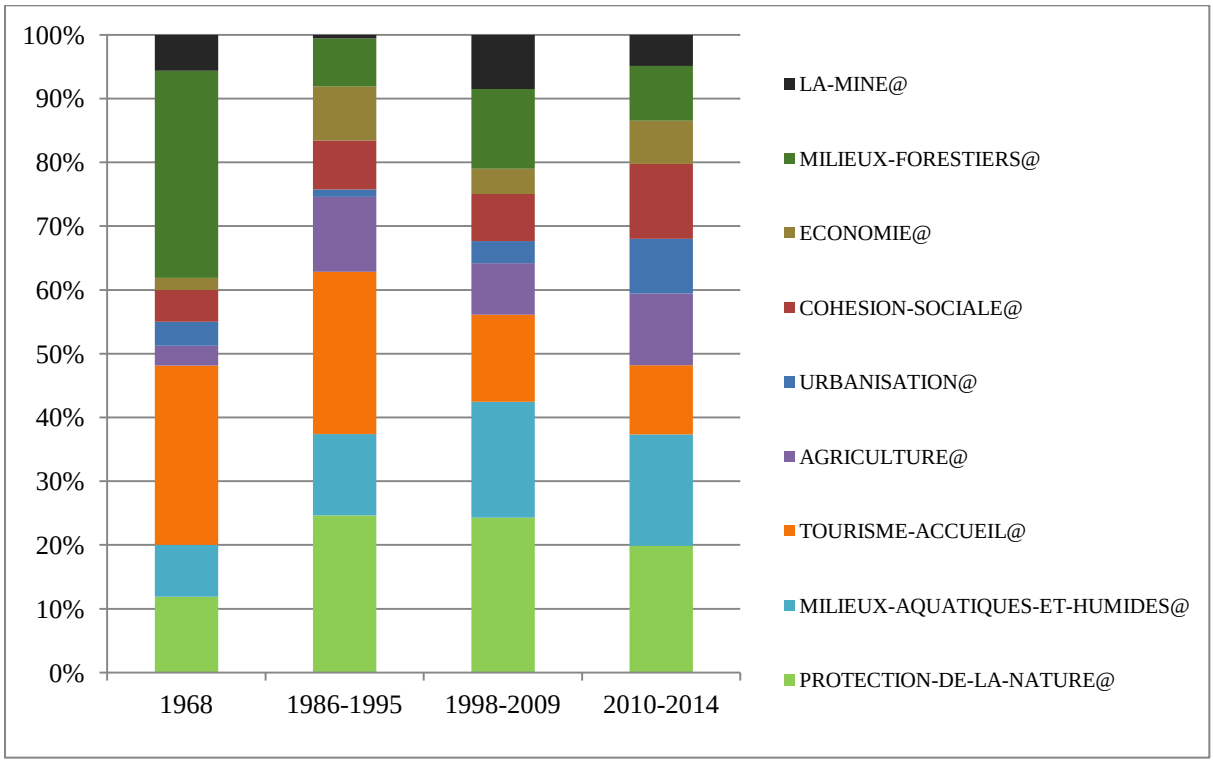
Le graphique n°5.4 ci-dessous, permets quant à lui de nous éclairer sur l'évolution historique de ces êtres-fictifs dans le corpus[168]. Ce graphique s'avère complémentaire par rapport au tableau précédent puisqu'alors que le premier nous montre comment ces différents êtres-fictifs sont liés entre eux, le graphique ci-dessous présente la contribution de chacun d'entre eux à l'activité globale du PNRSE. Autrement dit, le graphique montre comment, à partir d'une organisation de base (celle de 1968), le parc a progressivement été amené à diversifier son activité et à intervenir dans de nombreux domaines.

[168] Pour l'obtenir, nous avons suivi la même méthode que précédemment.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Graphique n°5.4 : L'évolution historique des orientations stratégiques du PNRSE



Source : graphique construit par l'auteure

Le graphique n°5.4 illustre, à partir d'une lecture différente du corpus (c'est-à-dire à partir de l'analyse du déploiement d'un autre être-fictif) un élément déjà souligné lorsque nous avions, dans la section précédente, opté pour une entrée par les acteurs. En effet, le graphique montre que l'activité du parc était assez fortement orientée vers le tourisme au moment de sa création en 1968 et, plus spécifiquement, vers un tourisme organisé autour de la forêt. Par contraste, la répartition entre les neuf êtres-fictifs considérés s'avère beaucoup plus équilibrée en 2010. Ainsi, les premières phrases de la charte de 1968 sont les suivantes :

> « *La région du Nord se doit d'assurer à ses nombreux habitants des espaces de loisirs et de plein air dont ils puissent profiter tout au long de l'année* (…). *On doit favoriser l'aménagement d'espaces naturels proches du lieu de travail et du domicile et ainsi intégrés aux aires métropolitaines* (…). *Le potentiel touristique du Nord est loin d'être négligeable mais il n'est pas encore totalement mis en valeur* » (PNRSE, 1968, p.3).

C'est donc sur la vocation touristique et culturelle, qui est à l'origine de la création du PNRSE, qu'insiste la charte de 1968. Celle-ci révèle que la création du parc s'est d'abord traduite par la mise en œuvre de travaux visant à ouvrir les espaces forestiers domaniaux au public (assainissement et démoustication, transformation des plans d'eau issus des affaissements miniers en réserves naturelles, comme c'est le cas de la Mare à Goriaux, ou en base de loisirs, dans le cas de l'étang d'Amaury). Les équipements prévus sont donc essentiellement de deux types : scientifique et culturels, d'une part (réserves, musées…) et sportifs et de loisirs, d'autre part (terrains de sport, étang d'Amaury, Luron…). Les outils évoqués incluent déjà des mesures de protection basées sur la mise en place de plans d'occupation des sols (notamment autour des espaces boisés domaniaux) et sur le tracé des

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

périmètres sensibles, sur lesquels la construction et l'aménagement sont encadrés. La charte souligne aussi l'importance des conventions et des partenariats avec l'ONF, ainsi qu'avec ce qui deviendra par la suite le Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique des Vallées de la Scarpe et du Bas Escaut (SMAHVSBE), ce qui révèle l'importance de la forêt domaniale et de la gestion de l'eau.

Le PNRSE est qualifié de « *parc à caractère social* » (PNRSE, 1968, p.31) dont le but est « *d'ouvrir des espaces verts au public »* (ibid.). Sa vocation sociale et culturelle s'avère tout à fait explicite puisque la charte de 1968 indique que « *tirant parti du cadre forestier pour prolonger l'action culturelle urbaine et la disponibilité d'esprit des visiteurs, l'on peut être assuré de remplir la vocation culturelle primordiale justifiant en grande partie la création du parc* » (p.24). La charte de 2010 fait également référence à une « *vocation de tourisme social de proximité et d'accueil des publics urbains ainsi qu'*[à] *une fonction de grand équipement naturel des métropoles d'équilibre* » (PNRSE, 2010a, p.8), lorsqu'elle évoque la création du parc en 1968.

Dans le même temps, si la complexité de l'affaire et l'interdépendance des problématiques de conservation et de développement ne sont pas encore au cœur du projet en 1968, ces éléments sont déjà bien identifiés. En effet, le faible taux de boisement régional est mis en rapport avec le fort taux d'urbanisation et la « *maitrise des constructions en milieu rural* » (PNRSE, 1968, p.4) apparait déjà comme nécessaire afin de protéger l'espace rural et son paysage, car « *un semis lâche de zones bâties défigurerait les campagnes* » (ibid). De même, les enjeux agricoles et de développement économique local sont pensés en interdépendance : la région doit « *maintenir ses activités agricoles et forestières* » (ibid), car le « *capital foncier* » (ibid) permet de « *contribuer à l'alimentation du pays et de lui fournir du bois et des ressources ligneuses* » (ibid.). Finalement, l'obligation de tenir ensemble les objectifs de conservation et de développement est déjà bien comprise dès 1968 :

> « *Sauver ces vestiges naturels, les entretenir, en faciliter l'usage, les enrichir d'équipements adaptés à leur conservation et à leur respect, développer la connaissance de la vie forestière et rurale, c'est également servir les populations locales, leur fournir des centres d'intérêt et contribuer à maintenir les espaces agricoles productifs* » (PNRSE, 1968, p.4).

Dès 1986, si la place du tourisme reste importante, les préoccupations en faveur de la protection de la nature et de la gestion de l'eau, mais aussi autour de l'agriculture et du développement économique progressent. En effet, la charte de 1986 devient organisée autour de quatre grands axes et ceux-ci resteront structurants par la suite. Premièrement, la « *mise en valeur* » (PNRSE, 1986, p.23) du patrimoine naturel et culturel. En effet, la charte de 1986 indique que la « *préservation du patrimoine naturel est une préoccupation majeure du parc* » (ibid.). Celle-ci passe, d'une part, par une politique de protection des « *sites exceptionnels* » (ibid.), à partir desquels il s'agit d'approfondir la connaissance scientifique des milieux naturels et où il convient d'organiser l'accueil du public. D'autre part, l'action de « *préservation* » vise également les autres espaces naturels et, concernant ces derniers, le bilan d'activités 1986-1995 souligne qu'il s'agit d'améliorer la gestion de la qualité et de la quantité de l'eau (via le développement de l'outil SAGE notamment et une action en faveur du maintien des prairies humides). Le graphique n°5.4 traduit bien cette importance qu'à prise la protection de la nature à partir de 1986. Au travers de la notion de « *patrimoine* », la

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

protection de la nature est articulée à celle du bâti et aux éléments qui forgent l'identité locale : la charte de 1986 indique que l'action en faveur du « *patrimoine culturel* » (PNRSE, 1986, p.28) vise quant à elle les « *monuments historiques* » (ibid.), les « *traditions populaires* » (ibid.), le « *patrimoine bâti et architectural* » (p.29), mais aussi la « *mémoire collective* » (p.30) concernant le « *savoir-faire* » en matière « *scientifique, technique et industrielle* » (ibid.).

Le deuxième axe de la charte vise le « *développement économique et social* » (PNRSE, 1986, p.32), via le maintien d'un « *dynamisme rural* » (ibid.) : il s'agit de favoriser la « *diversification des productions* » (p.33) agricoles et « *l'agriculture biologique* » (ibid.) en vue d'améliorer la « *qualité des paysages* » (ibid.). A ce titre, le bilan d'activités 1986-1995 indique que :

> « *Conforter l'activité agricole demeure une priorité absolue dans la gestion du parc qui doit se poser* (…) *comme le garant d'une agriculture viable en Plaine de la Scarpe et de l'Escaut. Cette priorité s'exprime depuis le renouvellement de la charte par l'ouverture du Parc sur la profession agricole* (…) (PNRSE, 1995, p.21).

Ainsi, l'implication du parc en matière agricole et notamment autour du maintien des prairies humides, devient l'un des piliers fondamentaux de sa politique de conciliation entre conservation et développement économique. En effet, comme l'indique le bilan d'activités 1986-1995 :

> « *Depuis 1992, le parc a redéfini ses objectifs et veille dans ses actions de soutien de l'activité rurale à promouvoir des pratiques agricoles plus respectueuses des équilibres naturels, sachant concilier rentabilité économique, qualité des produits, et neutralité certaine en termes d'impacts sur l'environnement. Un des enjeux consiste à maintenir les prairies humides dans un système agricole viable »* (PNRSE, 1995, p.22).

La montée des préoccupations en matière agricole, amorcée depuis le début des années 1990, est particulièrement caractéristique de la manière dont travaille le PNRSE et de l'interdépendance des problématiques de conservation et de maintien d'une activité économique : à partir de l'identification de l'importance pour la biodiversité locale du maintien des prairies humides, le parc cherche à se rapprocher de la profession agricole afin de maintenir une agriculture « *viable* » (à la fois pour le territoire et en termes économiques pour les agriculteurs). Le maintien des activités d'élevage apparait alors comme un élément particulièrement intéressant et le parc est progressivement amené à travailler sur l'ensemble de la filière, des processus de production aux débouchés : valorisation des races bovines locales, transformation des produits issus de l'agriculture biologique, mise en réseau des producteurs, information et communication sur les points de vente à la ferme… etc. C'est ce que montre la progression simultanée de l'AGRICULTURE@ et de l'ECONOMIE@ dans le graphique n°5.4, entre 1968 et 1986.

La charte de 1986 mentionne également d'autres « *activités économiques traditionnelles* » (PNRSE, 1986, p.35) et souligne les problèmes concernant l'habitat et le logement en milieu rural, l'objectif étant de maintenir un tissu de commerces de proximité afin d'insuffler une dynamique démographique plus favorable à l'espace rural. C'est ce que traduisent les préoccupations relatives à la promotion d'un « *cadre de vie* » de qualité, également mentionnées dans le bilan d'activités 1986-1995.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Troisièmement, le tourisme reste bien une dimension importante de la charte de 1986 et cette activité « *d'accueil et de promotion des produits régionaux* » (PNRSE, 1986, p.39) reste fortement articulée avec un certain nombre de préoccupations sociales et culturelles : « *la dimension sociale implique la promotion d'un tourisme de rencontre, le souci d'offrir aux moins fortunés un délassement nécessaire tout en développant leurs centres d'intérêt* » (ibid.). Quatrièmement, la nécessité d'engager des actions d'information, de communication et de formation est aussi évoquée, bien que celle-ci reste alors peu développée.

Le graphique n°5.4 montre qu'à partir de 1998, le tourisme et l'accueil du public occupent une moindre place dans les orientations stratégiques du PNRSE, contrairement aux problématiques liées à l'eau et à sa gestion. Les préoccupations en matière agricole et minière apparaissent également importantes et sont de plus en plus pensées en interdépendance avec les problématiques liées à l'eau et la protection de la nature. Les évolutions des orientations stratégiques du parc sur la période doivent aussi être mises en lien avec l'évolution du cadre législatif et notamment l'adoption de la loi sur l'Eau de 1992 et de la loi Paysage de 1993. En effet, la charte de 1998 indique que si les principales orientations de 1986 restent au centre du projet (patrimoine naturel, tourisme et accueil, développement économique et social et éducation à l'environnement) :

> « *De nouvelles thématiques sont venues enrichir, transformer certaines politiques. Une plus grande connaissance du territoire, l'apparition de nouveaux textes juridiques ont incité à de nouvelles prises en compte et priorités (paysage, eau, agri-environnement...). Parallèlement, faute de moyens financiers et humains en progression, il a fallu abandonner certaines actions jugées moins prioritaires (développement culturel, habitat...) et transformer les compétences au sein de l'équipe pour prendre en charge de nouveaux champs d'intervention* » (PNRSE, 1998, p.15).

Concernant la problématique touristique, la vocation d'accueil reste première (il s'agit de la vocation 1 de la charte de 1998) et cette dernière rappelle la « *fonction de poumon vert périurbain* » (p.43) du PNRSE. Néanmoins, c'est sur la nécessité de mieux gérer cet accueil afin d'éviter les dégradations de certains sites liées à la sur-fréquentation qu'insiste la charte : « *le tourisme de proximité transforme l'espace naturel en lieu de loisirs en faisant oublier parfois que la nature a ses propres lois et qu'elle n'est pas un produit de grande consommation courante ou une ressource inépuisable* » (PNRSE, 1998, p.127).

En matière de conservation, les enjeux liés au paysage et à la gestion de l'eau deviennent donc de plus en plus importants. En effet, la charte de 1998 indique que la loi Paysage de 1993 a élargi la compétence des parcs en matière d'aménagement du territoire[169] et a doté ces derniers de nouveaux outils juridiques afin d'améliorer les capacités d'actions en faveur du paysage. Ainsi, à partir de 1998 « *le projet pour le territoire que constitue la charte est un projet de paysage* » (PNRSE, 1998, p.61), qui vise à la fois les espaces agricoles (paysage de plaine pâturée ponctuée d'arbres et limitation des peupleraies), les espaces forestiers (travail avec l'ONF sur les lisières et les perméabilités visuelles), mais le PNRSE intervient aussi sur un « *terrain nouveau* » (ibid.) : celui des espaces urbanisés (renforcement

[169] Ce qui s'avère sans doute assez peu visible sur le graphique n°5.4, puisque ce dernier représente l'évolution de l'être-fictif URBANISATION@, que nous avons distingué de l'être-fictif AMENAGEMENTS@. Nous n'avons pas représenté ce dernier par souci de synthèse et afin de simplifier le graphique. Néanmoins, ceci ne nous empêche pas de rendre compte de cette évolution dans notre analyse.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des interventions liées à l'élaboration des POS, écologie urbaine, nature en ville…). Toutefois, le bilan d'activités 1986-1995 (qui prépare la révision de la charte de 1998) indique que les actions et les réflexions engagées sur le paysage dans le PNRSE datent du début des années 1990 et qu'elles ne sont pas seulement issues de l'évolution législative car elles correspondent bien à des enjeux de terrain « *alors même qu'aucun texte ne prévoyait de dispositions particulières* » (PNRSE, 1995, p.13) en la matière : « *la rurbanisation croissante et la transformation des paysages agricoles avec la disparition des prairies permanentes créaient une atteinte préjudiciable au maintien des paysages ruraux dont la spécificité et la qualité avaient permis le renouvellement de la charte en 1986* » (ibid.).

Surtout, en lien avec l'évolution législative, le PNRSE développe à partir de 1998 une spatialisation beaucoup plus fine de ses objectifs stratégiques en mobilisant des outils d'évaluation géographiques plus précis[170] et en définissant plusieurs entités paysagères sur le territoire du parc : la Campagne Habitée au nord, le Cœur de Nature au centre et l'Arc Minier en mutation plus au sud. C'est cette référence aux enjeux spécifiques de l'Arc Minier, mais aussi le fait que l'activité minière soit, à partir de 1998, définitivement arrêtée sur le territoire, qui explique le retour des préoccupations en matière minière, visible sur le graphique n°5.4. La charte de 1998 souligne que « *le désengagement des Houillères et le transfert aux communes des propriétés minières rendent nécessaire une intervention massive sur le patrimoine minier* » (PNRSE, 1998, p.115) et que le parc doit faire face à de « *grands enjeux de reconversion économique et sociale* » (ibid.) en la matière.

Comme l'indique également le graphique n°5.4 l'implication du parc en matière agricole reste importante et cette problématique s'insère au croisement des politiques paysagères et de gestion de l'eau, en 1998. En effet, la charte indique que :

> « *Depuis 1994, le Parc renforce son dispositif "Agriculture-Environnement" en faveur du maintien des prairies et du développement des activités d'élevage dans une stratégie s'appuyant sur trois axes : restauration du couvert végétal et du potentiel agronomique des prairies ; maintien de leur qualité paysagère ; valorisation économique par le développement de filières animales* » (PNRSE, 1998, p.103).

L'une des mesures fortes de la charte de 1998 vise à étendre les actions menées au titre des mesures agri-environnementales de la PAC : si le dispositif mis en place a permis le maintien de 1000 hectares de prairies humides au cours de la période précédente, l'ambition est d'en maintenir 3000 sur la période à venir. En la matière, les ambitions du parc montrent une certaine humilité et pointent les problèmes liés à l'existence de contradictions entre les politiques publiques :

> « *À chaque niveau territorial et au sein même des structures, les contradictions existent. Telle politique aide financièrement les agriculteurs à maintenir des herbages et des éléments paysagers marquants et structurants, mais aussi promeut la culture du maïs. D'autres politiques facilitent le drainage et les boisements mono-spécifiques. Celles-ci doivent être corrigées pour éviter que des crédits publics ne contribuent à défaire ce que d'autres essaient péniblement de construire. Prochaines PAC ou loi*

[170] Et notamment l'outil SIGALE® Nord-pas de Calais : Systèmes d'Information Géographique et d'Analyse de l'Environnement, développé par le Conseil Régional et dont la marque a été déposée en 1994.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'orientation agricole auront davantage d'impacts sur l'évolution de l'espace agricole que le contenu développé sur ces thèmes dans la charte » (PNRSE, 1998, p.59).

Nous retrouvons ici ce que nous a rapporté Jean-Luc Beghin sur la « *grande époque des MAE* », mais aussi sur la dépendance de l'efficacité des actions menées par le parc vis-à-vis des politiques et des outils européens et nationaux (voir section précédente).

Plus largement, la présence de l'eau est réaffirmée comme étant au cœur de l'identité du parc. En effet, la charte de 1998 indique que : « *Zone humide reconnue d'importance nationale, le territoire du Parc est une vaste plaine alluviale humide riche en milieux naturels inféodés à l'eau et de grand intérêt écologique (tourbières, marais, prairies humides, forêts alluviales...)* (p.56). L'eau étant une « *composante essentielle du territoire* » (p.66) subissant des pressions « *immenses et anciennes* » (p.69), le parc entend « *conduire une gestion intégrée et partenariale de l'eau* » (p.66) (passant notamment par la mise en place d'un SAGE et d'une Commission Locale de l'Eau), visant à améliorer sa qualité ainsi qu'à mieux gérer les niveaux d'eaux.

Entre 1998 et 2010, les grandes orientations stratégiques se stabilisent et ne présentent qu'assez peu de différences de fond. L'un des éléments les plus caractéristiques de la charte de 2010 et que nous avons déjà souligné est le caractère structurant de l'échelle transfrontalière pour l'ensemble des orientations et des mesures de la charte, ces dernières étant spatialisées dans un plan de parc établi à l'échelle du parc transfrontalier du Hainaut.

En matière de protection de la nature, la charte de 2010 affiche trois grandes orientations : mettre en place la Trame Verte et Bleue, c'est-à-dire favoriser les réseaux et les continuités écologiques, ce qui devient une nouvelle « *stratégie de préservation du patrimoine naturel* » (PNRSE, 2010a, p.60) ; s'appuyer sur les acquis de la charte précédente en matière de gestion « *concertée* » (PNRSE, 2010a, p.68) et « *partenariale* » (ibid.) de l'eau afin de l'étendre à l'échelle transfrontalière ; et « *préserver et valoriser le paysage* » (PNRSE, 2010a, p.74), sachant que cette dernière orientation est affublée d'un degré de priorité plus élevé que les deux autres[171]. Celle-ci passe notamment par des opérations de sensibilisation sur les éléments « *emblématiques du territoire, mais aussi des paysages plus ordinaires, souvent méconnus et composant le cadre de vie de chacun : le lotissement où j'habite, la route que j'emprunte, le paysage d' "à côté de chez moi"…* » (ibid.).

La lutte contre la banalisation du paysage reste donc un objectif important de la charte en matière de conservation. Ce dernier affiche de fortes complémentarités avec les orientations en matière de développement économique, toutes dotées d'un degré de priorité élevé. Il s'agit de « *préserver un tissu économique dynamique, notamment en matière agricole* » (PNRSE, 2010a, p.82), de « *développer les activités valorisant l'identité et les ressources locales du territoire* » (p.86) et d' « *encourager le développement de pratiques respectueuses de l'environnement* » (p.90). La centralité et l'interdépendance des problématiques paysagères, agricoles, touristiques et de développement économique sont réaffirmées : la « *valorisation économique des paysages* » (p.87) (prairies, arbres têtards, variétés et races locales…) « *contribue à générer des retombées économiques pour le*

[171] En effet, l'une des caractéristiques de la charte de 2010 est que cette dernière indique différents niveaux de priorité pour chacune de ses 13 orientations. La charte est organisée en 4 grandes vocations, chacune contenant 3 à 4 orientations principales, chacune de ces dernières étant elles-mêmes divisées en 2 à 5 mesures. La charte inclut ainsi 46 mesures.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

territoire. Cela favorise l'entretien du paysage et la préservation d'un patrimoine vivant » (ibid.).

La charte de 2010 indique que si les « *tourbières, terrils, pelouses métallicoles et forêts présentent globalement un état de conservation satisfaisant* (…) *le risque d'érosion de la biodiversité de certains milieux reste un enjeu fort* » (PNRSE, 2010a, p.57) car, surtout en dehors des zones disposant d'un statut de protection, le « *territoire naturel et agricole* » (ibid.) du parc « *subit des pressions fortes exercées sur le foncier agricole, notamment les prairies* » (ibid.).

Ainsi, deux des éléments, sensibles sur le graphique n°5.4, qui différencient la nouvelle charte des précédentes, est l'importance que prennent les problématiques de l'urbanisation et de la cohésion sociale. En effet, la charte de 2010 qualifie « *l'espace* » de « *ressource naturelle non renouvelable* » (PNRSE, 2010a, p.44) et de « *bien collectif précieux à ne pas gaspiller* » (ibid.). Elle indique que le phénomène de « *périurbanisation* » (p.42) engendre des « *pressions urbaines* » (ibid.) ayant tendance à s'intensifier sur le territoire, au détriment des « *espaces agricoles et naturels* » (p.44) qui, pourtant « *façonnent l'identité rurale du Parc et remplissent de nombreuses fonctions productives, environnementales, récréatives* » (ibid.). Autrement dit, si l'importance de l'agriculture pour la conservation était déjà bien identifiée par le passé (ou, plus précisément du maintien d'une activité agricole permettant d'entretenir les paysages et les prairies humides, accompagnée vers le développement de pratiques plus respectueuses de l'environnement), l'expansion de l'urbanisation ainsi que les mauvaises décisions en matière d'aménagement sont désormais clairement identifiées comme faisant partie du problème :

> « *L'agriculture subit par endroits les effets d'une urbanisation mal maîtrisée, à l'origine de nombreux problèmes fragilisant certaines exploitations (défiguration du parcellaire, désorganisation du travail, problèmes de voisinage...). Certaines prairies situées le long des cours d'eau et désormais construites ne peuvent plus assurer leur rôle de zones d'expansion de crue, augmentant le risque d'inondation en aval* » (PNRSE, 2010a, p.44).

Plus généralement, la charte indique que :

> « *Dans la région Nord-Pas-de-Calais, la superposition souvent importante des enjeux urbains avec les enjeux de protection des milieux naturels, de préservation des paysages et de maintien de l'activité agricole, apparaît comme un élément structurant des futures politiques d'aménagement. Il convient de trouver de nouveaux moyens pour freiner les processus d'étalement urbain et leurs conséquences : morcellement progressif des espaces agricoles, impacts environnementaux, coût élevé des équipements publics engendrés, congestion des axes routiers et ségrégation sociale et spatiale* » (PNRSE, 2010a, p.31).

C'est pourquoi l'une des mesures les plus fortes de la charte de 2010 a été de fixer un objectif chiffré, visant à ne pas dépasser un certain taux d'artificialisation du territoire à l'horizon 2022. Ce taux a été fixé sur la base d'une évaluation du rythme annuel moyen « *d'accroissement des zones urbaines aux dépens des espaces agricoles et naturels* » (PNRSE, 2010a, p.46) sur la période 1998-2003. Ainsi, la charte de 2010 indique que :

> « *Le Syndicat Mixte du Parc Scarpe-Escaut et les sept EPCI membres du territoire du Parc se sont accordés, à la date du 15 septembre 2008, pour fixer*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'objectif de 0,3% d'artificialisation moyenne annuelle des zones urbaines comme "taux de référence" durant la mise en œuvre de la charte » (ibid.).

Il s'agit d'un engagement fort, car le reclassement du territoire en PNR lors de la période suivante s'effectuera sur la capacité des signataires à tenir les objectifs fixés par la charte. Au-delà de cet objectif précis, l'accent mis sur les problématiques liées à l'urbanisation et à l'aménagement du territoire a aussi permis de réintégrer dans la charte un certain nombre de préoccupations en matière de cohésion sociale et territoriale, autour de l'habitat et du logement notamment, qui étaient passées au second plan en 1998. La charte entend ainsi « *favoriser un "mieux-vivre" ensemble et réduire les clivages sociaux entre sous-territoires du parc* » (PNRSE, 2010a, p.52) et « *développer la coopération et la solidarité territoriale* » (p.56).

Comme nous l'a indiqué Christophe Tesnière (voir section précédente), c'est à une « *modification radicale de vision* » (PNRSE, 2010a, p.44) qui « *implique de changer de modèle d'urbanisation* » (ibid.) qu'en appelle la charte de 2010, car ce dernier « *produit des effets négatifs sur les sites et les paysages* (…), *favorise le développement d'une mobilité énergivore, émettrice de gaz à effet de serre* [et génère] *certaines formes de ségrégation spatiale, de conflits par rapport à l'usage du sol…* » (ibid.). La dernière vocation de la charte insiste quant à elle sur la nécessité d'insuffler une dynamique de mobilisation « *collective* » (p.94), via le développement des activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement : « *la réussite du projet de développement durable incarné par la charte du Parc repose nécessairement sur une forte adhésion des habitants et des acteurs du territoire* » (ibid.).

Au travers de cette analyse de l'évolution historique des orientations stratégiques du PNRSE, nous avons pu mettre en évidence l'existence de fortes complémentarités entre les actions en faveur de la protection de la nature ou de la conservation et celles qui s'articulent autour du développement économique et social du territoire (comme le tourisme, l'agriculture et l'urbanisation et l'aménagement du territoire). Penchons-nous à présent sur ce que nous ont rapporté les personnes interrogées, concernant la conciliation des enjeux de conservation et de développement.

2.2.3 La mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement

Si nous avons été amenés à poser la question en ces termes dans les entretiens que nous avons réalisés, c'est parce que nous sommes partis du constat selon lequel le Code de l'environnement indique que les PNR doivent œuvrer à la protection d'un « *patrimoine naturel sensible* » et au « *développement économique et social* » du territoire. Il nous a dès lors semblé essentiel de demander à nos interlocuteurs comment est-il possible de faire les deux en même temps et dans quelle mesure ceci ne s'avère pas contradictoire. Si nous avons déjà largement abordé ces éléments et sans doute déjà compris qu'en réalité, sur un territoire habité, il s'avère impossible de ne pas penser ces deux éléments de concert (ce qui constitue précisément tout l'intérêt des PNR), la citation suivante de Luc Coppin, nous semble particulièrement révélatrice de ce que nous avons appris au cours de notre enquête et de ce dont nous avons essayé de rendre compte dans la section précédente, en étudiant les grands domaines d'intervention du PNRSE et l'évolution de ses orientations stratégiques :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *Je pense que l'opposition développement-protection est quelque chose de complètement surfait. Mais c'est une opinion personnelle. Deuxièmement, ce n'est pas le parc qui décide de l'économie locale, ce sont d'autres acteurs. Tout ce que peut faire le parc est d'essayer, non pas de conserver, mais de maintenir, des formes d'exploitation, enfin de fonctionnement, qui sont des formes douces* » (Entretien avec Luc Coppin, p.10-11).

Ainsi, les personnes que nous avons interrogées nous ont indiqué qu'en effet, selon les acteurs auxquels le PNRSE fait face pour construire un projet sur le territoire, le parc peut être critiqué pour être soit trop au service de la protection de l'environnement, soit trop au service du développement local, mais que son objectif principal est de garder en la matière un positionnement « *équilibré* ». Selon Michel Marchyllie par exemple :

« *Oui, c'est vrai que normalement notre action est de contribuer au développement économique et social en respectant l'environnement. Donc effectivement, les parcs sont normalement dans l'action de développement économique et social, articulée. Certes nous avons une mission de préserver les patrimoines, mais nous avons tout de même cette mission de développement que nous revendiquons aussi. Il est vrai qu'il est parfois difficile d'articuler les deux* (…). *Il est vrai que nous sommes perçus en tant que parc, parce que nous nous appelons "parc naturel régional" contre le progrès économique. Cette perception est présente, même si nous répétons régulièrement que ce n'est pas le cas et qu'au contraire, nous sommes là pour articuler les choses, pour travailler dans la qualité* (…). *Nous sommes parfois perçus par certains extrémistes comme des "empêcheurs de tourner en rond", des "Khmers verts"* (…). *Mais nous retrouvons cela parce que nous sommes les seuls à avoir des missions qui concernent le patrimoine, l'environnement etc.* (…). *Nous sommes souvent perçus comme cela parce que nous sommes les seuls à porter ces sujets et à l'assumer* (…). *C'est fluctuant l'inverse est vrai aussi. Nous entendons souvent que le parc n'est pas fait pour être écolo, qu'il s'agit d'une aide et d'un conseil* (…). *Les mêmes personnes peuvent avoir deux discours !* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.19-20).

Christophe Tesnière précise que :

« *Cela dépend des interlocuteurs et de l'image que la structure parc renvoie à ces interlocuteurs. Tous les cas de figure sont réels : nous pouvons être considérés comme des "écolos", au sens péjoratif, ou bien comme des inconscients qui suivent le mouvement de la périurbanisation, par exemple, au travers d'opérations très pratiques. La tendance générale est qu'en local nous sommes plus considérés comme des "écolos", alors que plus l'on remonte aux échelles régionales et nationales et plus nous sommes considérés comme trop proches du terrain et des besoins exprimés localement. Ce sont en quelque sorte les deux extrêmes qui se renvoient la balle et nous sommes les intermédiaires* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.3).

Jean-Luc Beghin indique quant à lui que :

« *De mon point de vue, le parc fait ce qu'il peut pour trouver des points d'équilibre. Qui soient les meilleurs ou les moins mauvais possible* (…). *On peut nous dire que nous ne protégeons pas assez, ou au contraire que nous sommes des "empêcheurs de bétonner en rond". Nous pouvons être traités d'écolos le lundi et de*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

suppôts du grand capital le mardi. Nous avons l'habitude ! » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.16).

Gérald Duhayon précise que ce positionnement équilibré est au cœur du rôle que joue le parc, d'un point de vue institutionnel :

« *Je considère que c'est ce qui différencie les projets d'un parc et d'une association environnementale : nous nous devons d'avoir un positionnement équilibré et non pas "extrémiste" ou "jusqu'au-boutiste". Nous devons toujours intégrer dans nos pratiques et projets les acteurs du territoire et le fait que ce dernier doit continuer à vivre. Nous ne pouvons ni en faire une réserve d'Indiens ni un désert écologique. Nous sommes toujours dans cette approche mesurée. Donc effectivement certains pourraient nous reprocher de ne pas faire assez de protection de l'environnement et d'autres pas assez de développement économique. C'est logique, puisque nous essayons d'avoir une vision mesurée, partagée et de garder le curseur au milieu* (…). *Cela peut être frustrant, mais cela fait partie de notre travail que de gérer cela. Ce sont des discours que l'on entend très régulièrement mais venant peut-être de personnes qui ne savent pas bien ce que l'on fait* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.10-11).

Et Isabelle Matykowski précise que le garant de cet équilibre est la charte du parc et qu'il s'agit, d'ailleurs, de la seule manière possible de faire une charte qui soit efficace :

« *Une charte c'est un équilibre, on pourrait faire une charte hyper ambitieuse, intellectuellement très satisfaisante, mais si elle n'est pas approuvée par les élus et les acteurs du territoire, ce n'est pas la peine. Cela devient un beau document, mais qui peut-être rangé dans un tiroir. C'est un équilibre à trouver. Et dans toutes les actions qui sont menées on est toujours sur des logiques d'équilibre… c'est d'ailleurs le principe d'un écosystème… Après certains peuvent dire que ce n'est pas très ambitieux… mais l'intérêt est de toujours de se reposer la question de cet équilibre. Par exemple, dans le cas de l'agriculture, c'est un jeu qui m'a beaucoup amusé : mettre autour de la table, dans une même réunion, différentes conceptions de l'agriculture et de l'économie agricole. C'est aussi comme cela que, par la confrontation et la discussion, qu'on fait petit à petit évoluer les choses* (…). *Mais dans tous les sujets on est dans des conflits d'enjeux et c'est une histoire d'équilibre* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.4-5).

Les personnes que nous avons interrogées ont souvent fait référence à un certain nombre d'exemples très concrets afin d'illustrer comment se traduit se positionnement équilibré du parc, ou comment les enjeux de conservation et de développement peuvent être articulés sur le territoire. Jean-Luc Beghin a par exemple mentionné comment s'est déroulée l'implantation de l'entreprise Alstom sur le territoire du parc :

« *Un exemple d'un pépin qui peut arriver : lorsque j'étais encore directeur du parc, à 18h30 dans mon bureau le téléphone sonne. C'est le sous-préfet qui me dit "Bonjour, comment allez-vous, vous êtes au bureau ?" Je réponds "Oui, c'est pour cela que je décroche". "Ah donc vous n'avez rien à faire" me dit-il. "Vous ne pourriez pas venir tout de suite, j'ai besoin de vous". C'était un sous-préfet avec lequel je m'entendais bien, donc j'ai dit "oui j'arrive" et je vais à Valenciennes. Une fois là-bas, je débarque dans une réunion avec 30 personnes dans la salle. Le projet était :*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Alstom, le ferroviaire dans le Valenciennois c'est 5000 emplois. Des grands enjeux industriels à l'échelle européenne, des menaces de déplacements de sites de production parce qu'il fallait absolument un site de piste d'essai pour débuguer les rames de métro (parce que maintenant on livre les métros débugués, alors qu'avant on les installait sur place et on les débuguaient après). Il fallait donc trouver en urgence un site pour accueillir la piste d'essai pour débuguer, alors qu'on avait déjà les financements etc. Il y avait 3 zones concernées : la première soulevait beaucoup de problèmes au niveau urbain, la seconde, près de l'université, coutait une fortune et la troisième solution consistait à partir de l'usine d'Alstom qui est à Petite-Forêt, c'est-à-dire à la limite de la forêt domaniale et de faire entrer la piste de métro dans le bout de la forêt. Donc 27 hectares de forêt sur une forêt qui fait 5000 hectares. C'est un peu sujet et un beau cas de figure, puisque vous me demandiez des exemples, voici un cas d'école.

Ils étaient 27 pour m'expliquer tout cela, des personnes de la DDE, de la Région, des transports etc. et ils me disent "nous n'avons personne pour l'environnement donc que dit l'environnement ? ". J'ai 27 têtes qui se retournent sur moi à ce moment là. J'ai dit deux choses – mais c'était et c'est toujours mon intime conviction – d'abord, si c'était pour construire une piste de karting, je serais déjà parti. Nous sommes ici dans un enjeu industriel colossal à l'échelle de l'arrondissement, donc il faut bien regarder avant de dire oui ou non. Ensuite, je leur ai dit que si l'économie sort gagnant, l'environnement aussi doit sortir gagnant. Tout le monde m'a dit "mais qu'est-ce que cela veut dire Monsieur le directeur ? ". J'ai dit "et bien cela s'appelle des mesures compensatoires". Nous avons négocié et ils ont pénétré dans 27 hectares au bout de la forêt – pour une partie qui était déjà collée aux entreprises qui existaient et nous avons obtenu une centaine d'hectares d'acquisition pour agrandir la forêt domaniale. Tout le monde a trouvé cela très correct et il n'y a eu aucun recours au tribunal administratif.

Voilà le genre d'arbitrage que nous prenons au quotidien et dans lesquels nous essayons de trouver le point d'équilibre entre l'économie et l'environnement. A côté de cela, la forêt domaniale est une réserve foncière extraordinaire puisque c'est l'un des rares grands espaces qui représente 5000 hectares. Il y a déjà eu des velléités d'installation de village vacances ou autres et nous avons toujours dit non » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.15-16).

Le cas de l'entreprise de la famille Malaquin, mentionné par Daniel Mio est un autre exemple de cette même logique :

« *Pour revenir à cet enjeu sur la comptabilité. Je vais vous donner un exemple, il y a depuis très longtemps sur le territoire du parc une entreprise qui a été créée par la famille Malaquin et qui s'occupe du traitement des déchets. Lorsqu'ils ont voulu s'agrandir pour se moderniser, ils ont dû remplir des dossiers. Nous avions le choix entre dire que nous n'en voulions pas sur le territoire du parc, alors qu'ils ont toujours existé, ou les aider à monter un dossier et à faire les efforts nécessaires pour être dans les clous. Nous avons choisi la seconde solution, pour qu'ils puissent continuer à se développer, tout en prenant en compte le fait qu'ils se trouvent dans un territoire de parc, c'est-à-dire en allant au-delà de ce qui était obligatoire en la*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

matière. Ils ont même tenu compte du fait qu'une activité comme la leur c'est des camions qui passent et ils ont géré ce problème des camions qui passent dans un territoire de parc. Nous avons réglé le problème de cette manière, sans nous opposer à tout. Certains disaient qu'il fallait les envoyer ailleurs, juste à la frontière, chez les autres. Mais pour moi nous devions raisonner en territoire ouvert. Mettre une merde à la sortie du territoire, cela veut dire que le territoire devient une merde aussi. Or, le tout c'est qu'il n'y ait pas de merde » (Entretien avec Daniel Mio, p.16-17).

Plus globalement, Christophe Tesnière nous explique qu'en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme l'objectif du parc est de faire évoluer les mentalités et les modèles, afin de réduire la consommation d'espace, ce qui est un travail qui se construit sur le long terme et avec de nombreux partenaires :

« *En urbanisme par exemple, nous essayons de mettre en place des démarches innovantes et de montrer, par l'exemple, qu'il est possible de ne pas mettre en œuvre le modèle standard qui consomme de l'espace et qui ne fait pas de densité, tout en répondant réellement aux besoins et en intégrant les problématiques qui nous semblent importantes. C'est-à-dire que nous essayons de traiter de manière simultanée des questions d'habitat, d'activités, de services, de déplacements, de trames écologiques dans les quartiers, de gestion de l'eau, d'énergie etc. L'objectif est d'avoir une approche beaucoup plus complète que l'approche standard de l'urbanisme, qui, grossièrement, établit un tracé sur une carte et attend qu'un promoteur vienne présenter son catalogue, ce qui ne répond qu'à une toute petite partie des besoins. Et ce n'est pas uniquement le parc (c'est-à-dire l'équipe technique et le syndicat mixte) qui vise la mise en œuvre de cette démarche plus globale, c'est le parc, mais aussi tous ses partenaires. Forcément, nous devons mobiliser un maximum de compétences dans cette réflexion. Nous nous associons donc très largement lorsque nous mettons en œuvre ce type de travail* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.4).

« *Il est clair que s'il n'y a pas de changement de modèle quelque part nous allons à l'encontre de nombreux problèmes. Mais ce que nous affirmons et nous ne sommes pas les seuls est que le développement et la réponse aux besoins d'habitat ne passent pas seulement par une plus grande consommation d'espace : il est possible de faire du recyclage urbain, d'augmenter la densité en milieu rural (ce qui est loin d'être insupportable et procure d'autres avantages) etc.* (…). *Toute la difficulté est de faire accepter ces modèles, de les expliquer, de faire en sorte qu'il y ait un changement culturel à l'échelle locale, ce qui est un travail de longue haleine. Il y a dix ans, si nous discutions avec le maire d'une commune rurale des densités de 25 logements à l'hectare qui étaient inscrites dans les SCOT, il s'étouffait. Aujourd'hui, il le fait sans avoir changé son modèle et en faisant des pavillons. Mais il n'a pas remarqué la différence. Ce qui a fait passer la pilule c'est l'explosion du prix du foncier. Il s'est rendu compte qu'avec 10 logements à l'hectare plus personne n'était capable d'acheter les maisons. Il a donc fallu diviser les parcelles par deux mais le modèle n'a pas changé. Par conséquent, il a atteint une partie des objectifs mais beaucoup d'étapes restent encore à franchir : faire accepter que le logement social ne signifie pas attirer les problèmes dans les communes rurales, que développer sa population uniquement pour maintenir l'école n'est pas forcément un bon objectif*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

municipal… il y a beaucoup de changements à faire. Et si ces modèles ne changent pas toute notre ambition n'est pas réaliste. Mais ce que je constate est que ces changements se font. Cela commence progressivement, mais il faut remonter à 12 ans pour se rendre compte d'où nous partons et de comment ces changements ont été faits » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.11).

Gérald Duhayon souligne quant à lui qu'en matière de conservation, notamment en ce qui concerne les milieux de prairies humides, qui abritent une partie très importante de la biodiversité locale, il est essentiel pour le parc de travailler avec les agriculteurs et les éleveurs, ce qui devient donc une question de développement économique :

« *C'est un grand débat. C'est très complexe, mais en même temps c'est très simple : la richesse écologique du territoire est fortement liée à l'activité humaine (passée, présente ou future) et donc, notamment pour l'agriculture, si nous voulons garder des prairies humides, il faut éviter que tout s'embroussaille et s'enfriche et il faut donc maintenir la pratique agricole. L'enjeu est le maintien d'une activité respectueuse de l'environnement. Nous ne pouvons pas soutenir toutes les pratiques agricoles, mais c'est là que le développement économique s'articule à la protection de l'environnement. Le maintien de l'activité d'élevage est très problématique puisque les éleveurs arrêtent de plus en plus* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.8).

Christophe Tesnière a aussi souligné cette interdépendance entre les enjeux de conservation et de développement en ce qui concerne le maintien des prairies humides :

« *Ils ne sont pas contradictoires. Au contraire, je pense qu'ils sont coordonnés. Par exemple, si nous relions la question de la gestion de l'espace au développement économique, ce que nous mettons en avant est qu'en termes de gestion de l'espace (pour simplifier) il faut conserver les prairies humides parce qu'elles ont un rôle écologique et un rôle paysager essentiels et donc nos objectifs sont de maintenir l'élevage, de développer des filières courtes autour de l'élevage etc. ce qui contribue aussi à maintenir les praires et le maintien ce des prairies maintien la filière* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p. 10).

Daniel Mio a quant à lui montré en quoi l'action du PNRSE en matière de gestion de l'eau est aussi un enjeu de développement économique, notamment parce que la question de la gestion de l'eau et de sa qualité est dépendante de la manière dont l'agriculture est organisée sur le territoire :

« *Prenons un exemple : l'eau. Sur notre territoire, nous pompons l'eau pour les agglomérations Valenciennoise et Lilloise et pour notre territoire aussi. Cette eau, il suffit à l'heure actuelle de la pomper parce qu'elle est encore dans un excellent état. Mais si nous la polluons, que faudra-t-il faire ? La nettoyer. Et bien je considère que le développement économique c'est aussi faire en sorte de ne pas avoir besoin de la nettoyer. Tout le travail que nous faisons avec le SAGE – et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés dans le SAGE – consiste à pouvoir pomper l'eau potable d'excellente qualité, dès le départ. Actuellement, les zones que nous protégeons sont les zones où les réservoirs sont situés, c'est-à-dire là où nous pompons l'eau. Alors qu'au même endroit il y a une couche d'argile de Louvil qui fait qu'aucune pollution de peut passer. En revanche, cette couche d'argile finit par s'arrêter au niveau du plateau de l'Ostrevent, où la craie est à fleur de terre. Donc si*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nous polluons à cet endroit, toute la nappe sera polluée. C'est donc là-bas qu'il faut travailler, plus que là où il y a les stations de pompage. Pour moi, tout ce travail, c'est aussi du développement économique. Si l'on veut protéger les zones de prairies humides, il faut que les agriculteurs puissent gagner de l'argent sur ces zones là. Sinon, ils vont les labourer. C'est aussi du développement économique au sens où il faut trouver les solutions, les financements etc. » (Entretien avec Daniel Mio, p.15).

Selon Gérald Duhayon, le même genre d'articulation entre développement et conservation s'applique également en matière de tourisme :

« *De la même manière, je parlais aussi de sur-fréquentation. Il y a beaucoup d'enjeux et de valeur économiques autour de la thématique du tourisme et des loisirs de proximité et il apparait très important de mieux organiser, structurer ces pratiques afin que ces acteurs ne scient pas la branche sur laquelle ils sont assis. Si nous faisions du tourisme de masse sur le territoire, cela durerait 10 ou 20 ans mais pas plus. Pour garder un territoire préservé il faut avoir un développement économique qui tienne compte de cette préservation, c'est tout l'enjeu du développement durable* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.9).

David Moulin souligne quant à lui que cette approche qui consiste à aborder les enjeux de conservation via la création de débouchés économiques est assez novatrice :

« *Une autre thématique transversale (aux trois parcs dans la région NPDC) est comment faire en sorte que, non pas au travers d'une approche protectionniste ou conservationniste, mais plutôt au travers d'une approche économique, les espaces qui fondent l'identité des territoires puissent servir et contribuer à une plus-value économique du développement local. Pour reprendre l'exemple du Parc de l'Avesnois que je connais le mieux, si la préservation des espaces bocagers a été abordée durant la première charte sous l'angle de la préservation des paysages, la deuxième charte se fonde plus sur le fait de se dire que demain, la préservation de ces espaces bocagers, compte de tenu du fait qu'ils soient associés à des espaces agricoles et à des activités économiques, si nous voulons assurer leur pérennité et leur préservation il vaut mieux l'aborder en se demandant en quoi ils peuvent servir le développement économique local. C'est donc une autre approche, par rapport à une démarche de conservation telle qu'on aurait pu mener dans les années 1990 – et notamment avec la loi paysage de 1995* » (Entretien avec David Moulin, p.9-10).

Selon Isabelle Matykowski, le travail entrepris par le PNRSE autour du pôle trait du Nord, qui vise à assurer la sauvegarde de cette race locale en collectant les déchets communaux à l'aide des chevaux, est un bon exemple de la manière dont il est possible d'aborder les enjeux de conservation, sous l'angle du développement économique, tout en permettant, dans le même temps, de créer du lien social :

« *Je parlais de l'exemple du pôle trait du nord tout à l'heure, je trouve que c'est un exemple qui illustre très bien ce sujet-là. Il y a un patrimoine, qui est le patrimoine génétique d'une race de cheval et la question est de savoir comment on essaye de retrouver un intérêt économique (parce que clairement aujourd'hui, les finances publiques sont serrées de partout…) donc il faut retrouver un intérêt économique, au sens où il faut que cela soit viable pour les collectivités. Et la démonstration a été faite sur la collecte de déchets dans certains secteurs : ce n'était*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

pas plus cher, ou économiquement moins avantageux, que le système par ripeur avec camion. En plus de l'intérêt économique, cela apporte du lien social parce quand on ramasse les poubelles avec des chevaux, en général les gamins viennent voir et donc cela permet aussi de faire recréer du lien social, dans des communes où parfois les liens ont tendance à se distendre en raison de nos rythmes de vie et de nos modes de travail d'aujourd'hui. Quand je parle de développement endémique local, c'est à cela que je fais référence. Donc il y a cela, mais cela ne veut pas dire qu'il y a que cela. Et il y a aussi du développement "normal". Il ne faut pas rêver non plus, ce n'est pas ce genre de développement qui va employer toute la population, il faut être concret aussi. Mais de fait, il peut y avoir une coexistence entre ces deux trucs-là. Et il est possible de ne pas aller systématiquement sur des systèmes "économiquement approuvés", mais qui n'apportent rien, ou pas grand-chose en termes d'environnement ou en termes de patrimoine ou en termes de social d'ailleurs. C'est bien cet art de vivre là qu'il faut garder dans les parcs. Mais on voit aussi des agglos ou des grandes villes qui essayent d'aller aussi vers ce genre de choses » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.9-10).

Fondamentalement, ce que soulignent Daniel Mio et Michel Marchyllie est que la dynamique de développement doit être pensée dans un sens favorable aux habitants et au cadre de vie local. En effet, en évoquant son vécu et le passé historique minier de la région Daniel Mio explique :

« *Pour moi c'est compatible. Et l'un dépend de l'autre. Pour moi cela a toujours été évident. Peut-être parce que j'ai été traumatisé par la situation dans laquelle j'étais à l'époque quand j'ai été élu en 1971. Je suis complètement persuadé que l'environnement c'est aussi la qualité du cadre de vie et que nos habitants du NPDC méritent autant que les autres d'avoir un cadre de vie agréable. Parce que moi, j'étais dans un village qui était l'exemple du développement non-durable. Pendant un siècle, nous avons fait un terril et bousillé toute une tourbière de 140 hectares. Et après, quand on a eu fini le bousillé, on a recommencé à bousiller à nouveau ce qui avait repoussé depuis, pour pouvoir le ré-exploiter. Pour moi c'est vraiment du développement non-durable et subi aussi. Donc j'ai voulu que nous arrivions à un développement durable voulu ! Et j'ai gardé le même raisonnement pour le parc que pour la commune dont j'ai été maire* » (Entretien avec Daniel Mio, p.16).

Cette dimension de l'habitat, qui est au centre de la démarche, est aussi soulignée par Michel Marchyllie :

« *Pour moi, il y a trois dimensions : l'économique, l'environnemental et le social. C'est-à-dire le territoire et toutes ses composantes qui doivent travailler. Nous devons travailler sur l'environnement donc sur les patrimoines – c'est ce que nous devons préserver. Mais je suis persuadé qu'on peut faire du patrimoine en faisant de l'économie. Et puisque nous sommes dans un territoire habité, nous devons conserver l'aspect "habitant", "acteur de terrain" qui doit rester au centre du débat. Nous n'allons pas dire "allons faire de la gestion des milieux naturels ou de l'économie" sans que le débat soit approuvé par les uns et les autres et que les termes du débat soient compris. Nous ne sommes pas dans une réserve où il n'y a pas d'habitants et où l'on pourrait se dire "tient, allons faucher cette prairie puis le boulot sera fait". Pour nous, déjà se sont les agriculteurs qui fauchent, pas nous. Donc il faut bien se mettre*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'accord avec l'agriculteur pour qu'elle soit fauchée de telle façon, à tel moment etc. S'il le fait, le bénéfice de sa fauche va dans son exploitation et il participe à la nourriture de ces bêtes etc. Et donc il y aura un rôle économique. Tous les projets sont faits comme ça. C'est au bénéfice de l'environnement, mais en même temps de l'habitant qui est aussi content d'avoir un paysage et un cadre de vie sympa » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.21).

C'est ainsi que Luc Coppin conclut sur le rôle fondamental du parc, qui, selon lui, est d'assurer une cohésion sociale et un vivre ensemble :

« *C'est d'essayer de freiner cette évolution et de faire prendre conscience aux gens que nous sommes ensemble dans un territoire. Nous avons un territoire, non pas à défendre, mais que nous devons essayer de garder le plus "naturel", entre guillemets, possible. C'est cela le rôle du parc. Le parc a des avis à rendre. Les gens se tournent vers le parc en disant "oui, c'est de la faute du parc". Mais non, c'est ni de sa faute, ni à cause de lui, c'est parce que l'on va trop loin* (…). *Il faut rendre le territoire aux habitants et il faut que le territoire soit ouvert aux autres. Le parc n'est pas une entité qui existe pour elle-même. Il est un moyen d'expression, à la fois de la nature par l'intermédiaire du parc, mais aussi des habitants qui l'utilisent. Le parc est un melting-pot de la sorte… alors que partout ailleurs c'est le conflit* » (Entretien avec Luc Coppin, p.12).

Selon Jean-Luc Beghin et Daniel Mio, dès lors que la conservation permet la création et le maintien d'un espace de vie de qualité, cela devient, de fait, un outil pour le développement économique et l'attractivité du territoire. Daniel Mio nous a ainsi indiqué :

« *Croyez-vous qu'aujourd'hui, alors qu'il y a beaucoup de zones d'activités qui se créent partout, qui sont loin d'être pleines et sur des territoires qui sont autre chose que chez nous, ceux qui sont prêts à créer une entreprise vont aller s'installer dans un endroit qui va nuire à leur image de marque ? Non. Mais s'il y a autour un territoire qui s'appelle parc naturel régional, c'est positif pour elles* » (Entretien avec Daniel Mio, p.15).

Toutefois, Jean-Luc Beghin montre que cela implique de réfléchir à l'organisation spatiale des enjeux de conservation et de développement :

« *Oui c'est possible de faire les deux, si ce n'est pas au même endroit ! Avoir un beau territoire, c'est un atout pour l'attractivité économique du territoire. L'Amandinois, avec ses 5000 hectares de forêt et tout ce qui va avec, ce n'est peut-être pas le Vercors mais c'est un territoire où il fait bon vivre, par rapport à la nature, aux loisirs de proximité etc. Nous essayons de faire reconnaitre les milieux naturels du territoire et leur attractivité. Mais ce n'est pas pour autant que l'on n'en taille pas des morceaux ! Il y a aussi des zones industrielles qui se construisent… et cela ne se construit pas sur les friches (il y en a un peu mais pas beaucoup). C'est un jeu d'équilibre entre combien d'hectares, à quel endroit etc.* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.15).

Nous venons d'aborder ici un élément central à la compréhension du PNRSE, de son rôle et de son fonctionnement et qui l'est donc aussi pour le présent travail de thèse : le fait que les enjeux de conservation et de développement soient profondément interdépendants, précisément parce qu'habiter un territoire c'est aussi y faire de l'agriculture et de l'habitat, y

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

vivre et y travailler, alors que la protection de l'environnement et de la biodiversité consiste à y maintenir en même temps une certaine qualité de vie. Une fois mis en lumière ces éléments semblent peut-être tomber sous le sens, mais ils s'avéraient néanmoins complexes à saisir, de prime abord, notamment lorsqu'abordés par la question de la coordination des enjeux de conservation et de développement.

Nous verrons plus loin que ce qui les rend d'un seul coup si faciles à comprendre est, selon nous, le fait de rapprocher analytiquement les questions de conservation et de développement de la notion de territoire, de l'action d'habiter et de l'idée d'un espace de vie ou d'une maison commune. Autrement dit, nous verrons que c'est bien la mobilisation d'un registre de justification domestique qui rend sa pleine intelligibilité au projet porté par le PNRSE. Toutefois, avant d'y parvenir, nous devons aborder la troisième étape de notre modèle d'analyse opérationnel et ouvrir la question des modalités de la qualification des entités semi-naturelles dans le corpus.

2.3 Les modalités de qualification des entités semi-naturelles en présence dans le corpus : quelle « *nature* » faut-il protéger ?

Jusqu'ici, nous nous sommes demandé « *qui* » est le PNRSE (et nous avons vu que l'existence du Syndicat Mixte et de l'équipe technique ne peut être comprise sans celle des collectivités territoriales signataires, ni celle des équipements et des dispositifs comme les écogardes ou encore la marque PNRSE qui incarnent la présence de ce dernier sur le territoire, ni même sans les partenaires du parc et un ensemble d'autres acteurs qui construisent la vie du territoire). Puis, nous nous sommes penchés sur la question des motifs profonds de son action (à savoir articuler conservation et développement, ou, autrement dit, produire du vivre ensemble de qualité sur le territoire). A présent, il faut porter notre attention sur la manière dont l'action du PNRSE est organisée et surtout nous demander vis-à-vis « *de quoi* » s'agit-il d'agir, pour le PNRSE.

Tout d'abord, puisque le parc est un territoire, nous présentons l'organisation spatiale de ce dernier en trois entités distinctes (la « *Campagne habitée* », le « *Cœur de nature* » et « *l'Arc minier* »). Nous retrouvons ici l'idée selon laquelle la spatialisation des mesures de la charte s'est beaucoup développée à partir de la charte de 1998 et que cette organisation spatiale est l'une des clefs afin de parvenir à assurer un équilibre entre la conservation et le développement.

Ensuite, dans la mesure où nous avons vu, dans la section précédente, qu'une grande partie de l'action du parc est orientée vers le domaine d'intervention que nous avons appelé la « *protection de la nature* » (voir graphique n°5.3 et annexe n°5.5), nous allons nous pencher plus en avant sur ce qu'il recouvre. Il s'agit de s'intéresser à l'ensemble des dispositifs et des êtres qui l'habitent (humains, institutionnels, non-humains…), ou, autrement dit, d'étudier plus quelle est l'action du parc dans le « *Cœur de nature* ».

Nous serons ainsi amenés à rencontrer, au cours de ces deux étapes, un certain nombre d'entités semi-naturelles désignées comme étant les objets de l'action de protection du PNRSE (telles que « *nature* », « *biodiversité* », « *patrimoine* », « *paysage* »…) et nous utiliserons Prospéro afin d'étudier leur poids dans le corpus et leurs propriétés. Enfin, nous

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

nous intéresserons au sens attaché par les personnes interrogées aux référentiels que sont le « *patrimoine* » et la « *biodiversité* ».

2.3.1 Les principales entités territoriales du PNRSE : de 1998 à 2010

Comme nous l'avons déjà souligné, à partir des années 1990, le PNRSE développe la spatialisation de ses grandes orientations stratégiques et appréhende beaucoup plus finement les dynamiques territoriales[172]. Ainsi, alors que les chartes de 1968 et 1986 se limitent à quelques représentations cartographiques du périmètre du parc ou des communes ayant adopté un plan d'occupation des sols, ainsi qu'à des indicateurs de densité de population, la charte de 1998 inclut de nombreuses cartes (inventaire du patrimoine, entités paysagères, géographie physique, patrimoine architectural, qualité de l'eau, occupation du sol, patrimoine naturel, patrimoine minier, espace rural…) et celle de 2010 permet d'appréhender ces éléments à une échelle cartographique beaucoup plus fine, et ce pour l'ensemble du Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut. C'est au travers de la réalisation de diagnostics de territoire, sur lesquels s'appuient les chartes, que ces analyses géographiques, socio-économiques et écologiques se sont développées[173]. Les progrès réalisés dans l'appréhension spatiale du territoire sont l'un des éléments qui expliquent l'augmentation considérable du volume des chartes de parc, puisqu'à chaque entité territoriale correspondent différentes orientations stratégiques[174]. C'est en nous intéressant d'abord aux différentes entités territoriales, définies dans les chartes de 1998 et 2010, puis en nous intéressant plus particulièrement à celles qui concernent la protection de la nature, qu'il devient possible de mieux comprendre quelles sont les entités semi-naturelles de référence dans le corpus et comment celles-ci ont-elles évolué dans le temps.

La charte de 1998 distingue trois entités territoriales : le « *Cœur de nature* » (PNRSE, 1998, p.86), au centre du PNRSE s'articule autour des trois massifs de forêts domaniales et des versants de la Scarpe et de l'Escaut ; la « *Campagne habitée* » (p.108) s'étend au nord du parc, au-dessus du « *Cœur de nature* » ; alors que le sud du parc est qualifié d'« *Arc minier en*

[172] Ce qui peut sans doute s'expliquer par plusieurs éléments : l'évolution du contexte législatif, avec l'entrée en vigueur de la loi Paysage en 1993, mais aussi des pratiques et des normes liées au fonctionnement des PNR de manière générale, ou encore en raison de la diffusion des nouvelles technologies informatiques et des outils géographiques.

[173] Par exemple, le diagnostic de 2010 inclut des données spatialisées concernant le contexte territorial, la géographie physique, l'occupation du sol, la démographie et les conditions de vie, les activités de service, l'éducation et la culture, le tourisme et les loisirs, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les transports, le patrimoine culturel, naturel et minier, la gestion de l'eau, la trame écologique et les paysages… Il a été réalisé entre 2006 et 2008, au cours du processus de révision de la charte de 2010. Nous avons choisi de ne pas inclure les diagnostics de territoire, sur lesquels s'appuient les chartes de 1998 et de 2010, dans le corpus de textes soumis à Prospéro et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que, bien qu'ils contiennent un certain nombre de données textuelles, leur principal intérêt repose sur les représentations cartographiques qu'ils proposent. Ensuite, puisqu'il s'agit de « *diagnostics* », ils n'ont pas vocation à mettre en scène les orientations stratégiques du parc, à proposer des recommandations politiques ou à s'inscrire dans un registre argumentatif ou normatif. Enfin, l'essentiel des éléments qui en découlent son repris dans les chartes auxquelles ils sont articulés.

[174] L'autre élément qui explique l'augmentation du volume de la charte de 2010 est que cette dernière inclut également des « *fiches-mesures* » qui précisent le rôle de chacun des signataires ainsi que les indicateurs de suivi et les indicateurs d'évaluation qui pourront être mobilisés, pour chacune des quarante-six mesures de la charte. Les indicateurs de suivi permettent de rendre compte de l'évolution du territoire, alors que les indicateurs d'évaluation visent à pouvoir rendre compte de l'atteinte, ou non, des objectifs fixés par la charte. Nous revenons sur ces éléments par la suite, lorsque nous nous posons la question de l'évolution de la logique évaluative.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

mutation » (p.114). La charte de 2010 reprend pour l'essentiel le découpage entre ces trois entités, sauf qu'elle ne se réfère plus à « *l'Arc minier en mutation* » mais à « *l'Arc rural ouvert* » (PNRSE, 2010a, p.115), afin de signifier les transformations qu'à subit cette entité dans le temps (processus de reconversion minier, accroissement de la pression périurbaine…). La charte de 2010 inclut également une nouvelle entité : la « *Campagne ouverte* » (p.112), regroupant un ensemble de territoires au nord du parc, essentiellement du côté belge de la frontière et où les enjeux liés à l'agriculture et à l'environnement se distinguent de ceux de la « *Campagne habitée* » (p.114). L'annexe n°5.6 présente ces différentes entités territoriales, telles qu'elles sont représentées dans les chartes de 1998 et 2010, ainsi que leurs principaux enjeux.

Le tableau n°5.16 suivant nous permet quant à lui de mieux comprendre à quoi ces différentes entités territoriales font référence. Nous avons choisi de regrouper la « *Campagne habitée* » et la « *Campagne ouverte* » dans un même être-fictif, compte tenu du faible nombre d'occurrences de cette dernière dans le corpus[175].

Tableau n°5.16 : Les entités territoriales du PNRSE

Entités territoriales	Poids	Rang	Principaux représentants	Entités du réseau global	Entités du réseau spécifique
CŒUR-DE-NATURE@	164	86	cœur de nature, sites naturels et paysagers remarquables, zones sensibles	PROTECTION-DE-LA-NATURE@, MILIEUX-AQUATIQUES-HUMIDES@, MILIEUX-FORESTIERS@, PATRIMOINE@, PAYSAGE@, SITES@, RESEAUX-ECOLOGIQUES@, ETUDES-INVENTAIRES-RECHERCHES@, BIODIVERSITE@	ZONES-PROTEGEES@, RICHESSES@, NATURA-2000@
CAMPAGNE-HABITEE-OUVERTE@	48	168	campagne habitée, campagne ouverte	PATRIMOINE@, TOURISME-ACCUEIL@, PAYSAGE@, AGRICULTURE@, URBANISATION@	IDENTITE@, VILLAGE@, MILIEUX-AGRAIRES@
ARC-MINIER@	32	184	Arc minier en mutation, Arc minier, Arc rural ouvert	LA-MINE@, ESPACE-RURAL@, EAU@, PATRIMOINE@	TERRILS@, COMMERCES-INDUSTRIES-ARTISANAT@, VILLAGE@

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Le poids du CŒUR-DE-NATURE@ dans le corpus révèle l'importance de cette entité territoriale dans les orientations stratégiques du parc. Comme le montrent à la fois le tableau n°5.16 et l'annexe n°5.6 l'importance de la gestion de l'eau s'avère particulièrement aigüe dans le CŒUR-DE-NATURE@, ainsi que dans l'ARC-MINIER@, alors que les enjeux agricoles et liés au maintien d'un espace rural vivant s'expriment à la fois dans la CAMPAGNE-HABITEE-OUVERTE@ et dans l'ARC-MINIER@. La problématique de l'URBANISATION@ semble plus particulièrement liée à la CAMPAGNE-HABITEE-OUVERTE@, bien que la charte de 2010 précise qu'il s'agit également d'un enjeu fort pour l'ARC-MINIER@ (voir annexe n°5.6).

[175] Malgré cette différence, comparer le tableau n°5.16 et l'image n°2 de l'annexe n°5.6 permet de constater que la description des enjeux dans la charte de 2010 pour chacune des entités territoriales et les résultats qui ressortent de Prospéro (notamment en ce qui concerne les entités du réseau global), présentent une très forte cohérence… S'il n'y a rien d'extraordinaire à cela, cet exercice permet néanmoins d'illustrer la manière avec laquelle Prospéro apporte certains éléments d'objectivation et ouvre d'autres éclairages sur la lecture du corpus.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Un élément transversal à ces trois entités est qu'elles sont toutes connectées à l'être-fictif PATRIMOINE@, mais aussi souvent au PAYSAGE@. Par ailleurs, le CŒUR-DE-NATURE@ est lié à d'autres entités semi-naturelles telles que les RESEAUX-ECOLOGIQUES@ et la BIODIVERSITE@. Avant d'examiner plus finement les caractéristiques de ces êtres-fictifs dans le corpus, penchons-nous sur la manière avec laquelle la gestion du « *Cœur de nature* » est organisée.

2.3.2 La protection du « *Cœur de nature* » et son évolution

La charte de 2010 indique que le territoire du PNRSE, dans son ensemble :

> « *affiche aujourd'hui un exceptionnel patrimoine naturel, des écosystèmes remarquables : 13 028 hectares en Zone de protection spéciale (26% du territoire), 2 142 hectares au titre de la Directive « Habitats » (4,3%), plus d'un tiers de surfaces en ZNIEFF (modernisées en 2007) et des continuités avec les sites wallons en plaine de l'Escaut : 554 hectares en zone RAMSAR et 503 hectares en sites de grand intérêt biologique (SGIB) ; ainsi qu'une couverture boisée importante (24% du territoire) et de zones humides (plus de 10 000 hectares)* » (PNRSE, 2010a, p.12).

Ainsi, la manière dont la protection des milieux naturels est organisée sur le territoire s'avère assez complexe, puisqu'elle mobilise l'ensemble des outils législatifs, contractuels et les zonages d'inventaires existants à toutes les échelles institutionnelles, depuis celles de l'Union Européenne[176] (avec les Zones de Protection Spéciales (ZSP) de la directive Oiseaux de 2009 et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), articulées à l'identification préalable des Sites d'intérêt Communautaire, en lien avec la directive Habitats-Faune-Flore, ratifiée par la France en 1994 ; ces deux éléments étant articulés au sein du réseau Natura 2000), jusqu'aux Réserves Naturelles Régionales, créées sur les propriétés communales, en passant par les zones d'inventaires identifiées au niveau national (c'est-à-dire les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et les Zones d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)) et les Réserves Biologiques Domaniales, sur des sites dont l'Etat est propriétaire (et dont la gestion est souvent déléguée à l'ONF sur le territoire du PNRSE), sans oublier les Espaces Naturels Sensibles, dont le Département est propriétaire, ni les sites acquis et gérés directement par le Syndicat Mixte du Parc[177]. Le tableau n°5.17 suivant présente le poids et les principaux représentants de ces êtres-fictifs dans le corpus et les trois images de l'annexe n°5.7 présentent leur distribution géographique.

[176] Bien que la charte de 2010 soit transfrontalière, nous centrons ici notre analyse sur la partie française du PNTH. C'est pourquoi nous n'attacherons pas beaucoup d'importance aux Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB), équivalent belge des ZNIEFF françaises, ni au site classé au titre de la convention internationale de Ramsar, qui se situe dans le Parc Naturel des Plaines de l'Escaut.

[177] Le diagnostic de territoire indique que ces sites sont acquis par le Syndicat Mixte « *à l'occasion d'opportunités foncières, sur des terrains conjuguant une valeur patrimoniale forte et une absence ponctuelle d'autre porteur foncier* » (p.94).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.17 : Les zonages d'inventaire et de protection sur le territoire du PNRSE

Etres-fictifs	Poids	Rang	Principaux représentants
NATURA-2000@	146	92	Natura 2000, ZPS, ZSC, directive Habitats
RESERVES-NATURELLES@	100	120	Tourbière de Vred, Pré des Nonettes, RNR
ZONES-D-INVENTAIRES@	38	176	ZNIEFF, ZICO
ENS@	36	178	ENS, Espaces Naturels Sensibles
RESERVES-BIOLOGIQUES@	28	186	Réserves Biologiques Domaniales, Réserve Biologique Intégrale

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

La charte de 2010 indique que :

« *Le territoire du Parc abrite de nombreux éléments de biodiversité remarquables ou emblématiques* (…). *Durant la charte précédente, grâce à l'implication de nombreux partenaires, la reconnaissance de cette richesse écologique a progressé avec la mise sous statut de protection de près d'un tiers de la surface du territoire Scarpe-Escaut (Natura 2000, ENS, RBD, RBI, RNR)* » (PNRSE, 2010a, p.58).

En la matière, le poids des êtres-fictifs NATURA-2000@ et des RESERVES-NATURELLES@ indique que le PNRSE s'implique beaucoup dans la mise en œuvre de ces deux types de politiques de protection.

Concernant Natura 2000, le diagnostic de territoire indique que la ZPS « *Vallée de la Scarpe et de l'Escaut* » représente une surface de 13 028 hectares et qu'elle a été arrêtée en 2006, sur la base de l'identification préalable de la ZICO. Elle s'étend sur 35 communes et « *a été désignée en référence à 17 espèces d'oiseaux nicheuses, caractéristiques de milieux humides ou forestiers* » (PNRSE, diagnostic de territoire de 2008, p.92). Le Syndicat Mixte du PNRSE a été désigné opérateur du document d'objectif de cette ZPS en 2010 et son élaboration a été achevée en 2014 (comme l'indiquent les bilans d'activités de 2010 et 2014). Le diagnostic de territoire indique également que l'élaboration des documents d'objectifs des ZSC (qui représentent 2 200 hectares répartis sur 19 communes) « *s'est effectuée dans le cadre d'une coopération associant le Syndicat Mixte du PNRSE, l'ONF et les structures représentant les gestionnaires de l'espace rural et forestier* [c'est-à-dire la Chambre d'Agriculture du Nord et le Centre Régional de la Propriété Forestière Nord-Pas-de-Calais-Picardie], *regroupées au sein de l'Association Natura 2000-59* » (PNRSE, diagnostic de territoire de 2008, p.92). Après validation de ces documents d'objectifs, des contrats Natura 2000 ont été engagés entre l'Etat, l'ONF et le Syndicat Mixte du PNRSE sur les sites dont ils assurent respectivement la gestion.

Quant aux deux Réserves Naturelles (la Tourbière de Vred et le Pré des Nonettes), ces dernières sont gérées par le Syndicat Mixte du PNRSE, dans le cadre de conventions passées avec les communes de Vred et de Marchiennes qui en sont propriétaires. Le PNRSE est chargé de mettre en œuvre les plans de gestion correspondants.

A ces différentes zones d'inventaire et de protection s'ajoute et/ou se superpose un ensemble de sites que la charte de 1998 qualifiait de « *sites naturels et paysagers remarquables* » (PNRSE, 1998, p.93) et qui sont devenus les « *cœurs de biodiversité* » (PNRSE, 2010a, p.63) dans la charte de 2010. En effet, la charte de 1998 explique qu'à partir

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des ZNIEFF de type 1[178] et d'un travail de suivi et de réalisation d'inventaires réalisés par le PNRSE et ses partenaires, le parc a répertorié ses propres « *secteurs d'action préférentiels* » (PNRSE, 1998, p.93), sur la base d'un ensemble de critères[179], afin de mener une « *stratégie plus large de préservation des milieux naturels intégrant différentes thématiques patrimoniales (forêts domaniales, prairies humides, cours d'eau…)* » (ibid.). La charte de 1998 identifie 41 sites, sur 2 861 hectares, situés principalement au sein, mais aussi en dehors, du « *Cœur de nature* ». Ces sites « *possèdent des particularités uniques au niveau de la Plaine de la Scarpe et de l'Escaut* » (ibid.). Par conséquent, l'action de protection de la nature du PNRSE concerne principalement le « *Cœur de nature* », mais pas seulement.

La charte de 2010 considère quant à elle 87 « *cœurs de biodiversité* » (PNRSE, 2010a, p.63), sur 17 282 hectares, participant à trois types de réseaux écologiques : les « *cœurs de biodiversité humides et aquatiques* » (p.111), les « *cœurs de biodiversité forestiers* » (ibid.) et les « *cœurs de biodiversité d'origine industrielle ou minière* » (ibid.). La charte définit également un ensemble de « *corridors écologiques* » (ibid.) (principalement aquatiques et forestiers) qui relient ces « *cœurs de biodiversité* » entre eux et qui permettent d'identifier là où les connexions sont à « *rétablir ou à renforcer* » (ibid.), ainsi que douze « *ensembles paysagers d'intérêt, constitués de paysages ouverts structurants ou de sites témoins de l'histoire ou des caractéristiques du territoire* » (PNRSE, 2010a, p.111).

Ainsi, alors que la charte de 1998 indique que :

> « *Depuis sa création, le Parc s'est investi dans des mesures de préservation de sites naturels majeurs. Mais au cours des années, l'intervention s'est modifiée passant d'une protection des espèces, puis des sites, à une conservation et une gestion intégrée de grands espaces. La nouvelle charte réaffirme le principe de développer une stratégie de réseaux et de fonctionnalités au sein de l'entité écologique de la plaine de la Scarpe et de l'Escaut* » (PNRSE, 1998, p.92).

Celle de 2010 précise néanmoins que :

> « *Même si la précédente charte évoquait déjà en précurseur la fonctionnalité des écosystèmes à travers les liens qui les connectent, la stratégie de préservation du patrimoine naturel s'appuie désormais sur une mise en œuvre opérationnelle de la trame écologique, maillage de plusieurs réseaux écologiques* » (PNRSE, 2010a, p.60).

Ainsi, le diagnostic de territoire de 2008, sur lequel est adossée la charte de 2010, propose plusieurs représentations cartographiques de la trame écologique, composée de plusieurs réseaux écologiques : le réseau aquatique et humide et des milieux associés (roselières, tourbières, prairies et zones humides), le réseau forestier (bois et massifs, peupleraies, maraichage, pépinières, vergers), le réseau agricole (prairies humides, mosaïque agricole, grandes parcelles de cultures, et le réseau anthropique (terrils, étangs d'affaissement, pelouse métallicole, carrières, sablières etc.). Néanmoins, en parallèle de la trame écologique, l'approche paysagère reste importante, puisque le diagnostic de territoire de 2008 présente aussi douze ensembles paysagers d'intérêt auxquels il s'agit d'accorder une attention

[178] Sur ce point, le diagnostic de territoire précise que les ZNIEFF de type 1 correspondent aux secteurs d'intérêt biologique ou écologique remarquable, alors que les ZNIEFF de type 2 correspondent à de grands ensembles écologiques, qui sont donc plus larges, mais dont le maintien est nécessaire à celui des ZNIEFF de type 1.

[179] A savoir : « *valeur patrimoniale (espèces rares, menacées) ; valeur juridique (espèces protégées) ; niveau de préservation (état actuel) ; niveau d'interventions dans le contexte fonctionnel et paysager* » (PNRSE, 1998, p.93).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

particulière, ainsi qu'un bilan cartographique des problématiques paysagères du PNRSE[180]. Ce dernier est particulièrement intéressant, parce qu'il propose une représentation alternative du territoire, différente des approches mettant en valeur les réseaux écologiques (aquatiques et humides, forestiers, agricoles etc.) et il insiste sur les différents risques et menaces qui pèsent sur le territoire, en mettant en scène des entités telles que « *paysage agricole fragilisé* », « *paysage à l'identité rurale menacée* », « *franges dénaturées* », « *paysage fragilisé par l'envahissement végétal* », « *espace marqué par la périurbanisation* », « *pression urbaine sur les lisières* »… (PNRSE, diagnostic de territoire de 2008, p.109).

2.3.3 Les entités semi-naturelles de référence dans le corpus et leur évolution historique

L'étude de la manière dont est organisée la protection de la nature, sur le territoire du PNRSE développée dans la section précédente, nous permet à présent de recentrer notre analyse sur un ensemble restreint d'entités semi-naturelles mises en scènes dans le corpus : « *la nature* », « *l'environnement* » et la « *biodiversité* », mais aussi le « *patrimoine* », le « *paysage* » et les « *réseaux écologiques* ». Une autre entité qualifiant la « *nature* » sous des modalités différentes rencontrée lors de l'exploration du corpus est celle d'« *écosystèmes* ». Les notions de « *services écosystémiques* », de « *services rendus par la nature* » ou de « *services environnementaux* » sont absentes du corpus, mais une notion relativement proche apparait : celle de « *fonctions de la nature* ». L'annexe n°5.8 présente le poids et les propriétés de ces êtres-fictifs, ainsi que les environnements dans lesquels ils sont plongés dans le corpus. Le graphique n°5.5 ci-dessous présente quant à lui leur évolution historique, découpée en quatre périodes[181]. Nous n'avons pas représenté les entités ECOSYSTEMES@ et FONCTIONS-DE-LA-NATURE@ afin de simplifier le graphique, car ces dernières apparaissent quasiment exclusivement dans la charte de 2010 (bien que les ECOSYSTEMES@ apparaissent également marginalement dans celle de 1998).

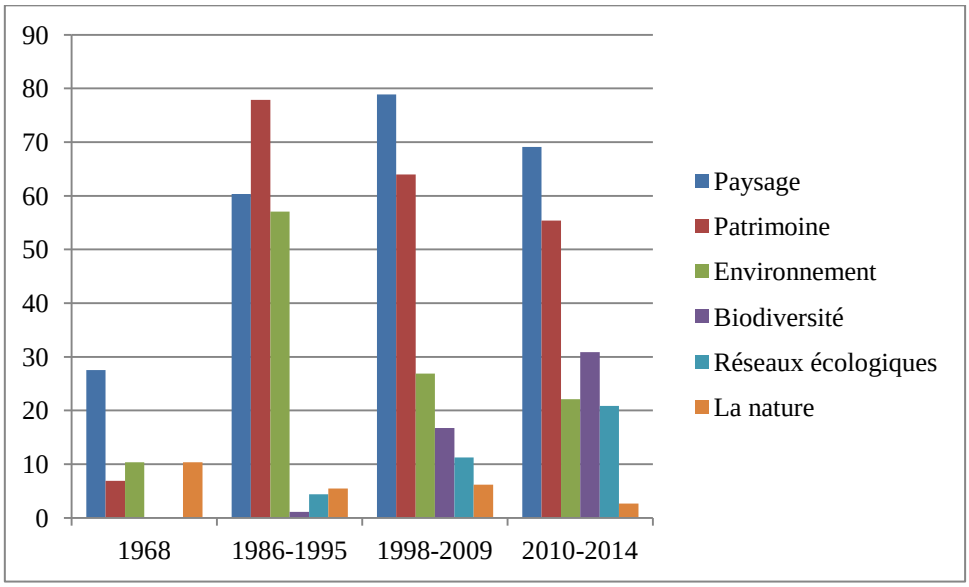
[180] En raison de difficultés de résolution d'image il ne nous est pas possible d'inclure ce bilan des problématiques paysagères dans les annexes.

[181] Nous avons construit ce graphique en suivant les mêmes étapes que précédemment, à partir un autre jeu d'êtres-fictifs. Autrement dit, nous avons additionné le nombre d'occurrences de ces êtres-fictifs par texte afin d'obtenir quatre grandes périodes, correspondant aux différentes chartes du PNRSE. Puis nous avons pondéré les résultats par le nombre de pages total de chaque période. Nous avons choisi de représenter les valeurs dans un histogramme groupé et non pas empilé à 100% car ramener les valeurs à une base 100 ne nous a pas semblé pertinent. En effet, le faible nombre d'occurrences total de l'ensemble de ces êtres-fictif pour la période de 1968 présente un trop fort contraste avec le nombre d'occurrences de ces êtres-fictifs pour les périodes suivantes. Autrement dit, la charte de 1968 convoque globalement beaucoup moins d'entités naturelles que les autres documents.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Graphique n°5.5 : L'évolution historique des entités semi-naturelles dans le corpus



Source : graphique construit par l'auteure

Globalement, comme l'indiquent le graphique n°5.5 et l'annexe n°5.8, le PAYSAGE@ et le PATRIMOINE@ apparaissent beaucoup plus haut placés dans le corpus, en termes de nombre d'occurrences, que les autres entités. L'ENVIRONNEMENT@, la BIODIVERSITE@ et les RESEAUX-ECOLOGIQUES@ apparaissent aussi assez fréquemment. En revanche, il est assez peu question de « *la nature* »[182], des ECOSYSTEMES@ et encore moins des FONCTIONS-DE-LA-NATURE@.

Les références à « *la nature* » sont plus fréquentes dans la charte de 1968 que dans les autres périodes (comme le montre le graphique n°5.5) et cette entité est souvent liée à la vocation touristique du PNRSE, comme le montre le réseau global de cette entité dans l'annexe n°5.8. En effet, la charte de 1968 indique que :

> « *L'aménagement du parc naturel régional de Saint-Armand-Raismes répond au souci d'ouvrir la nature au public, tout en la préservant, afin de mettre à la disposition des habitants des agglomérations fortement urbanisées de la région, des équipements touristiques, culturels et de loisirs, dans un cadre forestier et rural favorable à la détente* » (PNRSE, 1968, p.14).

La charte de 1986 évoque également « *les activités de détente et de contact avec la nature recherchées par les quatre millions d'habitants de la Région* » (p.23) et elle fait référence aux « *activités de découverte de la nature proposées par le Parc* » (p.12), ce qui explique les qualités liées à « *la nature* » dans le corpus, visibles dans l'annexe n°5.8. A partir de 1998, la convocation de l'entité « *la nature* » devient plus clairement associée aux actions d'éducation à l'environnement, de sensibilisation du public, notamment scolaire et de promotion de l'écocitoyenneté menées par le parc (comme l'indiquent les réseaux globaux et spécifiques cette entité représentés dans l'annexe n°5.8). En effet, la charte de 1998 indique par exemple que « *depuis la création du Parc, la sensibilisation à l'environnement est une*

[182] Nous n'avons pas eu besoin de construire un être-fictif pour cette entité qui soit n'apparait pas, soit désigne autre chose, lorsqu'elle est au pluriel ou en majuscule. Afin de ne saisir dans cette expression que les références à « *la nature* » en tant qu'entité naturelle, nous avons toutefois été amenés à créer d'autres expressions telles que « *par nature* » qui est un marqueur, ou encore « *nombre et nature* » etc.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

priorité pour que les enfants aiment la nature et qu'ils prennent une responsabilisation accrue dans le maintien des équilibres naturels (Objectif nature, Club'nat, Cahiers des enfants…) » (PNRSE, 1998, p.129). La charte indique aussi que les équipements du PNRSE « *participent à la mobilisation de la population et favorisent l'expression de l'écocitoyenneté en s'attachant à faire partager la nature à l'ensemble des habitants et des visiteurs* » (p.164). Plus globalement, dans le corpus, la « *nature* » apparait souvent dans la désignation d'autres entités telles que « *animateurs nature* », ou dans des expressions désignant des programmes d'action d'éducation à l'environnement comme « *Objectif nature* », ou encore « *Offrons la nature aux collégiens* », menés ou relayés par le parc (PNRSE, 2012, p.42).

A l'inverse, le PAYSAGE@ et le PATRIMOINE@ sont deux entités semi-naturelles de référence dans la critique écologiste du PNRSE. En effet, si nous avons déjà souligné l'importance qu'à prise la question du paysage dans les orientations stratégiques du PNRSE à partir des années 1990, le bilan d'activités 1998-2008 souligne que la « *protection et la gestion du patrimoine* » (PNRSE, 2008, p.8) est la « *mission première du Parc naturel* » (ibid.) et qu'elle « *mobilise pleinement le Syndicat Mixte* » (ibid.).

La particularité du PAYSAGE@ est que celui-ci peut être lié à différents jeux de qualités, à la fois autour de l'« *ordinaire* » et du « *quotidien* », mais aussi autour de l'« *emblématique* » et du « *remarquable* » (voir annexe n°5.8). La charte de 1998 indique ainsi que si « *l'évolution des paysages vers la banalisation est l'une des grandes inquiétudes modernes* » (PNRSE, 1998, p.60), « *le paysage ne peut se limiter aux "beaux paysages"* (…). *Ce sont ces paysages ordinaires, lieux du quotidien, espaces de vie et de citoyenneté, qu'il convient également de ménager* » (ibid.). Par contraste, le PATRIMOINE@ est plutôt lié au « *remarquable* » et à l'« *exceptionnel* », à des objets ou à des êtres vivants qui se distinguent des autres par leur forte « *valeur patrimoniale* ». L'annexe n°5.8 montre aussi le caractère structurant de l'EAU@ à la fois pour le PAYSAGE@ et le PATRIMOINE@ et ces derniers sont tous deux liés aux activités de TOURISME-ACCUEIL@. Le PAYSAGE@ apparait dans des énoncés où l'AGRICULTURE@ est également mentionnée, ainsi que des actions de SENSIBILISATION@ en faveur de l'amélioration de la QUALITE@ des paysages, alors que le PATRIMOINE@ est un référentiel important dans les énoncés qui concernent également LA-MINE@ et les actions de VALORISATION@ du patrimoine.

Par ailleurs, non seulement le PAYSAGE@ et le PATRIMOINE@ sont souvent mentionnés dans les mêmes énoncés (voire dans les expressions comme « *patrimoine paysager* »), mais ces deux entités présentent également un certain nombre de caractéristiques communes : elles sont toutes deux liées aux HABITANTS@ et à la mise en œuvre de PROJETS@, ainsi qu'à diverses entités telles que le SAULE-TETARD@, l'IDENTITE@ du territoire du parc, son CARACTERE@ particulier ainsi qu'à son ESPACE-RURAL@. Parmi les représentants du PAYSAGE@ se trouvent d'ailleurs des expressions telles que « *paysages ruraux* » ou « *paysages identitaires* ». Ceci souligne déjà l'importance du registre de justification domestique dans la critique écologiste du PNRSE, ainsi que l'importance d'une organisation en mode « *projets* », mais nous approfondirons cette question dans la section suivante.

Ce qui caractérise ces deux êtres-fictifs est qu'ils incarnent tous les deux le maintien d'une certaine ambigüité entre ce qui relève de l'anthropique et ce qui relève du naturel. En effet, la production du PAYSAGE@ est le fruit d'une interaction complexe et qui s'inscrit

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dans le temps long entre l'homme et son environnement, alors que le PATRIMOINE@ désigne quant à lui alternativement un « *patrimoine bâti* », « *architectural* » et « *minier* », d'origine anthropique et lié à l'expression de valeurs culturelles, ou bien, un patrimoine « *naturel* » et « *arboré* » ; la « *valeur patrimoniale* » des espèces vivantes étant liée à la reconnaissance d'un intérêt écologique, scientifique ou symbolique (caractère endémique, valeur culturelle…) attaché à ces dernières. C'est notamment le cas du SAULE-TETARD@, un grand arbre inféodé aux milieux humides, habitat de la chouette chevêche, une espèce indicatrice de la fonctionnalité de la « *mosaïque agricole* » (PNRSE, diagnostic de territoire de 2008, p.102) du territoire, mais dont les effectifs diminuent en lien avec l'évolution des pratiques agricoles et des structures paysagères qui en dépendent. Le SAULE-TETARD@ est d'ailleurs un élément tellement emblématique du territoire qu'il a été choisi pour figurer sur le logo du PNRSE (comme l'indique l'annexe n°2.1).

Enfin, le PATRIMOINE@ surtout, mais aussi le PAYSAGE@, figurent souvent dans des énoncés où il est également question de DEVELOPPEMENT@ et de DEVELOPPEMENT-ECONOMIQUE@, ce qui souligne l'importance que ce double objectif de conservation et de développement territorial revêt pour le PNRSE. La charte de 1998 indique par exemple que :

> « *La fragilité* (…) *des paysages impose des actions adaptées pour concilier la conservation de ses spécificités écologiques et le maintien et le développement d'activités humaines adaptées au territoire : activité agricole basée sur une production animale performante et compatible avec le potentiel des prairies ; activités de loisirs et accueil du public respectueux des milieux* » (PNRSE, 1998, p.86).

De la même manière, selon la charte de 2010, le PNRSE doit « *valoriser économiquement le patrimoine arboré qui peut fournir des produits susceptibles d'alimenter différentes filières bois (énergie, mulching, piquets de clôture, bois d'œuvre…) mais aussi préserver un tissu d'entreprises artisanales pourvoyeuses d'emplois (gestion de plates-formes, débardage, scieries…)* » (p.87). Plus largement, le PNRSE s'engage ou soutien des études sur :

> « *les filières de valorisation des écosystèmes locaux et de leurs produits, notamment le saule têtard (bois énergie), le roseau (énergie, décoration, construction) et les prairies humides (valorisation de races rustiques ou locales, paillage pour le petit élevage ou la décoration, foin pour la filière équestre)* (…) » (PNRSE, 2010a, p.168).

Comme le montrent l'annexe n°5.8 et le graphique n°5.5, l'ENVIRONNEMENT@ est aussi une entité assez souvent mobilisée dans le corpus, surtout à partir de la charte de 1986 : sur la période couverte par la charte, les références à l'ENVIRONNEMENT@ sont presque aussi nombreuses que celles liées au PAYSAGE@, même si ce n'est plus le cas à partir de la fin des années 1990. L'annexe n°5.8 montre l'ENVIRONNEMENT@ apparait souvent en lien avec les actions en matière d'EDUCATION-A-L-ENVIRONNEMENT@ et de SENSIBILISATION@ menées par le PNRSE ainsi que dans des expressions évoquant le « *respect de l'environnement* », le « *souci de l'environnement* » ou encore les « *impacts sur l'environnement* », en lien avec la POLLUTION@, les activités de CONSOMMATION@ et les DECHETS-EN-GENERAL@. Là aussi, il est intéressant de remarquer que l'ENVIRONNEMENT@ peut être affublé des qualités de « *naturel* » ou de « *culturel* », mais

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

qu'il s'agit souvent dans le corpus de l'ENVIRONNEMENT@ « *proche* ». Par ailleurs, l'ENVIRONNEMENT@ apparait aussi dans des énoncés où il s'agit également d'ECONOMIE@ tels que :

> « *Depuis 1992, le parc a redéfini ses objectifs et veille dans ses actions de soutien de l'activité rurale à promouvoir des pratiques agricoles plus respectueuses des équilibres naturels, sachant concilier rentabilité économique, qualité des produits, et neutralité certaine en termes d'impacts sur l'environnement* » (PNRSE, 1995, p.22).

L'annexe n°5.8 montre que la BIODIVERSITE@, les RESEAUX-ECOLOGIQUES@, mais aussi les ECOSYSTEMES@ sont des entités assez fortement liées entre elles, ainsi qu'à la protection des ESPECES-ET-HABITATS@. La BIODIVERSITE@ et le maintien des ECOSYSTEMES@ sont tantôt convoqués en tant qu'enjeux globaux, en lien avec les CHANGEMENTS-CLIMATIQUES@, comme dans les énoncés suivants : « *engager ou soutenir des études mesurant les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes du territoire, sur leurs peuplements et leurs dynamiques* » (PNRSE, 2010a, p.62), ou encore :

> « *Face aux enjeux planétaires, la charte apporte des réponses pour sauvegarder les ressources naturelles et développer la biodiversité, réduire les émissions de gaz à effet de serre, limiter l'ampleur du changement climatique, réduire la vulnérabilité du territoire en l'aidant à s'adapter à l'évolution inévitable* » (PNRSE, 2010a, p.16).

Mais il s'agit aussi de la BIODIVERSITE@ « *locale* » et des ECOSYSTEMES@ « *locaux* », liés aux MILIEUX-AQUATIQUES-ET-HUMIDES@ et aux MILIEUX-FORESTIERS@, aux PRAIRIES@ et aux RICHESSES@ écologiques du territoire, à la GESTION-FORESTIERE@ ainsi qu'aux RESERVES-BIOLOGIQUES@ qui concernent principalement les forêts domaniales et aux politiques de protection de la nature régionales ou mises en œuvre sur le territoire comme NATURA-2000@ et la TVB@. Cette dernière est souvent associée aux RESAUX-ECOLOGIQUES@ et ceux dont il est question dans le corpus sont surtout le « *réseau forestier* » et le « *réseau humide* ». L'objectif de la TVB@ et de l'approche par les RESAUX-ECOLOGIQUES@ vise à établir ou à rétablir des « *corridors* », des « *continuités* », des « *connexions* » et des « *liaisons* » entre les entités écologiques du territoire afin d'éviter les effets de « *coupures* » et de parvenir ainsi à une meilleure protection des ESPECES-ET-HABITATS@ naturels. Comme nous l'avons déjà souligné et ainsi que l'indique également le graphique n°5.5, cette stratégie de gestion par les RESEAUX-ECOLOGIQUES@, en faveur de la protection de la BIODIVERSITE@, tend à prendre de plus en plus d'importance dans les politiques du PNRSE et nous verrons, dans la section suivante, que cette dernière a parti pris avec la montée d'un registre de justification s'appuyant sur la cité par projets, alors que le PATRIMOINE@ et le PAYSAGE@ sont des entités plutôt caractéristiques de la cité domestique.

Les FONCTIONS-DE-LA-NATURE@ sont une entité rarement mentionnée dans le corpus (et essentiellement dans la charte de 2010), mais souvent dans les mêmes énoncés que la TVB@ et les RESEAUX-ECOLOGIQUES@. La charte de 2010 indique en effet que le PNRSE doit « *appréhender la dimension paysagère de la trame écologique du territoire en caractérisant les fonctions paysagères de ses éléments constitutifs (investir le champ de l'écologie du paysage)* » (PNRSE, 2010a, p.62). Il s'agit aussi d'améliorer « *la préservation*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de la valeur patrimoniale [des milieux aquatiques et humides] » (p.64) par « *une meilleure prise en compte* » (ibid.) « *des fonctions écologiques du réseau hydrographique et* [par] *la préservation de connexions écologiques* » (ibid.). L'entité FONCTION-DE-LA-NATURE@ est aussi convoquée dans la charte pour insister sur les RICHESSES@ écologiques du territoire, en lien avec des actions de sensibilisation du public : « *la maîtrise de la sur-fréquentation doit être améliorée, notamment grâce à (…) une plus grande sensibilisation des différents publics aux fonctions de la forêt, à la richesse de certains écosystèmes intra-forestiers* » (p.65). La charte indique aussi qu'il s'agit de « *faciliter la production de fonctions économiques et sociales de la nature* » (PNRSE, 2010a, p.26), mais cet objectif fait partie de la description des engagements stratégiques de la Région Nord-Pas-de-Calais, en tant que signataire de la charte, avec la mise en place de la TVB et le soutien aux espaces agricoles en mutation. Nous avons également inclus dans les FONCTIONS-DE-LA-NATURE@ l'expression « *vocation économique des milieux naturels* » qui apparait essentiellement dans l'énoncé suivant : « *sensibiliser à la vocation économique des milieux naturels, en informant notamment sur la fiscalité environnementale qui prévoit des déductions fiscales pour les propriétaires et gestionnaires conduisant des travaux de réhabilitation et d'entretien dans les espaces naturels protégés (RNR, zones Natura 2000)* » (PNRSE, 2010a, p.171). Une référence aux FONCTIONS-DE-LA-NATURE@ apparait dans la charte de 1998, mais il s'agit de la « *fonction récréative et touristique du Parc, qualifiée de grand équipement naturel des métropoles dans la charte de 1968* » (PNRSE, 1998, p.43).

Cette analyse nous conduit à envisager ces différentes entités semi-naturelles comme un jeu composé de deux sous-ensembles principaux. Le PAYSAGE@ et le PATRIMOINE@, d'une part, auxquels il est possible d'ajouter l'ENVIRONNEMENT@, trois éléments qui constituent les référentiels dominants du corpus et qui font référence à des dynamiques d'interdépendances complexes, mais fondamentales, entre l'activité anthropique et celle de la nature. Et « *la nature* », la BIODIVERSITE@, les ECOSYSTEMES@, d'autre part, qui sont moins importants en termes de nombre d'occurrences et qui font plus directement référence aux dynamiques naturelles, biologiques et écologiques. De ce point de vue, les RESEAUX-ECOLOGIQUES@ et les FONTIONS-DE-LA-NATURE@ constituent deux entités intermédiaires, mais plus proches du second ensemble, comme l'indique les réseaux globaux de ces entités (voir annexe n°5.8).

En réalité, le premier sous-ensemble d'entités semi-naturelles, centré sur l'action en faveur du PARTRIMOINE@ et du PAYSAGE@, nous semble caractéristique de la « *nature* » de la cité domestique (et c'est bien celle-ci qu'il s'agit de protéger, en priorité, dans le corpus), alors que la BIODIVERSITE@ et les RESEAUX-ECOLOGIQUES@ s'apparentent aux représentations de la nature de la cité par projets. Mais pour s'en convaincre, il faut étudier plus globalement la manière dont les registres de justification se déploient dans le corpus, ainsi que ce que chacun d'entre eux recouvre, ce qui fait l'objet de la section suivante. Auparavant, penchons-nous sur ce que nous ont dit les personnes que nous avons interrogées sur les significations attachées, selon elles, au « *patrimoine* » et à la « *biodiversité* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.3.4 Les interprétations du « *patrimoine* » et de la « *biodiversité* »

Luc Coppin nous a indiqué que, selon lui, le patrimoine, naturel et culturel fait écho à l'idée d'un héritage des générations passées qu'il s'agirait de préserver. C'est la raison pour laquelle il rapproche le patrimoine de l'idée de la durabilité ou de la soutenabilité :

> « *Pour moi, le patrimoine est ce qui nous a été légué par nos prédécesseurs. Cela recoupe les dimensions culturelles, naturelles, bâti etc. Il y a un patrimoine culturel et naturel minier. Nous prédécesseurs n'était ni plus cons ni plus malins que nous. En général ils bâtissaient dans le temps long en plus. Et ils avaient une notion de durabilité alors qu'aujourd'hui tout est à jeter. A mon avis ce que n'a pas compris l'homme est qu'il est dépendant de son environnement. Il a cru dans les paroles de la bible "croissez et multipliez"* (…). *Nous ne nous sommes pas rendu compte qu'il fallait s'arrêter à un moment donné. Nous sommes partis sur des rails, dans une course folle. Aujourd'hui, il faut tout transporter et nous déplacer tout le temps. Nous avons tous les deux fait beaucoup de kilomètres pour cet entretien. Cela fait partie du développement, mais il y a des choses à ne pas dépasser* (…). *Bien sûr, nous avons un patrimoine qu'il faut garder, mais cela demande du bon sens. Il y a des tas de choses qu'il ne faut pas garder. Il est possible de distinguer deux attitudes : celui qui garde tout et qui ne jette rien et qui a des caves pleines, et celui qui bazarde tout. Mais il y a un juste milieu. Nous avons un patrimoine naturel, des forêts etc. qu'il faut garder et puis un patrimoine culturel, tout ce que nous avons écrit etc. la musique du moyen-âge* (…) » (Entretien avec Luc Coppin, p.16).

Cependant, cette interprétation n'a pas été partagée par l'ensemble de nos interlocuteurs. David Moulin et Gérald Duhayon ont par exemple très vite associé le terme de patrimoine, en l'occurrence, flanqué de la qualité de « *naturel* », à l'idée de valeur intrinsèque de la nature, tout en développant une attitude critique vis-à-vis de cette dernière et de sa pertinence au sein du territoire du PNRSE, puisque celui-ci est habité et que les dynamiques naturelles n'y occupent que peu de place. Selon David Moulin en effet :

> « *Oui je partage ce point de vue, les espaces naturels ont une valeur intrinsèque, mais en France, les espaces naturels sont aussi liés aux pratiques – notamment agricoles - que l'on y mène. Par conséquent, que l'on considère le bocage de l'Avesnois, les prairies humides de Scarpe-Escaut ou les zones de marais de l'Audomarois, tous ces espaces ont une valeur intrinsèque puisqu'ils recèlent d'une faune et d'une flore particulière, mais ils sont liés à l'activité humaine. Nous ne sommes pas dans les grandes forêts polonaises de Białowieża ou sur les sommets de la Vanoise où les espaces se développent selon une dynamique naturelle. Si certaines dynamiques naturelles sont identifiables, notamment autour du boisement en NPDC, cela se fait sur des espaces dont l'existence est liée aux activités humaines. Donc oui, ils recèlent d'une valeur intrinsèque mais ne peuvent pas être déconnectés des activités humaines* » (Entretien avec David Moulin, p.7).

Gérald Duhayon a également abondé dans ce sens. La critique qu'il dresse de l'idée de valeur intrinsèque de la nature est à rapprocher, selon nous, d'une critique de l'idée de la valeur patrimoniale des espèces qui sont rares ou menacées :

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *A mon sens, l'idée de valeur intrinsèque de la nature est une vision humaine, il ne faut pas l'oublier. Elle s'insère dans le cadre de référentiels humains qui ont leurs limites et nous le percevons sur le territoire par exemple au travers des plantes métallicoles, qui sont protégées au niveau européen parce qu'elles sont rares, mais que l'on ne retrouve chez nous que sur des sites pollués. Donc il y a un problème de conscience par rapport au maintien de ces plantes, ira-t-on jusqu'à dire qu'il faut maintenir la pollution pour maintenir ces plantes ? De la même manière, la valeur patrimoniale des espèces est liée à leur rareté. Donc nous avons presque tendance à penser que plus une espèce a été détruite, moins elle est abondante et plus elle a de valeur… c'est presque le fait que l'homme l'ai détruite qui lui donne une valeur. Il vaut mieux ne pas trop se poser de questions à ce niveau-là sinon, nous n'avancerons plus* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.13).

Néanmoins, ce dernier précise également que, selon lui, la valeur du patrimoine naturel est assez relative en Scarpe-Escaut, parce que celui-ci est un territoire assez fortement artificialisé, où les hommes n'ont pas développé d'importantes valeurs culturelles d'attachement à la nature. Au contraire, le passé historique du territoire traduirait une sorte de rapport d'exploitation « *minière* » à la nature :

« *La valeur du patrimoine naturel est présente chez nous, mais nous ne sommes pas non plus dans un territoire à forte identité humaine, comme certains pays ou certains territoires ruraux où régions de montagne. L'appropriation du patrimoine naturel chez nous est assez relative. Elle est liée aux grandes visions de la nature que nous avons ici, c'est-à-dire la forêt. Nous concevons que la forêt est un patrimoine naturel, même si pour la plupart des gens ne verraient pas la différence avec une forêt sans grande valeur écologique. Nous avons aussi des perceptions liées à la chasse à la hutte, en zone humide qui est très forte au niveau local mais qui est aussi relative aux espèces que l'on peut chasser. Donc tout est relatif et cette idée de patrimonialité est beaucoup plus ancrée sur d'autres territoires* (…).

Oui tout à fait, le développement économique de la région a été fondé sur l'exploitation d'une ressource naturelle, exploitée comme une ressource sans limites (de ce point de vue c'est aussi valable pour le pétrole, le charbon ou les pierres). A l'inverse, la caractéristique et la richesse écologique du territoire qui est la présence de l'eau et des zones humides n'a jamais été un vecteur ni développement économique ni de développement identitaire. Alors que ce fut le cas ailleurs : par exemple sur le parc naturel de la Brenne, l'identité zones humides est liée à des pratiques locales et à une activité. Pour nous le développement économique a un passé industriel. Mais d'un autre côté les premiers efforts de protection via la création de réserves naturelles ou de parcs sont une réaction à ces destructions locales. Nous disons souvent que la Région NPDC est très active dans la politique environnementale par rapport à d'autres régions, mais c'est aussi parce que c'est chez nous qu'il y a le moins » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.13).

Ce que nous a indiqué Daniel Mio fait fortement écho aux propos de Gérald Duhayon. Selon lui, le patrimoine est à la fois bâti, architectural et donc culturel, mais aussi naturel. Il précise que le patrimoine naturel peut être appréhendé, selon lui, comme « *l'espace qui n'a pas encore été consommé* » et il reconnait que la qualité du patrimoine naturel de Scarpe-

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Escaut est sans doute moindre que celle d'autres PNR français, mais précisément, ce sur quoi il insiste est le sentiment d'appartenance et d'attachement à son environnement quotidien :

> « *Nous avons du patrimoine architectural, mais étant donné que nous sommes dans une zone frontière, les allées et venues des armées ont fait pas mal de dégâts et les révolutionnaires aussi. Mais nous avons tout de même de beaux restes. Au-delà du patrimoine bâti, nous avons surtout du patrimoine naturel. Je le disais tout à l'heure, pour moi c'est l'espace qui n'a pas été consommé en fin de compte. Pour moi il s'agit aussi bien des espaces naturels comme les zones humides que des zones de cultures agricoles. Les zones agricoles sont tout de même plus naturelles que les autres. Surtout lorsqu'il y a de l'élevage. C'est tout le problème de l'élevage actuellement qui a tout de même besoin d'être soutenu. C'est aussi pour cette raison que nous insistons beaucoup sur les consommations de produits du terroir, des productions locales etc. Et puis, le patrimoine naturel c'est aussi les forêts. Nous avons tout de même plusieurs massifs : la forêt de Saint-Amand, de Marchiennes, de Flines… nous avons un territoire bien boisé par rapport au territoire régional. Et nous avons un territoire humide : nous avons un fleuve, l'Escaut et une rivière, la Scarpe, plus tous les fossés qui avaient été creusés du temps des moines pour rendre la terre cultivable dans les marais. Donc nous avons des zones marécageuses, des tourbières… des choses intéressantes. Même si ce n'est pas la qualité de certains territoires de parcs, du sud de la France notamment. Mais moi je pense que c'est un territoire qui a aussi son charme. Ne serait-ce que parce que c'est le mien !* » (Entretien avec Daniel Mio, p.19).

Luc Coppin fait aussi très clairement référence à l'importance de cette dimension de l'attachement personnel, au travers de la critique qu'il propose de la notion de « *biodiversité* » :

> « *Il y a aussi quelque chose qui a été pervertit c'est cette notion de "biodiversité". La biodiversité c'est de la technocratie de bas étage. C'est la nature tout simplement. Mais non, il faut que l'homme essaye de tout maitriser* (…). *Quand je dis "nature", je parle d'une nature anthropisée. Donnez-moi des exemples de nature non anthropisée… A part le désert du Kalahari, tout a été défriché, retourné… Je parle de la nature comme d'un terme générique. D'ailleurs je n'aime pas trop les oppositions que l'on fait entre nature-culture, nature-économie etc. Je fais référence à l'idée de "ma" nature, c'est-à-dire à ce que je suis* » (Entretien avec Luc Coppin, p.16-17).

Au travers de l'exemple du travail réalisé par une paysagiste sur le territoire, Jean-Luc Beghin nous a également rapporté que selon lui, la notion de patrimoine est plus facile à communiquer que celle de biodiversité, précisément parce que cela évoque un vécu, une nature connue et quotidienne :

> « *De mon point de vue, la notion de patrimoine est plus facile à faire partager que la notion de biodiversité. Cela parle mieux aux gens. Je me souviens d'une chose. J'ai eu beaucoup de stagiaires de haut niveau qui ont lancé des thématiques de travail dans les parcs. Aujourd'hui les parcs sont organisés en pôles, avec des thématiques, mais tout cela est venu se greffer année après année. Par exemple, la notion de paysage est arrivée avec l'intégration de paysagistes dans l'équipe. J'ai eu une*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

stagiaire paysagiste de l'école de Versailles, qui avait un talent fou. Quand elle a fait son étude et mobilisé les élus etc. ce n'était pas gagné d'avance. Mon critère c'est la réunion du syndicat des communes : les bonnes soirées à 50 ou 60 personnes le soir. C'est du basique, ce qui n'est pas négatif, c'est vraiment les gens du peuple. Quand vous arrivez sur ces thématiques qui sont complexes et il faut savoir si ça plait ou si cela ne plait pas. Et il y a des flops. Mais je me souviens très bien que lorsqu'elle a fini son travail avec des belles photos, qui mettent bien en valeur de beaux éléments de paysage et de patrimoine, elle a été applaudie. Ce qui est très rare. Nous avons eu un animateur du patrimoine qui a fait ce type de travail sur tous les détails du patrimoine bâti vernaculaire etc. Il a aussi été applaudi. Ce sont des anecdotes, mais cela montre que ce sont des choses qui causent aux gens.

Lorsque nous avons lancé les programmes d'entretien des sols conduits en têtards, certes c'est au nom de la biodiversité, mais c'est au nom du paysage. Ce sont des sentinelles de nos paysages qui sont aimées. C'est de cette manière que nous avons fait passer les programmes sur ce patrimoine là. Sur le patrimoine bâti aussi. Et nous avons beaucoup travaillé sur les enjeux du patrimoine minier, qui sont tout de même l'un des enjeux du secteur. Les éléments de patrimoine font partie des choses qui facilitent le fait de pouvoir entrainer des partenaires. Je pense que c'est complètement le fond de commerce des parcs. Ce n'est pas le patrimoine « passéiste », mais en même temps on en démolit assez pour qu'il y ait des enjeux de conservation de ce patrimoine dans les parcs régionaux, qui sont habités, contrairement aux parcs nationaux. Pour moi se sont des notions qui sont faciles à faire partager et qui de toute façon intègrent aussi des enjeux de biodiversité » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.18-19).

Jean-Pierre Colbeaux résume que, selon lui :

« *Le patrimoine naturel fait partie du patrimoine culturel pour les gens. C'est-à-dire que pour eux, le saule-têtard, l'allée saule-têtard c'est rentré dans leur culture à eux. C'est le paysage qu'ils voient chaque jour. Et s'il n'y avait plus ces saules-têtards ils auraient l'impression que l'on a touché à la nature. Alors après, si l'on s'occupe de milieu naturel on sait que le saule-têtard c'est important, il y a des chauves-souris, des oiseaux de nuit, etc. Donc vous voyez il y a cette dimension de nature et de culture, je pense que les choses de plus en plus sont étroitement liées l'une à l'autre. Et c'est une chance pour les milieux naturels ! C'est une chance, c'est-à-dire que le fait que les gens lient les deux ce n'est plus cette fleur est là, c'est un paysage, c'est un milieu, un écosystème* » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.17).

Enfin, Michel Marchyllie indique que lui aussi préfère parler de « *patrimoine naturel* » que de « *nature* », dans la mesure où ce dernier permet de souligner les interdépendances qui existent entre l'humain et le naturel et donc entre conservation et développement :

« *Je préfère le terme de patrimoine naturel à celui de nature. D'abord, parce qu'il y a un aspect plus dynamique et immatériel. Ce n'est pas qu'une petite plante ou un oiseau, c'est aussi l'histoire, notre patrimoine explique pourquoi et comment nous sommes arrivés à ce que l'on est aujourd'hui. Puisque c'est immatériel, le patrimoine d'aujourd'hui est le résultat de combinaisons de facteurs historiques naturels, géologiques, humains et industriels* (…). *Pour moi c'est un signe d'intégration : le*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

saule-têtard a un usage pour l'homme et en même temps un usage pour un écosystème. Donc il y a vraiment toute une histoire autour. Les tourbières dans le NPDC ne sont pas arrivées parce que la nature les a constituées. C'est toute l'histoire humaine, associée au milieu, qui au fil du temps a produit cela (…). *Pour moi, l'intérêt du patrimoine naturel est qu'il y a des histoires à raconter. Il y a une histoire, un vécu, lié à ce patrimoine* (…). *Et cela peut permettre de mettre en évidence, sur certains sujets que c'est la bonne gestion qui a permis le maintien de ce type d'habitats. C'est le cas des coteaux calcaires. Ils ont une qualité patrimoniale extraordinaire, mais parce que la gestion est intervenue. Nous ne devons pas tout cloisonner en considérant que tel lieu est exceptionnel parce qu'il y a des plantes spécifiques. Le panel doit s'ouvrir, il n'y a pas qu'aux plantes qu'on peut accorder de la valeur, il faut inclure les modes de gestion, les savoir-faire* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.25).

Si nous voyons déjà émerger ici l'importance du registre de justification domestique, pour le PNRSE, Prospéro nous permet d'aborder plus globalement cette question, au travers de l'entrée par les catégories. Notons également dès à présent que ces éléments concernant le sens attaché aux référentiels que sont le « *patrimoine* » et la « *biodiversité* » nous serviront de points d'appui importants pour répondre à la question des enjeux liés au déploiement d'une approche en termes de SE, par le PNRSE, dans le chapitre 6.

2.4 Les registres de justification sur lesquels s'appuie la critique écologiste du PNRSE

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le modèle d'analyse ainsi que dans l'annexe n°5.3, notre analyse des registres de justification dominants dans le corpus est principalement basée sur une entrée par les catégories. L'annexe n°5.9 présente le poids des différentes catégories actives dans le corpus (dont celles qui s'apparentent aux registres de justification et les autres catégories), ainsi que leurs principaux représentants. Nous nous attachons d'abord à analyser le déploiement des registres de justification sur l'ensemble du corpus, puis nous analysons l'évolution historique de l'ensemble des catégories actives sur le corpus.

2.4.1 Le déploiement des registres de justification dans le corpus

Avant d'analyser leur poids dans le corpus, il nous semble intéressant de mieux expliciter ce que les registres de justification présents dans le corpus recouvrent, car, comme nous l'avons déjà explicité (annexe n°5.3), ces derniers sont le résultat d'un travail d'exploration, basé sur ce qui « *remonte* » du corpus, mais ils sont aussi étroitement dépendants de nos hypothèses théoriques. Le tableau n°5.18 suivant présente une synthèse des principaux entités, qualités, épreuves et marqueurs, rapportés aux différentes cités, à partir du tableau n°1 de l'annexe n°5.9. Celui-ci s'apparente à ce qui est généralement décrit comme étant les différentes représentations de la nature dans les mondes communs (Lafaye et Thévenot, 1993 ; Godard, 1990 ; Vivien, 2005b), bien qu'il fasse apparaitre certains éléments sous un jour nouveau, puisqu'il est adapté à notre corpus et à notre cadre théorique.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°5.18 : Les registres de justification actifs sur le corpus

Ordres de grandeur	Entités semi-naturelles de référence	Dispositifs institutionnels	Acteurs privilégiés
Cité domestique	Paysages quotidiens, identitaires et ruraux; patrimoine naturel, culturel et bâti ; la nature habitée, ménagée, proche.	Protection de la nature; aménagement du territoire; activités d'accueil et de transmission ; circuits-courts ; connaitre, respecter et prendre soin de la nature.	Habitants, familles, exploitants et paysans locaux, artisans, collectivités locales.
Cité par projets	Biodiversité, écosystèmes, réseaux, corridors, continuités et maillages écologiques.	Trame verte et bleue ; commissions et équipes de travail ; projets participatifs et expérimentations.	Partenaires, collaborateurs, participants.
Cité industrielle	Ressources naturelles et minières, nature à maitriser, à organiser, à rendre productive.	Conservation de la nature; Gestion en maitrise d'ouvrage; Mise en place de plans et de programmes.	Propriétaires fonciers, gestionnaires et producteurs.
Cité civique	La nature comme espace public ouvert et accessible à tous.	Gestion contractuelle ; éducation à l'environnement; actions de mobilisation et écocitoyenneté.	Collectivités publiques et Etat; élus; citoyens; public scolaire.
Cité de l'opinion	Nature visible, connue, remarquable, emblématique.	Information, communication, sensibilisation ; sorties de terrain, activités de loisirs et sportives, animations et expositions.	Les usagers, le grand public, les touristes et les visiteurs.
Cité inspirée	La nature sauvage, belle, source d'inspiration ; le patrimoine architectural et bâti, musées, abbayes.	Préservation de la nature; réserves naturelles ; éviter la sur-fréquentation ; favoriser le calme et la détente sans artifice.	Promeneurs ; observateurs de la nature, naturalistes, artistes
Cité marchande	Richesses naturelles, éléments naturels rares, produits et services commercialisables.	Valorisation de la nature ; attractivité, dynamisme économique et rayonnement du territoire.	Commerçants, entreprises, marchés, propriétaires.

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de l'annexe n°5.9

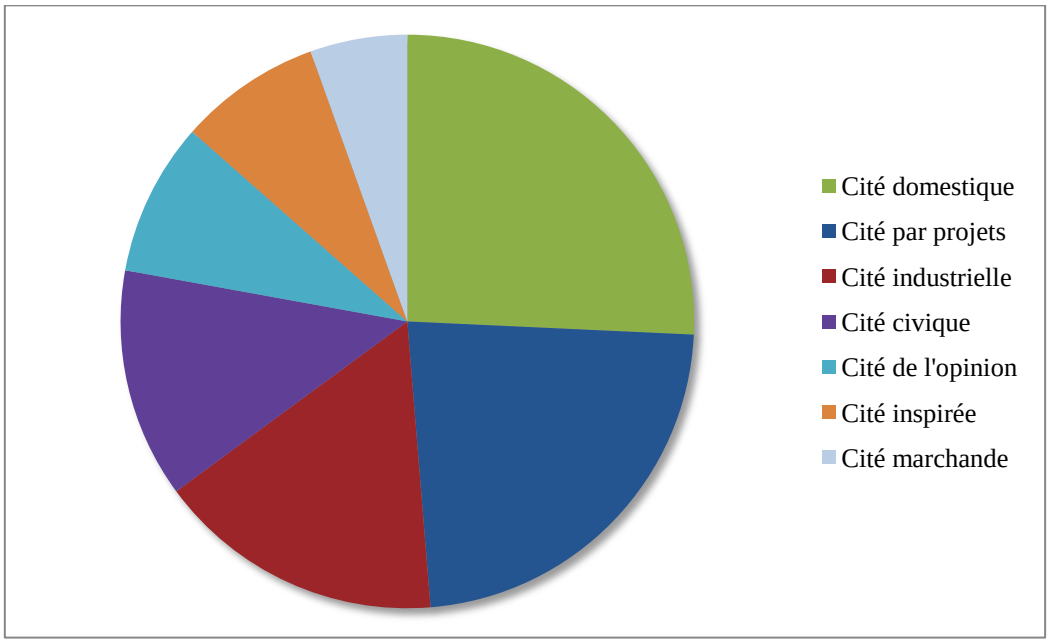
Une première remarque est que ces différentes cités ne sont pas que des logiques argumentatives ou des rhétoriques, puisque, conformément au modèle des *Economies de la grandeur*, les mondes communs du mettent en scène des acteurs, des institutions, des règles, des dispositifs et des objets. Intéressons-nous maintenant à leur déploiement dans le corpus, sachant qu'il deviendra dès lors possible d'appréhender plus en avant leur contenu.

Le graphique n°5.6 ci-dessous montre c'est sur un compromis domestique/par-projets que s'articule la critique écologiste du PNRSE. Ce dernier a été construit à partir du déploiement de ces registres de justification dans le corpus, tel qu'il est présenté dans le tableau n°2 de l'annexe n°5.9.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Graphique n°5.6 : Le déploiement des registres de justification dans le corpus



Source : graphique construit par l'auteure, à partir de Prospéro

L'ordre de grandeur domestique tel qu'il apparait au travers du corpus met en scène une nature habitée, locale, de proximité, quotidienne et qui véhicule des ancrages identitaires, territoriaux et communautaires forts, souvent liés à son caractère rural, villageois et campagnard. Les références au territoire, aux habitants, au paysage, au patrimoine naturel, culturel et bâti, ainsi qu'au cadre de vie sont omniprésentes, comme l'indiquent le tableau n°5.18 ainsi que l'annexe n°5.9[183]. L'objectif est de protéger cette nature en apprenant à la connaitre, en l'aménageant et en la ménageant. Il s'agit d'en prendre soin comme un bon père de famille se souci de son foyer, en cultivant une éthique du respect d'une nature qui est un héritage du passé et qui doit être transmis aux générations futures. Cette action de protection est tournée vers les habitants qui y vivent quotidiennement et où il s'agit d'y organiser l'accueil des familles et un tourisme local de proximité, avec l'appui des collectivités locales. Mais la pérennité de cette nature domestique repose aussi sur la transmission des savoir-faire ruraux, de la culture paysanne et des pratiques agricoles et culturales ancestrales dont elle est le résultat. En Scarpe-Escaut, le cheval de Trait du Nord, la vache Rouge Flamande, la culture des endives de pleine terre, mais aussi le saule-têtard et la chouette chevêche, inféodés aux prairies humides, sont autant d'exemples représentatifs de cette nature domestiquée. La transmission et la valorisation de ces savoirs et de ces pratiques ruraux passe par le développement d'une économie locale, de proximité basée sur la vente directe à la ferme de

[183] A la différence du « *patrimoine* » identifié par Godard (1990) comme étant une catégorie analytique liée à la cité domestique, le « *paysage* » n'est pas identifié comme tel dans la littérature. Cependant, nous avons fait le choix de l'inclure dans notre catégorie « *cité domestique* » sous Prospéro, car, comme nous l'avons mis en évidence dans la section précédente, le paysage est, dans le corpus, souvent associé aux qualités d'ordinaire, ou encore de quotidien et nous avons aussi pu mettre en évidence de forts liens entre les réseaux des deux entités que sont le PATRIMOINE@ et le PAYSAGE@. Néanmoins, nous avons aussi inclus ces deux entités dans la catégorie « *discours écologique* », comme l'indique l'annexe n°5.9, laquelle ne peut néanmoins prétendre au statut de cité, comme nous l'avons mis en évidence dans le chapitre 3. Précisons dès à présent que nous avons suivi le même procédé pour la « *biodiversité* », c'est-à-dire que nous avons inclus cette dernière à la fois dans la catégorie « *cité par projets* » et dans « *discours écologique* ».

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

produits locaux, sur les circuits-courts ainsi que sur le renforcement des liens sociaux communautaires (fêtes de villages…). La charte de 2010 indique à ce titre que :

> « *Partager la connaissance des spécialistes ou des scientifiques avec les habitants et les usagers du territoire dans tous les domaines de la charte (eau, agriculture, paysage, patrimoine bâti, tourisme, économie...) est essentiel pour aider à comprendre les valeurs et enjeux du territoire Scarpe-Escaut et transfrontalier et susciter un sentiment d'appartenance* » (PNRSE, 2010a, p.96).

Par contraste, la nature de la cité par projets est caractérisée par une multitude d'entités écologiques en interaction au sein de systèmes complexes. Il s'agit de maintenir cette biodiversité[184], essentielle au bon fonctionnement des écosystèmes, en favorisant les connexions et les continuités au sein de divers réseaux et maillages écologiques (forestiers, humides, agricoles…). L'importance de la cité par projets dans le corpus repose sur deux dynamiques, distinctes mais interdépendantes et toutes deux sensibles au travers du tableau n°5.18 et de l'annexe n°5.9. Une meilleure appréhension de la complexité du fonctionnement des écosystèmes, d'une part, liée à l'évolution des connaissances en écologie scientifique (rappelons que le PNRSE collabore régulièrement avec des scientifiques, via le CSENPC et la réalisation d'études, d'inventaires et de recherches sur les milieux naturels du territoire), ainsi qu'à la volonté de mettre en pratique ces connaissances nouvelles en faisant évoluer les stratégies de protection de la nature (ce qui s'est notamment traduit par la mise en place des politiques liées à la trame verte et bleue). Mais, d'autre part, l'affirmation de la cité par projets est aussi liée à l'évolution de l'environnement et du positionnement institutionnel du PNRSE ainsi qu'aux changements dans la logique de l'action publique (montée des EPCI et extension du périmètre du parc, avec l'affirmation de la dimension transfrontalière et l'augmentation du nombre de communes classées…).

Ainsi, c'est parce que le PNRSE est amené à travailler avec des acteurs institutionnels de plus en plus nombreux et de plus en plus désireux de s'impliquer dans la protection de l'environnement que la gestion en mode « *projets* », organisée en commissions et en équipes de travail autour d'objets aux périmètres variables, s'est développée, notamment au sein de l'équipe technique. Par ailleurs, le PNRSE s'engage dans des projets collaboratifs avec ses partenaires et auprès des communes et des collectivités locales, ce dernier est de plus en plus impliqué dans les procédures d'avis, au cours desquelles il développe des compétences de consultant et un positionnement d'expert. Si ces deux éléments (évolution de la stratégie de protection de la nature vers une approche par les réseaux écologiques et évolution des dispositifs de gestion vers une approche en mode projets) sont bien distincts, ils ne sont cependant pas sans rapports : améliorer les connexions entre les « *réseaux écologiques* » implique de mettre en place des « *réseaux d'acteurs* » et de s'intéresser aux « *porteurs de projets* » qui doivent tisser des liens, entrer en contact et participer aux politiques du PNRSE. Ainsi la charte de 2010 indique qu'il s'agit d'encourager *« l'innovation et la création d'une économie de réseaux qui entendent mailler diverses catégories d'acteurs pour faire émerger*

[184] De la même manière que précédemment, c'est l'exploration du corpus qui nous a conduits à inclure la « *biodiversité* », à la fois dans la catégorie « *discours écologique* », ainsi que dans la « *cité par projets* », et notamment l'étude de son réseau global, présenté dans l'annexe n°5.8 ainsi que dans la section précédente.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de nouveaux produits et filières » (p.81)[185]. Nous revenons sur ces éléments dans la section suivante, afin d'expliquer la montée historique de l'importance de la cité par projets dans la critique écologiste du PNRSE.

Même si elles tendent à être remplacées par des représentations liées à la cité par projets (comme nous le verrons dans la section suivante), la nature et les dispositifs institutionnels de la cité industrielle sont aussi présents dans le corpus, comme l'indiquent le tableau n°5.18 et l'annexe n°5.9. Il s'agit de conserver, de maitriser et d'organiser une nature productrice de ressources par la mise en place de plans et de programmes d'action. Le PNRSE assure d'ailleurs une partie de cette gestion en maitrise d'ouvrage, c'est-à-dire sous une forme décisionnaire pyramidale et dont l'efficacité (c'est-à-dire la capacité à atteindre les objectifs fixés par les plans de gestion et les programmes d'action) repose quasiment exclusivement sur le Syndicat Mixte. Néanmoins, cette forme de gestion en maitrise d'ouvrage a toujours été relativement marginale, compte de tenu de la nature contractuelle des contrats que sont les chartes de PNR : ces derniers doivent impliquer les propriétaires, les gestionnaires et les producteurs du territoire afin de définir et d'atteindre les objectifs de la charte. La cité industrielle est aussi présente au travers des références à l'exploitation minière et aux terrils, bien qu'avec l'arrêt des activités extractives et le classement du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012, ces dernières sont de plus en plus souvent associées à une nature domestique, liée à un héritage passé et qu'il s'agit de reconvertir afin de la transmettre aux générations futures.

Le tableau n°5.18 et l'annexe n°5.9 montrent que la nature de la cité civique apparait dans le corpus comme un espace public qu'il s'agit de rendre accessible à tous et dont les dispositifs de protection et de gestion reposent sur deux pieds. D'une part, la nature contractuelle de la charte implique une mobilisation de chacune des collectivités publiques signataires afin de concourir à la réalisation du contrat, dont le Syndicat Mixte ne saurait être tenu pour seul responsable. Et d'autre part, la protection de cet espace naturel public repose sur le développement d'un esprit civique et citoyen de mobilisation collective, qui passe à la fois par des opérations de communication et d'action éco-citoyennes, ainsi que par la mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement, notamment avec le public scolaire.

La cité de l'opinion met quant à elle en scène une nature visible, connue, reconnue et emblématique. Les dispositifs institutionnels et les acteurs qui y sont liés s'articulent autour du tourisme, des sports de plein air et des loisirs (voir tableau n°5.18 et l'annexe n°5.9). Il peut s'agir de mettre en place des équipements permettant de rende confortable un usage récréatif de la nature, de l'organisation d'évènements, d'animations et d'expositions visant à rendre le territoire attractif, ou encore d'opérations d'information, de communication et de sensibilisation autour des enjeux environnementaux, mais aussi autour des spécificités du territoire et des choses « *à y faire et à y voir* ».

Des références à la nature sauvage et belle de la cité inspirée sont aussi présentes dans le corpus, bien qu'elles soient peu nombreuses. C'est ce que montrent le tableau n°5.18 et

[185] Plus généralement, nous interprétons l'existence de ces liens entre l'évolution d'une approche de l'écologie de plus en plus centrée sur les systèmes complexes et les changements dans les formes de gestion des entreprises et des collectivités publiques vers une gestion par projets, comme la confirmation de l'hypothèse théorique formulée dans le chapitre 4, selon laquelle l'émergence de la cité par projets et sa mise au service du redémarrage de l'accumulation dans le troisième esprit du capitalisme, est bien la conséquence d'une endogénéisation de la critique écologiste.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'annexe n°5.9. Dans un territoire où l'humain est omniprésent, la nature de la cité inspirée peu entretenir certaines proximités avec celle de la cité domestique, au travers des éléments culturels, architecturaux, religieux et artistiques constitutifs du patrimoine bâti, qui se fondent dans le paysage. Mais la préservation de cette nature passe surtout par la mise en réserves (domaniales, communales…) d'espaces naturels où la valeur patrimoniale des espèces et des habitats est importante. Il s'agit alors d'y éviter une trop grande fréquentation, afin que les promeneurs, les contemplateurs de la nature, les naturalistes et les artistes puissent s'y détendre dans le calme, jouir d'un contact direct avec une nature sans artifice et y trouver l'inspiration.

Enfin, la nature de la cité marchande est assez peu présente dans le corpus et elle repose sur des éléments assez ambivalents, tantôt proches de la cité de l'opinion, tantôt liés à la cité domestique, ainsi que l'indiquent le tableau n°5.18 et l'annexe n°5.9. En effet, il peut s'agir de valoriser les richesses naturelles et les éléments rares du territoire, afin de maintenir son rayonnement et de le rendre attractif aux yeux des entrepreneurs et des commerçants, mais, comme nous l'avons déjà mentionné, le dynamisme économique dont il est question dans le corpus s'avère d'abord basé sur les marchés locaux et sur le maintien des commerces et des activités touristiques de proximité.

Intéressons-nous maintenant à l'évolution historique des registres de justification sur lesquels prend appui la critique écologiste du PNRSE, ainsi qu'aux autres catégories du corpus.

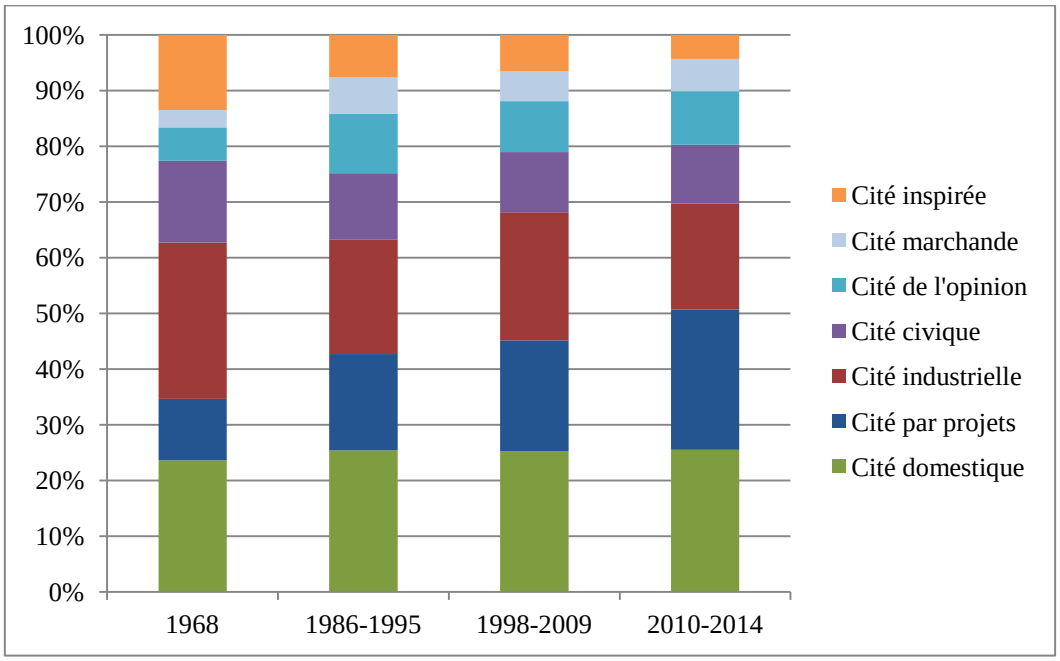
2.4.2 L'évolution historique des registres de justification et des autres catégories

Le graphique n°5.7 ci-dessous présente l'évolution historique des registres de justification sur lesquels s'appuie le PNRSE. Bien que le déploiement des ordres de justification ne présente pas de différence majeure, le graphique n°5.7 ci-dessous n'est pas directement comparable avec le graphique n°5.6 de la section précédente, car ce dernier prend en compte l'ensemble des catégories d'entités, de qualités, d'épreuves et de marqueurs, alors que le graphique n°5.7 ci-dessous n'est basé que sur le déploiement des entités, par textes. L'annexe n°5.10, qui présente l'évolution historique de ces registres de justification et de leurs dix premiers représentants complète le graphique n°5.7 ci-dessous et nous aide à expliquer les variations et les stabilités entre les périodes considérées[186].

[186] Comme nous l'avons déjà indiqué dans le modèle d'analyse, Prospéro permet d'analyser les textes dans lesquels les catégories d'entités, de qualités, d'épreuves, ou de marqueurs sont plus ou moins présentes au travers de l'étude des configurations discursives. Mais il s'agit dès lors de discriminer entre les textes afin de repérer ceux qui sont les plus représentatifs de tel ou tel agencement, ce qui ne nous intéressait pas particulièrement. Nous sommes donc passés par un autre chemin. Nous avons divisé notre corpus en quatre grandes périodes et créé quatre fichiers .prc dotés des textes correspondants, puis nous avons procédé comme d'habitude en pondérant les données par le nombre de pages de chaque période sous Microsoft Excel. Néanmoins, pour simplifier l'analyse, le graphique n°5.7 ne représente l'évolution des registres de justification, qu'à partir du déploiement des entités, c'est-à-dire à partir de la première colonne du tableau n°1 de l'annexe n°5.9, mais en pondérant les données par le nombre de pages par périodes. Un autre moyen aurait été d'utiliser l'outil « *grand tableau* », proposé par Prospéro, ce qui nous aurait évité de devoir créer plusieurs projets. Mais en procédant de la sorte nous n'aurions pas pu obtenir les données de l'annexe n°5.10, c'est-à-dire que nous n'aurions pas pu savoir quels sont les principaux représentants de chaque catégorie et leur poids, selon les périodes considérées, alors que ces éléments nous ont aidés à interpréter l'évolution historique des catégories considérées.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Graphique n°5.7 : L'évolution historique des registres de justification du PNRSE



Source : graphique construit par l'auteure

Le graphique n°5.7, ainsi que l'annexe n°5.10, montrent que les convocations des représentations de la nature (et des dispositifs de gestion et des acteurs y étant associés) qui s'appuient sur la cité domestique sont assez stables sur l'ensemble des quatre périodes. Les références au territoire, aux habitants, à l'aménagement, à l'accueil, au milieu rural et au patrimoine naturel et bâti ont ainsi toujours été importantes.

Ce qui est assez marquant est qu'alors que les périodes 1986-1995 et 1998-2009 présentent une structure similaire, autour d'un compromis domestique/industriel (ce qui est assez bien visible en observant le jeu des couleurs dans l'annexe n°5.10), les périodes de 1968 et de 2010-2014 présentent d'importantes différences. En effet, le graphique n°5.7 ainsi que l'annexe n°5.10 montrent que la critique écologiste du PNRSE est passée d'un compromis industriel/domestique en 1968 à un compromis domestique/par-projets, à partir de 2010. Le graphique n°5.7 et l'annexe n°5.10 montrent bien l'affirmation progressive de la cité par projets et le recul parallèle de la cité industrielle, et ce alors que ces deux registres font surtout référence à un ensemble de techniques de gestion et de positionnement institutionnel du parc vis-à-vis des autres acteurs du territoire : tandis qu'il est question de plans et de programmes, de travaux, d'opérations, d'équipements et d'installations, de techniques d'outils, de moyens, de missions et de maitrise d'ouvrage dans la cité industrielle, il s'agit de projets, d'initiatives, d'activités, de réseaux, de collaborations, de partenariats, de médiation, de coopération et d'animations dans la cité par projets.

Ainsi, la charte de 2010 précise que le Syndicat Mixte du parc « *endosse* [désormais] *un triple rôle* » (PNRSE, 2010a, p.21) :

- « *D'animateur-fédérateur lorsqu'il coordonne l'action des partenaires de la charte* (…), *assure un rôle de médiation sur son territoire et fédère les réseaux de partenaires* » (ibid.) ;

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- « *D'initiateur-accompagnateur lorsqu'il impulse et contribue à la mise en œuvre des projets portés par d'autres*, (…) *expérimente ou se fait force de propositions d'actions innovantes* » (ibid.) ;
- Et un rôle « *d'opérateur lorsqu'il formule des avis sur les projets du territoire, assure la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations* (…) » (ibid.).

Le Syndicat Mixte est désigné comme étant le « *pilote* » (ibid.) de la charte et cette dernière précise que « *toutes ces adaptations de savoir-faire et de missions illustrent l'évolution de son positionnement davantage au service du territoire, et moins comme maître d'ouvrage direct d'opérations* » (ibid.). La charte de 1998 indique quant à elle que :

> « *La substitution d'un projet de territoire à un projet de structure, intégrant un bon nombre de mesures relevant de moins en moins d'une maîtrise d'ouvrage Syndicat Mixte, fait aussi évoluer le Parc d'une fonction de "bâtisseur du territoire" vers une fonction "d'ingénieur" et de mise en cohérence des politiques concernant son territoire* » (PNRSE, 1998, p.16), ceci expliquant l'évolution constatée des registres de justification industrielle et par projets.

Ces éléments font écho aux changements dans la manière de travailler du PNRSE, en lien avec les évolutions du paysage institutionnel (et notamment la montée des EPCI), ayant déjà été évoqués dans le chapitre 2 et qui ont longuement été abordés au cours des entretiens que nous avons réalisés. L'encadré n°5.3 suivant illustre la manière dont ces évolutions se retrouvent au travers du discours des personnes que nous avons interrogées.

Encadré n°5.3 : La montée de la cité par projets et les changements dans le positionnement institutionnel et la manière de travailler du PNRSE

David Moulin nous a par exemple indiqué que :

« *Si la charte fonde un projet partagé, il y a eu historiquement dans la rédaction et la définition de ces projets de territoire une évolution. Très clairement, les dernières chartes, notamment depuis 2010, dans leur rédaction, ont amené à ce que le projet soit de plus en plus co-construit, au cours d'une démarche participative. Que cela soit de la phase du diagnostic à l'identification des enjeux, jusqu'à la définition des objectifs et des mesures à mettre en œuvre (…). Ainsi, les Parcs sont passés d'une démarche au cours de laquelle bon nombre d'actions étaient menées en maitrise d'ouvrage par le syndicat mixte (donc avant les années 2005), qui mettait en œuvre la charte, à une configuration dans laquelle le syndicat mixte accompagne, rassemble et met en synergie les acteurs pour mettre en œuvre le projet de territoire qu'est la charte du Parc. Désormais le syndicat mixte accompagne les acteurs afin que ceux-ci atteignent les objectifs fixés, plutôt qu'il fait lui-même en tant que structure propre. La gestion a donc évolué, d'une démarche un peu autocentrée autour de la structure syndicat mixte, à une démarche éclatée où l'ensemble des acteurs territoriaux et institutionnels concourent à la mise en œuvre de la Charte. L'exercice devient donc plus complexe.*

Alors que dans les années 1990, les personnels avaient des missions très techniques, très focalisées sur des champs de compétence spécifiques autour de la protection de l'environnement, aujourd'hui c'est différent. Personnellement, j'ai commencé dans les années 1990 dans le domaine de la protection du patrimoine naturel. Mes missions étaient liées à la création de réserves naturelles régionales et à la conduite d'études scientifiques sur ce patrimoine, ce qui se fait encore, mais moins. Ces missions ont aujourd'hui été reprises par d'autres structures, comme le conservatoire des sites du NPDC. Aujourd'hui, il s'agit plutôt d'un travail de coordination et de fédération d'acteurs et donc la mise en œuvre des démarches de dialogue territorial prennent de plus en plus de place » (Entretien avec David Moulin, p.6).

En abondant dans le même sens, Michel Marchyllie précise :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Finalement, la structure parc a aussi changé de métier en quelque sorte. Avant, notre activité consistait à 80% à monter nos propres projets afin de participer à la mise en œuvre de la charte, alors qu'aujourd'hui nous sommes à 80% dans les projets des autres, afin qu'ils participent à la mise en œuvre de la charte ; les 20 % restant étant la mise en œuvre de nos projets. Donc nous agissons nous-mêmes pour réaliser nos propres engagements mais notre travail consiste aussi à faire que les projets des autres respectent aussi les engagements de chacun. Ce type de travail est beaucoup plus chronophage* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.17-18).

Mais nous devons être en cohérence et en ensemblier, pour que chacun aille de la même manière, dans le même sens, en même temps. Sinon cela ne marche pas. La gestion de l'eau doit être pensée à l'échelle du bassin versant, même si tout est découpé différemment administrativement. Sinon, nous n'arriverons jamais à aboutir à l'objectif de bonne qualité des eaux. Nous devons jouer collectif. Cette dimension change complètement. Alors qu'avant nous portions des sujets spécifiques. Nous disions "il faut avancer dans le domaine du paysage, de l'environnement, de la gestion de l'eau…". Aujourd'hui, beaucoup de monde s'y met, mais globalement ce n'est pas forcément cohérent et en conséquence les résultats ne sont parfois pas ceux que l'on attend, en raison de ces décalages. Les villes ont peut-être les moyens financiers d'avancer plus vite mais les secteurs ruraux sont laissés de côté parce qu'ils n'ont pas la même force de frappe. Nous devons rééquilibrer cela.

Par exemple, toute l'eau qui est consommée à Lille et à Valenciennes, est issue de territoires ruraux (Scarpe-Escaut, la Lys, L'Avesnois). Les pôles urbains ont peut-être la force de frappe financière pour les stations d'épuration et le traitement des eaux usées, mais dans les secteurs ruraux les situations d'assainissements collectifs, de mauvais raccordements etc. sont fréquentes. Cette dimension d'approvisionnement, de traitement n'est pas facile à gérer. C'est la même chose pour la mise en place de la trame verte et bleue, les forces de frappe sont déséquilibrées, alors que nous devons y aller ensemble. A mon avis, c'est la véritable difficulté actuellement.

Nous, dans le parc nous essayons face à cela d'être assembleurs. De proposer aux acteurs de travailler ensemble parce que c'est plus efficace. Au lieu de dire "le parc fait et agit". Nous ne faisons plus cela. Nous repérons que telle structure travaille avec les agriculteurs de prairies, et nous lui faisons remarquer que si son action n'est pas développée à une échelle plus grande, cela n'a pas d'intérêt » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.25-26).

Nous verrons plus loin que ces éléments liés à la montée de la cité par projets dans la critique écologiste du PNRSE, en raison de changements assez profonds dans la manière qu'a le parc de travailler, ne sont pas sans liens avec l'intérêt que nourrissent certaines des personnes que nous avons interrogées vis-à-vis des services écosystémiques. Mais ces éléments ne seront mis à plat que dans le chapitre 6.

Auparavant, revenons sur les autres registres de justification présents dans le corpus et au graphique n°5.7. Il est d'une part possible de constater la relative stabilité de la cité civique dans le temps, tout en remarquant l'importance qu'ont prise les références à la nécessaire mobilisation des collectivités territoriales et des élus à partir de 2010, ceci étant cohérent avec les changements institutionnels liés à la montée de la cité par projets. En effet, plus le rôle du parc en tant qu'animateur, médiateur et fédérateur est important et plus la mise en œuvre effective de ses politiques repose sur les engagements et la mobilisation des signataires. D'autre part, la cité de l'opinion semble prendre de l'importance à partir de la deuxième période, et ceci concerne notamment les opérations d'information, communication, sensibilisation du public que le PNRSE doit aussi mettre en œuvre afin d'impliquer les signataires et les partenaires. C'est aussi le cas de la cité marchande, notamment en lien avec les activités de valorisation du patrimoine naturel ainsi que des produits et services locaux, mais l'affirmation de cette dernière à partir de 2010 (encore mieux visible dans l'annexe n°5.10 que dans le graphique n°5.7) nous semble plutôt liée au déclin progressif de la cité

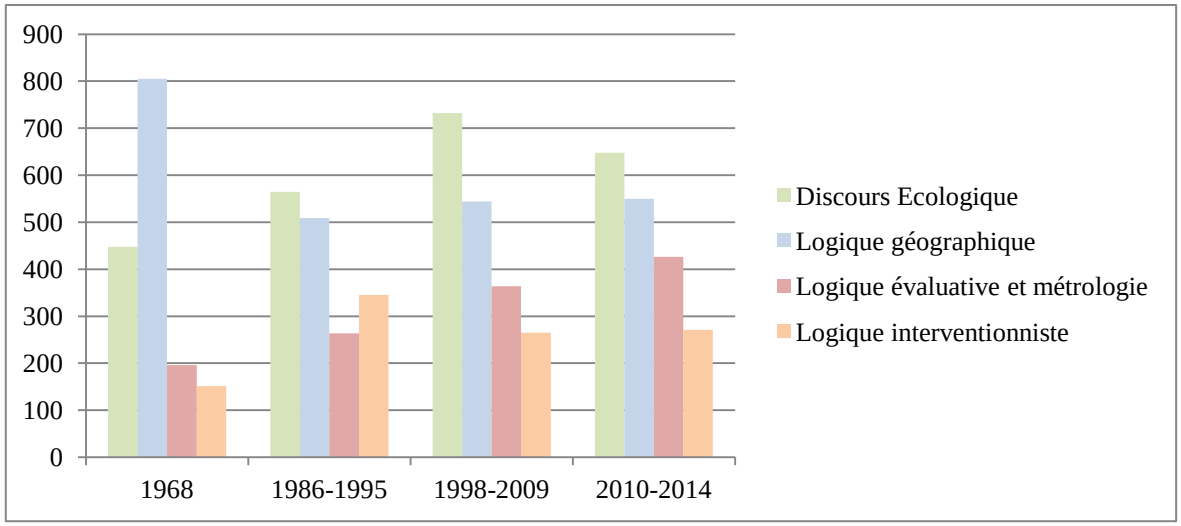
© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

inspirée, qui n'a plus qu'une place assez marginale dans la charte de 2010, alors qu'elle était sensiblement plus importante en 1968.

Parallèlement, l'analyse des autres catégories construites sur le corpus (et visibles dans l'annexe n°5.9) est intéressante. Le graphique n°5.8 ci-dessous présente l'évolution historique de quatre des plus importantes d'entre elles (comme l'indique le tableau n°2 de l'annexe n°5.9).

Graphique n°5.8 : L'évolution historique des autres catégories du corpus



Source : graphique construit par l'auteure

Ce graphique montre l'affirmation du discours écologique, que nous avons déjà constaté lors de l'analyse des orientations stratégiques du PNRSE et des entités semi-naturelles en présence sur le corpus, mais il montre surtout la progression d'une logique articulée autour de l'évaluation et de la mesure. Or, il s'agit d'un élément intéressant à mettre en lien avec le passage d'un compromis de type domestique/industriel à un compromis de type domestique/par-projets. Arrêtons-nous donc un instant sur ce qui est dit de l'évaluation et de la mesure dans le corpus et notamment dans la charte de 2010, qui est beaucoup plus précise sur cette question que les chartes précédentes, car la démarche de suivi et d'évaluation y est aussi beaucoup plus complexe. L'encadré n°5.4 présente cette dernière dans les grandes lignes.

Encadré n°5.4 : La démarche de suivi et d'évaluation de la charte de 2010

La démarche de suivi et d'évaluation de la charte de 2010 s'articule sur trois niveaux : la « *mise en œuvre des actions prévues par la charte* » (PNRSE, 2010a, p.132) (évaluée à partir d'indicateurs « *de réalisation* » (ibid.)) ; l'évaluation des « *effets et des impacts de ces actions* » (ibid.) (évalués à partir « *d'indicateurs de résultats* » (ibid.)) ; et le suivi de l'évolution du territoire (effectué à l'aide « *d'indicateurs de suivi* » (ibid.)).

La charte de 2010 contient 238 indicateurs de suivi, qui doivent être « *renseignés annuellement et consolidés dans un tableau de bord de suivi global* » (ibid.). La charte précise aussi que la démarche de suivi est organisée par thématiques et que les priorités concernent les documents d'urbanisme, l'occupation du sol, la trame écologique, le foncier et les structures paysagères.

La démarche d'évaluation contient quant à elle 48 indicateurs, tantôt de réalisation, tantôt de résultats (sachant que certains indicateurs remplissent ces deux rôles simultanément). Les objectifs en matière d'évaluation ne sont pas présentés selon le même découpage que les orientations stratégiques de

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

la charte, car ces dernières sont « *transversales* » (PNRSE, 2010a, p.134) et intègrent plusieurs problématiques. Ainsi, afin de permettre le développement de la démarche d'évaluation :

« *Les objectifs sont regroupés en 8 rubriques, 5 rubriques thématiques (gestion de l'espace et paysage, patrimoine naturel et ressources en eau, cohésion sociale, développement économique durable, offre culturelle, éducative, touristique et accessibilité) et 3 rubriques transversales (amélioration des connaissances, animation du projet et coordination, écocitoyenneté et mobilisation)* » (ibid.).

A chaque rubrique est associée une liste d'enjeux qui renvoient aux orientations de la charte et à un certain nombre d'indicateurs de réalisation et/ou de résultat. Une partie importante de la démarche d'évaluation de la mise en œuvre des actions du PNRSE, par rapport aux objectifs fixés par la charte, s'effectue par la publication des bilans et des synthèses de bilans d'activités. L'ensemble de la démarche de suivi et d'évaluation est coordonnée par un comité de pilotage, constitué des représentants des signataires de la charte et des syndicats mixtes français et belge.

La charte de 2010 souligne que « *l'implication de tous les signataires est essentielle au bon fonctionnement de cette démarche* » (PNRSE, 2010a, p.132), notamment parce qu'ils doivent fournir « *les informations et données nécessaires au suivi et à l'évaluation de leurs propres actions* » (ibid.). Pour que cette évaluation soit possible, la charte insiste sur la nécessité de maintenir une cohérence entre les analyses de chacun (une « *interopérabilité des outils* » (ibid.)) et une « *mutualisation des moyens* » (ibid.) (participation aux réseaux de données, plateformes d'informations géographiques etc.). La mise en œuvre effective des actions prévues par la charte étant étroitement dépendante de la capacité des signataires à tenir leurs engagements, la seconde moitié de la charte de 2010 est organisée par « *fiches mesures* » (p.145), lesquelles détaillent quels sont les engagements spécifiques de chacun des signataires (Etat, Région, Département, EPCI, Communes et Syndicat Mixte), ainsi que les indicateurs de réalisation et de résultats qui y sont liés, pour chacune des 46 mesures de la charte.

Par conséquent, les enjeux liés à l'évaluation des politiques menées par le parc sont d'autant plus complexes dès lors que ce dernier se positionne comme « *coordinateur-animateur-fédérateur* » des actions réalisées par les différentes collectivités territoriales, en faveur des orientations de la charte et qu'il organise sa gestion « *en mode projets* »[187].

C'est afin de pouvoir rendre compte de cette difficulté émergente que nous avons été amenés à regrouper dans deux catégories distinctes ce qui relève de l'évaluation et de la mesure, d'une part, et ce qui relève de la cité industrielle, d'autre part, alors que ces éléments sont généralement associés dans le modèle des *Economies de la grandeur* (comme le montre l'annexe n°5.3). Autrement, nous aurions été amenés à conclure que la critique écologiste du PNRSE repose sur un compromis domestique-industriel, mais nous ne pensons pas que cela soit fidèle à la dynamique institutionnelle du PNRSE[188]. En effet, si la gestion en maitrise d'ouvrage par planification et programmation d'actions par le Syndicat Mixte de manière unilatérale n'a jamais été très importante, compte tenu de la nature contractuelle de la charte,

[187] D'ailleurs le caractère contreproductif, voire absurde, d'une démarche d'évaluation si complexe qu'elle conduirait l'équipe technique à passer de plus en plus de temps à « *évaluer* » au lieu de « *mettre en œuvre* », a été évoqué lors nos entretiens avec M. Marchyllie, Jean-Luc Beghin et C. Tesnière, ce dernier étant responsable du comité de pilotage de la charte.

[188] A ce titre, rappelons que bien plus qu'un comptage brut des mots et des expressions, le travail de chiffrage réalisé par Prospéro ne peut se faire que parce qu'il engage les capacités interprétatives du chercheur, ce dernier restant maître des manipulations à effectuer afin d'améliorer la lecture de son dossier, à partir de l'exploration de ce dernier et de ses propres hypothèses de recherche, l'intérêt étant que ces dernières se trouvent ainsi exposées explicitement.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nous avons vu que celle-ci s'avère de plus en plus marginale. Au contraire, la recrudescence des références à l'évaluation, à la méthodologie suivie, aux outils et aux indicateurs utilisés etc. nous semble plutôt liée à la complexification de l'évaluation, dans le contexte d'une gestion par projets. L'entretien que nous avons réalisé avec Christophe Tesnière nous a permis de bien comprendre cet élément, comme l'illustre l'encadré n°5.5 ci-dessous.

Encadré n°5.5 : La complexité de la démarche de suivi et d'évaluation de la charte de 2010 et le travail partenarial, « *en mode projets* »

Christophe Tesnière, responsable du suivi et de l'évaluation de la charte au sein de l'équipe technique du PNRSE, nous a indiqué que :

« *Ce qu'il faut comprendre est que la mise en œuvre de la charte n'est pas de la responsabilité seule du syndicat mixte du parc, la mise en œuvre de la charte est de la responsabilité de tous les signataires. Donc sur la mesure n°37 nous pourrions demander aux services de l'Etat quels sont les indicateurs de suivi et leurs contributions à cette mesure, s'ils ont des engagements et une action identifiée dans la mesure ! Le syndicat mixte du parc est chargé de la coordination de tout cela mais il a son propre programme d'activités et ne peut pas être considéré comme responsable de chacune des mesures dans le détail. Et ce d'autant plus que lors de la constitution du document, les divers signataires ne se sont pas privés d'insérer leurs propres objectifs dans celui-ci… donc ce n'est pas de la responsabilité du syndicat mixte de mettre en place des objectifs des autres* (…). *Pour prendre un exemple : lorsque l'indicateur est le "nombre d'actions expérimentales menées" cela ne doit pas être compris comme le "nombre d'actions expérimentales menées par le syndicat mixte du parc", il s'agit des actions menées par l'ensemble des partenaires sur le territoire du parc. Le syndicat mixte, tout seul, ne peut pas répondre à cet indicateur.*

Finalement, lorsque nous collectons les informations sur le sujet au travers de ces indicateurs de suivi, nous prenons la température sur un sujet particulier. Cela, à mon sens, ne signifie pas "faire de l'évaluation". Selon moi, réaliser une l'évaluation ne se résume pas du tout à la question des indicateurs, loin de là. Il s'agit plutôt de savoir : quels sont les objectifs fixés, dans quelle mesure nous les avons atteints et faire l'analyse des raisons pour lesquelles cela a bien fonctionné ou pas. Le but de l'évaluation n'est pas seulement d'aboutir à un jugement mais aussi à des préconisations. C'est même le plus important dans l'évaluation. Lorsque nous structurons ces sujets, non plus par rapport au découpage vocations, orientations, mesures, mais de manière thématique, l'idée est bien de mener une telle démarche, en considérant la problématique et les objectifs globaux et non pas au niveau de chaque mesure.

En 2013, nous avons engagé ce que nous avons appelé le référentiel d'évaluation : nous avons décidé de nous concentrer d'abord sur les deux premiers thèmes, à savoir la gestion de l'espace et le paysage, d'une part, et le patrimoine naturel et les ressources en eau, d'autre part. A partir de là, nous avons réécrit toute la démarche partenariale afin de procéder à l'évaluation. Nous avons reprécisé les indicateurs (souvent redéveloppés), identifié toutes les sources, les modes de collecte, les contributions de tous les signataires et partenaires et installé un comité de pilotage et d'évaluation. Nous faisons un point annuel sur ces deux sujets. L'objectif est d'abord d'être en mesure de collecter l'information (selon nos engagements), ce qui est déjà difficile. Nous avons aussi établi la démarche d'évaluation (c'est-à-dire au-delà des aspects de suivi), que nous mettrons en œuvre à mi-charte et qui précise les outils dont nous nous doterons pour analyser ces enjeux et comment nous réfléchirons collectivement aux résultats que nous avons obtenus (comment nous consulterons l'ensemble des communes, l'ensemble des ateliers de réflexion que nous devrons mener sur des thématiques particulières et qui doivent mélanger un certain nombre de publics etc.).

Dans la charte précédente en réalité, il n'y avait pas de démarche d'évaluation à proprement parler (pas de quantification). En 1998, l'évaluation des politiques publiques était encore un processus assez flou en France. Dans la précédente charte, il y avait un ensemble d'objectifs chiffrés mais qui étaient très limités. Nous avons donc réalisé une évaluation ex-post, par l'intermédiaire d'un cabinet d'évaluation à qui nous avons fourni un maximum de matériel suivant ce qu'ils nous ont demandé.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> *Toutefois, en 1998 nous faisions déjà des bilans d'activité annuels. Toute l'activité du syndicat mixte était donc bien capitalisée. En revanche, nous nous sommes rendu compte à cette occasion qu'il était beaucoup plus complexe de recueillir l'information sur l'activité et les contributions des autres partenaires ; voire que certains avaient oublié ce à quoi ils s'étaient engagés ou qu'ils étaient incapables de s'exprimer sur ce qu'ils avaient fait concernant la mise en œuvre de la charte… mais personne ne les avait préparés à cet exercice non plus.* (Entretien avec Chistophe Tesnière, p.8-9).

Plus généralement, la question de la complexité, ou du caractère paradoxal de la démarche qui consiste à poursuivre un processus d'évaluation « *vertical* » et basé sur un jeu d'indicateurs synthétiques visant à évaluer l'efficacité et la performance, alors que « *l'output* » ou l'action réalisée dépend de l'engagement et de la coopération de différents partenaires, renvoie à l'existence d'un conflit entre l'ordre de grandeur industriel et la cité par projets. Si la question du processus d'évaluation des politiques des PNR n'est pas ici au centre de nos préoccupations, nous serons néanmoins amenés à revenir sur le caractère fragile des compromis qui peuvent être trouvés entre les différents ordres de grandeur dans la conclusion (notamment en ce qui concerne le compromis domestique/par-projets sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE).

Pour l'instant, notons qu'un autre élément permettant d'illustrer la fragilité du compromis sur lequel semble reposer la critique écologiste du PNRSE est l'importance d'une rhétorique orientée vers le futur, le changement, le renouvellement et la transformation, dans le corpus. L'annexe n°5.9 montre en effet que cette dernière plus déployée que la rhétorique orientée vers le passé, la reproduction et le maintien, ce qui peut sembler contradictoire avec la prégnance du registre domestique et des références au patrimoine naturel et bâti qui « *constitue l'âme du territoire et la mémoire des liens passés entre les hommes et leur environnement* » (charte de 2010, p.78). Lorsqu'il évoque la « *stratégie de communication* » (p.28) mise en œuvre sur la période, le bilan d'activités 2007-2009 nous éclaire sur ce point. Ce dernier mentionne une « *problématique de positionnement, le Parc étant davantage perçu dans les domaines de la protection et de la conservation (donc tourné vers le passé) que dans ceux du développement et de l'expérimentation (donc de l'avenir)* » (ibid.). C'est donc peut-être afin de contrebalancer un effet perçu comme négatif, lié à l'importance de la cité domestique, que le parc tend à développer une rhétorique du changement, du renouvellement et de la transformation, tournée vers l'avenir, le nouveau, les jeunes, les nouvelles initiatives et les expérimentations… ceci étant d'ailleurs assez cohérent avec la logique de gestion par projets.

Le tableau n°2 de l'annexe n°5.9 montre aussi que le PNRSE mobilise à la fois une rhétorique méliorative (tournée vers l'amélioration, la qualité, la réussite, le positif et l'exemplarité) et une rhétorique critique (orienter vers le préoccupant, les problèmes, les pressions, les difficultés, le négatif, le menaçant et ce qu'il faut limiter). Si la rhétorique méliorative semble sensiblement plus importante, ces deux catégories ne présentent néanmoins pas de disproportion frappante. Il aurait fallu nous doter d'un modèle d'analyse plus précis, dans Prospéro, afin de pouvoir mieux comprendre ce qu'il s'agit d'améliorer, ce qui est encourageant ou au contraire, ce contre quoi il faut lutter etc., dans le corpus. Mais il ne nous a pas semblé nécessaire de réaliser cette opération puisque nous savons que ce qui nous intéresse est de pouvoir étudier les sources de l'indignation sur lesquelles repose la critique écologiste du PNRSE. Or, nous avons aussi compris qu'il est possible de les identifier

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

en étudiant les formes de mises en récit argumentatives qui gravitent autour du « *développement* » et de la « *croissance* ». C'est ce que s'attache à analyser la section suivante. Toutefois, auparavant, nous proposons de retourner vers les entretiens que nous avons réalisés, afin d'illustrer à nouveau, mais différemment, l'importance de la cité domestique comme point d'appui à la critique écologiste du PNRSE.

2.4.3 L'importance du registre domestique comme support de la critique écologiste du PNRSE

L'analyse des catégories qui se déploient dans le corpus, réalisée à l'aide de Prospéro dans les sections précédentes, nous a permis de comprendre que nous nous sommes approchés au plus près de ce qui explique l'importance fondamentale de la cité domestique, dans la critique écologiste du PNRSE, lorsque nous avons demandé à nos interlocuteurs, lors des entretiens réalisés : « *de manière générale, pourquoi pensez-vous qu'il soit important de protéger l'environnement, les écosystèmes, la biodiversité, ou le patrimoine naturel ?* ».

Isabelle Matykowski nous a répondu en ces termes :

> « *Pourquoi est-ce important de protéger ? Mais ce n'est pas que c'est "important", c'est vital ! J'ai le sentiment d'avoir beaucoup heurté, je vous le dis franchement, la culture d'où je viens, qui était plutôt celle du ministère de l'équipement. Mais c'est encore vrai aujourd'hui, quand je parle avec certains acteurs de VNF. Clairement, nous avons souvent des politiques tournées vers "l'Homme", l'intérêt de l'homme… D'ailleurs, on me l'a encore dit hier "on ne va tout de même pas comparer la sécurité d'un barrage, où si cela pète c'est des vies humaines qui seront derrière et la préservation d'un milieu naturel". Mais sauf que l'homme n'est qu'une espèce, pas tout à fait pareil que les autres, je suis d'accord, mais il n'est qu'une espèce parmi un équilibre global. Donc détruire ou aller vers une logique de non préservation de la biodiversité, c'est aussi aller vers la destruction de l'espèce humaine, même si c'est petit à petit, progressivement. Après, il ne faut pas méconnaître non plus la capacité de la nature à reprendre le dessus et à se régénérer, à tout simplement créer de nouvelles choses. Cela dit, ce n'est pas une raison pour négliger ou pour se donner le droit de détruire, sans se poser de question, les espèces ou les habitats que l'on possède aujourd'hui. Mais nous sommes toujours dans un conflit d'enjeux* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.10).

Gérald Duhayon a également précisé que selon lui, ces liens entre les milieux naturels et l'homme engagent notre responsabilité :

> « *Parce que nous en avons besoin pour vivre. Que cela soit en termes de bien-être ou de ressources, ou même pour l'avenir en général. Et aussi, en termes éthiques, ce n'est pas parce que nous avons un cerveau plus gros que les autres que nous avons des droits sur les autres êtres vivants. Au contraire, nous avons une responsabilité* (Entretien avec Gérald Duhayon, p.14).

Et David Moulin a insisté encore plus fortement sur la nature des liens qui unissent l'humain et l'environnement, c'est-à-dire leur indivisibilité :

> « *De mon point de vue, l'environnement et les écosystèmes sont importants parce que nous y vivons. Donc le lien entre l'humain et les écosystèmes est pour moi*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

indivisible. Notre avenir en tant qu'êtres humains dépend d'une manière très large de la qualité de notre environnement. Ce sont ces convictions qui m'ont amené à travailler au service, plus particulièrement des parcs régionaux parce que cette articulation entre le développement économique, mais plus généralement les activités humaines et l'espace dans lequel l'humain vit est une réalité. C'est indissociable. Je fais partie d'un territoire et amener les hommes et les femmes qui y vivent à prendre en considération l'environnement et à se dire que sa préservation est importante pour eux, pour leur qualité de vie, leur faire voir cette dépendance est fondamental » (Entretien avec David Moulin, p.13).

Si le dénominateur commun entre ces trois premiers interlocuteurs est qu'ils soulignent tous qu'il s'agit, non pas d'une question de « *survie* », mais de « *vie* » (au travers d'expressions telles que « *c'est vital* », « *nous en avons besoin pour vivre* », ou encore, « *parce que nous y vivons* »), Jean-Luc Beghin évoque quant à lui la qualité de vie :

« *Je ne vais pas faire du Nicolas Hulot en vous répondant que la biodiversité c'est sauver la planète, les générations futures et tous ces machins là… parce que cela va de soi ! Autrement dit, essayer d'organiser un territoire de qualité, pour moi, c'est bien. C'est la qualité des respirations, des milieux naturels… Essayer d'avoir un territoire d'équilibre avec du bien-être pour les gens. C'est ça qui est intéressant. Je pourrais vous dire les choses que tout le monde dit, mais ce n'est peut-être pas ce que vous attendez. Je pense qu'à l'échelle d'un territoire, il s'agit de trouver les points d'équilibre pour avoir un territoire qui offre un bonheur de vie, de services, de loisirs, une qualité de vie* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.19).

C'est aussi ce que souligne Daniel Mio, en évoquant son vécu et le besoin de « *respecter* » le territoire, contrairement à ce qui a été fait par le passé, à l'époque de l'exploitation minière, « *au nom du travail* », c'est-à-dire au nom d'un développement économique irrespectueux, non seulement de l'environnement, mais aussi des humains qui en font partie :

« *Parce que c'est mon cadre de vie. Je pense que, pour s'épanouir, l'Homme a besoin d'une cadre de vie agréable et sain. Je vous le dit, je suis traumatisé par les fumées de ma jeunesse. J'ai tout fait pour que le territoire soit respecté ou réhabilité* (…). *J'ai toujours pensé cela. A l'époque je pensais comme maintenant, sauf que c'était vraiment différent de ce que pensaient tous les autres à l'époque ! Quand je disais aux autres élus ce que je voulais faire du terril de Rieulay, ils me disaient "tu n'y arriveras pas, ce n'est pas possible, laisse faire les houillères, de tout de façon c'est eux qui décident". Alors que moi j'ai toujours raisonné comme ça, parce que cela me parait essentiel. Mon père était cheminot et donc je pouvais voyager pour rien, en train. J'ai donc été dans d'autres régions de France, j'ai voyagé un peu. Et quand je voyais le cadre de vie des autres et puis le mien… je me disais, ce n'est quand même pas possible, comment peut-on être obligés de vivre dans ces conditions là ? Et tout cela nous a été imposé "au nom du travail" en fin de compte. Pour avoir du travail on acceptait n'importe quoi. Mais moi j'estime qu'au nom du travail nous ne devons pas accepter n'importe quoi. Et de toute façon, les choses ont évolué et aujourd'hui c'est sûr qu'il n'y aura plus de travail là où il y a n'importe quoi !* » (Entretien avec Daniel Mio, p.21).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Luc Coppin fait aussi référence à ces interdépendances essentielles entre l'humain et le naturel et à l'importance de respecter le territoire et le cadre de vie. En outre, et il met en avant que la notion qui sous tend cette idée d'un cadre de vie de qualité est celle de bien commun :

> « *La vie humaine ne peut pas fonctionner sans un terreau naturel. C'est absolument impossible. Il peu y avoir des exceptions. Comme au Qatar. Mais nous sommes comme des bactéries sur la boite de Pétri. Nous avons besoin de notre milieu* » (…) (Entretien avec Luc Coppin, p.11). *Mais parce que c'est notre support et que sans nature nous ne pouvons pas vivre. C'est aussi bête que cela ! Nous devons savoir assumer nos propres déchets, au lieu de les envoyer à l'extérieur. Aujourd'hui avec les réseaux d'assainissement, nous n'assumons plus nos propres déchets biologiques mais nous les transférons ailleurs. Nous ne faisons plus de compost et tous les déchets organiques sont ramassés avec le reste des poubelles. Nous devons reprendre en main notre destin !* (…) *A mon avis une notion qui sous-tend l'existence des parcs est celle du "bien commun". C'est-à-dire que le parc est un lieu de vie, un lien. Le travail du parc est de créer un lien et en même temps, non pas préserver mais naturaliser le plus possible son territoire, même s'il y a 500 000 habitants. Le problème n'est pas qu'il y a des hommes, mais qu'au moins ils respectent ce qu'ils ont autour d'eux. Dans le métro vous n'aimez pas qu'on vous crache à la figure. Il est agréable d'être respecté. Pour la nature c'est pareil. Le parc est l'un des acteurs qui permet de mettre un peu d'huile dans les rouages. C'est ce que nous essayons de faire* » (Entretien avec Luc Coppin, p.18).

Jean-Pierre Colbeaux conclut dans le même sens, en précisant que le bien commun est aussi une affaire de transmission :

> « *Parce que c'est un bien commun. Nos ancêtres nous l'ont donné, on doit le rendre à nos enfants. Point. Je ne vais pas vous développer le truc… voilà ça fait partie du bien commun. C'est un bien commun, donc il faut qu'on essaie de le préserver, faut qu'on essaie de le transmettre. Je n'irai pas au-delà de ça, parce que c'est déjà trop fort de dire que c'est un bien commun, on a tout dit quasiment !* » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.18).

Evidemment, le bien commun dont il est question est davantage local, il s'agit d'abord de celui du territoire et de ses habitants. Maintenant que les registres de justification sur lesquels s'appuie la critique écologiste du PNRSE sont clarifiés, abordons (enfin !) la dernière étape de notre modèle analyse.

2.5 Une mise en récit argumentative : les sources de l'indignation du PNRSE

La dernière pierre de notre édifice, afin de caractériser la critique écologiste du PNRSE consiste à appréhender la manière dont sont mises en récit, c'est-à-dire articulées à l'aide de concepts et de schèmes, les sources de l'indignation, dans le corpus. Rappelons que nous avons dressé, dans le chapitre 4, une typologie des critiques écologistes, lesquelles se caractérisent non seulement par la recherche de différentes formes de compromis entre certains ordres de grandeur, mais aussi par différentes mises en récits de ce qui suscite l'indignation.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Tout d'abord, la critique de la décroissance prend appui sur un compromis domestique/civique et se traduit par une remise en cause radicale la dynamique du développement capitalisme et de l'ensemble du système technicien qui lui est associé. Elle prône la relocalisation des activités économiques et une rupture avec le schéma productiviste.

Ensuite, la critique du développement durable, articulée dans un premier temps autour d'un compromis civique/industriel visait à l'origine la (re)planification du développement dans un sens plus favorable à la réduction des inégalités sociales et écologiques. Néanmoins, la critique du développement durable a eu tendance à se rapprocher d'un compromis civique/par-projets, à mesure de sa diffusion et de son intégration dans la sphère politique. Le développement durable se traduit donc par une remise en cause moins radicale du « *développement* », mais au prix d'un certain flou sémantique et d'une sous-dotation en dispositifs institutionnels.

Enfin, la critique de la croissance verte peut être comprise comme la partie endogénéisée de la critique écologiste au sein du troisième esprit du capitalisme, car elle partage avec ce dernier le compromis par-projets/marchand sur lequel il repose, quand bien même elle chercher à l'encadrer par un recours à la cité industrielle. Elle s'avère largement favorable aux politiques de croissance économique, aux programmes d'investissements productifs et à la mobilisation des outils de marché, en vue de stimuler les innovations technologiques.

Sur la base de cette construction théorique, que nous avons élaborée dans le chapitre 4, nous proposons d'appréhender les sources de l'indignation caractéristiques de la critique écologiste du PNRSE en deux temps. D'une part en nous interrogeant sur ce qui est dit du développement et de l'économie dans le corpus et, d'autre part en analysant ce que nous ont rapporté les personnes que nous avons interrogées sur les référentiels que sont le « *développement durable* » et la « *conservation* ».

2.5.1 Le déploiement des sources de l'indignation du PNRSE dans le corpus

Le tableau n°5.19 suivant présente un jeu d'êtres-fictifs se rapportant au « *développement* », qu'il soit « *durable* » ou « *économique* », ainsi qu'à « *l'économie* », dans le corpus.

Tableau n°5.19 : Les êtres-fictifs liés au développement et à l'économie dans le corpus

Etres-fictifs	Poids	Rang	Principaux représentants	Liens entité-qualités
DEVELOPPEMENT@	329	35	développement, stratégie de développement, politiques de développement, projets de développement	local, culturel, collectif, menées, anarchique, pérenne
ECONOMIE@	272	51	économie, activités économiques, emplois, marchés, commercialisation, vente directe, tissu économique, économie rurale, économie locale, économie sociale, économie solidaire	rurale, dynamique, locale, solidaire, de proximité, périurbaine, sociale, traditionnelle, respectueuse, agricole
DEVELOPPEMENT-DURABLE@	174	83	développement durable, agenda 21, développement réfléchi, un autre développement, écodéveloppement, développement autrement, développement soutenable	appliqués, menés, local, raisonné, adapté
DEVELOPPEMENT-ECONOMIQUE@	64	151	développement économique, développement du territoire, développement rural,	problématique, nécessaire

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

			développement économique et social, développement industriel	

Source : tableau construit par l'auteure, à partir de Prospéro

Ce tableau indique qu'il est assez fréquemment question du DEVELOPPEMENT@ dans le corpus et qu'il s'agit surtout d'un développement « *local* », « *culturel* » et « *collectif* », ou encore des « *stratégies* » et des « *projets de développement* » menés par le PNRSE, ou par d'autres acteurs du territoire. Néanmoins, l'entité « *développement* » en tant que telle peut aussi être utilisée dans différentes expressions telles que « *développement de la biodiversité* », « *développement du débat participatif* » etc. Elle ne saurait donc à elle seule rendre compte de la manière dont la question du développement, en tant que dynamique territoriale, est appréhendée dans le corpus et il faut l'appréhender aux côtés des autres entités que sont l'ECONOMIE@ et le DEVELOPPEMENT-ECONOMIQUE@.

Cette dernière est assez souvent présente et se rapporte à une variété d'entités telles que « *activités économiques* », « *commercialisation* », « *marchés* » etc. mais, comme nous l'avons déjà mentionné, l'économie dont il est question est souvent affublée de qualités telles que « *rurale* », « *locale* », « *sociale* », « *solidaire* » ou encore « *de proximité* », « *traditionnelle* » etc. Le DEVELOPPEMENT-ECONOMIQUE@ est aussi souvent un développement « *rural* » ou « *économique et social* », et il peut-être qualifié de « *nécessaire* », mais aussi de « *problématique* ».

Enfin, les termes de « *décroissance* » et de « *croissance* » ne sont que très marginalement utilisés dans le corpus. La « *décroissance* » ne compte que 3 occurrences dans le corpus : il s'agit du titre d'un spectacle-débat « *café équitable et décroissance au beurre* » (PNRSE, bilan d'activités 2007-2009, p.23), à l'animation duquel le PNRSE a participé. La « *croissance* » quant à elle ne compte que 6 occurrences dans le corpus. Il s'agit pour 3 d'entres elles d'une croissance « *démographique* » ou « *de la population* ». Deux occurrences font référence à la « *croissance des espaces urbanisés* » ainsi qu'à la croissance de végétaux, et la dernière occurrence mentionne une croissance « *de l'emploi* ». L'encadré n°5.6 ci-dessous, présente ces différents énoncés.

Encadré n°5.6 : Les énoncés faisant référence à la « *croissance* » dans le corpus

Une croissance « *démographique* » ou « *de la population* » (3 occurrences) :

« *La maîtrise des constructions en milieu rural est d'autre part indispensable car on ne peut pas aboutir, pour les besoins du développement et du renouveau économique régional et par la* ***croissance démographique****, à une urbanisation diffuse dispersant dans l'espace rural et les bois un semis lâche de zones bâties qui défigurerait les campagnes* » (Charte de 1968, p.4).

« *Cette expansion récente est néanmoins très importante, entraînant par exemple une* ***croissance de la population*** *de 75%. Dans ce contexte, l'espace rural évolue, très rapidement suivant différents facteurs : transformations des activités rurales traditionnelles notamment agricoles, développement de l'habitat, mais également pression touristique* » (Charte de 1986, p.9)

« *Parmi les secteurs encore en mutation, la friche constituée par l'ancien lycée a été identifiée dans le PLU comme zone à requalifier par une opération de logements, afin de répondre à la* ***croissance démographique*** *enregistrée par la commune et d'accueillir d'anciens Vieux-Condéens qui reviennent s'installer* » (Bilan d'activités 2013, p.10).

Une croissance « *des espaces urbanisés* » (1 occurrence) :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Limiter la consommation des espaces naturels et agricoles en ne dépassant pas 0,3 % de* ***croissance annuelle moyenne des espaces urbanisés*** *sur l'ensemble du territoire Parc sur la période 2010-2022* » (Charte de 2010, p.135).

Une croissance végétale (1 occurrence) :

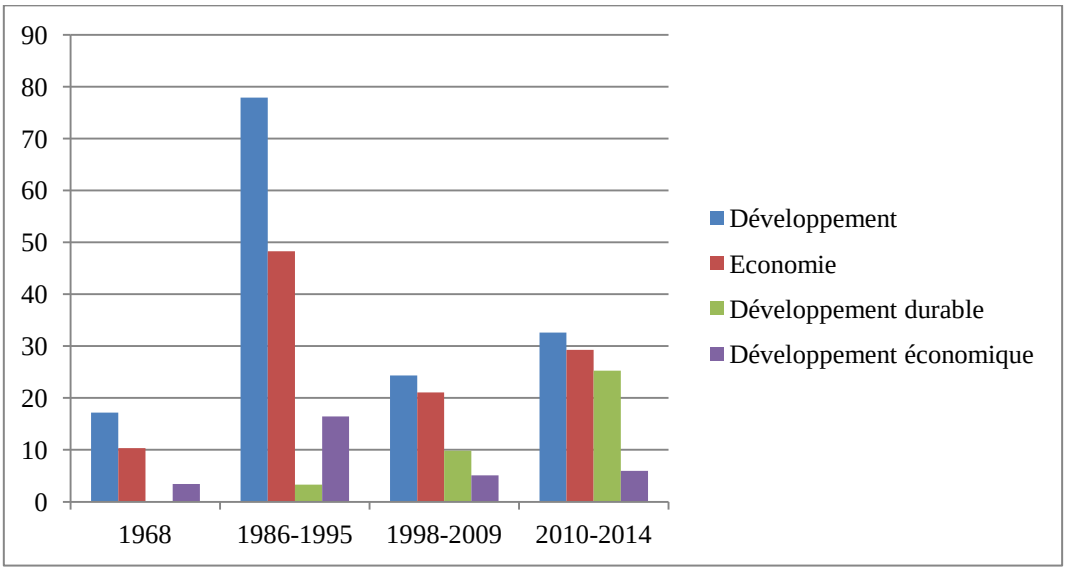
« *Il ne subsiste de la forêt primitive que quatre massifs forestiers de superficie et de peuplements divers, Raismes-Saint-Amand-Wallers, Marchiennes, Flines-lez-Mortagne et Bonsecours, dépendants peu ou prou des niveaux d'eau pour leur* ***croissance*** » (Charte de 1998, p.29).

Une croissance « *de l'emploi* » (1 occurrence) :

« *Pour éviter un tel scénario et faire de cette campagne un lieu pour travailler et entreprendre, le territoire doit énergiquement réaffirmer et diversifier sa "fonction productive" pour maintenir un tissu économique dynamique, préserver les effectifs existants et stimuler la* ***croissance de l'emploi*** » (Charte de 2010, p.80).

Par contraste, le DEVELOPPEMENT-DURABLE@ est souvent mentionné dans le corpus et il est aussi qualifié de « *soutenable* » et de « *réfléchi* », de même qu'il peut s'agir d'un « *autre* » développement. Le graphique n°5.9 suivant, présente quant à lui l'évolution historique de ce jeu d'êtres-fictifs[189].

Graphique n°5.9 : L'évolution historique des êtres-fictifs liés au développement et à l'économie dans le corpus



Source : graphique construit par l'auteure

La soudaine importance que prennent les enjeux de développement dans la charte de 1986 est assez frappante, alors qu'ils l'étaient beaucoup moins en 1968 et qu'ils redeviennent moins présents dans la charte de 1998. Ceci peut être mis en rapport, selon nous, avec la création des Etablissements Publics Régionaux, ces derniers ayant d'importantes compétences en matière de développement économique et social. Ainsi dans la charte de 1986 figurent des énoncés tels que :

« *Le Parc Naturel Régional veillera à promouvoir sur son territoire un aménagement et un développement d'ensemble cohérent s'appuyant sur l'acquis et*

[189] Comme précédemment, nous avons additionné le nombre d'occurrences de chacun de ces êtres-fictifs par textes, afin de les regrouper en quatre périodes, puis nous avons pondéré les résultats par le nombre de pages total de chaque période.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

expérimentera en liaison avec les organismes régionaux et départementaux, les nouvelles procédures à mettre en œuvre, issues de la loi de décentralisation » (PNRSE, 1986, p.20), ou encore « *Le Parc Naturel Régional doit s'affirmer comme le moteur du développement local* » (p.32).

Par contraste, les préoccupations liées au développement et à l'économie semblent assez marginales dans la charte de 1968. Nous avons déjà évoqué cette dernière qualifie le PNRSE de parc « *à caractère social* » (PNRSE, 1968, p.31) et qu'il s'agit surtout de créer un espace de détente et de loisirs proche de la nature pour les populations locales et urbaines. Ainsi, dans la charte de 1968, un certain nombre d'énoncés traduisent une forme de discours proche des préoccupations hygiénistes et une critique du mode de vie lié à la société industrielle : il s'agit de « *fournir une solution aux problèmes d'une civilisation industrielle et urbaine* » (p.5) et d'œuvrer au « *maintien d'une vie sans artifice* » (p.7). Ces représentations apparaissent au cœur même de la définition de ce que doit être alors un parc naturel régional :

> « *Paysage imprégné par le travail et la vie des générations passées, un parc naturel régional est un territoire fertile encore en possibilités d'épanouissement, qui peut offrir aux hommes d'aujourd'hui et aux générations de demain, le bien-être, la récréation paisible, un contact bienfaisant avec la nature et un enrichissement culturel authentique* » (ibid.).

Notons que les références au passé et à la transmission, au territoire, au bien-être et à la qualité de vie qui est associée au contact avec la nature, caractéristiques de la cité domestique, sont déjà bien présentes.

Si la charte de 1986 se démarque concernant l'importance que prennent les préoccupations en matière de développement économique, cette dernière met aussi en scène un certain nombre de critiques, orientées aussi bien vis-à-vis du mode de vie industriel qu'adressées à « *l'économie de marché* » (PNRSE, 1986, p.36). Contre cette dernière, il ne s'agit pas de s'opposer au développement, mais de promouvoir une « *économie sociale* » (ibid.), comme nouvel outil de protection de l'environnement :

> « *L'industrialisation qui a marqué notre époque s'est bien souvent effectuée sans tenir compte de l'environnement naturel, voire même, trop souvent, à son détriment* (…). *Or un constat s'impose, si l'économie de marché n'a pu prendre en compte l'élément naturel lors de son expansion, elle ne pourra que difficilement le faire dans un contexte économique difficile. Peut-elle faire preuve d'esprit d'innovation et parvenir à créer des branches d'activités liées à l'environnement ? L'économie sociale peut être le moyen d'inclure une telle démarche.* (…). *L'action du Parc Naturel Régional consistera à favoriser, voire à susciter, l'éclosion d'expériences novatrices dans des secteurs d'activités actuellement négligés par l'économie de marché en raison de leur faible rentabilité ou de leur absence dans les schémas traditionnels de la création d'entreprises. De nombreuses activités (élevage, élagage des haies, faucardage, entretien de pelouses, coupes de bois, agriculture biologique, etc.) peuvent d'ores et déjà constituer le champ d'intervention et d'expérimentation de l'action sociale* » (PNRSE, 1986, p.36-37).

Ainsi, l'idée d'un « *autre* » développement, en rupture avec le schéma de « *l'économie de marché* » commence déjà à émerger. Néanmoins, si la charte de 1986 critique « *l'économie de marché* », elle est loin de fustiger le développement économique territorial comme un

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

facteur de dégradation environnementale. Au contraire, la charte indique que « *si une volonté régionale a concrétisé son désir de sauvegarder ses espaces naturels, il n'est pas impossible de penser qu'un processus économique puisse maintenir, voire reconstituer l'élément naturel et également générer un secteur d'activités professionnelles* » (PNRSE, 1986, p.36) et il s'agit d'une interaction positive à double sens puisque la charte souligne aussi que « *la qualité du cadre de vie est désormais largement reconnue comme facteur important du développement régional* » (p.3). Mais c'est donc bien d'un développement local dont il est question et celui-ci est orienté vers la promotion d'un cadre de vie de qualité.

C'est dans le bilan d'activités 1986-1995 qu'apparait pour la première fois le terme « *développement durable* » dans le corpus, au travers de l'énoncé suivant : « *l'originalité de l'outil Parc Naturel Régional réside dans sa capacité à associer le développement local et social à la protection du patrimoine dans une logique de développement durable* » (PNRSE, 1995, p.23). Il est possible de retrouver ici l'ambition de maintenir un « équilibre » entre le développement local et le maintien du patrimoine naturel, culturel et bâti.

Comme l'illustre le graphique n°5.9, la charte de 1998 ne développe que peu d'éléments dans ses orientations stratégiques sur le développement local, outre la réaffirmation du fait que « *le projet de territoire du Parc naturel régional Scarpe Escaut affiche la volonté de tout mettre en œuvre pour protéger, gérer et valoriser les richesses patrimoniales de son territoire dans une perspective de développement durable* » (PNRSE, 1998, p.42). Elle n'inclut que trois orientations qui concernent la volonté de « *conforter une agriculture vivante moteur de l'espace* » (p.134) ; de « *poursuivre les efforts de reconversion* » (p.136) ; et de « *choisir ses créneaux pour le développement local* » (p.137). Cette dernière fait référence au dispositif emploi-environnement, qui permet au PNRSE de créer des emplois d'écogardes et à l'utilisation de la marque PNRSE pour les « *produits qui respectent la volonté de conjuguer développement économique et protection du patrimoine naturel* » (ibid.).

Par contraste, dans la charte de 2010, le développement « *réfléchi* » du territoire, grâce auquel les « *ressources locales et les valeurs du Parc transfrontalier sont créatrices d'activités économiques* » (PNRSE, 2010a, p.80) fait l'objet d'une vocation entière, regroupant trois orientations et dix mesures. Comme le montre le graphique n°5.9, les références au développement durable sont très présentes dans la charte de 2010, laquelle indique que les parcs « *contribuent à l'émergence de dynamiques de développement soutenable* (…) *fondées sur la valorisation des patrimoines et des ressources locales et répondant aux principaux besoins des habitants* » (p.38). La charte elle-même « *a vocation à être reconnue comme Agenda 21 local et à s'inscrire dans la Stratégie nationale de développement durable* » (p.30). La charte de 2010 est porteuse d'ambitions fortes en matière de développement économique : elle indique que « *se préoccuper du développement économique est d'autant plus crucial* (…) *que la périurbanisation progresse fortement* (…) *sans générer pour autant de l'emploi nouveau* » (PNRSE, 2010a, p.80). Il s'agit de faire du territoire « *un lieu pour travailler et entreprendre* » (ibid.) et de « *réaffirmer et diversifier sa fonction productive pour maintenir un tissu économique dynamique, préserver les effectifs existants et stimuler la croissance de l'emploi* » (ibid.).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Néanmoins, c'est au développement d'une « *économie rurale* » (ibid.) et de proximité qu'en appelle la charte, ainsi qu'à l'émergence de « *nouveaux métiers issus de la valorisation du patrimoine et des ressources locales du territoire* » (p.86) :

> « *Ici, il s'agit de porter une ambition économique valorisant le local, la diversité, la qualité et les ressources locales comme facteurs de compétitivité du territoire en fortifiant le commerce et l'artisanat dans les villages, en développant une économie assise sur des produits et activités valorisant l'identité, les savoir-faire et les valeurs du territoire, en soutenant une agriculture périurbaine diversifiée exploitant des créneaux porteurs de valeur ajoutée (élevage, maraîchage, agriculture respectueuse des ressources naturelles et de l'environnement…)* » (PNRSE, 2010a, p.38).

Ainsi, si la charte de 2010 insiste sur le fait que le maintien d'activités agricoles et commerciales viables est un impératif nécessaire à celui des milieux naturels et du patrimoine qu'ils recèlent, cette dernière s'avère aussi porteuse de critiques vis-à-vis des modèles de production et de consommation standards et qui peuvent nuire à la vie sociale et économique locale. Ces critiques tendent ainsi à se rapprocher du modèle d'une économie sociale de proximité, proche de celui invoqué par la critique de la décroissance. En effet, la charte indique par exemple que :

> « *En réaction aux dynamiques économiques tendant toujours plus à homogénéiser, standardiser, délocaliser les activités et les produits pour s'inscrire dans le mouvement de la mondialisation, la stratégie de développement choisie en Scarpe-Escaut est au contraire d'en prendre le contre-pied en défendant la territorialité, la diversité, la proximité et en valorisant les acteurs, les ressources et identités locales comme éléments de compétitivité économique du territoire* » (PNRSE, 2010a, p.80).

Et le bilan d'activités 2014 mentionne quant à lui le fait que « *En Scarpe-Escaut, la vente directe sur les lieux de production, les marchés ou en tournée répond à une demande croissante du consommateur qui préfère des produits n'ayant pas effectué des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans leurs assiettes* » (PNRSE, 2014, p.24).

Par conséquent, la critique écologiste du PNRSE, telle qu'elle s'exprime au travers des mises en récit des sources de l'indignation dans le corpus, semble s'inscrite dans un espace intermédiaire entre la critique du développement durable et celle de la décroissance, ce qui s'avère cohérent avec l'analyse des registres de justification dominants dans le corpus réalisée dans la section précédente (nous avons alors pointé que la critique écologiste du PNRSE prend appui sur un compromis domestique/par-projets). Les entretiens que nous avons réalisés permettent, eux aussi, d'étoffer cette conclusion.

2.5.2 Une critique écologiste intermédiaire entre le développement durable et la décroissance

Comme l'indique notre grille d'entretien (voir encadré n°5.1), nous n'avons pas interrogé nos interlocuteurs afin de savoir ce que signifie à leurs yeux le terme de « *décroissance* » ou encore s'ils envisageaient ce dernier comme un référentiel approprié pour qualifier les politiques du parc. La raison que nous pouvons avancer est que notre modèle

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'analyse théorique n'était pas encore complètement étoffé au commencement de notre enquête. Néanmoins, la notion de « *développement durable* » a été discutée, de même que les notions de « *conservation* » et de « *préservation* ».

Sur ce point, Gérald Duhayon nous a indiqué que, selon lui :

> « *Dans "développement durable" il y a "développement" qu'il est possible d'opposer à "conservation". C'est certainement à ce niveau-là qu'il s'agit d'introduire une différence. Même si elle est « intégrée », cela reste de la conservation. En ce qui concerne le territoire de Parc, il s'agit d'une zone en mouvement avec des ambitions politiques locales, des projets etc. Il me semble que "développement durable" est donc plus approprié du territoire de Scarpe-Escaut, alors que la "conservation intégrée" pourrait mieux convenir à d'autres territoires plus ruraux, avec des patrimoines un peu différents, des traditions et savoir-faire à maintenir et une vie forte de territoire. Mais d'un autre côté, nous faisons tout de même de la conservation en Scarpe-Escaut : nous gérons des réserves naturelles, des sites d'intérêt écologique etc. Nous faisons de la conservation de ce qui existe, mais dans nos habitats et dans nos régions les patrimoines sont fortement liés à l'activité humaine. L'objectif est donc de maintenir les activités humaines qui les ont fait naitre afin de garder la richesse du patrimoine* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.2).

David Moulin s'est également montré critique vis-à-vis de la notion de « *conservation* », qu'il associe à l'idée de mettre la nature « *sous-cloche* », ce qui ne correspond pas, selon lui, aux ambitions des PNR de la région **:**

> « *De mon point de vue, la notion de conservation renvoie à la conservation d'un patrimoine en l'état. Nous nous attachons effectivement à préservation de la qualité, la richesse et la diversité des espaces, mais dans une démarche dynamique, qui prend en compte l'évolution des territoires - y compris de leur aménagement, du développement économique etc. Il ne s'agit pas de mettre sous-cloche ou encore de créer une réserve d'indiens, mais bien de préserver ce qui a permis de reconnaitre la qualité de ce territoire, sans pour autant le mettre sous cloche. Pour donner un exemple, s'agissant de la préservation des paysages bocagers de l'Avesnois, cette dernière amène à utiliser différents dispositifs règlementaires et contractuels, dans une dynamique évolutive qui amène à ce que le paysage bocager des années 1990 ne sera pas celui des années 2000, même si la qualité paysagère est maintenue* » (Entretien avec David Moulin, p.8).

Isabelle Matykowski précise qu'alors que le terme de « *conservation* » serait selon elle plus approprié aux parcs nationaux, ce qui caractérise les parcs régionaux est au contraire de s'inscrire dans une démarche de « *développement* ». Ces éléments font écho à la manière dont nous avons défini les PNR dans le chapitre 2 :

> « *Ce n'est pas un outil de conservation des milieux naturels, sinon ce ne serait pas un parc naturel régional, ce serait un parc national. Dès le départ dans la philosophie de la loi, les parcs naturels régionaux étaient bien dans une logique de développement, c'était en général les territoires en difficultés économiques soit parce que c'était des secteurs hyper ruraux, ou bien comme le secteur de Scarpe-Escaut : un secteur du bassin minier, qui a perdu son industrie traditionnelle et qui devait se relever en quelque sorte de ce "chaos", mais en tout cas trouver une autre direction.*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Donc il s'agit bien d'un territoire qui doit aller vers un projet de développement. Mais un développement qui respecte la richesse de son environnement. Puisqu'il s'agit en général de territoires qui ont une richesse avérée. On le voit bien dans la région Nord-Pas-de-Calais : quand on regarde le schéma régional de cohérence écologique les trois parcs c'est quand même là où il y a les cœurs de nature. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas ailleurs, mais tout de même » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.9).

Lorsque nous avons demandé à Michel Marchyllie s'il était, selon lui, plus approprié de qualifier le PNRSE d'outil de « *développement durable* », de « *conservation intégrée* » ou de production d'un « *vivre ensemble local* », ce dernier nous a répondu la chose suivante :

« *J'aime bien le premier et le dernier ! C'est ça qui est difficile. Pour moi, quand on fait de la conservation ou protection de la nature, cela ne parle à personne, tout le monde s'en fou. Il faut le dire clairement. Il y a eu vague pendant laquelle nous faisions beaucoup de protection de l'environnement, nous créions des réserves, nous mettions sous cloche en disant "c'est protégé". Et heureusement que cela a été fait !* (…) *Je partage l'idée que nous devons continuer à en créer mais nous ne pouvons plus avoir la même approche. Ce qui est important aujourd'hui est de donner de la pérennité. Si la priorité est la conservation, il faut que chacun comprenne quel est l'intérêt de conserver. Moi j'appelle ça de la préservation. Pour moi, préservation signifie à la fois conservation et gestion. Alors que conserver ou protéger règlementairement c'est différent. La préservation pour moi à un aspect dynamique, la gestion intervient. Ca serait ma définition. Il me semble que cette dynamique est plus intéressante. Mais qui dit gestion dit action humaine. Et l'action humaine est très présente dans notre région, nous ne pouvons pas faire que de la conservation. Tous les espaces sont soumis à influence humaine* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.21-22).

David Moulin nous a par ailleurs indiqué que selon lui il est possible de considérer les PNR comme des mises en pratique du « *développement durable* » avant la lettre :

« *Oui, nous avons souvent dit qu'avant que la notion de développement durable soit popularisée, nous le pratiquions déjà. C'est aussi ce qui a amené à ce que les Chartes des parcs fassent partie des démarches de reconnaissance nationales de développement durable tel que les Agendas 21. Donc oui, je me retrouve plus dans une démarche de mise en place d'un développement durable à l'échelle d'une commune qu'au travers de la notion de conservation intégrée, que je ne connaissais pas* » (Entretien avec David Moulin, p.7).

Lorsque nous avons demandé à Jean-Luc Beghin ce que signifiait selon lui l'expression « *développement durable* », il a fait de nouveau écho à l'idée de s'inscrire dans une démarche « *équilibrée* », tout en évoquant également l'aspect multidimensionnel du développement :

« *Bon je ne vais pas vous reparler des trois piliers etc. Avec mon prisme, [*le développement durable] *signifie trouver les points d'équilibre sur les projets d'un territoire. C'est essayer de se dire parmi les actions qui se déroulent sur un territoire, est-ce que tout cela est à peu près compatible, en matière d'urbanisme, de*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

biodiversité, est-ce que l'on crée de la force locale… Tout simplement. Une histoire de point d'équilibre et d'intime conviction » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.18).

« *Personnellement, je me sens mieux de parler de développement durable ou soutenable, plutôt que de protection des richesses. Nous sommes toujours à la croisée des champs* (…) *entre l'enjeu de protection, l'enjeu d'aménagement, de développement, de critères sociaux, de fréquentation sur des sites… Cet aspect multidimensionnel est ce qui est revendiqué dans le développement durable. Donc je me sens plus là-dedans et je dois noter que d'ailleurs les plus grands critiques du fonctionnement du parc sont les extrémistes, de tous poils : des naturalistes extrémistes, comme des aménageurs bétonneurs extrémistes, des agriculteurs extrémistes, des chasseurs extrémistes, des écolos extrémistes et d'autres qui ne le sont pas* (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.14).

« *Quand on parle de "développement durable" c'est cela : il y a un projet de développement, dans lequel on essaie de mesurer les impacts, d'établir le meilleur, ou le moins mauvais projet. Aujourd'hui nous ne pourrions plus nous en passer (...). Nous devons trouver une bonne pondération entre la protection des milieux et les formes de valorisation sociales et économiques. Si on demande à un parc régional d'être uniquement un outil de protection des milieux, on se trompe. Il y a des réserves et des parcs nationaux pour cela. Et encore, même les parcs nationaux font maintenant des chartes comme les parcs régionaux* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.8).

Afin de qualifier ce qu'essaie de faire le PNRSE Isabelle Matykowski a utilisé une notion intéressante, selon nous : celle de développement « *intrinsèque* » ou « *endémique* ». Cette dernière explique en effet :

« *La difficulté est donc de retrouver un développement économique local ou "intrinsèque". C'est-à-dire, commet on met en lien les acteurs pour recréer ce développement. C'est par exemple ce que l'on essaie de faire avec la filière bois énergie : que ce soit une filière bois avec du bois local, qui n'est pas forcément concurrent des filières bois qui peuvent exister par ailleurs que l'ONF a mis en place, qui sont nationale et qui dépendent d'un certain rendement etc. La filière bois locale n'ira pas sur de grosses structures de chauffage, elle ira plutôt sur du petit et du moyen avec une logique d'approvisionnement local. C'est cela être dans une logique de développement "endémique". Oui, on peut le dire, comme on parle d'espèces endémiques* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.9).

Daniel Mio a également fait référence à cette idée de développement « *équilibré* » qui doit s'articuler autour de la qualité de vie des habitants, sur le territoire :

« *Pour moi, le développement durable a trois pieds et les trois pieds ont la même importance : développement social, développement économique et protection de l'environnement. Ce qui me parait vraiment indispensable et je le dis souvent, c'est de trouver une position d'équilibre.* (…) *Je l'ai toujours pensé et dit sur ma commune, je suis persuadé que pour qu'il y ait un développement économique et social, il faut un environnement à la hauteur et qui soit respecté. Autrement dit, c'est la protection de l'environnement qui permet le développement économique et social. Il est possible*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'avoir les 3 en même temps. Je pense que l'environnement est un facteur positif pour le développement économique » (Entretien avec Daniel Mio, p.14).

« [Le développement durable], *c'est vivre dans un territoire vivable. Je ne sais pas comment expliquer cela. Cela m'a toujours paru évident. Le jour où je me suis retrouvé élu, cela m'a paru évident, justement parce que j'étais dans le cas contraire. Dans le développement non-durable. J'avais sous les yeux l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire* » (Entretien avec Daniel Mio, p.17).

Au cours de notre entretien, Daniel Mio a longuement évoqué le passé historique minier du territoire et son expérience d'élu vis-à-vis des conséquences sociales et environnementales liées à ce type de développement. Son témoignage nous a semblé très intéressant et cette expérience tout à fait emblématique, notamment parce qu'aujourd'hui le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est la raison pour laquelle l'encadré n°5.7 ci-dessous repend ces éléments en détail.

Encadré n°5.7 : Le réaménagement du terril de Rieulay et le passage d'un développement non-durable à un développement durable

Afin d'illustrer ce que signifie selon lui le passage d'un développement non-durable à un développement durable, Daniel Mio nous a indiqué les éléments suivants :

« *J'en reviens toujours au terril de Rieulay. Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que cela peut représenter, mais je me suis retrouvé avec un chantier de 140 hectares, tout le long d'un village, avec le vent qui emmenait toute la poussière du chantier dans le village. Nous étions une commune minière, à côté des puis fermés, des sites abandonnés, des usines qui ferment, les sous-traitants des houillères qui arrêtent, les friches industrielles… une véritable catastrophe.*

J'ai vécu cela et j'ai dit aux autres élus, avec un territoire comme cela, on peut raconter ce qu'on veut pour avoir des emplois, mais jamais aucun emploi ne viendra se créer ici. C'est impossible. Donc nous devions commencer par rétablir l'environnement. C'est-à-dire l'environnement écologique, paysager, mais aussi l'environnement scolaire, associatif etc. Tout cela devait se développer si nous voulions avoir la chance de voir revenir les entrepreneurs. Sinon, il n'y aura jamais d'entreprise. C'est pour cela que j'ai voulu que le terril soit transformé au fur et à mesure de l'exploitation, afin de le réaménager : il s'agissait de transformer progressivement un point négatif en un point positif. Et nous y sommes parvenus. Je n'ai pas voulu laisser la friche se faire, sachant qu'on devrait la traiter par la suite. Aujourd'hui nous sommes reconnus parce que nous avons réussi cette opération.

Nous avons aussi beaucoup travaillé dans cette perspective : parce que nous sommes une commune minière, je suis devenu le vice-président de Bassins Miniers Unesco (BMU) et nous avons réussi à faire classer le territoire au patrimoine mondial de l'Unesco. C'est représentatif du fait que nous essayons de toujours coordonner les initiatives : j'ai été pendant 9 ans le président du centre historique minier de Lewarde. J'ai toujours travaillé sur ces thématiques de l'environnement et de l'après-mine. Parce que l'après-mine libère des terrains qui peuvent servir à de nouvelles activités.

J'ai voulu que le terril de Rieulay soit très attractif, parce que sur les autres sites miniers, la pratique était de tout abattre pour faire des zones d'activité. C'était des carreaux de fosse, donc il suffit d'abattre et le terrain reste plat. Mais avec le terril, j'ai pu faire quelque chose de vallonné, qui est devenu très attractif du point de vue territorial. Je suis persuadé que d'avoir un territoire attractif permet le développement économique.

C'est aussi ce que j'ai voulu faire comprendre aux intercommunalités quand elles se sont créées : nous sommes un élément positif de par l'attractivité du territoire, ce qui veut dire attractif aussi pour les entreprises. Il ne faut donc pas nous voir comme un inconvénient parce que l'on protège l'environnement, mais comme un avantage, pour le développement économique. J'ai dit ça tout le temps pendant que j'étais élu » (Entretien avec Daniel Mio, p.14-15).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Plus tard au cours de l'entretien, ce dernier est revenu en détail sur la manière dont il a œuvré afin de réhabiliter le terril, dans le but de créer un espace de vie de qualité pour les habitants. Ce dernier explique :

« *Quand j'étais jeune, j'habitais à Somain, la cité des cheminots. Derrière la cité des cheminots qui y avait ce que nous appelions la briquette. C'était une usine des houillères qui fabriquait des briquettes qui servaient à faire fonctionner les machines à vapeur et à faire des boulets. Nous étions tout le temps dans la fumée et dans la poussière. Ma mère faisait la lessive le jour où le vent voulait bien aller dans l'autre sens, sinon nous ne pouvions pas faire sécher le linge. J'ai vécu comme ça quand j'étais jeune. Lorsque je me suis marié, j'ai fait construire à Rieulay, parce que c'est vraiment un village rural – enfin, c'est à la limite du bassin minier, donc juste à côté de là où j'habitais avant mais côté plutôt rural. Il y avait le terril, tout boisé, tout le long du village. Nous avons fait bâtir en 1966-67 et en 1975, les bulldozers sont arrivés et ils ont tout foutu en l'air. Alors là j'ai commencé à être un peu traumatisé et à me dire quand même, cela ne va pas recommencer !*

Il y avait une fosse à Somain et une fosse à Pecquencourt. Et par train, les deux fosses amenaient tous les stériles sur le territoire de Rieulay. Avant cela il y avait une belle tourbière de 140 hectares qui ont été entièrement recouverts en un siècle. Mais au bout d'un siècle les usines ont fermé. Donc c'était fini, mais le contour du terril était encore boisé. Les houillères avaient une centrale thermique à Hornaing avec le charbon extrait des mines de Somain, Fenain etc. Mais lorsque les puits de mine ont fermé, ils n'avaient plus de charbon pour faire fonctionner leur centrale. Donc ils se sont dit que les terrils étaient aussi une réserve de charbon. Parce que jusqu'en 1945 il n'y avait pas de lavoir, on triait le charbon la main. Donc les cafus, les trieuses, enlevaient les blocs de charbon mais toute la poussière venait sur les terrils avec les stériles. Mais à partir du moment où on a inventé le lavoir, il suffit de faire repasser le terril dans un lavoir pour récupérer tout le charbon ».

[Leslie Carnoye : D'accord. Et donc ils ont déboisé pour récupérer le charbon.]

Daniel Mio : « *Oui. J'étais au conseil municipal et ils ne nous ont même pas avertis qu'ils allaient le faire ! A l'époque, les houillères faisaient ce qu'ils voulaient. C'était les seigneurs sur leur territoire. Ils ont donc fait venir des bulldozers qui ont tout foutu en l'air, comme ça c'était fait. Ce n'était même plus la peine de rouspéter, tout était à ras. Et ensuite ils pouvaient ré-exploiter. Comme ils avaient fait avant, ils reprenaient le terril par trains et ils l'envoyaient à la fosse où il y avait un lavoir. Ils relavaient le terril, renvoyait les stériles sur un autre terril à Germinie et Pecquencourt et le charbon partait à la centrale. C'est ainsi qu'ils ont ré-exploité le terril. Nous nous sommes arrivé à la fin de la l'exploitation du terril… et il fallait que ça recommence ! Nous repartions complètement pour ce que nous avions vécu pendant un siècle dans le village. Ils ont travaillé comme ça jusqu'à tant que le lavoir soit abattu, en même temps que la fosse.*

Quand ils ont abattu le lavoir, nous avons eu peur de rester avec une friche dégueulasse de 140 hectares. Mais ils ont créé une filiale, avec une entreprise privée, qui a installé un lavoir sur le site directement. A partir de là, nous avons pu travailler sérieusement. Parce qu'auparavant ils exploitaient par wagon. Donc ils scalpaient le terril en avançant avec le train et en culbutant le terril directement dans les wagons avec les bulldozers. Mais une fois que l'entreprise s'est installée sur le site, nous avons pu discuter avec le chef d'entreprise et puis il y a eu une modification de la législation et ils avaient obligation de discuter avec la commune.

Ca a vraiment changé les choses. Le lavoir étant sur le site, nous avons dit qu'il fallait exploiter non plus par tranches mais perpendiculairement, en partant du village, de sorte qu'il soit possible de réaménager au fur et à mesure. C'est ce que nous avons fait. Nous avons réaménagé le site au fur et à mesure de l'exploitation. Et nous avons eu une entreprise intelligente qui a bien compris que tout ce qui était bon pour la commune était aussi positif pour elle. Cela lui a permis d'avoir des tas de chantiers partout, en Pologne etc. Nous recevions des tas de délégations qui venaient voir comment nous travaillons sur le site.

Nous avons aussi profité du fait que le terril avait été construit sur la tourbière, parce que la masse du terril avait poinçonné la tourbe, de sorte qu'en enlevant le terril nous avions un bel étang qui s'est dégagé. Aujourd'hui nous avons un bel étang de 23 hectares, avec le reste du terril. Parce l'autre bout du terril n'était pas à ré-exploité : il avait été fait du temps des lavoirs. Il n'y avait pas de charbon

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

à récupérer de ce côté-là. La partie qui a été récupérée était contre le village. Aujourd'hui, nous avons un site reconnu, classé par Bassins Miniers Unesco (BMU).

Cette entreprise avait bien compris tout son intérêt. Et puis il y avait eu une enquête publique pour qu'elle puisse s'installer. Quand le patron est venu à la salle des fêtes, il a bien vu qu'elle était pleine. J'avais déjà discuté avec lui de ce que je voulais. Il m'avait dit que j'étais quand même exigeant par rapport à d'autres etc. Mais la salle des fêtes était pleine, parce que quand j'étais maire, tous les trimestres, nous faisions une assemblée du village. Je réunissais la population dans la salle des fêtes et puis nous discutions de ce que nous faisions dans le village. Donc les gens avaient l'habitude de ces assemblées de village et ils sont venus. Au bout de 10 minutes, une fois que j'ai expliqué ce que je voulais il m'a dit "Monsieur le Maire vous avez raison, je ferais tout ce que vous voulez. Je n'ai pas le choix". Parce que tout le village était venu pour voir comment nous allions réaménager le site !

Donc ça s'est bien passé et nous avons aussi eu de la chance parce que nous avons reçu des financements européens, les contrats de plan Etat-Région friches industrielles, puis j'ai été dans la commission qui a créé l'EPF à la Région. Et avec l'Etablissement Public Foncier régional, quand les travaux ont été finis, ils n'avaient plus qu'à donner le coup final sur tout ce qui avait été préparé. Par exemple, nous avons fait une plage de sable. L'entreprise avait tout préparé au bord de l'eau. Pour la commune, cela n'a couté que le prix d'achat du sable, son transport et sa mise en place. Tout a fonctionné comme ça. Nous avons fait notre stade sur le terril aussi et pour faire le terrain de football, c'est l'entreprise qui a fait une couche drainante de 3 mètres de haut avec des cailloux calibrés. Ils ont bien tout préparé.

Dans le plan d'occupation des sols aussi, nous avions modifié la rocade Nord (l'A21 de maintenant). A l'origine, elle devait arriver sur Rieulay et faire le tour du terril, mais elle fichait en l'air une ferme et un bois et beaucoup de zones agricoles. Donc nous avons proposé de modifier cela : puisque le terril était sur une zone exploitée du plan d'occupation des sols, il était plus simple de la faire aller tout droit. Cela rapprochait un peu l'autoroute de Rieulay, mais tout le village est sur la friche et, à l'époque, je m'étais dit que c'était autant d'espace que nous n'aurions pas à remettre en état. Par contre, à la sortie du village, c'était la sortie de la friche et la rocade continuait dans les champs. Et j'ai donc demandé, lorsque nous avons fait le terrain de football, à ce que les camions qui emportaient les schistes pour les remblais, qu'ils les remplissent au retour avec de la bonne terre pour faire mon terrain de foot. En conséquence, le terrain de foot ne m'a couté presque rien. Nous avons travaillé comme ça tout le temps. Ca parait peut-être du bricolage, mais nous avons fait des tas de choses" exceptionnelles" comme ça… avec des moyens exceptionnels aussi ! » (Entretien avec Daniel Mio, p.17-19).

Le témoignage de Daniel Mio ci-dessous fait écho à une « *anecdote* » que nous a rapportée Jean-Pierre Colbeaux et qui nous semble importante pour comprendre le PNRSE et le projet de développement qui l'anime. Ce dernier nous a en effet indiqué :

> « *Une anecdote comme ça, pas cette charte si, mais la précédente. J'avais rencontré le représentant du Conseil National qui regarde toutes les chartes et qui donne son aval. Le Conseil Supérieur de l'environnement un truc dans ce genre-là*[190]*. On se connaît, puis on venait de faire la visite, on y avait passé une journée et demi et il me dit : "c'est quoi ce Parc, en deux mots ? ". J'ai dit "écoute, c'est une friche industrielle et on veut en faire un milieu naturel". Il me dit "ça va je comprends". Bon ça parait bête comme ça, mais en fait, pour lui au niveau national, chacun des parcs doit pouvoir être résumé en trois/quatre mots, et il faut que ces trois quatre mots soient différents de chacun des autres cinquante parcs naturels au niveau national. Donc ça*

[190] Il s'agit du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), lequel, comme nous l'avons déjà vu, dépend du ministère de l'environnement est impliqué d'assez près dans l'évaluation des politiques des PNR, dont le label est, rappelons-le, accordé par l'Etat.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

marque aussi, ça montre aussi un petit peu ce qu'est un parc. Un parc c'est une image. Cette fois-ci on a joué le parc transfrontalier. Ce fut le premier parc naturel régional transfrontalier en France, ça ne se faisait pas ailleurs. Donc ça lui donne une dimension européenne. Et puis on peut rêver. Moi j'ai rêvé à partir de ça ! » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.4).

Ainsi, ce que révèlent les entretiens réalisés est que l'expression « *développement durable* » semble plus appropriée afin de qualifier les ambitions que nourrit le PNRSE pour le territoire, plutôt que l'idée d'une « *conservation* », fut-elle « *intégrée* ». Néanmoins, l'expression « *développement durable* » a aussi fait l'objet de critiques. Par exemple, Christophe Tesnière nous a indiqué que :

« *"Faire du développement durable", c'est déjà une expression controversée. Disons que nous sommes à l'interface entre les besoins locaux et les outils disponibles "tous azimuts"* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.4).

Jean-Pierre Colbeaux nous a indiqué que selon lui l'expression « *développement soutenable* » s'avère plus appropriée, car selon lui, le « *développement durable* » est un oxymore :

« *Alors moi je pense qu'il fait du développement soutenable, parce que durable je ne sais pas ce que ça veut dire (...). Pour nous, développement et durable, vous regardez la définition dans le dictionnaire de ces deux mots, sont deux mots qui ne vont pas ensemble, c'est impossible de les mettre l'un à côté de l'autre. Ça porte un nom bizarre autant qu'étrange le fait de mettre ces deux noms-là côte à côte. Donc "soutenable". Ça veut dire que l'on peut soutenir. Ça, je crois que le parc le fait. Soutenir parce qu'il y a eu de la discussion et de la négociation. Durable ? Je ne peux pas vous dire si demain matin on ne changera pas d'idée parce qu'il y a une catastrophe, parce que il y a un impact économique important etc.*

Quand Toyota est venu s'installer, je vais vous dire, les milieux naturels on en avait rien à foutre. Parce qu'il y avait x milliers d'emplois. Qu'est-ce qui est durable ? Donc soutenable, ça oui je veux bien. Après je ne pense pas que le parc conserve des milieux, en l'état ; c'est-à-dire en gros, du jardinage, pour moi ça s'appelle du jardinage. Je pense qu'il en est plutôt à gérer des milieux et à essayer d'en avoir de plus en plus à gérer. Donc en fait, entrer dans une démarche de la trame verte et bleue. J'ai deux milieux de nature intéressante, comment je vais pouvoir trouver des intermédiaires entre ces deux points. C'est ça que fait le parc aujourd'hui, je le ressens comme ça » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.16-17 ».

Luc Coppin s'est quant à lui montré très critique vis-à-vis du « *développement durable* », qu'il considère comme un terme technocratique et il indique que selon lui, ce que fait le PNRSE est du « *vivre ensemble* » :

« *Pour répondre à votre question, au parc, nous ne faisons pas de développement durable ! Nous faisons du vivre ensemble. Ce qui est tout à fait différent. Le développement durable pour moi, cela n'existe pas* » (Entretien avec Luc Coppin, p.1).

Celui-ci développe une argumentation très proche de la critique écologiste de la décroissance : il s'est montré critique vis-à-vis de la technologie, du rythme de vie associé à la société industrielle et de la société de consommation et évoque qu'il serait bon de revenir vers

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

une vie plus « *frugale* ». Il indique que certains espoirs peuvent être placés du côté de la relance d'une économie orientée vers les circuits-courts (qui constitue l'une des ambitions de la charte de 2010), mais il se montre aussi assez pessimiste et montre que ces éléments soulèvent de nombreux enjeux économiques et culturels, en termes d'inégalités de revenu, d'accès à la consommation de produits de qualité etc. Finalement, il en appel à un changement des « *mentalités* » qui ne peut s'inscrire que sur le long terme :

> « *La technologie et le développement scientifique mal compris, sont en train de tout foutre par terre. Je suis extrêmement pessimiste, parce que le développement durable, cela ne sert à rien si dans le même temps vous n'êtes pas capable de changer les mentalités de fonctionnement, d'utilisation, de consommation etc. Sinon, ce n'est pas la peine. Faire des plans climat, c'est très gentil. Mais à quoi cela sert ? Vous fixez des objectifs qui ne sont pas atteints. Vous faites des plans de déplacement urbains (et j'en suis à mon troisième) et les objectifs n'ont jamais été atteints. Des plans, des plans… C'est véritablement du foutage de gueule* (…).
>
> *Nous sommes devenus une société hyper-égoïste et ultra individualiste. Nous en sommes responsables, vis-à-vis de l'éducation que nous avons donnée à nos enfants, nous ne les avons pas suffisamment appris le bien commun, le respect des autres etc. C'est bateau ce que je vous dis-là. Mais c'est essentiel. Aujourd'hui nous ne respectons pas la nature. Ou plutôt nous ne la respectons que parce qu'elle est réglementée. Comment sortir de cette impasse ? Je ne vois pas de solution. Parce que si vous règlementez la nature… alors ce n'est plus la nature, mais une anthropisation complète* (…).
>
> *Pour vous donner un exemple qui va vous faire sourire, je discutais l'autre jour avec un musicien qui me disait que très certainement, le tempo du moyen-âge ne devait pas être celui d'aujourd'hui. A l'époque, on avait le temps. On allait à Rome à pied, ou à cheval quand on avait les moyens, alors que maintenant on prend le jet, le TGV etc. Donc la vie n'était pas la même. D'abord parce qu'aujourd'hui il y a toute une série de bruits ambiants que l'on ne remarque plus : les climatiseurs, les bagnoles etc. Alors qu'avant c'était les bruits naturels des animaux, des maréchaux-ferrants etc. Mais les agriculteurs ne faisaient pas de bruit en tracteur, puisqu'il n'y en avait pas. Aujourd'hui nous n'accordons plus d'importance à ce qui est naturel. Tout s'est emballé et nous ne nous en sortirons pas, c'est inutile.*
>
> *Le développement durable à mon avis a été totalement perverti par la technocratie. C'est devenu un concept à la mode mais nous n'en faisons plus. Donnez-moi un exemple de développement durable. Moi je n'en vois pas. C'est le déplacement über alles, la consommation et le gaspillage alimentaire larga manu, tout ce que vous voulez. Jean-Baptiste de Foucauld parlait de l'abondance frugale, mais il n'y a aucune frugalité nulle part* (Entretien avec Luc Coppin, p.14).
>
> *Nous avons été dépossédés de notre façon de gérer notre terre. Certes, il y a 3% d'agriculteurs qui font du bio. J'ai créé une AMAP dans ma commune, mais tout cela est ridicule. Nous travaillons sur les circuits-courts ici au parc. Mais d'un autre côté, dans ma commune à Fresnes-sur-Escaut il y a 800 habitants avec 23% de chômeurs et la moitié de la population vit avec moins de 1500 euros par mois ! Comment voulez-vous que je leur dise "circuits-courts", "qualité" etc. ? Ils s'en*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

foutent. Ce discours ne passe pas. Et même s'il passait, l'éducation des enfants fait que prendre une bêche et retourner un jardin n'est pas quelque chose dont ils auraient envie. Pourquoi s'emmerder alors que vous allez à Intermarché et qu'il y a tout ce qu'il faut ? Il y a les aléas de la culture etc. lorsque vous semez des carottes vous n'en récoltez pas toujours autant que vous voulez. Pour moi, le parc a permis beaucoup de chose par rapport au développement durable. Nous essayons de promouvoir des changements de mentalité mais ça va être très long » (Entretien avec Luc Coppin, p.15).

Ainsi, au travers des entretiens que nous avons conduits ainsi qu'à partir de l'analyse du corpus que nous avons réalisée avec Prospéro, il apparait que le « *développement durable* » est une expression beaucoup plus mobilisée par le PNRSE que la « *décroissance* ». Néanmoins, certains de nos interlocuteurs se sont aussi montrés critiques vis-à-vis du « *développement durable* » et nous avons pu mettre en évidence que le « *développement* » dont il est question est d'abord local, qu'il inscrit dans un modèle en rupture vis-à-vis des systèmes économiques dominants et qu'au cœur de l'action du PNRSE se trouve l'ambition de réorienter de dernier dans un sens plus favorable à la qualité du territoire, c'est-à-dire des milieux naturels, qui sont pensés comme essentiel au maintien du bien-être de ses habitants. Ces éléments nous amènent à penser que la mise en récit des sources de l'indignation du PNRSE s'inscrit dans un espace intermédiaire entre celles qui sont caractéristiques de la figure idéale typique de la décroissance et celles du développement durable.

Grâce à l'ensemble des éléments que nous avons pu mettre à jour au cours des cinq étapes de notre analyse, nous sommes à présent en mesure de présenter de manière synthétique l'évolution historique de la forme de la critique écologiste propre au PNRSE. Ces éléments sont exposés dans la conclusion.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

Puisque tel était notre objectif, le tableau n°5.20, ci-dessous, présente une synthèse de la critique écologiste propre au PNRSE, selon nos quatre grandes périodes historiques de référence. Comme nous l'avons indiqué dans la première partie du chapitre, consacrée à notre modèle d'analyse opérationnel, dans le tableau, les lignes 1 et 2 synthétisent respectivement les sections 2.4 et 2.5, consacrées à l'analyse des registres de justification et des sources de l'indignation sur lesquels prend appui le PNRSE, alors que la ligne 3 est basée sur les sections 2.1 et 2.3, relatives aux entités humaines et non-humaines en présence dans le corpus. La ligne 4 est quant à elle une synthèse réalisée principalement à partir de la section 2.2, consacrée à l'analyse des grands domaines d'intervention du PNRSE ainsi qu'à celle de la mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement, mais elle reprend aussi certains éléments abordés dans les sections 2.1 et 2.4.

Tableau n°5.20 : La critique écologiste du PNRSE, une mise en perspective historique

Périodes	**1968**	**1986-1995**	**1998-2009**	**2010-2014**
Type de compromis	Industriel/ Domestique	Domestique/ Industriel	Domestique/ Industriel	Domestique/Par-projets
Formes d'articulation des sources de l'indignation	Préoccupations de nature hygiénistes : fournir aux habitants et aux visiteurs un contact sain et bienfaisant avec la nature	Développer une économie sociale, à partir de l'amélioration de la protection de l'environnement et du cadre de vie	Œuvrer à un développement durable, qui permette à la fois de protéger les richesses patrimoniales et de maintenir un tissu économique dynamique	Favoriser une économie de proximité, basée sur la valorisation du patrimoine et des richesses naturelles et culturelles locales (circuits-courts, qualité des produits d'élevage et de maraichage…)
Modalités de qualification des êtres en présence (humains et non humains)	Etat ; le public, les usagers, les touristes ; la forêt ; la nature	Région ; entreprises et producteurs, agriculteurs ; l'environnement ; Le patrimoine naturel et bâti	Communes ; entreprises et producteurs ; agriculteurs, habitants ; eau et zones humides ; Patrimoine et paysage	Communes et EPCI ; entreprises et producteurs, agriculteurs, partenaires, habitants ; patrimoine, paysages, réseaux écologiques et biodiversité
Dispositifs institutionnels et logique d'action	Equipements du PNRSE ; tourisme à caractère social ; maintien et ouverture au public des espaces boisés	Protection de la nature et des espaces agricoles ; développement économique local ; début de la réhabilitation de l'après-mine	Dispositif écogardes ; zonage de l'espace ; protection et gestion du paysage et des milieux à forte valeur patrimoniale ; réhabilitation de l'après-mine	La marque PNR ; Trame verte et bleue, impacts de l'urbanisation sur les espaces agricoles et naturels, parc transfrontalier ; complexité des dispositifs évaluatifs

Source : tableau construit par l'auteur

Afin de commenter le tableau n°5.20 et d'épaissir notre conclusion, nous proposons d'organiser cette dernière en deux temps. Le premier est consacré à une synthèse des éléments qui nous ont semblés rester constants et qui sont donc fondamentaux, afin de comprendre la forme de la critique écologiste du PNRSE. Il s'agit donc d'une analyse transversale au tableau n°5.20 ci-dessus, basée sur la considération du corpus dans sa globalité (laquelle est également alimentée par les entretiens réalisés). Et le deuxième temps porte plutôt sur les changements que nous avons identifiés dans la forme de la critique écologiste spécifique au PNRSE. Ceci nous ouvrira un certain nombre de perspectives qui nous permettront de

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

trancher sur la question des enjeux liés au déploiement d'une approche par les SE, pour le PNRSE, dans le chapitre 6.

Le premier élément à souligner est l'importance de la cité domestique dans la critique écologiste du PNRSE. Comme l'indique l'annexe n°5.9 cette dernière se traduit par la mise en scène d'un jeu d'entités telles que le « *territoire* », les « *habitants* », le « *patrimoine* » et le « *paysage* », la « *protection* », « *l'aménagement* », ou encore le « *cadre de vie* », mais aussi de qualités ayant trait au « *rural* », au « *local* », à la « *proximité* », au « *traditionnel* » et au « *quotidien* », ou encore d'épreuves telles que « *accompagner* », « *partager* », « *soutenir* », « *protéger* », « *intégrer* », « *habiter* »… Au-delà de la prise en compte de ces atomes isolés, ce qu'a surtout permis de montrer notre analyse du corpus et des entretiens réalisés est que l'importance de la cité domestique est relative à deux éléments principaux, reposants au cœur de l'action et de la critique écologiste du PNRSE. D'une part, l'appui sur l'ordre de grandeur domestique est essentiel à la mise en intelligibilité du projet d'articulation de la conservation et du développement qui est porté par le PNRSE et, d'autre part, nous avons également souligné que c'est bien l'ordre de grandeur domestique qui est convoqué lorsque les personnes que nous avons interrogées ont eu à se justifier vis-à-vis du bien-fondé d'une action en faveur de la protection ou de la conservation de l'environnement, de la biodiversité ou du patrimoine naturel. Revenons sur ces deux éléments.

Ce que nous avons identifié depuis le chapitre 2 est qu'au cœur des PNR se trouve le souci d'articuler, c'est-à-dire de penser ensemble, la protection d'un patrimoine naturel sensible et le développement économique du territoire. Notre enquête a donc été orientée de manière à savoir s'il existait un écart entre les textes juridiques qui régissent le fonctionnement des PNR et la réalité de ce dernier et, le cas échéant, comment ces deux objectifs peuvent-ils être réalisés de concert, en pratique, ou dans quelle mesure ces derniers n'étaient pas contradictoires. La réponse qu'il nous est possible d'apporter à présent est que ce qui est pratiqué par les PNR (ou au moins le PNRSE) est bien conforme à l'esprit des textes et que l'ambition d'articuler conservation et développement n'est pas superficielle, ou qu'il ne s'agit pas d'une timidité politique en matière de conservation. En effet, ces deux objectifs sont plus interdépendants que contradictoires, dans la mesure où les PNR sont des territoires « *habités* », c'est-à-dire où la présence anthropique est toujours déjà là et qu'il n'est pas question de s'en débarrasser (ce qui ne serait être un objectif normatif raisonnable). Par conséquent, l'état des milieux naturels et de la biodiversité locale est fortement marqué par la présence humaine et notamment par les modalités de son déploiement sur le territoire.

Plus précisément, à l'issue de cette expérience de recherche, nous ne pensons pas que les objectifs de conservation et de développement ne soient jamais contradictoires : la construction de routes, de zones urbaines, l'exploitation intensive des sols, le rejet de polluants dans les eaux de surface et l'exploitation minière ne font généralement pas bon « *ménage* » avec le maintien de la biodiversité. En revanche, ce que nous avons compris est qu'ils ne sauraient être pensés l'un sans l'autre, en tout cas aujourd'hui (c'est-à-dire maintenant que les principales zones géographiques règlementaires de protection des espèces et des milieux rares ou à forte valeur patrimoniale sont déjà en grande partie définies) et dans les PNR (puisqu'il s'agit de territoires habités par les humains). Autrement dit, la diversité de la faune et de la flore, la qualité écologique des milieux, des sols, de l'eau et de l'air dépend des modalités de l'activité anthropique et l'objectif du PNRSE est orienter ces dernières vers

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

des « *formes douces* » (pour reprendre une expression de Luc Coppin (p.10)). Il s'agit, pour le dire rapidement, de trouver les mécanismes institutionnels et financiers adéquats, de manière à atteindre une sorte d'équilibre de Nash supérieur en matière de conservation et de développement.

Ainsi, certaines activités économiques sont bien compatibles, voire même nécessaires au maintien d'une certaine biodiversité, du patrimoine naturel et des paysages caractéristiques du territoire. C'est le cas des activités d'élevage et d'une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement, laquelle permet non seulement de limiter l'avancée de l'urbanisation, mais aussi de maintenir une mosaïque paysagère, composée de prairies humides, de plaines ponctuées d'arbres, de haies, de vergers, du bocage etc. et aussi de préserver une ressource en eau de qualité. Globalement, c'est au maintien d'un équilibre entre les espaces urbains, les espaces agricoles et naturels et les espaces boisés qu'œuvre le PNRSE. Mais notre étude de cas nous a permis de comprendre que les enjeux de conservation et de développement peuvent s'avérer, dans certains cas, complémentaires : dès lors qu'ils sont pensés ensemble et encadrés par des dispositifs institutionnels adaptés (par exemple, si les espaces boisés constituent le cœur écologique du territoire du PNRSE, il faut souligner que ces derniers existent et ont pu être préservés parce qu'ils sont la propriété de l'Etat, en gestion par l'ONF).

Ceci nous renvoie à la remarque de Jean-Luc Beghin, selon laquelle le PNRSE peut être efficace dans la mesure où il peut se saisir d'outils de politiques publiques elles-mêmes cohérentes. En matière d'agriculture par exemple, comme nous a indiqué ce dernier « *c'est certain que si la PAC ne change pas et si nous continuons de donner 300 euros à l'hectare pour du maïs et 50 pour des prairies en MAE, très compliquées etc. Cela ne nous aide pas* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.16). Au-delà, il est évident que la manière dont les marchés de produits agricoles sont aujourd'hui organisés (c'est-à-dire globalisés, soumis à des mouvements spéculatifs etc.) a un impact très direct sur le type d'agriculture qui est pratiqué sur le territoire et donc sur la biodiversité locale. *In fine*, ce que nous permet de comprendre notre analyse des enjeux de conservation et de développement (laquelle a été réalisée à partir d'une perspective théorique conventionnaliste) est que l'état des milieux naturels et de la biodiversité est bien le fruit de rapports sociaux, à savoir d'abord d'un rapport de production capitaliste, quand bien même ce dernier est encadré par un ensemble de dispositifs institutionnels qui tentent de contrebalancer son effet, ce qui permet d'assurer (pour un temps) la pérennité du système.

La spécificité du PNRSE et de sa critique écologiste est de s'inscrire dans cette dynamique en prenant principalement appui sur la cité domestique. En effet, comprendre le sens du projet d'articulation entre conservation et développement porté par le parc implique de penser le PNRSE comme un « *territoire habité* », c'est-à-dire de le rapprocher analytiquement d'un espace de vie commun, dans lequel ses composantes font système, nouent des relations d'interdépendances et où il est possible (voire nécessaire) de penser au sein et pour le collectif. C'est ce que nous ont indiqué les personnes que nous avons interrogées lorsque ces dernières ont mis en avant que le rôle du PNRSE est la production d'un « *vivre ensemble* » local, au service de la réappropriation du territoire par ses habitants et du maintien et de l'amélioration de la qualité de la vie humaine et naturelle qui s'y déroule.

En les abordant par une autre entrée (encore plus directe, puisqu'elle a consisté à s'adresser aux convictions personnelles des personnes que nous avons interrogées) nous avons

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

vu que la mobilisation du registre domestique est bien au cœur de la critique écologiste du PNRSE, au sens où ce qui justifie la protection de l'environnement, du patrimoine naturel et de la biodiversité est que ces éléments sont qualifiés de « *vitaux* », qu'ils sont décrits comme des éléments essentiels à la vie, ou encore comme des composantes nécessaires au maintien d'un cadre de vie de qualité, participant à la réalisation d'un bien commun local, qui sont hérités des générations passées et qu'il s'agit de respecter et de transmettre.

Nous pensons que l'activation de la cité domestique a, par ailleurs, comme contrepartie une certaine mise à distance de la cité industrielle. C'est ce que suggère le déclin progressif de la catégorie industrielle dans le corpus, visible dans l'annexe n°5.10, quand bien même la cité industrielle reste très présente dans le corpus, surtout en début de période. En effet, nous pensons que si la cité industrielle reste très présente c'est en ce qu'elle fait référence à un certain nombre de techniques ou de moyens de gestion mise en œuvre par le PNNRSE (programmes, outils, équipements, structures…). Or, nous verrons plus loin que l'affirmation de la cité par projets tend à se substituer à la cité industrielle en la matière. Il nous a donc fallu aller plus loin et prêter une oreille attentive au contenu des entretiens réalisés afin de pouvoir identifier que ce mouvement de mise à distance de la cité industrielle s'avère également lié au passé historique minier du territoire, lequel y a induit un certain type de rapport social spécifique à la nature.

En effet, nous avons vu qu'historiquement le PNRSE s'est d'abord construit comme un « *poumon vert périurbain* », autour des forêts domaniales de Raimes-Saint-Amand-Wallers et de Marchiennes, avec comme objectif de maintenir ces espaces boisés, de les aménager afin de les ouvrir au public et ainsi de les instituer comme des lieux essentiels au maintien d'un cadre de vie de qualité pour les habitants et les visiteurs. Néanmoins, au cœur de l'identité historique du PNRSE se trouve également le projet de réhabiliter un environnement naturel et social dévasté par l'exploitation minière (quand bien même ces éléments sont moins visibles, à première vue, dans la charte de 1986, laquelle couvre, rappelons-le, les trois territoires que sont l'Audomarois, le Boulonnais et Scarpe-Escaut).

C'est notamment ce que nous a permis de comprendre l'anecdote de Jean-Pierre Colbeaux qui décrit le PNRSE comme une « *friche industrielle* » qu'il s'agit de transformer en « *milieu naturel* » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.4). Gérald Duhayon (responsable du pôle ressources et milieux naturels) a exprimé une idée similaire lorsque celui-ci s'est montré critique vis-à-vis de l'usage de la notion de patrimoine naturel, afin de qualifier l'action du PNRSE. En effet, alors que nous avons pourtant pu dégager l'importance de la cité domestique au cours de l'exploration du corpus et de nos entretiens, celui-ci a souligné le faible caractère rural du PNRSE par rapport aux autres PNR français, ainsi que la faiblesse de l'attachement culturel local aux milieux naturels. Afin d'illustrer ce point, l'encadré n°5.7 ci-dessous rapporte les propos de ce dernier, même si nous les avons déjà exposés dans la section 2.3.4.

Encadré n°5.8 : La critique de la notion de patrimoine naturel, selon Gérald Duhayon

Lors que l'entretien que nous avons réalisé avec celui-ci, Gérald Duhayon nous a indiqué les éléments suivants :

« *La valeur du patrimoine naturel est présente chez nous, mais nous ne sommes pas non plus dans un territoire à forte identité humaine, comme certains pays ou certains territoires ruraux où*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

régions de montagne. L'appropriation du patrimoine naturel chez nous est assez relative. Elle est liée aux grandes visions de la nature que nous avons ici, c'est-à-dire la forêt. Nous concevons que la forêt est un patrimoine naturel, même si pour la plupart des gens ne verraient pas la différence avec une forêt sans grande valeur écologique. Nous avons aussi des perceptions liées à la chasse à la hutte, en zone humide qui est très forte au niveau local mais qui est aussi relative aux espèces que l'on peut chasser. Donc tout est relatif et cette idée de patrimonialité est beaucoup plus ancrée sur d'autres territoires (…).

Oui tout à fait, le développement économique de la région a été fondé sur l'exploitation d'une ressource naturelle, exploitée comme une ressource sans limites (de ce point de vue c'est aussi valable pour le pétrole, le charbon ou les pierres). A l'inverse, la caractéristique et la richesse écologique du territoire qui est la présence de l'eau et des zones humides n'a jamais été un vecteur ni développement économique ni de développement identitaire. Alors que ce fut le cas ailleurs : par exemple sur le parc naturel de la Brenne, l'identité zones humides est liée à des pratiques locales et à une activité. Pour nous le développement économique a un passé industriel. Mais d'un autre côté les premiers efforts de protection via la création de réserves naturelles ou de parcs sont une réaction à ces destructions locales. Nous disons souvent que la Région NPDC est très active dans la politique environnementale par rapport à d'autres régions, mais c'est aussi parce que c'est chez nous qu'il y a le moins » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.13).

Cette interprétation nous semble très intéressante car elle indique que le passé historique minier du territoire a induit un certain type de rapport social spécifique aux milieux naturels dans la région, en instituant ces derniers comme une ressource à exploiter sans limites… ce qui a généré dans le même mouvement un ensemble de catastrophes environnementales et sociales majeures. Mais Gérald Duhayon souligne aussi que c'est précisément en raison de ces abus, ou en repoussoir vis-à-vis de cette dégradation, que se justifie aujourd'hui le volontarisme politique de la région Nord-Pas-de-Calais en matière environnementale, mais aussi l'existence du PNRSE. Nous avons bien vu, en effet, comment le vécu lié à l'exploitation minière a fortement marqué l'imaginaire de ce qu'est le « *développement durable* » ou encore le maintien d'un cadre de vie de qualité, l'idée du bien-être et du bien commun, ou en bref, les sources de l'indignation du PNRSE, au travers du témoignage de Daniel Mio, personnage historique important du PNRSE puisqu'il fut, rappelons-le, le président du Syndicat Mixte du parc pendant 23 ans.

Les éléments emblématiques de cette dynamique de reconversion sont le classement du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais au patrimoine mondial de l'UNESCO, mais aussi l'ensemble du travail engagé autour de la réhabilitation écologique et culturelle des terrils, des carreaux de fosse et des cités minières, ou encore le classement en réserves biologiques et/ou la transformation en bases de loisirs et d'éducation à l'environnement des étangs d'affaissement miniers tels que la Mare à Goriaux ou encore le centre d'Amaury. La maison de la forêt, autre équipement important du PNRSE est située en bordure de la forêt de Raismes-Saint-Amand-Wallers et à proximité de la fosse Sabatier et il est possible de grimper sur le terril pour y observer l'étendue de la forêt domaniale (voir photographies n°1 et 2, annexe n°2.1). C'est aussi ce qui explique l'importance parmi les « *cœurs de biodiversité* » définis dans la charte de 2010 des « *cœurs de biodiversité d'origine industrielle et minière* » où existent aujourd'hui certains habitats naturels et certaines espèces tout à fait spécifiques que le PNRSE contribue à préserver.

Autrement dit, la réactivation du registre domestique se traduit bien par la mise à distance de la cité industrielle dans la critique écologiste du PNRSE, au sens où au cœur de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'action du parc se trouve la volonté (voire la nécessité) d'insuffler une dynamique de réappropriation de la nature et de l'environnement par les habitants du territoire, ce qui passe à la fois par la valorisation des valeurs culturelles liées au passé minier (mais en tant que celui-ci est bien un « *passé* », c'est-à-dire un héritage qu'il s'agit de transmettre), ainsi que par le déploiement d'une stratégie plus offensive en matière de développement économique, autour des pratiques agricoles et des savoir-faire locaux et traditionnels, en rupture avec une modalité d'exploitation industrielle du territoire, ou encore avec les schémas productivistes dominants.

Il s'agit du travail de la valorisation des paysages ordinaires bocagers (et des éléments paysagers comme le saule-têtard, habitat de la chouette chevêche et emblème du PNRSE), lesquels sont inféodés aux pratiques d'élevage et de pâturage. Plus largement, comme nous l'avons souligné, le parc a entrepris un travail visant à réorienter les systèmes de production et d'alimentation locaux vers un recours plus important aux circuits-courts (par exemple en attribuant la marque PNRSE à certaines cultures d'endives ou de fraises de pleine terre, mais il est aussi possible de mentionner d'autres dispositifs mis en place en matière de développement économique, liés à la sauvegarde de la Rouge flamande ou encore du Trait du Nord). Ce double mouvement de réactivation de l'ordre domestique et de mise à distance de la cité industrielle explique que la critique écologiste du PNRSE s'inscrive dans un espace intermédiaire entre le développement durable et la décroissance, quand bien même le terme de « *développement durable* » soit, en tant que tel, beaucoup plus utilisé dans le corpus que celui de « *décroissance* ». En effet, nous avons pu souligner que ce dont il est question est d'un « *autre développement* » parfois qualifié « *d'endémique* » ou « *d'intrinsèque* » s'inscrivant en rupture vis-à-vis des schémas de production industriels et productivistes standards.

Intéressons-nous maintenant, comme nous l'avons annoncé, à l'ensemble des éléments pouvant être rapportés à des changements ou à des tendances de fond, dans la critique écologiste du PNRSE, ce qui nous permettra de conclure sur l'affirmation progressive de la cité par projets. En effet, comme l'indique le tableau n°5.20, la critique écologiste du PNRSE est passée d'un compromis domestique/industriel en début de période à un compromis domestique/par-projets en fin de période. Ceci va de pair avec un certain nombre d'évolutions dans les formes de mises en récit de l'indignation du PNRSE : ces dernières sont passées de préoccupations et de représentations de type hygiénistes, à un discours mettant l'accent sur la nécessité de développer une économie humaine de proximité, en passant par la réhabilitation de l'environnement au service d'une économie sociale et l'affirmation de la nécessité d'œuvrer à la mise en place d'un développement plus durable (voir tableau n°5.20).

Du côté des dispositifs institutionnels, comme nous l'avons déjà évoqué, le PNRSE est passé d'une logique d'aménagement et d'équipement des espaces forestiers, dans le but de les ouvrir au public, à la prise en compte d'un ensemble de problématiques territoriales plus large, en matière de gestion agricole et de gestion de l'eau, notamment, dans un second temps. Cet élargissement des perspectives ou des orientations stratégiques du PNRSE est allé de pair, notamment dans la charte de 1998, d'une part, avec un renforcement des dispositifs de protection de la nature, en faveur des milieux à forte valeur patrimoniale et des espèces rares et menacées et, d'autre part, avec la mise en place de dispositifs de zonage de l'espace et de protection et de gestion des paysages remarquables, mais aussi ordinaires. Une fois le zonage de l'espace et les dispositifs de protection des milieux et des espèces les plus rares ou

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

menacés mis en place, la charte de 2010 affiche à la fois la volonté de passer à une stratégie plus offensive en matière de développement économique (au service d'une économie humaine de proximité) et celle d'intégrer plus sérieusement questions liées à l'urbanisme, une dimension clef sur un territoire très urbanisé, alors que la consommation d'espace s'effectue sauvent au détriment des espaces agricoles et naturels.

Enfin, l'évolution historique des entités humaines et non-humaines en présence dans le corpus s'inscrit en cohérence avec ces éléments : alors que les acteurs principaux en 1968 étaient l'Etat, le public, les usagers et la forêt, les chartes de 1986 et de 1998 s'orientent vers la mise en scène de la Région, des Communes, des entreprises et des producteurs, de l'environnement, du paysage et du patrimoine naturel et bâti. Les nouveaux acteurs en 2010 sont les EPCI, les partenaires, la biodiversité et les réseaux écologiques.

Ainsi, comme le montre l'annexe n°5.9 l'affirmation de la cité par projets dans le corpus met en scène des entités telles que « *projet* », « *partenaires* », « *coopération* », mais aussi « *réseau* » et « *biodiversité* », ainsi que des qualités telles que « *engagé* », « *volontaire* », ou « *associé* », de même que des épreuves telles que « *participer* », « *contribuer* », « *coordonner* » etc. Ce que nous avons pu mettre en évidence est que l'affirmation de la cité par projets prend appui sur deux pieds : d'une part, sur un ensemble de changements ayant trait à la manière dont le PNRSE organise et met en œuvre son travail ainsi qu'à son positionnement institutionnel et, d'autre part, sur l'évolution de la stratégie de protection de la nature qu'il met en œuvre, laquelle intègre, notamment à partir de 2010, la logique de la trame verte et bleue régionale ainsi qu'un ensemble de références en termes de « *biodiversité* » et de « *réseaux écologiques* ». Revenons donc sur ces deux éléments.

Ce que nous avons mis en évidence, dans le présent chapitre, concernant l'affirmation de la cité par projets fait écho à un certain nombre d'éléments déjà évoqués dans le chapitre 2 concernant l'évolution du fonctionnement et du positionnement institutionnel du PNRSE. Là aussi, l'affirmation de la cité par projets traduit un mouvement de mise à distance de la cité industrielle, lequel est notamment visible dans l'annexe n°5.10, alors que l'annexe 5.9 montre que ces deux registres ont surtout trait à un ensemble de techniques de gestion : alors que les premières chartes faisaient référence à des équipements, des plans, des programmes d'action, à la réalisation de travaux et d'installations, il est plutôt question dans celle de 2010 de projets d'initiatives, de partenariats, de réseaux d'acteurs, de collaboration et d'animation.

Nous avons ainsi pu souligner que le Syndicat Mixte endosse, dans la charte de 2010 un rôle « *d'animateur-fédérateur* », centré sur un travail de médiation et de fédération de réseaux de partenaires (lequel est caractéristique de la cité par projets), en outre de son rôle « *d'accompagnateur* » des projets portés par les acteurs du territoire (celui-ci étant assez représentatif d'un compromis domestique/par-projets) et qui tend à remplacer son rôle plus ancien « *d'opérateur* » lié à la réalisation d'opérations en maitrise d'ouvrage (caractéristique de la cité industrielle). C'est aussi ce qu'ont souligné David Moulin et Michel Marchyllie lors de nos entretiens. Tandis que le premier a indiqué que le PNRSE (ainsi que les autres PNR de la région) évolue(nt) vers la mise en place de démarches participatives, de co-construction de projets et d'animation d'un dialogue territorial, le second a précisé que le PNRSE se pense désormais comme un « *ensemblier* » dont le but est de mettre en cohérence les projets de chacun, plutôt que d'agir, comme se fut le cas par le passé, à la mise en œuvre des projets portés par le parc lui-même.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ainsi, si le mouvement de mise à distance de la cité industrielle apparait ici clairement, les notions « *d'accompagnement* », de « *dialogue territorial* » ou encore « *d'ensemblier* » nous semblent particulièrement bien illustrer le compromis domestique/par-projets sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE. Le fait que le parc ait de plus en plus à « *faire-faire* », à associer et à engager de nombreux partenaires, explique aussi l'importance qu'ont prises les actions orientées vers la communication, la sensibilisation et la mobilisation, visant à engager et à convaincre ces partenaires. Ce que nous avons également pu souligner est que l'organisation « *en mode projets* » n'est pas sans conséquence vis-à-vis de la démarche d'évaluation des politiques menés « *par le parc* » (… et, précisément, aussi par les signataires et les partenaires), définie dans la charte de 2010 : cette dernière s'est considérablement complexifiée par rapport aux chartes précédentes.

Néanmoins, dans le même temps, nous avons également mis en évidence que l'affirmation de la cité par projets n'était pas seulement relative aux évolutions dans la manière de travailler du PNRSE, mais aussi à l'entrée d'entités semi-naturelles telles que la « *biodiversité* » et les « *réseaux écologiques* », ainsi qu'à la mise en œuvre d'une stratégie de protection de la nature formulée en termes de « *trame verte et bleue* ». Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné, alors que la stratégie de protection de la nature déployée dans la charte de 1998 était plus particulièrement centrée autour du paysage et du patrimoine, la charte de 2010 indique que :

> « *Même si la précédente charte évoquait déjà en précurseur la fonctionnalité des écosystèmes à travers les liens qui les connectent, la stratégie de préservation du patrimoine naturel s'appuie désormais sur une mise en œuvre opérationnelle de la trame écologique, maillage de plusieurs réseaux écologiques* » (PNRSE, 2010a, p.60).

Il nous aurait fallu mener une analyse plus approfondie afin de savoir si le déploiement d'une approche en termes de trame écologique doit être comprise comme la conséquence de l'évolution des politiques régionales et nationales en la matière (ce qui nous renverrait à l'idée émise dans le chapitre 2, selon laquelle il est parfois difficile pour le PNRSE de se positionner entre ce qui émerge du territoire et les outils de politiques publiques disponibles par ailleurs), ou si ce déploiement correspond au contraire à un réel besoin ou à une réalité écologique (c'est-à-dire le fait que les milieux naturels et les espèces vivantes doivent être mieux connectées entre elles et mises en réseaux, afin de pouvoir exister de manière pérenne dans le temps). La vérité se situe sans doute quelque part entre les deux. Néanmoins, ce que permet de montrer notre analyse (et ce qui ressort notamment de la lecture du diagnostique de territoire de 2008, sur lequel s'appuie la charte de 2010) est que les deux stratégies, l'une en termes de trame et l'autre en termes de paysage, tendent à coexister, dans la démarche de suivi du territoire, comme deux modalités différentes de représentation du territoire et des enjeux auxquels il s'agit de faire face, sans que ces deux stratégies ne soient véritablement articulées ou qu'il soit possible de dire laquelle prime sur l'autre. Nous pensons par conséquent que la ré-articulation de ces deux modes de représentation constituera un enjeu important à l'avenir, dans l'optique d'un redéploiement de la démarche de suivi du territoire, en vue de la révision de la prochaine charte.

Nous verrons, dans le chapitre 6, en quoi les éléments que nous avons mis à jour ici concernant la complexité de la démarche d'évaluation de la charte, mais aussi l'importance des outils de communication visant à convaincre, engager et mobiliser, de même que les

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

enjeux relatifs à la ré-articulation des différentes modalités de suivi du territoire raisonnent avec la question des modalités du déploiement d'une approche en termes de SE pour le PNRSE. Pour l'instant, il nous reste à savoir comment un tel compromis de type domestique/par-projets peut-il tenir, car les rapports entre les mondes communs sont bien des rapports d'inversion des grandeurs (Thévenot, 1989) : Boltanski et Chiapello (1999) indiquent que les principes normatifs de la cité par projets sont fondés sur la conception d'un monde réticulaire dans lequel évoluent des individus déracinés, mobiles et flexibles, alors que les principes normatifs de la cité domestique sont fondés sur la lignée, la hiérarchie, l'enracinement, la tradition et l'importance des liens identitaires et communautaires.

Fondamentalement, ce que tend à montrer notre analyse est que le compromis domestique/par-projets sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE s'avère viable, dans la mesure où la mobilisation de la cité par projets demeure subordonnée à celle de la cité domestique. En effet, la cité domestique nous semble être mobilisée comme point d'appui central particulièrement lorsqu'il s'agit de justifier de l'importance de la protection de la nature, de définir et de faire comprendre le rôle que le PNRSE joue dans la société et le sens des politiques et des actions qu'il mène. Autrement dit, la cité domestique est essentielle afin de répondre à la question du « *pourquoi* » protéger la nature : le PNRSE y répond « *parce que c'est chez nous et que nous y vivons* ». Par contraste, l'usage de la réponse « *afin de restaurer le fonctionnement écosystèmes et de la biodiversité* », qui serait plus proche de la cité par projets, apparait secondaire… puisque nous sommes dans un territoire habité, par les humains, et où les dynamiques anthropiques ont des impacts considérables sur l'état de santé des milieux et des espèces.

Néanmoins, ceci peut tout à fait s'articuler à une mobilisation de la cité par projets relativement aux types de dispositifs de gestion mis en place, ainsi qu'au type positionnement du PNRSE dans son environnement institutionnel, c'est-à-dire afin de répondre à la question du « *comment* » s'organiser collectivement afin de mieux protéger la nature et d'atteindre les objectifs fixés. En effet, c'est afin de mieux « *ménager* » cette nature, qu'il s'agit de motiver, d'impliquer et de mobiliser l'ensemble des partenaires, des réseaux d'acteurs et des habitants, sachant que la maison commune est vaste qu'il s'agit de faire converger l'ensemble des priorités de chacun dans un sens défini collectivement. Ainsi, si l'appui à la cité par projets semble plus cohérent à la mise en œuvre du « *projet* » collectif qu'est la charte, plutôt qu'un appui à la cité industrielle, il reste que le recours à la cité par projets serait vidé de son sens s'il n'était mis au service du territoire et de la qualité de vie de ses habitants. C'est à partir de ce résultat que nous sommes à présent en mesure de nous poser la question de la pertinence et des modalités du déploiement d'une approche en termes de SE, pour le PNRSE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 6

Les services écosystémiques, de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste du PNRSE ?

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Introduction

Le principal apport théorique du présent travail de recherche a consisté à proposer un certain nombre d'aménagements permettant de se saisir des questions relatives à l'environnement et à l'écologie de manière cohérente, dans la perspective de l'économie des conventions. Il s'agit notamment de ne plus concevoir l'écologisme sous le modèle idéal de la cité, mais comme une critique du capitalisme, au même titre que les critiques sociales et artistes, formalisées par Boltanski et Chiapello (1999). Nous avons, dans cette perspective, proposé de concevoir l'existence d'une pluralité de formes contemporaines de critiques écologistes, allant de la décroissance à la croissance verte, en passant par le développement durable, ces dernières se traduisant notamment par différentes formes de compromis entre différents ordres de grandeur, plus ou moins alternatifs à ceux qui sous-tendent le capitalisme connexionniste et donc plus ou moins subversifs vis-à-vis du troisième esprit du capitalisme.

Dans le chapitre précédent, nous avons mis à l'épreuve ces développements théoriques en utilisant la typologie des formes de critiques écologistes que nous avons élaborée, afin de mieux caractériser la forme de la critique écologiste spécifique au PNRSE. Ceci nous a permis de montrer qu'au cœur de la critique écologiste du PNRSE se trouve un compromis domestique/par-projets. Nous avons également mis en évidence que ce compromis s'avère viable, dans la mesure où les appuis de la critique écologiste du PNRSE sur la cité par projets sont subordonnés à l'ancrage normatif de la critique dans la cité domestique : c'est bien parce que le PNRSE se définit d'abord comme un territoire, où il s'agit de maintenir une certaine qualité de vie au service des habitants, que l'ambition de mettre en réseau les acteurs et de développer des projets avec les partenaires du parc prend tout son sens. Ainsi, si la cité domestique semble essentielle afin de comprendre le sens du projet d'articulation de la conservation et du développement porté par le parc, le recours à la cité par projets est quant à lui plutôt relatif aux moyens qu'il s'agit de mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés par la charte. L'analyse ses ancrages normatifs, mais aussi de ses sources de l'indignation, de même que des dispositifs institutionnels qui sont mis en œuvre par le parc sur le territoire et de la manière dont sont qualifiées les entités humaines et non-humaines dans les documents de gestion du parc (et dans les entretiens), nous a permis de montrer que la critique écologiste du PNRSE s'inscrit dans un espace intermédiaire entre la décroissance et le développement durable.

Sur cette base, l'ambition du présent chapitre est double. Il s'agit, d'une part, de mettre en lumière l'intérêt des développements théoriques proposés dans le chapitre 4, afin de mieux cerner l'objet de la présente recherche, à savoir l'approche par les SE. D'autre part, il nous faut confronter ce résultat à ceux du chapitre 5, ce qui nous permettra de répondre à notre problématique de recherche, à savoir, celle de la pertinence et des modalités de l'intégration d'une approche par les SE pour le PNRSE.

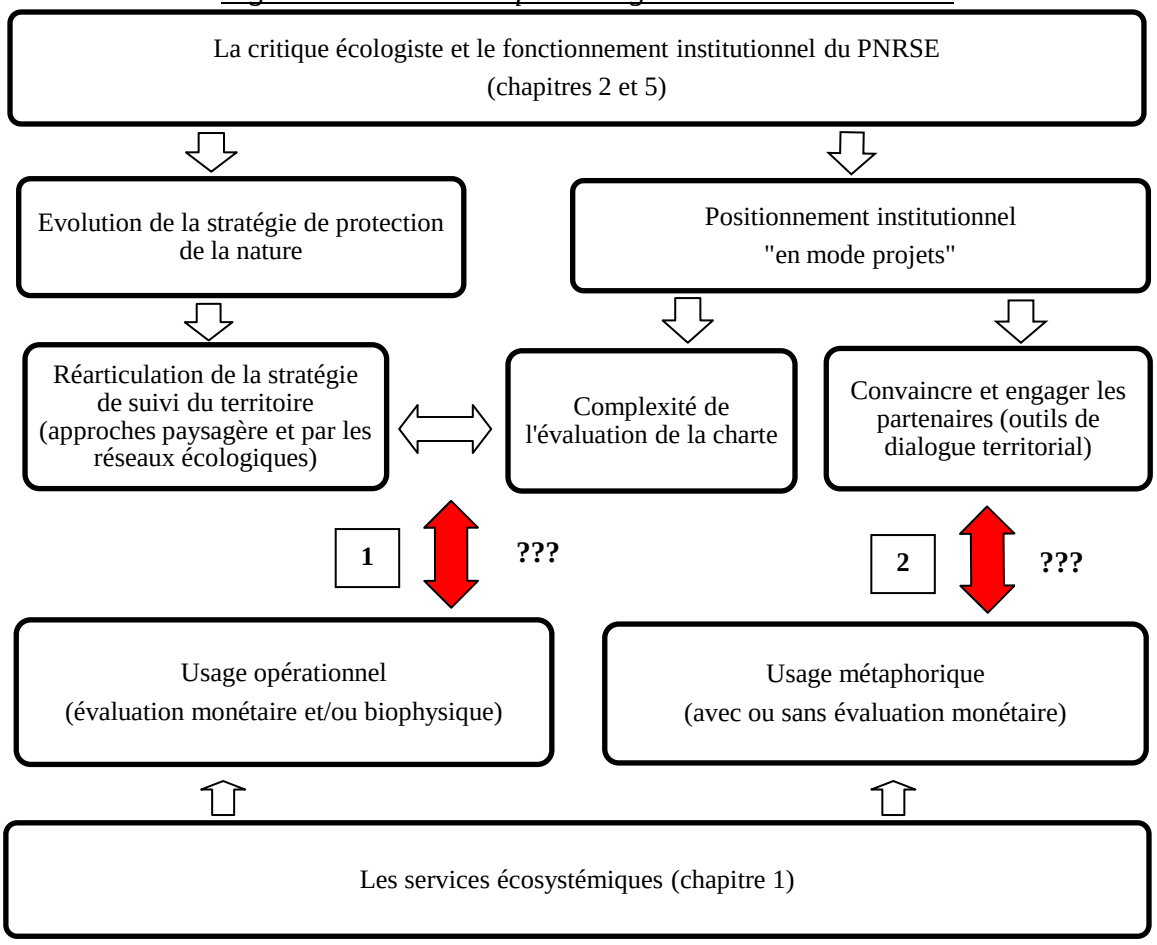
La première partie du chapitre propose ainsi d'appréhender les SE comme de nouveaux « *outils de justification* » au service d'une forme de critique écologiste particulière. Autrement dit, nous appréhendons l'approche par les SE à la lumière du modèle des *Economies de la grandeur* et du *Nouvel esprit du Capitalisme*. Ceci revient à établir des liens entre l'analyse de l'approche par les SE réalisée dans le chapitre 1 et la typologie des formes de critiques écologistes dressée dans le chapitre 4. Nous montrons qu'à la lumière du modèle

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des *Economies de la grandeur*, les SE peuvent se comprendre comme un outil analytique prenant, d'une part, tantôt appui sur les cités par projets, marchande, industrielle et de l'opinion et, d'autre part, en mettant à distance les registres domestique, civique et inspiré, ce qui en fait un dispositif important de la critique écologiste de la croissance verte et qui se montre donc assez peu subversif vis-à-vis du capitalisme connexionniste.

La deuxième partie du chapitre se penche quant à elle sur la question de l'intégration d'une approche en termes de SE, au service de la critique écologiste du PNRSE. Pour ce faire, il nous faut réaliser une opération de bouclage assez délicate entre les éléments abordés au cours des différents chapitres de la thèse. C'est ce qu'illustre la figure n°6.1 ci-dessous.

Figure n°6.1 : La critique écologiste du PNRSE et les SE



Source : figure construite par l'auteure

La figure n°6.1 illustre la manière dont nous nous posons ici la question de la pertinence et des modalités de l'intégration d'une approche en termes de SE pour le PNRSE, à partir des éléments analytiques découlant notamment du chapitre 1 (dans lequel nous avions distingué un usage métaphorique d'un usage plus opérationnel des SE) et des chapitres 2 et 5 (où nous avons cerné un certain nombre d'enjeux institutionnels auxquels doit faire face le PNRSE, à partir de l'analyse de la forme de sa critique écologiste). Au cœur du présent chapitre se trouve donc un questionnement qui s'articule autour des relations 1 et 2, visibles sur la figure.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Evidemment, cette dernière ne peut représenter que de manière simplifiée le schéma conceptuel nous permettant de répondre à notre problématique de recherche. Par conséquent, l'ensemble de la construction théorique nous permettant de faire le lien entre notre analyse des SE et celle de la critique écologiste du PNRSE est largement passé sous silence, dans la figure n°6.1. Néanmoins, la perspective théorique conventionnaliste reste ici bien présente et ce pour deux raisons principales.

Premièrement, parce que nous commençons, de la même manière que dans le chapitre précédent, par réaliser une analyse des jugements « *en situation* », ou, autrement dit par prendre au sérieux ce que nous ont dit les personnes rencontrées sur les SE et l'évaluation monétaire, lors des entretiens que nous avons réalisés. En effet, la cinquième et dernière partie de notre grille d'entretien, laquelle est à nouveau présentée dans l'encadré n°6.1 ci-dessous, portait sur les SE.

Encadré n°6.1 : Un exemple type de grille d'entretien

1. Pourriez-vous vous présenter brièvement ? En indiquant, par exemple, quel a été votre parcours de formation et vos activités parallèles et/ou antérieures, mais aussi décrire rapidement en quoi consiste votre activité quotidienne.

Première partie : le fonctionnement institutionnel du parc, son évolution historique et le contexte actuel

2. Pourriez-vous décrire l'organisation globale du PNRSE actuellement (le rôle du Syndicat Mixte, du SCI, de l'équipe technique etc.) et décrire quelles sont les interactions du parc avec les autres acteurs régionaux ?
3. Dans une perspective historique, comment le Parc s'est-il constitué, qu'elles ont été les grandes étapes ?

Deuxième partie : les missions du PNRSE et des PNR, le rôle de la charte et sa mise en œuvre

4. Quelles sont les missions principales, les objectifs et le rôle des PNR, ou celui du PNRSE, selon vous ? Finalement, pourquoi le parc existe-il, quel rôle joue-t-il dans la société ?
5. Quel est le rôle de la charte du parc ? Comment est-elle élaborée, puis mise en œuvre ?
6. Quels sont les engagements les plus forts de la dernière charte selon vous ?
7. Pourriez-vous me parler du système d'évaluation des politiques menées par le parc, vis-à-vis de la charte ?

Troisième partie : les tensions entre conservation et développement, les conflits d'acteurs et de représentations

8. Le code de l'environnement indique que les missions d'un PNR sont à la fois de protéger un patrimoine naturel sensible, mais aussi de favoriser le développement économique local. Dans votre travail, ressentiez-vous l'existence de tensions entre ces deux objectifs ? Pensez-vous que la Charte repose sur des dimensions ou des objectifs politiques « *contradictoires* » ?
9. Comment le parc parvient-il à concilier ces deux éléments, comment est-il possible de produire du « *développement durable* » ?
10. Selon vos convictions personnelles, pensez-vous que le parc soit trop au service de la protection de l'environnement (ou de la nature), ou, au contraire, trop au service du développement local ? Cela vous est-il régulièrement reproché (dans un sens ou dans l'autre) par certains acteurs ?

Quatrième partie : les référentiels utilisés

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

11. De manière générale, pourquoi pensez-vous qu'il soit important de protéger l'environnement, les écosystèmes, la biodiversité, ou le patrimoine naturel ?
12. Selon vous, les PNR peuvent-ils être considérés comme des applications pratiques du développement durable « *avant la lettre* » ? Que veut dire pour vous développement durable ?
13. La notion de « *patrimoine naturel* » semble faire fortement référence dans les PNR. Que signifie cette notion pour vous ?

Cinquième partie : les services écosystémiques

14. Avez-vous déjà entendu parler des « *services écosystémiques* » ? Si oui, comment les définiriez-vous ?
15. Pensez-vous que les services écosystémiques constituent une manière complètement nouvelle d'envisager les relations hommes-nature ?
16. La notion de service écosystémique vous semble-t-elle très utilisée par le Parc aujourd'hui – de manière implicite et/ou explicite ? Est-ce plutôt récent ou ancien ?
17. Pensez-vous que l'évaluation des services écosystémiques soit nécessairement liée à des formes de valorisation économique ou monétaire ? Que pensez-vous de ces évaluations ?
18. Si les pratiques d'évaluation monétaires s'avéraient de plus en plus répandues et qu'il existait des « *valeurs de référence* » - mettons qu'il soit considéré que, par exemple, un hectare de zone humide vaut approximativement « *6000 euros* » (chiffre fictif) - que pourraient faire les acteurs du Parc avec de telles évaluations ?
19. Finalement, quel pourrait être l'intérêt des services écosystémiques, selon vous, pour le PNRSE (une manière de communiquer, un levier pour mettre des acteurs autour de la table, ou bien plutôt un nouvel outil qui permette d'améliorer le suivi du territoire, ou encore de l'évaluation des politiques menées…) ?

Ainsi, la prise en considération de ce nouveau matériel empirique (c'est-à-dire du contenu des entretiens concernant les SE) alimente ici notre analyse des relations 1 et 2, présentées sur la figure n°6.1. Précisons qu'au début de l'enquête, ni notre modèle d'analyse théorique, ni l'étude de la forme de la critique écologiste du PNRSE n'étaient encore complètement aboutis. Toutefois, nous avons pu collecter ce matériel empirique (et notamment formuler en ces termes la question n°19) parce que plusieurs éléments nous avaient déjà conduits sur cette voie (via notre expérience de terrain dans le cadre de SESEEP, les premières lectures des documents de gestion du PNRSE, de même que les premiers entretiens que nous avons réalisés, ou encore l'analyse de la littérature autour des SE que nous avons menée en parallèle). C'est ainsi que l'idée de distinguer deux grandes modalités d'usage potentiel des SE pour le PNRSE, représentées par les relations 1 et 2 sur la figure n°6.1, s'est progressivement dessinée.

Il s'avère donc cohérent avec la posture de recherche conventionnaliste que nous avons adoptée de commencer par analyser les apports et les limites de la notion de SE ainsi que de l'évaluation monétaire, pour le PNRSE, à partir du point de vue des personnes que nous avons interrogées. D'une part, nous montrons que ces dernières affichent, globalement, une attitude prudente et critique vis-à-vis de l'évaluation monétaire et de la notion de SE, même si certaines témoignent d'un réel intérêt pour cette dernière. Sur ce point, il est particulièrement intéressant de remarquer comment les doutes, les enjeux interprétatifs, mais aussi les critiques et les objections liées aux SE et à l'évaluation monétaire, qui ressortent de notre analyse des entretiens, rejoignent certaines critiques théoriques vis-à-vis des SE, que nous avons formulées dans le chapitre 1, sur la base d'une synthèse de la littérature de l'Economie Ecologique.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

D'autre part, nous indiquons que les personnes que nous avons rencontrées se sont montrées assez septiques vis-à-vis de l'intégration des SE au service de la démarche de suivi du territoire et de l'évaluation des politiques menées par le parc (ou autrement dit de ce que nous avons qualifié d'usage « *opérationnel* » des SE). En revanche, il s'avérerait, selon elles, plus pertinent d'intégrer les SE comme des outils de dialogue territorial, au service de projets ponctuels, mis en œuvre par le PNRSE, en vue de la réalisation des objectifs stratégiques déjà définis dans la charte (c'est-à-dire d'un usage plutôt « *métaphorique* » des SE).

Deuxièmement, notre posture de recherche conventionnaliste nous permet, au-delà de la prise au sérieux du sens que les personnes interrogées accordent aux SE et à l'évaluation monétaire, de tenir à distance les différents arguments (parfois contradictoires, ou nuancés), mis en avant par nos interlocuteurs et de nous en servir comme d'un matériel, à partir duquel il devient possible de formuler notre propre analyse de la pertinence et des modalités de l'intégration des SE par le PNRSE, précisément parce que nous avons pu caractériser les ancrages normatifs et le type de critique écologiste auxquels se rapportent les SE et le PNRSE. Aussi, dans un second temps, nous produisons une analyse des deux grandes modalités potentielles d'usage des SE pour le PNRSE (c'est-à-dire des relations 1 et 2 sur la figure n°6.1), en nous appuyant sur le recul théorique que nous fourni l'EC (et notamment le travail réalisé dans les chapitres 4 et 5), ce qui nous permet de dépasser ce que nous aurions pu obtenir d'une simple analyse des entretiens.

Nous commençons donc par nous interroger sur la pertinence d'un usage opérationnel des SE (relation 1 sur la figure n°6.1), puis nous revenons sur la question du déploiement d'une approche en termes de SE dans une optique plus métaphorique (relation 2 sur la figure n°6.1), pour le PNRSE. Comme l'indique la figure n°6.1, l'adoption d'une approche opérationnelle des SE revient à envisager deux alternatives : d'une part, les SE comme de nouveaux indicateurs susceptibles de générer un effet d'information, ou de connaissance supplémentaire du territoire, par rapport aux indicateurs traditionnellement utilisés dans la charte et dans le diagnostic du territoire du PNRSE (les SE auraient ainsi vocation à améliorer la démarche de suivi du territoire) et, d'autre part, les SE comme de nouveaux indicateurs qui auraient vocation à faciliter la démarche d'évaluation mise en œuvre au travers de la charte. Sur ce point, notre analyse confirme assez largement ce qu'ont exprimé les personnes rencontrées lors de nos entretiens : une intégration plus poussée des SE à partir d'une visée opérationnelle ne nous semble pas pertinente, en raison de la complexité et du flou associés à la notion et à l'évaluation des SE, mais aussi compte tenu de la forme de la critique écologiste propre au PNRSE.

L'adoption d'une approche plutôt métaphorique des SE reviendrait, quant à elle, a intégrer ces derniers comme des outils de dialogue territorial, au service de la mise en œuvre des objectifs déjà définis dans la charte. De la même manière que précédemment, nous reprenons les arguments mis en avant par les personnes interrogées, en faveur d'une intégration des SE (compris cette fois-ci comme des outils de conviction et de communication) et nous confrontons ces éléments avec l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE, réalisée dans le chapitre 5. En l'occurrence, notre analyse nous conduit à nuancer et à préciser les ambitions des personnes que nous avons interrogées. Nous pensons qu'un usage métaphorique des SE, utilisés ponctuellement afin de réunir les acteurs nécessaires à la réalisation d'un projet (ou d'un objectif de la charte) et de les convaincre de

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'importance de s'engager en faveur de la protection de l'environnement (en général, d'ailleurs, et non pas qu'en matière de biodiversité) peut effectivement s'avérer intéressant, compte tenu des ancrages normatifs respectifs de la critique écologiste du PNRSE et de l'approche par les SE. Ainsi, notre analyse nous permet de mettre en évidence qu'une argumentation en termes de SE qui prendrait appui sur la cité par projets, davantage que sur la cité marchande ou industrielle, s'avèrerait plus pertinente pour le PNRSE.

Enfin, l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE réalisée dans le chapitre 5 nous permet de montrer qu'au-delà d'un usage ponctuel des SE, il existe de nombreux leviers et dispositifs alternatifs, qui permettraient au PNRSE de communiquer sur les interdépendances entre conservation et développement, de faire comprendre et de faire adhérer ses partenaires et les signataires aux ambitions qui sont au cœur de la charte, ou encore de redéployer sa critique écologiste, en prenant notamment appui sur les mondes domestique et civique, comme le fait notamment la critique écologiste de la décroissance.

1. Les fondements en légitimité des SE : un instrument au service de l'idéologie de la croissance verte

Plutôt que d'analyser la littérature sur les SE, comme nous l'avons fait pour les documents de gestion du PNRSE dans le chapitre précédent, afin de décrypter les logiques argumentatives et les ordres de grandeur sous-jacents aux discours et aux dispositifs institutionnels, notre objectif est ici de parvenir à un résultat similaire (appliqué cette fois aux SE et non plus à la critique écologiste du PNRSE), mais en nous appuyant le travail de construction de notre objet de recherche que nous avons effectué dans le chapitre 1. Nous adoptons donc une posture moins compréhensive et plus analytique, en suivant une démarche comparable à celle de Godard (1990), par exemple, lequel a analysé (comme nous l'avons vu dans le chapitre 3) la catégorie analytique de patrimoine naturel à la lumière du modèle des *Economies de la grandeur*, à partir d'un ensemble assez restreint, mais bien choisi, de travaux scientifiques sur la question.

Plus précisément, afin de caractériser les logiques argumentatives sous-jacentes aux SE et donc de les aborder comme des « *outils de justification* », il nous faut préciser les rapports qu'entretiennent les SE avec les sept ordres de grandeur légitimes. Pour ce faire, nous pouvons nous appuyer à la fois sur le travail de synthèse autour de la sociohistoire des SE que nous avons réalisé dans le chapitre 1, ainsi que sur le travail d'analyse de la construction historique de la critique écologiste, réalisé dans les chapitres 3 et 4. Nous pensons que ces éléments suffisent à appuyer ce que nous cherchons à montrer, alors qu'une analyse textuelle d'un corpus de référence sur les SE aurait nécessité un travail supplémentaire considérable, compte tenu de l'importance de la littérature scientifique existante autour des SE (Jeanneaux et al., 2010 ; Méral, 2012 ; De Sartre et al., 2014 ; Méral et Pesche, 2016). Une telle analyse se serait, de surcroit, avérée redondante avec le contenu du chapitre 1. Nous commençons donc par poser la question des registres de justification sous-jacents aux SE, avant de mettre ces derniers en rapport avec la typologie des formes de critiques écologistes dressée dans le chapitre 4.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1 Les SE à la lumière du modèle des *Economies de la grandeur*

L'approche par les SE peut tout d'abord se comprendre, selon nous, comme un mouvement de mise à distance des représentations inspirées et industrielles, liées aux formes de justification préservationnistes et conservationnistes de la conservation que nous avons identifiées dans le chapitre 4 et, partant, comme une tentative de dépassement de l'anthropologie moderne des relations homme-nature. En effet, comme nous l'avons montré dans le chapitre 1, l'émergence de la notion de SE est liée à celle de la Biologie de la Conservation, comme nouveau champ disciplinaire à l'interface science-société, lequel s'est consolidé en mettant en avant la complexité des processus et des interactions biologiques, selon diverses échelles temporelles et spatiales, mais aussi les conséquences destructrices du développement humain et économique sur la diversité du vivant. Nous avons ainsi souligné que la notion de biodiversité traduit un « *nouveau regard sur la diversité du vivant* » (Chevassus-au-Louis, 2006, p.7), en ce qu'elle insiste tout d'abord sur l'immensité de cette diversité (aux échelles génétiques, spécifiques et écosystémiques), sur sa complexité ensuite, c'est-à-dire sur la difficulté d'appréhender les interactions au sein et entre des différentes échelles et, enfin, sur sa fragilité, compte tenu de l'ampleur de la crise qu'elle connait actuellement, laquelle est imputable à un ensemble de processus anthropiques, liés aux modalités du développement économique contemporain (destruction des habitats naturels, déforestation, surpêche, pollution, pesticides et déchets, invasion d'espèces domestiques et exotiques, réchauffement climatique…).

Ainsi, en nous appuyant sur l'analyse de Blandin (2009) notamment, nous avons montré que les SE et la biodiversité s'inscrivent dans une tentative de dépassement des termes du débat entre la vision ressourciste traditionnelle de la conservation, fondée sur un registre de justification industriel, et la vision préservationniste, qui s'appuie au contraire sur la mise en avant de considérations esthétiques et sur la prise en compte de la valeur intrinsèque de la nature, fondée sur une justification de type inspirée. Au travers de l'approche par les SE et de la biodiversité, l'homme et les modalités du développement économique sont perçus comme des éléments perturbateurs de la biosphère et des dynamiques biologiques complexes, ce qui se traduit par un appel à la prudence et à la reconnaissance du caractère fragile et irremplaçable des processus biologiques. En ce sens, à l'origine, l'usage métaphorique des SE et le recours à la notion de biodiversité, peuvent se comprendre comme une tentative d'opération d'un décentrement vis-à-vis des représentations antérieures et comme un appel à la consolidation d'une vision éco-centrée, laquelle replace l'homme au sein d'un ensemble de dynamiques biologiques complexes. Ceci tranche avec la conception moderne des relations homme-nature, qui repose au contraire sur une vision profondément anthropocentrée (Larrère et Larrère, 1997). Nous avons en effet noté, dans le chapitre 1, que selon Mooney et Ehrlich (1997) la *Land Ethic* d'Aldo Leopold constitue l'une des premières traductions de l'idée de SE.

Par conséquent, dans un premier temps, le recours à la notion de SE traduit à la fois une prise de distance vis-à-vis de l'idée de « *valeur intrinsèque* » de la nature, puisqu'ils insistent sur l'importance du maintien des processus biologiques, dans leur complexité, afin d'assurer la pérennité des sociétés humaines, mais aussi par une prise de distance vis-à-vis des représentations conservationnistes et industrielles, puisque l'accent est alors mis sur leur

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

caractère irremplaçable et qu'ils sont associés à une critique de l'idée de leur substituabilité par des processus techniques créés par l'homme (Ehrlich et Mooney, 1983).

Finalement, le flou (plus ou moins délibérément) entretenu autour de la notion de SE, laquelle se trouve placée au centre de ce qui relie la biodiversité, puis les « *processus* » ou les « *fonctions* » écosystémiques, aux différents composants du « *bien-être* » humain, selon un ensemble de relations enchevêtrées (comme l'indique par exemple le schéma du MEA – reproduit dans l'annexe n°1.3 – sur lequel on peut observer une diversité de flèches, de couleurs et de tailles variées, reliant les SE au bien-être humain), ou encore le flou entre les services dits de « *support* » et de « *régulation* », peut être compris comme une première tentative d'assoir ces « *objets chevelus* », caractéristiques de tout ce qui n'est pas moderne (Latour, 1999), au centre de la critique écologiste. Le premier mouvement de l'approche par les SE pourrait donc avoir constitué une tentative de dépassement de « *l'axiome de commune humanité* » (Latour, 1999, p.18), caractéristique de la modernité, pour constituer une nouvelle « *cité de la prudence* » (p.22), qui « *suspend nos certitudes concernant les fins et les moyens* » (ibid.), qui « *ne sait pas ce qui fait ou non système* (…), *ignore ce qui est lié ensemble ou non* [et s'enferre] *dans des controverses scientifiques qui la démarque*[nt] *de tous les autres mouvements scientifico-politiques du passé* » (Latour, 1999, p.17).

La diffusion de la notion de SE à la fin des années 1970 et au début des années 1980 peut ainsi être comprise dans une certaine continuité avec le mouvement de construction de la critique écologiste et de la prise de conscience environnementale qui commence une dizaine d'années plus tôt. Nous avons en effet pu souligner, dans le chapitre 4, le rôle qu'à joué l'écologie scientifique dans les débuts de l'écologie politique. Il est par exemple possible de souligner l'existence d'une certaine proximité entre la métaphore du « *vaisseau spatial terre* » (popularisée par Kenneth E. Boulding et utilisée par Eugene Odum), laquelle souligne le danger qu'encours l'humanité face à la destruction de son système support de vie et l'idée des interdépendances complexes entre les systèmes biologiques et écologiques et les systèmes économiques et sociaux, véhiculée par la notion de SE (Daily, 1997).

Cependant, ce que nous avons montré dans le chapitre 4 est que le mouvement d'endogénéisation de la critique écologiste par le capitalisme à partir des années 1980, s'est traduit par une association de l'écologisme à la constitution des principes normatifs de la cité par projets. Autrement dit, dans un second mouvement de redéploiement, l'approche par les SE et la biodiversité se sont trouvés associées à l'émergence de la cité par projets, laquelle prend notamment appui, comme nous l'avons noté dans le chapitre 4, sur « *la rémanence, depuis le XIXe siècle, d'une conception organiciste de la société comme corps vivant irrigué par des flux* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.217) et sur la figure du réseau, mettant en scène des interdépendances et des interactions, des chaînes, des liens, et des connexions. L'émergence de la cité par projets aurait ainsi fait capoter le projet de remise en cause de l'anthropologie moderne dont l'approche par les SE et la biodiversité auraient été porteuses, à l'origine. Associée à la cité par projets, l'approche par les SE se traduit au contraire par un renforcement des principes normatifs qui sous-tendent le troisième esprit du capitalisme.

Plus précisément, il est possible de discerner deux mouvements : d'une part, une association de l'approche par les SE à la cité par projets, qui se traduit par une mise à distance des cités domestique et inspirée, et d'autre part, un déploiement des SE prenant appui sur la cité marchande, couplé à une mise à distance de la cité civique. Enfin, si au cœur de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'approche par les SE se trouve, selon nous, un appui sur les registres par projets et marchand, la rhétorique des SE et du « *nouveau pragmatisme environnemental* » peut aussi chercher à assoir ses fondements en légitimité en prenant appui sur les cités industrielles et de l'opinion, selon les différents types d'usages des SE préconisés. Développons ces différents éléments.

Le mouvement d'association des SE à la cité par projets peut être relié au caractère paradoxal, que nous avons déjà évoqué dans le chapitre 1, de la notion de SE, laquelle se traduit par volonté de donner une définition précise à un ensemble d'éléments pourtant considérés comme « *chevelus* », ou encore par celle de rendre comparables et commensurables des entités pourtant décrites comme hétérogènes. En effet, le qualificatif de « *services* » vise à rabattre sur le même plan et donc à connecter entre eux des processus écosystémiques plus ou moins liés au « *bien-être* » humain, (services dits de « *support* » et de « *régulation* »), mais aussi des biens et des produits marchands issus du travail humain de la terre (services dits « *d'approvisionnement* »), de même qu'un ensemble d'éléments identitaires, éducatifs, spirituels, au sens religieux ou artistique, et esthétiques liés à la diversité des relations sociales à la nature (services dits « *culturels* »). Ce processus est paradoxal dans la mesure où d'un côté des éléments sont bien compris comme complexes et hétérogènes, mais d'un autre côté la notion de SE vise à les rassembler dans un jeu de catégories standardisées et ordonnées, censées être évocatrices et pratiques, puisque l'objectif est bien celui de faciliter leur utilisation dans le cadre de processus de décision et de projets variés, à l'interface de la conservation et du développement. Ainsi le fondement en légitimité des SE dans la cité par projets peut aussi être rapporté au caractère adaptable, flexible et mouvant de la prise en compte de réseaux de SE plus ou moins étendus, selon les projets et les dispositifs institutionnels dans lesquels ils s'insèrent. Il s'agit notamment de la posture défendue par Costanza (2008) que nous avons présentée dans le chapitre 1.

Or, la réactivation de la cité par projets au cœur de l'approche par les SE, se traduit dans le même temps par une prise de distance vis-à-vis des cités domestique et inspirée. Rappelons que, comme nous l'avons souligné dans le chapitre 4, le principe de sacrifice de la cité par projets, passe par un renoncement à la stabilité, à l'enracinement, au local, à l'immobilisme et par le sacrifice de « *sa propre intériorité et de la fidélité à soi* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.186), dans la mesure où l'être de la cité par projets n'existe qu'au travers des connexions qu'il tisse. Ainsi, la représentation de la « *nature* » comme d'un flux de SE émanant de processus biologiques complexes et de réseaux d'entités aux contours flous et en interaction, tranche avec la représentation domestique de la « *nature* », c'est-à-dire celle d'une terre et d'un territoire cultivés sur le temps long, en vue de leur transmission patrimoniale aux générations futures, culture et transmission au travers desquelles se jouent un certain nombre de processus de construction identitaires et d'appartenance communautaire. De la même manière la notion de SE s'inscrit en rupture vis-à-vis de la conception inspirée de la nature, laquelle fait référence à une nature vierge, sauvage, authentique et sans artifice, alors que les SE insistent au contraire sur les interdépendances complexes et les bénéfices ou les bienfaits que le fonctionnement des écosystèmes produit pour les humains.

Cette prise de distance vis-à-vis des cités domestique et inspirée est directement à mettre en rapport avec les problèmes conceptuels liés aux types de SE que sont les services dits « *d'approvisionnement* » et « *culturels* », évoqués ci-dessus. En effet, quand bien même le type d'agriculture qui est largement pratiqué aujourd'hui a lui aussi pris ses distances vis-à-

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

vis de la cité domestique et qu'il obéit en grande partie aux principes qui régissent l'ordre industriel, il reste que les produits de l'agriculture qui fournissent la base de l'alimentation humaine et animale aujourd'hui peuvent difficilement être appréhendés comme des « *services* » qui ne seraient rendus que « *par la nature* », ou par le fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité (quand bien même ces dernières restent évidemment des composantes fondamentales… et donc à préserver), précisément parce qu'ils sont, aussi, le fruit d'un travail humain (et technique), à partir de cette « *nature* ». De la même manière, le fait que l'expression de « *services écosystémiques culturels* » puisse être considéré comme un oxymore (ou pour une moins une expression vide de sens parce que problématique d'un point de vue analytique, ce que nous avons mis en lumière dans le chapitre 1) traduit cette prise de distance vis-à-vis de la cité inspirée : l'hétérogénéité des rapports de type spirituels, artistiques ou culturels auxquels la catégorie de SE dits « *culturels* » fait référence s'appréhende très mal sous la forme d'une relation de « *service* », laquelle serait, *a fortiori*, « *rendue par la nature* ».

Le mouvement d'activation de la cité marchande et de mise à distance de la cité civique, peut quant à lui être relié à la manière dont la question du « *bien-être* », ou encore celle des « *bénéfices* » (au double sens anglais du terme, tantôt compris comme « *bienfaits* », tantôt comme « *revenus monétaires* »), est conceptualisée par l'intermédiaire des SE. Comme nous l'avons montré dans le chapitre 1, la manière dont le « *bien-être* » humain est définit, au travers de l'approche par les SE et dans le MEA notamment, comme « *freedom of choice and action* », ou encore comme « *opportunity to be able to achieve what an individual values doing and being* » (figure n°1.3, tome II annexes) repose sur une conception utilitariste et libérale de ce qui constitue le « *bien-être* » (Maris, 2014 ; O'Neill et al., 2008). Ainsi, le « *bien-être* » n'est considéré qu'à une échelle individuelle au travers des SE, ce qui se traduit par un certain nombre de difficultés à appréhender les questions de répartition entre groupes sociaux, d'équité, de distribution et d'inégalités à partir de cette approche. En effet, nous déjà mentionné plusieurs exemples qui traduisent cette difficulté à appréhender les dimensions d'ordre civique, à partir des SE. Nous avons vu, notamment, que la notion de SE est critiquée parce qu'elle ne permet pas d'appréhender le fait que ce qui constitue un « *service* » pour les uns, peut constituer, dans le même temps un « *disservice* » pour les autres (Sagoff, 2011). Ceci traduit bien le fait que la catégorie analytique de SE ne permet pas d'appréhender les mécanismes collectifs et les enjeux de répartition ou d'inégalités entre différents groupes sociaux, en matière de conservation et de développement, de manière satisfaisante. Un autre exemple est que les outils qui se veulent à la pointe de l'évaluation des SE (à l'image d'InVEST), puisqu'ils permettent d'appréhender plus finement que les évaluations monétaires classiques les dimensions spatiales et la complexité écologique inhérentes aux SE, ne permettent pas, néanmoins d'aborder les questions distributionnelles, autrement que par l'entrée géographique (Karveiva et al., 2011).

Cette mise à distance de la cité civique a pour contrepartie un appui plus prononcé sur la cité marchande. En effet, la manière dont le « *bien-être* » est abordé par l'intermédiaire des SE, se rapproche de la conception de l'utilité individuelle du cadre néoclassique standard, à ceci près que les composants de la valeur économique sont étendus aux valeurs de non-usage. L'activation de la cité marchande est relative à la métaphore des SE, comme autant de flux de bénéfices à maximiser à partir d'un stock de capital naturel (Norgaard, 2010). Elle l'est aussi

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

au travers des parallèles qui sont dressés entre les externalités – c'est-à-dire les interactions hors marché entre agents économiques, se traduisant par des écarts entre les coûts/bénéfices privés et les coûts/bénéfices sociaux – et les SE, lesquels mettent en scène les mêmes interactions entre agents hors marché, mais par le biais des écosystèmes (Point, 2010). C'est la logique qui consiste à dire que le problème de la biodiversité est lié à des failles de marché, au sens où les calculs économiques sont biaisés par une meilleure comptabilisation des coûts que des bénéfices monétaires liés à la conservation (Pearce et Moran, 1994 ; Balmford et al., 2002 ; Turner et Daily, 2007), et qu'il faut donc en conséquence « *évaluer* » et « *valoriser* » la valeur des SE par le biais de dispositifs d'évaluation monétaire, mais aussi « *capturer* » cette valeur par la mise en place de dispositifs de paiements et de marché, dans la mesure où « *we don't protect what we don't value* » (Myers et Reichert, 1997 ; TEEB, 2010a).

Par conséquent, il est selon nous possible d'appréhender les SE comme un ensemble de dispositifs cognitifs et institutionnels qui reposent sur des principes normatifs proches de ceux du troisième esprit du capitalisme, puisqu'ils s'appuient principalement sur les registres par projets et marchand, tout en mettant à distance les cités domestiques, inspirées et civiques. C'est aussi la raison pour laquelle, comme nous le mettons en évidence dans la section suivante, les SE constituent un dispositif important de la critique écologiste de la croissance verte.

Au-delà, le modèle des *Economies de la grandeur* peut aussi nous aider à mieux comprendre l'hétérogénéité (relative) des SE, que nous avons soulignée dans le chapitre 1. En effet, lorsqu'ils sont compris comme une métaphore s'insérant dans une stratégie de communication (dans l'optique de Costanza et al. 1997, par exemple), le compromis marchand/par-projets au cœur de l'approche par les SE se trouve alors encadré par la mobilisation de la cité de l'opinion, l'objectif étant de convaincre de manière générale les décideurs publics et privés de l'importance des SE et donc des bienfaits et des bénéfices associés à la protection de la biodiversité. Il s'agit aussi, plus généralement, du type de compromis sur lequel s'appuie le « *nouveau pragmatisme environnemental* », dans la mesure où ce dernier rapporte la légitimité des préconisations qu'il formule à leur succès médiatique et politique immédiat.

Mais lorsque les SE et leurs dispositifs d'évaluation sont envisagés comme des outils opérationnels d'aide à la décision, dans l'optique des analyses coûts-bénéfices, ou bien dans celle des outils d'évaluation spatialisés des SE tels qu'InVEST, le compromis par-projets/marchand tend alors à être plutôt encadré par un recours à la cité industrielle, puisque l'objectif est d'optimiser l'aménagement du territoire ou les projets d'infrastructures, de rationaliser les processus de décision publics et privés en matière de conservation et de diffuser l'usage d'outils et de processus de calculs normalisés, dans le but de maximiser le retour sur investissement et les bénéfices associés aux SE. Il est alors possible d'observer une forme de retour vers la vision conservationniste (au sens restreint, que nous avons identifiée dans le chapitre 4), l'objectif n'étant plus, néanmoins, de maximiser les « *ressources naturelles* », mais les SE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2 Les SE et la critique écologiste de la croissance verte

Si nous avons montré, dans la section précédente que les SE partagent un certain nombre de principes normatifs du capitalisme connexionniste et de l'idéologie de la croissance verte, il s'agit à présent de reprendre la typologie des formes de critiques écologistes que nous avons dressée dans le chapitre 4, afin de montrer ce qu'il en est des autres composants de cette typologie (à savoir les sources de l'indignation, les modalités de qualification des êtres en présence et les dispositifs institutionnels). Plus généralement, puisque les frontières entre les formes de critiques écologistes ne sont pas toujours parfaitement étanches, il nous faut également préciser dans quelle mesure les SE se distancient-ils des critiques du développement durable et de la décroissance. Reprenons, pour ce faire, le tableau de synthèse de la typologie des formes de critiques écologistes contemporaines, que nous avons déjà exposé dans les chapitres 4 et 5.

Tableau n°6.1 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

Formes de critiques écologistes	Décroissance	Développement durable	Croissance verte
Cités	Domestique-Civique	Civique-Industriel/Civique-Par projet	Par projet-Marchand-Industriel
Formes d'articulation des sources d'indignation	Aliénation technicienne, productiviste et consumériste	Inégalités sociales et environnementales du développement	La dégradation de l'environnement comme coût d'opportunité
Qualification des êtres en présence (humains et non humains)	Réciprocité et solidarité entre l'humain et la nature ; être humain aspirant à la simplicité et à l'authenticité	Conservation des ressources naturelles ; être humain devant pouvoir satisfaire ses besoins essentiels ; générations futures	Capital naturel ; services écosystémiques ; Homo oeconomicus doté d'une rationalité sur le long terme
Dispositifs et logique d'action	Relocalisation ; dé-marchandisation ; dé-technicisation ; dé-bureaucratisation ; autonomie communautaire et valorisation des savoirs vernaculaires.	Durabilité sur le long terme; justice redistributive ; progrès social et écologique ; gouvernance multi-échelle ; engagement volontaire et coopératif.	Efficacité énergétique ; progrès technologique et innovations ; investissement à long terme ; internalisation des externalités ; modernisation écologique.

Source : tableau construit par l'auteure

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre 4, la critique écologiste de la croissance verte s'avère moins subversive vis-à-vis du fonctionnement du capitalisme que les autres formes de critiques écologistes, notamment parce qu'elle partage assez largement les principes normatifs du troisième esprit du capitalisme, bien qu'elle tente de les encadrer par un appui renouvelé sur la cité industrielle. La dégradation de l'environnement est avant tout perçue comme un coût d'opportunité susceptible de freiner la dynamique de l'expansion du capitalisme, si celui-ci n'intègre pas un ensemble de dispositifs institutionnels permettant que se réalisent les innovations et les investissements nécessaires à la transition énergétique et à la modernisation écologique, lesquelles sont censées permettre d'atténuer la crise environnementale par l'atteinte d'un niveau supérieur de progrès technologique. L'approche

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

est par conséquent celle de la soutenabilité faible, fondée sur la croyance dans la substituabilité entre capital technique, naturel et humain.

Or, nous l'avons vu, si l'approche par les SE part d'une critique de la possibilité de remplacer les « *bénéfices* » que la nature fournit aux humains par des objets techniques créés par l'homme, le caractère non substituable et irremplaçable des SE est de moins en moins mis en avant à mesure que ces derniers sont évalués monétairement et intégrés dans des processus de décision de type coûts/bénéfices, puisque ces opérations ont précisément pour objet de rendre commensurables, comparables et, partant, substituables les différents éléments entrant dans leur composition et faisant l'objet de leurs processus de calcul.

La source de l'indignation de la critique de la croissance verte et l'approche par les SE partent de la même racine et c'est ainsi que se trouve justifié le recours à la monétarisation : selon l'approche par les SE, l'érosion de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes se traduit par un coût d'opportunité en termes de « *bien-être* » humain (au moins jusqu'au moment où les bénéfices tirés des processus naturels puissent trouver un équivalent issu d'un processus de production technique… lequel aurait l'avantage supplémentaire d'augmenter le PIB[191]). Ainsi, l'approche par les SE mobilise la rhétorique des externalités environnementales et des failles de marché : le principal problème est imputable au fait que les SE sont gratuits et que les calculs économiques sous-estiment par conséquent presque systématiquement les bénéfices associés à la conservation. C'est la raison pour laquelle les dispositifs institutionnels que sont l'évaluation monétaire, les analyses coûts-bénéfices (spatialisées et/ou augmentées du côté « *bénéfices* »), mais aussi les instruments de marché (de type PSE, banques de compensations, mécanismes de crédits etc.) sont préconisés. En cela, l'approche par les SE et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » participent activement à l'idéologie de la croissance verte. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre 1, « *l'idéal* » pour la TEEB serait de pouvoir servir « *de catalyseur pour permettre d'accélérer le développement d'une nouvelle économie : une économie dans laquelle les valeurs du capital naturel et les services écosystémiques que ce capital fournit se reflètent pleinement dans le principal processus de décision public et privé* »[192] (TEEB, 2010a, p.3-4). Comme nous l'avons déjà précisé dans la section précédente, l'usage métaphorique des SE (à la Costanza et al., 1997) tend à se rapprocher un type de compromis par projets/marchand/de l'opinion, alors que l'usage opérationnel des SE (à la Kareiva et al., 2011) se caractériserait plutôt par un appui sur les cités par projets, marchande et industrielle.

[191] C'est ce que Maris (2014) indique par exemple à propos des techniques de séquestration du carbone, comme nous l'avons déjà rapporté dans le chapitre 1 : à partir du moment où les techniques artificielles de séquestration deviennent techniquement réalisables et rentables financièrement, la « *valeur* » du service de séquestration naturelle du carbone par les forêts s'en trouvera affectée. Ainsi, dans un premier temps, attribuer un prix ou une valeur monétaire à la séquestration du carbone peut permettre de maintenir de plus grandes surfaces boisées. Néanmoins, dans le même mouvement, les perspectives de profits liées aux investissements dans les techniques de séquestration artificielles du CO2 se trouveront améliorées. Ceci peut globalement être intéressant pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais il reste que protéger les forêts et la biodiversité qu'elles abritent en vertu de leur capacité à absorber le CO2, dans un monde où la séquestration artificielle du carbone devient possible, revient à accepter le principe de la substituabilité entre capital technique et naturel et, par la même, à subordonner les objectifs de protection de la biodiversité au critère de la rentabilité de la séquestration du CO2, selon que les bénéfices soient maximum via le maintien de surfaces boisées, ou via les autres techniques artificielles de séquestration.

[192] La citation est authentique, il ne s'agit pas de notre traduction.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour autant, l'approche par les SE ne serait-elle pas compatible avec la critique écologiste du développement durable ? Elle partage en effet avec ce dernier un certain nombre de principes normatifs : il s'agit de la cité industrielle, si l'on considère le développement durable dans la première version – c'est-à-dire celle d'I. Sachs – (et les SE dans un usage plutôt opérationnel), ou de la cité par projets si on le considère dans la seconde version – c'est-à-dire celle qui s'est institutionnalisée au niveau international à partir du rapport Brundtland (ce qui est valable pour les deux grands types d'usage principaux des SE). Autrement dit, l'approche par les SE et l'idéologie du développement durable ne nous semblent que partiellement compatibles. En effet, l'une des difficultés que nous avons déjà soulignées est la prise de distance des SE vis-à-vis de la cité civique et la complexité à aborder les questions relatives aux aspects distributionnels, à l'équité et aux inégalités à partir des SE, alors que ces éléments sont au cœur de la critique du développement durable. Néanmoins, nous avons aussi souligné dans le chapitre 1 que les SE ne sont pas complètement incompatibles avec la perspective d'une soutenabilité forte, notamment s'ils se traduisent par une plus forte institutionnalisation des analyses de type multicritères, *a fortiori* articulées à des procédures participatives ou délibératives.

En effet, les analyses multicritères qui ne sont pas conçues comme des procédures d'optimisation, permettent de réaliser des exercices de pondération entre critères (par exemple, économiques, sociaux, écologiques) qui nous semblent correspondre assez bien avec l'idéologie du développement durable. Plus précisément, les analyses multicritères non participatives correspondraient à la première version du développement durable, dans la mesure où elles peuvent être pensées dès lors comme des outils de planification du développement, au service d'un décideur, alors que les analyses multicritères participatives et/ou délibératives correspondraient à la version par projet du développement durable, puisqu'un ensemble plus ou moins restreint de parties-prenantes peut être associé à différentes étapes du processus de décision. Plus généralement, comme nous l'avons déjà souligné, plusieurs travaux ont utilisé les SE dans le cadre d'exercices d'aide à la décision multicritères participatives ou délibératives (Messner et al., 2006 ; Proctor et Drechsler, 2006 ; Munda, 2010).

En revanche, l'approche par les SE s'inscrit en rupture vis-à-vis de la critique écologiste de la décroissance, laquelle est structurée autour d'un compromis domestique-civique, ordres de grandeur qui sont justement mis à distance par les SE. L'idéologie de la décroissance s'avère donc critique vis-à-vis des SE, qui tendent à y être perçus comme des références analytiques beaucoup trop intellectualisantes et éloignées des savoirs vernaculaires, ainsi que comme des dispositifs institutionnels et de calculs technocratiques, trop perméables aux instruments de marché et à la technicisation des décisions politiques.

Maintenant que nous avons éclairé la question des principes normatifs qui semblent sous-tendre l'approche par les SE et mis en évidence que cette dernière s'inscrit plutôt dans une logique de croissance verte, bien qu'elle ne soit pas complètement incompatible avec la critique du développement durable, il s'agit de mettre ces éléments en rapport avec notre analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE et de la forme de la critique écologiste qui lui est propre, c'est-à-dire avec les chapitres 2 et 5 de la thèse.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2. Les SE et la critique écologiste du PNRSE

Le fil directeur de la présente recherche à consisté à mener une réflexion sur la pertinence et les modalités de l'intégration d'une approche par les SE pour une institution telle que le PNRSE. La construction de notre objet de recherche dans le chapitre 1 nous a permis d'identifier deux grands types d'usage des SE. Le premier type d'usage consiste à envisager les SE comme des instruments de communication et de sensibilisation. Dans ce cas, la notion de SE peut être utilisée seule, ou bien en articulation à des exercices d'évaluation monétaire, construits comme des outils destinés à emporter la conviction sur la nécessité de protéger la nature et la biodiversité (l'exemple type de ce type d'usage est la contribution de Costanza et al., 1997). Le second grand type d'usage consiste à intégrer les SE en articulation avec des outils d'aide à la décision, dans le but de générer un effet d'information supplémentaire, censé améliorer les fondements de cette prise de décision. Dans ce cas, les outils d'évaluation des SE peuvent être soit strictement monétaires (comme dans le cas des analyses coûts-bénéfices classiques), ou bien articulés à des outils cartographiques (incluant des données monétaires et/ou non monétaires, comme le font notamment Kareiva et al., 2011).

L'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE (nourrie par les entretiens que nous avons réalisés avec les représentants du parc de même que par l'application de Prospéro à un ensemble de documents de gestion du PNRSE) nous a conduits à adapter et à préciser les termes de ce questionnement, comme l'illustre la figure n°6.1. Le modèle théorique conventionnaliste que nous avons adopté nous conduit à nous interroger sur quatre éléments principaux.

Premièrement, sur la manière dont les personnes que nous avons rencontrées perçoivent la notion de SE, d'une part, et l'évaluation monétaire de ces SE, d'autre part (que cette dernière soit envisagée comme un outil de conviction, dans le cadre d'une stratégie de communication, ou bien comme un outil de prise de décision, dans une optique plus opérationnelle). Deuxièmement, l'ensemble du matériel empirique et théorique construit dans le cadre de la présente recherche nous permet de nous interroger sur l'intégration de référentiels en termes de SE dans la charte, ou, autrement dit, sur les SE, compris comme de nouveaux indicateurs de suivi du territoire et/ou d'évaluation des politiques du parc. Troisièmement, nous sommes en mesure d'analyser l'intégration des SE (sans que ces derniers ne soient nécessairement articulés à des processus d'évaluation), compris comme des outils de dialogue territorial, au service de la mise en œuvre de la charte, dans le cadre de projets ou d'opérations plus ponctuelles réalisés par le PNRSE. Et quatrièmement, nous nous posons la question des moyens alternatifs aux SE qui seraient utilisables par le PNRSE, dans la perspective d'un redéploiement de sa critique écologiste, en cohérence avec les ambitions affichées par les personnes que nous avons interrogées, mais aussi avec notre propre analyse de la forme de cette critique écologiste et des appuis normatifs qui sous-tendent l'approche par les SE. Penchons-nous donc sur ces différents éléments.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.1 L'intérêt des SE et de l'évaluation monétaire pour le PNRSE : une mise en perspective à partir des entretiens réalisés

2.1.1 Une attitude de prudence et une mise à distance critique vis-à-vis de l'évaluation monétaire

Si le fait que le PNRSE se soit engagé dans un projet tel que SESEEP (dont l'objet était d'évaluer certains SE sur le territoire) en constitue déjà un indicateur, certaines personnes que nous avons rencontrées au sein du PNRSE ont manifesté un réel intérêt pour les démarches en termes de SE. Nous serons amenés à en expliciter plus en avant les raisons dans la section suivante, mais l'une d'entre elles est que la notion de SE permet de souligner l'idée selon laquelle la conservation représente aussi un intérêt d'un point de vue économique. C'est en ces termes qu'ont été exposés les arguments plutôt favorables à l'évaluation monétaire. En effet, selon David Moulin par exemple :

> « *Si l'on veut amener les acteurs à s'engager dans la préservation de ces espaces* [naturels], *alors que ce sont des espaces qui entrent dans le champ du développement économique, utiliser ce type d'évaluation économique permet de faciliter la prise en considération des écosystèmes et de leurs services. Par exemple, ce qui a été fait autour des pollinisateurs et de leur importance pour l'agriculture, c'est aussi un moyen de se dire que sans cela, demain, nous devrons faire comme aux Etats-Unis ou ailleurs et développer une économie de ruches artificielles afin de faire face à l'absence de pollinisateurs naturels* (…). *L'évaluation économique permet d'apporter des éléments d'aide à la décision et de comprendre que la préservation d'une zone humide permet d'éviter certains coûts, par les fonctions régulatoires qu'elle remplit. La valeur économique sert de levier à la valeur d'existence* ». (Entretien avec David Moulin, p.16)

Isabelle Matykowski précise que selon elle, l'évaluation monétaire peut s'avérer intéressante dans une optique stratégique, afin de convaincre certains acteurs :

> « [J'ai souvent travaillé] *sur des projets de territoire, c'est-à-dire avec des collectivités à différentes échelles (aussi bien à l'échelle communale, que régionale) et puis surtout avec des acteurs de territoires comme les agriculteurs, les élus bien sûr etc. pour essayer de faire prendre en compte l'environnement. Oui je peux le dire comme cela. Or, sur le principe tout le monde va dire "ok", mais après quand on rentre sur le sujet, il faut trouver la bonne manière de l'aborder et savoir donner envie de faire de l'environnement. Il faut donc essayer de trouver un débouché économique sur des sujets environnementaux, sinon je me rends compte de plus en plus que ça ne fonctionne pas* » (Entretien avec, Isabelle Matykowski, p.1).

En outre, selon elle, l'évaluation monétaire permet aussi de rendre visibles, de manière pédagogique, les coûts induits par un mode de développement non durable, alors que ces derniers ne sont généralement pas pris en compte. Elle prend pour exemple la pollution atmosphérique :

> « *Je suppose que vous habitez dans la région Lilloise. On le voit bien, nous sommes juste sous le seuil chronique de pollution. Dès qu'il y a un phénomène climatique ou un effet "chape de plomb", tout de suite on explose les quotas. Nous*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sommes tout juste sous le seuil chronique. Sauf qu'aujourd'hui – puisqu'on parle des "trucs" écosystémiques, d'usages etc. –, le coût n'est pas chiffré. Le coût sur la santé, des gens qui sont asthmatiques, tout ce coût là, lié à la pollution automobile, notamment, il n'est pas chiffré ! (…) *Je sais que la démarche de valorisation des coûts est assez critiquée, parce que l'intérêt environnemental n'est pas forcément facilement calculable mais malheureusement, j'ai quand même tendance à dire que nous n'avons pas beaucoup d'autres solutions que d'essayer quand même d'être pédagogiques par rapport à cela* » (p.10).

Néanmoins, les personnes que nous avons rencontrées se sont aussi montrées assez méfiantes vis-à-vis de la monétarisation. Si cette dernière peut être vue comme utile, afin de convaincre de la nécessité de protéger la nature, ou de rendre visibles les coûts (ou les bénéfices) associés à la non protection (ou à la protection), un certain nombre de risques quant à cette stratégie de l'évaluation monétaire ont aussi été mis en avant.

Isabelle Matykowski, en poursuivant l'exemple de la pollution indique notamment que selon elle :

« *Aujourd'hui, vis-à-vis de la pollution, on sait qu'il y a un coût, mais on est loin d'imaginer à quel point, même si cela commence à se dire. Il commence à y avoir une prise en considération de ce genre de choses. Je pense qu'au moins cela permettrait d'avoir des éléments de discussion, ce qui ne veut pas dire que c'est la seule façon de s'y prendre* (…). *Mais il ne faut pas que cela devienne une valeur marchande, je suis d'accord. Il ne faut pas qu'après ce que cela soit utilisé comme une valeur marchande. C'est aussi un risque* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.12).

David Moulin indique également que selon lui :

« *Evidemment la limite - et ce qui fait débat - est que l'on puisse donner une valeur monétaire à des espaces et que ses derniers soient marchandisés. De mon point de vue, il n'est pas souhaitable de franchir cette frontière* » (Entretien avec David Moulin, p.16).

Si le risque de la marchandisation a été évoqué (sans que nous soyons, malheureusement, pleinement en mesure de traduire à quoi cette idée de marchandisation fait référence, pour les personnes qui l'ont mentionné), l'autre risque dont il a été question lors des entretiens est que l'évaluation monétaire soit introduite dans le cadre de schémas de pensée de type coûts-bénéfices, ou bien via des mécanismes de compensation et que ce type de dispositif ne permette pas, *in fine*, de trancher en faveur de la protection de l'environnement. Isabelle Matykowski mentionne notamment l'exemple du terminal méthanier de Dunkerque :

« *Il faut savoir qu'il y a quand même des limites. Je pense à certains projets, par exemple à Dunkerque, le terminal méthanier qui s'est fait a fichu en l'air toute une zone de migration. Mais ce qui a été perdu, on ne le retrouvera jamais, même avec les mesures compensatoires etc. C'est vrai qu'il y avait un enjeu d'indépendance énergétique de la France, mais bon… Ces méthodes peuvent permettre de faire des comparaisons entre plusieurs projets, mais cela ne veut pas dire qu'il faut sacrifier celui qui coûte le moins cher par rapport à l'environnement !* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.13).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Gérald Duhayon indique que, selon lui, la monétarisation et les analyses de type coûts-bénéfices peuvent s'avérer « *dangereuses* » et constituer des « *dérives* » :

> « *Oui,* [l'évaluation monétaire] *c'est réducteur et cela peut même être dangereux puisque dans certains cas il est possible d'arriver à ces conclusions qui montrent qu'économiquement, la nature n'a pas d'intérêt, si l'on se base sur une évaluation de type coûts-bénéfices. Il faut à mon avis éviter de tomber dans cette dérive. Alors que nous savons que normalement toutes les espèces sont importantes, si une estimation basée sur les connaissances scientifiques et économiques que nous avons du monde vivant, montre que la disparition du crapaud commun est financièrement minime relativement aux causes qui ont entrainé sa disparition, nous allons en conclure que ce n'est pas grave. Que c'était justifié économiquement de le faire disparaitre* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.18).

Cette remarque rejoint un certain nombre de critiques à l'égard de l'évaluation monétaire et des analyses coûts-bénéfices, formulées dans la littérature scientifique en Economie Ecologique et notamment celle de Spash (2008), selon laquelle la généralisation de ce type de démarches ne pourrait aboutir, *in fine*, que sur un processus d'extinction sélective des espèces inattractives. Ce risque a aussi été évoqué lorsque nous avons posé la question de savoir quel usage le PNRSE pourrait avoir de ces chiffres, si des valeurs de référence, pour certains écosystèmes étaient produites. Nous avons proposé une valeur fictive de 6000 euros par hectare et par an pour une zone humide et demandé aux personnes interrogées ce qu'elles pensaient de ce type de processus de chiffrage[193]. Les réactions à cette question ont été vives, comme nous l'indiquons ci-dessous. Mais parmi ces dernières, certaines portaient bien sûr le danger et les risques sous-jacents au fait que les enjeux de conservation et de développement deviennent, dès lors, commensurables. Selon Daniel Mio par exemple :

> « *A mon avis c'est un piège. Parce que si c'était du terrain à bâtir, ce n'est pas 6000 euros que cela vaudrait, mais bien plus ! Donc à partir de là, on peut le transformer en terrain à bâtir en le remblayant ? Parfois, il faut se méfier des bonnes idées qui peuvent avoir des travers* » (Entretien avec Daniel Mio, p.23).

Jean-Luc Beghin indique quant à lui que ces chiffres peuvent être trompeurs puisque les zones humides recelant d'un patrimoine important ont une valeur monétaire beaucoup plus importante que les zones plus ordinaires :

> « *Vous demanderez à Michel Marchyllie, nous avons acheté une prairie humide il y a une dizaine d'années, c'était une très belle praire, classée Natura 2000,*

[193] A titre indicatif, le rapport Chevassus-au-Louis et al. (2009) rapporte que la méta-analyse proposée par Brander et al. (2006) aboutit à une valeur moyenne de 3000 euros par hectare et par an pour les zones humides, avec une médiane de 170 euros par hectare et par an. Néanmoins, les zones humides européennes avoisineraient quant à elles une valeur de 10 000 euros par hectare et par an, mais avec une médiane restant inférieure à 200 euros par hectare et par an. Sur la question de l'écart important entre la moyenne et la médiane, Chevassus-au-Louis et al. (2009) indiquent : « *il est légitime de penser que les sites d'intérêt particulier sont sur-représentés dans l'échantillon, ce qui tend à faire de la médiane un indicateur plus fiable de la perception spontanée que nous aurions de la valeur d'un hectare de zone humide « ordinaire », c'est-à-dire ne comprenant pas d'élément extraordinaire* » (p.308). En l'occurrence, nous avons présenté le chiffre de 6000 euros comme un chiffre fictif, le but n'étant pas d'approcher une estimation « *réaliste* » – si tant est que cela soit possible – mais d'analyser les attitudes et les réactions des personnes interrogées vis-à-vis du processus de monétarisation en tant que tel et ainsi de mieux comprendre comment, selon ces dernières, le PNRSE se positionnerait vis-à-vis de ces évaluations et quel usage serait-il susceptible d'en faire.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

un très beau patrimoine. Je ne sais plus combien nous l'avons payé mais c'était bien plus cher que 6000 euros l'hectare ! » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.22).

Plus généralement, les autres réactions à cette question ont témoigné, soit d'un certain malaise avec l'interprétation à donner à ces chiffres, ou bien se sont traduites par une opposition frontale vis-à-vis de ce type de démarche. David Moulin, par exemple introduit une réponse nuancée quant à l'interprétation de ces chiffres monétaires. Selon lui :

« *Il ne s'agit pas de dire qu'une zone humide vaut 6000 euros, mais que son maintien en état de bon fonctionnement, par les fonctions qu'elle assure, est estimé à tant d'euros. Et donc, si elle est supprimée, cela aura des répercussions en termes de coûts, sur d'autres activités humaines. Cela nous permet de mettre ces coûts au regard d'autres coûts et de montrer que si cette zone humide est supprimée cela ne sera pas sans conséquence – y compris du point de vue économique à strictement parler… Mais je ne vendrais pas cette zone humide à 6000 euros* (…). *De mon point de vue, il ne s'agit pas d'une valeur "juste" ou "arrêtée"… Si aujourd'hui vous me dites que la valeur marchande de ce téléphone portable est de 400 euros, c'est un fait. Mais dire que la prairie humide a une valeur de 2000 euros, ce n'est pas la même chose… Quoi que, je pourrais aussi donner d'autres valeurs à ce téléphone portable : sa valeur marchande est de 400 euros, mais si je le regardais au regard de ces attributs et de ces fonctions, ou de son coût environnemental, ce qui pour moi est important dans mon acte d'achat, c'est différent… Ce sont des éléments qui m'ont permis de m'aider dans la décision d'achat. Donc une valeur de 8000 euros pour une prairie humide, je ne comprends pas cela comme une donnée "arrêtée". Par contre, au-delà de la valeur produite pour l'alimentation du bétail, les autres éléments qui constituent la valeur de la prairie humide et qui peuvent être évalués en euros, vont peut-être permettre de ne pas construire un parking ou de mettre un champ de maïs à la place, parce que j'y perdais en valeur. C'est un élément d'appréciation, une grille d'analyse multicritère, mais pas une valeur arrêtée en tant que telle* » (Entretien avec David Moulin, p.17-18).

Ce problème interprétatif fait écho à la critique du concept de « *valeur économique totale* », formulée par Spash (2008) et que nous avons déjà évoquée dans le chapitre 1 : il s'agit de faire « *comme si* » la valeur monétaire ou marchande d'un sujet, d'un objet ou d'un service (augmentée ou élargie au cours du processus de calcul d'un certain nombre de valeurs d'usage indirect ou de non-usage) pouvait être tenue pour un *proxy*, une traduction ou une approximation de la valeur intrinsèque de ce sujet, de cet objet ou de ce service[194]. Gérald Duhayon s'est montré critique vis-à-vis de l'approche par la « *valeur économique totale* » et de l'idée selon laquelle l'évaluation monétaire des SE peut représenter une donnée objective, synthétique et transférable à d'autres contextes :

« *Une évaluation monétaire ne peut pas être menée sur l'ensemble des services. Le registre est plutôt celui de l'appropriation et de la perception que nous (ou les habitants) peuvent avoir du territoire. C'est donc une perception variable*

[194] Ce problème interprétatif a longuement été discuté dans la littérature autour de l'évaluation contingente, dans la mesure où il s'agit de faire comprendre aux participants ce que « *signifie* » leur « *consentement à payer* » pour telle ou telle amélioration ou attribut environnemental, ou bien, lorsqu'il s'agit d'interpréter les non-réponses ou encore les consentements nuls. Sur ce point voir par exemple (Spash, 2000 ; 2007b).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

selon la classe sociale, l'histoire, l'origine et les affects des gens. Une espèce ou un processus peut avoir des valeurs de perception totalement différentes suivant le territoire dans lequel on les étudiera » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.18).

D'autres réactions, comme celle de Christophe Tesnière, ont témoigné d'un certain scepticisme quant à la crédibilité des évaluations monétaires :

« *Cela me parait difficilement accessible : une zone humide peu se décliner sous de multiples formes. Mais même en imaginant qu'elle vaille 6000 euros, si l'oiseau d'une espèce en voie de disparition s'envole, cela veut-il dire que nous venons de perdre 4000 euros à l'hectare ? Comment compter cela ? Qu'est-ce qui a une valeur là-dedans ? Cela ne me parait pas réaliste comme approche* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.13).

A minima, ce processus de monétarisation génère donc une certaine confusion, ou de sérieux questionnements quant à l'interprétation, au statut et à la crédibilité des chiffres monétaires produits. Dans certains cas, il a même suscité des réactions plus vives, liées au fait qu'il y aurait quelque chose de scandaleux à vouloir estimer ce qui est, précisément, inestimable. L'attitude d'incompréhension et la critique de l'utilité que pourraient avoir ces évaluations, de Jean-Luc Beghin en est un exemple :

« *Mais pourquoi 6000 euros ? Qu'est-ce que cela apporte de dire que cela vaut 6000 euros ?* (…) *Mais cela n'apporte rien. Non, pas comme cela. Je ne vois pas du tout les choses comme ça. 6000 euros un hectare de zones humides, je peux vous dire que pour les chasseurs au gibier d'eau cela vaut beaucoup plus. Vous allez faire rire tout le monde. Je ne sais pas ce que cela veut dire. Moi cela ne me parle absolument pas. Cela me parle si on m'explique que c'est une zone Natura 2000, que c'est un haut lieu de biodiversité, ou encore si on me dit que cela épure la flotte etc. Mais dire que cela vaut 6000 euros, je m'en fou complètement* (…). *Je ne sais pas ce que cela veut dire. Je ne comprends pas à quoi cela sert. Je ne comprends pas le cheminement intellectuel qui amène à dire que cela vaut tant d'euros. Cela ne me parle pas du tout. Vous me dites 6000, vous auriez pu dire 60 ou 60 000… je ne comprends pas pourquoi. De mon point de vue, si cela doit aboutir à des affichages théoriques de coûts d'espaces, cela ne m'apporte absolument rien. Je suis peut-être un homme du passé, mais je ne vois pas comment je peux m'en servir pour aller vanter les mérites d'une zone humide* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.21-22).

La réponse de Luc Coppin a quant à elle été assez proche de la réaction de Norgaard et al. (1998) intitulée *Next, the value of God and other reactions*, suite à la publication de Costanza et al. (1997), la différence étant qu'à la critique du principe de l'évaluation monétaire pour des raisons éthiques, ou de nature inspirée, Luc Coppin y articule une critique sociale de la domination du règne de l'argent :

« *Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il en vient à perdre son âme ?* [Leslie Carnoye : Nous perdons notre âme quand on fait une évaluation monétaire ?] *J'ai répondu à votre question. Pourquoi faut-il tout quantifier alors que la vie ce n'est pas cela. La vie c'est le bonheur, c'est l'amour, le plaisir de manger etc. En réalité, l'économie, la quantification, les valeurs monétaires, ne sont que des moyens, alors que la politique c'est la fin. Et aujourd'hui la politique n'existe plus. Il n'y a plus que le calcul économique, la rentabilité etc. Mais à quoi cela sert ? Que*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Monsieur Bernard Arnault ait gagné 5 milliards de plus en 2013 ou en 2012 qu'avant… ça montre bien des choses mais qu'est-ce qu'il en fait ? Rien ! Par contre il n'est pas foutu de payer ses ouvriers. Il y a tout de même un problème. Il est normal de ne pas toujours se projeter dans l'avenir, il serait même pathologique de le faire tout le temps, mais il y a tout de même un recul à avoir par rapport à cela. C'est vrai, tout est économique donc on met tout à l'aune de l'économie, mais c'est faut ! » (Entretien avec Luc Coppin, p.20-21). « *Vous qui êtes économiste, vous avez une échelle de valeur qui est le PIB/PNB etc. Mais ce sont des échelles totalement erronées, qui ne peuvent pas fonctionner, mais qui servent d'étalon à tout. Nous disons "interner les externalités", mais c'est faut ! Puisque principal moteur, c'est le profit immédiat !* » (Entretien avec Luc Coppin, p.11).

Daniel Mio nuance, que selon lui, si l'idée implicite des SE est intéressante, c'est-à-dire que la protection de l'environnement apporte effectivement du bien-être, mais aussi des biens de consommation de qualité aux humains, en revanche, ces relations sont selon lui impossibles à évaluer, parce qu'elles sont, par définition, inestimables :

« *Le problème est que nous vivons dans une époque où tout ce qui a de la valeur, c'est ce qui se monnaye. Mais un environnement agréable, cela ne se monnaye pas en fin de compte. Nous ne disons pas "cela apporte autant d'argent au territoire". Alors qu'une zone d'activité ou un lotissement, on sait dire "cela amène autant". Mais préserver une prairie humide, il faut dire que cela amène 1) du bien-être à la population, 2) le fait que l'eau qui s'infiltre soit de bonne qualité, alors que si l'on imperméabilise, cela part au fossé, qui part à la Scarpe, puis à l'Escaut, puis à la mer et donc la nappe phréatique n'est pas réapprovisionnée et nous sommes bien embêtés pour pouvoir vivre. Ce sont des liaisons de ce genre-là* (…). *Cela me parait difficile* [d'évaluer cela]. *Je ne vois pas comment on peut faire. Mais plus que cela, c'est impossible, puisque pour moi c'est inestimable. Et puisque c'est inestimable, je ne vois pas comment on peut le mesurer. C'est ça le problème ! Peut-être que* [ça pourrait être utile pour argumenter ou pour négocier], *mais je ne vois pas comment faire. Je laisse faire les autres. A mon niveau, je ne suis pas capable de faire tout cela* » (Entretien avec Daniel Mio, p.22).

Isabelle Matykowski partage, elle aussi, l'idée selon laquelle il est illusoire de croire que l'on peut tout évaluer :

« *Je ne sais pas. Je pense que, c'est vrai qu'on n'est pas encore allés assez loin sur la démarche… Je pense que c'est nécessaire d'avoir ces ordres d'idées-là, mais ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas parce que ce l'on dit "la disparition d'une zone humide c'est tant"… On connait aussi les limites de ce genre d'évaluation, il y a des choses qu'on ne pourra jamais évaluer. Et c'est aussi une zone humide qu'il faut comprendre dans un système plus global* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.12).

Finalement, selon Daniel Mio, le problème n'est peut-être pas que la protection de la biodiversité et des milieux naturels n'ait pas de valeur monétaire, ou qu'il ne soit pas possible de la comptabiliser, mais plutôt que dans notre société, trop d'importance est accordée à ce qui a une valeur monétaire :

« *Nous vivons dans une époque où ce qui n'a pas de valeur financière n'a pas de valeur. C'est un état d'esprit qu'il faut changer. Changer cet état d'esprit cela*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

voudrait dire reconnaitre que cela n'a pas de valeur, parce que c'est inestimable. Ca serait bien que les gens aient ça dans la tête ! » (Entretien avec Daniel Mio, p.23).

Cette remarque fait écho au danger que nous avons déjà mentionné dans le chapitre 1, lié à la performativité de la monétarisation et au risque que cette dernière finisse par produire le contraire de ce pour quoi elle est mise en avant aujourd'hui, à savoir améliorer la conservation des milieux naturels et de la biodiversité.

Par conséquent, l'ensemble des personnes rencontrées se sont globalement montrées partagées quant à la pertinence de l'évaluation monétaire et pleinement conscientes des limites et des risques qui lui sont inhérents. Gérald Duhayon précise que si le parc a déjà utilisé des chiffres issus d'évaluation monétaire, il s'agissait surtout d'un usage politique visant à convaincre et que l'attitude adoptée par le parc est plutôt celle de la prudence :

« [Les résultats des évaluations monétaires] *seraient des éléments techniques à prendre en compte pour essayer de faire avancer les politiques territoriales et de mettre en œuvre des projets. Ce seraient des éléments dont nous évaluerions la pertinence par rapport au territoire et par rapport aux problématiques rencontrées, avant de les utiliser* (…). *Je ne sais pas si nous les utiliserions. Nous avons déjà utilisé des valeurs monétaires par rapport aux prairies humides – notamment envisagées sous l'angle des indemnités qu'un agriculteur pourrait toucher en compensation du handicap lié à la protection de ces prairies humides. Il y a des chiffres qui ont été publiés par l'Agence de l'eau. Mais ces chiffres ne sont utilisés que dans le discours politique. Je pense en tous cas que nous serions plus enclins à utiliser des valeurs qui mesureraient les apports d'usages ou de pratiques alternatives, plus respectueuses de l'environnement. Donc la démarche serait essentiellement comparative*. (Entretien avec Gérald Duhayon, p.19).

Jean-Pierre Colbeaux nous a indiqué avoir participé à l'expérience d'évaluation monétaire d'une zone humide réalisée par l'Agence de l'eau et il confirme que selon lui, ce sont de bons arguments à mobilier :

« *Je l'ai fait ça. Je l'ai fait cet exercice-là avec l'Agence de l'eau, plus un bureau d'études. On a chiffré, on sait combien ça coûte. On sait les services. Il y a tout un rapport qui a été sorti là-dessus. Donc je ne suis pas contre. C'est un argument qu'on peut utiliser, la lutte contre l'érosion, les crues etc. Justement c'est un bon argument que l'on peut utiliser et que moi j'utilise vis-à-vis des élus depuis que l'on a fait cette étude. L'idée est de dire "non mais attendez, si vous voulez faire des bassins de rétention ça va vous coûter tant, alors que si vous utilisez le marais ou la zone humide que vous avez aujourd'hui, ça vous coûtera zéro". Ça c'est des arguments que le parc va utiliser. Et il utilise, je suis sûr, c'est clair. Mais il faut aussi que les défenseurs des milieux naturels, les "ultras-verts", acceptent qu'il y ait une perte une fois de temps en temps. Ça va des deux côtés quoi la bagarre !* » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.21).

Toutefois, dans un deuxième temps, ce dernier développe l'exemple de comment le parc pourrait s'y prendre afin de préserver les zones humides et il commence par revenir sur l'affirmation selon laquelle « *on sait combien ça coûte* », pour conclure que « *l'environnement, c'est un truc de riche* » :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *D'abord, il faudrait qu'on ait les chiffres pour commencer. Je vais vous trouver un argument concret. On veut préserver une zone humide. On veut la garder en milieu naturel. Donc on va faucher, exporter etc. Ça coûte 3 000 euros l'hectare par an. On va installer un agriculteur. Donc on va lui mettre ses clôtures etc. avec une charge pas trop lourde. Ça coûte 1 500 euros par an l'hectare. Ce qui manque, c'est de faire un label sur les bêtes qui vont sortir. Parce que si ces bêtes-là sont vendues au même tarif que le machin qui a été élevé sur du béton, dans la ferme à mille vaches, ça ne sert à rien, quoi qu'on fasse. Mais voilà un argument économique que je vous sors ! Et c'est vraiment ça les chiffres ! Ça coûte moitié prix de mettre un agriculteur sur un milieu, une zone humide, que de mettre ça dans les mains du conservateur des sites. Ce n'est pas très compliqué. Et là on est bien sur l'économie.*

Mais après, derrière, il faut qu'on organise les circuits. Et là je rentre dans de l'économie pure. C'est-à-dire qu'il faut que j'aie un label. Mais tout est prêt. C'est-à-dire tout l'avant est prêt. Et on a trouvé comment soigner les bêtes avec des produits vétérinaires, parce qu'il faut toujours les soigner parce qu'il y a la douve, il y a des tas de choses comme ça. Donc sans que les produits qui s'en vont après dans les bouses aient un impact sur les insectes, tout ça est prêt. Ce qui manque, c'est la sortie.

Si on pouvait mettre une valeur ajoutée a un produit issu d'un milieu naturel comme une zone humide (mais il y en a d'autres), ça permettrait de garder le dialogue que l'on a avec le monde de l'agriculture, de maintenir des emplois etc. Et ce qui manque, c'est ça. C'est la valeur ajoutée. Et ça on ne l'a pas et on a de la misère à le mettre en place.

Je vous le dis parce que ça fait quelques années déjà que l'on travaille là-dessus et c'est difficile. Parce que je suis consommateur de base, j'ai perdu mon emploi, je vais chez Aldi et je me fous de savoir si la viande arrive de Chine ou pas, c'est un bifteck. Voilà. L'environnement c'est un truc de riche. C'est parce que je suis universitaire à 3 000 euros par mois que je peux me payer un steak de belle bleue donc garantie du produit bio etc. Mais si je suis au chômage à 800 euros par mois, je ne pourrais pas me payer tout ça » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.21-22).

Cette réflexion nous semble particulièrement intéressante, même s'il elle s'avère délicate à comprendre. Il est notamment difficile d'identifier si Jean-Pierre Colbeaux pointe l'existence d'une difficulté liée au processus d'évaluation monétaire lui-même (« *ce qui manque c'est ça. C'est la valeur ajoutée. Et ça on ne l'a pas et on a de la misère à le mettre en place* ») ou bien si ce qu'il montre est soit l'inutilité soit l'insuffisance de l'évaluation monétaire, face aux solutions et aux dispositifs institutionnels alternatifs qui existent (par exemple la labellisation de la viande d'élevage respectant un certain nombre de principes écologiques), mais qui posent dès lors, un problème de bouclage macroéconomique.

Or, l'enjeu est de taille puisque c'est bien ce qui différencie la posture de la croissance verte et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » de l'idéologie de la décroissance : alors que les premiers s'en tiennent à la volonté d'internaliser les externalités dans les prix de marché (via des mécanismes de type PSE) et dans la prise de décision (via des analyses de type coûts-bénéfices), afin de réduire cet écart entre le coût privé et le coût social, les seconds posent la question en termes de bouclage macroéconomique puisqu'ils fustigent le mode de vie associé à la société industrielle et les mécanismes de marché concurrentiel qui poussent à

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la baisse des prix, à celle des coûts et des salaires, ceci remettant en cause la crédibilité du projet d'amélioration des conditions et de la qualité de vie, qui était pourtant celui du capitalisme pendant les trente glorieuses (c'est-à-dire celui du second esprit du capitalisme). Ce que Jean-Pierre Colbeaux a cherché à souligner, selon nous, est que si l'évaluation monétaire peut constituer un élément d'argumentaire parmi d'autres, pouvant aider, au départ, à convaincre l'agriculteur en question de franchir le pas et de se lancer dans l'élevage de viande biologique de qualité supérieure, l'important pour le PNRSE reste « *d'organiser les circuits* » et de se préoccuper de la question des débouchés.

C'est aussi ce que nous a indiqué Christophe Tesnière. Ce dernier conclut que selon lui, ce dont est demandeur le PNRSE est d'outils qui permettent de réfléchir autrement au développement économique et à la manière dont il est organisé sur le territoire, sans que cela ne passe nécessairement par un processus d'évaluation monétaire, ni a fortiori de démarches d'analyse coûts-bénéfices :

> « *Mobiliser des argumentaires économiques oui, forcément. Il y a un moment où il est primordial pour nous d'aborder ces aspects dans le fonctionnement d'un territoire. Mais je ne sais pas si cela doit aller jusqu'à la forme monétaire. C'est tout de même un peu risqué parce que c'est la permission de mettre en balance et de comparer des choses qui ne sont pas comparables* (…). [On peut mobiliser des formes d'argumentaires économiques] *sans pour autant aller jusqu'à dire que tel site à une valeur de tant d'euros. Parce que sinon, la protection du site peut-être mise en balance avec la création de tant d'emplois qui ont telle valeur en euros. Et là à mon avis, sur le plan purement monétaire nous ne ferons jamais le poids ! Pour autant (et ce n'est pas forcément facile à évaluer non plus sur le plan monétaire) la mise en place d'une filière bois-énergie a un impact économique potentiellement majeur. Mais je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui tout le monde en ait pleinement conscience : la mise en œuvre d'une gestion qui influence la taille des saules-têtards est une question très importante, à la fois pour la filière économique et pour la protection des paysages et de l'environnement* (…). *Ce qui est intéressant est d'établir les relations en termes économiques entre les milieux et le reste de la société. De montrer que si un agriculteur biologique met moins d'intrants, certes il a peut-être moins de rendements et moins de revenus globalement, mais que c'est aussi une action beaucoup moins négative sur la qualité de l'eau et que le traitement de l'eau a aussi un coût économique, si nous voulons une certaine qualité d'eau dans nos robinets. Tous ces mécanismes passent par de nombreuses structures, de nombreuses échelles etc. Peut-être que les intrants de l'agriculteur en question ne finissent pas par se déverser dans la nappe où l'eau est ponctionnée, mais si l'on change d'échelle, il y a bien une relation économique. La chiffrer est probablement une mission impossible, mais il existe une relation* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.13).

En réalité, au-delà de la question du processus de chiffrage et de l'évaluation monétaire en tant que tels, mettre en évidence l'existence de cette interdépendance entre le développement humain et l'état des milieux naturels (laquelle est bien une relation économique, au sens polanyien de l'économie) est au cœur de ce qui fait l'attrait des SE, pour les personnes que nous avons rencontrées, bien que certaines d'entre elles se sont aussi

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

montrées critiques vis-à-vis de la notion. C'est ce nous mettons en évidence dans la section suivante.

2.1.2 L'interprétation de la notion de SE et les modalités de l'intégration d'une approche par les SE du point de vue des personnes interrogées

Globalement, les personnes interrogées nous ont indiqué que le terme de SE en tant que tel s'avère à l'heure actuelle peu utilisé dans les politiques du PNRSE, ainsi que dans les politiques régionales en matière de conservation. Gérald Duhayon indique par exemple que « *ce sont de nouvelles notions et de nouvelles approches* » (p.17) et Jean-Luc Beghin précise que « *ce n'est pas un concept qui a transcendé les chartes. Si vous avez lu les chartes, au moins la dernière, vous vous apercevez rapidement que ce n'est pas un concept marque-page* » (p.20). Gérald Duhayon et David Moulin ont indiqué qu'ils avaient commencé à entendre parler des SE au milieu des années 2000, par l'intermédiaire de la diffusion de l'initiative des Catskills, près de New-York[195], d'une part, et via les travaux du Millenium Ecosystem Assessment (MEA), d'autre part.

Gérald Duhayon précise que selon lui, les SE constituent une avancée vis-à-vis de la notion de ressource naturelle, car elle véhicule « *l'idée que pour se sentir bien l'homme a besoin de verdure.* [Or,] *souvent cet aspect du bien-être n'est pas inclus dans la notion de ressource et c'est l'apport des services écosystémiques de mon point de vue* » (p.17). Néanmoins, un problème selon lui est que les SE restent « *dans un positionnement* (….) *selon lequel l'homme est au-dessus de la nature et de tout le reste du monde vivant. Donc que la nature est au service de l'homme. C'est une vision que je ne partage pas* » (ibid.).

Jean Pierre Colbeaux s'est aussi montré critique vis-à-vis de la notion de SE, pour une raison similaire. Selon lui, les SE traduisent de manière réductrice et biaisée les rapports qu'entretiennent les humains avec la nature :

> « *Les services écosystémiques, c'est encore une fois "qu'est-ce que la nature peut rendre comme service à l'homme" ? Donc on est encore une fois en train de se regarder le nombril. Non, on est dedans, c'est un bien commun. On a réussi à survivre depuis le temps où on avait des poils et où on cassait des cailloux, enfin des silex, jusqu'à maintenant, en étant en harmonie avec la nature. Il ne faut pas briser cette harmonie. Donc ce n'est pas un service, c'est rester en harmonie avec !* » (Entretien avec Jean-Pierre Colbeaux, p.19).

Toutefois, selon David Moulin, la notion de SE est certes anthropocentrée, mais cela « *correspond aux territoires sur lesquels nous vivons* » (p.15), car il s'agit de territoires habités. David Moulin explique :

> « [La notion de SE] *ne vise pas à protéger l'environnement uniquement parce que cela procure des bénéfices aux humains et une utilité : il est aussi important de protéger ce que l'on appelle les services de support, ou même la biodiversité en tant que telle, parce qu'elle a une valeur intrinsèque ou d'existence. Mais l'être humain pour moi a un pouvoir immense sur bon nombre d'espèces et d'habitats. Il ne s'agit*

[195] Sur la base d'une évaluation monétaire des SE rendus par la zone humide de la région des Catskills, en amont de la ville de New-York, cette dernière a décidé qu'il était plus rentable de protéger la zone humide plutôt que de construire une station d'épuration. L'initiative a été très largement diffusée comme l'exemple type du succès de l'approche par les SE et l'évaluation monétaire. Pour une mise en perspective critique voir Sagoff (2002).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

pas de dire, à l'extrême, cet espace n'a pas d'utilité, on peut le supprimer. Non. Je pense simplement que la notion est intéressante pour aborder les problématiques de manière globale et pour permettre aux acteurs de dialoguer et de mettre en œuvre un projet, en connaissance de cause » (Entretien avec David Moulin, p.15).

En réalité, David Moulin explicite très clairement que ce qui fait tout l'intérêt des SE, repose précisément sur le qualificatif de « *systémique* », attribuée aux relations entre le développement humain et les milieux naturels :

« *Je me suis rendu compte que l'on fonctionnait beaucoup avec des approches très sectorielles. Nous avons souvent tendance à tout découper, les différents secteurs d'activités économiques (agricole, industrielle…), les questions environnementales etc. Cela se fait aussi au travers du prisme de chacun, que l'on soit agriculteur, naturaliste, industriel… nous avons tous une vision un peu étriquée – ce qui n'est pas péjoratif, je ne remets pas en question la légitimité de la vision de chacun, mais nous avons aussi besoin de comprendre le fonctionnement global de ces systèmes territoriaux dans lesquels nous vivons. Sans cette vision systémique, il n'est pas possible de comprendre les interactions et les dynamiques territoriales. Une praire et la biodiversité qu'elle recèle sont liées aux pratiques agricoles, qui déterminent aussi la qualité de l'eau, ayant elle-même une influence sur la biodiversité. Donc si nous voulons préserver des espaces afin d'y continuer à vivre et d'avoir un développement économique et social nous avons besoin d'une vision systémique* (…).

Aujourd'hui je pense que si nous voulons que les territoires évoluent dans une perspective de développement durable, nous avons besoin d'une approche globale. L'approche par les services écosystémiques me semble intéressante de ce point de vue, parce qu'elle met en valeur, révèle, ces interconnections entre les écosystèmes, leurs différentes fonctions, les différents services etc. De mon point de vue, comme je le disais tout à l'heure, puisqu'il n'y a plus d'espaces qui ne dépendent pas de l'activité humaine, les services écosystémiques sont un moyen de bien révéler ce lien entre les acteurs d'un territoire, les activités économiques et individuelles, culturelles, de loisirs etc. C'est une approche qui permet de donner du sens à chacun, sans renier ni mettre de côté les perspectives individuelles des acteurs. Au contraire, cela favorise la compréhension mutuelle des enjeux. Le naturaliste peut ainsi se dire que la protection de la biodiversité pour elle-même ne parle pas en tant que telle à l'agriculteur et que donc si l'objectif est de la préserver, puisqu'elle dépend des pratiques agricoles, il faut pleinement les prendre en considération » (Entretien avec David Moulin, p.13-14).

Le besoin d'expliciter, de mettre en scène ces interrelations, ces interdépendances, cette vision « *systémique* » au sein d'argumentaires, destinés aux acteurs avec lesquels le PNRSE travaille est aussi ce que Christophe Tesnière appelle « *faire comprendre que la protection de l'environnement, ce n'est pas que de la protection de l'environnement* » :

« *L'intérêt que nous y voyons (et c'est aussi pour cela que nous nous sommes engagés dans des programmes d'actions sur le sujet* [des SE]) *est que nous considérons que cela peut nous permettre de construire des argumentaires pratiques à destination de nos partenaires locaux, afin de démontrer que la protection de l'environnement, ce n'est pas que la protection de l'environnement. La protection de*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'environnement est une valeur de développement dans de multiples domaines. Notre objectif est de sortir de cette vision selon laquelle nous menons des actions de protection de l'environnement et donc que nous préférons le rat des champs à l'être humain. Nous avons besoin d'expliquer que lorsque nous protégeons l'environnement nous menons en réalité des actions de développement humain. Nous avons besoin de faire percevoir cela implicitement. Et nous sommes actuellement en difficulté par rapport au développement d'argumentaires sur ce sujet-là. Nous ne parvenons pas à faire passer ces messages correctement. Nous pensons que par le biais de l'analyse des services écosystémiques il est possible de mieux construire les argumentaires sur ce sujet » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.12).

Ainsi, les personnes que nous avons rencontrées ne considèrent pas vraiment que les SE sont une manière radicalement nouvelle d'envisager les relations homme-nature, mais plutôt un nouveau terme qui permet d'insister sur ces relations et de les rendre plus directement visibles. C'est ce qu'indique Gérald Duhayon :

« *Je ne pense pas que c'est une manière d'envisager de nouvelles relations, mais plutôt que c'est un nouveau moyen qui peut être très pertinent pour faire prendre conscience de ces relations. Cela ne nous permettra que de confirmer que l'homme a besoin de la nature et cela en touchant potentiellement des cordes sensibles différentes* (…). *Je pense que dans le monde scientifique, depuis que la notion d'écosystème est apparue nous avons pris conscience des interrelations au sein du monde vivant. Et donc l'interdépendance entre l'homme et la nature était connue. Et donc de mon point de vue, les recherches sur les services écosystémiques cherchent à mieux préciser et exprimer cette interdépendance dont nous avions conscience de la manière générale, afin d'avancer des preuves et des faits indiscutables*. (Entretien avec Gérald Duhayon, p.16-17).

Daniel Mio relativise également le caractère novateur de l'idée implicite que véhiculent les SE :

« *D'après ce que j'ai compris il s'agit de la relation entre les écosystèmes et l'homme et ce que cela peut lui apporter. Cela fait partie des mots ou des concepts qui sont arrivés progressivement. Mais c'est ce que je vous ai dit, pour moi c'est clair que les hommes et la nature sont liés !* » (Entretien avec Daniel Mio, p.22).

Les entretiens que nous avons réalisés, nous permettent *in fine* de discriminer entre différents types d'usages possibles des SE pour le PNRSE, à l'avenir. Selon Jean-Luc Beghin, tout d'abord, deux grands types d'approches se dégagent : l'entrée par la valorisation d'activités économiques durables et l'entrée par la mise en évidence de coûts évités, grâce au développement de pratiques respectueuses de l'environnement :

« *De mon point de vue il y a deux entrées, soit on utilise un espace et on y fabrique une valeur ajoutée liée à l'image de cet espace, je prends l'exemple des viandes de parc labellisées dans les Vosges du Nord : nous sommes bien dans un espace qui est les prairies de fond de vallée, on a défriché puis remis en prairie, derrière cela il y a des enjeux de biodiversité, mais on a créé une activité économique à part entière avec une valeur ajoutée liée à la beauté et à la nature des espaces. C'est vraiment du calcul économique, à moins que je fasse complètement erreur… Et puis il y a un deuxième sujet qui est notamment par rapport à la gestion des niveaux d'eau,*

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des crues etc. Quand on demande de maintenir des bandes herbeuses, de faire de la ripisylve sur les cours d'eau etc. si demain cela n'existe plus et que l'on draine, la question est comment arrive-t-on à mesurer la capacité d'épuration d'un milieu naturel par rapport à une eau qui de toute façon est retraitée par la suite… Mais c'est compliqué. Je ne vois pas plus loin que cela » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.22).

Ensuite, Michel Marchyllie y voit aussi un éventuel moyen de justifier de l'argent public dépensé dans les structures parc, face à la montée des contraintes budgétaires :

« *Nous sommes amenés de plus en plus à justifier l'argent public que l'on dépense. Toutes les collectivités doivent justifier de l'efficience de l'argent public. Puisque cela devient rare et qu'il y en a de moins en moins, l'efficience doit être de plus en plus grande. C'est une vérité. Nous devons justifier que nous l'avons bien dépensé – c'est-à-dire comme nous avions prévu de le dépenser et si nous avons pu faire un peu d'économies – c'est-à-dire qu'il est bien de pouvoir montrer que nous avions estimé 100, mais que l'on a dépensé que 90. Par contre si on a dépensé 110, c'est la catastrophe ! Dans le même temps, nous devons dire si ce que nous avons dépensé répond bien à l'objectif initial. C'est de plus en plus vrai et dans tous les domaines. Même dans les sites naturels aujourd'hui. Dès que de l'argent public est dépensé, nous nous posons la question "cela vaut-il la peine de protéger ces plantes, par rapport à faire un champ qui sert à l'habitant". Alors que protéger la plante ça sert aussi à l'habitant ! Mais il faut démontrer que ça sert à l'habitant indirectement.*

Nous devons justifier cette utilisation de l'argent public – local ou qu'il vienne de l'Europe. L'Europe demande aussi de plus en plus d'évaluation sur l'usage des fonds. Déjà pour aller chercher l'argent, les dossiers sont de plus en plus difficiles à monter, mais en plus une fois qu'on les a il faut montrer patte blanche tous les 6 mois – c'est-à-dire justifier si on nous l'avons dépensé, comment cela a-t-il été dépensé, s'il n'a pas été dépensé c'est perdu… Cette dimension est importante. En conséquence nous avons besoin d'argumenter dans d'autres domaines par rapport à nos arguments actuels. Parler des services écosystémiques est une dimension qui arrive en plus (…). *Sachant que nous en avons besoin. Parce que l'argent public c'est l'argent de tout le monde. Il faut justifier du bon usage. Nous avons des projets et nous devons nous donner des priorités sur des projets, mais dans le même temps il faut l'évaluer. Cela fait partie des sujets d'évaluation importants que nous devons mettre sur la table* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.29).

En revanche, selon David Moulin et Gérald Duhayon, si un tel usage des SE n'est pas à rejeter d'emblée, il leur semble néanmoins prématuré d'envisager les SE comme de nouveaux indicateurs qui pourraient servir au diagnostic du territoire, ou encore à la formulation des objectifs politiques du parc dans la charte. En effet, selon David Moulin :

« *Sur les indicateurs, c'est à mon avis un peu tôt* (…). *Cela pourrait contribuer à des éléments de diagnostic qui sont jusqu'à maintenant beaucoup fondés sur des données socio-économiques ou patrimoniales d'inventaire très classiques. Donc pourquoi pas, mais cela n'existe pas à l'heure actuelle, notamment en France, même s'il existe des éléments de référence mondiaux. Cela dit, dans les processus de mise en œuvre de la charte, je ne sais pas…* (Entretien avec David Moulin, p.16-17).

Gérald Duhayon formule quant à lui le problème en ces termes :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« [Pour pouvoir être des indicateurs de suivi du territoire], *il faudrait qu'ils soient beaucoup plus accessibles. Pour l'instant cela reste dans la tête de Michel Christophe et moi, pour faire simple et sous un angle "recherche" ou "intérêt". Ce n'est pas encore suffisamment opérationnel pour que techniquement les collègues s'approprient ces démarches* (…). [Avant d'envisager les différents usages possibles], *il y a encore un gros travail d'appropriation de cette nouvelle approche. Cela nous semble intéressant sinon nous ne nous y serions pas investis. Mais nous n'en sommes qu'aux prémices d'une nouvelle sensibilité, d'une nouvelle curiosité* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.20).

C'est David Moulin qui a exprimé le plus clairement dans quelle optique les SE pourraient être utilisés par le PNRSE (et les autres PNR), à l'avenir. Il s'agit d'envisager ces derniers comme des outils de dialogue territorial, qui permettraient aux acteurs de se comprendre mutuellement comme parties prenantes de cette vision systémique du fonctionnement du territoire. Compte tenu de la manière dont les personnes que nous avons interrogées perçoivent la notion de SE, cette vision nous semble assez largement partagée par les personnes que nous avons rencontrées. Or, c'est un type d'usage que David Moulin oppose à celui de la mobilisation de méthodes d'évaluation monétaire, qui lui semblent déconnectées des réalités locales et du fonctionnement institutionnel des PNR :

« *Je dirais que visiblement nous sommes assez précurseurs en la matière, lorsque nous utilisons ces outils dans des démarches de concertation et de dialogue territorial sur des problématiques locales. J'ai conscience qu'il existe déjà de nombreuses études d'évaluation monétaire dans le domaine académique, concernant l'eau par exemple, mais ces approches me semblent déconnectées des démarches et des projets territoriaux. Nous avons un retour académique sur l'analyse des méthodes, mais ces dernières sont relativement lourdes à mettre en œuvre, puisqu'elles demandent de réaliser des enquêtes et de posséder beaucoup de données. Il me semble que la démarche est intéressante afin de rassembler les acteurs et de les amener à avoir une vision globale, en plus des éléments de diagnostic révélés par les données factuelles d'état de territoires. S'appuyer sur les services écosystémiques pour mettre en place des démarches de réflexion territoriale avec les acteurs me semble être pertinent. Mais développer des évaluations économiques de la valeur ou des valeurs de tel ou tel service, pour chaque parc, non, je ne pense pas. Qu'il en existe à l'échelle nationale ou en fonction des différents écosystèmes présents sur le territoire national, en revanche, cela nous permettrait d'avoir des éléments de référence ou un ordre d'idée* » (Entretien avec David Moulin, p.17).

David Moulin précise en effet que cet usage des SE dans le cadre « *d'ateliers participatifs* » (p.15), comme « *moyen de rassembler des acteurs ayant des activités différentes et* [de leur faire comprendre] *leurs intérêts communs* » (ibid.) s'inscrit effectivement dans l'optique d'une simplification et d'un travail d'appropriation, par les acteurs du territoire, des objectifs de la charte : « *cela peut être difficile pour un acteur de comprendre le sens de la charte, même si c'est un projet de territoire, la charte reste un document administratif de 200 pages… donc cela parle difficilement* » (Entretien avec David Moulin, p.15). Et Christophe Tesnière confirme que selon lui utiliser les SE serait intéressant

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

afin de « *faire comprendre l'intérêt* [des] *programmes d'activités* [développés par le parc] » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.12).

Pour Michel Marchyllie également, les SE sont à envisager comme un moyen supplémentaire pour le parc de rendre visible son action, de faire comprendre son projet et ce qu'il apporte au territoire, à sa qualité et à son attractivité. Ce dernier explique :

> « *C'est un mot qui est arrivé récemment et dont l'intérêt est effectivement d'associer environnement et économie. Mais nous l'avons toujours fait ! Pour un parc c'est intéressant de savoir que cette notion existe. Parce que nous nous posons toujours la question de savoir quelle est la plus-value que nous apportons au territoire. Nous pourrions nous dire, "bon nous avons été classés, nous avons un label, point". Mais même si le territoire est ce qu'il est, les gens y pensent différemment si c'est classé. Cette plus-value peut être immatérielle, mais elle peut aussi être affichée financièrement, en termes de bien-être etc.* (…).
>
> *Parce que le territoire peut être perçu à un moment comme banal, voire avec une vision négative. Mais construire un projet permet de le monter en qualité. Après cela il n'est plus banal. Il a une originalité, un intérêt, une attractivité. Lorsque nous montons un projet sur un territoire nous avons cette ambition de changer de niveau, de passer d'un territoire ordinaire, banal et sans intérêt à quelque chose d'attractif. Que les gens ne se disent pas "pourquoi j'irai me promener là-bas le dimanche", mais "tiens, il y a quelque chose à faire là-bas". Alors que le projet peut être simplement de créer un chemin de randonnée supplémentaire, avec quelques panneaux qui mettent en valeur l'histoire de la commune. Mais le fait d'avoir réalisé ce projet, cela a changé la catégorie d'attractivité de la commune. Et si une commune devient plus attractive cela entraine les autres et participe à l'attractivité à une échelle plus grande. La fréquentation concerne aussi les hébergeurs, les restaurateurs… elle a des dimensions économiques et monétaires, mais pas seulement.*
>
> *Pour moi, les services écosystémiques sont une affaire de perception, d'attractivité, ce sont des choses difficiles à matérialiser. Mais le fait d'en parler ça joue. Le fait qu'il un ait un article dans la Voix-du-Nord sur une commune dont on n'avait jamais entendu parler avant, cela donne une nouvelle accroche à la commune, elle est valorisée et visible. Cela n'a rien de monétaire, mais du point de vue d'un citoyen lambda qui a du temps pour ses loisirs et ses activités extra-professionnelles, familiales ou extra-familiales, cela lui procure a un support, une richesse supplémentaire, pour passer du temps hors de chez lui… et pour aller manger au restaurant qui est juste à côté le midi. Ces dimensions sont difficiles à maitriser et à appréhender. Mais pour moi ça faire partie des services* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.27-29).

Jean-Luc Beghin confirme que « *mettre en valeur les atouts d'un territoire, cela nous donne des arguments pour protéger derrière* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.21). Ainsi selon lui les SE ne sont pas vraiment une démarche susceptible de faire émerger de nouvelles solutions, mais « *un moyen de conforter un argumentaire* » (ibid.) :

> « *Nous avons besoin d'être aidés sur les enjeux de protection. C'est clair. En la matière il faut faire feu de tous bois. Donc tout argumentaire supplémentaire, fondé*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et compréhensible nous aidera. Mais que cela débouche sur de nouvelles manières de faire, je ne suis pas sûr » (ibid.).

Selon Gérald Duhayon également, les apports potentiels des SE s'inscrivent dans un travail mené par le PNRSE sur le plus long terme. Il donne l'exemple des travaux qui ont été réalisés en matière de valorisation des produits agricoles, sachant que le maintien de races locales et de pratiques agricoles spécifiques est un levier très important pour œuvrer à la préservation des prairies humides, lesquelles jouent un rôle clef dans le maintien de la biodiversité, sans que ces habitats n'aient à faire l'objet de mesures de protection intégrales :

« *D'abord, nous en parlions déjà quand nous n'en parlions pas encore. Toute la démarche de valorisation des produits issus de la nature est une réflexion que nous menons dans le monde de la gestion des réserves naturelles depuis déjà de nombreuses années. Peut-être d'abord en lien avec l'impact financier. Je me souviens avoir déjà participé, fin des années 90, début 2000 à des réflexions sur la valorisation des roseaux extraits des réserves naturelles ou la valorisation du détail qui est mis en pâturage. Nous n'appelions pas cela services écosystémiques, mais c'était la même démarche* (…).

Il s'agissait non pas d'une valorisation économique, mais plutôt d'une valorisation patrimoniale. Mais effectivement il y a eu des démarches de valorisation de bétail rustique pour sauvegarder une race française (la Aure et Saint-Girons). Il s'agit d'une vache pyrénéenne qui était menacée de disparition et un troupeau a été mis en place, mais d'abord pour faciliter la gestion du milieu naturel. Donc le côté filière économique était vu comme un plus, pas comme l'objectif principal. Idem avec la valorisation des roseaux. Aujourd'hui, nous prenons conscience qu'il y a deux moyens de préserver les prairies humides : les protéger intégralement, ce qui demande de continuer à les gérer (donc nous avons quand même besoin des agriculteurs) ou alors inciter directement les agriculteurs à adopter d'autres pratiques pour les préserver, au travers d'une démarche plus "offensive" au sens où l'objectif devient alors la viabilité économique de ces pratiques » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.15-16).

Finalement, celui-ci conclut sur les projets qui ont été menés au sein du PNRSE autour des SE :

« *Lorsque l'on considère les résultats auxquels nous sommes arrivés* (…), *ce dont nous nous sommes rendu compte est que les recettes de mise en œuvre ne sont pas nouvelles : valorisation locale des filières de bois-énergie, des produits locaux, du tourisme durable etc. Les recettes que nous connaissons déjà. Mais c'est l'approche par les différentes interconnexions entre les services qui a probablement permis de les faire mieux comprendre et de faire que les acteurs ne se tournent pas le dos. Avant ils se tournaient le dos mais maintenant ils comprennent qu'ils ont des besoins mutuels* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.17-18).

Pour Christophe Tesnière en effet, si le parc s'intéresse aux SE, c'est parce que c'est inscrit dans la charte et que cela correspond à un besoin qu'à le parc d'expliciter et de communiquer sur son projet de territoire et sur ce qui fait le fondement des actions qui sont entreprises dans ce cadre :

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *Si nous avons été amenés à nous intéresser aux services écosystémiques parce que c'est écrit dans la charte ! De mémoire, je ne sais plus si c'est formulé aussi explicitement mais il faudrait vérifier. Par exemple ici "engager ou soutenir des programmes de recherche et d'expérimentation sur le fonctionnement de la trame écologique et sur les moyens nécessaires pour maintenir, restaurer et créer des connexions" ; "des études de recherche devront être initiées pour identifier et définir des valorisations des écosystèmes locaux, si possibles innovantes" etc. Je pense que c'est plus détaillé dans la fiche mesure. Quand nous faisons cela, nous mettons en œuvre la charte. Mais au fond, nous avons besoin d'éléments d'argumentaires. Ces éléments sur les services écosystémiques sont dans la charte parce que nous avons besoin de justifier et d'expliquer le fondement de nos actions et leur cohérence, notamment au travers des aspects environnement et développement. L'évaluation de la charte précédente pointe aussi que le volet économique était peu abordé par le Syndicat Mixte du parc. Ce qui était un défaut puisque c'est une source d'argumentaire puissant* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.13-14).

Cela dit, selon Jean-Luc Beghin, si les SE peuvent fournir des outils d'argumentation et de mobilisation supplémentaires, la démarche doit rester simple pour être efficace :

« *Cela ferait un argument de plus pour conserver la nature* (…). *C'est une ligne d'argumentation, si on sait bien la formaliser. Mais il faut que la démonstration soit simple, même si le calcul est compliqué. Si elle n'est pas simple, cela ne servira à rien. Ou cela ne servira qu'à ceux qui ont travaillé dessus, mais cela ne sera pas un argumentaire en plus* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.20).

Or, certaines des personnes que nous avons rencontrées ont émis un certain nombre de critiques vis-à-vis de la notion de SE, qui leur semble trop complexe et difficilement accessible. Jean-Luc Beghin précise :

« *Déjà rien que le nom "services écosystémiques", je suis désolé, mais il faut déjà avoir fait des études pour comprendre ce que cela veut dire. Ce n'est pas pour cela que ce n'est pas intéressant, mais au-delà de la recherche et des terrains d'expérimentation et tout cela, sur un sujet comme ça, il faut réussir à vulgariser une réflexion là-dessus* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.20).

Isabelle Matykowski confirme que, selon elle :

« *C'est quand même assez "techno" la logique des services éco systémiques ! J'avais regardé un peu le dossier SESEEP… ouf… il faut savoir après le restituer facilement au gens. Mais, à mon avis il s'agit de donner une valeur à ce que les gens vivent ou ressentent, comme le plaisir de se promener dans une forêt etc. ou parfois ce sont des choses plus pragmatiques comme le coût de l'eau qui est distribuée au robinet etc. Mais selon moi cette approche aujourd'hui, elle est quand même un peu "techno", il faut savoir la simplifier et l'expliquer* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.11).

Luc Coppin confirme que, selon lui ;

« *Les services écosystémiques, c'est du blabla ! C'est une théorisation de ce que la nature, nos parents et nos grands-parents ont toujours fait depuis Adam et Eve. Nous le faisons en tirant parti* [de la nature], *par la cueillette, la chasse, l'agriculture… Mais nous avons cassé cela parce que même les agriculteurs ne*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

peuvent plus utiliser leurs propres semences (…). *Je veux bien que l'on parle des services écosystémiques comme cela, de manière théorique mais c'est une notion qui d'abord ne passe pas, sinon pour quelques intellos comme vous et moi, ou bien des politiques qui essayent de justifier etc.* » (Entretien avec Luc Coppin, p.18).

Ce dernier se dit « *très critique* » (p.19) vis-à-vis de la notion de SE, d'une part par ce qu'elle s'inscrit dans une pensée de type « *analytique* » (ibid.) et non pas « *synthétique* » (ibid.), mais aussi parce qu'elle repose sur l'idée selon laquelle « *la nature est taillable et corvéable à merci* » (ibid.). Il rejoint ainsi certaines critiques émises à l'encontre de la notion de SE que nous avons déjà mentionnées (au début de la présente section, à savoir celles de Gérald Duhayon et Jean-Pierre Colbeaux) :

« *Nous avons cette idée que l'homme est supérieur à la nature alors qu'il n'est qu'un prolongement de cette nature. Il est peut-être plus malin, mais lorsque l'on regarde attentivement tous les phénomènes qui nous entourent, c'est magnifique. Le printemps arrive, les bourgeons sortent, c'est une source d'émerveillement extraordinaire. Mais nous prenons la nature comme si c'était un domestique et ce n'est pas bon. Les domestiques, ou bien on les traite comme des chiens, ou bien nous sommes en symbiose avec eux. Il est tout à fait possible de "garder son rang" tout en étant correct* (…). *Des ressources minières, au bois etc. Nous devrions revenir un peu en arrière. Cela parait réactionnaire, mais nous devons retrouver la notion, je dirais du moyen-âge. C'est-à-dire que nous savions défricher, mais dans le même temps utiliser les ressources sans les gaspiller. Or, nous sommes dans un siècle de gaspillage à tous points de vue. L'écosystémique, c'est pratique parce que maintenant on met l'économie à toutes les sauces !* » (Entretien avec Luc Coppin, p.20).

Les sections suivantes proposent une mise en perspective de ces différents types d'usage des SE et des différents arguments ayant été mis en avant pendant les entretiens, notamment au regard de l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE, réalisée dans le chapitre 5.

2.2 Les SE comme instruments de redéfinition des priorités stratégiques du PNRSE : une critique de l'approche opérationnelle des SE

Il s'agit ici de revenir sur deux des différents types d'usages possibles des SE ayant été évoqués lors des entretiens, à savoir, d'une part, les SE comme de nouveaux indicateurs au service de l'amélioration de la démarche de suivi du territoire et, d'autre part, les SE comme de nouveaux référentiels permettant au parc de se justifier, auprès de ses financeurs et de ses instances d'évaluation. Comme l'indique la relation n°1 sur la figure n°6.1, ces deux types d'usages sont en effet liés puisque cela reviendrait à intégrer les SE comme de nouveaux référentiels d'action dans la charte du parc, impliquant une forme de redéfinition des priorités stratégiques du parc. Pour qu'une telle démarche soit souhaitable, il faut qu'elle soit de nature à permettre une simplification et/ou une amélioration des processus actuels de suivi du territoire et d'évaluation des politiques menées par le parc. Or, nous sommes en mesure de nous pencher sur cette question à partir de l'analyse des priorités stratégiques du parc, de la démarche de suivi et de la démarche d'évaluation, que nous avons réalisée dans le chapitre 5, afin de pouvoir caractériser la forme de la critique écologiste du PNRSE. Et nous pouvons,

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

par ailleurs, recouper ces éléments avec l'expérience d'évaluation de certains SE sur le territoire du parc, issue du projet SESEEP.

Commençons par nous pencher sur la question de l'intérêt des SE vis-à-vis de la démarche de suivi du territoire. Tout d'abord, comme nous l'avons indiqué précédemment, les personnes que nous avons interrogées se sont montrées assez septiques vis-à-vis d'un tel usage des SE au service des politiques du PNRSE. Plus précisément, David Moulin a précisé que l'idée de faire évoluer les indicateurs utilisés jusqu'à maintenant dans le diagnostic de territoire et dans la charte, lesquels sont, selon lui, « *fondés sur des données socio-économiques ou patrimoniales d'inventaire très classiques* » (Entretien avec David Moulin, p.17), pourrait être intéressante en tant que telle. En revanche, il précise qu'à l'heure actuelle aucun PNR en France ne s'est encore véritablement penché sur la question de l'intégration des SE dans une telle optique et il lui semble donc prématuré de se lancer dans une telle démarche, en vue de la révision de la prochaine charte, notamment parce que l'évaluation des SE en tant que telle est un sujet et un processus assez nouveau.

Gérald Duhayon, qui a suivi de plus près le travail réalisé dans le cadre du projet SESEEP, confirme que selon lui le PNRSE commence à s'intéresser aux SE dans une perspective de recherche et qu'il est donc trop tôt pour envisager les choses dans un cadre beaucoup plus opérationnel. Néanmoins, ce dernier indique que dans une optique opérationnelle il faudrait que les indicateurs en termes de SE « *soient beaucoup plus accessibles* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.20), ce qui peut être compris comme une critique plus radicale des SE comme nouveaux indicateurs au service de la démarche de suivi du territoire, puisque dès lors, ce n'est plus seulement la nouveauté de la démarche qui est soulignée, mais c'est aussi la nature complexe des indicateurs en termes de SE qui est évoquée. Par conséquent, l'intégration d'indicateurs en termes de SE au service de la démarche de suivi du territoire dans le PNRSE semble être une perspective assez peu crédible, au moins à court terme, aux yeux des personnes interrogées.

Ensuite, au-delà du matériel collecté par le biais de notre enquête auprès des acteurs du PNRSE, le travail réalisé dans le cadre du projet SESEEP permet d'éclairer, selon nous, plus en avant la question de la pertinence d'un tel usage des SE dans le PNRSE. Nous avons en effet souligné dans le chapitre 2 que le projet SESEEP s'est trouvé confronté à un ensemble de limites. Un premier élément à rappeler est que les acteurs du PNRSE impliqués dans le projet SESEEP n'ont en réalité jamais vraiment compris les SE comme des instruments susceptibles d'améliorer la connaissance du territoire. C'est ce que nous a notamment indiqué Christophe Tesnière, selon lequel : « *pour nous, le but serait de réussir à nous adresser aux acteurs locaux, de leur faire comprendre des choses et se poser des questions* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.14). Or, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le but de SESEEP était bien d'éclairer la prise de décision publique sur le territoire du parc, à partir d'une quantification des SE, censée générer un effet de connaissance supplémentaire du territoire (ce qui revient, comme nous l'avons souligné dans les chapitres 1 et 2 à considérer que les pertes de biodiversité peuvent être attribuées à une prise de décision mal informée, en matière de conservation et d'aménagement du territoire). Par conséquent, la pertinence de l'usage des SE comme des indicateurs de suivi du territoire apparait, premièrement, critiquable, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un type d'usage des SE qui émane directement de la volonté des acteurs du PNRSE, mais plutôt d'une vision théorique et normative diffusée

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

au travers de la littérature sur les SE (et qui nous semble, comme nous l'avons déjà longuement indiqué, assez largement infondée).

La seconde raison pour laquelle ce type d'usage des SE nous semble critiquable est liée à ce qu'à pu révéler plus directement l'expérience SESEEP, sachant que ceci peut être recoupé avec l'analyse des outils d'évaluation spatialisés des SE proposée dans le chapitre 1. Il s'agit de la grande complexité inhérente à toute démarche d'évaluation de multiples SE et de la biodiversité, en utilisant une approche spatialisée. En effet, réaliser cette opération implique d'abord de pouvoir mesurer la biodiversité de manière relativement simple, un exercice qui relève déjà de la gageure du point de vue de l'écologie scientifique. Puis, il faut trouver des méthodes d'évaluation des différents SE, ce qui s'avère aussi complexe et soulève un ensemble de questions méthodologiques fondamentales (par exemple, s'agit-il de recourir à des modèles, tels que ceux proposés par InVEST et dans ce cas sont-ils adaptés au contexte empirique en question, ou bien s'agit-il de se baser sur une approche plus géographique, mais dans ce cas s'agit-il toujours d'une évaluation des SE, ou bien encore faut-il mobiliser des indicateurs existants, mais dans ce cas quels sont les apports de la démarche…). Enfin, il faut pouvoir étudier la question de la forme des relations entre les différents SE et entre les SE et la biodiversité, ce qui soulève la question de savoir si l'objectif reste la conservation de la biodiversité en tant que telle, ou bien la maximisation des SE. *In fine,* aux problèmes conceptuels liés à la notion de SE (par exemple, dans quelle mesure les produits d'une culture agricole intensive sont-ils des services « *écosystémiques* », quand bien même ils sont dits « *d'approvisionnement* », et comment ne pas compter doublement ce qui relève du service d'approvisionnement en tant que tel, ou bien du service de régulation lié à la pollinisation…) s'ajoutent des problèmes méthodologiques (liés à l'évaluation monétaire et/ou spatialisée), mais aussi des difficultés liées à la disponibilité des données, aux questions d'échelle, de compétences techniques, de temps de travail etc.

Ainsi, ce qu'il est selon nous possible de conclure en rapprochant l'expérience SESEEP de l'analyse des outils spatialisés d'évaluation des SE est que mener à bien cet exercice en répondant à l'ensemble de ces questions est possible, mais que ceci implique un travail colossal pour un résultat souvent extrêmement réducteur de la complexité des réalités territoriales. Par ailleurs, comme nous l'avons montré dans le chapitre 1, la majorité des outils d'évaluation spatialisés des SE existants s'inscrivent dans une perspective d'optimisation territoriale et dans un processus de rationalisation et de technicisation des décisions en matière de conservation et d'aménagement du territoire. Or, une fois la trajectoire optimale identifiée, il faut avoir les moyens institutionnels de l'atteindre, c'est-à-dire posséder une capacité d'influence suffisante sur les facteurs qui affectent les différents types d'usage des sols, ce qui n'est pas toujours évident, alors que les outils proposés ne traitent pas cette question.

Au-delà, la question de savoir dans quelle mesure le processus d'évaluation des SE et de la biodiversité réalisé permet effectivement d'atteindre un niveau de connaissance plus fin des enjeux territoriaux, par rapport à l'état des connaissances antérieur, reste pleinement ouverte, selon nous, et les réponses à cette question nous semblent contingentes aux contextes institutionnels dans lesquels ces évaluations sont réalisées. Sur ce point, ce que nous ont permis de comprendre les entretiens réalisés ainsi que l'étude des documents de gestion du parc est que le rôle de ce dernier est moins de réaliser des inventaires ou des évaluations scientifiques de la qualité écologique et des dynamiques socioéconomiques et géographiques

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sur le territoire, que de faire vivre et d'animer un projet collectif. Si d'autres institutions partenaires du PNRSE assument plus volontiers ce rôle (comme par exemple le centre de ressources génétiques, l'observatoire régional de la biodiversité, les universités, les associations naturalistes etc.), l'état de la connaissance du territoire ne semble pas constituer un enjeu en tant que tel pour les acteurs que nous avons rencontrés. Autrement dit, le PNRSE se pose moins la question de « *que faut-il faire* » mais plutôt celle de « *comment faire-faire, faire comprendre, sensibiliser, mobiliser, convaincre etc*. ». La définition du projet au cœur des chartes évolue, mais elle est nourrie non seulement de près d'une cinquantaine d'années d'expérience de terrain (puisque le PNRSE existe depuis 1968), mais aussi d'un processus de diagnostic territorial renouvelé à chaque charte, depuis 1998. Les indicateurs (écologiques, géographiques et socioéconomiques) utilisés dans le diagnostic de territoire le sont en rapport direct avec la manière dont sont formulés les objectifs politiques du parc et l'établissement du diagnostic fait l'objet d'un processus de discussion collective.

Plus généralement, cette question renvoie selon nous à celle de la place qu'il s'agit d'accorder aux processus de mesure techniques et à l'expertise scientifique dans la prise de décision en matière de politique publique. Notre expérience dans le cadre de SESEEP ainsi que notre analyse de la littérature autour d'InVEST nous conduisent à penser qu'en matière de biodiversité et d'aménagement du territoire il semble assez largement illusoire de chercher à rationaliser le processus de décision à partir d'une comptabilisation de tous les coûts et de tous les bénéfices, car la complexité inhérente à ces sujets induit un rapport faussement compréhensif à la réalité prise en compte, au sens où les dimensions politiques et sociales sont cachées derrière les aspects méthodologiques et techniques, au lieu d'être explicitées, justifiées et discutées en tant que telles.

Par conséquent, l'intégration des SE dans l'optique de l'amélioration de la démarche de suivi du territoire nous semble être une perspective non seulement peu crédible aux yeux des personnes interrogées, mais en outre assez largement irréalisable (du fait de la complexité de l'évaluation des SE en tant que telle) et potentiellement dangereuse (comme l'est sans doute tout processus technique complexe articulé à une prise de décision de nature politique). Enfin, l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE et de la stratégie de protection de la nature déployée par le parc nous amène à penser que ce type d'usage des SE ne s'avère, en outre, pas souhaitable, pour une raison ayant trait à la manière dont la démarche de suivi du territoire est organisée actuellement. Pour le comprendre, il nous faut revenir à la manière dont le projet de développement et de conservation au cœur de la charte du PNRSE est mis en œuvre, ce que nous avons analysé dans le chapitre 5.

Globalement, ce que nous avons montré est que, notamment depuis la charte de 1998, les objectifs stratégiques du PNRSE sont spatialisés, selon différentes entités territoriales (c'est-à-dire le cœur de nature, la campagne habitée et l'arc minier). L'un des enjeux de la stratégie de suivi du territoire consiste donc à identifier les spécificités de ces différentes entités territoriales et d'y adapter les ambitions de la charte. Cette organisation territoriale traduit la manière dont le projet politique du parc est adapté, voire émane, des spécificités du territoire : dans les grandes lignes, il s'agit avant tout de préserver le cœur de nature constitué des forêts domaniales, des prairies humides et des espaces à enjeux patrimoniaux, en œuvrant au maintien ou à la transition vers une agriculture dynamique et respectueuse de l'environnement, tout en enrayant la dynamique de consommation d'espace à la faveur de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'urbanisation et en préservant la richesse culturelle locale, en partie liée au patrimoine minier. Pour ce faire, le diagnostic de territoire s'appuie sur un ensemble très complet d'indicateurs écologiques, géographiques et socioéconomiques[196] et sur une cartographie réalisée à une échelle fine. Ainsi, si le rôle du parc n'est pas, en tant que tel, de réaliser des études d'inventaires patrimoniales, écologiques ou de produire des données socio-économiques, la stratégie politique de la charte est fondée sur un travail de suivi du territoire approfondi, élaboré en prenant appui sur le travail de ses partenaires et sur les données disponibles, afin d'adapter cette stratégie aux évolutions constatées. Autrement dit, comme nous l'avons déjà indiqué, la production d'indicateurs est un travail qui s'inscrit sur le long terme et qui ne saurait faire table rase de l'existant. A ce titre, l'intégration de référentiels en termes de SE semble se poser comme une question exogène, alimentée par une dynamique médiatique, politique et scientifique extérieure au parc, plutôt que comme une question endogène, qui émanerait des dispositifs institutionnels locaux.

Plus précisément, nous avons vu dans le chapitre 5 que la stratégie actuelle de conservation et de développement déployée par le PNRSE s'appuie, d'une part, sur un ensemble de représentations paysagères, héritées de la charte de 1998 (et de la loi paysage) et actualisées, et, d'autre part, sur un ensemble de représentations en termes de trame et de réseaux écologiques, lesquelles sont présentées comme nouvelles, dans la charte de 2010. Nous avons déjà souligné que, sans être incompatibles, ces deux éléments pouvaient néanmoins être pensés comme deux modes de représentation différents des enjeux territoriaux, par conséquent susceptibles de déboucher sur la mise en avant de priorités politiques différentes, l'un reposant plutôt sur une conception domestique du territoire et l'autre faisant appel au monde par projets.

Il n'est pas évident de bien saisir, à la lecture de la charte de 2010, de celle du diagnostic de territoire et du plan de parc, comment ces deux modes de représentations sont pensés de concert. Nous pensons que la ré-articulation de la logique de la trame verte et bleue, fondée sur la restauration ou le maintien des connexions entre les différents réseaux écologiques (aquatiques et humides, forestiers, agricoles et anthropiques), avec la logique de maintien d'ensembles paysagers diversifiés (la mosaïque paysagère) constitue un enjeu important pour le PNRSE, dans l'optique de la préparation de la prochaine charte. Sur ce point, le travail de caractérisation de la forme de la critique écologiste du PNRSE que nous avons réalisé nous semble susceptible de suggérer quelques pistes.

En effet, nous avons montré que globalement, d'un point de vue historique, la critique écologiste du PNRSE est passée d'un compromis industriel/domestique à un compromis domestique/par-projets. Et nous pensons que le compromis domestique/par-projets actuel s'avère viable, dans la mesure où les entités, les représentations et les dispositifs

[196] Parmi ces indicateurs, le diagnostic de territoire inclut de nombreuses représentations cartographiques qui concernent par exemple : des éléments de géographie physique telle que l'altitude, le réseau hydrographique, la géologie, l'hydrogéologie et les ressources en eau souterraines, la pédologie et la dynamique d'occupation du sol, mais aussi, des éléments écologiques et socioéconomiques tels que la dynamique démographique, les activités agricoles, sylvicoles, de services, l'artisanat et les industries, l'éducation et la culture, le tourisme et les loisirs, le classement du territoire selon les documents d'urbanisme, l'organisation de la gestion des déchets, les risques naturels et industriels, les déplacements et les transports, le patrimoine culturel et historique, mais aussi le patrimoine bâti et minier, ainsi que le patrimoine naturel et les zones d'inventaires, de protection, les différents réseaux écologiques, les principales entités et les principaux enjeux paysagers etc.

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

institutionnels liés au monde domestique sont au cœur de la critique écologiste du PNRSE, alors que (comme l'étaient par le passé ceux du monde industriel), les éléments rattachés à la cité par projets s'apparentent plutôt aux moyens nécessaires afin de rendre réalisable le projet politique (d'ordre domestique) au cœur de la critique écologiste du PNRSE. Autrement dit, concernant l'articulation de la logique de la trame verte et bleue à celle du maintien de la mosaïque paysagère, notre analyse nous conduit à indiquer que la première gagnerait sans doute à être pensée comme un outil, mis au service de la seconde. Il s'agirait ainsi d'identifier, dans un premier temps, quelles sont les entités ou problématiques paysagères qui doivent être au centre de l'action du PNRSE, puis, dans un second temps, quelles peuvent être les connexions et les réseaux à maintenir ou à rétablir afin d'y parvenir.

Evidemment, ce travail devrait certainement s'insérer dans le long terme et nous ne pouvons ici qu'exprimer un début de suggestion restant assez minimale. Mais, relativement au sujet qui nous préoccupe, appréhender de la sorte la stratégie de conservation et de développement déployée par le PNRSE nous laisse à penser que développer des référentiels et des indicateurs en termes de SE s'avèrerait risqué, puisque cela reviendrait à superposer un troisième mode de représentation (exogène) des enjeux territoriaux (en lui-même très complexe à rendre opérationnel) à ceux qui existent déjà, alors qu'il serait sans doute plus pertinent d'approfondir le travail de mise en cohérence de ces derniers (en suivant une démarche plus endogène).

En définitive, le projet d'intégration d'indicateurs en termes de SE dans l'optique de l'amélioration de la démarche de suivi du territoire et de la redéfinition des objectifs stratégiques du PNRSE ne nous semble donc ni crédible (comme nous l'ont indiqué les personnes interrogées), ni réalisable (du fait de la complexité de la notion et des processus d'évaluation des SE en tant que tels, comme l'a illustré le projet SESEEP), ni souhaitable (compte tenu de la forme de la critique écologiste du PNRSE).

Par effet de miroir, l'intégration de référentiels en termes de SE dans la démarche d'évaluation des politiques menées par le parc nous semble encore plus incertaine, dans la mesure où il est difficile d'envisager la mise en place d'une procédure d'évaluation de l'efficacité des politiques menées sur le territoire, à partir d'indicateurs qui seraient déconnectés de ceux ayant servi à l'appréhension des enjeux territoriaux ainsi qu'à la formulation des ambitions politiques de la charte.

La question mérite néanmoins que l'on s'y penche, puisqu'elle a été évoquée au cours de nos entretiens, notamment par Michel Marchyllie, comme nous l'avons indiqué dans la section précédente. Selon lui, le PNRSE est amené à devoir justifier de plus en plus de la « *bonne* » dépense des moyens financiers qui lui sont alloués, auprès de ses financeurs (comme l'Europe notamment, mais aussi l'Etat, la Région…). Il indique notamment que :

> « *Dès que de l'argent public est dépensé nous nous posons la question "cela vaut-il la peine de protéger ces plantes, par rapport à faire un champ qui sert à l'habitant". Alors que protéger la plante ça sert aussi à l'habitant ! Mais il faut démontrer que ça sert à l'habitant indirectement* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.29).

Et il présente les SE comme un élément d'argumentaire supplémentaire, en faveur de la conservation. Selon nous, il s'agit de distinguer ici deux éléments. Qu'avec la diffusion de la rhétorique des SE, les institutions deviennent globalement plus sensibles à la nécessiter de

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

protéger les espaces et les milieux naturels et la biodiversité qu'ils abritent serait une très bonne chose. Mais il serait en revanche dramatique que les décisions de financement des PNR soient subordonnées à un calcul monétaire coûts-bénéfices, prouvant que les bénéfices monétaires associés au maintien des milieux naturels sont bien supérieurs à ceux que l'on pourrait attendre de la conversion de cette espace en culture agricole (ou, autrement dit, pour continuer l'exemple proposé par Michel Marchyllie, que les services de régulation/support et/ou culturels associés au maintien soient bien supérieurs aux services d'approvisionnement attendus de la conversion). Il s'agit donc de rester prudent vis-à-vis des argumentaires en termes de SE dans cette optique et de refuser de croire que leur comptabilisation se traduira nécessairement par une mise en évidence systématique d'arguments favorables à la conservation.

Au-delà, la question de l'intégration des SE peut être mise en rapport avec la manière dont l'évaluation des politiques du PNRSE par les institutions régionales et étatiques (Fédération des parcs, CNPN, ministères…) est réalisée, durant les périodes de révision de la charte, c'est-à-dire lorsque se pose la question du reclassement et de la ré-obtention du label PNR pour le territoire. Notre analyse de la question ne peut que rester superficielle puisque nous n'avons pas suivi un processus de révision de charte. Néanmoins, d'après ce que nous en avons compris, les PNR sont évalués selon qu'ils aient, ou non, réussi à tenir les engagements fixés lors de la charte précédente (par exemple, un enjeu fort pour le PNRSE s'articulera sans doute autour de l'objectif de maintien d'un taux de 0.3% d'artificialisation du territoire sur la période de la charte en cours, ce qui correspond au maintien de la tendance moyenne d'artificialisation du territoire, sur la période 1998-2010). Ainsi, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, les objectifs fixés par les chartes de PNR doivent être, de plus en plus souvent chiffrés et déclinés en un certain nombre d'indicateurs d'évaluation dont le suivi est attribué à une équipe chargée de l'évaluation au sein du parc. Rappelons que, comme nous l'a indiqué Jean-Luc Beghin (voir chapitre 2), depuis la loi paysage les PNR sont évalués non seulement sur la qualité du territoire (valeur patrimoniale, éléments fragiles et menacés), mais aussi sur la qualité du projet (ambition politique) et la qualité du contrat (cohérence institutionnelle).

Notre analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE (chapitre 2) et de la forme de la critique écologiste du parc (chapitre 5) nous conduit à penser que les enjeux liés à l'évaluation des politiques menées risquent effectivement de se poser avec une certaine acuité à l'avenir, dans l'optique de la révision de la prochaine charte, dans la mesure où la procédure d'évaluation déclinée dans la charte de 2010 s'avère très complexe. En effet, comme nous l'avons noté dans le chapitre 5, la moitié de la charte de 2010 est composée de « *fiches-mesures* », organisées selon une structure un peu différente de la déclinaison des objectifs stratégiques du PNRSE pour la période et qui précisent, pour chacune d'entre elles quels sont les indicateurs de réalisation et/ou de résultats correspondants à la mesure en question, ainsi que les engagements spécifiques des différents signataires (Etat, Région, Département, EPCI, Communes et Syndicat Mixte), en vue de la réalisation de la mesure.

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre 5, la montée de la logique évaluative nous semble liée à la complexification de cette procédure d'évaluation, laquelle s'explique par le changement de positionnement institutionnel du parc, de plus en plus organisé « *en mode projets* », afin de jouer un rôle de pilote, de fédérateur, d'animateur, du projet de charte. Les enjeux institutionnels liés à la procédure d'évaluation des politiques des PNR (et du PNRSE

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

en particulier) s'avèrent complexes et nous n'avons pas tous les éléments en main pour les saisir pleinement, mais ceci ne constitue pas non plus l'objet essentiel de la présente recherche. A ce titre, ce que nous pouvons néanmoins souligner est qu'alors que la simplification de cette procédure nous semble être un enjeu important, nous ne sommes pas capables de concevoir comment l'intégration de référentiels en termes de SE serait susceptible d'aller dans le sens de cette simplification, bien au contraire.

Par conséquent, l'ensemble de notre analyse à partir de l'étude de cas du PNRSE nous mène à une critique sévère de l'idée (au cœur du « *nouveau pragmatisme environnemental* ») selon laquelle il serait essentiel d'intégrer des référentiels en termes de SE et des indicateurs d'évaluation de ces services, au sein des processus de décision (notamment publiques), en matière de conservation et d'aménagement du territoire. Au contraire, l'approche en termes de SE ne nous semble ni susceptible d'aboutir à la production de nouveaux éléments de connaissance permettant d'éclairer la prise de décision, ni à même de répondre aux enjeux qui se posent pourtant sur le territoire en matière d'évaluation des politiques publiques et de justification des actions de protection mises en œuvre par le parc.

Mais en réalité, ces éléments doivent plutôt être compris comme une critique empirique de l'une des ambitions théoriques du « *nouveau pragmatisme environnemental* », plutôt que comme une réponse aux questions que se posent les acteurs du PNRSE vis-à-vis de l'intégration d'une approche par les SE, puisque, comme nous l'avons déjà souligné, ces derniers n'ont jamais vraiment accordé beaucoup de crédit aux SE, compris comme de nouveaux référentiels et indicateurs au service de l'amélioration de la démarche de suivi du territoire et/ou d'évaluation des politiques menées et des actions réalisées par le parc. En revanche, ces derniers s'intéressent au deuxième grand type d'usage des SE, qui consiste à appréhender ces derniers comme des outils au service du dialogue territorial (lequel est aussi mis en avant par le « *nouveau pragmatisme environnemental* », dans une visée plus métaphorique qu'opérationnelle). C'est à cette question que s'adresse la section suivante.

2.3 Les SE comme outils de dialogue territorial : une critique de l'approche métaphorique des SE

Il s'agit de nous pencher maintenant sur la relation n°2 illustrée sur la figure n°6.1. La mise en rapport du contenu des entretiens que nous avons réalisés, avec l'analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE développée dans les chapitres 2 et 5, nous permet de mettre en évidence qu'il y a un réel intérêt, pour le PNRSE à se saisir des SE comme d'un nouvel élément d'argumentaire, au service de la critique écologiste qui lui est propre. Mais pour le comprendre, il nous faut revenir sur l'évolution du positionnement institutionnel du PNRSE, vers un fonctionnement « *en mode projets* », pour reprendre une expression de Michel Marchyllie (Entretien avec Michel Marchyllie, p.16), de même que sur la manière avec laquelle les enjeux de conservation et de développement sont pensés en articulation, par le PNRSE, à partir de ce que nous avons mis en lumière dans les chapitres 2 et 5. Ces éléments nous permettent de souligner qu'un usage ponctuel des SE, qui s'appuierait sur la cité par projets, davantage que sur la cité marchande, nous semble pertinent pour le PNRSE. Il nous faut donc d'abord justifier en quoi un usage « *par projets* » des SE (comme outils de dialogue territorial) nous semble raisonnable, avant de préciser en quoi un usage

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« *marchand* » des SE (également considérés comme outils de dialogue territorial), nous ne semble en revanche pas pertinent.

Comme nous l'avons déjà souligné, la charte de 2010 entérine le nouveau rôle du PNRSE comme « *pilote* » de la charte. Plus précisément, le PNRSE conserve son rôle « *d'opérateur* » (charte de 2010, p.21) traditionnel, qui consiste à continuer à assurer une gestion en maitrise d'ouvrage sur certains sites ou secteurs, mais aussi à s'imposer sur le plan institutionnel par le biais des procédures d'avis qu'il émet sur les projets territoriaux, notamment en matière d'aménagement et d'urbanisme. Nous avons en effet pu souligner dans le chapitre 2 le caractère central pour l'action du PNRSE de la disposition règlementaire qui indique que les documents d'urbanisme (tels que les SCoTS et les PLU) doivent être compatibles avec la charte. Mais nous avons aussi vu que l'intérêt pour le parc n'est pas de se positionner en simple évaluateur final, mais bien au contraire d'agir comme « *accompagnateur* » (ibid.) du projet d'urbanisme ou d'aménagement en question, le plus en amont possible, lorsque les marges de manœuvre sont encore suffisamment ouvertes. C'est bien toute la nuance entre la notion de compatibilité et de conformité, mais, au-delà, ce rôle d'accompagnateur des projets portés par les acteurs du territoire, ou encore celui de « *d'initiateur* » (ibid.) de nouvelles démarches, lorsque le parc « *se fait force de propositions d'actions innovantes avant de les transférer ou de les proposer à d'autres opérateurs* » (ibid.) incarne, nous l'avons vu dans le chapitre 5, le compromis domestique/par-projets sur lequel repose le PNRSE. L'ancrage du PNRSE dans la cité par projets est d'autant plus explicite lorsque celui-ci se positionne en « *animateur-fédérateur* » (charte de 2010, p.21) de l'action des différents partenaires du parc, lorsqu'il « *coordonne l'action des partenaires de la charte, veille à l'application et au respect de la charte, assure un rôle de médiation sur son territoire, fédère les réseaux de partenaires et assiste les acteurs du territoire* » (ibid.).

Cette organisation par projets recouvre donc deux dimensions essentielles, que nous avons déjà évoquées dans les chapitres 2 et 5, à savoir que le parc doit à la fois porter son propre projet (c'est-à-dire la charte) et orienter les projets des acteurs du territoire et de ses partenaires, dans le sens défini par ce dernier. Ainsi, au cœur de l'action du PNRSE se trouve le projet de conservation et de développement qu'est la charte. Ce dernier, comme nous l'avons déjà souligné, s'appuie sur une expérience passée, héritée des chartes précédentes, ainsi que sur un diagnostic fin des dynamiques territoriales. Le projet de charte est discuté collectivement au niveau local, puis il est évalué et amendé avant d'être approuvé par les instances régionales et étatiques (un processus auquel participent la fédération des PNR, le CNPN, les ministères etc.). Ainsi, un premier travail consiste à élaborer puis à mettre en œuvre le projet qu'est la charte, c'est-à-dire décliner les grandes orientations et mesures en actions opérationnelles, via la mise en œuvre d'initiatives, de programmes, de partenariats, d'actions de gestion courantes des installations, mais aussi d'actions de sensibilisation etc.

Mais, dans le même temps, comme l'a par exemple souligné Isabelle Matykowski « *le parc c'est des intercommunalités, des communes, le département, la région… ce n'est pas un O.V.N.I. à part le parc* » (Entretien avec Isabelle Matykowski, p.7). Autrement dit, le parc c'est les autres : le Syndicat Mixte tout seul ne peut pas faire grand-chose puisque l'ensemble des acteurs du territoire (les collectivités, les entreprises, les associations, les habitants, les agriculteurs, les touristes…) insufflent la dynamique de développement et de conservation qui lui est propre. Par conséquent, le deuxième volet de l'action du PNRSE consiste à s'impliquer

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dans les projets qui émergent du territoire, de sorte à les ramener dans le sens des orientations de la charte (précisément signée collectivement à cet effet). C'est ainsi que peut se comprendre le rôle de « *pilote* » (charte de 2010, p.21) du PNRSE, lequel doit maintenir une posture équilibrée, entre les deux extrêmes que sont la mise en œuvre de la charte en maitrise d'ouvrage et l'engagement et le soutien apporté aux projets qui émanent du territoire. Or, comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre 5, Michel Marchyllie précise que :

> « *Avant, notre activité consistait à 80% à monter nos propres projets afin de participer à la mise en œuvre de la charte, alors qu'aujourd'hui nous sommes à 80% dans les projets des autres, afin qu'ils participent à la mise en œuvre de la charte ; les 20 % restant étant la mise en œuvre de nos projets* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.17).

Isabelle Matykowski précise que la compétence en ingénierie de collectivités (c'est-à-dire la capacité à parler aux communes, aux EPCI, aux SCoTS etc.) constitue l'une des spécificités du PNRSE, puisque le parc a été érigé sur un territoire ayant toujours été fortement urbanisé. Nous avons montré, surtout dans le chapitre 2, que l'un des changements institutionnels importants ayant contribué à consolider le fonctionnement en mode projets du PNRSE a été l'émergence des EPCI sur le territoire, de telle sorte qu'aujourd'hui il est intéressant de se poser la question des différences entre les modalités de fonctionnement des EPCI et celle des PNR, afin de bien saisir le rôle de ces derniers. En effet, les deux structures sont bien similaires au sens où il s'agit dans les deux cas de regroupements de communes, au service d'un projet de développement territorial, mais elles diffèrent aussi profondément, pour deux raisons principales. D'une part, le projet de développement au cœur des parcs s'inscrit (comme nous l'avons vu dans le chapitre 5) dans la logique d'un « *autre* » développement, sur la base de la prise en compte des interdépendances entre conservation des milieux naturels et développement économique, alors que le projet des EPCI est généralement plus orienté vers une acceptation plus usuelle du développement économique, au service de la création d'emplois et de la croissance. Et, d'autre part, une différence majeure est que les EPCI ont, comme les autres collectivités, des compétences et une fiscalité propres, ce qui n'est pas le cas des structures PNR. Sur ce point, l'expression de Jean-Luc Beghin selon laquelle « *nous sommes des mendiants professionnels. Nous savons le faire, c'est sûr, mais nous sommes des mendiants* » (Entretien avec Jean-Luc Beghin, p.12), nous semble évocatrice.

Finalement, ce que nous conduit à penser notre analyse est que la force des structures PNR est précisément de ne pas avoir de fiscalité, dans la mesure où ceci implique de ne pas avoir de compétences et de se voir obligé de fonctionner de manière partenariale, contractuelle et volontariste, tout en sachant que, dans le même temps, l'efficacité de ce type de fonctionnement dépend aussi de l'existence de dispositions règlementaires (en matière d'urbanisme notamment) et sur l'existence d'un processus d'évaluation centralisé (via la procédure de classement et de révision), qui garantissent que les engagements des uns et des autres participent bien d'un projet commun et cohérent.

En effet, le mot important ici, celui qui traduit le cœur du fonctionnement des PNR est sans doute « *commun* ». Si les PNR peuvent être considérés comme des mendiants a-compétents, c'est peut-être ce qui garantit leur efficacité, c'est-à-dire qu'il s'agit peut-être d'une caractéristique nécessaire (compte tenu de l'état du paysage institutionnel), afin de remplir leur mission, à savoir se poser la question de la (re)création de bien commun, en

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

respectant et en réorientant la manière dont les uns et les autres pensent et mettent en œuvre leur propre projet de production de bien, plus ou moins commun, c'est-à-dire leur projet de développement pensé à une autre échelle (que ce soit celle des communes, des EPCI, du Département, de la Région, ou des entreprises, des agriculteurs, des touristes, des habitants…). L'intérêt des structures PNR serait ainsi de pouvoir penser la question du bien commun à une échelle intermédiaire, celle du territoire classé, de manière complètement ouverte et multidimensionnelle et ainsi de pouvoir proposer des pistes de ré-articulation micro/macro du développement local. Pour ce faire, une partie clef du travail du PNRSE consiste à recréer du « *nous* », du collectif, de l'appartenance et de l'identification, d'où l'importance fondamentale du registre domestique dans la critique écologiste du PNRSE. La réponse de Luc Coppin, lorsque nous lui avons demandé quel était le rôle du PNRSE selon lui, en constitue une bonne illustration :

> « *Nous faisons du vivre ensemble* (Entretien avec Luc Coppin, p.1) (…). *Le parc, je vous l'ai dit, c'est du vivre ensemble – c'est-à-dire vivre avec les autres. Autrement dit, c'est d'abord vivre. Et non pas faire de la règlementation. Tout le monde sait faire de la règlementation, mais être ouvert et être à l'écoute, non* » (Entretien avec Luc Coppin, p.7).

Or, peut-être paradoxalement, puisque ces derniers s'appuient d'abord sur les ordres de grandeur par projets et marchand, l'intégration d'une approche en termes de SE, sous certaines modalités particulières, peut effectivement contribuer à la (re)création de ce « *nous* », ou, plus précisément, aider à faire comprendre la nécessité de l'existence de ce « *nous* », c'est-à-dire le besoin de penser le développement à une échelle plus globale et de faire de la re-coordination, à partir des dynamiques qui émergent du territoire. C'est en tout cas le point de vue des personnes que nous avons interrogées. En effet, comme nous l'avons indiqué précédemment, la raison pour laquelle les SE intéressent les interlocuteurs que nous avons rencontrés est qu'ils peuvent permettre de communiquer, de traduire et d'exprimer la dimension « *systémique* » du développement territorial et l'interdépendance qui existe entre la conservation, c'est-à-dire le maintien de milieux naturels en bon état écologique et le développement, c'est-à-dire le dynamisme des activités économiques.

Nous avons, dans le chapitre 5, donné de multiples exemples de ces interdépendances fondamentales, mais il nous semble important ici de revenir sur ces derniers, puisqu'ils sont au cœur de notre questionnement. C'est ce que présente l'encadré n°6.2 ci-dessous.

Encadré n°6.2 : Les interdépendances entre conservation et développement sur le territoire du PNRSE

- Les espaces forestiers et le tourisme

Un premier élément au centre de la stratégie de conservation et de développement du PNRSE concerne le maintien des espaces forestiers et des sites à enjeux forts de protection, en raison de leur rareté à l'échelle nationale ou européenne. Comme l'explique Michel Marchyllie, si ces espaces peuvent, a priori, paraitre assez éloignés ou mis à l'abri des enjeux de développement (du fait de leur statut de protection), ils participent, en réalité, pleinement au développement économique du territoire, puisqu'ils contribuent au maintien de son attractivité, de son originalité et de son intérêt. Ainsi, la conservation des milieux naturels peut non seulement être source d'importants revenus pour le tissu économique local, liés à la fréquentation touristique (hébergement, restauration, services…), mais aussi favoriser l'implantation d'entreprises sensibles à la diffusion de leur image de marque. Cela dit, précise

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Gérald Duhayon, il s'agit (là aussi) de maintenir un certain équilibre et la sur-fréquentation est une problématique sur laquelle travaille le PNRSE :

« *Il y a beaucoup d'enjeux et de valeur économiques autour de la thématique du tourisme et des loisirs de proximité et il apparait très important de mieux organiser, structurer ces pratiques afin que ces acteurs ne scient pas la branche sur laquelle ils sont assis. Si nous faisions du tourisme de masse sur le territoire, cela durerait 10 ou 20 ans mais pas plus. Pour garder un territoire préservé il faut avoir un développement économique qui tienne compte de cette préservation, c'est tout l'enjeu du développement durable* » (Entretien avec Gérald Duhayon, p.9).

- Le maintien des prairies humides et l'agriculture

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, au-delà de la protection des milieux naturels et du tourisme et des activités de loisirs de proximité, historiquement, les activités et les implications du PNRSE se sont diversifiées. Un enjeu fort pour le PNRSE actuellement (ainsi que les autres PNR de la région, comme nous l'a indiqué David Moulin) est le maintien des prairies humides, qui constituent un élément paysager clef sur le territoire et qui abritent une part importante de la diversité biologique ordinaire. Or, ces prairies (mais aussi par exemple les saules-têtards, espèce emblème du PNRSE) dépendent du maintien des pratiques agricoles, notamment d'élevage, auxquelles elles sont inféodées. C'est pourquoi l'un des objectifs du PNRSE consiste à développer des moyens permettant de maintenir la rentabilité des pratiques d'élevage sur le territoire, ce qui peut par exemple passer par la valorisation des produits locaux, des filières et des circuits-courts, mais aussi par celle des races bovines endémiques, des savoir-faire traditionnels etc. Quand bien même la situation est fortement influencée par des éléments de contexte macroéconomiques sur lesquels le PNRSE n'a pas de prise directe, (comme la PAC par exemple ou le prix des produits agricoles et le fonctionnement des marchés internationaux…), l'objectif est de développer des moyens institutionnels pour contourner ces problèmes au niveau local.

- L'agriculture et la qualité de l'eau

En outre, comme nous l'a expliqué Daniel Mio, la question du maintien des prairies humides (et donc de certaines pratiques agricoles…) est connectée à celle de la qualité de l'eau (et donc du coût collectif de traitement de l'eau et/ou des enjeux liés aux impacts de la qualité de l'eau sur la santé humaine, animale et végétale). Celui-ci précise que le travail que fait le PNRSE au sein du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) consiste précisément à protéger les zones de captage, afin de maintenir l'accès à une eau potable de qualité. Néanmoins, il indique qu'en l'occurrence, certaines de ces zones de captage sont protégées par une couche d'argile qui constitue une protection naturelle contre la pollution. Par conséquent, il serait plus pertinent de protéger, en maintenant des prairies, et donc des pratiques agricoles adaptées et rentables, là où s'arrête cette couche d'argile, afin de maintenir la qualité de l'eau de toute la nappe. Cet exemple nous semble particulièrement représentatif des connexions et des interactions complexes entre les données biophysiques, les objectifs sociaux et politiques et les dynamiques économiques, que l'approche par les SE cherche à vulgariser, à communiquer, à faire comprendre, mais aussi à mieux appréhender en tant que tels.

- L'urbanisation et la consommation d'espace

Un autre exemple de l'interdépendance et de l'équilibre à trouver entre conservation des milieux naturels et développement et du rôle que peut y jouer le PNRSE, s'articule autour de la problématique de l'urbanisation, qui s'avère être, comme nous l'avons déjà souligné, un enjeu particulièrement fort de la charte actuelle. En effet, comme nous l'a expliqué Christophe Tesnière, la priorité du PNRSE en matière de conservation, compte de tenu des spécificités du territoire, est la protection de la vallée de la Scarpe et des zones humides. Or, relativement à cet enjeu de protection, la dynamique de la consommation d'espace constitue, comme nous l'avons déjà souligné, un enjeu central, notamment parce que le PNRSE est le PNR affichant la plus forte densité de population en France (et donc il est attendu sur le sujet par ses instances d'évaluation, alors qu'un travail important à

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dû être réalisé afin que les SCoTS intègrent cette dimension, comme le rappelle Isabelle Matykowski). Plus largement, comme l'indique Christophe Tesnière, « *c'est un sujet lié à tous les thèmes environnementaux, la question des zones humides, des boisements, du paysage, voire d'autres aspects pas spécifiquement environnementaux comme la question du patrimoine bâti* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.4).

En la matière, il apparait donc essentiel pour le PNRSE de faire comprendre que la dynamique de l'étalement urbain s'avère fortement nuisible à l'environnement, parce que la consommation d'espace n'est généralement pas pensée comme un problème en tant que tel au niveau local, alors qu'elle en est devient un, à une échelle plus globale (c'est-à-dire celle du territoire pensé dans son ensemble). L'objectif du PNRSE est donc de pouvoir peser pour rappeler l'existence de cette dimension systémique, lors de l'élaboration des documents d'urbanisme que sont les SCoTS et les PLU notamment, afin d'œuvrer à la promotion de modèles et de schémas d'urbanisme différents, qui intègrent plus franchement les enjeux environnementaux (en faisant, par exemple, plus de densité urbaine). Mais il peut s'agir aussi, comme nous l'a indiqué par exemple Daniel Mio, de limiter l'implantation sur le territoire de zones d'activités qui génèrent des aménagements lourds et une artificialisation du territoire importante, sans pour autant être en mesure de générer beaucoup d'emplois. Ainsi, alors que les enjeux fonciers et financiers liés à l'élaboration des documents d'urbanisme sont très importants, Michel Marchyllie indique que le PNRSE a conduit un travail important en la matière :

« [Lorsque] *nous avons cartographié, au 50 000ème, l'engagement et les objectifs que nous avons pris sur la trame verte et bleue, sur le territoire du parc, nous avons dessiné sur la carte des zones qui resteront zones agricoles et naturelles, que nous avons appelées cœurs de biodiversité. L'engagement qu'il y a derrière est que ces territoires doivent rester en zones A ou N du PLU. Ce sont des engagements forts ! Dessiner, au 50 000ème et se mettre d'accord, avec sur les 65 ou 55 communes classées, pour que telles et telles zones restes agricoles et naturelles, c'est un travail énorme et un engagement fort qui a été pris* » (Entretien avec Michel Marchyllie, p.22).

Nous pourrions multiplier les exemples (et développer, notamment les enjeux liés à la revitalisation d'une filière bois à l'échelle régionale, en lien avec la problématique du maintien de paysages bocagers, de coupures vertes entre les parcelles agricoles et les villages et la protection du saule-têtard, ou encore le travail effectué en lien avec le pôle trait du Nord, dont l'objectif et de permettre d'assurer la pérennité d'une race équine locale, en assurant de manière non polluante le ramassage des ordures ménagères dans les communes, tout en recréant des formes de solidarités de proximité, voire la continuité d'un savoir-faire traditionnel…), mais ceux présentés ici nous semblent suffisants afin d'illustrer qu'effectivement, le PNRSE est en demande et a besoin d'argumentaires permettant de faire comprendre ces interdépendances entre conservation et développement et de communiquer sur l'existence de cette dimension systémique, afin de remplir sa mission, comme nous l'ont indiqué nos interlocuteurs.

Ainsi, nous avons déjà indiqué dans la section précédente que la capacité de l'approche par les SE à générer de nouveaux éléments de connaissance supplémentaires des enjeux territoriaux et des interdépendances entre conservation et développement peut être assez largement relativisée. D'autre part, nous avons aussi montré, en nous appuyant notamment sur le témoignage de Gérald Duhayon, que les SE ne se présentent pas non plus comme une approche permettant de faire émerger de « *nouvelles solutions* », ces dernières étant déjà assez bien connues et identifiées par le PNRSE. En revanche, les SE représentent, aux yeux des personnes que nous avons interrogées, de nouveaux instruments de communication potentiellement intéressants et relativement facilement déployables, par exemple dans le cadre d'ateliers participatifs ou de projets de communication ponctuels, au

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

service des objectifs préalablement fixés par la charte (en matière de tourisme, d'agriculture, d'urbanisme…), afin de faire comprendre ces interactions, ces interdépendances et cette dimension « *systémique* », *a priori* complexe, ou relativement nouvelle, d'un point de vue cognitif et social.

De ce point de vue, l'appréciation des personnes que nous avons interrogées s'avère cohérente avec l'analyse de la critique écologiste du PNRSE que nous avons réalisée dans le chapitre 5 et l'analyse de la catégorie analytique de SE que nous avons proposée dans la première partie du présent chapitre. En effet, nous avons mis en évidence que la critique écologiste du PNRSE repose sur un compromis domestique/par-projets, alors que les SE reposent sur un compromis par-projets/marchand, ce qui signifie qu'ils ne sont pas complètement incompatibles. Mais ceci nous conduit aussi à mettre en avant qu'un usage des SE en tant que métaphore, désarticulée d'exercices d'évaluation monétaire (à visée de communication ou d'intégration dans des analyses de type coûts-bénéfices, classiques ou spatialisées) s'avèrerait plus pertinent, dans l'optique de sa mise au service de la critique écologiste du PNRSE, puisque l'évaluation monétaire tend à renforcer la mobilisation du registre marchand.

Autrement dit, notre analyse nous conduit à penser qu'il serait plus pertinent pour le PNRSE de faire référence à la métaphore des SE au sein d'un argumentaire orienté vers un registre par projets, davantage que vers un registre marchand. Toutefois, au-delà, nous pensons qu'il existe aussi un certain nombre de moyens alternatifs aux SE que le PNRSE pourrait mobiliser, afin de redéployer sa critique écologiste, de faire comprendre les interdépendances fondamentales entre conservation et développement, de justifier du bien-fondé de son existence et de communiquer sur les ambitions qui l'animent, en s'appuyant notamment plus directement un registre domestique, voire en développant des éléments d'argumentaire de type civique, ce qui prendrait la forme d'un rapprochement avec la critique écologiste de la décroissance. S'il s'agit du message central que nous souhaiterions adresser aux personnes que nous avons rencontrées et au PNRSE, il nous faut à présent justifier pourquoi et préciser ce que nous entendons par usage « *par projets* » et usage « *marchand* » des SE (le redéploiement de formes d'argumentaires de type domestique faisant quant à lui l'objet de la section suivante).

Commençons par indiquer en quoi pourrait consister, selon nous, le déploiement d'un usage métaphorique des SE qui insisterait sur le registre par projets, davantage que sur le registre marchand. Une approche intéressante pourrait être de mettre en place des ateliers participatifs, ou des exercices de communication ponctuels, sur un sujet particulier, correspondant aux objectifs préalablement fixés par la charte (en matière d'agriculture, de tourisme, d'urbanisme, de gestion de l'eau, de valorisation des filières locales et des circuits-courts…) afin de sensibiliser les participants sur la dimension systémique du problème, sur l'existence des interdépendances entre conservation et développement, sur les interconnexions entre les éléments biophysiques, les choix sociaux et les dynamiques économiques, de même que sur la complexité des réseaux d'acteurs présents sur le territoire. Notons qu'il s'agit bien du type d'usage des SE mis en avant par les personnes que nous avons interrogées.

Une autre utilisation « *par projets* » de la métaphore des SE pourrait consister à chercher à sensibiliser les acteurs sur la stratégie de conservation et de développement déployée dans la charte. Il pourrait notamment s'agir de partir des différentes entités

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

territoriales identifiées dans le diagnostic de territoire et dans la charte (cœur de nature, campagne habitée, espaces urbanisés… mais aussi la structure géographique de la trame verte et bleue, ou encore les différentes entités paysagères), et de demander aux participants d'identifier les SE qui, selon eux, sont liés à ces différentes entités. Ceci pourrait permettre à l'équipe technique du PNRSE de mieux se rendre compte de comment le territoire est perçu par les acteurs en présence, mais aussi de sensibiliser des derniers sur les interdépendances fondamentales entre ces différentes entités et donc sur la dimension nécessairement systémique du développement territorial.

Nous pensons que ce type d'exercice devrait sans doute être réalisé plutôt avec des acteurs institutionnels (élus, collectivités, groupements d'agriculteurs, entreprises…), qu'avec des acteurs non institutionnels (habitants, visiteurs…), non seulement parce que c'est souvent leur action que le PNRSE cherche à re-coordonner au service d'une dynamique collective, en mettant en place des projets et des partenariats, mais aussi parce que la notion de SE peut être perçue un terme intellectualisant et technocratique. Il s'agit en effet d'une critique des SE qui émane des entretiens que nous avons réalisés, ce qui nous amène à penser que, même employés en tant que métaphore (sans être articulés à des exercices d'évaluation monétaire ou de quantification), dans le cadre d'ateliers participatifs ou d'exercices de communication ponctuels, au service des objectifs préalablement fixés par la charte, les SE ne peuvent constituer une stratégie de communication majeure ou généralisable, quand bien même ils pourraient être mobilisés ponctuellement. C'est aussi ce que pointe notre analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE, dans la mesure où la mobilisation du registre par projets ne s'avère viable, selon nous, que subordonnée à celle du registre domestique. D'ailleurs, les critiques portée aux SE par certaines des personnes que nous avons interrogées (lesquelles fustigent ces derniers comme des référentiels technocratiques et trop intellectuels, c'est-à-dire déconnectés des réalités de terrain), s'apparentent aux critiques adressées par les tenants de la décroissance vis-à-vis des SE.

Ainsi, nous pensons qu'à côté des SE, qu'il existe de nombreux moyens alternatifs qui permettraient au PNRSE de rendre visible l'interdépendance entre la conservation et le développement et de communiquer sur la légitimité du parc à intervenir sur des questions de développement (puisque c'est bien de cela dont il s'agit lorsque Christophe Tesnière indique, par exemple, qu'il s'agit de faire comprendre que « *la protection de l'environnement, ce n'est pas que de la protection de l'environnement* », mais « *une valeur de développement* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.12)). Ces moyens alternatifs ont pour caractéristique commune de s'appuyer sur un registre domestique (alors que, nous l'avons vu, les SE se traduisent précisément par une mise à distance du monde domestique). Si ces éléments sont mis en lumière dans la section suivante, il nous faut auparavant préciser en quoi un usage « *marchand* » des SE, comme outils de dialogue territorial, ne nous semble, quant à lui, pas pertinent.

Plutôt que d'insister sur les dimensions « *systémiques* », les interrelations et les interdépendances complexes (ce qui peut être selon nous qualifié d'usage « *par projets* » des SE), la lecture marchande des SE consiste à insister sur les bénéfices monétaires associés à la conservation, sur la rhétorique de l'internalisation des externalités, sur la pertinence de l'évaluation monétaire, laquelle permet de « *mettre en valeur* » les SE, ainsi que sur celle des

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

analyses de type coûts-bénéfices, censées permettre une prise de décision moins systématiquement « *biaisée* » en faveur du développement.

Les entretiens que nous avons réalisés (voir section 2.1) nous ont permis de comprendre que si, globalement, les personnes que nous avons interrogées se montrent prudentes et envisagent de manière critique l'évaluation monétaire, elles ne rejettent néanmoins pas la possibilité que le PNRSE ait recours à ce type d'argumentaire et ce dernier a d'ailleurs déjà été impliqué dans la réalisation d'exercices d'évaluation monétaire, concernant notamment les zones humides, comme nous l'ont indiqué Jean-Pierre Colbeaux et Gérald Duhayon. Ainsi, si les personnes que nous avons interrogées sont bien conscientes des risques et des limites inhérentes à ce genre d'exercice, certaines d'entre elles envisagent néanmoins le recours à un usage « *marchand* » des SE, comme un élément d'argumentaire parmi d'autres pouvant être intéressant à mobiliser, notamment lorsqu'il s'agit de s'adresser à certains acteurs, comme les agriculteurs ou les collectivités.

Cette ouverture à des argumentaires de type marchand peut être mise en perspective à partir de l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE que nous avons réalisée dans le chapitre 5 et, plus précisément, rapportée à ce que nous avons mis en évidence concernant l'évolution de la stratégie de protection de la nature du PNRSE. En effet, nous avons vu dans le chapitre 5 qu'au cœur de la critique écologiste du PNRSE se trouve l'ambition d'œuvrer à la re-coordination des acteurs sur le territoire, en vue d'amorcer un « *autre* » développement (ce qui constitue bien le terreau intermédiaire entre la critique écologiste de la décroissance et celle du développement durable). Il s'agit d'une idée centrale aux PNR, « *territoires habités* », depuis leur création, puisque dès le départ l'objectif était de lutter contre la désertification rurale en protégeant, dans le même mouvement, les milieux naturels.

Néanmoins, nous avons aussi pu mettre en évidence que d'une action centrée sur le maintien des espaces forestiers et leur ouverture au public, le PNRSE s'est progressivement attaché à prendre en compte de manière plus substantielle les interdépendances entre conservation et développement, en multipliant ses domaines d'intervention, à mesure de l'intégration de nouvelles communes dans le périmètre du territoire classé. Ainsi, alors que la charte de 1998 et les précédentes étaient centrées sur la mise en œuvre de mesures de protection assez classiques, la stratégie qui consiste à œuvrer à la conservation (par exemple, des prairies humides, ou encore d'une certaine race locale bovine ou équine…) en dynamisant les activités économiques locales, qui apportent une plus-value environnementale (comme les activités agricoles moins intensives ou plus respectueuses de l'environnement, ou encore le ramassage des déchets non motorisé) est qualifiée de relativement récente, ou novatrice, par la charte de 2010 ainsi que par les personnes que nous avons rencontrées (c'est notamment ce que nous a indiqué David Moulin). Il nous semble donc que les interrogations actuelles vis-à-vis des SE, notamment dans une optique marchande, sont à mettre en regard de cette évolution. C'est notamment le sens de la remarque de Christophe Tesnière, lorsqu'il indique :

> « *Au fond, nous avons besoin d'éléments d'argumentaires. Ces éléments sur les services écosystémiques sont dans la charte parce que nous avons besoin de justifier et d'expliquer le fondement de nos actions et leur cohérence, notamment au travers des aspects environnement et développement. L'évaluation de la charte précédente pointe aussi que le volet économique était peu abordé par le Syndicat Mixte du parc.*

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ce qui était un défaut puisque c'est une source d'argumentaire puissant » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.14).

Ce que pointe ici Christophe Tesnière est que les SE n'apparaissent pas seulement intéressants en tant qu'ils permettent d'aborder le caractère systémique des questions de conservation et de développement, mais aussi parce qu'ils offrent un moyen de mettre en évidence qu'il y a un intérêt économique à protéger l'environnement et la biodiversité.

Remarquons que le même argument est largement mis en avant par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », selon lesquels il s'agit de « *parler le langage des décideurs* », c'est-à-dire un langage monétaire, fondé sur une légitimité marchande, puisque nous vivons dans un monde où cette forme de rationalité est dominante (quand bien même il serait possible de déplorer, dans le même temps, cet état de domination). En suivant cette logique, les SE (en particulier lorsqu'ils sont déployés en appui sur la cité marchande, au sein d'argumentaires mettant en avant des bénéfices économiques et monétaires associés à la conservation) sont compris comme un élément d'argumentaire efficace, parce que mobilisateur, parce que « *ça parle* ». Or, ce que nous avons vu dans le chapitre 1 est que, pour autant, l'efficacité de cette stratégie n'a jamais véritablement fait l'objet d'investigations poussées ni n'a été explicitement démontrée. Au contraire, une caractéristique des « *nouveaux pragmatistes* » est de rejeter hors de leur domaine de compétence l'analyse des mécanismes et du changement institutionnel, et donc des conséquences qu'il est possible d'attendre de la généralisation d'une telle stratégie, en vue de l'amélioration de la conservation de la biodiversité et des milieux naturels. Nous reviendrons, dans la conclusion générale, sur ce que notre analyse (et, plus précisément, la mobilisation du modèle de Boltanski et Chiapello (1999)) nous permet de conclure vis-à-vis du « *nouveau pragmatisme environnemental* » et des SE, dans une perspective plus générale.

Mais souligner à nouveau le caractère aléatoire ou assez largement doctrinal de la stratégie qui consiste à s'appuyer sur un fondement en légitimité de type marchand afin d'améliorer la conservation de la biodiversité, ou de convaincre de son bien-fondé, nous semble important à rappeler pour le PNRSE et vis-à-vis des interrogations qu'ont formulé les personnes que nous avons interrogées. Au-delà du fait que son efficacité ne soit pas démontrée, nous avons vu que cette stratégie s'avère, en outre, risquée puisqu'elle tend à économiciser la conservation, davantage qu'à dé-économiciser le développement. Elle pourrait donc s'avérer assez largement contre-productive à long terme, précisément puisque cela renforce les fondements en légitimité d'une certaine acceptation du développement sur les autres (à savoir celle du capitalisme connexionniste).

Ce que nous a permis de comprendre l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE est que ce n'est pas en s'appuyant sur l'ordre marchand que le PNRSE a réussi à fonder son projet de développement et de conservation jusqu'à aujourd'hui. Autrement dit, le déploiement d'un usage marchand des SE trancherait avec la forme de la critique écologiste du PNRSE : nous avons pu constater la faiblesse du recours à la cité marchande dans le corpus, dans le chapitre précédent. Au contraire, c'est en mobilisant d'autres formes d'argumentaires, notamment fondés sur la cité domestique, que le PNRSE est parvenu (et continue d'œuvrer) à réorienter le territoire vers une trajectoire de développement plus favorable au maintien de la qualité de vie de ses habitants et de ses milieux naturels.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

En réalité, c'est ce que montre l'histoire toute entière du PNRSE, décrit par Jean-Pierre Colbeaux comme une « *friche industrielle* » transformée en « *milieu naturel* ». En effet, nous avons montré, dans le chapitre 5, comment le passé historique minier du territoire du PNRSE (un territoire dont une partie est aujourd'hui classée au patrimoine mondial de l'UNESCO) est le symbole de cette transformation d'un développement non-durable à un développement plus durable (ou moins non-durable), en nous appuyant notamment sur le témoignage de Daniel Mio (sur ce point voir notamment l'encadré n°5.7).

Evidemment, l'exemple de l'exploitation minière est en partie trompeur, puisque l'activité d'extraction s'est arrêtée en raison de l'épuisement du charbon plutôt qu'à cause des conséquences désastreuses qu'elle a entrainées, aussi bien sur le plan environnemental que social et économique. Néanmoins, cet exemple permet d'illustrer que s'il avait été question de repenser la question du développement à partir d'une analyse comparative de l'ensemble des bénéfices monétaires et financiers liés à l'exploitation minière et de l'ensemble des bénéfices associés à la conservation des milieux naturels (ou autrement dit de repolitiser le développement à partir de fondements en légitimité de type marchand), cela n'aurait sans doute pas suffit à empêcher l'exploitation ou n'aurait conduit qu'à en modifier les modalités que de manière assez marginale. En revanche, ce que nous avons montré dans le chapitre 5 est que le fait d'avoir œuvré au ré-encadrement de la dynamique du développement industriel par des principes normatifs d'ordre domestiques, a permis de (re)politiser, de mettre en critique, de reprendre en main et de réorienter la question du développement, selon une trajectoire plus désirable, c'est-à-dire viable, sur le territoire.

Ainsi, ce que suggère notre analyse est qu'au-delà d'un usage ponctuel des SE comme outils de dialogue territorial, en appui à la cité par projets (c'est-à-dire en insistant sur le volet systémique, les interdépendances, les réseaux et les connexions), la stratégie de re-politisation de la question du développement, dans le PNRSE, s'avèrerait sans doute plus efficace via le déploiement d'argumentaires et de dispositifs institutionnels qui s'inscrivent dans une légitimité domestique, plutôt que marchande. Ceci ne signifie pas pour autant que le parc n'ait pas à s'impliquer en matière de développement économique (c'est-à-dire d'agriculture et d'urbanisme notamment), bien au contraire. Nous pensons que si la charte de 2010 montre que le parc s'oriente vers une stratégie plus « *offensive* » en matière de développement économique, le redéploiement d'une critique orientée vers les registres domestique, mais aussi civique, pourrait précisément fournir au parc de nouveaux éléments d'argumentaires solides en la matière. Nous nous attachons à développer ces éléments dans la section suivante.

2.4 Vers une relance de la critique écologiste du PNRSE orientée vers un compromis domestique/civique

Notre analyse nous conduit à montrer qu'au cœur des actions menées par le parc et des ambitions déclinées dans les chartes se trouve un travail de (re)réaction d'un espace de bien commun et de vivre ensemble à l'échelle du territoire et l'ambition de reprendre en main la manière dont s'articulent le développement économique et la conservation des milieux naturels, tout en tenant compte des projets et des ambitions nourries par les différents acteurs du territoire. Ce que nous ont permis de comprendre les entretiens réalisés ainsi que l'analyse des documents de gestion du parc est que ce dernier a besoin d'éléments d'argumentaires

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

permettant de faire comprendre à ses interlocuteurs le sens du projet au cœur de la charte, afin que celui-ci suscite une plus grande adhésion. Ceci implique de rendre visible cette interdépendance fondamentale entre conservation et développement, ou encore l'idée selon laquelle « *la protection de l'environnement, ce n'est pas que de la protection de l'environnement* », mais « *une valeur de développement* » (Entretien avec Christophe Tesnière, p.12) et donc d'assoir la légitimité des actions et des interventions du parc en matière de développement économique. C'est selon nous à partir d'un compromis domestique/par projets que le parc y parvient, lequel fait apparaitre qu'il existe un projet commun et coordonné à l'échelle du territoire : celui de l'amélioration et du maintien de la qualité de vie de ses habitants, laquelle dépend de celle des milieux naturels et de la biodiversité.

Au-delà d'un recours ponctuel aux SE, notre analyse nous conduit à proposer un ensemble de pistes, restant sans doute assez sommaires et qui mériteraient d'être discutées, mais qui permettent d'illustrer comment la critique écologiste du PNRSE pourrait être, selon nous, redéployée à partir de fondements en légitimité de type domestique et civique, tout en sachant que ces éléments n'impliquent pas de revenir à une approche plus classique de la conservation, mais s'inscrivent au contraire dans le prolongement du volontarisme affiché en matière de développement économique dans la charte la plus récente.

Plus précisément, nous sommes en mesure de suggérer trois chantiers principaux : tout d'abord, l'élargissement et la remobilisation de la catégorie analytique de patrimoine (laquelle sous semble présenter certains avantages vis-à-vis de la notion de SE) ; ensuite, la poursuite des démarches entreprises par le PNRSE en matière de développement économique, lesquelles visent à diffuser des modèles alternatifs en matière d'agriculture, d'urbanisme et de tourisme, à partir de la valorisation des initiatives et des ressources territoriales ; et enfin l'engagement un travail de réflexion et de communication plus général autour des référentiels que sont le « *développement durable* » et la « *décroissance* », ce dernier pouvant notamment s'appuyer sur une mise en relief du passé industriel minier du territoire et sur le bien-fondé des dispositions juridiques existantes dans les PNR en matière de publicité et de circulation motorisée.

De manière générale, notre analyse nous amène tout d'abord à penser que le PNRSE dispose d'autres moyens que les SE (même déployés comme métaphore, en appui à la cité par projets) pour communiquer sur l'existence d'interdépendances fondamentales entre conservation et développement, ainsi que pour faire comprendre le projet qui est au cœur de sa critique écologiste, à savoir, œuvrer à l'émergence d'un « *autre* » développement, et ce en s'appuyant plus largement sur un registre de justification domestique. En effet, les références au territoire, à la notion d'habitat (naturel et humain), à l'action d'habiter, à l'idée de vivre ensemble (entre humains et avec les entités semi-naturelles) et à l'existence de formes de solidarité de proximité, nous semblent être des éléments d'argumentaires essentiels dans l'optique de la création d'un « *nous* » collectif, à l'échelle du territoire, car ils peuvent assez facilement se faire les véhicules de mécanismes d'identification et de création d'un sentiment d'appartenance, sans lesquels aucun bien commun ne saurait être envisageable. Or, comme nous l'avons mis en évidence, l'objectif du PNRSE est bien de reposer la question du bien commun à l'échelle du territoire et de (re)politiser la question du développement, au travers duquel se joue la réalisation de ce bien commun.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

La catégorie analytique de « *patrimoine naturel* » (par opposition à celle des SE) pourrait à ce titre constituer un élément d'argumentaire intéressant à (re)mobiliser dans cette optique, puisque, comme l'a montré Godard (1990), cette dernière repose sur un compromis domestique/civique. Néanmoins, l'analyse des entretiens et de la critique écologiste du PNRSE réalisée dans le chapitre 5, nous permet de préciser et de nuancer cette proposition. En effet, comme nous l'avons montré dans les chapitres 2 et 5, le patrimoine naturel a toujours été une notion centrale afin de qualifier l'action des PNR et ce depuis leur création : l'existence d'un patrimoine naturel de qualité, c'est-à-dire reconnu d'intérêt au niveau national est toujours un critère important dans l'attribution du label « *PNR* ».

Pour autant, si l'ensemble des personnes que nous avons interrogées ont reconnu l'importance des références au patrimoine naturel pour les PNR et le PNRSE, il nous a semblé qu'à leurs yeux, cette notion appartient plutôt à ce qui est de l'ordre de l'acquis et qu'elle n'est pas aujourd'hui portée comme un élément à la pointe de ce qu'il serait possible de faire en matière de communication, pour faire comprendre le rôle des parcs et les interdépendances entre conservation et développement. Or, de notre point de vue, cette notion semble particulièrement intéressante, dans l'optique d'un redéploiement de la critique écologiste du PNRSE. En effet, le patrimoine naturel véhicule l'idée selon laquelle il existe une communauté humaine, inféodée à ce patrimoine et qu'il s'agit d'en prendre soin, parce que la communauté humaine met en jeu sa propre pérennité, au travers de la transmission intergénérationnelle de ce patrimoine commun. Cet aspect a bien été identifié par certaines des personnes que nous avons interrogées (notamment Luc Coppin, Michel Marchyllie, Jean-Luc Beghin, Daniel Mio et Jean-Pierre Colbeaux), comme nous l'avons montré dans le chapitre 5. L'intérêt de la notion de patrimoine a trait au fait qu'elle peut être liée à différentes qualités telles que « *naturel* », « *culturel* », « *architectural* », « *bâti* » ou encore « *minier* » et qu'elle ne cherche pas à dissocier ce qui relève de l'anthropique de ce qui relève du naturel. Au contraire, l'ensemble de ces éléments patrimoniaux, naturels et culturels, peuvent se faire le vecteur de l'expression d'un sentiment d'appartenance et participer à un processus d'identification social.

Toutefois, il nous faut aussi prendre en compte les critiques adressées par certaines des personnes que nous avons interrogées (et notamment David Moulin et Gérald Duhayon) à l'encontre de la notion de patrimoine. Ces dernières, nous l'avons vu dans le chapitre 5, ont été de deux types différents. L'une d'entre elles à consisté à remettre en cause la capacité de la notion de « *patrimoine naturel* » à qualifier de manière satisfaisante le territoire du PNRSE, dans la mesure où ce dernier se comprend surtout comme un territoire habité, alors que la notion de « *patrimoine naturel* » a été associée à l'idée de valeur intrinsèque de la nature. Et la seconde a consisté à nuancer l'idée selon laquelle les éléments naturels auraient fait l'objet d'un fort processus d'identification social sur le territoire et qu'ils génèreraient un sentiment d'appartenance important, précisément parce que le passé minier aurait induit un rapport d'exploitation de type industriel (et non pas domestique) au territoire.

Selon nous, le fait que les références au patrimoine soient centrales historiquement pour les PNR, mais aussi que l'acceptation de cette notion ne fasse pas pour autant systématiquement consensus, ou qu'elle engage différentes interprétations (certaines la plaçant plutôt du côté de la transmission intergénérationnelle et d'autres de la valeur intrinsèque de la nature) est précisément ce qui la rend intéressante. Nous avons aussi pointé

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dans le chapitre 5 que le travail de (re)création d'un territoire « *à forte identité humaine* », pour reprendre l'expression de Gérald Duhayon, nous semble précisément au cœur de l'action du PNRSE et que la valorisation du passé historique minier, en tant que passé, c'est-à-dire vecteur de valeurs culturelles à transmettre aux générations futures, fait selon nous partie intégrante du processus de ré-encadrement du rapport industriel à la nature, par une conception puisant ses sources dans la cité domestique.

Outre le fait que le patrimoine s'appuie sur une représentation domestique, qui nous semble plus cohérente avec la forme de la critique écologiste du PNRSE, comparativement à la notion de SE (même si nous n'excluons pas le recours ponctuel à cette dernière, comme nous l'avons déjà indiqué), nous pensons que le patrimoine présente aussi certaines forces que n'ont pas les SE, afin de communiquer sur les interdépendances entre conservation et développement. En effet, l'avantage des SE est de pouvoir mettre l'accent sur l'existence d'une dimension systémique, d'interdépendances et de connexions complexes. Néanmoins, la notion n'en reste pas moins problématique (de surcroit appliquée dans le cadre d'un territoire habité et fortement anthropisé) puisqu'il s'agit des services rendus « *par la nature* ». Autrement dit, la place de l'humain dans le processus de production des SE pose problème, comme l'illustrent les difficultés cognitives, que nous avons déjà soulignées dans le chapitre 1, liées aux services dits « *culturels* » et « *d'approvisionnement* ». Et ceci n'est sans doute pas sans rapport avec le fait que l'approche par les SE rejette, globalement, hors de son cadre d'analyse l'appréhension des mécanismes institutionnels et la question des rapports sociaux. Or, par contraste, la notion de patrimoine (naturel et culturel), nous semble mieux à même de souligner que l'état des milieux naturels à un instant t, est bien le fruit d'un rapport social de production (comme, par exemple, le saule-têtard est inféodé à une pratique agricole d'élevage et de pâturage non intensive), puisqu'il dépend de ce qu'en ont fait les générations précédentes et que sa transmission aux générations futures dépend de la manière dont il est administré, géré, piloté, pris en main, aujourd'hui.

Ainsi le PNRSE pourrait selon nous travailler à redonner à la notion de patrimoine une place plus importante, au travers de la manière dont il se met en scène et communique sur son action et sur les attraits du territoire, c'est-à-dire dans le déploiement de sa critique écologiste, en faisant la promotion d'une acceptation plus étendue de la catégorie analytique de patrimoine, ceci pouvant passer, par exemple par l'amorce d'une réflexion (la mise en place d'ateliers participatifs, ou d'exercices de communication) sur les liens entre les différentes dimensions du patrimoine (valeur intrinsèque, culturelle, identitaire, historique…) et sur ce que représente le patrimoine local, aux yeux des acteurs territoriaux et des habitants.

Dans la continuité de cette démarche, un travail réflexif autour du patrimoine naturel et culturel local, comme vecteur de développement économique pourrait être menée et s'inscrire dans la valorisation des différents programmes d'action menés par le parc en la matière, autour du pôle trait du Nord, de l'attribution de la marque PNRSE aux produits reposants sur un savoir-faire traditionnel, ou encore de l'attractivité touristique du patrimoine bâti et paysager. C'est en ce sens que le patrimoine pourrait constituer un moyen intéressant afin de penser et de traduire le projet d'un « *autre* » développement, au cœur des ambitions du parc, en insistant à la fois sur la dimension « *endémique* » et « *systémique* » du développement.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ensuite, au-delà de la (re)mobilisation de la notion de patrimoine, l'ensemble des démarches entreprises par le PNRSE au service de l'émergence d'une économie locale de proximité nous semble s'inscrire dans la même dynamique de ré-encadrement du développement territorial par une forme de légitimité domestique. C'est la raison pour laquelle il nous semble essentiel que le PNRSE poursuive dans cette voie. Dans la continuité des actions déjà réalisées par le parc en la matière, il s'agit de valoriser et d'aider à dynamiser les activités économiques et sociales locales alternatives, que celles-ci s'articulent autour de la valorisation des circuits-courts, de la vente à la ferme, des produits et des races régionaux, des savoir-faire et des pratiques traditionnels, des modèles d'urbanisme et d'habitat alternatifs, des mobilités douces, du tourisme durable etc.

Si les dispositifs institutionnels que le PNRSE est en mesure de mobiliser afin d'aider à assurer le bouclage économique de ce genre d'opération est sans doute limité (au-delà, par exemple, de l'usage de la marque PNRSE qui lui est propre), précisément parce que le parc ne peut ni en assurer la réalisation en maitrise d'ouvrage ni participer directement à leur financement, son action peut néanmoins s'avérer très utile d'accompagner la mise en place des circuits de production et des réseaux d'acteurs, de fournir une aide technique grâce à son équipe d'ingénierie et de faciliter de l'ensemble des démarches et des initiatives associatives, privées et/ou bénévoles qui émergent du territoire en se faisant la vitrine de ces dernières. Il nous semble donc très important que le PNRSE continue, pour ce faire, de se positionner « *au plus près du terrain* » et qu'il ne perde pas son ancrage dans le local, quand bien même la montée des EPCI et des SCoTS, la dissolution du SCI, ou encore l'élargissement du parc à l'échelle transfrontalière, pourraient l'y inciter.

Enfin, l'ensemble de ces actions à visée opérationnelle en matière de développement économique, que le parc doit, selon nous, continuer à mener, pourrait aussi très bien s'articuler à la mise en place d'ateliers réflexifs, d'opération de communication, de cafés-débats citoyens et autres évènements et rencontres autour de l'alimentation durable, des techniques de construction alternatives, de l'usage des monnaies locales, de la permaculture et l'agriculture biologique… un ensemble de pratiques et de réflexions qui fourmillent au sein et autour du champ de la décroissance et du développement durable. De nombreux partenariats avec le tissu associatif local pourraient sans doute être trouvés en la matière et les équipements du PNRSE (maison de la forêt, centre d'Amaury, gîte du Luron…) pourraient s'en faire plus largement la vitrine.

Nous avons pu observer dans le chapitre 5 que cet élément est déjà perçu comme un enjeu par le parc, dans la mesure où les références aux « *habitants* », à la « *sensibilisation* », la « *mobilisation* » et la « *communication* » se sont multipliées dans la dernière charte. L'organisation de ce genre d'évènement ou d'opération de communication nous semble être de bons moyens de réunir les habitants et le tissu associatif, au service du renforcement des solidarités de proximités et de la visibilité du parc sur le territoire. En outre, ces éléments pourraient constituer un moyen de sensibiliser la population (notamment dite « *néo-rurale* ») sur le passé historique minier du territoire (par l'organisation d'expositions photographiques et cartographiques, d'évènements témoignages, de circuits touristiques etc.) et sur la manière dont l'action du parc a historiquement permis d'aider à réorienter la trajectoire de développement de ce dernier.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Notons, au passage, qu'en théorie, l'affichage publicitaire et la circulation motorisée sont soit interdits soit règlementés dans les PNR, alors que ces dispositifs législatifs sont peu mobilisés en pratique et qu'ils paraissent souvent, aux yeux des personnes que nous avons rencontrées, comme des éléments tombés en désuétude ou assez largement inutilisables (notamment dans un territoire très urbain, comme celui du PNRSE). Néanmoins, ils pourraient, selon nous, constituer des leviers intéressants à mobiliser dans la perspective d'une relance de la critique écologiste du PNRSE, afin de communiquer sur ce que sont (ou ce que devraient être) les PNR. Il s'agirait de communiquer sur leur existence, de montrer en quoi celle-ci est cohérente avec le projet de développement qui anime les parcs et pourquoi ils mériteraient d'être mieux appliqués (la nocivité de la publicité pour les enfants, dans le cadre des projets réalisés en matière d'éducation à l'environnement avec le public scolaire notamment, mais aussi l'effet dégradant de l'affichage publicitaire pour le paysage, ou encore la valorisation des mobilités douces et des alternatives au déplacement motorisé comme un impératif face au réchauffement climatique…).

Si l'ensemble de ces éléments orientés vers la communication et l'évènementiel peut apparaitre assez secondaire, à première vue, comparativement aux actions plus opérationnelles que le parc peut mener par ailleurs en matière de développement économique, il nous semble qu'ils présentent néanmoins une grande cohérence avec ces derniers, non seulement parce que la réussite des dispositifs et des opérations en matière de développement économique mis en place ou menées par le parc repose aussi souvent sur une évolution des modèles, des mentalités et des représentations, mais aussi parce qu'ils pourraient permettre de renforcer, globalement, les liens entre le PNRSE, les communes et les habitants, c'est-à-dire l'ancrage du parc dans le local, la proximité, la réalité quotidienne et le vécu territorial, alors que ces dimensions sont au centre de la critique écologiste du PNRSE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion

Ce que nous permet de comprendre notre analyse du PNRSE (et notamment les chapitres 2 et 5) est qu'au cœur de la critique écologiste du PNRSE se trouve l'ambition de re-coordonner les projets de développement émanant de différentes entités territoriales (Région, Département, EPCI, Communes, agriculteurs, associatifs, entreprises, commerces de proximité, habitants…) au service des ambitions fixées (collectivement) par la charte. Cette opération nécessite que soit posée la question du bien commun, c'est-à-dire celle de savoir quelle trajectoire de développement semble être la plus souhaitable pour le territoire. Le parti-pris fondamental des PNR (et du PNRSE en particulier) est qu'aucune trajectoire de développement souhaitable et/ou durable n'est possible, sans que la conservation des milieux naturels, la protection de la nature et de la biodiversité, ne soit articulée aux enjeux de développement, au dynamisme économique, à la question de l'emploi et de la croissance. Et l'exemple du PNRSE, si l'on considère son passé historique minier est le témoin du fait que ce parti-pris répond moins à une ambition normative hors-sol, mais néanmoins à la mode (la protection de l'environnement, des « *petites fleurs et des petits oiseaux* »), qu'à un constat empirique qui s'enracine dans une histoire, une expérience réelle et un monde vécu.

D'un point de vue institutionnel, nous avons pu mettre en évidence que ce qui relève de la protection règlementaire, des milieux exceptionnels et des espèces rares, ainsi que des principaux massifs forestiers, de ce qui constitue le cœur du « *cœur de nature* », ou encore de la gestion en maitrise d'ouvrage du PNRSE sur le territoire, peut être tenu pour acquis. La charte de 2010, davantage que les précédentes, entérine une approche qualifiée de plus « *offensive* » de la conservation (Entretien avec Gérald Duhayon, p.16) et qui consiste, pour le PNRSE, non plus à faire, mais à « *faire faire* ». C'est ce que nous avons qualifié de tournant en faveur d'une gestion par projets dans le chapitre 5 et que nous avons pu lier, par ailleurs, à l'évolution du paysage institutionnel du PNRSE dans le chapitre 2, laquelle se traduit par le fait que les exigences et les ambitions environnementales des entités institutionnelles avec lesquelles le PNRSE travaille en priorité vont croissant, quand bien même elles ne sont pas pensées d'emblée en articulation, ou selon les mêmes schémas, par ces dernières. Dans ce contexte, le Syndicat Mixte du PNRSE se positionne désormais en animateur, fédérateur, initiateur, pilote de la charte et sa force, ou ce qui fonde de plus en plus tout son intérêt pour le territoire est sa capacité à intervenir dans de multiples domaines (protection de la nature, éducation à l'environnement, tourisme, agriculture, gestion de l'eau, gestion de l'après-mine, urbanisme et aménagement du territoire, inégalités socioéconomiques…), afin de canaliser et de re-coordonner les actions et les ambitions de chacun, dans le sens d'un projet commun, cohérent et le plus soutenable, c'est-à-dire viable, possible.

Pour ce faire, la première étape est de faire comprendre aux entités institutionnelles qui forgent le territoire et sa dynamique, qu'il existe un « *nous* », un collectif, à l'échelle du territoire, au sein duquel ces entités font système et ont besoin les unes des autres. Et la seconde étape est de convaincre du bien-fondé de telle ou telle démarche particulière, de réaliser une à une les ambitions du collectif en fonction des opportunités, en mettant en place des projets et des partenariats, en travaillant en commun, suffisamment en amont, dans un esprit d'ouverture. Et c'est bien parce que la seconde étape ne peut être menée à bien sans la première, que la critique écologiste du PNRSE repose sur un compromis d'abord domestique

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

et ensuite par projets, le second monde étant inévitablement subordonné au premier. C'est aussi la raison pour laquelle, selon nous, si les SE peuvent constituer un outil intéressant, selon un usage très particulier (c'est-à-dire afin de rendre visible les réseaux, les connexions, les liens et les interdépendances entre les entités territoriales – sur le plan géographique et écologique, comme dans le cas de la trame verte et bleue, ou sur le plan social et économique, en ce qui concerne les acteurs aux différentes échelles), ils n'en resteraient pas moins secondaires, c'est-à-dire subordonnés à d'autres référentiels qui, eux, donnent du corps au registre domestique (il s'agit du territoire, de l'habitat, du patrimoine, du paysage, du vivre ensemble…).

Plus précisément, nous avons distingué dans le chapitre 1 deux grands types d'usages des SE (qu'ils soient, ou non, articulés à des exercices d'évaluation de type monétaire et/ou biophysiques). Le premier (qui semble plus proche des ambitions de la Biologie de la Conservation, de G. Daily et d'InVEST) consiste à envisager les SE dans une optique opérationnelle, comme de nouveaux indicateurs permettant de produire un effet d'information supplémentaire, au service des « *décideurs* », de sorte que les « *décisions* » de ces derniers soient moins systématiquement « *biaisées* » en faveur du développement, au détriment de la conservation, laquelle produit pourtant des SE, c'est-à-dire des « *bénéfices* » pour le « *bien-être* » humain, mais qui ne sont généralement pas comptés (en réalité, pas comptables) et donc ne comptent pas.

Nous avons pu illustrer (dans le chapitre 2, via l'analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE et la présentation du projet SESEEP, mais aussi dans le chapitre 5, lorsque nous sommes entrés plus finement dans l'histoire et les ambitions du PNRSE, ou encore, dans le présent chapitre, lorsque nous nous sommes penchés sur ce que nous ont dit les personnes que nous avons interrogées) à quel point cette représentation s'avère éloignée de la réalité territoriale : non seulement il n'existe aucun décideur souverain, qui obéirait à une rationalité instrumentale et optimisatrice et qu'il s'agirait d'éclairer, mais en outre, les acteurs en présence ne semblent pas souffrir d'un problème de type informationnel, au sens où rien de nous as indiqué l'existence d'un besoin de développer de nouveaux indicateurs, afin de mieux connaitre le territoire.

En revanche, nous avons pu identifier que la stratégie de suivi et d'évaluation déployée au travers de la charte actuelle présente certaines faiblesses, principalement liées au fait que de suivre l'état et l'évolution du développement et de la conservation (gardons l'expression, quand bien même nous avons à présent compris que ces deux questions n'en font qu'une), à l'échelle d'un territoire comme celui du PNRSE est un problème éminemment complexe, et *a fortiori*, évaluer dans quelle mesure les politiques menées ont-elles été suffisamment ambitieuses, mais aussi efficaces et cohérentes, en est un autre. Nous pensons que les enjeux à venir pour le PNRSE seront, d'une part, de travailler à la ré-articulation des stratégies en termes de trame verte et bleue et en termes de paysage (en gardant à l'esprit que le registre domestique, et les référentiels que sont le patrimoine et le paysage, sont bien au cœur de la critique écologiste du PNRSE) et, d'autre part, de simplifier la stratégie d'évaluation, en la resserrant par exemple autour d'un ensemble d'objectifs plus restreints, mais transversaux (comme le suggèrent par exemple les 0.3% d'artificialisation en matière d'urbanisme, l'idée de se focaliser sur un indicateur – chiffré ou non mais facilement accessible – pourrait être étendue aux autres domaines d'intervention du parc, qu'il s'agisse

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de l'agriculture, de la gestion de l'eau, du tourisme, de la protection de la nature, de l'éducation à l'environnement, des solidarités et de la mobilisation…). Quoi qu'il en soit, à la fois en matière de suivi et d'évaluation, les SE ne nous semblent pas pouvoir constituer des outils à même de clarifier les termes du débat, ou de simplifier le processus. C'est pourquoi nous avons été amenés à dresser une critique sévère de l'usage opérationnel des SE, pour le PNRSE.

Le second grand type d'usage des SE (davantage promu par l'Economie Ecologique et notamment par R. Costanza), consiste à envisager ces derniers comme une métaphore, un outil de communication, présentant un intérêt principalement cognitif, quand bien même, nous l'avons vu dans le chapitre 1, cet usage métaphorique des SE peut être articulé à des exercices d'évaluation monétaires visant à « *révéler* » la valeur des SE, mais sans que le résultat de ces évaluations ne soit, ensuite, associé à un processus de prise de décision particulier. Par contraste avec le premier, il s'agit d'une forme d'utilisation des SE qui semble intéressante aux yeux des personnes que nous avons interrogées et qui nous semble, en partie, cohérente avec notre analyse du fonctionnement institutionnel du PNRSE et de la forme de sa critique écologiste.

En effet, l'analyse des registres de justification sous-jacents à la catégorie analytique de SE, ainsi que celle de la forme de la critique écologiste du PNRSE nous conduit à nuancer certaines des ambitions émises par les personnes que nous avons interrogées, vis-à-vis d'un usage métaphorique des SE, au service des ambitions préalablement fixées par la charte. *In fine*, si nous pensons qu'un usage des SE qui prendrait appui sur la cité par projets pourrait s'avérer intéressant, en revanche, nous pensons qu'il s'agirait d'éviter de mobiliser les SE en appui à la cité marchande. En effet, selon nous et comme nous l'ont indiqué les personnes que nous avons interrogées, les SE peuvent constituer un bon outil pour le PNRSE, afin de communiquer sur les dimensions systémiques de la conservation et du développement, sur les interdépendances et les connexions et l'existence de réseaux complexes, à la fois entre les entités naturelles et humaines, ainsi qu'entre les entités humaines (lesquelles influencent les entités naturelles).

Toutefois, là où la question devient délicate est que si nous comprenons bien que le parc se trouve aujourd'hui confronté à la nécessité de déployer une approche plus offensive en matière de développement économique (puisque, nous l'avons vu, les enjeux de conservation et de développement sont intimement liés), ou, autrement dit, qu'il existe bien une relation de type économique qui relie la conservation et le développement (c'est-à-dire qu'il peut effectivement y avoir, dans certains cas, un intérêt économique associé à la préservation des milieux naturels), il ne nous semble néanmoins pas pertinent que le PNRSE multiplie ou développe le recours à l'évaluation monétaire comme élément d'argumentaire au service de la conservation. En effet, premièrement, développer un usage marchand des SE comme outils de dialogue territorial nous semble risqué, compte tenu de l'ensemble des difficultés théoriques et méthodologiques liées à l'évaluation monétaire (concept de valeur économique totale, marchandisation au moins fictive ou théorique de la nature, problèmes interprétatifs…), sachant, en outre, que les résultats peuvent s'avérer très incertains ou aléatoires (c'est-à-dire que rien ne garantit qu'ils soient, *in fine,* favorables à la conservation)… du fait même de ces difficultés théoriques et méthodologiques. En réalité, l'ensemble de ces éléments sont déjà bien identifiés par les personnes que nous avons interrogées et il nous a souvent été indiqué

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

que, si le parc est en recherche d'argumentaires économiques, afin de montrer les interdépendances entre conservation et développement, franchir le pas de la monétarisation et de la marchandisation ne leur semble, pour autant, pas souhaitable. Ceci nous amène à notre deuxièmement.

En effet, nous comprenons que pour le PNRSE il puisse paraitre, *a priori*, intéressant de disposer d'éléments d'argumentaires permettant de montrer que telle ou telle mesure de protection permettrait de générer un revenu ou des bénéfices économiques, notamment lorsqu'il s'agit d'engager un travail avec des institutions ou des partenaires dominées par la rationalité marchande ou industrielle. Néanmoins, notre analyse tend à montrer que ceci serait contraire à la démarche suivie par le PNRSE depuis sa création, c'est-à-dire que la multiplication des prises d'appui sur la cité marchande ne nous semble pas cohérente avec la forme de la critique écologiste du PNRSE. Au contraire, notre analyse tend à montrer que l'objectif du PNRSE est de faire prendre conscience et de démontrer le caractère multidimensionnel du développement, dans ses aspects à la fois économiques, mais aussi sociaux et écologiques, ce qui passe en premier lieu, par le ré-encadrement des enjeux de développement par une légitimité de type domestique. C'est ce que pointe notamment l'exemple de la reconversion du territoire d'une « *friche industrielle* » en « *milieu naturel* », c'est-à-dire une grande partie de l'histoire du PNRSE. Autrement dit, le cœur du message du PNRSE est que n'importe quel type de développement n'est pas socialement acceptable, dans la mesure où seule une trajectoire de développement domestique, c'est-à-dire favorable au maintien de la qualité de vie du territoire, de ses habitants et des milieux naturels, est légitime.

C'est pourquoi le redéploiement de la critique écologiste du PNRSE en appui aux registres domestique et civique, qui insisterait sur le vivre ensemble, la nécessite de repenser collectivement un développement au service de la qualité de vie de tous les habitants et des milieux naturels, nous semble mieux permettre le renforcement de la légitimité du PNRSE à intervenir en matière de développement économique, que le recours à des outils argumentatifs de type marchands, à l'image de l'évaluation monétaire. Afin de poursuivre le travail déjà engagé par le PNRSE dans cette voie, nous avons commencé à avancer trois pistes de travail et de réflexion principales, qui mériteraient sans doute d'être discutées et affinées.

Tout d'abord, l'élargissement et la (re)mobilisation de la catégorie analytique de patrimoine, en mettant en avant sa double dimension culturelle et naturelle et ses liens avec le développement économique du territoire. En effet, le patrimoine permet bien de re-politiser la question du développement, c'est-à-dire de le ré-encastrer au sein d'un principe normatif qui le limite et lui donne du sens, dans la mesure où il traduit bien l'idée selon laquelle l'état des milieux naturels dépend d'un héritage du passé, de pratiques et de savoir-faire locaux, qu'il s'agit de transmettre aux générations futures. Au-delà de la notion de patrimoine, la mise en scène du paysage, de l'action d'habiter, du vivre ensemble et du bien commun nous semble aussi être importante, dans l'optique d'un redéploiement de la critique écologiste du PNRSE, plus clairement orienté vers les cités domestique et civique.

Ensuite et en cohérence avec ces éléments, l'ensemble du travail entrepris par le PNRSE autour de la valorisation des activités économiques et des pratiques sociales alternatives (telles que les circuits-courts, l'urbanisme et le tourisme durable, les mobilités douces…), qui apparait assez novateur dans la charte de 2010, nous semble particulièrement intéressant et il nous semble essentiel que le PNRSE continue d'œuvrer à la consolidation

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'un tissu économique local de proximité, en mettant à disposition des acteurs locaux l'ensemble de ses compétences en matière d'ingénierie, à la fois sur le plan technique et en matière de montage de projets en réseaux. Enfin, ces actions à visées opérationnelles pourraient aussi, selon nous, être consolidées via le développement d'outils de communication et la mise en place d'évènements (en partenariat avec les acteurs locaux et grâce aux équipements du PNRSE) visant à valoriser ces pratiques alternatives et à rendre visible de travail de réappropriation politique du développement qui les sous-tend.

Si ces trois éléments nous semblent importants, ceci n'exclut pas, rappelons-le, un usage ponctuel de la notion de SE, en appui à la cité par projets, c'est-à-dire en insistant sur la dimension « *systémique* » du développement et de la conservation. Mais l'analyse de la forme de la critique écologiste du PNRSE que nous avons réalisée, nous conduit à relativiser l'importance que pourraient avoir ces derniers, notamment vis-à-vis des ambitions affichées par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* ».

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Si le chemin parcouru au cours de cette troisième et dernière partie fut long, notamment dans le chapitre 5, voire quelque peu ésotérique, à première vue, disons alors qu'il s'agit de la « *magie* » de Prospéro (en référence au personnage de *La Tempête* de Shakespeare). Car c'est un exercice délicat que de présenter à la fois le résultat d'une enquête (laquelle portait, rappelons le sur une dizaine d'entretiens ainsi que sur un ensemble de documents de gestion du PNRSE, au-delà de notre expérience d'observation participante dans le projet SESEEP), en tant que restitution de ce qui « *est* », mais aussi de dévoiler dans le même mouvement l'ensemble des outils et des stratégies déployés afin d'y parvenir, le risque étant que le résultat apparaisse alors comme une construction prédéterminée par celle de notre propre cadre d'analyse.

Toutefois, la posture épistémologique prospérienne et celle de l'EC est de considérer que tous les outils, qu'ils soient mathématiques, statistiques ou qualitatifs reposent sur des fondements qui engagent l'interprétation du chercheur et que, par conséquent, la valeur scientifique des résultats dépend aussi de la manière dont est explicité ce cadre interprétatif, de sorte qu'il puisse être justifié et mis en critique. En outre, nous nous sommes attachés à détailler l'ensemble des éléments méthodologiques qui nous ont permis de parvenir à notre résultat, car si Prospéro est déjà utilisé par certains chercheurs conventionnalistes, il ne s'agit pas pour autant d'un outil très commun, ce qui fournit aussi à notre analyse une certaine originalité. Et nous avons cherché à exposer ces éléments méthodologiques, essentiels à la compréhension des résultats, tout en les rattachant à une réflexion épistémologique et théorique, dans un souci de donner à voir la cohérence de notre démarche d'ensemble. Rappelons les composantes essentielles de cette dernière.

L'apport théorique principal de la thèse est de proposer de modéliser l'écologisme, à partir de l'EC, non pas comme un ordre de grandeur légitime, mais comme une critique du capitalisme au sens de Boltanski et Chiapello (1999). Nous avons montré, dans le chapitre 4, en nous intéressant à la construction historique de l'écologie politique, que l'endogénéisation d'une partie de la critique écologiste lors du passage du deuxième au troisième esprit du capitalisme et via l'émergence de la cité par projets, a eu pour conséquence une pluralisation des formes contemporaines de critiques écologistes, plus ou moins subversives vis-à-vis des principes normatifs qui sous-tendent le troisième esprit du capitalisme, allant de la décroissance à la croissance verte en passant par le développement durable.

Sur cette base nous avons caractérisé, dans le chapitre 5, la forme de la critique écologiste du PNRSE. Il ne s'agit pas de dire que le PNRSE peut être compris comme une « *critique du capitalisme* », mais plutôt que ce dernier tend à avoir recours à des éléments idéologiques, c'est-à-dire à « *un ensemble de croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p.35), susceptibles de se rattacher à une ou plusieurs formes de critiques écologistes, afin de définir, de mettre en scène et de justifier les ambitions qui l'animent, c'est-à-dire le sens de son projet de développement et de conservation.

Ce modèle d'analyse nous a permis de mettre en évidence, d'une part, qu'historiquement, la critique écologiste du PNRSE est passée d'un type de compromis domestique/industriel à un compromis domestique/par projets (chapitre 5). Nous avons aussi

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

souligné que ce compromis ne s'avère viable que parce que les appuis à la cité par projets sont subordonnés à ceux de la cité domestique et que l'affirmation du registre par projets est surtout liée à un certain nombre de changements dans la manière avec laquelle le PNRSE se positionne dans le paysage institutionnel (en assurant de moins en moins une gestion en maitrise d'ouvrage et de plus en plus partenariale), mais qu'elle est aussi liée à l'évolution de la stratégie de protection de la nature du PNRSE, d'une action orientée vers le patrimoine et le paysage à une approche formulée en termes de trame verte et bleue et de réseaux écologiques. L'étude des registres de justification, des mises en récit des sources de l'indignation, des modalités de qualification des êtres humains et non humains et des dispositifs institutionnels mobilisés par le PNRSE nous a permis de mettre en évidence que la critique écologiste de ce dernier occupe un espace intermédiaire entre la décroissance et le développement durable.

D'autre part, notre modèle d'analyse nous a permis d'appréhender les SE comme des outils de justification qui s'ancrent dans une stratégie argumentative spécifique, laquelle puise sa légitimité dans les ordres de grandeur par projets et marchand, ce qui en fait un dispositif important de la critique écologiste de la croissance verte (chapitre 6). Par conséquent, la critique écologiste du PNRSE et l'approche par les SE partagent un ancrage normatif commun : celui de la cité par projets. Mais notre analyse nous permet d'aller plus loin et de préciser sous quelles modalités il peut s'avérer (ou non) intéressant pour le PNRSE de mobiliser une approche en termes de SE, car, nous l'avons vu notamment dans le chapitre 1, la question de la pertinence et celle des modalités du déploiement des SE sont interdépendantes.

En l'occurrence, nous ne pensons pas qu'un usage opérationnel des SE permette ni d'améliorer la stratégie de suivi du territoire mise en place par le PNRSE, ni de simplifier la démarche d'évaluation des politiques menées par ce dernier et ses partenaires. Pourtant, nous avons bien identifié que ces deux éléments constituent, selon nous, des enjeux auxquels sera confronté le PNRSE, dans l'optique de la révision de la charte actuelle et de la préparation de la prochaine notamment. En effet, un premier enjeu pour le PNRSE serait de parvenir à réarticuler les deux modalités de représentation du territoire que sont l'approche paysagère et l'approche par la trame verte et bleue et les réseaux écologiques. Si le déploiement d'outils de mesure des SE (alors plutôt géographique et/ou biophysique) tendrait à mieux s'articuler avec les représentations en termes de trame verte et bleue, puisque tous les deux insistent sur l'importance des connexions, des interdépendances et des réseaux, il n'en reste pas des outils très complexes à mobiliser pour des résultats très incertains (comme l'a montré l'expérience SESEEP, présentée dans le chapitre 2). De surcroit, nous pensons que la multiplication des références et des indicateurs relatifs à la cité par projets pourrait s'avérer risquée et serait susceptible de causer une certaine perte de repères, dans la mesure ceci pourrait faire basculer le compromis domestique/par projets sur lequel repose la critique écologiste du PNRSE (la viabilité de ce dernier reposant sur la centralité du registre domestique).

Un deuxième enjeu pour le PNRSE sera certainement, selon nous, d'œuvrer à la simplification de la démarche d'évaluation des politiques menées par le parc (même si ce dernier est tributaire, sur ce point de ses instances d'évaluation, c'est-à-dire du CNPN et d'un travail collectif engagé avec la Fédération des PNR). Cette dernière est en effet rendue de plus en plus complexe à mesure que le parc se positionne « *en mode projets* », car la capacité du parc à atteindre les ambitions politiques fixées (collectivement) dans la charte dépend de plus

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

en plus de l'ensemble des actions réalisées par ses signataires et ses partenaires. Si, là aussi, la complexité de la situation peut, selon nous, s'expliquer par l'existence d'un conflit entre, d'une part, des méthodes d'évaluation de l'efficacité et de la performance liées à la cité industrielle, alors que le fonctionnement du PNRSE relève de plus en plus de l'ordre par projets, il n'en reste pas moins que nous ne voyons pas comment l'adoption d'une approche en termes de SE pourrait simplifier ce problème, en raison des difficultés conceptuelles et méthodologiques inhérentes aux SE.

Notre analyse nous conduit donc à une critique sévère d'un usage opérationnel des SE pour le PNRSE, mais ceci s'apparente à une critique des ambitions normatives des « *nouveaux pragmatistes* », davantage qu'à une réponse que nous serions en mesure d'apporter aux représentants du PNRSE que nous avons rencontrés. En effet, ces derniers s'intéressent plutôt au second grand type d'usage des SE, c'est-à-dire à un usage plus métaphorique qu'opérationnel, au sens où il s'agirait moins de mesurer afin de produire un effet de connaissance supplémentaire, que de convaincre et de mobiliser.

Selon nous, un usage ponctuel des SE compris comme des outils de dialogue territorial, en appui à la cité par projets, c'est-à-dire en insistant sur les connexions et les interdépendances, à la fois entre les milieux naturels et les activités économiques et récréatives, ainsi qu'entre les différents acteurs du territoire, pourrait s'avérer intéressant pour le PNRSE. Toutefois, nous ne pensons pas qu'un déploiement des SE en appui à la cité marchande, lequel consisterait à développer ou à s'appuyer sur des techniques d'évaluation monétaire, pour faire prendre conscience de ces interdépendances, s'avère quant à lui approprié. Ceci reviendrait en effet, pour le PNRSE, à s'engager sur une pente glissante, compte tenu des risques et des limites bien connus (y compris par les personnes que nous avons interrogées) de ce genre d'évaluation, mais aussi parce que cela reviendrait à justifier la conservation à partir d'une légitimité marchande, alors qu'au cœur de l'action du PNRSE, depuis sa création, se trouve l'ambition d'avancer dans le sens inverse : celui de la domestication du développement.

C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il existe un ensemble de moyens alternatifs aux SE dont le parc pourrait se saisir afin de redéployer sa critique écologiste dans un sens prenant plus appui sur des formes de légitimité domestique et civique (élargissement et remobilisation de la catégorie analytique de patrimoine naturel et culturel, poursuite de l'implication du PNRSE en faveur d'une économie locale de proximité et déploiement de dispositifs de communication valorisant les initiatives territoriales en matière de modes d'agricultures, d'alimentation, d'habitat et de mobilité alternatifs…).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« *La lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.*

C'est pourquoi il nous faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? (…)

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, pour *quoi on lutte et pas seulement* contre *quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus* ».

Michel Bosquet (André Gorz), 1975, « Leur écologie et la nôtre », *Ecologie et Politique*, Galillée.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION GENERALE

Le présent travail de thèse est parti d'un constat, celui du caractère paradoxal des services écosystémiques (SE) : ces derniers tendent à devenir aujourd'hui un référentiel dominant en matière de conservation et de lutte contre l'érosion de la biodiversité, alors qu'ils restent, dans le même temps, très controversés. Nous avons cherché à mieux comprendre ce qui peut expliquer ce paradoxe, ainsi que les termes de cette controverse. Notre démarche a consisté à poser la question de la pertinence et des modalités du déploiement d'une approche par les SE, dans le cas du PNRSE, afin de pouvoir étudier, de manière plus large, le potentiel transformateur des SE vis-à-vis des dynamiques institutionnelles qui régissent les rapports entre la conservation et le développement.

Dans le cadre de la présente recherche, nous nous sommes focalisés sur les SE comme de nouveaux référentiels d'action et d'évaluation au service de la décision publique, en matière de conservation et d'aménagement du territoire et nous avons délibérément tenus à distance la question des outils de marché ou de quasi-marché liés aux SE et à la biodiversité (du type Pariements pour Services Ecosystémiques (PSE), mécanismes de crédits, banques de compensations etc.), pour un certain nombre de raisons liées au cas d'étude sur lequel nous nous sommes appuyés (c'est-à-dire celui du PNRSE et l'expérience SESEEP). Ceci constitue sans doute l'une des limites de notre analyse et de sa capacité de généralisation, alors que plusieurs ouvrages récents sur les SE accordent, quant à eux, une place importante aux mécanismes de PSE (Laurans et al., 2011 ; De Sartre et al., 2014 ; Méral et Pesche, 2016).

Une autre limite est que nous nous sommes basés sur une étude de cas particulière : celle du PNRSE, que nous n'avons de surcroit abordée qu'au travers d'une analyse de ses documents de gestion ainsi que via une dizaine d'entretiens semi-directifs réalisés principalement avec des membres de l'équipe technique du parc et certains élus, alors que d'autres matériaux empiriques auraient pu nourrir notre analyse (via la conduite d'entretiens avec d'autres signataires, ou partenaires du PNRSE, ou encore une l'étude d'articles de presse à l'aide de Prospéro etc.). Parmi les membres de l'équipe technique du PNRSE il est dommage que nous n'ayons pas eu la possibilité de conduire un entretien avec les responsables des pôles développement et communication (pour des raisons pratiques liées à un changement de poste notamment puis à des contraintes de disponibilités respectives). Ceci nous aurait en effet certainement permis d'alimenter les chapitres 5 et 6 (c'est-à-dire la caractérisation de la forme de la critique écologiste du PNRSE, ainsi que l'étude des apports des SE comme « *outils de développement* » et/ou de « *communication* », mais aussi celle des moyens alternatifs aux SE).

Toutefois, d'une part, le fait d'avoir produit une analyse sociohistorique assez importante des SE dans le chapitre 1, mais aussi d'avoir rattaché ces derniers à la posture du « *nouveau pragmatisme environnemental* » et surtout, d'autre part, le fait de nous être appuyés sur le cadre théorique de l'Economie des Conventions, constituent deux éléments à partir desquels il nous semble possible de généraliser, à partir de l'étude de cas du PNRSE que nous avons réalisée. Mais pour le comprendre, revenons-en tout d'abord aux termes de la controverse et au « *paradoxe* » des SE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. Les SE et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » : une approche controversée mais dominante et qui doit être mise en critique

Outre la question des PSE, les controverses liées aux SE, nous l'avons vu dans le chapitre 1, ont trait aussi bien à la définition de la notion de SE qu'aux outils d'évaluation qui y sont liés et elles traduisent l'existence d'un certain flou, ou au moins d'une certaine hétérogénéité, quant aux types d'usages possibles ou préconisés des SE (simple métaphore, outils à visée de communication, amélioration de processus de prise de décision, évaluation monétaire et/ou biophysique etc.). Ce flou ou cette hétérogénéité alimentent à leur tour une certaine incertitude quant aux effets de la généralisation de l'approche par les SE, dans les politiques de conservation. Revenons d'abord sur la question de la définition des SE, avant d'aborder celle de leurs outils d'évaluation.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, la notion de SE s'avère problématique dans la mesure où elle vise, d'un côté, à s'appuyer sur le « *nouveau regard* » sur la nature, véhiculée par la biodiversité (Chevassus-au-Louis, 2006), en insistant sur la complexité et les interdépendances liées aux processus écosystémiques, mais elle cherche aussi, d'un autre côté, à être « *pédagogique* », en réduisant cette complexité à un ensemble de catégories se voulant relativement simples, stables et ordonnées. Cette ambigüité explique selon nous la variabilité les définitions des SE dans la littérature, de même que celle des « *cadres conceptuels* » reliant la biodiversité, les « *fonctions* » ou les « *processus* » écosystémiques, aux SE eux-mêmes, ou encore les différences de catégorisation entre les services dits de « *supports* » et de « *régulation* » (Daily, 1997 ; Costanza et al., 1997 ; De Groot et al., 2002 ; MEA, 2005 ; Hein et al., 2006 ; Boyd et Banzhaf, 2007 ; Wallace, 2007 ; Costanza, 2008 ; Fisher et al., 2009 ; TEEB, 2010d). En nous appuyant sur les travaux de Maris (2014), nous avons noté qu'en tous cas, la notion de SE reste ancrée dans une conception anthropologique particulière des relations homme-nature, qui correspond non seulement à la vision moderne, mais aussi à une logique utilitariste et libérale, ce qui n'est pas sans poser problème, notamment dans l'optique de la généralisation de l'approche par les SE dans les politiques internationales de biodiversité (Larigauderie et al., 2012 ; Teillac-Deschamps et Clavel, 2012).

Concernant les outils d'évaluation des SE, nous avons cherché à ne pas dissocier l'analyse (critique) de ces derniers de celle de leur finalité d'usage. Autrement dit, nous nous sommes efforcés de penser de manière interdépendante la question de la pertinence et celle des modalités du déploiement d'une approche par les SE. Nous avons en effet distingué deux grands types d'usage des SE : un usage métaphorique, d'une part, à visée de communication et de conviction, pouvant être associé à une évaluation de type monétaire (comme le font par exemple Costanza et al., 1997, ou encore la TEEB, 2010a), ou bien associé à une utilisation de la notion de SE seule, sans que ces derniers ne soient véritablement évalués (Norgaard, 2010) ; et un usage plus opérationnel des SE, l'évaluation de ces derniers étant alors associée à un processus de prise de décision particulier. Dans ce dernier cas, l'évaluation des SE peut être réalisée en termes strictement monétaires (comme dans le cas des analyses coûts-bénéfices classiques), ou en termes monétaires et/ou biophysiques, géographiques et/ou qualitatifs (comme dans l'outil InVEST ou encore à l'image de ce qui a été réalisé dans le projet SESEEP).

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Les enjeux relatifs à l'évaluation monétaire des SE traversent donc en partie ces deux grands types d'usage des SE et ils sont suffisamment importants pour que nous rassemblions ici quelques éléments de conclusion à leur égard. Sans revenir sur la crédibilité de ces exercices d'évaluation monétaire (c'est-à-dire leur capacité à proposer un chiffrage robuste), laquelle ne nous semble pas évidente, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, revenons plutôt ici sur les liens entre « *monétarisation* » et « *marchandisation* ». Si nous avons bien distingué la question de la production d'outils d'évaluation de celle de la mise en place d'outils de marché (ou de quasi-marché) liés aux SE, ce que montrent les travaux critiques de l'évaluation monétaire en Economie Ecologique est que ces deux éléments ne sont néanmoins pas complètement indépendants. En effet, le processus d'attribution d'un chiffre monétaire implique bien de faire « *comme si* » les objets de l'évaluation pouvaient être appréhendés comme des biens et services correspondant au statut de marchandise (Spash, 2008). C'est bien toute l'ambigüité du concept de « *valeur économique totale* » (Pearce et Moran, 1994 ; Chevassus-au-Louis et al., 2009) et c'est aussi la raison pour laquelle la monétarisation des SE pose problème : cette dernière peut être associée à la « *marchandisation* », ou en faciliter la mise en œuvre effective, puisqu'elle y prépare le terrain, au moins cognitivement.

C'est pourquoi la stratégie d'un usage métaphorique des SE s'appuyant sur l'évaluation monétaire comme instrument de conviction s'avère, selon nous, risquée voire paradoxale, au sens où elle contribue à préparer cognitivement le terrain d'une seconde étape, qu'elle ne vise pourtant pas à franchir… si l'on s'en tient aux ambitions qu'elle affiche. Ainsi, nous avons pu mettre en évidence dans le chapitre 6 qu'analysée à la lumière des *Economies de la grandeur*, la monétarisation des SE (même à visée de communication) peut être appréhendée comme une marchandisation de la conservation, au sens où l'utilisation d'outils d'évaluation monétaires revient à légitimer la conservation et la lutte contre l'érosion de la biodiversité, à partir d'un registre marchand. Ces éléments sont d'ailleurs explicitement reconnus par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », puisqu'au fondement de la doctrine se trouve une croyance dans l'efficacité de l'évaluation monétaire, à partir de l'idée selon laquelle « *ça parle* », dans un monde dominé par la rationalité marchande (TEEB, 2010a ; 2010d).

Mais, nous nous sommes également penchés sur la question, les outils d'évaluation des SE (notamment à visée opérationnelle) ne sont pas tous ou pas seulement monétaires. Nous avons vu dans le chapitre 1 qu'une nouveauté consiste à modéliser la répartition territoriale de bouquets de SE, à partir d'un ensemble de modèles pouvant incorporer des données biophysiques, géographiques, qualitatives et/ou monétaires. L'outil caractéristique de cette démarche d'évaluation des SE est InVEST, développé par Kareiva et al. (2011) dans le cadre du projet *Natural Capital*. En ayant analysé cet outil d'assez près, nous avons pu lui adresser un certain nombre de critiques dans le chapitre 1, sachant, par ailleurs, que nous avons pu observer une application concrète de ce type de démarche dans le cadre du projet SESEEP, sur le territoire du PNRSE, quant bien même les techniques de quantification des SE employées dans SESEEP étaient assez éloignées et plus sommaires que celles d'InVEST. Reprenons ici quatre de ces critiques.

Premièrement, la complexité de l'exercice de modélisation et d'évaluation des SE (et, souvent, de la biodiversité) est telle que ce dernier demande des ressources humaines, techniques et financières importantes, de même que des bases de données disponibles très

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

précises et détaillées, ce qui rend la diffusion, mais aussi l'appropriation et finalement la mise en critique de cet outil très délicate. Deuxièmement, nous avons mentionné l'incertitude stratégique qui caractérise ce type d'outil, puisque la cartographie des SE, d'un côté, et de la biodiversité, de l'autre, revient non plus à penser les premiers au service de la seconde, mais à considérer ces deux éléments comme deux objectifs distincts de politiques publiques, pouvant être complémentaires ou contradictoires, selon les cas. C'est ce que montre toute la littérature autour des « *trade-offs* » entre types de SE et entre les SE et la biodiversité (Chan et al., 2006 ; Polasky et al., 2008 ; Nelson et al., 2009 ; Tallis et Polasky, 2009 ; De Groot et al., 2010 ; Kareiva et al., 2011).

Troisièmement, nous avons vu dans le chapitre 1, en nous appuyant sur l'analyse de Milian et Rodary (2010), que les outils d'évaluation spatialisés des SE s'apparentent à des analyses coûts-bénéfices spatialisées, ou à des outils de priorisation de deuxième génération, ouvrant la voie à un processus de rationalisation de la décision publique en matière d'aménagement et de conservation dans un contexte budgétaire tendu. Pourtant, ces outils sont généralement présentés comme une « *aide* » à la décision publique, qui permettraient de fonder cette dernière sur des données plus fines et des calculs plus sophistiqués (étant donné qu'elle serait souvent « *mal informée* » et « *biaisée* » en faveur du développement).

Enfin, quatrièmement, nous avons évoqué le caractère performatif des outils qu'il est possible de présenter comme « *pluralistes* » parce qu'ils se basent à la fois sur des unités de comptage monétaires et biophysiques et/ou qualitatives, au sens où ils tendent à préconiser assez largement la mise en place de mécanismes de type PSE. En effet, les éléments de comptage monétaires des SE intégrés dans ces outils spatialisés sont généralement issus de la méthode d'évaluation dite des « *prix de marché* », ce qui permet de réduire l'incertitude liée à l'évaluation monétaire de la « *valeur économique totale* » des SE. Mais en conséquence, plus les mécanismes de PSE et de marché ou de quasi-marché seront développés et institutionnalisés, plus les valeurs monétaires qu'il sera possible d'intégrer dans ces processus d'évaluation spatialisés des SE seront élevées et donc plus ces derniers pourront permettre de trancher en faveur d'un scénario ou d'une politique favorable à la conservation. Il est remarquable que l'ensemble de la littérature autour d'InVEST citée ci-dessus préconise ainsi, comme un résultat découlant de leur analyse, la mise en place de mécanismes de PSE.

Reste une dernière possibilité quant aux outils d'évaluation des SE : les analyses multicritères. Si ces dernières peuvent s'avérer intéressantes, notamment dans le cadre de processus participatifs et/ou délibératifs (Messner et al., 2006 ; Proctor et Drechsler, 2006 ; Munda, 2010), elles restent entourées d'un certain nombre de questions dans la littérature en Economie Ecologique (Spash, 2007b ; Zografos et Howarth, 2008; Vatn, 2005b ; 2009). Notons qu'en la matière, si les SE n'ont pas véritablement apporté de nouveaux éléments, les remarques formulées à l'égard de l'évaluation monétaire ci-dessus restent valables appliquées aux analyses multicritères qui intègrent des unités de mesure monétaires, à savoir que l'appréhension de la « *valeur économique totale* » pose problème puisqu'elle transforme la nature ou le statut de l'objet de l'évaluation en marchandise (même fictive), alors que celle des prix de marché s'avère performative. La différence avec les outils spatialisés est, d'une part, que les différents critères (économiques, biophysiques, sociaux et qualitatifs…) peuvent faire l'objet d'une pondération explicite ne s'apparentant pas à un processus d'optimisation et, d'autre part, que les préférences en matière de pondération des critères peuvent être

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

construites dans le temps, explicitées, modifiées et mises en critique, dans le cadre des analyses multicritères délibératives (sur la question plus particulière de l'évaluation monétaire délibérative, laquelle peut s'apparenter à ce que nous avons qualifié d'évaluation monétaire *ex-post*, dans le chapitre 1, voir Spash, 2007b et Lo et Spash, 2012).

Les termes de la controverse sur les SE et leurs outils d'évaluation étant clarifiés, revenons-en au paradoxe considéré : dès lors que l'on prend au sérieux ces limites et ces critiques, comment expliquer le succès écrasant que connaissent les SE aujourd'hui ? L'analyse proposée par Spash (2009a ; 2011a ; 2013 ; 2015) nous semble éclairante sur ce point. Selon ce dernier, les SE sont portés par une doctrine spécifique, celle du « *nouveau pragmatisme environnemental* », qui se caractérise par une croyance dans l'efficacité de l'approche par les SE et dans les argumentaires de type marchands en faveur de la conservation, tout en reléguant au second plan les limites et les critiques théoriques de ces outils pourtant formulées dans le champ de l'Economie Ecologique depuis les années 1980. Nous pensons que cette doctrine, qui est aussi, nous l'avons vu, une posture épistémologique particulière, est ce qui a permis que se rencontrent deux communautés de recherche traitant d'objets proches, mais qui s'inscrivent dans les filiations académiques et disciplinaires distinctes, à savoir la Biologie de la Conservation et l'Economie Ecologique. Cette posture peu critique, « *pragmatique* », a sans doute permis à ces deux champs d'avancer dans le même sens et de diffuser un effet de consensus scientifique assez large pouvant expliquer la généralisation de l'approche par les SE dans les politiques de biodiversité (outre l'effet de l'échec relatif de la stratégie initiée dans la CDB, mentionné dans l'introduction générale).

Puisqu'il en a beaucoup été question dans le présent travail de thèse, revenons sur les principales formes qu'épouse selon nous le « *nouveau pragmatisme environnemental* », à partir des éléments avancés notamment par Spash (2013) et mis en perspective dans l'encadré n°1.4. Nous avons mis en évidence dans le chapitre 1 que l'approche par les SE est mise en scène par les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* » comme une ambition normative : la définition, l'évaluation et la valorisation des services rendus par la nature est mise en avant comme une condition nécessaire, sinon suffisante, afin d'enrayer la crise profonde que la diversité du vivant traverse actuellement.

L'idée est que les causes de la crise de la biodiversité sont bien interprétées comme étant d'origine anthropique et, plus précisément, attribuées aux modalités du développement humain et économique (changements d'usage des sols et destruction des habitats naturels, déforestation, surpêche, pollution, urbanisation, invasions biologiques liées à l'exploitation des espèces domestiques et à l'importation d'espèces exotiques, réchauffement climatique…). Toutefois, nous l'avons vu, plutôt que de s'intéresser de manière compréhensive aux causes précises de ces phénomènes à l'échelle locale et/ou aux mécanismes institutionnels qui en sont à l'origine, l'approche par les SE et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » réduisent le(s) problème(s) qui se pose(nt) à un enjeu de type informationnel : c'est parce que les « *décideurs* » sont systématiquement mieux informés des gains économiques et monétaires associés au développement qu'à la conservation (laquelle rapporte pourtant un ensemble de « *bienfaits* » et de « *bénéfices* » indispensables), qu'il faut valoriser ces derniers, c'est-à-dire définir, évaluer, calculer et démontrer les SE associés à la protection de la biodiversité.

Du point de vue de la Biologie de la Conservation, comme nous l'avons vu en analysant l'outil InVEST et le schéma conceptuel qui le sous-tend, il semble assez clair que le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

rôle de la « *science* » (par une division du travail savamment organisée entre écologie, modèles biophysiques, et économie, évaluation monétaire et mécanismes de paiements) est de mieux informer les « *institutions* », charge à ces dernières de produire les « *incitations* » nécessaires à la « *bonne* » prise de décision par la suite (c'est ce qu'illustre la figure n°1.1).

Nous l'avons vu dans le chapitre 1, c'est ainsi que Daily (1997) explique les motivations sous-jacentes au projet de son livre *Nature's Services*. Cette dernière fustige « *the near total lack of public appreciation of societal dependence upon natural ecosystems* » (Daily, 1997, p.13) et selon elle « *this ignorance represents but one of a complex interaction factors responsible for today's array of anthropogenic disruptions of the biosphere* » (ibid.). Ainsi, « *the scientific community* [should] *generate, synthesize, and effectively convey the necessary information to the public* » (ibid.) et Daily entend traiter ce problème dans *Nature's Services* en « *producing a rigorous, detailed synthesis of our current understanding of a suite of ecosystem services and a preliminary assessment of their economic value* » (ibid.). Le même procédé est repérable dans la contribution plus récente de Turner et Daily (2007), qui commencent, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1 par mettre en évidence que le niveau trop faible des investissements financiers dans la conservation de la biodiversité et des SE peut-être attribué à une triple faille : une « *information failure* » (p.26), une « *institutional failure* » (ibid.) et une « *market failure* » (p.27), mais qui ne propose ensuite un outil – c'est-à-dire InVEST –, ne permettant de traiter que du premier type de problème soulevé.

InVEST, nous l'avons vu, nourri en effet l'ambition de « *mieux informer* » les « *décideurs* » sur les coûts et les bénéfices associés à différents scénarios de politiques, plus ou moins favorables à la conservation ou au développement, mais sans que les leviers institutionnels permettant d'atteindre tel ou tel scénario ne soient directement repérables grâce à cet outil (mis à part le développement de mécanismes de type PSE, pour des raisons que nous avons explicitées ci-dessus). Ainsi, l'analyse de la forme des droits de propriété du sol, qui permettrait de repérer les acteurs auxquels il faudrait s'adresser, ou encore les dispositifs institutionnels qui influencent les choix de gestion pris par les exploitants forestiers, les urbanistes, les habitants ou les agriculteurs sur le territoire, ou bien encore la manière dont les différents scénarios envisagés affecteront les inégalités territoriales etc. ne sont pas des questions que l'outil proposé permet, *in fine*, de prendre en charge.

Il est sans doute réducteur de résumer la posture de la Biologie de la Conservation à celle des développeurs de l'outil InVEST, mais les résistances aux SE et au « *nouveau pragmatisme environnemental* » y ont sans doute été moindres que dans le champ de l'Economie Ecologique (sans doute aussi parce que via les SE, la Biologie de la Conservation cherche à s'ouvrir vers les sciences sociales et la sphère politique et qu'elle y joue pour partie sa légitimité). En effet, nous avons vu qu'une partie de l'Economie Ecologique revendique un ancrage plus fort dans une perspective de sciences sociales critiques, en prenant plus au sérieux les dynamiques institutionnelles et qu'elle s'avère aussi critique vis-à-vis des SE et du « *nouveau pragmatisme environnemental* » (dont elle a commencé à théoriser l'émergence, ce sur quoi nous nous appuyons assez largement ici). Il s'agit de la « *Social Ecological Economics* » (Spash, 2013). Néanmoins, cette dernière est minoritaire au sein de l'Economie Ecologique et certains de ces instigateurs restent partagés sur la question des SE (par exemple, nous avons vu que J. Martinez-Alier, fondateur et fervent partisan d'une Economie Ecologique critique et hétérodoxe, a été impliqué d'assez près dans la TEEB).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Par ailleurs, d'autres figures fondatrices de l'Economie Ecologique, ont largement participé à la diffusion de l'approche par les SE, à leur évaluation monétaire et à la consolidation du « *nouveau pragmatisme environnemental* », à l'image de R. Costanza, quand bien même ce dernier semble défendre un usage métaphorique, ou à visée de communication et de conviction des SE, par contraste avec l'usage plus opérationnel préconisé par la Biologie de la Conservation. Mais l'existence de postures intermédiaires, comme celle de D. Pearce notamment (Pearce et Moran, 1994), ou bien encore celle de R. De Groot (De Groot et al., 2002 ; 2010) alimentent la porosité des frontières entre l'Economie Ecologique et la Biologie de la Conservation.

Dans tous les cas, ce que nous avons identifié dans le chapitre 1 est que la prise au sérieux des mécanismes institutionnels sous-jacents aux modalités de l'articulation entre le développement économique et la conservation de la biodiversité est tenue à distance, puisque la doctrine du « *nouveau pragmatisme environnemental* » indique qu'il s'agit d'évaluer pour convaincre, puisque les arguments de type marchand « *ça parle* », ou d'évaluer pour mieux décider , puisque « *les décideurs* » souffrent d'une carence informationnelle. Remarquons que selon nous, le simple fait de considérer qu'il soit nécessaire de s'adresser « *aux décideurs* », de manière générique (bien qu'il soit parfois précisé qu'il s'agit des décideurs « *publics et privés* »), indique que les dimensions institutionnelles sont passées sous silence et la complexité de la réalité socioéconomique sérieusement sous-estimée par cette approche.

D'ailleurs, ce passage sous silence ou cette sous-estimation sont visibles dans le schéma conceptuel qui sous-tend la notion de SE en tant que telle, puisque cette dernière insiste précisément sur les « *services* » ou les « *bienfaits* » rendus à l'homme par la nature, ou plus précisément par le maintien d'écosystèmes en bon état de fonctionnement. Autrement dit, le rôle que « *l'homme* » (c'est-à-dire les modalités du développement économique), joue(nt) dans la fourniture des SE, ou son (leurs) impact sur l'état des écosystèmes et de la biodiversité, n'est (ne sont) pas mis au premier plan dans l'approche par les SE, ce qui rend, dans le même mouvement, problématiques les catégories de services dit « *d'approvisionnement* » et « *culturels* ». Cette manière particulière d'aborder les relations homme-nature, laquelle insiste sur les services rendus ou sur les bienfaits que la nature ou le bon fonctionnement des écosystèmes fourni aux sociétés humaines est ce qui fait le cœur même de l'approche par les SE et sans doute ce qui l'a rendue intéressante ou novatrice, dans un premier temps. Plus largement, selon nous, l'intérêt de l'approche par les SE a été d'élargir la conception traditionnelle de la science économique, qui n'a longtemps appréhendé l'environnement que comme un réservoir de « *ressources naturelles* » et d'assoir définitivement la biodiversité comme un objet légitime de cette dernière, ceci permettant de nouvelles ouvertures disciplinaires et de nouvelles collaborations, à l'image de l'interface qui s'est construite entre l'Economie Ecologique et la Biologie de la Conservation (quand bien même cette opération s'est réalisée au prix d'un certain aplatissement épistémologique, en particulier du côté des sciences sociales).

Toutefois, si ces apports de l'approche par les SE sont bien réels, il reste nécessaire (car c'est le propre de toute démarche et de tout raisonnement scientifiques) de mettre cette dernière en critique, c'est-à-dire de souligner ses limites, de mettre en relief les problèmes qu'elle pose, les risques qui lui sont sous-jacents et de pointer ses insuffisances. C'est ce que nous avons cherché à faire, dès le chapitre 1, en restituant les SE dans une perspective

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

sociohistorique et en montrant que ces derniers s'inscrivent dans la doctrine et la posture épistémologique particulière du « *nouveau pragmatisme environnemental* ». Et c'est aussi dans cette perspective que nous nous sommes saisis du PNRSE comme d'un cas d'étude nous permettant d'ouvrir la question des modalités de l'articulation entre la conservation et le développement sur le territoire et du rôle (ou du potentiel transformateur) que pourraient jouer SE dans les politiques du parc.

2. Quelle place pour les SE dans les politiques du PNRSE ? Une analyse conventionnaliste

Puisque la posture épistémologique réductionniste, qui consiste à tenir à distance les mécanismes institutionnels, de même qu'une certaine attitude doctrinale, qui consiste à évaluer l'efficacité des outils préconisés à l'aumône de leur succès médiatique et politique immédiat, est ce que nous reprochons aux SE et au « *nouveau pragmatisme environnemental* », il nous fallait construire une analyse et nous doter d'outils théoriques nous permettant d'éviter ces deux écueils. C'est alors que l'Economie des Conventions nous a été, quasiment, servie sur un plateau. Le « *quasiment* » restant néanmoins de taille, puisque nous avons dû pour ce faire décomplexer les rapports de l'EC à l'écologisme et traiter le problème de la cité écologiste. En effet, l'EC et le modèle d'analyse développé dans le chapitre 4 constituent véritablement la pièce maîtresse nous ayant permis de répondre à notre question de recherche, et ce pour deux raisons principales.

La première est que l'EC assume une posture épistémologique particulière qui consiste, dans un premier temps, à organiser une forme de mise à plat entre le chercheur, d'une part et son objet ou son étude de cas, d'autre part. C'est sur cette base que nous avons pu adopter la démarche conventionnaliste qui consiste à partir d'une analyse des jugements « *en situation* » et à prendre au sérieux les interprétations, le sens et les motivations des personnes que nous avons rencontrées et avec lesquelles nous avons réalisé des entretiens. Si cette démarche est précisément ce qui n'a pas été véritablement effectué dans le projet SESEEP et ce qui explique, selon nous, la faible appropriation des résultats du projet par le parc, *a posteriori*, nous n'avons pas pour autant commencé notre enquête de terrain *ex-nihilo*.

Notre grille d'entretien était en effet déjà relativement travaillée au début de l'enquête, car le travail de synthèse de la littérature autour des SE que nous avions déjà entamé, de même que notre implication dans SESEEP nous ont permis de commencer l'enquête à partir d'un questionnaire déjà structuré autour de 3 grandes dimensions (regroupées en 5 parties, dans l'exemple de type de grille d'entretien reproduit dans les encadrés 2.4, 5.1 et 6.1) : l'histoire du parc et son fonctionnement institutionnel (ses missions, le rôle de la charte, les priorités actuelles…) ; les enjeux de l'articulation du développement et de la conservation et les référentiels politiques utilisés par le parc (dans quelle mesure conservation et développement sont-ils contradictoires, comment le parc peut-il produire du « *développement durable* », le terme de « *développement durable* » est-il d'ailleurs utilisé, quel est son sens ainsi que ceux de « *patrimoine naturel* » ou de « *biodiversité* ») ; et la manière dont sont envisagés les SE par le parc (la notion est-elle connue, à quoi pourraient-ils servir, comment sont perçus les enjeux liés à l'évaluation monétaire…).

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Au-delà des entretiens, il nous a semblé intéressant de pouvoir nous appuyer sur une analyse des chartes et des autres documents de gestion du PNRSE, de manière à pouvoir disposer un matériel plus riche et d'un recul historique plus important sur l'évolution des politiques et du fonctionnement du parc. L'EC nous a ainsi permis d'appréhender les documents de gestion du PNRSE comme des supports dans lesquels les stratégies argumentatives, les motivations et les justifications publiques se trouvent exposées, ou, autrement dit, comme des dispositifs conventionnels traduisant le fait, qu'à chaque période historique, un accord sur la démarche à suivre afin de s'engager dans l'action a pu être trouvé (et sachant que cet accord porte sur une mise en articulation des enjeux de conservation et de développement).

En cohérence avec cette posture épistémologique qui consiste à assumer la « *nature interprétative* » (Chateauraynaud, 2003, p.23) des textes et des dossiers – ce qui signifie que le chercheur est aussi doté de facultés interprétatives, mais qu'il s'agit d'expliciter les appuis, les ressources et les moyens mis en œuvre au cours de ce processus interprétatif –, la mobilisation de Prospéro nous a été essentielle afin de nous doter de clefs de lectures supplémentaires (quantitatives) et alternatives (qualitatives) de notre corpus.

Mais, deuxièmement, la force de l'EC est d'associer à cette posture épistémologique un modèle théorique, permettant de mettre en relief et de réduire à leurs composantes essentielles l'ensemble des données, des interprétations, des motifs, des justifications et des jugements en situation, prises au sérieux au cours de la première étape. Le modèle théorique de l'EC est celui des *Economies de la grandeur*, selon lequel il n'existe que sept ordres du juste permettant d'assoir la légitimité d'une justification (et d'une critique) dans les sociétés modernes, à savoir les cités civique, domestique, industrielle, inspirée, marchande, de l'opinion et par projets. Si Prospéro est conçu afin de couvrir un espace intermédiaire entre la perspective théorique de Callon et Latour et celle de Boltanski et Thévenot, ce dernier s'est néanmoins bien prêté à l'exercice de fidélisation vis-à-vis de l'EC que nous lui avons fait subir, puisque nous avons pu utiliser l'outil « *catégories* » afin de faire ressortir les registres de justification dominants dans le corpus.

Toutefois, dans le modèle, l'écologisme n'est pas une cité et nous avons montré dans le chapitre 3 en quoi, structurellement, selon nous, ce ne peut être le cas : les axiomes A1, A3 et A4 ne peuvent être respectés, car l'incommensurabilité, l'extension de la communauté de référence à l'au-delà de l'humanité et l'inégalité en termes de capacité de parole entre les êtres humains et non humains constituent le propre de l'écologisme, de même que son incapacité à prendre appui sur des objets suffisamment stables, afin de disposer d'une épreuve modèle crédible et acceptée. Cela dit, l'EC met en lumière que l'écologisme possède certaines caractéristiques d'un ordre de justification légitime et notamment la mise en scène d'un bien commun et sa capacité critique (Lafaye et Thévenot, 1993). Sur cette base, à partir de l'hypothèse de Chiapello (2013) mais en nuançant cette dernière (concernant notamment son déploiement historique), nous avons montré que, selon nous, l'écologisme peut et doit être modélisé comme une critique du capitalisme, ce qui constitue sans doute le principal apport théorique de la thèse et nous semble susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherches intéressantes pour l'analyse conventionnaliste des enjeux environnementaux et écologistes.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Dans la suite de l'analyse (c'est-à-dire les chapitres 5 et 6), nous avons suivi un raisonnement hypothético-déductif, en nous appuyant sur la typologie des formes idéales typiques de critiques écologistes contemporaines que nous avons proposée, d'une part afin de mieux comprendre le fonctionnement institutionnel du PNRSE et, d'autre part afin de caractériser les fondements normatifs des SE. Notre analyse nous permet de souligner la centralité du registre domestique dans la critique écologiste du PNRSE, ou, autrement dit, dans la manière dont le parc agi en tant qu'institution afin de réorienter la dynamique du développement territorial dans un sens plus favorable à la conservation de la biodiversité, à la protection de la nature et de l'environnement et *in fine* à la qualité de vie des habitants.

Si les SE peuvent ainsi constituer des outils intéressants pour le PNRSE, notre analyse tend à montrer qu'ils ne le sont que dans une certaine mesure (c'est-à-dire ponctuellement, au service des objectifs déjà fixés par la charte) et sous certaines modalités particulières (c'est-à-dire plutôt comme des outils de communication et prenant appui sur la cité par projets, davantage que sur la cité marchande). En effet, notre analyse nous conduit à penser qu'un usage des SE dans une visée opérationnelle ne s'avèrerait pas pertinent pour le PNRSE : non seulement ce dernier ne nous semble pas souffrir d'une carence informationnelle sur l'état de la biodiversité ou sur le rôle que cette dernière joue dans le maintien de la qualité de vie du territoire, mais en outre les SE ne nous semblent pas susceptibles de simplifier ou d'améliorer ni la démarche de suivi du territoire mise en œuvre par le parc, ni celle de l'évaluation des politiques menées par le parc. En revanche, notre analyse nous a permis de comprendre que le parc est effectivement en demande d'argumentaires et d'outils de communication lui permettant de faire prendre conscience aux signataires ainsi qu'à ses partenaires et aux acteurs du territoire, l'existence de l'interdépendance fondamentale qui existe entre les enjeux de conservation et de développement.

Par conséquent, un usage métaphorique des SE s'avèrerait selon nous plus adapté. Toutefois, il nous semblerait plus pertinent de mobiliser les SE dans cette optique (par exemple dans le cadre d'ateliers participatifs ou d'opérations de communications plus larges) en appui à la cité par projets, c'est-à-dire en insistant sur les interdépendances et sur les aspects systémiques de la conservation et du développement, plutôt qu'en appui à la cité marchande. En effet, avoir recours à des argumentaires de type marchands, en mobilisant des évaluations monétaires, reviendrait selon nous à « *marchandiser* » (au sens d'un appui à la cité marchande) la conservation, alors que le parc s'est historiquement employé à faire l'inverse, c'est-à-dire à domestiquer le développement, comme le montre notamment la manière dont le parc a œuvré (et œuvre toujours) à la réhabilitation sociale, économique et écologique du territoire après l'exploitation minière de ce dernier. Comme nous l'avons souligné, l'ensemble des démarches entreprises par le parc actuellement, au service de l'émergence d'une économie locale de proximité, basée sur les circuits-courts et les produits régionaux nous semble participer de la même dynamique de domestication du développement. C'est en ce sens que le parc dispose, selon nous de nombreux moyens alternatifs aux SE afin de communiquer sur le sens de son projet de conservation et de développement et d'œuvrer au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et leur environnement. Si la place de l'approche par les SE, comme outils de justification, au service du PNRSE nous semble donc devoir être relativisée, il convient de nous demander à présent dans quelle mesure ces résultats sont-ils généralisables, au-delà du cas particulier du PNRSE.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

3. Le potentiel transformateur des SE et de l'idéologie de la croissance verte à la lumière du *Nouvel Esprit du Capitalisme*

En réalité, nous ne cherchons pas vraiment à généraliser à partir de l'étude de cas du PNRSE que nous avons réalisée en tant que telle, car nous avons bien conscience qu'il s'agit d'un dispositif institutionnel spécifique. Les mécanismes centraux à la critique écologiste du PNRSE que nous avons mis à jour ne peuvent être tenus pour généralisables, d'emblée, à d'autres PNR, qui s'inscrivent sans doute dans une histoire différente et où les stratégies argumentatives et les fondements normatifs sont susceptibles d'épouser d'autres formes, ce qui est valable *a fortiori* pour les parcs nationaux par exemple, mais aussi en dehors des parcs. En revanche, les apports de notre modèle théorique, c'est-à-dire de la typologie des formes de critiques écologistes contemporaines que nous avons proposée dans le chapitre 4 et mise à l'épreuve à partir du PNRSE et des SE dans les chapitres 5 et 6, nous permettent quant à eux d'opérer une certaine forme de montée en généralité, afin de conclure sur la question du potentiel transformateur des SE, vis-à-vis des dynamiques institutionnelles qui régissent les rapports entre la conservation et le développement. Il s'agit de mettre en rapport ce que notre analyse nous amène à penser des SE avec le modèle de changement du capitalisme, sous l'effet de ses critiques, proposé par Boltanski et Chiapello (1999) et que nous avons synthétisé dans le chapitre 4.

Nous avons montré dans le chapitre 6 que, selon nous, les SE se traduisent par un double mouvement d'activation des cités par projets et marchande (pouvant être, selon les cas, encadrés par les cités de l'opinion dans le cas d'un usage métaphorique des SE et par la cité industrielle dans le cas d'un usage plus opérationnel de ces derniers). Ces éléments font des SE des dispositifs importants de la critique écologiste de la croissance verte. En effet, cette dernière conçoit les problèmes environnementaux comme une source potentielle de coûts d'opportunité qui iront grandissant s'ils ne sont pas pris en charge, c'est-à-dire internalisés dans les prix de marché et dans les décisions des agents économiques. Ainsi, en réduisant les problèmes qui se trouvent à l'origine de la crise de la biodiversité à une carence de type informationnelle – liée au fait que puisqu'ils ne sont pas comptés, notamment en termes monétaires, les bénéfices associés à la conservation (c'est-à-dire les SE) sont passés sous silence et les décisions prises dès lors biaisées en faveur du développement –, la doctrine du « *nouveau pragmatisme environnemental* » et l'approche par les SE partagent les principes idéologiques de la croissance verte, de même que ses fondements normatifs. C'est pourquoi les dispositifs institutionnels que sont l'évaluation monétaire, les analyses coûts-bénéfices (qu'elles soient spatialisées et/ou augmentées du côté « *bénéfices* », par une comptabilisation de la « *valeur économique totale* » des SE), mais aussi les instruments de marché (de type PSE, banques de compensations, mécanismes de crédits etc.) sont préconisés, par le « *nouveau pragmatisme environnemental* » comme par les tenants de la croissance verte.

Par conséquent, à la lumière du *Nouvel Esprit du Capitalisme*, l'approche par les SE, le « *nouveau pragmatisme environnemental* » et la critique écologiste de la croissance verte s'apparentent à une critique de type « *corrective* » ou « *réformiste* », davantage qu'à une critique « *radicale* » ou « *révolutionnaire* », dans la mesure où ils partagent avec le

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

capitalisme connexionniste un ancrage normatif dans les cités marchande et par projets. L'approche par les SE, le « *nouveau pragmatisme environnemental* » et la critique écologiste de la croissance verte s'avèrent ainsi peu subversifs vis-à-vis du troisième esprit du capitalisme et peuvent donc à ce titre constituer assez facilement de nouveaux motifs d'engagement dans le capitalisme.

Ceci peut être mis en rapport avec ce que préconisent Boltanski et Chiapello (1999), dans l'optique d'un réarmement critique. En effet, ces derniers en appellent à un redéploiement de la critique sociale, en appui à la cité par projets, de manière à ce que s'orchestre une tension en justice des épreuves, alors qu'ils montrent qu'à moins d'une sortie pure et simple du capitalisme, « *le seul destin possible* » (p.79) de la critique radicale est « *d'être utilisée comme source d'idées et de légitimité pour sortir du cadre trop normé et, pour certains acteurs, trop coûteux, hérité d'un état antérieur du capitalisme* » (ibid.). Mais encore faudrait-il que l'état du monde soit déjà trop normé et coûteux pour le capitalisme, ce qui ne devrait pas encore être le cas aujourd'hui, en matière de conservation, au moins si l'on s'en tient à ce que montrent les tenants du « *nouveau pragmatisme environnemental* », à savoir que les SE sont gratuits et pas (encore ?) internalisés dans les prix et les processus de décision. On retrouve bien ici le projet à visée réformiste des SE et de la critique écologiste de la croissance verte.

Mais au-delà d'un usage de la notion seule de SE, désarticulée d'une évaluation monétaire, il est difficile de voir par quels autres dispositifs institutionnels le « *nouveau pragmatisme environnemental* » et l'approche par les SE tentent d'opérer une tension en justice vis-à-vis de l'idéal de la cité par projets. Il s'agit plutôt de se rapprocher de l'idéal de la cité marchande en développant l'évaluation monétaire, les analyses coûts-bénéfices (spatialisées, ou non) et les mécanismes de marché ou de quasi-marché.

Dès lors, il est selon nous possible de douter de l'efficacité de cette stratégie « *réformiste* », c'est-à-dire de sa capacité à résoudre, ou pour le moins à atténuer, la crise profonde que traverse aujourd'hui la biodiversité, ce qui nécessiterait sans doute de pousser le capitalisme à effectuer des changements d'une autre ampleur. Or, Boltanski et Chiapello (1999) ont montré qu'historiquement le capitalisme s'est trouvé obligé d'effectuer des changements importants (ou les as entrevus comme une opportunité, en jouant sur les différentiels entre les forces critiques et en opérant des déplacements) lorsque s'est opérée une ré-articulation des critiques sociales et artistes… ce à quoi nous ajoutons, et écologiste. C'est donc plutôt dans cette voie qu'il s'agirait de s'orienter selon nous, ce qui semble d'ailleurs être un processus déjà en cours, notamment ce qui concerne les critiques sociale et écologiste, autour d'objets tels que la Responsabilité Sociale des Entreprises (et la critique écologiste du développement durable), ou encore l'Economie Sociale et Solidaire (et celle la décroissance), comme l'a montré Chiapello (2013).

Le cas du PNRSE nous amène à penser que de nombreux leviers normatifs, ou d'importants appuis en légitimité sont à puiser, dans l'optique d'un redéploiement de la critique écologiste, du côté de la cité domestique, comme le fait aujourd'hui la critique de la décroissance. Cette dernière s'appuyant, plus particulièrement, sur un compromis domestique/civique, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, c'est sans doute de ce côté qu'une ré-articulation avec la critique sociale serait à creuser. Peut-être sent-on déjà monter la tension, liée à l'affrontement des grandeurs, à l'idée non pas d'un revirement, mais d'une

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ouverture de la critique sociale vers la cité domestique (cité domestique qui s'avère, d'ailleurs être, rappelons-le, le talon d'Achille du capitalisme connexionniste et de la cité par projets). Il est donc fort probable que les justifications, les critiques et les désaccords fassent rage dans l'optique d'une telle ré-articulation des critiques sociale et écologiste. Mais c'est sans doute là que se trouve le grain à moudre de la recherche conventionnaliste, réconciliée avec l'écologisme.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

BIBLIOGRAPHIE

Agarwal B., 2010, *Gender and Green Governance: The Political Economy of Women's Presence Within and Beyond Community Forestry*, Oxford University Press, Oxford.

Akrich, M., Callon, M., Latour, B., 2006, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Presses des Mines, Paris.

Angeon, V., Boisvert, V., Caron, A., 2007, « La marque "Parc naturel régional". Un outil au service d'un développement local durable et un modèle pour les pays du Sud ? » *Afrique Contemporaine*, vol. 2, n°22, p.149-166.

Aubertin, C., Boisvert, V., Vivien, F.D., 1998, « La construction sociale de la question de la biodiversité », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 6, n°1, p.7-19.

Aubertin, C., Pinton, F., Rodary, E., 2008, « Le développement durable, nouvel âge de la conservation », in Aubertin, C., Rodary, E., *Aires protégées, espaces durables ?*, IRD Editions, Marseille.

Arrow, K., Solow, R., Portney, P.R., Leamer, E.E., Radner, R., Schuman, H., 1993, « Report of the NOAA panel on contingent valuation », *US Federal Register*, vol. 58, n°10, p.4602-4614.

Aubertin, C., Boisvert, V., Vivien, F.D., 1998, « La construction sociale de la question de la biodiversité », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 6, n°1, p.7-19.

Balmford, A., Bruner, A., Cooper, P., Costanza, R., Farber, S., Green, R.E., Jenkins, M., Jefferiss, P., Jessamy, V., Madden, J., Munro, K., Myers, N., Naeem, S., Paavola, J., Rayment, M., Rosendo, S., Roughgarden, J., Trumper, K., Turner, R.K., 2002, « Economic reasons for conserving wild nature », *Science*, n°297, p.950-953.

Barbault, R., 2006, « Entretien. Robert Barbault ou de l'écologie à la gestion de la biodiversité. Propos receuillis par Pierre Migot et Marie Roué », *Natures Sciences Sociétés* vol. 14, p.36-42.

Barbault, R., 2012, « Biologie de la Conservation ? », in Primack, R.B., Sarrazin, F., Lecomte, J., 2012, *Biologie de la Conservation*, Dunod, Paris, p.6.

Barbier, R., 1992, *Une cité de l'écologie*, EHESS, mémoire de DEA.

Barnosky, A.D., Matzke, N., Tomiya, S., Wogan, G.O.U., Swartz, B., Quental, T.B., Marshall, C., McGuire, J.L., Lindsey, E.L., Maguire, K.C., Mersey, B., Ferrer, E.A., 2011, « Has the Earth's sixth mass extinction already arrived ? », *Nature*, vol. 471, Mars, p.51-57.

Barrère C., Barthélémy D., Nieddu M., Vivien F.D. (ed.), 2005, *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, L'Harmattan, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Batifoulier, P., 2001, « Avant-propos », in Batifoulier et al., *Théorie des conventions*, Economica, Paris, p.3-4.

Batifoulier, P., De Larquier, G., 2001, « De la convention et de ses usages », in Batifoulier et al., *Théorie des conventions*, Economica, Paris, p.10-31.

Batifoulier, P. De Larquier, G., Abecassis, P., Biencourt, O., Chaserant, C., Gannon, F., Rebérioux, A., Thévenon, O., Gabriel, P., Merchiers, J., Urrutiaguer, D., Favereau, O., Eymard-Duvernay, F., 2001, *Théorie des conventions*, Economica, Paris.

Bécot, R., 2012, « L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 113, p. 169-178

Bennett, E.M., Peterson, G.D., Gordon, L.J., 2009, « Understanding relationships among multiple ecosystem services », *Ecology Letters*, n°12, p.1-11.

Berdoulay, V., 1988, *Des mots et des lieux : la dynamique du discours géographique*, Editions CNRS, Paris.

Blandin, P., 2009, *De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité*, Quae, Versailles.

Biencourt, O., Chaserant, C., Rebérioux, A., 2001, « L'Economie des conventions : l'affirmation d'un programme de recherche », in Batifoulier et al., *Théorie des conventions*, Economica, Paris, p.193-252.

Billé, R., Laurans, Y., Mermet, L., Pirard, R., Rankovic, A., 2012, « Valuation without action ? On the use of economic valuations of ecosystem services », *Biodiversity Policy Brief* n°7, Avril.

Boidin B., Zuindeau B., 2006, « Socio-économie de l'environnement et du développement durable : état des lieux et perspectives », *Mondes en développement*, vol. 3, n°6, p.7-37.

Boisvert, V., Vivien, F.D., 1998, « Un prix pour la biodiversité. L'évaluation économique entre différentes légitimités », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 6 n°2, p.17-26.

Boisvert, V., Vivien, F., D., 2005, « The convention on biological diversity: A conventionalist approach », *Ecological Economics*, vol. 53, p.461-472.

Boltanski, L., 1990, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, vol. 3, n°10-11, p. 124-134.

Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris.

Boltanski, L., Chiapello, E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Bonneuil, C., Fressoz, J.B., 2013, *L'évènement Anthropocène, la Terre, l'histoire et nous*, Le Seuil, Paris.

Boudesseul, G., « De quoi parlent les sociologues réunis en congrès ? », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°85, [En ligne], URL : http://bms.revues.org/1041.

Boyd, J., Banzhaf, S., 2007, « What are ecosystem services ? The need for standardized environmental accounting units », *Ecologcial Economics*, n°63, p.616-626.

Bromley D.W., Paavola J. (ed.), 2002, *Economics, Ethics and Environmental Policy*, Blackwell Publishing, Oxford.

Brower, D., 1972, « La dernière chance de la terre », *Le Nouvel Observateur*, Juin-Juillet.

Cadoret, A., (dir.) 1985, *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, L'Harmattan, Paris.

Cardinale, B.J., Duffy, E., Gonzalez, A., Hooper, D.U., Perrings, C., Venail, P., Narwani, A., Mace, G.M., Tilman, D., Wardle, D.A., Kinzig, A.P., Daily, G.C., Loreau, M., Grace, J.B., Larigauderie, A., Srivastava, D., Naeem, S., 2012, « Biodiversity loss and its impact on humanity », Nature, n°486, p.59-67.

Caron, A., 2008, « La marque "Parc Naturel Régional" : un dispositif original pour valoriser des stratégies de développement durable fondées sur les ressources agricoles et agroalimentaires des territoires insulaires ultramarins », *Études caribéennes*, [En ligne], URL : http://etudescaribeennes.revues.org/3460.

Carson, R., 1962, *Silent Spring*, Housghton Mifflin, Boston.

Castro-Larranga, M.V., 2013, *Au nom de la biodiversité. De la construction d'une norme internationale à son application au niveau local*, Thèse de doctorat en géographie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Cazals, C., 2009, « Des conventions d'environnement pour une agriculture durable : le cas des démarches environnementales volontaires (DEV) dans la viticulture et l'arboriculture fruitière », *Économie Appliquée*, vol. 62, n° 3, pp. 189-219.

Chan, K.M.A., Shaw, R., Cameron, D.R., Underwood, E.C., Daily, G.C., 2006, « Conservation Planning for Ecosystem Services », *PLoS Biology*, n°4, p.2138-2152.

Chaserant, C., Thévenon, O., 2001, « Aux origines de la théorie économique des conventions : prix, règles et représentations », in, Batifoulier et al., *Théorie des conventions*, Economica, Paris, p.35-61.

Chateaurayneaud, F., 2003, *Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines*, CNRS, Paris.

Chateauraynaud, F., 2011, *Argumenter dans un champ de force, essai de balistique sociologique*, Pétra, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chateauraynaud, F., Torny, D., 2013 [1999], *Les sombres précurseurs, Une sociologie pragmatique de l´alerte et du risque*, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.

Chateauraynaud, F., Charriau, J.P., Debaz, J., Trabal, P., 2010, « *L'analyse de grands corpus évolutifs et la socio-informatique des controverses* », diaporama de la présentation au séminaire *Digital Humanities. Les transformations numériques du rapport aux savoirs, École des Hautes Études en Sciences Sociales*, Paris.

Chevalier, J., (dir.) 2013, *La croissance verte : une solution d'avenir ?,* Presses Universitaires de France, Paris.

Chevassus-au-Louis, B., 2006, « Un nouveau regard sur la diversité du vivant », *Responsabilité et environnement*, n° 44, Octobre, p.7-16.

Chevassus-au-Louis, B., Salles, J.M., Pujol, J.L., Bielsa, S., Martin, G., Richard, D., [Centre d'analyse stratégique], 2009, *Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes. Contribution à la décision publique*, La Documentation Française, Paris.

Chiapello, E., 2013, « Capitalism and its criticisms », in Du Gay, P., Morgan, G., (éd.), *New spirits of capitalism ? Crises, Justifications, and Dynamics,* Oxford university press, Oxford, p.60-81.

Clavel, J., 2012, « Biodiversité et écologues », in. Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris, p.211-224.

CMED (Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement), 1987, *Notre avenir à tous* (Rapport Brundtland), Editions du Fleuve, Québec.

Coase, R.H., 1960, « The problem of social cost », *Journal of Law and Economics*, n°3, p.1-44.

Commission Européenne, 2011, « La stratégie biodiversité de l'UE à l'horizon 2020 », *Publications office of the European Union,* Luxembourg.

Commission Européenne, 2013, « Mapping and Assessment of Ecosystems and their Services. An analytical framework for ecosystem assessments under Action 5 of the EU Biodiversity Strategy to 2020 », *Publications office of the European Union,* Luxembourg.

Common, M., Stagl, S., 2005, *Ecological Economics. An introduction*, Cambridge University Press, Cambridge.

Convert, B., 2006, « La statistique textuelle et ses applications en sciences sociales », *Caiete Sociologice*, n°4/2006, pp. 192-206.

Corcuff, P., 1995, *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*, Nathan, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Cormier-Salem, M., C., Juhe-Beaulaton, D., Boutrais, J., et al., 2002, *Patrimonialiser la nature. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD, Paris.

Costanza, R., 2008, « Ecosystem services: Multiple classification systems are needed », *Biological Conservation*, n°141, p.350-352.

Costanza R., d'Arge, R., De Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Limburg, K., Naeem, S., O'Neill, R.V., Paruelo, J., Raskin, R.G., Sutton P., et Van den Belt, M., 1997a, « The value of the world's ecosystem services and natural capital », *Nature*, vol. 387, n°6630, p. 253–260.

Costanza, R., Perrings, C., Cleveland, C., (dir.), 1997b, *The Development of Ecological Economics*, Edward Elgar, Cheltenham.

CREDOC, Biotope, Asconit Consultants, Pareto, 2009, « Etude exploratoire pour une évaluation des services rendus par les écosystèmes en France, application du Millennium Ecosystem Assessment a la France », *étude conduite à la demande du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (MEEDDM)*, septembre.

Crifo, P., Debonneuil, M., Granjean, A., 2009, *Croissance verte*, Conseil économique pour le développement durable.

Daly, H.E., Farley, J., 2011, *Ecological Economics. Principles and Applications*, Island Press, Washington DC.

Daily, G.C. (dir), 1997, *Nature's services. Societal Dependence on Natural Ecosystems*, Island Press, Washington DC.

Daily, G.C., 1997, « Introduction : What Are Ecosystem Services ? », in. Daily, G.C. (dir), *Nature's services. Societal Dependence on Natural Ecosystems*, Island Press, Washington DC, p.1-10.

Daily , G.C., Soderqvist, T., Aniyar, S. Arrow, K., Dasgupta, P., Ehrlich, P.R., Folke, C., Jansson, A.M., Jansson, B.O., Kautsky, N., Levin, S., Lubchenco, J., Mäler, K.G., Simpson, D., Starrett, D., Tilman, D., Walker, B., 2000, « The Value of Nature and the Nature of Value », *Science*, n°289, p.395-396.

Daily, G.C., Kareivea, P.M., Polasky, S., Ricketts, T.H., Tallis, H., 2011, « Mainstreaming natural capital into decisions », in Kareiva, P., Tallis, H., Ricketts, T.H., Daily, G., Polasky, S. (eds.), *Natural Capital. Theory and Practice of Mapping Ecosystem Services*, Oxford University Press, Oxford.

De Groot, R.S., Wilson, M.A., Boumans, R.M.J., 2002, « A typology for the classification, description and valuation of ecosystem functions, goods and services », *Ecological Economics*, n°41, p.393-408.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

De Groot, R.S., Alkemade, R., Braat, L., Hein, L., Willemen, L., 2010, « Challenges in integrating the concept of ecosystem services and values in landscape planning, management and decision making », *Ecological Complexity*, n°7, p.260-272.

Demazière, D., Brossaud, C., Trabal, P., van Meter, K., 2006, (éd.), *Analyses textuelles en sociologie - Logiciels, méthodes, usages*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

Demazière, D., Brossaud, C., 2006, « Introduction - Méthodes, logicielles et réflexivité du sociologue », in Demazière, D., Brossaud, C., Trabal, P., van Meter, K., 2006, (éd.), *Analyses textuelles en sociologie - Logiciels, méthodes, usages*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, p.11-21.

De Perthuis, C., Jouvet, P., A., Le capital vert. Une nouvelle perspective de croissance, Paris, Odile Jacob.

Déplaude, M.O., Torny, D. 2009, « Une cause trop singulière. Réduire les apports en sel de la population », *XIIe journée des sociologues de l'INRA*, Montpellier.

Depraz, S., 2012, *Géographie des espaces naturels protégés. Genèse, principes et enjeux territoriaux,* Armand Collin, Paris.

De Sartre, X.A., Castro, M., Dufour, S., Oszwald, J., 2014, *Political Ecology des services écosystémiques*, Peter Lang, Bruxelles.

Desvallées, L., 2014, « Quand les réseaux de pro- et d'anti-REDD construisent un outil de gouvernementalité environnementale », in, De Sartre, X.A., Castro, M., Dufour, S., Oszwald, J., *Political Ecology des services écosystémiques*, Peter Lang, Bruxelles.

Dosse, F., 1995, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, La Découverte, Paris.

Douai A., Vivien F.D., 2009 « Economie Ecologique et économie hétérodoxe : pour une socioéconomie politique de l'environnement et du développement durable », *Economie Appliquée*, n°3, p.123-128.

Douai, A., Montalban, M., 2009, « Institutions and the environment: the case for a historical political economy », *Cahiers du GREThA*, n°2009-12, p.1-32.

Droeven, E., 2010, *Paysage dans l'action, paysage en action. Développement territorial et processus de construction de projets locaux de paysage en Wallonie (Belgique),* Thèse de doctorat en Sciences agronomiques et Ingénierie biologique, Université de Liège.

Dryzek, J.S., 2000, *Deliberative Democracy and Beyond. Liberals, Critics, Contestations*, Oxford University Press, Oxford.

Dryzek, J.S., 2005, *The Politics of the Earth. Environmental Discourses,* Oxford University Press, Oxford.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Dudley, N., 2008, *Guidelines for applying protected area management categories*, IUCN, Gland.

Dupuy, J. P., Eymard-Duvernay, F., Favereau, O., Orléan, A., Salais, R., Thévenot, L., 1989, « Introduction », *Revue Economique*, vol 40, n°2, p.141-146.

Ehrlich, P.R., 1968, *The Population Bomb*, Ballantine Books, New-York.

Ehrlich, P.R., 1989, « The limits to susbtitution : meta-resource depletion and a new economic-ecological paradigm », *Ecological Economics*, n°1, p.9-16.

Ehrlich, P.R., Ehrlich, A., Holdren, J., 1977, *Ecoscience : Population, Resources, Environment*, W.H. Freeman, San Fransisco.

Ehrlich P.R., Ehrlich, A., 1981, *Extinction : The Causes and Consequences of teh Disappearance of Species*, Random House, New-York.

Ehrlich P.R., Mooney H.A., 1983, « Extinction, substitution and the ecosystem services », *Bioscience*, n°33, p.248-254.

Emerit, A., 2007, *Les aires protégées gérées. Zonage de l'espace et différenciation des rôles des acteurs conditions d'une gestion intégrée des territoires. Le rôle des équipes des espaces protégés alpines dans la gestion du retour du loup et dans la conservation du tétras-lyre*, Thèse de l'ENGREF [Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts], Juin, Paris.

Eymard-Duvernay, F., 2006, « Introduction », in Eymard-Duvernay, F., (ed.), *L'économie des conventions. Méthodes et Résultats*, Tome 1, Débats, La Découverte, Paris, p.11-20.

Eymard-Duvernay, F., 2009, « L'économie des conventions entre économie et sociologie », in Steiner, P., Vatin, F., (dir) *Traité de sociologie économique*, Presses Universitaires de France, Paris, p.131-164.

Eymard-Duvernay, F., Favereau O., Orléan A., Salais R., Thévenot L., 2006 « Valeurs, coordination et rationalité : trois thèmes mis en relation par l'économie des conventions », in Eymard-Duvernay, F., (ed.), *L'économie des conventions. Méthodes et Résultats*. Tome 1, Débats, La Découverte, Paris, p.23-44.

Espaces Naturels Régionaux, 2014, « Bilan d'activités 2014 », document en ligne : http://www.enrx.fr/Boite-a-outils-ENRx/Bilans-d-activites-ENRx-et-CRRG.

Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, 2016, « Questions réponses sur les Parcs Naturels Régionaux », *Argumentaire*, Avril ; document en ligne : http://www.parcs-naturels-regionaux.fr/centre-de-ressources/document/argumentaire-questions-reponses-sur-les-pnr.

Favereau, O., 2001, « Préface », in in, Batifoulier et al., *Théorie des conventions*, Economica, Paris, p.5-8.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Figuière, C., Boidin, B., Diemer, A., 2014, *Economie Politique du développement durable*, De Boek, Paris.

Fisher, B., Turner, R.K., Morling, P., 2009, « Defining and classifying ecosystem services for decision making », *Ecological Economics*, n°68, p.643-653.

Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), 2012, *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris.

Flipo, F., 2014, *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Editions Amsterdam, Paris.

Fourcade, M., 2011, « Cents and Sensibility : Economic Valuation and the Nature of "Nature" », *American Journal of Sociology*, vol.116, n°6, p.1721-1777.

Foster, J. (ed.), 1997, *Valuing Nature ? Economics, Ethics and Environment*, Routledge, London.

Frémion, Y., 2007, *Histoire de la révolution écologiste*, Hoëbeke, Paris.

Frétigné, C., 2007, *Education, Travail, Précarité. Lectures sociologiques 1996-2006*, L'Harmattan, Paris.

Froger, G., Méral, P., Le Coq, J.F., Aznar, O., Boisvert, V., Caron, A., Antona, M., 2012, « Regards croisés de l'économie sur les services écosystémiques et environnementaux », *Vertigo*, vol. 12, n°3, p.1-12.

Funtowicz S., Ravetz J.R., 1994, « The worth of a songbird: ecological economics as a post-normal science », *Ecological Economics*, n°10, p.197-208.

Gadrey, J., 2010, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits Matins, Paris.

Gadrey, J., Jany-Catrice, F., 2007, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, Paris.

Gadrey, J., Lalucq, A., 2015, *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Les Petits Matins, Paris.

Gerber, J.F., Steppacher, R., (eds.), 2012, *Towards and Integrated Paradigm in Heterodox Economics. Alternative Approaches to the Current Eco-Social Crises*, Palgrave Macmillan, London.

Godard O., 1990, « Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité: analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue Economique*, vol. 41, n°2, p. 215-242.

Godard O., 1992, « Des marchés internationaux de droits à polluer pour le problème de l'effet de serre : de la recherche de l'efficacité aux enjeux de légitimité », *Politiques et management public*, vol. 10, n° 2, p. 101-131.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Godard O., 1993, « Stratégies industrielles et conventions d'environnement : de l'univers stabilisé aux univers controversés », in *Environnement, économie, Actes du colloque*, Paris, 15-16 février 1993, INSEE Méthodes, n°39-40, pp. 145-174.

Godard O., 2004a, « La pensée économique face à la question de l'environnement », *Ecole Polytechnique*, Cahier n°2004-013, p.1-30.

Godard O., 2004b, « De la pluralité des ordres. Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification », *Géographie, Économie, Société*, vol. 6, n°3, p.303-330.

Godard O., 2005a, « Les trois courants complémentaires du champ de l'économie de l'environnement : une lecture systémique », *Cahiers d'épistémologie*, n°332, p.1-53.

Godard O., 2005b, « Les conditions d'une gestion économique de la biodiversité. Un parallèle avec le changement climatique », *Ecole polytechnique*, Cahier n° 2005-018, p.1-15.

Godard, O., 2015, *Environnement et développement durable. Une approche méta-économique*, De Boeck, Paris.

Godard O., Salles J.M., 1991, « Entre nature et société. Les jeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement », in Boyer, R., Chavance, B., Godard, O., (dir.), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, p. 233-272.

Gomez P.Y., 1994, *Qualité et Théorie des conventions*, Economica, Paris.

Gomez-Baggethun, E., De Groot, R., Lomas, P.L., Montes, C., 2010, « The history of ecosystem services in economic theory and practice: from early notions to markets and payment schemes », *Ecological Economics*, vol. 69, n°6, p.1209-1218.

Gorz, A., 1992, « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, n°12, p.15-40.

Gowdy, J., 1994, *Coevolutionnary Economics : The Economy, Society and the Environment*. Kluwer Academic Publishers, Dordrecht.

Gowdy J., Erickson J.D, 2005, « The approach of ecological economics », *Cambridge Journal of Economics*, n°29, p.207–222.

Grandjean, A., 2010, « Les habits verts de la croissance », *Sciences Humaines, Les grands dossiers*, n°19, p.52-55.

Grove, R., H., 1995, *Green imperialism. Colonial expansion, tropical islands edens and the origin of environmentalism 1600-1860*, Cambridge University Press, Cambridge.

Hache, E., (dir.) 2012, *Ecologie Politique. Cosmos, communautés, milieux*, Editions Amsterdam, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Healy, H., Martinez-Alier, J., Temper, L., Walter, M., Gerber, J.F., 2013, *Ecological Economics from the ground up*, Routledge, New-York.

Hein, L., van Koppen, K., de Groot, R.S., van Ierland, E.C., 2006, « Spatial scales, stakeholders and the valuation of ecosystem services », *Ecological Economics*, n°57, p.209-228.

Holdren, J., Ehrlich, P.R., 1974, « Human population and the global environment », *American Scientist* n°62, p.282-292.

Hrabanski, M., Bidaud, C., Le Coq, J.F., Méral, P., 2013, « Environmental NGOs, policy entrepreneurs of market-based instruments for ecosystem services ? A comparison of Costa Rica, Madagascar and France, *Forest Policy and Economics*, n°37, p.124-132.

Illich, I., 2003, *La convivialité*, Seuil, Paris.

Jacobs, M., 1996, « What is social-ecological economics », *Ecological Economics Bulletin* n°1, p.14-16.

Jeanneaux, P., Aznar, O., De Mareschal, S., 2012, « Une analyse bibliométrique pour éclairer la mise à l'agenda scientifique des services environnementaux », *Vertigo*, vol. 12, n°3, p.1-22.

Kallis, G., Norgaard, R.B., 2010, Coevolutionary ecological economics, *Ecological economics*, n°69, p.690-699.

Kallis, G., Demaria, F., d'Alisa, G., 2015, « Degrowth », in D'Alisa, G., Demaria, F., Kallis, G., *Degrowth. A vocabulary for a new era*, Routledge, London, p.1-17.

Kareiva, P., Tallis, H., Ricketts, T.H., Daily, G., Polasky, S. (eds.), 2011, *Natural Capital. Theory and Practice of Mapping Ecosystem Services*, Oxford University Press, Oxford.

Karsenty, A., Sembres, T., Randrianarison, M., 2010, « Paiements pour services environnementaux et biodiversité dans les pays du sud. Le salut par la "déforestation évitée" ? », *Revue Tiers Monde*, n° 202, p. 57-74.

Keynes, J.M., 1936 [trad. 1968], *Théorie Générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Lausanne.

Lafaye C., Thévenot L., 1993, « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue Française de Sociologie*, vol. 34, n° 4, p.495-524.

Lamine, C., Tétart, G., Chateauraynaud, F., 2010, « Le bio comme reconfigurateur des controverses sur les pesticides et les OGM (1995-2008) », *Colloque SFER : La réduction des pesticides agricoles – enjeux, modalités et conséquences*, ENS Lettres et Sciences humaines, Lyon.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Larrère, C, Larrère, R., 1997, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophe de l'environnement*, Flammarion, Paris.

Larrère, C., 1998, *Les philosophies de l'environnement*, PUF, Paris.

Larrère, C., 2006, « Développement durable : quelques points litigieux », *Les ateliers de l'éthique*, vol 1, n°2, p. 9-18.

Larrère, C., Larrère, R., 2015, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, La Découverte, Paris.

Larrère, R., Lizet, B., Berlan-Darqué, M., (dir.) *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature ?*, Quae, Versailles.

Larigauderie, A., Le Roux, X., Gauthier, C.A., Leadley, P., « Les acteurs scientifiques : vers une gouvernance internationale liant science et société », in Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris, p.49-56.

Latouche, S., 2010, *Le pari de la décroissance*, Pluriel, Paris.

Latour B., 1995 « Moderniser ou écologiser ? A la recherche de la septième cité », *Ecologie politique*, n°13, p.5-27.

Latour B., 1999, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, Paris.

Laurans, Y., Leménager, T., Aoubid, S., 2011, *Les paiements pour services environnementaux. De la théorie à la mise en œuvre, quelles perspectives dans les pays en développement ?*, Agence Française de Développement, Paris.

Lebart, L., Salem, A, 1988, *Traitement statistique des données textuelles*, Dunod, Paris.

Lebart, L., Salem, A, 1994, *Statistique textuelle*, Dunod, Paris.

Lee, F., 2009, *A Histroy of Heterodox Economics: Challenging the Mainstream in the Twentieth Century*, Routledge, London.

Letourneux, F., 2012, « Les acteurs institutionnels internationaux, la gouvernance internationale de la biodiversité », in. Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris, p.25-35.

Lewis, D., 1969, *Convention (A Philosophical Study)*, Harvard University Press, Cambridge.

Leopold, A., 2000 [1949], *Almanach d'un comté des sables*, Flammarion, Paris.

Lepart, J., Marty, P., 2006, « Des réserves de nature aux territoires de la biodiversité. L'exemple de la France », *Annales de géographie* n° 651, p. 485-507.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Lévêque, C., Mounolou, J.C., 2008, *Biodiversité. Dynamique biologique et conservation*, Dunod, Paris.

Levrel, H., 2012, « Les acteurs économiques de la biodiversité : exemple de l'impact des banques de compensation aux Etats-Unis », in Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris, p.263-279.

Lo, A.Y, Spash, C.L., 2012, « Deliberative monetary valuation: in search of a democratic and value plural approach to environmental policy », *Journal of Economic Surveys*, vol. 27, n°4, p. 768-789.

Marsh, G.P., 1864 (1965), *Man and Nature*, Charles Scribner, New-York.

Martinez-Alier J., Schlülpmann, 1987, *Ecological Economics. Energy, Environment and Society*, Blackwell, Oxford.

Martinez-Alier J., Munda G., O'Neill J., 1998, « Weak comparability of values as a foundation for Ecological Economics », *Ecological Economics*, n°26, p.277–286.

Martinez-Alier J., 2002, *The environmentalism of the poor. A study of ecological conflicts and valuation*, Edward Elgar, Cheltenham.

Matagne, P., 2002, *Comprendre l'écologie et son histoire. Les origines, les fondateurs et l'évolution d'une science*, Delachaux et Nieslté, Paris.

Mauz, I., 2005, *Gens, cornes et cros*, Quae, Versailles.

McShane, T.O., Hirsch, P.D., Trung, T.C., Songorwa, A.N., Kinzig, A., Monteferri, B., Mutekanga, D., Van Thang, H., Dmmert, J.L., Pulgar-Vidal, M., Welch-Devine, M., Brosius, J.P., Coppolillo, P., O'Connor, S., 2011, « Hard choices: Making trade-offs between biodiversity conservation and human well-being », *Biological Conservation*, n°144, p.966-972.

MEA [Millenium Ecosystem Assessment], 2005, *Ecosystems and human well-being. Biodiversity Synthesis*, World Resources Institute, Washington DC.

Meine, C., Soulé, M., Noss, R.F., 2006 « A Mission-Driven Discipline : the Growth of Conservation Biology », *Conservation Biology* vol. 20, n°, p.631-651.

Méral, P., 2012, « Le concept de service écosystémique en économie : origine et tendances récentes », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 20, n°1, p.3-15.

Méral, P., Pesche, D., (coord.), 2016, *Les services écosystémiques. Repenser les relations nature et société*, Quae, Versailles.

Messner, F., Zwirner, O., Kaskuschke, M., 2006, « Participation in multi-criteria decision support for the resolution of a water allocation problem in the Spree River basin », *Land Use Policy*, n°23, p.63-75.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Micoud, A., 2005, « Comment, en sociologue, tenter de rendre compte de l'émergence du thème de la biodiversité ? », in. Marty, P., Vivien, F.D., Lepart, J., Larrère, R. (coord.), *Les biodiversités. Objets, théories, pratiques*, CNRS, Paris, p.57-66.

Milanési, J., 2007, « La méthode d'évaluation contingente en question. Critique, requalification et illustration par la mesure de la demande en assainissement à Moshi (Tanzanie) », *Thèse pour le Doctorat ès Sciences économiques*, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Milian, J., Rodary, E., 2010, « La conservation de la biodiversité par les outils de priorisation. Entre souci d'efficacité écologique et marchandisation », *Revue Tiers Monde*, n°202, p.33-56.

Montgolfier, J., Natali, J.M., 1987, *Le patrimoine du futur : approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles*, Economica, Paris.

Mooney, H.A., Ehrlich, P.R., 1997, « Ecosystem services : a fragmentary history », in. Daily, G.C. (dir), *Nature's services. Societal Dependence on Natural Ecosystems*, Island Press, Washington DC, p.11-19.

Mooney, H.A., 2011, « Foreword », in Kareiva, P., Tallis, H., Ricketts, T.H., Daily, G., Polasky, S. (eds.), 2011, *Natural Capital. Theory and Practice of Mapping Ecosystem Services*, Oxford University Press, Oxford, p.15-16.

Munda, G., 2010, *Social Multi-Criteria Evaluation for a Sustainable Economy*, Springer-Verlag, Berlin.

Muradian, R., Corbera, E., Pascual, U., Kosoy, N., May, P.H., 2010, « Reconciling theory and practice: An alternative conceptual framework for understanding payments for environmental services », *Ecological Economics*, n°69, p. 1202-1208.

Muradian, R., 2016, « Préface », in. Méral, P., Pesche, D., (coord.), 2016, *Les services écosystémiques. Repenser les relations nature et société*, Quae, Versailles, p.11-14.

Myers, J.P., Reichert, J.S., 1997, « Perspectives on nature's services », in Daily, G.C. (dir), *Nature's services. Societal Dependence on Natural Ecosystems*, Island Press, Washington DC, p.17-20.

Nachi, M., 2006, *Introduction à la sociologie pragmatique. Vers un nouveau 'style' sociologique ?*, A. Colin, Paris.

Naidoo, R., Ricketts, T.H., 2006, « Mapping the Economic Costs and Benefits of Conservation », *PLoS Biology*, vol.4, n°11, p.2153-2164.

Narcy, J., B., 2000, *Les conditions d'une gestion spatiale de l'eau. Le monde de l'eau face aux filières de gestion des espaces*, Thèse de l'ENGREF [Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts], Novembre, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nelson, E., Mendoza, G., Regetz, J., Polasky, S., Tallis, H., Cameron, D.R., Chan, K.M.A., Daily, G.C., Goldstein, J., Kareiva, P.M., Lonsdorf, E., Naidoo, R., Ricketts, T.H., Shaw, M.R., 2009, « Modeling multiple ecosystem services, biodiversity conservation, commodity production, and tradeoffs at landscape scale », *Frontiers in Ecology and the Environment*, vol.7, n°1, p.4-11.

Neumayer, E., 2003, *Weak versus Strong Sustainability – exploring the Limits of Two Opposing Paradigms*, Cheltenham, Northampton.

Nijkamp, P., 2005, « New Dimensions in Ecological Economics: Integrated Approaches to People and Nature », *Ecological Economics*, n°55, 133–134.

Norgaard R.B., 1989, « The case for methodological pluralism », *Ecological Economics* n°1, p.37–57.

Norgaard R.B., 1994, Development Betrayed : The End of Progress and a Coevolutionary Revisioning of the Future, Routledge, London.

Norgaard, R.B., 2000, « *Ecological Economics* », BioScience, vol.50, n°4, p.291.

Norgaard, R.B., 2010, « Ecosystem services : From eye-opening metaphor to complexity blinder », *Ecological Economics* n°69, p.1219-1227.

Norgaard, R.B., Bode, C., 1998, « Next, the value of God, and other reactions », *Ecological Economics*, n°25, p.37-39.

OCDE, site internet, Juin 2015 : http://www.oecd-ilibrary.org/environment/oecd-green-growth-papers_22260935.

O'Hara, S.U., 1996, « Discursive ethics in ecosystems valuation and environmental policy », *Ecological Economics*, n°16, p.95-107.

O'Neill J., 2007, *Markets, Deliberation and Environment*, Routledge, London.

O'Neill, J., Holland, A., Light, A., 2008, *Environmental Values*, Routledge, New-York.

Orléan A., 2004, « L'économie des conventions : définitions et résultats », in Orléan A. (ed.), *Analyse économique des conventions*, Presses Universitaires de France, Paris, p.9-48.

Paquot, T., 2012, *Introduction à Ivan Illich*, La Découverte, Paris.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 1968, « Parc Naturel Régional de Saint-Amand-Raismes. Charte constitutive », *Charte de 1968*, Centre de ressources du PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 1986, « Parc Naturel Régional Nord-Pas-de-Calais. Charte » *Charte de 1986*, Centre de ressources du PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 1995, « Rapport d'activités. 10 ans d'interventions du Parc Naturel Régional. Plaine de la Scarpe et de l'Escaut », *Synthèse des bilans d'activités 1986-1995*, Centre de ressources du PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 1998, « Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut. Objectif 2008 », *Charte de 1998*, Centre de ressources du PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2008, « Zooms 1998-2008 », *Synthèse des Bilans d'activités 1998-2008*, document en ligne : http://pnr-scarpe-escaut.fr/upload/Bilan_9_ans_WEB.pdf.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2010a, « Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut. Charte 2010-2022 », *Charte 2010-2022*, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/publications/charte-parc-scarpe-escaut-2010-2022.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2010b, « Bilan d'activités 2010 », *Bilan d'activités 2010*, Centre de ressources du PNRSE, Saint-Amand-les-Eaux.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2011a, « Parc mode d'emploi 2010-2022 », *Parc mode d'emploi*, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/node/6853.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2011b, « Bilan d'activités 2011 », *Bilan d'activités 2011*, *Centre de ressources du PNRSE*, Saint-Amand-les-Eaux.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2012, « Bilan d'activités 2012 », *Bilan d'activités 2012*, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/sites/default/files/ba_pnrse_2012_bdef.pdf.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2013, « Bilan d'activités 2013 », *Bilan d'activités 2013*, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/sites/default/files/ba_2013-pnrse-bat-light.pdf.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2014, « Bilan d'activités 2014 », *Bilan d'activités 2014*, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/sites/default/files/ba_2014-pnrse-bat_light_0.pdf.

PNRSE [Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut], 2016, « le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut », *Trombinoscope*, Février, document en ligne : http://www.pnr-scarpe-escaut.fr/contenu-standard/le-syndicat-mixte-de-gestion-du-parc-naturel-regional-scarpe-escaut-0.

Pearce, D., Moran, D., 1994, *The Economic Value of Biodiversity*, Earthscan, London.

Pearce D., Atkinson G., Mourato, S., 2006, *Cost-Benefit Analysis and the Environment. Recent developments*, OECD publishing, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pesche, D., 2013, « Le Millenium Ecosystem Assessment : anatomie d'une évaluation environnementale globale », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 21, n°4, p.363-372.

Pesche, D., Hrabanski, M., 2016, « Les services écosystémiques dans les politiques internationales », in. Méral, P., et Pesche, D. (coord.), *Les services écosystémiques. Repenser les relations nature et société*, Quae, Versailles, p.37-52.

Pigou, A.C., 1932 [1920], *The Economics of Wellfare*, Palgrave Macmillan, London.

Plumecocq, G., 2010, *Les règles, normes et conventions de développement durable dans la coordination des politiques publiques locales. Le cas de la région Nord-Pas-de-Calais*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Paris Ouest-Nanterre-La défense.

Point P., 2010, « La monétarisation de l'environnement, un cheminement de la pensée économique qui se poursuit », in Pappalardo, M., (dir.) « Donner une valeur à l'environnement : la monétarisation, un exercice délicat mais nécessaire », *Revue du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)*, décembre, p.5-9.

Polasky, S., Nelson, E., Camm, J., Csuti, B., Fackler, P., Lonsdorf, E., Montgomery, C., White, D., Arthur, J., Garber-Yonts, B., Haight, R., Kagan, J., Starfield, A., Tobalske, C., 2008, « Where to put things? Spatial land management to sustain biodiversity and economic returns », *Biological Conservation*, n°141, p.1505-1524.

Primack, R.B., Sarrazin, F., Lecomte, J., 2012, *Biologie de la Conservation*, Dunod, Paris.

Proctor, W., Drechsler, M., 2006, « Deliberative multi-criteria evaluation ». *Environmental Planning and Governance Policy*, n°24, p.169-190.

Ramaux C., 1996, « Les asymétries et les conflits sont-ils solubles dans la cognition ? Une lecture critique des Economies de la grandeur de L. Boltanksi et L. Thévenot (1991) », *Economie et société*, n°09, p.71-84.

Ramaux C., 2001, « La critique est-elle soluble dans le capitalisme? Le nouvel esprit du capitalisme de Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999) » *L'année de la régulation. Economie, Institutions, Pouvoirs*, p.279-308.

Reinert, M., 1993, « Les mondes lexicaux et leur logique à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage et Société*, n° 64, pp. 5-39.

Reinert, M., 2007, « Postures énonciatives et mondes lexicaux stabilisés en analyse statistique de discours », *Langage et Société* n°121-122, p.189-202.

Région Nord-Pas-de-Calais, 2013, « Stratégie Régionale pour la Biodiversité, Trame Verte et Bleue », *adoptée en séance plénière le 26 septembre* ; document en ligne : http://www.nordpasdecalais.fr/upload/docs/application/pdf/201409/strategie_biodiversite_sraddt_complet-_26_septembre_2013_pour_web_2014-09-22_16-20-3_823.pdf.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Région Nord-Pas-de-Calais, 2014a, « Au croisement de la recherche et des territoires : 34 projets au service de la biodiversité » ; document en ligne : http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/34_projets_projets_au_service_de_la_biodiversite_nov_2014.pdf.

Région Nord-Pas-de-Calais, 2014b, « Schéma Régional de Cohérence Ecologique, Trame Verte et Bleue du Nord-Pas-de-Calais », Juillet, document en ligne : http://www.nord-pas-de-calais-picardie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_srce-tvb_juillet_2014.pdf.

Ricoeur, P., 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Seuil, Paris.

Robinson, J.G., « Conservation Biology and Real-World Conservation », *Conservation Biology*, vol.20 n°3, p.658-669.

Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, A., Chapin, F.S., Lambin, E., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H., Nykvist, B., De Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S., Rodhe, H, Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P., Foley, J., 2009a, « Planetary boundaries : exploring the safe operating space for humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, n°2, p.1-33.

Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, A., Chapin, F.S., Lambin, E., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H., Nykvist, B., De Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S., Rodhe, H, Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P., Foley, J., 2009b, « A safe operating space for humanity », *Nature*, n°461, p.472-475.

Rodary, E., Castellanet, C., 2003, « Les trois temps de la conservation », in Rodary, E., Castellanet, C., Rossi, G., (dir) *Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?*, Karthala, Paris.

Rodary, E., Bonnin, M., Bidaud, C., Méral, P., 2016, « L'influence des services écosystémiques sur les aires protégées », in. Méral, P., et Pesche, D. (coord.), *Les services écosystémiques. Repenser les relations nature et société*, Quae, Versailles, p.229-247.

Rodriguez-Labajos, B., Martinez-Alier, J., « The economics of ecosystems and biodiversity. When is money valuation appropriate ? », in Healy, H., Martinez-Alier, J., Temper, L., Walter, M., Gerber, J.F., 2013, *Ecological Economics from the ground up*, Routledge, New-York, p.488-512.

Ropke I., 2004, « The early history of modern ecological economics », *Ecological Economics*, n°50, p.293–314.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ropke I., 2005, « Trends in the development of ecological economics from the late 1980's to the early 2000's », *Ecological Economics*, n° 55, p.262–290.

Sachs, I., 1980, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Economie et Humanisme, Paris.

Sainteny, G., 1997, *Les verts*, Paris, Presses Universitaires de France, Paris.

Sagoff, M., 2011, « The quantification and valuation of ecosystem services », *Ecological Economics*, n°70, p.497-502.

Sagoff, M., 2002, « On the Value of Natural Ecosystems : The Catskills Parable », *Politics and the Life Sciences*, vol.21, n°1, p16-21.

SCEP [Study of Critical Environmental Problems], Matthews, W.H., (eds.), 1970, *Man's Impact on the Global Environment : Assessment and Recommandations for Action*, The MIT Press, Cambridge.

Schaeffer, Y., 2014, « La monétarisation de l'environnement face à l'idéal démocratique : une synthèse des critiques issues de l'économie écologique », *Istrea Grenoble*, UR Development of Mountain Regions.

Serne, P., *Des verts à EELV, 30 ans d'histoire de l'écologie politique*, Les Petits Matins, Paris.

Serpantié, G., Méral, P., Bidaud, C., 2012, « Des bienfaits de la nature aux services écosystémiques. Eléments pour l'histoire et l'interprétation d'une idée écologique », *Vertigo*, vol. 12, n°3, p.1-25.

SESEEP, 2011, « Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : intérêts d'une Evaluation et démarche Prospective », *Dossier de candidature*, Appel à projet de recherche Biodiversité.

SESEEP, 2012, « Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Evaluation et approche Prospective », *Rapport d'étape*, Décembre.

SESEEP, 2014, « Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Evaluation et approche Prospective », *Rapport de recherche*, Juin.

Shmelev, S., 2012, *Ecological Economics. Sustainability in Practice*, Springer, Oxford.

Shwartz, A., 2013, « Les indicateurs de biodiversité et leurs relations avec les services écosystémiques », *document de travail du projet SESEEP*, Octobre.

Sinaï, A. (dir.), 2013, *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, Paris.

Soulé, M., 1985, « What is Conservation Biology ? », *BioScience* vol. 35, p.727-734.

Spash, C.L., 1999, « The development of environmental thinking in economics », *Environmental Values*, n°8, p.413–435.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Spash, C.L., 2000, « Ecosystems, contingent valuation and ethics : the case of wetland re-creation », *Ecological Economics*, n°34, p.195-215.

Spash, C.L., 2007a, « The economics of climate change impacts à la Stern: Novel and nuanced or rhetorically restricted ? », *Ecological Economics*, n°63, p.706-713.

Spash, C.L., 2007b, « Deliberative monetary valuation (DMV): Issues in combining economic and political processes to value environmental change », *Ecological Economics*, n°60, p.690-699.

Spash, C.L., 2008, « How Much is that Ecosystem in the Window ? The One with the Bio-diverse Trail », *Environmental Values*, n°17, p.259-284.

Spash, C.L., 2009a, « The new environmental pragmatists, pluralism and sustainability », *Environmental Values*, vol.18 n°3, p.253-256.

Spash, C.L., 2009b (eds.), *Ecological Economics. Critical concepts in the environment*, Routledge, London.

Spash, C.L., 2010, « The Brave New World of Carbon Trading », *New Political Economy*, vol.15, n°2, p.169-195.

Spash, C.L., 2011a, « TEEB. Terrible Economics, Ecosystems and Banking », *Environmental Values*, vol.20, p.141-145.

Spash C.L., 2011b, « Social Ecological Economics: understanding the past to see the future », *American Journal of Economics and Sociology*, vol.70, n°2, p.340-375.

Spash C.L., 2012, « New foundations for ecological economics », *Ecological Economics*, n°77, p.36-47.

Spash, C.L., 2013, « The shallow or the deep ecological economics movement ? » *Ecological Economics*, n°93, p.351-362

Spash, C.L., 2015, « Bulldozing biodiversity : The economics of offsets and trading-in Nature », *Biological Conservation*, n°192, p.541-551.

Spash, C.L., Vatn, A., 2006, « Transferring environmental value estimates : issues and alternatives », *Ecological Economics*, n°60, p.379-388.

Steffen, W., Sanderson, A., Tyson, P.D., Jäger, J., Matson, P.A., Moore, B. Oldfield, F., Richardson, K., Schellnhuber, H.J., Turner, B.L., Wasson, R.J., 2004, *Global Change and the Earth System. A planet under pressure*, Springer, New-York.

Steffen, W., Curtzen, P., Grinevald, J., McNeill, J., 2011, « The Anthropocene : Conceptual and Historial Perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, n°369, p.842-867.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Suarez, D., Corson, C., 2013, « Seizing the center stage : ecosystem services, live, at the convention on biological diversity », *Human geography*, n°6, p.64-80.

Tallis, H., Polasky, S., 2009, « Mapping and Valuing Ecosystem Services as an Approach for Conservation and Natural-Resource Management », *The Year in Ecology and Conservation Biology*, n°1162, p.265-283.

Tallis, H., Polasky, S., 2011, « Assessing multiple ecosystem services : an integrated tool for the real world », in Kareiva, P., Tallis, H., Ricketts, T.H., Daily, G., Polasky, S. (eds.), *Natural Capital. Theory and Practice of Mapping Ecosystem Services*, Oxford University Press, Oxford.

TEEB [The Economics of Ecosystems and Biodiversity], 2009, *National and International Policy Makers – Summary : Responding to the Value of Nature*, UNEP, Bonn.

TEEB [L'Economie des écosystèmes et de la biodiversité], 2010a, *Intégration de l'Economie de la nature. Une synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB*, PNUE, Bonn.

TEEB [The Economics of Ecosystems and Biodiversity], 2010b, *Local and Regional Policy Makers*, UNEP, Bonn.

TEEB [The Economics of Ecosystems and Biodiversity], 2010c, *Report for Business – Executive Summary*, UNEP, Bonn.

TEEB [The Economics of Ecosystems and Biodiversity], 2010d, *Ecological and Economic Foundations*, Kumar, P., (ed.), Earthscan, London.

Teillac-Deschamps, P., Clavel, J., 2012, « Les services écosystémiques, un outil politique et non écologique », in Fleury, C. et Prévot-Julliard, A.C. (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*, Fayard, Paris, p.311-323.

Teyssèdre, A., 2005, « Vers une sixième grande crise d'extinctions ? », in. Barbault, R., Chevassus-au-Louis, B. (dir.) et Teyssèdre, A. (coord.), *Biodiversité et changements globaux. Enjeux de société et défis pour la recherche*, édition ADPF, p.24-36.

Teyssèdre, A., 2010, « Les services écosystémiques, notion clé pour explorer et préserver le fonctionnement des (socio)écosystèmes », *Société Française d'Ecologie*, Regard n°4, p.1-5.

Thévenot L., 1989, « Équilibre et rationalité dans un univers complexe », *Revue Economique*, vol.40, n°2, p.147-198.

Thévenot, L., Moody, M., Lafaye, C., 2000, « Forms of valuing nature : arguments and modes of justification in French and American disputes », in Lamont, M. et Thévenot, L., (eds.), *Rethinking comparative cultural sociology : repertories of evaluation in France and in the United-States*, Cambridge, Cambridge University Press, p.229-272.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tordjman, H., Boisvert, V., 2012, « L'idéologie marchande au service de la biodiversité ? », *Mouvements*, n°70, p.31-42.

Trabal, P., 2002, *Mode d'emploi de Prospéro*, association Doxa.

Trabal, P., 2005, « Le logiciel Prospéro à l'épreuve d'un corpus de résumés sociologiques », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°85, p.10-43.

Trabal, P., Duret, P., 2003, « Le dopage dans le cyclisme professionnel : accusations, confessions et dénégations », *STAPS*, vol. 24, n°60, p. 59-74.

Turner, K., Perrings, C., Folke, C., 1997, « Ecological economics: paradigm or perspective », in Van den Bergh, J., van der Straaten, J. (eds.), *Economy and Ecosystems in Change*, Edward Elgar, Cheltenham, p.25-49.

UICN [Union Internationale pour la Conservation de la Nature], PNUE [Programme des Nations Unies pour l'Environnement], WWF [World Wide Fund for Nature], 1980, *Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des ressources vivantes au service du développement durable*. Union Internationale pour la Conservation de la Nature, Gland.

Van den Bergh, J., 2010, « Externality or sustainability economics ? », *Ecological Economics*, n°69, p.2047-2052.

Vatn, A., 2005a, « Rationality, institutions and environmental policy », *Ecological Economics*, n°55, p.203-217.

Vatn A., 2005b, *Institutions and the environment*, Edward Elgar, Cheltenham.

Vatn, A., 2009, « An institutional analysis of methods for environmental appraisal », *Ecological Economics*, n°68, p.2207-2215.

Vivien, F.D., 2005a, *Le développement soutenable*, Paris, La Découverte.

Vivien, F.D., 2005b, « La diversité biologique entre valeurs, évaluation et valorisations économiques », in Marty, P., Vivien, F.D., Lepart, J., Larrère, R., 2005, (coord.), *Les biodiversités : objets, théories, pratiques*, Paris, CNRS, p.61-75.

Vivien, F., D., 2013, « 20-22 juin 2012 : Rio plus vain ? », *Développement durable et territoires*, vol. 4, n°3, p.1-9.

Vrignon, A., 2012, « Ecologie et politique dans les années 1970. Les amis de la terre en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 113, p.179-190.

Wallace, K.J., 2007, « Classification of ecosystem services : Problems and solutions », *Biological Conservation*, n°139, p.235-246.

Westman, W.E., 1977, « How much are nature's services worth ? », *Science* n°197, p.960-964.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Wilson, E.O., Peter, F.M (eds.), 1988, *BioDiversity*, National Academy Press, Washington DC.

Worster, D., 1994, *Nature's economy. A history of ecological ideas*, Cambridge University Press, Cambridge.

Zografos, C., Howarth, R.B., 2008, *Deliberative Ecological Economics. Ecological Economics and human well-being*, Oxford University Press, Oxford.

Zuindeau, B., 2009, « La difficile progression du développement durable », in Theys, J., du Tertre, C., Rauschmayer, F., *Le développement durable, la seconde étape*, Editions de l'Aube, Paris.

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES

ACB : Analyses Coûts-Bénéfices

ADEPSE : Association de Développement des Equipements du Parc naturel régional Scarpe-Escaut

CAR : Comité d'Aménagement Rural

CDB : Convention sur la Diversité Biologique

CNPN : Conseil National de la Protection de la Nature

CREDOC : Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie

CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière

CSENPC : Conseil Scientifique de l'Environnement du Nord-Pas-de-Calais

DRA : Directive Régionale d'Aménagement

EC : Economie des Conventions

ENRx : Espaces Naturels Régionaux

ENS : Espaces Naturels Sensibles

EPCI : Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

InVEST : Integrated Valuation of Ecosystem Services and Trade-offs

IPBES : Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services

MEA : Millenium Ecosystem Assessment

MEDDE : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

MESHS : Maison Européenne des Sciences Humaines et Sociales

MNHN : Muséum National d'Histoire Naturelle

ONF : Office National des Forêt

PAC : Politique Agricole Commune

PLU : Plans Locaux d'Urbanisme

PNR : Parcs Naturels Régionaux

PNRSE : Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

PNTH : Parc Naturel Transfrontalier eu Hainaut

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

POS : Plan d'Occupation des Sols

Prospéro : PROgramme de Sociologie Pragmatique, Expérimentale et Réflexive sur Ordinateur

PSE : Paiements pour Services Ecosystémiques

RBD : Réserves Biologiques Domaniales

RBI : Réserve Biologique Intégrale

SAGE : Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SCI : Syndicat des Communes Intéressées

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SE : Services Ecosystémiques

SESEEP : Les Services Ecosystémiques du parc naturel régional Scarpe-Escaut : Evaluation et approche Prospective

SIGALE : Système d'Information Géographique et d'Analyse de L'Environnement

SMAHVSBE : Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique des Vallées de la Scarpe et du Bas Escaut

SRADT : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire

TEEB : The Economics of Ecosystems and Biodiversity

TVB : Trame Verte et Bleue

UICN : Conservation de la Nature

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

VNF : Voies Navigables de France

WWF : World Wildlife Fund

ZICO : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux.

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique.

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zones Spéciales de Conservation

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Encadrés

Encadré n°1.1 : La Biologie de la Conservation

Encadré n°1.2 : L'Economie de l'Environnement

Encadré n°1.3 : La vision pré-analytique de l'Economie Ecologique et Sociale

Encadré n°1.4 : Le « *nouveau pragmatisme environnemental* »

Encadré n°1.5 : Le fonctionnement d'InVEST

Encadré n°1.6 : L'évaluation des SE et le « *transfert de bénéfices* »

Encadré n°2.1 : Les objectifs de SESEEP : évaluation des SE et démarche prospective

Encadré n°2.2 : Le périmètre de notre participation au projet SESEEP

Encadré n°2.3 : La méthode d'évaluation de la biodiversité mise en œuvre dans SESEEP

Encadré n°2.4 : Un exemple type de grille d'entretien

Encadré n°2.5 : Espaces Naturels Régionaux (ENRx)

Encadré n°3.1 : Les axiomes du modèle des Economies de la grandeur

Encadré n°3.2 : Les représentations de la nature dans les mondes communs

Encadré n°4.1 : Les sources de l'indignation des critiques sociales et artistes

Encadré n° 4.2 : La cité par projets

Encadré n°5.1 : Un exemple type de grille d'entretien

Encadré n°5.2 : Prospéro, l'association Doxa et la littérature de référence autour du logiciel

Encadré n°5.3 : La montée de la cité par projets et les changements dans le positionnement institutionnel et la manière de travailler du PNRSE

Encadré n°5.4 : La démarche de suivi et d'évaluation de la charte de 2010

Encadré n°5.5 : La complexité de la démarche de suivi et d'évaluation de la charte de 2010 et le travail partenarial, « *en mode projets* »

Encadré n°5.6 : Les énoncés faisant référence à la « *croissance* » dans le corpus

Encadré n°5.7 : Le réaménagement du terril de Rieulay et le passage d'un développement non-durable à un développement durable

Encadré n°5.8 : La critique de la notion de patrimoine naturel, selon Gérald Duhayon

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Encadré n°6.1 : Un exemple type de grille d'entretien

Encadré n°6.2 : Les interdépendances entre conservation et développement sur le territoire du PNRSE

Figures

Figure n°1.1 : Le schéma conceptuel de l'évaluation des SE

Figure n°2.1 : L'organisation institutionnelle du PNRSE

Figure n°2.2 : L'équipe technique du PNRSE

Figure n°3.1 : La Théorie des Conventions

Figure n°5.1 : Représentation schématique du fonctionnement de Prospéro

Figure n°6.1 : La critique écologiste du PNRSE et les SE

Graphiques

Graphique n°5.1 : L'évolution historique de la présence des signataires de la charte

Graphique n°5.2 : L'évolution des différents types d'usagers du territoire dans le corpus

Graphique n°5.3 : Les grands domaines d'intervention du PNRSE

Graphique n°5.4 : L'évolution historique des orientations stratégiques du PNRSE.

Graphique n°5.5 : L'évolution historique des entités semi-naturelles dans le corpus

Graphique n°5.6 : Le déploiement des registres de justification dans le corpus

Graphique n°5.7 : L'évolution historique des registres de justification du PNRSE

Graphique n°5.8 : L'évolution historique des autres catégories du corpus

Graphique n°5.9 : L'évolution historique des êtres-fictifs liés au développement et à l'économie dans le corpus

Tableaux

Tableau n°1.1 : Synthèse de la sociohistoire des SE

Tableau n°2.1 : Les SE évalués dans SESEEP et les indicateurs retenus

Tableau n°2.2 : Les personnes interrogées au cours de l'enquête

Tableau n°2.3 : Le budget annuel des programmes d'actions du PNRSE

Tableau n°2.4 : Les grandes étapes de la construction historique du PNRSE

Tableau n°3.1 : Les deux approches de l'analyse des conventions

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau n°4.1 : Les trois formes historiques d'esprit du capitalisme

Tableau n°4.2 : Les trois formes de justification de la conservation de la nature

Tableau n°4.3 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

Tableau n°5.1 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

Tableau n°5.2 : La critique écologiste du PNRSE et son évolution historique

Tableau n°5.3 : Les objets de base de Prospéro

Tableau n°5.4 : Un corpus divisé en quatre grandes périodes historiques

Tableau n°5.5 : Synthèse des cinq étapes du modèle d'analyse opérationnel

Tableau n°5.6 : Les neuf grands domaines d'intervention du PNRSE

Tableau n°5.7 : Les entités du corpus qui incarnent le PNRSE

Tableau n°5.8 : Les entités qui incarnent le PNRSE, leurs qualités et leurs réseaux

Tableau n°5.9 : Les signataires

Tableau n°5.10 : Les objectifs stratégiques des signataires, tels que décrits dans la charte de 2010

Tableau n°5.11 : Les principaux partenaires institutionnels du PNRSE

Tableau n°5.12 : Les autres acteurs du corpus

Tableau n°5.13 : Les champs lexicaux de l'accord et du conflit dans le corpus

Tableau n°5.14 : Les êtres-fictifs représentatifs des orientations stratégiques du PNRSE

Tableau n°5.15 : Les êtres-fictifs représentatifs des orientations stratégiques du PNRSE, leurs qualités et leurs réseaux

Tableau n°5.16 : Les entités territoriales du PNRSE

Tableau n°5.17 : Les zonages d'inventaire et de protection sur le territoire du PNRSE

Tableau n°5.18 : Les registres de justification actifs sur le corpus

Tableau n°5.19 : Les êtres-fictifs liés au développement et à l'économie dans le corpus

Tableau n°5.20 : La critique écologiste du PNRSE, une mise en perspective historique

Tableau n°6.1 : Les trois formes de critiques écologistes contemporaines

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 9
SOMMAIRE 11
INTODUCTION GENERALE 13
PREMIERE PARTIE : L'OBJET DE LA RECHERHE ET L'ETUDE DE CAS 33
Les services écosystémiques et le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut 33
CHAPITRE 1 37
Les services écosystémiques et le « *nouveau pragmatisme environnemental* » : éléments de sociohistoire et mise en perspective critique 37
Introduction 39
1. Une sociohistoire des SE : une approche au croisement de Biologie de la Conservation et de l'Economie Ecologique 41
1.1 L'émergence de la notion de SE et l'essor de la Biologie de la Conservation 43
1.2 Les outils d'évaluation des SE et la construction de l'Economie Ecologique 50
1.2.1 Le développement des premières méthodes d'évaluation monétaires : l'Economie de l'Environnement 50
1.2.2 La remise en cause ces outils standards d'évaluation environnementale et la construction d'un programme alternatif : les fondements de la *Social Ecological Economics* 54
1.3 L'essor du « *nouveau pragmatisme environnemental* » : la médiatisation et la mise en politique des SE 59
1.3.1 Les reconfigurations de la pensée économique et écologique de l'environnement : l'émergence du « *nouveau pragmatisme environnemental* » 60
1.3.2 La médiatisation et la mise en politique des SE 65
2. Une approche controversée : les définitions et les outils d'évaluation des SE 69
2.1 De la biodiversité aux SE : définitions, controverses et critiques 71
2.2 L'évaluation monétaire des SE et les méthodes alternatives 77
2.2.1 L'évaluation monétaire et ses critiques 77
2.2.2 La monétarisation comme instrument de communication 79
2.2.3 La monétarisation dans le cadre de l'évaluation *ex-ante* 80
2.2.4 La monétarisation dans le cadre de l'évaluation *ex-post* 82
2.3 InVEST et les outils d'évaluation spatialisés des SE 84
2.3.1 Présentation générale de l'outil InVEST : de l'ACB à l'évaluation « *intégrée* » des SE ? 84

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.3.2 Quelques exemples d'application des outils d'évaluation spécialisés des SE : de l'évaluation « *intégrée* » à l'ACB spatialisée 88

2.3.3 Une mise en perspective critique : le cadre analytique et les enjeux institutionnels sous-jacents à l'évaluation spatialisée des SE 92

Conclusion 98

CHAPITRE 2 103

Le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut et le projet de recherche SESEEP 103

Introduction 105

1. Le projet SESEEP et la construction de l'enquête empirique 106

1.1 Le projet SESEEP : une mise en perspective critique 107

1.1.1 La visée du projet : les SE comme outils de diagnostic territorial, au service de la décision publique 107

1.1.2 Une quantification pluraliste et non monétaire des SE 108

1.1.3 Les principaux résultats du projet : une mise en perspective critique 110

1.2 Au-delà de SESEEP : la construction de l'enquête empirique 114

1.2.1 Présentation générale de l'enquête 117

1.2.2 Le travail d'enquête autour des entretiens semi-directifs 118

2. Le PNRSE : vers une analyse institutionnelle et sociohistorique 121

2.1 Le fonctionnement institutionnel des PNR et celui du PNRSE 122

2.1.1 La spécificité des PNR parmi les autres types d'espaces protégés en France : leur vocation et leurs missions 122

2.1.2 La charte et ses signataires 125

2.1.3 Les organes politiques du parc : le Syndicat Mixte de gestion et le Syndicat des Communes Intéressées (SCI) 126

2.1.4 L'équipe technique du PNRSE : organisation et financement 131

2.1.5 Le budget du PNRSE 136

2.1.6 La charte des PNR : un outil contractuel et règlementaire 139

2.2 Vers une analyse sociohistorique du PNRSE 152

2.2.1 Les années 1960 et 1970 : la création des PNR et celle du PNR de Saint-Amand-Raismes 153

2.2.2 Les années 1980 : la décentralisation et le PNR du Nord-Pas-de-Calais .. 155

2.2.3 Les années 1990 : la loi paysages et le PNRSE 157

2.2.4 Les changements institutionnels des années 2000 et le Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut 160

Conclusion 171

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 177
DEUXIEME PARTIE : LE CADRE THEORIQUE ET LE MODELE D'ANALYSE 181
L'Economie des Conventions et l'écologisme comme critique du capitalisme 181
CHAPITRE 3 185
L'Economie des Conventions et le problème de la cité écologiste 185
Introduction 187
1. De la Théorie des Conventions à l'Economie des Conventions : les fondements de la pensée conventionnaliste 189
1.1 La Théorie des Conventions : règles constitutives et règles régulatives, l'approche stratégique et l'approche interprétative des conventions 189
1.2 L'histoire et les fondements de l'Economie des Conventions (EC) 192
2. Le modèle des *Economies de la grandeur* et l'impossibilité théorique de la cité écologiste 198
2.1 Le modèle des Economies de la grandeur 199
2.2 L'impossibilité théorique de la cité écologiste 203
2.2.1 L'écologisme comme instrument de justification et les représentations de la nature dans les mondes communs 204
2.2.2 Le patrimoine naturel comme compromis 206
2.2.3 La cité verte et la grammaire des mondes communs 208
2.3 L'impossibilité de la cité verte et la légitimité de l'analyse conventionnaliste de l'écologisme 211
Conclusion 216
CHAPITRE 4 221
L'écologisme : une critique du capitalisme ? Une lecture conventionnaliste de la problématique environnementale 221
Introduction 223
1. Le capitalisme, son esprit et sa dynamique 226
1.1 Le capitalisme et son esprit 226
1.2 La critique et ses objets de dénonciation 229
1.3 La critique en tant qu'elle oriente le capitalisme et ses dispositifs dans le sens d'une plus grande justice (ou vers moins d'inégalité) 230
1.4 Le capitalisme en tant qu'il cherche à réduire le coût de la tension en justice des épreuves 230
1.5 La formation des cités comme points d'appui normatifs du capitalisme… et de sa mise en critique 232
2. Quel statut théorique pour la critique écologiste ? 233

© 2016 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.1 Les sources de l'indignation des critiques sociale et artiste 234
2.2 La source de l'indignation écologiste et les critiques écologistes 235
2.3 L'écologisme et les cités 238
3. La construction historique de l'écologisme comme critique du capitalisme 241
3.1 Les prémisses de l'écologisme : la construction du champ de la conservation 242
3.1.1 Le premier temps de la conservation 242
3.1.2 Préservation, conservation et patrimonialisation de la nature 245
3.2 Les années critiques 252
3.2.1 De l'écologie scientifique à l'écologie politique 253
3.2.2 L'émergence du mouvement écologiste en France : une étroite proximité entre revendications artistes et écologistes 257
3.3 Le monde connexionniste et l'avènement de la cité par projets : l'endogénéisation des critiques artiste et écologiste par le capitalisme 260
3.3.1 Les déplacements du capitalisme en réponse aux critiques 261
3.3.2 La critique écologiste et l'émergence de la cité par projets 263
3.3.3 L'endogénéisation et l'affaiblissement des critiques 264
3.4 Les formes contemporaines de la critique écologiste : la décroissance, le développement durable et la croissance verte 266
3.4.1 La décroissance 268
3.4.2 Le développement durable 272
3.4.3 La croissance verte 273
Conclusion 277
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 281
TROISIEME PARTIE : RESULTATS 285
La critique écologiste du PNRSE et les services écosystémiques 285
CHAPITRE 5 287
La critique écologiste du PNRSE : une critique fondée sur compromis Domestique/Par-projets, occupant un espace intermédiaire entre la décroissance et le développement durable 287
Introduction 289
1. Présentation de Prospéro et du modèle d'analyse opérationnel 294
1.1 Le logiciel Prospéro 296
1.1.1 Prospéro et les autres outils de statistique textuelle 296
1.1.2 Une posture épistémologique favorisant une démarche interprétative, pour l'analyse des dossiers complexes 299

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1.3 Un espace de calcul intermédiaire, entre les *Economies de la grandeur* de Boltanski et Thévenot et la *Théorie de l'acteur-réseau* de Callon et Latour 304
1.1.4 Inventaire des fonctionnalités basiques..... 306
1.1.4.1 Les objets de base et la création des expressions 306
1.1.4.2 Les entités, les êtres-fictifs et leurs occurrences..... 309
1.1.4.3 Les réseaux et les formules..... 310
1.1.4.4 Les catégories et les collections..... 311
1.1.4.5 Les configurations discursives et leurs transformations..... 312
1.2 Une utilisation originale de Prospéro : présentation du modèle d'analyse opérationnel..... 314
1.2.1 Présentation du corpus, de sa mise en perspective historique et des modalités de son articulation avec les entretiens réalisés..... 315
1.2.2 Un raisonnement hypothético-déductif visant à caractériser la critique écologiste du PNRSE 318
1.2.2.1 Les acteurs en présence dans le corpus 320
1.2.2.2 Les grands domaines d'intervention du PNRSE et l'évolution historique des orientations stratégiques du parc : une mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement 322
1.2.2.3 Les modalités de qualification des entités semi-naturelles en présence dans le corpus : quelle « *nature* » faut-il protéger ?..... 324
1.2.2.4 Les registres de justification dominants dans le corpus : le type de compromis qui caractérise la critique écologiste du PNRSE..... 324
1.2.2.5 Une mise en récit argumentative : les sources de l'indignation du PNRSE 327
2. Résultats : la critique écologiste du PNRSE 328
2.1 Les acteurs en présence dans le corpus 329
2.1.1 Le PNRSE comme entité collective et sa visibilité sur le territoire..... 329
2.1.2 Le PNRSE et les signataires 334
2.1.3 Les partenaires, les dispositifs institutionnels et les autres acteurs du corpus 337
2.1.4 Du conflit d'acteurs à l'articulation des enjeux de conservation et de développement 342
2.2 Les grands domaines d'intervention du PNRSE et l'évolution historique des orientations stratégiques du parc : une mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement..... 346
2.2.1 Les grands domaines d'intervention du PNRSE..... 347
2.2.2 Les orientations stratégiques du PNRSE et leur évolution historique 348

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2.3 La mise en cohérence des objectifs de conservation et de développement 358

2.3 Les modalités de qualification des entités semi-naturelles en présence dans le corpus : quelle « *nature* » faut-il protéger ? 367

2.3.1 Les principales entités territoriales du PNRSE : de 1998 à 2010 368

2.3.2 La protection du « *Cœur de nature* » et son évolution..... 370

2.3.3 Les entités semi-naturelles de référence dans le corpus et leur évolution historique..... 373

2.3.4 Les interprétations du « *patrimoine* » et de la « *biodiversité* »..... 379

2.4 Les registres de justification sur lesquels s'appuie la critique écologiste du PNRSE 383

2.4.1 Le déploiement des registres de justification dans le corpus 383

2.4.2 L'évolution historique des registres de justification et des autres catégories 388

2.4.3 L'importance du registre domestique comme support de la critique écologiste du PNRSE 396

2.5 Une mise en récit argumentative : les sources de l'indignation du PNRSE 398

2.5.1 Le déploiement des sources de l'indignation du PNRSE dans le corpus.. 399

2.5.2 Une critique écologiste intermédiaire entre le développement durable et la décroissance 404

Conclusion..... 414

CHAPITRE 6 423

Les services écosystémiques, de nouveaux outils de justification au service de la critique écologiste du PNRSE ? 423

Introduction 425

1. Les fondements en légitimité des SE : un instrument au service de l'idéologie de la croissance verte 430

1.1 Les SE à la lumière du modèle des *Economies de la grandeur* 431

1.2 Les SE et la critique écologiste de la croissance verte 436

2. Les SE et la critique écologiste du PNRSE..... 439

2.1 L'intérêt des SE et de l'évaluation monétaire pour le PNRSE : une mise en perspective à partir des entretiens réalisés 440

2.1.1 Une attitude de prudence et une mise à distance critique vis-à-vis de l'évaluation monétaire..... 440

2.1.2 L'interprétation de la notion de SE et les modalités de l'intégration d'une approche par les SE du point de vue des personnes interrogées 449

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2 Les SE comme instruments de redéfinition des priorités stratégiques du PNRSE : une critique de l'approche opérationnelle des SE 457
2.3 Les SE comme outils de dialogue territorial : une critique de l'approche métaphorique des SE 464
2.4 Vers une relance de la critique écologiste du PNRSE orientée vers un compromis domestique/civique 474
Conclusion 480
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE 485
CONCLUSION GENERALE 491
BIBLIOGRAPHIE 505
LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES 527
LISTE DES ILLUSTRATIONS 529
TABLE DES MATIERES 533
RESUME 542

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

RESUME

Le paradoxe des « *services écosystémiques* » est qu'ils tendent à devenir aujourd'hui un référentiel dominant en matière de conservation et de protection de la biodiversité, mais qu'ils restent, dans le même temps, une approche très controversée, notamment dans le champ de l'Economie Ecologique. Le présent travail de thèse vise à interroger le potentiel transformateur de l'approche par les services écosystémiques, vis-à-vis des dynamiques institutionnelles qui régissent les rapports entre la conservation et le développement.

Pour ce faire, nous nous basons sur une étude de cas précise : celle du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut, dans le département du Nord. Nous y avons réalisé une expérience d'observation participante, dans le cadre d'un projet d'évaluation de services écosystémiques sur le territoire. Nous avons également conduit des entretiens semi-directifs avec un certain nombre de représentants du parc et étudié ses documents de gestion, à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles (Prospéro). Le cadre théorique mobilisé est celui de l'Economie des Conventions. L'apport de la thèse est de proposer de modéliser l'écologisme non pas sous la forme idéale de la cité, mais comme une critique du capitalisme, au sens de Boltanski et Chiapello (1999). Selon nous, les principales formes de critiques écologistes contemporaines sont la décroissance, le développement durable et la croissance verte et ces dernières s'appuient sur différentes formes de compromis entre plusieurs ordres de grandeur.

Notre analyse nous amène à penser que la place des services écosystémiques, comme outils de justification au service du parc Scarpe-Escaut doit être relativisée. Ce qui donne du sens au projet de conservation et de développement porté par le parc est en effet la mobilisation d'un registre domestique, alors que les fondements normatifs des services écosystémiques reposent plutôt sur les cités marchande et par-projets. Les services écosystémiques peuvent ainsi être compris comme des dispositifs importants de la critique écologiste de la croissance verte, laquelle s'avère peu subversive vis-à-vis du capitalisme connexionniste.

Mots clefs : services écosystémiques, Parc Natuel Régional, Economie Ecologique, Economie des Conventions, critique écologiste

ABSTRACT

The paradox of « *ecosystem services* » is that they tend to become today a dominant approach to conservation and biodiversity protection, while remaining at the same time very controversial, especially in the field of Ecological Economics. The thesis aims at questioning the transformative potential of the ecosystem services approach, regarding the institutional dynamics governing the relations between conservation and development.

This research is built on a precise case study: the Scarpe-Escaut Regional Natural Park, in the north of France. In the park, we carried out a participative observation experience within an ecosystem services valuation project; we conducted semi-structured interviews and studied the park's management documents using a text-based data analysis software (Prospéro). The theoretical perspective developed is conventionalist. This thesis points out that ecologism shouldn't be modelled as an ideal "order of worth", but rather as a critique of capitalism, following Boltanski & Chiapello (1999). We show that the main contemporary forms of ecologist criticisms are degrowth, sustainable development and green growth, each of them relying on different forms of compromises between several "orders of worth".

Our analysis leads us to think that the role of ecosystem services, as justification tools for the Scarpe-Escaut Park can be relativised. What gives meaning to the park's conservation and development project is indeed the mobilisation of a domestic "order of worth", while the normative basis of ecosystem services appears to be related to the merchant and per-projects "orders of worth". This makes of ecosystem services an important part of the green growth ecological criticism, the latter being poorly subversive towards connexionist capitalism.

Keywords: ecosystem services, Natural Regional Park, Ecological Economics, Convention Economics, ecological criticism

© 2016 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr